

# Acta Historica

ACADEMIAE SCIENTIARUM HUNGARICAE

REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE

ЖУРНАЛ ВЕНГЕРСКОЙ АКАДЕМИИ НАУК

JOURNAL OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES

ZEITSCHRIFT DER UNGARISCHEN AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN

## Index

### ETUDES

Katalin Péter: Vie de la société transylvaine  
dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle

Ágnes R. Várkonyi: Politique envers les serfs  
et développement culturel dans l'Etat  
de Rákóczi

G. Ránki: The Great Powers and the Eco-  
nomic Reorganization of the Danube  
Valley after World War I.

### COMMUNICATIONS

VIE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

COMPTES RENDUS DU LIVRES

EIGHTH INTERNATIONAL ECONOMIC

HISTORY CONGRESS Budapest 1982



AKADÉMIAI KIADÓ  
BUDAPEST

1981

TOMUS XXVII

Nr. 1—2

# ACTA HISTORICA

ACADEMIAE SCIENTIARUM HUNGARICAE  
REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE  
ЖУРНАЛ ВЕНГЕРСКОЙ АКАДЕМИИ НАУК  
JOURNAL OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES  
ZEITSCHRIFT DER UNGARISCHEN AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN

ADRESSE DE LA RÉDACTION: 1014 BUDAPEST I., ÜRI U. 51–53.

Membres du Comité de la Rédaction: ZS. P. PACH (rédacteur en chef), É. H. BALÁZS, I. T. BEREND,  
I. DIÓSZEGI, L. ELEKES, GY. EMBER, T. HAJDÚ, J. JEMNITZ, E. MÁLYUSZ, F. MUCSI (rédacteur),  
E. NIEDERHAUSER, M. ORMOS, E. PAMLÉNYI, J. PERÉNYI, F. PÖLÖSKEI, GY. TOKODY, E. S. VINCZE,  
L. ZSIGMOND, Secrétaire de la Rédaction: A. PÓK, Assistante de la Rédaction: K. PERLUSZ

Az *Acta Historica*, az MTA történettudományi folyóirata, francia, orosz, angol és német nyelven közöl értekezéseket a történettudomány köréből.

Az *Acta Historica* változó terjedelmű füzetekben jelenik meg: négy füzet alkot egy kb. 25–30 íves, évente megjelenő kötetet.

Megrendelhető a belföld számára az „Akadémiai Kiadó”-nál (1363 Budapest Pf. 24. Bankszámla 215-11448), a külföld számára pedig a „Kultúra” Külkereskedelmi Vállalatnál (1389 Budapest 62, P. O. B. 149. Bankszámla: 218-10990) vagy külföldi képviselőinél és bizományosainál.

---

Les *Acta Historica* paraissent en français, russe, anglais et allemand et publient des travaux du domaine des sciences historiques.

Les *Acta Historica* sont publiés sous forme de fascicules qui forment un volume à 400–500 pages par an.

Ou peut s'abonner à l'Entreprise du Commerce Extérieur « Kultúra » (1389 Budapest 62, P.O.B. 149) ou chez représentants à l'étranger.



# Vie de la Société Transylvaine dans la Première Moitié du XVII<sup>e</sup> Siècle

par

KATALIN PÉTER

## 1. Reconstruction

Après la guerre de quinze ans, la période de reconstruction des édifices a été assez prolongée. Nous ne disposons, certes pas, de données précises, mais il nous semble que ce n'est que vers le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle que l'aspect extérieur de la Transylvanie reconquit son brillant de la seconde moitié du XVI<sup>e</sup>. Il est même probable que les dirigeants du pays ont fait de grands efforts délibérés pour atteindre le niveau d'antan ; la nécessité de remédier aux dégâts constituait le thème constant des diètes. C'est surtout la reconstruction de Gyulafehérvár (Alba Iulia) qui est au centre des préoccupations. Conformément, avant tout, aux recommandations du prince Gábor Bethlen, des décisions sont prises pour la reconstruction du siège du prince. Des sommes sont également allouées pour la rénovation de la célèbre église de la rue Farkas à Kolozsvár (Cluj), ou pour l'aménagement de Várad (Oradea), la plus importante des fortifications.

Bien des choses ont déjà été faites sous le règne de Gábor Bethlen. C'est lui qui a fait rénover le palais princier, complètement incendié pendant la guerre. Il a fait reconstruire la « vieille » église de Gyulafehérvár, a fait élever sa tour qu'il fit pourvoir d'une horloge et de cloches. Il fit construire des bastions et redresser les ruines de toute une série de châteaux forts. Ce nonobstant, il n'a pas pu achever les travaux de reconstruction.

A la diète de 1627 il faudrait encore prendre des décisions sur « l'état dégradé et désertique » de Gyulafehérvár.<sup>1</sup> Cependant, les Ordres, tout en reconnaissant le bon droit des recommandations du prince, n'acceptent pas de se charger des travaux de construction. Nous ignorons l'évolution de la situation, quand les municipalités transylvaines s'étaient décidées, conformément à la proposition de loi de 1627, à faire construire des maisons à Gyulafehérvár. C'était peut-être sous le règne de György I<sup>er</sup> Rákóczi, puisque, paraît-il, énormément de tâches sont restées pour la période ultérieure à 1630.

A Kolozsvár, dans la rue Farkas, György I<sup>er</sup> Rákóczi fit reconstruire par des maçons étrangers « l'église ancienne qui se dresse depuis longtemps dans un désert ».<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Erdélyi Országgyűlési Emlékek (Documents de Diètes Transylvaines). Réd. : SZILÁGYI, Sándor. t. 1-21. 1875-1898. (Dans la suite : EOE).

<sup>2</sup> SZALÁRDI, János : *Síralmas magyar krónika* (Chronique hongroise lamentable). Rédacteur et auteur de l'étude introductive : SZAKÁLY, Ferenc. Budapest, 1980. (Dans la suite : Szalárdi). p. 203.

Ils n'y ont pas réussi du premier coup ; par la faute du maître italien il a fallu construire deux fois une partie. C'est également lui qui, à Torda, sur le terrain du château princier, fit restaurer une grande église en ruines « du temps de György Basta ».<sup>3</sup> Dans le domaine de la chambre de la gabelle de Dés (Dej) il fit couvrir de tuiles une maison haute « s'élevant depuis longtemps dans le désert »,<sup>4</sup> et il dut encore remettre en état le grand pont large, sous la maison de la chambre. A Várad aussi, il liquida tout un quartier incendié. Sous le règne de son fils par contre, les chroniques ne parlent plus de rénovations. Il paraît que le rétablissement de la situation brillante de l'époque des Báthory a pu être atteint par György I<sup>er</sup> Rákóczi.

Par conséquent, la liquidation des dégâts causés par la guerre demanda quatre décennies. Selon nos conceptions, cela a duré fort longtemps, mais il n'est point certain que dans les conditions du féodalisme ce fût une performance d'une faiblesse extraordinaire. Cela paraît d'autant moins exceptionnel que la marche, plus ou moins décelable, des rénovations se déroulait, en Transylvanie aussi bien que partout en Europe, dans des conditions analogues, pendant une période importante de l'histoire de l'architecture.

Dans l'architecture, l'influence de besoins nés à la suite des destructions causées par les grandes guerres, est comparable partout aux conséquences qu'avaient les transformations sociales fondamentales. Tout comme une classe sociale qui accédant à un nouveau rôle dans la société, impose en général un nouveau style par des constructions correspondant à sa nouvelle situation, les constructions massives, indispensables après les guerres, peuvent également contribuer à instaurer de nouveaux goûts, et ce, peut-être, tout à fait indépendamment des changements sociaux. Le rapport est clair : en temps de paix, le changement radical des besoins de beaucoup de personnes nécessite d'importants travaux de construction à exécuter en un temps relativement court, tandis qu'après les guerres il faut construire beaucoup, simplement parce que les anciens édifices sont détruits.

Dans ce sens-là, ce n'est pas un hasard si les règnes de Gábor Bethlen et de György I<sup>er</sup> Rákóczi constituent une époque fort importante dans l'architecture transylvaine. Ces princes ont, eux-mêmes, beaucoup fait. Une grande partie des travaux engagés par eux, bien qu'ils s'agissent certes de reconstructions, probablement de réaménagements, et beaucoup moins de la construction de nouveaux édifices, n'en sont pas moins importants, car, avec leurs méthodes appliquées plus ou moins dans un esprit de continuité ils contribuèrent énormément à l'expansion en Transylvanie du nouveau style de la nouvelle époque, de la Renaissance. Comme suite des mesures prises par eux, naissent de merveilleux alignements d'arcades, de toitures à l'italienne, d'édifices aérés. Gábor Bethlen put même ajouter à la perfection du château fort de Vajdahunyad. Et pourtant, l'aspect le plus important de cette période de grandes reconstructions se forme indépendamment de leur activité.

<sup>3</sup> Ibid. p. 294.

<sup>4</sup> Ibid. p. 240.



## 2. L'environnement se transforme

L'aspect essentiel de cette période de reconstruction se manifeste dans l'architecture, mais il est valable pour l'ensemble de la culture. Dans l'architecture c'est le goût de la Renaissance qui pénètre même dans les constructions dirigées par des maîtres villageois, et dans la culture, c'est l'influence de la vie qui touche jusqu'à la paysannerie.

Cela ne veut évidemment pas dire qu'à partir du XVII<sup>e</sup> siècle les maisons paysannes étaient ornées d'escaliers à loggia, de fresques représentant des personnages mythologiques, ou de voûtes à stucage. Ces aspects coûteux de la Renaissance ne sortent pas, en Transylvanie comme ailleurs, que des châteaux des riches propriétaires et les foyers des plus riches bourgeois. La mutation dans la conception de la vie ne fournit pas d'épingle aux paysans, et après le labourage, les hommes ne se mettent pas non plus à écrire des vers sur les beautés de la nature. Ils n'assimilent pas auprès des riches ces formes élevées de distraction. L'essence de la Renaissance, sans l'ornement intellectuel et matériel, n'en pénètre pas moins dans les villages transylvains.

Cette essence est l'ordre clair, l'élucidation des rapports entre l'homme et son environnement. Dans l'architecture, ce n'est pas le brillant technique, mais la netteté du plan. Dans la Renaissance, la nouveauté avant tout apportée par les mutations structurelles de l'espace habitable. Brièvement, on peut dire pour les caractériser que l'habitat de l'homme est mis en accord avec ses besoins, transformés depuis le Moyen Age. Cela touche avant tout le logement-même : ce n'est pas un hasard si le style renaissance est pour ainsi dire absent de la construction des églises. Le logement et son environnement par contre sont substantiellement transformés. Le logement ne fournit plus une protection contre le monde extérieur, il sert à assurer la tranquillité pour l'activité de l'homme, voire pour son repos.

Les petits réduits et encoignures disparaissent aussi que les différences de niveau entre les pièces, les marches intérieures, et les sorties placées capricieusement qui devaient assurer la fuite. Les fenêtres deviennent plus grandes et vitrées, de l'intérieur on peut regarder dehors et inversement. Les habitants s'installent hors des murs, ils font des jardins, sans aucun but utilitaire, simplement pour leur propre plaisir, ils font pousser des fleurs, et en mettent même dans les pièces de la maison, des pots de fleurs ornant le logement. L'homme de la Renaissance découvre la nature pour son propre usage. Il n'en a plus peur, il jouit de sa beauté. Comme il étend son logement par un jardin, il étend aussi sa ville par des promenades. Dans les environs des villes les premiers promeneurs font leur apparition. Même les agglomérations se transforment, et là aussi, le plus frappant, c'est le changement de structure. Les constructions des villages, jadis dispersées, sans aucun ordre, se rangent en lignes, prennent des formes définies par la situation sociale de leurs habitants. Les rues des villes s'élargissent, on ne construit plus de petites ruelles étroites. Aux croisements des rues, des places sont ouvertes où s'élèvent des fontaines, des statues, et des parcs sont même par endroits

aménagés. On commence à s'occuper du problème de la canalisation, afin d'améliorer, à l'extérieur de meilleures conditions de vie, ainsi que des conditions sanitaires.

Quoi qu'il en soit, tout devient plus aéré, plus nettement tracé.

### 3. Nouvel aspect urbain

Des villes pure renaissance ne sont pas construites en Transylvanie, car après le XVI<sup>e</sup> siècle on n'en crée pas de nouvelles. Cependant, la physionomie médiévale des anciennes villes est transformée par les princes d'une et d'autre part par les citadins eux-mêmes. On sait que Gábor Bethlen fit installer des tuyaux sous terre pour conduire vers l'eau des sources à Gyulafehérvár. Ces eaux alimentaient deux fontaines, une sur la place du marché et l'autre derrière la grande église. György I<sup>er</sup> Rákóczi s'occupa spécialement de la vue d'ensemble des villes : à Gyalu (Gilau) il fit élargir le marché « petit et étroit » afin que « les maisons aient un ciel et une vue plus ouverts »<sup>5</sup> à Gyulafehérvár, il fit améliorer le sol d'un bastion pour y aménager un jardin de fleurs et un verger. Nous n'en savons pas plus, mais étant donné que Bethlen aussi bien que le vieux György Rákóczi sont des constructeurs passionnés, il est probable que le nouvel aspect des villes transylvaines commence à prendre forme sous leur impulsion. Il est vrai que György I<sup>er</sup> Rákóczi faisait aussi transformer, à la manière provinciale, des édifices renaissance. Il paraît toutefois que là, il devait corriger des défauts de construction, car plus d'une fois on a découvert qu'il fit rénover une toiture à cause de l'infiltration des eaux des pluies.

Avec les Saxons, évidemment, personne ne s'occupait de ces choses car, ils n'auraient permis à quiconque de se mêler de leurs affaires de construction. Dès le Moyen Âge, leurs villes n'étaient pas vraiment étroites, aux rues tortueuses. A l'origine déjà, leur structure n'était pas aussi serrée que dans les autres régions. Cette structure était déterminée par leur destination particulière : en cas de danger la population d'un certain district devait trouver l'abri dans leurs rues. Et pourtant, les maisons d'une même rue à Szeben (Sibiu) et Beszterce, construites dans le même style, donc probablement à la même époque, témoignent d'une planification délibérée de l'époque Renaissance. Le phénomène, noté vers le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle dans des relations avec la région saxonne, n'est certainement pas antérieur, que dans les environs des agglomérations plus importantes où il y avait des lieux d'excursion bien connus.

### 4. Les villages des temps modernes se forment

Dans les villages transylvains se déroulent des mutations structurelles bien plus essentielles, quoique moins spectaculaires. Elles ne sont pas si frappantes n'étant pas obligatoirement accompagnées d'un changement du plan des agglomérations, mais

<sup>5</sup> Ibid. p. 295.



elles sont plus profondes étant provoquées par des mutations sociales. En premier lieu le principe qui ordonne la répartition des habitants change : l'emplacement selon les attaches familiales cède la place à l'ordre selon la situation matérielle. Parallèlement à ces mouvements, la structure même de l'habitat se consolide. Dans le passé les villages, tels d'énormes amibes, étaient en continuel mouvement, et leurs contours changeaient continuellement ainsi que la situation relative aux groupes de maisons entre eux. Maintenant, le plan des villages devient constant.

Cette fixation des villages fut engagée dans tout le pays dès le Moyen Age, mais évoluait avec une extrême lenteur. Elle fut ralentie par la plus conservatrice des traditions, celle qui règle le peuplement. Il doit donc être extrêmement difficile de sortir d'une collectivité, vivant côte à côte depuis des temps immémoriaux, pour entrer dans une nouvelle communauté, nouvelle même quant au domicile. Même dans les villages actuels on voit clairement que les structures du village ne suivent qu'avec un grand retard les mutations sociales de la paysannerie. Il a fallu des décennies après la mise en place des exploitations collectives pour que quelques rares immeubles soient construits dans les villages, et malgré son incommodité, le système des maisons de famille sur leur terrain propre persévère sans faille.

Il est à supposer que la structure médiévale de l'habitat, fondée sur les relations de famille, n'a pas été moins résistante. Sa lente désagrégation était pourtant accélérée en Transylvanie par l'importante période de reconstruction qui suivit la guerre de quinze ans, mais dans les recensements du XVII<sup>e</sup> siècle on voit en grande majorité des villages au plan stable qui reflète la situation matérielle des habitants. Les destructions de la guerre ayant cruellement interrompu les traditions ancestrales de peuplement, le chaos causé par les fuites devant l'ennemi fait naître des villages de nouveau type.

Ceux-ci naissent selon de nouveaux principes, mais à la place des anciens, ou dans la proximité immédiate des villages détruits. Un témoignage en est la conservation des toponymes traditionnels qui constituent la majorité, par rapport aux nouveaux noms de lieu, malgré le changement de nom de certaines agglomérations entre les XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Les lieux de piété religieuse, permanents depuis le Moyen Age, témoignent également de la continuité, résistant à toute destruction, de la situation géographique des agglomérations. Parmi les églises médiévales, extrêmement nombreuses en Transylvanie, quelques-unes à peine sont abandonnées ou tombées en ruines. Il est fréquent par contre qu'elles se trouvent en dehors des villages, bien que les églises se situent en général dans les villages-mêmes. Si elles n'y sont pas, elles montrent peut-être que les fidèles revenus après le danger n'élèverent pas leurs nouveaux foyers sur les anciens emplacements.

Le rétablissement de l'ordre des agglomérations dérangé par les destructions de la guerre de quinze ans ne signifie pourtant pas obligatoirement la naissance de nouveaux types de plan. Les agglomérations composées de groupes de maisons situés au hasard ne cessent pas d'exister. Cependant, le type qui devient dominant au XVII<sup>e</sup> siècle, reflète la situation matérielle des habitants par une structure-claire et nette. Par rapport à un centre naturel, ou fixé par artifice, les maisons sont construites selon des

règles précises. Ce n'est pas nécessairement dans des rues, c'est-à-dire dans des rangées face à face, mais en général à des distances déterminées les unes par rapport aux autres. La mesure de ces distances est imposée par les dimensions du terrain appartenant à la maison : au manse entier appartient un terrain deux fois plus grand qu'un demi-manse et ainsi de suite. Du centre du village vers ses limites, la grandeur du terrain des maisons diminue régulièrement de moitié ; après la rangée des possesseurs de manse entier suit celle des mi-manses, des quarts de manse, éventuellement d'un huitième de manse. Les clos, eux, sont compartimentés : derrière le propriétaire se blottit un ensemble d'hommes ou de familles vivant dans une dépendance familiale ou économique. Ils fournissent en commun les redevances.

Ce schéma n'est pourtant qu'un squelette et les villages diffèrent en réalité comme l'aspect extérieur des hommes ayant un squelette analogue. La différence la plus frappante réside dans les dimensions des agglomérations. Dans les villages du domaine de Fogaras par exemple, le nombre des manses varie, en 1657, entre cinq et 67. Il y a des agglomérations où la différence est très grande, variait de l'entier au huitième, mais il peut arriver aussi, comme dans le domaine de Kórodszentmárton, que les manses d'un village aient en général les mêmes dimensions. A Kórodszentmárton ils sont entiers, à Zágor aussi, à Szénaveres par contre ce sont des demis. Mais là aussi, où des divergences existent comme à Kisszöllös ou à Nádas, on ne voit que des entiers ou des demis.<sup>6</sup>

Bien moins que la situation matérielle, l'état social des habitants influence la structure des villages. Même si les propriétaires fonciers y habitent, cela apporte l'unique modification que deux ou trois des terrains régulièrement situés sont réunis pour y construire la gentilhommière. Les artisans, colons, nobles curiaux, et autres éléments non serfs, occupent par contre un manse, mais sans fournir de redevances. De même la construction d'écoles ou d'églises ne dérange pas l'ordre régulier des terrains, leur place est fixée sur des manses exempts de redevances.

Etant donné que ce type est très proche du schéma des villes où depuis longtemps et sans équivoque la structure suit la situation matérielle des bourgeois, on penserait que plus une communauté campagnarde est proche du statut de la bourgeoisie urbaine, plus sûrement elle s'est créé un tel village de nouveau type. Toutefois, la réalité est loin de cette hypothèse. Cette mutation est inconnue de la paysannerie saxonne qui ne connaît pas les liens de servage et dont même leurs confrères d'origine citadine disent qu'elle ne diffère des citadins que par le caractère de l'activité productrice : elle s'occupe d'agriculture tandis que les citadins s'occupent d'artisanat. C'est que même au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle les attaches familiales restent stables et ne cèdent pas la place aux rapports matériels. L'arrangement des églises fortifiées saxonnes en témoigne d'une façon extrêmement caractéristique. Du côté

<sup>6</sup> Tous les recensements des domaines furent utilisés d'après la même édition : I. Rákóczi György birtokainak gazdasági iratai (1631-1648). (Documents économiques des domaines de György I<sup>er</sup> Rákóczi). Rédacteur et auteur de l'étude introductive : MAKKAI, László. Budapest, 1954. (Dans la suite : Makkai).



intérieur de leurs murs épais s'ouvrent des resserres utilisées en temps de paix comme dépôts, en temps de danger comme abris. Tout le monde ne peut pourtant y trouver refuge, car le propriétaire de chaque resserre est toujours une famille paysanne. Celles-ci gardent donc ensemble leurs provisions et prennent ensemble la fuite. Il est probable que leurs logements permanents ne sont pas non plus construits à de grandes distances. Les bergers roumains vivent, eux aussi, en dehors du village de type moderne. Eux aussi commencent à s'occuper d'agriculture, ce qui signifie qu'au moins pour un cycle de travaux ils doivent rester sur place, mais leur mode de vie, donc le type de leur village, conservent encore un caractère fondamentalement nomadisant.

### 5. Le logement paysan

C'est également à cette période que pénètrent dans les villages les particularités, valables jusqu'à nos jours, du logement paysan. La plus frappante en est que le domicile perd son caractère provisoire, et que, tout comme la situation géographique du village, devient stable, les maisons acquérant aussi une qualité durable. Les recensions des domaines témoignent bien au XVII<sup>e</sup> siècle de leur stabilité. On voit que même inhabitées, elles gardent leur caractère premier. Elles sont souvent recensées en tant que « maisons désertes ».

La matière de construction par contre change à peine. Les maisons villageoises continuent d'être couvertes en général d'une toiture de roseaux ou de chaume. Il est probable aussi, surtout dans les régions riches en bois, que l'on y emploie des bardeaux de sapin, puisque cet accessoire des constructions des classes les plus élevées est en général produit par des artisans serfs. Ainsi, les murs continuent en général d'être faits de claie calfeutrée et blanchie à la chaux. Cependant, dans ces nouvelles maisons construites sur des appuis verticaux, la nouvelle technique apparaît déjà ; on charpente d'épaisses poutres, taillées en gros.

Toutefois, au début du XVII<sup>e</sup> siècle, dans les maisons paysannes, la nouveauté n'est pas dans le changement de la technologie ou dans l'emploi de nouvelles matières, mais dans le nouvel aménagement de l'espace intérieur connu depuis le Moyen Âge qui devient générale. Cette nouveauté consiste en l'introduction de plusieurs locaux dans les maisons jusque-là indivises. Par l'entrée de la maison on arrive, quelquefois par une véranda, terrasse, à un genre de porche. De là s'ouvrent en général une pièce à droite et une à gauche. Outre ce type, le plus fréquent, d'autres maisons ont un porche-chambre, une chambre, une dépense, ou porche, deux chambres et dépense. Dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, on ne connaît pas en Transylvanie de maison paysanne ayant plus de cinq pièces.<sup>7</sup>

<sup>7</sup> Les données de l'histoire de l'architecture sont tirées des œuvres de B. NAGY, Margit *Reneszánsz és barokk Erdélyben* (Renaissance et baroque en Transylvanie). 1970 ; *Várak kastélyok, udvarházak ahogy a régiek látták, XVII-XVIII. századi erdélyi összeírások és leltárak* (Forteresses, châteaux, gentilhommières, vus par les anciens, recensements et inventaires transylvains des XVII-XVIII<sup>e</sup> siècles). Bucarest, 1973. (Dans la suite : B. Nagy : Forteresses...)

Le plan des maisons, paraît-il, ressemble presque à un carré, indépendamment de la disposition des pièces. En tout cas c'est ce que l'on considère comme typique. Le témoignage en est le recensement fait en 1637 à Fogaras (Făgăraș), où, à propos d'une maison d'aviculteur comprenant un porche, trois chambres et une dépense, il est également noté que la maison est longue.

La division des foyers paysans en plusieurs pièces constitue un immense pas en avant, pas seulement du point de vue de l'histoire de l'architecture. Elle est encore importante sous l'aspect de l'évolution du mode de vie, car elle permet de séparer les différentes sphères vitales des habitants. Et l'on profite de cette possibilité : par exemple, dans la maison d'un des jardiniers des Rákóczi, à côté du porche et de la chambre, il y a aussi une alcôve.

Toutefois, la vie de famille est loin de se dérouler dans tout cet espace, divisé en plusieurs pièces, des maisons paysannes. Il arrive, probablement fort rarement, qu'en dehors du porche et d'une pièce d'autres locaux aussi soient habités. Même si l'autre pièce a un caractère net d'habitation, donc n'est pas destinée à servir d'office, elle est utilisée pour l'entreposage.

En dehors des locaux intérieurs du logement, des niveaux spéciaux apparaissent aussi pour l'entreposage : le grenier et la cave. La place du grenier est clair, il ne peut se trouver qu'au-dessus de l'espace habité, tandis que la cave n'est pas toujours sous la maison, parfois c'est une cavité creusée dans le sol, mais qui est nettement distinguée du chai ou silo, et ce, non pas à cause de la technique de construction, mais à cause de leur destination. C'est que là on ne garde qu'une espèce de bien, en général, quelque aliment qui se conserve longtemps, tandis que dans la cave il y a de tout. On y emmagasine, pêle-mêle, du chou salé, des légumes, du lard, des matières de construction, des instruments de jardinage et des fruits.

La maison paysanne, ayant plusieurs niveaux en comptant la cave et le grenier, et comprenant plusieurs locaux, devait être déjà assez répandue parmi les serfs au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle. Nous ne possédons, certes pas de sources directes, car il n'existe pas de source documentaire sur les types des maisons des serfs. Mais il y a le fait important que les logements de ceux qui travaillent dans les grands domaines sont toujours mentionnés comme maison. Au XVII<sup>e</sup> siècle, Margit B. Nagy en enregistre deux ne comprenant qu'une pièce, les autres ayant toujours un porche et un ou plusieurs locaux. Aucune source connue ne décrit le logement du traban, du valet, de lévriers, du jardinier, du pouletier, du berger ou du métayer, comme une cabane creusée dans la terre ou d'autre genre. Il est invraisemblable que la population paysanne des villages ait vécu en général à un niveau plus bas que ces domestiques.

Par contre, nous ne savons pratiquement rien du logement des hommes vivant dans la même exploitation que les serfs propriétaires. Il serait tentant d'entamer des recherches ethnographiques ou sociologiques modernes pour faire des déductions relatives aux conditions d'habitat du XVII<sup>e</sup> siècle. Un tel procédé ne serait pourtant pas justifié, étant fortement influencé par tout ce que l'on a établi concernant le prolétariat agraire du passé récent, bien que cette catégorie sociale n'existât pas encore



au XVII<sup>e</sup> siècle. En fait, la vue de l'indigence absolue frappe toujours les Hongrois qui voyagent à l'étranger. Márton Szepsi Csombor par exemple, qui voyageait au début du siècle en Europe, décrit comme des curiosités ces paysannes françaises demandant l'aumône dans la rue et ces enfants mendiant. Il paraît que de tels spectacles n'étaient pas habituels pour lui.

Peut-être l'archéologie fournira-t-elle des renseignements sur les conditions de vie des serfs vivant sur le manse appartenant d'autres, quand sera élucidé le système exact de la répartition des manses et des bâtiments d'exploitation qui s'y trouvaient. En attendant, nous savons avec certitude que dans les maisons villageoises du XVII<sup>e</sup> siècle les bâtiments nécessaires à l'élevage et à l'agriculture se dressaient aux côtés de la maison d'habitation.

Quant à l'existence de jardins d'agrément chez les paysans du XVII<sup>e</sup> siècle, on ne peut recourir qu'à des déductions. Le témoignage le plus éloquent en est l'image faite d'une jeune Roumaine, illustration du livre, paru à Nuremberg, de János Troester, étudiant à Nagyszében (Sibiu). Elle est coiffée d'une abondante couronne de fleurs, faite, selon la description de Troester, de roses et d'autres fleurs. Selon lui, les jeunes filles roumaines ont l'air avec cette couronne de se préparer à une fête florale.<sup>8</sup> La rose est considérée en général comme la fleur typique des classes élevées, mais, comme on voit, elle était aussi cultivée dans les jardins paysans. Un jardinier du domaine planta des giroflées et des œillets dans un pot, comme on en voit sur les tableaux de maîtres néerlandais.

## 6. Vêtements populaires

Outre les changements intervenus dans le village, la maison et son strict entourage, une autre nouveauté apparaît dans la vie des paysans ; les vêtements décorés, coquets. Il paraît que c'est au début du XVII<sup>e</sup> siècle que sur les vêtements populaires de la Transylvanie se répandent généralement des faites de motifs tissés et brodés et des bijoux portés sur les cheveux, sur le cou et à la taille.<sup>9</sup>

En dehors des vêtements simplement blanchis ou colorés de teints dont la technologie est relativement simple, tels le noir, blanc, bleu et rouge, on applique encore du jaune, vert, brun, et même des nuances compliquées comme le lilas, bleu clair, voire le rose. Une image, assez mal réussie, représentant une femme sicule du comitat Csík, montre cinq couleurs sur sa robe : le grand fichu léger qui courbe sa tête et sa chemise sont blancs ; son corsage à des lacets écarlates ; la jupe et le grand manteau descendant jusqu'à la taille sont bruns ; le tablier est bleu clair ; les chaussures sont cramoisies. Une servante saxonne, représentée sur une autre image, ne porte pas non plus un vêtement monotone. Sur la tête elle porte une coiffure faite de rubans verts et

<sup>8</sup> RMK III. 2356

<sup>9</sup> Országos Széchényi Könyvtár, Kézirattár Oct. Germ., (Bibliothèque Nationale Széchényi Archives des Manuscrits).

rouges, son chemisier et son tablier sont blancs, sa jupe et gilet sont noirs, elle porte des bas de crin rouge et des chaussures de cuir brun foncé. Les Roumains ont peut-être des nuances plus discrètes dans le choix des couleurs, ils portent beaucoup de blanc et de noir. Ce qui frappe chez eux par contre, c'est l'abondance des broderies, et les bijoux qu'ils portent en plus grand nombre que les autres paysans.

Chez les Roumaines, le haut col et les manches bouffantes sont en général brodés tout autour des épaules. Les motifs sont faits de plusieurs couleurs, en général de bleu et de rouge. Ils peuvent avoir une forme géométrique, ou imiter différentes plantes. Ces derniers motifs rappellent le décor des céramiques roumaines. Les mêmes broderies, en général des fleurs, ornent les vêtements de dessus en peau d'agneau des hommes et des femmes. Parmi toutes les descriptions faites du vêtement des Roumains transylvains la plus frappante est celle du tablier à carreaux d'une prostituée. C'est que les matières à motifs floraux ne sont portées que par les très riches et les Bohémiennes, tandis que les descriptions datant du XVII<sup>e</sup> siècle ne parlent point de matières à carreaux. Il paraît que c'est un motif typiquement tissé.

Les paysannes roumaines de Transylvanie portent surtout beaucoup de bijoux. Elles connaissent les boucles d'oreille, les bagues en cuivre ou en fer, font des diadèmes avec de la monnaies et des coquilles, avec des perles dorées ; dans les colliers il y a aussi du corail blanc et rouge, elles enfilent des perles sur les ceintures en textile, ceux utilisés par exemple par les Sicules, sont plutôt frustes.

En dehors de verreries et de petites plaques d'or sur la coiffure, elles ne portent probablement pas d'autres bijoux.

Par les vêtements populaires des hommes aucun bijou n'est utilisé. Les couleurs sont également monotones, seulement du blanc, du noir, du brun et éventuellement du bleu. Ils sont donc plus archaïques que les vêtements des femmes où la nouveauté par rapport à l'époque précédent le XVII<sup>e</sup> siècle réside surtout dans les nombreuses couleurs et les ornements. La technique de la confection des différents vêtements est, elle aussi, inchangée depuis longtemps, ils sont faits dans des matières tissées en une pièce, à la main. Seuls les corsages, les justaucorps et les manteaux sont taillés sur mesure.

Toutefois, cet enrichissement en couleurs et ornements des robes de femmes, sans apporter de substantiels changements dans les formes, demande nécessairement des innovations technologiques. La confection des matières pour les fichus, corsages, tabliers fins, le tissage des matières à motifs, la broderie, tout cela peut remonter aux procédés les plus primitifs du tissage à la main et de la couture. Et pourtant, à partir du foulage du lin ou du chanvre, en passant par le tissage et jusqu'à l'enfilage sur le métier, chaque procédé doit changer afin que ces métiers villageois produisent, au lieu de toile bise, une matière légère, ou un tissu à motifs. La broderie, elle, est presque un art par rapport au simple assemblage par la couture des pièces de toile.

## 7. La valeur du travail

La conséquence de tout cela est évidente : la confection des nouveaux vêtements demande beaucoup de travail. S'habiller, devient même une tâche laborieuse, il n'est point si simple de poser sur la coiffure des perles enfilées, des compositions de rubans, de tresser des couronnes. Celle qui s'en charge, travaille gratuitement, du moins sans vouloir se procurer un profit réel.

La situation est la même pour les jardins : sélectionner des fleurs, les planter dans des pots, n'apporte aucun profit pratique, mais les deux demandent des connaissances techniques et un travail sérieux. Les paysans qui cultivent leur jardin se donnent de la peine uniquement pour se créer des jouissances, sans aucun autre but.

Il s'agit ici d'un phénomène ignoré auparavant : l'homme travaillant pour son propre plaisir. C'est une chose plus compliquée que la bonne humeur qui accompagne depuis toujours le travail, et qui décore les instruments les plus primitifs d'ornements autonomes. Ici donc, c'est le résultat de l'activité qui constitue en lui-même le but : l'homme travaille en toute conscience sans aucun but pratique.

Le travail fait par les paysans transylvains pour leur propre plaisir ne dépasse pas l'habillement bien décoré et le jardinage. Nous n'avons par exemple aucune connaissance de création de terrains, pouvant être considérée comme quelque chose de sportif, comme il en existait tout certainement dans les villages hollandais. Au XVII<sup>e</sup> siècle chez nous, les distractions villageoises sont en gros restées dans des cadres connus depuis le Moyen Âge. Ils dansent en couple et en groupe. Les Roumains dansent des rondes à trois temps, accompagnées d'une musique de chalumeau. Les bergers, eux, font une si belle musique dans les hautes montagnes que « même Pan et toutes les divinités forestières auraient peine à les imiter ».<sup>10</sup>

L'habillement, devenu coloré et décoré, ainsi que le jardin paysan, représentent quand-même quelque chose d'important, car ils signifient que même dans les couches inférieures de la société, le travail peut servir de moyen de distractions à un niveau plus élevée.

Pourtant, cette transfiguration apparente du travail n'est qu'un petit éclat qui rend encore plus marquante son essence, à savoir qu'il ne sert pas à la distraction de ceux qui l'exécutent. Au contraire, pour les travailleurs c'est plutôt une lourde charge. Ce n'est pas un hasard si sa prise de conscience est attachée à la Renaissance où une partie de la société entrevoit la possibilité de se procurer de pures délectations, alors que dans l'autre s'accroît un luxe effréné.

En Transylvanie, c'est János Szalárdi, conservateur aux archives princières de Gyulaféhvár qui en donne l'expression. En Moravie il s'émerveille devant le parc du prince de Liechtenstein.<sup>11</sup> Il y découvre tous les artifices de l'art renaissance du jardin : plantes exotiques, serres : toit ouvrable, sources artificielles, lacs, statues fixes et

<sup>10</sup> RMK. *ibid.* p. 294.

<sup>11</sup> Szalárdi, pp. 259-266.

mouvantes réserve de chasse, palais les uns plus beaux que les autres, servant à des distractions communes, petites maisons d'été. Au fond, tout cela lui plaît beaucoup, il le décrit à peine plus brièvement que toutes les constructions de György I<sup>er</sup> Rákóczi. Il n'est quand même pas admiratif s'indignant plutôt de l'énorme gaspillage provoqué pour leur création. Pourtant, il s'intéresse encore davantage à l'immense travail qui fut nécessaire qu'à la dilapidation de l'argent.

Regardant la peinture et les mosaïques à l'extérieur d'un des édifices, il note qu'elles « furent faites avec un signolage indicible ». A propos d'un mur en pierre il constate que « le travail de décoration est horrible ». Plusieurs fois il s'écrie : « quelle grande connaissance du métier il fallait ». Devant un système de fontaines, il s'interroge : comment les alimenter en eau, quand à proximité il n'y a pas de source nécessaire.

Ici Szalárdi remarque une chose essentielle. Avec les yeux d'une personne désintéressée, dans la stupéfaction admirative causée par le sujet, il découvre, ce dont personne ne parle pas en général, que l'éclat de la Renaissance est créé par le dur travail d'une multitude d'hommes.

Par contre le fait, notamment de voir dans les merveilles qu'offre le parc de Liechtenstein la perfection du métier, de soupeser la difficulté du travail, est passablement répandu en Transylvanie. Ces points de vue apparaissent dans la littérature de colportage d'un niveau un peu plus élevé. Des poèmes de versificateurs provinciaux, de prédicateurs villageois parlent de l'estime portée au métier, au travail. Les rythmes hongrois sur la louange du sel, le chant sur la louange du moulin et du métier de charpentier, ainsi que d'autres en parlent, disant combien le travail produit est indispensable aussi bien aux seigneurs qu'aux paysans.

Dans ces auteurs, comme le prédicateur János Szentmártoni Bodó ou comme Mihály Oroszhegyi, un inconnu, et dans leurs compagnons anonymes, il serait exagéré de voir ceux qui ont découvert le rôle du travail dans la création des valeurs. Il est évident qu'ils sont fort loin de s'occuper de théorie économique. Il est certain pourtant qu'ils soupèsent la quantité et la complexité du travail fourni pour la production. Ils en parlent à la fois, avec un respect extrême, et sur le ton qu'utilisent les poètes professionnels pour parler de la vertu la plus estimée de leur société, la vertu militaire. Oroszhegyi clôt son poème sur L'Utilité du sapin par cette strophe :

Comme le maître Moulin est le Lieutenant  
Le seigneur des oiseaux est le Faucon,  
Des fauves le lion est le roi,  
Parmi les arbres le Sapin doit être l'Empereur.<sup>12</sup>

Les poèmes exaltant les métiers et le travail devaient être très répandus. Il en est très certainement ainsi, car, tandis que les représentants de la haute littérature se

<sup>12</sup> Szombatos énekek (Cantiques sabbatistes). Réd. Varjas, Béla. Budapest, 1970. Régi Magyar Költők Tára 5. XVII. sz. (Dans la suite : RMKT).

plaignent en général de l'indifférence qui entoure leur œuvre, dans ces poèmes-là on n'entend pas la voix de l'auteur méconnu. De plus : il s'avère que les gens se les arrachent, qu'ils sont expédiés sur commande, pour de l'argent. Leur style joue certainement un rôle dans ce grand succès ; évitant toute prolixité, par un langage délié, direct, ils cherchent délibérément la popularité. Le sujet est pourtant plus important puisque c'est dans le genre bestseller qu'ils naissent. Ils prouvent que l'exaltation du travail et des travailleurs est une marchandise sur la bonne vente de laquelle on peut sûrement compter en Transylvanie.

### **8. Nouvelles exigences face au travail**

Le respect du travail est né, car la demande en main d'œuvre a augmenté dans des proportions inouïes. Le grand changement moderne du mode de vie se perçoit, pour ceux qui produisent les biens nécessaires à la vie, dans les nouvelles demandes qui leur sont faites.

Ce nouveau système d'exigences se rattache, dans ses fondements, au changement du mode de vie de la paysannerie. Tout d'abord parce que les conditions de vie de la couche inférieure de la classe dominante et des riches paysans diffèrent à peine. Les types des maisons, les bâtiments appartenant aux gentilhommes campagnards, ferme et leur aménagement intérieur sont pratiquement identiques à ceux des serfs. Il est donc naturel qu'ils évoluent, en utilisant l'artisanat villageois, et parallèlement à celui-ci. Le rapport entre les changements des milieux paysans et gentilhommiers est rendu indivisible par le fait que l'expansion de la Renaissance dans les milieux des classes dominantes coïncide avec la consolidation des conditions du deuxième servage.

Les exploitations seigneuriales, désirant autant que possible se rendre indépendantes du marché, recourent dans la mesure du possible à la corvée pour produire les biens. Le témoignage le plus éloquent en est que les artisans villageois sont exemptés des charges générales des serfs, et sont obligés de verser une prestation fixée selon leur métier. Ainsi le pelletier Thoder Zöts à Örményes «sert par son métier», le charpentier János Mester à Vizsolya «paie son tribut grâce à son artisanat» ; il est noté à propos du forgeron György à Kórodszentmárton qu'«Il sert au moulin par son travail de forgeron ; qu'il ne doit aucune autre prestation, ni impôt, ni dîme...»<sup>13</sup>

Une telle exemption ne peut, naturellement, être accordée qu'à ceux qui, selon l'expression de György I<sup>er</sup> Rákóczi, peuvent contribuer «au profit du propriétaire terrien et au développement de ses biens» ; il ne faut pas entretenir des artisans «inutiles». <sup>14</sup> Même ainsi, les villages sont pleins d'artisans-serfs qui payent les redevances grâce à leur métier. Le plus grand nombre des métiers est rattaché aux

<sup>13</sup> Makkai pp. 573-576.

<sup>14</sup> Ibid. p. 394.

constructions : scieur, couvreur en bardeaux, ouvrier du moulin à scie, charpentier, briquetier, piqueur ; il y a aussi des tailleurs de pierre, ou des chauxfourniers qui sont entretenus par les serfs pour les besoins de leur seigneur. Moins de métiers se rattachent à la confection d'aliments. Dans la plupart des endroits il y a un boucher, beaucoup de meuniers, dans certains cas ouvriers de maillotin, cuisiniers, boulangers, producteurs de vin chaud. La viticulture exige l'utilisation du travail des tonneliers. On constate fréquemment la présence du métier universel de forgeron, et dans les domaines se rencontrent aussi des métiers de type urbain, comme tailleur, pelletier et bottier ou menuisier, qui sont peu nombreux même dans les villes.

Mais c'est aussi en corvée, donc servant par leur métier, que travaillent ceux qui satisfont à des exigences de luxe, comme oiseleurs, pêcheurs d'écrevisses, jardiniers, gardiens de réserve de chasse. Une manifestation typique de la corvée qui s'insère dans le mode de vie seigneurial est que l'on exige des serfs une grande quantité de peau de renard. C'est l'accessoire indispensable du vêtement renaissance où les fourrures abondent ; dans les régions montagneuses on l'exige partout des serfs, bien que, depuis le Moyen Âge, on cherchait à éloigner les paysans des forêts.

Le travail des serfs exécuté comme prestation pénètre dans l'entourage le plus intime des personnes les plus haut placées. Il est certain que nous le retrouvons aussi dans les maisons luxueuses de Gábor Bethlen. Les pièces les plus marquantes de l'ameublement proviennent, certes, de l'étranger : les tapisseries représentant des personnages mythologiques viennent de Flandre et de Venise, les tapis recouvrant les tables et le sol sont d'origine orientale, ainsi que les fourrures précieuses, mais les meubles sont fabriqués en corvée. C'est que, même pendant sa grande période de luxe, le compte des dépenses, établi avec beaucoup de soin, se réfère à peine aux paiements dus pour le travail de menuisier. Il avait déjà acheté, plus tôt et pour très cher, un lit à ciel. Les deux supports de cuvettes, qui y figurent encore, ne sont peut-être pas en bois. Il est impossible qu'il n'ait pas eu besoin d'autres meubles. S'il ne les a pas payés c'est qu'ils ont été faits par des serfs. On ne rencontre pas non plus de paiement pour le travail de tailleur ou de pelletier, bien que les comptes fassent état de l'existence de beaucoup de textiles et de fourrures. Quelqu'un devait donc les œuvrer. On payait les enfileuses de perles. Il paraît que c'était considéré comme un travail très spécial. Le prince engagea aussi « un homme, un grand maître, qui applique sur le velours, et le satin, des coutures précieuses ».<sup>15</sup> Mais lui-même le ressent comme une extravagance, comme le montre le ton de la lettre dans laquelle il communique cette nouvelle. Il paraît que même la famille Bethlen fût habituée au travail d'artisans qui fournissent des « redevances en œuvre ».

Et pourtant, dans cette sphère la plus haute de la société, pratiquement dans la seule famille du prince, le cas du tailleur a dû être typique. La corvée devait si possible,

<sup>15</sup> RADVÁNSZKY, Béla : *Udvartartás és számadáskönyvek I. Bethlen Gábor fejedelem udvartartása* (Train de la cour et livres de comptes I. Cour du prince Gábor Bethlen). Budapest, 1888. p. 245.



tout fournir. Ce n'était que pour des services particuliers que l'on engageait des serveurs.

Seuls les musiciens, danseurs et comédiens constituent peut-être des exceptions à cette règle : nous ne disposons d'aucune donnée concrète montrant qu'il y eût des serfs parmi eux. Leur présence pourtant n'est pas entièrement exclue dans l'ensemble qui assurait la distraction du prince le plus haut placé. Ce qui est frappant, c'est que Bethlen fit venir de l'étranger plus d'instruments musicaux — basse-tube, vielle, cythare, violon — qu'il n'engageât de musiciens. Mais là, l'insertion des serfs n'est que probable, tandis que dans le reste de la maison princière il est certain qu'à côté des techniciens spécialisés il y a aussi le travail fait en corvée. Avec les cuisiniers et jardiniers venus de l'étranger, travaillent des gens venus sur commande des domaines. Pourtant l'étonnant est qu'ils satisfont aux procédés de construction les plus particuliers aussi, comme par exemple le moulage des briques qui, à l'époque, comptait pour un travail si qualifié que les voïvodes demandaient toujours aux villes saxonnes de leur fournir des artisans dans ce domaine. Pour les constructions des princes aussi, ce sont surtout les étrangers qui produisent les briques. Dans les comptes du domaine de Görgény on trouve des sommes payées «à des Allemands briquetiers», à «des briquetiers étrangers». Mais on payait aussi un salaire journalier à des groupes de «briquetiers composés de serfs». <sup>16</sup>

Dans les autres couches sociales aussi, descendantes du palais princier et gentilhommières de villages, le travail des serfs est de plus en plus généralement utilisé. Là, on ne retrouve plus les manifestations du mode de vie renaissance comme par exemple les orchestres, et, en dehors de la cour princière, on ne rencontre pas de techniciens étrangers engagés. Il est probable que les grands châteaux à plusieurs étages ont été également bâtis par des serfs, étant donné que leur technologie est identique à celle des constructions paysannes. Les historiens de l'architecture transylvaine découvrent partout le travail des charpentiers, des maîtres serfs. Ce sont eux qui construisent les foyers nobiliaires, vastes, confortables, munis de grandes fenêtres. <sup>17</sup>

L'aménagement intérieur est de même dû au travail de serfs. Le plus frappant sous cet aspect est de voir que parmi les textiles ornant les appartements, tellement à la mode pendant la Renaissance, on trouve sur les murs et les tables, des tapis et tissus paysans, et ce même chez les gens les plus riches. Toutefois, dans les couches supérieures de la classe dominante, on cherche à se procurer des tapis orientaux et des tapisseries fabriquées, tandis que dans les gentilhommières on ne trouve rien d'autre que les produits artisanaux des paysans.

La situation est analogue dans l'ameublement. La mode renaissance l'avait également transformé ; partout apparaissent des meubles aux ornements structurés, de caractère architectonique. Ils sont en général peints et vernis. Dans la plupart des

<sup>16</sup> Makkai, pp. 620-622.

<sup>17</sup> B. Nagy : Forteresses... pp. 42-54.

inventaires on mentionne des meubles noirs, blancs et verts. On y apprend aussi que l'assemblage de meubles de même couleur produit un effet intéressant. Dans les châteaux les plus importants on désigne des séries de pièces vertes ou noires, selon la couleur des meubles qui s'y trouvent. Comme rare exception, on y rencontre encore un meuble incrusté ou sculpté, mais ceux des logements plus modestes sont décorés tout au plus d'ornements peints ou de gravures.

Partout on trouve cependant des meubles définis comme « paysans », des lits, tables, bancs, portes et serrures aussi. A Szentdemeter dans le château de Ferenc Balási, commandant en chef de Udvarhelyszék, dans le local situé près du réfectoire il y a un lit « paysan », à Siménfalva dans la gentilhommière du commandant en chef des militaires allemandes du prince, sur la véranda il y a une chaise « paysanne », et une porte « paysanne » s'ouvre sur « la maison de ces seigneurs » où se trouvent deux bancs « paysans » et trois vestiaires « paysans ». A Magyarbükös, dans la gentilhommière de Péter Kemény dans « la maison à l'intérieur de la maison de la femme » est dressé le « lit paysan », et sur une des trois portes il y a une serrure viennoise, sur la troisième une serrure « paysanne ». Dans la gentilhommière des orphelins d'István Kassai, il y a une table « paysanne », un four « paysan » et un vestiaire « paysan ». L'énumération pourrait être longue, partout il y a des signes montrant que dans les foyers nobiliaires, aménagés selon les nouveaux besoins, le goût et la technique paysans ne sont pas exclus.<sup>18</sup>

La désignation « paysanne » de certains meubles, fours et serrures renvoie probablement à leur manière plus simple de fabrication, mais ne signifie pas, et de loin, que seuls ceux-ci étaient faits par des artisans-serfs. Il est évident que les recherches n'aboutiront pas à la distinction entre les produits urbains, industriels, et ceux d'origine paysanne. Pratiquement rien ne nous est parvenu des objets de la vie privée du XVII<sup>e</sup> siècle ; ce que nous en connaissons, nous le devons aux renseignements trouvés dans des inventaires trop frustes pour établir les différences éventuelles. Cependant, autant il est certain que les artisans-serfs ont produit des objets égalant les plus beaux chefs-d'œuvre des maîtres, autant il est certain également que les marchandises des corporations pénètrent aussi dans les foyers nobiliaires. Mieux que tous les contextes techniques et industriels — très peu connus d'ailleurs — les foyers des patriciens en témoignent. On y retrouve le même aspect extérieur du mode de vie renaissance que chez les nobles. Étant donné que la bourgeoisie ne peut utiliser le travail des serfs, il est évident que l'artisanat corporatif produit tout ce que le goût et la mode renaissance exigent. Aussi évidente que soit la répugnance des propriétaires fonciers du XVII<sup>e</sup> siècle à dépenser de l'argent, il s'ensuit de la nature des choses qu'ils étaient astreints à acheter certaines marchandises dans des ateliers citadins et dans des boutiques.

Ainsi donc, les artisans des villes perçoivent, comme les serfs, les nouveaux besoins, notamment dans la croissance de la demande. Ils doivent produire plus et

<sup>18</sup> Ibid. p. 63, pp. 74-75, 79, 81.

autre chose que ce qui avait été nécessaire. Ce changement, tout en leur imposant des charges et en augmentant leurs tâches, influence en gros favorablement la situation des artisans. Grâce à cela, même au point le plus bas de l'époque, en 1625, quand les prix atteignent des chiffres astronomiques, l'augmentation des salaires ne reste pas inférieure.

### **9. Riche culture expérimentale des serfs**

Il est au fond extrêmement difficile d'établir qu'elles étaient, dans ce nouveau système d'exigences, les tâches qui incombait à un serf, sinon le fait certain qu'ils devaient satisfaire à tous les services concernant le seigneur domanial. Il paraît pourtant que ce dernier part touche l'individu comme la collectivité paysanne. Comme celle-ci fournit aussi bien le berger que le valet de lévriers, le gardien de chasse réservée, le pelletier et le charpentier et même le juge mage, les individus vivant en servage doivent, eux aussi, avoir des expériences multiples.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur les redevances d'un village pour voir quelle grande variété de travail est nécessaire pour les satisfaire. A Berkesz, en dehors de la culture de leur propre terre, les serfs sont tenus d'exécuter les travaux suivants : faire le marché afin de pouvoir payer l'impôt en monnaie, labourer et ensemençer les terres de la ferme (la moisson est faite par d'autres), faucher le pré, essarter les genêts, soigner les vignes, transporter les céréales. Ils élèvent sept sortes de bêtes : chevaux, bœufs, vaches, brebis, bouvillons, porcs et abeilles. Les prestations du village voisin, Alsó Fentős, sont analogues, mais ils doivent fournir en outre de la peau de renard, de fouine, des vaches, poules, œufs, du beurre, des petits pois, du millet et des graines de lin. Dans un autre village voisin, Kovás, à défaut de terre de ferme, les serfs possèdent des exploitations en règle — dans 80 manses il y a 6 chevaux, 248 bœufs, 157 vaches, 82 bouvillons, 65 brebis, 395 porcs et 40 ruches — et, en dehors de la cuisson de la chaux ils fournissent au château un travail artisanal : ils taillent la pierre et font de la briqueterie. En outre, on leur impose le transport de paille, de sable et de glace.<sup>19</sup>

La liste des activités à fournir pour ces trois villages, vraiment pas grands, recèle des travaux d'une quantité presque infinie. Dans le labourage il faut inclure l'entretien de la charrue en bois qui s'abîme facilement. La semence s'accompagne de la confection d'instruments herseurs, faits en général d'épines, et la moisson s'accompagne non seulement des soins qu'exige la faucille, mais aussi du gérbage et des moyettes. Ils doivent encore battre leur blé, et faire de la paille du chaume. Le blé battu est nettoyé par le vannage pour lequel ils fabriquent probablement le van aussi. Le pré est fauché, le foin est ramassé à l'aide de râteaux et mis en meules — et les instruments de travail nécessaires sont entretenus. Au printemps, la vigne est «œuverte», c'est à dire qu'on enlève aux ceps, enforcés dans le sol la terre qui les protège contre le gel, ensuite on les taille, les pioche, et en été on les attache à l'échalas. A l'automne, c'est la

<sup>19</sup> Makkai, pp. 426-427.

vendange, on foule et presse le raisin ; le moût ainsi obtenu est versé dans des tonneaux, tout en observant des règles, différentes selon les régions, mais partout strictement observées. La propreté du sécateur, de la hotte, de la cuve, des tonneaux, demande de multiples connaissances. Pour les différents transports, ils fabriquent des chars, et probablement aussi le harnais des bêtes de labour. Pour les bêtes, il faut construire au moins cinq genres de bâtisses : écuries pour les chevaux, étables pour les bovins, parcs à moutons, soues à cochons, ruches pour abeilles. En général, la volaille aussi a son propre poulailler. Les bêtes à engraisser sont tenues séparément. L'élevage des chevaux est un véritable art, il n'est donc pas étonnant si très peu de personnes s'en occupent. Mais l'élevage des vaches est, lui aussi, une spécialité à part à cause de la laiterie : il faut préparer du beurre, du fromage blanc, du fromage. Le lait de brebis demande le même travail. Les moutons doivent être tondus après avoir été baignés. Ensuite, c'est le tour du travail de la laine, allant dans bien des cas jusqu'à la confection de tissus et de draps. On fait sûrement paître les chevaux et les ruminants. Les porcs, on les envoie au panage, s'il y a des forêts qui s'y prêtent, et la volaille picore tout simplement. En hiver pourtant, il faut donner du fourrage au bétail d'élevage, et se soucier de l'entreposage du fourrage. Fin automne, début hiver les bêtes abattues sont mises en préparation, et c'est alors qu'il faut résoudre l'entreposage de l'aliment obtenu ainsi. Parmi tous ces genres de travaux, énumérés pour ces trois villages, le plus compliqué est l'aviculture. Pour placer les ruches, il faut confectionner quelque mécanisme particulier, mais ce n'est qu'une part minime de tous les soins que demandent la conduite de l'essaimage, l'extraction et l'entreposage du miel, et l'hivernage des essaims. Pour se procurer de la peau de renard et de fouine, il faut préparer des pièges adéquats et écorcher les bêtes. Le petit pois, le millet et autres sont produits par un travail relativement simple, mais avec la graine de lin on prépare certainement de l'huile de lin et on fabrique la presse nécessaire, de plus l'artisanat textile plus raffiné doit également y exister sous quelque forme. Le chaufour de Kávás n'est qu'un simple artisanat, mais qui demande une grande expérience. La briqueterie, et surtout le métier de tailleur de pierres est déjà presque un art. Le transport du foin, du sable, de la glace suppose des techniques différentes, et les modifications plus ou moins importantes furent probablement introduites par les paysans-mêmes qui fabriquaient aussi les chariots.

On n'en finirait pas d'énumérer, bien qu'il soit nécessaire d'ajouter encore d'autres détails : la fabrication de chariots, de dépendances de ferme, a des milliers de secrets qui constituent en eux-mêmes des procédés de travail à part. Evidemment, les renseignements fournis par les trois villages ne comprennent pas tous les travaux des serfs. Leur ensemble peut être élargi à volonté. Il y a des endroits où les cadeaux trahissent que l'on cultive aussi des choux, que l'on piège des chevreuils, que dans les rivières, lacs et ruisseaux il existe une pisciculture compliquée, que l'on fait fonctionner des moulins, des presses à huile. Nous n'avons en outre aucune raison de supposer que les provisions infiniment riches des maisons seigneuriales n'étaient pas fournies par les serfs. Dans ces provisions, calculées, selon les coutumes de l'époque, pour environ une année, il y avait, outre les produits déjà énumérés, des légumes, comme les carottes, les

radis, le persil, l'ail, l'oignon, les lentilles, plusieurs espèces de pois. Parmi les fruits on trouvait des pommes, poires, raisin, noix, noisettes, amandes. On avait salé, à côté d'une énorme quantité de choux, des concombres et mêmes des groseilles à maquereau. On conservait, après dessiccation, beaucoup de fruits, et en faisait aussi des confitures. Outre le vin, que l'on conservait un peu partout, il y avait aussi de la piquette, une espèce étrange de boisson fermentée de jus de raisin, et des eaux de vie, ainsi que de l'hydromel. Pour le faire, il fallait fabriquer les plus différents des cuves, des plats, des cruches, des boisseaux et d'autres objets nécessaires à la conservation.

Il est évident que cet inventaire du travail des serfs n'est pas exhaustif, il ne contient point les travaux des artisans campagnards. Ils font pourtant partie de la variété, car les maîtres serfs ont, eux aussi, des exploitations, de même que la maison des serfs ne serait pas complète sans l'artisanat.

Cette multiplicité fonctionnelle des serfs, qui se forme à partir de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, est accompagnée à cette époque, de manifestations typiques de l'histoire européenne de la technique, notamment de changements que révèlent la spécialisation des instruments de travail, l'adaptation aux processus de travail qui peu à peu deviennent distincts. Il faudrait au fond représenter cette transformation par une des branches fondamentales de la production, mais, pour la Transylvanie, nous n'en avons pas la possibilité, puisque ni les instruments de travail, ni, évidemment, leur description ne nous sont parvenus. Nous ne disposons d'informations relativement précises que pour un seul secteur de la vie ; celui de la cuisine. Les inventaires qui y sont relatifs sont pleins d'objets désignés spécialement, donc ayant des formes certainement différentes, et des fonctions à peu près identiques.

On mentionne des poêles à beignets, à galettes, à crêpes. Il y a dans les cuisines des tamis de poil et des tamis de verges. En dehors des tables normales, les sources parlent de tables pour pétrir le pain, et de tables pour former les miches. Parmi les instruments des jardiniers sont distinguées la houe — la binette, la pelle de fer — la pelle à nettoyer les chemins. Pour en trouver davantage, il faudrait procéder à des recherches méthodiques. On y arriverait certainement, puisque les instruments de cuisine et de jardinage, les plus utilisés dans la vie quotidienne, montrent toujours les signes les plus typiques de l'évolution des instruments de travail. Dans la Transylvanie du XVII<sup>e</sup> siècle, ils reflètent la tendance générale à la spécialisation.

La présence chez les serfs d'instruments spécialisés de travail fait encore mieux ressortir le fait, d'ailleurs évident sans cela aussi, que pour accomplir leurs tâches, ils ont besoin d'un énorme ensemble d'expériences, d'aptitudes et de connaissances. Ils devaient posséder une culture fort variée, embrassant la connaissance des phénomènes météorologiques, les lois de la sélection des plantes, la manière de travailler les différents bois. Tout comme pour la culture intellectuelle, ce sont les produits qui révèlent les composants de cette culture-ci. Au lieu de livres, discours, poèmes, ici les produits sont une maison, une exploitation, des provisions bien aménagées.

Evidemment, cette culture, fondée sur les expériences et la pratique de la paysannerie avait toujours existé, mais son contenu n'a jamais été plus complexe qu'à

cette période du début du XVII<sup>e</sup> siècle. Il est donc clair qu'il fallait avoir les aptitudes les plus variées quand le travail du serf était le plus généralement utilisé, par conséquent dans les conditions du deuxième servage. En dehors de ce rapport évident de cause à effet, nous ne savons rien sur ses origines.

Nous ne connaissons pas non plus les canaux par lesquels elle se transmettait. Une chose est certaine, cela ne se faisait pas par écrit. De toute façon il est évident que cette riche culture pratique n'avait aucun rapport avec la culture assimilable par la lecture. Les porteurs de la culture intellectuelle n'ont contribué ni à son évolution ni à sa propagation. Il n'existe pas de livres techniques sur les connaissances pratiques, et les porteurs de ces deux cultures ont fort rarement entre eux des contacts personnels.

### 10. *Intelligentsia campagnarde*

Parmi les représentants d'une culture acquise grâce à des études, les villages ne connaissent que les maîtres d'écoles et les prêtres. Les recensements faits dans les domaines donnent quelques renseignements, bien que, paraît-il, on ne les inclue pas partout, puisque nous en possédons plusieurs dans lesquels ils ne figurent point. Il est pourtant invraisemblable que de grands domaines fussent restés sans maître d'école et prêtre. Il est difficile de le supposer, mais nous n'avons aucune certitude, car les recensements réellement utilisables montrent que la répartition de l'intelligentsia dans les villages n'est point égale. Les données datant de la fin des années 1630, et du début des années 1640 montrent que dans le domaine d'Örményes seulement dans trois des quinze localités habitées vivaient des prêtres.<sup>20</sup> Dans le domaine de Kővár leur présence est plus fréquente ; sur 36 agglomérations il n'y a des prêtres que dans 19.<sup>21</sup> La proportion est très favorable dans le comitat de Fogaras, sur 47 villages huit seulement ne comptent pas de prêtres.<sup>22</sup> Là, deux maîtres d'école sont recensés, tandis que dans les deux autres domaines pas un seul.

Cette situation frappante de Fogaras s'est formée entre 1632 et 1640. En 1632, presque la moitié des localités était dépourvue de prêtres. Au cours de ces huit années, le nombre de l'intelligentsia y vivant est passé de 23 à 76. Il est vrai que pendant ce temps le nombre des villages est également passé de 33 à 47, mais cette augmentation n'atteint pas et, de loin, celle de l'intelligentsia dont le nombre a plus que triplé. Il serait aisé d'expliquer ce changement par le patronat de György I<sup>er</sup> Rákóczi, car Fogaras, domaine du fisc, était régi par lui à partir de 1630. Ce serait logique si Kővár et Örményes n'avaient pas été acquis par lui à la même période. Là pourtant, il n'y a même pas trace de cette politique confessionnelle du seigneur domanial. Régis pendant

<sup>20</sup> Livre terrier de 1639, Makkai pp. 572-584.

<sup>21</sup> Livre terrier de 1639 : Makkai pp. 426-437.

<sup>22</sup> Livre terrier de 1640 : Archives Nationales, Urbaria et Conscriptiones f. 14, no 48. (Makkai en publie un extrait.)



neuf ans par György I<sup>er</sup> Rákóczi, ces deux villages se trouvent dans un état pire, quant à la présence de l'intelligentsia, que ne l'était Fogaras au début.

Pendant les huit années de mutations, quelques changements devaient survenir dans l'assemblée orthodoxe roumaine. C'est que le gros de la nouvelle intelligentsia appartenait à cette confession. Quelques-uns, les maîtres d'école et quelques prêtres sont des Saxons, donc probablement luthériens : bien plus nombreux, dix-huit, sont probablement des calvinistes ; on ne peut même pas avancer des suppositions quant à la confession de seize personnes ; et vingt-trois ecclésiastiques « venus de boër » (ancien nom de boïar) ne peuvent être que des orthodoxes. C'est probablement à cette augmentation du nombre de l'intelligentsia roumaine en Fogaras qu'est dû le geste de Zsuzsanna Lorántffy, relatif à la fondation de la célèbre école de langue roumaine, probablement à Bethlen, qui constitue un des centres intellectuels du domaine, où dès 1632 on comptait deux prévôts, un roumain et un saxon, et deux prêtres, selon la langue parlée ou la confession. En 1640, les Roumains firent venir encore un prêtre. Les Saxons par contre firent en avant un pas plus important, ils organisèrent une école. C'est peut-être pour rétablir l'équilibre que la princesse fonda, bien plus tard, l'école roumaine.

A cette époque, à Fogaras, on ne connaît que les deux maîtres d'école saxons de Sárkány et celui de Bethlen, et, selon les deux recensements examinés, il n'y en a pas davantage dans les domaines d'Örményes et de Kövár non plus. Selon ces données, aux environs de 1640, dans les 118 agglomérations des trois domaines princiers, assez éloignés les uns des autres et ayant des conditions économiques différentes, il y a en tout deux écoles. Nous n'avons aucune raison de supposer qu'ailleurs la situation ait été différente.

Le seul lien entre les serfs illettrés et la culture intellectuelle était le prêtre du village, là où il y en avait. C'est qu'une longue série de villages sont dépourvus et d'église et de prêtre. Il serait difficile de calculer les proportions qui y sont relatives, même approximativement. Les conditions tellement différentes des trois exemples cités en témoignent. Les différences sont plus intenses par le fait que même les ecclésiastiques n'ont pas le même niveau culturel. Il n'y a certes pas de différences substantielles dans les trois cultes « légalement établis », le niveau des connaissances acquises dans des universités étrangères, des calvinistes, luthériens et catholiques n'est influencé que par des aptitudes individuelles, par l'application ou le manque d'intérêt. Les théologiens n'appartenant à confession ne peuvent achever leurs études dans des écoles hongroises. Ils vont en général poursuivre leurs études en Allemagne, Hollande ou Angleterre. Les orthodoxes se trouvent dans la même situation, eux non plus ne pouvant pas faire des études en Hongrie. Ils ont pourtant l'immense désavantage de ne posséder d'université qu'à partir du milieu du siècle, de même qu'à Kiev, inaccessible pour les Transylvains. Ainsi, même à l'étranger ils ne peuvent acquérir une formation supérieure organisée. Leurs écoles monastiques transmettent plutôt la mystique orientale médiévale que des connaissances systématiques. Leur situation plus désavantageuse est due pourtant moins à leurs connaissances défectueuses qu'aux

circonstances de leurs études. Il leur manquent ces quelques années passées dans une société plus évoluée que la nôtre, que garantissent les études dans les écoles théologiques occidentales, ainsi que l'atmosphère vivante créée par la vie en commun d'étudiants de différentes facultés et qui ont des curiosités intellectuelles différentes, et aussi, très certainement, la discipline intellectuelle qui naît des études systématiques. Tout cela se rapporte uniquement aux papes qui du moins ont fait des études dans des écoles monastiques. C'est qu'un bon nombre de ceux-ci sont ordonnés prêtres sans avoir fait d'études, puisque l'on n'attribue pas d'importance au savoir.

On peut évidemment supposer que les prêtres revenus d'universités étrangères peuvent fournir à leurs fidèles une nourriture spirituelle plus riche que celle de ces prêtres incultes. Nous ignorons l'état de la vie religieuse du peuple au XVII<sup>e</sup> siècle. Nous ne savons pas comment les intellectuels de la plus haute formation créent des contacts avec les illettrés de leur paroisse. Ils y sont pourtant arrivés, le témoignage en est le grand nombre de jeunes serfs qui envahissent les collèges des villes. Ils sont si nombreux que, selon Apáczai, «ils remplissent largement les salles d'étude, les chaires et les bancs», en évinçant presque les «fils de parents nobles». <sup>23</sup>

Ce grand pédagogue affirme que ceux «qui sont nés plutôt pour porter des fardeaux et pour labourer» «s'enfuient» dans les écoles, car «autrement ils devraient constamment vivre dans l'état perpétuel de servage ou dans une extrême pauvreté». En effet, en Transylvanie, la loi sanctionnée par Gábor Bethlen assura aux fils de serfs la possibilité de faire des études, et la liberté personnelle des prêtres, partout valable, est complétée par ce prince en 1629 par la noblesse accordée aux pasteurs calvinistes et à leur descendance. Il est pourtant frappant de voir qu'à une époque où fustiger la paresse dans les études était déjà devenu une formule stylistique, tant de serfs choisissent la voie des écoles pour la promotion sociale si bien qu'il faut déjà craindre pour les possibilités de la noblesse de naissance.

Cela ne signifie pas que les membres de la classe dominante n'ont plus de places dans les écoles, mais ce fait n'en transforme pas moins l'intelligentsia transylvaine. En principe, leur statut social est égal à celui de la noblesse, mais n'ayant pas de propriété, ne disposant que de leurs revenus de prêtre, ils sont les prédécesseurs de l'intelligentsia moderne, asservie. En pratique, chacun d'eux est l'obligé du prince dont la bourse leur permet de faire des études; ce sont eux qui fournissent le plus actif soutien intellectuel au pouvoir du prince.

## 11. Ecoles, enseignants

Ce n'est que dans une mesure très limitée que, dans l'histoire de la culture intellectuelle, la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle peut être considérée comme une période de reconstruction. Tout comme les manifestations de la société ou de la culture matérielle, elle témoigne de la reconstruction et de la régénération, et pourtant, les

<sup>23</sup> Az iskolák igen nagy szükségességéről. Erdély öröksége (Sur le grand besoin d'écoles. Héritage transylvain). Réd. MAKKAI, László avec la collaboration de Cs. SZABÓ, László. Budapest, s. d. p. 261.

aspects radicalement neufs y sont bien plus abondants que dans n'importe quel autre domaine de la vie.

La politique du prince dans le domaine de l'instruction a un net caractère de reconstruction. La principale ambition est de rétablir le système scolaire couronné par l'université, qui avait existé pendant un bref délai sous le règne d'István Báthory. Le pas décisif fut fait : en 1622 Gábor Bethlen décida de fonder une « académie commune », c'est-à-dire une université. La même année, avec un sens juste, la diète en désigne le lieu, Kolozsvár où avait fonctionné l'université de Báthory, détruite en 1603. Bien que cette mesure fût destinée à être un « *perpetuum statutum* »<sup>24</sup> la construction de l'édifice fut commencée à Gyulafehérvár. En 1629 il n'était pas encore complètement achevé, mais commença déjà à fonctionner. Invités par Bethlen, arrivèrent trois savants professeurs de la célèbre université de Herborn, détruite pendant la guerre de trente ans.

C'est György I<sup>er</sup> Rákóczi qui aurait dû achever cette œuvre, organiser la chaire de médecine aussi outre celles, existantes, de théologie, de droit et de philosophie. Par là, ainsi que par l'acceptation à l'étranger des doctorats accordés ici, aurait-il dû transformer l'école de Gyulafehérvár en une véritable université. L'enseignement supérieur en Hongrie n'est pourtant pas ressenti par lui comme un besoin urgent. Gyulafehérvár reste une école supérieure. Le sort de l'instruction transylvaine est décidé sous son règne, dans la mesure où les princes transylvains protestants la laissent subsister au niveau qui caractérise en général l'instruction protestante en Hongrie. Le système des collèges, combiné à l'instruction primaire, y est maintenu dans les formes mises en place au XVI<sup>e</sup> siècle.

Ce système scolaire, décapité, est, étant donnée l'impossibilité de faire dans le pays des études universitaires, très onéreux pour ceux qui ambitionnent de parvenir au plus haut niveau culturel. Ce nonobstant, on voit surgir toute une lignée d'excellents savants, et ceux-ci seront les vrais rénovateurs du système scolaire transylvain.

Il y en a beaucoup qui refusent de sérieuses invitations en Europe pour rentrer chez eux. Pourtant, ils savent bien ce qui les attend : des centres culturels les plus élevés, ils peuvent arriver dans des petits villages, et ce dans des conditions primitives. Mihály G. Báthori est revenu d'une université hollandaise, pour être prédicateur dans la cour de Ferenc Rhédey à Szentjób ; après Leipzig et Wittenberg, c'est à Barcarozsnyó que travaille Márton Albrich ; János Laskai Matkó quitte la Hollande pour s'établir à Ecsed et à Nyírbátor ; après Utrecht et Franeker, István Komáromi Szvertán occupe aussi des fonctions dans des communes comme Mezötelegd et Kismarja. Même parmi les plus illustres, plus d'un avaient des activités, et quelquefois pour assez longtemps, dans un environnement infiniment éloigné des villes universitaires.<sup>25</sup> Ainsi Pál Medgyesi à Szinyérváralja, Péter Alvinci à Kereki.

<sup>24</sup> EOE VIII. p. 97.

<sup>25</sup> Les données biographiques sont tirées de : ZOVÁNYI, Jenő : Magyarországi protestáns egyháztörténeti lexikon (Dictionnaire historique de l'Eglise protestante en Hongrie). 3<sup>e</sup> édition revue et élargie. Réd. : LADÁNYI, Sándor. Budapest, 1977.

Dans ces petits villages, nombreux étaient ceux qui écrivaient, et aujourd'hui nous sont seuls ceux connus qui ont laissé quelques écrits. János Laskai Matkó par exemple publie des livres formant toute une bibliothèque ; il est pourtant probable que pas un des habitants de Nyírbátor en ait lu un. Toutefois, le seul mérite qu'avaient ces personnalités de haute formation n'était pas d'avoir fait des études, souvent pas très brillantes, et accessibles à un petit nombre. Leur seule présence est un exemple d'une importance extraordinaire : exemples vivants de l'effet décisif sur les destins de l'instruction. Ils recrutent les élèves pour les écoles. Bien qu'après leurs études, ils ne soient même pas à proximité des écoles, sans eux le renouveau de l'enseignement n'aurait pas pu être mis à l'ordre du jour.

La part, dirait-on la plus aisée, de ce travail incombe à ceux qui transmettent leurs connaissances aux élèves déjà rassemblés dans les classes. C'est pourtant à ceux-ci que l'on attribue la gloire, c'est à leurs noms que l'on peut rattacher le renouveau que connurent les écoles transylvaines au début du XVII<sup>e</sup> siècle.

A propos de l'école de Gyulafehérvár, au cœur de la principauté, on se réfère évidemment sans cesse aux professeurs étrangers dont l'autorité éclipse celle des Hongrois. En effet, ils ont des mérites insignes : Alsted, Bisterfeld et Piscator forment un important trio, ce sont des personnalités bien connues de l'époque et à travers eux c'est la culture européenne qui est entrée en Transylvanie. Ce sont, certes, les dévastations de la guerre qu'ils fuyaient, qui les ont amenés ici, mais il est certain que n'importe où ailleurs ils auraient été bien reçus. Bisterfeld surtout recevait plusieurs invitations, mais il est resté. Chez lui pourtant les points de vue politiques dominaient, alors que pour les autres, nous ne savons rien à cet égard. En Transylvanie, il s'occupait moins de la réforme scolaire et de l'instruction des jeunes que de la haute politique qu'il voulait influencer. Il joua un rôle important dans les négociations sur les alliances de György I<sup>er</sup> Rákóczi. Ses deux collègues, Alsted et Piscator, devaient également avoir de l'importance comme savants, et moins comme enseignants.

A l'école de Gyulafehérvár, le grand professeur, qui exerçait une grande influence par sa personnalité aussi, était par contre Pál Kereszturi que des générations tenaient pour leur maître. Caractère extrêmement passionné, mais dont les innovations sont au fond modérées. Il apportait moins de changements spectaculaires, il était plutôt révolutionnaire dans le sens qu'il descendait des hauteurs inaccessibles du professorat. Ses seuls soucis n'étaient pas simplement les point initiaux et finales de l'enseignement, il s'intéressait aussi à la capacité d'assimilation de l'étudiant devant tout ce qu'il entendait et dont il devait rendre compte. Il accordait beaucoup d'attention au processus de cette assimilation. Les nouveautés qu'il apportait ne franchirent pourtant les murs de l'école.

Les grandes tempêtes étaient soulevées par les puritains alliés de János Tolnai Dali. Ayant éventuellement fréquenté des universités allemandes, ils avaient tous séjourné en Angleterre et en Hollande. Dans ces pays à l'organisation la plus moderne, outre les conditions de la société bourgeoise, ils ont connu aussi les derniers principes de l'organisation ecclésiastique et de la pédagogie qui en dépend. L'essentiel en était la

rupture avec le principe autoritaire, donc, dans un certain sens, une démocratisation de la hiérarchie et des idées. Ils rejetèrent le frein médiéval de la pensée affranchie, la scolastique, pour la remplacer par le rationalisme de la conviction expérimentale. Dans l'organisation de l'Eglise ils voulaient remplacer l'autorité décisive de l'évêque en toute question par la direction consultative d'une assemblée dont les membres devaient être élus parmi les laïcs.<sup>26</sup>

Pendant leurs études faites à l'étranger, ils n'auraient guère pu assimiler d'idées meilleures et plus neuves que celles-ci. Ils n'ont oublié qu'une seule chose, notamment que la Transylvanie n'était pas l'Angleterre, pas même la Hollande. Ils se mettent à tout rénover avec une impatience extrême, sans tenir compte des obstacles propres au pays. Les adversaires n'en sont pourtant pas moins agressifs, sans compréhension, et idéalisant les conditions existantes, ils s'opposent aux réformateurs venus des pays européens. Tous ces facteurs désavantageux ne sont que renforcés par le mauvais caractère du chef, de János Tölnai Dali. Il s'entend très difficilement avec quiconque. Il est probable que ce fût de sa faute si l'on a voulu introduire les réformes puritaines en balayant tout simplement les initiatives déjà en place. C'est à cause de lui qu'éclatèrent le plus de scandales précisément à Sárospatak où János Bényei avait déjà commencé ce travail avec une tenacité silencieuse. On aurait pu éviter bien des tempêtes et bien des troubles en appliquant des moyens plus sages.

C'est de cette dernière manière que l'école de Várad est devenue dans les années 1640, avant tout grâce à l'activité réformatrice de Mihály Kecskeméti, le plus important centre scientifique de cette région orientale. C'est là que fut utilisé pour la première fois en Hongrie les livres scolaires de Comenius, considérés à l'époque comme les plus modernes en Europe. Parmi les écoles protestantes de Hongrie c'est celle de Várad où furent organisées pour la première fois des représentations théâtrales d'étudiants. Parmi les professeurs il y avait, entre autres, Sámuel Enyedi qui a obtenu le doctorat de médecine en Hollande, ou Sámuel Köleséri, enthousiaste de la révolution anglaise. Il est même émouvant de voir comment les habitants de Várad partent après la chute de leur ville : ils quittent leurs foyers et leur ville, mais à condition de pouvoir emporter l'équipement de l'école et de l'imprimerie.

## **12. Ouverture devant les nouvelles connaissances**

Ce geste des habitants de Várad révèle un amour, au fond incompréhensible pour les connaissances et la culture, tout comme était frappante l'ambition infinie des serfs de faire des études. La grande tenacité des sabbataires transylvains recèle certainement, elle aussi, le désir de savoir, et de s'orienter dans les problèmes de ce monde.

<sup>26</sup> MAKKAI, László : *A magyar puritánusok harca a feudalizmus ellen* (Lutte des puritains hongrois contre le féodalisme). Budapest, 1952.

Cette tendance religieuse, forme étrange du stoïcisme, déborde au XVII<sup>e</sup> siècle le cercle des hauts intellectuels et des classes supérieures pour se répandre parmi les illettrés et les classes inférieures. D'abord distraction des seigneurs, elle se transforme en conviction religieuse populaire. Il serait fort difficile d'établir exactement la sphère de son expansion, car les persécutions, culminant en 1638, ont certainement fait disparaître beaucoup de ses traces. De plus, les lois déjà adoptées antérieurement contre cette tendance ont peut-être empêché la naissance de documents. Cependant, la reprise constante de ces lois et leur rigueur fournissent précisément le témoignage de l'enracinement indestructible du sabbatisme parmi les serfs transylvains.<sup>27</sup>

Dans cette obstination défiant toute persécution, il faut certainement voir la fierté humaine que l'arbitraire fait logiquement naître, les motifs sociaux et politiques de l'opposition à la société officielle, mais dans son grand essor au XVII<sup>e</sup> siècle un rôle non négligeable revient au fait que le sabbatisme fit disparaître un vide culturel très perceptible.

Ce vide s'est créé parce que, précisément dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, la culture des masses est en déshérence en Transylvanie. Les Eglises officielles, ont perdu ce rôle. A mesure que leur organisation et leur situation se consolidaient, elles ne s'occupaient plus de ceux des bas-fonds de la société. Le rapport est évident : dès que l'appartenance confessionnelle des villages a pris des contours nets, les nouvelles conversions ne pouvaient que troubler les conditions existantes ; c'est pourquoi les Eglises abandonnent leurs activités visant l'éducation culturelle des masses. Ce n'est pas un hasard si le calvinisme, devenu pour ainsi dire religion d'Etat, ne déploie une telle activité, à partir de la fin du XVI<sup>e</sup> — début du XVII<sup>e</sup> siècle, que parmi les Roumains. Par cette activité l'Eglise calviniste a des mérites indiscutables, car elle favorisait l'usage de la langue maternelle roumaine, ce qui était à l'époque la démonstration la plus digne de respect de l'Eglise transylvaine officielle. Par contre, ce fait n'efface pas son indifférence face aux besoins spirituels et intellectuels de ses anciens fidèles.

Le sabbatisme par contre, étant une confession toute neuve, et ambitionnant les conversions, s'adapte avec souplesse à son environnement. Pour bien ce faire, il prit aussi position dans les questions dont les fidèles s'occupaient le plus intensément, et introduisit dans les églises la culture des masses, les informations dans les problèmes quotidiens. Cette grande ambition de conquérir des fidèles lui révèle l'utilité des poèmes dans l'instruction théologique. Pourtant, il est difficile d'imaginer que ces vers théologiques instructifs aient pu atteindre leur but, car ces strophes infinies ne devaient pas intéresser mêmes les anciens. D'autant plus vivants sont les cantiques chantés dans les assemblées sabbatiques qui transmettent aux auditeurs et aux chanteurs directement et avec charme tout le message de la religion.

<sup>27</sup> DÁN, Róbert : Humanizmus, reformáció, antitrinitarizmus és a héber nyelv Magyarországon (Humanisme, Réforme, antitrinitarisme et la langue hébraïque en Hongrie). Budapest, 1973.



Le trait le plus frappant de ces cantiques consistent dans l'absence de l'austérité des autres confessions, et du rapport péché-châtiment, toujours présent dans les autres. Ils enseignent que l'homme ne peut pas observer la loi, la volonté de Dieu, mais que sa grâce peut quand-même lui accorder le salut. Et là, il n'y a pas lieu de douter selon les cantiques sabbatiques, le salut est un fait incontestable pour les croyants.

Sûrs de cette conviction, ils professent le calme qu'assuré « la gaieté de l'âme », et parlent des joies du corps que procure le sabbat : « En bonne humeur de bons fils, Ragaillardissons notre âme, Bien buvant et mangeant, Bénissons notre Seigneur céleste » — voilà ce que chantent les sabbatistes à la place du service divin. Selon un autre chant, c'est pour « le bien corporel » de l'homme, à cause du repos, qu'il faut observer la fête.<sup>28</sup>

Cette conception « homo-centrique » connaît la hiérarchie de ce monde et s'y oriente bien, mais prêche déjà parmi le peuple aussi la vanité de la carrière mondaine, cette grande découverte des stoïciens. Dans beaucoup de livres de cantiques manuscrits, on retrouve la strophe « La règle de ce bel état est facile, Elle n'est autre que de connaître les affaires de Notre Seigneur, Mais des lettres de noblesse armoriées données à l'homme Ne procurent que tristesse, soucis, sang et épée ».<sup>29</sup> C'est juste le contraire de l'ambition d'arriver par les études à la noblesse : le rang que procure l'épée est remplacé par le rang du savoir.

Pourtant, l'autoinstruction des sabbatistes ne signifie pas un but en soi détourné du monde ; elle cherche au contraire à résoudre les secrets de la nature et, avec le calme du panthéisme poétique, elle professe une assurance dans ce monde. Parce que « Tout animal créé suit son chemin... Il n'y a pas dans ce monde grand ou petit insecte Qui jamais abandonne son but, Vent, nuage, averse, gel, éclair, grésil, Printemps, été, automne, hiver restent dans leurs limites. »<sup>30</sup> Dans cette assurance, même la colère divine subite, et imprévisible de Dieu n'a pas sa place.

Les sabbatistes professent la validité de la vision ptoléméenne du monde et le pouvoir de la loi cachée dans les phénomènes de la nature. Un des cantiques de Simon Péchy dit : Dieu « suspendit au milieu cette terre ». De plus, il entre en discussion : « la nature humaine est la cause De ce que l'œil faible ne pouvait pas voir » comment, en réalité, les « cieux » tournent autour de la terre.<sup>31</sup> Il prend donc position dans la question la plus brûlante de la science. Il s'oppose, certes, à la position héliocentrique de Copernic, mais là, il partage l'opinion de plus d'un génie de son époque.

Pour les Transylvains, éprouvant tant de difficultés à accéder à la culture, poser la question est peut-être plus important que d'y répondre. Il est d'une importance extraordinaire dans les villages de chanter, en secret ou ouvertement, sur les problèmes scientifiques les plus modernes de l'époque. L'intérêt s'éveille donc, les hommes

<sup>28</sup> RMKT 5. pp. 28 et 22.

<sup>29</sup> Ibid. p. 45.

<sup>30</sup> Ibid. pp. 92-93.

<sup>31</sup> Ibid. p. 242.

s'occupent de ce qu'ils entendent constamment. L'autre côté est que personne n'aime chanter quelque chose dépourvue d'intérêt, que personne ne copie de textes ennuyeux. Les strophes où l'on parle des lois de la nature et où l'on discute la nouvelle vision du monde, nous sont par contre parvenues dans toute une série de livres de cantiques écrits à la main. Tout cela démontre clairement la présence d'un large intérêt de la société qui sert de base aux préparatifs de l'introduction, par les réformes scolaires, des vues scientifiques modernes.

Chapitre du livre Histoire de Transylvanie, ouvrage collectif en préparation.

КАТАЛИН ПЕТЕР

### Жизнь трансильванского общества в первой половине XVII-го века

#### Резюме

В 1606 году после почти сорокалетнего периода войн в Трансильвании начался период восстановления. Существеннейшей чертой этого периода следует считать распространение ренессанса во всем обществе: от правящих кругов до крестьянства. Ренессанс завладел трансильванскими деревнями без излишней духовной и предметной орнаментики. Его сущность выразилась в ясном благоустройстве, в чистоте соотношения человека и окружающей среды.

Помимо просторных, архитектурно продуманных городов была создана и поныне существующая структура сельских поселений. Эта структура позволяет регулировать постройки в соответствии с общественным и экономическим положением жителей.

В этот период начинают вводиться новшества в архитектуру крестьянского дома: ранее состоявшие из одного помещения хаты делятся на комнаты. Это приводит к огромному прогрессу в изменении образа жизни, поскольку позволяет выделить различные сферы жизни людей. Подобный порядок был введен и в регулировании внутреннего двора. Перед различными хозяйственными постройками разбиваются цветники, причем цветы используются для украшения комнат.

Помимо изменения внешнего вида деревни, дома и непосредственного окружения стоит отметить и расшитую одежду крестьян: в начале XVII-го века становится распространенной праздничная одежда из яркой пестрорядинки с вышивкой, а также украшения в волосах, на шее и поясе.

С созданием сельских садов и шитьем праздничных одежд крестьянский труд получает новую окраску. Подчеркивается, что труд для самых низших слоев общества может стать предметом благородного развлечения.

Но это всего лишь радужный ответ труда. Сам факт лишь оттеняет подлинную сущность явления. А именно: труд служит развлечением не для тех, кто работает. В первой половине XVII-го века начинают задумываться над стоимостью труда. Во многих произведениях трансильванских писателей, создавших образные ярмарочные книги, отдается честь труду. В то время как официальные поэты воспевали подвиги витязей.

Зарождается уважение к труду, поскольку в значительной мере увеличился спрос на рабочую силу. Большие изменения в дворянском образе жизни нового времени заметны для тех, кто создает необходимые для жизни блага, они проявляются в новых потребностях, предъявляемых к их труду.

Новые потребности оказывают воздействие на крестьянство в двух направлениях. С одной стороны, это означает более тяжелый гнет, поскольку стремящиеся к полной

самостоятельности и независимости от рынка феодальные хозяйства используют все возможности крепостного труда. Благодаря последнему крепостное крестьянство становится необычайно разносторонним, причем как класс, поскольку из его рядов должны выйти самые различные ремесленники. Но многосторонней образованной личностью в понимании ренессанса должен стать каждый крепостной крестьянин для того, чтобы своей работой удовлетворить предъявляемые к нему требования.

Практическое, эмпирическое образование не имеет ничего общего с образованием, почерпнутым из книг. А потому для тех, кто хотел получить теоретическое образование, приходилось преодолевать немало трудностей. И все же в Трансильвании немало сыновей крепостных крестьян посещало университеты. Вернувшись из стен университетов с мировым именем, эти люди становились просветителями в небольших деревнях, в кругу неграмотных крестьян. Помимо поддерживавших школьное дело князей крепостные, получившие высшее образование, становились подлинными организаторами просвещения в Трансильвании.

Более легкая задача стояла перед школьными учителями. Они подготавливали распространение науки в Трансильвании с помощью реформ, поддерживаемых учениками, отдавшими жизнь просвещению. Их деятельность была встречена вниманием и духовной открытостью для нового со стороны трансильванского общества.



# Politique envers les serfs et développement culturel dans l'Etat de Rákóczi\*

par

ÁGNES R. VÁRKONYI

A peu près en même temps que le Manifeste informait les nations du monde des raisons pour lesquelles la population de la Hongrie avait pris les armes contre le pouvoir des Habsbourg, le 30 janvier 1704, Miklós Bercsényi adressait, de son camp de Somorja, aux dirigeants du comitat de Turóc la lettre fulminante qui suit : « Informons que, poussés par Sa Divine Majesté, nous avons pris les armes et engagé la lutte pour mettre fin au joug mortifiant cruellement imposé par la Nation étrangère aux habitants de notre chère Patrie hongroise et aux harcèlements et blessures, et pour rétablir, par la grâce de Dieu, la vieille liberté glorieuse de notre Chère Patrie, ainsi que pour affranchir les indigents de la misère qui, depuis longtemps, leur pèse si lourdement. J'ai cependant appris avec regret que le noble Comitat de Turóc, en épuisant les biens des pauvres (ce qui leur est laissé par la Nation étrangère, avide de les consommer), veut faire payer des impôts aux habitants pauvres du Noble Comitat et, en attendant, les a grevés en leur soutirant de l'argent ; ce qui est contraire aux buts de nos nobles ambitions. J'ordonne donc au noble Comitat, tant personnellement que pour le commun, . . . de cesser toute perception qui grève les pauvres et de ne plus les continuer. »<sup>1</sup>

Cet ordre, inconnu jusqu'ici, mais point unique en son genre, pose à lui seul des questions d'une acuité frappante aux historiens qui étudient les rapports entre les serfs et les guerres menées pour l'indépendance. Au nom du pouvoir d'Etat hongrois, le général Bercsényi ordonne au corps dirigeant nobiliaire du comitat, considéré comme bastion du système des Ordres, d'observer la décision du prince qui interdit d'imposer des charges aux serfs, ici plus spécialement aux serfs slovaques.

Quelle valeur réelle avait cet ordre ? Sur quelles considérations se basait-il ? Quels étaient les motifs qui avaient provoqué cette décision ? Etaient-ce les intenses revendications sociales des serfs ? Ou étaient-ce des considérations plus larges, relevant de la politique d'Etat ? Et ce qui est l'essentiel, cette mesure et d'autres semblables, relevant également de la politique envers les serfs, dans quel système s'intègrent-elles,

\* Etude débattue à la session scientifique sur les Problèmes des guerres d'indépendance des XVII<sup>e</sup> XVIII<sup>e</sup> siècles, organisée les 5-6 décembre 1978 par la Commission mixte hongaro-tchécoslovaque des historiens et l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de Hongrie.

<sup>1</sup> Bercsényi, Miklós — Turóc vármegyének (Au comitat de Turóc). Somorja, le 30 janvier 1704. Département des manuscrits de la Bibliothèque de l'Académie des Sciences de Hongrie (Dans la suite : Dép. Man. ASH). Tört. Ivrét 46. fol. 115.

quelle direction suivent-elles dans les croisées de l'évolution sociale et nationales jusqu'à nos jours ?

Les avis des historiens sont divisés, même aujourd'hui, sur les rapports entre les serfs et les guerres d'indépendance menées dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle pour l'unité de l'Etat, puis, après la libération du pays des Turcs, pour l'indépendance du pays et son autodétermination.<sup>2</sup>

Les contradictions sont bien connues. Les résoudre n'est possible que si on se fonde sur le principe de l'historisme. On ne peut arriver à une appréciation de valeur universelle, d'une authenticité scientifique qu'en étudiant les facteurs déterminants de l'évolution sociale et nationale dans le contexte de la situation historique en présence et des conditions de l'époque.

Dans la revue présente nous ne pouvons qu'esquisser un seul aspect de ce grand « nœud » de problèmes.

Dans les conditions du féodalisme, un mouvement s'étendant sur le pays entier, réunissant les classes privilégiées et les serfs, dispose de deux pôles. L'un est constitué par l'opposition fondamentale entre les différentes classes et strates de la société. L'autre, dans une certaine mesure, est constitué par le fait que celles-ci sont tributaires les unes des autres, ce qui se manifeste dans multitude de principes, de mesures, de modes d'exécution et d'exigences, en d'autres termes dans les fonctions d'organisation de l'Etat, dans la politique du pouvoir. Il va sans dire que les tendances qui se rencontrent dans ces deux pôles et qui en sont issues, s'interpénètrent et se croisent de multiples façons. Nous savons bien combien l'influence réciproque de la lutte des

<sup>2</sup> Récemment, des débats féconds ont eu lieu parmi les historiens hongrois sur le contenu social de la liberté militaire et sur la position du pouvoir d'Etat face aux revendications des serfs et des soldats-serfs. Des nombreux ouvrages existants je ne cite que ceux qui touchent notre thème et où les positions sont nettement formulées : Cf. ESZE, TAMÁS : A Felső-Tisza-vidéki népi kurucszabadságért (La lutte des kouroutzs populaires de la région de la Haute-Tisza pour les libertés heiduques) et RÁCZ, ISTVÁN : II. Rákóczi Ferenc kuruc katonáinak hajdúszabadságáról (Sur les libertés heiduques des soldats kouroutz de François II. Rákóczi). Les deux études sont parues : Rákóczi kori tudományos ülésszak, Vaja (Session scientifique sur l'époque de Rákóczi, Vaja). Réd. : MOLNÁR, MÁTYÁS. Vaja 1975. Sur les positions des historiens slovaques et sur les divergences entre les chercheurs slovaques et hongrois, nous avons une vue d'ensemble dans : SUCHÝ, M. : Úlchy habsburskej monarchie a proti habsburské provstania. Historický Časopis 1975. 23. année No 1. 73-III. 1. A la conférence internationale de Prešov (1977), un échange de vues fructueux a eu lieu afin de mieux connaître les points de vue et les résultats des recherches et afin d'engager des études plus poussées. Les différences dans les jugements portés par les historiens des deux pays étaient marqués par la conception selon laquelle les luttes contre les Habsbourg étaient menées par les aristocrates et les nobles. La participation des masses populaires était ignorée ou représentée comme si les serfs avaient lutté, eux aussi, pour garantir les privilèges des nobles. C'est cette conception qui caractérise les œuvres de Kálmán Thaly (1839-1909), bien que ses imposantes publications de sources documentaires contiennent une riche matière relative aux mouvements sociaux de l'époque. Tandis que chez Thaly, la Guerre d'indépendance, considérée comme ayant un caractère nobiliaire, fut qualifiée sans équivoque comme positive, l'historienne slovaque, Anna Gasparikova la présenta sous le même aspect, mais la qualifie en sens inverse : GASPARIKOVA, ANNA : Povstanie Rákócziho a Slovania. Sborník Filozofickej fakulty UK, année VII. No 55. Bratislava, 1930. Ils luttèrent « pour rétablir les anciens droits nobiliaires ». p. 18.

classes et des pouvoirs étatiques féodaux est forte et sous combien d'aspects cette influence se fait valoir. Vues les recherches faites ces dernières décennies par les historiens slovaques et hongrois, nous connaissons assez bien la lutte de classe des serfs.<sup>3</sup> Il est donc légitime de nous tourner maintenant avec davantage de force vers la politique de l'Etat envers les serfs. C'est surtout pendant les huit ans de la Guerre d'indépendance de Rákóczi que le système d'Etat, les méthodes du pouvoir d'Etat purent se cristalliser. Les récentes recherches des historiens slovaques montrent également que ce n'est pas seulement à cette guerre que, à côté des serfs hongrois et d'autres nationalités, les serfs slovaques ont pris massivement part, mais c'est encore elle qui a le plus fortement imprégné leur conscience historique.<sup>4</sup>

Dans la présente conférence, nous limiterons nos analyses, de toutes façons condensées, à la période entre 1703 et 1711.

## I.

Depuis longtemps déjà, les historiens hongrois utilisent la notion de politique envers les serfs, en abordant la Guerre d'indépendance de Rákóczi.<sup>5</sup> Sans pouvoir entrer dans les détails de ces définitions fort divergentes quant au contenu, ou sans

<sup>3</sup> MAGYARI, ANDRÁS : Az erdélyi magyarok és románok együttműködése a szabadságharcban (La collaboration des Hongrois et des Roumains de Transylvanie dans la Guerre d'indépendance). in Századok 1976. 1093-1094. (extrait) HORVÁTH, PAVEL : Jobbágykérdés a rendi felkelésekben (La question du servage dans les insurrections des Ordres) (1977). Manuscrit. Les plus importants ouvrages relatifs à cette question dans l'historiographie hongroise : ESZE, TAMÁS : Szegénylegények éneke (Chant des sans-espoir). in Irodalomtörténet, 1949. PACH, Zs. P. : A társadalmi összefogás kérdése a Rákóczi szabadságharcban (Le problème du ralliement des forces sociales dans la Guerre d'indépendance de Rákóczi) (1953). PACH, Zs. P. : Történet szemlélet és történettudomány (Vue sur l'histoire et science historique) Articles, études, 1977). R. VÁRKONYI, ÁGNES : A jobbágyok osztályharca a Rákóczi szabadságharc idején (La lutte des classes des serfs au temps de la Guerre d'indépendance de Rákóczi), 1964. in Történelmi Szemle No 2. ESZE, TAMÁS : Tárpa és Esze Tamás. Nyiregyháza 1966. BENDA, KÁLMÁN : Jobbágyok és a Rákóczi-szabadságharc (Serfs et la Guerre d'indépendance de Rákóczi). in Az MTA Filozófiai és Történelmi Osztályának közleményei 1967, vol. 15, No 4. RACZ, ISTVÁN : A hajdúk a 17. században (Les heiduques au XVII<sup>e</sup> siècle). Debrecen 1969.

<sup>4</sup> « Des milliers de serfs slovaques se rangèrent sous les drapeaux » : HORVÁTH, P. op. cit. p. 15. CSANDA, SÁNDOR : A törökellenes és kuruc harcok költészetének magyar—szlovák kapcsolatai (Rapports hungaro-slovaques dans la poésie sur les combats contre les Turcs et les guerres des Kouroutz). in Irodalomtörténeti füzetek No 32. Budapest 1961. KÁFER, ISTVÁN : Zsolnai szlovák kalendáriumok történet szemlélete a Rákóczi-szabadságharc korából (Calendriers slovaques de Zilina et leur conception de l'histoire au temps de la Guerre d'indépendance de Rákóczi). in Országos Széchényi Könyvtár Évkönyve 1972, et A nem magyar népek részvétele a szabadságharcban (Participation à la Guerre d'indépendance des peuples non-hongrois). in Századok 1976. 1092-1093. ZUDEL, JURAJ, KRAJCOVIC, RUDOLF, RUDOHRADESKY, STEFAN : Slovenska Historicka piesen a bitke pri Tranave v roku 1704. in Slovenska Archivistika No 1. 103-123.

<sup>5</sup> Dans l'historiographie hongroise, on se sert depuis longtemps, mais avec différentes acceptions, du concept de politique envers les serfs. En ce qui concerne le pouvoir d'Etat des Habsbourg et l'absolutisme éclairé, voir : ACSÁDY, IGNÁC : A magyar jobbágyok története (Histoire du servage en Hongrie) Budapest 1908. — ECKHART, FERENC : A bécsi udvar jobbágypolitikája 1761-1790-



pouvoir nous occuper de la définition conceptuelle, valable sur le plan international, de cette politique à l'époque en question, il est nécessaire de voir dans quel sens on peut parler, à cette époque, de politique envers les serfs. Comme dans les autres pays de l'Europe des temps modernes, en Hongrie non plus, elle ne peut être considérée comme suite de la bonté personnelle du chef de l'Etat, en l'occurrence de Rákóczi, de « son caractère plein de douceur », de sa compassion, ou comme résultat de décision prise en tant que seigneur domanial, mais bien plutôt comme un système de décisions découlant de considérations étatiques. Le Prince (Rákóczi) jouissait d'une clairvoyance politique indiscutable, mais il est impossible de ne pas tenir compte de la formation théorique et de l'engagement des membres de l'état-major de gouvernement. Dans la cristallisation de la politique envers les serfs, un rôle décisif incombait également, outre les traditions et les expériences, à ceux qui formulaient les revendications paysannes et qui combattaient pour leur réalisation. Ce serait restreindre la substance de cette politique et déformer la réalité que de l'identifier à l'un de l'autre de ces phénomènes, encore qu'ils comprennent les mesures visant la protection des serfs dans le sens qu'on lui donnait à l'époque, le besoin de liberté des serfs qui ont pris les armes et la satisfaction de ce besoin. In serait tout aussi contraire à l'esprit de l'histoire que d'interpréter les mesures prises envers les serfs en tant que conceptions délibérément orientées vers la transformation de l'ordre social féodal. Une politique envers les serfs n'est possible que dans un Etat féodal. A cette époque, dans les pays européens, les décisions du pouvoir d'Etat relatives à la situation des serfs, aux rapports traditionnels entre seigneurs domaniaux et serfs, sont concentrées sur deux axes. L'un est la mise en place d'une armée régulière et l'autre est constituée par les frais d'entretien du pouvoir d'Etat, le système des charges, en somme le problème des impôts. Vu que, dans les deux

ig (La politique envers les serfs de la cour de Vienne de 1761 à 1790). in Századok 1956. A propos de la Guerre d'indépendance de Rákóczi, l'apparition des tendances à la protection des serfs a été soulignée, entre autres, par Gyula Szekfű : « C'était indiscutablement sa décision la plus personnelle (de Rákóczi) de relier sa cause à celle des serfs » . . . En ce qui concerne la séparation juridique nette de la nation nobiliaire et du peuple dans les idées des Ordres de l'époque, Rákóczi était « comme une page blanche où, à côté de sa nature foncièrement douce, ses expériences aussi inscrivait l'idée de la protection des serfs » . . . « la protection des serfs était un aspect de son insurrection dont les éclats étaient importants » HÓMAN—SZEKFI : Magyar történet (Histoire hongroise) vol. IV. p. 279. Que cela soit en rapport organique avec l'organisation de l'Etat, c'est souligné à propos de l'armée par R. Kiss, ISTVÁN (1906) et à propos de la participation égale aux charges publiques par WELLMANN, IMRE : Az 1707. évi kassai országgyűlés tárgyalásai (Les débats à la diète de Kassa en 1707) in Levéltári Közlemények 1935. C'est un concept assez généralement utilisé à propos de l'Etat de Rákóczi dans l'historiographie hongroise actuelle. Nous citons sans prétendre à l'exhaustivité : « Bien que la politique paysanne de Rákóczi fût correcte dans son essence, dans les conditions présentes, il n'a pas tout fait pour réduire les contradictions » (à savoir pour l'affranchissement des soldats-serfs de son armée). HECKENAST, GUSZTÁV : A Rákóczi szabadságharc (La Guerre d'indépendance de Rákóczi). Budapest 1953, p. 35.

« La politique envers les serfs était un des éléments essentiels, déterminants de la Guerre d'indépendance de Rákóczi, vu que la part décisive des charges incombait aux serfs . . . La politique de Rákóczi envers les serfs était essentiellement déterminée par les besoins en soldats de la Guerre d'indépendance . . . » RÁCZ, ISTVÁN : A hajdúszabadság kérdése a szabadságharcban (La question des libertés heiduques dans la Guerre d'indépendance). in Századok 1976, 1085.

cas, le pouvoir d'Etat doit, indépendamment des seigneurs et à l'encontre de leur pouvoir, puiser directement dans la source sociale qui fournit les militaires et les revenus du pays, c'est-à-dire dans la masse des serfs, des indigents, des paysans ; il ne peut pas ne pas se servir de certaines revendications et mesures de politique culturelle concernant l'ensemble de cette classe sociale. Si pourtant, dans la Hongrie et la Transylvanie des premières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle, nous voulions retrouver ce qui correspond simplement à la pratique des pays occidentaux, disposant d'une nombreuse bourgeoisie développée, ou d'autres pays féodaux dont la souveraineté n'était pas violée, nos investigations resteraient sans succès. C'est que, tout comme dans les autres pays de l'Europe Centre-Orientale, chez nous aussi, il faut tenir compte d'une autre structure sociale. Il convient en outre de prendre en considération le fait que, pendant un siècle et demi, ce pays était soumis à trois pouvoirs d'Etat et que, pendant cent ans, il était le théâtre, avec des interruptions plus ou moins brèves, de longues et épuisantes guerres.

Outre toutes ces circonstances, les conséquences de l'évolution générale séculaire ont créé des conditions particulières en ce qui concerne la situation des serfs, donc aussi par rapport à la politique de l'Etat dans ce domaine. Par rapport à la population du pays, la bourgeoisie est peu nombreuse, elle est matériellement faible, socialement peu structurée et, du point de vue politique, assujettie. Ses strates plus fortunées, plus instruites, forment une communauté d'intérêts, surtout dans le Sud et le Nord de la Hongrie, avec la petite noblesse cultivée, s'occupant de commerce, d'entreprises, souvent d'affaires financières, et ce malgré l'intensification des antagonismes avec la classe nobiliaire et le comitat. Vers la fin du siècle, ce sont déjà les grands propriétaires terriens, surtout l'aristocratie de la cour, qui prennent le dessus dans le commerce et dans les initiatives de l'industrie manufacturière. Vu que la main-d'œuvre, les sources d'énergie et les matières premières appartiennent presque exclusivement à la propriété foncière féodale, son avantage est presque impossible à rattraper. Cependant, les guerres menées pour libérer le pays des Turcs entraînent le nouveau partage des grandes propriétés foncières, ce qui entraîne des luttes exacerbées entre le Trésor et les différents groupes d'intérêt, diverses nationalités et la noblesse de la cour. En même temps, dans le pays entier, il y a un grand manque de main-d'œuvre.<sup>6</sup>

Dans la Hongrie du début du XVIII<sup>e</sup> siècle et en Transylvanie, la situation de la paysannerie est marquée par le système, formé au XVI<sup>e</sup> siècle, du servage perpétuel, sans pour autant pouvoir parler d'une classe homogène de serfs. Du point de vue de la dépendance personnelle, de la situation matérielle, du métier, des redevances, de la langue et de l'instruction, des coutumes collectives, des différents degrés d'auto-administration locale, de multiples strates vivent côte à côte et en interpénétration. La tendance au servage perpétuel est très forte et se fait généralement valoir mais, en

<sup>6</sup> Les résultats de nos recherches à ce propos sont résumés dans le III<sup>e</sup> tome de l'*Histoire de Hongrie*, dans le chapitre intitulé *Evolution économique et sociale de la Hongrie et de la Transylvanie dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle*.

même temps, le nombre des couches rédimées augmente. L'agriculture n'utilise que partiellement les corvées, seule une part en est consacrée au labourage des terres du propriétaire. Le nombre des journées de corvée passées en travaux de transport, de chargement et déchargement, de charriage, de travail industriel auxiliaire, augmente, bien que dans des mesures différentes selon les régions.<sup>7</sup> Aujourd'hui nous ne savons pas encore dans quelle proportion les serfs sont chargés de transports pour l'Etat, de travaux publics, de corvées pour les dépôts du Trésor, les hauts-fourneaux, les mines et de corvées pour les seigneurs. Un nombre considérable d'entre eux vit du commerce, surtout le long des frontières, aux points de jonction des plaines et des régions montagneuses au climat plus froid. Ce sont des couches marginales qui intriguent. D'une part, des militaires des confins, congédiés, des vétérans, ceux qui font du marché noir, des serfs fugitifs, désignés sous le nom commun d'errants, de sans espoir. D'autre part, ce sont les groupes « périphériques » des classes privilégiées : des gentilshommes déclassés, des serfs cherchant la promotion et bloqués dans une existence libertine, toquée d'armoiries, et aussi des groupes dont les privilèges partiels, jadis obtenus, ont été balayés par une modification de la situation. Dans l'Etat des Habsbourg, les impôts très lourds, la politique économique, les mesures commerciales et douanières, les discriminations linguistiques et confessionnelles pesaient lourdement, bien que dans différentes mesures, sur ces groupes, violaient leurs intérêts et menaçaient d'extermination plus d'une couche et plus d'une valeur collective. Aussi bien, et malgré les fortes tendances antiféodales qui imprégnaient les mouvements paysans qui ont abouti à la Guerre d'indépendance, la revendication de la liberté du commerce, d'une répartition plus équitable des charges, de la tolérance confessionnelle, de l'autodétermination culturelle, et, last but not least, de l'ordre garanti par la loi découlant des tâches organisationnelles du pouvoir d'Etat, opposé au complet assujettissement à certains groupements des classes dirigeantes, le besoin d'une sécurité relative, ont eu des répercussions intenses sur les masses populaires qui ont pris les armes. En parlant des masses qui, dans la Hongrie du début du XVIII<sup>e</sup> siècle, n'avaient pas de privilèges ou seulement des privilèges partiels, les chercheurs se servent à juste titre de la notion de peuple, de masses populaires, de kouroutz (insurgés) populaires.<sup>8</sup> Nous sommes

<sup>7</sup> PACH, ZS. PÁL : Nyugat-európai és magyarországi agrárfejlődés a XV-XVII. században (Evolution agraire en Europe occidentale et en Hongrie aux XV-XVII<sup>e</sup> siècles). Budapest, 1963. MAKKAI, LÁSZLÓ : Robot, summa, taxa (Corvée, somme globale, taxes), in Történelmi Szemle 1964. ZIMÁNYI, VERA : A Rohonczsalonaki uradalom és jobbágysága a 16-17. században (Le domaine de Rohonczsalonak et ses serfs aux XVI-XVII<sup>e</sup> siècles). Budapest, 1968. VARGA, JÁNOS : Jobbágyrendszer Magyarországon a feudalizmus késői századaiban 1556-1767 (Système de servage en Hongrie aux derniers siècles du féodalisme 1556-1767). Budapest 1969. RÁCZ, ISTVÁN : A hajdúk a XVII. században (Les heiduques au XVII<sup>e</sup> siècle. Debrecen, 1969. OROSZ, ISTVÁN : A hegyaljai mezővárosok társadalma a XVII. században (La société des bourgs agraires de Hegyalja [Nord-Est de la Hongrie] au XVII<sup>e</sup> siècle). in Agrártörténeti tanulmányok. Réd. SZABÓ, ISTVÁN 1960. Ouvrages slovaques auxquels nous avions accès : HORVÁTH, PAVEL : Der Charakter des Spätféudalismus in der Slowakei. Studia Historica Slovaca, t. VII. 1974. SUCHY, M. : Urbárne povinnosti poddaných hradneho panstva Spis v druhej polovici 16 a v 17 stori. Historické studie t. 15. 1970.

<sup>8</sup> ESZE, TAMÁS : A tiszaháti felkelés (L'insurrection dans la région Nord de la Tisza) 1952. BENCZÉDI, L. : A hegyaljai kuruc felkelés 1697-ben (L'insurrection kouroutz en Hegyalja [Nord-Est de

pourtant d'avis qu'en parlant des décisions, ordonnances, résolutions du pouvoir d'Etat concernant les masses populaires, il est correct de parler de politique envers les serfs. Ce n'est pas seulement parce que cette notion renfermait à l'époque un ensemble de décisions, dispositions, procédés, harmonisés avec d'autres sphères de la vie économique et sociale du pays, qui indirectement ou plutôt directement, transformaient les rapports traditionnels Etat-seigneur domanial-serf, mais aussi parce que les décisions fixant la situation d'autres couches sociales, et même, sous certains aspects, toute la politique sociales de l'Etat était nécessairement marquées par le principe fondamental que la majorité de la population du pays avait le statut de serf. C'étaient les serfs qui fournissaient la plus grande valeur de l'époque, le travail manuel et, à l'échelle des masses, c'étaient eux qui alimentaient les sangs.

## II.

Rákóczi et ses collaborateurs devaient entièrement accepter la thèse, non dépourvue de traditions hongroises répétée presque comme un lieu commun dans la littérature contemporaine sur la théorie de l'Etat et que les différents Etats cherchaient à appliquer dans leur pratique, thèse, selon laquelle le pouvoir d'Etat doit disposer d'une armée autonome, indépendante des intérêts directs des seigneurs domaniaux et du vote des Ordres. A ces seules conditions l'armée peut accomplir avec succès sa tâche, déjà bien complexe à cette époque : la défense du pays, les ambitions du pouvoir envers d'autres pays, la garantie de l'ordre intérieur, ce qui signifiait en gros, dans la pratique, qu'elle devait faire valoir la volonté du pouvoir central face aux différentes classes de la société, aux paysans, aux seigneurs, nobles et autorités locales qui imposaient leurs intérêts provinciaux. Mettre en œuvre ce principe demanda partout un procédé long et dur et qui exigea la solution de tâches extrêmement variées. Les exigences que pose la formation des armées régulières entraînaient partout une multitude de réorganisations et de mutations qui agissaient sur l'ensemble de l'économie d'Etat et la collectivité.<sup>9</sup>

Selon les différents calculs, entre l'automne 1703 et le printemps 1711, dans l'Etat de Rákóczi, il y eut une armée comptant approximativement 15 à 110 000

---

la Hongrie] en 1967). Budapest, 1953. MAGYARI, ANDRÁS : A parasztság helyzete, Habsburg-ellenes és antifeudális harcai a 17. század fordulóján Máramaros tartományban (La situation des paysans et leurs luttes contre les Habsbourg et contre la féodalité à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, dans la province de Máramaros). in *Studia Universitatis Babeş-Bolyai Historia*. Cluj 1961. HORVÁTH, PAVEL : dans le manuscrit intitulé *Jobbágykérdés a rendi felkelésekben* (La question du servage dans les insurrections des Ordres) : « la nouvelle vague révolutionnaire des masses populaires trouve son point culminant au printemps 1703 ».

<sup>9</sup> ROBERTS, M. : *The Military Revolution, 1560-1660*. Belfast 1956. La littérature relative aux vifs débats provoqués par le livre est résumée dans : PARKER, G. : *The Military Revolution — 1560-1660 — a Myth? The Journal of Modern History* 1976. v. 48. No. 2.

Sur les changements dans l'ordre des intérêts des groupements sociaux survenus dans les conditions du féodalisme, dans les cadres fondamentaux des classes, voir la récente étude de PACH, Zs. P. : *Európa a XVI-XVII. században* (L'Europe aux XVI-XVII siècles). Manuscrit au 3<sup>e</sup> t. de l'Histoire de la Hongrie.

soldats. Dans les projets établis par les chefs de la Guerre d'indépendance, l'armée régulière du nouvel Etat hongrois devait compter en temps de paix des troupes de ligne de 40 000 soldats et 10 000 soldats de garnison. En confrontant ces chiffres avec les contingents armés des pays de l'époque et de l'empire des Habsbourg, avec les estimations concernant la Hongrie et la Transylvanie, ainsi qu'avec les troupes des confins pendant l'occupation turque, ceux-ci semblent réalistes. A cette époque-là, et partout, dans les pays plus riches et plus évolués également, la mise en place de l'armée régulière provoqua une grande résistance à l'intérieur et son entretien imposa à la collectivité des charges extraordinaires.<sup>10</sup> Pendant la Guerre d'indépendance, c'est la situation particulière qui exigeait des effectifs disproportionnés. Nous ne pouvons donc pas comprendre certains aspects dans la politique de Rákóczi envers les serfs si nous ne tenons compte que des régiments de champs de bataille et des campagnes. La défense des frontières et le maintien de l'ordre à l'intérieur exigeaient des forces considérables, car l'Etat de la confédération hongroise n'était dans une sécurité relative que du côté de la Pologne et, à l'intérieur de l'Etat, il y avait aussi d'importantes bases hostiles. En outre, l'édification de l'Etat, réalisée dans des circonstances particulièrement dures, exigeait un appui intense des forces de l'ordre aux élections municipales et départementales, dans le domaine du fisc, pour le contrôle des administrateurs et dans bien d'autres cas. Sans parler des forces devant assurer la sécurité du Prince et des institutions de l'Etat. Par conséquent, l'armée était constituée de multiples formations quant aux tâches, à son entretien, à son degré d'instruction. Former à partir de ces troupes une armée régulière était également une tâche gigantesque du fait que Rákóczi et ses compagnons se trouvaient en face d'une forte résistance des Ordres.

Quant à la composition sociale de cette armée devant satisfaire tant d'exigences, nous ne disposons pas encore d'études complètes et approfondies. Partant de certaines sources documentaires, il semble cependant certain qu'au début de la guerre, le gros des hommes de troupe et des sous-officiers était fourni par d'anciens soldats, si-devant militaires des confins, guerriers de Thököly, sans-abri, mais, avec le temps c'étaient les serfs producteurs qui en grossissaient les rangs. Dans certaines régions du pays, les paysans s'armèrent en grand nombre dès le moment où éclata la Guerre d'indépendance.<sup>11</sup> Les recherches récentes font apparaître que dans dix à quarante

<sup>10</sup> Les recherches relatives aux contingents furent résumées d'abord par MARKI, SANDOR : II. Rákóczi Ferenc. Budapest 1913. t. I. p. 412, et dernièrement : BÁNKUTI, IMRE : Rákóczi hadserege 1703-1711 (L'armée de Rákóczi 1703-1711). Budapest 1976, p. 101. Les recherches concernant les contingents des armées dans les Etats contemporains, les projets du Conseil de la Cour visant l'organisation d'une armée régulière, ainsi que l'opposition intérieure de la régularisation sont : KÖPECZI, B.—R. VÁRKONYI, Á. : II. Rákóczi Ferenc. 2<sup>e</sup> édition, Budapest 1976, et le chapitre intitulé Guerre d'indépendance pour l'Etat autonome du IV. t. de l'Histoire de la Hongrie.

<sup>11</sup> ESZE, TAMÁS : II. Rákóczi Ferenc tiszántúli hadjárata (La campagne dans la région d'au-delà de la Tisza de Ferenc II Rákóczi). in Századok 1951. Sur les réticences relatives de la paysannerie d'autres régions, motivées par sa situation sociale et économique : KOSÁRY, DOMOKOS : Pest megye a kuruc korban (Le comitat de Pest au temps des Kouroutz). Budapest 1965.

pour cent des familles paysannes, le chef de la famille ou un autre membre vivant dans la famille ou parent se trouvaient dans l'armée.<sup>12</sup>

La base de l'armée fut créée à partir du contrat entre Rákóczi et Tamás Esze, chef de l'insurrection dans la région de la Tisza, et ses dimensions massives naquirent par suite de ses proclamations de 1703 et 1704 par lesquelles il appelait la population à se joindre à l'armée et aussi à la suite du premier élan de l'attaque. Le recrutement était assuré par le complètement de l'armée d'après les foyers, commencé au printemps 1704 et développé ensuite avec quelques modifications, et par le racolage qui se faisait jusqu'au bout.

Etant parfaitement d'accord avec l'affirmation selon laquelle « la politique de Rákóczi envers les serfs était déterminée en premier lieu par les besoins militaires de la Guerre d'indépendance », nous devons nous limiter à trois questions pour qualifier la pratique politique exercée par le pouvoir d'Etat dans le domaine de la mobilisation des serfs. 1.) Comment le serf se détacha-t-il des rapports censiers, perpétuels ou réglés par des contrats ? 2.) Quels étaient son statut, sa situation, ses possibilités d'évolution par rapport à ses anciens confrères de classe ? 3.) Au service de quels buts le pouvoir d'Etat l'utilisa, eu égard surtout à la situation des serfs en Hongrie ?

Dans tous les cas, la mobilisation des serfs eut lieu par décision centrale, sans recours aux comitats, à la diète. Nous n'avons connaissance d'aucun vote des Ordres. Par contre, bien des sources nous apprennent que les comitats et les seigneurs fonciers critiquaient avec véhémence cette méthode d'organisation et de renouvellement de l'armée, ils y mattaient des obstacles, se référant à leurs droits assurés par la législation, à leurs privilèges ; ils tenaient à conserver leur pouvoir sur les serfs mobilisés dans l'armée. Quelques exemples suffisent à montrer dans quelle mesure la méthode appliquée dans l'Etat de Rákóczi pour organiser l'armée a entamé le système traditionnel des rapports entre seigneur et serfs. Les gentilshommes des comitats de Szepes, Sáros, Abaúj, Gömör et Zemplén, à l'automne 1703, posèrent comme condition du serment de fidélité à prêter à Rákóczi que « les serfs qui sont entrés dans l'armée sans l'autorisation de leur seigneur . . . soient livrés ». « Qu'il ne soit pas permis aux serfs d'entrer dans l'armée avant l'écoulement de l'année de leur engagement. »<sup>13</sup> En Hongrie et en Transylvanie, pendant toute la durée de la Guerre d'indépendance, les seigneurs fonciers ont souvent formulé leurs prétentions relatives à leurs serfs mobilisés dans des doléances envoyées aux comitats et à la diète. Ils pouvaient se référer non seulement à des statuts qui leur assuraient le droit d'exiger le retour des serfs fugitifs, mais aussi à des lois qui posaient comme condition de l'entrée des serfs

<sup>12</sup> Cette étude fut faite par MAKSAY, FERENC : *A parasztság a hadban és a termelésben* (La paysannerie dans l'armée et dans la production). S. a. Un bref résumé en a été publié dans Századok 1976.

<sup>13</sup> Conditions posées à l'occasion de la capitulation de la ville de Levoča par la noblesse des comitats de Szepes, Sáros, Abaúj, Gömör, Zemplén, bloquée dans la ville, et par les commis de la Chambre (11 novembre 1703). Tchécoslovaquie, Archives du district de Nova Ves, Section de Levoča, archives municipales de Levoča, Fasc. 17 No. 176.

dans l'armée la permissions de leur seigneur. L'Etat de Rákóczi n'a jamais reconnu ces lois, ni le droit du seigneur de faire rentrer le serf engagé dans l'armée. Plusieurs ordonnances annulèrent la compétence du comitat et de la justice seigneuriale dans les affaires où le seigneur exigeait le retour du soldat qui était son serf fugitif. « Les recours à la justice seigneuriale » ne sont pas valables lit-on dans sa lettre circulaire adressée aux comitats en été 1705, et que nous citons d'après celle, envoyée au comitat de Bars (le 17 juillet 1705).<sup>14</sup> L'officier est déféré devant le tribunal militaire s'il livre à son seigneur un serf engagé dans l'armée, s'il le fait par marché, pour de l'argent ou par communauté d'intérêt avec le seigneur.<sup>15</sup> Une multitude d'ordonnances centrales prescrivent que le comitat et le comitat paysan utilisé par endroit pour le maintien de l'ordre, sont obligés de renvoyer à leur troupe les militaires-serfs rentrés chez eux sous la menace de leur seigneur ou par suite de ses manipulations. Le fonctionnaire du comitat qui, dans le recrutement, favorise les intérêts seigneuriaux, paie de sa propriété. Parmi bon nombre d'autres, nous citons la lettre adressée par Sándor Károlyi au comitat d'Ugocsa : « Conformément à la décision de Sa Grandeur notre Seigneur, j'ai fait confisquer les propriétés des fonctionnaires du noble comitat » (le 10 juin 1705, camp sous la ville de Gyula).<sup>16</sup> Il va sans dire que les seigneurs, les comitats, et souvent les grands officiers de l'armée trouvaient mille moyens pour déjouer les mesures prises par le pouvoir. Les dirigeants, Rákóczi y compris, savent bien que les seigneurs domaniaux poussent la population villageoise à déclarer, en tant que collectivité paysanne, de ne plus fournir de soldats, comme cela s'est effectivement produit dans quelques cas. Mais en examinant la politique du pouvoir d'Etat envers les serfs, l'essentiel est le principe-même. Même dans l'année critique de 1709, sous peine de châtement, le comitat de Nógrád est forcé d'ordonner « que tous les seigneurs domaniaux doivent donner aux serfs-heiduques la lettre d'absolution. »<sup>17</sup> On ne peut qu'esquisser l'insertion de cette question dans le large contexte historique. 1649 : une loi est adoptée par la diète sur le retour à Péter Szirmay, sous-préfet du comitat de Zemplén, de ses serfs engagés dans les troupes des confins. 1704-1709 : Miklós, Péter et

<sup>14</sup> Cf. R. VÁRKONYI, Á. : A jobbágykatonák tehermentessége Rákóczi rendeleteiben és a valóságban (Exemption des charges des soldats-serfs dans les ordonnances de Rákóczi et dans la pratique). in Valóság 1978 No. I.

<sup>15</sup> Au printemps 1705, Rákóczi ordonna une enquête contre le gentilhomme, capitaine de régiment Tivadar Bélyeky car « il laissa partir ses soldats en surnombre en échange de cadeaux ». SZÉLL, FARKAS : A nagybesnyői Bessenyei család története (Histoire de la famille Bessenyei de Nagybesnyő). Budapest 1890. pp. 223, 233-234, 237.

<sup>16</sup> Sándor Károlyi au comitat d'Ung, le camp près de Gyula, 10 juin 1705. Union Soviétique, Archives de la ville de Beregovo. Fasc. 647, Op 8, No 442/9. « Maintenant j'ai donné ordre de saisie des biens des fonctionnaires (de comitats) ». Rapport de Károlyi à Rákóczi. Camp de Gyula, 11 juin 1705. Publié par BANKUTI, IMRE : Gyula kuruc ostroma (Siège de Gyula par les Kouroutz). Békéscsaba. Un ordre analogue est donné par György Palocsay au comitat d'Ugocsa. Várad (Oradea) 29 juin 1705. Publié par KOMÁROMY ANDRÁS : Kuruc világi emlékek Ugocsa vármegye levéltárában (Documents sur le monde kouroutz dans les archives du comitat d'Ugocsa). in Történelmi Tár 1901. p. 402.

<sup>17</sup> Lettre de Pál Ráday adressée à Rákóczi, 14 juin 1709. Archivum Rakoczianum, t. IX. p. 678.

András Szirmay, ayant d'importants postes dans l'Etat de Rákóczi, doivent, en principe, renoncer à leurs serfs qui ont quitté leurs domaines des comitats de Zemplén et de Sáros pour s'engager dans l'armée. 1715 : la diète révalorise les lois permettant aux seigneurs domaniaux d'exiger le retour de leurs serfs et domestiques fugitifs.<sup>18</sup>

L'autre question est celle de la situation du serf engagé dans l'armée. Personnellement, il est mis sous la protection du prince chef de l'Etat et il est soustrait au pouvoir du seigneur domanial. Il est connu qu'en principe la méthode en est formulée dans les lettres patentes dont un exemplaire est conservé dans les archives du comitat de Bars : « s'ils s'insurgent et prennent l'arme, eux et leurs descendants seront libérés pour toujours de toute imposition, de toutes charges, du pouvoir des seigneurs et la liberté leur sera accordée. »<sup>19</sup> Nos connaissances d'aujourd'hui nous prouvent que la mise en pratique immédiate est définie par les lettres patentes de Vetés, datées du 28 août 1703 et envoyées à tous les comitats, où il est question de l'exemption des serfs enrôlés et de leur famille de toute redevance domaniale : « Nous avons décidé de protéger et d'exempter eux-mêmes, leur femme et leurs enfants de toute charge et nous ordonnons aux autres, qui sont concernés, de les protéger et de les exempter. »<sup>20</sup> Pendant la Guerre d'indépendance, Rákóczi a plusieurs fois émis cette ordonnance, l'a plusieurs fois adaptée, avec validité égale sur tout le territoire de la Hongrie et de la Transylvanie, aux exigences de la guerre et de l'édification de l'Etat, mais en maintenant intact le principe de base, à savoir la protection des serfs engagés dans l'armée et leur exemption des redevances seigneuriales. Il exigea sa mise en œuvre malgré la grande résistance de l'Ordre avec laquelle il fallait compter et malgré les difficultés auxquelles les nouvelles mesures se heurtent toujours dans la pratique.<sup>21</sup>

D'abondantes sources documentaires montrent que cette mesure qui exonérait les serfs et les soustrayait personnellement au pouvoir du seigneur domanial était imposée par les revendications sociales, nourries par les traditions des serfs et par les considérations étatiques de la politique militaire.<sup>22</sup> Cependant, nous avons insuffisamment tenu compte des besoins imposés par la particularité corporative de l'armée et par les tâches organisationnelles du pouvoir d'Etat. Ce dernier ne peut pas agir contre son opposition intérieure avec une armée où les simples soldats sont tous des serfs. De tels

<sup>18</sup> Corpus Juris 1647. o. gy. 133. art. 1649 o. gy. 83. art. La loi de 1715 est analysée d'une façon nuancée par VARGA, JÁNOS, op. cit. pp. 308-309.

<sup>19</sup> Publié : R. VÁRKONYI, ÁGNES : Bercsényi Miklós pátense a fegyverfogott jobbágyok felszabadításáról 1704 tavaszán (Lettre patente de Miklós Bercsényi sur l'affranchissement des serfs engagés dans l'armée, printemps 1704). in Századok 1958.

<sup>20</sup> Publié : BALOGH, ISTVÁN : II. Rákóczi Ferenc Szabolcs és Szatmár vármegyében (François II Rákóczi dans les comitats de Szabolcs et Szatmár). 1976.

<sup>21</sup> Notre étude intitulée A vetési pátens parancsolat (La lettre patente, de Vetés), s. a. pour le volume Rákóczi — Tanulmányok (Rákóczi — Etudes). Réd. : KÖPECZI, B.—HOPP, L.—VÁRKONYI ÁGNES, Editions Akadémia, Budapest, 1980.

<sup>22</sup> Ces revendications sont exprimées en grande variété dans les requêtes des soldats-serfs. R. KISS, ISTVÁN : II. Rákóczi Ferenc erdélyi fejedelemmé választása (Election de François II Rákóczi prince de Transylvanie) et Kuruc vitézek folyamodványai (Requêtes de combattants kouroutz). Choix des textes, introduction et notes : ESZE, TAMÁS. Budapest, 1954.



militaires n'auraient d'autorité ni face à la paysannerie, ni face à d'autres couches sociales, sans parler des seigneurs terriens. Il faut également prendre en considération le fait que les soldats d'origine paysanne ou les anciens sans-abri, même s'ils ne sont que sous-officiers, peuvent devenir supérieurs de personnes possédant leurs lettres de noblesse. Vu que les corps supérieur et suprême des officiers comprenaient des aristocrates et gentilshommes, les rapports seigneur-serf, transposés dans l'armée, aboutiraient non seulement à intensifier la tension sociale de toute façon très forte du féodalisme, mais aussi à rendre impossible toute discipline intérieure et à entraver la direction centrale. Les membres de l'armée, aussi bien les serfs que les nobles, doivent être séparés de la population civile, il faut créer l'unité institutionnelle de l'armée en organisant la particularité corporative, la hiérarchie intérieure, les lois de l'armée. C'est partout un processus d'une extrême longueur. C'est la réalisation de l'indépendance existentielle de l'armée qui se heurte aux plus grandes difficultés. Il y avait bien des tâches à résoudre : solde régulière même pendant l'entraînement relativement long, nourriture, entretien des blessés, malades, invalides, pension à payer aux démobilisés et aux vieux. L'armée demande un immense appareil de service, l'administration centrale est une charge bien lourde. A la première étape de la mise en place d'une armée régulière, aucun Etat ne peut assurer le ravitaillement systématique. Partout en Europe, les militaires ne touchent pas de solde et ne mangent pas à leur faim pendant des mois. A cette époque, les rébellions sont fréquentes dans les armées (en 1580 en Hollande, en 1633-1635 en Suède, en 1644-1647 en Angleterre). En Hongrie et en Transylvanie, les guerres menées pour chasser les Turcs s'accompagnent de rébellions et d'actions arbitraires des armées impériales et alliées, ce qui aboutit en fin de compte à des conditions anarchiques. L'autonomie existentielle de l'armée ne pourra être résolue entièrement et sans à-coup qu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle grâce à l'économie monétaire et à la technique du ravitaillement mises en œuvre dans les pays bourgeois, tout d'abord en Hollande dont les méthodes seront également adoptées en Angleterre : la banque d'Etat fournit constamment les sommes nécessaires.<sup>23</sup> Dans les conditions de l'Europe Centre-Orientale, dans les Etats féodaux liés par les Ordres désunis, non adaptés à mettre en œuvre une volonté centrale, cette voie n'était pas encore praticable au tournant des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Différentes transactions s'offraient ici. Les officiers supérieurs étaient compensés pour leur solde ou pension non payée par des donations de propriétés foncières que leur accordait l'Etat, il assurait l'existence des simples soldats et des officiers subalternes, ainsi que leur indépendance dans la société féodale, en les installant sur des domaines du Trésor et en leur accordant certaines sources de revenus féodaux. Des confins tchéco-bavarois aux organisations de la défense des pays des Habsbourg, des Balkans aux Cosaques de Pologne et de Russie, les organisations sociales des communautés militaires vivaient sur beaucoup de territoires et en grande variété. En Suède, les vétérans recevaient des terres du Trésor et la paysannerie des domaines fiscaux fournissait les contingents à

<sup>23</sup> PARKER : op. cit. pp. 212-213.

l'armée. Au temps des guerres de libération contre les Turcs, le Conseil de Guerre avait toujours en vue d'accorder les terres reconquises de la Grande Plaine et de la Transdanubie à des vétérans allemands pour s'y établir.<sup>24</sup> Léopold I<sup>er</sup>, qui organisa la défense des frontières du Sud et l'armée régulière devant assurer la sécurité intérieure du pouvoir d'Etat, et même Charles III pensaient pouvoir résoudre cette tâche en établissant sur des terres du Trésor des communautés militaires serbes bénéficiant de privilèges et affranchies du pouvoir des seigneurs domaniaux.<sup>25</sup>

Depuis longtemps, les recherches historiques ont attiré l'attention sur le fait que l'armée de Rákóczi n'avait pas de couverture monétaire adéquate. Dans les lettres patentes de Vetés, ordonnant l'exemption des serfs engagés dans l'armée, une des principales faiblesses est de ne pas avoir touché la propriété féodale des terres.<sup>26</sup> Les seigneurs se rendirent immédiatement compte de cette lacune dans l'ordonnance du Prince exemptant les soldats-serfs des redevances seigneuriales et s'en servirent largement. Les soldats du régiment de András Némethi rapportent l'opinion du seigneur en ces termes « Il me dit ; va-t-en de mes terres si tu ne veux pas servir ». Selon les doléances qui affluent dans les chancelleries, les propriétaires terriens chassent de leurs manses les familles de soldats qui se refusent à accomplir les redevances.<sup>27</sup> Bien des exemples montrent que le pouvoir central ordonna aux comitats et aux propriétaires fonciers d'observer les ordonnances de Vetés, ou qu'il recourut à la force armée pour retourner aux manses ceux qui en ont été chassés.<sup>28</sup> Tout cela ne pouvait cependant être qu'une solution provisoire, accidentelle, palliative. Les recherches ont été à juste titre concentrées ces derniers temps, sur la question de savoir si les soldats-serfs avaient reçu, et comment, des propriétés foncières libres.<sup>29</sup> Aujourd'hui, il n'y a plus de doute que la réglementation générale de la situation sociale de ces soldats était organiquement liée à la structure socio-économique et aux conditions politiques du

<sup>24</sup> « Et après la signature de la paix . . . pourra-t-il établir ses quelques milliers de vétérans ? . . . écrit le tract pro-impérial intitulé « Fenestra Camerae Obscurae Rakoczianae . . . » à propos des prétentions de l'empereur Habsbourg relatives à la terre de Hongrie. Publié : KÖPECZI, BÉLA : *A Rákóczi szabadságharc és Európa* (La Guerre d'indépendance de Rákóczi et l'Europe). Budapest, 1970, p. 269. Sur les problèmes spéciaux, causés par les attaques des Turcs, de la transformation de l'organisation de la défense en Europe Centre-Orientale, voir : RÁCZ, I. : op. cit. 1969, p. 8 sq. bibliographie abondante.

<sup>25</sup> KOROKNAI, ÁKOS : *Gazdasági és társadalmi viszonyok a dunai és a tiszai határörvidéken a XVIII. század elején*. (Conditions économiques et sociales dans les confins militaires du Danube et de la Tisza du début du XVIII<sup>e</sup> siècle). in *Értekezések a Történettudományok köréből*. 73. Budapest 1974.

<sup>26</sup> PACH, ZS. P. : *A társadalmi összefogás kérdése a Rákóczi szabadságharcban* (Le problème du ralliement des forces sociales pendant la Guerre d'indépendance de Rákóczi), op. cit.

<sup>27</sup> *Kuruc vitézek folyamodványai* (Requêtes de combattants kouroutz) op. cit.

<sup>28</sup> PACH, ZS. P. : *A társadalmi összefogás kérdése*. op. cit. p. 135. En dehors de ceux déjà cités : Le général István Buday au comitat d'Ugocsa, camp de Szatmár, 28 avril 1704. Archives du comitat d'Ugocsa, URSS Fond 674, Op. 8. No 419. — Le général Simon Forgách au comitat de Borsod. 17 septembre 1703. MAN. ASH Diplômes.

<sup>29</sup> OROSZ, ISTVÁN : *Parasztors a 17-18. század fordulóján* (Destin paysan à la charnière des XVII-XVIII<sup>e</sup> siècles). in *Századok* 1976, pp. 1084-1085 et RÁCZ, ISTVÁN : *A hajdúszabadság kérdése* (La question des libertés des heiduques). *ibid.* p. 1085. Tous deux en extraits.

pays. Augmenter les propriétés foncières du Trésor, trouver l'équilibre entre le nombre des serfs producteurs et celui des engagés, exempter les ménages des serfs-soldats du système unitaire d'imposition et de l'autorité du comitat, créer dans ce pays surchargé les réserves nécessaires pour entretenir systématiquement l'armée et faire de tout cela une loi avec toutes les mesures prises par le chef de l'Etat pour garantir la liberté personnelle des serfs engagés dans l'armée était une lourde tâche dans ce pays vivant dans les cadres rigides et durs du féodalisme. Une manifestation naturelle de ces conditions était que la garantie de l'indépendance existentielle des soldats-serfs demandait du temps, elle n'avancait que lentement en raison des actions d'opposition des seigneurs domaniaux, de la résistance des comitats ou de leur lourdeur dans les décisions, d'une part, et à cause des violents mouvements des soldats, d'autre part.

Les lettres patentes accordant aux serfs engagés dans l'armée et à leur famille la condition libre, garante de leur existence matérielle, prévoyaient, également selon l'interprétation des serfs, deux solutions : les localités où la population a pris collectivement les armes obtiennent des libertés collectives, tandis que ceux qui se sont engagés personnellement et ont servi dans leur régiment jusqu'à la fin de la guerre, deviennent des hommes libres individuellement, avec leur famille. Les historiens étaient unanimes à interpréter la liberté collective comme libertés de heiduques : terrain libre pour s'y établir et exemption du cens et de l'impôt, accordées aux localités dont la population a collectivement pris les armes.<sup>30</sup> Toutefois, des recherches plus poussées dégagèrent encore pas mal de questions à résoudre. Nous ne savons, certes, pas exactement le nombre des localités ayant obtenu des privilèges, mais il est certain que ce nombre n'est pas grand. (Simontornya [1704], Órszeg [1706], Gönc [1706], Tarpa [1705-1708], Diószeg [1708], etc. les ont obtenus à trois moments différents.) Les raisons peuvent en être traitées seulement dans le contexte de notre thème. Au début de l'année 1704, le pouvoir central a ordonné, et immédiatement mis à exécution, le recensement par comités et par domaines des serfs engagés dans l'armée et de ceux restés dans leurs foyers. Selon ce recensement connu, embrassant plusieurs comitats, il y avait relativement peu de localités où tous les hommes aptes au service aient été enrôlés. Nous savons que, par endroits, il fallait recourir à la contrainte communautaire pour faire entrer les serfs sous les drapeaux. D'autre part, les régiments étaient souvent formés de soldats originaires de différentes localités. Rákóczi voulait en outre soustraire certaines localités à la dépendance censière en dédommageant les seigneurs domaniaux, comme en témoigne l'exemple de Gönc.<sup>31</sup> La structure des propriétés foncières dans le pays, l'ambition du pouvoir central d'augmenter les domaines du Trésor témoignent également de la tendance à résoudre la liberté existentielle des serfs engagés dans l'armée non pas tellement par les privilèges accordés à certaines localités,

<sup>30</sup> ESZE, TAMÁS : *A szegénylegények éneke* (Chant des sans-espoir). op. cit.

<sup>31</sup> SZENDREY, ISTVÁN : *Gönc hajdúszabadságlevele 1706-ból* (Charte des libertés heiduques de Gönc de 1706). Miskolc 1969. Sur le recensement du printemps de 1704 : R. VÁRKONYI, ÁGNES : 1964. pp. 364-365. KOSÁRY, D. : 1965. pp. 63-76. Sur les trois formes des libertés heiduques : RÁCZ, I. : 1976. op. cit.

mais plutôt par des méthodes garanties par le pouvoir central pour ainsi dire institutionnalisées, comme par exemple en les établissant dans des localités devenues propriétés du Trésor. Il va sans dire que ces mesures se heurtait à de graves difficultés. Nous connaissons bien les mouvements de soldats et de serfs en 1705-1706. En même temps, dans plusieurs comitats, commence une résistance organisée des Ordres contre les décisions centrales de l'Etat de Rákóczi, entre autres contre l'organisation d'une armée régulière formée de serfs.<sup>32</sup>

Dans toute une série de différentes mesures, on peut décèler la volonté de Rákóczi d'assurer l'indépendance existentielle de l'armée sur la base de principe de l'unité des intérêts nationaux, à la charge du Trésor, des revenus du centre. Les frais d'assistance aux soldats blessés, de secours aux veuves et orphelins des soldats, étaient en premier lieu couverts par la gabelle. La propriété foncière d'István Szirmay servait de base à l'assistance aux invalides.<sup>33</sup> Assurer l'existence des familles des soldats, des vétérans ainsi que le recrutement, cela imposait une solution bien réfléchie. Bien des circonstances confirment l'hypothèse que Rákóczi chercha à y arriver en créant dans chaque comitats de colonies libres de soldats. Dès le printemps 1705, ce projet fut mis en préparation. La diète de Szécsény inséra parmi les lois lues et acceptées pour être imprimées le texte suivant : « Dans chaque comitat, doivent être créées des localités libres, comme le sont les heiduques et les roturiers servant dans l'armée doivent y trouver récompense pour les services rendus à la Patrie ».<sup>34</sup> Il est bien connu que cet article n'apparaît pas dans les textes des lois des diètes connues. Dans le contexte de notre thème, il est pourtant important de savoir qu'il fut discuté en rapport organique avec les autres composants de la cause de l'armée régulière. Comme Rákóczi et son cercle professaient avec une profonde conviction et déclaraient souvent qu'un des plus grands maux du pays étaient les conditions anarchiques qui y avaient régné pendant des décennies, car seul un payx en ordre peut être bien gouverné, ils cherchèrent à préparer les nouvelles mesures par des investigations multiples. Après la diète de Szécsény, il poursuivirent la transformation de tout le système des charges publiques, ce qui était la base et la condition d'une politique visant la satisfaction des soldats-serfs sous le signe de l'unification des intérêts de la société. Ce n'est qu'après la diète d'Ónod, qui introduisit la participation égale aux charges publiques et garantit par la loi

<sup>32</sup> Sur les mouvements des soldats-serfs : PACH, Zs. P. 1963. pp. 337-339. ESZE, T. KÖPECZI, B. : Esze Tamás, Budapest 1951, pp. 51-53. R. VÁRKONYI : 1964, pp. 368-372. ESZE, T. : 1975. RÁCZ, ISTVÁN : 1975. 1. etc. Résumé sur la résistance des comitats des Ordres : KÖPECZI, B.—R. VÁRKONYI : 1976. pp. 272-278.

<sup>33</sup> Le système institutionnel en faveur des soldats-serfs—soins aux blessés, aux invalides pris en charge par l'Etat des orphelins et veuves de soldats — nous est connu grâce aux travaux de pionnier de László Takáts. TAKÁTS, LÁSZLÓ : A hadigondozás kérdése a Rákóczi-szabadságharcban (Le problème des soins à dispenser aux militaires pendant la Guerre d'indépendance de Rákóczi). (Thèse de candidature). Az egészségügy szervezése a Rákóczi-szabadságharc idején in Rákóczi-Tanulmányok 183-201. 1.

<sup>34</sup> Csécsi János naplója a szécsényi országgyűlésről (Le journal intime de János Csécsi tenu à la diète de Szécsény). in Rákóczi Tükör. Choix de textes et rédaction : KÖPECZI, B. R. VÁRKONYI, Á. Budapest 1974. t. II. pp. 168, 173.

l'autonomie corporative de l'armée, que pouvaient être divulguées, avec l'ordonnance de Szerencs exemptant de toute charge publique les familles des soldats, les lettres de recrutement par lesquelles la liberté perpétuelle était garantie aux soldats-serfs et à leurs familles et des villages ou terres leur étaient accordés pour s'y établir. La diète de Sárospatak leur a donné force de loi.<sup>35</sup>

Bien des débats ont eu lieu et beaucoup de discussions ont encore lieu aujourd'hui sur la question de savoir quelles possibilités d'évolution furent offertes aux groupes de serfs ayant acquis la liberté sociale pour leur service armé. Une réponse réaliste ne peut être donnée qu'après élucidation de deux questions.

La première : quelles étaient les conditions internes dans lesquelles vivaient les collectivités de paysans-militaires, quelles possibilités leur étaient offertes et dans quelle mesure elles vivaient dans des conditions plus avantageuses que les différents groupes de serfs. La lettre de privilège accordée à la commune de Tarpa peut être généralisée. « Tous les habitants présents et futurs de Tarpa sont exemptés de tout service paysan et de toute redevance de serf et *ils sont rendus égaux aux Ordres militaires vivant dans d'autres communes libres.* » (C'est moi qui souligne. — Á.R.V.) La commune fournit un nombre déterminé de soldats qui s'engagent à plusieurs années d'instruction militaire et à un service militaire régulier, tandis que les autres membres de la communauté peuvent jouir des dispenses générales.<sup>36</sup> Quelles sont les possibilités que cette situation garantit ? Les privilèges de Tarpa, avec tous les autres, furent balayés par l'année 1711. Mais des paysans serbes ont joui pendant des décennies de privilèges plus au moins semblables, accordés par l'empereur Habsbourg. Il ressort des analyses des conditions sociales et économiques dans lesquelles vivaient les paysans-militaires des confins du Danube et de la Tisza que « l'état de paysan-militaire représente indiscutablement, dans l'exploitation, une certaine sécurité, il retarde moins l'évolution de type « farmer » que l'état de servage perpétuel. » Il limitait, certes, le développement de la production marchande, c'est pourquoi « le statut spécial et les tâches qui l'accompagnaient ont fait sentir dans la même mesure leur effet favorable et défavorable sur l'évolution socio-économique de la communauté des confins. »<sup>37</sup>

Cette constatation ne peut cependant être appliquée qu'avec des réserves aux collectivités militaires de l'Etat de la confédération hongroise. Le privilège des confins, intégrés dans l'Etat des Habsbourg, forment une communauté très fermée, liée à une confession, où les soldats s'occupent eux-mêmes de l'exploitation. Tout ce système communautaire est subordonné à des commandants impériaux : sur le seul territoire des confins, les soldats jouissent du privilège du commerce ; les positions et objets lucratifs étaient, dans ce cadre aussi, expropriés par les officiers impériaux. Tarpa était une communauté militaire organiquement intégrée dans les conditions dominant le

<sup>35</sup> A sárospataki országgyűlés iratai (Documents de la diète de Sárospatak). Arch. Nat. Archives de la Guerre d'indépendance de Rákóczi. G. 27 V. 1/a

<sup>36</sup> Tarpa szabadságlevelé (Charte de privilèges de Tarpa). Camp d'Eger 25 août 1708. Publiée récemment : Rákóczi hadserege (L'armée de Rákóczi) pp. 86-90.

<sup>37</sup> KOROKNAI, A. : 1974, op. cit. p. 145.

pays : sur tout le territoire du pays, la commune était exempte de droits de douane et disposait du droit de tenir des foires, d'ouvrir des débits de vin et du droit de juridiction ; elle était soumise au haut commandement de Munkács (aujourd'hui Mukacevo, U.R.S.S.) et pouvait offrir aux serfs perpétuels des domaines de Rákóczi des lieux où s'établir librement. Comme le corps militaire kouroutz était membre de la confédération de Szécsény, l'armée disposait du droit d'envoyer des députés aux diètes et d'y participer. Plus d'un officier de l'Ordre militaire, d'origine servile, sont devenus, comme par exemple Tamás Esze, pendant les années de la Guerre d'indépendance, des hommes fortunés. Les militaires-paysans, sortis du servage formaient, dans le système social du féodalisme, une collectivité privilégiée.

Leur importance historique ne peut cependant être appréciée qu'en élucidant l'autre question, quelles tâches leur incombent dans la politique nationale, quel système d'Etat desservent-ils, quelles possibilités assurent-ils au développement socio-économique du pays. Ce n'est donc pas la Hongrie qui est le seul pays de cette époque où les simples soldats et les sous-officiers de l'armée régulière, venus des rangs des serfs, sont ainsi affranchis des seigneurs domaniaux et des Ordres et où la sécurité de leurs familles est de cette manière, garantie. Les groupes sociaux d'origine paysanne, mais séparés aussi bien serfs que des seigneurs et obligés au seul service militaire présentent de multiples variantes locales, mais la place qu'ils occupent dans le système d'Etat est fondamentalement semblable. C'est pourquoi, dans les pays d'Europe Centre-Orientale, des souverains centralisateurs créent des colonies militaires, des districts régaliens qui fournissent des soldats où des terres libres et ouvrages assurent l'existence de groupes entrés au service militaire, afin de disposer d'une force armée bien entraînée, matériellement indépendante des instances des Ordres, vite mobilisable, qui puisse défendre la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat, même face aux groupes nobiliaires et aristocrates représentant des intérêts partiels, pour protéger le système social en place. Le seul fait d'esquisser les tâches qui dans l'Etat de Rákóczi incombaient dans ce domaine aux militaires-serfs, ferait éclater les cadres de notre thème proprement dit. La direction des recherches était cependant correctement indiquée dans le résumé frappant de la politique envers les serfs dans ses rapports avec l'armée : « la liberté de changer de séjour et l'affranchissement des servitudes personnelles, assurés pour plusieurs dizaines de milliers de personnes, était un fait d'une importance extrême qui correspondait au principe politique mis en œuvre par les souverains absolus en faisant intervenir le pouvoir d'Etat dans les relations entre le serf et son seigneur. »<sup>38</sup>

<sup>38</sup> Sur la fortune de Tamás Esze : Tarpa összeírása 1707-ben (Recensement à Tarpa en 1707). Arch. Nat. E 158 Conscript. Port. Acta Dicalia Fasc. : 2. Appréciation d'ensemble : Orosz, I. : op. cit. in Századok 1976, 1085.

## III.

L'autre grande série de mesures relevant de la politique envers les serfs est en rapport étroit avec la question des charges publiques. Nous savons que le pouvoir ordonna aux serfs restés dans leurs foyers de remplir les redevances, voire, dans plusieurs cas, surtout dans les domaines régaliens, on les força au service en employant, ou en menaçant d'employer, la force armée. On ne peut qualifier de manière réaliste ces mesures que dans leur contexte historique. Nous savons également que, dès les débuts de la Guerre d'indépendance, les serfs étaient grevés de certaines charges publiques ; le ravitaillement de l'armée, le logement d'hiver à fournir, le transport et le travail public étaient imposés par une décision du centre sur la base de l'unité d'impôt sur les feux et étaient partiellement imposés aussi aux familles de serfs ayant fourni des soldats ; et même certains groupes privilégiés n'en étaient pas exemptés. Bien que seule la diète d'Ónod de 1707 adoptât une loi sur la participation à la charge publique, ses formes de transactions se recontrent aussi plus tôt. L'analyse des lois adoptées par les diètes dans l'Etat de Rákóczi dégage un nombre croissant de faits qui montrent que des mesures antérieurement prises par des ordonnances, une pratique et des principes fruits de plusieurs expérimentations, étaient érigées en lois. Ce phénomène est depuis longtemps élucidé sous l'angle de l'historisme. « Le pouvoir législatif ne fait pas les lois, il les découvre et les met en forme. » Sans prendre acte de la logique de ce phénomène, les recherches échouent facilement sur les écueils du romantisme ou du dogmatisme. Les premières mesures interdisent déjà au comitat, au seigneur domanial, voire au commandant qui abuse de son pouvoir militaire, de grever les serfs de charges exceptionnelles. On pourrait remplir les pages de tout un volume des déclarations de Rákóczi en faveur des serfs. L'essentiel en est : « les indigents ne peuvent pas être chargés à notre insu », et les ordres de ce genre qu'il a donné ne sont pas de simples mots. Nous citons un seul de ces cas multiples. István Darvay, juge d'arrondissement dans le comitat de Máramaros, perçut des impôts illégaux, à son propre compte, des serfs vivant dans son arrondissement. Un ordre du prince ayant interdit de tels procédés, Darvay fut arrêté. Dans son instruction du 9 avril 1706, Rákóczi chargea Miklós Szirmay et Zsigmond Buday de mener l'enquête sur l'affaire. Les délégués, qui se sont transportés sur les lieux accompagnés d'hommes en armes, devaient soigneusement établir « quels dommages il a causé à qui et quel profit il en a tiré » et quand il dédommage tous ceux qu'il a grevés, « il pourra être élargi de la détention s'il donne la garantie de ne pas prendre vengeance des pauvres. »<sup>39</sup>)

Les ordres émis par le pouvoir central sont toujours fondés sur le principe que les charges locales qui grevent les indigents doivent être dans la mesure du possible allégées. Par exemple, la lettre circulaire adressée aux comitats au début de 1704 précise

<sup>39</sup> Instructions données par Rákóczi à Miklós Szirmay et Zsigmond Buday. 9 avril 1709. ASH Man. Diplômes, et Bibl. Nat. Széchényi dép, des man. 1389 Fasc XXVII 418/b.

qu'il est préférable pour les comitats de s'adresser aux organes gouvernementaux centraux par écrit et de ne pas envoyer des délégués au camp du prince, parce que leurs frais de voyage et indemnités de déplacement grèvent la paysannerie.<sup>40</sup> Poussé par de telles considérations, le prince demande avec insistance de ne garder dans les domaines du fisc qu'autant de régisseurs et de domestiques qu'en exige la stricte nécessité, car s'ils sont trop nombreux, ils ne font qu'exploiter le travail des serfs.<sup>41</sup> Des ordres gouvernementaux lient les seigneurs domaniaux à l'égard de leurs serfs. Conformément aux lettres patentes de Vetés, les serfs demeurant dans leurs foyers sont contraints de continuer à servir leur seigneur, mais il est interdit à ces derniers d'augmenter leurs redevances. Les prestations en travail et en argent des serfs engagés dans l'armée ne peuvent être exigées de ceux qui sont restés dans leurs foyers. Les seigneurs domaniaux doivent se contenter des prestations de leurs serfs restés à la terre, telles qu'elles sont fixées dans le livre terrier et dans les contrats.<sup>42</sup>

Toutes ces mesures, et celles que nous ne pouvons citer faute de place, avaient pour but de mettre de l'ordre dans le pays et de rendre les serfs forts et aptes au rendement afin de satisfaire aux obligations envers l'Etat. Pendant la Guerre d'indépendance, la situation des serfs restés chez eux ne s'est pas améliorée. On a beaucoup écrit sur les épreuves extraordinaires causées par la longue guerre, par les campagnes à travers le pays entier. Ce n'est que maintenant que nous commençons à apprécier les conséquences de cette grave saignée que subirent les serfs producteurs. Un plus petit nombre de personnes étaient chargées de plus de travail. Selon des calculs récents, plusieurs serfs enrôlés, plus aisés, se firent remplacer par des mercenaires, plusieurs d'entre eux rentrèrent pour un temps plus ou moins long ou s'établirent définitivement chez eux. Tout cela pris en considération, on peut affirmer que, dans une mesure variable selon les régions, environ 3 à 10 % des familles paysannes furent

<sup>40</sup> Que le comitat n'envoie pas de députation « au détriment des pauvres dont la majeure partie peine nuit et jour avec nous pour servir la cause publique et a pris les armes ». Bercsényi au comitat de Borsod, Miskolc, 27 janvier 1704. ASH Man. Diplômes 2. 46. L'ordre fut plusieurs fois donné, également sous une forme tenant compte des conditions locales dans les différents comitats. Nous en citons l'ordre de Rákóczi, adressé au comitat de Turóc, daté du camp d'Eger, du 23 mai 1705 : « comme nous voyons de jour en jour que, malgré nos intimations, le noble Comitat ne cesse de nous envoyer des délégués pour toute chose qu'il pourrait régler par lettre et que leur voyage pour venir chez nous non seulement accroît les *charges des pauvres*, mais souvent certains de ces délégués ont tendance à *se servir de ces délégations publiques pour arranger leurs affaires privées* ». Ensuite, soulignant de nouveau « l'*allègement des charges des pauvres* », il reprend l'ordre aux comitats d'entrer en contact avec le pouvoir central par lettres sans envoyer à tout propos des délégués. Comitat de Turóc, Documents, No 1705 23.

<sup>41</sup> Rákóczi au comitat de Zemplén. Miskolc, 24 janvier 1704. Fasc. 217 No. 164. Réponses au rapport du préfet fiscal János Szatmáry. Février 1704. Bibl. Nat. Széchényi Fol. Hung. 1389 Fasc. 1703 fol. 16-19.

<sup>42</sup> Des nombreux cas, nous n'en citons encore qu'un seul, typique. Tamás Stefán porte plainte contre son propriétaire terrien, le gentilhomme Gábor Kengyel, habitant de Hadad, parce que, à son père habitant à Györtelek (comitat de Közép-Szolnok), il impose des corvées incessantes comme à un serf perpétuel, bien que, lorsque le village fut occupé, un contrat arrêta qu'il ne pouvait leur demander plus de douze jours de service par an. L'Ordre de Rákóczi : « Intimer au propriétaire foncier de se tenir au contrat ». Kuruc vitézek folyamodványai (Requêtes de combattants kouroutz) pp. 215-216.



écartées du travail agricole. En outre, par suite des dévastations de la guerre et surtout des épidémies de peste, en 1711, la population diminua de quelque 50 % par rapport à 1704.<sup>43</sup> C'est donc une population diminuée qui devait satisfaire aux besoins accrus de la guerre et de l'Etat.

Le ravitaillement de l'armée, le logement des soldats en hiver étaient une lourde charge supplémentaire qui s'ajoutait aux travaux agricoles. A proximité des bases de l'industrie de guerre les serfs devaient en outre fournir différents travaux industriels auxiliaires. Selon les plaintes présentées à l'époque, la plus dure charge était la fréquence des travaux de transport qu'il fallait assurer.<sup>44</sup> Le sel, par exemple, était transporté du comitat de Máramaros jusqu'aux entrepôts de Zólyom. A Tokaj, il était chargé sur des chariots et, à travers les comitats de Zemplén, de Borsod, de Kis-Hont, de Nógrád, les serfs le transportaient en le rechargeant à la frontière de chaque comitat. Le transport du fer, de l'étain et du salpêtre incombait en grande partie aux serfs des domaines du fisc.<sup>45</sup>

En exigeant strictement, au nom du nouveau pouvoir d'Etat, que les serfs des domaines du fisc accomplissent entièrement leurs obligations fixées dans les livres terriers, Rákóczi considérait que les prestations des serfs, le ravitaillement de l'armée et les autres charges relèvent tout aussi bien du devoir envers la partie que le service armé ou les comptes consciencieux rendus par les fonctionnaires, ou encore les sacrifices fait par les aristocrates et les gentilshommes. Mais, lui et ses collaborateurs, se rendaient parfaitement compte de la charge disproportionnée que devait supporter la paysannerie. Cette prise de conscience était déjà assez ancienne en Hongrie. Déjà, dans le passé, il y avait eu des tentatives destinées à répartir plus équitablement, plus justement les charges publiques; ainsi des charges imposées occasionnellement faisaient déjà depuis longtemps des brèches au privilège de non-imposition de la noblesse. Cependant, les aristocrates et la noblesse défendaient avec une résistance d'autant plus intense et forte ce privilège primordial.

Dans les premières années de la Guerre d'indépendance, Rákóczi et son milieu tentèrent d'appliquer des solutions de compromis. L'expropriation du monopole du sel et de la dîme était également due à des considérations dictées par la protection des serfs.

<sup>43</sup> MAKSAY, FERENC : A parasztság a hadban és a termelésben (La paysannerie dans l'armée et dans la production), in Századok 1976, pp. 1086-1087. (Extraits)

<sup>44</sup> En général, les comitats portent très souvent plainte pour les travaux publics et l'obligation de fournir du transport. Dans bien des cas, ces plaintes sont motivées. Les travaux publics ont augmenté surtout aux environs des sièges des forteresses et encore davantage aux endroits où se trouvent d'importantes constructions militaires, dans les comitats aux environs d'Érsekújvár, Ecsed, Munkács.

<sup>45</sup> Les transports militaires pesaient non seulement à la paysannerie des comitats dans lesquels se déroulaient les campagnes. Afin de faire valoir le principe de la répartition égale des charges, Rákóczi et son gouvernement imposaient à tous les comitats le transport des munitions. Voir : Ordre de Rákóczi au comitat de Turóc, camp de Mocsonok, 25 juillet 1705. Comitat de Turóc : Documents, 1705 32.

En déclarant le monopole du sel (29 février, 11 mars 1704), Rákóczi précisa avec netteté que cela était nécessaire afin d'éviter l'obligation d'assujettir le pays à un impôt. La guerre — c'est à-dire « la lutte pour nos libertés communes » — exige de l'argent, écrit-il, en constatant que « conformément à la justice normale, une imposition mi-partie étant nécessaire, il faudrait la répartir entre les habitants et les ordres du pays », puisque la chose commune l'exige, mais il veut éviter d'appliquer cette mesure afin de ne pas charger les indigents.<sup>46</sup>

L'ordonnance qui confisque la dîme du clergé et des différents seigneurs domaniaux qui la louent, est introduite comme suit : « afin que les dîmes prises en bail pour les besoins communs du pays et leur application aux armées puissent alléger les charges des indigents et que leur force et capacité puissent servir à supporter les autres charges ».<sup>47</sup> Dans les ouvrages d'alors sur la théorie de l'Etat, Machiavel, Richelieu, Juste Lipse, Weber et autres se transmettaient, en la développant, l'idée que la plus importante ressource du souverain est le peuple. Tout en interprétant différemment la notion du peuple, selon les particularités de leur pays, ils tombaient d'accord en disant que le souverain ne peut espérer avoir des soldats et aussi des impôts, donc des revenus réguliers que par les masses populaires. Cependant, dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, les écrits et différents projets visant la coordination des grandes sphères de l'économie étatique, les impôts et les revenus provenant du commerce et de l'industrie, contiennent déjà des exposés expliquant que le souverain ne peut compter sur des revenus réguliers qu'en grevant le peuple avec modération et qu'en le protégeant contre

<sup>46</sup> Sur le monopole du sel : Rákóczi à Ramocsaházy, Miskolc, 29 février 1704. Archivum Rakocianum t. I, pp. 153-164. Lettre patente : Eger, 11 mars 1704. Bibl. Nat. Széchényi Fol. Hung. 1389. Fasc. XXVII fol. 417/b.

<sup>47</sup> Ordre de Rákóczi sur les dîmes, Eger, 29 avril 1705. Envoyé à plusieurs comitats, nous citons celui du comitat de Pest. HORNYIK, JÁNOS : Kecske-mét város története (Histoire de la ville de Kecske-mét). Kecske-mét 1866. t. IV. pp. 358-360. Rákóczi et le Conseil de la Cour se rendaient bien compte qu'ils expropriaient ainsi les revenus du propriétaire terrien. Des nombreux cas, nous citons celui du comitat de Turóc. Les dîmes des chapitres d'Esztergom et de Nyitra furent réquisitionnées par Bercsényi pour les besoins de l'armée par son ordre daté de Nyitra, du 11 mars 1705. Un ordre du chef de l'Etat, daté du camp d'Eger, du 29 avril 1705, et expédié avec le paraphe de Zsigmond Jánoky, membre du Conseil de la Cour, explique dans l'introduction que les habitants pauvres du comitat sont grevés de nombreuses charges publiques, et, vu que « les pauvres, étant chargés au-dessus de leur force, ne peuvent plus fournir l'aide et les transports souhaitables pour les opérations, (afin de pouvoir poursuivre) notre bonne cause commune » il exproprie la dîme, et non seulement la dîme due au clergé ou celle affermée à la Chambre, mais aussi celles que les seigneurs domaniaux s'afferment sur leurs domaines. « Aussi voulons-nous faire comprendre au Noble Comitat que si quelques seigneurs domaniaux (qui, auparavant, ayant affermé la dîme du clergé à leur propriété, exigèrent certaines prestations in nature pour eux-mêmes pour remédier aux besoins inévitables de favoriser le bien public) subiront quelque réduction de leur revenu par la perception de ces dîmes pour le Noble Pays, la compréhension et l'amour du bien public et la disposition de le favoriser feront nature en eux l'accord pour la perception de ces dîmes pour les besoins du Noble Pays. » Comitat de Turóc, Documents, 1705 No 21. Ensuite, dans ses instructions données au percepteur des dîmes Péter Dávid, Rákóczi précise que les dîmes des immeubles hypothéqués doivent également y être comprises vu que certains propriétaires fonciers cherchaient ainsi à s'exempter. Rákóczi au comitat de Turóc, 25 août 1705, Nyitra ibid. No. 37. Notons ici que les ouvrages cités traitent abondamment les conséquences qu'eurent ces réglementations des dîmes sur les exemptions des soldats-serfs.

les seigneurs cupides, contre les fonctionnaires qui ne cherchent que leur propre profit et, last but not least, contre les militaires violents et pilleurs.<sup>48</sup>

Les collaborateurs de Rákóczi, les gentilshommes ayant une activité dans le Conseil de la Cour, ensuite au Sénat, au Conseil économique et autres institutions nationales, connaissaient ces œuvres et étaient guidés par des principes analogues. Ce n'est pas l'esprit des Lumières du XVIII<sup>e</sup> siècle finissant qui inspira l'emploi de l'expression suivante, due au « secrétaire du pays », à Pál Ráday, versé, comme bien d'autres de ses confrères cultivés, dans les œuvres de Machiavel et de Juste Lipse, enclin au piétisme : « le pauvre paysan fatigué sous le poids des impositions ». En cherchant les sources des deux importantes décisions politiques qui ont considérablement modifié le sort des serfs hongrois, sinon au jour le jour, mais au moins en perspective historique, nous devons également prêter attention outre les conceptions d'envergure de Rákóczi, aux membres de ce milieu de simples gentilshommes où ces décisions étaient pour ainsi dire élaborées. Plusieurs d'entre eux s'étaient aperçu, dans les années 1690, au cours des discussions qui eurent lieu dans l'administration et les comitats sur la répartition des impôts, qu'une solution radicalement neuve était nécessaire. En l'année critique de 1698, András Szirmay se retira dans sa bibliothèque, riche en œuvres sur la théorie de l'Etat, et il déclara avec une fierté justifiée qu'en sa qualité de caissier du comitat et ensuite du district de la Haute Hongrie, il a toujours rendu compte de ses finances, jusqu'au dernier fillér (centime).<sup>49</sup> C'est que, à cause des détournements, pratiqués par grâce à certains fonctionnaires des comitats, des commissaires impériaux et aussi à des hauts commandants de l'armée, des sommes extirpées à la population de régions entières disparaissaient. Nous disposons aussi de sources documentaires relatives à la pratique, d'ailleurs assez générale dans tous les pays féodaux, qui veut qu'une collectivité diminue les impositions qui incombent à sa population en les attribuant au comitat, à la région ou au domaine voisin.<sup>50</sup> Dans les

<sup>48</sup> Sur les connaissances en théorie politique de Rákóczi voir : HECKENAST, GUSZTAV : II. Rákóczi Ferenc könyvtára (Bibliothèque de François II Rákóczi). in *Irodalomtörténeti közlemények* 1958. KÖPECZI, BÉLA : Rákóczi Bossuet és Fénelon között (Rákóczi entre Bossuet et Fénelon). Budapest 1970. En synthèse : KÖPECZI, B.—R. VÁRKONYI, Á. : II. Rákóczi Ferenc. Budapest 1976. Partant de recherches récentes, il convient de souligner que le groupe de la noblesse qui prit part à la direction centrale de l'Etat possédait également des connaissances modernes en théorie politique et que des livres spécialisés se trouvaient en abondance dans leur bibliothèque. La noblesse ne peut pas être prise pour une masse homogène et ses comportements dans les différents domaines de la guerre pour l'Etat autonome et du travail d'édification du pays ne peuvent pas être assimilés. Sur ce fait, l'attention fut le plus nettement attirée par NAGY, JÓZSEF ZSIGMOND dans son rapport intitulé *A köznemesség helyzete és politikai törekvései* (Situation et ambitions politiques de la simple noblesse). Extrait : *Századok* 1976, pp. 1087-1088.

<sup>49</sup> Synthèse sur András Szirmay : Notre étude intitulée *Ismeretlen kuruc vers és politikai háttere* La poésie kouroutz inconnue et son arrière-fond politique).

<sup>50</sup> C'est IVÁNYI, EMMA qui a, pour la première fois et en se basant sur d'abondantes sources, démontré et souligné l'importance historique de ce phénomène. IVÁNYI, EMMA : *A pozsonyi, a budai és a kassai bizottság a Rákóczi szabadságharc előtt*. (Les comités de Pozsony, de Buda et de Kassa avant la Guerre d'indépendance de Rákóczi). in *Levéltári Közlemények*, année XLIV-XLV, et *Esterházy Pál nádorsága* (Le palatinat de Pál Esterházy). Thèse de candidature. Manuscrit.

mouvements des serfs du XVII<sup>e</sup> siècle, il y a aussi l'exigence que les seigneurs ne chargent pas les pauvres des charges publiques, comme cela est signifié en 1699 par les serfs du comitat de Nógrád dans leur plainte adressée au Dicasterium de Buda. Donc, le besoin de répartir les charges communes selon un nouveau système se fait entendre par plusieurs voix. Peut-être est-ce précisément pour cette raison que le camp opposé s'exprime avec une force violente. Nous citons deux opinions exprimées au cours des discussions animées qui se déroulaient pendant la Guerre d'indépendance. Opinion de Dániel Bulyovszky, conseiller de la cour puis trésorier du Consilium Oeconomicum, et de Gábor Spáczay, membre du Consilium Oeconomicum, chanoine de Nyitra : « *Bellum sine milite, miles sine pecunia, pecunia sine tributo subsistere nequit, . . .* que notre patriotisme ne résonne pas uniquement dans notre langage, et ne persuadons pas seulement les autres que *pro libertate patriae* . . . mais que chacun de nous, en commençant par Son Excellence le Prince jusqu'au dernier gentilhomme offre selon ses possibilités et donne une certaine somme d'argent ; ou bien, s'il n'en a pas, quelque pièce d'argent ou d'or . . . » Par contre, une personnalité d'aussi grande autorité que l'était le général et sénateur Sándor Károlyi exprima l'avis suivant dans l'affaire des impositions discutée à la session du conseil à Miskolc : « C'est une chose certaine que l'explication juste de la liberté comporte l'exemption de toute imposition. Et comme, selon la loi, seuls les quatre états sont pourvus de la liberté, j'estime juste et convenable que ces quatre états (sauf certains dont la loi détermine le cens) jouissent d'une immunité absolue, ne soient grevés d'aucune contribution et soient maintenus dans leur liberté nobiliaire. Mais comme avec ma pauvre raison je ne peux trouver ni convenable ni juste ni utile que le pays puisse rester sans contribution, le paysan (dont les lois du pays n'ont jamais décidé la liberté et qu'elles les appellent toujours serfs) doit certainement, *pro conservatione regni*, contribuer et payer selon ses possibilités. . . »<sup>51</sup>

Il est bien connu que la participation égale aux charges publiques ne put être appliquée qu'au prix d'une répression sanglante de la résistance des Ordres des comitats. Sans entrer dans les nombreux détails de la question, le rapport de ce problème avec la politique menée à l'égard des serfs consiste surtout en la transformation de tout le système de l'assiette de l'impôt et de la base taxable. L'Etat n'impose par, selon le vote des Ordres, une somme générale, répartie ensuite parmi les unités imposables établies selon les feux, système où, en substance, les Ordres déterminent la somme que les seigneurs domaniaux cèdent à l'Etat du revenu apporté par leurs serfs. L'unité d'impôt est la dica, une de ses composantes les plus importantes est la fortune et le revenu commercial. Ainsi l'Etat touche les revenus des exploitations serviles comme par dessus la tête des propriétaires fonciers. Dans le cadre de ce nouveau système, les nobles ont davantage de difficultés à rejeter sur leurs serfs l'obligation de payer l'impôt.<sup>52</sup>

<sup>51</sup> Rákóczi Tükör t. II. pp. 249-295. — Archives Károlyi t. V. p. 366.

<sup>52</sup> Quant aux charges publiques — sur la diète d'Ónod, avec les nouveaux points de vue de l'histoire sociale, voir : WELLMANN, IMRE : *Az ónodi országgyűlés történetéhez* (Contribution à l'histoire de la diète d'Ónod). in *Szentpétery Emlékkönyv*, 1936. TAKÁCS, JÁNOS : *A közteherviselés*

La valeur de ces décisions dépend de la mesure dans laquelle elles pouvaient être mises en œuvre, introduites dans la pratique. Tout cela suppose l'écèlement des cadres féodaux, une économie monétaire moderne, et surtout énormément de temps même dans un pays vivant en paix. Les plus récentes recherches ont apporté beaucoup de clarté sur l'exécution de certaines mesures. Cependant, pour pouvoir les apprécier sur un niveau général, d'autres recherches sont encore nécessaires. A vrai dire, il ne faut pas oublier que non seulement la noblesse, mais aussi différentes couches des serfs interprétèrent différemment la pratique de l'Etat en ce qui concerne l'imposition et que plusieurs mesures provoquèrent une violente résistance. Le pouvoir d'Etat brisa les différents mouvements ou les limita. La « cause commune », la « cause de la Patrie », le « bien public » constituaient la principale base organisatrice. Rákóczi liquida le monopole du sel précisément parce que plusieurs groupes de gentilshommes, de serfs, d'habitants de bourgs ruraux, vivant du commerce du sel, le demandaient.<sup>53</sup>

Les événements qui suivirent l'introduction de la participation égale aux charges publiques montrent très nettement comment le pouvoir d'Etat répondit à la résistance de la paysannerie aux mesures prises et dans quel sens cette réponse dirigea la classe des serfs. Dans bien des endroits les paysans montraient de la réticence, voire de la résistance face au nouveau système de contribution. Ils se servaient instinctivement des méthodes ancestrales d'autodéfense, ils cachaient leurs biens ou se cachaient des percepteurs. Et, suivant également les traditions ancestrales, les seigneurs eux-mêmes les poussaient et les aidaient à le faire, s'assurant ainsi les résultats de leur travail. Après les impositions adoptées à Ónod, les rapports arrivèrent bientôt à la chancellerie : il est impossible d'introduire l'impôt permanent, systématique, car les serfs s'enfuient devant les percepteurs. Le nouveau système d'imposition provoqua une immense vague de transmigration : ainsi, 500 serfs s'enfuirent du seul comitat de Zemplén.

En son temps, l'Etat des Habsbourg chercha à remédier à ces faits en interdisant rigoureusement la fuite des serfs, en accordant aux comitats une assistance militaire pour faire revenir les serfs en fuite. Partant de ces mesures et d'autres semblable, il est justifié de tirer la conclusion que l'introduction de l'imposition générale et régulière, est en étroit rapport avec le système des serfs à perpétuité et attachés à la glèbe.

L'Etat de Rákóczi se trouvait donc, lui aussi, confronté à cette importante question. En 1707, de longues discussions eurent lieu à ce propos, mais nous ne pouvons nous référer ici qu'à ses aspects touchant la politique envers les serfs. Certains

II. Rákóczi Ferenc korában (Les charges publiques à l'époque de François II. Rákóczi). Zalaegerszeg 1941. Récemment : N. KISS, ISTVÁN : Az állami jövedelmek a szabadságharcban (Les revenus de l'Etat pendant la Guerre d'indépendance). in Századok 1976, pp. 1090-1091. (compte rendu abrégé). LEBLANCNE KELEMEN, M. : Adalékok a Rákóczi szabadságharc Nógrád megyei hadseregellátási, adózási kérdéseihöz (Contribution aux problèmes du ravitaillement de l'armée et des impositions pendant la Guerre d'indépendance de Rákóczi, au comitat de Nógrád). in Nógrád Megyei Múzeumok évkönyve 1976.

<sup>53</sup> La liquidation du monopole du sel : Ordre de Rákóczi du 24 novembre 1704. Au comitat de Pest : HORNYIK : op. cit. t. IV. pp. 239-240.

proposèrent la liquidation de l'impôt, d'autres étaient d'avis que les serfs ne fuyaient pas les percepteurs, mais se retiraient dans des régions plus sûres pour fuir les campagnes militaires. Rákóczi et son cercle prirent, entre autres, la décision qu'il fallait poursuivre l'amélioration de la répartition des impôts de manière à alléger la charge des pauvres et des serfs et à imposer davantage les plus aisés. Rákóczi motiva ainsi sa décision : « En commençant la lutte que nous avons engagée avec la bonne volonté et les bonnes dispositions des gens de la terre, nous devons de toute manière liquider leur aliénation par les commis des comitats qui les chargent d'exactions exagérées, et pour que les harcèlements des commis en période de perception soient éliminés, il faut avant tout faire strictement observer la justice dans l'imposition de toutes les charges, parce que Sa Majesté, pendant son voyage, parlant avec l'un ou l'autre pauvre paysan dont il sentit douloureusement la misère, a compris combien les commis des comitats, cherchant leur propre profit, harcèlent les indigents, et ont davantage de possibilité en percevant ces contributions qu'ils n'en ont eu en pratiquant l'oppression des pauvres dans les périodes d'imposition et que la grande charge ouvre la voie au peuple et la dureté des exactions pour retourner le feu contre nous, comme nous avons allumé le feu contre l'ennemi ». <sup>54</sup>

La diète de Kassa (Košice) (1707), ensuite la réunion consultative d'Eger (15 mai, 8 juin 1708) développèrent le système des contributions en imposant encore davantage les couches plus aisées de la société, en réduisant de moitié l'impôt d'une dica imposé à la personne de serfs et en accordant plusieurs exemptions aux pauvres. En introduisant la contribution régulière aux finances de l'Etat sous forme de participation égale aux charges, l'Etat de la confédération hongroise se tint au principe de base qu'il chercha avec beaucoup d'esprit de suite à réaliser pendant toute la Guerre d'indépendance et selon lequel « ce n'était pas le temps de chercher des serfs. » <sup>55</sup>

En étudiant la position que prit le pouvoir central de l'Etat dans la question des serfs attachés à la glèbe ou de leur droit de choisir librement la résidence, nous ne trouvons pas, en Transylvanie non plus, de mesures ordonnant le retour par la force des serfs engagés dans l'armée ou se cachant pour ne pas payer l'impôt. Par contre, le pouvoir prescrivit avec insistance de faire rechercher les serfs enfuis dans des pays étrangers et de les ramener à leur domicile initial. Par là aussi, il cherchait à augmenter le nombre des contribuables. Mais, en même temps, il affranchit les serfs du comitat de Csík qui s'engagèrent au servage perpétuel auprès de István Apor en retour de la somme prêtée par celui-ci pour racheter les membres de leur famille emmenés par les Tatares. <sup>56</sup>

L'autre modification importante des charges fut apportée dans l'obligation de la corvée publique. Les expériences pratiques et la multitude des plaintes arrivées à la

<sup>54</sup> Cf. WELLMANN, IMRE : *Az 1707. évi kassai országgyűlés tárgyalásai* (Débats à la diète de Kassa en 1707). op. cit.

<sup>55</sup> Réponse de Rákóczi du 29 mai 1705. Plainte de Sámuel Ebeczy, serf du chancelier Bercsényi. Cité dans : PÁCH, Zs. PÁL : op. cit. p. 335.

<sup>56</sup> La loi transylvanienne qui ordonne le retour des serfs engagés dans l'armée est traitée dans les Mémoires, elle est absente dans les lois adoptées par la diète de Marosvásárhely (Tîrgu Mureş). Cf. II. Rákóczi Ferenc fejedelem Emlékiratai (Mémoires du prince François II Rákóczi). Archivum

chancellerie ont fort bien instruit Rákóczi et son cercle sur le caractère destructif pour les exploitations des serfs des corvées publiques et de l'obligation de fournir des moyens de transport. Combien la corvée publique grève les pauvres écrivit Rákóczi de sa propre main au comitat d'Ugocsa « les plaintes désespérées resteront marquées dans la mémoire de tous, et écoutant notre cœur plein de pitié pour les pauvres abattus par les multiples charges, nous désirons suivre des voies et trouver des moyens afin que tous puissent jouir du repos quotidien. »<sup>57</sup> En principe, ils pensaient trouver la solution par un salaire payé pour la corvée publique et le transport fourni. Toutefois, cette solution était grevée d'obstacles et de pièges, mais elle n'en donna pas moins l'orientation vers le travail salarié et l'économie monétaire. Aussi convient-il de reconnaître la valeur de l'ordonnance qui stipule que les commissaires sont obligés de payer immédiatement certains transports et corvées publiques « directement aux pauvres charretiers et ouvriers » (1705). La répartition de l'obligation de transport se faisait dans le cadre des comitats, le fonctionnaire du comitat devait être présent au paiement mais le commissaire devait remettre l'argent directement entre les mains du serf charretier.<sup>58</sup> Cette ordonnance vise « uniquement le bien des habitants pauvres du pays » lit-on dans l'ordonnance princière. Pour la première fois peut-être dans l'histoire de la Hongrie, des relations directes, voire institutionnalisées, ont pu être établies entre le chef de l'Etat et les serfs, les masses populaires non-privilegiées, grâce au droit accordé à chaque serf et à chaque soldat-serf de déposer des plaintes devant le pouvoir d'Etat. La porte du chef d'Etat était ouverte à tous. Dans son horaire de travail, Rákóczi assurait un temps déterminé à l'accueil de soldats, de serfs, de délégations des bourgs agricoles. La possibilité offerte au serf de déposer des plaintes sur son seigneur domanial aux instances du pouvoir central est une pratique réalisable. Selon les requêtes de serfs et de soldats dépouillées jusqu'ici mais pas dans leur totalité, toutes ces plaintes étaient écoutées et examinées et, selon les possibilités, ceux qui en avaient besoin étaient secourus.<sup>59</sup>

Rakoczianum t. III, Budapest 1978, p. 390 et Ráday Pál iratai (Documents de Pál Ráday) t. II, pp. 100-140. En outre, la proclamation du prince, de Kolozsvár (Cluj) du 27 avril 1707, commençant par « Sachant bien que l'ordre est l'âme de tout... », et contenant les résolutions de la diète de Marosvásárhely (Tirgu Mures). RMK t. I. 1727/a. Sur les contradictions entre les deux sources : TRÓCSÁNYI, ZSOLT : Erdély kormányzata II. Rákóczi Ferenc korában (Le gouvernement de Transylvanie au temps de François II Rákóczi). in Levéltári Közlemények 1953. p. 174, et HECKENAST, GUSZTÁV : Századok 1962, pp. 876-877. Concernant les serfs d'István Apor : Ráday iratok (Documents Ráday) t. II. pp. 131 et 141.

<sup>57</sup> Passage de la lettre de Rákóczi sur le poids des travaux publics : François II Rákóczi au comitat d'Ugocsa. Eger, 20 septembre 1708. Vienne, Haus-Hof und Staatsarchiv Hungarica. Miscellanae, Fasc. 424. fol. 46-47.

<sup>58</sup> Sur le paiement pour le transport et pour certains travaux publics : ordre de Rákóczi au commissariat suprême de guerre. Eger, 8 avril 1705. Publié : Ráday Iratok t. I. pp. 236-237.

<sup>59</sup> Des requêtes des serfs, ce sont surtout les plaintes de ceux engagés dans l'armée qui sont publiées. Kuruc vitézek folyamodványai (Requêtes de combattants kouroutz). op. cit. Rákóczi et son gouvernement s'occupaient d'une multitude de plaintes provenant de différentes couches de serfs, de villages et de bourgs agraires, présentées collectivement ou individuellement.

## IV.

Rákóczi et ses collaborateurs se rendaient bien compte, étant renseignés par une multitude d'expériences quotidiennes, que la population du pays comprenait, outre les Hongrois, de nombreuses ethnies et nationalités. *La lettre patente de la nation roumaine* de Rákóczi, manifeste adressé aux serfs roumains de Transylvanie, commence ainsi : « Bien que la cruauté de la nation allemande devienne si puissante dans sa haine innée et son règne illégal et arbitraire sur les habitants de Hongrie composés de toutes les nations sauf la sienne propre... »<sup>60</sup> Les lettres patentes émises à l'intention de la nation serbe promettent aux soldats des confins des libertés semblables à celles des villes hongroises de heiduques.<sup>61</sup> Dans l'armée, des soldats et des officiers slovaques, croates, ruthènes, roumains, allemands servaient au même titre. La liberté collective militaire et l'affranchissement individuel furent également garantis aux serfs slovaques. « Il convient de tenir compte de l'éventualité qu'au printemps de 1704, Bercsényi promit également, dans sa lettre patente aux Slovaques, l'affranchissement du pouvoir des seigneurs domaniaux. C'est ce qui explique en premier lieu que, dans ses lettres suivantes également, le général rapporte à Rákóczi que les Slovaques pauvres se rangent en masses sous les drapeaux des insurgés. »<sup>62</sup> Dans sa lettre patente, en slovaque, du 9 juin 1709, Bercsényi précise que ceux qui, aux comitats de Zólyom, de Szepes et autres, les insurgés « seront affranchis de l'impôt, de la taille et d'autres charges ». <sup>63</sup> Le serment d'officier en slovaque et le texte slovaque du serment de confédération prouvent qu'un bon nombre de Slovaques servaient dans l'armée et pas seulement à titre de simples soldats. Nous savons que des régiments slovaques réguliers étaient également formés, et selon beaucoup de sources documentaires, de grands officiers et de simples soldats hongrois donnaient une haute appréciation des régiments slovaques. L'Etat de la confédération hongroise envoya les ordres relevant de la politique envers les serfs à tous les comitats y compris ceux peuplés de Slovaques. Les exemptions contenues dans la lettre patente de Vetés étaient considérées par les militaires slovaques comme valables pour eux aussi. Certains cas nous montrent que les ordres étaient publiés aussi dans la langue de la population des comitats. Rákóczi écrivit par exemple à Mihály Sipkey, sous-préfet de Pozsony (Presbourg-Bratislava) de « ne pas manquer de publier dans la langue usitée dans son comitat » sa lettre patente datée du 19 février 1709.<sup>64</sup> Au cours de nos recherches, nous n'avons trouvé aucune

<sup>60</sup> La lettre patente aux Roumains : Archives Nationales, archives de la Guerre d'indépendance de Rákóczi, G. I 2-f. IV. 9. 477.

<sup>61</sup> Sur la question serbe : BENDA, KÁLMÁN : *Rákóczi kísérletei a szerbek megnyerésére* (Tentatives de Rákóczi pour gagner les Serbes à sa cause), ESZE, TAMÁS : *II. Rákóczi Ferenc tiszántúli hadjárata* (La campagne de François II Rákóczi dans la région à l'est de la Tisza). in *Századok*, 1951.

<sup>62</sup> Sur la participation massive des serfs slovaques : HORVÁTH, PAVEL : op. cit.

<sup>63</sup> CSANDA, S. : op. cit. 18, HORVÁTH, PAVEL : op. cit. p. 15.

<sup>64</sup> CSANDA, S. : op. cit. 26 et la requête en langue slovaque de Mátyás Polereczky : ibid. 24. En outre : vu les plaintes à lui adressées par ses soldats carabinieri originaires du comitat de Turóc, Rákóczi donne l'ordre au comitat d'observer son ordonnance et « de ne pas grever, contre nos intentions, nos troupes indiquées en dehors de la juste proportion ». Eger, 5 juin 1705. Comitat de Turóc, Documents : 1705 No 24.



trace de discrimination ethnique, nationale dans les décisions politiques concernant soit les militaires soit les serfs producteurs. Tout ce qui, dans les décisions de l'Etat de Rákóczi, devait servir les intérêts sociaux des serfs hongrois, se rapportait aussi bien aux serfs slovaques, allemands, roumains, serbes qu'ukrainiens.

Il est cependant nécessaire de poser la question de savoir si, dans les cadres du nouvel Etat hongrois, les possibilités s'ouvraient ou non à l'évolution nationale des serfs slovaques, roumains et autres.

Dans la célèbre production scénique française intitulée *1789*, que le monde entier a pu voir au cinéma, il y a une scène fort significative. Exemple des conditions féodales : le pouvoir d'Etat invite les serfs à présenter leurs plaintes au souverain. Exaltés, ils décident de demander la réduction de la gabelle, mais ils n'ont ni papier ni plume pour écrire. Quand ils se mettent quand même à rédiger leur plainte, il ne se trouve personne parmi les villageois qui sache comment écrire la lettre « S ». Le film d'Ariane Mnouchkine, jouissant à juste titre de renom mondial, présente le fin fond du problème essentiel : une des principales, inéluctables conditions de l'efficacité de la politique envers les serfs, c'est une politique culturelle qui tienne également compte des serfs. Ce n'est pas de la bienfaisance, c'est là l'intérêt de l'Etat. Cette importante classe sociale, qui paie l'impôt et fournit des soldats, doit être élevée à un certain niveau culturel afin qu'elle puisse remplir ses obligations. La santé publique, la bonne compréhension des mesures prises par l'Etat, la propagande sont autant de composantes des exigences que pose la politique culturelle de l'Etat.

Sans pouvoir ici même esquisser ce problème, il convient de souligner qu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, malgré une sécularisation déjà intense, la majeure partie des établissements culturels — écoles, imprimeries, universités, hôpitaux, fonds culturels — appartenaient encore aux différentes Eglises et fonctionnaient dans des cadres ecclésiastiques. Dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, la lutte confessionnelle visait déjà moins les thèses de la foi que les établissements culturels. Les décisions culturelles de l'Etat de Rákóczi, en ce qui concerne également la classe des serfs, sont en apparence des mesures confessionnelles. Vu qu'à cette époque, c'était la religion qui fournissait les principaux cadres communautaires, donc les possibilités et normes culturelles des différentes nations, l'importance de ces décisions est indéniable du point de vue de l'évolution des différentes populations de la Hongrie vers la création de nations modernes.

Nous savons en outre que, selon le témoignage de l'évolution culturelle, au XVI<sup>e</sup> siècle, la question clé était l'imprimerie, mais, dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup>, c'était déjà la culture en langue maternelle. La condition fondamentale de l'évolution à l'échelle du pays était l'instruction primaire, en général l'assimilation par les masses de la lecture et de l'écriture. Des pionniers de l'évolution culturelle moderne, tels que Comenius, Apáczai, Ladiver, s'en sont bien rendu compte et ont insisté dessus, comme les puritains en général, et, au début de cette époque, les pasteurs et instituteurs luthériens, imbus d'idées piétistes, qui travaillaient fort efficacement dans les villes de la Basse et de la Haute Hongrie. Ceux qui, à cette époque, fréquentaient surtout les

universités hollandaises, anglaises et allemandes, rentraient également pénétrés des mêmes idées. Dans l'état-major nobiliaire de la Guerre d'indépendance, on découvre également et très nettement ces conceptions modernes de la politique culturelle.

Les premiers décrets relatifs aux différentes Eglises publiés par l'Etat de Rákóczi interdisent les reprises arbitraires d'églises, vu que la question religieuse devait être réglée, pour le pays entier, par le gouvernement central. La première décision du pouvoir d'Etat en train de se former était que chaque religion avait le droit de fonder librement et n'importe où des écoles. Vu l'interdiction de faire valoir arbitrairement des droits, au cours de l'année 1704 et en été 1705, une commission du chef de l'Etat fut forcée, à plusieurs endroits, par exemple dans les comitats de Zólyom et de Hont, d'exclure les paysans des églises considérées comme leur appartenant et occupées par la force en attendant la décision à prendre par le pouvoir central.<sup>65</sup> Les lois adoptées à la diète de Szécsény posèrent de nouveaux fondements modernes à propos de la question confessionnelle. Elles déclarèrent le principe de la liberté des cultes, sortirent donc la classe des serfs de cet asservissement des consciences imposé par leur état. « Par la force des articles de Sopron et du droit seigneurial, certains se sont attribués la domination sur les consciences ; que désormais cela ne puisse plus se faire d'aucune façon et sous aucun prétexte. »<sup>66</sup> Quant à l'appartenance confessionnelle des églises, écoles et différents biens matériels, la décision du pouvoir central est qu'ils devaient revenir à la confession qui était majoritaire dans la localité en question. Ce principe est absolument moderne, voire démocratique, seule la confession de la population compte, peu importe qu'ils soient nobles, bourgeois, serfs, riches ou pauvres. C'est un phénomène qui mérite l'analyse dans le contexte des processus historiques. Ici, pourtant, nous devons nous contenter de constater que c'était la seule solution intelligente, opportune et tolérante. C'est que la grande mobilité populaire qui suivit la libération du pays de Turcs, les différentes actions pour propager telle ou telle confession, ont substantielle-

<sup>65</sup> Sur les réoccupations d'églises : Lettre de György Gerhardt, membre du Conseil de la Cour, à François II Rákóczi, Királyh(elmec), 17 juin 1705. Arch. Nat. Archives de la Guerre d'indépendance de Rákóczi 11/2 E/A 32.

<sup>66</sup> Sur la politique culturelle de Rákóczi : FÖLDES, ÉVA : Rákóczi művelődéspolitikája, különös tekintettel iskolapolitikájára (Politique culturelle de Rákóczi et surtout politique scolaire). — ESZE, TAMÁS : A Rákóczi szabadságharc valláspolitikája (Politique confessionnelle de la Guerre d'indépendance de Rákóczi). — Les relations ecclésiastiques internationales des gentilshommes, membres du corps du pouvoir d'Etat, et l'influence du piétisme de l'époque sont mises en relief dans : FABINYI, TIBOR : Rákóczi diplomáciájának valláspolitikai vonatkozásai (Aspects politico-confessionnels dans la diplomatie de Rákóczi). Enfin, les sources contemporaines, catholiques et protestantes, de l'idée de tolérance religieuse propre à Rákóczi sont résumées dans : BORÓVI, JÓZSEF : Rákóczi világgépe és a vallás (La vision du monde de Rákóczi et la religion), ROSDY, PÁL : A jansenizmus a legújabb teológiai megvilágításban (Le jansénisme sous le jour de la plus nouvelle théologie). LADÁNYI, SÁNDOR : A vallási türelem eszméje a Rákóczi Szabadságharcban (L'idée de tolérance confessionnelle dans la Guerre d'indépendance de Rákóczi). Compte rendu abrégé de toutes ces études : Századok 1976, pp. 1099-1103. Actuellement sous presse dans les volumes des Rákóczi Tanulmányok (Etudes Rákóczi) et les annales du congrès international de Sárospatak. L'article 13 des lois adoptées par la diète de Szécsény dans Rákóczi Tár (Collection Rákóczi). Réd. THALY, KÁLMÁN. t. I. Pest 1868, p. 446.

ment transformé la répartition confessionnelle de la population dans certaines régions. Par conséquent, la reprise de n'importe quelle loi des diètes précédentes aurait fait éclater de nouveaux orages. Pour les minoritaires, les seigneur domanial ou la municipalité devait accorder un terrain pour y construire église et école. Le droit de patronage des propriétaires fonciers fut limité, dans une mesure, certe, discutable, mais d'une manière encore jamais vue. En fin de compte, la question de savoir dans quelle mesure l'exécution pouvait être définitive reste ouverte. Il est indéniable que la mise en œuvre de cette loi n'allait pas sans heurts. Cependant, les exemples connus attirent l'attention sur des contextes intéressants et ce précisément en pesant les besoins du développement national.

Après la diète de Szécsény, les comités devant décider de l'appartenance des églises et écoles, parlent souvent non pas de catholiques, calvinistes ou luthériens, mais de Hongrois, Allemands, Slovaques, car la confession coïncide très souvent avec l'origine ethnique. A Rozsnyó (Rožňava), vu que les églises « furent assignées à deux nationalités, notamment aux Hongrois et aux Allemands, parmi lesquelles, la nationalité la plus nombreuse doit posséder l'église la plus grande. » A Szentgyörgy, la décision veut que « la nation slovaque garde sa place antérieure accoutumée ». A Lőcse (Levoča), c'est l'église même qui fut divisée en deux : la plus grande partie revenait aux luthériens y compris « la paroisse slovaque et l'école », la paroisse allemande appartenait aux catholiques.<sup>67</sup>

Sans pouvoir présenter une image même approximative des autres sphères de la politique culturelle appliquée dans la confédération hongroise, nous attirons, pour conclure, l'attention sur certaines résolutions du concile de Rózsahegy (Ružomberok). Dans l'état-major civil du concile, on compte plusieurs dirigeants nobles de l'Etat de Rákóczi et des gentilshommes et bourgeois appartenant à leur milieu et professant les mêmes idées. Il est connu que ce concile prit plusieurs décisions dans le domaine de la politique culturelle : interdiction des coutumes superstitieuses, nuisibles à la santé, répandues parmi les indigents, ordre aux familles de serfs ayant plusieurs fils d'en envoyer un à l'école sous peine d'amende, décision de fonder une imprimerie pour publier des livres slovaques et les mêmes personnes, au moment de la diète de 1708, créèrent une importante fondation pour des études en Hongrie et à l'étranger.<sup>68</sup>

Nous n'avons présenté que partiellement et dans ses grandes lignes les résultats de nos recherches, mais nous estimons qu'il serait encore trop tôt de tracer un tableau, valable pour tous les détails de la réalité historique, de la politique envers les serfs pratiquée dans l'Etat de Rákóczi. Il est toutefois indiscutable que l'on ne peut passer sous silence les résolutions relatives aux serfs dans l'Etat de Rákóczi si nous étudions les tendances de l'évolution sociale, la lutte entre le servage perpétuel et l'évolution de

<sup>67</sup> Ráday Pál iratai (Ecrits de Pál Ráday). t. I. pp. 351-364., 369-387, et surtout 362, 376, 382, 385.

<sup>68</sup> ZSILINSZKY, MIHÁLY : Kermann Dániel. in *Protestáns Szemle* 1891, I. 111, cahier IV. ZSILINSZKY, MIHÁLY : *Egy forradalmi zsinat története, 1707-1715* (Histoire d'un concile révolutionnaire, 1707-1715), Budapest 1889.

la paysannerie libre, la confrontation des forces servant le raidissement ou la désagrégation du féodalisme. Ayant en vue que la revendication de la liberté sociale et de la culture dans la langue maternelle sont devenues dans cette sphère les instigateurs du développement des nations modernes, nous pouvons aussi arriver à d'autres conclusions si nous acceptons la vérité sans fard dans l'étude des croisées de l'évolution historique.

trad. par. *K. Vargyas*

АГНЕСЬ Р. ВАРКОНИ

### Крепостная политика и просвещение в государстве Ракоци

#### Резюме

В статье рассматриваются принципы крепостной политики и их осуществление в 1703—1711 гг. в государстве князя Ференца Ракоци II. (1676—1735 гг.). Результаты многолетнего исследования собраны схематично, в тезисах, так как статья обсуждалась на словацко-венгерском симпозиуме. Цель исследования — на основе точных данных дать ответ, как в целом осуществлялась политика Ракоци по отношению к различным группам крестьянского общества в тогдашней Венгрии и Трансильвании. Но так как не располагавшее привилегиями население по своему статусу, языку, этнической, религиозной принадлежности было чрезвычайно разделено, так как вечные крепостные и так называемые свободные, имевшие право выкупа повинностей и право переселения, свободные крестьяне, далее венгры, словаки, русины, румыны, немцы, хорваты, сербы, католики, реформаты, евангелисты, приверженцы греческой восточной церкви жили в различных частях страны большими и малыми группами, вклиниваясь друг в друга, смешиваясь между собой, то задача дальнейшего исследования обобщенно состоит в том, чтобы дать ответ на часто обсуждаемый вопрос, какую разновидность из исторических альтернатив развития государственности на востоке Центральной Европы представляло государство Ракоци, предоставившее в своих рамках место различным национальностям. Историческую основу статьи составляют центральные распоряжения различным комитетам, главным образом, из дворового совета и канцелярии Ракоци. Но многое берется из документов крепостных инстанций, дошедших до главы государства, из писем современников, дневников и прочих записей. В качестве документов эпохи представлены тогдашние исторические песни на разных языках, и исследуется в них не только то, какие идеологические элементы они сохранили, но и какие общественные потребности они формулировали.

В качестве принципиального момента рассматривается понятие крепостной политики, отмечается, что оно характерно исключительно для государственной власти, построенной на феодальной общественной системе. Ссылаясь на различные государственные системы эпохи и при этом видя задачу тогдашнего государства в рамках существовавшего общественного порядка в сохранении функциональных способностей общества, его внутреннего равновесия, в организации и обеспечении этих функциональных способностей, устанавливается, что абсолютистские государства живут за счет централизованной крепостной политики. Крепостная политика в государстве Ракоци и согласованные с другими областями хозяйственной и общественной жизни государства решения, распоряжения и исполнительные процессы нагромождаются и посредством их государство вмешивается в отношения помещика и крепостного. Государственная власть произвольно, через голову помещика, делает крепостного солдатом или облагает тяжелым государственным налогом и в интересах получения налогов берет его под свою защиту.

В государстве Ракоци, как и во всех тогдашних государствах, в крепостной политике существуют две оси: формирование постоянной армии и создание постоянного налогообложения.

Ракоци строит свое государство в процессе начавшейся войны с Габсбургами за государственную независимость и основное его усилие по необходимости было направлено на создание постоянной регулярной армии. Крепостным, взявшим оружие, он обещал, что освободит их от помещичьей власти и различных повинностей. Личное освобождение крепостных солдат и их материальная обеспеченность шаг за шагом были осуществлены. Борясь с яростным сопротивлением помещиков и комитатов, Ракоци освободил и семью солдат-крепостных от различных повинностей. А затем, несколько запоздавши, государственное собрание законодательно обеспечило им свободу. Княжеские распоряжения не освободили от помещичьих повинностей крепостных, выполнявших сельскохозяйственные и другие работы, и даже наоборот, они еще настойчивее требовали, чтобы крестьяне выполняли свои обязанности, но они защищали их от чрезмерных нападков солдат и местных властей или грабительских замашек помещиков. Тяжелое положение крестьянских масс, несших основной груз государственных налогов, ясно видели и Ракоци и члены узкого правительственного круга, и они стремились или уменьшить, или совсем запретить обложение крестьян налогами со стороны комитатов. Признавая, что для несения государственных налогов одного крестьянства недостаточно, они обложили налогом дворянство (1706). А после кровавого подавления оппозиции дворянства в 1707 году ондское государственное собрание утвердило принцип обязательного обложения дворян налогом. В ходе этого была преобразована вся система сбора налогов: за основу налогообложения были положены доходы от торговли, а также общие доходы различных хозяйственных единиц.

Распоряжения Ракоци, освободившие солдат-крепостных и членов их семей от повинностей, были действительны для крепостных с любым языком и любого вероисповедания, а утвержденное государственным собранием распоряжение о вечном освобождении и поселении на свободные земли крепостных, взявших оружие, также не проводило разницы между крестьянами различных национальностей. Это важно потому, что государственная власть Габсбургов не только жила этим, но связывая распределение крестьян по этнической принадлежности и вероисповеданию с возможностями крепостной политики, сознательно или несознательно способствовала накоплению национального напряжения. Так как одним из основных пунктов крепостной политики является то, что у крепостных есть право жаловаться на государственных форумах, то одним из важных условий функционирования всей системы был определенный уровень образованности: умение читать и писать, знание и понимание правительственных распоряжений. Таким образом, религиозная политика терпимости Ракоци, так как институт образования находился в руках церкви, заботилась об образовании на родном языке и способствовала развитию наций.

Однако для развития этой крепостной политики было мало времени, ей не благоприятствовали условия. Внутреннее сословное сопротивление уменьшало ее действенность, а военные и политические акции Габсбургов вскоре и перечеркнули ее.

# The Great Powers and the Economic Reorganization of the Danube Valley after World War I

by

GYÖRGY RÁNKI

With the signing in Spa on May 12, 1918 of a treaty between Germany and Austria-Hungary providing for close economic co-operation that might develop into a customs union, one might have concluded that several decades of struggle for economic hegemony over south-eastern Europe had come to an end. With the occupation of Serbia and Romania, and with the closest possible economic ties with her allies Bulgaria and Turkey, Germany had gained full hegemony over the countries of south-eastern Europe and so might secure all that the great powers had been competing for since the final decades of the 19th century. It would be grossly oversimplifying to consider this competition exclusively or unilaterally as an aggressive manifestation of the expansion of the great powers or as a phenomenon with economic causes (imperialism) in which the small countries were merely defenceless puppets and economic and/or political victims. A far more comprehensive approach can be made by considering it as part of the rapid development and broadening influence of the capitalist economic system in the 19th century, in which there is some correspondence between the demand of the most developed European capitalist countries for constantly enlarging markets and increasing supplies of raw materials, which was a direct concomitant of economic development, and the ambition of less developed countries to escape from their backwardness and answer the capitalist challenges of western Europe, which on the one hand offered a possible means to advance and on the other made the political and economic position of the less developed countries unstable.

While one cannot attribute the influence of the great powers wholly to economic factors, obviously the process was determined essentially by the suction effect of the increasing demand for food and raw materials from the western European countries as they rapidly industrialized and developed. This spin off effect set the internal social and economic forces of the less developed regions of Europe in motion, and although there was some quantitative and occasional qualitative strengthening of them, the magnetic field of the developed countries decided the direction in which the less developed regions could develop. The economic development of the western European countries also created opportunities for the export of capital, which was internally necessary because of a relative capital surplus and the demand caused by increasing production for markets and raw materials, and which was made feasible by the overhaul of the financial and credit system and the building up of the transportation network. But

capital supply was inseparable from capital demand, which materialized mainly in the form of ambitions by the countries of south-eastern Europe to modernize. That demand for capital facilitated economic intervention by the great powers and also clarified the point that there was occurring a bilateral yet inseparable phenomenon of the development of capitalism. The economic expansionism of the great powers was, so to speak, the concomitant or to put it more strongly, the precondition of the process which enabled the economies of south-eastern Europe to modernize during a sustained economic boom. Of course this was all accompanied by a number of economic conflicts and clashes between the developed western countries and the underdeveloped south-eastern European countries, and still more decisively between the developed countries themselves, as they competed for spheres of influence and control of markets and raw material resources: the latter were to become one of the main reasons for the outbreak of the First World War. Perhaps by 1918 the German *Griff nach der Weltmacht* was becoming more and more illusory, but the *Mitteleuropa* plan whereby central and south-eastern Europe would be the primary sphere of Germany's economic and political expansion still seemed realistic. The negotiations in Spa in 1918 marked the climax of this process; Germany's military defeat a few months later was to raise the spectre of total failure. A framework within which the relations between the developed and underdeveloped countries might be remodelled and the struggles of the developed countries for hegemony over the region take new forms was provided by the political rearrangement of the region: the collapse of the old empires, the change in the European power relations, the birth of new nations, the defeat of the wave of revolutions, the post-war economic chaos and the demand for a fresh start. Once the territorial and national redivision of south-eastern Europe had crystallized, it was realized that the newly-signed peace treaties could only be safeguarded if the economic situation was settled as well. As with other world economic concerns, the victors envisaged a continuation of the pre-war economic development on the same basic principles. But the economies of the south-eastern European countries could hardly be looked on as mere continuations of the pre-war economies, since radical political and economic changes had taken place here. Sovereign states had replaced vast empires, old regional economic entities had vanished, the population and area of some countries had shrunk to a third of their former size, while others had swelled twice or three times over; new states now encompassed regions which had formerly belonged to different empires or reached different levels of development. As a result the situation had changed entirely, and a far longer period of history would have been required to accommodate to the new circumstances, to integrate the new units into an economic whole, to work out a new type of development and achieve regular economic growth. But this was not the only form in which history posed the question. Post-war reorganization demanded that the damaged economies should solve the serious problem of switching over from wartime to peacetime, but in south-eastern Europe other serious demands were being made at the same time, and the economic damage done by the war was far greater in south-eastern than in western Europe.

In contrast to the pre-war situation in which Austria–Hungary had played an economic central role in the region and there had been some economic division of labour within its frontiers, after the war all the countries became open economies which were very much dependent on foreign trade.

When the successor countries to the Austro–Hungarian Monarchy lost their old economic framework, their production capacity became lopsided; they either inherited a preponderance of industry and had to resort to agricultural imports or *vice versa*; to all now remained only one side of the earlier potential for self-supply, and many essential raw materials were lacking. The new situation with these national economies was that Czechoslovakia and Austria became industrial exporters and importers of agricultural produce and a number of industrial raw materials, while Hungary became an agricultural exporting country obliged to import most of her industrial raw materials and capital goods. So foreign trade suddenly took on a much enhanced significance for all successor states; in fact they became largely dependent on it. A similar situation arose in the Kingdom of Poland, which had broken away from the closed economic unity of the Russian Empire, and in the other Polish territories which had belonged to different great empires and were now integrated into the new Poland.

The structure of the less developed Balkan states, and in some cases their greater natural resources, made them less dependent on foreign trade, or not dependent in the same sense as the central and eastern European countries mentioned earlier. Their solely agricultural character and the substantial remnants of traditional economic relations meant they were less able to free themselves from agricultural autarchy. However, if one examines the importance of foreign trade in the Balkan region not statically but dynamically, one finds that foreign trade was of vital importance from the point of view of development and progress, if not for the traditional functioning of the economy. Romania, Yugoslavia and Bulgaria had a fairly outward-looking export structure which provided a major opportunity to accumulate capital, an opportunity stemming precisely from their low level of economic development. For with their restricted domestic markets, it was their markets abroad that allowed them to accumulate the capital that was the main domestic source of development investment.

So from differing points of view foreign trade was the basic problem for the economies and development of all the countries in the region, and lack of foreign trade might have well endangered their very existence as countries.

The rebuilding of foreign trade depended on several factors. First there was the question of foreign trading partners and opportunities, and the problem of financing foreign trade. Since the countries of south-eastern Europe had been mainly linked to the world economy before the war by their exports, it required a specific mechanism with three important components:

1. A rapidly growing demand for the food and raw-material exports of the south-eastern European countries.

2. A steady supply, primarily from Austria and Germany, of industrial products—mainly consumer goods but also the means of production.



3. Imports of capital to finance both investment and investment requirements, and to cover budgetary and balance-of-payments and trade deficits.

In all three, Germany and Austria were the main partners; they took the bulk of the south-east's agricultural exports and they provided the bulk of the industrial imports. Eighty-one per cent of Hungary's imports and 79% of her exports were with Austria and Germany, whilst Germany and Hungary provided 62% of Austria's imports and took 58% of her exports. The Austro-Hungarian Monarchy and Germany were the markets for 37% of Bulgaria's exports and the source of 43% of her imports; for Serbia the figures were 64% and 66% respectively. With Romania's imports the situation was similar (59%) but not for her exports (only 18%).<sup>1</sup> All these figures are for just prior to the war, and at the turn of the century they had been still higher. Most of the capital flowing into south-eastern Europe also came from Germany and Austria-Hungary. Britain's capital exports to Europe were insignificant (5%), going mainly to Russia. French capital investment was somewhat greater: till the turn of the century it had mainly been directed to Austria-Hungary, while later it had mostly been going to the Balkans (in 1913 \$990 million — 11% of France's total capital exports). But in absolute terms (\$1150 million in 1913) and as a proportion of the total capital imports of the south-eastern European countries (37%) Germany's capital exports exceeded France's. An almost equivalent sum (more than a billion dollars) was invested by Austria, mainly in Hungary but partly in the Balkans.<sup>2</sup>

As a result of the war Austria-Hungary had disintegrated and neither the remnant of Austria nor the militarily, politically and economically weakened Germany could maintain their earlier role. The question was the extent to which the hegemony that had automatically devolved upon Britain, France and Italy because of the disintegration of Austria-Hungary and the defeat of Germany, could be given an economic content. Undoubtedly the victorious powers now considered the south-eastern region for more important than they had earlier, both politically and from the point of view of power. The disintegration of Austria-Hungary had left something of a power vacuum which in terms of Russia had to be filled so as to divert the danger of revolution (1919 had shown clearly how sensitive the area was to revolutionary changes) and in terms of Germany to prevent the reorganization of her capacity for political and economic expansion. When the leaders of the victorious powers chose as the safest way of forming a *cordon sanitaire* around the Russian revolution and German imperialism the formation of new, small national states, they then had to face

<sup>1</sup> BEREND, I. T. and RÁNKI, Gy.: *Közép-kelet-Európa gazdasági fejlődése a 19—20. században* (Economic Development in East-Central Europe in the 19th and 20th centuries), Budapest, 1969. English edition: New York—London, Columbia University Press, 1974.

<sup>2</sup> For details of the various capital investments, see IMLAH, A. M.: *Economic Element in the Pax Britannica*, London, 1968; BOUVIER, T. and GIRAULT, R.: *L'impérialisme français d'avant*, Paris, 1914, p. 197; LEVY-LEBOYER, M. (ed.): *La position internationale de la France*, Paris, 1978; FEIS, H.: *Europe, the World's Banker*, New York, 1965; BEREND, I. T. and RÁNKI, Gy.: *Hungary, A Century of Economic Development*, London, 1974.

the economic problems of the region too. For unless they could be solved, the new south-eastern system of states could hardly fulfil their function in terms of either danger.

But for a number of reasons immediate obstacles arose to a satisfactory solution of the economic problems. For one thing, the victors' ideas of pursuing their own interests as powers led to constant conflicts among each other, while for another, the political and economic hostilities between the newly-formed states made any joint (and perhaps rational) solution impossible. A third obstacle was the very gravity of the economic situation in south-eastern Europe, and the insufficient economic means of the victorious powers made a quick solution impossible. Finally, early predictions that the favourable prosperity of the pre-war period might return were not fulfilled in the 1920s. Instead economic development was slow, contradictory and punctuated by crises; there were no world economic frames and trends to support the dynamism of change in south-eastern Europe. It would be difficult to say where the plans to rebuild the economies of south-eastern Europe, with British, French or Italian assistance, were first born: in London, Paris or Rome, in Vienna or Budapest, or in Belgrade.<sup>3</sup> In a certain sense the interests were mutual, as economic, military and political aspects were involved. In Britain military victory over Germany was fully associated with commercial victory and the taking over of Germany's traditional markets, since pre-war Germany had become the British Empire's most dangerous economic competitor. So the demand that Britain should make a more determined break into the Balkan markets and force back the Germans was soon being clearly expressed, although British policy had traditionally paid more attention to the colonies than to south-eastern Europe.<sup>4</sup> The establishment at the turn of 1917 and 1918 of the Department of Overseas Trade, with the task of co-ordinating and harmonizing trading and foreign policy, was really intended to prepare and organize the British economic offensive. DOT representatives could be found among the British diplomats, representatives and agents in the countries of the Danube Basin soon after the war. They were there to examine how the markets in those countries could be gained for Britain's exporting industries. The various government committees examining how to make the transition from a wartime to a peacetime economy and realize Lloyd George's programme for a "Land Fit for Heroes" immediately identified the south-eastern countries as potential markets for quite significant export surpluses, provided a measure of British financial assistance could be given. In view of their very grave economic situation, the British Board of Trade made the unusual proposal that subject to Treasury approval certain preliminary finance should be made available as an inducement to take British exports. The plan, accepted in April 1919, encompassed primarily the so-called successor states (Romania, Yugoslavia, Czechoslovakia and Poland), but it was soon extended to Austria and Bulgaria as well. It is highly likely that Hungary was omitted because of

<sup>3</sup> TEICHOVA, A.: *An Economic Background of Munich*, Cambridge, 1974.

<sup>4</sup> See RECKER, M. L.: *England und der Donauraum 1919—1929*, Stuttgart, 1976.

the Council Republic, and after its defeat, because of the utterly uncertain political situation.

The export credit scheme accepted in September 1919 provided a framework for exports totalling £26 million to markets whose economic recovery and trading links with Britain seemed particularly important.<sup>5</sup> The main reason for the relative failure of this vast project was not the great number of bureaucratic obstacles but the lack of realism either in the plans for penetration made by the great powers or in the way the countries in the region faced their economic programmes, both from point of view of the material or political capabilities of the great powers, and from the point of view of the south-eastern European countries' needs.

Without going into detail, for the British money market, with the huge expenses of the war, the sale of part of the country's assets and the high level of indebtedness, it was far from easy to underwrite the otherwise rational economic plan for strengthening the bond between credit and export stimulation. The wartime restrictions on the export of capital had ceased, but till the end of November 1919 certain controls were still applied. The situation on the money market had since become very strained and the Bank of England was applying tight restrictions so as to build up a capital surplus which would be used to bring order into the British economy and prevent the balance of payments endangering the required stability of the pound.<sup>6</sup> However, the serious plans being made in the various south-eastern European countries to restore their economies with the aid of western capital were based on a hope that Britain would have no difficulty in supplying the sums required. Nor was it exceptional that the countries of south-eastern Europe should see western capital as the main guarantee for their economic development. In the new countries that were among the victorious powers, the demand for British and French capital was not purely a question of economic need; it was encouraged by a desire to shake off the financial tutelage of Berlin or Vienna (or occasionally Budapest). Vienna and Budapest were seeking a new orientation because of the desperate situation their national economies were in, because they too would have liked British and French capital to strengthen their domestic positions (and here and there to defeat revolutionary tendencies), and because it seemed a promising way of maintaining their influence over the Danube Basin. In all these countries production volume remained under the none-too-high pre-war level. Even Czechoslovak industry, which did best, only managed 70% of its pre-war production in 1920, and in other countries the proportion was still lower. Agricultural production stood at around half of the pre-war level, and in such circumstances exports were even less capable of covering imports than they had been before the war. There was a huge demand for food, raw materials,

<sup>5</sup> Quoted in RECKER: *op. cit.*, p. 49

<sup>6</sup> Of the many works on the British financial position, one can cite WILLIAMS, L. T.: *Britain and the World Economy*, London, 1974; GRANT, A. T. K.: *A Study of the Capital Market in Britain from 1919 to 1936*, London, 1967.

and the most elementary consumer goods, not to mention capital equipment. The internal accumulation of capital had been insufficient before the war as well, when economic development had partly been based on imports of capital. That traditionally low level of capital accumulation was eroded still further by the war. The demand for capital was intensified by the low level of production and the swiftly rising rate of inflation, which eroded a major proportion of money capital. What is more, it soon appeared that foreign capital was also needed both to balance the national budget and curb inflation. So it is hardly surprising that adventurers and businessmen drew up plan after plan, each more fantastic than the last, based upon British or French capital, and that even well-informed bankers with a serious grasp of economics went running to Paris or London to support their banks and manufacturing companies with convenient British or French capital.<sup>7</sup>

But the idyll did not last long. Very soon there appeared from behind the smoke screen of negotiating, promising and establishing connections the stark reality of things as they were. And the stark reality was that the demand for capital in south-eastern Europe was far from balanced by the supply of capital in Britain and France, particularly if the expected terms and repayments were taken into account, along with the political obstacles to British or French capital investment. Several articles of the peace treaties had accorded equal rights or privileges to the victorious powers, so that even when the capital required was available, several economic measures or steps ended in failure since either the British or the French government raised objections under the peace treaties, fearing the other would gain some kind of economic monopoly. In other instances the south-eastern European countries tried to hinder various business transactions so as to prevent one another from achieving a position of favoured alliance with western capital and thereby gaining an economic or political ascendancy of some kind in the Danube Basin. The spectre of such an ascendancy appeared to loom particularly large in relations between Vienna and Budapest. Although the economic situation in those two countries was even graver than elsewhere in the region, because of their previously higher level of economic development, and their relations, links and economic interests in the neighbouring countries business and political circles in both Britain and France played with the idea that either the Austrian or the Hungarian capital city might make a convenient centre for their hegemony over south-eastern Europe.

<sup>7</sup> As an example of the numerous Hungarian plans to overcome domestic problems with the assistance of one or more of the victorious powers, here is one from the papers of the economic policy department at the Foreign Ministry:

"In the current political situation it is of the utmost importance that this country's economic ties should be concentrated upon a particular foreign power to which substantial economic influence is granted and upon which there is a degree of economic dependence, but which in turn offers economic and political protection. Hungary should offer herself to America as a bridgehead for penetration into central and eastern Europe". Országos Levéltár (Hungarian National Archives — hereafter OL) KüM. Gazd. Pol. Oszt. (Foreign Ministry, Economic Policy Department) 11 and 21730/1959.

Although quite a few plans for trade and wider financial connections with all the Danubian countries were mooted, Britain soon showed a particular interest in Vienna, where the banks had lost the waning support of Germany, which meant fruitful opportunities for investment—important from the point of view of both political and economic strategy.

“... but it seems almost inevitable that Vienna must remain in the future, as in the past, the commercial and financial capital of the congeries of States which once formed the Austro-Hungarian Empire. Vienna owes this to its position on the Danube, to the railway system of the old Empire of which it is the centre and to the fact that practically the entire banking system was in Habsburg days concentrated in the city. If we obtain a strong position in Vienna we immediately strengthen our position in Bohemia, in Hungary and even in Yugoslavia. All these countries wish to trade with us, and we shall be able to facilitate regular interchanges between the various States thus helping to solve one of the great problems of Central Europe while profiting ourselves at the same time.”<sup>8</sup>

So the invasion was primarily launched to obtain control over existing companies or to acquire a shareholding in them. The injection of capital was relatively cheap because of the capital scarcity caused by inflation and by devaluation. These each had their own economic significance. But in most cases the British plans for full economic control over the area either failed or succeeded only partially. In the summer of 1919 an idea arose that shipping on the Danube should be controlled by Britain, in which there would be both strategic and economic advantages to be gained. The political advantages were clear enough: control over the Danube would lead to a reversal of Germany's economic influence and prevent further German intrusion. The financial syndicate formed to accomplish this—the River Syndicate Ltd—wished to acquire the shares of the Austrian, Hungarian, and south German shipping companies and later by setting up a trading company to obtain shares in suitable industrial companies as well.

Although this venture was partially realized after long delays, the process showed clearly all the difficulties and contradictions that stemmed from a collision of opposing interests. The foreclosure rights of the Reparations Commission, which extended to Danube navigation, first had to be suspended so as to ensure the venture would not be burdened by any special levies, etc. This was partially achieved, and in summer 1920 the Austrian government and the previous owner, the Bodencreditanstalt, consented to the acquiring of a 30% share in the Austrian company. At the same time the shares of the Viennese company and 48% of the shares of the Hungarian company were also acquired. But the Czechoslovak, Yugoslav and Romanian demands for reparations were still unfulfilled, and the only solution was

<sup>8</sup> Documents on British Foreign Policy 1919—1939 (hereafter DBFP) 1st series, Vol. VI, pp 154—5.

repeated compromises whereby the majority of shares and the actual management remained in the hands of Romanians, Yugoslavs, etc.<sup>9</sup>

As for the Hungarian company, (*Magyar Folyam és Tengerhajózási Társaság*) it signed the basic agreement on April 19, 1920. The Hungarian government guaranteed a licence and state subsidies for 20 years and in exchange the River Syndicate bought up 144,000 shares for sterling and undertook the running of the ships and the supply of fuel. The Hungarian treasury and some large Hungarian banks had stakes in the company and Britain was represented on the board by a quarter of the directors, so that by law the company remained Hungarian.<sup>10</sup>

Although the British had not obtained full control over Danube shipping, which was in any case not decisive in the exchange of goods, their efforts inspired the French to devise a far more comprehensive and daring plan. If Britain considered Vienna her most important centre of influence, the French considered Budapest theirs. In spring 1920 they began a broad economic and political offensive, whereby in exchange for certain political concessions (revision of the territorial terms of the peace treaty) they demanded a lease on the Hungarian railway system, a concession to build the new Danube free port and the handing over of the state ironworks, and a share in the major Hungarian bank, the *Magyar Általános Hitelbank* (Hungarian General Credit Bank). These were all to be placed in the hands of the French firm of Schneider, which established a separate holding company, the *Banque de l'Union Européenne Industrielle et Financière*, for its south-eastern European business.<sup>11</sup> The French conception was clear: having gained strong positions in Poland and Czechoslovakia, they wished to achieve the same in Hungary by excluding the Germans and so taking over the economic and political direction of south-eastern Europe.<sup>12</sup> They planned a kind of economic alliance in which Budapest would play a leading role.

The French Foreign Ministry, which supported the penetration of the Schneider group, took several initiatives towards achieving French hegemony, for which it very early expressed a desire. In autumn 1918 it was already pointing out that "Romania is one of the countries which should naturally come under France's economic influence".<sup>13</sup> The French demand for both political and economic

<sup>9</sup> The negotiations and transactions are described in detail on the basis of British Foreign Office records in RECKER: op. cit., p. 75 ff.

<sup>10</sup> OL Hitelbank okmánytár (Credit Bank, Collection of Documents). Z51/5.

<sup>11</sup> BOUVIER, T.: *Un siècle de Banque Française*. Paris, 1973, p. 264.

<sup>12</sup> Misgivings were expressed within the Hungarian government about the transfer of the shares in the Hitelbank, one minister remarking that "up to now we have born with the House of Rothschild and from now on we can bear with the French." KARSAI, E.: Számjel távirat valamennyi magyar királyi követségnek (Chiffre Telegram to all Royal Hungarian Embassies), Budapest, 1969, p. 40. Of the numerous studies on the French endeavour in Hungary, the two most recent are ORMOS, M.: 'Francia-magyar tárgyalások 1920-ban' (Franco-Hungarian Negotiations in 1920) in *Századok* 1975/5-6; ADÁM, M.: 'Duna konföderáció vagy Kisantant' (Danube Confederation or Little Entente) in *Történelmi Szemle* 1977/3-4.

<sup>13</sup> Quoted in ORMOS, M.: 'A belgrádi katonai konvencióról' (On the Belgrade Military Convention) in *Történelmi Szemle* 1979/1.

hegemony embraced the whole of south-eastern Europe, and French foreign policy, which at the time was almost equally antagonistic towards Soviet Russia and Germany, was seeking the decisive links in the chain of a system of hegemony. But in the autumn and winter of 1918 France was still not inclined to consider seriously the offer made by the new Károlyi government, which had come to power by a democratic revolution. Subsequently France was the chief advocate of intervention against the Republic of Councils, which it saw as a revolutionary danger and a danger of Hungarian nationalism as well. But the offer made by the counter-revolutionary government of Hungary in 1920 was received favourably. France showed an inclination to grant the Hungarian government concessions as long as Hungary was prepared to act as the main bastion for the French in the Danube Basin. It is not clear how seriously France's foreign policy-makers considered breaking to a degree with the principles followed in 1918–19 (i.e. viewing the new national states as the main support for a security system under French hegemony) and reverting to Hungary as the catalyst for a type of confederation of mutual co-operation scheme that would not amount to a revival of the Monarchy but would by no means disregard the mainly economic advantages the Monarchy had possessed. Maybe the French foreign policy had realized that national and economic conflicts prevented a scheme for full unity being achieved in Czechoslovakia, where the counterweight of British capital was in any case too big. So reliance on Hungary (which now represented a strong supporter of the struggle against revolution, stronger than her neighbours both militarily and in terms of economic development and occupying geographically a central position in the Danube Basin) may draw to the French camp the most important eventual opponents of the Danubian co-operation under French leadership.<sup>14</sup>

But there were too many weak points in the French plans for even temporary advantages to be gained. By promising Hungary certain border adjustments, a more lucrative prospect for the government than the all too dubious economic advantages, France was really promising more than she had the power to give: neither Hungary's neighbours nor France's partner great powers were at all inclined to change the peace treaty terms, which in any case accorded very largely with what France herself had insisted upon. It is hard to say whether the claims of economic advantage were similarly beyond France's power to deliver because the plan was never instituted; the other great powers raised objections out of unwillingness to see France gain hegemony on such a scale. When the first news of the negotiations leaked out the other great powers hastened to assist in thwarting the plan by protesting on the grounds of the peace treaty.

As early as the beginning of May 1920 the British Foreign Office had heard from their Budapest representative Hohler that the French had promised the Hungarian government to "use our best endeavour to obtain the eventual retrocession to Hungary of parts of Czechoslovakia and Transylvania" in exchange for control of

<sup>14</sup> CARMÉ, O.: *La Grande Bretagne et la Petite Entente*, Haifa, 1972.

the Hungarian railways and tobacco *régie*. When questioned, the Hungarian prime minister told the British envoy the French had presented their proposal as though it were made, if not with British approval, at least with a measure of British concurrence. On June 3 the British government instructed Hohler to convey an official protest denying any concurrence whatsoever and stating that the agreement was seen as a violation of the peace treaty since the Reparations Commission had a right of foreclosure on the Hungarian railways.<sup>15</sup>

The British note did not change the situation significantly. News of the negotiations became more and more frequent and a succession of initiatives were taken, including a plan of a 250 million franc credit. The French concessions would have consisted of border adjustments at Pozsony (Bratislava) and Kassa (Košice) and autonomy for Transylvania. In mid-July the Hungarian government announced the planned agreement officially, adding that it depended upon three conditions: 1. the approval of Parliament, 2. the approval of the Entente and 3. the revision of the borders.<sup>16</sup>

It was as much a foregone conclusion that the first condition would be met as that the second and third had very little chance. Anyway, Britain tried to stimulate the third interested partner, Italy, to make a protest (to her ally, the French government), the only trouble being that there was still insufficient information on which to base the protest, although in mid-July information had arrived from Washington too, saying that the French minister had told the secretary of state that the Schneider group would take over the Hungarian railways. However the Americans declared no interest in the matter.<sup>17</sup>

Britain's position was totally negative, but she sought a formal reason for a meeting. She was afraid "the French will promptly reply we are following the example of the (British) River Syndicate Ltd,"<sup>18</sup> a supposition strengthened by the reply the Italian Ceruti received when he protested to the Hungarian foreign minister: he was told the agreement could be considered equivalent to the one by which Danube shipping was connected with British interests.<sup>19</sup>

British nerves were further set on edge by a report dated July 27 in which it was stated that a Hungarian banker had told the British envoy in Budapest that Comte Saint Saverin and M. Daudet, who were negotiating in Budapest on behalf of the Schneider group, had made an economic and territorial offer that would be marvellous even if only half of it were ever realized.<sup>20</sup>

<sup>15</sup> OL Filmtára (Microfilm Collection) 25538. Foreign Office (hereafter FO) 371 (5737): the summary memorandum of September 6, 1920 on the Franco-Hungarian negotiations.

<sup>16</sup> Ibid. 25528 FO 371 C 1761: report by Athleton Johnson on July 3, 1920.

<sup>17</sup> Ibid. 14083. FO 371 C 1237: report of July 11, 1920.

<sup>18</sup> Ibid. 14083. FO 371 C 137: exchange of letters with the British ambassador in Paris on June 29, 1920.

<sup>19</sup> Ibid. 14083. FO 371 C 664: report by Athleton Johnson on July 5, 1920.

<sup>20</sup> Ibid. 14083. FO 371 C 2808: report by Athleton Johnson on July 24, 1920.



At last, in September, the British Foreign Office decided to take a decisive step. By that time the British Board of Trade had also gone on record as considering that the agreement—as far as was known—was not merely of political concern but detrimental to Britain's economic interests. The British ambassador in Paris pointed out, "Rumours of these negotiations have been daily gaining ground and I think the time has come when it is desirable that the French Government should be asked to state definitely what truth there is in them".<sup>21</sup> Naturally the French answer was negative. There had been negotiations, they said, but no agreement had been reached; the talks had only been between firms, just as they had in the case of the British River Syndicate Ltd.<sup>22</sup>

Ultimately the French failed to penetrate. In the autumn of 1920 reports spoke of the cooling of relations between France and Hungary and of the Hungarian government and business circles turning to Britain instead, which looked economically more promising, although territorial concessions could not be expected from the British since the peace treaty was about to be ratified and it was in any case unlikely that the French would allow such steps to be taken. London's leanings were clear, although the Hungarian Foreign Ministry did not fully realize how nervous Britain felt about the Franco-Hungarian negotiations. This was only referred to in Athleton Johnson's report of December 4, 1920, in which he recalled that the British Embassy in Budapest had sent 13 telegrams, 11 urgent messages and 32 other reports of various kinds to the Foreign Office about the matter.<sup>23</sup> Of the great French economic plan all that was achieved was an 18% shareholding in the *Hitelbank* (purchased cheaply through a scrip issue) and the concession to the Schneider group to develop the free port of Csepel. The French insisted on the free-port concession as a counterweight to the British control of the Danube, which they had obtained by acquiring majority shares in the Austrian Danube Steam Shipping Company and the MFTR.<sup>24</sup>

In 1921 the Schneider option had to be repeatedly renewed; early in 1922 the Hungarian Council of Ministers eventually came to a decision on the Schneider idea, whereby the French would get a 50-year concession to develop the free port of Csepel, 40% of the finance being provided by the Hungarian state, and 40% of the company's shares remaining in French hands. It was also agreed that the revenue of the port should be channelled into the joint stock company and the proceeds divided between the French financial consortium and the Hungarian state in predetermined proportion.<sup>25</sup>

<sup>21</sup> Ibid. 25528. FO 371 C 5737: note by E. Phepps, British ambassador in Paris, September 4, 1920.

<sup>22</sup> Ibid. 25328. FO 371 C 8411: note of October 8.

<sup>23</sup> Ibid. 25528. FO 371 C 13696.

<sup>24</sup> Archives Diplomatiques, Ministère des Affaires Étrangères, Paris, Europe 1919—29 (hereafter AD-E), Hongrie 84.

<sup>25</sup> OL: minutes of the meeting of the Council of Ministers, February 3, 1922.

The government granted their assent to the plan on February 10, 1922, but for it to be put into practice the permission of the Reparations Commission was required, which of course depended largely on the French. It was now unlikely that the British would protest, so the outcome was mainly dependent on Italy and the states of the Little Entente, which were coming under increasing French influence. The Schneider group used the delays as a means of blackmailing the Hungarian government: they asked for an interest-free advance and declared that the Hungarian government should repay half the costs, while the other half would be advanced at 60% interest until the agreement had been finally signed (which could only be done once the Reparations Commission had come to their decision). Hungarian government economists estimated that the Schneider firm was upping their charges 50% by this, but "from the political point of view it was undesirable" to break off connections with the French firm.<sup>26</sup>

The Reparations Commission discussed the matter in August 1922. The Italians supported it, the British protested, and the representative of the Little Entente was absent. The reason behind that absence was Beneš's desire to have a free port at Bratislava instead. Although Poincaré urged the Little Entente, particularly the Czechoslovaks, to take a stand, he was unable to make them do so until he had convinced the Schneider firm to apply some pressure on the basis of their huge interests in Czechoslovakia. Final approval was given on September 20, 1922.<sup>27</sup>

Further dragging of feet followed; the new contract was enacted on March 2, 1923. Of course the bonds (issued at a face value of 15m French francs) were placed at a high discount, so that in the event only 12.6 million francs flowed into the country at a cost of 15m francs.<sup>28</sup>

The port was completed only in 1927, obviously because of political disagreement between France and Hungary, and the Hungarian government's view of the connection with the Schneider firm was the following: "The importunities of French capitalism forced upon us a vast free port at enormous cost to the government. When one considers that the agreement obliged us to build far more and at far greater cost, collaboration with the French over the free port cost at least twice as much as if we had built it for ourselves. The outcome of the agreement with the French has been disastrous: not only did the French credit never enter the country, Hungarian funds of around 4—5 million gold korona left the country without any compensating advantage . . ." "In the *Vámmentes Kikötő Rt* (Customs Free Port Ltd), one party to the agreement, the Hungarian government, invested about 20 million pengő while the French group as the other party invested practically nothing (40 million paper korona). . ." "Since the French are not inclined to contribute to the running costs, we must break with them in a friendly way: buy out their stake and so free the country

<sup>26</sup> OL: minutes of the meeting of the Council of Ministers, July 1, 1922; the French angle is summed up in AD-E Hongrie 84, 20, 29, 42 and 45.

<sup>27</sup> See AD-E, Hongrie 84, 89 and 77.

<sup>28</sup> OL: minutes of the meeting of the Council of Ministers, July 4, 1924.

from a 50-year French option . . . ” “The question of rescinding the agreement with the French had already become topical when Hungary had to pay back the formal credit for developing the free port out of the large loan of the League of Nations . . . ” “We can expect nothing from the French towards raising the volume of our business on the Danube since it has become quite clear that they have neither vessels nor any other interests along the Danube.”<sup>29</sup>

Clearly the negative contribution of French capital to the development of the Hungarian economy was inseparably connected with the political reality that French foreign policy after 1921 consistently sided with the Little Entente and took a negative attitude towards Hungary. As one of the fathers of the Versailles system, France not unreasonably saw Hungary as an actual sworn enemy of the new set-up in the Danube Basin, and in defending the real or imagined political and economic interests of the Little Entente states, it made it difficult, although not impossible, for Britain and Italy to exert influence. While refraining from investing in Hungary herself, France went on to do her utmost to prevent other countries from investing there and contributing to the improvement of the Hungarian economy.

However, the failure of France's endeavours can hardly be explained by mistaken foreign policies and competition between the great powers. Economic factors in the narrow sense also prevented France from using Hungary as the route to economic hegemony in eastern Europe. The French economic situation, particularly in the early 1920s, did not constitute a sufficiently sound basis for treaties of alliance that relied upon French economic support, although France did manage to use her military and political superiority to obtain much of the economic ascendancy in the Danube countries from German and Austrian capitalism, which were weakened by the inflation. In 1919 the French capitalists pounced voraciously on the key economic positions in the Danube Basin so as to oust Vienna and Berlin. Inflation had made shares very cheap to buy and in the new situation the capitalists and governments of most countries were only too glad to shelter under the French umbrella. In Poland France managed to work her way into the oil industry and the banking network, in Bulgaria mainly into the financial system and the electrical and food industries, and in Czechoslovakia primarily into the metallurgical and chemical industries. One of the Schneider group's major achievements was that they managed to obtain an interest in the biggest industrial concern in the whole region; Škoda.<sup>30</sup> But it soon emerged that France was economically weakened, seriously in debt to the United States, and financially far less strong than she had been before the war, while the pre-war

<sup>29</sup> OL: minutes of the meeting of the Council of Ministers, September 30, 1927.

<sup>30</sup> TEICHOVA: *op. cit.*, p. 93; see also TEICHOVA on Czechoslovakia, I. DAMIANOV on Bulgaria and P. PAWLOWSKA on Poland in LÉVY-LEBOYER, M.: *La position internationale de la France*. Paris, 1977. In 1940, when the Germans were dictating ceasefire terms to the French and attempting to seize French assets in eastern Europe, they did not hesitate to cite 1919 as a justification for their action. Herman, a member of the German delegation, remarked: “In 1919 you struck a good bargain. Now it is our turn.” (Quoted in Milward, A.: ‘Le placement français à l'étranger’ in *La position...*)

hegemony of Berlin and Vienna had been founded on a clever combination of providing credit and commodity markets, which France was quite unable to match.

Apart from these quite cheaply acquired interests, which were to prove highly profitable later, France was unable to invest capital sums that could even marginally contribute to the strengthening of the economies of the Danube countries, for the war had left France with grave debts and a sizeable area of the country had been subjected to serious war damage which would require a large expenditure of capital to make good. The French had hoped that Germany's reparations would cover the costs, but the payments trickled in far more slowly than expected. Before the war France had been second only to Britain as an exporter of capital, but during and after the war most of these foreign assets had melted away. Estimates vary considerably, but the consensus is that around 50% (\$4.0—4.5 million) of French capital investments abroad were lost, almost the half of that being capital invested in Russia and expropriated by the socialist revolution.<sup>31</sup>

In 1919 the French capital balance showed a surplus of \$1420 million, and in 1920 \$935m, half of which (about \$500 million) came from American credit, mainly in the form of food supply. In fact after the war France did not have sufficient capital to grant sizeable loans. In 1919 only the United States was able to provide long-term credits; Britain recommenced credit activity in 1920, while France was still forced to make substantial imports of capital. The war had left France with debts of \$6.6 billion,<sup>32</sup> mainly to the United States and Britain, a figure equal to about 80% of France's pre-war capital exports in gold francs. Subtract the capital assets lost and the indebtedness was in excess of the credit volume. In the immediate post-war years huge sums went on servicing these debts.<sup>33</sup>

The supply of credit to south-eastern Europe recommenced in the autumn of 1919, mainly in the form of food aid; France took no part at all. The biggest source was the United States (86%), followed by Britain (12%), mainly after summer 1919, and Canada (2%). France's proportion of the credit provided to Austria was a little better (\$17 million), but this was still less than that provided by Italy (\$23 million), Britain (\$45 million) or the United States (\$24 million).<sup>34</sup> Part of the French contribution had

<sup>31</sup> The French balance of payments 1919—21:

	Balance of trade	Invisibles (in \$m)	Foreign exchange income	Capital loans	Misc.
1919	-2534	+ 510	+ 262	+ 496	+ 1266
1920	-1408	+ 439	+ 32	-167	+ 1104
1921	— 17	+ 393	+ 15	-108	— 284

(Source: La position . . . , p. 135)

<sup>32</sup> ALDCROFT, D. H.: *Die zwanziger Jahren*, Munich, 1978, p. 268.

<sup>33</sup> ARTAUD, D.: 'Les dettes de guerre de la France' in *La position . . .*

<sup>34</sup> NOTEL, R.: *International Capital Movements and Finance*, Oxford Papers in East European Economics 20, p. 4. The majority of the aid went to the four victorious countries: Poland (\$151m), Czechoslovakia (\$8.1m), Romania (\$51.9m) and Yugoslavia (\$43.9m).

been provided by the United States. If France was not in a financial position to strengthen her influence in south-eastern Europe by granting credits on a sufficient scale, one must also emphasize that she was unable to counterbalance her financial weakness by an effective foreign trade policy either. In April 1920 a committee of experts met in Paris at Britain's instigation to discuss the economic problems of the Danube Basin countries. It was considered that aid to these countries should aim at liquidating the donor's accumulated unsaleable stocks of goods<sup>35</sup> but France did not have sufficient stocks of that kind. Still less did she have an export surplus or import demand that could have provided significant stimulation to the economic development of the south-eastern European countries. Even though Britain's resources were not very great either and the initial grand plans and demands soon proved mainly illusory, Britain still had the economic strength to exert influence. But in France's case it soon emerged that her aspirations for hegemony would have to be satisfied by political and military means rather than economic. The alliance France built was of countries that wished primarily to use France's international influence to safeguard the *status quo*; economic factors were secondary. France's inability to secure territorial revision and lack of economic strength meant it was scarcely worth Hungary's while to look towards Paris, but if France could defend the successor states from the Hungarian revisionism they so feared, they in turn would be prepared to provide France with formal assurances against Germany and accept French hegemony even though it promised them little economically. The orientation of Czechoslovakia's foreign policy was an excellent illustration of the political priorities. At the beginning of 1922 Czechoslovakia's strongest ties were still with the British capital; British credits were flooding into the country and Britain was basing her policy in the Danube Basin first and foremost on the Czechoslovak foreign policy of Beneš.<sup>36</sup> But as soon as the French had given up their conception of unity in the Danube Basin and began relying entirely on the Little Entente instead of Hungary and identifying herself more strongly than Britain with the *status quo*, Beneš was ready to choose France rather than Britain, even though the economic prospects were less promising for the Czechs. This was, of course a fundamental contradiction in the French system of hegemony, and as time went by it showed up increasingly clearly. France made efforts to develop an economic foundation for her system of alliances, but all she could do was offer (inadequate) credits; she was unable to bind her partners to herself through a system of foreign trade relations. The contradiction in the French system of hegemony was not only her economic weakness (i.e. that as a leading power she could exert only political and not economic influence). France was undermining another possible factor of economic recovery, since her system of hegemony was rooted in the political discords of the Danube Basin. As such it did not weaken but strengthen the political discord in the

<sup>35</sup> PETRI, N.: *La reconstruction financière de l'Autriche 1921—22*, Geneva, 1970, p. 29; RECKER: *op cit.*, p. 131.

<sup>36</sup> OL Filmtára FO 371.

region, so making still more difficult the economic co-operation and stabilization which the countries belonging to the French alliance system would also have been interested in.<sup>37</sup>

Hungary turned fairly decisively towards Britain once the French plans had failed. Britain had been much stronger economically than France, even before the war. Though her economic and financial position had been shaken by the war, Britain still had greater resources. By 1920 Britain was following in American footsteps and stepping up her albeit still modest activities as a supplier of credit and aid.<sup>38</sup> Whereas pre-war France had played a secondary role in the economy of the region after Berlin and Vienna, not even that could be said of Britain. Only an insignificant fraction of Britain's capital placements had been in the region; and apart from the Romanian oil industry her stakes had been only sporadic. Neither Britain nor the Danube countries were short of ideas, but the whole situation was veiled in naivety and lack of information. So although Britain was doubtlessly going to pay more attention to the region than she had, the form that interest would take was still unclear and it was hard to know how capable Britain was of satisfying the economic needs of the region along with those of her enlarged colonial empire. But either political calculations or exaggerated hopes of profit (which businessmen and agents from the area who visited Britain tried hard to foster) led to strong British interest, if for no other reason than a desire to balance excessive French influence and force back German positions. In September 1919, the British Foreign Office was already thinking of sending a small economic mission to Hungary mainly to enquire about shipping on the Danube even before the Hungarian government had been recognized.<sup>39</sup> From the autumn of 1920 there were increasing reports of deals by British capitalists in Hungary, and leading Hungarian businessmen proposed that a British-Hungarian trading company should be formed.<sup>40</sup> A succession of representatives of Hungary's leading banks went to London: negotiations began at Christmas 1920 with directors of the *Hitelbank* (Credit Bank),<sup>41</sup> and in September 1920 with Gyula Waldek, a director of the *Pesti Hazai Első Takarékpénztár* (First Domestic Savings Bank of Pest) and a representative of the *Hatvany Deutsch* firm.<sup>42</sup> In autumn 1920 a representative of the Anglo-Persian firm

<sup>37</sup> For a rather different aspect of this, see GRAMML, H.: 'Europa zwischen den Kriegen', p. 272 in *Deutsche Geschichte seit dem Ersten Weltkrieg*, Stuttgart, 1971.

<sup>38</sup> Britain had not suffered from direct war damage, and even during the war she had been a net exporter of capital: according to various sources she lent \$9 billion and borrowed \$7.7 billion. Undoubtedly she was obliged for a time to write off a proportion of her foreign claims, and she had of course lost her investments in Russia. See MORGAN, E.: *Studies in British Financial Policy 1914—1925*, London, 1952. Her average import surplus in 1919—20 was £341m, but this was well covered by her invisible exports (£394m). JOHNSON, W., WHYMAN T. and WYKES G.: *A Short Economic and Social History of Twentieth Century Britain*, London, 1967, p. 113.

<sup>39</sup> DBFP, 1st series, Vol. VI, September 19, 1919.

<sup>40</sup> OL Filmtára 25534 FO 371 C 9305.

<sup>41</sup> Ibid. C 7572.

<sup>42</sup> Ibid. C 7717.

began negotiating for oil-prospecting concessions in Hungary.<sup>43</sup> Not long after, Marconi Wireless and Co. began negotiating to develop Hungary's post-office equipment. The company headed a consortium which had already acquired Hungary's fifth largest bank, the *Magyar Bank és Kereskedelmi Rt.* (Hungarian Banking and Trading Co. Ltd), whose capital had been doubled and name changed to the *Angol-Magyar Bank* (Anglo-Hungarian Bank).<sup>44</sup> The director of the *Földhitelintézet* (Land Credit Institution) went to London for a loan, and Simon Krausz, a well-known dynamic businessman, told a British diplomat that in view of the bankruptcy of the French financial consortium the Hungarian government would like to obtain a £10m loan from Britain secured by Hungarian railway and customs revenues.<sup>45</sup> Nothing else could better indicate the interest of the British Foreign Office than their reproof of the agent for reporting such an important matter in a letter instead of a telegram.<sup>46</sup> At the beginning of 1921 secretary-of-state Lajos Walkó travelled to London to negotiate a settlement of national debts. He was accompanied by representatives of the two largest Hungarian banks, the *Hitelbank* and *Kereskedelmi Bank* (Trading Bank). As reported at a meeting of the Council of Ministers, the two bankers would "attempt to establish connections with financial groups over there".<sup>47</sup>

In Romania, British capitalism primarily expanded its interests in the oil industry, gaining a dominant stake in companies like the Anglo-Persian, the Astra Romania and the Steawa Romana, while Vickers acquired a majority stake in the largest metallurgical company, the Resica Works. British capital also penetrated the Yugoslav mining and metallurgical industries.<sup>48</sup> All these groups earned substantial profits, but apart from foreign policy support for these capital investments, there was still no clear conception of the position Britain should take in the region's system of economic and political interests. Ignoring for a moment the wild schemes and plans for a quick looting, some basic criteria slowly began to crystallize. It was clear that some presence and economic participation in the region by Britain was required mainly from the point of view of foreign policy, to head off Bolshevism and the danger of revolution of which men like Keynes warned and to balance the influence of the French and perhaps the Italians. On Britain's initiative a monetary conference was held in Brussels on September 24, 1920, at which the economic reconstruction of the Danube countries

<sup>43</sup> Ibid. C 11713.

<sup>44</sup> Ibid. C 8

<sup>45</sup> OL Filmtára 25528 FO 371 C 5704; BEREND, I. T. and RÁNKI, Gy.: *Magyarország gazdasága az első világháború után* (The Economy of Hungary after the First World War), Budapest, 1966, p. 103.

<sup>46</sup> OL Filmtára 25534 FO 371 C 7783.

<sup>47</sup> BEREND, I. T. and RÁNKI, Gy.: *Magyarország gazdasága az első világháború után* (The Economy of Hungary after the First World War) Budapest, 1966. p. 103.

<sup>48</sup> WENDT, B. T.: *England und der deutsche Drang nach Südosten. Kapitalbeziehungen und Warenverkehr in Südosteuropa zwischen den Weltkriegen* In: IMANUEL GEISS—BERNDT JÜRGEN WENDT (ed.): *Deutschland in der Weltpolitik*. Düsseldorf, 1973., DBFP, Series Ia, Vol. VI, Document 74: memo on British industrial interests.

was discussed. The plan decided upon clearly reflected the illusion of politicians and economists of the great powers that pre-war economic relations might be restored. Like the British domestic economic plan based on the 1918 report of the Cunliffe committee, this plan too was entirely orthodox in wanting to restore the gold standard. It was built upon the traditionally stable relations from which south-eastern Europe was much further removed than Britain, and which would have demanded firm credits and traditional credit direction activity by the national banks. The credits would have covered the purchase of raw materials and other goods required urgently. But from the point of view of both sides the plan was built upon sand. On the one hand the south-eastern European countries, with their inflation and the virtual collapse of their post-war economies, would scarcely have found the plan sufficient even under normal conditions. On the other, there was no way of ensuring the credits, since Britain's private sector was not willing to risk large sums on unsecured investments and the Treasury had made clear it would only provide support where additional exports would be ensured; it would not incur any liability that might entail a further dollar burden.<sup>49</sup> British plans were mainly centred around Vienna, whose special leading position even after the political break-up of the Monarchy it was felt should be "made use of", as should its geographical position on the Danube at the hub of the railway system connecting east with west and north with south. This latter factor allowed Vienna to retain its central role in communications and finance and so Vienna should be paid more attention to than any other place in this part of Europe.<sup>50</sup> A plan was worked out for a consortium of British to take control of the British-Austrian Bank and open credit institutions in each of the successor states so as to expand activity over the whole region. (They did in fact found a British-Czechoslovak bank, and as has already been mentioned, a British-Hungarian Bank, both of which became leading credit institutions in their countries.)

But it was soon realized in Britain as well that settling the economic problems of south-eastern Europe posed far more serious difficulties than had been expected. Here and there financial groups were involved in smaller businesses, making swift, inflationary profits or occupying key positions, but private capital as a whole was not risking long-term loans with the political situation so unstable, the liabilities for reparations unsettled, and inflation rates rising and disturbing the affairs of national finance. In any case, should support for a financial transaction come from the British Foreign Office for political reasons or the Board of Trade with an eye to export potential, warning words would come from the Treasury, which was endeavouring to improve the balance of payments and achieve a rise in sterling's parity with gold. For example, when at a meeting of the allies on January 25, 1921 the financial position of Austria was discussed and Seydoux, a member of the French delegation, pointed out that Austria required a loan of \$250 million, of which \$40 million was extremely

<sup>49</sup> RECKER: *op. cit.*, pp 134—43.

<sup>50</sup> DBFP, 1st series, Vol. VI, Document 112.



urgent, Lloyd George recalled that the British had been the main providers of aid up to then and pointed out that national loans to Austria were quite out of question.<sup>51</sup> Britain was the first country to announce that she had no claims on Austria either for the costs of the occupation or for war reparations; other countries either failed to follow the British lead or did so very reluctantly, and no other serious move was made. Although on March 14, 1921 the Austrian government decided to obtain an international loan through the League of Nations,<sup>52</sup> it took a great deal of negotiating and time before it was obtained.

However, by the second half of 1921 the British view had begun to crystallize: 1. the region as a whole had to be strengthened economically; 2. the situation could only be improved through a comprehensive programme of stabilization; 3. the stabilization of south-eastern Europe was part and parcel of European stabilization; 4. that stabilization should be linked to the stabilizing of Germany within certain bounds and the precluding of any kind of hegemony (French domination).

There were several major obstacles to achieving a programme of that kind. First of all it was not clear to what extent Britain wanted competition with the French to hinder the Germans as Britain felt a French presence was necessary to block the Germans' likely attempt to make a reappearance. Their growing efforts towards *Anschluß* with Austria were firmly repulsed under pressure from the British. On the other hand this line of argument was strengthened by the recognition that the markets of central and south-eastern Europe were important for the development of European industry, the same circumstances that created misery and hunger in the east created long-term unemployment among the industrial population of western Europe.<sup>53</sup> In contrast to this, the Danube Basin was still being considered secondary to British interests. It was remarked that important distinctions could be seen between Britain's interests in eastern and in western Europe and in the nature of her influence and penetration into the two regions. In general it was considered that the British were partners in western Europe, whereas their role in eastern Europe might be compared to that of a curious but disinterested friend.<sup>54</sup>

On another occasion it was remarked that British policy in the Balkans was no more than that of an interested and benevolent spectator. If they have to, they press the break: if necessary they help.<sup>55</sup>

Obviously those remarks were exaggerated: the British were far from disinterested in the region's affairs, but the British never attributed primary importance to the region, unlike Germany with her continental and France with her principally continental policy. What is more, from 1922 onwards Britain took the

<sup>51</sup> DBFP, 1st series, Vol. XV, p. 20.

<sup>52</sup> Ibid. p. 436.

<sup>53</sup> DBFP, 1st series, Vol. XV, p. 8: Lloyd George at the conference in Cannes.

<sup>54</sup> RECKER: op. cit., p. 217.

<sup>55</sup> CARM: op. cit. p. 46.

leading part, at least in economic questions. To do so they had had to overcome Italy's feeble attempts at a measure of hegemony or some effective economic and political influence (pursued with little regard for actual power relations) and Germany's stubborn rearguard actions and periodically renewed attempts to salvage something from the ruins of their *Mitteuropa* plan.

On a scale that accorded with their economic capabilities, the Italians also strove to acquire cheap shareholdings in the Danube countries. The consortium grouped around the *Banca Commerciale Italiana* and headed by Kamillo Castiglione, acquired the Hungarian *Fabank Rt.* (Timber Bank Ltd) along with it 32 companies in the timber industry, some located in Romania or Yugoslavia. The same consortium became active in Austria, and also set up the *Olasz—Magyar Bank* (Italian–Hungarian Bank) in 1920.<sup>56</sup> Of course Italy was far too weak financially to hope for success, even if there had been no French and British competitors to overcome. In 1918, Italy's trade deficit was 7826 million lira (in 1914 it had been 459 million lira) and whereas in 1914 the balance of payments had showed a slight surplus, in 1918 it was in deficit to the tune of 10,953 million lira. Italy's war debts to the United States and Britain stood at \$4 billion, and state income in 1918 was covering only 30% of expenditure. The inflation rate was rising fast: in 1919 the lira lost half its dollar value, by the summer of 1920 it had halved again.<sup>57</sup> Although inflation stimulated speculation and large ventures by big financial groupings, Italy's strength was more obviously in the political and diplomatic fields than in the economic. Having tried to become an independent force, Italy was compelled by the strength of British and French influence to identify herself with the interests of one or the other and increase her international standing by voting with first one side then the other on international bodies. By her diplomacy Italy would have liked to exert influence at an international meeting aimed at an economic settlement in the Danube Basin, a proposal first mooted in the autumn of 1920. But of course no one could agree on an agenda or a venue. Beneš initially favoured bilateral negotiations instead, while the Hungarian government, though sympathetic to the idea of a conference, made their participation subject to the venue for the conference. At a preliminary conference in January 1921, foreign minister Sforza, seeming to defend the interests of the countries of the region, proposed that only the successor states should have voting rights at the conference. Of course that proposal was easily countered by Britain, who announced she was only ready to take part in conferences at which she had equal rights with the other participants. As it was clear that without Britain there would be no conference, Italy backed down.<sup>58</sup> No less successful were other Italian manoeuvres aimed at bringing the conference under Italian domination, such as

<sup>56</sup> BEREND, I. T. and RÁNKI, Gy.: *Magyarország gazdasága az első világháború után* (The Economy of Hungary after the First World War), p. 109.

<sup>57</sup> For the figures see de ROSA, L.: *La rivoluzione industriale in Italia e il Mezzogiorno*. Bari, 1973, pp. 152–4.

<sup>58</sup> AD—E, Hongrie 82/94.

proposals as to its timing. At the meeting in the Porto Rose the Italian proposals (either on the rearrangement of transportation in the Danube Basin, on favours these countries would provide for each other, or on other questions) were made with a view that "Italy should acquire serious political influence and economic advantages at the expense of France. The aim is to prepare an economic and railway agreement between the seven countries so as to connect them to Rome,"<sup>59</sup> reported Fatou, the French delegate at the conference. A few days later he commented in the same tone: "Yesterday's discussions again proved Rome's desire to group the central European states around Italy."<sup>60</sup> France emphasized her natural support for the idea that the Danubian countries should reach agreements with each other, so that the tangled relations would be restored. But France disagreed with any special preferential agreements (withouth which any mutually beneficial economic relations would actually have been scarcely possible), since they would not apply to other countries and so formally violated the relevant articles of the peace treaty. But the agricultural concessions the industrial countries of the region might provide under equal terms to all would have tended to favour overseas countries rather than south-eastern Europe, just as the industrial concessions the agricultural countries in the region might offer under equal terms would have favoured the industries of Britain, France and Germany more than Czechoslovakia's and still more than Austria's.

In essence the standpoint of the French (or come to that of the British or the Italians) was clearly expressed in the instruction sent by the French government on November 11, 1921: "Secret. Of course any likely agreement has to rule out an economic union in which Italy might gain a leading role."<sup>61</sup>

So unsurprisingly the conference ended without achieving anything, as opposition from either the participating Danube countries or Britain (or sometimes the two together) was practically invincible. From 1922 onwards any Italian leading role dropped from the agenda just like the unsuccessful German rearguard actions. A last-ditch attempt was made at the meeting in Cannes in January 1922, at which the Italians tried to draw Austria into their sphere of interest.

Germany's defeat in the First World War had naturally put an end to her plans for world hegemony. The vast majority of Germany's foreign assets and capital investments had been lost.<sup>62</sup> But almost concurrently with the defeat there had arisen an attempt aimed at saving as far as possible the positions in south-eastern Europe at least. A prominent representative of German big business, Helfferich, expressed this very clearly, stressing that these positions could provide the starting point "from which Germany may recover her economic strength and then regain her old power to seize the world. Even at the very beginning we have to attempt to develop our economic

<sup>59</sup> Ibid. 82/91. For the British viewpoint see DBFP, 1st series, Vol. XX, p.

<sup>60</sup> AD—E, Hongrie 82/110.

<sup>61</sup> AD—E, Hongrie 82/110.

<sup>62</sup> RAYNEL, E.: *Les Réparations allemandes et la France*, Paris, 1947; KEYNES, T. M.: *The Economic Consequence of the Peace*, London, 1921.

relations with the world through the support of our economic bases in the east and south-east. But the means to achieve this goal, that is the *peaceful reconquest* of the world for the purposes of Germany's political and economic activity, can only be the development of our continental policy, which on the basis of our eastern and south-eastern positions must bring the countries of Europe together for joint, peaceful economic activity."<sup>63</sup> It became clear that German foreign policy would increasingly keep the concentrated and to an extent state-level application of economic political means to the fore when in 1919 the *Reichswirtschaftsministerium* relinquished one of its departments to the Foreign Ministry—which in fact heralded a separate economic policy department within the Foreign Ministry.

But in those years the Germans could hardly have entertained great hopes, given the opposition of French and British ideas. Germany's industrial production in 1918 was a mere 55–60% of its pre-war level, and in 1919 it sank further (to 37%).<sup>64</sup> Inflation grew graver and the shaken economy was burdened by reparation liabilities of inconceivable size. Compared with the victorious powers, both her material means and, obviously, her political position were extremely weak. Any idea of uniting south-eastern Europe under a kind of German leadership was a mere dream, as the successor states would not march with a Germany they were politically suspicious of and from which in the new situation they could expect little economically, since they owed either their very existence or significant territorial gains to the Entente victory and the Treaty of Versailles. So clearly the only two German positions suitable for salvaging were Austria and Hungary. Austria had shrunk from the centre of a European empire into a minor state. She had yet to discover her place in Europe and found an independent existence both politically and economically impossible. She came to the formal belief that *Anschluss* was the only solution. The social and political structure of Hungary, where the government had emerged out of counter-revolution, stood on the European right and unambiguously proclaimed that in foreign policy she opposed the Versailles peace system, since its territorial stipulations bore the most heavily upon her. It was logical that she should seek support from Germany, and no coincidence that Hungary was among the first countries aiming at establishing regular economic relations with Germany after the war.

The Hungarian consulate in Berlin started operating in November 1919, and steps were soon taken to establish economic relations.<sup>65</sup> Even in the poor economic situation after the war, it was very important for Germany, and particularly for her future, to ensure export markets. "We have on several occasions drawn attention to the ambitions of the Entente states, primarily Britain and Italy, to secure Hungarian

<sup>63</sup> ZSIGMOND, L.: A német imperializmus újjáéledésének gazdasági és nemzetközi tényezői (The Economic and International Factors in the Resurrection of German Imperialism), Budapest, 1961, p. 60.

<sup>64</sup> NUSSBAUM, M.: Wirtschaft und Staat in Deutschland. Weimarer Republik, Berlin, 1978, p. 14.

<sup>65</sup> Magyar Külkereskedelem (Hungarian Foreign Trade—hereafter MK), December 1, 1919.

markets for themselves and to push Germany out of Hungary,”<sup>66</sup> the German consul-general in Budapest wrote in his report on December 18, 1919, urging that economic relations be established. Accordingly, in February 1920 von Stockhammern, the head of the central Europe and Balkans group at the German Foreign Ministry, initiated negotiations towards a German–Hungarian trade agreement. As no such agreement could be signed before the peace treaty had been ratified, the Germans proposed in principle that a Hungarian delegation should travel to Berlin right after the ratification of the Hungarian peace treaty, to sign a temporary trade agreement.<sup>67</sup> Before negotiations started on May 25 an organization representing German big business, the German–Austrian–Hungarian Economic Association, sent a memorandum to the German Foreign Ministry expressing its standpoint on the future agreement. This was accepted by the German government agencies and can be summed up as follows: the Hungarian government’s list of goods that could enter the country tariff-free had to be expanded to include further industrial goods like machines and luxury articles, and in exchange Germany allow all foodstuffs and food products to be imported from Hungary.<sup>68</sup> The negotiations resulted in a temporary agreement on a most-favoured-nation basis, signed on June 1, 1920 and brought into force in December.<sup>69</sup> It was one of Hungary’s first trade agreements; by the autumn of 1920 similar agreements had been signed only with Switzerland and Italy.<sup>70</sup>

As early as September 1920 a delegation of 18 leading German firms were already studying the market in Hungary and the Balkans, with a view to practical trade relations. The delegation, which was led by Count Budingen, mainly wanted to provide machinery and pharmaceuticals in exchange for Hungarian foodstuffs.<sup>71</sup> While the Germans could offer immediate delivery of the industrial articles, the food shortage in Hungary meant it was not possible for them to deliver for the time being. So to solve the problem of payment a German–Hungarian syndicate was established. Its Hungarian side was formed on July 6, 1920 and headed by the *Kereskedelmi* (Commercial) *Bank* with participation from *Hangya*, the *Áruforgalmi Rt.* (Goods Trading Co. Ltd), *Élelmiszerszállító Rt.* (Food Distribution Co. Ltd), and the *Városfejlesztő Rt.* (Urban Development Co. Ltd). The German side was formed a week later with participation by various trading syndicates and headed by the *National Bank für Deutschland* and the *Dresdner Bank*. The joint syndicate set up the *Externa* (later *Nostra*) *Kereskedelmi Rt.* (Trading Co. Ltd) in Budapest, whose task was to settle the financial problems of the German commodity credits.<sup>72</sup>

<sup>66</sup> Deutsches Zentral Archiv Potsdam (hereafter DZA). Auswärtiges Amt. Abt. II. 40 835/1.

<sup>67</sup> OL Küm. Gazd. pol. o. Német dosszié (German File), p. 646.

<sup>68</sup> DZA. Auswärtiges Amt. Abt. II. 41278.

<sup>69</sup> OL Küm. Gazd. pol. o. Német dosszié, pp. 464 and 654; Vegyes II/7 p. 180.

<sup>70</sup> MK, October 28, 1920.

<sup>71</sup> DZA. Auswärtiges Amt. Abt. II. 40834/1.

<sup>72</sup> DZA, Auswärtiges Amt. Abt. II. 40835/1. *Központi Gazdasági Levéltár* (Central Economic Archives), Kereskedelmi Bank (Trade Bank).

In those years trade with Germany did not yet influence other areas of the Hungarian economy. However significant German exports to Hungary were, one could not speak of any German monopoly over Hungary's imports, while Hungary's exports to Germany were on a level that did not tie Hungary's economy to German markets at all. This was all the truer since Germany's goods exports were not backed up by capital exports. Post-war Germany was unable to match her pre-war level of capital investments as 60% of those investments had been confiscated and the remaining 40% lost so much of their value that her remaining capital investments can be estimated at a tenth of the pre-war level.<sup>73</sup> Of course the German big business was far from willing to give up its economic positions in south-eastern Europe without a struggle. At the beginning of the 1920s German business made several attempts to gain new interests in the Hungarian engineering industry and credit organizations, to reinforce its weakened positions. One major attempt was the establishment of the *Magyar-Német Bank* (Hungarian-German Bank). Negotiations in the spring of 1920 led to the establishment of the bank in May with the *Magyar Hitelintézet* (Hungarian Credit Institution), the Austrian Industrial and Commercial Bank and a German business consortium as shareholders. In the following months German interests grew further. Management was in the hands of the Mannesmann group, represented on the board by Alfred Mannesmann. In fact the venture had aims beyond the bounds of the Hungarian economy. Through the bank the German industrial interests planned financial support in the Balkans as well as Hungary.<sup>74</sup> Around the turn of the century the Mannesmann group, which was a typical example of German big business, had developed huge interests in North Africa, most of which they had lost after the war. (For example the French, as victors, had obtained mining and other properties of Mannesmann's in Morocco.) The group had then devised a new plan to centre their interests on south-eastern Europe. At that time they were attempting to acquire Czechoslovak and Bulgarian interests,<sup>75</sup> and the venture in Hungary was also part of their plan.

Every item of news concerning the economic relations of Germany and Hungary was followed with concern by the business circles and foreign ministries of Britain and France. Political considerations were also involved, since the right-wing forces in Germany were known to have strong links with the leaders of the Hungarian counter-revolution. News leaked out about a variety of Bavarian-Austrian-Hungarian combinations newly allied against the Versailles system. Nor did it remain a secret that the heads of the German *Reichswehr*, including the person of General Seeckt, were nursing ideas of military co-ordination with Hungary with a view to altering the power relations in eastern Europe by aggressive means.<sup>76</sup>

<sup>73</sup> The Problem of International Investment, London, 1937, p. 131.

<sup>74</sup> Archive materials of the Dresdner Bank, Deutsches Wirtschaftsinstitut, Berlin, Press materials, 0508, Magyar-Német Bank.

<sup>75</sup> SCHWERING VON KROSIGK, L. GRAF: Die Große Zeit des Feuers. Der Weg der deutschen Industrie, Tübingen, 1958, Vol. II. pp. 464—5.

<sup>76</sup> See WILKER, H. M.: Seeckt, Frankfurt, 1967, pp. 322 and 351.

Among the papers of the French Foreign Ministry a whole series of reports on the German–Hungarian negotiations can be found, all agreeing that the French should follow developments with attention.<sup>77</sup> Many documents dealt with the establishment of the German–Hungarian Bank, particularly the interest in it held by Captain Erhardt, the notorious German right-winger, and the political aims the bank was also serving.<sup>78</sup> The papers of the British Foreign Office show similar concern. The German–Hungarian trade agreement was thought to be only a first step which would be followed by further attempts “to recapture and extend their former markets in Hungary, as well as further east”.<sup>79</sup> When the Franco–Hungarian talks on a takeover of the Hungarian State Railways had reached deadlock, the British were next concerned to find the railways negotiating a fairly large German loan, which might if successful damage the interests of the Vickers firm.<sup>80</sup>

Certain circles in Hungary were certainly striving to renew relations with Germany. Szterényi, the former minister of trade, visited Berlin in the autumn of 1920, and a letter from the *Chef der Heeresleitung*, to the German Foreign Minister, makes clear that he primarily raised the matter of why Germany was allowing the Entente to monopolize the Hungarian market; he insisted on the establishment of a German bank, which would invest in industry and exert influence on the Hungarian press and policy. According to the Foreign Ministry’s note: “*Meinen Zweifel darüber, daß Ungarn sich schon zu fest wirtschaftlich nach der Ententes festgelegt habe begegnete Szterényi mit Angaben über die Gegenwirkung Englands gegen französische Einflüsse.*” (Szterényi countered my misgiving that Hungary had already too closely attached herself economically to the Entente by providing data on the counter-moves by Britain to French penetration.)<sup>81</sup> Szterényi remarked that Teleki, the prime minister, had also encouraged him to establish relations. Other notes and Hungarian initiatives also included complaints that Germany’s interest was not active enough, “*als hätte es an Ungarn keinerlei politisches und wirtschaftliches Interesse*” (as if she had no political or economic interest in Hungary whatsoever).<sup>82</sup> But in the given situation the Germans could only act within the limits of the British–French differences. However, just before the Ruhr crisis, Stinnes, the uncrowned king of German inflation, attempted a new penetration into south-eastern Europe (Hungary); through the *Vereinigte Stahlwerke* he obtained control of the biggest Austrian-ironworks, the *Alpine Montan Gesellschaft* and set about acquiring a majority holding in Hungary’s leading ironworks, the *Rimamurányi Vasmű*. But in this latter attempt he failed. After the settlement of the Ruhr crisis it became clear that Germany’s financial and international political position precluded a penetration on this scale, even though the British standpoint on

<sup>77</sup> AD—E, Hongrie 81/5.

<sup>78</sup> Ibid. 79/33.

<sup>79</sup> OL Filmtára 25541 FO 371 C 11184.

<sup>80</sup> Ibid. 25534: report of November 15, 1920.

<sup>81</sup> OL Filmtára 10921 Német Külügyminisztérium (German Foreign Ministry) D 579635

<sup>82</sup> Ibid. D 578841.

Germany's role in south-eastern Europe was not unanimously negative. Lloyd George pointed out at the preparatory meeting in Cannes for the Genoa Conference that "if Germany and Central Europe remain in their present abnormal condition a new equilibrium which would provide a tolerable commercial prospect for Great Britain is impossible." "Germany is industrially, commercially and financially, an important factor in central and eastern Europe. Not only do her resources and her geographical position give her great importance, but she has in the past acquired knowledge and experience which are useful for the process of reconstruction."<sup>83</sup> By Britain it was stressed time and time again that she did not require the whole eastern European market; an appropriate proportion could be assured for the Germans, as compensation for their losses elsewhere. But at the beginning of 1922 the Germans were still unable to satisfy Austria's request for a substantial loan.

From 1922 onwards the key to the situation ended up entirely in Britain's hands. Austria's inflation was brought under control in 1922 by British financial aid, and British capital helped bring short-term stability to the Austrian economy. The Bank of England, the Treasury and the Foreign Office also assisted in the economic rehabilitation of Hungary. But in the economic rehabilitation of Austria resistance from Italy had to be repeatedly countered, as Italy would have liked to secure herself hegemony in Austria,<sup>84</sup> and if the French were willing to accept Britain's leading role in Austria to stave off the danger of *Anschluß* and secure Austria's independence, now the Italians and their allies in the Little Entente did all they could to hinder Austria's rehabilitation.<sup>85</sup> Although the economic rehabilitation of Austria and Hungary was essential for all economic reconstruction in the region, all plans that dreamt of any united economic conception for the Danube Basin were now in the past. Economically as well, the region had divided into two camps. Britain's economic power enabled her to counter France's ambitions for power, while France's economic weakness was compensated for by her political influence. On the one hand there was the Little Entente under French influence, and on the other there was Hungary and to an extent Bulgaria under British protection, so that a situation arose in which a settlement of the economic and political questions was still not possible even after 1923—4, when the strained relations between London and Paris on the German question had eased a little. Economic considerations were entirely subordinated to politics: although in

<sup>83</sup> RECKER: *op. cit.*, p. 172.

<sup>84</sup> See Italy's repeated interventions at the conferences of the Allied Powers. At the meeting on January 23, 1921, the Italian foreign minister Sferro explained that Italy claimed the deciding voice in Austrian affairs since his country had sacrificed the most in the war against Austria—Hungary. DBFP, 1st series, Vol. XV, p. 116.

<sup>85</sup> On the history of Austria's economic rehabilitation see PETRI: *La reconstruction financière de l'Autriche 1921—26*, Genève, 1970, which discussed Italy's role in detail. On Hungary's rehabilitation see ORMOS, M.: *Az 1924 évi magyar államkölcsön megszerzése* (The Securing of the Hungarian State Loan of 1924), Budapest, 1964; BEREND, I. T. and RANKI, Gy.: *Magyarország gazdasága az első világháború után 1919—1929* (The Economy of Hungary after the First World War 1919—1929), Budapest, 1966. A wealth of material on French foreign policy role is contained in the Geneva sessions of the League of Nations.



1922 it seemed that Czechoslovakia was ruled by British interests and that "Czechoslovakia provided the most chances for British investment in central Europe",<sup>86</sup> the Czechoslovak government was aligned with the now consolidating Little Entente and supported the French. Its opposition to Hungarian rehabilitation could only be overcome through the strongest British pressure.

The discord between the great powers on the one hand and the national hatreds, territorial disagreements and prestige considerations dividing the small states on the other made south-eastern Europe one of the major zones of tension in Europe.

But it would be a simplification to ascribe the tensions either to the political intrigues of the great powers or the irrational destructiveness of national prejudices. The issue of stabilization in south-eastern Europe contained a whole series of contradictions inherent in the world economic structure at the time, in the mistaken economic-policy conception of the stabilization, and in the practical economic steps aimed at modernization and in some respects at overcoming backwardness.

In the post-war years it was a general practice, mainly pressed by Britain's economic policy-makers, to place stabilization at the centre of economic policy. By stabilization was meant the return to the pre-war economic conditions and to the working mechanism of world economy. The magic phrase was gold parity, i.e. that the pound should reattain its pre-war value of \$4.87. This was the determining factor in the economic policy of Britain and other countries. It was as if the war had only altered political borders, smashed one or two empires, and left economic conditions restorable in their old form: a world economic order needed restoring in which, by overcoming inflation, eliminating budgetary deficits and dismantling prohibitive and restraining trade barriers, the mechanism would be as of old; it would represent a world economic division of labour in which the increasing raw material and foodstuff production of the underdeveloped countries would match the rapid industrial development of the developed countries. This would be the pre-war mechanism, under which the growth of the developed countries had stimulated demand for the food surplus of south-eastern Europe and the developed countries' capital exports had fundamentally contributed to the growth of the south-eastern European countries' export sectors, so that their balance of trade surpluses from increased exports might cover their deficits on the balance of payments. Of course this world economic mechanism had worked, if not harmoniously, and both advanced and backward countries had benefited, if not equally. But in the post-war decade there was no way to restore the old world economic order. Nevertheless, around 1924 the direct consequences of the war seemed to have been overcome; the galloping inflations had largely been curbed, pre-war production levels were reattained, and the major war restrictions had expired. But the previous expansionist stage in the economic development of the world had eased. Ever newer territories could no longer be recruited into capitalism, and Europe's earlier economic hegemony had come to an end. The world economic boom of the 1920s was far less

<sup>86</sup> RECKER: *op. cit.*, p. 205.

pronounced than earlier booms, whose level of demand it by no means reached, still less so since the big overseas countries had extended their arable lands during and after the war and cornered most of the markets, long before eastern European agriculture could complete its lengthy period of reconstruction and regain its old place in the exchange of goods. The stabilization plans clearly encouraged this division of labour, as is underlined, for example, in the proposals the League of Nations made to Hungary. They advocated free trade, the theory of comparative costs, adjustment to natural circumstances and the natural exchange between industry and agriculture. To restart the mechanism loans were provided, but the first problems appeared even with the provision of credit. Before the war Hungary and Austria had taken out loans at 3—4% interest and the Balkan countries at 5—6%. After the war the interest rates were between 7 and 9%. Besides the high interest most loans were provided at a very low rate of exchange and several other charges were made upon them.<sup>87</sup> So these loans became a substantial burden and were soon stretching the recipients' balances of payments. Moreover every country, regardless of whether it had been on the winning or losing side in the war, had a burden of debt incurred before or during the war. This had to be repaid and serviced. To show the size of this burden it needs only be recalled that the south-eastern countries (Bulgaria, Romania, Czechoslovakia, Hungary and Yugoslavia) had a total of \$1.75 billion of old debt between them, and the sum of the new debt incurred up until the crisis only exceeded old debt in Hungary. So however huge the sums lent under the stabilization programme, they were still far short of the level required to develop the economy; the moment soon came when new loans were being used to service old debts, instead of serving as they were supposed to, for the strengthening of these countries' export sectors so that the trading surplus thus created could serve as a basis for covering the deficits on the balance of payments. The chief obstacle to all this was the breakdown of the economic division of labour established between the industrial west and the agricultural east in the second half of the 19th century, caused by the post-war exports of the United States and other overseas countries. In any case, the demand in western Europe for traditional foodstuffs was not growing,<sup>88</sup> so that the increasing proportion of requirements obtained from overseas meant that the export markets of the Danube countries could no longer be

<sup>87</sup> NOTEL: op. cit.

<sup>88</sup> Obviously a part in this was played by the fall in the relative share of foodstuffs in expenditure:

	Netherlands	UK	Italy	Sweden
	(expenditure on foodstuffs as a percentage of the total)			
1921—5	32.5	32.1	65.4	32.1
1926—30	30.8	30.6	63.2	26.5
1931—5	28.4	27.1	58.9	

Source: Fontana Economic History 5/1 p. 109.

counted upon. Clearly it was an important factor in this process that there had been a considerable development in the technology of world agricultural production and mining for raw materials in many places, so that the increase in supply far exceeded the increase in demand. This caused market difficulties and worsening exchange ratios even during the boom, and augured the subsequent collapse of the new mechanism. Till 1914 there had been a large measure of harmony between the increases of industrial and agricultural production, and similarly, there had been a set system of world trading relations. Taking five-year averages, trading in agricultural products and raw materials has shown yearly increases of 3—4%, and although the trading increase for industrial articles showed a wider fluctuation, the overall trend had been the same. After 1920 this parallel tendency ended. If earlier the industrial countries' demands had increased the buying power of the agricultural and raw-material producing countries, and in the mutual process the industrial countries had had an attracting, sucking role, the decrease in this meant the underdeveloped countries now had insufficient purchasing power precisely because their markets had vanished or contracted. Nor did demand for raw materials grow sufficiently either, since 1. industrial production was shifting towards less raw-material intensive articles, 2. since as a lesson of the war countries were disinclined to cover their food consumption from imports and so instituted protectionist measures, and 3. since the use of synthetic materials was growing. Another important element was that before the war there had been a fairly direct connection between capital and the flow of goods: the main capital exporting countries were those that absorbed the commodity surplus of the Danube countries, which in itself greatly eased payment problems. But now the capital came from countries where the demand for the products of the Danube countries was minimal. The majority of loans in the 1920s came from the United States or Britain, but each country took a mere 1—2% of the region's exports. The situation was a little bit better with France, but there was still a considerable discrepancy between France as a creditor and France as a market.<sup>89</sup>

Of the traditional markets, Germany was no longer able to function as it had become a capital importing country, and the large sums of American capital were supplied in the main in the form of agricultural deliveries. Austria and Czechoslovakia would have been unable to provide sufficient markets even if they had not followed deliberate policies of import substitution. The consequence was that the traditional mechanism was unable to operate in foreign trade. The trend was strengthened by the economic policies in the countries of the region, which in fact further undermined the critically unstable mechanism.

The countries found themselves in a radically new situation from which they could not possibly extricate themselves without pursuing a conscious policy of economic reconstruction and state action in the spirit of such a policy. The ruling classes and governing circles in the newly independent countries tried to match their

<sup>89</sup> Cf.: *The Problem of International Investment*, London, 1937, relevant Statistical Yearbooks and JOHN H. DUNNING: *Studies in International Investments*, London, 1970.

economic policies to their own independent political ambitions and interests. One of the major power factors to influence economic policy was that the small countries of central and south-eastern Europe with populations of 7—15 million went about the struggle for their independent political and economic existence in a way that promoted their longstanding national ambitions into political principles and guidelines for economic policy. Before the war the smaller territories that made up the great empires had had real political grievances, and it had appeared as if every aspect of the backwardness of the underdeveloped regions, every disadvantage in the international division of labour, and every economic weakness and defencelessness, derived from the full or partial absence of independence. The only balm that appeared likely to heal the wounds was the attainment and strengthening of firm national frameworks and the exclusion of more developed former partners, i.e. to secure national isolation. Economic nationalism found the richest of soils in the wartime burst of national passions, the collapse of empires, the birth of new states, the post-war international revolutionary movements of the proletariat and the growth of nationalist ambitions as a reaction to them. The objective situation in itself would tend to multiply disagreements. The length of Europe's international borders had grown by six to seven thousand kilometres; instead of 26 independent economic units there were now 38; instead of 12 monetary systems there were now 27. The territory of Austria-Hungary alone had been divided among seven independent states.

In the post-war economic chaos, the first ambition of each new state in central and south-eastern Europe was to "make use" and "realize the potential" of their new-found independence. This was interpreted in all the countries of the region as abandonment of the old economic relations (the more fully the better) and establishment of their own economic independence.

The large territorial units of central and south-eastern Europe had had close economic ties, particularly in the case of countries that belonged to a particular empire. These empires despite their many internal contradictions, were special units from the economic point of view. However, there were similar relationships between the great empires and the smaller states surrounding them. There the imperialist pressures and economic domination of the great powers made harmonious economic relations impossible and frequently sparked off disputes that led to tariff wars. Yet, all in all, such relationships could not fail to contain elements of the natural economic interdependence and complementariness of neighbouring countries, and so a system of trade agreements had been able to operate amidst the constant differences and clashes. After the war only an occasional pious wish would faintly express the good advice that those broken relations should be re-established. On March 8, 1920, the supreme council of the Allied forces pointed out the intolerability of the new conditions and the need for amicable co-operation and unlimited exchange of goods. Their advice was ignored as completely as that of the Genoa Conference in spring 1922, which laid down as a principle that the territorial changes resulting from the war should change the normal conditions of trade as little as possible.

So the post-war states of central and south-eastern Europe pursued direct state intervention and prohibition instead of co-operation in trading policy; they chose the road to isolation, the trends towards which progressively strengthened in those years for political reasons. Among other things the new states expected these radical measures to establish unity and independence of their countries.

That is precisely why the prohibitive measures did not turn out to be provisional, even though they were the typical methods of a wartime economy and unsuitable as lasting economic weapons, and their initial main purpose had been to bridge over the period until new customs tariffs could be worked out and put into effect. In the end the prohibitions led to new, independent tariffs in the first half of the 1920s. By mid-decade economic consolidation, normalized political and economic relations and not least the expiry of the various prohibitory measures in the peace treaties had opened the gates to the introduction of new customs regulations that would become the major tools of the new post-war economic policy. On January 1, 1925 a new Austrian tariff scheme was instituted, as was the full-scale tariff scheme of Hungary, which had been heralded by partial measures over the preceding months. New tariffs were introduced in March 1925 by Yugoslavia, in 1926 by Czechoslovakia and in June 1924 by Romania (where they were substantially revised and raised in 1927). In Bulgaria new tariffs were worked out in 1922 and in 1924 revised and substantially raised.

The tariffs the central and south-eastern European countries instituted in the mind-1920s differed conspicuously from the pre-war tariffs in two ways: they covered a far greater range of items and they were markedly higher.

Within the prevalent protectionism various aspects complemented or alternated with each other. The protection was accorded not to specific industries but to the balance of payments, which needed sheltering from the falling export prices, particularly during the chaotic currency position at the beginning of the 1920s.

Although these tariff walls were breached by a large number of trade agreements signed between 1924 and 1927, this did not produce co-operation between countries or reverse the isolationist trend. Despite proximity, natural opportunities and historical traditions, trade between the countries of the region fell sharply. Before the war the Danube countries had conducted two-thirds to three-quarters of their trade with each other. By 1929 the proportion had dropped to a third.<sup>90</sup>

At the same time, the decrease in trade with one another was a straight consequence of these countries' industrialization policies. The overcoming of backwardness had become the central economic policy, and a number of aspects suggested that such a policy was a realistic alternative: for example, agricultural overpopulation, even in countries where there had been a land reform and still more where there had been none; political and military views that the sole chance of strengthening

<sup>90</sup> BEREND, I. T. and RÁNKI, Gy.: *Közép-Kelet-Európa gazdasági fejlődése a 19–20. században* (Economic Development in East-Central Europe in the 19th and 20th Centuries), p. 302.

national independence was a complete break with foreign industry; foreign trading problems and growing export difficulties that led to an urgent need to decrease imports.

The development of industry, or rather of certain industries, seemed to be the sphere where demands and requirements could most probably be met, bearing in mind that each country had a large (over-large) surplus of labour, that certain fundamentally important mass consumer goods were imported, and that production in several industries at a certain technological level could be developed without too great a capital expenditure. At the same time, certain aspects of industrial growth could assume the guise of national ideology. It could serve as a safety valve for internal social contradictions and cloak an absence of structural reshaping with some development achievements. Thus nationalist economic policy could live on and offset the lack of overall dynamism in the economy with the rising figures for economic growth. Industry consequently became the central element of inter-war economic growth, but since neither the domestic economic situations in the various countries nor the trends in the world economy allowed radical industrialization to take place, it was confined within the bounds of import substitution.

The less developed a country was, the more its imports were dominated by industrial goods, and what is more, the breakdown of industrial imports showed a strong bias towards consumer goods. Consequently, the import-substituting industrialization was necessarily weighted towards consumer goods production. That development characteristic was further strengthened by the consideration that consumer goods production required relatively little skilled labour and a lot of cheap, unskilled labour, and the technical requirements were more of a 19th than a 20th century level. So the capital input was very low and the machines required could be found readily on the market (secondhand, of course), because the traditional consumer industries of the west were stagnating. However, import-substituting industrialization and the squeezing out of foreign goods only achieved a limited amount, although the industrialization itself would undoubtedly create extra new requirements and markets. Import substitution also entailed protective tariffs, which increased domestic price levels and curtailed the sources of other sectors. Other things being equal, one could even count on an extension of the domestic market if the maximum of the old consumption level were reached, although the squeezing out of foreign goods could ensure an increase in domestic industrial markets for a while.

The chances of an industry-centred economic policy were greatly influenced by the rate of world economic development, which in the inter-war period was moderate, mainly because the dynamic quantitative and spatial growth of markets in the pre-war period had come to an end and ceased to act as the accompaniment and stimulator of economic growth. One (secondary) stimulation to pre-war development had been that the countries of south-eastern Europe had been progressively joining in the industrialization processes, so that within the international division of labour their rising incomes had provided an expanding market for western industry. After the war this came partly to an end, which was another (though not a decisive) contribution to

the chaos of the developed world's economy. It was a real vicious circle, since the demand of the industrialized countries for the agricultural products of south-eastern Europe was reduced as well. The consequence was that trade levels at the end of the 1920s were far below their pre-war levels. So disregarding their isolationist ambitions, it was scarcely possible that any small country in central and south-eastern Europe should manage to buck the trend in the world economy and achieve radical industrial and economic change in a period of fundamental stagnation. The only result of the industrialization-centred policy was that industry became the most dynamic sector of the economy in the countries of the region, and the pace of their industrial development slightly exceeded the rate of European economic growth.

However ineffective eastern European industrialization was in itself, it had some influence on the exports of the developed countries. This influence needs to be examined as a contradiction. In part it reinforced a tendency that led to the loss of some former export markets by the developed industrial countries. Their loss of markets increased their domestic unemployment, which in turn decreased food consumption and imports. However, old-established industry raises the demand for capital goods, a higher level of employment raises the standard of living, and additional incomes create additional demand. As is well-known, industrialization will in the long run increase demand for imports, but instead of imports consisting mainly of consumer goods, capital goods come to the fore, so as to broaden subsequently the market for specialized consumer goods. This alters the important structure both from the point of view of commodities and of countries.<sup>91</sup> The latter argument may well be true in the long run, but undoubtedly the former tendency was true in the 1920s, i.e. there were constant disorders and difficulties in the world economic mechanism. Initially these disorders were thought to be the leftovers of the war; later attempts were made to overcome or surmount them with large loans. But the conditions under which the loans might be repaid were not created, and still worse, the loans in many cases worked in a precisely opposite direction by affecting prices so that the conditions for repayment became worse still. Within a few years the interest charges to service the debt grew more than 75%, while the credit volume did not grow on anything like the same scale.<sup>92</sup> The worsening export prospects and falling export prices made it harder for debtor countries in south-eastern Europe to cover their import requirements and pay the huge interest on their debts.

The only solution to their balance-of-payments problems was if the creditor countries would provide further loans and so save the debtor countries from collapse. But after 1927–8 it was clear the situation would sooner or later become intolerable. The economies of the south-eastern countries were under serious pressure from their indebtedness and balance of payments deficits. They sought a key to the problem in

<sup>91</sup> MAIZELS, A.: *Industrial Growth and World Trade*. Cambridge, 1974, pp. 3–4.

<sup>92</sup> KENWOOD, A. G. and LOUGHEED, A. L.: *The Growth of the Industrial Economy 1820–1960*. London, 1971, p. 199.

increasing their exports and, having earlier expected a cure to their economic ills from credit and loans, now turned to the market. Since, as we have already shown, the credit-providing and market-providing countries did not coincide, surmounting the gap became ever more difficult and the financial mechanism ever more disordered. The economic stabilization of south-eastern Europe in the mid-1920s was based on credits and loans, and the exerting of influence by the great powers relied on this. (Political aspects can to an extent be disregarded here.) This state of affairs ensured the hegemony of Britain and France, and decided whether Germany would withdraw or return. At the end of the 1920s credits were in most cases only operating through further credits and it soon became clear that the economic problems of the Danube countries were insoluble by credits alone. If Britain and France were unable to provide markets, there remained only two possibilities: either to make a renewed attempt at economic co-operation in the Danube Basin (a scheme that had failed once mainly because of power conflicts between Britain and France), or to seek economic support where markets for the goods of the Danube countries were available. And that place could only be Germany.

#### ДЁРДЬ РАНКИ

### Великие державы и хозяйственное преобразование Дунайского бассейна после первой мировой войны

#### Резюме

После распада Австро—Венгерской монархии и поражения Германии, страны-победительницы, главным образом Франция, Англия и частично Италия стремились к экономическому и политическому главенству в Юго-восточной Европе.

Финансовые, промышленные круги Франции, Англии и в меньшей мере Италии, а точнее планы, разработанные их политическими органами преследовали цель, чтобы, несмотря на важные политические изменения, экономическое развитие региона, получившее направление до войны, шло по нему и дальше.

Организация контроля над основными финансовыми учреждениями и предприятиями тесно связывалась с экспортом капитала в эти страны, в которых последний был нужен больше, чем где-либо.

Известно, что неудаче этих попыток способствовал целый ряд факторов (борьба великих держав за гегемонию, националистическая хозяйственная политика малых стран, международные финансовые трудности, отсутствие сотрудничества и т. п.).

В результате действия этих факторов гегемония Англии и Франции, созданная в начале 20-х годов, не была полной. Французское влияние было в основном политическим, английское скорее — экономическим. К тому и это экономическое влияние было слабым, так как оно держалось в основном на вывозе капитала и не могло удовлетворить нужды рынка.

В статье показывается, насколько выдвинулась на передний план проблема рынка. Вследствие неудачи сотрудничества дунайских стран, росло значение немецкого (единственно большого) рынка. Во время большого кризиса прекратилось поступление капитала, неудачу потерпели французские попытки организовать снова снабжение региона капиталом. Так как значение рынка по сравнению с капиталом значительно выросло, шансы Франции и Англии на гегемонию уменьшились, а возможности Германии, которая была единственной страной, способной предложить рынок сбыта, улучшились.

Вместо капитала на первый план вышел рынок. Это была основная причина, позволившая немецкой гегемонии заменить французское и английское влияние.





# Основные результаты исследования венгерскими историками крепостной деревни в Венгрии в первой половине XIX века

И. СОЛОНКИН

Первая половина XIX века в Венгрии — время перехода от феодализма к капитализму. Основным содержанием происходивших процессов в венгерском обществе в данный период было разложение феодальных отношений и зарождение новых, капиталистических отношений.

Эти процессы наглядно проявлялись в изменении положения крепостного крестьянства — основной производительной силы в эпоху феодализма.

Данная статья обзорного характера ставит перед собой задачу осветить основные аспекты изучения истории венгерского крестьянства венгерской буржуазной историографией, а также марксистской аграрной историографией.

Состояние экономики, характер развития помещичьего и крестьянского хозяйства этого времени освещались уже современниками. Многие передовые деятели либерального дворянства основным тормозом социально-экономического развития считали крепостное право. В нём они видели главную причину застойности помещичьего хозяйства. Один из зачинателей дворянского движения за реформы Иштван СЕЧЕНИ писал, что главной помехой развития хозяйства является «существование барщины и десятины»<sup>1</sup>. Другой видный деятель либерального дворянства Лайош КОШУТ указывал, что основной задачей времени является «ликвидация барщинных отношений»<sup>2</sup>. Выступая против крепостничества, либеральное дворянство, однако, добивалось прогресса при сохранении доминирующего положения помещичьего хозяйства. В этом с ними расходились революционные демократы, требовавшие ликвидации помещичьего землевладения и передачи всей земли крестьянам. Так Михай ТАНЧИЧ заявлял: «Мы (крестьяне) имеем полное право на ту самую землю, которую теперь обрабатываем»<sup>3</sup>.

Однако многочисленные статьи и книги этого времени носили скорее публицистический, экономико-географический и статистический характер, представляя собой более источниковедческий интерес, чем историографический.

<sup>1</sup> Иштван Сечени. «Кредит», сб. Избранные произведения венгерских мыслителей. М., 1965. стр. 123.

<sup>2</sup> Лайош Кошут. «Важнейшая задача», сб. Избранные ... стр. 137.

<sup>3</sup> Михай Танчич. «Глас народа — глас божий», сб. Избранные ... стр. 267.

По-настоящему в историко-исследовательском плане, изучение истории венгерского крестьянства началось с конца XIX века, в тот период, когда крестьянский вопрос в Венгрии приобрел особую остроту. Пионером здесь можно назвать Густава ВЕНЦЕЛЯ, работа которого содержит большой материал по всем отраслям сельского хозяйства.<sup>4</sup> Изучаемому нами периоду он уделил меньше внимания, объяснив это тем, что история сельского хозяйства, начиная от Марии-Терезии, значительно проще и изучать её подробно нет «надобности». Несмотря на это, в указанных разделах имеется много интересных данных о состоянии земледельческих культур, о районах их разведения, об истории коневодства, овцеводства.

Обращая основное внимание на географический фактор, автор обходит стороной развитие техники, мало касается вопросов социального развития, положения крестьянства. Основу развития сельского хозяйства ВЕНЦЕЛЬ видел в превращении помещичьего хозяйства в капиталистическое предприятие, необходимым условием которого он считал наличие соответствующей почвы, необходимого комплекса сельскохозяйственных работ, достаточного капитала. Исходя из этого, он вынужден был признать необходимость отмены барщины.

В вышедшей в 1896 году книге «История венгерской нации», написанной Йожефом САЛАИ, о крестьянстве в изучаемый период говорится немного.<sup>5</sup> Лишь при освещении споров по крестьянскому вопросу на государственном собрании 1832—1836 гг., автор, в общих словах, даёт характеристику положения венгерского крепостного крестьянства в первой половине XIX века. По словам автора, крепостное крестьянство находилось в том же положении, как и при введении Урбария Марии-Терезии: «ни политических, ни гражданских прав у него не было».<sup>6</sup> САЛАИ даёт высокую оценку закону 1836 года, особенно его первоначальному проекту. Затем он кратко излагает основные пункты этого проекта. САЛАИ считает, что закон и в том варианте, в котором он был принят, принёс крестьянам большое облегчение, как в материальном, так и в моральном аспектах.<sup>7</sup>

О законах 1840 и 1844 годов, принятых почти без дискуссии, автор упоминает лишь вскользь.

Немного больше внимания уделяет положению крестьянства Геза БАЛЛАГИ в своей книге «Эпоха создания национального государства», написанной специально к тысячелетию венгерского государства.<sup>8</sup> Автор показывает, что

<sup>4</sup> G. WENZEL. Magyarország mezőgazdaságának története (История сельского хозяйства Венгрии), Вр. 1887.

<sup>5</sup> SZALAY József. A magyar nemzet története (История венгерской нации), Вр. 1887.

<sup>6</sup> Там же, стр. 383.

<sup>7</sup> Там же, стр. 385.

<sup>8</sup> BALLAGI Géza. A nemzeti államalkotás kora 1815—1848 (Эпоха создания национального государства 1815—1848), Вр. 1897.

положение крестьянства в первой половине XIX века было довольно неплохим. В Банате и в Славонии крестьяне жили хорошо. Хуже других приходилось словакам: здесь крестьян больше чем где-либо донимали церковные повинности, налоги комитату и повинности, связанные с армией.<sup>9</sup>

Значительно больше места занимает в книге борьба вокруг закона на государственном собрании 1832—1836 годов.

Большой интерес представляют заметки автора о причинах и характере вооружённого выступления крестьян в 1831 году, вызванного эпидемией холеры. Восстание, считает БАЛЛАГИ, было актом слепой мести по отношению к помещикам и евреям, которые отличались большей чистоплотностью, и поэтому меньше страдали от холеры. В целом, восстание не носило, по мнению автора, социального характера, так как венгерский крестьянин «стоит далеко от движений».<sup>10</sup> В движении же принимали участие его самые необразованные элементы. «А ужасные мысли посягнуть на жизнь господина в несознательную душу крестьянина внесли лишь несколько подлецов и глупых демагогов.»<sup>11</sup>

Основной заботой венгерского крестьянина, считает автор, было лишь удовлетворение своих потребностей из щедро плодоносящей земли, он по своей несколько консервативной сущности никогда не чувствовал склонности к изменению существующих отношений.<sup>12</sup>

В качестве комментария к вышесказанному можно лишь добавить, что это была господствующая в буржуазной историографии точка зрения на крестьянские движения. И эта точка зрения позднее легла в основу концепции представителей «духовной истории» об отсутствии в венгерском обществе антагонистических противоречий между помещиками и крепостными крестьянами.

Работа Генриха МАРЦАЛИ «История Венгрии от Карла III до Венского конгресса 1711—1815» затрагивает крестьянство только в связи с борьбой венского двора и венгерского дворянства, главным образом на государственных собраниях.<sup>13</sup> Здесь можно лишь отметить критическое отношение автора к королевским распоряжениям, особенно к урбарию. МАРЦАЛИ считает, что это распоряжение «распространило власть помещика на все стороны жизни крепостного, что пользу из всего этого извлёк только помещик».<sup>14</sup>

На рубеже XIX—XX веков в историографии венгерского сельского хозяйства определяющим стало буржуазно-либеральное направление, наиболее

<sup>9</sup> Там же, стр. 56.

<sup>10</sup> Там же, стр. 236.

<sup>11</sup> Там же.

<sup>12</sup> Там же.

<sup>13</sup> MARCZALI Henrik. Magyarország története III Károlytól a Bécsi congressusig 1711—1815 (История Венгрии от Карла III до Венского конгресса 1711—1815), Вр. 1898.

<sup>14</sup> Там же, стр. 301.

ярким представителем которого является Игнац АЧАДИ. Его работа «История венгерского крепостного крестьянства» по существу первая попытка дать развёрнутую картину истории крепостного крестьянства в Венгрии.<sup>15</sup>

Периоду, интересующему нас, в этой работе отведено достаточно много места: две главы из пяти, или 100 страниц из 350-ти. Автор в своём исследовании использовал архивные данные, опубликованные в «Журнале истории хозяйства», публицистику того времени Михая Хорвата, Гергея Берзевици, Яноша Хетени и других, прессу первой половины XIX века.

АЧАДИ почти не затронул те аспекты, которые характеризовали работу ВЕНЦЕЛЯ. Однако, он на основании переписи 1828 года даёт нам представление о населении Венгрии, о структуре последнего, о поголовье скота.<sup>16</sup> Всё это, к сожалению, показано не в динамике, поэтому здесь трудно проследить развитие этих процессов на протяжении всего изучаемого нами периода. Несколькими штрихами автор подчеркнул крайне низкий уровень развития техники и агротехники сельского хозяйства в Венгрии, а особенно крестьянского хозяйства, отметил их застойность в течение длительного времени.<sup>17</sup>

Значительно больше внимания АЧАДИ уделил положению крепостного крестьянства, как хозяйственному, так и правовому.

Основу юридического положения крестьянства, по АЧАДИ, определяли Урбарий Марии-Терезии, закрепившие его в первой половине XIX века законы и изменения, внесённые этими законами (закон 1836 года о крепостных, законы 1840, 1844 годов).

Наличие достаточного количества земли у крестьян АЧАДИ считал залогом благополучного хозяйствования. Но как раз её-то у венгерских крестьян хронически не хватало. Не удовлетворил этой нехватки ни Урбарий Марии-Терезии, ни закон 1836 года.<sup>18</sup>

Несмотря на то, указывает АЧАДИ, что Урбарий, снял с крестьян ряд повинностей, положение их, в целом, не улучшилось, так как возросла эксплуатация со стороны государства.<sup>19</sup>

Опираясь на расчёты современников: Берзевици, Сечени, Вешшелени, АЧАДИ показал, что положение крепостного крестьянства в первой половине XIX века, было тяжёлым. Самое пагубное влияние на крестьянское хозяйство оказывала барщина.<sup>20</sup>

<sup>15</sup> Acsády Ignác. A magyar jobbágyság története. Bp. 1896. На русском языке. И. Ачади. История венгерского крепостного крестьянства. М., 1956 (В дальнейшем ссылки на русское издание).

<sup>16</sup> Там же, стр. 286.

<sup>17</sup> Там же, стр. 247, 318.

<sup>18</sup> Там же, стр. 244, 299.

<sup>19</sup> Там же, стр. 256.

<sup>20</sup> Там же, стр. 293.

Из государственных повинностей наиболее ненавистой для крестьян являлась рекрутчина, осуществлявшаяся в основном «путём обмана и насилия».<sup>21</sup>

На протяжении изучаемого периода не изменилось и правовое положение крестьян. Так, несмотря на то, что урбарий, указ Иосифа II и закон 1836 года предоставили крепостным крестьянам право свободного перехода, этим правом, как прослеживает автор, пользовались только единицы, и таким образом это право не внесло существенных изменений в положение крестьянства.<sup>22</sup>

АЧАДИ в своей работе наглядно показал бесправие крестьян перед помещичьим и государственным судопроизводством, где правота в большинстве случаев оказывалась на стороне помещиков и поэтому крестьяне справедливо говорили, что «кто судится с господином, тому бог судья».<sup>23</sup> Особенно автор подчеркивает своё отрицательное отношение к помещичьим судам, пользовавшимся правом вынесения смертного приговора крепостным, а также к методам наказания последних: битью палками.<sup>24</sup>

Взаимоотношения между крепостными и помещиками в данный период всё более ухудшаются: «крестьян и помещиков разделяет целый мир».<sup>25</sup>

Заслуживает внимания замечание АЧАДИ о том, что недостаток земли, бесправие крестьян, вызывали у последних ненависть и сопротивление своим помещикам.<sup>26</sup> С конца XVIII века в венгерском крестьянстве пробуждается самосознание: крестьяне начинают понимать свою роль и значение в государстве.<sup>27</sup>

Всё это порождало в среде дворянства страх перед возможными крестьянскими выступлениями. И этот страх, с начала XIX века вплоть до самой революции 1848 года становится постоянным.<sup>28</sup>

Положение крепостного крестьянства у АЧАДИ показано через призму политической борьбы внутри господствующего класса по крестьянскому вопросу, и это собственно, главная цель, которую ставил автор перед собой в данной работе. Это видно не только из содержания, но уже и из названия её глав и параграфов.

АЧАДИ считает, что венский двор в лице Марии-Терезии, Йосифа II, Леопольда, Франца, исходивших прежде всего из государственных интересов: желания сохранить налогоплательного крестьянина, защищал последнего от

<sup>21</sup> Там же, стр. 281.

<sup>22</sup> Там же, стр. 255.

<sup>23</sup> И. Ачади. История венгерского... стр. 280.

<sup>24</sup> Там же, стр. 299.

<sup>25</sup> Там же, стр. 269.

<sup>26</sup> Там же, стр. 272.

<sup>27</sup> Там же, стр. 282.

<sup>28</sup> Там же, стр. 272, 292, 315.

произвола помещиков, стремившихся к безмерному повышению эксплуатации своих крепостных.

Венгерское дворянство до 1791 года представлено у АЧАДИ реакционной массой, противившейся всякому урегулированию крестьянского вопроса, и исходившего при этом только из своего «узкого эгоистического интереса» и полного непонимания важности решения этого вопроса для него самого. «Для крепостных — писал АЧАДИ — , помещик был маленьким корольком, и он не был склонен поступиться ни одной частицей своей власти».<sup>29</sup>

Результатом «защищающей» политики венского двора были уже упомянутые нами урбарий Марии-Терезии, Указ Йосифа II о праве на свободный переход крестьян, введённые Леопольдом в закон: создание последним специального комитета по выработке реформ, а также продление действия урбария в венгерских законах Францом вплоть до 1836 года, с внесением крайне небольших поправок к нему.

Воздав хвалу реформаторской деятельности правителей, главным образом, Марии-Терезии и Йосифу II, АЧАДИ однако вынужден был признать, что урбарий и в дальнейшем лишь «способствовал сохранению существующего строя», и «не затронул при этом существа самой помещичьей власти»<sup>30</sup>. «Политика же Йосифа II в крестьянском вопросе, — пишет АЧАДИ, — была ещё менее радикальной и действенной».<sup>31</sup>

Начиная с 90-х годов XVIII века, из среды венгерского дворянства выделяется ряд представителей, которые, как считает АЧАДИ, понимали необходимость изменения положения крестьянства: венгерские якобинцы, Гергей Берзевицы и др. Однако, отмечает автор, их планы в крестьянском вопросе носили ограниченный характер. Они никоим образом не выступали за отмену крепостничества, а лишь взывали к «добрым» помещикам, призывая их облегчить положение своих крепостных.<sup>32</sup>

Период с 1825 года характеризуется, по АЧАДИ, новым размахом политической борьбы по крестьянскому вопросу. Расстановка же сил в этой борьбе, по сравнению с первым периодом, претерпевает значительные изменения. Теперь защиту крестьян берёт на себя часть дворянства, различающегося по направлениям, но объединённого одной общей чертой: пониманием прогрессивности идущего на смену феодализму нового капиталистического строя и тем, что крепостнические отношения являются одной из главных помех в становлении и развитии этого нового строя. Кроме того, крепостничество в этот период сильнее всего «подрывало само крестьянское хозяйство».<sup>33</sup>

<sup>29</sup> Там же, стр. 299.

<sup>30</sup> Там же, стр. 243, 244.

<sup>31</sup> Там же, стр. 249.

<sup>32</sup> Там же, стр. 269, 274.

<sup>33</sup> Там же, стр. 288.

Противоположной либеральному дворянству силой становится в этот период венский двор и реакционное дворянство в лице крупной венгерской аристократии и большей части идущего за ней мелкого дворянства, боявшегося потери своих дворянских прав, ибо в остальном большая часть последнего уже мало чем отличалась к этому времени от крестьян.<sup>34</sup>

Высоко оценивая деятельность Иштвана Сечени, показавшего з своих работах экономического характера «Мир», «Штадиум», «Кредит» невыгодность системы крепостнического хозяйства и особенно неэкономичность барщины, АЧАДИ в то же время был вынужден отметить, что предложения Сечени, например, о создании кредита, не давали «путей решения крестьянского вопроса», что в целом Сечени отличала «боязнь крайностей» и постоянное стремление идти на компромисс с двором.<sup>35</sup>

Дальнейшими вехами этой политической борьбы были государственные собрания 1832—1836, 1840, 1844 года. Особое внимание АЧАДИ уделяет дискуссиям на государственном собрании 1832—1836 года, где во всём блеске развернулся «гений молодого Ференца Деака» и его сторонников Кёлчеи, Вешшелени и др. Результатом этих ожесточённых дискуссий был закон 1836 года о крепостных. Осветив довольно подробно борьбу на государственном собрании и воздав похвалы оппозиции, стремившейся сделать как можно больше для облегчения положения крестьян, АЧАДИ вынужден признать, что задачей данного государственного собрания было лишь «обновление старого урбария» и не больше.<sup>36</sup> Но в рамках нового урбария, каковым фактически стал закон 1836 года о крепостных, либеральное дворянство по особо важным пунктам (о введении добровольного выкупа, об ограничении компетенции судов, о расширении личных прав крепостных и их прав на собственность) потерпело поражение и эти пункты в закон не попали. «Чувство человечности и справедливости» оставались по-прежнему чужды венгерскому дворянству, вынужден был отметить АЧАДИ.<sup>37</sup> Положительное же значение этой борьбы АЧАДИ видит (кроме небольших уступок крестьянам в материальных вопросах) прежде всего в том, что дискуссии на собрании подняли общественный интерес к крестьянскому вопросу во всей стране.<sup>38</sup> В дальнейшем главная роль в руководстве движением либерального дворянства переходит к Кошуту. По мнению АЧАДИ, именно «Кошут понял всё значение крестьянского вопроса» и первым понял, что народные массы нужно использовать как своего союзника.<sup>39</sup> Борьба либерального дворянства привела к принятию в 1840 году закона о добровольном выкупе, а в 1844 году о праве крестьян на приобретение

<sup>34</sup> Там же, стр. 285.

<sup>35</sup> Там же, стр. 290, 291.

<sup>36</sup> Там же, стр. 295.

<sup>37</sup> Там же, стр. 295, 299.

<sup>38</sup> Там же, стр. 304.

<sup>39</sup> Там же, стр. 314, 315.



собственности и на занятие должностей в государственном аппарате. Однако и здесь АЧАДИ отмечает, что с введением выкупа «в 1840 году дворяне опоздали», и он не разрешил крестьянского вопроса.<sup>40</sup> Не лучшую оценку даёт автор и закону 1844 года. «Право приобретать землю неосуществимое дело.» — пишет он.<sup>41</sup> Причина этому — бедность крестьянства и отсутствие средств на покупку земли.

Основной вывод АЧАДИ о результатах борьбы либерального дворянства заключается в том, что «в 40-х годах, несмотря на принятие новых законов и изменение общественного мнения, продолжалась прежняя эксплуатация крестьянства».<sup>42</sup>

Как мы видим, вся работа АЧАДИ проникнута антифеодальной, антикрепостнической направленностью. «Крепостничество — писал он, является устаревшим институтом и нужно торопиться с его ликвидацией, ибо оно является главным препятствием на пути создания венгерского национального единства».<sup>43</sup> Особенно ущербным он считал крепостничество для крестьянского хозяйства, так как оно «подрывало» последнее. С другой же стороны, — пишет АЧАДИ, — крепостничество являлось «опорой консерватизма».<sup>44</sup> Более выпукло, объективнее АЧАДИ удавалось показать крепостнические отношения, борьбу вокруг крестьянского вопроса тогда, когда он смотрел на всё это глазами крестьян. Именно это позволило ему резче обнажить противоречия феодального общества в период его заката. И именно тогда АЧАДИ ближе всего стоит к причинам, объясняющим сущность этих противоречий.

Главное, что характеризовало данную точку зрения АЧАДИ, это стремление сделать крестьянина «свободным собственником надела» и обеспечить независимое правовое положение последнего от помещика.<sup>45</sup>

Однако этот взгляд не был доминирующим у АЧАДИ. Оценка тех или иных событий с точки зрения крестьянства носит элемент мимоletности и не определяет в целом позиций автора по крестьянскому вопросу.

Политическая борьба вокруг крестьянства освещается им главным образом с позиций либерального дворянства. Так, например, все требования, по АЧАДИ, выдвигаются только либеральным дворянством, а крестьянских мнений или мнений крестьянских представителей (Танчич и др.) мы у него не найдём, что справедливо отметил в своём исследовании об АЧАДИ Петер Гунст.<sup>46</sup>

<sup>40</sup> Там же, стр. 307.

<sup>41</sup> Там же, стр. 314.

<sup>42</sup> Там же, стр. 310.

<sup>43</sup> Там же, стр. 275.

<sup>44</sup> Там же, стр. 284, 286.

<sup>45</sup> Там же, стр. 255.

<sup>46</sup> GUNST Péter. Acsády Ignác történetírása (Исторические взгляды И. Ачади), Бп. 1961, стр. 230.

И эта основная позиция АЧАДИ часто вступает в противоречие с его оценками тех или иных сюжетов, с точки зрения крестьянства. Так, поддерживая требования либерального дворянства об освобождении крестьян за выкуп, АЧАДИ, посмотрев на результаты решения этого вопроса, вынужден отметить, что выкуп не решил крестьянского вопроса. Подобная же ситуация наблюдается и при рассмотрении им вопроса о предоставлении крестьянам права покупать землю.

Эта противоречивость позиций АЧАДИ усиливается определённой идеализацией автором реформаторской деятельности правителей, в особенности Марии-Терезии и Йосифа II. В целом он правильно определяет государственный интерес, проявлявшийся правителями при «защите крестьянства». Найдём мы у него замечание и насчёт того, что Мария-Терезия сама прежде всего «представляла интересы землевладельцев».<sup>47</sup> Однако весь характер работы говорит о том, что автор не понимает до конца классового характера этого государственного интереса. Именно поэтому он так часто превозносит деятельность умных правителей, наделяя их чувствами благородства и справедливости и, несмотря на указанное выше замечание, всё же не видит стоящую за этими правителями ту же венгерскую аристократию.

АЧАДИ часто клеймит «эгоизм» помещиков, хвалит отдельных из них, умеющих хозяйствовать, при этом он не замечает классовой сущности этого эгоизма. Сущность же последнего заключается в том, что феодальный господствующий класс в своем большинстве никогда не стремился «умело хозяйствовать», а сидел на шее у крестьянства и вёл паразитический образ жизни.

Эта тройственная позиция АЧАДИ в крестьянском вопросе: т. е. попытка автора подойти к последнему с точки зрения самого крестьянства, либерального дворянства и, наконец, венского двора, объясняет те противоречивые оценки и выводы, которые он делает при анализе тех или иных конкретных событий, будь то урбарий, указ Йосифа II или политическая борьба либерального дворянства и законы 30--40 годов.

Но несмотря на эту концепционную непоследовательность, что, несомненно, является слабой стороной работы, и ряд других частных деталей, книга АЧАДИ на протяжении долгого времени, вплоть до появления марксистской аграрной историографии, имела большой научный вес в деле изучения истории венгерского крестьянства.

В работах основоположника школы т. н. «духовной истории» (*Geistesgeschichte*) Дюла СЕКФЮ основой производства в венгерской деревне являлось помещичье хозяйство.<sup>48</sup> Именно такое хозяйство, поставленное на усовершенствованные методы его ведения, способно, по его мнению, обеспечить

<sup>47</sup> И. Ачади. История венгерского ... стр. 298.

<sup>48</sup> SZEKŰ Gyula. Magyar történet (Венгерская история) VII. 1936. Необходимо отметить, что взгляды молодого Секфю были радикальней. Значительную эволюцию они претерпели после венгерских революций 1918--1919 годов.

нужды населения. В этом его точка зрения сходилась с концепцией Густава Венцеля. Но считаясь со значением крупных землевладельцев в производстве, СЕКФЮ отдавал всё же свои симпатии средне-поместному хозяйству, которое очень рационально ведётся самим помещиком. Именно последнее, по мнению СЕКФЮ, давало основную массу сельскохозяйственной продукции в первой половине XIX века. Негативную оценку в концепции СЕКФЮ получило хозяйство мелких помещиков: необразованные, неинтересные люди, уровня производства у которых хватает лишь на пропитание и одежду. Для более и менее сносного прожития им необходимо было сдавать землю в аренду или увеличивать повинности крестьян.<sup>49</sup>

Автор признаёт в целом значение крестьянства, считая, что вся деревня держится на плечах крестьян. Крепостную систему в Венгрии он считает самой отсталой в Европе, а её сохранение объясняет отсутствием буржуазии.<sup>50</sup>

Признавая крестьян главной производительной силой в деревне, СЕКФЮ, однако, крайне отрицательно отзываясь о той его части, которая большую часть времени проводит «без работы и культуры», что, собственно, и является основной причиной его тяжёлого положения.<sup>51</sup> Такому крестьянину, подчёркивает автор, не может помочь даже и помещик. Крестьяне живут только тогда хорошо, когда собирают хороший урожай или имеют дополнительный заработок.<sup>52</sup> По мнению СЕКФЮ, уровень жизни крестьян в различных частях Венгрии был неодинаков. Так, неплохо жили словаки, хорваты, сербы. В более трудных условиях жили венгры и румыны. Хуже всех приходилось русинам. В самой Венгрии хуже других жили крестьяне Алфёлда, так как леса здесь не было, за него платили большие деньги, дров также не было.<sup>53</sup> Положение крестьян от правления Марии-Терезии вплоть до 1848 года постоянно ухудшалось. СЕКФЮ выделяет несколько причин способствующих этому: увеличение повинностей, но не в пользу помещиков, а в пользу комитатских властей, в связи с повышением роли комитатов в жизни страны; значительное увеличение числа и объёма общественных работ в пользу комитата. Автор отмечает отсутствие прав у крестьян и, как следствие этого, усиление судебного произвола со стороны комитатских властей, — но не помещиков!

Из вышесказанного видно, что положение крестьян определяют географические и климатические условия, расторопность крестьян и их взаимоотношения с комитатскими властями.

СЕКФЮ не желает видеть острых классовых противоречий между крепостными и помещиками. Важнее то, что те и другие — венгры и их объединяет единый «венгерский дух». Взаимоотношения крестьянства с госу-

<sup>49</sup> Там же, стр. 81.

<sup>50</sup> Там же, стр. 82.

<sup>51</sup> SZEKÉLY Gyula. Magyar történet ... стр. 83.

<sup>52</sup> Там же, стр. 82.

<sup>53</sup> Там же.

дарством и влияние последнего на их положение ставится автором в зависимость от успешной или неудачной деятельности государственных политиков. Но отрицая наличие классовых противоречий, СЕКФЮ вынужден признать, что недовольство крестьян своим положением постоянно усиливалось. Всё чаще вырываясь из своей деревни, они «стали умнее и острее к угнетению».<sup>54</sup>

Работа одного из представителей т. н. «культурной школы» Имре ВЕЛЛЬМАНА базируется на большом документальном материале, основу которого составляет архив семьи графа Куен-Хедервари.<sup>55</sup> Кроме этого, им использованы документы из государственного архива, архива комитата Пешт—Пилиш—Шолт—Кишкун. Данное исследование интересно тем, что позволяет нам рассмотреть положение крестьянства в начале XIX века через призму одного помещичьего хозяйства.

Обширный источниковедческий материал позволил автору нарисовать подробную картину истории крупного помещичьего хозяйства Грашшалковичей: дать историю его образования, раскрыть структуру последнего, осветить развитие отдельных отраслей хозяйства, а главное, показать роль крепостного крестьянства в этом хозяйстве.

Стержнем работы является концепция автора о преобладающей роли крупного землевладения в хозяйстве страны, о превалирующей руководящей роли помещика в сельскохозяйственном производстве. ВЕЛЛЬМАН признаёт, что основной производительной силой в деревне является крестьянство, и экстенсивные и интенсивные методы хозяйствования основываются на неустанной работе крепостных.<sup>56</sup> Использование труда последних он всё же больше относит к экстенсивному хозяйствованию. Необходимость использования крестьянского труда он объясняет несколько философски, но не отрываясь при этом от жизни: «пока есть возможности экстенсивного метода хозяйствования, интенсивному места нет».<sup>57</sup> Однако, говоря о работе крепостных, автор заявляет, что «наибольшего результата она достигает при направляющей и организующей энергии помещика».<sup>58</sup> Он, как и Секфю, считает крестьянство консервативным и отсталым, проявляющим в своей работе большую ленность.<sup>59</sup> Однако далее ВЕЛЛЬМАН указывает и на более объективные причины, тормозящие возможности развития крестьянского хозяйства. К их числу он относит: отсутствие собственной земли, принудительный севооборот, наличие барщины, десятины, отсутствие рынка сбыта.<sup>60</sup>

<sup>54</sup> Там же, стр. 88.

<sup>55</sup> WELLMAN Imre. A Gödöllői Grassalkovich uradalom gazdálkodása különös tekintettel az 1770—1811 esztendőkre (Хозяйство Грашшалковичей в Гёдёллэ с особым акцентом на 1770—1818 гг.), Вр. 1933.

<sup>56</sup> Там же, стр. 6.

<sup>57</sup> Там же.

<sup>58</sup> Там же.

<sup>59</sup> Там же, стр. 84.

<sup>60</sup> Там же, стр. 88—94.

Например, наличие общих пастбищ, по мнению автора, приводило к тому, что «об общем пастбище никто не заботился. С ранней весны до поздней осени на нём пасли скот, слабая зелень ни после таяния снегов, ни перед зимними морозами не могла укрепиться, в то же время сорные травы, которые животные старательно обходили, вовсю цвели, плодоносили, распространялись».<sup>61</sup> Кроме того, наблюдались постоянные злоупотребления со стороны служащих помещика: «они держали на общих пастбищах огромное количество скота сверх дозволенного, что отражалось в первую очередь на крестьянах».<sup>62</sup>

Расширяя производство сельскохозяйственной продукции на продажу, поместье стремится увеличить домен. Увеличение последнего происходит в основном, как отмечает автор, за счет урбариальных регуляций, то есть перемеров земли, находящейся в пользовании крестьян и постоянное их уменьшение в свою пользу.<sup>63</sup>

Как логическое следствие расширения аллодиальных земель, автор считает увеличение барщины: «... увеличение домена, — пишет он, — с другой стороны, делает необходимым увеличение барщины».<sup>64</sup> На протяжении изучаемого периода в поместье наблюдается постоянное увеличение барщинных дней. Однако крепостной не стремился хорошо работать на помещичьем поле, а считал главной задачей отбыть положенные по урбарии дни.<sup>65</sup> Таким образом, качество полевых работ было низким, «поля были все в сорняках».<sup>66</sup> Этому во многом способствовала и система трёхполья.

Чтобы преодолеть нежелание крепостных добросовестно работать, помещик стремился интенсифицировать работу на барщине за счёт более строгого составления регламента всех выполняемых работ, за счёт усиления контроля с помощью надсмотрщиков — гайдуков.<sup>67</sup> Однако все эти меры были мало эффективны, и автор отмечает, что поместье из-за низкого качества барщины вынуждено было отказаться от разведения таких культур как кукуруза, табак, картофель, которые в то же время интенсивно разводились в крестьянских хозяйствах.<sup>68</sup>

В поместье применялся и наёмный труд, но только в ограниченном количестве. Автор указывает, что «дорогой наемный труд только там оправдывал себя, где урожай был наверняка хорошим».<sup>69</sup> Таким образом, в поместье с

<sup>61</sup> Там же, стр. 149.

<sup>62</sup> Там же, стр. 117.

<sup>63</sup> Там же, стр. 110.

<sup>64</sup> Там же, стр. 112.

<sup>65</sup> Там же, стр. 126, 127.

<sup>66</sup> Там же, стр. 135.

<sup>67</sup> Там же, стр. 112, 113.

<sup>68</sup> Там же, стр. 125.

<sup>69</sup> Там же, стр. 142.

использованием наёмного труда мы встречаемся чаще всего в виноградарстве, которое вместе с производимым из винограда вином было важным источником доходов помещичьего хозяйства. Дороговизна наёмного труда и его неоправданность, по мнению автора, являлись главными причинами того, что он (наёмный труд) до 1848 года выполнял «полностью подчинённую роль» в данном хозяйстве.<sup>70</sup> В целом же для поместья характерно то, что ни барщинный, ни наёмный труд не могли обеспечить ни количества, ни качества выполняемых работ. Рабочих рук постоянно не хватало.<sup>71</sup>

Характеризуя положение крестьян по всей стране, автор отмечает, что оно различалось в зависимости от районов страны. Тяжелее всего, по его мнению, крестьянам жилось в Задунавье. Несколько лучше было положение крестьян в Алфёлде, так как там они имели в своём распоряжении больше земли.<sup>72</sup> Касаясь крестьянского землевладения, автор пишет, что урбарий Марии-Терезии принёс крестьянам мало пользы и он полностью согласен с оценкой, данной последнему Ачади и Марцали.

Урбарий сократил крестьянские надёлы лишь формально, на самом деле у крестьян было земли значительно больше, чем указано в урбарии.<sup>73</sup> Неоднозначно мнение автора о сельской общине в изучаемое нами время. Введение одиночной налоговой системы, как выяснил ВЕЛЛЬМАН, действовало разрушающе на сельскую общину, однако деятельность её прекратилась не везде. Так, в отдельных деревнях в Гёдёлё община активно функционировала и после проведения урбарияльного закона.<sup>74</sup>

Урбарий узаконил расслоение крестьян на категории: крепостные с наделом, желлеры. В дальнейшем процесс этой дифференциации усилился, однако судить о желлерах только по количеству имеющейся у них по Урбарии земли было бы неправомерно.<sup>75</sup>

Касаясь перехода крестьян, автор считает, что данным правом крестьяне практически не могли воспользоваться, так как помещик из-за нехватки рабочих рук крайне неохотно шел на это.<sup>76</sup>

Несмотря на уменьшение роли общины, усиление судебной власти помещика, в изучаемый период усиливается самостоятельность венгерской деревни. Это происходит в первую очередь под влиянием развития новых товарных отношений.<sup>77</sup> Развитие же последних, по мнению автора, сильно сдерживалось политикой венского двора, а также плохим состоянием дорог в

<sup>70</sup> Там же, стр. 112.

<sup>71</sup> Там же, стр. 130.

<sup>72</sup> Там же, стр. 71.

<sup>73</sup> Там же, стр. 70.

<sup>74</sup> Там же, стр. 62, 63.

<sup>75</sup> Там же, стр. 77.

<sup>76</sup> Там же, стр. 74.

<sup>77</sup> Там же, стр. 97, 98.

стране. Поэтому в товарные отношения включались те хозяйства, которые занимались животноводством, ибо скот не требовал перевозки.<sup>78</sup>

Автор в целом идеализирует отношения между помещиком и крестьянами, однако, он вынужден признать, что начиная с 1816 года положение существенно меняется. Новые капиталистические отношения проникают в помещичье хозяйство и оказывают большое воздействие также и на крестьянство. Кроме того, что крестьянство вырвалось из своей патриархальности и замкнутости, то есть стало значительно просвещённое и самостоятельное, в его взаимоотношениях с помещиком испарилось былое доверие и взаимопонимание. Крестьяне стали оказывать меньше уважения и желания подчиняться помещику.<sup>79</sup> Наряду с этим у крестьян усилились иллюзии в отношении правителя. Именно он, по их мнению, являлся действительным защитником интересов крестьян.<sup>80</sup>

В эпоху реформ, по ВЕЛЛЬМАНУ, эти трения между крестьянами и помещиками вылились в острые противоречия.<sup>81</sup>

В отличие от Венцеля, Велльмана, Секфю, занимавшихся главным образом помещичьим хозяйством, у Иштвана САБО объектом изучения являлось крепостное крестьянство.<sup>82</sup>

По мнению САБО, важным результатом урбариального урегулирования в венгерской деревне было появление понятия «крестьянское владение». Если, по Вербёци, все земли имели лишь одно название: «дворянские», а крестьянин, кроме вознаграждения за свои труд ничего не имел, то теперь, наряду с «дворянскими», появились и «урбариальные земли», собственником которых хотя и был помещик, фактически они находились в руках крестьянина и отобрать их помещик не имел права, что предполагает расширение хозяйственной самостоятельности крепостного. Всё это, конечно, по признанию автора, носило формально-правовой характер и существовало только на бумаге. Практически урбарий не мешал и в дальнейшем отбирать земли крестьян с помощью разнообразных регуляций.<sup>83</sup>

Урбариальное урегулирование оставило землю крестьянам, и раньше имевшим её, но при этом не уничтожило районных различий в пользовании землёй. Так, в Алфёлде можно было встретить массу полнонадельных крестьян, а в комитате Угоча крепостной с наделом был уже редкостью, и преобладали крестьяне с 1/8 и 2/8 надела. В среднем же количество пахотной земли у крепостных в конце XVIII века колебалось от 7 до 16 хольдов.<sup>84</sup>

<sup>78</sup> Там же, стр. 157.

<sup>79</sup> Там же, стр. 98.

<sup>80</sup> Там же, стр. 94.

<sup>81</sup> Там же, стр. 98.

<sup>82</sup> Szabó István. A magyar parasztság története (История венгерского крестьянства), Вр. 1940.

<sup>83</sup> Там же, стр. 61.

<sup>84</sup> Там же, стр. 60.

Урбариальное урегулирование совсем не коснулось крестьян, живущих на аллодиальных землях: с одной стороны, они были лишены защиты государства, с другой же, пользователи таких земель не платили государству налогов. Число таких крестьян постоянно росло.<sup>85</sup> В целом, по мнению автора, в течение первой половины XIX века происходило быстрое обеднение крестьянства. Если в конце XVIII века на 100 полнонадельных крестьян приходилось 125 безземельных или живущих на аллодиальной земле, то к 1846 году число последних увеличилось до 147 человек. Наряду с массовым обеднением крестьянства, в Алфёльде имелась и прослойка богатых крестьян. Обедневшее крестьянство, чаще всего желлеры, как выяснил САБО, брали землю в аренду у помещиков и платили за неё таксу в деньгах или часть урожая. Именно эти крестьяне образовали целый ряд категорий арендных крепостных, число которых к середине XIX века, по подсчётам Кошута, достигало полмиллиона. В эти категории переходили и полнонадельные крестьяне, недовольные государственными налогами.<sup>86</sup>

Автор отмечает своеобразие положения желлеров после урегулирования. В основном они платили денежный налог и выполняли барщину, остальные же правила на них почти не распространялись.<sup>87</sup>

Основными владельцами крепостных крестьян в первой половине XIX века в Венгрии были крупные помещики, которых в каждом комитате насчитывалось по несколько человек.<sup>88</sup>

Указ Йосифа II о переходе крестьян без разрешения помещика, автор считает крупным шагом в восстановлении «человеческих прав крестьян».<sup>89</sup>

В борьбе вокруг крестьянского вопроса в 30—40 годы, по твёрдому убеждению САБО, «крестьянство не играло роли».<sup>90</sup> Эту борьбу вело лишь либеральное дворянство, во главе с графом Сечени, бароном Вешшелени, Кёлчеи, Безереди, Деаком, Кошутом под влиянием либеральных и национальных идей.<sup>91</sup>

В лозунгах либерального дворянства в 30-е годы фигурировали: барщина, выкуп десятины, буржуазные права, выкуп, — однако, отмечает САБО, «их цели были часто не ясны и, наконец, сама мысль уничтожения крепостного права возникла неожиданно, после целого ряда событий».<sup>92</sup>

Закон 1840 года, по мнению автора, уничтожил крепостничество, но оставил судебную власть помещика по отношению к крестьянам.<sup>93</sup> Выкупались

<sup>85</sup> Там же, стр. 58.

<sup>86</sup> Там же, стр. 69.

<sup>87</sup> Там же, стр. 59.

<sup>88</sup> Szabó István. A nemesség és parasztság osztályviszonyai a XVI—XVIII. században (Классовые взаимоотношения дворянства и крестьянства в XVI—XVIII веках) Сборник статей Szabó István. Jobbágyok-parasztok, Bp. 1976, стр. 239.

<sup>89</sup> Szabó István. A magyar ... стр. 62.

<sup>90</sup> Там же, стр. 71.

<sup>91</sup> Там же.

<sup>92</sup> Там же, стр. 70.

<sup>93</sup> Там же, стр. 72.



по этому закону охотно лишь богатые сельскохозяйственные городки или отдельные деревни.

Несмотря на долголетнюю борьбу вокруг выкупа крестьян САБО считает, что «принципиальные условия выкупа так и не были выработаны».<sup>94</sup>

Процесс обуржуазивания, всё более охватывавший венгерское общество в целом, «крестьянство почти не затрагивал».<sup>95</sup>

В 40-е годы, отмечает САБО, неоднократно звучали беспокойные голоса о том, что «земли крестьян, если они получают их в свои руки, скупят промышленники и банкиры, а крестьяне могут опять оказаться лишь арендаторами земли».<sup>96</sup> Это замечание автор делает уже с учётом положения крестьянства в конце XIX века, когда эти опасения подтвердились — началось массовое разорение крестьянства и его пролетаризация.

Всё вышесказанное позволяет сделать вывод, что САБО несколько критически относится к реформе 1848 года, считая, что поставленные ею задачи были выполнены не до конца.

Необходимо также отметить: САБО, несмотря на свои большие симпатии к крестьянству, также как Секфю и Велльман, принижал роль крестьянства в общественной жизни страны.

Положение венгерского крестьянства в 40-е годы XX века, по мнению Имре ШООША, определялось ещё во многом урбариальным урегулированием Марии-Терезии.<sup>97</sup>

Так начинается его работа «Результаты земельного урбариального урегулирования в комитате Шопрон», написанная по архивным материалам вышеназванного комитата. В этой работе автор пытается раскрыть целый ряд сложных моментов, связанных с пользованием крестьян наделом, показывая структуру этого надела, не только с юридической стороны, но и на практике, отмечает значение отдельных частей надела для жизни крепостного.

ШООШ указывает, что во время регулирования, у крестьян комитата Шопрон была в пользовании земля двух категорий: обычная урбариальная (пашня, луг, пастбище) и т. н. «вырубные земли» или индустриальные. Если в связи с первой категорией у крестьян в конце XVIII и первой половине XIX веков происходит целый ряд перемеров, то вырубные земли у крестьян в этот же период были в своём большинстве выкуплены, а иначе говоря, отобраны на «законных» основаниях помещиком.<sup>98</sup>

Анализируя количество урбариальных земель у крестьян, автор отмечает, что Урбарий ухудшил их положение: с одной стороны, на основании

<sup>94</sup> Там же, стр. 73.

<sup>95</sup> Там же, стр. 70.

<sup>96</sup> Там же, стр. 76.

<sup>97</sup> Soos Imre. Az úrbéri birtokrendezések eredményei Sopron megyében (Результаты земельного урбариального урегулирования в комитате Шопрон), Вр. 1941, стр. 59.

<sup>98</sup> Там же, стр. 2.

Урбария у крепостных были отрезаны наделы, доходившие до этого до 100 хольдов, с другой же стороны, он (Урбарий) не увеличил наделы крепостных, имевших в своём пользовании всего лишь 1—2 хольда земли, а просто перевёл этих крестьян в разряд желлеров с домом.<sup>99</sup>

Урбарий, по ШООШУ, законсервировал рост величины крестьянских наделов, определил неизменную величину надела одной семьи без учёта её дальнейшего роста, и таким образом, Урбарий уже к 1790 году устарел: семьи увеличились в 2—3 раза, а размер надела остался прежним. Поэтому ясно, почему в первой половине XIX века на одном наделе находилось несколько домов и жило по 3—4 семьи, а иногда и больше.<sup>100</sup>

Стремление крестьян разделить пастбища, по мнению автора, было связано с нехваткой пахотной земли. Однако из-за сложностей положений, установленных законом 1836 года по этому вопросу, до 1848 года таких разделов в комитате наблюдалось немного. Особенно хотели разделения пастбища желлеры, для них это был единственный кусок земли. Помещик же, подчеркивает ШООШ, не слишком сопротивлялся этому разделению, так как к середине XIX века под пастбищами в комитате находилась самая плохая земля.<sup>101</sup>

Главный акцент в своём исследовании автор делает, однако, не на урбарияльные земли, а на проблематику, связанную с «вырубными землями».

Во-первых, ШООШ выясняет происхождение этих земель. Это земли, попавшие в руки крестьян в результате вырубки лесов, осушения болот, освоения непригодных земель. Далее автор показывает их юридический статус, согласно которому они облагались определённой платой в пользу помещика, в знак признания последнего собственником этих земель. Плата зависела от трудностей обработки земель: в горных каменистых районах — 5 форинтов за 1 хольд, в холмистых — 4 ф., в равнинных районах с густыми лесами — 3 ф., в равнинных районах с кустарниками — 2 форинта за хольд. Платить крестьяне начинали только после сбора урожая с осваиваемой земли. От барщины и других повинностей эти земли были освобождены. В редких случаях, когда государство признавало необходимость этих земель для прокормления крестьян, последние платили небольшие налоги государству: в пользу армии и комитата.<sup>102</sup>

Автор показывает, что в жизни крепостного крестьянства эти земли играли большую роль. Перед 1848 годом «вырубными землями» в комитате считались 30 000 кадастральных хольдов. Именно благодаря этим землям, считает ШООШ, многие желлеры в комитате стали хозяевами. На вырубных землях жили целые деревни.<sup>103</sup>

<sup>99</sup> Там же, стр. 59.

<sup>100</sup> Там же, стр. 60.

<sup>101</sup> Там же, стр. 67, 70.

<sup>102</sup> Там же, стр. 17, 22, 24, 42.

<sup>103</sup> Там же, стр. 31.

В конце XVIII века помещики комитата начинают интенсивно выкупать эти земли. Основной причиной выкупа, по мнению автора, являлась боязнь помещиков потерять эти земли. Эта боязнь особенно усиливается после распоряжений Йосифа II.<sup>104</sup> Несмотря на то, с горечью подмечает он, что о крестьянах в это время проявляет заботу государство, помещику не трудно было, пользуясь еще положениями Трипартитума, обосновать свои притязания на эти земли.<sup>105</sup>

Процесс обратного выкупа происходил при непосредственном участии окружного чиновника, производившего оценку затрат. Чаще всего, отмечает ШООШ, процесс выкупа осуществлялся через суд, куда обращался крепостной или помещик. «Естественно, крестьяне во всех случаях проигрывали процессы.» Если же крепостной и тогда не соглашался отдать вырубные земли, отбор производился с помощью военных команд. Всего до 1848 года у крестьян комитата было отобрано 20 000 кадастральных хольдов рубрубных земель. Для крестьянства это был серьёзный удар. Особенно пострадали крестьяне, не имевшие достаточно урбаральной земли, а также желлеры. Автор отмечает, что крестьяне, потратившие многие годы и массу сил на восстановление этих земель, всячески сопротивлялись передаче их помещику, вплоть до того, что отказывались брать за них деньги, которые долгие годы так и лежали в комитатской кассе. Помещики, стремясь притупить остроту крестьянского недовольства, оставляли выкупленные земли на короткое время этим же крестьянам на арендных условиях: по 3—5 форинтов в год, присоединяя их затем к своему домену.<sup>106</sup>

Присоединение такого большого количества земли к домену требовало рабочих рук для их обработки. Именно это, по мнению автора, было одной из причин увеличения барщины в первой половине XIX века.<sup>107</sup>

Автор показывает, какими способами увеличивали помещики барщину в своих хозяйствах: во-первых, они заставляли работать на барщине не только главу крестьянского хозяйства, что было установлено Урбарием, но и остальных членов его семьи; с другой стороны, помещики в комитате уничтожали договоры с теми деревнями, которые раньше выкупали барщину.<sup>108</sup>

Большой интерес, с точки зрения определения места крепостного крестьянства во всей феодальной системе Венгрии первой половины XIX века с её правовыми институтами, представляет работа Ференца ЭКХАРТА «История венгерской конституции и права».<sup>109</sup> Автор с большой тщательностью иссле-

<sup>104</sup> Там же, стр. 36.

<sup>105</sup> Там же, стр. 39.

<sup>106</sup> Там же, стр. 42, 52, 56.

<sup>107</sup> Там же, стр. 53.

<sup>108</sup> Там же.

<sup>109</sup> ЕСКНАРТ Ferenc. Magyar alkotmány- és jogtörténet (История венгерской конституции и права), Вр. 1946.

дует главный сборник венгерских законов «Corpus Juris Hungarici»,<sup>110</sup> ряд работ историков-юристов XIX века.

В своём труде автор рисует широкую картину юридически-правовых взаимоотношений крепостного крестьянства с государственными органами: дворцовой канцелярией, с венгерской камерой, Наместническим Советом, с военными и финансовыми органами, с комитатскими властями, с судебными органами. Но, конечно, главное внимание уделено взаимоотношениям представителей феодального общества: крепостным и помещикам. Им автор отводит целую главу, которая так и называется: «Урбарияльные отношения».

В этой главе ЭКХАРТ раскрыл юридический статус крепостного как держателя земельного надела, условия пользования этим наделом, возможности продажи и покупки последнего, основные условия наследования надела детьми крепостного. Он показал, что помещик не имел права отбирать землю у крестьян без основательных на то причин. Но и экспроприация по «уважительным» причинам могла быть осуществлена только с ведома и разрешения Наместнического Совета. Однако на практике этот запрет не мешал помещику увеличивать свой домен за счёт крестьянских наделов.<sup>111</sup>

Разъясняя условия перехода крепостного от одного помещика к другому, автор показал всё сложности, связанные с этим актом, отметил, что самовольный переход строго запрещался, совершивший его наказывался штрафом в 100 форинтов в пользу комитата. При аргументированном обосновании помещиком отказа отпустить крепостного, комитатские власти могли поддержать его и не разрешить переход. Не разрешался массовый переход крестьян.<sup>112</sup>

Урбарияльной землёй могли владеть не только отдельные крестьяне, но и целые селения. При наделении крестьян землёй, власти, пишет ЭКХАРТ, исходили из того принципа, чтобы её хватало на прокормление семьи и уплату повинностей. Именно такой величиной земли пользовались желлеры с 1/8 надела.<sup>113</sup> Современные историки доказали, что этого количества земли при тогдашних условиях для крестьян было недостаточно.

Автор подробно рассматривает права крестьян, связанные с земельным наделом. Так он показывает, что собственником пастбища был помещик, и пользование крестьян последним было ограниченным: части разрешалось только тот скот, который использовался крестьянами для собственных нужд. Пастбищ, однако, было явно недостаточно, поэтому не случайно статья 6 закона 1836 года внесла пункт, обязывающий помещиков выделить крестьянам достаточное количество пастбищ, хотя и при условии, что помещик тоже может пользоваться последними. Этот же закон разрешил разделить пастбища между помещиком и крепостными, где последним отводилось от 4 до 22 хольдов. На

<sup>110</sup> Corpus Juris Hungarici. Magyar törvénytár. Milleniumi kiadás, 36 k., Bp., 1896—1915.

<sup>111</sup> ЕСКНАРТ Ferenc. Magyar ... стр. 213, 215.

<sup>112</sup> Там же, стр. 215.

<sup>113</sup> Там же, стр. 216.

раздел требовалось согласие помещика или большинства крестьян данного селения. Восемь желлеров получали столько же, сколько один полнонадельный крепостной, то есть каждый из них получал от 0,5 до 2,7 хольда.<sup>114</sup>

Возможности пользования для крестьян лесом были также ограниченными, то есть связанными с отработками. Да и не на всё крестьянину разрешалось рубить помещичий лес. Так, к примеру, на возведение стен строящегося дома рубить лес на общих условиях не разрешалось.<sup>115</sup> Там, где леса не было, но было много камыша, крестьяне могли им пользоваться, но за плату: полнонадельный крестьянин был обязан помещику 40 вязанками камыша.

За сбор желудей крестьяне платили деньги. Ограничен был сбор пеньки, лишь со сбором ягод и грибов было несколько свободнее.<sup>116</sup>

Продажа вина крестьянами хотя и разрешалась, но только в определённое и ограниченное время. За нарушение сроков продажи крестьян наказывали денежным штрафом.

За изготовление палинки помещику платилась такса. Право охоты было только за помещиком. После сбора урожая помещик мог охотиться и на крестьянских угодьях. Крестьяне платили помещику пошлину за проезд по мосту, за переправу через реку, в том случае, если ехали не по помещичьим делам. Мясо они должны были в первую очередь разделявать на помещичьей бойне. За нарушение этого правила они наказывались 3-х дневной дополнительной барщиной. Практически и помол муки осуществлялся только на помещичьей мельнице и за определённую плату.<sup>117</sup>

За пользование наделом и за права, связанные с ним, крепостной обязан был платить помещику дымовые деньги (1 форинт), выкупать хозяина, если тот попал в плен, делать ему подарки по случаю свадьбы или первой мессы, оплачивать расходы послов в государственном собрании (осуществлялось до 1836 года — И. С.). Кроме того, отдавать церкви десятую часть урожая, девятую — помещику. До 1836 года крестьяне платили помещику и натурой: 2 курицы, 2 каплуна, 12 яиц, с 30-ти дворов 1 телёнок. Самой же тяжелой повинностью была барщина: 54 дня в году для крестьян, имеющих тягловый скот, 104 дня — «пешая» барщина для полнонадельных крестьян, 18 дней для желлеров с домом и 12 — для желлеров без дома. Порядок барщинных работ определялся чаще всего в ущерб крестьянам: большая часть работ падала на лето, работали от зари до зари. До 1836 года крестьяне обязаны были выполнять и подводную повинность: 2 дня в году для полнонадельного крестьянина со своим волом.<sup>118</sup>

Вплоть до 1848 года основным судебным органом для крестьян был помещичий суд. Наказания, определяемые им, начинались с известного

<sup>114</sup> Там же, стр. 218.

<sup>115</sup> Там же.

<sup>116</sup> Там же, стр. 219.

<sup>117</sup> Там же, стр. 220.

<sup>118</sup> Там же, стр. 223.

минимума: 24 удара палкой, 3 дня каталажки, 3 дня барщинных работ. Первой апелляционной инстанцией для крестьян был комитатский суд, затем Наместнический Совет. Судебные функции, где размер штрафа был меньше указанного, осуществляли деревенский староста, его помощники и писарь. Они же выполняли и ряд административных функций в деревне. Выбирались они самостоятельно жителями деревни. Но в изучаемый период в выборы членов деревенского самоуправления и их деятельность всё больше вмешивается помещик. Это вмешательство было закреплено законом 1836 года.<sup>119</sup>

Характеризуя в целом положение крепостного крестьянства, ЭКХАРТ пишет, что, несмотря на все распоряжения в отношении последнего, «судьба крестьянства в первой половине XIX века вместо улучшения ухудшилась».<sup>120</sup>

Самой большой бедой для них был отбор земли помещиками и присоединение её к домену. Затем автор, идя по стопам за Секфю, переносит тяжесть обвинений за плохое состояние крестьянского хозяйства на комитатские налоги, общественные работы, произвол комитатских судей.

Однако вышенарисованная им самим картина взаимоотношений крестьян с помещиком, с её многочисленными «запретами», «ограничениями», «платами», «отработками», «штрафами», постоянным вмешательством помещика в дела крепостных и составляющим, собственно говоря, основу феодальных крепостнических отношений, говорит наглядно о том, что именно они (взаимоотношения крепостных с помещиком, выражавшиеся в постоянном наступлении помещика на права крестьян) и являются главной причиной ухудшения положения крепостного крестьянства в первой половине XIX века.

Усугубляли же это положение, как правильно отмечает автор, комитатские налоги и повинности, а также государственный налог, сопровождавшийся постоянным «надувательством и несправедливостями».<sup>121</sup>

Подводя итоги рассматриваемым работам буржуазных историков, можно сказать, что начатая ими с конца XIX века работа по изучению положения крестьян в первой половине XIX века, и продолжавшаяся с перерывом до середины 40-х годов нашего столетия, принесла следующие результаты.

Буржуазные историки много сделали для выявления источников по истории крестьянства данного периода. Особо надо отметить в связи с этим представителей «культурной школы» во главе с её основателем Шандором Домановски, выявивших значительный материал из личных семейных архивов крупных венгерских помещиков, а также таких историков, как Иштван Сабо, Имре Шоош, источниковедческая база исследований которых опирается главным образом на комитатские архивы по урбарialным делам.

<sup>119</sup> Там же, стр. 224, 226.

<sup>120</sup> Там же, стр. 212.

<sup>121</sup> Там же, стр. 296.

Львиную долю в исследованиях буржуазных историков занимает политическая борьба внутри господствующего класса в эпоху реформ вокруг крестьянского вопроса, деятельность отдельных политиков этого времени: Сечени, Вешшелени, Кёлчеи, Деака, Кошута. Особое место занимают споры об урбариальном законе на государственном собрании 1832—1836 годов. Именно анализ политической борьбы этого периода вынуждал многих буржуазных историков, для аргументации позиций того или иного деятеля эпохи реформ, поднимать проблематику положения самого крестьянства.

Позитивным вкладом венгерской буржуазной историографии в изучение истории крестьянства является то, что в ней правильно показано, что основным тормозом общественного развития Венгрии в первой половине XIX века являлся устаревший институт крепостничества, основными чертами которого были: недостаточное количество земли в пользовании крестьян и уменьшение последней в изучаемый период; наличие устаревших форм феодальной ренты, главной из которых являлась барщина; интенсификация отработочных форм ренты в связи с расширением помещичьего хозяйства и всё большим его включением в товарное производство; постоянный рост налогов в пользу государства, комитата; увеличение различного рода работ (общественных); тяжесть рекрутских наборов. Буржуазные историки правильно отметили почти полное отсутствие у крепостных крестьян гражданских и политических прав, судебный произвол по отношению к ним как со стороны помещика, так и со стороны комитатских властей.

Они установили, что основными владельцами крепостных являлись крупные помещики, аристократия, отметили консервативность последней, её яростное сопротивление отмене крепостного права.

В буржуазной историографии даётся довольно критическая оценка урбариальному урегулированию, дальнейшим урбариальным законам, показывается, хотя не до конца, их ограниченность.

Глубина критического отношения к крепостничеству не во всей буржуазной историографии однозначна. В позитивистской буржуазной историографии конца XIX начала XX веков значительно сильнее выражается антифеодальная направленность, но здесь мы наблюдаем впадение в другую крайность — идеализацию буржуазного строя. Иногда причиной такой крайности могли быть и личные интересы отдельных историков. Так, в работе Ачади последнее объясняется в какой то мере тем, что он сам являлся довольно крупным арендатором помещичьих земель. Однако, как было показано выше, и он не был свободен от влияния пережитков феодальной идеологии.

Значительно мягче звучит критика крепостнической системы у историков 30—40-х годов, когда господствующим направлением в венгерской буржуазной историографии становится школа «духовной истории». Именно этой школе принадлежит заслуга искусственного разграничения роли государства, комитата в жизни крепостного крестьянства — это с одной стороны, и роли помещиков

— с другой. Суть последнего заключается в следующем: понимая, что отрицать ухудшение положения крестьянства в данный период неразумно, как факт, подтверждающийся массой источников, представители этой школы вину за это взвалили на комитат и на государство, обелив таким образом помещиков. Объясняется это тем, что основной задачей школы «духовной истории» являлось сглаживание противоречий между крупными землевладельцами, стоящими у власти в период Хорти, и крестьянством, отсюда их стремление исторически обосновать духовную близость помещиков и крестьян. Нельзя сказать, что эта концепция не строилась на фактическом материале. Аргументация в этих построениях присутствует, но подбор данных осуществлялся представителями этой школы продуманно: для обоснования своих концепций.

Несколько другими принципами в своей работе руководствовалась школа «истории культуры»: В своей основе школа принадлежала к позитивистскому направлению, но идеологически она была вынуждена подчиняться влиянию школы «духовной истории». Это подчинение создавало внутреннюю противоречивость в исследованиях её представителей: между фактическим изложением материала и выводами часто наблюдается разрыв — там, где выводы подчиняются логике материала, они объективнее отражают действительность, там же, где такое подчинение отсутствует, выводы повторяют положения представителей школы «духовной истории».

Под идеологическим влиянием последней находились и такие исследователи истории крестьянства, как И. Сабо, И. Шоош. Однако это всё же не мешало им наиболее последовательно и правдиво показывать положение крестьянства.

Общей чертой буржуазной историографии, объединяющей её, как во все периоды, так и по всем направлениям, являлось крайне отрицательное отношение к крестьянским выступлениям в изучаемое время, непонимание активной роли крестьянства в политической жизни страны.

В заключение необходимо сказать, что не имея правильной методической базы исследования, буржуазная историография, в лице своих лучших представителей, не могла до конца правильно раскрыть положение крепостного крестьянства в первой половине XIX века, в период перехода от одной формации к другой, тем более указать причины изменения его положения. И, конечно, ей было совсем не под силу решить вопрос о перспективах развития крестьянского хозяйства. Это всё было уже задачей марксистской аграрной историографии.

Образование ВНР открыло новые возможности для изучения аграрной истории страны.

Первой крупной работой после 1945 года была монография Дюла МЕРЕИ «Сельское хозяйство и аграрное общество в Венгрии 1790—1848.»<sup>122</sup> Первой она была и в том отношении, что вся была посвящена интересующему

<sup>122</sup> MÉRÉI Gyula. *Mezőgazdaság és agrártársadalom Magyarországon 1790—1848* (Сельское хозяйство и аграрное общество в Венгрии 1790—1848) Бп. 1948.



нас периоду, в отличие от предыдущих работ, в которых этот период обычно составлял лишь часть исследования. Построенная на публицистике изучаемого времени, на материалах печати, главным образом, газеты «Венгерский хозяин», с широким использованием исследований буржуазных историков, работа МЕРЕИ, по собственному признанию автора, носит обобщающий характер.

Работу условно можно разделить на две части. В первой—автор показывает помещичье хозяйство в основном крупных землевладельцев, в меньшей мере хозяйства средних и мелких дворян; рассматривает проблематику, связанную с приспособлением помещичьего хозяйства к расширяющимся товарно-денежным отношениям в стране. В зависимости от характера этой приспособляемости (в экономическом смысле слова) автор делит помещичьи хозяйства на 2 типа: на традиционные и реорганизованные.

По мнению МЕРЕИ, под влиянием торговой конъюнктуры в конце XVIII — начале XIX веков помещичье хозяйство включается в товарное производство: в районах, близко расположенным к торговым путям, интенсивнее, дальше — менее интенсивно. При этом помещик несколько не заботится о рентабельности своего хозяйства, его интересует лишь доход.<sup>123</sup>

Рентабельности же, считает автор, при традиционной системе хозяйствования добиться было очень трудно, слишком очевидным было противоречие между высоким спросом на рынке и отсталыми крепостническими методами организации труда.<sup>124</sup> Необходимо было переустройство помещичьего хозяйства. Однако, отмечает МЕРЕИ, помещик не чувствовал настоящего интереса к этому, он «часто занимался улучшением хозяйства не с мыслью перейти на капиталистическое хозяйствование, а под влиянием плохого настроения, для времяпровождения».<sup>126</sup>

Реорганизация некоторых помещичьих хозяйств, по мнению МЕРЕИ, непосредственно связана с зерновой конъюнктурой (автор показывает 6—7 таких хозяйств), с конъюнктурой на шерсть, здесь автор также на ряде хозяйств описывает процесс этой реорганизации.

МЕРЕИ считает, что переход этих хозяйств на использование наёмного труда подготовил, «с одной стороны, образование слоя сельскохозяйственных рабочих, с другой, — появление свободного буржуазного арендатора.»<sup>123</sup>

Однако, таких реорганизованных хозяйств было немного. Остальные же вели хозяйство традиционными методами. Основой увеличения доходности последних был отбор земли у крестьян, увеличение барщины, особенно усилившихся в годы конъюнктуры, что приводило «к накоплению революционного напряжения в крестьянстве».<sup>127</sup>

<sup>123</sup> Там же, стр. 38.

<sup>124</sup> Там же, стр. 10, 24.

<sup>125</sup> Там же, стр. 40.

<sup>126</sup> Там же, стр. 92.

<sup>127</sup> Там же, стр. 94.

Старыми методами вело своё хозяйство и большинство среднего дворянства, основными заботами которого было хорошо поесть, приятно провести время. В политической борьбе в эпоху реформ последнее стремилось лишь удержать свои дворянские привилегии, подчёркивает МЕРЕИ.<sup>128</sup>

Среднее дворянство во многом поддерживали мелкие дворяне, хотя их образ жизни значительно отличался от образа жизни первых. Особенно бедно жили т. н. «лапотные» дворяне, которые иногда имели в своём владении не больше одного надела земли, который они сами и обрабатывали.

Во второй части своей работы автор анализирует жизнь венгерского крепостного крестьянства, констатируя при этом постоянное ухудшение положения последнего. Причинами ухудшения, по мнению МЕРЕИ, являлись: введение урбария, естественный рост населения, выкуп «вырубных» земель помещиками, злоупотребления служащих, незаконное увеличение барщины, повышение государственных налогов и повинностей, отсутствие внутреннего рынка, плохие дороги. Кроме того, одним из составных элементов, играющих роль в ухудшении положения крестьянства, автор считает «отсталую технику хозяйствования крестьян».<sup>129</sup>

Системы двухполья, трёхполья, расбросанность крестьянских участков: иногда они состояли из 30—60 кусков в разных местах, и как следствие этого — вынужденный севооборот; устаревшие орудия труда: деревянные плуги, бороны из веток, серпы; засорённость полей; несменяемость культур — всё это препятствовало сбору высоких урожаев. Урожайность колебалась от сам 3 до сам 4. Хлеб хранили в ямах, и если последние недостаточно плотно прикрывали и туда попадал воздух, то урожай полностью погибал. Животноводство было отгонным, зимой кормили в основном соломой, специально заготовкой кормов не занимались. Садоводство стояло на низком уровне развития.<sup>130</sup>

Соответствовал положению хозяйства, отмечает автор, и образ жизни венгерского крепостного крестьянства. Питались крестьяне в основном хлебом, кашами, салом, чесноком. В Алфёльде был распространён овечий жир, гуляши. Жилищами им служили или полуземлянки, отапливающиеся по-чёрному, или небольшие хаты с соломенными крышами. Внутреннее убранство было также бедным: стол, скамья, деревянный сундук, шкаф. Одежда часто замасленная, так как жир не только ели, но и смазывали им одежду (от червей).<sup>131</sup>

Крестьяне побогаче, в виду особых условий, сумели подключиться к развивающимся товарно-денежным отношениям. Автор выделяет при этом договорных крестьян, имевших, по сравнению с урбарияльными, значительно лучшие условия жизни.<sup>132</sup>

<sup>128</sup> Там же, стр. 97, 112.

<sup>129</sup> Там же, стр. 148, 152, 164, 169.

<sup>130</sup> Там же, стр. 152, 156, 157, 158, 160.

<sup>131</sup> Там же, стр. 165, 167.

<sup>132</sup> Там же, стр. 176.

МЕРЕИ положительно оценивает ряд параграфов урбариального закона 1836 года: освобождение от уплаты десятины с пара, упорядочивание отработок, однако считает, что эти пункты на практике были невыполнимы: «Уничтожение малой десятины, уточнение сбора девятины со льна, конопли, плата за сверхурочную барщину от 10 до 20 крайцаров, уничтожение подводной повинности или её замена барщиной, добровольный договор о выкупе повинностей — всё это важный результат, — пишет он, — но они сами по себе не были способны на то, чтобы в достаточной мере облегчить положение крестьян—пока сбор десятины и порядок отработок существовали на бумаге.»<sup>133</sup> Параграф о разделении пастбищ, считает МЕРЕИ, несмотря на свою доброжелательность по отношению к крестьянам, в первую очередь был полезен для помещика.<sup>134</sup> Закон же о выкупе «вырубных земель» был исключительно неблагоприятен для крестьян. Мало пользы они получили и от нового закона о праве крепостных на переход.<sup>135</sup>

В целом, считает МЕРЕИ, закон 1836 года, из-за своей противоречивости, улучшил положение крестьянства крайне незначительно.

Такую оценку он даёт и последующим законам о выкупе и о праве недворян приобретать собственность.

Всё вышесказанное позволяет автору сделать вывод о кризисном состоянии венгерского феодального общества. Основной же причиной кризиса он считает торговую конъюнктуру. Именно неблагоприятная конъюнктура, по его мнению, «разложила венгерское общество».<sup>136</sup> С данным положением трудно согласиться. Оно, как справедливо отметили венгерские историки-аграрники даёт «неправильное понимание причин кризиса феодального общества.»<sup>137</sup> Торговая конъюнктура оказывала серьёзное влияние на историческое развитие в Венгрии в данный период, но не она определяла ход последнего. Здесь, на наш взгляд, происходит смешивание понятий исторической закономерности развития общества с его внутренними глубинными процессами (товарное производство) и особенностей исторического развития общества в отдельных странах (влияние торговой конъюнктуры).

Интересен вывод МЕРЕИ о целях борьбы венгерского либерального дворянства в эпоху реформ. «Ясно одно, — пишет он, — что ни среднее дворянство, ни Кошут, ни мелкое дворянство сознательно не боролось за те результаты, которые вследствие долгой работы с внезапной быстротой родились в огне революции».<sup>138</sup>

<sup>133</sup> Там же, стр. 195.

<sup>134</sup> Там же, стр. 196.

<sup>135</sup> Там же, стр. 203, 204.

<sup>136</sup> Там же, стр. 41.

<sup>137</sup> Петер Гунст и Тибор Колошша. Изучение аграрной истории в Венгрии после 1945 года. Сб. Ежегодник по аграрной истории Восточной Европы. М., 1961, стр. 396.

<sup>138</sup> MÉREI Gyula. Mezőgazdaság és ... стр. 115, 116.

Работа Пала Ш. ШАНДОРА посвящена одному из важнейших событий в эпоху реформ; политической борьбе вокруг крестьянского вопроса на государственном собрании 1832—1836 годов.<sup>139</sup>

В первой главе работы, озаглавленной: «Кризис феодального аграрного общества в начале XIX века», автор с помощью уже рассмотренной нами литературы, а также с привлечением новых источников статистического характера, на основе марксистско-ленинской методологии делает попытку определить главные причины кризиса.

На основании анализа положения крестьянства, он приходит к выводу, что вследствие уменьшения крестьянских наделов и увеличения барщины происходит пролетаризация крестьянства и «создаются предпосылки для буржуазных трудовых отношений»<sup>140</sup>. Это с одной стороны. С другой же, рассмотрев динамику задолженностей помещиков комитатов Пешт и Бараня в первой половине XIX века, он констатирует, что переходу помещичьих хозяйств на новый капиталистический лад мешало отсутствие достаточных капиталов.<sup>141</sup> Обобщив вышесказанное, автор в качестве главной причины кризиса определяет невозможность использования рабочей силы в Венгрии в изучаемое время. «На одной стороне, — пишет он, — вследствие гнёта и естественного прироста населения, увеличиваются массы обедневших крепостных и желлеров, предлагающих свою рабочую силу, на другой — стоит класс землевладельцев, которые ищут эту рабочую силу. Но предложение не может удовлетворить спрос: помещики не могут использовать дешёвую рабочую силу, так как не в состоянии её оплатить».<sup>142</sup>

В связи со всем вышесказанным возникает несколько вопросов. Во-первых, говорить о пролетаризации крестьянства в данный период ещё рано, слишком много феодальных пут держало разорившегося крестьянина около своего помещика. Тут речь скорее должна идти о пауперизации крестьянства. В результате сохранявшейся внеэкономической зависимости, крепостному было довольно трудно продавать свою силу. Во-вторых, как справедливо отметил Мереи, помещики не испытывали большой потребности в реорганизации своих хозяйств, а те, кто хотел этого, находили как средства, так и рабочую силу.

В остальных главах работы Пал Ш. ШАНДОР подробно разбирает политическую борьбу на государственном собрании, начиная с расстановки сил на нём, их изменение в ходе дискуссий, и кончая анализом принятых законов. Оценка последних в основном совпадает с выводами Д. Мереи. Здесь необходимо выделить один важный момент, на который обращает наше внимание автор: «На этом собрании, — пишет он, — да и во всю эпоху реформ, вопрос о

<sup>139</sup> SANDOR Pál. A jobbágykérdés az 1832—1836-os országgyűlésen (Вопрос о крепостных крестьянах на государственном собрании 1832—1836 гг.) Вр. 1948.

<sup>140</sup> Там же, стр. 29.

<sup>141</sup> Там же, стр. 35, 36.

<sup>142</sup> Там же, стр. 39.

крепостном крестьянстве всегда тащился только после национальных требований». <sup>143</sup>

В связи со столетием венгерской буржуазной революции 1848 года появляется большое число статей, в которых молодые венгерские историки-марксисты стремятся раскрыть причины кризиса феодального общества в Венгрии накануне революции. <sup>144</sup> На основании большого количества статистических данных изучаемого времени (Швартнер, Магда, Фенеш, Галгоци и др.) они доказывают несостоятельность утверждений буржуазной историографии о том, что главной причиной ухудшения положения крестьянства были налоги и повинности со стороны комитата и государства. Уже в этих статьях им удаётся показать, что в основе всех противоречий в Венгрии в первой половине XIX века лежало обострение взаимоотношений между помещиками и крепостными.

В этот период необходимо особо выделить работы Пала. Ж ПАХА, много сделавшего для того, чтобы обратить внимание венгерских историков-аграрников на проблемы первоначального накопления капитала в Венгрии в данной период. Кроме ряда статей, указанной проблеме была посвящена и его крупная монография «Первоначальное накопление капитала в Венгрии» <sup>145</sup> Согласно авторской концепции, обезземеливание крестьян было одним из путей и средств этого накопления.

Как проходил процесс обезземеливания на практике иллюстративно показал Имре САНТО на материалах одного из крупных помещичьих имений графа Фештетича. <sup>146</sup> Согласно его расчётов, размер барской запашки с 1788 года по 1848 г. вырос за счёт отбора земли у крестьян с 21% до 63% общего количества господских земель. <sup>147</sup> В период конъюнктуры на шерсть с 1830 по 1848 гг. в хозяйстве увеличилось количество овец с 53174 до 78321. <sup>148</sup> Выросли в первой половине XIX века в имении и повинности крестьян. Так барщина в процентном отношении с 1795 по 1848 год поднялась от 44,88% до 67%. В то же время, отметил автор, в поместье стал больше использоваться наёмный труд.

<sup>143</sup> Там же, стр. 8.

<sup>144</sup> SPIRA György. A tehetetlen kor (Бессильная эпоха). Журнал Valóság. 1948. ÉBER Ernő. Visszapillantás mezőgazdaságunk 100-év előtti viszonyaira (Петроспективный взгляд на отношения в сельском хозяйстве более 100 лет назад). Журнал Agrártudományi Szemle. 1948. SÁNDOR Pál. Az agrárkérdés 1848 előtt (Аграрный вопрос перед 1848 годом). Журнал Társadalmi Szemle. 1948.

<sup>145</sup> PACH Zsigmond Pál. A tőkés termelés feltételei a magyar mezőgazdaságban 1848-ban (Условия капиталистического производства в венгерском сельском хозяйстве в 1848 году). Журнал Társadalmi Szemle. 1948. Szempontok az eredeti tőkefelhalmozás vizsgálatához Magyarországon (Взгляды на изучение первоначального накопления капитала в Венгрии). Журнал Századok. 1948. Az eredeti tőkefelhalmozás vizsgálata Magyarországon. Вр. 1952. На русском языке Пал Ж. Пах. Первоначальное накопление капитала в Венгрии, Вр. 1952.

<sup>146</sup> SÁNTÓ Imre. A parasztság kisajátítása és mozgalmái a gróf Festetichék keszthelyi ágának birtokain 1711—1850 (Экспроприация крестьянства и их движения в поместьях Кестхейской линии графов Фештетич в 1711—1850 гг.), Вр. 1954.

<sup>147</sup> Там же, стр. 113.

<sup>148</sup> Там же, стр. 115.

Процент последнего за полстолетие поднялся с 11,50% до 30,8%. Необходимо отметить, что в эти проценты, кроме чисто наёмных рабочих, вошла также и вся челядь, живущая в поместье.<sup>149</sup>

Вследствие ухудшения положения крестьянства, считает САНТО, усиливается процесс его расслоения: с одной стороны, увеличивается число желлеров, с другой, — среди надельных уменьшается число крепостных с полным наделом и увеличивается число крепостных с 4/8 надела.<sup>150</sup>

Работа САНТО, богатая фактическим материалом, не была свободна от ряда противоречий, что отметили и венгерские историки. Так автор не смог объяснить: почему приходит усиление эксплуатации крестьян и одновременно увеличивается количество надельных крестьян, почему расширение барской запашки и одновременно с этим рост крестьянских земель. Мало внимания автор уделил товарному производству в поместье. Не было у него также анализа: по какому пути шло развитие этого хозяйства, что имело важное значение в связи с дискуссией среди венгерских историков о двух путях развития венгерского сельского хозяйства.<sup>151</sup>

В 1956 году в журнале *Századok* была опубликована статья Д. МЕРЕИ «Сельскохозяйственная товарная продукция и положение крестьян в Венгрии во время обострения кризиса феодализма», явившаяся основой главы о сельском хозяйстве в университетском учебнике.<sup>152</sup>

Основные положения этой работы сводятся к следующему: затруднения из-за хлебной деконъюнктуры после 1815 года, а затем деконъюнктуры на шерсть углубили кризис феодального хозяйства в Венгрии. Зависимое положение от Австрии и связанное с этим отсутствие капитала делали невозможным переход помещичьего хозяйства к капитализму. Большинство из них (помещичьих хозяйств) застряло на степени своеобразного феодального товарного производства: основанного на применении барщины. Только некоторые хозяйства сумели подняться до начальной стадии перехода к капиталистическому производству, в результате всё более расширяющегося в объёме использования наёмного труда.

Под влиянием конъюнктуры в товарное производство включились и хозяйства крепостных: возросло производство крестьянами трудоёмких культур, повысился уровень животноводства, увеличились поставки крестьянских продуктов (вино, хлеб, шерсть) на рынок.

Под влиянием товарного производства ускорилося имущественное расслоение крестьян: образовался узкий слой богачей, увеличилось число

<sup>149</sup> Там же, стр. 157.

<sup>150</sup> Там же, стр. 150.

<sup>151</sup> См. журнал *Századok*. 1956.

<sup>152</sup> MEREI Gyula. Mezőgazdasági árutermelés és a parasztság helyzete Magyarországon a feudalizmus elmélyülése idején (Сельскохозяйственное товарное производство и положение крестьянства в Венгрии в период обострения кризиса феодализма). Журнал *Századok*. 1956.

батраков. Начинается более широкое использование наёмного труда в хозяйствах богатых крестьян. Батраки начинают всё больше заниматься промыслами, не связанными с сельским хозяйством. В результате расслоения внутри крестьянства обостряются противоречия между бедняками и богатой верхушкой. Однако, вплоть до 1848 года, основное противоречие остаётся между помещиками и крепостным крестьянством.

При обсуждении проекта университетского учебника венгерскими историками был внесён ряд дополнений и замечаний. Так П. ХАНАК критически отнёсся к термину «сельскохозяйственный капитализм», используемый МЕРЕИ в своей работе, и, считая, что Венгрия являлась лишь частью Австрийской монархии, предложил употреблять термин «капитализм в сельском хозяйстве». Кроме того, он отметил, что в работе недостаточно показаны кризисные явления в крестьянском хозяйстве, развитие товарно-денежных отношений. К. ВЁРЁШ заметил, что в работе слабо прослежено развитие отдельных территорий страны, а также недостаточно говорится о применении наёмного труда в крестьянском хозяйстве, расслоение крестьянства показано неубедительно, слабо отражено значение крестьянских движений. Дёрдь САБАД подчеркнул, что в первой половине XIX века существовало не два типа помещичьих хозяйств, а три: старое, державшееся на барщинном труде и находящееся далеко от торговых центров; переходное — с использованием отработок; реорганизованное — основанное в большей мере на наёмном труде. Кроме того он подтвердил вывод САБО и ШООША о том, что до конца XVIII века помещик только юридически стремился обосновать принадлежность части крестьянских земель к домену, но не присоединял их к последнему. Практически этот процесс начался лишь с начала XIX века. Деление лугов по закону 1836 года, по его мнению, способствовало переходу крестьянства к капиталистическому развитию: маленькие парцеллы, полученные крепостными при разделе лугов, стали после революции единственными земельными участками части крестьян.<sup>153</sup>

Свои замечания САБАД делал на основании большого исследования, проведенного им. Его работа «Переход от барщинного хозяйства к капиталистическому в поместьях Эстерхази в Тата и Гестеш» была первым исследованием отдельного хозяйства в изучаемый период.<sup>154</sup> Основным материалом для исследования был семейный архив графов Эстерхази. Анализируя этот материал автор выясняет, как осуществлялся переход помещичьего хозяйства на товарное производство. Финансовой базой для переустройства хозяйства служили венгерские и иностранные займы.<sup>155</sup> Развитие хозяйства в основном характеризовали следующие черты: расширение запашки, увеличение произ-

<sup>153</sup> См. журнал Századok. 1956.

<sup>154</sup> SZABAD György. A tatai és gesztesi Eszterházy uradalom áttérése a robotrendszerrel a tőkés gazdálkodásra (Переход от барщинного хозяйства к капиталистическому в поместьях Эстерхази в Тата и Гестеш), Вр. 1957.

<sup>155</sup> Там же, стр. 117.

водства кормовых культур, а также технических. Из животноводства выделяется овцеводство. Шерсть купцы скупали на месте.<sup>156</sup> Важной отраслью было лесоводство. В поместье были мастерские по производству кирпича, черепицы, обжига извести. Поместье получало 6—8% дохода с пошлин, идущих от 35 помещичьих мельниц.<sup>157</sup> Немаловажной статьёй дохода было использование бесплатного труда заключённых, которые занимались изготовлением сапог, мешков, полотна.<sup>158</sup> Значительную часть дохода поместье получало от крестьянских повинностей: 42—44 процента от всего дохода. Однако ни ссуды, дававшиеся под высокий процент, ни доходы самого хозяйства не могли покрыть нехватки капитала. Этим, по мнению автора, объясняется тот факт, что поместье вплоть до революции не отбирало землю у крестьян, хотя юридически значительная часть земли последних уже числилась за помещиком.<sup>159</sup>

Количество наделной земли у крестьян в целом соответствовало урбариальным требованиям. Однако, уже сами «законные» урегулирования привели к тому, что у наделного крестьянина в горных районах, где земля была хуже, было лишь 6 хольдов пашни, а в равнинных, — и с лучшим качеством — 15 хольдов.<sup>160</sup> Помещик не разрешал (из-за уменьшения ренты) делить крестьянские наделы между детьми, чем способствовал увеличению числа желлеров. Противоречия в 20—30 годы между крестьянами и помещиком стали острее вследствие ухудшения положения первых, отмечает автор. Основные причины этого ухудшения — ограничение для крестьян общественных выгонов, пользования лесом, а главное, усиление эксплуатации, особенно за счёт барщинных работ. Помещик требовал от крепостных барщину, какую он только хотел, используя для этого все меры наказания и поощрения. В хозяйство многие работы производились за прибавку земли, за пользование различными правами, за кредит продуктов и семян, за часть земли, то есть наряду с обыкновенной барщиной, отмечает САБАД, в помещичьем хозяйстве использовалась и переходная форма: отработочная. Однако относить эту форму к чисто наёмному труду было бы неправомерно, утверждает автор.<sup>161</sup>

Усиление эксплуатации приводило к разорению крестьянства: так число желлеров с 1825 года по 1846 г. в поместье выросло с 1054 до 1994 человек.<sup>162</sup> В целом расслоение шло не только по официально юридическим категориям, но и среди желлеров, и также наделных крестьян. Далее автор отмечает, что были действительно бедные желлеры, которые поставляли рабочую силу помещику или шли на заработки в другие места, нанимаясь к торговцам и ремесленникам.

<sup>156</sup> Там же, стр. 70, 74, 85.

<sup>157</sup> Там же, стр. 104.

<sup>158</sup> Там же, стр. 108.

<sup>159</sup> Там же, стр. 34.

<sup>160</sup> Там же, стр. 150.

<sup>161</sup> Там же, стр. 193, 195, 221, 222.

<sup>162</sup> Там же, стр. 180.



Из них же чаще всего вербовали рекрутов в армию, так как более богатые крестьяне обычно откупались от рекрутчины. Однако были и такие желлеры, которые не имели отношения к сельскому хозяйству, а занимались торговлей или промышленностью, и лишь юридически подлежали власти помещика.<sup>163</sup>

Товарное производство оказало существенное влияние и на крестьянское хозяйство. В их среде выделяются отдельные лица, сумевшие приспособиться к новым отношениям и разбогатеть. САБАД упоминает 135 крестьянских хозяйств, где использовалось до 10 наёмных рабочих, или работающих за натуральную плату. Обычно также крестьяне сами не работали на барщине или других господских работах, а посылали вместо себя подёнщиков. Помещик со своей стороны всячески поддерживал таких крестьян.<sup>164</sup>

Закон 1836 года в целом, по мнению САБАДА, не намного улучшил положение крепостного крестьянства. Однако, в настроениях крестьян последний означал большой поворот. Крестьяне остались недовольны результатами этого закона, что проявилось в их выступлениях в 1836—1837 годах. Основным их требованием было уменьшение повинностей. Если до 1836 года, отмечает автор, отказ крестьян от повинностей носил единичный характер, то теперь он стал массовым. Значительная часть требований крестьян касалась уменьшения власти помещика в деревне, особенно при выборе старосты.<sup>165</sup>

В результате крестьянских волнений помещик был вынужден ограничить количество выполняемых повинностей договорами, а переработки оплачивать деньгами. Однако он всячески старался компенсировать всё это за счёт той категории крестьян, которая владела неурбарияльными землями: постоянной угрозой отобрать эти земли, он заставлял крестьян и в 40-е годы выполнять значительно большие повинности, чем было положено по закону.<sup>166</sup>

В статье Д. ШПИРА «К расслоению крестьянства в комитате Пешт до 1848 года» было подтверждено мнение Сабада о том, что практически отбор земли у крестьян начался не в XVIII веке, а в начале XIX, и этот процесс не был таким прямолинейным, как это считалось ранее.<sup>167</sup> ШПИРА на материалах комитата Пешт проиллюстрировал, что отбор земли не носил массового характера. По его мнению, этот процесс шёл в сторону нивелировки крестьянских хозяйств: число богатых крестьян уменьшилось, но уменьшилось и число беднейших крестьян — основной же массой стало среднее крестьянство.

Трудно, однако, согласиться с его утверждением о том, что усиление эксплуатации крестьян, замедляло процесс обогащения его отдельных групп и препятствовало процессу расслоения. Уже Сабад, в своей работе, в связи с

<sup>163</sup> Там же, стр. 177, 185.

<sup>164</sup> Там же, стр. 150, 151.

<sup>165</sup> Там же, стр. 248.

<sup>166</sup> Там же, стр. 240, 242.

<sup>167</sup> SPIRA György. A Pest megyei parasztság 1848 előtti rétegződéséhez (О расслоении крестьянства в комитате Пешт до 1848 года). Журнал Századok. 1958.

разбогатевшими крестьянами и их увеличением, убедительно доказал обратное — помещик сам поддерживал таких крестьян.

Результаты работы венгерских историков-аграрников в 50-е годы, можно сказать, были, в какой-то мере, обобщены в университетском учебнике, вышедшем в 1961 году.<sup>168</sup> Наряду с этим в нём нашли отражение и новые моменты: показано образование местных рынков в стране, со специализацией по продаже отдельных товаров; зачатки образования единого национального рынка в Пеште; шире показано товарное производство в крестьянском хозяйстве, начавшаяся местная специализация.

Заканчивая обзор работ за 50-е годы, необходимо отметить, что в изучении истории крестьянства первой половины XIX века было сделано многое, как в определении основных причин кризиса феодального хозяйства, так и в определении дальнейших тенденций его развития.<sup>169</sup> В результате исследований было показано, что основной причиной кризиса феодального общества в этот период являлось несоответствие производственных отношений и производительных сил, их разрушающее действие на хозяйство непосредственного производителя — крепостного крестьянина. В итоге научных дискуссий было доказано, что в сельском хозяйстве Венгрии в данный период определяющими являлись тенденции его развития по прусскому пути, а не по «английскому варианту», то есть по наиболее худшему для крестьянства.

Вместе с этим необходимо отметить, что постановка некоторых проблем в эти годы носила пока лишь характер научных гипотез, а в изучении целого ряда проблем были определены только общие тенденции.

К тому же к концу 50-х годов выяснилось, что в исследованиях предыдущих лет был существенный недостаток источниковедческого плана: некритическое использование источников, особенно статистического характера.

Появившиеся в конце 50-х, начале 60-х годов статьи по источниковедению показали, что данные статистики Швартнера, Магды, Фенеша страдают большой неточностью в первую очередь из-за самого метода подсчёта: метода оценки, основанной на частных данных и логически доведённых до масштабов страны.<sup>170</sup>

<sup>168</sup> ARATO Endre, MÉREI Gyula, SPIRA György, VARGA Zoltán. Magyarország története 1790—1849 (История Венгрии 1790—1849) Вр. 1961.

<sup>169</sup> См. Петр Гунст и Тибор Колошша. Изучение аграрной истории в Венгрии после 1945 года, сб. Ежегодник по аграрной истории Восточной Европы. М., 1961. Авторы дают общий краткий обзор работ венгерских историков-аграрников.

<sup>170</sup> См. сборник A történeti statisztika forrásai (Szerk. KOVÁCSICS József), Вр. 1957. DÁVID Zoltán. Statisztikai adatgyűjtések Magyarországon a XVIII—XIX. században (Сборники статистических данных в Венгрии в XVIII—XIX веках). Журнал Statisztikai Szemle. 1965. THIRRING Lajos. Fényes Elek műveinek történeti statisztikai vonatkozásairól és értékeléséről (Оценка работ Элека Фенеша с точки зрения историко-статистических данных). Журнал Történeti Statisztikai Közlemények. 1958. Наибольший интерес представляет сборник статистических материалов, собранный и прокомментированный Дюла Бенда. См. Statisztikai adatok a magyar mezőgazdasági történetéhez 1767—1867 (Статистические данные по истории венгерского сельского хозяйства 1767—1867), Вр. 1973.

С другой стороны, стали подвергаться критике и данные официальной статистики, касающиеся количества крестьянских земель. Так Янош ВАРГА в своей статье отметил, что существующие данные о количестве наделной земли у крестьян в комитате Бихар уменьшены, так как крестьяне во время земельного урегулирования (количество земли у крепостных определялось чаще всего не измерением, а путём опроса самих же крестьян) сознательно уменьшали размеры своих наделов, надеясь таким образом облегчить свои повинности.<sup>171</sup>

В начале 60-х годов последовала серия статей Пала ШАНДОРА, который на материалах отдельных селений доказывал, что данные существующей статистики относятся к урбариальным землям, крестьяне же имели значительное количество земли и не урбариального характера. Как следствие этого, отмечал автор, процесс расслоения крестьянства на основании официальной статистики проследить невозможно, необходимо исследовать каждое селение в отдельности.<sup>172</sup> Сразу же добавим, что сделать это практически невозможно, так как архивы значительной части селений не сохранились.

Иштван ОРОС в своей статье «Дифференциация и экспроприация» также подверг критике данные статистиков того времени Фенеша и Галгоци относительно крестьянских земель и подчеркнул важное значение неучтённых ими «остаточных» земель, то есть земель не вошедших в урбарий, но оставшихся у крестьян.<sup>173</sup>

Большое значение имела появившаяся в 1967 году работа Яноша ВАРГИ, который исследовал количественный и качественный состав земель, находившихся в пользовании у крепостных крестьян в масштабе всей страны.<sup>174</sup> Важно, что наличие земли у крестьян показано им в динамике: сравниваются данные урбария, переписи 1828 года и обмеров 1848 года. С помощью косвенных данных и самостоятельных теоретических расчётов автор установил, что в целом по стране в пользовании у крестьян земли было почти вдвое больше по сравнению с показателями официальной статистики, используемой до этого многими историками-аграрниками. Автор отметил, что уже урбариальные обмеры и перемеры были проведены крайне формально. Вследствие неточности

<sup>171</sup> VARGA János. Az úrbéres föld mennyiségének változása Bihar megyében az úrbérrendezés és 1836 között (Изменение количества урбариальной земли в комитате Бихар между урбариальным урегулированием и 1836 годом). Журнал Agrártörténeti Szemle. 1959.

<sup>172</sup> SÁNDOR Pál. Rezi község földbirtokstatisztikája a kataszteri feltételek tükrében 1789—1853. (Статистика земельных владений села Рези в отражении кадастровых записей 1789—1853). Журнал Történeti Statisztikai Évkönyv. 1960. Újabb adatok a paraszti földbirtoklás kérdéséhez a XIX. század első felében (Новые данные к вопросу крестьянского землевладения в первой половине XIX века). Журнал Történelmi Szemle. 1961. A jobbágybirtok történetstatisztikai vizsgálatához 1786—1853. (К историко-статистическому исследованию земельных владений крепостных 1786—1853), Вр. 1961.

<sup>173</sup> Orosz István. Differenciálódás és kisajátítás (Дифференциация и экспроприация). См. сборник A parasztság Magyarországon a kapitalizmus korában 1848—1914. Вр. 1965.

<sup>174</sup> VARGA János. A jobbágyi földbirtoklás típusai és problémái 1767—1849, (Типы крестьянского землевладения и проблемы связанные с ними). Вр. 1967.

измерений (например, хольд в зависимости от местности колебался от 1200 до 1800, 2400 сажений), намеренного сокрытия крестьянами истинных размеров своей земли, а также заинтересованности помещиков, в урбарильные списки, во-первых, не попала значительная группа крестьян, которая впоследствии составила т. н. категорию «аллодиальных крестьян и желлеров», не попали в списки и т. н. «остаточные», «вырубные» земли и целый ряд других категорий земель. Попавшие же в урбарильные списки т. н. «прилежные» земли были отмечены в значительно заниженном количестве.

Проведённый анализ о наличии земли у крестьян позволил Я. ВАРГЕ внести значительные коррективы и в процесс расслоения крестьянства. Отмечая, что обезземеливание не было таким интенсивным, как это считалось раньше, он путём расчётов показал, что количество желлеров к середине XIX века составляло не 60 процентов всего крестьянства, а только 53%.<sup>175</sup> При этом автор подчёркивает, что расчёты основаны только на наличии земли у крестьян. Однако уже выше упоминалось, что часть крестьян лишь номинально входила в категорию желлеров, на деле же, за счёт других занятий, жила лучше, чем надельные крестьяне. Численность этой группы, из-за отсутствия источников, установить трудно. Вполне вероятно, что картина расслоения, считает Пал Шандор, могла бы ещё значительно измениться.<sup>176</sup> Исследование Я. ВАРГИ внесло серьезные поправки в изучение истории крестьянства в первой половине XIX века. Однако, многие вопросы, решённые им в теоретическом аспекте, нуждаются в подтверждении на фактическом материале.

В статье Пала ШАНДОРА, носящей в целом историографический характер, но с использованием архивного материала, можно сказать, подводятся итоги изучения венгерскими историками-аграрниками проблем крестьянского землепользования в 50-е и в 60-е годы. Касаясь 50-х годов, автор, наряду с уже отмеченными нами выше положительными сторонами, а также недостатками в использовании источников, отмечает и некоторую односторонность взглядов историков в эти годы. Именно это, по его мнению, повлекло за собой не совсем правильное решение ряда проблем в крестьянском землепользовании.

1. Под свободной от налогов понималась земля, полностью находившаяся в дворянском владении, хотя практически от налогов была освобождена и часть крестьянских земель, а также земли, принадлежавшие другим сословиям. Считалось, что налоги крестьяне платили за те земли, которыми владели. В действительности же, пишет автор, они платили не за все, имеющиеся у них земли.<sup>177</sup>

<sup>175</sup> Там же, стр. 135.

<sup>176</sup> SANDOR Pál. A XIX. századi parasztbirtok vizsgálatának problémái és újabb eredményei a felszabadulás utáni irodalom tükrében (Проблемы изучения крестьянских земель в XIX веке и новые результаты исследований после освобождения). Журнал Agrártörténeti Szemle 1968, стр. 114.

<sup>177</sup> Там же, стр. 100.

2. Крестьянский надел рассматривался согласно официальному урбарии. Исходя из этого анализировали и расслоение крестьян. Однако исследования 60-х годов показали, что на самом деле крестьяне имели и другие земли, отсюда и процесс расслоения выглядел, несомненно, по-другому.<sup>178</sup>

3. В историографии 50-х годов анализировалось суммированное тогдашними статистами (Фенешем, Галгоци и др.) количество крестьянских наделов, но сколько стояло за этими наделами фактической земли — этим историки не занимались. П. ШАНДОР поднимает эту проблему в своей статье и на конкретном материале доказывает, что за этими «нейтральными» наделами скрывались большие различия не только в рамках комитата, но и в рамках одного села, когда под одной и той же категорией земли обнаруживались совершенно различные её величины.<sup>179</sup>

4. отождествление понятия «желлер» в юридическом и хозяйственном смысле привело к тому, считает автор, что из поля зрения изучения историков выпала значительная часть желлеров, владеющих неурбарияльными землями и виноградниками. Ссылаясь на работы 60-х годов, а также на своё исследование этого вопроса, П. ШАНДОР показывает, что между юридическим и хозяйственным понятием желлера существовала большая разница. На основании анализа ряда сёл, он отмечает, что в среде желлеров наблюдается хозяйственная дифференциация, и что она значительно глубже, чем это принято было считать.<sup>180</sup>

В 60-е годы и в начале 70-х годов венгерские историки-аграрники продолжали изучать и другие стороны положения крестьянства. Работа в эти годы велась в нескольких направлениях: по территориальному признаку, т. е. по отдельным комитатам, поместьям, селениям; а также по отдельным отраслям и проблемам крестьянского хозяйства.

Лайош РУЖАШ в своей монографии исследовал положение крестьян в комитате Бараня.<sup>181</sup> Его выводы коротко сводятся к следующему: если в восточной части комитата основной отраслью крестьянского хозяйства в первой половине XIX века являлись земледелие и виноградарство, то в западной и южной — животноводство.<sup>182</sup>

Товарное производство в стране оказало большее влияние на восточную часть комитата, то есть наиболее близко расположенную к торговым путям по Дунаю.<sup>183</sup>

Ухудшение положения крепостного крестьянства в восточной части комитата, по мнению автора, связано с отбором «вырубных» земель и с

<sup>178</sup> Там же.

<sup>179</sup> Там же, стр. 100, 105, 108.

<sup>180</sup> Там же, стр. 100.

<sup>181</sup> RÚZSÁS Lajos. A baranyai parasztság élete és küzdelme a nagybirtokkal 1711—1848 (Жизнь крестьян комитата Бараня и их борьба с помещиком 1711—1848). Вр. 1964.

<sup>182</sup> Там же, стр. 98.

<sup>183</sup> Там же, стр. 102.

заменой при регуляциях хорошей земли на плохую, в западной же — с неправильным разделением пастбищ и с ограничением прав на пользование лесом.<sup>184</sup>

В первой половине XIX века, отмечает автор, в комитате, под влиянием товарно-денежных отношений, начался интенсивный распад больших крестьянских семей. В отличие от других комитатов, где наследство в семье крепостного доставалось старшему сыну, в комитате Бараня, пишет РУЖАШ, последнее делилось поровну между всеми членами семьи, что способствовало более быстрому дроблению крестьянского надела.<sup>185</sup>

Йожеф ОЛАХ, исследовавший одно из помещичьих хозяйств, сделал попытку рассмотреть данные о наличии скота у крепостных.<sup>186</sup> К сожалению они слишком отрывочны, чтобы на основании их делать какие-либо большие выводы.

Интересно его наблюдение о постоянном повышении применения наёмного труда в помещичьем хозяйстве в 30—40 годы. Наибольшее применение, по его мнению, наёмный труд находил в виноградарстве и в строительных работах. Автор приводит данные о возрастном и половом составе наёмных рабочих. Так он отмечает, что на сборе винограда преобладали женщины, а по возрасту основную часть рабочих в поместье составляли девушки и подростки, среди которых было немало 7—8 летних детей.<sup>187</sup>

В своей работе «История виноградарства и виноделия» Пирошка ФЕЙЕР отмечает, что «в период реформ крестьянство всё более ужималось в своих наделах, и это благоприятствовало развитию виноградарства в крестьянских хозяйствах».<sup>188</sup> В этот период последнее из горных районов распространяется и в Алфёлд.

Развитие промышленности оказало влияние и на орудия труда в виноградарском деле: началось их медленное усовершенствование.<sup>189</sup>

В сборнике «Крестьянство Венгрии в период капитализма. 1848—1914», вышедшем под редакцией И. Сабо, почти во всех статьях большое место уделено и изучаемому нами периоду. Так Дюла ВАРГА в своей статье «Орудия труда в крестьянском хозяйстве» отмечает, что последние в основном остались такими же несовершенными, какими были столетия назад. Однако под влиянием товарно-денежных отношений крестьяне стремятся своими прими-

<sup>184</sup> Там же, стр. 122, 141.

<sup>185</sup> Там же, стр. 176.

<sup>186</sup> ОЛАХ József. A robotmunka a sárospataki és regéci uradalmakban a XIX. század első felében (Барщина в поместьях Шарошпатак и Перец в первой половине XIX века). См. сборник *Agrártörténeti Tanulmányok* (Szerk Szabó István) Bp. 1960.

<sup>187</sup> Там же, стр. 314.

<sup>188</sup> FEYER Piroška. Szőlő és bor-gazdaságunk történetének alapjai (История виноградарства и виноделия), Bp. 1970, стр. 44.

<sup>189</sup> Там же, стр. 45.

тивными методами приспособить эти орудия к местным условиям, чтобы повысить урожайность своих полей.<sup>190</sup>

Иштван БАЛОГ делает попытку рассчитать производительность труда крестьян при обработке различных культур. Он показывает, что отсутствие достаточного количества кормов, способы его держания были основными причинами низкого роста поголовья скота. Так на 100 ярок приходилось лишь 80 ягнят, на одну свиноматку в среднем — 4—5 поросят.<sup>191</sup>

Иштван ВАРГА в своей статье «Государственные налоги» иллюстративно показал всю систему сбора военного налога, комитатского налога, сельского, а также опосредственного налога — государственной монополии на соль.<sup>192</sup>

В статье «Сельское самоуправление и крестьянство» Золтан ХОРВАТ отметил усиливающееся влияние помещика в крестьянских делах, что особенно ярко выражалось при выборах должностных лиц в селе.<sup>193</sup>

Большую зависимость деревенского суда от помещика отмечает в своих статьях Вильмош ШАПИ.<sup>194</sup>

Серьезный интерес представляют работы Геза ЭПЕРЬЕШИ<sup>195</sup> и Дёрдя ТОЛНАИ.<sup>196</sup> Сами авторы, а также сегодняшние венгерские историки подходят к рассматриваемым в них проблемам с точки зрения развития промышленности в Венгрии. Особенно много споров в связи с этим вызвала работа ТОЛНАИ. Однако для нас важнее их значение с точки зрения развития крестьянских промыслов, ибо в этих работах отмечается постоянное увеличение в первой половине XIX века слоя контарей — главным образом крестьян, занимающихся земледелием, а в зимнее время — ремесленничеством: ткачеством, бондарничеством, плотницким и столярным делом, шорничеством. Увеличение этого слоя крестьян показывает, что крестьяне, с одной стороны, уже не могут прожить с имеющимся у них в пользовании клочком земли, с другой же, — возможность продажи произведённой ими продукции указывает на расширение товарно-денежных отношений в венгерской деревне.

<sup>190</sup> VARGA Gyula. A parasztság munkaeszközei (Крестьянские орудия труда). См. сборник A parasztság Magyarországon a kapitalizmus korában 1848—1914 (Szerk. Szabó István) Bp. 1965, стр. 272—287.

<sup>191</sup> BALOGH István. A paraszti gazdálkodás és termelési technika (Крестьянское хозяйство и техника производства). См. сб. A parasztság Magyarországon ... стр. 371.

<sup>192</sup> VARGA István. A közterhek (Государственные налоги) См. сб. A parasztság Magyarországon ... стр. 247—252.

<sup>193</sup> HORVÁTH Zoltán. A községi önkormányzat és parasztság (Сельское самоуправление и крестьяне). См. сб. A parasztság Magyarországon ... стр. 566.

<sup>194</sup> SÁPI Vilmos. A községi és mezővárosi bíróságok a feudalizmus korában (Судопроизводство на селе и в сельских городках в период феодализма). Журнал Állam és Igazgatás. 1966.

<sup>195</sup> EPERJESSY Géza. Mezővárosi és falusi céhek az Alföldön és a Dunántúlon 1686—1848 (Цехи в сельских городах и сёлах Алфёлда и Задунавья 1686—1848), Bp. 1967.

<sup>196</sup> TOLNAI György. A paraszti szövő-fonóipar és a textilmanufaktúra Magyarországon 1840—1849 (Крестьянская ткаческо-прядельная промышленность и текстильная мануфактура в Венгрии 1840—1849), Bp. 1964.

Важное значение для правильного понимания процессов, происходивших в крепостной деревне имеют работы Иштвана ОРОСА. В статье «Сельскохозяйственное производство в Венгрии 1790—1849» автор показывает влияние товарного производства на развитие сельского хозяйства: неравномерность этого влияния на различные части страны, так например, распространение системы трёхполья (всего 66 процентов по стране) больше затронуло западные комитаты, чем северо-восточные, так как первые находились значительно ближе к торговым путям. Подобное влияние распространяется и на агротехнику.<sup>197</sup>

Касаясь земледелия, И. ОРОС отмечает значительное расширение производства зерна в Алфёлде. В целом же в изучаемый период повысилась доля таких культур, как кукуруза и картофель. Последний стал важным продуктом питания, особенно у крестьян.<sup>198</sup>

В животноводстве, по мнению автора, товарное производство оказало наибольшее влияние на развитие овцеводства.<sup>199</sup>

Меньше всего изменений произошло в виноградарстве и садоводстве (имеется ввиду методика разведения и ухода за виноградом, фруктами и т. п.).

В целом, пишет И. ОРОС в автореферате своей кандидатской диссертации, сельскохозяйственное производство особенно росло в 30—40 годы, и сельское хозяйство в Венгрии было в лучшем положении по сравнению с лежащими от неё к востоку странами, но отставало от западных стран.<sup>200</sup>

Влияние товарно-денежных отношений на крестьянство рассматривает в своей статье другой венгерский историк Карой ВЁРЁШ.<sup>201</sup> Так он отмечает, что если в конце XVIII века феодальная эксплуатация полностью «деморализовала» венгерского крестьянина, то товарное производство в первой половине XIX века выводит его из «стагнации». Главная форма участия крестьян в развитии товарно-денежных отношений в это время — опосредственная торговля: через приезжающих купцов.<sup>202</sup>

По мнению автора, одним из важных факторов, стимулирующих развитие новых производственных отношений, была арендная форма владения крестьян землёй.<sup>203</sup>

<sup>197</sup> Orosz István. Die landwirtschaftliche Produktion in Ungarn 1790—1849 (Сельскохозяйственное производство в Венгрии 1790—1849). Журнал *Agrártörténeti Szemle*. 1971. стр. 4.

<sup>198</sup> Там же, стр. 6, 7.

<sup>199</sup> Там же, стр. 16. Orosz István. A mezőgazdasági termelés Magyarországon 1790—1849 (Сельскохозяйственное производство в Венгрии 1790—1849), Debrecen. 1974.

<sup>200</sup> Vörös Károly. A parasztság útja a polgári forradalomhoz (Путь крестьянства к буржуазной революции) Журнал *Történelmi Szemle*. 1973.

<sup>201</sup> Там же, стр. 211.

<sup>202</sup> Там же, стр. 213.

<sup>203</sup> Там же, стр. 219.



Участие крепостного крестьянства в товарном производстве отметил в своей докторской диссертации и Лайош РУЖАШ.<sup>204</sup>

Автор считает, что крестьянское хозяйство в данный период находилось в кризисом состоянии, крестьяне могли успешно заниматься им только в тех местах, где каким-либо путём освободились от пут феодализма.<sup>205</sup>

Венгерская марксистская историография с первых своих дней стремилась восполнить один из важных пробелов в изучении истории крепостного крестьянства в данный период, — речь идёт о крестьянских движениях.<sup>206</sup>

В 50-е годы вышла работа Лоранта ТИЛКОВСКИ «Крестьянское восстание 1831 года».<sup>207</sup> На примере самого крупного выступления крестьян в Венгрии в последний период феодализма автор показывает неостоятельность позиций буржуазных историков, недооценивавших значение этого восстания и твердивших о том, что оно не является «социальным движением». Л. ТИЛКОВСКИ на основе анализа исторических данных доказывает, что выступление крестьян в 1831 году, охватившее свыше 45 тысяч человек из 160 селений — закономерный итог, вытекающий из всё более ухудшающегося положения крепостных крестьян в Венгрии. «Экспроприация земли, бесчеловечное усиление эксплуатации, государственные, помещичьи, комитатские налоги и повинности» — вот основная причина недовольства крестьян.<sup>208</sup> К этому автор добавляет, что в центре разразившегося восстания, в комитатах Земплен и Сепеш, а также на всём северо-востоке страны, развитие новых производственных отношений наложило наиболее тяжёлый отпечаток на крестьян. Этот район страны, пишет Л. ТИЛКОВСКИ, ещё современники называли «классическим» местом голода.<sup>209</sup>

Для идеологии восставших, отмечает автор, характерна исключительная антикрепостническая направленность. Крестьяне, пишет он, «слышать не хотели о барщине, десятине, об остальных повинностях, — они хотели свободно распоряжаться своими наделами, и даже намерение разделить между собой помещичьи земли и остальную его собственность».<sup>210</sup> Однако это не мешало

<sup>204</sup> RÚZSÁS Lajos. Magyarország gazdaságtörténete 1790—1848 (История хозяйства в Венгрии 1790—1848). Автореферат докторской диссертации, Pécs. 1975.

<sup>205</sup> Там же, стр. 22.

<sup>206</sup> SPIRA György. Parasztok panaszkodnak. (Крестьяне жалуются). Журнал Valóság. 1947. VÖRÖS Károly. Az 1840. évi mesztegnői zendülés (Волнения 1840 года в Местегне), Kaposvár. 1954. SZÁNTÓ Imre. Parasztmozgalmak Heves és Külső-Szolnok megyében a XIX. század első felében (Крестьянские движения в комитатах Хевеш и Кюлшо-Сольнок в первой половине XIX века). Журнал Az Egri Pedagógiai Évkönyve. 1955.

<sup>207</sup> TILKOVSKY Loránt. Az 1831. évi parasztfelkelés (Крестьянское восстание 1831-го года), Бр. 1955.

<sup>208</sup> Там же, стр. 7.

<sup>109</sup> Там же, стр. 25.

<sup>210</sup> Там же, стр. 140.

крестьянам питать достаточно большие иллюзии в отношении «хорошего короля», который поможет им в борьбе с подлецами-помещиками.<sup>211</sup>

Основными причинами поражения восстания автор считает полную его неподготовленность и неорганизованность; отсутствие поддержки со стороны городского населения; его локальность: нежелание крестьян выходить за пределы своего района; отсутствие вооружения; предательство богатых крестьян в решающие моменты восстания.<sup>212</sup>

Далее автор подчёркивает, что выступление крестьян, хотя и было подавлено, оказало значительное влияние на политическую борьбу в стране, в частности на государственное собрание 1832—1836 годов.

Дёрдь САБАД в уже рассмотренной нами работе отмечает всё возрастающее сопротивление крестьян после закона 1836 года. Интересно замечание САБАДА о том, что, начиная с середины 30-х годов, иллюзии крестьян относительно хорошего короля начинают рассеиваться, и крестьяне стали чаще обращаться к государственному собранию, к комитатским делегациям. Однако их просьбы далеко обгоняли деятельность государственного собрания, его осторожные реформы.<sup>213</sup>

Главной темой в помещичьих судах в 40-е годы, пишет далее он, становится вопрос о сопротивлении крестьян, отказы от барщины.<sup>214</sup>

Лайош РУЖАШ отмечает, что в комитате Бараня, в западной его части, наиболее сильное недовольство крестьян вызывал недостаток пастбищ. Объясняется это тем, что в этой части комитата крестьяне жили в основном животноводством. В восточной же части, где они усиленно занимались виноградарством, наибольшее возмущение вызывала виноградная десятина.<sup>215</sup>

Большое место в работе Клары Т. МЕРЕИ «Переход крестьянства комитата Шомодь из феодализма в капитализм» уделено рассмотрению жалоб крестьян, как одной из форм проявления последними недовольства своим положением.<sup>216</sup> Автор отмечает, что основной темой жалоб в комитате до 1836 года был отбор вырубных земель. Крестьяне, пишет она, даже после судебных процессов часто не хотели отдавать землю помещику, и тому приходилось прибегать к помощи солдат. В 20-е годы такие акции крестьян носят всё более организованный характер, и наказание отдельных крестьян становится недостаточным.<sup>217</sup>

Как и САБАД, К. МЕРЕИ подмечает, что после 1836 года в комитате «скачкообразно выросло количество судебных процессов между помещиками и

<sup>211</sup> Там же, стр. 141.

<sup>212</sup> Там же, стр. 140, 142.

<sup>213</sup> SZABAD György. A tatai és gesztesi. . . стр. 230.

<sup>214</sup> Там же, стр. 250.

<sup>215</sup> RÜZSÁS Lajos. A baranyai parasztság. . . стр. 184.

<sup>216</sup> T. MÉREY Klára. A somogyi parasztság útja a feudalizmusból a kapitalizmusba (Переход крестьянства комитата Шомодь из феодализма в капитализм), Вр. 1965.

<sup>217</sup> Там же, стр. 102, 109.

крепостными». Так по её подсчетам, из 289 урбариальных деревень комитата 267 судились с помещиком.<sup>218</sup> Наибольшее значение после 1836 года приобрели судебные процессы в связи с разделением пастбищ.<sup>219</sup>

Большой интерес представляет работа Кароя ВЁРЁША «Крестьянские движения в комитате Зала в первой половине XIX века».<sup>220</sup> Исследование построено на материалах комитатского архива, а точнее на записях и протоколах комитатских собраний, что позволило автору подробно обрисовать крестьянские выступления. На основании анализа К. ВЁРЁШ выделяет основные общие черты в этих выступлениях.

1. Недовольство крестьян интенсивнее проявлялось в южных районах комитата, где товарно-денежные отношения в исследуемый период получили наибольшее развитие, как в помещичьем, так и в крестьянском хозяйствах, вследствие более удобного расположения этих районов: близости к рекам Драва, Мура и к торговым путям.

2. У руководства движениями в этот период в основном стоят зажиточные крестьяне (большей частью старосты и их помощники)

3. Это руководство часто колеблется и идёт на компромиссы в отдельных случаях за счёт бедняцких слоёв крестьянства.

4. Для большинства выступлений характерна пассивность, но затяжного характера. Активные выступления очень редки.

5. Характерным явлением для всех крестьянских выступлений в комитате является неожиданное единство всей деревни. «Деревня всё принимает на себя, крестьяне не выдают друг друга.»<sup>221</sup>

Говоря о «королевских иллюзиях» в данный период, автор, в отличие от Д. Сабада, отмечает, что пока нет таких данных, которые бы подтверждали, что обиженные крестьяне «искали бы со своими жалобами, обидами либеральных руководителей комитатской оппозиции, пусть даже самого Деака».<sup>222</sup>

На основании всего вышесказанного автор делает вывод о том, что обострению борьбы между помещиками и крестьянами способствовал процесс двустороннего обоюдного обуржуазивания, как помещиков, так и крестьян.<sup>223</sup>

Крестьяне не только расширяют товарное производство в своих хозяйствах, но и показывают стремление приблизиться к буржуазному образу жизни (в домашней обстановке, одежде).

В общественной жизни крестьяне полностью используют предоставленное им юридическое право апеллировать по урбариальным делам в различные

<sup>218</sup> Там же, стр. 117.

<sup>219</sup> Там же, стр. 126.

<sup>220</sup> Vörös Károly. Parasztmozgalmak Zala megyében a XIX. század első felében (Крестьянские движения в комитате Зала в первой половине XIX века), Zalaegerszeg. 1969.

<sup>221</sup> Там же, стр. 61.

<sup>222</sup> Там же, стр. 63.

<sup>223</sup> Там же.

инстанции и они практически доказывают негодность и невыполнимость выработанных господствующим классом юридических правил. Этим крестьяне вынуждают последнего делать следующие шаги в сторону буржуазного права.<sup>224</sup>

Далее К. ВЁРЁШ обращает внимание на то, что после освобождения страны венгерская историография «занималась в первую очередь изучением борьбы между крестьянством и помещиками».<sup>225</sup>

Однако, по его мнению, пришло время заняться изучением изменений внутри самого крестьянства во время движений.

Итоги работы историков-аграрников ВНР можно свести к следующему. Прежде всего было правильно показано, что основным содержанием социально-экономического развития деревни в первой половине XIX века в Венгрии являлось разложение феодально-крепостнической системы хозяйства, зарождение и развитие в её недрах новых капиталистических отношений. Отправным моментом этого процесса было развитие товарного хозяйства. Было отмечено, что в данный период происходило интенсивное расширение барских запашек и пастбищ, наблюдался быстрый рост товарности помещичьего хозяйства. Однако большинство помещичьих хозяйств как и раньше ставило своей целью лишь удовлетворение личных потребностей и не испытывало объективной необходимости накопления средств для совершенствования производства. Интенсификация последнего и применение наёмного труда большого распространения в первой половине XIX века не получили. Основным источником доходов и их повышения в хозяйстве помещиков было расширение аллодиальных земель и увеличение повинностей крепостных.

В изучении положения крепостного крестьянства необходимо выделить два момента. Во-первых, интенсивно исследовалось наличие у крестьян земли, рост повинностей, их правовое положение. Во-вторых, изучался процесс зарождения и развития новых отношений в крестьянском хозяйстве. В первом случае выявлен значительный материал об уменьшении крестьянских урбаральных наделов, о тяжести повинностей крестьян, — в целом, об ухудшении их положения, особенно в последние десятилетия существования крепостного права. В связи со вторым, главный упор делался на изучение развития товарно-денежных отношений в деревне, их влияние на процессы расслоения крестьянства. Было установлено, что в первой половине XIX века связи крестьянского хозяйства с рынком расширяются, разрушается замкнутость, оторванность крепостного крестьянства от остального общества. Отмечается интенсивность процесса расслоения в среде крестьянства, его неравномерность по отдельным регионам страны. Рядом примеров показано, что отдельные группы крестьян превращаются в капиталистических предпринимателей, другие же полностью

<sup>224</sup> Там же, стр. 61.

<sup>225</sup> Там же, стр. 76.

разоряются и становятся потенциальными поставщиками наёмной рабочей силы.

Было установлено (хотя и не при полном единодушии отдельных историков), что тормозящая роль крепостнической системы постоянно нарастала и достигла своей высшей точки в 30—40 годы XIX века. Этот период венгерской историографией характеризуется как период кризиса крепостничества. Одним из проявлений кризиса является усиление в эти годы борьбы крестьян против феодального гнёта.

Венгерские историки на конкретном материале показали несостоятельность утверждений буржуазной историографии (Д. Секфю и др.) о неспособности крестьянского хозяйства к самостоятельному прогрессивному развитию.

Однако разработка темы ещё далека от завершения. В разрешении целого ряда проблем намечены только основные тенденции, существует ещё много неясных и спорных вопросов. Остановимся на наиболее важных из них.

В первую очередь это относится к пониманию и трактовке общего хода закономерностей и особенностей смены феодализма капитализмом в Венгрии. Известно, что выражением кризиса той или иной системы общественного производства является несоответствие между производительными силами и производственными отношениями. О таком несоответствии мы говорим и в Венгрии в последний период существования феодализма. Но в чём основа и конкретные проявления этого несоответствия пока не ясно. Обычно последнее ищут в развитии техники и технологии производства. Однако в сельском хозяйстве Венгрии развитие техники и технологии мы наблюдаем в крайне незначительной степени. Кроме техники и технологии большое значение имеют: совершенствование навыков труда, специализация производства и общественное разделение труда. Но эти основополагающие факторы развития товарного производства в данный период изучены в недостаточной мере.

Ждёт своего часа пока и вопрос о более полно и равномерно используемых трудовых ресурсах в течение всего года (не только летом, во время полевых работ, но и в зимнее время).

Если в изучении негативных явлений в деревне собрано большое количество данных, что объясняется вполне понятным стремлением марксистской историографии показать отсталость феодального строя по сравнению с наступающим капиталистическим, то прогрессивные тенденции в развитии крестьянского хозяйства показаны значительно слабее. И здесь главная сложность возникает из-за недостатка источников. По этой же причине слабо изучено развитие крестьянского хозяйства. Отмечая постоянную тенденцию роста эксплуатации крестьянства, мы однако мало знаем о росте доходности последнего. А без установления устойчивой связи между ними трудно говорить о действительной эксплуатации крестьян. Всё вышесказанное говорит о неясности проблемы, что было определяющим в последний период крепостничества: упадок хозяйства или прогрессивные тенденции.

Несмотря на то, что проблеме первоначального накопления в Венгрии в первой половине XIX века было уделено достаточно много внимания, последняя ещё далека от разрешения. Если вопрос о том, что к первоначальному накоплению может относиться только то богатство, которое превращает его в капитал, и такая экспроприация, которая не кончается пауперизацией крестьянства, а приводит его к пролетаризации, то есть делает наемной силой, в венгерской историографии достаточно прояснен, то роль крестьянства в первоначальном накоплении исследованию ещё не подвергалась. Однако крестьянство было не только средством накопления капитала для помещиков, но и само часто являлось участником этого накопления.

Исследования о расслоении крестьянства, проведённые на основании имеющейся статистики, правильно показывают лишь общую тенденцию. Опираясь на официальную величину крестьянских наделов по урбарияльным спискам, на феодальное юридически-правовое понятие «надельный крепостной», «желлер с домом», «желлер без дома» они (исследования) не могут дать полного разрешения проблемы расслоения. Особенно мало мы знаем о действительном расслоении в среде желлеров, составлявших к концу феодализма около 53,7 процента всего крестьянства. Уже доказано, что толкование желлера в том понимании, которое давалось ему при феодализме, в конце существования крепостничества во многих отношениях устарело. За желлером довольно часто скрывался крестьянин, иногда имевший больше земли, чем «надельный крепостной», с той лишь разницей, что эта земля, не числилась за ним официально по урбарияльным спискам. Это мог быть и не крестьянин, а торговец, горожанин, владелец виноградников, владелец значительного количества скота, - то есть человек, иногда не только богаче «надельного крепостного», но вообще принадлежавший к новым некрестьянским слоям населения.

Ждёт своего разрешения также проблема так называемого промыслового крестьянства, то есть крестьянства, доходы которого определялись не полностью от земледельческой деятельности или вообще не от земледелия, а от занятий различными промыслами: выделкой изделий из дерева, кожи, тканей и других материалов и продажа их на рынке, занятия перепродажей товаров, сезонные работы по найму. Без раскрытия, без выделения этой категории трудно понять переход крестьянства (механизм перехода) к новым капиталистическим отношениям.

Слабо изучены условия и возможности работы по найму, роль торгового и ростовщического капитала в деревне. А без этого трудно понять специфику зарождения новых отношений в условиях крепостной деревни.

В целом, по признанию и самих венгерских историков (Д. Мереи), товарно-денежные отношения в крестьянском хозяйстве исследованы ещё крайне недостаточно.<sup>226</sup>

<sup>226</sup> Дюла МЕРЕИ. Зарождение элементов капитализма в сельском хозяйстве Венгрии первой половины XIX века. Сб. Генезис капитализма, М. 1965, стр. 239.

При изучении классовой борьбы основное внимание уделялось количеству и характеру выступлений крестьян, исследованию их причин, и значению последних для дальнейшей жизни крестьянства. Исследовались в основном комитаты в Задунавье. Поэтому данных о размахе крестьянских выступлений в масштабе всей страны в последние годы крепостничества мы ещё не имеем.

Наряду с этим в последнее время подняты новые проблемы ждущие своего разрешения: роль классовой борьбы крестьян в подготовке предпосылок смены феодализма капитализмом, изменение форм борьбы крестьянства, влияние на эти выступления расслоения внутри самого крестьянства, идеология крестьян.

В заключение необходимо сказать следующее. Успехи венгерской историографии в изучении крепостной деревни первой половины XIX века несомненны. Знают историки-аграрники и о стоящих перед ними проблемах. В последние годы в изучение данной темы всё больше включаются учёные близкие к истории наук: демографы, этнографы. Сами исследования становятся углублённые. Такой комплексный подход к теме обещает принести интересные результаты.

# Ágoston Trefort, Gestalter ungarischer Kulturpolitik (1872—1888)

von

MIKLÓS MANN

Der aus einer bürgerlichen Familie kommende Ágoston Trefort ist eine der charakteristischsten Gestalten ungarischer Geschichte im 19. Jahrhundert; er beginnt seine politische Laufbahn noch im Reformzeitalter. 1848 ist er Staatssekretär, seine Karriere wird zunehmend glänzender, schließlich ist er von 1872 bis zu seinem Tode, 16 Jahre lang Unterrichtsminister von Ungarn und seit 1885 auch Präsident der Ungarischen Akademie der Wissenschaften. Im Laufe seines Lebens hat er oft mit Ereignissen von Landesinteresse zu tun; durch seine Aktivitäten leistete er einen bedeutenden positiven Beitrag zur Entfaltung des ungarischen Bildungswesens. Daher scheint uns eine detaillierte Darstellung seines Lebens und seiner Tätigkeit begründet zu sein.

Ágoston Trefort ist am 7. Februar 1818 im Komitat Zemplén, in Homonna geboren. Seine Kindheit verbrachte er an seinem Geburtsort, wo sein Vater als ein bekannter Chirurg tätig war.<sup>1</sup> Während der Choleraeuche des Jahres 1831 verliert Trefort seine Eltern; von nun an sorgt die Gräfin Petronella Csáky für seine Erziehung. Dank der Studienmöglichkeiten der Epoche und des eigenen Fleißes absolviert der begabte und kluge junge Mann die Universität bereits im Alter von 19 Jahren, er spricht außerdem englisch, französisch, deutsch und italienisch und liest Werke ausländischer Verfasser im Original. 1836 tritt er seine erste Westeuropa-Reise an und lernt im Ergebnis dieser, anderen Reisenden des Reformzeitalters ähnlich, das Leben in den verbürgerlichten westlichen Staaten kennen und ihm wird zugleich die Rückständigkeit Ungarns bewußt. Unter dem Einfluß seiner Reisen, seiner Lektüre und seiner Freunde, des Schriftstellers und Politikers József Eötvös, sowie des

<sup>1</sup> Treforts Familie und seine Jugend sind in erster Linie in der Handschriftensammlung der Széchényi Bibliothek aufbewahrt zwischen 1856—1859 in deutscher Sprache geschriebenen Memoiren (OSZKK Fol. Germ. 1279) und im weiteren aus der Literatur über ihn bekannt. Danach war Treforts Urgroßvater Advokat in Belgien und sein Großvater kam als Soldatenarzt Anfang der 1770er Jahre nach Ungarn. Ignác Trefort ist bereits in Eperjes geboren und an der Pester Universität spezialisierte er sich zum Chirurgen, und war dann von 1798 an der Chirurg im Komitat Zemplén. Vgl. Károly Szász: Trefort Ágoston (Ágoston Trefort). Budapest 1886; Ferenc KÖZMÉNYI: Trefort Ágoston életrajza (Die Biographie Ágoston Treforts). Trencsén 1889; Imre SZALAY: Visszaemlékezés Trefort Ágostonra (Erinnerung an Ágoston Trefort). Budapest 1909; Albert BERZEVICZY: Trefort Ágoston emlékezete (Das Andenken von Ágoston Trefort). Budapest 1917; und neuerdings: László FELKAI: Trefort útja a miniszterségig (Treforts Weg bis zum Ministeramt). Pedagógiai Szemle (Pädagogische Rundschau), 2 (1968); Miklós MANN: Trefort Ágoston a reformkorban (Ágoston Trefort im Reformzeitalter). Századok (Jahrhunderte), 5—6 (1974).



Publizisten und Rechtswissenschaftlers László Szalay, beginnt er die bürgerliche Gesellschaft und auch ihre Widersprüche kennenzulernen. Auf Grund seiner neuen Kenntnisse und Erfahrungen hält er die westlichen Zustände auf dem Gebiet der Entwicklung der Industrie und des Handels für anstrebenswert. Was die Schaffung neuer Grundlagen des wirtschaftlich-gesellschaftlichen Lebens betrifft, nähert sich seine Konzeption allmählich der Auffassung von József Eötvös und László Szalay, und so ist es nicht verwunderlich, daß Trefort in den vierziger Jahren seine politische Laufbahn als ein Mitglied der von beiden geleiteten zentralistischen Gruppe fortsetzte. In seinen in der *Budapesti Szemle* (Budapester Rundschau) und in *Pesti Hírlap* (Pester Zeitung) veröffentlichten Studien und Artikeln untersucht er die aktuellen politischen Fragen in erster Linie unter wirtschaftlichem Aspekt. In seinen ökonomischen Studien — *Az anyagi érdekekről* (Über die materiellen Interessen),<sup>2</sup> *A birhatási jogról Magyarországon* (Über das Besitzrecht in Ungarn)<sup>3</sup> — weiterhin in seiner Antrittsrede an der Akademie der Wissenschaften — *A nemzeti gazdaságnak rendszerei* (Systeme der Nationalwirtschaft)<sup>4</sup> — und in seinen Artikeln befaßt er sich u. a. mit der Problematik der Kredit- und Bankfrage, der Avitizität, des Erbrechtes, des Steuers, der Industrialisierung und der Zollfrage. Das Interesse für wirtschaftliche Fragen und die Untersuchung der materiellen Seite gesellschaftlicher Entwicklung sind keine isolierten Erscheinungen in Ungarn dieser Epoche. Die Häufung der Kriesenerscheinungen wirkt im allgemeinen anregend auf die Politiker und Denker des Reformzeitalters, und da die wirtschaftliche Entwicklung Europas Möglichkeiten eines Vergleichs bietet, ist auch Trefort bestrebt, den zentralistischen Standpunkt in wirtschaftlichen Fragen an die, bereits von anderen, vor allem von Széchenyi, aufgeworfenen neuen Ideen anknüpfend, in verständlichem und klarem Stil darzulegen. Treforts Artikel sind vom Bewußtsein der Krise des Feudalismus in Ungarn und der Notwendigkeit einer bürgerlichen Umgestaltung durchdrungen. Der Verfasser dieser Artikel strebt danach, daß das auch von der Leserschaft verstanden und zur Kenntnis genommen wird. Er sucht nach einem Ausweg aus der Krise, der wiederum jede Erschütterung vermeidet und gleichzeitig doch jedem Interesse gerecht wird, der für die werktätige Klasse Wohlstand schafft, die unvermeidlichen Veränderungen jedoch nicht damit herbeigeführt werden, daß der Adel in den Hintergrund gedrängt wird. Er beruft sich oft auf die Beispiele von England und Frankreich. Damit belegt er, zu welchen Ergebnissen das neue, den Feudalismus ablösende gesellschaftliche System fähig ist. Treforts Artikel in *Pesti Hírlap* beweisen, daß er in den entscheidenden Fragen der bürgerlichen Umgestaltung einen richtigen Standpunkt vertrat, obwohl auch er sich die bürgerliche Umgestaltung im Rahmen der Habsburger Monarchie vorstellte.

<sup>2</sup> Ágoston TREFORT: *Kisebb dolgozatok az irodalom, közgazdaság és politika köréből* (Kleinere Arbeiten aus den Bereichen der Literatur, Ökonomie und Politik). Budapest 1882, S. 136—164.

<sup>3</sup> Ebd., S. 170—191.

<sup>4</sup> Ágoston TREFORT: *Emlékbeszédék és tanulmányok* (Gedenkreden und Studien). Budapest 1881, S. 259—282.

Anhand seiner Schriften kann festgestellt werden, daß Trefort ein echter Typ des aktiven, für die Errungenschaften der Zivilisation empfänglichen bürgerlichen Literaten war; die Entwicklung seiner Ansichten wurde in erster Linie durch den Einfluß seiner Freunde bzw. durch das allmähliche Kennenlernen der diesbezüglichen ausländischen Literatur bestimmt. Als ungarischer Vermittler der zeitgenössischen ausländischen Gedanken erfüllt er eine wichtige Aufgabe; die Übermittlung fortschrittlicher westlicher Ideen ins lebendige öffentliche Leben des Reformzeitalters und ihre Anpassung an die ungarische Wirklichkeit sind vom Gesichtspunkt der Bewertung der Laufbahn Treforts allerdings sehr bedeutend.

József Eötvös kam eine hervorragende Rolle bei der Gestaltung von Treforts Laufbahn zu. Die in den dreißiger Jahren entstehende freundschaftliche und später auch verwandtschaftliche (beide heirateten die Töchter von Albert Rosty, einem Grundbesitzer des Komitats Békés) Beziehung dieser beiden bedeutendsten Kulturpolitiker des Zeitalters des Dualismus, bestimmt den gesamten Lebensweg Treforts. Als Mitglied der zentralistischen Gruppe, unter der Leitung von Eötvös, beginnt er seine politische Laufbahn. Nach dem Sieg der Revolution von 1848 wird er Staatssekretär im Ministerium für Ackerbau, Industrie und Handel, später auch Abgeordneter im Parlament, jedoch findet er seinen Platz nicht und in der Folge der Radikalisierung der Revolution emigriert er gemeinsam mit Eötvös; er schließt sich der Reaktion nicht an, ein weiteres Zusammenwirken mit der Revolution erschien für ihn aber auch als unmöglich.<sup>5</sup>

Nach dem Ausbruch der Revolution in Wien am 6. Oktober 1848 fahren sie mit ihren Familien von Wien weiter, und schließlich finden sie Zuflucht bei der Schwester von Eötvös, in München. Aus der Emigration kehren sie erst im Herbst 1850 zurück, und Trefort zieht sich auf das Gut seiner Frau, nach Csabacsüd, im Komitat Békés, zurück. Von öffentlichen Angelegenheiten vollkommen zurückgezogen, verbringt Trefort die Jahre der Bach-Periode auf diesem Gut. All seine Zeit widmet er der Familie und der Verwaltung des Besitzes. Erst Ende der fünfziger Jahre schaltet er sich wieder in das politische Leben ein und gründet den Wirtschaftsverein des Komitats Békés (Békés megyei Gazdasági Egyesület). Allmählich entfaltet er seine Tätigkeit im politischen Leben des Komitats. 1860 wird er zum ersten Untergespan des Komitats und danach im Jahre 1861 auch zum Parlamentsabgeordneten gewählt. In mehreren Briefen und Reden formuliert er in diesen Jahren seine Meinung über die Lösung der ungarischen Frage. Nach Möglichkeiten eines Übereinkommens suchend erblickt Trefort im Dualismus die Lösung, wobei er zugleich eine vollständige Autonomie in inneren Angelegenheiten betont.

Ein Jahrzehnt wirtschaftet Trefort auf dem Erbgut seiner Frau. Seine Bemühungen zeigen aber nicht das erwünschte Ergebnis und seine Hoffnungen auf die Rentabilität des mit Schulden belasteten Grundbesitzes bleiben unerfüllt. Die

<sup>5</sup> Eine detaillierte Darstellung der Laufbahn und Publizistik Treforts im Reformzeitalter s. Miklós Mann, a. a. O.

Krankheit seiner Frau, die Erziehung seiner sechs Kinder, die trockenen, mageren Jahre belasten ihn dermaßen, daß er gezwungen ist, Kredite aufzunehmen, durch die er in finanzielle Schwierigkeiten gerät, die er sein Leben lang nicht los wird. Seine Lage macht ihn empfänglich für die Suche nach allgemeineren wirtschaftlichen Lösungen. Die Jahre nach der schlechten Ernte, als die Getreidepreise auf Grund des Mangels an entsprechenden Verkehrsmitteln und wegen Ausfuhrschwierigkeiten erheblich gesunken sind, veranlassen ihn zur Planung einer Eisenbahnstrecke durch die Große Ungarische Tiefebene. Das zweckdienlichste Mittel zur Verbesserung der wirtschaftlichen Verhältnisse in der ungarischen Tiefebene ist seiner Meinung nach die kürzeste Verbindung zum Meer.

Immer mehr beschäftigt er sich also mit dem Projekt einer Eisenbahnlinie durch die Tiefebene; auch eine Lösung der ihn drückenden finanziellen Sorgen erhofft er von der Verwirklichung dieses Projektes.

Um die Mitte der sechziger Jahre, nach der Einberufung des Parlaments, übersiedelt Trefort nach Pest und nimmt an der Vorbereitung des Ausgleichs teil, seine Energie entfaltet er aber in erster Linie im Interesse des Erfolgs der Sache einer Eisenbahnlinie durch die Tiefebene. Mit dem Tod seiner Frau reißt der letzte Faden, der Trefort an das Komitat Békés band, und er übersiedelt endgültig mit seiner Familie nach Pest; 1872 wird er bereits in Sopron zum Parlamentsabgeordneten gewählt.<sup>6</sup>

1871 stirbt sein Schwager und zugleich bester Freund, József Eötvös, der seit 1867 das Amt des Unterrichtsministers von Ungarn bekleidet hat. Als Eötvös' Nachfolger kommt Trefort sofort in Betracht, zuerst wehrt er sich dagegen, 1872 aber tritt er in die Reihe der Regierungsmitglieder, und von da an lenkt er, bis zu seinem Tod, ohne Unterbrechung, an der Spitze des Ministeriums für Religion und öffentliche Bildung das ungarische kulturelle Leben.

In der Modernisierung des ungarischen Bildungswesens schlägt Trefort den von Eötvös vorgezeichneten Weg ein und setzt die Arbeit des Ausbaus eines Systems bürgerlicher öffentlicher Bildung auf den durch seinen großen Vorgänger gelegten Grundlagen fort. Das Weiterführen dieses Werkes scheint natürlich, da, wie es bei Eötvös der Fall war, sich auch die liberale kulturpolitische Betrachtungsweise Treforts im Reformzeitalter herausgestaltet hat, und auch die Tatsache ist bekannt, daß der Problemkreis der Bildung im Gedankensystem der großen Politikergeneration des Reformzeitalters eine bedeutende Stelle einnahm.<sup>7</sup>

Treforts Ernennung zum Minister wird in der öffentlichen Meinung mit Sympathie begleitet, und dieselbe Sympathie spiegelt auch die Reaktion der

<sup>6</sup> Miklós MANN: Trefort Ágoston pályafutásának Békés megyei korszaka (1849—1872) (Die Periode der Laufbahn Ágoston Treforts im Komitat Békés [1849—1872]). Békési Élet (Das Leben in Békés), 1 (1975).

<sup>7</sup> Vgl. József ANTALL—Andor LADÁNYI: A magyarországi felsőoktatás az abszolutizmus és a dualizmus korában (Der ungarische Hochschulunterricht im Zeitalter des Absolutismus und des Dualismus). Felsőoktatási Szemle (Rundschau für Hochschulunterricht), 9 (1968); László FELKAI: Trefort Ágoston a magyar oktatásügyért (Ágoston Trefort für das ungarische Bildungswesen). Köznevelés (Öffentliche Bildung), 1968, S. 862.

zeitgenössischen Presse wider. Man weiß zwar, daß er kein Fachmann ist, seine Kompetenz und große Allgemeinbildung aber werden anerkannt und er selbst wird für fähig gehalten, wichtige Aufgaben auf dem Gebiet der öffentlichen Bildung zu verwirklichen.<sup>8</sup>

Der am 4. September 1872 zum Unterrichtsminister ernannte Trefort informiert sich zuerst über die Aufgaben seines Amtes, erst danach, am 24. Februar 1873, tritt er aus Anlaß der Parlamentsdebatte des Budgets seines Ministeriums vor die Öffentlichkeit. Dieses etwa halbe Jahr zwischen seiner Ernennung und seinem öffentlichen Auftritt widmet er dem Studium der Angelegenheiten seines Ministeriums, der Auswahl seiner Mitarbeiter und der Besprechung der einzelnen Fragen mit Fachleuten. Feinfühlig wählt der sein Amt mit großer Tatkraft und Arbeitslust antretende Trefort seine Mitarbeiter aus. Diese Mitarbeiter, von denen viele schon in der Zeit Eötvös' für die nationale Kultur arbeiteten, sind in ihrer Mehrheit bekannte Wissenschaftler, mehrere unter ihnen sogar Mitglieder der Akademie der Wissenschaften, oder anerkannte Experten auf dem Gebiet der Pädagogik. Selbst diese Auswahl zeugt von dem hohen Niveau der von Eötvös und dann von Trefort in Schlüsselpositionen beschäftigten Garde ihrer Mitarbeiter.<sup>9</sup>

Bereits in den ersten Monaten können wir Beispiele für Treforts Verfahrensweise, nämlich für das System der „unter Mitwirkung von Fachleuten abgehaltenen Beratungen“, finden, das für seine ganze Amtszeit kennzeichnend ist. Trefort denkt klug und beispielhaft, indem er ein beliebiges Problem nur dann richtig beurteilen kann, nur dann richtige, die Sachen vorwärtsbringende Entscheidungen treffen kann, wenn er diese zuerst mit den bekanntesten und besten Fachleuten des betreffenden Problemkreises bespricht. Dieser Konzeption entsprechend führt er in den nächsten Jahren oft solche Besprechungen in den verschiedensten, die ganze ungarische Kulturpolitik umfassenden Fragenkomplexen seines Amtes.

Mit großem Elan geht Trefort also 1872 an die Arbeit und bei der Budgetdebatte des Jahres 1873 erörtert er in einer großen Rede die Budgetansprüche des Kulturministeriums. Dabei spricht er offen aus, daß er, obwohl er auf die strengen Sparsamkeitsmaßnahmen des Staatshaushaltes Rücksicht nehmen müsse, für sein Amt immer mehr Geld fordern würde, weil er die Förderung der Bildung der Nation als eine Notwendigkeit von höchster Wichtigkeit betrachte. Er halte es für notwendig, daß die Regierung in Sachen des Unterrichts, der Wissenschaft und der Kunst mehr als bisher tun müsse, da „das Bestehen Ungarns eine Frage der Kultur ist“. In seiner Rede<sup>10</sup> gab Trefort eine Zusammenfassung der kulturellen Lage und der Rückständigkeit Ungarns; die notwendigen Aufgaben umreißend, betont er seine

<sup>8</sup> Pestí Napló (Pester Tagebuch), 5. September 1872; Hon (Heimat), 7. September 1872.

<sup>9</sup> Die Aufzählung seiner Mitarbeiter s. Ferenc KÖZMÉNYI, a. a. O., S. 86—88; weiterhin Magyarország tiszti cím- és névtára (Ungarns Amts-Rang- und Namensverzeichnis). Budapest, Jg. 1879 und 1886. An dieser Stelle muß vermerkt werden, daß es heute schon ziemlich schwer ist, die Art und Form der Zusammenarbeit zwischen Trefort und seinen Mitarbeitern zu erschließen.

<sup>10</sup> Ágoston TREFORT: Gedenkreden und Studien. a. a. O., S. 325—345.

vorhergehende Ansicht, nach der das Land für die Kultur Geld opfern müsse, daß andererseits aber die in die öffentliche Bildung investierten Summen umschlagen und die „finanzielle Lage des Landes gerade durch die Zinsen dieser geistigen Investition am ehesten restauriert wird“.

Treforts Konzeption und sein Kulturbedürfnis erwiesen sich aber als unzulänglich in dieser Epoche, in erster Linie wegen der geringen Geldsummen, die zu Zwecken der öffentlichen Bildung bereitgestellt wurden. Nach den wichtigsten Investitionsindexen der Epoche betrug das ganze Budget des Ministeriums für Religion und öffentliche Bildung im Jahre 1872 lediglich 1,2%, 1878 1,7%, 1882 1,5% und 1888, im letzten Amtsjahr von Trefort, betrug es 2,0% der Gesamtausgaben des Staates. Die im Budget vom Jahre 1873 genehmigte Summe über 4 316 942 Forint geht bis 1881 nicht über die 5 Millionen hinaus und erreicht erst im Jahre 1884 die „magische“ 6 Millionen Summe. 1888, schließlich, ist der Höhepunkt mit 6 931 448 Forint erreicht.<sup>11</sup>

Wir können also die beeindruckenden Zahlen sehen, die in der Bildungspolitik der Trefort-Epoche eine bestimmende Rolle gespielt haben. Treforts Elan wurde durch die begrenzten finanziellen Möglichkeiten ständig gehemmt; ein anderes Problem bestand darin, daß der Oberbehördencharakter des Ministeriums wegen der Kürze der seit dem Ausgleich verstrichenen Zeit auf mehreren Gebieten nicht hervortreten konnte bzw. lediglich nominell blieb. So zum Beispiel gehörte die Mehrheit der Schulen in den Zuständigkeitsbereich der verschiedenen Konfessionen und der Städte. Dieser Umstand, mochten die Betreffenden mit noch so bedeutender Unterstützung zum Bestehen der Schulen und anderer kultureller Institutionen beigetragen haben, wirkte lähmend auf die Möglichkeiten Treforts zu Initiativen, und diese Tatsache muß uns vor Augen bleiben, wenn wir die Ansichten und Taten Treforts, des Kulturpolitikers untersuchen.

Trefort richtete als Politiker im Bereich der öffentlichen Bildung besondere Aufmerksamkeit auf Fragen des Hochschul- und zum Teil auch auf Fragen des

<sup>11</sup> Die Budgettabellen s. Zoltán MAGYARY: A magyar tudománypolitika alapvetése (Grundlegung der ungarischen Wissenschaftspolitik). Budapest 1927; Sándor PÉTERFY: A magyar elemi iskolai népoktatás története (Geschichte des Ungarischen Grundschulvolksunterrichts). Budapest 1896, S. 48—51. Über die Rückständigkeit des Kulturamtes in bezug auf sein Budget s. Gábor TEGLAS: Emlékezés Trefort Ágoston felett (Gedenkrede für Ágoston Trefort), Kolozsvár 1891, S. 10—11. Zu den finanziellen Schwierigkeiten der Epoche s. Gusztáv GRATZ: A dualizmus kora (Zeitalter des Dualismus). Budapest 1934, Bd. I, S. 220—221. So ist es kein Zufall, daß sich Trefort in seiner Rede vom 4. Dezember 1875 bei der Budgetdebatte des Kulturministeriums gezwungen fühlte zu betonen, daß er sein Budget unter Berücksichtigung der finanziellen Verhältnisse des Landes zusammengestellt habe: „Die Kosten habe ich auf ein Minimum reduziert. . . Hätte ich ausschließlich nur die Ansprüche der öffentlichen Bildung und der Kultur, weiterhin die Anforderungen der Entwicklung vor Augen gehalten. . . würde mein Budget nicht nur 4 Millionen, sondern mindestens 6 Millionen betragen“. Az 1875/78. évi országgyűlés képviselőházának naplója (Tagebuch vom Abgeordnetenhaus des Parlamentes 1875—78). Bd. II, S. 325. Die Unveränderlichkeit der Lage beweist, daß Trefort nach vier Jahren vergebens auf die sofortige Errichtung eines neuen Budapester Gymnasiums drängt, er erhält bloß das Versprechen, daß „das als nötig bezeichnete Gymnasium errichtet wird, sobald es die finanziellen Verhältnisse zulassen“. Országos Levéltár (Landesarchiv), A minisztertanács iratai (Schriften des Ministerrates). Bd. 27, die Sitzung vom 21. September 1879.

Mittelschulunterrichts, was insbesondere damit erklärt werden kann, daß diese Schultypen am ehesten zum Aufsichtsbereich des Ministeriums gehörten. Dementsprechend äußert er sich über die aktuellen Aufgaben der Politik für öffentliche Bildung: „Gebührende Ehre und Anerkennung der Volksbildung, das Licht aber kommt von oben . . . und aus diesem Grunde ist auch der Hochschulunterricht der wichtigste“.<sup>12</sup> Deshalb strebt Trefort danach, daß die „Pester Universität das Niveau ausländischer Universitäten erreicht, und die Technische Universität mit den ausländischen wetteifern kann“. Ein besonderes Gewicht legt er auf die Ärzteausbildung, „nicht lediglich unter dem Gesichtspunkt der Fachwissenschaft, sondern neben dem Humanitätsinteresse auch unter dem Gesichtspunkt der allgemeinen Bildung und der Ökonomie“.<sup>13</sup> Eine bedeutende These seiner Politik für öffentliche Bildung drückt aus, daß er jene Schultypen bevorzugt, die keine humane Bildung erteilen, sondern auf eine industrielle oder Handelstätigkeit vorbereiten. Trefort wurde auf die allzu starke Vorliebe für juristische Berufe innerhalb der Gentryschicht aufmerksam und mahnte rechtzeitig: „Seien wir gute Handwerker, Kaufleute, Landwirte, also Menschen der Produktion. Niemand soll sich deswegen schämen, niemand wird dadurch erniedrigt. Wenn wir uns ökonomisch verändern wollen, sollen wir uns zuerst in unserer Moral und in unseren Gewohnheiten umgestalten“.<sup>14</sup>

In seiner Rede vor den Soproner (Ödenburg) Wählern führt er detailliert aus, daß die Hauptrichtung seiner Politik „eine Entwicklung der ungarischen Kultur auf dem Pfad der westlichen Zivilisation“ sei und er deshalb als Minister „die Wissenschaft, die Fachkenntnisse und die Kunst“ entwickele, „weil diese wenn auch nicht die alleinigen, so doch mächtige Faktoren des modernen Staates und der modernen Gesellschaft“ seien.<sup>15</sup> Sein ganzes politisches Glaubensbekenntnis, sein Programm faßte er oft in den folgenden drei Worten zusammen: „Wissenschaft, Wohlstand, Gesundheit“, weil seiner Meinung nach die Nation, die über diese Eigenschaften verfügt, alles erreichen kann.<sup>16</sup>

Infolge der vielseitigen und großangelegten Kulturpolitik von Eötvös und Trefort sind die zwei Jahrzehnte nach dem Ausgleich als eine bedeutende Entwicklung sichernde Periode der Geburt modernen ungarischen Hochschulunterrichts zu betrachten. Ein qualitativer Fortschritt im Hochschulunterricht wurde durch die der kapitalistischen Wirtschaftsentwicklung entsprechende gesellschaftlich-politische Umgestaltung notwendig gemacht. So wird das Polytechnikum 1872 zur Technischen Universität und in Kolozsvár (Klausenburg, Cluj) öffnet eine neue Universität ihre Tore. Darüber hinaus wird noch vieles aus Eötvös' Konzeptionen unter Trefort

<sup>12</sup> Treforts Rede am 14. August 1881 in Zalaegerszeg. Siehe in Ágoston TREFORT: *Kleinere Arbeiten* . . . , a. a. O., S. 320.

<sup>13</sup> Ebd., S. 323—324.

<sup>14</sup> Ebd., S. 332.

<sup>15</sup> Treforts Rede am 13. November 1881 in Sopron. Ebd., S. 351—352.

<sup>16</sup> Treforts Rede im I. Wahlbezirk von Pozsony (Preßburg), am 22. Juni 1884. Siehe in Ágoston TREFORT: *Beszédek és levelek (Reden und Briefe)*. Budapest, 1888, S. 143.

verwirklicht. Neue Lehrstühle werden gegründet, Gebäude der Fakultäten für Medizin und Naturwissenschaften werden errichtet und allmählich gestalten sich die Institutionen des Kunsthochschulunterrichts heraus. Das Niveau des Unterrichts wie auch die Zahl der Studenten erhöht sich; aus der gemeinsamen Arbeit großzügiger Staatsmänner, ausgezeichneter Organisatoren und Schulen gründender gelehrter Professoren resultiert die Entwicklung des ungarischen Hochschulunterrichts. Aus diesem Grunde kann diese Epoche mit Recht das Zeitalter der Geburt des ungarischen Hochschulunterrichts genannt werden, als das ungarische wissenschaftliche Leben beginnt, sich dem Niveau der europäischen Länder allmählich anzuschließen.<sup>17</sup> Als Erklärung für diesen Aufschwung finden wir, daß sich Treforts Aufmerksamkeit in erster Linie auf den Hochschulunterricht richtet; seine Bestrebung konzentriert sich auf die Förderung des bisher ziemlich vernachlässigten Universitätsunterrichts. Eine besondere Vorliebe zeigt er für die medizinischen und naturwissenschaftlichen Fächer. Große Bedeutung maß er der Medizin und der Ärztebildung vom Gesichtspunkt des Gesundheitswesens bei und deshalb, weil „der Mensch das edelste Kapital“ sei, auch vom Standpunkt der Nationalwirtschaft aus. Treforts logischem Urteil nach wird diese Epoche durch den Aufschwung der Naturwissenschaften gekennzeichnet und da „der Wohlstand und die Gesundheit der Allgemeinheit, von denen das Bestehen des Staates größtenteils abhängig ist, auf der Wissenschaft basieren“, ist es kein Zufall, daß Trefort die Entwicklung der Naturwissenschaften für außerordentlich wichtig hält. Seine Vorliebe für die medizinischen und Naturwissenschaften wird auch von Lajos Markusovszky, dem ausgezeichneten Arzt und Organisator, seinem Vertrauten, genährt, der im Ministerium für die Angelegenheiten der Universitäten verantwortlich ist. Markusovszky wurde noch von Eötvös als Mitarbeiter aufgenommen; seine Person ist ebenfalls eine Garantie der Kontinuität der Hochschulpolitik in der ersten Hälfte des Zeitalters des Dualismus. Zeitlebens und auch später wurde über Trefort einstimmig geäußert, daß er wie prädestiniert dafür war, Nachfolger von Eötvös und Fortsetzer seiner Tätigkeit zu sein, da er sich in seinen Auffassungen auf dieselben Grundlagen stützte, in der Schaffung der Pläne und besonders bei ihrer Verwirklichung aber erwies er sich praxisorientierter als Eötvös.<sup>18</sup>

Neben der Errichtung von Universitätsgebäuden erstreckt sich die Aufmerksamkeit Treforts auch auf Fragen des Unterrichts. Er erhöht die Zahl der Lehrstühle und mit einer neuen Unterrichts- und Prüfungsordnung sowie mit neuen Disziplinvorschriften vereinheitlicht er die Organisation der Universitäten. Das erste

<sup>17</sup> Vgl. Andor LADÁNYI: A magyarországi felsőoktatás a dualizmus kora második felében (Der ungarische Hochschulunterricht in der zweiten Hälfte des Zeitalters des Dualismus). Budapest 1969; József ANTALL: A modern felsőoktatási rendszer kialakulása Magyarországon (1848—1890) (Entstehung des modernen Hochschulunterrichts in Ungarn [1848—1890]). Orvostörténelmi Közlemények (Medizingeschichtliche Mitteilungen), 1969.

<sup>18</sup> Vgl. Albert BERZEVICZY, a. a. O., S. 15 und Gábor TÉGLÁS, a. a. O., S. 11; Károly KELETI: Emlékbeszéd Trefort Ágoston felett (Gedenkrede für Ágoston Trefort). MTA Évkönyve (Jahrbuch der Ungarischen Akademie der Wissenschaften), Bd. XVII, VII/d, S. 24.

Gesetz, das während seines Amtes vom Parlament in Kraft gesetzt wird, bestimmt die Errichtung der zweiten sogenannten Wissenschaftsuniversität des Landes in Kolozsvár. Damit begnügt er sich aber nicht, sondern widmet jahrelang seine Aktivität der Idee der Errichtung einer dritten Universität dieser Art. Durch den Mangel an finanziellen Mitteln wurde diese Idee vereitelt. Im Zusammenhang mit einer endgültigen Ordnung des Wirtschaftsamtes und der Verwaltung der Budapester Universität beschäftigt er sich mit der Frage der wirtschaftlichen Administration beider Wissenschaftsuniversitäten. Eine seiner wichtigen Maßnahmen besteht darin, daß er den Unterricht der Gesundheitslehre auch auf die juristischen und philosophischen Fakultäten erstreckt und zugleich Lehrgänge organisiert, in denen Lehrer für Gesundheitslehre und Schulärzte für die Mittelschulen ausgebildet werden.

Mit besonderer Vorliebe wendet sich Trefort den Universitätsausbauten und allgemein denen der Fakultäten für Naturwissenschaften und Medizin zu. Er erhöht das Niveau der Universitätsbildung im allgemeinen und im einzelnen das der Ärztebildung durch die Errichtung neuer Gebäude, die Gründung neuer Lehrstühle und Kliniken, durch die bessere Ausrüstung der Institute sowie durch die Erhöhung der Zahl der Laboratorien. Ruhigen Gewissens kann er 1886 im Magnetenhaus behaupten: „Es besteht ein außerordentlich großer Unterschied zwischen dem heutigen Zustand der Budapester Universität, zwischen ihrem Zustand vom Jahre 1867 und den Zuständen früherer Zeiten“. Sich selbst betrachtet er als einen „Märtyrer“ der Gebäude, aber zu Recht fragt er: „Was kann ich dafür, daß seit der Zeit Maria Theresias bis 1867 so wenig für das Bildungswesen getan wurde?“<sup>19</sup>

Nach Treforts Überzeugung ist die Person des Lehrers ein wesentlicher Faktor, deshalb entscheidet er in personellen Fragen ohne Voreingenommenheit, erhebt sich über das, selbst in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts in Ungarn vorhandene, konfessionell bestimmte Denken und ist so imstande, im Einklang mit den Wahlen der Universitäten, die Tätigkeit beispielgebender Professoren mit hervorragenden Kenntnissen zu sichern. In der Geschichte der philosophischen Fakultät gibt es tatsächlich wenige solche Perioden, in denen so viele ausgezeichnete Professoren gleichzeitig tätig gewesen wären, wie zu Treforts Zeit.<sup>20</sup> Vielleicht das größte Ergebnis seiner Amtszeit, im Hinblick auf die Entwicklung der philosophischen Fakultät, war die Verwirklichung der Einrichtung von Seminaren und im Zusammenhang damit die Erhöhung der Studienzeit auf vier Jahre.

Als Fortsetzer der Kulturpolitik von Eötvös befaßt sich Trefort oft mit der Lehrerbildung, da er bald erkennt, daß dieser Frage große Aufmerksamkeit gewidmet werden muß, weil sehr viel von den Ergebnissen der Lehrerbildung, vom Auftreten und Wissen der Lehrer, von der Tiefe ihrer Kenntnisse und von ihrer weltanschaulichen Überzeugung abhängt. Seine erste wichtigere Maßnahme in dieser Hinsicht ist die

<sup>19</sup> Ágoston TREFORT: Reden und Briefe. a. a. O., S. 206.

<sup>20</sup> Am Ende der Trefort-Ara sind z. B. 28 Lehrer der Philosophischen Fakultät korrespondierende oder ordentliche Mitglieder der Akademie. Vgl. Imre SZENTPÉTERY: A bölcsészettudományi kar története (Geschichte der Philosophischen Fakultät). Budapest 1935, S. 543.



Neugestaltung des Lehrerseminars im Jahre 1873; damit vereinigt er die Bildung der Gymnasial- und der Realschullehrer.<sup>21</sup> Im Mittelschulgesetz des Jahres 1883 schreibt er ein vierjähriges Studium für jeden Lehrerkandidaten als obligatorisch vor, außerdem verpflichtet er sie zu einem einjährigen Erzieherpraktikum und zu einer vor einer Kommission abzulegenden erfolgreichen Prüfung. Mit diesem Gesetz vereinheitlichte Trefort die Lehrerqualifikation für sämtliche Mittelschulen des Landes. Dieses Gesetz sichert zugleich in den Mittelschulen und in den konfessionellen Gymnasien das Aufsichts- und Kontrollrecht des Staates und läßt die führende Rolle des Staates auch in der Lehrerbildung zur Geltung kommen. Unter dem Gesichtspunkt des Mittelschulunterrichtes ist also zweifelsohne die Schaffung dieses progressiven Gesetzes das größte Verdienst Treforts, da dieses, trotz seiner zahlreichen Kompromisse zum Grundgesetz der bürgerlichen Bildung mittlerer Stufe geworden ist und die Verbreitung der bürgerlichen Bildung in der Periode nach dem Ausgleich förderte, und das damals einen wichtigen Fortschritt bedeutete. Treforts Gesetz bleibt mehr als vier Jahrzehnte in Kraft, und auch die Verordnungen der späteren Gesetze vom Jahre 1924 und 1934 gründen sich größtenteils auf dem Gesetz vom Jahre 1883. Mit Recht kann also Trefort als der erste Systematiker der Mittelschulbildung betrachtet werden; sein den staatlichen Einfluß stärkendes Gesetz ist unter den ungarischen Verhältnissen der zweiten Hälfte des vergangenen Jahrhunderts ohne Zweifel vorausweisend.<sup>22</sup>

Andere Maßnahmen Treforts richteten sich gleichfalls darauf, daß der Unterricht auf mittlerer Stufe immer besser den Anforderungen der allgemeinen Bildung entspricht. Mit seinem neuen Lehrplan und den damit zusammenhängenden ministerialen Verordnungen, mit der Einführung der Mittelschulordnung und der methodologischen Beratungen, schließlich mit der Errichtung von Mittelschulbauten leistete er gleichfalls wertvolles und trug zur Modernisierung des Inhaltes und der Methoden des ungarischen Mittelschulunterrichtes bei.<sup>23</sup> Besondere Anerkennung gebührt ihm in bezug auf seine Maßnahmen im Interesse der Realschulen, die in erster Linie vom Kleinbürgertum bevorzugt und deshalb als Frage zweiten Ranges behandelt wurden. Selbst in seinen Parlamentsreden spricht er oft von der Notwendigkeit der

<sup>21</sup> László FELKAI: A tanárképzés történeti áttekintése a századfordulóig (Historischer Überblick der Lehrerbildung bis zur Jahrhundertwende). *Pedagógiai Szemle*, 5 (1961).

<sup>22</sup> László FELKAI: Az 1883. évi középiskolai törvény létrejötte (Entstehung des Mittelschulgesetzes vom Jahre 1883). *Pedagógiai Szemle*, 7—8 (1959); Gyula KORNIS: Az ötvenéves középiskolai törvény. A kultúra világa (Das fünfzigjährige Mittelschulgesetz. Welt der Kultur). Budapest 1934, S. 144—147; József ANTALL: Eötvös művelődéspolitikája és a középiskolai törvény előkészítése (Die Bildungspolitik von Eötvös und die Vorbereitung des Mittelschulgesetzes). *Magyar Pedagógia* (Ungarische Pädagogie), 1971, S. 171. Gyula SIMON: Középiskolai reformjaink néhány kérdése 1883-tól (Einige Fragen unserer Mittelschulreformen von 1883 an). *Pedagógiai Szemle*, 1963, S. 150—151.

<sup>23</sup> János KLAMARIK: A magyarországi középiskolák újabb szervezete (Neuere Organisation ungarischer Mittelschulen). Budapest 1893; Ede FINÁCY: A magyarországi középiskolák múltja és jelene (Vergangenheit und Gegenwart ungarischer Mittelschulen). Budapest 1896; Agoston TREFORT: Néhány szó a középiskoláról. Újabb emlékbeszédek (Einige Worte über die Mittelschule. Neuere Gedenkrede). Budapest 1887, S. 180—181.

Realschulen und belegt dabei mit statistischen Angaben den Vorteil der Realschulen hinsichtlich der Ausbildung für praktische Berufe.<sup>24</sup>

Aus Treforts ökonomischer Anschauung folgt seine Bestrebung, eine reiche Nation und ein vermögendes Bürgertum zu schaffen. Diese Konzeption ist bereits in den ersten Schriften des Reformpolitikers zu finden, und es ist natürlich, daß er während seiner Amtsführung an ihr konsequent festhält und alles tut, um sie in die Praxis umzusetzen.<sup>25</sup> Damit steht im Zusammenhang, daß seine, in erster Linie in den achtziger Jahren entwickelte, Aktivität in der Geschichte des ungarischen Fachunterrichts als Periode der Vorbereitung und der Grundlegung gilt. In der Folge seiner Maßnahmen entstanden zahlreiche Handelsschulen und gleichfalls wichtige Ergebnisse erzielte er im Ausbau des Netzes industriellen Fachunterrichts.<sup>26</sup>

Trefort befaßt sich auch mit der Ausbildung der Berufsschullehrer; auf seine Verordnung hin wird 1879 eine Lehrwerkstatt für diese Lehrer geschaffen. Die Zeit der Ausbildung beträgt anfangs drei und vom Jahre 1884 an vier Jahre. In der gleichen Institution erfolgt die Ausbildung der Zeichenlehrer für Bürgerschulen. Seine Bemühungen bleiben nicht ohne Erfolg. In den letzten Jahren seiner Amtsführung liegt die Zahl der Handwerkerschüler bereits um 44 000; 1885 befaßt man sich bereits in 864 Schulen mit dem Hausgewerbe. Es muß hervorgehoben werden, daß seine Bestrebungen durch die Wirtschaftskrise behindert wurden, und daß er auch mit einer die industrielle Arbeit herabschätzenden gesellschaftlichen Betrachtungsweise zu ringen hatte. Trotz all dieser hemmenden Faktoren ist es Trefort gelungen, die ersten grundlegenden Schritte im Ausbau des Netzes der Fachausbildung zu tun; der Erfolg seiner diesbezüglichen Tätigkeit wird auch durch die Errichtung industrieller Berufsschulen, Handelsschulen und einer Hochschule für Industrie belegt.

Auf dem Gebiet der Volksbildung sind die Ergebnisse der Trefort-Ära in quantitativer Hinsicht unbestreitbar. Während seiner Amtszeit erhöhte sich die Zahl der Grundschulen, die der Schulräume und der Lehrer. Die Zahl der die Schule regelmäßig Besuchenden wuchs um fast eine halbe Million und die Zahl der Analphabeten verringerte sich. Das immer stärkere Vordringen des weltlichen

<sup>24</sup> Die Notwendigkeit der Realschule betont er auch in seinem Parlamentsbeitrag vom 2. April 1883. Az 1881/84. évi országgyűlés képviselőházának naplója (Tagebuch vom Abgeordnetenhaus des Parlaments 1881—84). Bd. XI, S. 253—255. Siehe dazu noch seine Rede vom 26. Dezember 1882. Ágoston Trefort: Reden und Briefe. a. a. O., S. 74.

<sup>25</sup> „Ich wünsche die Erweiterung des Fachunterrichts, damit nicht alle Ungarn auf den juristischen Beruf angewiesen seien, sondern Handwerker und Kaufleute werden, weil dies dem Land das sich am besten rentierende Kapital gewährt“. Trefort Ágoston beszéde a miniszteri jubileuma alkalmából rendezett banketten (Ágoston Treforts Rede auf dem Bankett, veranstaltet zu seinem Ernennungsjubiläum als Minister). Magyar Pedagógiai Szemle (Ungarische Pädagogische Rundschau), 1882, S. 266.

<sup>26</sup> Vgl. Frigyes VINCZE: Szakoktatásunk múltja és jelene (Vergangenheit und Gegenwart unseres Fachunterrichts). Budapest 1937; SCHECK—VINCZE: A kereskedelmi oktatásügy fejlődése és mai állapota Magyarországon (Entwicklung und gegenwärtige Lage des Handelsunterrichtswesens in Ungarn). Budapest 1930; László SZAKMANYI: 80 éves a középfokú iparoktatás (Achtzig Jahre des industriellen Unterrichts mittlerer Stufe). Budapest 1962; Antal VIG: Az iparoktatás története (Geschichte des industriellen Unterrichts). Budapest 1932.

Unterrichts wird in dieser Zeit durch die etwa 2 500 neuen Dorfschulen und die staatlichen lehrerbildenden Anstalten im Vergleich zu den 600 neuen konfessionellen Schulen nachgewiesen. Unter den mit feudalen Überbleibseln belasteten wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und politischen Verhältnissen dieses Zeitraums fehlten aber die Bedingungen für eine schnellere Entwicklung der Volksbildung,<sup>27</sup> und auch Trefort wurde oft und mit Recht wegen des Ausbleibens einer stärkeren Entwicklung der Volksbildung kritisiert, da der Kulturpolitiker, der für andere Gebiete seines Amtes größeres Interesse zeigte, diese Frage mitunter im Verhältnis zu seinen Möglichkeiten selbst hart behandelte.

Trefort ist sich dessen bewußt, daß der Erfolg des Unterrichts von guten *Lehrern* abhängt. Deshalb ist er bestrebt, das Selbststudium der Lehrer durch die Sicherung von mehr Freizeit und Bildungsmöglichkeiten zu fördern. Er verfügt über die Rente der Lehrer, über die Einführung eines fünfjährlich 10% betragenden Alterszuschusses für Pädagogen und über die Errichtung eines Waisenhauses für die Kinder der Lehrer. Er befaßt sich sehr viel mit der Problematik der Lehrerbildung. Er erweitert die Zahl der lehrerbildenden Anstalten und durch die Erhöhung der Dauer der Lehrerausbildung von drei auf vier Jahre, wie durch die Organisierung von Praktikumsmöglichkeiten erhöht er auch das Niveau der Lehrerausbildung. Er fördert die Herausgabe von Schulbüchern und legt Grundlagen für den anschaulichen, demonstrativen Unterricht. Er läßt Landkarten, Globen und Anschauungstafeln anfertigen. 1876 errichtet er das Landesmuseum für Lehrmittel, um so einen Einfluß auf die ungarische Lehrmittelherstellung auszuüben, ihren Aufschwung herbeizuführen.<sup>28</sup>

Auf Grund des Gesagten kann festgestellt werden, daß es Trefort während seiner, an der Spitze des ungarischen öffentlichen Bildungswesens verbrachten, mehr als anderthalb Jahrzehnte gelungen ist, seine Pläne zum Teil zu verwirklichen; er hat die Konzeption Eötvös' im Interesse der Entfaltung des ungarischen Bildungswesens weiterentwickelt, und wenn auch nicht vollständig, realisiert.

<sup>27</sup> Infolge mangelnder staatlicher Unterstützung und ungünstiger Umstände wurde der Gedanke Eötvös' über einen umfassenden Ausbau und die Popularisierung der Dorfvolksschulen unverwirklicht. Die sehr bescheidenen Maßnahmen der Regierung zur Förderung der Durchführung des Volksbildungsgesetzes gewährten nur eine sehr langsame Entwicklung. In den siebziger und achtziger Jahren wird es immer offensichtlicher, daß das Volksschulgesetz auch von den Konfessionen nicht durchgeführt wird. Die personellen und materiellen Bedingungen der Volksschulen aber lassen die Ausführung der unter Berücksichtigung der Anforderungen der Epoche ausgearbeiteten Volksschullehrpläne kaum zu. Hemmende Faktoren waren die Ungliedertheit der Schulen, die unzulängliche Vorbereitung eines bedeutenden Teils der Lehrer und die schlechte Ausrüstung der Schulen. Vgl. Sándor KÖRE: A közköztatáspolitikai alákulása a dualizmus időszakában (Gestaltung der Politik für öffentliche Bildung im Zeitalter des Dualismus). In: Ferenc ARATÓ (Hrsg.): 100 éves a kötelező népoktatás (Hundert Jahre des obligatorischen Volksunterrichts). Budapest 1968, S. 18—22.

<sup>28</sup> László FELKAI, Ágoston Trefort für das ungarische Bildungswesen. a. a. O., S. 861—862; János SZAKÁL: A magyar tanítóképzés története (Geschichte der ungarischen Lehrerbildung). Budapest 1934, S. 82—95.

Im weiteren untersuchen wir seine, die ganze ungarische Kultur umfassende Tätigkeit, die bestätigt, daß es in der Kultur kaum einen Bereich gibt, der seine edle Liebe für die Sache, seine opferbereite Fürsorge nicht hätte zu spüren bekommen.

Als größtes Verdienst und bedeutendste Tat im Interesse der Entwicklung der Künste kann vielleicht seine um die Gründung der Musikakademie entfaltete Aktivität eingeschätzt werden. Diese Tätigkeit erstreckte sich von der Vorbereitung der Errichtung dieser neuen Institution bis zur Hilfeleistung innerhalb der Schwierigkeiten und Hindernisse der ersten Jahre der Grundlegung einer neuen Epoche in der ungarischen musikalischen Bildung. Der Beschluß des Parlaments vom Jahre 1873 gewährt der zu errichtenden Musikakademie im Budget des Ministeriums für öffentliche Bildung einen Platz. Im Besitz dieses Beschlusses läßt Trefort im Interesse der Errichtung der neuen Institution mehrere Entwürfe anfertigen, hält Vorträge und ist auch mit dem Vorschlag einverstanden, Ferenc Liszt als Direktoren zu gewinnen. Mit einer langen Vorbereitungsarbeit gelingt es ihm, alle Hindernisse zu beseitigen und endlich kann am 14. November 1875 das Eröffnungsfest der Musikakademie in seiner Anwesenheit stattfinden. Wegen finanzieller Schwierigkeiten kann Trefort die kontinuierliche Arbeit der von Ferenc Liszt geleiteten Musikakademie in den ersten Jahren nur sehr schwer garantieren. Ende 1879 gelingt es ihm, der Institution ein neues, ihr würdigeres Heim zu sichern. Damit konnte die Erweiterung des Wirkungsbereiches des musikalischen Fachunterrichts, die allmähliche Entwicklung der Lehrstühle und dadurch ein neues, wichtiges Kapitel in der ungarischen musikalischen Erziehung beginnen.<sup>29</sup>

Trefort erwies sich sein ganzes Leben lang sehr empfänglich für *Werke der bildenden Künste*. Daher ist sein Mäzenatentum, das für seine ganze Laufbahn als Minister bestimmend war, nicht überraschend. Er organisiert die erste Meisterschule für Maler und bewegt den damals schon in Europa bekannten und in München arbeitenden Gyula Benczúr zur Heimkehr und zur Leitung der Schule. Er entwickelt den Lehrkörper, die Zahl der Fachabteilungen und die Ausrüstung der Landesmusterzeichen- und zeichenlehrerbildenden Anstalt weiter. Mit seiner vielfältigen organisatorischen und anspornenden Tätigkeit fördert Trefort die Bestrebungen des Vereins für bildende Künste, durch Restaurierungs- und Kopierungsarbeiten beschäftigt er Maler und Bildhauer, weiterhin sichert er den begabten jungen Künstlern staatliche Stipendien. Auf dem Gebiet der Architektur sind die achtziger Jahre die bedeutendsten. Zu dieser Zeit wächst in erster Linie die Zahl der Gebäude, die Zwecken der öffentlichen Bildung dienen, so die Zahl der Gebäude der Technischen Universität und die der Fakultäten für Medizin und Naturwissenschaften. Als Mäzen der ungarischen bildenden Künste schreibt Trefort Preise aus; in seinen

<sup>29</sup> Vgl. GÁBOR MORAVCSIK: Az országos m. kir. Zeneakadémia története (Geschichte der ungarischen königlichen Musikakademie). Budapest 1907, S. 14—17; FERENC LISZT: Válogatott írásai (Ausgewählte Schriften). Budapest 1951. Bd. II, S. 207, 707—724; Az 1875/78. évi országgyűlés képviselőházának naplója (Tagebuch vom Abgeordnetenhaus des Parlaments 1875—78). Bd. II, S. 353—354.

offenen Briefen an Aristokraten und hohe Würdenträger der Kirche ermutigte er im Interesse der Förderung der Künste zu neuen Aufträgen, zur Beschäftigung der begabten Künstler. Im Ergebnis dieser Aufrufe gelingt es Trefort, ungarische Künstler zu vielen neuen Aufträgen zu verhelfen und dadurch trägt er zur Entfaltung der ungarischen Malerei und Bildhauerei bedeutend bei. Seine Verdienste in der Geschichte des ungarischen Denkmalschutzes sind gleichfalls von epochemachender Bedeutung.<sup>30</sup>

Trefort hat als Minister für öffentliche Bildung und fast zwei Jahre lang (1876—1878) auch als provisorisch beauftragter Minister für Landwirtschaft und Handelsaktivität im Interesse der Entfaltung der ungarischen *Industrie* und des *Kunstgewerbes* entfaltet, so daß er mit Recht unter den Bahnbrechern der ungarischen Industrie erwähnt werden kann. Im Bereich der Industriepolitik kämpft er mit vielen Sorgen, da die Erneuerung des 1867 mit Österreich abgeschlossenen Zoll- und Handelsabkommens in seine Amtszeit fällt. Seiner Ansicht nach müsse man an der Zollunion festhalten, da diese einerseits in politischer Hinsicht eine Voraussetzung für den Fortbestand der Monarchie sei, andererseits aber, in wirtschaftlicher Hinsicht den westlichen Komitaten in Österreich einen ständigen Markt gewährt. Zugleich aber sollten wir auch bestrebt sein, unsere eigene Industrie zu schaffen, führt Trefort vor seinen Wählern in Sopron (Ödenburg) aus, und dies läßt sich im Rahmen der Zollunion leichter verwirklichen.<sup>31</sup> Da wir mit ausschließlich landwirtschaftlichen Produkten nicht mehr in der Welt zurechtkommen können, müssen wir jedes Mittel nutzen, um unsere Industrie zu entwickeln, betont er in seiner Rede,<sup>32</sup> und zugleich verweist er auf das schädliche Vorurteil, wonach alles, was durch die ungarische Industrie hergestellt wird, als schlecht abgestempelt wird. Er möchte diese Anschauungsweise verändern; diese Absicht widerspiegeln auch seine offenen Briefe, in denen er die Öffentlichkeit zur Förderung der ungarischen Industrie ermuntert. Er drängt auf einen Zusammenhalt derjenigen, welche die Bedeutung des Kunstgewerbes erkennen und er hat die Gründung von Vereinen zur Förderung des Kunstgewerbes in dem Sinne.<sup>33</sup> Er erkennt, daß durch die Anschaffung von Lehrmitteln Arbeitsmöglichkeiten für die ungarische Industrie gesichert werden können und deshalb wirkt er mit seinen Verordnungen daraufhin, daß in den Schulen möglicherweise die von ungarischen Handwerkern angefertigten Lehrmittel angewendet werden.

<sup>30</sup> Vgl. Gusztáv KELETI: Trefort Ágoston (Ágoston Trefort). Budapest 1889, S. 11—16; A Vallás- és Közoktatásügyi Miniszternek a közoktatás állapotáról szóló és az országgyűlés elé terjesztett jelentéseiből (Aus den Berichten des Ministers für öffentliche Bildung und Religion für das Parlament). Bd. XI, S. 450—453, Bd. XII, S. 234, Bd. XIII, S. 295—296 und 321; Ágoston TREFORT: Jelentés és javaslatok egy Országos Képzőművészeti Akadémia, illetőleg műtermek felállítása ügyében (Bericht und Vorschläge zur Errichtung einer Akademie der bildenden Künste bzw. Ateliers). Budapest 1882.

<sup>31</sup> Ágoston TREFORT: Kleinere Arbeiten..., a. a. O., S. 330—332.

<sup>32</sup> Treforts Rede am 22. Juni 1884 im I. Wahlbezirk von Pozsony. Ágoston Trefort: Reden und Briefe. a. a. O., S. 146.

<sup>33</sup> Ebd., S. 323—324.

Er gründet das Museum für Kunstgewerbe und läßt Industrieausstellungen veranstalten. Im engen Zusammenhang mit dem Museum und mit der Zielsetzung, auf gesellschaftlichem Wege möglichst praktische Aktivität zu entfalten, ruft Trefort den Verein für Kunstgewerbe ins Leben, der ihn auf der konstituierenden Sitzung vom 8. Februar 1885 zum Vorsitzenden wählt. Treforts andere wichtige Leistung bestand in der Einrichtung des Technologischen Industriemuseums Anfang der achtziger Jahre. Gleichfalls Trefort ist der Gründer der Schule für Kunstgewerbe, auf deren Notwendigkeit bereits Eötvös hingewiesen hatte.<sup>34</sup>

Ágoston Trefort wurde 1841 korrespondierendes und 1867 ordentliches Mitglied der Ungarischen Akademie der Wissenschaften; 1885, nach dem Tode Menyhért Lónyays wurde er zu ihrem Präsidenten gewählt. Zwar ist der Wirkungsbe- reich seiner Tätigkeit innerhalb der Akademie durch seine Aufgaben als Unterrichts- minister stark begrenzt, doch sind seine Gedenk- und Eröffnungsreden als Präsi- dent, bedeutend. Er hielt Gedenkreden für die verstorbenen Mitglieder außerhalb der Akademie, die Historiker-Politiker Mignet, Thiers und Guizot, weiterhin für seinen ehemaligen zentralistischen Mitstreiter, Móric Lukács und seinen alten Freund, Menyhért Lónyay. In seinen Eröffnungsreden als Vorsitzender der Akademie beschäftigt er sich mit den Aufgaben dieser. 1885 betont er die Notwendigkeit der Entwicklung der Wissenschaft, der Erhöhung ihres Ansehens und der Vereinigung der Kräfte im „Interesse der Erreichung großer Ziele“.<sup>35</sup> 1886 betont er in der Eröffnungsrede der Sitzung der Akademie die Bedeutung der Naturwissenschaften — „getrost kann gesagt werden, daß heute die Naturwissenschaften die größte Macht unter den Wissenschaften darstellen, welche die ganze Denkweise der Menschen umgestalteten . . .“, und er betont dabei, daß „unsere ganze Landwirtschaft, Industrie, der ganze Handel auf den Naturwissenschaften basieren“. Wenn man das Fort- bestehen Ungarns sichern will, so muß man an seinem kulturellen Fortschritt arbeiten, führt Trefort aus „die Wissenschaft muß auch bei uns den ihr gebührenden Platz einnehmen, d. h. sie muß zu einer Macht werden“.<sup>36</sup>

Treforts Linienführung in den heiklen Fragen der Kirchenpolitik war durch den Ausgleich von 1867 und dann durch die Fusion vom Jahre 1875 grundlegend bestimmt. Er neigte in dieser Hinsicht auch sonst zu Kompromissen, achtete die Macht klerikaler Kreise und vermied jeden Zusammenstoß mit ihnen. Die Regierung von Kálmán Tisza verschob von Jahr zu Jahr die Durchführung einer allmählichen Trennung von Staat und Kirche, weil sie den Konflikt mit der katholischen Kirche und

<sup>34</sup> Treforts Brief vom 13. Oktober 1884 an den Vorsitzenden des Magnetenhauses im Interesse des Museums für Kunstgewerbe. Ebd., S. 320—321; János Kovács: Az ötvenéves iparművészeti iskola (Das fünfzigjährige Bestehen der Schule für Kunstgewerbe). Az iparművészeti iskola évkönyve (Jahrbuch der Schule für Kunstgewerbe). Budapest 1930, S. 7—8; A technológiai iparmúzeum története (Geschichte des Technologischen Industriemuseums). Budapest 1915, S. 9—15.

<sup>35</sup> Ágoston TREFORT: Reden und Briefe. a. a. O., S. 187—190.

<sup>36</sup> MTA Évkönyve (Jahrbuch der Ungarischen Akademie der Wissenschaften). Budapest 1886, Bd. XVII, Folge IV, S. 3—4.

dem gläubigen Herrscher vermeiden wollte. Die Autoren zeitgenössischer Memoiren sahen sehr richtig Treforts schwere Lage inmitten der eigentümlichen ungarischen konfessionellen Verhältnisse. Sie anerkennen, daß er „bei der Debatte des Mittelschulgesetzes den konfessionellen Exzessen gegenüber die Rechte des Staates glänzend verteidigt hat“, dann aber behaupten sie: „Sein Prinzip war, die autonomen Rechte des Klerus nicht anzutasten. . .“<sup>37</sup> Albert Berzeviczy, sein naher Mitarbeiter, betonte gleichfalls in seiner Gedenkrede, daß Trefort „in bezug auf die Angelegenheiten des Klerus den Standpunkt des *quieta non movere* bezogen hatte“ und in dieser Hinsicht „weder schöpferische noch Reformambitionen gehabt hatte“ und dadurch war es ihm gelungen, daß er während der sechzehn Jahre seiner Amtsführung von kirchenpolitischen Konflikten ziemlich frei hatte arbeiten und schaffen können.<sup>38</sup>

Treforts Entfernung von seinen früheren Ideen, seinen öffentlich formulierten, deklarierten Ansichten macht sich im Zusammenhang mit der Nationalitätenfrage am deutlichsten bemerkbar, als er sich die politischen Zielsetzungen der Grundbesitzerklasse immer mehr zu eigen macht. Diese die Assimilation der Nationalitäten zur Zielsetzende politische Linienführung, die erst nach dem Tode Treforts richtig erstarkt und wirklich reaktionär wird, manifestiert sich an mehreren Stellen der Kulturpolitik Treforts, in erster Linie in der Volksbildung und den Pädagogen gegenüber, die sich auf diesem Gebiet betätigten. Der Intention des Ministerpräsidenten Kálmán Tisza entsprechend, läßt er das slowakische Gymnasium in Oberungarn schließen und beteiligt sich auch am Verbot des Vereins für öffentliche Bildung „*Matica Slovenska*“. Durch die Schaffung des Gesetzesartikels XVIII/1879 modifiziert er das Volksschulgesetz vom Jahre 1868 und verordnet damit den obligatorischen Unterricht der ungarischen Sprache in jeder Volksschule und auch von den Lehrern, die in den lehrerbildenden Anstalten in einer Fremdsprache ausgebildet wurden, erfordert er allmählich die Kenntnis des Ungarischen. Den neueren Forschungen nach wurde die Regierung in erster Linie durch die gespannte innenpolitische Lage zum Vorbereiten des Gesetzesentwurfes veranlaßt. Unserer Meinung nach ist Treforts Idee, seine Bestrebung nach einem Unterricht in der offiziellen Sprache des Staates an sich in einem multinationalen Staat bis zu dem Punkt nicht zu verurteilen, als dieser im Rahmen des Unterrichts in der Muttersprache, auf der Ebene eines Lehrfaches erfolgt und nicht zur Beeinträchtigung oder gar zur Einstellung des Unterrichts in der Muttersprache führt.<sup>39</sup>

\*

<sup>37</sup> József FERENCZY: Emlékbeszéd Trefort Ágoston felett (Gedenkrede für Ágoston Trefort). Győr 1889, S. 41; Vgl. István SÖTÉR: Eötvös József (József Eötvös). Budapest 1967, S. 321—328; Andor CSIZMADIA: A magyar állam és az egyházak jogi kapcsolatának kialakulása és gyakorlata a Horthy-korszakban (Herausgestaltung und Praxis der Rechtsbeziehung zwischen dem ungarischen Staat und den Kirchen in der Horthy-Ära). Budapest 1966, S. 84—87; József GALANTAI: Egyház és politika (Kirche und Politik). Budapest 1960, S. 20—21.

<sup>38</sup> Albert BERZEVICZY, Das Andenken von Ágoston Trefort. a. a. O., S. 20—21.

<sup>39</sup> G. GÁBOR KEMÉNY: Iratok a nemzetiségi kérdés történetéhez Magyarországon (Schriften zur Geschichte der Nationalitätenfrage in Ungarn). Budapest 1952, S. 405—407, 425—426, 590—624

Will man zusammenfassen, was hier über die Leistungen Ágoston Treforts, über die von ihm in der kulturellen Entwicklung erfüllten Rolle gesagt wurde, muß seine *Praxisorientiertheit* an erster Stelle erwähnt werden. Trefort erforschte nicht nur die komplizierten Probleme, er dachte immer praktisch und „suchte selbst in den abstraktesten Theorien die praktische Bedeutung“. <sup>40</sup> Ein anderes wichtiges Charakteristikum seiner Amtsführung besteht in seiner *Universalität*. Er war bestrebt, sich um fast alle Gebiete seines Amtes gleichermaßen zu kümmern und sie zu entwickeln. Es gelangte natürlich zeitweilig dieser oder jener Zweig in den Vordergrund, dies ist aber als eine natürliche Folge kulturpolitischer schöpferischer Arbeit zu sehen. Eine Voraussetzung dieser Universalität war seine hervorragende Bildung, sein Interesse für die Gesamtheit der öffentlichen Bildung, seine Informiertheit, seine Bereitschaft zu Initiativen, seine schöpferische Kraft und unermüdliche Aktivität. Nach Meinung eines Zeitgenossen ragt Trefort aus der Reihe der Minister „durch seine etwas rapsodische Genialität und seinen unleugbaren Kultursinn“ heraus. <sup>41</sup> Treforts Meinung nach seien England, Frankreich und Deutschland die drei maßgebenden Länder in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts; von ihnen müßten wir Industrie, Kunstgewerbe, Wissenschaft und öffentliche Bildung erlernen. <sup>42</sup> Seiner Meinung nach brauche das Land, und diesen Gedanken formuliert er mehrmals, in unterschiedlicher Weise, aber mit gleichem Inhalt, „Menschen, Vermögen und Intelligenz“. <sup>43</sup> Diese dreifache Losung, an einer anderen Stelle als „allgemeine Gesundheit, ökonomische und öffentliche Bildung“ formuliert, beweist, daß er den Zusammenhang der Entwicklung der Kultur mit der Notwendigkeit der Lösung wirtschaftlicher und gesellschaftlicher Fragen klar sieht. Die Lösung kulturpolitischer Fragen wollte er auf friedlichem Wege, durch Kompromisse verwirklichen, und wenn er auch nicht so große Konzeptionen wie Eötvös bereithielt, bewährte er sich doch in den parlamentarischen, Partei- und politischen Kämpfen; und mit Erfolg konnte er seine kleineren, naheliegenderen Zielsetzungen realisieren. Umfassenderen Plänen und Ideen gegenüber bevorzugt er die durch Kompromisse erreichten Teilergebnisse; durch Zugeständnisse und durch den goldenen Mittelweg gelingt es ihm, auch *bedeutende kulturpolitische Ergebnisse* zu erzielen. <sup>44</sup> Seine Bewandertheit in den politischen

und 662—701; Péter HANÁK (Hrsg.): Magyarország története (Die Geschichte Ungarns). Bd. IV, Budapest 1972, S. 253—257; László RUTIKAY: A felvidéki szlovák középiskolák megszűntetése 1874-ben (Die Aufhebung der slowakischen Mittelschulen in Oberungarn im Jahre 1874). Pécs 1939; Mária HAMAR: A magyar nyelv kötelező tanításáról szóló 1879. évi törvényről (Über das Gesetz vom Jahre 1879 über den obligatorischen Unterricht der ungarischen Sprache). Századok, I (1976).

<sup>40</sup> Im Zusammenhang mit der Praxisorientiertheit äußert er sich folgendermaßen: „Diejenigen, die meine öffentliche Laufbahn kennen, wissen, daß ich zwar stets einen Sinn für die Form hatte, aber in jeder Angelegenheit den Inhalt als Hauptsache betrachtete. Nie verwendete ich schön klingende hohle Phrasen, strebte aber immer und in jeder Sache ein positives Ergebnis an“. Ágoston Trefort: Reden und Briefe. a. a. O., Vorwort.

<sup>41</sup> Albert APPONYI: Ötven év (Fünfzig Jahre). Budapest 1922, S. 117.

<sup>42</sup> L. GOPCSA: Emlékbeszédék (Gedenkrede). Budapest 1925, S. 23—24.

<sup>43</sup> Ágoston TREFORT: Kleinere Arbeiten. . . , a. a. O., Vorwort, S. XXI—XXII.

<sup>44</sup> Vgl. Imre SZALAY: Visszaemlékezés Trefort Ágostonra (Erinnerung an Ágoston Trefort). Budapest 1909, S. 42.



Verhältnissen und in den Partiekämpfen, seine breite Bekanntheit und eine zeitweilige Konsolidation der politischen Verhältnisse ermöglichen die Stabilisierung seines Ministeramtes; so gewinnt er Zeit, um seine größer- oder minder großangelegten kulturpolitischen Projekte durchzusetzen. Seine Hauptbestrebung besteht in der Entwicklung der ungarischen Kultur und in diesen, von ihm etwas weiter aufgefaßten Ideenkreis paßt auch die Beschäftigung mit den Problemkreisen wie „Vermögen, Kraft, Moral, Gesundheit, Intelligenz“ hinein. Sein Liberalismus, „das Freiheitsideal und der nationale Gedanke“, <sup>45</sup> das Erbe des Reformzeitalters verwandelte sich im Laufe seiner Tätigkeit in Realität, in *Institutionen*, die zum Teil auch heute noch die *Grundlagen unserer öffentlichen Bildung sind*. Treforts Bildungspolitik, obwohl durch seinen sich in höherem Alter herausgestaltenden Konservatismus und durch Kompromisse, die aus der Ausübung der Macht folgten, gewissermaßen entstellt, ist von dem Streben nach „Wissenschaft, Wohlstand und Gesundheit“ durchdrungen, und wir sind der Meinung, daß seine, sich eng an die Konzeption von Eötvös anschließende, die Gesamtheit des ungarischen Bildungswesens umfassende, vielfältige Tätigkeit nicht ohne Spuren blieb. Davon zeugen die von ihm errichteten Institutionen, eine Reihe von bedeutenden Werken und die Übermittlung des Erbes des Reformzeitalters, also des Liberalismus und die Liebe zur Heimat, Kultur und die Wissenschaft für die Besten der ihm folgenden Generation, wodurch er imposante *Grundlagen* für die ungarische Kultur *legte*.<sup>46</sup>

<sup>45</sup> Gábor HALÁSZ: Válogatott írásai (Ausgewählte Schriften). Budapest 1959. S. 491.

<sup>46</sup> Zur Darstellung des gesamten Lebenswerkes s. das Manuskript von Miklós MANN: Trefort Ágoston élete és működése (Leben und Tätigkeit von Ágoston Trefort) —, in Vorbereitung als Buch.

# Der Weg der ungarischen Presse in der Politik nach 1867

von

ANDRÁS GERGELY—JÁNOS VELIKY

## I. Das Informationssystem im Dienste der Politik

Die Verbreitung der Gedanken des Menschen durch Druckerzeugnisse war im Spätmittelalter noch von einer Legende umwoben. Der Legende nach war eine der ersten Buchdrucker der berühmte Faust selber, der durch Zaubereien aus einem Schriftstück Exemplare von beliebiger Anzahl herstellen konnte. Diese Legende wird auch seitdem oft wiedererweckt, weil es ihr gelungen ist, etwas von der besonderen Atmosphäre auszudrücken, die die Erscheinung des Druckes und die Wirkung seiner Werke auf die menschlichen Beziehungen umgab. Unter den Druckerzeugnissen kam der modernen *Zeitung* die größte Rolle zu. Das Bürgertum umgab das Nachrichtenblatt aber nicht mehr mit mystischen Legenden, sondern erwartete von ihm, daß es höchst zeitliche Funktionen erfüllt und das Bürgertum formte es nach seinen Ansprüchen zu einer sicheren und schnellen Informationsquelle um. Seine Bedeutung bestand aber nicht nur in der schnellen Weitergabe von Nachrichten.

Im folgenden wollen wir demonstrieren, wie die ungarische politische Presse nach dem Ausgleich ihrer Vermittlerrolle zwischen den aktiven Politikern und den Interessenten für Politik („Politisierenden“) gerecht wurde. Das heißt in der Sprache der Presse wiedergegeben: Wurden die Führer der Politik über die Meinung der Zeitungsleser informiert, mit anderen Worten: wurde die Meinung der Massen zum Ausdruck gebracht, oder wurden im Gegenteil der für unwissend gehaltenen Leserschaft die Ideen und das Programm der Berufspolitiker vermittelt und propagiert? Wurden die Nichtpolitiker über das Geschehen im Parlament und in der Regierungspolitik durch die Presse informiert, oder anderwärts wurden die Politiker über die realen Bestrebungen der Gesellschaft informiert? War die Presse den Lesern dienlich, indem sie deren Stimmungen und Meinungen lancierte oder verkündete sie ungeachtet der Popularität die eben für zuträglich erachteten Ideen irgendeiner Parteirichtung? Informiert die Presse nach oben oder nach unten, oder vielleicht in beide Richtungen?

Auf diese Fragen gibt die Untersuchung zur Pressegeschichte der ersten Jahrzehnte nach dem Ausgleich und der späteren Zeitperiode unterschiedliche Antworten, und diese zeigen in kurzen Umrissen, was für einen Funktionswechsel die politische Presse im Zeitraum vom Ausgleich bis zum Ende des Jahrhunderts erfuhr. Der erste Teil unseres Aufsatzes demonstriert — nach der Darstellung grundlegender Bedingungen der Epoche — die Eigentümlichkeiten der politischen Presse aus dem Zeitraum unmittelbar nach dem Ausgleich, die wir so zusammenfassen können, daß zu

jener Zeit noch *das Informationssystem im Dienste der großen Politik stand*. Im zweiten Teil untersuchen wir den Wechsel, im dessen Ergebnis das Informationssystem bis zu den 1880er Jahren hin vom Diener der Politik anfangs zum aufprotzenden Diener und später zum Partner der Politik, zeitgemäß ausgedrückt, zur „sechsten Großmacht“ heranwuchs.

### *Politik und Informationssystem nach dem Ausgleich*

In Ungarn wurde der Strom der politischen Informationen mit dem Abschluß des Ausgleiches wieder frei. Ehe wir die juristisch-technischen Schranken dieser Freiheit darlegen, müssen wir auf eine der prinzipiellen Schranken des Informationssystems hinweisen: das multinationale Ungarn konnte auch vom Standpunkt der politischen Kommunikation her nicht homogen sein. Die Sprache des politischen Lebens zumindest der Landespolitik war gleichzeitig ausschließlich das Ungarische. Der Gegensatz von einsprachiger Politik und mehrsprachigem Land hinderte in der Praxis durch ein noch vor der Kunde des Schreibens und Lesens stehenden quasi — Bildungsmonopol die Ausbildung eines umfassenden und homogenen Informationssystems, das die Voraussetzung der Demokratisierung des politischen Lebens ist. In den Jahren nach dem Ausgleich erschienen die politischen Tageblätter nur in deutscher und ungarischer Sprache, und die auch später kraftlose, gering aufgelegte Nationalitätenpresse konnte auch infolge ihrer Sprache (und somit infolge der geographischen Verbreitung ihrer Leser) zum Partikularismus verurteilt, zwar oppositionell sein, aber sie konnte nicht mit dem Anspruch auf die Vertretung der allgemeinen Wahrheit (der öffentlichen Meinung) auftreten und obschon sie durch all dies die Massenbasis der Politik einschränkt, zeigte sie dennoch mit Recht darauf hin, daß die Ausbreitung der politischen Basis nur dann verwirklicht werden kann, wenn dem einsprachigen politischen Leben ein Ende gesetzt wird und das sprachliche Monopol der Politik beseitigt wird.

Neben den angeführten prinzipiellen Schranken war es unnötig, der Nationalitätenpresse gesonderte juristische Schranken zu stellen. Das Presserecht, das die Begrenzungen für das Informationssystem bestimmte, war berufen, auf diese Weise in erster Linie die Stabilität der Klassenverhältnisse („Gesellschaftsordnung“) und der staatsrechtlichen Beziehungen (die im Ausgleich befestigte Zusammengehörigkeit von Ungarn und Österreich) zu sichern.

Die Möglichkeit an den Klassen — und Eigentumsverhältnissen zu rühren wurde neben der hohen Kautions zur Gründung eines Blattes durch deren verwickelten technischen Voraussetzungen und durch deren hohen Kapitalbedarf auf spontane Weise eingeschränkt. Denn von Rechtswegen konnte jeder ungarische Staatsbürger eine Zeitung herausgeben, aber ein politisches Blatt konnten nur der Unternehmer oder die Gruppe gründen, die außer 10 500 Forint Kautions über etwa 100 000 Forint Kapital verfügten, doch mußten auch sie damit rechnen, daß ihr Unternehmen

monatelang — und abhängig vom Programm ihrer Zeitung — vielleicht sogar bis zum Ende hin verlustig bleibt. Die ausschließlich für die Pressevergehen wieder eingeführte *schwurgerichtliche Rechtsprechung* leistete den kapitalkräftigen Unternehmern gegen die Übergriffe der Behörde die nötige persönliche, politische und finanzielle Garantie, denn sie vertraute die Beurteilung der Übertretungen völlig den Bürgern an. Das Pressegesetz hielt nämlich über die Allgemeinheiten (öffentliche Moral usw.) hinaus nur ein einziges Vergehen für strafbar und zwar die zum tätlichen Abbruch der österreich-ungarischen Beziehung in der Gemeinschaft der Herrscherfamilie „an-stiftende“ Bestrebung. Dies alles weist schon für sich selbst darauf hin, daß die Machthaber in der Politik unter den drei Gefahrenquellen des Massenkommunikationssystems nicht die Propaganda zur Auflösung der sozialen oder Nationalitäten — sondern der staatsrechtlichen Beziehungen für sich selber als die größte ansahen. Dieses Bild wird noch eindeutiger, wenn der juristische Mantel in seinem Tun, hinsichtlich der Presseprozesse betrachtet wird. Die überwiegende Mehrheit, zumindest zweidrittel der Presseprozesse aus der Zeit waren Schwurgerichtsverfahren, die wegen der an staatsrechtliche Fragen rührenden Äußerungen angestrengt worden waren und was könnte für die damit verbundene Empfindlichkeit charakteristischer sein als die Tatsache, daß überführende Urteile selbst dann gefällt wurden, wenn es an dem klar benannten Motiv der „Aufforderung zur Tat“ mangelte. So wurde zum Beispiel László Böszörményi, der Redakteur der Zeitung *Magyar Ujság* (Ungarische Zeitung) 1868 wegen der Publikation eines offenen Briefes von Kossuth und seines darin verankerten bekannten, prinzipiellen Standpunktes mit anderthalb Jahren Gefängnis bestraft. Gleichzeitig sicherte das Pressegesetz — der bürgerlichen Auffassung der Öffentlichkeit nachkommend — daß der Redakteur für getreu veröffentlichte Berichte über die Beratungen der Korporationen (Parlament, Komitat) nicht zur Verantwortung gezogen werden konnte. Und von diesem Recht konnte langsam auch die Nationalitätenpresse und die der Arbeiterbewegung Gebrauch machen.

Im großen und ganzen kann also gesagt werden, daß die Korrelation zwischen dem parlamentarischen politischen System, das auf das Wahlrecht des Zensus baute (von den Eigentümlichkeiten des Dualismus, den Hoheitsrechten des Herrschers abgesehen), und der politischen Presse die als freies Unternehmen, die freie Meinungsäußerung prinzipiell ermöglichte (wobei deren juristische Schranken, wie wir gesehen haben, dazu berufen waren, in erster Linie gerade die aus dem Dualismus entsprungenen Schranken des Parlamentarismus zu bewahren), dem Modell einer sich in einem Großteil von Europa ausbreitenden liberalen politischen Theorie angeglichen werden konnte. Das damalige Heimatspezifikum des Informationssystems darf nicht so stark in der Verbindung zwischen Politik und Presse, als eher in seiner Beziehung zu Gesellschaft betrachtet werden.

### *Der Strom der politischen Informationen*

Wenn wir uns den bislang nur aus der Ferne betrachteten und allein in ihrem Vorhandensein registrierten Blättern aus der Zeit des Ausgleiches nähern, so drängen sich uns zwei Fragen auf: Woher und auf welche Weise gerieten die Informationen in die Redaktionen, und wie gelangten die vervielfältigten Information an den Leser?

Ein Großteil des Nachrichtenmaterials aus dem Ausland wurde durch die von der Pester Filiale des K. K. Correspondenz Bureau herausgegebene litographierte Zeitung gestellt. Als häufige Nachrichtenquelle dienten weiterhin die großen Weltblätter, seltener aber Gelegenheitskorrespondenten. Kein einziges Blatt hatte bis zu den 80er Jahren einen ständigen Auslandskorrespondenten! Noch einseitiger, fast ausgeliefert war die Redaktion, was die inländischen Nachrichten anbelangt. Über die Arbeit der Regierung berichtete (neben dem offiziellen *Budapesti Közlöny* (Budapester Verordnungsblatt) die offiziöse litographierte Zeitung, die Budapester Correspondenz. Man versuchte einen selbständigen, von der Regierung unabhängigen Nachrichtendienst auszubauen; dies hatte — nach mehreren verunglückten Anläufen — erst 1880 Erfolg, als Géza Egyesy und Hugó Maszák das MTI (Ungarisches Nachrichtenbüro) gründeten, das aber in der ersten Periode seiner Tätigkeit nur Parlamentsberichte übermittelte.

Die übrigen Informationen, abgesehen jetzt von der litographierten Zeitung der Polizei und der Gerichtshöfe, die nicht politischen Charakter trugen, stammten entweder von anderen Zeitungspartnern („Stoppeln“) oder von den Journalisten persönlich. Die Journalisten hatten freien Zutritt in den Parteiklub und in die Salons; sie bemühten sich, mit den Politikern persönliche Beziehungen auszubauen. Was die „offiziellen“ Berichte betrifft, so war es auffallend, mit welcher untergeordneten Stellung die Presse gegenüber dem Informationsfluß zu rechnen hatte und obwohl die Zeitung unabhängig war, lag das Monopol „der Vergabe“ von Informationen in Händen der Unternehmen, die die von der Regierung abhängigen Nachrichten übermittelten. Die so oft erwähnte „Unabhängigkeit“ der Presse konnte auf diese Weise nicht einmal im bürgerlichen Sinn als vollkommen gelten. Es lag zwar des öfteren Anklage gegen die Organe des Nachrichtendienstes vor, dennoch gelang es nicht das Monopol des von der Regierung und sogar von Wien abhängigen Nachrichtenbüros vorerst zu brechen. Desto wichtiger war es also, was für Informationen von den Journalisten selber geliefert wurden. In den Jahren nach dem Ausgleich besteht der Grundsatz ihrer Tätigkeit gewissermaßen darin, sich nicht als Sammler und Vermittler von Sensationen, sondern von Informationen zu betrachten — und was kann für diese starre Trennung charakteristisch sein, als daß sie nicht beflissen waren, interessante neue Informationen durch sofortige Publikation zu Sensationen zu machen. Eine bekannte Anekdote berichtet darüber, daß die Mitarbeiter der Zeitung *A Hon* (Das Heimatland) als sie nachmittags nach Redaktionsschluß um 5 Uhr (!) heimwärts gingen, auf Brand eines öffentlichen Gebäudes aufmerksam wurden. Sie sahen sich die Arbeit der Feuerwehrleute mit an und kehrten ruhig nach Hause — es fiel ihnen nicht einmal

ein, in die Redaktion zurückzugehen. (Das System des Mitternachtsschlusses der Redaktion wurde mit dem ersten Blatt von Jenő Rákosi die *Reform* (Reform) eingeführt.) Das in der Redigierung konservativste *Pesti Napló* (Pester Tageblatt) veröffentlichte die Todesnachricht des Zaren einen Tag später — der Leitartikel war schon fertig, und man wollte die Ordnung der Informationen durch ein Telegramm nicht stören. Die Informationen strömten also nicht so sehr, sondern sickerten eher. Auch die Redigierung spiegelte ihren gleichmäßigen Fluß und „den Mangel“ der Sensationen wieder. Band- oder Teilüberschriften waren unbekannt. Die Artikel und Berichte flossen durch die Spalten typographisch kaum getrennt ineinander, selbst dann, als der preußisch-französische außenpolitische Konflikt zum Kriegskonflikt wurde, als die Stadt Szeged von der täglich ansteigenden Wasserflut schließlich zerstört wurde. Die einheitliche Diszipliniertheit und Leidenschaftslosigkeit des Stils ergänzten — was das Nachrichtenmaterial betrifft — die Gleichförmigkeit in der Redigierung.

Die sieben bis acht politischen Tageblätter, die zur Zeit des Ausgleiches in ungarischer Sprache erschienen, hatten zusammen etwa 10 000 Abonnenten; das waren soviel, wie das deutschsprachige *Pester Lloyd* insgesamt hatte! Abgesehen jetzt von den Gründen für diese Zersplitterung, sowie davon, was für Nachteile finanzieller Art und folglich auch in der Redaktion und im Niveau all diese „Zerstückelungen“ mit sich brachten, wollen wir einen Blick darauf werfen, wie das Blatt zu den Lesern gelangte.

Der Großteil der Zeitungsexemplare wurde den Abonnenten durch die Post zugestellt. Das Jahresabonnement für ein großes Tageblatt betrug 20 und für ein kleines 14 Forint, die Grenze seiner finanziellen Rentabilität lag übrigens bei etwa 2 000 Exemplaren. Unter den ungarischen Zeitungen nach dem Ausgleich waren nur zwei im Besitz der Athenaeum-Gesellschaft befindliche Blätter *A Hon* (Das Heimatland) und *Pesti Napló* (Pester Tageblatt) beständig gewinnbringend. Das Abonnement wurde viertel oder halbjährlich einkassiert. So mußten — ob sie wollten oder nicht — die Leser ihrem Blatt treu bleiben, denn andere Zeitungen, einzelne Blattexemplare waren nur in den Buchhandlungen und bestimmten „Raucherbörsen“ zugänglich. Das Verbot des Straßenverkaufs, der Kolportage wurde wegen der riesigen Massenwirkung des Kossuthschen Cassandra-Briefes von 1867 angeordnet — und bis zum Millenniumsjahr 1896 behielt es Gültigkeit. Die Presse gelangte aber auch in die Hände deren, die die Last des Abonnements einer Tageszeitung nicht mehr auf sich nehmen konnten: fast jede Richtung besaß neben ihrer Tageszeitung auch ihre billigere, volkstümlich eingestellte Wochenzeitung — deren Auflagen schon, indem sie die von Schicht zu Schicht unterschiedliche politische Orientierung ihrer Leser widerspiegelte, zu den Auflagen der „großen Blätter“ bei weitem nicht im Verhältnis stand. Das Selbstlesen wurde — besonders bei den Abonnenten einer Wochenzeitung — oft noch immer durch das Vorlesen ersetzt; hauptsächlich für diejenigen, die Analphabeten waren oder die über das Gehör besser auffaßten.

*Die Ideen veröffentlichende Presse im Dienste der Politik*

Zur Zeit des Ausgleiches kam den Politikern und ihren Parteien in der Journalistik eine entscheidende Rolle zu. An der Redaktionsspitze neu eröffneter oder wiedergeborener Zeitungen standen bekannte Politiker, vorwiegend Abgeordnete als Eigentümer-Chefredakteur wie zum Beispiel Baron Zsigmond Kemény, Mór Jókai, László Böszörményi oder József Madarász. Auch der andere Pol der Presseöffentlichkeit, die „Leserschaft“ bevorzugte die bekannten Politiker-Redakteure und ihre Blätter, denn ihre Allgemeinbildung wurde wie herkömmlich von Element der Juristik und der Politik beherrscht, aber neuerdings war ihre Aufmerksamkeit fast vollkommen der Wiederherstellung des verfassungsmäßigen Lebens gewidmet. Ein bekannter Publizist der Epoche, Aladár György charakterisierte die allgemein bekannte Lage folgenderweise: „Unsere politische Presse hat von Anfang an keine Ursache gegen unsere Öffentlichkeit zu klagen, denn sie auf Kosten ihrer Geschwister ein verwöhntes und wohl versorgtes Kind ist. Dies ist nur von allgemeiner Aufmerksamkeit und ausschließlichem Interesse begleitet“.

Die geringe Zahl der einheimischen Leserschaft wurde jedoch nicht zu einem selbständigen politischen Faktor; sie unterwarf sich eher der Politik, als daß sie sie führte, so konnten keine bedeutenden Presseunternehmen zustande gebracht werden, die sich auf unabhängige Leser stützten. Die bürgerliche politische Presse geriet schon im Augenblick ihrer Gründung unter die finanzielle und geistige Oberherrschaft der Parteien. Sonst blieb ihre Möglichkeit einer Wahl auf dem Gebiet politischer Ideen beschränkt: sie konnte zwischen dem anspruchsvollen Liberalismus, den Deák, Eötvös, und Csengery vertraten und der geistig besonders widerspruchsvollen Parteipolitik wählen. Die Realität einer Alternative wurde natürlich von den materiellen und finanziellen Faktoren in bedeutendem Maße gesenkt, diese konzentrierten sich — aus Mangel an unabhängigen Unternehmern — eindeutig in der Hand der Regierung und der führenden Parteien. Für das einseitige Übergewicht der Machtfaktoren ist es charakteristisch, daß es 1869 nicht einmal Antal Csengery, einem der ausgezeichneten Führer der Regierungspartei, der mit der Deákpartei und der Oppositionspresse gleich unzufrieden war, gelang, eine neue, von Parteieinfluß freie Presse zu gründen. Sein Plan ist nicht zuletzt auch wegen des Widerstandes seiner eigenen Partei, der Deákpartei mißglückt.

Die Verbindung war aber nur in Einzelfällen eine offene Untergebenheit, als Beispiele können hier *Hazánk* (Unsere Heimat) ein halblinksgereichtetes, oder *Magyar Ujság* (Ungarische Zeitung) ein extrem linkes Blatt erwähnt werden, wo sogar die von den Parteimitgliedern gegründete „Kontrollkommission“ in der Kopfleiste da stand, sowie ferner *Korunk* (Unsere Zeit), eine Zeitung die ihre Beziehungen zur Gruppe des Ministerpräsidenten Lónyay zwar nicht offen zeigte, aber diese Verbindung auch unabhängiger sein konnte. Im letzten Fall ließ sich aber über die Gemeinschaft der Ideenrichtung nicht streiten, obwohl sich das Blatt das Recht vorbehielt auch unabhängig von seiner Partei veröffentlichen zu dürfen, wie dies in der Laufbahn des

später immer intoleranteren, alternden *Pesti Napló* (Pester Tageblatt), das von Anfang an mit der Regierung hielt, und der der Opposition der mittleren Linken verpflichteten Jókai-Blätter, *A Hon* (Das Heimatland) und *Igazmondó* (Wahrheitssager), oft vorkam. Eine andere Gruppe bildeten die Organe, hinter denen keine Partei, sondern nur eine *Fraktion* oder eine ideologische Gruppierung stand. Diese vertraten einen unabhängigen und ideologisch oft gehobeneren Standpunkt, als ihre Partnerblätter, die den Parteien beziehungsweise der Regierungsmacht dienten; unter ihnen sollen die Blätter *Reform* (Reform) und *Századunk* (Unser Jahrhundert) erwähnt werden.

Selbst die sich als „unabhängiger“ bekennenden Blätter beriefen sich nicht darauf, daß die öffentliche Meinung ihnen folgt, höchstens darauf, daß man ihnen eine Stimme verlieh, sowie begnügten sie sich meistens damit, ihren eigenen Standpunkt auszudrücken. Für das wahre Äußerungsform hielten auch sie selbst alle das Parlament, und der Unterschied bestand nur darin, daß die Opposition — und die sich oppositionell verhaltenden Richtungen — der Wahlmißbräuche halber sowie der inzwischen umgeschlagenen allgemeinen Stimmung halber usw. —, das gerade tagende Parlament nicht als getreue Wiedergabe der öffentlichen Meinung anerkannten und sie hofften dies mit der nächsten Wahl beweisen zu können.

Die gesetzgebende Tätigkeit der Parteien wurde von dem einheimischen politischen Liberalismus in die Säle des Parlaments geschlossen. Die Rolle der öffentlichen Meinung in der Vorbereitung und in der Kontrolle des Gesetzes wurde von ihm — im Gegensatz zu der liberalen Auffassung des Reformzeitalters — nicht für maßgebend betrachtet, gerade deshalb in die Rahmen der Parlamentsparteien verwiesen. Die Foren der Presseöffentlichkeit, die es hätten ermöglichen können, die öffentliche Meinung selbständig und unabhängig auszudrücken, wurden aber ebenfalls den Parteien untergeordnet. Die Wahlmöglichkeit der Zeitungen wurde auf diese Weise nicht nur von finanziellem Standpunkt, sondern auch von der Seite der liberalen Ideen her unreal. Das „offizielle“ Volksblatt der Opposition der linken Mitte, *Igazmondó* (Wahrheitssager) nahm bereits die Beschränkung der Wahlmöglichkeit an, und im Jahre 1868 meinte es auch selbst, daß „die Körperschaften die die öffentliche Meinung heranreifen lassen, in unserer Heimat die gesetzlich gegründeten Linkskreise und die Deák-Klubs sind“.

Auch aus den Stellungnahmen der Politiker des Zeitalters ist zu entnehmen, daß die Zeitungen keine wichtige Rolle bekamen, die öffentliche Meinung zu gestalten und zu mobilisieren, ja auch sie hielten das Parlament für das Forum, das durch die Zensusretorte der Wahlen aus den wirren Ansichten den wahren Wunsch der Nation zum Gesetz und zur Tat herausdestillieren kann. József Eötvös äußerte sich im Parlament dahingehend, daß er die Mehrheit „des Hauses“ für unfehlbar halte, seiner Ansicht nach sei „die Gestaltung einer starken öffentlichen Meinung nur von den parlamentarischen Diskussionen zu erwarten . . . die freie Presse sei weitaus jünger, als daß wir von ihr die Gestaltung der öffentlichen Meinung erwarten könnten“. Ferenc Deák führte gleichfalls vor dem Abgeordnetenhaus aus, daß die Regierungspartei kein eigenes Organ habe, er meinte, jede Zeitung bringe nur die Meinung ihres eigenen



Redakteurs zum Ausdruck, und so betrachtet er das Parlament, als die einzige kompetente Stelle der Meinungsäußerung seiner Partei — ja sogar der Parteien im allgemeinen; und dies im entscheidenden darum, weil allein die Parlamentsöffentlichkeit den für die Politik „Qualifizierten“ die Möglichkeit schafft ihre Meinung ohne jede Beschränkung zu äußern. Auch die Mehrheit der Zeitungsredakteure bekannte sich zu diesem Standpunkt. Auch den Worten Mór Jókais nach ist die Presseöffentlichkeit für die politischen Debatten nicht geeignet, weil „die Diskussionspartner dort ihre Argumente in zwei verschiedenen Zeitungen, vor zwei verschiedenen Leserschaften darlegen“.

In der vorherrschenden Auffassung galt die traditionelle Auffassung der Öffentlichkeit, wonach sich die öffentliche Meinung in den Komitatsversammlungen, Wahlsammlungen und im Parlament unmittelbar konstituiert, und es die Aufgabe der Presse ist: dies nur zu registrieren, und nachträglich bekanntzumachen. Eine der Zeitungen, die *Reform* (Reform) konstatierte sogar „... die politische Führung eines Landes kann nicht Aufgabe der Presse sondern der führenden Staatsmänner sein, die ihren Entschluß vom Einfluß der Zeitungen emanzipieren müssen“. Der Führer der Opposition der linken Mitte, Kálmán Tisza, nannte im Geist dieser Auffassung die Journalisten der Regierungspartei ganz offen Soldschreiber, weil seiner Ansicht nach — den „unabhängigen“ Politikern auch unausgesprochen entgegenstellt — die von ihnen vertretenen Ideen mit Geld bezahlt werden. Diese Aussichten wurden von Ferenc Salamon jedoch mit moralischer Entschlossenheit in der *Reform* (Reform) zurückgewiesen, er betonte „das Schreiben gehört zum Schriftsteller ebenso, wie das Land und der Raps zu Tisza“, aber, ob die Presse wirklich der Diener der Politik ist, wagte selbst er nicht mehr zu analysieren. Dabei hätte er wenigstens in der Pressediskussion damit zurückschlagen können, daß die Beziehung von Tisza zu dem „offiziellen“ Blatt der linken Mitte, dem *Ellenör* (Kontrolleur) und deren Redakteur, Lajos Csernátorny „die klarste“ Erscheinungsform der Unselbständigkeit in der Presse ist, obwohl er auch auf diese Weise die den Parteien untergeordnete Lage der Presse bewiesen hätte.

Gegen die sich im Parlament äußernde öffentliche Meinung und gegen *das Volksmeinungsmodell* der sich ihr anpassenden Presse (deren Umfang zur Zeit der Parlamentstagungen fast zur Hälfte die Parlamentsberichte einnahmen!) wurde nur ein einziger ernstlicher Angriff von Linksextremisten angesetzt. Sie versuchten 1867—68, mit der Gründung der Demokratenkreise die ausgleichswidrige öffentliche Meinung zu mobilisieren. In den Mittelpunkt der Organisation wurde die Presse gestellt. Das Zentralorgan der Linksextremisten, *Magyar Ujság* (Ungarische Zeitung) hielt damals die prinzipiellen Fragen der öffentlichen Meinung und der Presse ständig auf der Tagesordnung, in erster Linie zwang sie ihre Partnerblätter mit Hilfe des offenen Briefes von Kossuth zur Polemik, ihr volkstümliches Wochenblatt, *A nép zászlója* (Die Fahne des Volkes) aber faßte die wahre Organisation zusammen. Die Regierungspartei und die Opposition der linken Mitte traten gegen die Bewegung gemeinsam auf, anfangs führten sie einen ideologischen Kampf, später erschienen

Artikel, die zum Eingriff aufforderten. Die Regierung hob die Demokratenkreise mit Gewalt auf, und die Zeitungen besiegten mit einer ideologischen Offensive die Kräfte, die die ausgestalteten und „legalisierten“ Grenzen der Presseöffentlichkeit übertraten.

### *Aus Politikern werden Journalisten*

Wie wir schon darauf hinweisen mußten, die Politiker der Zeit des Ausgleiches als Schlußfolgerung aus ihren Prinzipien die Presse als das Forum des politischen Gemeinauftritts für unbedeutend halten. So antwortete zum Beispiel Ferenc Deák, wie bekannt ist, auf einen an ihn gerichteten und in den Zeitungen publizierten Brief, auf den sog. Cassandra-Brief nur mit einer kurzen Äußerung: seine Taten, sein politisches Vorgehen waren völlig öffentlich (darunter verstand er sein parlamentarisches Auftreten); er brauchte sich also nicht zu rechtfertigen. Gleich wie konsequent und moralisch berechtigt der Standpunkt von Deák auch erschien, so mußte seine Partei den in der Presse veröffentlichten Ideen doch andere Ideen und Argumente entgegenstellen. Eine der größten Politikerpersönlichkeiten unter Deáks Anhängern, Zsigmond Kemény, der Redakteur des *Pesti Napló* (Pester Tageblatt) unternahm die Rückäußerung. Es ist hier nicht unser Ziel, die erste große, monatelang andauernde und sich auf alle Presseorgane erstreckende Debatte in der Presse nach dem Ausgleich darzulegen, sondern festzustellen, daß die Debattenpartner die Presse nur für ein Mittel zur Veröffentlichung ihrer Ideen hielten, und daß die langen weitläufigen Artikel und die staatsrechtlichen Erläuterungen, die kunstartig stilistischen Anforderungen der Presse ganz und gar außer Acht ließen. Diese Artikel wurden nicht von Journalisten, sondern von Politikern geschrieben. Zsigmond Kemény darf als einer ihrer typischen Repräsentanten gelten. Noch in den Jahren des Absolutismus unternahm er sozusagen aus Zwang die Zeitungsredaktion, die er mit einer für ihn bei weitem nicht charakteristischen Gleichgültigkeit verrichtete. Natürlich waren die meist unbekannten Leitartikel des Politikers Kemény gründlich und durchdacht, aber der Redakteur widmete der Zeitung im Ganzen wenig Aufmerksamkeit. In ihrer Säumigkeit und Unrichtigkeit dienten die Nachrichten von *Pesti Napló* (Pester Tageblatt) Partnerblättern zum ständigen Gespött. Selbst die prinzipiell ausgerichteten Schriften vermochten es nicht, dem Blatt eine einheitliche Form und Charakter zu verleihen, weil jeder Publizist seine eigenen Ansichten erörterte, und man für ausgeschlossen hielt, daß Lajos Urvári, der politisch gewichtslose und, an der Zeitung nur in technischem Sinne tätige Nachfolger von Kemény in der Redaktion die Artikel von Pál Gyulai, Antal Csengery oder Menyhért Lónyai zurückweist.

In der zeitgenössischen Journalistik war wohl allein Mór Jókai derjenige, der den Versuch unternahm, in den von ihm redigierten politischen Zeitungen die Tradition der liberalen Publizistik des Reformzeitalters, die die öffentliche Meinung beeinflussen wollte, fortzusetzen. Als Journalist verzichtete er auf seinen belletristischen Stil nicht, so ist seine Publizistik auch in der sprachlichen Ausführung

hervorragend. Seine Artikel waren trotz all ihrer Improvisation dazu fähig, politische Ideen von vielen Seiten her zu beleuchten sowie Richtungen und politische Ansichten zu unterstützen oder zu vernichten. In den 1870er Jahren bewahrte Jókai trotz seiner offenbaren Verpflichtung zur Partei seine Unabhängigkeit, die auf ideologische Konsequenz gegründet war und sich auf seine Begabung — woraus er natürlich auch finanziellen Nutzen zog — stützte. Er behauptete: „... ich würde keine Regierung unterstützen, die nicht den Weg des Liberalismus wählte, anderseits könnte ich kein Anhänger einer Opposition sein, die Ungarns staatliche Unabhängigkeit gleichsam um den Preis seiner staatlichen Dekomposition verschaffen wollte. In beiden Richtungen behalte ich nur freie Hand vor.“

Neben dem vom Politiker zum Journalisten-Redakteur gewordenen konnte sich nur der Journalist durchsetzen, der den Anspruch des selbständigen politischen Denkens völlig aufgab. Charakteristisch für diesen Typ war *Lajos Csernátorny*, der seine Artikel und sein Blatt nicht in den Dienst der Ideen, sondern einer politischen Partei — und unmittelbar ihres Parteiführers, Kálmán Tisza stellte. Auf diese Weise gab er die kritische Funktion und die Unabhängigkeit der Presse auf oder verminderte sie in bedeutendem Maße, wodurch sie einseitig wurde. Mit seinem Blatt *Ellenör* (Kontrolleur) strebte er nicht mehr danach, Tatsachen und Ereignisse zu untersuchen, die Leser aufzuklären, sondern er verdutzte, drohte, manipulierte seine Leserschaft. Der publizistische Stil, die Manier von Csernátorny und seine aus West-Europa mitgebrachten Reformen in der Redigierung machten Ende der 1870er Jahre sozusagen Schule: fast jeder junge Journalist verkehrte in seiner Redaktion. Sein umfassendes Wissen, sein persönlicher Mut, seine Neuerungen in der Redigierung, seine Sprachinvention wurden von vielen anerkannt, aber es war auch allgemein bekannt, daß der *Ellenör* (Kontrolleur), „das Leibjournal“ mit all diesem ausgeschlossen nur dem einen Zwecke diene, nämlich Kálmán Tisza den Weg zur Macht zu bahnen. Gyula Verhovay, der seinem Redakteur auf diesem Weg zur Fusion nicht folgte, enthüllte in einem offenen Brief an seinem Brotgeber die Tätigkeit von Tisza-lobby: „Ich war da in der Hexenküche (bzw. in der Redaktion von *Ellenör* [Kontrolleur] — G. V.) ich sah, wie die Abstumpfungsmittel und Rauschgetränke gekocht werden, wie nach tausend Varianten und tausend Machenschaften aus der Prinzipienbeibehaltung Prinzipieneinschläferung, aus der Prinzipieneinschläferung Prinzipienaufgabe wird. Ich war da und ich sah, wie die stillen Besprechungen unter vier Augen, die von dem Parteiführer Kálmán Tisza und von dem Redakteur Lajos Csernátorny vor jeder neueren Artikelserie gehalten werden, auf Journal, Partei und Leserschaft einwirken.“ Die Journalisten „beugen sich nur aus Rücksicht auf ihre Familien und auf ihren Broterwerb vor den Ereignissen, die sich hinter den Kulissen, teils ohne sie teils von ihnen vorbereitet wurden“ — stellt Verhovay fest, in dem er das Streben der Journalisten nach Emanzipation schon ahnen läßt.

Neben den vielbeschäftigten und immer seltener publizierenden Chefredakteuren-Zeitungsführern kam aber den Redaktionen von Stufe zu Stufe eine größere Rolle in der Formung des Angesichts der politischen Blätter zu, deren

stattliche Mehrzahl eine junge Garde bildete. Sehr viele intellektuelle Karrieren nahmen ihren Anfang in den Redaktionszimmer. Ihre Bedeutung stieg in den 1870er Jahren mit der Vermehrung der Anzahl der Redaktionen immer mehr an. Man brauchte Journalisten: Ende 1872 beschäftigten die ungarisch-sprachigen hauptstädtischen Tageblätter fünfundsechzig Mitarbeiter. Eine Gruppe der jungen Journalisten bekam für kurze Zeit sogar ein selbständiges politisches Blatt. Ihr Organ, *Reform* (Reform) spiegelte bei seiner Gründung ihre Absicht, „die Bevormundung der politischen Parteien loszuwerden“, eindeutig wider. Ihr Streben nach Selbständigkeit endete aber erfolglos, ihr Blatt schloß sich zuerst einer Parteifraktion an, später, nach seiner völligen Einstellung traten die Mitglieder der jungen Garde in die Redaktionen des *Pesti Napló* (Pester Tageblatt), *A Hon* (Das Heimatland) *Ellenör* (Kontrolleur) über, und die Spalten dieser Zeitungen wurden gemeinsam mit den anderen jungen Journalisten von dieser Generation, die nach dem Ausgleich heranwuchs, beschrieben. Einer dieser Journalisten, Sándor Hegedüs feierte schon 1874 das Erscheinen seines 1 000. Leitartikels, ebenso viel publizierte im *Ellenör* (Kontrolleur) auch ein anderer junger Publizist, Lajos Csávolcszky.

Aber die gesamte Journalistengarde konnte keine selbständige Gruppe darstellen, die nach außen hin manchmal einen einheitlichen Block bildete, sondern sie war einzig ein System von Cliques, die von den Parteien unmittelbar abhängig waren und einander deshalb befehdeten. Während die Politiker auch bei gegenteiligen Meinungen freundschaftliche Beziehungen unterhalten konnten, galt die persönliche Feindschaft bei den Journalisten als selbstverständlich. Die Mehrzahl der Journalisten interessierte sich wegen ihrer im öffentlichen Leben beschränkten Möglichkeit nicht für das politische, sondern für das wissenschaftliche und literarische Leben, auch brachte ihre bürgerliche oder deklassierte adlige Herkunft auf diesem Gebiet den geringsten Nachteil. Die Journalistenlaufbahn betrachteten die meisten nicht als Beruf, sondern nur als eine Übergangsstation wo man ein bis zwei Jahre verweilen kann, um dann in die Gebiete der Kultur und Wissenschaft, eventuell der Verwaltung weiterzugehen. Die Tatsache, daß sich der schon bekannte Jenő Rákosi 1875 vorläufig von der Journalistenlaufbahn zurückzog, ist nahezu ein Symbol dafür, daß das Zeitungsschreiben in unserer Zeit vorläufig nur eine Stufe des gesellschaftlich-politischen Aufstieges ist, und nicht die Ganzheit jener Leiter, auf der die Spitzen des Vermögens, des politischen Lebens und des gesellschaftlichen Aufstieges erreicht werden können, und die Lage der Journalisten und selbst der Zeitungen gleichen sich darin, daß ihre führende, zweckbestimmende Rolle höchst beschränkt ist.

### *Die Leserschaft der Parteiorgane*

In den Jahren nach dem Ausgleich stand die politische Presse von Ungarn was die Anzahl und Auflage der herausgegebenen Zeitungen anbelangt den entwickelteren europäischen Ländern nicht viel nach. Mit dem Abschluß des Ausgleiches wurde

Budapest das zweite Zentrum der dualistischen Monarchie und das Zentrum des politischen Lebens von Ungarn und so konzentrierte sich auch die politische Presse hier. In den 1870er Jahren erschienen in Budapest etwa zehn bis fünfzehn politische Tageblätter meist in ungarischer Sprache, mehr als in Wien, sogar mehr als in London, wo 1870 nur sieben Tageblätter herausgegeben wurden. Im Land erschienen dazu noch auch dreißig bis fünfunddreißig politische Wochenblätter in ungarischer Sprache, fast mehr als in jedem anderen westeuropäischen Land. Dementsprechend entfiel bei uns 1872 eine Zeitung auf je 40 000 Personen, in Frankreich auf je 23 000, in Preußen auf je 26 000, in Russland auf je 350 000 Personen.

Der Vergleich der Auflagen zeigt aber schon ein weit ungünstigeres Bild, obwohl die Rückständigkeit — wenn man den Unterschied der gesellschaftlichen Entwicklung beachtet — nicht so sehr quantitativ als eher strukturell ist. Berücksichtigt man nämlich das unterschiedliche Ethnikum bzw. den von vornherein durch das Analphabetentum gegebenen Unterschied, so darf man die Auflagen der politischen Zeitungen, die an Richtungen gebunden sind, ohne weiteres vergleichen. Die *Wiener Neue Frei Presse* hatte zwanzigtausend, das *Vaterland* viertausend, das größte Pariser Blatt, der *Figaro* vierzigtausend, die anderen Blätter von Paris hatten fünf bis zehntausend Abonnenten. Gleichzeitig erschienen die in aller Welt gelesene *Times* mit 63 000, die *Daily News* mit 90 000 Exemplaren. Wenn man berücksichtigt, daß die Leserschaft — zumindest die der großen Zeitungen — bei uns von vornherein an die Ideen und die Politik der Partei gebunden war, also aus in der Politik bis zu einem gewissen Ausmaß bewanderten bewußten Lesern bestand, so braucht die um 1870 auf 28 000 Personen schätzbare Abonnentenzahl politischer Tageblätter — und darunter sind die fast 10 000 Abonnenten von politischen Zeitungen in ungarischer Sprache — nicht als gering angesehen zu werden. Aber nicht einmal in diesen Jahren, zur Blütezeit der ihre Ideen propagierenden Parteipresse fand sich ein Tageblatt, dessen Auflage die des *Pesti Hírlap* (Pester Nachrichtenblatt) aus dem Vormärz überstiegen hätte.

Der Vergleich in Europa zeigt nicht so sehr die quantitative Rückständigkeit der politischen Presse, sondern ihre qualitativ- strukturellen Unterschiede. In den Jahren nach dem Ausgleich mangelte es uns vorläufig noch an billigen Volksblättern, die sich überparteiisch nannten, die in England und in Amerika zu der Zeit schon in einer Größenordnung von hunderttausenden erschienen. Hier gibt es einfach keine Vergleichsmöglichkeit: Presseorgane dieser Art erschienen bei uns bis zum Ende der 70er Jahre nicht. Die Presse wurde vorerst gegenüber der Politik noch nicht zu einer selbständigen Macht. Sie existiert, man braucht sie, weil sie das einzige Bindeglied zwischen der Parlamentspartei (die Gruppe der Vertreter, die im Parteiklub zusammenkommt) und den Parteigängern ist. Und die Funktion, der Fortbestand dieser Presse ist der Beweis dafür, daß das Einverständnis innerhalb der Richtungen zwischen den Politikern und den Politisierenden vorhanden ist, mit anderen Worten die Parlamentspolitik spiegelt, wenn auch nicht in dem Maße so doch im wesentlichen die Meinungen des Teils der Gesellschaft, der ins politische Leben etwas mitzureden

hat, treu wider. Diese Presse *informiert* und *übermittelt*, aber nicht als selbständiger Faktor, sondern als Mittel der Macht. Ideen und politische Auffassungen werden durch sie veröffentlicht, aber nicht ausgestaltet. Sie entwickelt Propaganda, sie will aber die öffentliche Meinung nicht umformen oder bedienen, sondern gewinnen.

Die Verwandlung dieser der Politik dienenden Presse wird nicht durch die innere, selbständige Entwicklung der Presse, sondern durch die Auflösung des harmonischen Verhältnisses zwischen der Gesellschaft und der Politik ausgelöst.

## II. Das Informationssystem als der Partner der Politik

### *Die Krise der Ideen veröffentlichenden Presse*

Die Krise der im Dienste der Parteien stehenden Ideen veröffentlichenden Presse zeigte sich an der Oberfläche in der Krise der Ideen. Überall in Europa löste sich die Übereinstimmung zwischen den Ideologien und den politischen Strömungen auf. Die politischen Parteien gaben allmählich den Anspruch auf Vertreter der ganzen Gesellschaft zu sein, sie verzichteten auf die welterklärenden Ideen, und sie versahen bereits auch eingestanden die Vertretung nur gewisser Interessengruppen und Gesellschaftsklassen. Die früheren Ideen erwiesen sich als widersprüchlich, unwiderlegbar, unrealisierbar. Gleicherweise wurden der Liberalismus und der traditionelle Konservatismus in die Verteidigung gedrängt. Der Leserkreis der in liberalen Ideenkreis selbstgefälligen einstigen Führerorgane *A Hon* (Das Heimatland) und *Ellenőr* (Kontrolleur) die nach der Parteienfusion von 1875 zu regierungsfreundlichen Blättern wurden, verminderte sich immer mehr, und die beiden Blätter wurden 1882 unter dem Titel *Nemzet* (Nation) vereinigt. Das neue Blatt behauptete resigniert: „die Zahl der Schriftsteller vermindert sich Tag um Tag, die Zahl der Reporter gewinnt von Stunde zu Stunde . . . diese Herren brauchen keine Ideen, sondern Ereignisse“. Die Journalisten dieses Blattes versuchten noch auf Grund der liberalen Ideen in dem sie, die Regierung für deren Verwirklicher hielten, sich den neuen Ideen, dem Chauvinismus, dem Antisemitismus, dem Agrarismus entgegenzusetzen, aber ihre niveauvollen Ausführungen fanden kaum Leser: neben den neuen Blättern die mehrere Zehntausende von Abonnenten hatten, fristete das einzige Regierungsblatt in ungarischer Sprache mit ein paar Hunderten von Abonnenten sein Dasein. Die Resignation, das Gefühl gegen den Strom zu schwimmen wurde immer wieder aufgegriffen: „es ist zweifellos, daß der alte Zauber des Liberalismus bei uns gebrochen ist. Es ist gewiß, daß das Email des Liberalismus von unserem öffentlichen Leben abgestoßen ist. Es ist nicht zu bestreiten, daß der Glaube an die Ideen in zu vielen gebrochen ist.“ Das Athenaeum-Gesellschaft ließ die Zeitung *Nemzet* (Nation) nur als Geste für die Regierung existieren. Dies brachte auch mit ihrem Format zum Ausdruck, daß sie den traditionellen Zeitungstyp vertritt: die Ende des Jahrhunderts eingestellte *Nemzet* (Nation) erschien bis zu ihrem Bestehen — da bereits fast als einzige — in Folio. Die

traditionelle Parteipresse konnte während der Krise der Ideen nicht nur im Leitartikel nichts Neues und Wirksames sagen, sondern infolge dessen, daß die Abonnentenzahl abnahm, blieben auch die Inserenten aus — die traditionelle Parteipresse konnte nicht einmal als Verlustunternehmen bestehen bleiben.

An der Oberfläche formulierte sich ebenfalls die Krise der Ideen, aber diese Krise war in Wirklichkeit die Spiegelung der aufgelösten — veränderten Beziehung zwischen der Gesellschaft und der Politik. Die Politik war — im Gegensatz zur Ideenkrise — die Stabilität selbst; überall in Europa stehen die liberalen Staatssysteme in ihrer Blütezeit, und bei uns sind wir in der fünfzehnjährigen, wesentlich krisenlosen Periode Kálmán Tisza's Regierung. Ob wohl die Ideenkrise durch die politische Gleichgültigkeit der Gesellschaft hervorgerufen worden war, wie die *Nemzet* (Nation) veröffentlichte? Die pointierte Widerlegung des politischen Desinteresses ist das einzigartige Interesse für die hier darzulegende politische Presse neuen Typs. Die Leserschaft wandte sich eigentlich von der traditionellen Parteipolitik ab, teils darum, weil die Leserschaft, indem sie die Stabilität als langlebig erachtete, die Macht-, oder Oppositionslage ihrer Partei für lange Zeit festgesetzt hielt, teils aber — und das war wichtiger — hatten die sich der Politik neu anschließenden Schichten keine *Interesse* an den Ereignissen der Parlamentspolitik, weil deren Geschehen ihre Lage eigentlich nicht veränderte. In welcher damaligen Partei konnte das sich langsam zu Millionen vermehrende, sich ungarisierende Kleinbürgertum der Hauptstadt — von der Arbeiterklasse gar nicht zu reden — den Vertreter seiner Interessen finden? Das Kleinbürgertum ließ sich für das Parlament interessieren, aber es war nicht auf die langen Berichte, sondern nur auf die sehenswerten Dinge wie auf die mehr oder minder sichere Garantie des Verfassungslebens neugierig: die wörtliche Veröffentlichung der „litographierten Zeitung“, und ihre Wertung vom Parteigesichtspunkt aus interessierte es nicht. Seiner Ansicht entsprach am liebsten die ironische Darstellung, die sich zu guterletzt von allen Parteien distanzierte, die die Relativität seiner sich im Streit gegenüberstehenden Programme verkündete, und dieser Ausspruch fand endlich meisterhafte Darstellung in den Parlamentsskizzen von dem bekannten Schriftsteller, *Kálmán Mikszáth*, die in dem von den Parteien verhältnismäßig unabhängigen *Pesti Hírlap* (Pester Nachrichtenblatt) erschienen. Hinter der Ideenkrise versteckte sich also der vorläufige Bankrott der Parteipolitik, ihre Ungeeignetheit, die gesellschaftlichen Interessen über die traditionellen verfassungsmäßigen Kanäle zum Ausdruck zu bringen. Das Erscheinen der Presse neuen Typs spiegelte diese Enttäuschung wider und brachte das Desinteresse gegenüber der Alternative des gegebenen politischen Systems zum Ausdruck, und als die neue politische Presse und ihre Leserschaft unabhängig von der Politik — schließlich nur rein geschäftlich organisiert — einander fanden, verfaßte diese Presse ein Programm mit dem die aufgelöste Verbindung zwischen der Politik und der Gesellschaft wiederhergestellt werden konnte, und infolge dessen der Vermittler bestimmte, was vermittelt werden sollte, falls die Presse letztendlich sowohl die Politik als auch ihre Leserschaft beeinflussen und formen

konnte — aber bei weitem nicht mehr dem liberalen Modell der öffentlichen Meinungsgestaltung entsprechend.

Die Entfaltung und die Gründung der Presse neuen Typs als Geschäftsunternehmen wurde aber durch einen anscheinend untergeordneten, wenig beachteten Vorgang ermöglicht: durch die Massenverbreitung der Kenntnis des Schreibens und Lesens.

### *Die neue Leserschaft*

Die Zeitungsleserschaft kann am breitesten mit der des Schreibens und Lesens kundigen Bevölkerung, als *potentialer Leserschaft* identifiziert werden. In Ungarn verdoppelte sich die des Schreibens und Lesens kundige Schicht während der zwei Jahrzehnten nach dem Ausgleich, sie wuchs von kaum vier Millionen auf mehr als sieben Millionen an, bei der Bevölkerung, die über sechs Jahre alt war und wo dies entsprechend den Prinzipien des Unterrichts also zu erwarten war, stieg zwischen 1869 und 1890 das Größenverhältnis der des Lesens kundigen Männer von 40% auf 60%, das der Frauen von 25% auf 50%.

Dieser immer stärker zunehmende Teil der Bevölkerung war nicht gleichmäßig über das ganze Land verteilt. Sein regionales Vorkommen und seine Struktur wurden von den Entwicklungseigentümlichkeiten der einheimischen Verbürgerlichung, ferner von der ethnisch-sprachlichen Zusammensetzung der Gesellschaft bestimmt und charakterisiert. So rechneten die Einwohner der zur Zeit des Ausgleiches noch vorwiegend in den Randgebieten des Landes liegenden, von geschichtlich kulturellen Traditionen geprägten Städte, wie z. B. in den überwiegend deutschsprachigen Städten Pozsony (Preßburg) und Sopron (Ödenburg), ferner in dem völlig ungarischsprachigen Debrecen zu den gebildetsten, doch die Überlegenheit der sich in den 90er Jahren zu einem modernen wirtschaftlichen und politischen Zentrum entwickelnden *Hauptstadt* zeigte sich auch auf diesem Gebiet. Zum letzten Jahrzehnt des Jahrhunderts hin erreichten 90 Prozent der männlichen Bevölkerung von Budapest — in gewohnter Weise gezählt — nach einer besonders schnellen, aber wahrscheinlich nur oberflächlichen Wandlung die Ebene der Kenntnis des Schreibens und Lesens.

Die Mehrheit der des Schreibens und Lesens kundigen waren Stadtbewohner. Im Jahre 1890 erlernten in den 106 Stadtgemeinden von Ungarn dreiviertel der männlichen Bevölkerung über 6 Jahre und fast das zweidrittel der Frauen das Lesen. Der Landesdurchschnitt stand dem auf beide Geschlechter bezogen fast um 20 Prozent nach. Der ohne die Städte gerechnete Provinzdurchschnitt hingegen betrug bei den Männern die Hälfte des hauptstädtischen und bei den Frauen war er mit kaum mehr als einem Drittel dessen noch schlechter.

Die einheimische Leserschaft vereinigte sich aus Gruppen mit unterschiedlicher Tradition, Kultur und Muttersprache zu zwei Leserschichten mit ganz spezifischen Zügen. Die eine war die in ihren Kulturanprüchen meist selbständige, in der Landespolitik aber eine nebengeordnete Rolle spielende, städtische bürgerliche



intellektuelle Leserschaft, die andere setzte sich aus dem sich entfaltenden Stadtproletariat, aus den Massen des politisch unentschlossen dastehenden städtischen Kleinbürgertums und der Dorfler zusammen. Mit dem geschichtlichen Zusammensein dieser beiden Leserschichten kann von der Mitte der 1880er Jahre an gerechnet werden. Die ungarische politische Presse differenzierte sich innerhalb der von der Macht bestimmten Umgrenzungen nach den ideologischen, kulturellen und sprachlichen Ansprüchen dieser zwei Schichten. Die Leserschaft mit deutscher Muttersprache, und deutscher städtischer Schulbildung repräsentierten Pozsony (Preßburg) und Sopron (Ödenburg) sowie in kleinerem Maße Temesvár (Temeschburg) Arad (Arad) und das Bürgertum der weniger traditionsbewußten, entscheidend römisch-katholischen Budapest zur Zeit des Ausgleiches. Bedeutend war dabei noch die geschulte, schriftkundige Leserschaft einiger Städte von Ostungarn mit protestantischer Tradition und ungarischer Muttersprache z. B. von Debrecen, wo die Durchschnittsbildung der des Landes weitaus überlegen war, und wo etwa 80% der Bevölkerung schreiben und lesen konnte.

Das jüdische Bürgertum und die jüdische Intelligenz stellten ein beträchtliches Element der städtischen Zeitungsleserschaft dar, und hier besonders die Immigrantengruppe, die in der ersten Hälfte des Jahrhunderts von den Westgebieten des Habsburg-Reiches einwanderte und zur höchstgebildeten Schicht der städtischen Gesellschaft gehörte. Die erste Generation — und in den westlichen Städten (Pozsony) auch sogar die folgenden — behielten die deutsche Muttersprache bei. Infolge der beschleunigten Assimilation (1890) erkannten aber in der Hauptstadt gegenüber dem Deutschen schon mehr als dreimal so viele das Ungarische als ihre Muttersprache an.

Trotz ihrer verhältnismäßig geringen Zahl hatten die Angehörigen der einheimischen politischen Intelligenz seit dem Reformzeitalter bei der Formung des Gesichts, der politischen Bestrebungen der Leserschaft eine entscheidende Rolle inne. Bei ihrer Herausbildung kam die Mehrzahl nicht aus der adligen Intelligenz, obwohl für gewisse Berufskategorien gerade das Gegenteil gilt; so waren zum Beispiel Mitte des Jahrhunderts die sechshundert Rechtsanwälte von Pest nahezu rein adliger Herkunft. Der bedeutende Teil der ersten Generation der Intelligenz trat aus der kleinbürgerlich-plebejischen Stadt- und Landschicht hervor, in vielen Fällen stammte er nicht aus den anerkannten Religionsgemeinschaften, beziehungsweise aus dem Nationalitätenethnikum: die ungarische liberale Nationalbewegung hob die Angehörigen der Intelligenz auf die Foren der Politik und führte sie in die Hauptstadt ein (auf die Ausmaße dieses Vorgangs weist hin, daß sich die Zahl der Intelligenzler zwischen 1841 und 1847 verdoppelte). Diese Intelligenz betrachtete während ihrer ganzen Laufbahn und auch nach dem Zusammenbruch der Revolution die Prinzipien der Nationalbewegung (und der liberal gesinnten adligen Führerschicht) als richtunggebend, denn ihren gesellschaftlichen Aufstieg hatte sie ihnen zu verdanken. Aber im letzten Drittel des Jahrhunderts erfuhr das Intelligenzlerturn in seinem Geist und seiner Zusammensetzung eine bedeutende Umwandlung: er verlor seinen liberalen Schwung. In seinen Reihen erhöhte sich der Anteil an Intellektuellen adliger

Herkunft und an zum Konservativismus neigender, die adlige Ansschauung einseitig annehmender, politisch passiver, wieder assimilierter bürgerlicher Intelligenz.

Im Gegenteil zu den bisher erwähnten Gesellschaftsschichten kann der Adel, der fast 5% der Landesbevölkerung ausmachte, der aber weder von sozialem, noch von kulturellem Standpunkt her eine Einheit war, für die städtische Leserschaft nicht als maßgebend betrachtet werden. Obwohl der Adel unter der städtischen Leserschaft als Abonnent der von den Komitatssitzen erscheinenden kurzlebigen Organe vorkam, und in einzelnen Regionen z. B. in Nagyvárad (Großwardein) sogar eine bestimmende Rolle spielte, brachte er dennoch keine spezifischen selbständigen Leseransprüche vor: er begnügte sich meist mit dem Nachrichtenmaterial der Landesblätter der politischen Parteien.

Die einheimische Zeitungsleserschaft bekam in der Politik keine selbständige Rolle von bestimmender Bedeutung. Sie war von ihrem System her so kompliziert und inhomogen, sie wurde von den verschiedenen inneren Schichtengrenzen so stark aufgetrennt, daß in diesem Rahmen eine politisch-ideologische Organisation unmöglich wurde. Aber eigentlich interessierte sich die Leserschaft selbst nicht mehr für das Wortduell der politischen Parteien und des Parlaments. In die politische Macht geraten, wurde der Besitzadel nach 1875 passiv, die gebildete städtische Leserschaft, in der die Gruppe der Assimilierten eine bedeutende Zahl vertrat, wandte sich allmählich von der intransigenten und nationalistisch-adlig gesinnten politischen Praxis ab. Ende der 1880er Jahre entwickelte sich durch den Volksschulunterricht und die sich beschleunigende Industrialisierung und Urbanisierung eine neue Leserschicht. Doch die kleinbürgerlichen und provinziellen Massen von Millionen von Lesern hatten die Stufe an den Kenntnissen und Rechten noch nicht erklommen, auf der sie als gleichrangige Partner an den Diskussionen der Ideen hätten teilnehmen können. Die Leseerlebnisse des neuen Publikums knüpften sich an die Äußerungen der Parlamentspolitik, an die oberflächlichen Ereignisse der kapitalistischen Gesellschaft und an die „kommerzielle“ Literatur an. Im letzten Jahrzehnt des 19. Jahrhunderts wurde der Charakter der einheimischen Zeitungsleserschaft durch das eigenartige *Zusammensein* der Massen des traditionellen städtischen Publikums und der neuen Leser bestimmt.

Die Presse neuen Typs wurde unter Berücksichtigung der Ansprüche der Leserschaft in veränderter Zusammensetzung organisiert. Die „Volksblätter“ und die Groschenblätter setzten sich besonders die Gewinnung der minder gebildeten neuen Leserschicht zum Ziel. Und dies blieb nicht erfolglos denn ihre Auflagenzahl belief sich — was man bis dahin noch nicht erlebt hatte — bis zu 30 000 pro Tag. Der erfolgreichste Zeitungstyp dieser Epoche war jedoch nicht das „Volksblatt“, das sich nur auf eine Leserschicht konzentrierte, sondern die geschäftlich orientierte Presse, die fähig war, die verwickelten inneren Grenzlinien der Leserschaft zu durchbrechen, und die Ansprüche der verschiedenen Leserschichten in Übereinstimmung zu bringen.

*Sensation statt Information*

In den 1870er Jahre richtete sich die Journalistik mit ernstlicher Einseitigkeit nur nach dem Standpunkt der politischen Parteien, allein den spiegelte sie wider, und von dem Anwachsen und der gesteigerter Umwandlung der Leserschaft nahm sie kaum Kenntnis. Diese Lage hatte aber nicht nur politische, sondern auch bedeutende finanzielle Folgen, die einige realistisch denkende Zeitungsverleger nötigten ihren traditionellen Standpunkt aufzugeben. Die Entscheidung war nicht schwierig, denn die Ideen propagierende Presse hatte in der vorhergehenden Periode überhaupt keinen oder kaum Nutzen gebracht; schwieriger war es, einen Ausweg zu finden: sie konnten auf das Wohlwollen und die Unterstützung des bisherigen Patrons, der Politik nicht verzichten; aber auch das Festsetzen neuer Anhaltspunkte, das Erkennen des Geschmacks der sich ständig umwandelnden, außerordentlich zusammengesetzten und geschichteten Leserschaft erwiesen sich nicht als eine einfache Aufgabe. Die allgemeine Auffassung hielt die Ansprüche der städtischen Leserschaft — die über einen gebildeteren, entwickelteren Geschmack verfügte —, für unvereinbar mit denen der städtischen kleinbürgerlichen und der dörflichen Leserschaft. Ferenc Pulszky gelangte im Jahre 1886 zu der Feststellung, daß die für das Volk herausgegebene Literatur „kurz, einfach lustig und gerade so interessant sein muß, daß sie seine Aufmerksamkeit fesselt, weil es die trockene Belehrung scheut, *aber den höheren Stil nicht versteht*“. Eben deshalb strebte die erste Gruppe der Presse neuen Typs („Volksblätter“) nicht danach, die gesamte Leserschaft zu gewinnen, sie wandte sich allein einer zu, und zwar den städtischen Kleinbürgertum, dessen Zahl ständig zunahm und dessen Ansprüche dennoch gut *umbegrenzbar* waren.

In der Gruppe der „Volksblätter“ erschienen unter den ersten *Budapesti Napilap* (Budapester Tageblatt), *Függetlenségi Hírlap* (Unabhängiges Nachrichtenblatt), *Közvélemény* (Öffentliche Meinung) und *Nemzeti Újság* (Nationalzeitung). Ihre Verleger, unter ihnen einer der erfolgreichsten Unternehmer der Epoche, Fülöp Wodianer, vereinfachten die Struktur ihrer Zeitungen in bedeutendem Maße. Sie ließen den Leitartikel, die längeren Essays weg, und die 6—8 Seiten umfassenden achtefolio großen Zeitungen füllten sie mit kurzen Nachrichten (unter anderen mit hauptstädtischen Nachrichten, einem Kriminalteil, einem Inseratenteil und Arbeitsvermittlung!) an und im Feuilleton erschienen Fortsetzungsromane. Die politischen Teile wurden immer gemäßiger in ihrer Tonart und frei von jeglicher Anzüglichkeit geschrieben, umso lauter präsentierten sich dafür die Kriminalreportagen. Die von nun an als unerlässlich erachteten Fortsetzungsromane strebten mit auffällig zudringlichen Mitteln sogar in ihren Titeln danach, die Ansprüche der Leser zu erwecken und wachzuhalten: Fortune de Boisgobey: *Das Mordbett*; Gyula Déry: *Az elzüllött félisten* (Der verkommene Halbgott); István Faragó: *Gyémántos Pali avagy a budapesti fojtogatók* (Der Diamantenpaule oder die Würger). Für die Leser zählte die in den politischen Zeitungen frisch eingeführte Titelblatt — *Illustration*, die sich kaum nach den inneren Seiten richtete, als Besonderheit. Gewöhnlich wurden stimmungsvolle

Stiche, Genrebilde und Landschaften veröffentlicht, manchmal wurden auch ein Schauplatz oder die Helden einer Sensation vorgestellt (z. B. die Mörder des Landesrichters Majláth bei der Gerichtsverhandlung).

Die erste Gruppe der Presse neuen Typs wich von der bisherigen Praxis ab, sie betrachtete die Unterhaltung der Leser bewußt als wichtiges Ziel: der Grundsatz des Redakteurs von *Független Hírlap* (Unabhängiger Nachrichtenblatt) kann als Losung für die neuen Periode betrachtet werden: „man darf alles schreiben, nur das nicht, was langweilig ist“.

Die Position der „Volksblätter“ gestaltete sich im Vergleich zu der der Ideen veröfentlichenden Presse vorteilhafter. Es bot sich ihnen die Möglichkeit, einen Teil der für sie ungünstigen Zusammenhänge aus der Beziehung zwischen Presse und Politik zu beseitigen, sich aber die vorteilhaften Faktoren zunutze zu machen. Sie gerieten nicht unmittelbar in Abhängigkeitsverhältnis mit den Parteien, aber sie genossen die Unterstützung der Politiker. Sie konnten auch die in den Augen der Leserschaft volkstümlichen politischen Ideen veröffentlichen, aber sie waren nicht gezwungen diese ausführlich darzulegen.

Anfangs wurden die Tageblätter neuen Typs von den Lesern mit Vorbehalt aufgenommen, doch nach einiger Zeit wurden sie allgemein beliebt, so überflügelte *Függetlenségi Hírlap* (Unabhängiges Nachrichtenblatt) schon nach dem ersten Vierteljahr die bis dahin als Spitze zählende Auflage von 5 000 Exemplaren; im Verhältnis zwischen der Leserschaft und der Presse brachte jedoch das Erscheinen der Zeitung *Budapest* die ausschlaggebende Veränderung.

*Fülöp Wodianer*, der Herausgeber von *Budapest* gründete sein Unternehmen auf die Leseransprüche des neuen kleinbürgerlichen Stadt- bzw. Landpublikums: darum teilte er anstatt von Ideen Ereignisse mit. Nach dem Muster des Wiener *Extrablattes* veröffentlichte er auf der ersten Seite, anstelle des Leitartikels Drucke die die wichtigsten Ereignisse der Zeit und deren Teilnehmer darstellten. Er publizierte Artikel mit illustrierter Beilage über berühmte Persönlichkeiten, sensationelle Kriminalfälle, technische Wunder von der Weltausstellungen, ungewöhnliche, bis dahin kaum bekannte Erscheinungen (primitive Völker, turnende Mädchen). Die Zahl der Abonnenten von *Budapest* erhöhte sich dermaßen, daß die Zeitung innerhalb einiger Jahren unter die Blätter mit den höchsten Auflagen geriet. Ende des Jahrhunderts hatte sie eine durchschnittliche Auflagenhöhe von 45—55 000 Stück. Bei großartigen, Aufmerksamkeit erregenden Ereignissen wurden noch mehr Exemplare als gewohnt gedruckt: so z. B. beim Tod des Kronprinzen Rudolf 70 000 Stück, bei Kossuths Tod nahezu 100 000 Stück.

Die Zeitung *Budapest* wurde als „überparteiisches“ unabhängiges Blatt gegründet. Seine Redakteure, hauptsächlich György Brankovics der vom Offizier zum Publizisten umgesattelt war, brachten es aber von den 1880er Jahren an der Unabhängigkeitspartei näher. Diese Beziehung war nicht frei von Gegensätzen: das Blatt versuchte sich mit radikalen Unabhängigkeitsphrasen über die Partei zu setzen. Das Bestreben der Redakteure, Brankovics, György Gracza, Mór Szatmári hatte

schließlich doch Erfolg, und durch ihr volkstümliches Blatt gerieten sie unter die einflußreichen Führer der Unabhängigkeitspartei, die auch im Parlament einen Platz einnahmen.

Die Zeitung *Pesti Hirlap* (Pester Nachrichtenblatt) der Gebrüder Légrády verwirklichte es auf einmal Schichten der Zeitungsleserschaft von politisch unterschiedlicher Überzeugung für ein und dasselbe Nachrichtenblatt zu gewinnen. Es kündigte sich als überparteiisch an, und behauptete darum in seinem Programm: „Wir wollen der ungarischen Leserschaft ein von der Journalistik her gut und frisch redigiertes, *jede Nachricht* veröffentlichendes, billiges Tageblatt bieten . . . Das Pester Nachrichtenblatt (*Pesti Hirlap*) wird also völlig unabhängig von Regierung und Partei seine Meinung in gleicher Weise nach oben und nach unten äußern.“ Die Gebrüder Légrády machten ihr Blatt zur Quelle der schnellen Nachrichtenübermittlung und seine Struktur und seine inhaltlichen Eigenschaften spiegelte auch nur diesen einzigen Standpunkt wider. Neben der bisherigen Ideen veröffentlichenden Presse wurde die Presse der Nachrichtenübermittlung geschaffen.

Ähnlich dem *Pesti Hirlap* (Pester Nachrichtenblatt) unternahm es auch das *Budapesti Hirlap* (Budapester Nachrichtenblatt) von Jenő Rákosi, die verschiedenen Schichten der Zeitungsleserschaft gleichzeitig zu gewinnen, nur auf anderer Ebene und mit einer anderen Methode. Auch Rákosi trat, wie die Gebrüder Légrády, mit dem Programm der Überparteilichkeit vor seine Leser, aber er stellte nicht die Nachrichten und die Ereignisse in den Vordergrund, sondern verwirklichte dies mit ideologischen Mitteln. Nach seinem Programm „soll *Budapesti Hirlap* (Budapester Nachrichtenblatt) das Blatt der gesamten ungarischen Leserschaft werden: ein Blatt von unabhängiger, nationaler Richtung, dessen Erkennungswort lautet: Für das Ungarum!“ Das Publikum wurde durch die Traumgebilde des Nationalismus (durch die Ideen des ungarischen Imperiums des 30 Millionenvolkes) künstlich homogenisiert, die von Adelsgeist der Gentries beseelte „Mittelklasse“ konnte hier befriedigt lesen, daß der Ungar keine Fehler hat, daß die ungarische Nation überall wohin sie auch ihren Fuß setzte, Rechte und Reichtum verbreitete, aber dadurch wurde auch eine *neuere* Grenzlinie zwischen den Leserschichten ungarischer und fremder Muttersprache gezogen, wodurch sie noch stärker, unwiderruflich geteilt wurden.

Die Gruppen der bisher dargelegten Nachrichtenblätter neuen Typs und darüber hinaus die im Kolportagensystem verbreitete Boulevardpresse vom Ende des Jahrhunderts (*Kis Újság, Esti Újság, Friss Újság* — Kleine Zeitung, Abendzeitung, Frische Zeitung) brachten die ihren Kenntnissen und ihrer politischen Aktivität nach äußerst differenzierte Leserschaft der Macht näher. Das Programm der „Überparteilichkeit“ war das Losungswort für diesen Typ von Presse, die die Leserschichten provisorisch miteinander verband und über ihnen stand. Diese eigenartige Lage der Presse vom Ende des Jahrhunderts brachte im Relationssystem der Gesellschaft und Politik keine entscheidende Veränderung, sie zweifelte den Vorrang der Politik nicht an, aber sie bereitete die politische Karriere einiger Zeitungsredakteure vor.

*Die Presse als politische Macht*

Als im Jahre 1872 die Parteiführung der linken Mitte den Ministerpräsidenten Menyhért Lónyay zu stürzen beschloß, begann Journalist und Abgeordneter Lajos Csernátony, den anzüglichen Angriff gegen ihm nicht in seinem Blatt, sondern im Parlament. So behauptete er nicht in den Spalten des *Ellenőr* (Kontrolleur), sondern vor den Bankreihen des Abgeordnetenhauses: Er halte es für schändlich, daß „Während das Land immer armer, Lónyay immer reicher wird!“ Die Presse tat nichts weiter als daß sie die Rede und den daraufhin im Parlament ausgebrochenen Sturm veröffentlichte. Innerhalb von kurzer Zeit war Lónyai gestürzt.

1880 verschaffte sich János Asbóth, ein konservativer Journalist und Abgeordneter der Opposition, die Gewißheit über die Schwindelgeschäfte des Staatssekretärs des Innenministeriums Viktor Zichy-Ferraris. Seine Anschuldigungen veröffentlichte er nicht im Parlament, sondern in dem Blatt *Magyarország* (Ungarn) und zwar im Juli, der politisch bekanntlichen toten Saison, als die Parlamentsferien noch andauerten. Der in die Ecke getriebene Zichy war so gezwungen sich in der Presse zu äußern, aber wegen der immer neueren Beweise von Asbóth wich er zurück, er wurde zur Abdankung gebracht, später beging er Selbstmord. Die Auseinandersetzung Zichy—Asbóth lief durch die gesamte Weltpresse. Noch nie hat eine Oppositionspresse einen größeren Erfolg geerntet, als diesen — rühmte sich das Blatt *Ungarn*. Ebenfalls 1880 geschah es, daß ein junger Journalist, *Gyula Verhovay* in seinem Blatt *Függetlenség* (Unabhängigkeit) den Grafen Pál Festetich wegen Betrug anklagte. Das Nationalkasino gab einem guten Scheibenschützen unter seinen Mitgliedern den Auftrag, für die Beleidigung, die man dem Mitglied des Kasinos zugesetzt hatte, Genugtuung zu verlangen. Verhovay wurde im Duell lebensgefährlich verwundet. (Erst nach Monaten wurde er wieder gesund). Nach dem Duell kam es zu einer Massendemonstration, die Fenster des Kasinos wurden eingeschlagen, die Ordnung mußte von Militär wiederhergestellt werden. Diese letztere Folge von Ereignissen war nur mehr mittelbar mit der Parlamentspolitik verbunden, Verhovay war gar kein Abgeordneter, die Massenwirkung übertraf das ebenfalls sehenswerte parlamentarische Geschehen um ein Vielfaches. Der Name von Verhovay wurde bekannter, als der der meisten Parteiführer.

Die Presse nahm sich über die Unmöglichmachung oder Popularisierung mancher Politiker hinaus langsam auch jenes Aufgabengebietes an, das früher vom Parlament versehen wurde. Wir denken hier an die Verkündung neuer Ideen und Programme. Während nämlich früher z. B. 1875 die Parteifusion oder die Bildung der konservativen Partei in der Parlamentsansprache von Kálmán Tisza beziehungsweise Pál Sennyey verkündet wurden, und diese Ereignisse von der Presse nur nachträglich registriert wurden, treten jetzt neue politische Konzeptionen in der Presse hervor. Jene Konzeption beispielsweise, die den Ausgleich im politischen Sinne (Dualismus) akzeptierte, dies wirtschaftlich jedoch weiterentwickeln wollte, ein selbständiges Zollgebiet, und eine ungarische Kommandosprache verlangte, diese Konzeption

wurde nicht durch eine Veränderung der Anschauungen in den parlamentarischen politischen Parteien geboren, und nach der Jahrhundertwende schon zum Programm der parlamentarischen Mehrheit erkoren, sondern sie wurde zum ersten Mal 1878 in dem „in allen Richtungen unabhängigen“ Blatt *István Toldy's*, in der *Nemzeti Újság* (Nationalzeitung) in Worte gefaßt. 1878 bekannte sich keine einzige Parlamentspartei zu dieser Konzeption. Diese Beispiele könnten wir hier noch nach Belieben anhäufen, aber es soll genügen, wenn wir im folgenden nur die Aufhebung des Nationalitätengesetzes, oder das Traumgebilde vom „Dreißigmillionenvolk der Ungarn“ erwähnen, das Jenő Rákosi im *Budapesti Napló* (Budapester Tageblatt) verkündete.

So unausführbar die Mehrzahl dieser Vorschläge auch war, jene Traumgebilde, die von der Presse neuen Typs in einer Auflagenzahl von mehr als zehntausend Stück propagiert wurden, steckten nicht nur die Leser an, sondern sie zwungen auf diese Weise auch die Politik, ihre Programmpunkte der allgemeinen Stimmung entsprechend zu ändern. Die objektiv unausführbaren politischen Programme konnten zwar formal wieder die Einheit zwischen Parlamentspolitik und allgemeiner Stimmung zustande bringen (ganz wie es in den Jahren der politischen Krise nach der Jahrhundertwende geschah, als die Stellungnahme der „überparteiischen“ Blätter gegen István Tisza entscheidend dazu beitrug, eine oppositionelle parlamentarische Mehrheit zu schaffen), aber die wieder geschaffene Einheit mußte infolge der von vornherein unausführbaren Ziele früher oder später den Bankrott der Politik zum Ergebnis haben.

Sollte alldies etwa bedeuten, daß schließlich nur die unbeliebte Politik eine Daseinsberechtigung hat? Sollte die Presse die Ursache für die politische Krise des Dualismuszeitalters sein, weil sie das öffentliche Leben „angesteckt“ hat? Die konservative Anschauung, z. B. das Werk *Három nemzedék* (Drei Generationen, erste Ausgabe 1920) von Gyula Szekfű bejaht diese Frage. Diese Antwort gibt ein, daß die Auflösung der Beziehung von Politik und Gesellschaft nicht wiederherstellbar ist, daß also die Verantwortung für eine unbeliebte Politik, die die Massen ausschließt übernommen werden muß. Unserem Urteile nach ist sogar die Logik dieser antidemokratischen Lösung falsch.

Die Presse wird tatsächlich zur Macht, aber sie kann nie selbständiger Faktor sein. Sie schließt sich entweder der Gesellschaft, also der Entwicklung des politischen Demokratismus, der Ausarbeitung seiner Möglichkeiten an, in dem sie sich dafür einsetzt, daß die Interessen der Gesellschaft eine entsprechende politische Repräsentation erreichen, oder sie schließt sich der Erhaltung der Politik an, d. h. sie vertritt die allgemeinen (und insofern eigentlich „überparteiischen“) Interessen des Machtsystems, der Machthaber, sie betrachtet die Stabilisierung der gegebenen Verhältnisse als ihre Aufgabe. Die Presse verlangt von der Politik nicht Rechenschaft über den Abglanz der gesellschaftlichen Veränderungen, sondern sie möchte die Stabilität der Politik auf die Gesellschaft projizieren. Die Machtlage der Presse neuen Typs wird auch durch die Laufbahn ihrer Führerpersönlichkeiten gezeigt: aus den Journalisten werden keine Volkstribune, sondern einflußreiche Politiker.

*Aus Journalisten werden Politiker*

Nach dem Ausgleich nahm die einheimische Intelligenz, die im Begriffe war, sich eine bürgerliche Existenz zu schaffen, die Redaktionen mit selbstverständlicher Natürlichkeit in Besitz. Wir finden den Polyhistor János Asbóth und István Toldy ebenso auf der Journalistenlaufbahn, wie den hervorragenden Kulturhistoriker und Statistiker Aladár György und Károly Keleti, der sich ebenfalls mit Statistik beschäftigte, sowie die Ökonomen Sándor Hegedüs und Pál Mudrony, und den ungarischen Freund und Liebhaber der vergleichenden Sprachwissenschaft Béla Erödi. Für sie wurde die Presseöffentlichkeit, über ihr Fachgebiet zum gründlegenden Forum ihrer Tätigkeit bei der Organisation und Führung der Gesellschaft. Die Presse ersetzte die noch fehlenden Institutionen des sich langsam verwirklichenden bürgerlichen Staates. Auch konnten sie über die Person eines Politikers und Redakteurs eine Verbindung mit der Politik anknüpfen, hierdurch gelang es auch die eigene unsichere gesellschaftliche Lage zu stabilisieren. Die Macht wurde auf sie aufmerksam, und Anfang der 1880er Jahre gelangte ein Teil dieser jungen Intelligenz mit der Unterstützung ihrer einflußreichen Redakteure auf verschiedene Fachgebiete der Politik — Sándor Hegedüs kam mit der Unterstützung seiner Redaktion (und mit der wohlwollenden Aufmerksamkeit von Antal Csengery) ins Parlament, später in die Delegation, Árpád Berczik, Pál Mudrony, wurden Mitarbeiter des Ministerpräsidiums, István Toldy Mitarbeiter des Unterrichtsministeriums, und Károly Keleti wurde erster Direktor des Landesamtes für Statistik. Einige von ihnen traten auch in die Reihen der Mitglieder der Ungarischen Akademie der Wissenschaften. Ihre immer steiler aufwärts strebende Laufbahn zeigt ebenfalls den Aufstieg des politischen Ansehens der Presse. Diese Beziehung gestaltete sich aber nicht als ein eindeutiges gegenseitiges Verhältnis: Bei der Gründung der bürgerlichen Presse wurde der jungen bürgerlichen Intelligenz eine geringere Rolle zugeteilt, als dies wünschenswert und notwendig gewesen wäre, trotzdem sie sich als Teil der Öffentlichkeit und sogar als deren Gestalter betrachtete.

Die Presse einiger ambitionierten Zeitungsverleger (Mór Ráth, Fülöp Wodianer, Károly Légrády) nicht gerechnet, gelangten politisch angesehene Zeitungsredakteure über ihre volkstümlichen Blätter zu einer entscheidenden Rolle. Als Beispiel könnten wir die schon gutbekannten Redakteure der Zeitung *Budapest*, oder Miklós Bartha, einen sehr beliebten Journalisten aus jener Zeit, Unabhängigkeitspolitiker und Redakteur von *Ellenzék* (Opposition) und *Magyarország* (Ungarn), des weiteren Lajos Csávolszky, den Begründer der Zeitung *Egyetértés* (Einverständnis), den Verfasser sämtlicher politischer Flugschriften, Gyula Verhovay, den berühmten und berüchtigten Redakteur der Zeitung *Függetlenség* (Unabhängigkeit) anführen. Unter ihnen ist dennoch die Laufbahn von *Jenő Rákosi* am meisten beachtenswert, weil sie uns die Veränderung der politischen Position eines Journalisten und Redakteurs erschließt.



Die Redakteurslaufbahn von Rákosi begann mit der eigentümlichsten Zeitung innerhalb der einheimischen, Ideen veröfentlichenden Presse, mit der *Reform* (Reform). Die Zusammenarbeit mit den Parteien wurde von denjenigen abgelehnt, die sich um das Blatt grupperten. Sie betrachteten die Presseöfentlichkeit als das geeignetste Mittel ihres für eigene Reformideen geföhrten Kampfes. Die Grundlage für ihre Auffassung ist, das ihr Blatt keiner Partei, welche — ihrer Beurteilung nach — noch immer zum Teil das Forum der Adelspolitik ist, dienen darf, sondern nur den Ideen, und es soll in jeder Richtung unabhängig bleiben.

Zum letzten Drittel des Jahrhunderts hin wurde die Presse zum Partner der Politik, wobei dem *Pesti Hirlap* (Pester Nachrichtenblatt) von Légrády und dem *Budapesti Hirlap* (Budapester Nachrichtenblatt) von Jenő Rákosi eine ganz besondere Rolle zukam. Diese Änderung kam auf Grund gegenseitiger Zugeständnisse zustande: die Macht erkannte die Presse als selbständigen Faktor der Politik an, die Presse neuen Typs aber stellte ihren aus der Führung einer in ihrer Zusammensetzung sehr komplizierten Einfluß in den Dienst der Politik, wodurch der kritische Charakter der Öfentlichkeit in bedeutendem Maße verringert wurde.

### *Die spezifische Blüte der politischen Presse*

Die ungarische Journalistik reflektierte im letzten Drittel des 19. Jahrhunderts immer mehr auf die ganze Leserschaft. Als Ergebnis der allmählichen Assimilation verloren die Blätter deutscher Sprache ihre Bedeutung (obwohl die Zeitung *Pester Lloyd* auch weiterhin ein wichtiges öfentliches Forum der Regierungspolitik blieb!) nachdem die Muttersprache der Mehrzahl der Zeitungsleserschaft das Ungarische geworden war. Die Manipuliertheit der Leser gestaltete sich um, wie wurde einheitlicher als Folge der Urbanisierung, besonders der schnellen Entwicklung der Hauptstadt, der Verstärkung des Landesmarktes bezogen sich die Lesersprüche auf breitere Zusammenhänge: alle wollten über dasselbe lesen, und strebten danach gleichrangig informiert zu sein. Leserschaft und Presse gerieten einander immer näher. Und zwar auf eigenartige Weise! Die Mehrzahl der des Lesens und Schreibens kundigen konzentrierte sich in den Städten, und ein bedeutender Teil von ihnen in erster Linie in der Hauptstadt. Die Bedeutung und (teils das Niveau) der Provinzblätter und der Provinzleserschaft verminderte sich, auch in diesem Zusammenhang wurden sie zu qualitativ schwachen Abdrucken der Hauptstadt.

Obwohl sich die Ideenzusammenfassung oder Gruppierung im Rahmen der Presse nicht verwirklichte, hatten die Zeitungen neuen Typs in der Gestaltung der modernen Beziehung zwischen der Politik und der Gesellschaft eine entscheidende Bedeutung. Diese Blätter ermöglichten es, die politischen Ideen vielseitig darzustellen (eine solche Rolle spielte das *Pesti Hirlap* (Pester Nachrichtenblatt) von Légrády), und in Massen zu verbreiten. Zuerst die Ideen propagierende Presse gestaltete eine Leserschaft für die Politik; dann von den neueren Typen erhob die Presse der

*Nachrichtenübermittlung* — und die über eine hohe Auflage verfügende Boulevardpresse — hunderttausende des Lesens kundige Leute in die Reihen der an Politik interessierten Leserschaft; endlich die Ideologie-gestaltende Presse, deren charakteristischstes Beispiel das *Budapesti Hírlap* (Budapester Nachrichtenblatt) ist, beeinflusste — in dem es schon zu einem wichtigen Faktor der Macht geworden war — die zahlenmäßig angewachsene Leserschaft im Interesse der Politik. Da die bürgerlichen Parteien keine feste Landesorganisation hatten, wurde die Begegnung der Politik und der Gesellschaft durch die Vermittlung der die Leserschaft manipulierenden hauptstädtischen großen Blätter realisiert. Eine positive Ausnahme stellten hier allein die mit ihrer Klasse verbundene Arbeiterpartei und ihre Presse dar. Die Anwesenheit der Arbeiterpresse wurde von der bürgerlichen Öffentlichkeit gesichert, ihr Zweck, ihre Wirkung und ihre Bedeutung zeigte aber über die ihre Tätigkeit garantierenden Grenzen hinaus.

Die ungarische Presse wurde in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts zu einem bedeutenden politischen Faktor, aber dies konnte sie nur dadurch erreichen, daß sie die ihr mittels der Macht zuerteilte Rolle übernahm. Deshalb mangelte es bei uns an einem souveränen Faktor der bürgerlichen Öffentlichkeit, wie ihn zum Beispiel die englische *Times* darstellte.



# British Reflections on the Decisive Year of Post-War Hungary: 1948

by

É. H. HARASZTI

Apart from personal interest and choice, two facts made it possible for me to carry on researches in this field.

The first is that the Public Record Office files are open for that year; the second is that the historical perspective of the cold war period is now given after more thirty years. As Sir Herbert Butterfield put it: "In the midst of battle, while we are in a fighting mood, we see only the sins of the enemy". Then, as passions subside, historians enter the academic stage and the picture of the cold war as a melodrama, after holding sway among historians for a generation, has begun to give way to analytical views.<sup>1</sup>

Historical perspective and formation of analytical views of course were helped by the facts that the Soviet Union in 1949 achieved its own atomic bomb and by 1951-52, but mainly after Stalin's death, a new balance had been established in the world and the cold war thereafter began slowly to give way to "peaceful coexistence" or the thought of it.

Also it became apparent that the frontiers of the area, Eastern Europe, over which the conflict, the cold war developed, are not relevant anymore in the shadow of nuclear warfare.

To understand British attitudes towards Hungary in 1948, it is more necessary to discuss Hungary's political and economic developments following the Second World War than that of Britain's because the main features of British post-Second World War history are of course better known amongst foreign historians. Both countries, Britain and Hungary had one thing in common after 1945: they emerged into an entirely new situation as far as their own positions were concerned.

Britain emerged from the war as a victor—one of the big three. On the other hand, she had to face the hard fact that she no longer possessed the military potential for primacy in world affairs. But Labour foreign policy represented by Ernest Bevin was quick to show that Britain took seriously her role in second place after the two superpowers. She expected to stay there firmly and without rivals, but in these years she tried to define this role in traditional terms. Her decision (in January 1947) that she should have nuclear weapons originated also from this idea: the third strongest power in the world must have them.

<sup>1</sup> See to this: BUTTERFIELD, Sir H.: *History and Human Relations*. London, 1951. SCHLESINGER, A. M. Jr.: *Origins of the Cold War*. Foreign Affairs. October, 1967. SCHLESINGER, A. M. Jr.: *The Cold War revisited*. The New York Review. 25 October, 1979.

From Britain's political and economic situation after 1945 it became evident that she was dependent on the United States for the restoration of her own economy and for her own national security and that British and Russian interests in Europe seemed incompatible.

Britain's problems were manifold. Her share of the Marshall plan though great, did not solve her economic problems.

Britain was normally a large importer from Europe; following the Marshall aid, she had to buy from America the imports she required and which formerly came to her from Europe. (While imports to Europe from America had increased in 1948 over what they were in 1938, the inter-state trade of Europe in 1948 was only half of what it was in 1938.<sup>2</sup>) Thus Britain fully aware of the role she had to play for the American government (which was giving billions of dollars in Marshall aid to secure European unity, but did nothing to bring about that unity, and therefore Britain had to see, that necessary steps were taken to bring about a European union) was not economically against East-West trade and connections. Bevin, the forceful Secretary of State was working for the success of Western Union, the coordination of economic policies among the signatory countries of the Brussels Treaty and for a common effort to raise the standard of living in Western Europe. At the same time, he was eager to make it clear that Britain wished to trade with Eastern Europe on a basis of mutual advantage.<sup>3</sup>

The next step was not long in coming. In March 1949 Bevin released a draft of the North Atlantic Pact. It was a military alliance plan with the hope that the parties would encourage economic cooperation. British policy looked to Western Europe, the Commonwealth and the US to safeguard national security in the "free world" and to contain Communist ambitions. That was called an adaptation to the new international situation, not a loss of power. The Labour critics of Bevin's policy called it "crypto-Fulton-Winston" policy. It was a clear-cut policy: anti-Soviet foreign policy, economic dependence on the USA and open door economic policy towards Eastern Europe.

The Hungarian scene was different. As the former ally of Germany, Hungary was completely liberated by the Soviet Army by early April, 1945. The Provisional National Government—which at the end of 1944 had been established at Debrecen—continued to administer the liberated part of the country. One of its first steps was to conclude an Armistice, signed in Moscow on January 20 with the United Nations. Under this among other things Hungary undertook to pay in commodities over a period of six years an amount equivalent to 300,000,000 American dollars as reparations for damage to the Soviet Union, Czechoslovakia and Yugoslavia, the Soviet Union taking two thirds and the other countries the rest. All pro-Hitler or

<sup>2</sup> Memorandum. ERP and European Political Union. R. W. C. Mackay. 1949 February. London School of Economics, Library. Mackay MSS.

<sup>3</sup> Public Record Office FO Draft by G. A. Wallinger to Mr. Knox Helm. Bp. FO May. 1948. FO 371. 72375. 05782.

Fascist organisations were to be dissolved and an Allied Control Commission acting under the general direction of the Soviet High Command was to be set up till the conclusion of hostilities against Germany.

In January 1945 the Government authorised the establishment of People's Tribunals throughout Hungary.

In March, the Government brought into operation by executive decree a land reform Bill. Under it, all estates of over 1,000 "hold"-s (an acre is equivalent of 0.703 hold) were to be confiscated, except ecclesiastical properties which were allowed to retain 100 holds each. The land so acquired was to be distributed to about 600,000 families, priority being given to soldiers in the new army and members of the resistance movement. General Béla Miklós was at the head of the Provisional National Government and there were five political parties: The Communist Party, The Smallholders Party, The Social Democratic Party, The National Peasant Party and The People's Democratic Party.

The British Political Mission in Debrecen watched the political development of the country and its head, Mr. A. Gascoigne sent reports regularly about the parties and about their representatives, about the Land Reform and about the behaviour of the Communists and the Russians. There were many surprises to him in this situation. For it was true what G. D. H. Cole wrote in 1947 about revolutions generally: "The revolution does and must extend to a thorough and final liquidation of the power, economic as well as political, of the old aristocratic governing classes; for as long as this power remains unbroken beneath the surface the threat of counterrevolution to re-establish the supremacy of these classes will always remain. These classes will never accept the new social order as long as they retain any power to work against it, in the open underground." (The Intelligent Man's Guide to the Post-War World.) That sort of revolution began in Hungary in 1945 and went on until the end of 1948 and the main promoter of this process was the Communist Party programme. To quote Cole: again "All the Western Embassies and Foreign Offices are distorting mirrors, in which the situation in Eastern Europe is presented awry. The entire situation is seen through the medium of social intercourse with men and women who belong to the old order and hate the new."

Fair to say, though this was mostly the case in the Hungarian situation as well, there were also sometimes tendencies for unprejudiced views. And apart from the reports of the diplomats, reports of delegations, persons and letters reached the Southern Department, Eden or Bevin in the Foreign Office.

Let us see some of the reports from the time of the Land Reform of various characters, representing the problems of the time. Mr. Gascoigne, Head of the British Political Mission, wrote on March 21, 1945 from Debrecen to Douglas Howard, Southern Department of the Foreign Office:

"As regards the attitude of the Russians towards the implementation in Hungary of Land Reform, it looks now, rather surprisingly, as if this measure may have been rushed through by order of Marshal Voroshilov, although I have no

confirmation of this. If true, this seems to be contrary to Russia's usual policy in the liberated countries i.e. to encourage the Governments concerned to do all, that is possible to assist the Russian war effort. The introduction of Land Reform at this critical juncture of Hungary's history, will not (at any rate in the near future) increase Hungary's war potential."<sup>4</sup>

Next Mr. Gascoigne sent a report to Eden about an interview with Mr. B. Zsedényi, President of the Hungarian National Assembly, virtually the Head of the Hungarian State. Zsedényi welcomed Mr. Gascoigne warmly and begged him "to tell him, what I thought, he ought to do to save the country . . . He seemed to be at one with the PM. General Miklós, in his aversion to the extremist programmes of the Communist, Social Democrat and National Peasant Parties in relation to Agrarian Reform involving immediate and sever measures for the reduction of estates in liberated Hungary."<sup>5</sup>

In a memorandum prepared by the Economic Section of the British Mission to Hungary in Debrecen in March, 1945, we read to following: "The introduction of the Land Reform Bill at a time, when the process of agricultural life, production and organisation are almost at a standstill, may shake the structure of the Hungarian State to its foundation."<sup>6</sup> Shortly after this, Mr. Gascoigne wrote to Bevin about his conversation with Mr. A. Szakasits, one of the Social Democratic leaders, who "felt that Great Britain should in some small way show their sympathy with the newly born 'democratic' child."<sup>7</sup>

Somewhat later in October, 1945, another eminent Social Democrat, V. Böhm wrote to Bevin from Sweden, his official post: "Most members of the (Hungarian) Government are members of the bourgeoisie and peasants. The Social Democrats and Communists are a minority. The new existing representation of the country is more representative than any other formerly existing. Compared with former conditions, there is an essential, democratic difference. There has never been universal suffrage in the history of the Hungarian nation. Only the well-to-do classes were represented in Parliament. Among the 379 members of the Lower House, there were only 14 representatives of the 6 million peasants. Not a single representative of the 3 millions of the poor agrarian population lacking land and only 5 representatives of the 1 million industrial workers. All these millions were not represented at all in the Upper House. In opposition to these conditions, the peasants and workers are (apart from the bourgeoisie) properly represented in the Provisional National Assembly."<sup>8</sup>

About the general outlook of British diplomats and their advisers we might quote from this time some other illuminating lines. For instance Professor Macartney, who was considered as a Hungarian expert both by his erudition in Hungarian history

<sup>4</sup> Public Record Office. FO. 371. 46462. R. 6592.

<sup>5</sup> PRO. FO. 371. 48462. R. 6717. March 12, 1945.

<sup>6</sup> PRO. FO. 371. 48463. R. 7585.

<sup>7</sup> Ibid.

<sup>8</sup> PRO. FO. 371. 48469. R. 16999. October, 1945.

and by his experiences in Hungary and with Hungarian politicians, wrote in a minute in August: "Our influence on Hungarian politics must be exercised from outside, in the Council of Foreign Ministers for example. We should not try play a part, at present, inside the country."<sup>9</sup>

He, who was friendly for a long time with many reactionary diplomats and politicians before and after the second world war, and later became more understanding towards the socialist Hungary (actually became an Honorary Member of the Hungarian Academy in the early seventies) in the period of 1945–48 constantly advised the Foreign Office on Hungarian politics and expressed his views on personalities.

What his minutes and opinions represented and how effective they were in the Foreign Office must be investigated separately. Macartney in London, Gascoigne in Debrecen had some prejudices. But they often hit the point as Gascoigne did, trying to give a view about the Russians: "They are not versed in the art of co-operation—wrote Gascoigne in April, 1945—. Filled with suspicion of us, they do not look upon things in the same way as we do request from us; which are urgent and important to the Anglo-Saxon mind, are of little account to their mentality."<sup>10</sup>

All the same, there were more critical views in the reports of Gascoigne, as later in the reports of Mr. Helm, the British Minister in Budapest, than understanding ones, though many critical observations were correct. The Labour MP for Wycombe, J. Haire in his report sent to the Foreign Office in October 1945, wrote this *inter alia*: "I am convinced that the real test of Anglo-Soviet collaboration will occur here in the Balkans and especially in Hungary, which we should regard as the bridge between the East and West."

He wrote in the same report about the British Mission to Hungary: "I cannot do other than express my conviction that many members of the mission are not taking full advantage of the present opportunities to preserve and enhance British reputation. Not one of them has the ear or the respect of any of the left-wing movement in Hungary today and consequently appear to get their information from 'rightist' sources."<sup>11</sup>

At the time when these were written, Hungary was before the general election. This was fixed for November, 1945. The election was conducted with complete fairness and it gave the Smallholders 246 seats, the Socialists 71, the Communists 67 and the National Peasants 22. Immediately afterwards Zoltán Tildy, the leader of the Smallholders became PM and he formed a Cabinet consisting of 9 Smallholders, 4 Communists, 4 Socialists and 1 National Peasant. The new Government was at once recognized by Great Britain.

Economic and social conditions became very bad at the end of 1945 and the beginning of 1946. The inflation went on on an unparalleled scale, exceeding even that

<sup>9</sup> PRO. FO. 371. 48467. Minute.

<sup>10</sup> Ibid. FO. 371. 48463. R. 8415.

<sup>11</sup> PRO. FO. 371. 48470.



of Germany in 1923. The Soviet–Hungarian Treaty which had been concluded in the autumn of 1945 came into force early in the new year. In April the Government had framed a definite economic policy: The State was to keep the key position in industry for itself, directing private enterprise and exercising strict control over banks. The Land Reform was completed in May and coal, bauxite, aluminium and oil were nationalized in July. In August the stabilization of the currency was achieved and instead of the pengő a new denomination called the *forint* was introduced; marketing conditions improved.

On August 9 gold bullions worth 8,000,000 dollars were returned from the US zone in Germany and a Payments Agreement with Hungary was announced by the British Treasury. In the meantime special charges were raised between US representatives and Molotov in Moscow about Hungary's economic troubles.

In the political field the great event was in January 1946 that the 4 principal parties decided to abolish the monarchy and establish a republic. In February Z. Tildy was elected the first President.

Among the war criminals executed during the year were the former PM, L. Bárdossy, and B. Imrédy and the Black Arrow leader, F. Szálasi. Shortly before Christmas about forty persons, including generals and other officers were arrested by the War Office on a charge of preparing a plot to overthrow the Government by force of arms on the evacuation of the country by the Russians—an event due to take place 90 days after the ratification of the Peace Treaty.

In 1947 Hungary nominally regained her sovereignty. The peace treaty was signed in Paris in February, 1947. In January there were rumours that an organization called the Hungarian Community had been plotting after the ratification of the treaty, to overthrow the regime and re-establish legal continuity with the Regency.

Trials, arrests and executions followed and it was stated that many from the Smallholders Party shared the conspirators' objects. It was alleged that Béla Kovács, the secretary general of the party, made confessions in prison; in consequence many deputies were expelled from the party and in March the Cabinet was reconstructed. The new cabinet agreed to a new policy, the main item in which was the execution of an agreed Three Year Plan. The Smallholders, who at the time entertained some hopes of American help, opposed the objects of the Communists, whose programme included further nationalizations.

At this time PM F. Nagy resigned in Switzerland, and M. Dinnyés became PM. The Three Year Plan inducing the nationalization of banks, entered into operation in August.

Meanwhile new elections were announced and the four parties agreed to go to the polls again, as a coalition. The Communists secured 22.2% of the votes, the Smallholders 15.4%, the Social Democrats 14.9% and the National Peasants 8.3% giving the coalition 60.8% of the votes, 269 mandates.

The Smallholders retained the Premiership. The Cabinet now contained 4 Smallholders, 5 Communists, 4 Social Democrats and 2 National Peasants.

In October parliamentary life could thus resume smoothly with a programme that was economic and designed to comprise the execution of the Three Year Plan.

The Communists and the left wing of the Socialist party planned fusion to achieve the ambitious economic plan, a planned economy under comprehensive state control. Unfortunately, a disastrous drought made an effect on the standard of living. Instead of the expected surplus, nearly all crops were below forecast and far below the prewar average. It seemed likely that economic problems, the bare struggle for existence, would oust politics from the centre of the stage.

After the institution of the *Cominform*, Hungary's place in the Eastern European sphere began to take definite shape with the conclusion of a series of agreements and alliances with neighbouring states. The confidential summary of events in Hungary during 1947 compiled by K. Helm, British Minister in Budapest and sent to C. R. Attlee in January 1948 ended with the following paragraph: "The story of Hungary in 1947 must centre round the progress of the Communist Party from a position of *primus inter pares* to one of complete domination. With some deviation in connection with the conspiracy and during the elections, it has secured its ends by ostensibly constitutional means. It has picked no quarrel, which it was not sure of winning and it has studiously avoided adopting a programme of thoroughgoing communization. It rules the roost in the economic, as it does in the political field. It has made the Three Year Plan its own and it exercises a stranglehold on finance and industry through nationalization of the banking system. It controls the country's foreign policy. But withal it has not slammed the door on the West. Economic agreements have been made whenever advantageous and cultural agreements with countries of the West are favoured. It has acquired no stigma of lack of patriotism. It enters 1948 with every opportunity before it."<sup>12</sup>

The year 1948 marked the rapid advance of the Communist Party Programme. After having got rid of the right-wing leaders of the Social Democratic Party, its secretary, György Marosán, and Mátyás Rákosi, the leader of the Communist Party, announced the necessity of the two parties' fusion. That was decided at the Social Democrat's Party Congress in March but was already known in early February by Bevin, through the confidential report by the Hungarian Minister in London who defected later.<sup>13</sup>

Those who disagreed with this either retired or were expelled or fled abroad. In June the two parties declared their fusion in their congress meetings and the same day the new party, known as the United Workers Party, held its first congress. The basis of the policy of the United Workers Party was to show the road to socialism by political and economic ways, raising the standard of living of the population through the Three Year Plan. The birth of the new party was not without difficulties and political struggles both from the right and left wingers. Marosán declared that his party should

<sup>12</sup> PRO. FO. 371. 72373. R. 607.

<sup>13</sup> PRO. FO. 371. 72373. R. 739.

be purged of the "Blums and Ramadiers" and that the fusion was an historic necessity. The new party was run on the basis of democratic centralism, with two-yearly congresses, with a Central Committee of 66 members, a Political Bureau with 14 members. The president of the new party became Árpád Szakasits, Social Democratic Leader, General Secretary, M. Rákosi, the Communist Party Leader.

In July the Smallholder President of the Republic, Z. Tildy had to resign because of his son-in-law Chornoky's illegal activities. (Upon the case Knox Helm said "there is little that can be said in favour of Chornoky. But if the death sentence should be carried out, at least some of the responsibility for it must clearly lie with the Americans".<sup>14</sup>) Chornoky was tried and executed in December.

Tildy was succeeded as President of the Republic by Szakasits. After sabotage actions and arrests of officials in the Ministry of Agriculture and the defection of the Minister of Finance, M. Nyárády, in December, the whole government was reconstructed. I. Dobi became PM. and the Workers Party decided that in future "only the politically most enlightened elements" were to belong to the party. The coalition went on, though in the new cabinet as compared with the beginning of the year, Communist representation increased. The parties outside the coalition were not many and kept under control.

The real opposition figure was the Cardinal-Archbishop, who from 1945 on, kept the American and British Embassies informed about his grievances. After prolonged negotiations the Calvinist, Lutheran, Unitarian and Jewish churches accepted compromises. Cardinal Mindszenty refused to accept an analogous compromise and ordered his clergy to resist all state encroachments. In December Mindszenty was arrested on charges of attempts to overthrow the Republic, espionage and illicit dealing in foreign currency.

In June 1948 there was a campaign against the kulaks, the fat peasants, who owned more than 25 acres and cultivated their lands chiefly by hired labour. Agricultural production was reorganized in August on a system of co-operatives. Many thousands of persons fled abroad again. The Hungarian emigration stretched from Habsburg Legitimists to all but fellow-traveller Socialists and began to be organized on an international scale with the centre of gravity in the USA.

On the foreign relations, the Yugoslav picture became gloomy, Hungarian-Yugoslav relations deteriorated rapidly after the Tito-Cominform quarrel.

On the economic field much progress was made in the reconstruction of buildings and industrial production (in many branches it exceeded the 1938 level). In the budgetary year 1948/49 of an estimated 9.4 milliard forints receipts, 3.2 milliard forints were reinvested. Hungarian exports to the Soviet Union were now to amount to 24 percent of her total exports and 27 percent of imports.

Among the many reflections by British diplomats and delegations made on Hungarian policy and economy in 1948 we pick out a few. About the situation of the

<sup>14</sup> PRO. FO. 371. 72382. 121. 23 November, 1948.

Hungarian Social Democrat Party, Mr. Helm gave many confidential summaries to Bevin: The one from which I quote was found by FO officials "Very satisfactory" (written in March 1, from Budapest.) "In many respects the Hungarian Social Democrats have had the appearance of being blood brothers of the British Labour Party. In reality, however, there were fundamental differences. Their trade union outlook and upbringing were very different, they have been catering for very different conditions and circumstances and above all, many of them have been imbued to a far greater extent with Marxism, its economic determinism, its theory of social revolution and its doctrine of the class war . . . with the advent of the Communists, the Social Democrats were driven back to a re-examination of their own first principles and in the result found themselves only too often standing on the same ground . . . The Social Democrats had memories of the White Terror of 1919—20, and of persecution in the interwar years, hardly less bitter or deep-seated, than those of the Communists. They were determined not to risk a repetition of these experiences and they believed that for this purpose strength lay in workers' unity."<sup>15</sup> This analysis was regarded as the "most valuable history of the down-fall of the Hungarian Social Democrats"—by Foreign Office Minute.

Of course, there were many other reports by Mr. Helm, which criticized the Communists, the Russians, Szakasits and others because of their bad behaviour, but I quote this one because it reflected a historical view on the process and an understanding, too. Also the Foreign Office at the request of D. Healey, the then International Secretary of the Labour Party sent on outfile telegrams of particular secrecy (Cypher) to Vienna and Budapest, that at the probable fusion right wing Socialist leaders may be in considerable danger and give them immediate help and advise.<sup>16</sup>

About the president's, Mr. Z. Tildy's resignation a confidential report stated in mid-August a speculative view. Quoting widely from Hungarian sources, the minister quoted the sentence among others, that his "fall [was] caused by his family and the spirit of nepotism that inspired them." His own view was that Tildy's removal was timed, because of his treasonable son in law and unlikely that it was because of he was opposed to the principle of co-operative farming.<sup>17</sup>

Apart from the Social Democrats and economic affairs the most debated subject by the British Minister in Hungary during 1948 was the case of Cardinal Mindszenty. When the Cardinal was arrested, Mr. Helm said in his telegram sent to FO in the end of December, that "My reports . . . have shown clearly that the campaign against him has been entirely artificial and worked out on the usual Communist lines" and "the arrest causes no real surprise."<sup>18</sup>

<sup>15</sup> PRO. FO. 371. 72375. R. 3117.

<sup>16</sup> PRO. FO. 371. 72374. R. 2361.

<sup>17</sup> PRO. FO. 371. 72380. R. 9575.

<sup>18</sup> PRO. FO. 371. 72391. R., 14412.

That was a summary, but in the course of events, smearing the Communists all the time, Helm happened to express sober views as well about the Cardinal's behaviour. At the end of 1947, he wrote confidentially to G. A. Wallinger, FO.: "Against the background of the last two years and of the line taken by the Prince Primate throughout that period . . . one can I think only reach the conclusion, that Cardinal Mindszenty has not been and is not the ideal Hungarian Roman Catholic leader in present circumstances . . . the Cardinal by associating himself exclusively with Right-Wing elements has made close contact with him by ourselves highly undesirable . . . Just before father Béla Varga, then the President of the National Assembly, left Hungary in June he told us that the majority of the Bench of Bishops strongly disagreed with the Cardinal's policy, but that they were unable to influence him. He added that no one seemed to know whether the Cardinal was acting in accordance with his own ideas . . . Obviously such a state of affairs could not be a source of strength."<sup>19</sup>

In June 1948 a FO Minute stated "the church in Hungary may be a good enemy of Communism, but Cardinal Mindszenty represents its extreme right neofascist wing. If we could let Social Democracy be suppressed in Hungary, would it be wise for a Troisième Force Power, like the United Kingdom to enter the lists in behalf of reaction.?"<sup>20</sup>

According to this view, the Foreign Office was very anxious not to interfere in the Mindszenty case more than forward his memoranda to the Vatican. They knew that conclusive evidences in Budapest showed that a Hungarian-Vatican *modus vivendi* was in frame. Therefore, when Mindszenty wanted that the governments of the UK and the USA should interfere in the religious education in Hungary, there was a definite answer: "We, Mr. Helm and the Americans agree, that to back the Prince Primate would be both abortive and dangerous."<sup>21</sup>

Though the Foreign Office was full of diplomats and civil servants who were pro-Horthy and Catholics and rather sceptical if not hostile towards the Hungarian Republic, all of them were anxious not to encourage right-wingers to act against Hungary, or English critics of Republican Hungary to co-operate with right-wing elements on the Hungarian scene.

A very urgent and top secret telegram of Mr. Helm on April 1948 informed the FO about a group led by a certain J. Szövérfy to act as Mindszenty's personal representatives abroad in all non-ecclesiastical matters: "Functions of the group would be to receive 'truthful news' about Hungary from the Cardinal which they would pass on to the Vatican and local Catholic Hierarchy. They might ultimately form nucleus of Hungarian Government in exile if splits develop between Hungarian political leaders now in exile . . . Though it is unlikely that the group will require or

<sup>19</sup> PRO. FO. 371. 72390. R. 250.

<sup>20</sup> PRO. FO. 371. 72390. 24. 6. 1948. Minute by Watson.

<sup>21</sup> PRO. FO. 371. 72391. R. 8615.

seek any special facilities from British authorities, I strongly recommend that great discretion be exercised should they make any approach. The reason alleged by the Cardinal for his extraordinary move, namely, Communist censorship over Hungarian press, can hardly be taken seriously. There is no direct censorship and if, as the Cardinal has informed the Americans frankly, he has his own channels of communication, there would seem to be no need for these elaborate arrangements. In my opinion they can at best only be a source of trouble and embarrassment."<sup>22</sup>

It was a different case with Hungarian political defectors. They were all used by the FO either as informants or advisers. Mr. Bede, the former Hungarian Minister in London gave long and confidential accounts about internal affairs of Hungary—some of them were taken critically by FO officials. At one of his interviews, Bede "went on to say that when the Russians invaded Hungary they took away all the radio receivers. A good many people had repurchased sets and it was true to say that the BBC's broadcasts were listened to with the same attention as they were received during the war. The BBC has struck a bad patch of unpopularity in 1947 but they were now regaining lost ground. Nevertheless, Mr. Bede fears that there are a few fellow-travellers amongst those in the BBC who broadcast to Hungary."<sup>23</sup>

Another defector, Dr. György Kemény after the liberation Under Secretary in the Ministry of Finance, when seeking sanctuary in Britain, was allowed after these considerations: "I have met him on several occasions recently and he strikes me as a particularly able and shrewd person . . . our intelligence people would find him a mine of valuable information. Your reply might be that this information could be obtained by having him interviewed at Berne or Paris or Vienna or any other centre. While this is true, I believe that if he were to be allowed into this country his intimate knowledge of what has been happening behind the Curtain would be of continuing value to our economic experts . . . his presence in this country would be of material benefit and value to British interests."<sup>24</sup>

Mr. Helm, the Minister in Budapest confidentially informed the FO about the defection of Mr. Nyárády, the Smallholder Minister of Finance or rather about his personality: "He is . . . an opportunist and thoroughly unreliable and it has for long been obvious that he was being tolerated by the Communists only for so long as it suited their purpose. I should not have thought of giving him confidence and certainly never sought his. But I confess I was surprised when he returned from abroad in the summer and I have a feeling that—no doubt with considerable financial advantage to himself—he retained his post up to the last moment consistent with his own safety."<sup>25</sup>

British civil servants felt that they should only use defectors from Hungary when it seemed practical. The cautiousness of the FO may be best presented by a FO Minute which stated in July 1948 about exile committees: "The whole development of

<sup>22</sup> PRO. FO. 371. 72376. R. 4469.

<sup>23</sup> PRO. FO. 371. 72376. R. 5291. 29 April

<sup>24</sup> PRO. FO. 371. 72377. R. 7093.

<sup>25</sup> PRO. FO. 371. 72382. R. 14205. December

these exiled committees needs careful watching if the position after Liberation is not to be compromised . . . Hungary is a country particularly prone to violent right wing regimes. One of the dangers in Europe at the minute is, what has been called "neo-fascism". The fascists, who collaborated with the Germans are discredited, but there are many allied leaders with splendid anti-German war records who want to set up totalitarian right-wing regimes: General de Gaulle, General Anders, the Sulyok-Mindszenty group, etc. One of the lessons of the last war was the danger of concentrating exclusively on one form of totalitarianism, while letting the rival form acquire strong positions from which it is difficult to dislodge them afterwards."<sup>26</sup>

What the political defectors said about Hungary was usually on the publicity or gossip level, as is true of nearly all defectors. In the time of Philby's and Maclean's activities, there was also little to be said about the Soviet Union or their relation to the Eastern Democracies which was not known in the FO. Thus the political news and reports on Hungary by defectors, and by British Ministers in Budapest is worth analysis purely for academic reasons and maybe, as like all contemporary history, can add some useful information for present governments on how these channels work.

It may have been different on economic matters. For instance in negotiating Anglo-Hungarian Trade, it might have been advantageous for the British partner to get a detailed view not only about the economic conditions in Hungary by a former high official of the Hungarian State Planning Office, but about personalities in the Planning Office and elsewhere, who might have been possible sources of further information. That is what happened when, a Hungarian refugee in Austria gave such information about the working of the Three Year Plan, about many leading members of the Planning Office and about his former colleagues describing their views and availability. His account was highly praised by FO Minute and was distributed in many copies. (The Ministry of Defence, The War Office, Econ. Div. ACA, JICS etc.)<sup>27</sup>

How economic policy should be followed towards Eastern Europe was well defined in January 1947 by a Note circulated to Heads of His Majesty's Missions in Eastern Europe: "The Secretary of State has always shown the liveliest interest in the promotion of our trade with the various countries of Eastern Europe. He holds that to reestablish and increase our commercial ties with these countries will be one of the surest ways of regaining and improving our political position there." The difficulties were mentioned: "As HMG is not in a position to offer credits on any scale to the countries under review, commercial exchanges must be fully twoway, that is to say, British goods exported must be paid for by imports of goods from Eastern Europe. Owing to war devastation, commitments under the armistice terms for delivery of reparations . . . and to the prices of Eastern European products having been traditionally too high for the world market" it was advised that every attention be paid

<sup>26</sup> PRO. FO. 371. 72419. R. 8563. 23 July 1948. Minute by Watson.

<sup>27</sup> PRO. FO. 371. 72385. R. 8624/G. Secret. July, 1948.

"within the established commercial framework to promoting trade with these countries."

On 6th January (1947) the Cabinet discussed the question of increased UK trade in Eastern Europe. The Cabinet and the Secretary of State were of the opinion that the signature of the peace treaties should offer good opportunities for reopening trade in South East Europe. A FO note following this considered the large Report of the Labour Party (with representatives from the Treasury, Board of Trade, Economic Section of the Cabinet Offices etc.) on the expansion of trade with Eastern Europe and the following paragraphs were intended to present the FO views: "In general we feel, that an expansion in the UK share of trade in those European countries, which are in the Soviet orbit . . . might help to loosen Russia's economic hold and consequently do something to lessen her political influence . . . We should not however wish to press on political grounds that HMG should itself engage in such trade, unless it is justified by commercial considerations. Given our present financial and economic situation, plainly we cannot afford to take, for political ends, steps which might prove costly in themselves, which might divert trade from more profitable channels . . . main conclusion is that we have most political interest in strengthening trade connexions with Czechoslovakia, Hungary and Poland . . . It must be recognized however, that the entire productive capacity of the Soviet Zone will be harnessed to Soviet political and economic plans. Any large additions to capital assets in that Zone would make it more self-supporting and therefore increase its industrial and war potential. We recommend therefore that in trading with any of the countries potentially inside this area we should give preference . . . to supplying consumer rather than producer goods . . . In order to implement the policy suggested above, departments concerned are requested to consult the FO whenever there is a choice of two markets . . . It must be assumed that the satellite governments in proportion as they are subject to Soviet control, will only do business with the rest of the world to the extent that Moscow permits them to do so . . . It does not, however, necessarily follow that trade which Moscow considers in its interests is necessarily contrary to our own. Trade is a two-edged weapon. Such trade as is permitted to take place by Moscow may be in the economic interests of the Soviet orbit but it may also be in our economic and political interest. If so, this would seem to be a limitation on Soviet autarky of which we should take advantage while we can."<sup>28</sup>

In a confidential FO Minute (by C. H. Bateman in March 1948) sent to the British Minister to Budapest it was stated, that "the impression that Hungary is moving at an increasing pace along the same road as the other countries in the Soviet orbit is strengthened by the trend of events—particularly the Social Democrats' recent formal decision to fuse with the Communist Party . . . This closing of political avenues makes it especially important to keep the door to the west ajar by means of trade contacts."<sup>29</sup>

<sup>28</sup> PRO. FO. 371. 62373. UE. 230.

<sup>29</sup> PRO. FO. 371. 72373. R. 1555.



However that was not an easy task for a capitalist country, though Rákosi many times expressed a "desire to cultivate very close economic and cultural relations with the West."<sup>30</sup>

The problems of British commercial aims in Hungary were summed up in five factors:

- a) Imports of food from Hungary to United Kingdom.
- b) Keeping British companies alive in order to show the flag and in the hope of compensation when nationalized even if they make a loss.
- c) Exports of manufactured goods to Hungary.
- d) Repayment by Hungary of her pre-war indebtedness to us.
- e) Remission by British firms of profits from Hungary.<sup>31</sup>

Import from Hungary was connected with the situation of imports from Marshall-aid countries. As the FO put it when in April trade talks were going on with the Hungarian delegation. "It was generally agreed that it was undesirable to import from Hungary the kind of less essential and manufactured goods, which we are finding it difficult to take from the Marshall countries, both because we cannot discriminate in favour of an Eastern European country against a Marshall country and because of difficulties with the home producers."

Many people in the FO's Southern Department saw no reason why England should bother with Hungary. In one minute in April, 1948 we can read: "Alas! Hungary is now just about as firmly in the Soviet orbit as the other satellite states . . . It is no longer possible to justify trade with Hungary as having a delaying effect on communist control. The correct line is that we trade with Russia itself and "what sauce for the goose is sauce for the goslings."<sup>32</sup>

All the same Hungarian-British trade connections did not do badly in the middle of 1948. The dominant trend in Hungary's post-war trade was that raw materials and semi-finished products accounted for an increasing proportion of imports and a decreasing proportion of exports. In July and August the Soviet Union supplied 12.2% of Hungarian imports and took 25.8% of Hungarian exports. For the UK the percentages were 14.6% and 15.1%. Trade with the UK was regulated by the agreed conclusions of the negotiations of April, 1948.<sup>33</sup>

At the end of 1948 with the emerging problems of how British companies could operate in socialist Hungary, the Overseas Negotiations Committee received a note from the FO about British Economic Policy towards Hungary. In this under point 6 we can read the following:

"In our relations with other 'Orbit' countries we have adopted the principle 'no credit without a trade agreement, no trade agreement without satisfaction of financial claims, including claims for nationalized assets.' By making bankrupt British

<sup>30</sup> PRO. FO. 371. 72374. R. 2561. Febr. 1948. Helm to FO. 72423. R. 12645. Nov. 1948.

<sup>31</sup> PRO. FO. 371. 72385. R. 5344.

<sup>32</sup> PRO. FO. 371. 72385. R. 4738.

<sup>33</sup> PRO. FO. 371. 72423. R. 12831.

companies in order to take them over with a minimum of expense, the Hungarians are doing us as much harm as if they were nationalizing the companies without compensation, and it is therefore reasonable to refuse them credit or a trade agreement while they behave in this way, just as we do [in the case of] other Orbit countries. But the Hungarians have already a trade agreement with us, the food clauses of which do not expire until 1950. Moreover they are hoping for talks to expand the agreement in December. It would involve no great extension of the above-mentioned principle to tell the Hungarians, that we will not expand the agreement and will not renew it, when it expires unless they treat our companies fairly.”<sup>34</sup>

Thus Hungarian turkeys, turkeys from the gosling country, were to come to families in Great Britain for the coming Christmas as before.

At the end of 1948 many FO minutes dealt again with the problem of East-West Trade. A top secret document, On Export of Strategic Materials to Russia and Eastern European Countries, was circulated amongst high officials of Treasury, FO., Ministry of Defence, Board of Trade etc. Amongst the many characteristic reports and minutes, we quote some. On the 9th of December 1948 Watson from the FO wrote:

“When discussing East-West Trade it is important not merely to think of the economic advantages, which may be gained. There is a serious danger that we will find ourselves in a position where we come to rely on the SU for the maintenance of our rations of certain foodstuffs and for other supplies of products in regular consumption, while we deliver to the Russians products for stockpiling and machinery of various kinds. This would mean that if at any time relations grew difficult the Russians would be in a position to interrupt such vital supplies. On the other hand, the Russians would not suffer so much from this threat or even from the reality of a breach. Moreover it is a pity to supply tractors, electrical machinery, rolling stock etc. to increase the productivity of Eastern Europe, when the supply of such materials to countries, which would be in our strategic orbit in wartime, would bring in nearly as good yields. This things cannot be measured by economic advantage alone.”<sup>35</sup>

Future researches will be rewarding if they reveal what Britain really wanted to do after 1948, and what she could do, because of her own troubles with the economy at home. As another minute stated in December 1948: “It is an accepted principle of our economic policy, that the movement of goods between Eastern and Western Europe is important for the economic recovery of the West.”<sup>36</sup>

Bevin himself was aware of this. He was a clever man. He knew that the situation was a Catch 22. He said the following to the Hungarian Minister in London: “I had done my best, in making my recent pronouncements of policy, to avoid embarrassing the Hungarian People. We must however, proceed with our plans for Western Union. Strength could only come from stability; and we were consolidating

<sup>34</sup> PRO. FO. 371. 72423. 48/346. Secret.

<sup>35</sup> PRO. FO. 371. 71470. N. 13246.

<sup>36</sup> PRO. FO. 371. 71470. N. 13302.

fast. This must be made quite clear to the Hungarian Government; but it did not mean that we should not wish to trade with Hungary. As a Socialist, my policy was to alleviate the sufferings of all people including the Hungarian people. It was always the poor who suffered from political strife. My policy would be directed towards maintaining world standards of living whatever political differences there might be. I was convinced that if there were good harvests this year there would also be a big change in the psychological atmosphere. If I might give advice to the Hungarian Government, the best road to freedom and to the relaxation of present tensions in Hungary was for that country to grow and sell more food.”<sup>37</sup>

This is exactly what happened. Hungary grew more food. The subsequent problem was, who would buy Hungary’s products?\*

<sup>37</sup> PRO. FO. 371. 72373. R. 1739. Bevin-Bede interview. February, 1948.

\* (This paper was given at the Seminar of A. J. P. Taylor in the Institute of Historical Research, University of London, November, 1979)

## Tagung der Kommission der Historiker der DDR und der Ungarischen Volksrepublik vom 28. 9. bis 4. 10. 1980 in Budapest

Die Kommission der Historiker der DDR und der Ungarischen Volksrepublik hat auch in diesem Jahr, die sich früher bereits bewährte Praxis fortsetzend, die Diskussion eines solchen Problemenkreises auf die Tagesordnung gesetzt, der in der Geschichtsschreibung beider Länder eine wichtige Rolle spielt, und der einen fruchtbaren Meinungsaustausch unter den Historikern der DDR und Ungarns zu theoretischen und methodologischen Beziehungen ermöglicht. Die bedeutendste Veranstaltung der diesjährigen Tagung war die wissenschaftliche Sitzung, die am 29. September 1980 im Institut für Geschichte der Ungarischen Akademie der Wissenschaften über Probleme der Erforschung der allgemeinen Geschichte des 19. und 20. Jahrhunderts abgehalten wurde. Die sich mit den Problemen der Forschung befassende wissenschaftliche Konferenz wurde gut durch eine andere Sitzung ergänzt, die über Erfahrungen im Unterricht der allgemeinen Geschichte veranstaltet wurde.

Im Mittelpunkt der Untersuchungen der Historiker der DDR standen Fragen der ökonomischen, gesellschaftlichen und politischen Umgestaltung und Veränderungen der Neuzeit. Das erste Referat wurde von Prof. Dr. *Manfred Kossok* zum Thema: „Die Debatte um 1789. Theoretische und praktische Fragen der vergleichenden Analyse neuzeitlicher Revolutionen“ gehalten. In seiner Einleitung betonte er die Wichtigkeit der vergleichenden Methode in den allgemeinen Geschichtsforschungen und wies darauf hin, daß die Forschung der französischen Revolution ein Modethema der allgemeinen Geschichtsschreibung sei. Das Ziel ihrer Forschungen ist die theoretisch fundierte komparative Analyse der Geschichte der neuzeitlichen Revolutionen. Die vergleichende Forschung hat mit ihrem Aufwerfen von Fragen eine befruchtende Rückwirkung auf die konkrete Forschung der Geschichte der einzelnen Revolutionen und in der Geschichtsschreibung muß die Dialektik von Theorie, Methode und Empirie zur Geltung kommen. Im Zeichen dieser Dialektik nahm der Referent Stellung zu den Schaffensbestrebungen eines statischen Revolutionsmodells in der bürgerlichen Revolutionsforschung, die kaum die historischen Forschungsergebnisse zur Revolution berücksichtigen. In der Modelltheorie der bürgerlichen Geschichtsschreibung herrschte ein bedeutender Relativismus vor, die Theorie von einer „negativen Revolution“ verwischt nämlich die Unterschiede zwischen Revolution und Konterrevolution. Das Hauptziel der marxistischen Revolutionsforschung ist nach der Summierung der Analyse einzelner Revolutionen die Aufarbeitung der

verschiedenen Varianten der allgemein gültigen Gesetzmäßigkeiten und typologisch ähnlichen Prozesse sowie die Darstellung konkret-individueller Züge.

Die Ergebnisse der vergleichenden Forschung hängen in großem Maße davon ab, auf Grund welcher Kriterien der Wissenschaftler seine Arbeit durchführt. M. Kossok hat im Laufe seiner eigenen Forschungen die Untersuchung der direkten und indirekten Ursachen, die Bestimmung der Aufgaben der Revolution, die differenzierte Analyse der in ihr wirkenden Triebkräfte vor Augen gehalten. Er betonte, daß das Problem der Macht und Führung sowie die Rolle der Volksmassen untersucht werden müsse, die Gestaltung der Kampfformen und Methoden, die internationalen Voraussetzungen müßten berücksichtigt werden, die Ergebnisse und Wirkungen der Revolution ermessen und im nationalen und universalen Entwicklungszyklus Platz und Charakteristika bestimmt werden und schließlich auch der Charakter der gegebenen historischen Epoche.

Bei der Typologie der bürgerlichen Revolutionen muß die gesellschaftlich-historische Bestimmtheit vor Augen gehalten werden, denn die Untersuchung des sich von der Formation loslösenden Revolutionsmodells „an sich“ bringt uns nicht der Erkenntnis der historischen Wirklichkeit näher. Innerhalb der Grundkategorien der bürgerlichen Revolution können wir 4 Grundtypen unterscheiden: die erste richtet sich auf die Überwindung des sich im Feudalismus ausbildenden Systems, dessen soziale Hauptfrage die Agrarfrage ist. Den zweiten Typ bilden im Kapitalismus die für den Kapitalismus geführten Revolutionen. Sie bilden sich bereits nicht mehr auf feudalem Boden aus, sondern auf kapitalistischem; in diesen Revolutionen spielt die Agrarfrage keine so große Rolle mehr, wie im ersten Typ, es erscheint hier aber der Widerspruch von Arbeit und Kapital. Den dritten Typ bilden die Revolutionen auf dem Wege zum Kapitalismus. Diese betreten infolge der Doppelrevolution, die schon in England und Frankreich vor sich gegangen ist, in einer spezifischen Situation den Weg der bürgerlichen Umgestaltung. Die gesellschaftliche Grundfrage besteht bereits nicht mehr in der Überwindung des Feudalismus, sondern darin, ob die schon begonnene bürgerliche Umgestaltung auf revolutionäre, demokratische oder reformerische, konservative Weise abgeschlossen wird. Den vierten Typ bilden die bürgerlichen Revolutionen unter der Hegemonie des Proletariats, deren Folgen nicht nur gegen die Adelsklasse und die feudal-bürokratische Staatsgewalt gerichtet sind, sondern auch gegen die Bourgeoisie.

Aus der Einheit von Formations- und Revolutionsanalyse können zwei wichtige erkenntnistheoretische Konsequenzen gezogen werden. Die erste ist die Historizität der bürgerlichen Revolutionen, die aber nicht chronologisch, als Aufeinanderfolge der Abschnitte der Genesis, der Entwicklung, der Reife und des Niederganges aufzufassen sind. Die zweite ist das Bestehen der doppelten — stadialen und regionalen — Unterschiede innerhalb der bürgerlichen Revolutionen. Das beweisen die europäischen Revolutionen von 1848/49, in denen sich die Koexistenz und gegenseitige Beeinflussung der ersten drei Typen der bürgerlichen Revolutionen verwirklichte.

Die kardinalen Widersprüche, die sich in der bürgerlichen und marxistischen Geschichts- und Revolutionsauffassung zeigen, können in vier Problemenkomplexe zusammengefaßt werden. Der erste ist die Frage von Einheit und Vielfalt im Revolutionsprozeß, wobei zwei inhaltliche Ebenen abzugrenzen sind. Einerseits die schon erwähnte typologische Differenzierung innerhalb der Grundkategorie der bürgerlichen Revolution, andererseits die Beziehung der Klassenkräfte im Verlaufe der Revolution und des Revolutionszyklus.

Gegenüber den zwei Extremen der bürgerlichen Geschichtsschreibung, die die Revolution und Bourgeoisie entweder einseitig identifiziert oder den einheitlichen Revolutionsprozeß in selbständige Revolutionen mit unterschiedlichem Charakter teilt, muß in der marxistischen Revolutionsauffassung die dialektische Auffassung von Klassen und Revolution zur Geltung kommen. Unter den vier sozial-politischen Hauptkomponenten der bürgerlichen Revolutionen — der bourgeois-liberalen, der kleinbürgerlich-demokratischen, der bäuerlich-agrarischen und der städtisch-plebejischen — erhält die Bourgeoisie eine hervorragende Rolle. Die Formierung des Proletariats zu einer selbständigen Klasse hatte keine sofortige Konfrontation mit der Bourgeoisie zur Folge. Der Zusammenstoß tritt erst dann ein, wenn auch die Klasseninteressen der fortschrittlichsten bürgerlichen Fraktionen nicht mit den nationalen Gesamtinteressen zusammenfallen. Entgegen den bürgerlichen Auffassungen, die die Rolle der Bourgeoisie in dem Revolutionsprozeß auszuschalten beabsichtigen, ist zu betonen, daß weder die Existenz der „kapitalistischen Aristokratie“ noch die der „feudalen Bourgeoisie“ eine Infragestellung der abweichenden gesellschaftlichen Funktion der beiden Klassen begründen kann. Die Einheit der am Revolutionsprozeß teilnehmenden Klassenfaktoren verwirklicht sich in ihren Widersprüchen. Die Widersprüche entwickeln sich unter den Hauptklassenkomponenten, aber auch innerhalb einer konkreten Klassenkraft. In dem aufsteigenden Abschnitt der Revolution war die Bourgeoisie fähig, sich mit den Volksbewegungen zu vereinigen, wodurch sie verhinderte, daß durch das Zur-Geltung-Kommen der verschiedenen revolutionären Faktoren der Revolutionsverlauf auf parallele Bewegungen zerfällt.

Die Massenbewegungen, ihre linksextreme Funktion ist in der Hinsicht zu beurteilen, in welchem Maße sie fähig war, die am meisten progressiven Kräfte der Revolution zur Auflösung des alten Systems zu zwingen. Unter den Diskussionsfragen der bürgerlichen und marxistischen Revolutionsauffassung erhält der Zusammenstoß der Anschauungen um die im weiteren und engeren Sinne genommenen Auffassung von der Revolution eine wichtige Rolle. Die im engeren Sinne genommene Revolution bedeutet den politisch-sozialen Durchbruch des neuen Systems, die Herstellung neuer Machtverhältnisse, was sich unterscheidet von der stufenweisen Ausgestaltung und Schaffung der bürgerlichen, kapitalistischen Formation. Die Lösung der Machtfrage ist zwar außerordentlich wichtig, der Begriff der Revolution aber ist weder in der Zeit noch im Inhalt auf diesen Prozeß einzuengen. Die Prozesse der in weiterem oder engerem Sinne genommenen Revolution verbinden sich auch, es kann aber auch ein

Phasenunterschied zwischen ihnen bestehen. Während z. B. in England schon im Jahre 1640 die kapitalistische Umgestaltung der Agrarverhältnisse erfolgt war, gestaltete sich in Frankreich die politische Machtergreifung der Bourgeoisie, die Agrarrevolution und der Beginn der industriellen Revolution beinahe synchron. Der auch von Lenin benutzte Begriff des Revolutionszyklus deckt verschiedene Dimensionen, er kann den Ablauf einer gegebenen Revolution in auf- und absteigender Linie bedeuten, oder den gesamten Prozeß der bürgerlichen Umgestaltung in einem gegebenen Land, er kann aber auch den universalhistorischen Zyklus der bürgerlichen Revolutionen im Sinne der globalen Verwirklichung der kapitalistischen Formation bedeuten.

Mit der vergleichenden Untersuchung der neuzeitlichen Revolutionen ist die Dialektik von Hegemonie. Klasse und Masse gründlicher erschließbar. Die Frage der Hegemonie hängt eng zusammen mit dem Problem der Macht, sie ist ein wichtiges Kriterium für die Bestimmung von Charakter, Ort und Ergebnissen der Revolution. Die Geschichte der konkreten Revolutionen zeigt, daß die reine Bourgeoisieherrschaft als Ausnahme zu betrachten ist. Die Unsicherheit in der Beurteilung der Hegemonie wird nur noch durch die Untersuchung der außereuropäischen Revolutionen im 18. und 19. Jh. gesteigert. Das Problem der Hegemonie ist nicht nur mit rein soziometrischen Methoden zu erfassen, denn die Hegemonie kam auch noch zur Zeit der „reinen“ Bourgeoisieherrschaft in übersetzter Weise zur Geltung. Es ist bekannt, daß in den Nationalversammlungen der großen französischen Revolution die Advokaten und nicht die Unternehmer aus Gewerbe, Handel und Finanzen den Ton angaben. Für den Verlauf der Revolution aber ist nicht die soziale Herkunft der politischen Führungsschicht maßgebend, sondern ihre soziale Funktion und der Charakter ihrer Politik.

Die Frage der Hegemonie zu präzisieren ist schon aus dem Grunde wichtig, weil sich der Begriff des „bürgerlichen Elements“ selbst mit den Epochen und nach Gebieten verändert und damit verändert sich auch der konkrete Inhalt der „Bourgeoisiehegemonie“. Es ist im weiteren auch mit der Tatsache zu rechnen, daß die Bourgeoisiehegemonie im Verlaufe der Revolution von bestimmten Fraktionen ausgeübt wird. Einen anderen Sinn hat die Hegemonie in der in engerem Sinne genommenen Revolution und in dem breiteren Prozeß der bürgerlichen Umgestaltung. Daß die führende Rolle zur Geltung komme beeinflussen selbstverständlich immer die am revolutionären Verlauf beteiligten sonstigen Klassenkräfte, infolge dessen die Hegemonie verschiedene Formen annimmt. Der Kompromiß zwischen den Klassen ist damit zu erklären, daß die Bourgeoisie nicht nach vollständiger Zerstörung der Macht und des Bestehens der Aristokratie strebt, sondern daß sie lediglich das Machtmonopol zu brechen wünscht. In dem Falle, wenn die Herrschaft der Bourgeoisie unter der Führung der adligen liberalen oder der Junkerelemente vor sich geht, können wir von dem regressiven Ersatz der hegemonen Rolle der Bourgeoisie sprechen. Einen besonderen Platz erhält in dem Referat von M. Kossok die Rolle des Jakobinismus, die Hegemoniefähigkeit des Kleinbürgertums. Der Jakobinismus ist eine universale Erscheinung, dennoch besteht ein grundlegender Unterschied zwischen

der historischen Funktion des französischen Jakobinismus und den jakobinischen Bewegungen in anderen Ländern. Während in Frankreich der Jakobinismus der Höhepunkt der Revolution gewesen ist, ihre Erfüllung und gleichzeitig ihr Wendepunkt, so war er in den anderen Ländern Europas und in Amerika ein Indikator der Revolution, der den Weg zu einer radikalen Revolution eröffnet. Infolgedessen war er auch unfähig, die Hegemoniefunktion während der französischen Revolution hier zu wiederholen.

Der französische Jakobinismus war infolge der charakteristischen Lage des Kleinbürgertums entstanden. Das in der einfachen Warenproduktion verwurzelte Kleinbürgertum gelangte einerseits in Konflikt gegen das Ancien Régime, andererseits zu dem für die neue Gesellschaft charakteristischen Reichtum und Produktion konzentrierenden Charakter des freien Wettbewerbs. Das revolutionäre Potential des Kleinbürgertums erreicht dann seinen Höhepunkt, wenn die Krise des Feudalismus schon vollkommen offenbar wird, der grundlegende Widerspruch der neuen Ordnung sich aber noch nicht ausgebildet hat. Der Jakobinismus wurzelt im bürgerlichen Wesen der Revolution, er erfüllt gleichzeitig eine Transmissionsrolle, insofern er nach optimalem Demokratismus strebend die Massen in den Revolutionsprozeß integriert.

Zum differenzierten Einordnen der Rolle der Volksmassen ist eine Analyse der objektiven und subjektiven Progressivität unentbehrlich, d.h. die Wechselwirkung von Fortschrittspotential und Fortschrittsfunktion. Der Begriff Volksmassen und Volksbewegungen muß voneinander getrennt werden, d.h. aktive und passive Massenbasis des Revolutionsprozesses. Die in der Struktur und Funktion der Volksmassen vorangegangenen Wandlungen sind genau zu beleuchten. Für die Feiertage der Weltgeschichte hatten die Volksmassen mit schwerwiegenden Opfern der Alltage zu zahlen. Es bedeutet für die marxistische Geschichtsschreibung eine wichtige Aufgabe, den Alltag der anonymen Masse historisch zu untersuchen.

Im Laufe der Untersuchung der historischen Rolle der Massen ist die Frage unumgänglich, ob in der bürgerlichen Revolution die Bauernschaft die Triebkraft der Revolution ist, oder ob sie der Hort des Traditionalismus sind. Die Bauernschaft, ihre eigentümliche Komponente und Rolle in der Revolution beschränkt sich nicht auf den antifeudalen Inhalt in den verschiedenen Revolutionstypen, denn die bürgerliche Revolution selbst ist ein allgemeiner gesellschaftlicher Prozeß, nicht auf agrarökonomische und agrargesellschaftliche Erscheinungen einzuschränken. In Verbindung mit den Bewegungen der Volksmassen und besonders der Bauernschaft muß betont werden, daß die antifeudale Bewegung nicht notwendigerweise auch der Kampf für den Kapitalismus war. In dem Problem Antifeudalismus-Antikapitalismus verdient die relative Selbständigkeit der bäuerlichen (und städtischen) Volksbewegung gegenüber den übrigen gesellschaftlichen Faktoren der Revolution eine Aufmerksamkeit. Die radikalen Volksmassen stellen nämlich mit ihrem Auftreten gegen eine bestimmte Form der Ausbeutung jede Form der Ausbeutung in Frage, sie erhalten einen egalitären Zug und tragen so auch antikapitalistischen Inhalt in sich. Der objektive Konflikt zwischen Bourgeoisie und Massen aber ist nicht der grundlegende



Widerspruch der Revolution, sondern der Gegensatz des bourgeois-liberalen und kleinbürgerlich-demokratischen Weges im Übergang zum Kapitalismus.

Bei den Massenbewegungen muß auch auf das Problem der Massenbasis der Konterrevolution hingewiesen werden. Unleugbar ist der Traditionalismus in den Massenbewegungen gegenwärtig, denn im Verlaufe des Revolutionsprozesses schlagen Tradition und Veränderung im Leben der Kleinproduzenten hart aufeinander. Auch im Falle einer Gegnerschaft zur Revolution wäre es fehl am Platze, undifferenziert von einer Fortschrittsfeindlichkeit zu sprechen, das bedeutet nämlich nicht nur einen Gegensatz zur bestimmten Weise der bürgerlichen Umgestaltung, darin spiegelt sich der Konflikt zwischen dem Preis und den Ergebnissen der Revolution wider. Die sozialen Ziele der gegen die Revolution auftretenden Bauernbewegungen sind nicht identisch mit dem konterrevolutionären Auftreten der feudalen Ausbeuterklasse. In der Absage der Bauern drückte sich die Zurückweisung der alten Formen der Ausbeutung ablösenden rationalisierten Ausbeutung aus, die Zurückweisung der an die Stelle der örtlichen Privilegien tretenden anonymen, zentralisierten Macht.

Die Ergebnisse der komparativen Methode haben erneut auch für die marxistische Geschichtsschreibung ein Durchdenken der Frage der Wege der Revolution und der bürgerlichen Umgestaltung aufgeworfen. Die zwei Grundtypen, den revolutionären und reformerischen Weg als abstrakte Polarität oder Antinomie aufzufassen ist unrichtig, sondern sie sind zwei mögliche Richtungen der Konsolidierung und Entwicklung der kapitalistischen Formation, die nicht starr voneinander zu trennen sind. Die Wege der kapitalistischen Umgestaltung untersuchend kann man eine strukturell-ökonomische und eine allgemeine gesellschaftliche Ebene unterscheiden. Die ökonomische Seite der kapitalistischen Umgestaltung ist der Ausbau der kapitalistischen Produktionsweise, innerhalb welcher Marx einen revolutionären und einen konservativen Weg unterschied, abhängig davon, ob die Produktion oder der Absatz in diesem Prozeß dominiert. Es ist aber wesentlich zu betonen, daß auch das Handelskapital antifeudale Energien akkumulieren kann. Das wird durch die französischen Folgen der Wirtschaftskrise von 1787 bewiesen oder durch das Auftreten der niederländischen Kaufleute gegen den Terror, den die Krone in der Steuerpolitik verfolgte.

Ein sehr wichtiges Element der auf ökonomischer Ebene vor sich gehenden Umgestaltung ist die Veränderung der Agrarverhältnisse. Der Weg der Agrarumgestaltung und die bürgerliche Revolution hängen nicht nur wirtschaftlich eng miteinander zusammen (die Verbindung der kapitalistischen Akkumulation und der Industrialisierung mit der Agrarumgestaltung), sondern auch auf gesellschaftlich-politischer Ebene, insofern, als die bürgerliche Revolution berufen ist, das Machtmonopol der feudalen Aristokratie zu beseitigen.

Bei der Untersuchung des Verhältnisses zwischen bürgerlicher Revolution und Agrarumgestaltung muß ein Unterschied in der Hinsicht gemacht werden, ob die bürgerliche Revolution als Voraussetzung oder Folge der Umgestaltung der

Landwirtschaft vor sich gegangen ist. In Frankreich ist die bürgerliche Revolution und Agrarumgestaltung zwischen 1789—95 parallel vor sich gegangen, in England aber war die Agrarrevolution schon vor 1640. Ein ausgesprochener Phasenunterschied besteht zwischen dem Beginn der reformerischen Agrarumgestaltung des preußischen Weges und dem Ausbruch der bürgerlichen Revolution in Deutschland.

Gegenüber den die reformerische Umgestaltung apologisierenden Anschauungen muß darauf hingewiesen werden, daß auch der preußische Weg der Agrarumwälzung die Hauptursache für den bäuerlichen Klassenkampf und die Massenbewegung war, und weiter, daß auch der lange preußische Weg von Revolutionen und revolutionsadäquaten Konfliktsituationen markiert war, d.h. die Dialektik von Evolution und Revolution kommt auch hier zur Geltung.

Unter der allgemeinen gesellschaftlichen Ebene der bürgerlichen Umwälzung ist die Weise der Konstituierung der bürgerlichen Gesellschaftsformation zu verstehen. Die klassische Verwirklichung des revolutionären Durchbruchs der neuen gesellschaftlichen Formation ist der Fall Frankreichs, wo in der dritten Phase der Entwicklung die fortschrittlichste demokratische Ebene erreicht wurde, aber auch im Falle Englands und der USA können wir von einer revolutionären Verwirklichung der neuen Formation sprechen. Lenin hatte den reformerischen Weg des Zustandekommens der neuen Formation treffend den deutschen Weg genannt. Das ist die optimale Variante der bürgerlichen Umwälzung im Falle des Übergewichts des Großgrundbesitzes und der ihm entsprechenden Klassenelemente in dem Sinne, daß die Effektivität der partiellen Transformation der alten Klassen optimal gesichert ist. Es ist unbedingt notwendig, den reformerischen Weg weiter zu analysieren, wozu der Vortrag von M. Kossok einige Gesichtspunkte und Beispiele für die Untersuchung anführt.

Dem Problemenkreis des Vortrages von M. Kossok schließt sich das Referat von Prof. Dr. *Wolfgang Küttler* zu dem Thema: „Probleme der historischen Typologie der bürgerlichen Umwälzung in Deutschland und Osteuropa im 19. und zu Beginn des 20. Jh.“ an. Eine wichtige Aufgabe der marxistischen Revolutionsforschung ist die vergleichende historische Analyse von 1789, 1848/49, 1905 und 1917, was als Grundlage der Theorie- und Methodengeschichte dienen kann. Die deutsche Revolution von 1848 und die russische von 1905 vergleicht der Referent unter dem Aspekt der regen Typisierungsdiskussionen auf Grund der neueren Forschungen. Ein gemeinsamer Zug der beiden Revolutionen besteht darin, daß sie nicht zu Anfang der Wende zum Kapitalismus ausbrechen, sondern rund drei bis vier Jahrzehnte nach dem Beginn dieses Prozesses. Es ist weiterhin ein gemeinsamer Zug, daß die kapitalistische Umwälzung in beiden Ländern auf reformerischem Wege vor sich ging, und infolgedessen wurden zahlreiche Elemente des Feudalismus in Basis und Überbau konserviert. Es muß aber auf den entscheidenden Unterschied hingewiesen werden, daß 1848 in Deutschland im aufsteigenden Abschnitt des Kapitalismus vor sich gegangen war, während 1905 in Rußland unter den neuen Widersprüchen des imperialistischen Abschnitts vor sich ging. Beide Revolutionen drückten auch wichtige

antifeudale Tendenzen aus. In Deutschland war der Hauptinhalt des Angriffes gegen die bestehende Herrschaftsordnung in erster Linie die nationale Frage, in Rußland die Agrarfrage. Die analogen Aufgaben aber haben sich infolge der gegensätzlichen Wirkungen der allgemeinen Tendenzen der abweichenden historischen Epoche bedeutend umgestaltet.

Das andere Problem der Typisierung bedeutet das Verhalten der Klassen bzw. der Fragenkreis der Hegemonie. In Deutschland machten die infolge der Industrierevolution aufgetretenen gesellschaftlichen Gegensätze das Auftreten der bürgerlich-liberalen Opposition gegen das halbfeudale Herrschaftssystem unpaarig, diese bürgerlich-liberale Opposition gab den Klassenkompromissen den Vorzug. Ähnlich ist auch das Verhalten des russischen Liberalismus gewesen, der auf Wirken innen- und außenpolitischer Faktoren sowie den Forderungen der im Stadium des Imperialismus immer stärker auftretenden Arbeiterbewegung gegenüber Wege des Ausgleichs mit dem bestehenden System suchte. Auch das Verhalten des Adels und der Monarchie zeigt wichtige Analogien, was sich einerseits in den Reformbestrebungen zur Anpassung an den Kapitalismus zeigte, andererseits in der Absicht, die bestehenden halbfeudalen Sozialbeziehungen, die Rechtsverhältnisse und das Herrschaftssystem zu bewahren und zu restaurieren. Selbstverständlich weist die Vergleichung auch auf zahlreiche Probleme hin. In Rußland muß auf die Heftigkeit des antifeudalen Kampfes hingewiesen werden, der auch nach 1907 ungebrochen blieb, während in Deutschland der preußische Weg der Agrarumwälzung die revolutionäre Rolle der Bauernschaft stark beschränkte. Der Adel aber, der Mitte des 19. Jahrhunderts unter den speziellen mitteleuropäischen Umständen die bürgerliche Umwälzung noch leiten konnte, war mit Beginn der Jahrhundertwende nicht mehr fähig, den bürgerlich-revolutionären Prozeß zu vollenden. Von entscheidender Wichtigkeit in der Situation der Klassen ist auch der Unterschied, daß 1848 die Arbeiterklasse die revolutionäre Umwälzung nicht führen konnte, in Rußland wurde die Arbeiterklasse unter den Umständen des verschärften antifeudalen Kampfes der Bauernschaft und durch die konterrevolutionäre Wendung der Bourgeoisie zum realen Hegemon der Umwälzung, 1905 prägte sich das Bündnis zwischen Arbeiterklasse und Bauernschaft aus.

Die allgemeinen Bedingungen und die unterschiedlichen Züge des Verhaltens der verschiedenen Klassen werfen das dritte Problem der Typisierung auf, die Beurteilung der Revolution aus der Sicht ihrer Ergebnisse und Fernwirkungen. In dieser Hinsicht ist 1871 als tiefgreifender Epocheneinschnitt zu betrachten. Die Bismarcksche Lösung schloß den Abschnitt der deutschen Revolution zwischen 1848—71 von oben ab, dessen Höhepunkte des revolutionären Klassenkampfes die bürgerlich-demokratischen Revolutionen waren. Nach der Jahrhundertwende aber gelangten bereits die Krisenerscheinungen des Kapitalismus in den Vordergrund, und demzufolge ist der revolutionäre Zyklus von 1905—07 und die Zeit zwischen Februar—Oktober 1917 schon als Vorspiel der proletarischen Revolution anzusehen. Während in Deutschland die Perspektive des Revolutionsprozesses die Vollentfaltung

der auch die Interessen der Volksmassen ausdrückenden bürgerlichen Umwälzung war, so hatte der revolutionäre Klassenkampf, der sich nach 1900 in Rußland ausprägte, die Auskämpfung der demokratischen Volksrevolution, die Zerschlagung des Kapitalismus zur Folge.

Das Aufwerfen dieser Probleme mahnt, daß im Laufe eines Vergleiches des deutschen und russischen Revolutionszyklus die verschiedenen Methoden und Abschnitte der Typisierung kombiniert werden müssen, es müssen die Gesichtspunkte zur Geltung kommen, die Situation und regionale Aspekte gleicherweise berücksichtigen.

Auf der Konferenz hielt schließlich Dozent Dr. Günther Rose (Humboldt-Universität Berlin) einen Vortrag zu dem Thema „Modernisierungstheoretische Weltgeschichtskonzeptionen in den USA und in der BRD“. In seinem Referat untersuchte er die neueste und modernste Theorie des bürgerlichen universalhistorischen Denkens. Er verwies darauf, daß die Geschichtsschreibung der DDR bei weitem noch keinen einheitlichen Standpunkt in der Bewertung der Modernisierungstheorie ausgearbeitet habe. Die Modernisierungstheorie sei in den USA in den 50er Jahren als Konzeption bei der Forschung der Entwicklungsländer entstanden, und erst in den 60er Jahren sei sie zum Gegenstand gesellschaftstheoretischer und weltanschaulicher Theorienbildung erweitert worden. Ende der 60er Jahre entstand die historisch-komparative Modernisierungsforschung und etablierte sich als selbständige Richtung der Historiographie. Im Laufe ihrer Rezeption differenzierte sie sich aber auch in den einzelnen Ländern. Eine bedeutende Historikerguppe in der BRD ist bemüht, eine Modernisierungstheorie *sui generis* als theoretische Grundlage einer politisch zum Sozialreformismus tendierenden „historisch-kritischen Sozialwissenschaft“ auszuarbeiten. Es bestehen innerhalb der Modernisierungstheorie verschiedene Richtungen, innerhalb derer wir die Modernisationsforschung der Entwicklungsländer hervorheben können, die makro-soziologische Strömung und die historisch-komparative Modernisierungstheorie. Die sog. Kommunismusforschung benutzt den Modernisierungsbegriff in zweifacher Bedeutung: zur Kennzeichnung der Entstehung sozialistischer Industriegesellschaften einerseits, andererseits zur Charakterisierung von Entwicklungsprozessen innerhalb der sozialistischen Industriegesellschaften.

Im weiteren vergleicht der Referent die Theorie der industriellen Gesellschaft und die Modernisierungstheorie. Die wichtigste Gemeinsamkeit ist die Ontologisierung des Kapitalismus. Die moderne Gesellschaft ist auch nach dem Grundgedanken der Modernisierungstheorie als industrielle Gesellschaft zu charakterisieren. Gleichzeitig aber halten die Vertreter des Modernisierungsgedankens die Industriegesellschaftslehre für korrekturbedürftig. Sie weisen die Industriegesellschaftslehre wegen ihres offenen apologetischen Charakters zurück. Die Modernisierungstheorie distanziert sich nämlich von der Vorstellung einer gleichsam naturwüchsigen Parallelität von Industrialisierung, Demokratisierung und sozialer Harmonisierung. Für die reale Untersuchung erwies sich die Industriegesellschaftslehre in ihrem Abstraktionsgrad zu hoch angesetzt für die Erklärung historischer Prozesse,

theoretisch bezieht sie sich nur auf die Perspektiven der kapitalistischen und sozialistischen Entwicklung, und sie gibt keine Erklärung in theoretischer Hinsicht auf die spezifischen Probleme der dritten Welt. Die Industrialisationstheorie wird auch wegen der monokausalen, voluntaristischen Geschichtsauffassung, wegen des vulgärmaterialistischen ökonomischen Determinismus kritisiert. Die Folge ist, daß die Industriegesellschaftslehre eine lineare Entwicklungsidee vertritt, in der der reale Sozialismus oder Faschismus als vorübergehende, irritierende Abweichung vom „normalen“ kapitalistischen Weg erscheint. Diese Geschichtsauffassung fand in der Stadientheorie Rostows ihre am schärfsten ausgeprägte und einflußreichste Fassung. Schließlich leiten die Vertreter der Modernisierungstheorie die Aufmerksamkeit auf die widersprüchlichen Folgen der industriellen Revolution, und sie stellen die industrielle Revolution als Drehachse der Menschheitsgeschichte wegen ihrer widersprüchlichen Auswirkungen in Frage.

Die Modernisierungstheorie entwickelte neue theoretische und methodologische Positionen, die von der Industriegesellschaftslehre abweichen. Vor allem wurden im Laufe der Definition der Modernität in vielen Faktoren die Unterschiede der traditionellen und modernen Gesellschaft bestimmt, wodurch die Soziologie, Sozialpsychologie, die behavioristischen Interpretationen eine Vorrangigkeit erhielten. Eine bedeutende Neuheit ist die Betonung der Rolle des Staates und der Politik im Modernisierungsprozeß. Die Theorie wertet stark die Rolle der ideologischen und sozialpsychologischen Faktoren im Geschichtsprozeß auf. Auf dem Historikertag der BRD 1974 spiegelte sich die entschlossene Hinwendung vom Vulgärmaterialismus zum Idealismus wider, wo zahlreiche Redner die Schaffung der modernen Gesellschaft aus den Veränderungen des Selbstbewußtseins zu erklären versuchten.

Unter den theoretischen und methodologischen Neuerungen der Modernisierungstheorie verdient schließlich die Betonung der alternativen Struktur der Geschichte Aufmerksamkeit. Die verschiedenen Entwicklungswege betrachtet diese Theorie als Variationen eines allgemeinen Modernisierungsprozesses, als funktionell adäquate Lösungen der durch die Geschichte gestellten Aufgabe.

Diese theoretische und methodologische Position bestimmt den Standpunkt der Modernisierungstheorie von den geographischen Zentren des weltgeschichtlichen Fortschritts. Anstelle des Europazentrismus oder euro-amerikanischen Zentrismus in der Geschichtsauffassung trat in der neueren amerikanischen Geschichtsschreibung eine maoistisch motivierte Weltgeschichtsauffassung, in deren Sinne in den meisten Fällen von einer Zeit der westlichen Herrschaft seit dem 16. Jh. gesprochen wird, und den Hauptinhalt dieser Periode sehen sie in der Modernisation. Der umfassendste Periodisierungsversuch der Modernisierungstheorie bedeutet die von Wehler 1978 gemachte Konzeption. Unter drei Phasen der Modernisierung bezeichnet er einen längeren Zeitabschnitt als Periode der Ausbildung der Voraussetzungen, der eine „Doppelrevolution“, die der Modernisierung auf breiter Front zum Durchbruch verhelfen, und schließlich im dritten Abschnitt tritt die globale Ausbreitung der Modernisierung ein.

Die Modernisierungstheorie brachte eine Neubewertung der industriellen Revolution in der neuzeitlichen Weltgeschichte. Diese Auffassung spiegelt sich am charakteristischsten in dem Werk von I. Geiss wider, daß nämlich die industrielle Revolution der materiellen und geistigen Anreicherung weniger diene, für die gesamte Menschheit aber schwere Probleme schaffe. Die Relativisierung der Bedeutung der industriellen Revolution hängt zusammen mit dem Zusammensturz der Illusionen im Zusammenhang mit dem ökonomischen Wachstum und mit dem Auftreten ökologischer Probleme.

Die Modernisierungstheorie betrachtet mit der Betonung des alternativen Charakters der geschichtlichen Entwicklungsprozesse den Sozialismus sowie den spezifischen Charakter der Entwicklungsländer, das Abweichen von dem „Modell“ der entwickelten kapitalistischen Länder nicht als abnormale Erscheinung.

Zusammenfassend ist zu sagen, daß die historisch-komparative Modernisierungstheorie als Versuch einer Modernisierung der bürgerlichen Gesellschaftswissenschaften angesehen werden kann, der allerdings neuere theoretische und methodologische Probleme an die Oberfläche gebracht hat. Die Frage der allgemeinen und besonderen Dialektik wurde nämlich nicht bewältigt, der Versuch nach Komplexität aber führte zur Wiederbelebung des alten Faktorenpluralismus. Auf dem Boden des an die Stelle des vulgärmaterialistischen Determinismus tretenden Idealismus kann auch die Ausarbeitung der die welthistorischen Prozesse umfassenden Theorie nicht gelöst werden.

Unter den ungarischen Teilnehmern an der Konferenz befaßte sich Prof. Dr. *István Diószegi* mit Fragen der Diplomatiegeschichtsschreibung zwischen den beiden Weltkriegen. Er wies in seinem Referat auf das gesteigerte Interesse für den zweiten Weltkrieg und seine Vorgeschichte bei den Gesellschaftshistorikern und den Historikern hin. Eine wichtige Grundlage bildete die Forschungsmöglichkeit des Schriftennachlasses des Deutschen Reiches für die Ausgabe von Dokumentensammlungen. Selbstverständlich geschieht die Selektierung und Gruppierung des Schriftmaterials auch im Falle eines wissenschaftlich guten Willens auf Grund einer Präkonzeption. Die Memoirenliteratur kann mit wichtigen Angaben das Material offizieller Akten ergänzen, ihre wichtigste Tugend und gleichzeitig ihr wichtigster Fehler ist die aus dem Zwang des Selbstbeweises entspringende Subjektivität.

Die Monographien und Studien bieten eine Möglichkeit zur vielseitigeren Analyse, ein großer Teil der Monographien aus der Diplomatiegeschichte aber übernimmt es nicht, die Ursachen, Prozesse und Zusammenhänge aufzudecken. Solche Analysen durchzuführen erweisen sich die zusammenfassenden Werke der Diplomatiegeschichte am geeignetsten, und in dieser Gattung hat die französische Geschichtsschreibung nach wie vor eine hervorragende Rolle. Im Vortrag hob der Referent drei Arbeiten von verschiedener Auffassung und Methode unter den französischen diplomatiegeschichtlichen Synthesen hervor. Das Werk von Maurice Baumont „*La faillite de la paix 1918—1939*“ ist eine solche Synthese, in welcher die ausführliche Darstellung der Geschichte der einzelnen Länder zum Verständnis der

internationalen Beziehungen beitragen. Pierre Renouvin betrachtete in seinem Werk „Les crises du XX<sup>e</sup> siècle“ die Außenpolitik auf außerordentlich komplexe Weise, in der Wechselwirkung der aus der Tiefe wirkenden objektiven Kräfte und menschlichen Faktoren. Auf ganz andere Weise näherte sich Jean-Baptist Duroselle dem Gegenstand, der das traditionellste diplomatiegeschichtliche Werk schuf, aber die Feinheit seiner Analysen beweist eben gerade die Berechtigung eines solchen Vorgehens. Die diplomatiegeschichtliche Synthese darf nicht der theoretischen Fundierung entbehren. Die theoretische These der traditionellen Diplomatiegeschichte ist das Prinzip vom Primat der Außenpolitik, von dem sich aber herausstellte, daß es nicht geeignet ist zur umfassenden Erklärung der Erscheinungen der Gesellschaft. Die Sphäre der Außenpolitik verfügt natürlich über immanente Bewegungsgesetze, und als Prämisse ist sie in der Forschung der Diplomatiegeschichte verwendbar. Um den Mangel der theoretischen Grundlage zu eliminieren, wandten die Forscher der Diplomatiegeschichte ihre Aufmerksamkeit den außerhalb der Außenpolitik existierenden Faktoren zu im Zeichen der Erkenntnis, daß zwischen den verschiedenen Bewegungssphären der Gesellschaft eine Art Interpedenz besteht. Die Versuche einer Analyse der innenpolitischen Prozesse zur Erklärung außenpolitischer Erscheinungen brachten zahlreiche Ergebnisse, es wäre aber theoretisch falsch, die These vom Primat der Innenpolitik anzunehmen. Der charakteristischen Natur der Außenpolitik kann man sich am besten unter Anwendung des Modells nähern, das nach außerordentlich elastischer und großer Komplexität strebt. Die Komplexität aber trägt in sich selbst auch die Gefahr des Eklektizismus, es muß nämlich der entsprechende Ort der strukturellen Elemente des Modells auf Grund fester Wertgesichtspunkte bestimmt werden. In der Modellbildungsmethode der Renouvin-Schule kommt das Prinzip der Geschichtlichkeit nicht genügend zur Geltung, die Darstellung der historischen Prozesse ist nicht ausreichend dynamisch. Von der Geschichtsschreibung erwartet man das neue Durchdenken der theoretischen Probleme der internationalen Beziehungen, die unbeantwortet geblieben sind.

Ein nicht weniger wichtiges Problem der Universalgeschichtsforschung wirft Prof. Dr. *Emil Niederhauser* in seinem Vortrag auf, in dem er die theoretischen und methodologischen Fragen der Osteuropa-Forschung in Ungarn zusammenfaßt. Die ungarische marxistische Geschichtsschreibung verfügt heute schon über bedeutende Traditionen in der Osteuropa-Forschung, das Bestehen dieser Traditionen jedoch bedeutet nicht zugleich auch, daß es auf diesem Gebiet keine Probleme gibt. Die Diskussionen sind teils theoretischen, teils methodologischen Charakters. Das Wesen der theoretischen Diskussion bildet die Interpretation des Begriffs Osteuropa. Die in der ungarischen Geschichtsschreibung verwendeten drei Regionen — Ost-Mitteuropa bzw. Mittel-Osteuropa, Südosteuropa und Rußland — dienen mehr oder weniger ergebnisvoll als Hilfsmittel den Zielen der Forschung. Es ist aber eine wichtige Frage, ob wir den Begriff Osteuropa auch als historischen Begriff benutzen können. Wallerstein benutzt Osteuropa auf Grund der sozialen und ökonomischen Kriterien als zur Peripherie gehörendes Gebiet, womit er sagen will, daß Osteuropa nicht ein

einfacher geographischer Begriff ist. Wenn wir aber Osteuropa als zuverlässigen historischen Begriff benutzen wollen, müssen wir die spezifischen Kriterien des Begriffes aufmessen. Der Peripheriebegriff von Wallerstein ist breiter, als daß er nur auf Osteuropa zu beziehen ist. In der ökonomischen Entwicklung ist ebenfalls kein solches Kriterium zu finden, das nur für Osteuropa charakteristisch wäre, und das gleiche können wir auch für die Gesellschaftsstruktur sagen. Als solches ist auch das Weiterbestehen der feudalen Gesellschaft nicht zu betrachten, das vollentfaltete Wesen der feudalen Hierarchie, aber auch das System der zweiten Leibeigenschaft nicht. Noch weniger real ist die Auffassung, die den Osteuropa-Begriff mit den slawischen Völkern oder dem Einflußgebiet der orthodoxen Kirche identifiziert.

Die politische Einrichtung zeigt ebenfalls keine speziell osteuropäischen Züge. Die nationale Problematik ist in gewissem Sinne besonders im 19. Jh. als charakteristische osteuropäische Erscheinungsform zu werten, aber die deutsche und italienische Einheitsbewegung oder in unseren Tagen das in der dritten Welt auftretende nationale Problem warnt, daß dies nicht auf die spezielle Charakteristik der osteuropäischen Entwicklung zu übertragen ist. Die in der westlichen Geschichtsschreibung gebräuchliche Mentalitätsuntersuchung diene nicht mit charakteristisch osteuropäischen Kriterien. Offenbar kann es kein historisches Kriterium des Osteuropa-Begriffes sein, daß gegenwärtig die Staaten Osteuropas die osteuropäische sozialistische Staatengemeinschaft bilden, besonders dann, wenn wir berücksichtigen, daß Rußland bzw. die Sowjetunion im Ganzen nicht in den Rahmen der osteuropäischen Entwicklung gehört. Das Vielvölkerstaatstum ist das Charakteristikum, das, zwar mit gewissem Vorbehalt, ein Kriterium der osteuropäischen Entwicklung sein kann. Trotz der obigen Ausführungen aber braucht das Bestehen der spezifischen osteuropäischen Entwicklung nicht in Frage gestellt werden. Von einer spezifischen Einheit Osteuropas können wir als Ergebnis der Verknüpfung verschiedener Kriterien, ihres Verhältnisses, ihres gemeinsamen Wirkungssystems sprechen. Im geographischen Raum Osteuropas hat sich die ständige Beziehung und der gegenseitige Einfluß der hier lebenden Völker verwirklicht. Osteuropa müssen wir in erster Linie als funktionale Einheit behandeln und diese funktionale Einheit trägt solchen spezifischen Inhalt, den die Historiker als osteuropäische Entwicklung forschen können.

Nach der Definition des Begriffes Osteuropa sprach der Referent über die methodologischen Fragen der Forschung. Die traditionellen, auf die primären Quellen bauenden Forschungsmethoden des Historikers sind für die Aufstellung umfassender Synthesen auf das ganze Gebiet bezogen wenig anwendbar. Das Abweichen von den primären Quellen ist auch eine Eigentümlichkeit der komparativen Geschichtsmethodologie, die im allgemeinen als geeignete Methode der Osteuropa-Forschung gilt. Selbstverständlich sind auch die traditionellen Methoden in der osteuropäischen Geschichtsforschung anwendbar, besonders in den Arbeiten, die die Geschichte der Beziehungen der einzelnen osteuropäischen Völker behandeln, und die eine Aufarbeitung primärer Quellen nicht entbehren können.



Die komparative Forschung der Geschichte Osteuropas kann die Prozesse der Nationalgeschichte in breitere Zusammenhänge stellen, gleichzeitig kann sie als Grundlage einer solchen Osteuropa-Wissenschaft dienen, die ähnlich der ursprünglichen Konzeption der Slawistik das Allgemeine, die Gesamtheit der Geschichte, der Kultur der hier lebenden Völker wissenschaftlich umfaßt. Die Osteuropa-Forschung kann die Historiker der osteuropäischen kleinen Völker aus der Sackgasse der nationzentrischen Geschichtsauffassung herausführen, wir müssen uns aber davor bewahren, daß wir unter Betonung der funktionellen Einheit Osteuropas die Geschichte dieses Raumes aus den universalhistorischen Prozessen herausgerissen untersuchen.

Auf der Sitzung der Historikerkommission befaßte sich der Vortrag von Prof. Dr. *Gyula Tokody* mit der Geschichte der Historiographie als universalhistorisches Studium. Er stellte fest, daß in unseren Tagen die Bedeutung der Wissenschaftsgeschichte, sowohl auf dem Gebiet der Naturwissenschaften als auch der Gesellschaftswissenschaften, wächst. Die Entwicklung der Wissenschaft erfordert nämlich die Systematisierung und kritische Bearbeitung der erreichten Ergebnisse. Die Entwicklung der Wissenschaftsgeschichte spiegelt auch den ideologischen Kampf wider, der sich in internationalem Maße ausgebildet hat.

Die historischen Arbeiten zur Historiographie verwirklichen auch verschiedene Stufen in der Analyse. Es soll an dieser Stelle nicht die wissenschaftliche Notwendigkeit der beschreibenden-informierenden Werke bestritten werden, dennoch muß bemerkt werden, daß nur im Zusammenhang mit den historiographischen Arbeiten von einem universalhistorischen Charakter zu sprechen ist, die einen ideologischen und politischen Inhalt, die gesellschaftlichen Feststellungen der betreffenden Wissenschaft und auch die Zusammenhänge mit der übrigen Wissenschaft untersuchen.

Heutzutage ist nicht nur die marxistische Geschichtsschreibung der Meinung, daß die historischen Prozesse von nationalem Aspekt aus nicht mit wissenschaftlichem Anspruch zu erschließen sind, aber die nationzentrische Geschichtsauffassung hat auch die Geschichtswissenschaft der sozialistischen Länder bei weitem noch nicht überholt. Zugleich ist zweifellos nach dem zweiten Weltkrieg der Anspruch auf eine Behandlung der historischen Vergangenheit in universalen Zusammenhängen gewachsen. Das Vordringen der universalen Geschichtsbetrachtungsweise ist ein gemeinsames Ergebnis der weltökonomischen und weltpolitischen Prozesse, der wissenschaftlich-technischen Revolution sowie der inneren Entwicklung der Geschichtswissenschaft. Das universalhistorische Interesse ist in den einzelnen Ländern ganz verschieden, in der Geschichtsschreibung Ungarns spielen die Werke, die sich mit der Universalgeschichte befassen, zum größten Teil eine nur ergänzende Rolle.

Der universale Charakter der Historiographieggeschichte hängt nicht nur mit der Gebietseroberung der universalen Geschichtsanschauung zusammen, sondern auch damit, daß die Geschichtsschreibung selbst sich an einen weltanschaulichen

Hintergrund, an ein philosophisches Ideensystem knüpft. Die Auslegung des geschichts-philosophischen Inhalts der einzelnen Werke verlangt von einem historiographischen Forscher eine universalhistorische, mehr noch universal-philosophisch-historische Annäherungsweise. Die Anwendung dieser komparativen Methode beansprucht die Berücksichtigung der allgemeinen Züge der geschichtsphilosophischen Richtung. Die historiographischen Werke haben auch dann noch universalgeschichtlichen Charakter, wenn sie eine Richtung oder eine Schule in philosophie-geschichtlicher Hinsicht bearbeiten, und auch dann, wenn sie dies von kritisch-historischem Aspekt aus tun. Ein Historiographie-Historiker, wenn er sich mit der Untersuchung der Entwicklung der Geschichtswissenschaft befaßt, hat in erster Linie die Aufgabe, sich historisch-kritisch der Sache zu nähern, oft aber ist eine gleichzeitige Anwendung beider Annäherungsweisen notwendig. József Szigeti, der die philosophisch-historische Kritik der ungarischen Geistesgeschichte vornahm, konnte in einzelnen Fällen auch nicht auf die historiographie-geschichtliche Aufwerfung gewisser Fragen verzichten. Auch die ausgesprochen historiographie-geschichtlichen Arbeiten von Lajos Elekes oder Ágnes R. Várkonyi entbehrten nicht der gründlichen Beleuchtung des philosophie-geschichtlichen Hintergrundes. Der Forscher der Geschichte der Geschichtschreibung muß eine geschlossenere, bewußtere, festere ideologische Stellung einnehmen als andere Historiker. Außer der weltanschaulich-philosophischen Fundierung wird der universale Charakter der Historiographie-Geschichte auch durch die politischen Ideen der Verfasser und die aus der universalen Annäherung entspringenden methodologischen Prinzipien gestärkt. Die Historiographie-Geschichte ist ein solcher Teil der universalen Geschichtsschreibung, deren Forschung in geringerem Maße von der Menge des Archiv- und Pressematerials abhängt, solcherweise können auch Historiker kleinerer Länder, die sich mit Universalgeschichte befassen, wichtige neue Ergebnisse auf diesem Gebiet erreichen.

*Emma Kövics*

## Conférence scientifique internationale à Debrecen consacrée à Gábor Bethlen

Le Comité Commémoratif de Gábor Bethlen, avec la collaboration de l'Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise, de l'Institut d'Histoire Militaire, de l'Université Lajos Kossuth de Debrecen et de la Société des Historiens Hongrois organisa les 8-9 octobre 1980 à Debrecen une conférence scientifique internationale à l'occasion du 400<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Gábor Bethlen, prince de Transylvanie, roi élu de Hongrie. Y ont participé environ quatre cents chercheurs, professeurs d'histoire et étudiants.

Dans la salle de théâtre du Centre Culturel Ferenc Kölcsey la conférence fut ouverte par István Ács, président du conseil municipal de Debrecen. La conférence d'introduction fut faite par Zsigmond Pál Pach, vice-président de l'Académie Hongroise des Sciences, et elle fut suivie par les rapports de Béla Köpeczi, secrétaire général-adjoint de l'Académie Hongroise et de László Makkai, conseiller scientifique de l'Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise.

Dans sa conférence intitulée «Sur Gábor Bethlen, au 400<sup>e</sup> anniversaire de sa naissance», Zsigmond Pál Pach partit de l'idée que les commémorations aux anniversaires comportent toujours une tentation d'idéaliser, et il refusa aussi bien l'idéalisation que la hypercritique, car ce n'est qu'en les éliminant que l'on peut connaître la personnalité historique de Bethlen, adaptée organiquement à son époque mais la dépassant de loin. Comme tous les souverains, il se posa comme objectif d'augmenter son pouvoir, mais cela coïncida — et objectivement et consciemment — avec la réunification d'au moins deux parties de la Hongrie démembrée en trois parties. Tout cela n'était imaginable qu'en fonction de l'évolution des rapports internationaux, par conséquent son élément vital étaient la diplomatie et la politique extérieure. Il se tenait avec beaucoup d'esprit de suite à son principal objectif en changeant avec souplesse ses moyens. La base de sa politique extérieure était l'acceptation de la dépendance de la Porte sans pourtant que cela représente quelque chose d'exclusif. Il entra en alliance avec différentes puissances européennes, sans se refuser à l'idée d'une alliance avec les Habsbourg. Il décéda à un moment où s'ouvrait une nouvelle étape de la guerre de trente ans. Pendant les seize ans de son règne il réussit à faire de la principauté transylvaine un facteur d'importance européenne et à l'intégrer dans le système étatique international. Elucider la performance historique de Gábor Bethlen sous tous les aspects et avec réalisme, voilà la fiche de la présente conférence.

Béla Köpeczi, dans sa conférence intitulée «Gábor Bethlen et son État» présenta avec des traits nets le statut particulier de la principauté transylvaine, ses possibilités internationales et les limites de ses activités politiques. Il constata que, dans l'intérêt de son pays, Bethlen accepta avec conviction l'orientation turque comme moindre mal, afin de le sauver de la destruction et de s'assurer l'appui de la Porte à ses plans extérieurs à la principauté. Se joignant à la guerre de trente ans engagée en 1618, il tenta, avec l'aide tchèque, allemande et turque, de rétablir l'État hongrois, indépendant des Habsbourg. Le succès vite obtenu de son attaque en 1619 s'explique par le fait que les seigneurs, comitats et villes hongrois considéraient aussi que le temps était venu de s'opposer aux tendances absolutistes des Habsbourg et de porter remède aux griefs confessionnels des protestants. Le 25 août 1620, la diète de Besztercebánya (Banská-Bystrica, Slovaquie) élit Bethlen roi de Hongrie, le prince y ayant acquis l'accord préalable du Sultan. Ce nonobstant, il ne se fit pas couronner tenant sa situation instable malgré ses succès diplomatiques et militaires. Ses alliés tchèques ont en effet subi une défaite décisive le 8 novembre 1620, dans la bataille de la Montagne Blanche, et les Ordres de Hongrie, déçus par son gouvernement absolutiste, se sont détournés de lui. Il était donc astreint à conclure la paix de Nikolsburg avec l'empereur

Ferdinand. Le but de sa politique est toujours resté le rétablissement de l'unité de l'ancien État hongrois, et si Ferdinand était prêt à marier sa fille avec lui, il aurait reconnu la souveraineté du roi sur la Transylvanie et, en alliance avec les Habsbourg, il aurait pris part aux opérations militaires pour chasser les Turcs du pays. La cour de Vienne ayant repoussé ses plans, il est resté du côté des puissances anti-Habsbourg. A la fin de sa vie, il s'occupait d'obtenir la couronne polonaise ou de créer une nouvelle Dacie en réunissant la Transylvanie, la Valachie et la Moldavie. Ses guerres, ses alliances ont, paradoxalement, contribué au développement de la Transylvanie, lui ayant procuré la paix. Recourant en premier lieu à des moyens économiques, il a stabilisé le pouvoir du prince, élevé le niveau de vie, modernisé le mode de vie en Transylvanie. Dans la sphère confessionnelle il chercha à éliminer les différends, tout en renforçant l'Église réformée, était tolérant envers les autres confessions. Il protégeait les serfs contre les abus, assura la vie tranquille aux diverses ethnies selon leur place occupée dans la société des Ordres et selon leur confession. Ce n'est pas en théorie, mais dans la pratique qu'il a appris la politique, mais connaissait les courants politiques de son époque. C'était un homme politique qui s'adaptait aux circonstances en présence, conduit toujours par les intérêts de l'État. Pázmány l'accusa de machiavélisme ; en effet dans la conception de Bethlen la *necessitas* joua un rôle très important, mais contre le *fatum*, il avait confiance dans la prévoyance et dans la Providence ; sa philosophie politique était donc plus optimiste que celle de Machiavel. C'était un réaliste qui était capable de se servir même des échecs et des demi-succès, du moins pour obtenir des résultats partiels. Les seize ans de son règne ont fait de la Transylvanie un facteur politique européen.

Dans sa conférence intitulée « Bethlen et la culture européenne », László Makkai a désigné l'Europe de la guerre de trente ans comme un champ de bataille gigantesque du vieux et du neuf, de la magie et de la science, où la vision du monde organique du Moyen Âge céda la place à une vision mécanique, mais le long de la ligne de rupture apparaissaient, comme en éruption, les signes de la crise : à côté des rosicruciens apparurent les utopistes, et à côté des « sorcières » Giordano Bruno aussi était au bûcher. Bethlen appelait son pouvoir de souverain un absolutisme spécifique dont la principale caractéristique était une politique d'assistance sociale limitée. Il montra comment, pour étayer son règne, il tenta de créer une classe d'intellectuels laïcs et de mettre en œuvre à cette fin, à la périphérie de l'Europe grevée de haine confessionnelle, une politique tolérante, irénique dans le domaine de la culture et de l'instruction. Comme dernier aspect de cette tendance, nous avons entendu parler du faste maniériste de la cour princière et de ses modèles. Le principe que suivait Bethlen était l'attente patiente, non seulement l'acceptation des aspects multicolores de son époque mais aussi leur rassemblement et leur utilisation dans l'intérêt de l'épanouissement de son pays.

La série des co-rapports était ouverte par l'intervention de Lajos Demény, chef de section de l'Institut d'Histoire « Nicolas Iorga » de Bucarest, intitulée « La politique de Gábor Bethlen envers les Sicules ». Il y exposa la politique du prince visant à sauver

l'élément militaire sicule. Bethlen ayant considéré la solution du problème des Sicules comme *necessitas*, à côté des mesures devant garantir les droits collectifs et arrêter l'extension du servage, il tenta l'introduction de l'imposition des serfs sicules, comme un nouvel élément politique. Dans les limites imposées par l'époque, il renforça la puissance militaire de son pays de sorte que cela serve à la fois la cause des Sicules aussi.

Vera Zimányi, maître chercheur de l'Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise, fit une conférence sous le titre «Politique économique de Bethlen». Elle y exposa ce thème dans des perspectives européennes. Dans ce domaine, les activités du prince étaient marquées par une politique économique prévoyante et par une direction rationnelle de l'économie. Il appliqua avec une extrême efficacité la pratique du mercantilisme, adaptée à l'époque et aux conditions en présence en Transylvanie.

Ensuite, les travaux de la conférence se poursuivirent en deux sections. Dans la première furent entendus d'abord les co-rapports sur des thèmes de l'histoire militaire. László Nagy, maître chercheur à l'Institut d'Histoire Militaire, exposa, sous le titre «L'armée de Bethlen» les principaux aspects de l'art militaire, des activités en tant que chef d'armée du prince, et fit connaître les appréciations de son armée par les contemporains et par les chercheurs de nos jours. István Rácz, professeur à l'Université Lajos Kossuth, dans sa conférence intitulée «Bethlen et les heiduques» traita les changements survenus dans la situation sociale des heiduques après leur établissement. Dans cette politique, Bethlen suivit Bocskai, continua à mobiliser les heiduques, mais, s'accommodant avec les conditions changées, déjà en leur payant de la solde. István Czigány, chercheur à l'Institut d'Histoire Militaire fit une conférence sur «L'approvisionnement de l'armée de Bethlen», en l'analysant comme le reflet en Hongrie d'un processus qui se déroulait en Europe. Malgré les difficultés, Bethlen a trouvé la bonne solution pour approvisionner son armée en s'appuyant sur les succès de sa politique économique. Sous cet aspect, son armée montre des analogies en premier lieu avec les armées de mercenaires du XVI<sup>e</sup> siècle en Europe Occidentale.

Les co-rapports suivants étaient centrés sur des problèmes de l'histoire économique. Štefan Kazimír, maître chercheur à l'Institut d'Histoire de Bratislava, dans sa conférence intitulée «La politique monétaire de Bethlen et la crise monétaire en Europe Centrale» traita les rapports entre la politique monétaire de Bethlen et la dépréciation de la monnaie et la dévaluation en Europe Centrale. Il a constaté que la dévaluation pratiquée par lui était relativement modeste et qu'il avait joué un rôle considérable dans la solution de la crise monétaire. Gusztáv Heckenast, maître chercheur à l'Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise des Sciences consacra sa conférence à la «Culture technique en Transylvanie à l'époque de Bethlen». Il exposa les enseignements qui peuvent être tirés des limitations et des sources relatives à l'histoire des mines, et constata qu'en établissant en Transylvanie les artisans anabaptistes et les mineurs de la Haute-Hongrie il avait en vue d'élever la culture technique de son pays. L'académicien György Székely, vice-recteur de l'Université Loránd Eötvös, présenta les types de développement urbain dans différentes régions européennes sous le titre «Villes en essor et villes en déclin dans l'Europe de la première

moitié du XVII<sup>e</sup> siècle ». Il constata que ce qui est resté du réseau urbain en Hongrie a survécu à cette période orageuse en un relativement bon état, et certaines villes minières de Transylvanie connurent un développement plus important. Marie Marečková, professeur à l'Université Purkyně de Brno a passé en revue « L'influence du règne de Bethlen sur la situation socio-économique des villes de la Haute-Hongrie » et constata que les villes soumises à Bethlen ont établi d'intenses relations avec la Transylvanie et les Balkans pour le commerce du vin et des articles de consommation. Les guerres de Bethlen n'ont pas ruiné l'économie d'Eperjes (Prešov), Lőcse (Levoča) Kassa (Košice), au contraire, la conjoncture militaire les a favorisées. István Szendrey, vice-recteur de l'Université Lajos Kossuth de Debrecen esquissa les relations de « Gábor Bethlen et Debrecen » exposa que sans avoir promu Debrecen au rang de ville royale libre, Bethlen l'a affranchi du pouvoir des seigneurs domaniaux. L'imposition spéciale de la ville et en général les sollicitudes du prince ont grandement contribué à son enrichissement.

Les co-rapports d'histoire diplomatique étaient ouverts par celui de Kálmán Benda, maître chercheur à l'Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise des Sciences, intitulé « Les diplomates de Gábor Bethlen ». Il a constaté qu'en l'absence de formation laïque adéquate, le prince disposait de peu de bons diplomates. Toute sa diplomatie était peu conforme à l'époque, seule à la Porte il avait un envoyé permanent, et c'est par l'intermédiaire de Constantinople qu'il entretenait des contacts avec les puissances occidentales. Par occasions, à des négociations d'importance, il fallait envoyer des ambassades spéciales ce qui a ralenti les informations obtenues et freinait les actions diplomatiques. Dans sa conférence intitulée « L'Empire ottoman et ses vassalles », Klára Hegyi, chercheur à l'Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise des Sciences, esquissa le système des États vassalles autour de l'Empire, et traita plus en détails la situation au XVII<sup>e</sup> siècle de la Valachie et de la Moldavie. Cristina Feneșan, chercheur à l'Institut d'Europe Sud-orientale de Bucarest constata dans sa conférence « Bethlen et la Porte » que Bethlen pouvait utiliser ses rapports avec la Porte dans l'intérêt de sa politique extérieure et intérieure, et qu'en général les intérêts politiques de Bethlen et de la Porte ne coïncidaient pas. Helfried Valentinitich, professeur à l'Université de Graz exposa dans sa conférence « Bethlen et les provinces autrichiennes » que les Ordres protestants de la Haute-Autriche étaient entrés en alliance avec Bethlen contre Ferdinand II. Cependant, après la défaite à la Montagne Blanche des Ordres tchèques, Bethlen ne présenta plus de danger sérieux pour les provinces autrichiennes. Józef Gierowski, professeur à l'Université Jagiello de Cracovie a lu une conférence intitulée « La Pologne et Bethlen ». Il constata que Bethlen avait une attitude hostile face à la Pologne et était l'allié du roi de Suède Gustave Adolphe qui a attaqué la Pologne. Ce nonobstant il avait des partisans parmi la noblesse protestante de la Petite Pologne. Helga Schultz, chercheur à l'Institut Central d'Histoire de l'Académie des Sciences de la RDA compléta avec des sources documentaires l'image traditionnelle dans notre historiographie de Catherine de Brandebourg, dans sa conférence intitulée « Catherine de Brandebourg, seconde femme de Bethlen ». Ces

documents archivistiques nous apprennent que Bethlen obtint la main de Catherine à condition de faire d'elle son successeur en Transylvanie. Åke Kromnow, directeur en chef retraité des archives royales de Suède, dans sa conférence « Bethlen et Gustave Adolphe », passa en revue l'évolution de leurs relations diplomatiques dans les années 1620. Le vrai caractère diplomatique de Bethlen est bien démontré par le fait que toujours il faisait semblant de vouloir voir Gustave Adolphe occuper le trône de la Pologne, tandis qu'il faisait des efforts pour se l'assurer. Vladimir Choucharine, maître-chercheur à l'Institut d'Histoire Slave et Balkanique de l'Académie des Sciences de l'URSS a utilisé de nouvelles sources documentaires dans sa conférence sur « Bethlen et la Russie ». Il y traita l'histoire de rétablissement des relations diplomatiques russo-hongroises et s'est référé à la correspondance engagée par l'épouse du tzar avec l'épouse du prince transylvain.

Dans la deuxième section le co-rapport d'introduction fut tenu par József Barcza, maître chercheur au collège protestant de Debrecen, sous le titre « Bethlen et la tolérance confessionnelle ». La politique de tolérance envers les différentes confessions était conforme à ses déclarations sur cette question : il n'a pas mis en œuvre les lois adoptées contre les sabbataires, il a donné lettre de privilèges aux juifs et les a exemptés de l'obligation discriminatoire de porter des vêtements spéciaux, et partageait les postes municipaux parmi les confessions conformément à leur proportion. Jean Béranger, professeur à l'université de Rennes, lut une conférence intitulée « Le hongrois — langue officielle à l'époque de Gábor Bethlen », où il analysa la situation de la langue hongroise et observa que dans la Hongrie royale, habitée par plusieurs nationalités, mais où le hongrois était la langue culturelle la plus répandue, le latin dominait dans la vie officielle, en Transylvanie par contre, à la même époque, le hongrois était élevé au rang de langue officielle unique de l'État. Herbert Langer, professeur à l'université de Greifswald (RDA), dans sa conférence « Professeurs d'université allemands en Transylvanie, dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle » parla, d'une part, des étudiants hongrois fréquentant différentes universités allemandes, surtout Heidelberg, et de l'autre, des professeurs d'universités allemands (Opitz, Alsted, Bisterfeld, Piscator) qui, contraints par les guerres religieuses à fuir leur pays, ont trouvé refuge en Transylvanie. István Mészáros, professeur à l'Université Loránd Eötvös (Budapest) traita « L'instruction à l'époque de Bethlen » et constata que le type d'école dominant à l'époque en Transylvanie, le collège servait en premier lieu à la formation de pasteurs. Dans les écoles des jésuites par contre, la formation laïque et théologique était déjà séparée. Comme Bethlen avait besoin avant tout d'intellectuels civils, pour pourvoir aux postes importants, il était forcé d'envoyer à l'étranger les jeunes y destinés. Le collège de Gyulafehérvár (Alba Iulia) ne peut être tenu pour une académie qu'à partir du moment où l'enseignement de la philosophie y a commencé, donc à partir de l'arrivée des professeurs venus d'Allemagne. Mme Éva Földes, docteur en sciences pédagogiques, parla de « Bethlen et les anabaptistes ». Elle suivait les Habans, que le prince avait établis à Alvinc, venus des Pays-Bas en Transylvanie, décrivit leur vie en communauté et leur artisanat. Márton Tarnóc,

professeur à l'Université Loránd Eötvös (Budapest), dans sa conférence intitulée « Livre et imprimerie en Transylvanie, à l'époque de Bethlen » parla d'une part de la bibliothèque détruite de Bethlen, dont nous ne possédons aujourd'hui que cinq volumes, et de l'autre du renouveau de l'imprimerie de Gyulafehérvár (Alba Iulia). Il apprécia l'extraordinaire culture des reliures dans la Transylvanie de Bethlen et constata que l'essor de l'imprimerie hongroise avait une grande importance aussi pour la formation de la langue littéraire hongroise. Róbert Dán, professeur à l'Université Loránd Eötvös, traita le « Discours de Simon Péchy à l'élection de Bethlen roi de Hongrie ». Il élargit son thème et s'étendit sur les relations entretenues par Péchy avec des pachas turcs, avec les sabbataires et les juifs, et aussi sur son rôle politique. István Bitskey, professeur à l'Université Lajos Kossuth de Debrecen, traita la correspondance de Bethlen avec Pázmány, ces deux grands hommes politiques hongrois qui professaient des principes politiques et religieux différents. Zsolt Trócsányi, archiviste en chef des Archives Nationales Hongroises, dans sa conférence « L'organisation administrative de Bethlen » analysa le caractère du système d'État de Bethlen et constata qu'il a réalisé en Transylvanie une centralisation féodale tellement évoluée que l'on peut y déceler déjà certains aspects de l'absolutisme. Dans ce domaine il a réalisé l'optimum possible. Kálmán Kovács, professeur à l'Université Loránd Eötvös parla de la « Législation aux diètes de Bethlen ». Après avoir touché le problème de *summa potestas*, il a passé en revue les caractéristiques des *articles* qui reflètent les côtés aussi bien positifs que négatifs de la vie à l'époque. Mme Ágnes R. Várkonyi, chef de section à l'Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise des Sciences, dans sa conférence « La Transylvanie de Bethlen et les traités de paix européens 1648-1714 », se concentra sur le concept moderne de l'époque en droit international, le concept de la paix, le droit à la paix et l'équilibre des puissances. L'idée de Bethlen, que la survie de la Transylvanie était garantie par sa présence dans la politique européenne, était justifiée par les traités de Westphalie et par l'évolution à la fin du XVII<sup>e</sup>, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Mme Katalin Péter, chercheur à l'Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise des Sciences lut une conférence intitulée « Mémoire de Gábor Bethlen (XVII<sup>e</sup> siècle) ». Elle constata que l'image que nous nous faisons de Bethlen peut être, dans presque tous ses traits, rapportée au contemporains du prince, l'unique exception étant l'origine du prince. Tandis que les historiographes de nos jours le font descendre d'une famille modeste de la noblesse moyenne, les contemporains parlaient de ses ancêtres de haut rang. L'examen poussé des sources documentaires démontre qu'il descendait d'une famille ancienne, distinguée, comptant en Transylvanie pour de grands propriétaires domaniaux. Lajos Huszár, chef retraité de la Collection Numismatique du Musée National Hongrois, dans sa conférence intitulée « Estampage de médailles transylvain à l'époque de Bethlen » et György Rózsa, chef de la Galerie Historique du Musée National Hongrois, dans sa conférence « Bethlen, protecteur des arts », accompagnées de projection de diafilms, exposèrent l'art à l'époque de Bethlen. Fait étrange, en Transylvanie ce n'est pas l'estampage des médailles commémoratives, mais celui des monnaies courantes qui a atteint un niveau artistique, plein de pathétique oriental. Le



grand mécénat du prince se manifesta non seulement dans le faste de sa cour — où le faste servait aussi un but politique — mais aussi dans ses activités d'urbanisation, dans sa politique culturelle et scolaire.

A la séance de clôture de la conférence, tenue dans la salle de conférence du Musée Déry, eut lieu le débat public. Dans son introduction, Béla Köpeczi souligna, comme problèmes à débattre, l'absolutisme, le mercantilisme, le caractère maniériste de la cour de Bethlen, et aussi la question de savoir à quoi mesurer les traits caractéristiques de la Transylvanie de l'époque. Dans les débats prirent part Imre Bán, Gábor Barta, Kálmán Benda, Róbert Dán, Lajos Demény, László Nagy, Katalin Péter, Ágnes R. Várkonyi, Zsolt Trócsányi et Vera Zimányi, ensuite Teréz Gaugesz, assistante à l'Université de Greifswald, qui étudia des publications parues dans le *Theatrum Europaeum*, et constata qu'elle commentaient en général avec bienveillance les activités du prince.

Dans son discours de clôture László Makkai mit l'accent sur l'unité de l'Europe du XVII<sup>e</sup> siècle, car alors à tous les points de notre continent se manifestaient les crises économiques, les courants religieux et culturels. C'est dans cette sphère internationale que vivait la principauté transylvaine aussi, exposée aussi bien aux influences orientales et occidentales, protestantes et catholiques. A cette époque-là Bethlen ne pouvait pas suivre un seul exemple, un seul modèle. Ouvert aux tendances différentes, il était peut-être la figure la plus caractéristique de son époque.

Dans son discours de clôture, Béla Köpeczi a souligné que cette conférence a fourni de nouvelles informations, dégagé de nouveaux contextes, et aura une influence qui poussera à de nouvelles recherches. Il a proposé de publier les conférences faites, complétées avec des notes et des annexes indiquant les sources documentaires.

János Miklós Kalmár—Zsuzsanna J. Újváry

## Compte rendu de la conférence tenue en commun par l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de Slovaquie et l'Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise des Sciences (Bratislava, 20-22 octobre 1980).

La conférence déjà traditionnelle tenue en commun par les deux Instituts d'Histoire eut lieu du 20 au 22 octobre 1980 à Bratislava, consacrée au thème « Questions de la transition du féodalisme au capitalisme en Hongrie et en Slovaquie. » Sous la direction de Zsigmond Pál Pach, académicien, directeur de l'Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise des Sciences, une délégation de sept membres y a pris part.

Les membres étaient Emil Niederhauser, Károly Vörös, Pál Sándor, Tibor Kolossa, László Szarka et Gábor Pajkossy.

Le colloque, au programme extrêmement serré, consacré à des problèmes fort ramifiés, s'est déroulé dans une bonne atmosphère qui garantit jusqu'au bout aux deux côtés d'exposer, de peser et de débattre intégralement leurs positions scientifiques. Des deux côtés on y a entendu quatre rapports, trois co-rapports et environ vingt interventions. Dans ce qui suit nous résumons brièvement les rapports et les co-rapports lus, et nous nous référons aux débats, limités par le temps bref, notamment à ces moments qui peuvent intéresser les historiens hongrois, et qui montrent ce qui est commun ou divergent dans les positions des historiens hongrois et slovaques.

Dans son introduction aux problèmes de la conférence, Zsigmond Pál Pach traita la problématique de la transition du féodalisme au capitalisme dans la Hongrie historique et en Slovaquie en l'intégrant dans la formation et l'évolution du système moderne de l'économie mondiale. Il chercha la réponse à la question de savoir ce qui causa le retard frappant de cette évolution. Face aux opinions selon lesquelles ce retard est un trait foncier propre à l'Europe de l'Est, il souligna que dans l'évolution de cette région la tendance à l'arriération par rapport à l'Occident se renforça, pour devenir prédominante, à partir du tournant des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles. Le retard commence quand, à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, se forme le nouveau système d'économie mondiale, s'établissent et se développent entre l'Ouest et l'Est de l'Europe des relations commerciales de nouveau type (articles industriels de consommation contre articles alimentaires de consommation et matières premières industrielles). Ces relations commerciales de nouveau type approfondirent la division industrielle-agraire du travail entre le centre occidental et l'arrière-fond oriental. En soi, cela n'aurait entraîné la subordination à l'Occident de l'Europe de l'Est, de plus, grâce aux possibilités élargies d'exportations et aux échanges plus avantageux, aurait permis l'accumulation de capitaux dans les pays de l'Est, mais l'intensification de la division du travail s'accompagna en fin de compte en Europe Centro-Orientale du renforcement des conditions féodales, de l'institution du deuxième servage. Ainsi, le retard dans la transition au capitalisme était provoqué par le processus qu'imposa le système moderne de l'économie mondiale, dont l'évolution ultérieure, la double révolution de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la révolution industrielle anglaise et la révolution française de 1789, donnèrent des impulsions à la transition au capitalisme.

Vladimir Matula lut une conférence, de caractère également introductif, sous le titre « Quelques questions de la transition du féodalisme au capitalisme dans l'histoire slovaque ». Ayant en vue la synthèse projetée de l'histoire slovaque, il indiqua que pour éliminer les déficiences présentes dans l'historiographie slovaque il faut procéder à des recherches complexes de l'époque en question et du changement de formations qui y eut lieu. Partant de l'analyse de ces déficiences, il traita les particularités de la période de transition et les problèmes méthodologiques qu'elles imposent. Citant comme modèles les acquis de l'historiographie soviétique et tchèque, ainsi que le travail de pionnier des historiens hongrois, il s'occupa avant tout des caractéristiques slovaques

du processus de devenir nation bourgeoise, désigné traditionnellement par les historiens slovaques par l'expression «réveil national», «renaissance nationale», des problèmes de chronologie et de périodisation que suscite ce processus. Il constata que dans l'histoire sociale aussi bien que dans l'histoire économique il faudra accorder bien plus d'attention à l'étude et à l'interprétation plus complexes de cette période de transition. Il indiqua comme tâche privilégiée des historiens slovaques dans ce thème aussi, de dépouiller aussi pleinement que possible, et en s'étendant à tous les domaines, la naissance et la formation de la société slovaque moderne, c'est-à-dire de faire valoir avec vigueur le point de vue socio-historique. Il s'étendit spécialement aux éléments préparant la transformation bourgeoise qui apparaissent dans toutes les sphères de la vie sociale, tout en soulignant que dans aucun domaine ceux-ci ne peuvent pas être identifiés à la transformation bourgeoise même.

Dans son rapport intitulé «L'agriculture en Slovaquie à l'époque de la transition du féodalisme au capitalisme», Pavel Horváth énuméra les manifestations de l'évolution capitaliste que l'on remarque en premier lieu dans les grands domaines fonciers des régions Sud-Ouest et Ouest de la Slovaquie, à partir du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Sous l'effet de la conjoncture sur le marché du blé et ensuite de la laine, les propriétaires fonciers s'occupaient de l'exploitation de leurs domaines, le rendement et la production augmentaient, les méthodes intensives prenaient le dessus, les nouvelles techniques et machines se répandaient, l'industrie agricole, attachée aux grands domaines, se développait, surtout l'industrie sucrière qui, aux années 1840, arriva jusqu'au début de la révolution industrielle. Parallèlement se déroulait l'expropriation des manses des serfs et leur morcellement, mais l'accumulation des capitaux et la demande de travail salarié restèrent en deçà de l'expropriation des serfs et des demandes d'emploi. Le développement des forces productrices était freiné surtout par les conditions de la société féodale, et non pas — comme selon l'historiographie bourgeoise hongroise — par la politique économique de la cour de Vienne. (Zsigmond Pál Pach a remarqué à bon droit que cette vue ne caractérisa qu'une tendance, dite indépendantiste, de l'historiographie bourgeoise.) A la fin de son intervention il constata que «à cause de la solution incohérente de la question paysanne, la révolution bourgeoise» réalisa le passage au nouveau mode de production d'une manière analogue à la voie prussienne.

Jozef Vozár lut une conférence étayée par une grande abondance de données, intitulée «Pénétration des éléments capitalistes dans la production industrielle en Slovaquie au XVIII<sup>e</sup> siècle et dans la première moitié du XIX<sup>e</sup>». Il constata que les industries minière et sidérurgique occupaient en Slovaquie la première place dans l'évolution vers le capitalisme. Il s'ensuit que cette transition au capitalisme, tout en se déroulant dans les mêmes conditions générales que dans le reste de la Hongrie, connaît une version spéciale en Slovaquie et que l'on peut comparer plutôt à l'évolution en Carinthie et en Styrie. Il présenta par branches les changements quantitatifs et qualitatifs survenus dans la production à partir des années 1730. Dans les mines de métaux précieux et de cuivre le nombre des innovations techniques augmentait, la

division du travail se développait ; de grandes entreprises centralisées furent créées ; à côté des entreprises du Trésor apparaissaient les entreprises, en général efficaces, de la haute noblesse et à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle des sociétés anonymes étaient fondées. Dans les mines, dans l'industrie et dans d'autres branches y liées, des dizaines de milliers ont trouvé du travail dont beaucoup de serfs aussi, ce qui contribua à les affranchir des liens féodaux pour devenir des salariés. Le travail salarié gagnait du terrain. Se référant aux changements survenus dans d'autres branches industrielles aussi, et compte tenu du niveau actuel des recherches, il résuma comme suit sa position : de la pénétration des éléments capitalistes en Slovaquie on peut parler, dans l'industrie minière et dans la sidérurgie, à partir des années 1720 et 1730, et ces éléments deviennent prépondérants dans les années 1830 et 1840.

Dans son co-rapport intitulé « Evolution des conditions matérielles de la population au XVIII<sup>e</sup> siècle » Štefan Kazimír traita l'évolution de la main d'œuvre libre dans la Slovaquie du XVIII<sup>e</sup> siècle. De son avis, cette évolution suivait, bien qu'avec certain retard, la voie occidentale du capitalisme. Il prit comme exemple le comitat de Pozsony (Bratislava) pour montrer qu'à partir des années 1770, au niveau des conditions socio-économiques du féodalisme (productivité et production stagnantes, réduction des terres censitaires) la croissance numérique de la population augmentait les réserves inexploitées de main d'œuvre. L'augmentation des prix, la stagnation des salaires agraires ou même leur baisse, conduisaient à la réduction des salaires réels et à la détérioration des conditions matérielles de la population. A la fois les excédents de main d'œuvre rendaient inutile la limitation féodale des salaires, ce moyen coercitif des propriétaires d'instruments de production, en dehors de l'exploitation. Ainsi, dans le cadre des structures féodales naquirent les conditions de la liquidation de ces structures.

Zsigmond Pál Pach mit en discussion l'affirmation de base du co-rapport, se référant à la différence, bien substantielle, entre le niveau de développement de l'Europe Occidentale et de l'Europe Orientale.

Anton Špiesz parla dans sa conférence des « Problèmes de la structure sociale de la population de Slovaquie dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> et la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ». Il est parti surtout de ses propres recherches pour esquisser le tableau de la société slovaque, commençant par la paysannerie et finissant par la noblesse. Il constata qu'entre 1770 et 1847 il y eut une rapide augmentation de proportion des couches dépourvues de propriété terrienne, et particulièrement des colons ne possédant pas de maison. Le morcellement des manses, la réduction des terres aboutirent à la réduction de la surface des exploitations des serfs. Ces changements étaient accompagnés de la baisse du niveau de vie de la population, et du renforcement des tensions sociales. Il s'étendit aussi sur les groupes sociaux qui ne figurent pas dans les relevés ayant servi de base à ses analyses, mais dont il faut tenir pourtant compte (paysans libres, artisans villageois, commerçants, ouvriers des mines, des hauts-fourneaux, etc., notaires, instituteurs, curés villageois). Le développement des villes stagnait, le rôle décisif revenait encore à l'agriculture. Partant des matières offertes par

la réglementation des censives au temps de Marie-Thérèse, il reconstruisit la composition de la noblesse, allant des aristocrates possédant des exploitations avec plusieurs milliers de serfs, par la petite noblesse n'ayant que quelques centaines, une douzaine, voire un serf, jusqu'aux petits hobereaux, jouissant encore de privilèges, mais astreints au travail physique, menant une existence à la limite de la noblesse et de la paysannerie.

Károly Vörös donna une haute appréciation à cette intervention et y souligna les résultats atteints par Špiesz qui montrent bien la crise du féodalisme, par exemple le fait que l'augmentation du nombre de ceux qui vivaient dans des conditions de dépendance féodale était accompagnée au XIX<sup>e</sup> siècle de leur appauvrissement, de leur dégradation en colons. Julius Mésároš contesta cette affirmation en se référant à l'augmentation des terres rémanentiellles et des terres défrichées qui accompagnait l'augmentation de la population.

Dans les conférences ci-haut furent analysés les changements déroulés dans tel ou tel secteur de l'économie et dans la société. Károly Vörös, de son côté, aborda le problème de la transition partant du point névralgique que constituent les institutions, le train que suit l'évolution socio-économique, dans une conférence intitulée « La crise du système institutionnel féodal en Hongrie et les tentatives pour une transformation bourgeoise avant la révolution bourgeoise ». La réaction au défi des forces productrices des institutions économiques et sociales qui expriment et sclérosent à la fois les conditions intérieures déterminant cette formation, est un indice sensible, surtout pendant la crise de cette formation, des troubles qui lui sont propres. Un élément des plus typiques du relâchement des conditions féodales est la réduction du rayon d'action des institutions féodales, l'accroissement considérable, selon le recensement de 1828, du nombre de ceux dont la dépendance féodale est moins stricte. La crise de plus en plus grave de la formation était analysée sous trois aspects, en tant que crise des institutions. Le conférencier a démontré que la politique tenta de résoudre la crise du système corporatif à l'aide d'apparences de solution, en élargissant les cadres, mais ce qui n'a fait qu'approfondir encore la crise ; l'évolution a balayé la réglementation des conditions de la main d'œuvre agricole par la contrainte traditionnelle, non-économique ; et enfin, jusqu'en 1848, il n'y a pas de solution pour l'émancipation politique de l'intelligentsia consolidée. Dans les trois cas, comme signe de la crise générale de cette formation, il devient évident que les institutions féodales ne sont pas aptes à résoudre les contradictions posées par la nouvelle évolution, et que la solution ne pourra être trouvée qu'à l'aide d'une nouvelle formation et de nouvelles institutions.

Plusieurs co-rapports étaient consacrés aux tendances qui cherchaient un issu des signes de crise et ensuite de la crise du système féodal. — Gábor Pajkossy, dans son co-rapport intitulé « La crise des institutions de l'État féodal et les tentatives de la résoudre dans les années 1790 », esquissait la crise sous trois aspects. Ces institutions deviennent de plus en plus inaptes à répondre à leurs tâches de plus en plus étendues ; les Ordres, aussi bien que la cour tenaient leurs institutions de plus en plus inaptes à

faire valoir leurs intérêts ; et enfin (comme reflet de la crise), l'émancipation politique des non-privilegiés est restée sans solution jusqu'en 1848. Les tentatives de solution étaient de trois types : celles qui, tout en maintenant les cadres féodaux, voulaient les rationaliser, ensuite les tendances réformistes, et enfin les tendances radicales allant bien au-delà des cadres des Ordres. Dans la deuxième partie de son co-rapport, il traita les tendances conservatrices des réformistes nobiliaires des années 1790, et ensuite les efforts de rationalisation du comité de droit public des années 1791-93, dont l'échec témoigne du manque d'aptitude du système de procéder à des autocorrections, c'est un signe, une conséquence et aussi un facteur aggravant de la crise.

Tibor Kolossa a exposé une partie de son étude « Conceptions de politique économique en Hongrie à l'époque de la transition du féodalisme au capitalisme ». Comme introduction il esquaissa les éléments substantiels de la crise du féodalisme provoquée par le défi de l'Europe Occidentale, dont le manque d'argent, la cause et les conséquences du sous-développement. Ensuite, il s'occupa des conceptions d'István Széchenyi en économie politique. Il souligna que Széchenyi était le premier en Hongrie à interpréter le sous-développement de la Hongrie comme crise du système féodal. Il analysa les composantes de sa conception, son attachement au libéralisme anglais. Son programme était le fil conducteur dans l'évolution bourgeoise de la Hongrie, il s'intégra dans le programme de l'opposition réformiste, et les gouvernements hongrois de la Monarchie dualiste ont au fond réalisé ses conceptions, et les auteurs économistes hongrois étaient ses disciples. Son programme offrait un système politico-économique de synthèse, adapté aux pays sous-développés. S'il n'a pas exercé une influence internationale, c'était en premier lieu à cause du manque d'une exposition systématique, bien que son message reste actuel pour les pays en voie de développement du tiers monde.

Dans son co-rapport, František Sedlák traita les tendances, liées au nom du conseiller Anton von Raab, visant l'amélioration de la situation des serfs dans la monarchie des Habsbourg. Les lotissements, introduits d'abord aux propriétés domaniales en Bohême, ont été expérimentés en Hongrie aussi, mais leur mise en œuvre fut empêchée par la grandeur relativement réduite des terres monastiques expropriées, et surtout par le fait que dans la Hongrie plus arriérée les serfs ne disposaient souvent pas du nécessaire pour exploiter les terrains leur donnés.

Pál Sándor, dans son rapport « L'importance et les problèmes de l'émancipation des serfs » esquaissa les conditions de la révolution : l'importance de la crise du système féodal, les facteurs intérieurs et extérieurs qui agissaient sur les bases près de se décomposer, insistant tout particulièrement sur l'importance de la décision prise le 18 mars par l'état-major antiféodal comprenant « le message de l'époque ». La législation révolutionnaire a nettement distingué l'affranchissement des censitaires et des usagers des allodiaux, et laissa dans l'incertitude le destin d'importantes couches paysannes et de terres. A l'opposé de la position citée de Pavel Horváth et de celle de Peter Ratkoš, selon lesquelles, vu le rôle dirigeant de la noblesse, l'émancipation des serfs était nécessairement inconséquent, il décrivit la marche de l'émancipation en

fonction de l'évolution de la situation des forces en Europe et de la conciliation nécessaire des intérêts des classes entrées en alliance pour obtenir le droit à l'autodétermination nationale. La question restée ouverte du rayon d'action de l'émancipation des serfs et de la manière du dédommagement irrésolu s'était donc concrétisée conformément aux exigences de la guerre défensive. Il confronta les modalités de la solution en Hongrie avec celles appliquées dans la Monarchie, et en présenta les éléments divergents et identiques.

Dans la seconde partie de sa conférence il analysa la nouvelle réglementation de l'émancipation des serfs réalisée par le gouvernement des Habsbourg. La patente relative aux censives de 1853 a, certes, fait échouer les efforts déployés par les conservateurs visant la restauration nobiliaire et aussi la réduction des acquisitions de mars, mais cette réglementation différait à son désavantage des solutions appliquées dans le reste de l'Empire, témoignant ainsi l'avance des forces conservatrices.

Mésároš, sans contester les affirmations de Sándor relatives aux conditions objectives de la marche de l'émancipation des serfs, souligna que la noblesse moyenne libérale hongroise n'était pas la seule à représenter la cause des réformes.

Trois conférences furent consacrées à la problématique de la transformation nationale.

Dans son intervention intitulée « Fond est-européen de la formation de la nation hongroise », Emil Niederhauser traita les étapes de la formation de la nation hongroise en parallèle avec le même processus en Europe de l'Est. Pendant cette période la société hongroise appartenait au type, offrant des possibilités plus favorables à cette transformation, qui disposait d'une propre classe féodale dominante, et qui, à défaut d'une bourgeoisie forte, dirigeait aussi la lutte pour l'évolution bourgeoise. Par conséquent, la comparaison est justifiée en premier lieu avec l'évolution similaire polonaise, russe, croate et roumaine danubienne. Les historiens hongrois ont accordé moins d'attention à un facteur important de cette évolution, notamment à la naissance de la conscience nationale qui occupe une place privilégiée dans les traditions de nombreuses nations est-européennes. Le conférencier a suivi toutes les étapes de cette prise de conscience nationale : les tendances à polir et à unifier la langue, à inculquer la conscience historique par la littérature, les arts et l'historiographie. Un élément important dans ce processus était que la « *natio hungarica* » nobiliaire s'identifia de plus en plus à l'ethnie hongroise. L'évolution analogue à celle en Pologne signifiait la magyarisation spontanée de la majorité de la noblesse. L'autre analogie avec l'évolution polonaise et russe est que c'est le besoin de la formation de la nation bourgeoise qui pose, poussé aussi par le sentiment de culpabilité d'une importante partie de la noblesse, la question de l'émancipation des serfs. La particularité de la transformation nationale hongroise était que la lutte contre l'oppression était menée aussi dans le domaine économique et politico-économique. L'évolution hongroise montrait de l'analogie avec celle des peuples de l'Empire des Habsbourg en ce que, jusqu'en 1849, le but final, possible en principe, l'Etat national indépendant, n'était pas posé. Quand la noblesse hongroise, poussée par la conscience

de sa vocation dans le développement bourgeois et par sa peur du panslavisme, s'était fixé pour but la magyarisation de la population, non hongroise en sa majorité, elle n'était pas seule dans ce domaine, car, dans d'autres conditions, on observe les mêmes aspects dans les mouvements polonais, russe ou illyrien aussi.

J. Mésároš contesta l'affirmation concernant la magyarisation spontanée de la noblesse, se référant à une partie de la noblesse qui soutenait le programme de Štur et que, de l'autre côté, l'assimilation n'était pas un processus en sens unique, surtout dans les années 1850 et 1860.

László Szarka commença son co-rapport intitulé « Le problème de la continuité dans les mouvements nationaux hongrois et slovaque » par la constatation de la parenté typologique entre les deux mouvements, et souligna qu'il est impossible de les qualifier partant de quelques traits, par exemple de la base populaire du mouvement slovaque il ne s'ensuit pas qu'il était plus démocratique. Dans la suite il procéda à l'étude comparative des idéologies nationales féodales, l'intégration des éléments politiques et culturels de la *natio hungarica* et de la *natio slavica* dans les idéologies nationales bourgeoises. L'élément politique essentiel et constant de la *natio hungarica* était de se considérer en tant que nation politique, tandis que dans l'idéologie de la *natio slavica* c'était la conscience de la communauté, de la mutualité slaves. Ces deux éléments sont devenus anachroniques au cours de « l'embourgeoisement » des systèmes idéologiques féodaux, mais parallèlement, dans les idéologies de la transformation, l'élément national, qui n'était pas primordial auparavant, est devenu un élément fondamental, un programme. L'évolution de langue, tant hongroise que slovaque, était liée dès les débuts à l'idée de la nation, et quand l'idée nationale prit la première place, elle s'entremêlait de plus en plus, surtout dans l'évolution hongroise, aux ambitions politiques en renforçant leur opposition.

V. Matula, dans son intervention, étant d'accord avec les constatations du rapport, qualifia, lui aussi, de simplification le jugement des mouvements nationaux seulement sur la base sociale. Dans ses remarques, de caractère plus général, il jugea que la différence des voies suivies en 1848-49 par les deux mouvements peut être représentée par un diagramme où le mouvement hongrois, partant d'un niveau plus bas, (lois d'avril), avance par une ligne homogène pour atteindre un niveau dépassant celui du mouvement slovaque, tandis que ce dernier (programme de Liptószentmiklós [Liptovský Mikuláš]) partait d'un niveau plus élevé, mais commença bientôt à stagner.

Dans son co-rapport intitulé « Idées socio-politiques de l'intelligentsia slovaque jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle », Maria Vyvítalová présenta, dans un tableau d'ensemble dynamique, les conceptions socio-politiques de Mátyás Bél, Ádám Kollár, Juraj Fándly, Anton Bernolák et de l'auteur du tract national slovaque bien connu publié en 1723 (*Murices sive Apologia*). Il présenta les principales sources de ces conceptions, et l'influence des œuvres sur le droit naturel qui se fait valoir dans les cadres de la culture du droit romain (Grotius, Hobbes, Locke, Montesquieu, Rousseau), et des éléments de l'évolution occidentale contemporaine. Elle souligna l'attitude uniformément antiféodale de toutes ces personnalités étudiées, et indiqua



aussi que la première manifestation importante de la conscience nationale slovaque, que l'on peut observer chez eux, était l'intention de poser les fondements scientifiques de la conscience nationale.

Pour résumer, il y a lieu de constater que pour les deux côtés la conférence a été utile. Nous avons entendu avec plaisir les appréciations positives de nos collègues slovaques des acquis obtenus par la science historique hongroise, des problèmes largement posés par les rapports hongrois, de l'approche complexe et de la méthode comparative appliquées. Les rapports fondamentaux de nos hôtes nous ont, par contre, convaincus que dans l'histoire socio-économique nous devons accorder plus d'attention aux aspects spécifiques de l'évolution des unités nationales à l'intérieur de la Hongrie historique.

*Gábor Pajkossy*

## COMPTES RENDUS DE LIVRES

---

Ireneusz Ihnatowicz—Antoni Mańczak—Benedykt Zientara: *Spółeczeństwo polskie od X do XX wieku* (La société polonaise du X<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle). Varsovie, Książka i Wiedza, 1979, 629 p.

En 1973 parut une œuvre de Benedykt Zientara, Antoni Mańczak, Ireneusz Ihnatowicz et Zbigniew Landau, sur l'histoire économique de la Pologne, des débuts jusqu'en 1939. Au bout de six ans les mêmes auteurs se proposèrent de guider le lecteur à travers les siècles passés, concentrant cette fois-ci l'attention sur les phénomènes sociaux, sur l'histoire de la collectivité. Le livre en question est la première, et jusque-là unique, monographie d'histoire sociale, et ce de deux points de vue.

1. Tout phénomène économique, politique, culturel est en étroite rapport avec les phénomènes sociaux, en est ou bien la cause ou bien la conséquence. Le mécanisme de l'action-réaction impose nécessairement aux chercheurs des problèmes et phénomènes économiques, politiques et culturels de ne pas se passer de l'examen des phénomènes sociaux y relatifs qui leur sont indispensables. Dans l'historiographie polonaise la société-même n'avait pas encore constitué le sujet d'une monographie spéciale.

2. Il existe, bien sûr, quelques ouvrages où les questions sociales sont traitées avec une attention toute particulière, mais ils ne traitent que telle ou telle époque. L'ouvrage dont nous parlons est le premier à suivre l'histoire de la société au cours de l'ensemble de l'histoire.

Qu'est-ce que les auteurs entendent sous l'histoire de la société? Comment délimitent-ils l'histoire sociale et l'histoire économique-politique-culturelle? Pour les auteurs, l'histoire de la société est avant tout l'histoire des rapports qui, d'une masse d'individus, font naître une collectivité. Ils ont pris en considération deux groupes: 1. les rapports qui intègrent la société et les groupes sociaux (attachés locales, attachés qui lient les collectivités familiales —, communales et urbaines—, qui lient les membres d'un Ordre, d'une classe, et enfin qui réunissent les groupes et les classes). Des formes spéciales de l'existence sociale sont en outre fournies par différents biens sociaux nés grâce à des efforts collectifs. Tels sont le sentiment de la sécurité collective, le système du pouvoir, la domination de la nature, la culture, l'évolution des sciences et de la technique, etc.

3. Les tendances et phénomènes qui séparent les groupes sociaux, qui font éclater la société: la répartition inégale des biens collectifs, les différences et dépendances sociales qui peuvent remonter à des causes aussi bien économiques que nationales et culturelles. Les aspects économiques sont traités dans la mesure où ils ont influencé la structure sociale. Ils ne sont utilisés qu'en tant que « données », mais les auteurs n'entrent pas dans leur explication et analyse.

L'histoire de la société polonaise commence par la présentation de la société slave de l'Antiquité et du Moyen Âge. Les tribus slaves qui formeront la future nation polonaise arrivent, jusqu'au X<sup>e</sup> siècle, de l'organisation tribale jusqu'à la stratification sociale. Le plus vieux lien entre les hommes est la parenté. La famille, dans le sens strict, est l'unité de base dans chaque société, mais à un niveau de civilisation plus bas, c'est la parenté qui avait joué un rôle plus important. C'est elle qui servait de base à la « grande famille » que bien des chercheurs identifient au clan. La différence est dans la fonction des deux: le clan a en premier lieu un rôle public de droit, tandis que la « grande famille » est une communauté économique. A l'époque d'avant l'Etat, le clan constituait le groupe social le plus fermé. La tribu a déjà un caractère politique. Archéologues et linguistes distinguent dans les collectivités plus grandes que les tribus, deux types, notamment la communauté linguistique et la communauté culturelle. La majorité des chercheurs sont d'avis qu'il n'est pas possible d'identifier les groupes culturels et les groupes linguistiques. Pour l'homme de ces époques, la communauté de la culture et des coutumes était plus importante que la communauté de la langue.

L'ère des grandes migrations a apporté à la structure sociale plusieurs importantes mutations. La stratification selon les fortunes a commencé et les communautés fondées sur les clans (la parenté) étaient graduellement mises à l'arrière-plan face aux collectivités territoriales (*opole*, *osada*).

Au X<sup>e</sup> siècle les conditions étaient mûres pour créer l'unité des différentes tribus et les organiser en Etat. Cependant, au niveau des consciences c'est toujours la tribu qui représentait, pour la majorité, la plus grande communauté. « Tout objectif politique, dépassant les intérêts tribaux était incompréhensible pour les simples membres de la tribu. L'Etat polonais en formation devait non seulement mettre en place son appareil, mais devait encore créer son propre mythe qui devait ensuite créer la notion de la nation polonaise. » La transformation de l'organisation de clans et tribus en société féodale a provoqué d'intenses discussions, commencées au XIX<sup>e</sup> siècle et durant, dans ses effets, jusqu'à nos jours. Les partisans de la « théorie d'occupation » expliquent la stratification de la société en classes, les causes des inégalités sociales, avec la subjugation de la population locale par un fort groupe militaire. La population locale devint asservie, les occupants devinrent les nobles. La théorie d'une évolution graduelle de la collectivité polonaise a remporté sur ces vues. Une version extrême en est « la théorie des clans » dont les partisans opposent très nettement à l'évolution féodale de type occidental l'évolution, différente, dite de type slave, des clans. Selon cette théorie les formes archaïques des clans primitifs ont survécu jusqu'au Moyen Age, voire jusqu'au temps moderne.

Représenter la société polonaise des XI-XII<sup>e</sup> siècles pose une tâche dure aux chercheurs. Quel était le caractère du pouvoir des Piast : était-ce un absolutisme patriarcal, ou un gouvernement fondé sur le droit de recommandation et d'intervention des barons ? Qui composaient la classe asservie ; qui en formaient la majorité : des esclaves, des asservis en dépendance personnelle, ou bien des hommes libres disposant de petites propriétés héréditaires ? Ce sont des questions qui offrent de larges possibilités de discussions et d'opinions contradictoires entre les historiens polonais. L'auteur du chapitre prend position contre l'absolutisme patrimonial et pour la majorité absolue des petits propriétaires héréditaires (heredes, possessores). Il trace un tableau vivant des strates sociales et de la formation de la société de classes. Il nous fait connaître les origines, la descendance des grands propriétaires, le caractère de leur propriété privée, la manière de l'agrandir, leurs rapports au clergé, le rôle social des ordres monastiques, la population villageoise libre, les non-libres, les populations soumises au service du prince, les miles et les débuts de l'asservissement des paysans. Il décrit en outre la naissance de la grande propriété féodale de caractère neuf (disposant d'immunité), les débuts des lieux de foire, des banlieues et des villes. Les sources disponibles, assez réduites, permettent de décrire les liens entre les habitants de certaines localités et de certaines régions, les relations de « l'ensemble des Polonais » et la naissance de « la fierté nationale », ainsi que le rôle joué par les étrangers et le caractère des rapports avec eux, et même l'apparition des relations supranationales étroitement liées à la conscience religieuse et donc au sentiment d'appartenir à une communauté plus large que la nation, à toute la chrétienté.

Les XIII-XIV<sup>e</sup> siècles représentent, dans les territoires polonais aussi, une époque de mutations décisives : la classe homogène des serfs se forme, ainsi que la structure sociale fondée sur les Ordres. Derrière les grandes mutations se trouve le mouvement colonisateur à « droit allemand », comme force contraignante. La large introduction du « droit allemand » signifie la transformation en une classe juridiquement homogène des différentes strates de serfs ayant des situations juridiques différentes, mais signifie aussi que presque en même temps s'engage la stratification de cette couche sociale selon les fortunes. L'apparition des tribunaux villageois ne faisait qu'approfondir le sentiment de l'unité locale, encore intensifié par l'influence croissante de l'Eglise. C'est au XIII<sup>e</sup> siècle que l'Eglise fait la « conquête » définitive des villages. C'est à ce temps-là qu'un réseau relativement dense de paroisses est mis en place avec un type de prêtre élevé dans l'esprit de réforme. C'est l'époque où les paysans commencent au fond à devenir vraiment chrétiens. La mise en place des établissements rattachés aux paroisses (écoles, hôpitaux) créa de nouvelles possibilités à l'idéologie chrétienne d'être assimilée par la paysannerie. Au haut-Moyen Age l'autonomie des paroisses villageoises était déjà plus largement répandue.

En connexion avec le mouvement de peuplement « à droit allemand » et avec l'attribution du « droit allemand » (et après d'antécédents adéquats) apparaissent aussi des villes autonomes avec leur bourgeoisie. Aux XIII-XIV<sup>e</sup> siècles les villes polonaises suivaient la voie « classique de l'évolution urbaine ». (Patriciat, corporations, confraternités religieuses.) Au XIII<sup>e</sup> siècle, les villes en développement prenaient une part active à la politique de la province soutenant en général le prince contre les seigneurs puissants. Toutefois, après la formation de l'Etat unifié la politique des villes ne pouvait pas s'élever au niveau étatique et était bloquée dans les cadres de la province. La politique économique égoïste et à courte vue de certaines villes, les différends commerciaux et les hostilités entre elles, empêchèrent la coopération avec le roi contre la noblesse pour défendre les intérêts communs.

Comme la paysannerie et la bourgeoisie, la noblesse se forma également aux XIII-XIV<sup>e</sup> siècles. C'est là que les débuts sont les plus incertains : quelle est l'origine de l'ordre des chevaliers, qui pouvait être admis comme membre de la noblesse. Bien que les nobles fussent égaux en droit et en rang, selon leur situation matérielle, donc selon la place occupée dans la direction de l'Etat, ils constituaient un Ordre bien structuré. On n'en peut pas moins parler d'une conscience homogène où l'accent était mis de plus sur la différence d'avec les autres Ordres, ce qui aboutit à un fort esprit anti-bourgeois et au dédain des métiers bourgeois. C'est cette époque qui vit naître les bases de la mentalité, si caractéristique dans la suite, des nobles.

Le premier Etat de la société médiévale était l'Etat des ecclésiastiques. Tout en étant, en principe, homogène, en pratique il reflétait la structure sociale existante. Au XIII<sup>e</sup> siècle existait déjà une couche supérieure (Jakub Swinka, archevêque de Gnezno et ses partisans) qui ambitionnait, comme sa mission, l'union des fonctions d'Etat et de l'Eglise.

Les différents mouvements de peuplement et de migration finirent par changer la structure ethnique de la Pologne. Des Allemands, Juifs, Arméniens, Italiens immigraient en nombre considérable, et par suite des conquêtes territoriales de Casimir le Grand des Ruthènes furent également inclus dans les cadres de l'Etat polonais, chaque peuple apportant avec lui différents problèmes sociaux. Les conditions de l'évolution de la conscience nationale se compliquèrent de plus en plus. (Traces de l'autonomie régionale, différents éléments nationaux dans la bourgeoisie.) Dans la formation de la conscience nationale polonaise, les plus importants facteurs étaient l'Eglise et la langue polonaise littéraire qui prit forme au XIII<sup>e</sup> siècle.

Dans la deuxième grande partie du livre l'évolution sociale est traitée de la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle jusqu'au partage de la Pologne. On peut mettre en relief deux facteurs qui avaient exercé une influence décisive sur les phénomènes sociaux déterminant ainsi l'évolution de la société. L'un était la demande en blé accrue en bond sur les marchés occidentaux. Les voies d'eau et la liaison avec la mer ouvrirent d'immenses possibilités d'exportation pour la production agricole. La lutte pour en tirer profit s'engagea entre les serfs, la petite noblesse et les grands propriétaires fonciers, et entre la noblesse terrienne et la bourgeoisie. Les grands propriétaires fonciers en sortirent vainqueurs. (Les latifundia s'accrurent aux dépens des lopins paysans, la bourgeoisie fut mise à l'écart du commerce du blé.) L'autre facteur est qu'à partir du XVI<sup>e</sup> siècle l'Etat polonais se trouvait au plus haut point de sa puissance quant à ses dimensions territoriales et à son poids dans la politique internationale. On en peut démontrer l'effet sur les processus sociaux internes, sur l'évolution des consciences, de la vision du monde et du mode de vie.

Comme dans la première partie, l'auteur présente la société polonaise selon les différents Etats. Il nous renseigne sur la situation de la paysannerie, sur le mode de vie des couches privilégiées, des serfs propriétaires de manse, et des serfs dépourvus de tout. Après la présentation des couches de la paysannerie, c'est le tour de la bourgeoisie, ensuite de la noblesse, et enfin du clergé séculier et régulier, selon les différentes confessions. Les éléments marginaux de la société n'échappent pas non plus à l'étude. L'auteur donne une description intéressante des possibilités de monter à l'échelle sociale et des différentes formes de déchéance sociale. Un chapitre spécial est consacré aux groupes professionnels (juristes, employés, militaires, artistes, etc.) et à des groupes ethniques dont la différence linguistique déterminait la situation juridique spéciale (Juifs, Arméniens, Ecossais, Hollandais.)

La présentation des grandes unités de la société polonaise est suivie par la description des petites unités et de leurs relations entre elles. Nous avons des renseignements sur l'évolution et l'importance de la famille aux XVI-XVIII<sup>e</sup> siècles, l'évolution de la condition féminine, ainsi que sur la communauté rurale, la coexistence des individus appartenant à différente Etats (serfs, nobles, ecclésiastiques), sur les modalités du voisinage des nobles et son fonctionnement dans la vie quotidienne, sur la structure des cours nobiliaires et seigneuriales, sur les liens entre les villes et les villages, et sur le problème de la migration. Les dépendances et les différences sociales, ainsi que les conflits sociaux ne sont pas négligés non plus. Et enfin l'auteur présente encore des sphères de la vie sociale telles que la sécurité publique, la culture matérielle, l'alimentation et la consommation et enfin l'instruction.

Comment caractériser le style de vie « ancien polonais », comment apprécier l'évolution du XV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle ? Dans le domaine économique, le retard dans le développement bourgeois et industriel ne faisait que s'accroître, les biens matériels produits furent inégalement distribués, de point de vue de la revenu la société était incomparablement plus polarisée que dans la majorité des pays européens. L'Etat était trop faible pour intervenir dans les rapports entre seigneurs et serfs.

L'essentiel dans les relations était le provincialisme et le particularisme. Ajoutons encore la faiblesse des relations avec les marchés, et d'autres facteurs politiques. Le résultat en fut le particularisme dans les coutumes et le prix — l'éloignement des plus fructueux courants de la civilisation européenne. Ce qui était la valeur du système culturel et politique de la Pologne, la tolérance confessionnelle et politique au XVI<sup>e</sup> siècle, avait plus tard des conséquences négatives : vu la faiblesse de l'Etat et l'absence de l'absolutisme, les différents conflits affaiblirent les forces sociales et aboutirent à l'impossibilité de défendre l'indépendance de l'Etat et au partage territorial de la Pologne. Par conséquent, l'évolution de la collectivité polonaise eut lieu, à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à la première guerre mondiale, dans les cadres politiques de trois empires étrangers (Empire des Habsbourg, Prusse, Russie).

L'absence d'un Etat national indépendant, le bond dans la croissance démographique et les difficultés économiques permettent de désigner le XIX<sup>e</sup> siècle comme période de migration. Comme dans les chapitres précédents, ici aussi nous sommes renseignés sur le rôle de la famille, la situation des femmes, les collectivités villageoise et urbaine, et enfin l'effet qu'avait le démembrement sur la formation de la conscience sociale. De grands changements survinrent dans la situation des Etats traditionnels (paysannerie, bourgeoisie, noblesse, clergé), les relations entre les classes se renforcèrent. Le prolétariat apparut sur la scène où ne manquaient pas le lumpenprolétariat et les éléments marginaux non plus. Les artisans, tout comme les commerçants, devaient découvrir les possibilités de parvenir déjà dans les cadres de la production capitaliste. Grâce à l'affranchissement des serfs, les paysans devinrent des producteurs autonomes. Le nombre et l'importance des intellectuels s'accrut, tout comme c'était le cas pour la bourgeoisie. L'absence d'un Etat national uni, l'appartenance aux cadres de trois puissances politiques différentes, rendirent difficile et compliquée la formation d'une nation homogène, l'évolution d'une conscience nationale homogène. Dans la sauvegarde d'une conscience nationale homogène, et dans la lutte contre l'aliénation, les intellectuels jouèrent un rôle que l'on ne pourrait sousestimer, mais le rôle décisif y revint à la classe ouvrière de plus en plus forte, à l'Eglise, et aux rapports entre exploités-exploiteurs, et aux différends entre les différentes confessions.

A propos de l'évolution au XIX<sup>e</sup> siècle il y a également un chapitre où sont présentés les différents phénomènes de la vie sociale (instruction publique, sciences, informations, etc.).

La partie de la monographie allant jusqu'au milieu du XV<sup>e</sup> siècle est due à Benedykt Zientara, la période jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle est présentée par Antoni Mączak et celle allant jusqu'à la première guerre mondiale par Ireneusz Inhatowicz. Malgré les auteurs différents le livre reste homogène, les points de vue définis à l'avance sont strictement observés. Nous avons un tableau continu de l'évolution de la société polonaise des débuts jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. Les processus et phénomènes présents au XIX<sup>e</sup> siècle sont suivis à partir de leurs antécédents, et les problèmes surgis au Moyen Age peuvent être suivis jusqu'à la Première Guerre mondiale. Les auteurs devaient surmonter des difficultés non négligeables pour arriver à cet aspect homogène. A chaque époque les problèmes ont des caractères différents, ils s'évaluent dans divers sens et leur importance est différente. La description de l'évolution n'était que plus difficile à cause du fait que pendant les siècles traités les frontières politiques ont plusieurs fois changé, des peuples y furent inclus, d'autres exclus. Les auteurs apportèrent la solution de ce problème en prenant comme base le territoire habité par la population comptant pour polonaise, indépendamment des frontières politiques actuelles. En outre, tout en se référant aux différences d'évolution dans les provinces, ils cherchaient à saisir et à décrire les phénomènes généraux, caractérisant l'ensemble. Cette monographie est un manuel utile aussi bien aux spécialistes qu'aux lecteurs qui s'intéressent à ces problèmes. En plus de décrire l'évolution des processus sociaux et les principales étapes du développement social, les auteurs introduisent les lecteurs aussi dans l'historiographie où l'évolution sociale est traitée, dans l'évolution des vues et des théories. Nous avons donc à la fois une idée de l'évolution de la société, et de l'évolution des vues et théories qui s'y rapportent. Tout cela n'est pas présenté comme des thèses sans appel, les auteurs suggèrent dans quelle mesure il s'agit de faits acceptables ou d'hypothèses.

Dans le livre il n'y a pas de notes, mais une abondante bibliographie s'y trouve pour ceux qui s'intéressent aux détails. Il est important dans cette monographie qu'une attention particulière est faite au processus qui forme la nation, à la formation de la conscience nationale. On peut mesurer le degré de développement de la conscience nationale entre autres sur le fait, combien elle exige des historiens de glorifier la grandeur passée, et ce au dépens d'autres peuples, surtout des voisins, combien elle supporte que les historiens représentent le passé le plus objectivement possible, sans préjugés. L'histoire de la société polonaise est à la fois histoire des relations des Polonais avec d'autres

peuples. Sous l'effet de différents événements politiques, quelquefois contraignants, les historiens polonais souvent ne réussirent pas à décrire sans parti pris le caractère et l'évolution de ces relations. I. Ilnatowicz, A. Mańczak, B. Zientara nous offrent une monographie d'une importance toute particulière et de ce point de vue. En insérant les conflits nationaux dans le contexte historique, en présentant les conditions et les causes qui les avaient provoqués, en analysant la présentation, dans l'historiographie ancienne, du problème des antagonismes nationaux, ils contribuent, dans une mesure non négligeable, à former la correcte conscience nationale, et en cela ils montrent l'exemple aux historiens d'autres peuples aussi.

Adrienne Körmendy

*Elek Csetri—István Imreh : Erdély változó társadalma (La société transylvaine en transformation) 1767—1821. București, Kriterion, 1980. 140 p.*

Les auteurs suivent et décrivent les modifications et les particularités de la stratification sociale entre 1767 et 1821, en analysant des relevés d'imposition de chefs de famille, dont quatre en détails et six en tant que contrôle. En anticipant, pour ainsi dire, sur leurs conclusions, dès l'introduction ils soulignent un aspect particulier de l'évolution transylvaine, qui peut être saisie dans la grande variété régionale de la stratification sociale, tout d'abord dans le fait que le modèle féodal seigneur-serf ne caractérisait les conditions sociales que dans les régions centrales, tandis que le long de la chaîne des Carpathes, et même dans certaines régions occidentales, comme dans la région Kővár, le libre statut juridique dominait dans la coexistence des Hongrois, Roumains et Saxons. Evidemment, chaque région avait sa propre personnalité que l'on peut décrire, car les unités administratives et telle ou telle région d'importance se couvraient à plusieurs égards, vu que la base de l'administration était fournie par les formes principales, les éléments de l'organisation sociale.

Après l'analyse de la valeur documentaire des rôles des contribuables, les auteurs étudient la stratification par unités administratives, pour montrer ensuite les changements survenus dans le poids que représentaient les différentes strates sociales avec des séries de données, des figures et des graphiques non seulement plaisantes mais représentatives, pour faire ressortir les principaux processus et les états typiques, tandis que les données fondamentales se trouvent dans l'annexe.

Les analyses de Csetri et Imreh confirment la constatation de Marc Bloch, citée par eux aussi, que dans la statistique historique « la moyenne est rarement le paramètre essentiel ou le plus caractéristique. » C'est que, dans l'ensemble, les deux tiers des chefs de famille contribuables étaient constitués par les serfs et les colons, tandis que dans les régions sicules leur part augmenta, à l'époque en question, de 39% à 45%, et dans les régions saxonnes elle était environ 20%. L'analyse de la stratification sociale dans les régions et — autant que les sources documentaires le permettent — de la répartition ethnique (qui attire l'attention non seulement sur les masses de petite noblesse roumaine en Fogaras et Kővár, mais aussi sur les environ vingt et un mille paysans roumains libres qui vivaient en région saxonne en 1791 à côtés des environ vingt-six milles Saxons libres) montre nettement combien étaient lancés sans base réelle les schémas qui, le jugeant positivement ou négativement, identifiaient, d'une façon unilatérale, des strates sociales avec des ethnies et sous-estimaient l'importance sociale de la paysannerie libre. Il est, certes, indiscutable que la proportion élevée de la paysannerie libre témoigne d'une profondeur insuffisante de la féodalisation. C'est pourtant inséparable des particularités et de la genèse des conditions féodales en Europe Orientale, de l'analyse des conditions dans lesquelles le système de rapports féodaux garantissait la sécurité de l'existence, la promotion ou la dégradation sociale.

Les jugements de valeur et l'attitude des deux auteurs sont donc bien fondés scientifiquement et sont humainement authentiques quand ils soulignent que « nous devons étudier ce mode de vie combatif qui permit à tant de personnes de continuer à vivre en paysan libre, exempt de redevances au seigneur, de corvée, et ce malgré l'oppression, les excès séculaires, si pénibles, des seigneurs. Si notre

sentiment de valeur peut être nourri par la connaissance de prédécesseurs pouvant servir de modèle, se distinguant dans la fonction publique, pourquoi ne pas y associer la multitude de gens du commun, de ceux qui, avec leur travail et avec des armes, sauvegardaient le mode d'existence qui leur offrait plus de possibilité de liberté, d'existence humaine. »

Il s'ensuit de la nature des relevés d'impôts, de leur richesse en informations ou des renseignements laconiques qu'ils contiennent que seuls de tels chercheurs peuvent en tirer des enseignements comme Elek Csetri et István Imreh qui ont déjà abouti à des acquis d'importance fondamentale dans l'étude de phénomènes individuels. Comme il s'agit de catégories de contribuables, il fallait enregistrer aussi les divergences entre l'état garanti par le statut juridique et la situation sociale effective, questions auxquelles les relevés d'impôts en eux-mêmes ne donnent pas de réponse. Parfois, les catégories se confondent, comme dans le cas des serfs et des colons, enregistrés séparément, mais entre lesquels la limite n'est pas marquée par la grandeur des biens possédés, par celle de la propriété foncière et du bétail, mais « la différence est dans la dépendance personnelle, dans le fait d'être attaché à la glèbe, vu que le colon fait un service contractuel et peut, en général, plus facilement quitter le domaine que le serf, et il pouvait même parfois limiter les charges en rente par un accord souvent fixé par écrit. »

On peut donc voir un trait particulier de l'évolution transylvaine dans le fait que parmi les colons on trouve des cultivateurs plus aisés que les serfs ou vivant au même niveau, mais aussi de tels qui vivent sur des terres allodiales, donc étaient bien davantage livrés au pouvoir du propriétaire foncier.

Parmi les changements à long terme le plus important est la réduction du nombre des serfs et colons et l'augmentation des éléments libres. C'est en rapport avec les grandes crises, comme la grande famine après les guerres napoléoniennes qui touchaient, évidemment, surtout les serfs. Cela peut être en rapport aussi avec la plus grande résistance des éléments libres. Les recherches à venir pourront démontrer dans quelle mesure c'était en rapport avec l'extension du système de grande famille. Ce n'est pas seulement que, pour répartir les charges de l'impôt, probablement plusieurs familles s'étaient déclarées comme une seule — et que soutenaient certainement les seigneurs aussi, nous n'avons qu'à penser aux célèbres fraudes fiscales — mais aussi parce que les frères et sœurs sont restés dans le même ménage, et mariés, ils sont restés dans le ménage de leurs parents pour mieux organiser l'exploitation. Souvent, c'étaient simplement les dures conditions qui rendaient difficile de fonder de nouvelles petites familles. Cela peut à la fois signifier qu'en Transylvanie, dans la crise du féodalisme, l'extension de l'état de colon, qui accompagnait le démembrement des terres, était parallèle à l'extension des grandes familles, et ce surtout à l'époque du Vormärz quand — selon un contemporain qui écrit en 1863 — « à l'époque des cens régnait la coutume que la censive n'était pas partagée parmi les enfants avant la mort du père, et même après les cadets se groupaient autour de l'aîné et vivaient ainsi, dans un ménage commun, et dans une aisance passable, et ce avec une fortune qui, partagée, n'aurait offert à aucun d'eux la possibilité d'exister. »

Le titre du livre parle de modifications dans la société transylvaine, mais les auteurs soulignent que l'évolution des données numériques ne représente pas « de changements subits, en bond », voire, les chiffres reflètent « la réalité historico-sociale » qui consiste en ce que « pendant ces décennies, et en général pendant toute l'époque habsbourgeoise, le féodalisme s'est figé dans nos territoires dans des formes surannées ». Et pourtant, il ne s'agit pas de contradiction, car « un très important changement de qualité est survenu, notamment dans le processus de la production, dans les mentalités, dans les fonds des consciences qui, en fin de compte, par voie révolutionnaire, a mis fin à cette structure, à cette stratification sociale. »

Le livre d'Elek Csetri et d'István Imreh a sous bien des aspects, substantiellement modifié les idées sur l'évolution sociale en Transylvanie, et ce grâce au dépouillement, à l'utilisation et à l'appréciation d'un type de source documentaire assez négligé jusqu'ici.

*Ambrus Miskolczy*

*Bibliographie chronologique de l'histoire slovaque. Activité des années 1960-1977.  
Studia Historica Slovaca XI. 1980. 322 p.*

Les congrès internationaux des historiens présentent en général une occasion aux historiographies nationales de rendre compte de leur activité. Les historiens slovaques ont consacré toute l'année de leur périodique historique en langue étrangère à la présentation d'un résumé de leur activité au cours de près de deux décennies. Le tome paru sous la rédaction de Ludovít Holotik est à la fois une commémoration de la 25<sup>ème</sup> année de la fondation de l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de Slovaquie. A cette occasion Miroslav Kropilák passe brièvement en revue les activités de cette organisation fonctionnant, depuis 1953, comme institut de l'Académie des Sciences. Il souligne à juste titre que c'est l'établissement le plus important de l'historiographie slovaque épanouie au fond après 1945, et qui organise et dirige tous les travaux de recherche.

Après l'introduction, les différents chapitres rendent compte des ouvrages traitant différentes périodes de l'histoire slovaque. Matúš Kučera présente les ouvrages sur la naissance de la société féodale et de l'Etat, Richard Marsina les ouvrages consacrés au Moyen Age (jusqu'à 1526), Jozef Vozár l'époque du féodalisme tardif, Ján Hučko le renouveau national slovaque à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, Ladislav Tajták et Michal Potemra l'époque de l'oppression nationale intensifiée (1848—1918). Après les chapitres chronologiques Darina Lehotská s'occupe dans un chapitre du développement des sciences auxiliaires de l'histoire (y compris aussi la géographie historique, la démographie et la statistique), et dans un autre chapitre des ouvrages concernant l'organisation des archives. Jozef Karpat et Leonard Bianchi passent brièvement en revue les ouvrages sur l'histoire du droit, et Anna Škorupová a établi une liste utile des périodiques spécialisés.

Dans les différents chapitres la structure de la présentation des matériaux est en gros analogue. Ils commencent par les ouvrages où sont traitées les questions économiques et sociales, ensuite l'histoire politique, enfin, très brièvement l'histoire culturelle, mais qui se rapporte en gros à l'histoire de l'instruction et des sciences, les ouvrages d'histoire littéraire ne sont énumérés qu'à propos du renouveau slovaque. En conclusion, dans presque tous les chapitres on trouve des références aux déficiences dans les ouvrages présentés, et une présentation bien réfléchie des lacunes et des tâches à accomplir.

Dans la plupart des chapitres les ouvrages fondamentaux d'avant 1960 étant également touchés, ce volume offre au fond un tableau de l'ensemble de l'historiographie marxiste en Slovaquie d'après 1945. Evidemment, comme on le voit, cela se rapporte à l'époque allant jusqu'à 1918. Dans l'introduction on en trouve la motivation selon laquelle l'an 1918 est un des plus grands tournants dans l'histoire du peuple slovaque et les époques antérieures étaient jusqu'ici négligées, il semblait donc nécessaire de diriger les recherches précisément sur celles-ci. C'est compréhensible, et le dépouillement des périodes d'après 1918 aurait certainement trop augmenté le volume. Toutefois, ainsi nous n'y trouvons malheureusement pas la riche littérature historique où étaient mises en lumière bien des questions de la première République, de l'Insurrection Nationale Slovaque et de l'époque suivant la libération du pays, et ce surtout sous l'aspect du mouvement ouvrier et où l'essor de l'historiographie slovaque est le plus manifeste, car elle devait élaborer cette époque sans avoir des prémisses. A un congrès international suivant les historiens slovaques combleront-ils peut-être cette lacune.

Cette publication est de toute façon très utile pour les historiens hongrois, car elle attire leur attention à de nombreux acquis dont il faut absolument tenir compte dans les recherches historiques hongroises. Ces matériaux, surtout compte tenu des ouvrages sur l'histoire locale, sont très riches, en particulier pour l'histoire économique et sociale. (Les auteurs mentionnent souvent le niveau inégal des ouvrages d'histoire locale, mais là il s'agit d'un phénomène connu chez nous aussi et probablement partout.)

Dans les différents chapitres chronologiques les thèmes ne sont pas exposés de la même méthode, dans la plupart on ne trouve que l'énumération des thèmes avec références sur les ouvrages (les titres sont donnés sous une forme abrégée, pour les comprendre, il est indispensable de connaître la langue slovaque, mais la traduction française est partout complète et compréhensible). M. Kučera, par contre, présente plutôt les résultats atteints (en d'autres termes, non seulement ce dont on écrit mais aussi ce qu'on écrit), et le dernier chapitre chronologique offre plutôt une revue des principaux



problèmes de l'époque. Aux points de contact des différents chapitres, les répétitions sont inévitables, et dans presque chacun de ces chapitres on trouve des ouvrages ou de grandes synthèses où plusieurs périodes sont traitées, par exemples des ouvrages sur l'histoire urbaine. Les chapitres écrits par D. Lehotská, surtout le deuxième, ne s'arrêtent heureusement pas à la date de 1918, ainsi nous avons une vue d'ensemble aussi des publications de sources d'après 1918, et de l'évolution de l'organisation des archives.

Dans ce volume sont présentés, évidemment, les travaux des historiens slovaques, par exception (pour les sciences auxiliaires) des ouvrages tchèques sont également indiqués, et par endroits aussi des études d'historiens hongrois, parues dans des périodiques slovaques, par exemple celles d'István Barta et de Endre Kovács.

Il y a très peu d'ouvrages d'histoire politique concernant l'époque féodale. Les spécialistes expliquent ce fait par la réticence, désapprouvable, des spécialistes envers ce thème, partant de l'idée que le peuple n'ayant pas eu d'Etat, ne peut pas avoir d'histoire politique non plus. Dans le volume, cette idée revient sous forme de critique, et parmi les tâches il est indiqué très correctement qu'il faudrait élaborer aussi l'histoire politique de l'Etat féodal hongrois, en tout premier lieu celle qui touche aussi le territoire slovaque. Nous pensons qu'il serait opportun si les historiens slovaques posaient des questions relatives à l'ensemble de l'histoire politique, car l'élaboration de l'histoire de Hongrie ne peut en aucun cas être le privilège des historiens hongrois. Ils ont déjà fait les premiers pas dans ce sens par exemple en dépouillant la chancellerie de certains rois de la maison Árpádienne, et c'est avec grand plaisir que nous attendons d'autres recherches, en rapport plus large avec la Hongrie. Dans l'histoire médiévale des villes, dans la diplomatie, dans les conditions agraires et dans l'histoire des prix au temps du féodalisme tardif, les historiens slovaques ont produit des performances que les historiens hongrois doivent de toute façon prendre en considération.

Il est évidemment compréhensible que dans le domaine de l'histoire économique de la double Monarchie, les acquis, quelques monographies sur certains secteurs industriels mises à part, ne sont pas aussi riches que pour les périodes précédentes. C'est clair, car dans les temps capitalistes modernes, le rôle économique et surtout économique-politique de l'Etat étant accru, les faits économiques ne peuvent être interprétés qu'au niveau du pays entier.

La période traitée dans ce volume est en gros l'époque où le peuple slovaque vivait dans les cadres de la Hongrie historique. Les auteurs tiennent toujours compte de ce fait historique et s'y réfèrent plusieurs fois. Plusieurs chapitres témoignent de la collaboration étroite avec les historiens et archivistes hongrois, car dans les archives centrales hongroises il y a énormément de matériaux touchant aussi les Slovaques. Les auteurs soulignent en outre la base inappréciable que le commun point de départ marxiste offre à la discussion et solution en commun des problèmes. Nous ne pouvons que prendre acte avec plaisir de cette position.

Mais c'est également partant de là que nous ne comprenons pas les quelques voix dissonantes. Par exemple que dans un chapitre, l'ancienne critique slovaque est reprise sans aucun commentaire, celle qui reproche à György Györffy d'avoir traité, dans sa *Géographie historique de l'époque árpádienne*, en ordre alphabétique les départements hongrois et slovaques sans tenir compte des frontières politiques de nos jours. Nous ne voyons pas pourquoi, dans un ouvrage de géographie historique du Moyen Age, il faudrait tenir compte non pas des frontières de l'époque, mais de celles d'aujourd'hui. De même, nous ne comprenons pas tout à fait le titre du dernier chapitre chronologique où l'accent est mis sur l'oppression nationale intensifiée. Sans parler déjà de l'oppression et du génocide produits par le XX<sup>e</sup> siècle, par rapport auxquels l'oppression dans la Hongrie de la Monarchie est quand-même d'un autre ordre de grandeur, il nous semble que le lecteur étranger ne tiendra pas pour cruelle l'oppression nationale pendant laquelle des partis politiques slovaques fonctionnaient, et les nationalités de Hongrie tenaient des congrès à Budapest pour défendre leurs droits, tout ce qui ressort du texte sans équivoque.

Cependant, ce n'est pas cela qui est essentiel dans ce volume, mais les riches matériaux variés dont les historiens slovaques peuvent à juste titre être fiers. Nous soulignons encore une fois que les historiens hongrois ne peuvent éprouver que de la satisfaction voyant que les historiens slovaques se proposent de contribuer avec une intensité accrue à dépouiller notre passé commun et à en donner une appréciation utile pour nous tous.

Emil Niederhauser

*Album Elemér Mályusz. Etudes présentées à la Commission pour l'Histoire des Assemblées d'Etats LVI. Székesfehérvár—Budapest 1972. Bruxelles, 1976. voir tableau XXIV, 404, 21. 8<sup>r</sup>.*

A sa séance de 1970 à Moscou, la Commission Internationale pour l'Histoire des Assemblées d'Etats accepta l'invitation des membres hongrois de tenir la séance de 1972 à Székesfehérvár, à l'occasion du 750<sup>e</sup> anniversaire de la Bulle d'Or. Vu que chaque année un thème central est choisi, il était évident que pour la séance de 1972 le thème choisi sera celui des chartes de libertés. En effet, la séance tenue en été, qui, selon l'introduction d'E. Lousse, était « un triomphe splendide », soutint, avec une unanimité rare, ce thème. Le présent volume résume les interventions faites à cette séance, unique en Hongrie jusqu'à nos jours.

Le rédacteur d'alors des publications, *Emile Lousse* (Bruxelles), président d'honneur, proposa de dédier le volume du congrès à *Elemér Mályusz* unique membre fondateur hongrois de la Commission encore vivant, ainsi, c'est son visage de professeur qui accueille les lecteurs. C'est sa biographie, et la liste de ses œuvres qui servent d'introduction. Ensuite on y trouve une conférence de synthèse de *Raoul C. Van Caenegem* (Gand) sur les chartes de libertés en général, dans lesquelles il voit l'origine du constitutionnalisme européen. Il énumère les exemples précoces, entre autres le serment légendaire des Aragonais qui ne reconnaissent le roi que s'il respecte les droits de ses sujets, « s, no, no ». Pourquoi de tels phénomènes surgirent vers 1200, il l'explique par l'entrée en jeu de l'Etat rationaliste et bureaucratique auquel les classes dominantes de la société résistaient en lui arrachant des chartes de libertés. C'étaient surtout, mais pas exclusivement, les aristocrates grands propriétaires. Le point faible des chartes était la question des sanctions ; l'unique moyen efficace de les faire respecter était l'insurrection. Enfin, Van Caenegem proposa trois domaines pour la recherche : la typologie des chartes de libertés dans les Etats européens ; le tableau de leur origine et de leur aire de diffusion, et leur représentation sur carte géographique.

Le conférencier suivant, *S. U. Palme* (Stockholm) dans son intervention intitulée « L'homme libre dans les anciennes lois suédoises », s'est quelque peu écarté du thème. D'un poème des environs de 1350 il cita le principe que depuis les temps païens, il n'y avait pas de distinction entre riches et pauvres. Il distingue plusieurs catégories des Suédois libres, dont l'égalité s'était maintenue jusqu'aux dernières périodes du XIV<sup>e</sup> siècle. *Raymonde Foreville* (Paris) passa en revue les chartes de libertés anglaises du XII<sup>e</sup> siècle, en y distinguant deux espèces : les chartes de couronnement et les chartes de libertés des villes. Le premier genre débute avec le couronnement d'Henri I<sup>er</sup> qui est au fond un contract entre le roi et les grands du royaume, le second avec la garantie par Henri I<sup>er</sup> des libertés de Londres. Les villes anglaises, Bristol, Hastings, Lincoln, Oxford et Winchester obtinrent leurs privilèges suivant cet exemple. Enfin, la Grande Charte garantit les privilèges des villes aussi bien que ceux des ecclésiastiques et des seigneurs civils.

*Archibald R. Lewis* (Massachusetts) traite la charte de liberté accordée en 1202 à Montpellier par Guillem VIII, maître de la ville. Le corps constitué de 189 habitants de la ville qui en garantit le contenu ne doit pas étonner en connaissance des antécédents ; c'est un phénomène connu dans le Midi de la France et ne peut pas être considéré comme une réunion révolutionnaire. Là, les réunions publiques représentaient l'opinion publique, et leur caractère « populaire » s'est encore longtemps maintenu.

*Thomas N. Bisson* (Berkeley, U. S. A.) s'occupe de la « charte inconnue » accordée en 1205 à la Catalogne, qui n'a pas encore été publiée. Il affirme que ce document, négligé jusqu'ici, appartient aux importantes chartes de libertés. Pierre I<sup>er</sup> y a prêté serment tout aussi bien que ceux qui avaient délivré la Grande Charte et la Bulle d'Or. Elle représentait en prépondérance les intérêts des aristocrates, mais sa forme extérieure fait surgir des doutes. Sa naissance est, probablement, en relation avec le manque d'argent du roi Pierre. La forme des privilèges locaux de la Catalogne était la législation et la paix. Ainsi la charte, plus modeste que les statuts, n'est en effet qu'une « charte inconnue », mais quant à son contenu, elle est en tout cas une charte de libertés.

*Lev V. Tchérépnine* (Moscou), historien soviétique du droit, décédé depuis, traite le système politique et les mouvements de masses à Novgorod aux XII-XIII<sup>e</sup> siècles. Au Moyen-Age, cette ville était une république féodale dont l'organe suprême était le veitché. Le premier fonctionnaire, le posadnik était élu, depuis 1216, par le veitché. A son élection, celui-ci prit l'obligation dans un contrat

de respecter les droits de la ville. Cependant, dans les réunions publiques les artisans et les commerçants ont également joué un rôle considérable. Tchérépnine suit jusqu'en 1299 les mouvements de masses à Novgorod.

*James Ross Sweeney* (Pennsylvania, U. S. A.) a choisi un thème hongrois qui touche les rapports entre decretalis Intellecto et la Bulle d'Or. Les nouvelles recherches datent cette importante charte de droit constitutionnel non pas de 1220, mais de 1225, ce qui permet d'insérer dans les conséquences de la Bulle d'Or la décrétale papale. Sweeney suppose qu'André II a prêté serment à sa couronne et à l'observation des droits du pays, et decretalis Intellecto le presse à l'observer. L'étude du hongrois *József Gerics* se rattache également à la Bulle d'Or. Il esquisse la voie qui conduit de «Universi Servientes Regis» à «Universitas Nobilium Regni Hungariae». *Herbert Helbig* (Berlin) établit le parallèle entre la Bulle d'Or et l'évolution des droits nobiliaires en Transylvanie jusqu'en 1291. A cette fin, Helbig a dépouillé la littérature y relative.

L'étude de *José-Luis Martín* (Salamanca), la partie la plus volumineuse du volume, est consacrée aux chartes de libertés accordées entre 1283 et 1289 dans le Royaume d'Aragon. Elle est suivie, en ordre chronologique, par l'article d'*Antonio Marongiu* (Rome), président à l'époque de la Commission, sur les chartes de libertés siciliennes de 1285. Cette charte, connue généralement sous le nom de *Capitula papae Honorii* (IV.) est tout aussi bien «inconnue» que la charte déjà citée de Catalogne, et ne fut appliquée généralement, mais a survécu dans la charte du roi Jacques d'Anjou.

*Stanislaw Russocki* (Varsovie), continuant son œuvre précédente sur l'histoire du droit slave, traite l'application du droit de résistance en Europe Centre-Orientale. Il fait une énumération précieuse qui commence par les événements hongrois de 1222, pour continuer en 1277 en Styrie, en 1280-81 au Brandebourg, en 1285 et 1295 en Poméranie Occidentale, 1311 en Bohême, en 1337 à Brzeg en Silésie et en 1385 en Autriche. Il est instructif qu'il met en parallèle Simon Kézai avec Vincent Kadlubek du début du XIII<sup>e</sup> siècle. Cependant, selon lui, l'évolution en Hongrie a devancé celle en Bohême et en Pologne.

Cette étude est complétée par l'essai, écrit par *Serij Vilfen* (Ljublana) sur les chartes de libertés en Styrie, Carinthie et Carniole. Ces provinces, ayant fait partie de l'empire des Habsbourg, appartiennent aujourd'hui à l'Autriche et à la Slovénie. La Styrie obtint en 1186 la première charte de libertés, et la deuxième en 1237, de l'empereur Frédéric II. Ce n'est qu'en 1338 qu'Albert II accorda aux deux autres provinces le diplôme leur assurant les droits, garantis par le serment prêté des deux côtés.

*W-F. Blockmans* (Rotterdam) se sert de nouveaux moyens, de l'ordinateur, pour étudier le système représentatif dans les Flandres. Il souligne qu'avant 1477 il n'existaient pas de privilèges de valeur générale, mais c'était contrebalancé par la fréquence des réunions des Ordres (en moyenne annuelle 34 entre 1385 et 1506). En France seulement une réunion locale eut lieu tous les ans, tandis qu'en Angleterre le nombre des jours ne constitue que le tiers de ceux en Flandres. Les activités représentatives étaient bien plus intenses dans les régions urbaines à industrie développée que dans les régions villageoises de caractère nobiliaire. Blockmans espère avoir, grâce aux données numériques, une meilleure vue que jusqu'ici de la vie des réunions des Ordres.

*Karol Górski* (Torun) traite les chartes de la noblesse polonaise aux XIV-XV<sup>e</sup> siècles. Il constate qu'en Pologne les institutions représentatives se formèrent avec un retard considérable, seulement à la fin du XV<sup>e</sup> siècle et qu'avant 1370 aucune charte générale n'a été éditée. L'acte de pionnier est celui de Louis d'Anjou, roi de Hongrie, le privilège de Kassa (Košice) 1374 qui devait garantir à sa fille d'hériter le trône. Les ayant droit étaient les seuls nobles, mais pas les ecclésiastiques ni les habitants des villes. Les ecclésiastiques sont compris pour la première fois dans la charte de privilèges de Piotrków, en 1388. Les nouvelles recherches n'acceptent plus l'imitation des institutions de Hongrie. *Górski* finit son étude par la confrontation des institutions polonaises et hongroises.

Dans les derniers chapitres du volume des questions mineures sont exposées. *Daniel Ligou* (Dijon) analyse l'interprétation dans la Bourgogne du XVIII<sup>e</sup> siècle du «contrat» de 1477. *Enzo Sciacca* (Catane) s'occupe de la pensée politique française dans la période de transition de 1498 à 1519. *Jozef Karpat* (Bratislava) analyse la régression des pouvoirs législatifs des diètes hongroises dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle. *Kálmán Benda* (Budapest) démontre, face aux conceptions admises jusqu'ici, qu'au début du XVII<sup>e</sup> siècle, précisément sous l'effet des enseignements de Calvin, le droit à la résistance connut un nouvel essor. *Valentin Al. Georgesco* (Nice—Bucarest) procède à une large confrontation partant de laquelle il désigne une place parmi les chartes de libertés à la chrysobulle roumaine du 15 juillet 1631. Là, nous sommes déjà arrivés aux temps modernes. *Salvo Mastellone*

(Florence) examine la charte de libertés de 1701 délivrée par l'empereur Léopold en sa qualité de roi de Naples. *Valerie Cromwell* (Sussex) traite l'effet exercé par la réforme du droit électoral de 1832 en Angleterre. Enfin *Vittorio Frosini* (Rome) compare trois constitutions italiennes : celles de la République de Rome de 1798 et de 1849 et celle de République Italienne de 1947.

Nous voulons bien croire que l'Album a dignement commémoré le 750<sup>e</sup> anniversaire de la Bulle d'Or, et l'œuvre d'Elemér Mályusz.

György Bónis

### *Quellen zur Geschichte der Siebenbürger Sachsen*

*(Schriften zur Landeskunde Siebenbürgens. Ergänzungsreihe zum siebenbürgischen Archiv. Bd. 1.)*

*Gesammelt und bearbeitet von Ernst Wagner.*

Köln—Wien 1976. XIV. + 429 p.

Die Siebenbürger Sachsen lebten von ihrer Ansiedlung an 650 Jahre hindurch als politische Einheit, von 1867 an bis in unsere Tage zuerst im Rahmen Ungarns dann Rumäniens als eine deutschsprachige und selbständige nationale Minderheit die ihre Kultur im Laufe des historischen Geschehens selbst aufbaute. Die Zahl der Sachsen erlitt nach dem Zweiten Weltkrieg wegen der Auswanderung eine starke Verminderung, ein Teil ließ sich in der Bundesrepublik Deutschland nieder, wo 1962 eine kleine wissenschaftliche Gruppe die dritte Reihe des „Siebenbürgischen Archivs“ startete und in diesem auch in ungarischer Hinsicht wichtige Arbeiten laufend veröffentlicht. Auf dem Gebiet Nordrhein-Westfalens riefen die ausgewanderten Siebenbürger Sachsen auch eine selbständige Siedlung ins Leben. Vorliegender Band spricht vor allem jene, in Deutschland geborenen Sachsen an, die sich ihre Identität suchend der Vergangenheit zuwenden, aber keine Historiker sind, und denen das 1919 bzw. 1923 herausgegebene zusammenfassende Werk der beiden Deutsch (Georg Daniels und seines Sohnes Friedrich) nicht mehr zugänglich sind und auch ihre Ansprüche nicht befriedigt. Seiner Gattung nach ist der Band eine populärwissenschaftliche Publikation. Als Verfasser ist zwar auf der Titelseite Ernst Wagner allein angegeben, doch stehen hinter ihm ein Dutzend bestens ausgebildete Universitätsprofessoren, Dozenten und Forscher zum Teil Siebenbürger sächsischer Entstammung (dem ungarischen Leser sind O. Mittelstrass, H. Zimmermann und P. Philippi die bekanntesten), um die entsprechendsten Schriften je einer Periode auszuwählen, zu übersetzen oder einzuleiten.

Den Gefahren war das Autorenkollektiv völlig bewußt. „Eine Quellensammlung, die sich nur auf eine Gruppe der in Siebenbürgen lebenden Menschen bezieht, birgt die Gefahr einer einseitigen Betrachtung und einer Glorifizierung der eigenen Vergangenheit“. (XI.) Um dies zu kompensieren, wurde die Geschichte der Sachsen auf sieben Abschnitte geteilt: I. Ansiedlung, Rechtsgrundlagen, Landesausbau (1191—1350), II. Ausweitung des Andreanischen Rechtsgebietes, Beginn der Türkeneinfälle (1350—1526), III. Siebenbürgen als Fürstentum unter türkischer Oberhoheit (1526—1688), IV. Siebenbürgen als Teil Ungarns (1868—1918), VI. Siebenbürgen als Teil des Königreichs Rumänien (1918—1944), VII. Zur Zeitgeschichte (1945—1975). Zu jedem einzelnen Abschnitt wurde eine kurze Einleitung auf einigen Seiten geschrieben, die das Leben der sächsischen Gemeinschaft — wie darauf auch die Titel hinweisen — in einen größeren Rahmen fassen.

Die Veröffentlichung der der Einleitung folgenden Urkunden, Gesetze, Statuten und anderer Schriften (insgesamt 126 Stück) ist musterhaft. Nach der Einleitung folgen in jedem Fall der Ort der Ausgabe des ursprünglichen (lateinischen usw.) Textes, die eventuell früher erschienene Übersetzung und der sich auf die Schrift beziehende bibliographische Hinweis, dann der deutsche Text und dessen sachlichen Anmerkungen. Die bezügliche Literatur beschränkt sich auf die in deutscher Sprache publizierten wichtigsten Bücher und Artikel, die „in der Regel auch die fremdsprachigen Veröffentlichungen erschließen“ (XIII.) Ein besonders hervorzuhebendes Publikationsprinzip: der Kommentar gibt keine Bewertung, damit der Leser selbst seine Meinung bilden und sich selbst orientieren kann.

Die Reihe der Urkunden ergänzen zwei Anhänge, eine Zeittafel, die — gerade im Interesse der Erkenntnis des Rahmens — auch den jeweiligen Herrscher angibt und die „statistischen Grunddaten“, die die Ausbreitung, Bevölkerung, Nationalitäten-, Beschäftigungs- und Religionsverteilung Siebenbürgens und der siebenbürgischen Sachsen mit manchen geschickten (obwohl fragwürdig authentischen) Graphikons (z. B. Wachstum der Bevölkerung der Städte zwischen 1500 und 1973) vorstellen. Dem Text schließen sich Abbildungen, sehr gute Zeichnungen (z. B. die Entstehung der Kirchenfestungen) und Landkarten (leider manchmal in unzulänglicher Größe) an. Zusammenfassend ist das Werk Ernst Wagners und seiner Mitarbeiter ein die Vergangenheit harmonisch vorstellendes, die individuelle Meinungsbildung förderndes, auch wissenschaftliche Ansprüche befriedigendes Buch.

Erik Fügedi

*Цветкова, Бистра: Паметна битка на народите (Памятная битва народов).*

Изд-во «Георги Бакалов», Варна, 1979, 353 стр.

Битва у Варны — выдающаяся глава венгеро-болгарских связей прошлого. Именно поэтому, венгерская историография с радостью должна приветствовать разработку всего круга связанных с ней проблем, а особенно, если она выходит из под пера такого крупного знатока османского ига в Болгарии, как Бистра Цветкова. Вышедший в свет в последние дни 1979-ого года труд является вторым, основательно переработанным и дополненным изданием тождественного по названию исследования десятилетней давности — то есть плодом кропотливой исследовательской работы еще десяти лет. Уже первое издание получило признание болгарских научных кругов, а читающая публика за мгновение расхватила пять тысяч экземпляров. Новое издание обусловлено 1300-ой годовщиной основания Болгарии.

Данный труд является результатом проведенного в архивах и библиотеках Софии, Парижа, Лондона, Вены, Дубровника, Венеции, Белграда и Будапешта детального изучения документов и подведения итогов. Новая первая глава книги содержит перечисление источников, ссылки и критическую оценку литературы раннего османского ига в юго-восточной Европе. Венгерские источники и венгерская литература по данному вопросу занимают в ней значительное место. В противовес старой польской историографии, отводящей чрезмерную роль королю Владиславу из династии Ягеллонов, автор разделяет мнение венгерских историков и выделяет значение Хуняди.

Дав широкую панораму предыстории битвы у Варны, автор начинает повествование с оценки сопротивления балканских государств османскому нашествию. Автор развивает мысль о том, что на Балканском полуострове турецкие завоеватели нашли феодальную раздробленность, борющиеся с внутренними противоречиями и враждующие друг с другом государства, более того — части государств, представляющие собой легкую наживу для турок, проводивших политику их столкновения. Правители этих государств, выступая друг против друга, легко становились союзниками и вассалами османов. Завоевание некоторых стран, наперекор этому, не стало победоносным шествием, поскольку балканские народы, не проявляя намерения помочь друг другу, в отдельности самоотверженно боролись за свою свободу и не хватало лишь твердой руки, способной объединить эту борьбу. Болгары также до последней капли крови защищали свои крепости и, готовые к борьбе, принимали любую военную помощь христиан против османов, даже и тогда, когда за этой помощью скрывались захватнические намерения, как «например, в случае Венгрии» (стр. 80).

Османь на завоеванных Балканах постепенно создавали свою новую государственную систему, в ходе чего они сохраняли некоторые древние балканские учреждения и территориальное деление. Так, на прежних аграрных отношениях они возвели систему спахи. Поскольку круг упомянутых вопросов является областью индивидуальных исследований автора, пожалуй, именно эта третья глава книги — самая оригинальная ее часть.

Османь, закрепившись в Болгарии, стали беспокоить южные окраины Венгрии. Цветкова не упоминает первое венгеро—турецкое столкновение в эпоху венгерского короля Лайоша Великого. По мнению автора, первым на турецкую опасность обратил внимание король Сигизмунд Люксембургский, но подчеркивает, что лишь появление Яноша Хуняди принесло перемены. Автор подробно анализирует формирование личности последнего. Именно ему ставится в заслугу подключение чехов к борьбе против турок в период после гуситских войн и подчеркивает их массовое участие. Дальнейшую помощь означало приглашение Владислава Ягеллона на венгерский трон. Силы западных держав были связаны Столетней войной и захватнической политикой османов в некоторой мере интересовала лишь Франция. Англичане и немцы — после овладения Габсбургами трона — не обращали внимания на турецкую опасность.

Когда, при содействии папы наконец-то, образовалось антиосманское войско крестоносцев, на венгерской земле его полководцем, естественно, стал Хуняди, хотя в нем принимал участие и король Уласло. Цветкова подчеркивает международный характер и крестьянский состав так называемого «долгого похода» в 1443 году. Описание похода дается с болгарского угла зрения и обогащается новым болгарским и турецким материалом. Автор приводит письмо Хуняди после взятия г. Ниш, в котором он говорит о массовом присоединении болгар, боснийцев, албанцев и сербов. Местное население, воодушевленное тройной победой Хуняди, в достатке снабжало войско свежим продовольствием. Приближаясь к Софии, Хуняди предложила свои услуги и болгарская конница. Болгарская церковь тотчас проявила свои патриотические чувства, Хуняди через нее устанавливал связи с местным населением. Войдя в Софию, крестоносцы поставили во главе города болгарского епископа и восстановили в Святой Софии, преобразованной турками в мечеть, православную службу. (В этом же храме османь, после ухода крестоносцев, устроили кровавую резню, а голову убитого епископа отправили султану.) Хуняди уже мечтал о том, что через шесть-восемь дней он будет в Дринаполе и воодушевленные такими вестями итальянские города-государства сулили ему щедрую поддержку, надеясь на широкую торговую перспективу. Крестоносцы, однако, чтобы перейти через Балканы были вынуждены в условиях рано начавшейся суровой зимы недалеко от перевала Слатица сразиться с турками и победу в этом сражении обе стороны приписали себе. С отступлением крестоносцев болгар теперь ожидала кровавая месть османов, а сербам это обошлось лишь вассальской зависимостью. И все же, когда через несколько месяцев объединенное войско крестоносцев под предводительством Хуняди направляясь к Варне, снова вступило на болгарскую землю, уже у Видина болгары снова с воодушевлением присоединились к ним. Массовые репрессии после завершения похода указывают на то, что болгары повсюду выступали на стороне войска, и ворота небольших гарнизонов открывали они. Интересно, что после взятия крепости Петрич они обнаружили венгерских пленников.

С поэтическим подъемом начинается Цветкова описание битвы народов у Варны 10 ноября 1444 года. Стремительная атака, осуществленная по плану Хуняди, несмотря на многократный перевес сил и более благоприятному расположению турок, поколебала войско султана, но опрометчивость тщеславного молодого короля все испортила. Исследуя причины поражения в битве у Варны, Бистра Цветкова констатирует, что балканские народы не приняли должного участия в этом начинании, сербы, албанцы и Византия остались в стороне а болгарские князья, а также валахские и молдавские господа, по мнению Хуняди, не выполнили своего обещания. Хуняди, однако, был неутешим: едва возвратившись из Варны, он снова ищет поддержки своим планам у папы и французского короля. И когда на нижнем Дунае появился флот бургундского герцога под командованием Ваврина, чтобы удостовериться в судьбе Уласло, свое союзничество против османов предложил даже принявший в Варне вассальство туркам румынский князь Влад Дракул, а Янош Хуняди присоединился к ним со своим новым войском для взятия Никополя в 1445 году. Однако, более широких шагов не было предпринято, и судьба болгарского народа была предопределена.

Иллюстрирующие повествование, хорошо выполненные фотографии с рисунков той эпохи — среди них и венгерских — помогают читателю лучше понять и прочувствовать историческую атмосферу описываемых событий. Заслуживает одобрения исправленное по сравнению с первым изданием написание венгерских имен (в Болгарии Хуняди неправильно называли Янош).

*Йозеф Бёдеу*

*Documente privind revoluția dela 1848 în țările române. C. Transilvania (Documents sur l'histoire de la révolution de 1848 dans les pays roumains. C. Transylvanie)* Vol.

II. Ed. par Ștefan Pascu et Victor Chereșteșiu. Bucharest, 1979. p. 478.

Dans le numéro 1-2 de 1979 de la revue *Acta Historica*, nous avons rendu compte du premier tome du livre intitulé «*Revoluția dela 1848-1849 din Transilvania*». Nous en avons maintenant le deuxième tome, mais sous un titre de série modifié. Non seulement les motifs, mais le simple fait de cette modification ne sont pas mentionnés dans l'introduction. On ne peut que soupçonner ce qui pouvait donner lieu à ce procédé contraire à l'habitude. Comme il est à présumer, il s'agit de la conception qui se trouve dans les travaux d'autres historiens roumains contemporains, à savoir, mettre l'accent sur la corrélation étroite des révolutions de 1848 de la Transylvanie et des deux principautés roumaines, excluant ou, au moins, mettant au deuxième rang toute autre relation. Sans nier les rapports entre les mouvements politiques de 1848 de la Transylvanie et des deux principautés roumaines, il est à constater que les liens entre la révolution de la Hongrie et celle de la Transylvanie sont beaucoup plus étroits.

La liste des rédacteurs et des collaborateurs est identique à celle du premier volume (un petit changement mis à part). Le niveau de la présentation résiste à l'examen, il est vrai que les résumés des documents figurent, comme avant, à la tête du volume (en guise d'une liste de matière, avec un numéro d'ordre, mais sans préciser les pages où ils se trouvent), les fautes d'impression sont un peu plus nombreuses (exemple éclatant : p. 265, une ligne est composée deux fois dans un texte hongrois, l'errata en donne la rectification qui est un texte tout à fait incompréhensible).

Les éditeurs ont gardé la pratique très contestable de faire figurer *un même document* sous deux numéros différents (dans le cas, par exemple où il y a 4 ou 5 jours entre l'arrivée du rapport au Gubernium et la prise de position, il y a un décalage de 20 à 25 ou encore plus dans le numérotage des documents, alors que *tous* les documents relatifs à un même ensemble de problèmes devraient être ensemble (p. ex. le mouvement de la province de Drág). Les documents établis en hongrois sont traduits en roumain (cette fois l'unique document en serbe aussi). Les traductions contiennent des raccourcissements arbitraires (c'est le cas du document no. 268). La traduction du terme «*nemzetörség*» en «*garda cetateneasca*» (accompagnée d'une note peu convaincante) n'est pas acceptable, cette expression roumaine étant l'équivalent du hongrois «*polgárörség*». Autres remarques : dans le cas où une autorité gouvernementale envoie à trois ou quatre organes de type différent des arrêtés de sens identique qui ne diffèrent l'un de l'autre que dans formulation (surtout dans les formules de titre, dans l'indication de l'éventuelle collaboration des organes), il est plus heureux de donner un seul texte et faire mention dans une note du fait que tel ou tel organe a reçu en même temps un arrêté de contenu similaire. La méthode suivie dans le livre (p. ex. no. 20) prête à la critique. Il n'est pas très heureux de mentionner ou d'omettre gratuitement l'auteur du document donné.

La *conception* de l'édition n'a pas changé. Les rédacteurs insistent sur ce fait en parlant «*du caractère nettement roumain de la révolution de Transylvanie*» (introduction, p. XVI.). En effet, comme nous l'avons déjà vu dans le premier volume, la noblesse propriétaire foncière hongroise libérale de Transylvanie, les intellectuels qui allaient de pair ou quelquefois plus avant et la bourgeoisie progressiste des villes hongroises et sicules de Transylvanie sont omis de cette conception. En ce qui concerne les relations entre l'histoire de la Hongrie et celle de Transylvanie, l'omission dans le premier volume des Douze Points de Pest trouve ici sa contre-partie dans le fait que des lois d'avril hongroises ne figurent que l'émancipation des serfs, la loi électorale, la loi sur la presse et la loi sur la participation égale aux charges publiques (tout cela justifié par l'effet positif exercé par ces lois sur la vie des populations du *Partium* et des territoires, alors faisant partie de la Hongrie, aujourd'hui roumains) — mais il n'est pas fait mention de la loi sur l'union promulguée à Presbourg, encore moins du débat diétal de cette même loi (le discours prononcé par Wesselényi, le 7 avril, à la chambre haute). On lit à propos d'Eftimie Murgu (introduction p. 7.) qu'il avait été libéré sous la pression des masses sans préciser que ces «*masses*» était le peuple révolté de *Pest*. On trouve de nombreuses lettres de Wesselényi dans ce tome, mais on cherche en vain de telles énonciations comme le discours prononcé le 29 avril 1848 dans le cercle «*Radical*» au sujet de l'autodéfense de la révolution. A propos de Dénes Kemény, on n'a qu'une mention saxonne d'ailleurs partielle, quant à Károly Szász, on n'a que les

documents relatifs à son invitation à remplir la fonction de secrétaire d'Etat. La correspondance de Samu Jósika et József Teleki occupe une place prépondérante, comme dans le premier volume, et dont nous avons fait la critique dans notre compte rendu précédent. A la place des lettres du colonel P. Horváth, conservateur chevronné, nous trouvons une lettre lardée d'invectives adressée à Kossuth d'une dame aristocrate, conservatrice à tous crins (no. 294 « Une Dame dévouée à la vraie vérité »). Après cela, ce n'est pas une surprise que les mouvements de Háromszék sont présentés avant tout par le rapport du préfet Albert P. Horváth ; de Daniel Gál il n'y a qu'un écrit de peu d'importance. Il y a un point où on peut constater un évident changement positif par rapport au premier volume dans le traitement de l'ensemble des problèmes des forces libérales hongroises : la publication de l'« Ellenőr » de László Kóváry est suffisamment documentée. On peut remarquer une vive prévention quand il s'agit de l'antisémitisme ou des comportements antisémites d'une partie de la population des villes (hongroises et allemandes), mais il est à constater qu'il n'y avait pas des atrocités. Le lecteur peu versé pourrait bien croire que l'attitude de ces villes en 1848-49 se soit limitée à l'antisémitisme et il sera surpris de voir la participation active des Juifs de Hongrie et de Transylvanie à la guerre d'indépendance de Hongrie (soldats, médecins militaires juifs, etc.), fait que Haynau ne manquait pas à « récompenser » en les mettant à rançon. Quant aux mouvements des paysans entre le 12 et le 29 avril 1848, on ne trouve pas dans le recueil la charte du mouvement de la province de Drág, la proclamation de Vienne, alors qu'il renferme des documents de moindre importance, comme ceux qui traitent l'envoi des postiers auprès des commissaires du Gubernium. En ce qui concerne les mouvements des étudiants, ceux de Csiksomlyó sont très peu documentés. Les événements d'Uzon pourraient avoir d'autres dimensions et une documentation plus adéquate.

Dans notre compte rendu fait du premier tome de la série, nous avons détaillé ce que les rédacteurs ne publient pas de la source de base du problème, de la matière des Archives Nationales Hongroises, intitulée *Gubernium Transylvanicum : Praesidialia*. Nous y avons rappelé la matière des Archives intitulée « Procès-verbaux de Gyrás » que les rédacteurs n'ont pas consultée, bien que l'existence de ce fonds ne leur soit pas inconnue. Nous voulons attirer l'attention à l'existence des documents qui sont réunis dans ce dernier fonds et qui sont omis de ce volume, les rédacteurs ne tenant pas nécessaire de dépouiller ce fonds.

Les procès-verbaux de Gyrás renferment certains procès-verbaux d'assemblées générales des conseils généraux (comitats et régions) hongrois et des districts sicules transylvaniens. Ces procès-verbaux qui datent de la période du 12 au 19 avril 1848 ne sont pas peut-être d'un aussi grand intérêt que ceux qui datent de la période allant de mi-mars jusqu'au 11 avril, étant donné que dans la majeure partie des conseils généraux mentionnés, les assemblées générales épousant la cause de la révolution ont été tenues avant le 11 avril, notamment dans les comitats et districts jouant un rôle décisif (comitats Alsó-Fehér, Kolozs, district Udvarhelyszék). En tout cas, quelques assemblées générales de ce genre ont été tenues après cette date. Nous en récapitulons sommairement les points essentiels d'après leurs procès-verbaux.

*Comitat de Torda.* L'assemblée générale de ce comitat prend position pour l'union de la Transylvanie avec la Hongrie, procède à l'élection des députés à la diète. Elle délègue de son sein un comité de sécurité publique (dans lequel nous trouvons Farkas Kemény, le futur héros de plus d'une bataille de la guerre d'indépendance).

*Comitat de Küküllő.* A l'assemblée générale tenue du 17 au 19 avril 1848 « est décidé, sous l'acclamation des ordres, de réaliser l'union de la Transylvanie avec la Hongrie à la diète qui se réunira le 19 mai ». Le comitat prend position pour la participation égale aux charges publiques, pour l'émancipation des serfs par l'indemnisation sous garantie d'Etat et pour la création de la garde nationale, procède à l'élection des députés à la diète. Dans la liste des membres du comité de sécurité publique, le premier est Antal Boér. Il y a un point spécial dans la prise de position du comitat de Küküllő, c'est que dans celui-ci, le comitat demande dans l'adresse au Gubernium que ce dernier informe la diète des revenus de la Transylvanie. « A l'insu du peuple, qu'advient-il de son revenu ? » sonne la question révolutionnaire. Il est exigé que le Gubernium cesse, jusqu'à la réunion de la diète, l'exportation des revenus de la Transylvanie.

L'histoire de l'assemblée générale du *comitat de Hunyad*, tenue du 12 au 14 avril 1848, est encore plus intéressante. Il est notoire que la majeure partie de la noblesse en 1848 est roumaine et que le *préfet* du comitat est László Nopcsa qui est le neveu d'Elek Nopcsa, d'origine roumaine, chancelier de la Cour transylvanienne et qui plus tard, déjà *préfet* démissionné, apparaît comme Roumain à l'assemblée de Balázsfalva en mai 1848, à la stupefaction des jeunes intellectuels roumains présents.



C'est encore Noptsa qui ouvre la séance, mais il annonce sa démission de la dignité de *préfet* (nombreux sont les hauts fonctionnaires engagés à l'ancien régime qui démissionnent en Transylvanie fin mars — début avril), mais il finit par assumer la fonction du président de l'assemblée générale. Ensuite, on lit la circulaire notable (bien qu'elle fasse défaut au premier volume de cet ouvrage) du comitat d'Alsó-Fehér datant du 31 mars et on en accepte tout les points. On prend même une décision pour faire un appel dans l'esprit de la circulaire au district Szászvárosszék et aux villes Vajdahunyad et Hátszeg. Ensuite, on donne lecture à la circulaire d'Udvarhelyszék, datant du 3 avril 1848 (d'ailleurs ne figurant pas parmi la vingtaine de documents du premier volume), mais ayant adhéré déjà à l'appel du comitat d'Alsó-Fehér, on ne fait que d'accepter d'enthousiasme cette nouvelle circulaire, on élit des députés, on forme un comité de sécurité publique (avec la participation de Lajos Gyulay et d'autres aristocrates hongrois et de personnes roumaines (ou d'origine roumaine, comme Károly Bágya, József Mara et Mózes Gola). Par la suite, on se rallie à la cause de la ville de Hátszeg qui se plaignait de l'infraction par la garde de la frontière de ses droits de ville. Noptsa est déjà parti de la séance du premier jour qui n'était pas encore levée, quand prend la parole Dániel Váradi, en tant que représentant des garde-frontière de Rákosd, Kersec, Keresztúr, Vecel, Szárazalmás et Bretyelin et il exige la suppression de l'obligation de service garde-frontière des nobles des sus-dites villes. Après cela la séance est continuée (Noptsa fait son réapparition), Váradi expose ses exigences, déjà en séance officielle et on prend une décision sur l'instruction de remédier le *plus tôt possible* à cette offense. A cette séance, il se passe quelque chose dont nous reprenons le texte intégral du procès-verbal : « De la part de nos confrères de langue roumaine vivant dans notre comitat Elek Kakutsi (un des nouveau députés du comitat), Mózes Gola et Antal Pára formulent la demande de les tenir au courant des faits et des résultats des assemblées en langue roumaine ; et l'assemblée décide de les informer des sujets et des décisions de la séance d'aujourd'hui ». (Il est à noter qu'il s'agit ici, certainement, de la partie peu fortunée de la petite noblesse roumaine qui était peu versée dans les affaires publiques, c'est que les nobles roumains intervenant dans les conseils publics, dans la gestion des affaires publiques parlaient hongrois.) Dans les deux jours suivants de l'assemblée on accepte, entre autres, les instructions à donner au député à la diète que celui-ci formule la demande que le commissaire royal de la diète de Transylvanie soit choisi parmi les membres du ministère hongrois. Le 14 avril, à la fin de l'assemblée mouvementée, Noptsa prend congé du comitat.

C'est le 13 avril que l'assemblée de la région de *Fogarasvidék* se réunit dont on sait que la proportion des Roumains parmi les nobles est encore plus élevée que celle du comitat de Hunyad. L'assemblée s'ouvre par le compte rendu du capitaine Károly Bruckenthal sur le *décret du Gubernium datant du 22 mars 1848*. Ce décret contient les revendications de l'adresse de Kolozsvár au Gubernium, à savoir, réunion de la diète, union de la Transylvanie avec la Hongrie, liberté de la presse (avant la proclamation de l'union), égalité devant la loi, participation égale aux charges publiques, autorisation de la formation de la garde nationale. (Ni l'adresse de Kolozsvár, ni le sus-dit décret du Gubernium ne figure dans le premier volume.) Après l'ouverture, on *relit* ce décret, puis les appels du comitat d'Alsó-Fehér, datant du 31 mars, du district Udvarhelyszék du 3 avril et du comitat de Kolozs, datant du même jour (ce dernier, lui aussi, insiste sur l'union) et pour finir, la demande de la ville de Fogaras pour la formation de la garde nationale. L'assemblée prend position pour la nécessité de la réunion d'une diète, pour la proclamation de l'union, de l'égalité devant la loi, de la participation égale aux charges publiques, de l'affranchissement des serfs sous garantie d'Etat et de la formation de la garde nationale et, à ces fins, l'assemblée s'adresse au Gubernium, élit des députés à la diète (en premier lieu Antal Boér le jeune), constitue un comité de sécurité publique en le chargeant de la formation de la garde nationale du comitat.

Nous avons la chronique officielle précise de l'assemblée de *Háromszék*, tenue le 11 et le 12 avril, également dans les procès-verbaux de Gyász. Après le discours d'ouverture du préfet, l'assemblée, à la revendication de la foule, transfère les lieux de délibération de la salle des séances en plein air. C'est là que l'assemblée forme la résolution sur la revendication de l'union (« L'union avec la Hongrie . . . est l'unique condition de la garantie et, en partie, même de l'acquisition de tous droits » ; que l'union soit « générale, sans aucune condition et s'étendant sur tout le pays »), on prend position aussi pour la participation égale aux charges publiques, pour l'égalité civile et l'égalité des religions chrétiennes, pour la libération des serfs sous garantie d'Etat, pour l'abolition de la garde frontière sicule et la formation de la garde nationale. Les garde-frontière ont les mêmes droits que les nobles, déjà à l'élection des députés, c'est qu'ils donnent leurs voix *per capita*. On prend la décision d'une adresse d'honneur au palatin Etienne et au ministère hongrois.

A *Aranyosszék*, le préfet Antal Dindár (descendant d'un ancien haut fonctionnaire roumain devenu propriétaire transylvanien) formule dans son discours d'ouverture que l'union soit l'unique sujet de l'assemblée. Après la lecture des circulaires déjà citées, on déclare délibérément : « Considérant que . . . la prospérité spirituelle et matérielle de la Transylvanie réside dans l'union de la Hongrie avec la Transylvanie », ce qui impose la convocation de la diète. Pour ce faire, on prie József Teleki de faire tout dans ce sens en son pouvoir, mais ayant été informé que celui-ci avait déjà convoqué la diète, on lui vote une motion de remerciement. On élit des députés, on forme le comité de sécurité publique en le chargeant de la formation de la garde nationale.

Voilà la matière des procès-verbaux de Gyrás relative aux 18 jours traités dans le volume. C'est un fonds très diversifié, d'une grande importance qui ferait, lui seul, un fort fascicule. Mais dans le livre dont nous avons rendu compte, il n'y avait pas de place pour cette matière, ainsi que l'ensemble des phénomènes dont elle est l'illustration étaient étrangers à l'optique des rédacteurs.

Cette optique est analogue à celle que nous avons déjà observé dans le premier volume. Les responsables de la publication avaient (et ils auront pour l'avenir aussi) la possibilité de donner un panorama complet de l'ensemble des problèmes de l'histoire de la Transylvanie en 1848-1849. Il est très regrettable que, au témoignage de ce deuxième volume, ce n'était pas cette voie qu'ils ont suivie.

*Zsolt Trócsányi*

*И. И. Лециловская: Общественно-политическая борьба в Хорватии в 1848—49 гг.*

Москва, «Наука», 1977. 304 стр.

Инна Ивановна Лециловская — специалист в области политического развития Хорватии в первой половине 19-ого века — известна венгерским историкам как автор книги об иллиризме и работ по другим проблемам развития Хорватии этого периода. В своей последней работе она выходит за рамки подготовительного этапа буржуазной революции и исследует уже сам процесс преобразований.

После краткой, рассматривающей главные черты экономического и политического развития и иллиризма главы, в следующих трех больших главах предметом исследования ставится 48-ой год в Хорватии. Первая из этих глав посвящена анализу идейно-политических течений; вторая и третья — истории событий в период подъема революции до сентября 1848-ого года, а также в период спада — с начала войны против Венгрии.

Поскольку ход событий довольно известен не только в главных чертах, но и почти во всех своих деталях, то нет смысла пересказывать его заново. . . Лучше обратиться к некоторым другим вопросам.

Первый вопрос — это вопрос источников, которыми пользовался автор. И. И. Лециловская прекрасно знакома со всем изданным по данному вопросу материалом, включая сюда, например, донесения Понсонби и книги Йожефа Тима (Фонтес) о сербских движениях в Венгрии в 1848-ом году. Довольно полно использован ею и материал хорватских архивов. Многие материалы почерпнуты из докладов русских дипломатов того времени, из архива русского министерства иностранных дел. Так же хорошо знакома ей и используется со знанием дела уже имеющаяся специальная литература по данному вопросу. Но нужно отметить, что венгерская специальная литература цитируется ею по ранее вышедшим на иностранных языках изданиям. А поскольку мы не можем рассчитывать на то, что историки мира должны будут выучить венгерский язык (конечно, есть и исключения), то — по всей вероятности — нам необходимо больше переводить специальную литературу, чтобы могли быть использованы и новейшие достижения венгерской специальной литературы.

Глава о хорватских течениях 1848-ого года очень реально показывает, что левые радикалы были представлены лишь небольшой группой, что ведущий политический слой был консервативным или же либеральным. Естественно, автор и эту либеральную часть рассматривает подробно, и возможно, что слишком уж подробно, потому что уже в эту главу автор вынуждена была перенести довольно многие элементы из рассматриваемого в

последующих главах хода событий. Возможно, что было бы лучше рассматривать весь ход событий в одном месте, а в данной главе лишь кратко представить три основных течения.

И. И. Лещиловская рассматривает хорватские события всегда в широком аспекте, имея в виду всю империю Габсбургов в целом, и обращая особое внимание на сербские связи хорватов. Если в период подъема революции в центре внимания стоят события в самой Хорватии, то начиная с сентября 1848-ого года на первый план выходят события, разыгравшиеся вне Хорватии, а также отклик на них в стране. Здесь автор очень решительно указывает на то, какой ошибкой была поддержка, оказанная двору в его борьбе против революции в Венгрии, довольно полно цитирует статьи из «Славенски Юг», в которых это признание начинает занимать определенное место уже в период после т. н. октроированной конституции, но в то же время она указывает, что в письмах читателей в газету в это время все еще господствуют антивенгерские настроения.

Что касается оценок, то — как это видно и из вышесказанного — Лещиловская оценивает прогабсбургскую политику Елашича и вообще хорватско—венгерские отношения так же, как это принято в нашей марксистской исторической науке. В связи с событиями осени 1848-ого года автор особый упор делает на то, что венгерское правительство готово было пойти на любые уступки, то есть, что не венгерская сторона была виновата в том, что не удалось достичь какого-либо мирного соглашения. В то же время она указывает на негибкость венгерского правительства в национальном вопросе весной и летом 1848-ого года и на его попытки сохранить хорошие отношения с Габсбургами. В этом она права — обычно и мы сами оцениваем критически национальную политику в период венгерской революции. Но все-таки автор здесь допускает некоторую непропорциональность, то есть, обычно всегда говорит о венгерской национальной политике, о национальном гнете и не учитывает того, что в отношении Хорватии эта политика располагала намного меньшими возможностями, чем по отношению к любой другой национальности Венгрии, именно в силу автономии Хорватии. Нельзя сказать, что Лещиловская не пишет об этом, ведь она сама выделяет факт участия хорватских послов в работе Государственного собрания и другие факты. Но все это проскальзывает в контексте, и поэтому угнетение венграми хорватов, требование первенства венгерского языка по сравнению с хорватским кажутся намного более важными, чем были на самом деле. Но все это лишь оттенки, в которых книга отличается от принятой у нас марксистской точки зрения.

В ходе исторического разбора событий автор неоднократно упоминает, что для хорватских либералов национальный момент был намного важнее общественного. В этом она абсолютно права, — в эту эпоху такой подход встречался и у других наций. В качестве существенного общественного момента упоминаются крестьянские движения, проблемы граничар на территории Военной границы. В этом отношении автор останавливается на этих вопросах в той мере, в какой они вставали в ходе событий, а также в оценках современников. В заключительной же главе именно крестьянский вопрос выносится на передний план, что в принципе вероятно правильно, но так как в первых главах этот вопрос не получал соответствующего веса, то логически неоправдано сведение всей революции к этому вопросу. Конечно, этот вопрос был главным в буржуазных преобразованиях, как и во всех предшествующих аграрных обществах, но в сознании современников все-таки не занимал первого места. И это — неверное — общественное сознание стоило бы еще раз выделить при подведении итогов.

Своими замечаниями мы хотели бы только обратить внимание на то, что речь идет о специальном труде такого высокого уровня, который пробуждает мысли у читателя, а иногда вызывает и возражения. А это, в свою очередь, однозначно доказывает ценность работы.

*Эмиль Нидерхаузер*

*Philip S. Foner: Karl Liebknecht and the United States. Chicago, 1978.*

Drawing upon sources in the Potsdam archives of the German Democratic Republic as well as contemporary newspaper reports, Philip S. Foner has produced a concise and extremely valuable work. The little investigated visit of Karl Liebknecht to the United States had a significant impact on the American socialist movement while allowing Liebknecht to witness capitalism in the United States first hand. Dr. Foner details this story with great skill showing the subtle nuances which so often escape the less trained eye.

At the invitation of the Socialist Party, Karl Liebknecht arrived in New York City on October 10, 1910. Before departing six weeks later on November 30th, the man who was later to help found the German Communist Party, had addressed thousands of workers. While his audiences were mainly composed of German-American socialists, the impact of the Liebknecht tour was felt far beyond that milieu. Dr. Foner proves this by citing the numerous lengthy articles and interviews which appeared in the press — both socialist and bourgeois.

The insights which Liebknecht shared with his American comrades are worth citing as they influenced many later political activists. Soon after his arrival, a reporter from the *New York Call* interviewed Liebknecht asking what message he brought to American socialists. To his surprise the reply came: "Struggle and life; struggle and life." The German revolutionary went on to detail the growing strength of the workers movement in Germany. He explained that without this movement "hundreds of thousands of people would have emigrated." By way of contrast, workers in the United States "still hope to work up to become rich, to make a success."

Of even greater import were Liebknecht's far-sighted warnings about growing American imperialism. Attacking various false theories, Karl Liebknecht pointed out that imperialism "is the product of capitalism and is just as strong in America as it is in Germany. The American government is looking for colonies to annex just like any European government, if not more. It tries to get a finger in the pie everywhere." This was merely one of many observations, he made in order to dispel illusions which existed among the American proletariat. Numerous myths about the United States were even to be found in the ranks of the Socialist Party where reformists emphasized the differences between Europe and the new world.

While conceding the existence of some variations, Liebknecht argued that the exploitation of the working class was — if anything — more extreme in the U. S. A. than in Europe. He exposed the fraud of free land in the west and stressed that formal political rights did not automatically solve social problems. At one rally, an overflow crowd was urged to take a lesson from the capitalist class. The capitalists of the world fight each other in the business world but unite instantly to suppress any sign of working class revolt, he noted. Therefore, the workers of all nations must unite and mobilize against capitalism since "there are no liberators for the masses." This must be done because America is the heart of international capitalism; here is its future. From here it will dominate the world."

Such candor and criticism did not please the bourgeoisie or right-wing socialists. Not only was the German radical assailed in the commercial press but conservative Socialist Party members complained to the National Executive Committee that a one-sided view of the U. S. A. was being aired. This latter group of reformists included many nationalists who were to break with the Socialist movement over its anti-war stance a decade afterwards. Not only did this element resent Liebknecht's comments but feared his tour might alienate sought after middle class electoral support. Meanwhile, the radical wing of the Socialist Party challenged these critics to disprove a single of Karl Liebknecht's charges with concrete evidence. The groundlessness of the conservative attacks is further illustrated by the report of a Berlin police agent who was forced to admit that Liebknecht's speeches showed he had "studied carefully the principal industries."

Nevertheless, newspaper reports were often gross distortions of the facts. The situation was so bad that Liebknecht was compelled to correct a number of accounts appearing in the socialist press.

When Karl Liebknecht departed, he vowed to return — a promise which World War I and his subsequent murder during the German Revolution made impossible to keep. Still, Dr. Foner shows the profound impact that Liebknecht had on the workers movement in the United States. Liebknecht's firm anti-war stance, for example, was a major inspiration for American socialists struggling against U. S. involvement in the European blood letting.

*William A. Pelz*

*Международное рабочее движение. (1871—1905 гг.) (International labour movement)* Москва, 1976. Том II. 654 стр.

Various workshops of Soviet historians cooperate in the preparation of the series which is projected to comprise six volumes. The present volume includes contributions written by research workers from the Institute of World History, the Institute of the History of the Soviet Union, the Institute of the International Labour Movement as well as the Institute of Marxism–Leninism of the Academy of Sciences of the Soviet Union. The editorial board of the whole series is headed by B.N. Ponomarev; the volume under review was written and edited, among others, by such well-known historians as Y. M. Zhukov, member of the Academy; I. Krivoguz, who has been dealing with the 2nd International since quite long ago and has written a monograph about it; as well as B. G. Tartakovsky who analyses the later period of Engels' life-work and has also written a monograph about that subject. Unfortunately, however, the editors were so much striving for collectivity in compiling this second volume that, unlike in Volume One, the authors of the individual chapters are left anonymous.

The chronological scope of Volume Two includes the period between 1871 and 1905. The first main chapter — the one which appears to be the most successful — lays the foundation, as it were, of the contents of the whole volume. In doing that, it sketches the economic tendencies of the transition from capitalism to imperialism. After that, the second subchapter of the same main chapter clarifies the political conditions of the fight of the labour movement through an investigation of both its common (universal) and regional (national) characteristics. From the latter point of view, it sets up three main types: (a) a West-European type, where bourgeois-democratic conditions have taken shape, (b) a type exhibiting polar opposition to the first one in that those conditions are totally missing (including Tsarist Russia and the despotic countries of the East), and (c) a transitional type for Germany and the Austro–Hungarian Monarchy. — We have to add here that in the present reviewer's opinion much more conclusions follow from all that than the authors of the volume care to draw.

In the same first chapter, the authors provide an outlook towards suffrage conditions and give an idea of the prevalence of democratic circumstances of life as well as the swelling of administrative bureaucracy. The strong point of the chapter is that the authors give a survey, backed by numerous data, of the increase of the working class, complemented by a cross-country comparison of the data involved. Further, they carefully point out the various sorts of structural shifts having taken place within the working class, the way the new layer of skilled workers assumed greater proportions as machine industry forged ahead as well as the way old layers disappeared. The same chapter sheds light on workers' living conditions, yielding a fair impression of the 'worktime front' and housing problems. The ratio of living standards and wage level is compared between countries as well, incidentally by reference to older historical works.

Another extra feature of the volume is that in surveying the position of employees it does not restrict itself to representing the numbers and internal layer shifts of physical workers but tackles officials and the technical intelligentsia as well. In doing that, it demonstrates by factual data that the swelling of the latter two layers was even quicker than that of factory workers. We should perhaps recall here that the Hungarian Ervin Szabó was one of the first researchers to point out this trend in the early 1900's and to deal *in merito* with the appearance of 'white collar workers'. On the other hand, it is a merit of the authors of the present volume that, though the emergence and quickening of that tendency is usually dated to after the turn of the century, they cast light upon the fact that it began much earlier and that it appeared overwhelmingly in the period of 1880–1907. (In Germany, for instance, the number of officials increased fourfold, and that of technical intellectuals employed in industry sevenfold, in the period mentioned.)

Interesting particulars are disclosed concerning the housing conditions of factory workers as well as the rise in their cultural level or the process of bringing down working hours. These three points bring us to a further problem of whether, after all, living standards of the working class rose in the given period or not; and if the answer is in the affirmative, to what extent. The authors give a circumspect and comprehensive answer to that question, involving cycles as well as a deeper process: the drop in corn prices (as well as those of other articles, such as sugar) that also contributed to the rise in standards of life. However, they point out at the same time that the working class was fairly stratified in that respect. The volume gives utmost care to a description of labour aristocracy;

attempting to circumscribe it in various countries from economic and statistical points of view and incorporating socio-psychological factors of attitude, object of life and way of life in the analysis.

In another subchapter of the first main chapter laying the foundations of the whole volume, the authors try, as it were, to provide a preliminary characterization of the labour movements of some specific countries. In some cases they seem to have succeeded, in others, their conclusions appear to be somewhat rough-and-ready. As for the United States, it is certainly true that there was free land, bigger fluctuation, and a considerable amount of foreign (immigrant) population; in France revolutionary traditions, the existence of and a demand for greater democratism within plants must have played a role as well as the retentive effect of much greater frittering away; in Italy we find an opposition between North and South, in Russia the paralysing weight of precapitalistic political and social conditions. It must also be mostly true that in Britain both their position as 'the workshop of the world' and the heritage of the colonial system had had their effects on the period in question — the whole picture still appears to be a bit slipshod. It is hardly enough to quote Engels' angry words about the British worker holding the same opinion about the colonial system as all other British citizens. Incidentally, the authors themselves refine that picture later on — but that does not make any of their precepts clearer. The emphasis on the opposition between English and Irish workers appears to be overdone; after all those are not the main characteristics of the British labour movement in the last one-third of the century. This objection is the more important since the foundation of the British labour movement is perhaps much easier to grasp in this period than in the first or second third of the century whose heroic stages (especially the chartism of the first period) pointed towards the future for all Europe but whose development is still much less 'linear' than that of what happened between 1880 and 1905.

Another subchapter tries to clarify in general the kinds of ideological influence that prevented masses of workers from reaching the socialist labour movement. The authors include under that heading religion, bourgeois radicalism, the 'Kathedersozialisten', nationalism, and the fact that capitalists themselves had learned how to talk in a new way according to the new demands of the new era, to manipulate public opinion. They refer to various media of mass culture (press, book publishing, education) here. In some cases, however, the double-faced quality of some phenomena should have been pointed out in a more pronounced manner. The role of religion and the church is itself variable, both through time and in various regions. In Britain, for instance, a number of workers' leaders went through such a religious influence; in fact, that was the first phase in their 'revolt'; and with some of them, religion remained characteristic throughout (e. g. Keir Hardie). Bourgeois radicalism could (or rather, did) also have such features. At the same time, the authors add — almost as a counterbalance — that the type of the reading and writing worker (and of workers who write lengthier papers such as autobiographies) appears. In the present reviewer's opinion it would have been reasonable to look back in time as reading workers — or, for that matter, workers writing autobiographies — had existed earlier, too, only they were well-trained handicraftsmen, or manual workers employed in small-scale industry. These people formed the 'main army' of the heroic age of the First International — think of Eccarius, Jung, Dupont, Applegarth, Malon and we could add many more names. What is new in the present era is that new type factory workers and miners begin to provide leaders (good examples are Keir Hardie, Tom Mann, William Thorne etc), and women, too, appear in the labour movement, which would have been inconceivable earlier.

The historical material itself — that of the history of the labour movement — is presented from 1871 on. The antecedents, deeds, debates, parties, international reception, and lesson of the Commune of Paris are dealt with extensively. But just because of this lengthy treatment, the few pages on the last years of the First International seem to be very little. It is true that Soviet historians produced an impressive bulk of papers some fifteen years ago for the centenary; but in the present volume there still is very little of a synthesis, though we should add that a more subtle elaboration on the influence of anarchists and on the problems of the movement in Britain and Belgium *are* to be found in it.

Another favourable feature is that the authors, in keeping with historical development, first survey workers' mass movements and strikes of the 70's and 80's, then trade unionism, and finally the forming of socialist political parties. However, straitened dimensions have a fatal impact here, as British and German trade unions are tackled in three pages each while French ones in only one page. Consequently, the volume treats the first workers' congress in 1876 only, and leaves the second congress unmentioned; thus, the illuminating process of whatever changed between 1876 and 1879 is

not depicted. Partly due to tight dimensions, partly to limited source materials, a number of problems remain unsolved. Thus e. g. talking of the emergence of *bourses*, it is more than peccable to say that they emerged from a reformist impulse but got under anarcho-sindicalist influence later on. That statement is quite meagre, one of the causes of which must be the fact that Pelloutier's role is not pointed out (though one of his papers is referred to). Speaking of British trade unions, the authors naturally deal with the great strike fights of 1889, the new trade-unionists taking wings, the adoption of socialist-oriented resolutions — but the question arises (and remains unanswered) what caused the alternation of 'stop-go' periods in the whole trade-unionist movement.

Similar types of problems are to be found with the section on socialist political parties. Here the opposition between *guesdeists* and *possibilists* occupies the centre of attention but the *possibilists'* influence on workers remains hidden as well as the differences between Malon and Brousse, and the characterization of *allemanists* is missing, too.

An interesting and rewarding venture of the volume is that a separate subchapter deals with the question of how and to what extent Marxism spreads 'latitudinally', what kinds of papers are written and popularized; and that socialist press receives another subchapter. But the latter is again extremely short, in fact, even newspapers like *Neue Zeit* and *Gleichheit* are only mentioned. In general, the weak point of the synthesis is that in many respects it only gives an outline of the events of the political movement. After all, it is impossible to summarize the ideological fights of the 1890's in ten pages if those ten pages are supposed to cover the Vollmar phenomenon, Millerand and the Fabian Society, as well as the agricultural programs of the German and French parties and even the problem of anarchists. Although another ten-page subchapter follows to characterize specifically the debates with revisionists, in those ten pages too many topics, countries, persons, papers are cramped together again: Bernstein and David, Turati and Bonomi. The latter two, especially, are just mentioned in a few lines, thus even the fact that they represent two different trends in Italy is not made clear. Out of the Belgian party, Ansele is classified as a revisionist — but why him and why him alone? What is even more, in the same ten pages not only the revisionists' taking wings but also the international reaction is treated.

The same paralysing limits of length that force the authors to use rough-and-ready formulations appear in the period after the turn of the century, where another ten-page section is devoted to the situation of West- and Middle-European parties of which two pages deal with Germany and three and a half pages with France (including the Millerand debate, the Dreyfus crisis, the introduction of both French socialist parties and the emergence of the CGT). Similarly sketchy picture is given about the Italian, Spanish, British and American parties where the authors usually ask just one question about parties and leaders: whether they proclaim a revolutionary policy or not. But that method cannot be so easily applied to regions whose conditions differ to such a large extent. Thus, the description of the British labour movement is not only scanty but also very little sympathetic towards the endeavours of the ILP. It is simply inadmissible that a volume of 650 pages should only devote one page to the prehistory of the Labour Party, the evolution of the LRC between 1900 and 1903, since the emergence of the Labour Party is, after all, a turning-point in the history of the British labour movement. The picture drawn of the Hungarian party appears to be a bit too unfavourable; we have to disapprove of the lack of mentioning names. The more so, since leaders of the Rumanian and Serbian parties are recorded. We could add that the authors should have indicated how much stronger the Hungarian party was, how much bigger masses of workers it rallied than e. g. the other two parties mentioned — otherwise the reader can form a false impression of reality.

János Jemnitz

Mária F. Fejér—Lajos Huszár: *Bibliographia numismatica Hungariae — A magyar numizmatika bibliográfiája*. Akadémiai Kiadó, Budapest, 1977., 322 p.

Tous ceux qui, jusqu'ici, voulaient avoir des informations plus détaillées sur les ouvrages numismatiques hongrois ou sur telle ou telle question de cette discipline en Hongrie, ne pouvaient se servir que des catalogues par matières des bibliothèques plus importantes ou, dans des cas plus heureux, que de la table des matières des revues numismatiques. La meilleure de celles-ci,

Numizmatikai Közlöny (Bulletin Numismatique) a publié il y a un quart de siècle sa table de matières jubilaire,\* et depuis lors seuls de moindres résumés furent publiés en langue hongroise sur les ouvrages numismatiques.

Les bibliographies historiques,\*\* établies avec un grand appareil, tout en tenant compte aussi des aspects numismatiques, ne pouvaient pas remplacer une bibliographie numismatique détaillée. Ainsi, cet ouvrage publié par les Editions Akadémia, peut à juste titre être considéré comme une *œuvre fondamentale* dans ce genre qui apportera du profit tant aux chercheurs spécialisés qu'aux collectionneurs désireux d'avoir des orientations. L'introduction en langue latine, traduite aussi en anglais et en allemand, évoque des traditions classiques.

L'introduction en langue hongroise est suivie de la « Liste des revues, séries, annuels étudiés, des ouvrages souvent cités et des abréviations » qui témoigne de recherches studieuses faites par *Mária F. Fejér* et *Lajos Huszár* pendant plusieurs décennies et au cours desquelles ils ont étudié des ouvrages spécialisés et des publications de presse en grande abondance. Ils se sont proposé d'étudier les publications en langues hongroise et étrangères sur l'ensemble de la Hongrie historique et, dans la mesure du possible, de citer les matières numismatiques relatives à la Hongrie se trouvant dans les pays voisins et dans des territoires plus éloignés.

Les renseignements bibliographiques sont classés en 28 groupes. Dans les groupes I-IV se trouvent les bibliographies antérieures, limitées en gros à certaines parties du territoire, les œuvres générales et les synthèses, ensuite les catalogues de médailles et enfin les listes d'ensemble des trouvailles de médailles. Dans les unités allant du V<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup>, les ouvrages sur l'histoire des monnaies sont groupés selon des principes en partie chronologiques, en partie politico-historiques et territoriaux. Selon la division en périodes « faite exclusivement selon les points de vue de l'histoire de la monnaie » les années allant de 1526 à 1973 (point final dans le livre) sont réparties en cinq unités des temps modernes. Le traitement à part de « l'époque kouroutz » est motivé, et il est également correct d'avoir classé dans des groupes autonomes la Principauté de Transylvanie et la Slavonie et Croatie. Un chapitre est consacré en entier aux billets de banque, et dans les trois autres groupes sont placés les ouvrages sur les médailles commémoratives. Les auteurs n'ont pas négligé non plus les ouvrages relatifs aux « Jetons. Etiquettes. Insignes », aux « Décorations. Insignes honorifiques ». Il est à saluer qu'après le groupe « Collection de médailles. Collectionneurs de médailles. Numismates » ils ont consacré une partie à part aux matières des musées, des collections publiques. Le chapitre XXV « Sociétés. Associations » permet de suivre l'évolution organisationnelle de la numismatique en Hongrie. Les ouvrages relatifs aux expositions et aux congrès s'y rattachent étroitement. Sous les titres « Technique et Restauration » une place séparée est accordée aux ouvrages qui fournissent d'utiles connaissances sur les médailles et monnaies à partir de leur fabrication jusqu'à leur conservation. Evidemment, malgré la classification soignée il y a des œuvres qui ne peuvent pas être insérées organiquement dans aucun des groupes, et celles-ci sont rangées dans la dernière unité, la XXVIII.

L'introduction au livre, bien que faite en quatre langues, ne constitue qu'une huitième de tout l'ouvrage, ce qui était possible parce que *Mária E. Fejér* et *Lajos Huszár*, avec une simplicité puritaine, avec une modération peut-être même un peu outrée, et dans une rédaction exempte de toute fioriture, se sont limités à n'y inclure que les renseignements indispensables.

Les tables de matières, dans les langues étrangères déjà indiquées, facilitent l'orientation selon les numéros des pages, mais comme les livres et articles inclus dans la bibliographie sont rangés en deux colonnes sur chaque page, dans l'ordre alphabétique des auteurs, l'index des noms à la fin du volume indique, après le nom des auteurs, le numéro de la colonne. Dans la suite, en cas d'un volume supplémentaire ou d'une édition augmentée, il serait opportun de compléter l'index des noms aussi d'un index des noms topographiques. Cela faciliterait le travail des chercheurs qui n'étudient pas un pays dans son ensemble, mais des aires plus réduites.

Dans le premier groupe, intitulé « Bibliographie », de la « Bibliographie de la numismatique hongroise » nous aurions bien voulu voir citer des bibliographies et manuels numismatiques

\**Huszár, Lajos*: Table des matières des années I (1902) — 51 (1952) de la Numizmatikai Közlöny. NK: 52—53 (1953—1954), pp. 34—61.

\*\**I. Tóth, Zoltán*: Magyar történeti bibliográfia 1825—1867 (Bibliographie historique hongroise 1825—1867) t. II. Gazdaság (Economie). Akadémiai Kiadó Budapest, 1952, p. 260. Spécialement: Pénz- és hitelügy (Affaires financières et de crédit), pp. 198—212 et: *Kosáry, Domokos*: Bevezetés Magyarország történetének forrásaiba és irodalmába (Introduction aux sources et à la littérature sur l'histoire de Hongrie) t. I. Tankönyvkiadó, Budapest, 1970, p. 890.



nationaux qui ne font que toucher la Hongrie, mais s'occupent en détails de la numismatique. Leur inclusion n'aurait pas substantiellement grossi le livre, et n'aurait pas donné des soucis supplémentaires aux auteurs, mais aurait apporté une grande aide et un grand profit à la recherche en Hongrie.

Au fond *Mária F. Fejér* et *Lajos Huszár* se sont chargés d'un travail de collectivité d'auteurs d'un très grand poids, en se rendant compte « qu'un travail de ce genre, même fait avec le plus grand soin, ne peut jamais prétendre à être complet ». Il ne serait donc pas juste de faire des réclamations pour quelques moindres publications, mais pensant à une édition augmentée à venir, qu'il nous soit permis d'attirer l'attention sur quelques publications de sources documentaires d'une importance fondamentale pour l'histoire de la monnaie dans la révolution et la guerre d'indépendance de 1848 : Kossuth Lajos az első magyar felelős minisztériumban 1848 április-szeptember. Kossuth Lajos összes munkái XII (Lajos Kossuth au premier ministère responsable hongrois en avril-septembre 1848. Œuvres complètes de Lajos Kossuth XII.) Réd. *István Sinkovics*. Akadémiai Kiadó Budapest, 1957. p. 1098, et un petit livre : *János Lipták* : A portai adó története az erdélyi fejedelemségben (Histoire du tribut à la Porte dans la principauté Transylvaine) Késmárk (Kežmarok), p. 85.

Le livre de *Mária F. Fejér* et *Lajos Huszár* comble une lacune et, pendant longtemps, n'aura pas de rival. Il lui revient une place d'honneur dans les bibliographies des disciplines apparentées aussi. Aussi bien, en rendant compte de la « Bibliographie de la numismatique hongroise » — mis à part les quelques remarques critiques ayant plutôt le caractère d'un désir — nous saluons les bibliographes laborieux et leur performance durable, ainsi que les savants qui accomplissent avec dévouement le menu travail aussi.

*János Buza*

*Monumenta rusticorum in Hungaria rebellium anno MDXIV. Maiorem partem collegit Antonius Fekete Nagy. Ediderunt Victor Kenéz et Ladislaus Solymosi, atque in volumen redigit Geisa Érszegi. Budapest, 1979. Editions Akadémia. 728 p. 36 pl. 8 r. (Publicationes Archivii Nationalis Hungarici II. Fontes 12.)*

En 1514, une décennie avant l'Allemagne, la Hongrie vit l'éclatement d'une grandiose guerre paysanne. Elle a pu éclater par suite de la croisade annoncée, avec l'autorisation du pape, par le cardinal archevêque d'Esztergom Tamás Bakócz. Les nouvelles recherches ont élucidé le rôle dans cette fermentation qu'avaient joué les franciscains qui, ne supportant pas les entraves imposées par leur ordre, répandaient des idées non-orthodoxes. L'insurrection mit le feu dans une partie considérable du pays et ébranlait dans ses fondements l'ordre féodal.

Notre historiographie est encore en dette d'une monographie digne de la guerre paysanne. Même le congrès n'y a pas pallié, organisé récemment à l'occasion du 400<sup>e</sup> anniversaire supposé de la naissance de Dózsa. Comme premier pas, il fallait dépouiller et publier les sources documentaires. C'est l'archiviste Antal Fekete Nagy qui a reconnu cette nécessité, mais qui a décédé avant d'avoir terminé le travail. Son œuvre fut continuée par Győző Kenéz et László Solymosi, mais des années devaient passer avant que le livre ne parût maintenant, sous la rédaction de Géza Érszegi. La technique de la publication des textes est impeccable. Les notes sont rattachées aux lignes numérotées, et le texte est, d'une manière inaccoutumée, divisé, selon le sens, en alinéas. Les diplômes formant des variantes sont publiés en colonnes parallèles. Cette entreprise présente d'autant plus d'importance que jusqu'ici aucune archives n'a embrassé dans sa totalité l'époque des Jagellons. Le présent volume va de 1513 à 1552. Le document datant de 1507, relatif aux violences à Medgyes de György Dósa Makfalvi, concernant selon toute vraisemblance György Dósa, est publié en annexe.

Quant à leur contenu, les documents publiés reflètent les détails de la guerre paysanne. Y figurent les détails du siège ou de la reddition de certaines forteresses, les représailles contre les participants connus de nom, et le don de leur propriété à ceux qui sont restés fidèles aux seigneurs. Les énumérations des dommages causés par les paysans et les exigences qu'ils ont provoquées de la part des seigneurs, sont très instructives. Grâce à celles-ci, la série des documents va jusqu'en 1552. Un document de la fin de 1514 se fait remarquer. Il s'oppose à l'installation du primat Tamás Bakócz dans la châtellenie de Hunyad, vu que, à ce qu'il paraît, la diète du jour de l'uc a proscrit le primat et lui

infligea nota infidelitatis (No 223). Cette fausse nouvelle reflète bien l'atmosphère qui régnait à la diète contre le primat qui avait provoqué la guerre paysanne.

Les multiples index constituent une des qualités de ce volume. Un index chronologique et un index des noms sont complétés des index de mots tchèques, allemands, hongrois, italiens et latins. Les tableaux comprenant les diplômes, ou leurs détails, sont suivis de tables contenant les armoiries et les sceaux. Les index des mots étrangers étaient faits avec l'aide de plusieurs spécialistes, dont par exemple, pour l'espagnol, d'Arago Cabanas, directeur adjoint des archives de la couronne d'Aragon.

En publiant les Archives Dózsa les Archives Nationales se sont acquittées d'une vieille dette, et elles peuvent compter sur la gratitude des chercheurs de cette époque.

György Bónis

*Christianus Schesaeus: Opera quae supersunt omnia. Edidit: Franciscus Csonka.*  
Akadémiai Kiadó, Budapest, 1979. 547 p.

In der Serie des Verlags der Ungarischen Akademie der Wissenschaften „Bibliotheca Scriptorum Medii Recentisque Aevorum“ erscheint — nach den Werken von Bonfini, Ransano, János Vitéz — zum ersten Mal der Band eines Autors, der im selbständigen siebenbürgischen Fürstentum des 16. Jahrhunderts gelebt hat. Die Wahl kann als glücklich bezeichnet werden, denn Schesaeus (Scheser), der in Mediasch (Medgyes) geborene sächsische Humanist, der in Kronstadt (Brassó), später in Wittenberg studierte, ein bedeutendes, aber bisher schwer zugängliches Lebenswerk hinterlassen hat.

Charakteristisch dafür ist das Schicksal seines Hauptwerkes, der „Ruina Pannonica“, dieses historischen Epos. 1571 erschienen in Wittenberg die ersten vier Gesänge des Werkes (Ruinae Pannoniae libri quatuor) und im gleichen Band drei weitere, sich den vorigen organisch nicht anknüpfende Gesänge (Addita est historia de bello Pannonico...).

Der erste Teil erstreckt sich auf die Jahre zwischen 1540 und 1552, die drei weiteren Gesänge befassen sich mit den Ereignissen des Jahres 1566. Die weiteren Teile des Werkes wurden nur in Manuskriptform, in einer späteren Kopie erhalten geblieben. Daß Schesaeus seine Arbeit fortgesetzt und einen Epos aus 12 Büchern verfaßt hat, erwähnt der im 17. Jahrhundert gelebte David Hermann in einem in Manuskriptform erhaltenen Werk (Transylvanicarum Rerum Annales Ecclesiastici). Die nicht abgedruckten fünf Gesänge, die sicherlich in mehreren Manuskripten verbreitet wurden, hat der geschichtsschreibende Senator von Hermannstadt (Szeben), Mathias Miles abgeschrieben, wir wissen nicht genau wann, soviel steht aber fest, daß er am 21. Dezember 1667 bereits mit der deutschen Übersetzung des Textes fertig war. Leider kann heute nicht mehr festgestellt werden, ob er das autographe Manuskript von Schesaeus benützt hat oder nicht. — Das Manuskript von Miles gelangte später zu Eder, dem bedeutenden siebenbürgischen Quellenherausgeber, der übrigens 1797 die in Wittenberg erschienenen ersten vier Gesänge der „Ruina Pannonica“ veröffentlichte. — Dann kam ein neuer Autograph zum Vorschein, den Mihály Heydendorff im Bischofsarchiv von Birtthäem (Berethalma) entdeckt hat. Er hat die unveröffentlichten fünf Gesänge abkopiert und der Siebenbürgischen Gesellschaft für Sprachpflege verschickt. — Eine Episode der „Ruina Pannonica“, die Geschichte der Anna Kendi wurde aber in diesen Manuskripten nicht überliefert. Diese wurde im Kronstädter Honterus-Gymnasium von István Hegedüs gefunden, dem die Schesaeus-Forschung soviel zu verdanken hat. Hegedüs hat diesen Abschnitt des Werkes übersetzt und die Übersetzung 1916 auch veröffentlicht. (Da das Kronstädter Manuskript bis heute nicht gefunden wurde oder endgültig verloren ging, und auch die Kopie von Hegedüs abhanden gekommen ist, mußte Csonka im Anhang des Werkes die ungarische Übersetzung publizieren.) Hegedüs wollte den Epos herausgeben und studierte dessen sämtlichen Manuskripte: außer dem nun erwähnten Fragment die Kopien von Miles und Heydendorff, sowie auch ein drittes Schesaeus-Manuskript, das in der Teleki-Bibliothek von Neumarkt (Marosvásárhely) aufbewahrt wurde. — Hegedüs stellte fest, daß alle Manuskripte der „Ruina Pannonica“ übereinstimmen, und das Manuskript von Miles die Quelle der anderen war.

Das Manuskript von Neumarkt wird von Csonka nicht erwähnt, er teilt nicht mit, warum er dies nicht gebrauchte oder gebrauchen konnte. Es besteht aber kein Grund, den Wert der

Forschungen von Hegedüs in Zweifel zu ziehen, und auf diese Weise vermindert der Mangel der dritten Textvariante den Wert der jüngsten Veröffentlichung nicht.

Csonka hat also die V—VIII. Gesänge und den XII. Gesang auf Grund der Manuskripte von Miles und Heydendorff, die I—IV. und IX—XI. Gesänge der gedruckten Publikation aus Wittenberg und von Eder herausgegeben.

Die Einleitung des Epos ist eine Empfehlung an István Báthory, die die Ansichten von Schesaeus über den Zweck der Geschichtsschreibung, die Gründe und methodologischen Prinzipien des Verfassens seines Werkes enthält. Der I. Gesang faßt die Ereignisse der Periode vom Tod Johannes' des Ersten, bis zur Ankunft Castaldos in Siebenbürgen kurz zusammen. Inzwischen findet der Verfasser auch dazu Anlaß, Siebenbürgen, dessen Völker und Städte vorzustellen. (Mit der Einfügung dieser Einlage leistete er dem Brauch der humanistischen Geschichtsschreiber gewähr.) Diesem Gesang schließt sich die Beschreibung unter dem Titel „Status religionis“, die die Geschichte der siebenbürgischen Reformation vom Gesichtspunkt des lutheranischen Pfarrers aus beinhaltet. Der II. Gesang beschreibt die Übergabe Siebenbürgens an Ferdinand den Ersten, die Ereignisse von Lippa, sowie den Tod von György Fráter. Der III. Gesang beginnt mit der sehr ausführlichen und interessanten, tagebuchartigen Schilderung der Preßburger Nationalversammlung von 1552, und kommt dann zum Fall von Temeschburg und den weiteren Vorgängen des türkischen Feldzuges. Der nächste Gesang bringt die ruhmreiche Verteidigung der Burg Eger im Jahre 1552 in Hexameter. — Die folgenden vier Gesänge, die nun zum ersten Mal im Druck erscheinen, beschäftigen sich hauptsächlich mit siebenbürgischen Ereignissen. Der V. beschreibt die Taten der nach Siebenbürgen versandten Heeren von Castaldo und erzählt die Ereignisse bis 1556. Bis 1559 kommt der VI. Gesang, der die Zerstörung von Küküllővár, der Burg von Péter Petrovics, die ungarische und siebenbürgische Tätigkeit des „sacramentarius“ Stancarus, das Testament und den Tod von Péter Petrovics (die tragische Geschichte der Anna Kendi im Anhang), die Ermordung der Geschwister Kendi und Ferenc Bebek beinhaltet und mit der Beschreibung des Testaments, des Todes und Begräbnisses der Königin Isabella endet. Der nächste Gesang handelt vom Übertritt von Menyhért Balassa zum Ferdinand den Ersten, dem großen Aufstand der Sekler im Jahre 1562 und der Geschichte des Moldauer Fürstentums von Jakab Heraclides (1563). Held des VIII. Gesanges ist Zsigmond János. Schesaeus besingt seine Feldzüge gegen Schwendi und Menyhért Balassa in den Jahren 1564—1565. — Mit dem Feldzug der Türken von 1566 befassen sich die nächsten drei Gesänge, deren Titel in der Wittenberger Ausgabe: „Historia de bello Pannonico“ lautet. Der IX. Gesang erschließt die Gründe des Feldzuges Suleimans und erzählt, wie sich Zsigmond János dem in Ungarn eingetroffenen Sultan unterworfen hat. Der Dichter will diese unpopuläre Aktion seines Helden damit entschuldigen, daß er dies im Interesse des Landes getan hat. Die wichtigsten Ereignisse des Feldzuges, der Fall von Sziget und Gyula werden im nächsten Gesang verewigt, auch die Grabaufschrift von Miklós Zrínyi ist in diesem zu lesen. Zsigmond János ist auch der Held des XI. Gesanges, der sein Land von dem Einfall der mongolischen Heeren verteidigt hat. Schließlich bearbeitet der XII. (im Manuskript erhaltene) Gesang die Ereignisse der Jahre 1568—1571. Sehr fachkundig macht er mit dem Glaubensstreit von 1568 in Weißenburg (Gyulafehérvár) bekannt, und besingt später, wie Zsigmond János mit den Türken gebrochen hat. Auch die Wiener Legation des Gáspár Békés kommt zur Sprache. Er beschreibt die ominösen Zeichen vor dem Tod von Zsigmond János, den Tod und das Begräbnis des Fürsten. An dieser Stelle wird das Manuskript unterbrochen, obwohl der Inhaltsauszug am Beginn des Gesanges auch die Verewigung der Wahl István Báthorys zum siebenbürgischen Fürsten und der ersten Ereignisse seiner Herrschaft verspricht.

Demnach hat Schesaeus sein Werk nicht vollendet. Aber nicht nur das Fehlen des Endes des letzten Gesanges erweckt das Gefühl der Unvollendetheit. Die I—IV. und IX—XI. Gesänge scheinen selbständige Werke zu sein, die der Verfasser mit den später entstandenen Gesängen zu keinem einheitlichen Ganzen verschmolzen hat. Auch die vielen Einlagen brechen die Handlung, das Werk verfällt manchmal auf das Nacheinander der einander ablösenden Szenen. Diese Szenen sind aber authentisch, Schesaeus verwendet zuverlässige Quellen, und deshalb ist sein Werk hauptsächlich im Hinblick auf die siebenbürgische Ereignis- und Kirchengeschichte der 1560er Jahre eine primäre historische Quelle.

Die nun erschienene erste vollständig gedruckte Ausgabe der „Ruina Pannonica“ ist eine niveauvolle Leistung der ungarischen Quellenpublikation, das Ergebnis sehr gründlicher philologischer Arbeiten. Csonka teilt die Textvarianten, die Randbemerkungen im Manuskript von Miles, sowie die Quelle der Zitate, Übernahmen, Andeutungen in Fußnoten. Da es sich um einen

humanistischen Epos handelt, kommen diese zahlreich vor; natürlich übernimmt Schesaeus vom Vorbild der Eposschreiber, Vergil am meisten, er wendet sich aber auch zu anderen antiken Autoren (z. B. Ovid), der Bibel und den zeitgenössischen Humanisten für je einen Ausdruck, einen Satz. — Der vielleicht wertvollste Teil des reichen Apparates im Band ist das Verzeichnis, das die Verfasser der antiken und späteren (meistens zeitgenössisch-humanistischer) Zitate zusammenfaßt. Das ist einer ernsthaften bildungshistorischen Studie wert. Vom philologischen Apparat fehlt auch der biblische Zitate versammelnde Index, sowie der Zeiger der Versmaße nicht. Am umfangreichsten ist natürlich das Orts- und Namenverzeichnis. Dieses bearbeitet die Ortsnamen auch in ihrer heute gebräuchlichen Form, also nicht nur „Posonium“, sondern auch „Preßburg“ und „Bratislava“ sind Stichwörter. Leider hat bei den Personennamen teilweise nur die lateinische Form Stichwortwert, und die heute übliche Namenform wurde ins Verzeichnis nicht aufgenommen. Petrus, vaivoda Moldaviae kommt z. B. in der Namenform Petru Rares nicht vor. Auch die Behandlung der türkischen Namen bleibt ungelöst. — Die erklärenden Anmerkungen verhelfen durch die Identifizierung der vorkommenden — manchmal nur mit Vornamen oder Würdennamen angesprochenen — Personen, sowie die genaue Bezeichnung der geographischen Namen zum besseren Verständnis des Textes. Die übrigen, weniger sind die Erzählung der Vorfälle korrigierenden kritischen Anmerkungen.

Scheinbar hat Csonka — im Gegensatz zu Eder, der die ersten vier Gesänge als historische Quelle herausgegeben hat — den Text des Epos als belletristisches Werk betreut. Jedenfalls wird es der leichter haben, der die „Ruina Pannonica“ als belletristische Arbeit studieren möchte, als der, der sie als historisches Werk handhaben möchte. Die quellenkritischen Anmerkungen und Analysen können die Auctor-Indizes nur zum Teil ersetzen. Die Sache der Historiker würde dadurch wesentlich erleichtert werden, wenn eine quellenkritische Analyse das Verhältnis von Schesaeus zu seinen historischen Quellen erläutern und ein Anmerkungenapparat die Angaben Schesaeus' im Spiegel der Ergebnisse der heutigen Geschichtswissenschaft untersuchen würde. Deren Fehlen tut dem Wert der mächtigen Leistung Csonkas keinen Abbruch, ich möchte die Aufmerksamkeit nur darauf lenken, daß bei der Veröffentlichung eines solchen Werkes die eigenartigen Gesichtspunkte der Forscher besser hätten berücksichtigt werden.

Der Band enthält sämtliche (12) Werke von Christian Schesaeus in der Reihenfolge ihrer Entstehung. Obwohl die Bedeutung keines Werkes die der „Ruina Pannonica“ herannaht, und die Rahmen der zeitgenössischen humanistischen Gelegenheitsdichtung oder Ansprache nicht überschritt, doch müssen wir auch in dieser kurzen Rezension unbedingt „Oratio describens historiam vitae praecipuam clarissimi viri Leonharti Stöckelii“ (herausgegeben 1563 in Wittenberg), das die wichtigste zeitgenössische Quelle über das Leben des bedeutenden Reformators — zeitweilig auch des Professors von Schesaeus, sowie eine andere Rede erwähnen, deren Titel „Oratio de origine et progressu inchoatae et propagatae coelestis doctrinae in hac miserrima patria nostra“ ist (der Text wurde im Codex Hermannianus bis in unsere Tage erhalten), und die eine unentbehrliche Quelle der Geschichte der ungarländischen Reformation ist.

Unter den Fragmenten und den Werken nicht genau feststellbarer Autoren finden wir auch eine kürzere Chronik: „Compendium historiae rerum Ungaricarum“ (veröffentlicht 1596 in Frankfurt am Main). Csonka bestätigt glaubwürdig, daß Schesaeus, der bisher für den Verfasser gehalten wurde, diese nicht schreiben konnte. Diese Tatsache vermindert natürlich die Bedeutung dieses Werkes nicht. Die Chronik behandelt zuerst die Geschichte Ungarns vor der Landnahme, kurz, und charakterisiert dann mit einigen Sätzen die wichtigeren ungarischen Würden, die ungarischen Komitate. Anschließend werden die für wichtig gehaltenen Ereignisse in der Reihenfolge der einzelnen Könige beschrieben, wobei das 15—16. Jahrhundert ausführlicher dargelegt wird.

Diese Publikation eröffnete in der Schesaeus-Forschung einen neuen Abschnitt. Wir hoffen, daß seine Ergebnisse bald genutzt werden, und Schesaeus endlich seinen würdigen Platz unter den Großen des geistigen Lebens des 16. Jahrhunderts einnimmt.

József Bessenyei

Vera Zimányi: *Magyarország az európai gazdaságban 1600-1650 (La Hongrie dans l'économie européenne 1600-1650)* (in *Értekezések a történeti tudományok köréből* 80.). Akadémiai Kiadó, Budapest 1976. 187 pp.

Auteur de nombreuses études d'histoire socio-économique, de deux importantes monographies sur l'histoire agraire, Vera Zimányi s'est proposé d'aborder sous l'aspect de l'histoire des prix les principales lignes de développement économique de la Hongrie dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, pour en donner une synthèse. Comme le titre l'indique, il ne s'agit pas d'une analyse réduite de l'histoire économique, mais d'un large contexte international qui permet d'examiner l'importance économique de la Hongrie en voie de diminution dans l'Europe de cette époque. L'auteur ne voulait pas se tenir avec rigidité aux limites chronologiques indiquées, dans plusieurs cas, elle se réfère à la période précédant le tournant des XVI-XVII<sup>e</sup> siècles, et les perspectives qu'elle signale pour la période d'après 1650 présentent de l'avantage pour le livre.

Vu que les ouvrages relatifs à l'histoire des prix n'ont que des antécédents très modestes en Hongrie, et que les ouvrages étrangers de ce genre n'ont été cités chez nous que très inégalement, Vera Zimányi jugea nécessaire de présenter les plus importantes écoles et tendances de l'histoire des prix. Dans le premier tiers de son livre, elle prend le rôle de guide et offre une large analyse de la révolution des prix et de ses conséquences, se basant sur les monographies et études entre autres de W. Abel, Earl J. Hamilton, E. Hobsbawm, A. V. Judges, F. Braudel-F. Spooner, P. Vilar, et parmi les historiens polonais de l'économie, qui nous intéressent de plus près, de St. Hoszowski et J. Topolski. Cette revue utile montre aux lecteurs les difficultés des études sur l'histoire des prix et offre à la fois la démonstration d'importantes différences dans la conception de cette branche, indéniablement exacte, de l'histoire économique.

Quant à l'époque du « grand changement du climat économique », que l'on peut situer à la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> et au début du XVII<sup>e</sup> siècles, les recherches faites par l'auteur avec Dezső Dányi et qui sont en cours, et aussi les séries de données publiées par Štefan Kazimir, ont fourni une quantité suffisante de renseignements pour l'histoire des prix et des salaires dans les territoires de l'Ouest et du Nord de la Hongrie de l'époque, afin que Vera Zimányi puisse confronter des prix de vin, de céréales, de bêtes sur pied et de viande, aux diagrammes représentant l'évolution des prix en Europe, et aussi afin de présenter quelques courbes représentant les salaires dans la période de 1570-1700. En dehors de l'approche, déjà indiquée, du côté de l'histoire des prix, il convient encore de souligner que dans cet ouvrage l'auteur traite les données à sa disposition, relatives aux prix, en tant que moyen à l'aide duquel elle peut tirer des conclusions concernant le développement économique, surtout agraire, de la Hongrie aux débuts du féodalisme tardif. A mon avis, c'est un procédé adéquat. Dans son travail, elle pouvait utiliser les recherches comparatives en histoire économique, d'un large horizon, faites au cours des dernières décennies par László Makkai et Zsigmond Pál Pach. En outre, elle a trouvé des motivations aussi dans les recherches de Jenő Szűcs et de János Varga.\*\*

Vera Zimányi est entièrement d'accord avec la conception selon laquelle on peut démontrer entre les parties économiquement séparées de l'Europe des éléments prouvant qu'elles sont tributaires l'une de l'autre, grâce à quoi, selon la formule de Zsigmond Pál Pach, l'économie européenne formait une unité « profondément fonctionnelle ». Il n'est donc pas étonnant de voir que les vagues de conjoncture et de dépression se manifestaient en Hongrie aussi dans des tendances analogues à celles de l'Europe Occidentale — comme l'a signalé László Makkai.

La révolution des prix, dans sa période de montée de la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, produisit en Hongrie aussi une importante conjoncture agraire. Dans cette hausse en bond des prix il faut tenir compte aussi d'effets de tendances d'inflation, aussi Vera Zimányi tenait-elle pour justifié d'établir une différence entre « l'inflation rampante » et l'« hyperinflation ». Elle est d'avis que la première avait marqué la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> et le début du XVII<sup>e</sup> siècle — selon la formule de F. Braudel « le long XVI<sup>e</sup> siècle » — tandis que la deuxième apparut au début des années 1620. Il est toutefois évident que l'augmentation divergente des prix des différents articles ne s'explique pas avec

\*Der Bauernstand der Herrschaft Güssing im 16. und 17. Jahrhundert. Eisenstadt, 1962. Burgenländische Forschungen, Heft 46. A rohonc-szalónaki uradalom és jobbágysága a XVI–XVII. században (Le domaine de Rohonc-Szalónak et ses serfs aux XVI-XVII<sup>e</sup> siècles). Editions Akadémia, Budapest 1968.

\*\*Plus amplement voir: Katalin Péter: Hungary and Eastern Europe — Research Report. 657-660. in: Etudes historiques hongroises II. Editions Akadémia, 1980.

des seuls motifs inflationnistes. Vu que dans le cadre de l'évolution des prix, ceux des produits agricoles sont marqués par une augmentation plus brusque, les régions agraires de l'Europe, dont aussi la Hongrie, profitèrent de revenus considérables. Nos registres de douane, fragmentaires, dits «registres de trentièmes», témoignent partiellement de l'augmentation du commerce extérieur, et ensuite de la réduction des exportations et des importations au moment de la baisse, sensible en Hongrie aussi, de la révolution des prix.

La conjoncture agricole dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle a joué un rôle important dans la formation du métayage, des exploitations seigneuriales ayant aussi une production marchande, ce qui causa aussi l'augmentation de la corvée. Par le truchement de la neuvième due au seigneur terrien et de la dime louée à l'Eglise, les seigneurs féodaux acquirent par endroits une cinquième des produits des exploitations des paysans-serfs. Nous connaissons bien les besoins considérables des maisons seigneuriales — y compris aussi le personnel économique et *militaire particulièrement important à l'époque*. — mais il n'en est pas moins évident que le grand poids des redevances en produits exerçait une influence désavantageuse sur l'évolution du marché hongrois. Il va sans dire que cette évolution défavorable des conditions du marché n'était pas générale à l'intérieur du pays non plus. Là où le réseau urbain était plus dense et il y avait donc des possibilités de mettre en place des cultures demandant de grandes dépenses de travail, l'exploitation paysanne s'occupant de production marchande pouvait profiter des possibilités relativement plus avantageuses du marché.

Dans un chapitre bien réussi, Vera Zimányi démontre qu'il n'y avait pas de différence essentielle entre le niveau technique des deux types d'exploitation — paysan et seigneurial. Dans la production marchande agricole un rôle de très grande importance revenait à la viticulture et à l'élevage pour l'exportation. Parmi les régions viticoles de la Hongrie, Hegyalja (Tokaj) acquit à cette époque un renom international, mais ce n'était pas l'unique aire de monoculture dans la Hongrie de l'époque. Les cadres restreints de l'étude ne permettent pas de demander que les régions viticoles typiques soient traitées avec le même poids dans une monographie relativement brève, il aurait été impossible d'entrer dans les détails à propos de chacune, mais il aurait été préférable de les signaler, par exemple Pozsony (Presbourg-Bratislava) et les bourgs viticoles de ses environs comme Bazin (Bössing, Pezinok), Modor (Modern, Modra), Szentgyörgy (Sanct-Georgen, Jur pri Bratislava) (actuellement tous en Tchécoslovaquie).

Il est fort probable que dans notre commerce extérieur l'exportation des bovins ait joué pendant longtemps un rôle déterminant. L'auteur est d'avis que cet important secteur des exportations s'épanouit dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, mais que dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> il perdit déjà de son importance. A l'opposé des explications précédentes, monocausales, qui mirent en cause la seule politique économique des Habsbourgs, l'auteur énumère de multiples causes de ce déclin: par exemple, le rétrécissement des débouchés traditionnels (Italie du Nord, villes de l'Allemagne du Sud), les modifications dans les structures alimentaires, le rapprochement des niveaux des prix à Vienne et en Hongrie, ce qui était un facteur d'extrême importance, concurrence de marchands étrangers, surtout italiens etc. Il faut attribuer à l'effet de l'ensemble de ces facteurs que la situation matérielle des commerçants hongrois fut ébranlée dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, et l'auteur suppose en outre que pendant cette période des difficultés surgirent dans l'élevage également. La dégradation de la situation matérielle des commerçants de bovins en Hongrie est un fait indiscutable, mais on peut dire qu'il ne s'ensuit pas directement une crise de l'élevage des bovins. Les éleveurs de la région entre le Danube et la Tisza avaient la possibilité d'écouler leurs bêtes sans l'intermédiaire des commerçants aussi, et la situation matérielle des paysans habitant les bourgs témoigne, jusqu'à la fin des années 1640, plutôt d'une amélioration que d'une détérioration malgré la tendance des impôts à l'augmentation aussi bien en monnaie de calcul qu'en thaler. L'élevage, désigné par l'auteur aussi comme «d'envergure», n'était pas aussi extensif que le livre le laisse entendre, c'est que dans les parties des puszta de meilleure qualité on semait des mars qui assuraient de la pâture et aussi de la paille de fourrage, et les agriculteurs aisés employaient en grand nombre des ouvriers saisonniers pour pouvoir ramasser du foin en quantité suffisante. Nos remarques ne visent qu'un tableau plus nuancé sans pour autant modifier la constatation de Vera Zimányi selon laquelle la dépression vers le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle avait des conséquences défavorables aussi pour le commerce du bétail en Hongrie.

Les derniers chapitres du livre sont consacrés aux facteurs qui entravaient le développement industriel des villes de Hongrie. Dans le retard de ce développement l'arrivée en masse des produits industriels étrangers a joué un rôle décisif, mais l'activité des artisans des fermes, des bourgs (ceux-là

avaient peut-être le plus grand poids) et des villages contribuaient à la stagnation de l'industrie urbaine dans le sens strict du terme. Il aurait été utile d'illustrer cet arrêt indiscutable dans le développement de l'industrie urbaine par quelques exemples hongrois et européens concernant le nombre des branches industrielles et les proportions des commerçants et des industriels. L'auteur a consacré relativement peu de place à la présentation de l'industrie minière en déclin, une des raisons en est à trouver probablement dans les recherches moins abondantes sur ce sujet à l'époque en question.

Dans le dernier chapitre l'auteur traite ce qu'on appelle « l'inflation nobiliaire ». On peut observer non seulement en Hongrie, mais dans bien des régions européennes, que la noblesse gagne du terrain à cette époque, mais l'augmentation de son poids économique et politique n'était de loin pas égale dans ces différentes régions. En Hongrie, dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, cela s'explique aussi par le fait que dans les périodes précédentes non plus la bourgeoisie n'arrivait pas à se renforcer.

Le livre de Vera Zimányi rencontra un grand intérêt non seulement parmi les spécialistes, mais aussi parmi les lecteurs s'intéressant à l'histoire économique. Comme la plupart des œuvres de synthèse, il a évidemment provoqué des polémiques aussi. Il est à espérer que cet accueil accélérera l'achèvement de leur travail en commun avec Dezső Dányi sur l'histoire des prix, dont la publication est déjà d'une actualité urgente.

János Buza

*Gyula Juhász: Hungarian Foreign Policy 1919—1945. Akadémiai Kiadó, Budapest, 1979. 356 p.*

We are in a happy position reviewing Gyula Juhász' book on Hungarian foreign policy 1919—1945, because we have not to ask the question which recently was raised in England in connection with a new Hitler-biography: Do we need another book about Hitler?

We needed very much a book on modern Hungarian foreign policy in English because there was none. Even the well-known two volume work by the late C. A. Macartney: "October Fifteenth, a History of Modern Hungary: 1929—1945" did not cover the entire interwar period. The present book came out just at the right time from many points of view. The Hungarian version appeared ten and the revised one four years ago. Though it already had nearly the same value as the English version the author had more opportunities in the interim period to make use of the Hungarian and foreign books and articles which appeared in the last decade. Also he could make use of the available British archival sources, mainly the Foreign Office papers up to 1945 and had the opportunity in many conferences to exchange his ideas on the Second World War period with other historians working in this field.

Gyula Juhász' book is a handbook in the best sense. Without it you cannot form a sober view of what went on in Hungary after Trianon until the formation of a Provisional National Government at Debrecen in December 1944. And not only what was going on nearly every year with neighbours, and with friendly and unfriendly governments, but why everything went wrong with nearly everyone. The author also goes back to the antecedents of the counterrevolutionary Hungarian foreign policy. He explains broadly but very ably the crisis of Dualism, how the international relations which made the creation and the survival of the Dualist Monarchy possible changed radically by the first decade of the 20th century, how and why the Entente powers gave up their position regarding the integrity of the Monarchy and why the democratic forces were not strong enough in Hungary. These and similar explanations show the mature approach of the author to foreign policy formation as a whole. He is not content with the very accurate narrative—which is sometimes too detailed (in the case of the description of the Trianon Treaty or the Rome Protocol in 1934)—but also presents the interrelations of international and national policies, as much as the interrelations of foreign and home policy making. In such a case as Hungary this is highly important. Though the governments did not change as often as in interwar France, it happened in Hungary just as in France, that most of the policy makers of Hungary, came in and out of government posts. The scenes, the circumstances and partners might have changed, but the persons and their main theme: revisionist, self-centered, narrow-minded, nationalistic and conservative (sometimes semi-fascist), often inexperienced policy making remained the

same with some rare exceptions. And here is one of the main merits of Juhász' book: without condemning the actors of this epoch of Hungarian history, he lets the facts speak for themselves.

The story is well known. After the short lived Hungarian Soviet Republic of 1919 the counter-revolutionary groups were organized and early in August Horthy began preparing for a take-over. The situation was complicated by the conflicting interests of the Entente Powers. The French supported the Roumanian demands, the helped the Roumanian Government to prolong their occupation, Britain demanded the termination of the occupation with growing decisiveness. As Juhász rightly states, the Hungarian counter-revolutionary politicians were well aware of the British position. Juhász shows how after August 1919 when the narrow-minded PM Friedrich was in charge of affairs, through the mission of Clerk in October and after the Roumanian evacuation of Budapest in November, Horthy's "national army" march to the capital was promoted by the Entente Powers. The Entente representatives in Budapest had practically unanimous confidence in Horthy and the British were especially favourable to him, because—as the British chief representative in Budapest, who happened to be an old, intimate friend of Horthy—wrote "... he [Horthy] is absolutely honest, reliable and vigorous. He has nothing of the character of an adventurer or a military chauvinist". It came as a surprise to no one—the least to Britain—therefore that the government of Hungary under Admiral Horthy right from the outset had strong nationalist-irredentist tendencies and efforts were exerted to use any means first to get the terms of peace changed, than revised. Juhász explains why he calls the Hungarian parliamentary system a counter-revolutionary one. Because all the parliamentary parties were alike: they all were counter-revolutionary in the sense that they accepted the fundamental principles of the regime; they repudiated not only socialism but also bourgeois democracy. The counter-revolution found in Count István Bethlen a politician who was able, cunning and aggressive enough to make the system work for more than two decades. He was PM for a decade, then out of power but an influential "éminence grise" who stood behind Horthy as Sir Horace Wilson stood behind Chamberlain.

Juhász follows minutely the path of Hungarian foreign policy from isolation in the early twenties to friendship with Italy and later under Gömbös to the search for friendship with Hitler. Gömbös had the same conception of foreign policy as Bethlen which Juhász calls the "pendulum policy", i.e. seeking the combined support of all powers opposing the Versailles status quo—but in a way it was more ambitious. First he wanted prompt successes and wanted to use these for the promotion of his domestic policy. Second he sought to be a great designer in Central European policy making. Gömbös broached Mussolini's Italo-Austro-Hungarian alliance idea as a possibility to foster friendship with Germany. The whole concept: the Italo-Austro-Hungarian bloc becoming Germany's Central European ally was to serve Hungarian revisionism and act as a safeguard against the Little Entente.

More than half of Juhász' book deals with Hungary's foreign policy during the Second World War. The essence of this policy can be described by one sentence: "The foreign political conception developed by the Teleki Government on the threshold of the Second World War, although it scored some temporary successes, was in fact, built on irreconcilable contradictions which were bound to bring about the failure and collapse of this policy." The contradictions already became manifest in May 1939 and went on until the Arrow-Cross take over on October 16, 1944 under Ferenc Szálasi, the last card of Hitler. There was no pendulum any more. Szálasi promised to Hitler 1,500,000 soldiers, signed an agreement with the Germans for the delivery to Germany of all factory equipment, livestock and rolling stock of the country and the gold reserve of the National Bank. Tens of thousand of innocent victims were done to death by "Hungarist" terror commandos in the Arrow-Cross houses or shot dead on the Danube embankments. Chapter IV and V are not only the most original and richly documented part of the book, but the most readable part too. There is tension behind the scenes, one feels for instance reading about the Kállay government's foreign political ambitions and half-hearted attempts to withdraw from the war, how near Hungary was to withdrawal, escaping German occupation and the massacres by Szálasi's men. Juhász himself raises the question if there were any chances for Hungary to carry out in the autumn of 1943 or early in 1944 an about-face and if it would have involved a major risk? His views are summed up thus: Decisive among Kállay's motives were to consider the chances of the counter-revolutionary régime's survival after the war. Juhász' new data on British considerations towards Hungary found amongst the Foreign Office files in the Public Record Office make his picture vivid and reliable. He for instance quotes F. K. Roberts who wrote in August 1943 about his conversation with Böhm: "In his [Böhm's] view it was most important" that the



Democratic Parties should not be urged by us to enter the Government or to replace the present regime, who should be compelled to accept full responsibility for a far from promising armistice and peace treaty. Professor Namier also made a comment on the possible about-face of Hungary: he said it might lead to the German reaction and advised to save the last important Jewry left in Europe (the 800,000 Jews). "The Hungarians would chose not to move until it was practically certain that the Germans would not be able to react."

Amongst the many detailed descriptions and data which are available in the book I found only one little mistake. Juhász believes that when L. Veress was presented with the terms of the so-called draft armistice between the Hungarian Government and the United Nations on a motor boat in the Bosphorus at midnight of September 9, 1943, the message was handed over by Sterndale Bennett. I was told by Michael Foot and Elisabeth Barker that it was handed over by Sir Hughe Knatchbull-Hugessen, the British Ambassador who himself wrote this in a letter five years later. (This version of mine is repeated in L. Veress' obituary in *The Times*. He died on September 23, 1980.) Juhász succeeds in giving an entire and reliable account of Hungarian foreign policy in the years 1919–1945. Readers of his book may find his narrative interesting from a European point of view as well. Foreign Minister Neurath and others made semi-confidential comments to Hungarian ministers or PMs about their conceptions or negotiations with the British (for instance in November, 1937 with Halifax) or with other diplomats. Highly interesting are the details about the conversations between ex-empress Zita and Roosevelt (Sept. 1943) and later between Otto and Roosevelt (January, 1944). Roosevelt as usual was non-committal.

Publisher, translator S. Simon and translation reviser M. Kovács have produced an excellent translation. Readers of *The Times Literary Supplement* in Britain were informed about this book nearly at the same time as the *Complete Poetry* of the eminent and martyr-poet, Miklós Radnóti was reviewed. The lamentable history of Hungary between 1919 and 1945 is now available to the English reader through her historian and her poet.

É. H. Haraszti

Zsuzsa L. Nagy: *Bethlen liberális ellenzéke (A liberális polgári pártok 1919—1931) Bethlens liberale Opposition (Die liberalen bürgerlichen Parteien 1919—1931)*  
Akadémiai Kiadó, Budapest, 1980. S. 242.

Der vorliegende Band leistet zur Untersuchung der Geschichte der Parteien, die im innenpolitischen Leben der ungarischen konterrevolutionären Periode eine Rolle gespielt haben, einen wesentlichen Beitrag. Die fachkundige Analyse, die vielseitige Erläuterung des Programmes, der Rolle der zur linksgerichteten Opposition gehörenden liberalen bürgerlichen Parteien füllt eine alte Lücke. Die Autorin beschäftigt sich seit Jahren mit dem Thema, dessen verschiedene Aspekte sie in mehreren wertvollen Studien dargelegt hat. Die Abhandlung „A budapesti liberális ellenzék 1919—1944“ (Die Budapester liberale Opposition 1919—1944), die 1972 erschienen ist, und die den in hauptstädtischer Relation besonders bedeutenden Faktor in der Gesamtheit der Periode untersucht hat, erhöhte bereits für die baldige Vorstellung der landesweiten Tätigkeit der liberalen bürgerlichen Parteien das Interesse und den Anspruch.

Dieser erste Teil des bedeutenden Unternehmens, den wir nun endlich in der Hand halten, behandelt das Thema in den Anfangsjahren der Konterrevolution und während der zehnjährigen Regierung Bethlens, aber auch mit Ausblick auf die weitere Gestaltung der Geschichte der liberalen bürgerlichen Parteien in der zweiten Hälfte der konterrevolutionären Periode. Nachdem sie auch mit dem Hinweis auf die Voraussetzungen nicht schuldig bleibt, sondern auch auf die, der Zeit des Dualismus entstammenden wirtschaftlichen, gesellschaftlichen, ideologischen, organisatorischen Wurzeln, und dann — vom Gesichtspunkt ihrer Konsequenzen, Wirkung aus — auch auf die Revolutionen von 1918—1919 in analytischer Weise hindeutet, liefert sie die notwendigen Perspektiven zur richtigen — die Entwicklungslinien in ihrer vollen Länge berücksichtigenden — Bewertung der in diesem Band ausführlich behandelten Periode.

Nach dem Sturz der Räterepublik gerieten sogar die liberalen bürgerlichen Parteien während der konterrevolutionären Restauration der bürgerlichen Gesellschaft in eine sehr bedrängte, heikle Situation. Sie wurden der Unterminierung des alten Systems angeschuldigt, und wegen ihrer Rolle in der bürgerlich-demokratischen Revolution von 1918 als Quartiermacher der sozialistischen Revolution betrachtet. Ferner wurden sie sogar für die Gefährdung der früheren territorialen Integrität und ihre unzulängliche Verteidigung verantwortlich gemacht. Die Bürgerliche Radikale Partei Oszkár Jászis wurde im Herbst 1919 nicht mehr neu gegründet; ihr Leiter verfolgte die Gestaltung der ungarischen Lage aus der Emigration. Auch inmitten der hoch schlagenden Wellen des Antisemitismus, der das ungarische Judentum des unnationalen Verhaltens beschuldigte, erschien die Demokratische Partei Vilmos Vázsonyis wieder auf der Szene, und fügte vor ihren Namen das Attribut „Nationale“ bei. Auch die Unabhängigkeits- und 48er Partei trat wieder in die politische Arena, doch entfernte sie sich von ihrem früheren, emigrierten Leiter, Mihály Károlyi, gegen den im konterrevolutionären Ungarn bald ein Hochverratsprozeß eingeleitet und der auch verurteilt wurde.

Die Tatsache, daß diese beiden liberalen Parteien auch inmitten des Tobens des konterrevolutionären weißen Terrors den Kampf für nicht aussichtslos hielten, beruhte auf der Vermutung, daß die siegreichen Entente-Mächte, die in der Ausgestaltung der Friedensverhältnisse ausschlaggebenden westlichen Demokratien nicht dulden werden, daß in Ungarn die extrem rechtsgerichtete Reaktion dauerhaft Fuß faßt, und auf ihren Druck wird der Weg für die beträchtliche Geltung der liberalen Parteien im politischen Leben des Landes eröffnet. Nachdem je ein liberaler Politiker bereits in der zweiten Friedrich-Regierung, und dann in der Regierung Károly Huszárs einen Posten bekommen hat, hofften sie schon darauf, daß Márton Lovászy eventuell auch Regierung gründen kann. Sie mußten sich aber in der Hoffnung auf einen derartigen Einfluß der Entente-Emission von Clerk enttäuschen, und es erwies sich immer wieder, daß das konterrevolutionäre System Horthys, mit seinen reaktionären Regierungen, wenn es die Bremsung der extremen Kräfte anzustreben versucht, und die inneren Verhältnisse konsolidieren kann, für die Entente-Mächte einen entsprechenden Partner darstellen kann, und es besteht nicht in ihrem Interesse, die Bestrebung der liberalen Parteien für die Teilnahme an der Macht, zu unterstützen.

Bei den Wahlen zur Nationalversammlung im Januar 1920 blieb zwar die Unabhängigkeits- und 48er Partei ohne Mandat, doch hat die Nationale Demokratische Partei 6 Mandate erworben. Im Vergleich zu diesem bescheidenen Landesergebnis ragte der Erfolg der Liberalen bei den Wahlen zum hauptstädtischen Munizipalausschuß im Juli 1920 heraus, wo entgegen die siegreiche Christliche Gemeindepartei von Wolff die stärkste Partei der Opposition die liberale Nationale Demokratische Partei wurde. Damit die Liberalen in der Landespolitik größeres Gewicht erlangen, war die Erweiterung der Provinzbeziehungen notwendig. Das ist durch die 1921 gegründete Unabhängige Bauern- und Bürgerpartei der Kleinwirten von Károly Rassay gewissermaßen auch gelungen: die bei den Parlamentswahlen von 1922 bereits etwa 20 Mandate erhaltenen Liberalen konnten diesen Fortschritt vor allem dieser neuen Partei verdanken.

Die drei liberalen Parteien, obwohl sie grundlegend alle auf der selben gesellschaftlichen Schicht, d.h. dem in erster Linie hauptstädtischen, teilweise aber provinziellen städtischen Kleinbürgertum (Kleinhändler, Kleingewerbler, Advokate und auf anderen freien Laufbahnen tätige kleinbürgerliche Intelligenz) basierten, vermochten zu keiner einheitlichen Partei zu werden. Diese Tatsache hat folgende Gründe: die Gruppenverschiedenheiten innerhalb der gleichen gesellschaftlichen Basis, die unterschiedliche Beurteilung der im Interesse des Erreichens des einheitlichen Ziels — der Herausbeschwörung jedweder revolutionären Gefahr meidende, d. h. zu keinen radikalen Mitteln greifende, gemäßigte Liberalisierung, Demokratisierung der Verhältnisse — zu verfolgenden Bündnispolitik, das im Zusammenhang mit den einzelnen wichtigen Fragen an den Tag gelegte gegensätzliche Verhalten, persönliche Gründe, usw. Vázsonyi und seine Partei nahmen z. B. einen legitimistischen, Rassay und seine Partei den Standpunkt der freien Königswahl innerhalb des liberalen Blocks ein; dem Bündnis und gemeinsamen oppositionellen Kampf der liberalen bürgerlichen Parteien mit der sozialdemokratischen Arbeiterpartei schrieb die Partei Vázsonyis größere Bedeutung zu, als Rassay, der sich im Interesse der Teilnahme an der Macht nicht besonders „kompromittieren“ wollte, und der sich deshalb davor hütete, sich in einer Reihe solcher Fragen einzusetzen, für die — oder gegen die — die anderen Kräfte des liberalen Lagers, oder der linksgerichteten Opposition, hauptsächlich die Sozialdemokratische Partei, entschieden Stellung nahmen.

Die Sozialdemokratische Partei, die an den Wahlen zur Nationalversammlung im Januar 1920 nicht teilgenommen hat, verbündete sich im Februar 1921 mit den liberalen Parteien, und so kam das Bündnis der Bürger und Arbeiter zustande. Die im April gegründete Bethlen-Regierung unternahm alles, um die linksgerichtete oppositionelle Zusammenarbeit zu zerrütten, aber trotz des im Dezember geschlossenen Bethlen—Peyer-Paktes, und des schnellen Absterbens des Bündnisses der Bürger und Arbeiter kämpften sie im Parlament, sowie bei den Wahlen zur Nationalversammlung Ende Mai, Anfang Juni 1922 zusammen, als die Ungarische Sozialdemokratische Partei 25 Mandate erhalten hat. Im Oktober wurde mit dem Zusammenschluß der liberalen Parteien und der Sozialdemokratischen Partei ein neuer oppositioneller Block ins Leben gerufen, um die schwere Gefahr abzuwenden, die sich in den Machtbestrebungen der rassenschützlerischen Gruppe von Gömbös meldete, die im extrem rechten Flügel der von Bethlen im Februar gegründeten Einheitlichen Partei Platz nahm. Als im August 1923 Gömbös und seine Anhänger aus der Regierungspartei ausgeschieden sind, wurde auch dieser oppositionelle Block — etwa sein Ziel erreichend — aufgelöst. Im Oktober 1924 kam dann zum erneuten bedeutenden Zusammenschluß: es vereinigten sich die unter dem Namen Kossuth Partei neu organisierte Unabhängigkeits- und 48er Partei unter der Leitung von Rezső Rupert, und die Nationale Demokratische Partei von Vázsonyi mit der Sozialdemokratischen Partei im Demokratischen Bündnis; die Rassay-Partei der Liberalen schloß sich aber ihrem Protest (durch den Boykott der Sitzungen des Parlaments) gegen den Gesetzentwurf der Regierung über die Revision der Hausordnung nicht an. Das Demokratische Bündnis erreichte bei den hauptstädtischen Munizipalwahlen im Mai 1925 ein hervorragendes Ergebnis, Mehrheit der linken Opposition gegenüber der Christlichen Gemeindepartei von Wolff und den hauptstädtischen Kräften der Einheitlichen Partei (Ripka), aber trotz der oppositionellen Mehrheit der gewählten Mitglieder konnte die Regierung durch die 60 ernannten Mitglieder des Munizipalausschusses ihre Überlegenheit weiterhin sichern. Nach den hauptstädtischen Wahlen kehrten die im Demokratischen Bündnis vereinigten Kräfte ins Parlament zurück, um sich der Debatte über das Wahlrecht anzuschließen.

Die Kooperation der liberalen bürgerlichen Parteien und der sozialdemokratischen Arbeiterpartei warf von beider Seite zahlreiche Probleme auf, hinsichtlich der prinzipiellen Richtigkeit, praktischen Methoden, taktischen Zweckmäßigkeit der Zusammenarbeit meldeten sich auf beiden Seiten — ab und zu bedeutende — ablehnende Stellungnahmen. Ende 1925 trat die Ungarländische Sozialdemokratische Partei aus dem Demokratischen Bündnis aus, das damit auch aufgelöst wurde. Bei den Parlamentswahlen von 1926 traten die liberalen Parteien selbständig auf; die Zahl ihrer Mandate verminderte sich auf die Hälfte: die Vereinigte Linke Partei, die durch die Vereinigung der Nationalen Demokratischen Partei — die nach dem Tod Vázsonyis ihren Führer verloren hat — mit der Partei von Rassay zustandekam, konnte 6 Abgeordnete ins Parlament schicken, die Kossuth Partei hingegen erhielt insgesamt 1 Mandat. 1928 trennte sich die Vereinigte Linke Partei wieder; die Nationale Demokratische Partei — unter der Leitung des Sohnes János von Vilmos Vázsonyi — stellte ihre selbständigen Parteirahmen wiederher, und die Partei von Rassay nahm den Namen Nationale Liberale Partei an. Die hauptstädtischen Wahlen von 1930 zeigten bereits unter den liberalen Parteien einen entschiedenen Verstoß der Kräfte zugunsten von Rassay; bei den Parlamentswahlen im kommenden Jahr erhielt die Partei von Rassay 6, die von Vázsonyi 3 Mandate; die Kossuth Partei keines.

Das Verhältnis der liberalen Parteien zur Sozialdemokratischen Partei ist eine solche wichtige Frage, die in der Behandlung des Themas berechtigt einen besonderen Platz einnimmt. Der Aufmerksamkeit der Verfasserin entgehen aber auch die anderen politischen Partner, eventuellen oder potentiellen Verbündeten nicht. So kommen die Beziehungen zur legitimistischen Opposition, gewissen Richtungen der christlich sozialistischen Bewegung (Giesswein), fortschrittlichen kalvinistischen Kreisen (Balthazár), das Verhältnis zu den Kleinlandwirten, die zwischen 1922 und 1930 über keine selbständige politische Partei verfügten, die Frage des eventuellen Bündnisses mit politischen Persönlichkeiten (z. B. Tibor Kállay) und Gruppen der Regierungspartei oder Dissidenten, die Ablehnung des Gedanken der Zusammenarbeit mit der extrem rechten Opposition der Regierung; die Fäden, die die liberalen Parteien enger zum Handelskapital, aber lockerer auch — trotz ihrer Gegensätze — zu den finanzkapitalistischen Kreisen und Organisationen gesponnen haben, ferner die Verbindung der Liberalen zu den trotz der konterrevolutionären Verhältnisse weiterlebenden Freimaurer zur Sprache. Die Autorin macht mit dem organisatorischen Aufbau der Vázsonyi-Partei mit 25—30 Tausend Mitgliedern, der Rassay-Partei mit etwa 14—15 Tausend Mitgliedern, sowie der

Kossuth Partei von Rupert mit einer noch geringeren Mitgliederzahl, der politischen Arbeit und geistigem Leben bekannt, die in den oft brutalen extrem rechten Angriffen, Attentaten ausgesetzten liberalen Klubs, demokratischen Kreisen vor sich gingen. Auch die Vorstellung der gesellschaftlichen Organisationen liberalen Charakters (Cobden Verband, Rotary Club, Ungarische Fabianische Gesellschaft, Verein der Feministen usw.) fehlt nicht. Die Verfasserin veranschaulicht die maßgebende Kraft und den Einfluß der liberalen Presse überzeugend: „Az Újság“ (Die Zeitung) der Vázsonyi Partei, „Esti Kurír“ (Abendskurier) der Rassay Partei, die Zeitungen des Konzerns von Andor Miklós: „Az Est“ (Der Abend), „Pesti Napló“ (Pester Tagebuch), „Magyarország“ (Ungarn); das Blatt „Világ“ (Die Welt) der bürgerlich Radikalen und Freimaurer, die zwar keine Partei hatten, im geistigen Leben — den Verlagen, Redaktionen — aber über gewisse Positionen verfügten. Dieses letztere Blatt wurde von 1926 an durch die „Magyar Hírlap“ [Ungarisches Blatt] abgelöst, und von diesem Jahr an haben sie auch eine gesellschafts-wissenschaftliche Zeitschrift, „Századunk“ (Unser Jahrhundert).

Außerordentlich spannend behandelt der Band die Gestaltung des Verhältnisses der liberalen Opposition zur zehnjährigen Regierung Bethlens. Die Schärfe des Oppositionsgeistes der Liberalen wurde durch den Umstand wesentlich abgestumpft, daß sie in den Konsolidationsbestrebungen Bethlens das Zurückdrängen der extrem rechten Kräfte nur begrüßen konnten. Gleichzeitig haben sie befürchtet — obwohl sie auch von Illusionen nicht frei waren —, daß die Erschütterung der Positionen Bethlens, der Sturz des Ministerpräsidenten, Gömbös zur Macht verhilft, dem 1928 auch gelungen ist, in die Regierungspartei zurückzukommen, als Staatssekretär für Landesverteidigung, und später als Minister. So richtete sich die Opposition der Liberalen hauptsächlich darauf, Bethlen zu Zugeständnissen zu zwingen, und die politische Taktik Bethlens lieferte auch günstige Gesten und — natürlich unzulängliche — Kompromisse. Obwohl die Liberalen, wie darauf die Verfasserin hinweist, nicht nur einmal zur Überschätzung ihrer Kraft und ihres Einflusses neigten, konnten sie die Hilfe der ausländischen Demokratien zu ihren Aktionen für die innere Demokratisierung des Landes, berechtigt für unentbehrlich halten. Gerade auf diesem Gebiet wurden sie aber am empfindlichsten enttäuscht: zur Sanierung des ungarischen Staatshaushalts wurden auf Bethlens Ansuchen westliche Darlehen geboten, ohne daß die liberale, demokratische Umgestaltung der inneren Verhältnisse des Landes als Bedingung vorgeschrieben worden wäre; sogar den Sturm nach dem Ausbruch des Frankenverfälschungsskandals konnten die Liberalen nicht zu diesem Ziel nutzen, wegen dem Verhalten der westlichen Mächte, das letzten Endes die Vertuschung des Falles ermöglichte.

Trotz ihrer Enttäuschungen kämpften die Liberalen für die ihren Freiheitsidealen entsprechenden politischen und wirtschaftlichen Verhältnisse, gegen jedes Gesetz und jede Verordnung, die auf die Beschränkung der Freiheitsrechte oder deren Entziehung abzielten bzw. diese zeitigten, mit erneuten Hoffnungen. Mit diesen Fragen befaßt sich die Verfasserin mit lobenswerter Konkretheit. Die Liberalen waren prinzipielle Gegner jedweder Art der Diktatur, sie sahen die ungarländischen inneren Verhältnisse hauptsächlich seitens des italienischen Faschismus, und später des deutschen Nationalsozialismus bedroht, sie lehnten aber auch das sowjetische System ab, und darin spielte auch die Trauma bei, die für sie die ungarische Proletardiktatur von 1919 bedeutete. Ihre Sowjetfeindlichkeit ging aber doch nicht so weit, daß sie die diplomatischen und Handelsverhältnisse zur Sowjetunion nicht betrieben hätten. Besonders beachtenswert wird im Band erläutert, wie die Liberalen in den Jahren der Wirtschaftskrise mit der Politik der unvermeidlich gewordenen staatlichen Einmischung konfrontiert wurden; wie sie von den Massenbewegungen der Arbeiterschaft zurückgeschrocken sind, obwohl sie für die Lage der Arbeiter Verständnis zeigten. Auf die Schranken der ungarischen Liberalen weist auch die sehr richtige Feststellung der Autorin hin, daß ihre sozialpolitische Auffassung weit unter dem Niveau der Sozialpolitik der west-europäischen Demokratien blieb. Ein besonderes Verdienst des Bandes besteht darin, daß er durch die Hindeutung auf die negativen Züge, inneren Schranken der liberalen Politik auch die Bedeutung der Liberalen nicht verblaßt. Die eingehenden Untersuchungen der Verfasserin unterstützen z. B. völlig die Feststellung, daß sich die Liberalen mit den Problemen der Bauern nicht entsprechend beschäftigten. Damit aber, was sie über die Provinzbeziehungen der Rassay-Partei, oder das 1923 konstituierte Bodenreformbündnis, oder die Sensibilität der Kossuth-Partei von Rupert für soziale Fragen, hauptsächlich aber für die Bodenfrage schreibt, mahnt sie darauf, daß eine eindeutig verallgemeinernde, negativistische Vereinfachung auch in dieser Frage nicht richtig wäre.

Anerkennung gilt schließlich auch jenen Darlegungen der Verfasserin, in denen sie den Standpunkt der Liberalen in der Frage der Revision des Trianoner Friedensvertrages erläutert. Sie

setzten sich der säbelraßelnden „alles zurück“ Irredenta entgegen, hielten aber auch die Korrektur der ins geschlossene ungarische Ethnikum einschneidenden Grenzen auf Grund einer friedlichen, europäischen Vereinbarung für notwendig. Sie erhoben ihr Wort dagegen, daß für alle Probleme des Landes — mit irreführender Tendenz — allein Trianon verantwortlich gemacht wurde, ließen aber auch die Konsequenzen des ungerechten Friedens nicht außer Acht. Sie verwiesen darauf, daß für den Erfolg der Revision die Liberalisierung, Demokratisierung der ungarischen Verhältnisse die Voraussetzung sei, denn die außerhalb der Grenzen steckengebliebenen ungarischen Millionen würde am meisten ein solches Ungarn wieder anziehen. Sie beriefen sich darauf, daß in der Tschechoslowakei, wo bürgerlich demokratische Verhältnisse herrschen, sogar die Lage der in Minderheitenschicksal geratene Ungarn günstiger ist, als der Bürger Trianon-Ungarns. Zur realeren Einschätzung der tschechoslowakischen Verhältnisse sind sie erst später gekommen, als auf die — nur relativ günstigere — Nationalitätenpolitik der Tschechoslowakei immer mehr Licht geworfen wurde; und sie mußten sich auch in jenen leitenden Politikern, Staatsmännern der Republik enttäuschen, für die sie anfangs so viele Illusionen hegten. Wie es sich herausstellte, bestand in der Tat nicht im Interesse dieser Politiker, daß in Ungarn eine bedeutende Liberalisierung vor sich gehe, der Entwicklung in demokratischer Richtung der Weg eröffnet werde, weil dadurch die „Existenzberechtigung“ der Ungarn gegenüber ausgebauten Politik der Kleinen Entente geschwächt worden wäre. Die Autorin veranschaulicht ausgezeichnet, daß die Angelegenheit der ungarischen Revision, durch das 1927 mit dem faschistischen Italien geschlossene Abkommen — für das übrigens aus dem Lager der Liberalen nur die Rassay-Partei gestimmt hat — auf einen gefährlichen Weg gelenkt wurde und so den ungarischen Liberalen tiefes Dilemma bereitete. Vor allem aus diesem Grunde begeisterten sich die Liberalen für das von England erschienene Trugbild der Rothermere-Aktion. Aber in der liberalen Presse selbst wurde bald geklärt, daß die Aktion des „edlen Lords“ bei weitem nicht die offizielle englische Politik bedeutet, und daneben die Gefahr heraufbeschwört, daß sie die Franzosen, ohne die keine friedliche Revision möglich ist, entfremden könnte. Im Zusammenhang mit der Frage der Revision kehrten aber die auf Wirkung des nationalistischen Einflusses zum Schwanken gebrachten Liberalen bald zu ihrer ursprünglichen Linie zurück, die auch die Revisionsproblematik — im Geiste der Grundlinie ihrer Politik — im Interesse der Liberalisierung, Demokratisierung der Verhältnisse des Landes nutzen wollte.

*Loránt Tilkovszky*

# Edit S. Vincze

1927—1980

Sie wurde uns vom bestürzend unerwarteten und frühen Tod entrissen, als sie an der Zusammenfassung ihrer Jahrzehnte langen wissenschaftlichen Forschungen gearbeitet hat. Ihr Forschungsgebiet war die frühe Periode der Geschichte der ungarischen Arbeiterbewegung: die Untersuchung der Jahrzehnte des Wertsuchens, die Erschließung und Interpretation der theoretischen, taktischen Diskussionen und internen Kämpfe, als deren Ergebnis bis Ende vergangenen Jahrhunderts die wichtigsten Züge, charakteristischen theoretischen Konzeptionen, organisatorischen Rahmen der ungarischen sozialistischen Arbeiterbewegung ausgebildet und gefestigt wurden.

Die erste großangelegte Arbeit von Edit S. Vincze war die Monographie über die Gründung der Ungarischen Sozialdemokratischen Partei und die ersten Jahre der Tätigkeit der Partei.<sup>1</sup> (Dieses Buch hat sie als Dissertation für den Titel „Kandidat der Geschichtswissenschaften“ in 1959 verteidigt.) In ihrem Buch erwies sie mit einer sorgfältigen Analyse auf Grund vorher unzugänglicher und unbekannter archivalischer Quellen, daß die Parteigründung nach Jahrzehnte andauernden ideologisch-taktischen Kämpfen, der Oberhandgewinnung der linksgerichteten (mit ihren Worten: klassenkämpferischen) Kräfte der Bewegung ermöglicht wurde. Sie stellte die prinzipiell-politische Hilfe der internationalen Arbeiterbewegung, und auch die konkrete, praktische Leistung der österreichischen Sozialdemokratie vor, die zur Entstehung der Ungarischen Sozialdemokratischen Partei beigetragen haben. Die Untersuchung der Voraussetzungen der Parteigründung überzeugte sie davon, daß die Geschichte der frühen Arbeiterbewegung eine größere Aufmerksamkeit verdient, daß die Erschließung der *vollständigen Entwicklungsgeschichte* der sozialistischen Arbeiterbewegung des vergangenen Jahrhunderts notwendig ist.

Diese Erkenntnis leitete die durchdachten, systematischen Forschungen ein, deren endgültiges Ziel die Fertigstellung einer großangelegten, zusammenfassenden Monographie war. Die Vollendung dieser Arbeit erlebte sie nicht mehr, doch weisen mehrere hoch wichtigen Studien auf die neue Wege eröffnende Richtung der Forschungen und die Ergebnisse gut hin, die die früheren Vereinfachungen wesentlich übertroffen haben. Sie war es, die erwiesen hat, daß in der frühen ungarischen Arbeiterbewegung neben dem Allgemeinen Arbeiterverein und dessen lassalleanischen „Zug“ in theoretischer und organisatorischer Hinsicht sehr heterogene andere Gruppen-Richtungen vorhanden waren. Die Entwicklung dieser Tendenzen führte stufenweise zur Herauskristallisierung von zwei grundlegenden Strömungen. Erstere sah den Sinn des Kampfes der Arbeiterklasse in der Zerstörung der kapitalistischen Ordnung, und als Garantie des erfolgreichen Kampfes betrachtete sie die internationale Vereinigung der industriellen und landwirtschaftlichen Arbeiterschaft, die praktische Verwirklichung des proletarischen Internationalismus. Die andere, dazu im Gegensatz stehende Tendenz strebte die stufenweise Reform des gegebenen Systems an und zum Erreichen ihres Zieles suchte sie das Bündnis fortschrittlicher parlamentarischer bürgerlich-oppositioneller und intellektueller Gruppen. Die Existenz und Entwicklung dieser Tendenzen, die zeitgenössische Deutung und Praxis der internationalistischen Verbindungen stellte Edit S. Vincze nicht nur in der frühen Arbeiterbewegung Ungarns — und im weiteren Sinne der dualistischen Monarchie —, sondern auch Deutschlands und der Schweiz vor.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> A Magyarországi Szociáldemokrata Párt megalakulása és tevékenységének első évei (1890—1896) (Entstehung und die ersten Jahre der Tätigkeit der Ungarländischen Sozialdemokratischen Partei). Budapest, Kossuth 1961. 363 p.

<sup>2</sup> Szocialista eszmék az Általános Munkásegyletben (Sozialistische Ideen im Allgemeinen Arbeiterverein), Párttörténeti közlemények (Publikationen des Instituts für Parteigeschichte, im weiteren: PTK) 1968/1.; Tervek és kísérletek szociáldemokrata párt létrehozására Ausztriában és Magyarországon. (Pläne und Versuche der Gründung einer sozialdemokratischen Partei in Österreich und Ungarn). 1868—1871. (PTK 1974/3.)

In den Studien von Edit S. Vincze ist es kein Gemeinplatz, sondern eine auf Tatsachen, der konkreten Untersuchung der Wechselwirkungen beruhende historische Feststellung, daß die österreichische und deutsche Sozialdemokratie auf die Entwicklung der ungarischen Arbeiterbewegung einen entscheidenden Einfluß ausübte. Ein ganz besonders erfolgreicher Beweis dieser Tatsache ist in der Abhandlung über den ersten österreichischen sozialdemokratischen Kongreß im Jahre 1874 in Neudörfll zu lesen,<sup>3</sup> in der sie auch auf die ungarischen Beziehungen, Belange ausführlich eingeht. Auf Grund der Studie wird nicht nur der Abschluß des österreichischen Parteistretes mit einem Kompromiß klar, sondern es wird auch in die Anlässe der ähnlichen ungarischen Entwicklung der 1870er Jahre Licht gebracht.

Als eine erfolgreiche Anwendung der historischen komparativen Methode kann eine weitere Station ihrer Untersuchungen: die Kontakte der deutschen und ungarischen Arbeiterbewegung in den ersten Jahren des Ausnahmegesetzes erwähnt werden.<sup>4</sup> In dieser Studie stellte sie außer den Eigenarten der beiden Bewegungen die konkreten Erscheinungsformen der Kontakte, die zeitgenössische Deutung und Praxis des proletarischen Internationalismus dar; und auf Grund dieser Faktoren kam sie auch zur Enträtselung der Genesis der ungarischen und österreichischen sog. radikalen Richtung näher.

In der Reihe der Studien über die Grundfragen der Entwicklung der frühen ungarischen Arbeiterbewegung müssen wir noch die Zusammenfassung über den konstituierenden Kongreß der Ungarischen Sozialdemokratischen Partei im Jahre 1890 erwähnen,<sup>5</sup> die mit der Umreißung der ideologisch-politischen Entwicklung der 1880er Jahr — wenn auch teilweise — eine alte Lücke ausfüllte. Die Arbeit ermöglichte auf jeden Fall, daß die Verfasserin die Entwicklungslinie des ersten Vierteljahrhunderts der ungarischen Arbeiterbewegung vorstellt und als deren Ergebnis betont: die im 20. Jahrhundert bekannten ideologisch-politischen Züge der ungarischen sozialdemokratischen Bewegung wurden im wesentlichen bereits bis Anfang der 1890er Jahre ausgeprägt.

Als posthume Arbeit erschien die Studie über die Gründung der Ungarischen Allgemeinen Arbeiterpartei.<sup>6</sup> Das war der chronologisch fehlende Fragenkomplex, mit dessen ausführlicher Erarbeitung die Darstellung der Entwicklungslinie der Bewegung vollständig wurde: die Rolle und das Gewicht der kleinbürgerlich-nationalistischen Richtung in der frühen Bewegung kann auch konkret untersucht werden. Aus der Studie geht klar hervor, daß diese Strömung gerade im Laufe der Parteizwiste an Ende der 1870er Jahre verdrängt und — unter der Leitung von Leo Frankel — die marxistische Partei sozialdemokratischen Charakters ins Leben gerufen werden konnte, die nur wegen des strengen Verbots der Behörden den Namen Allgemeine Arbeiterpartei aufgenommen hat.

Außer der Vorstellung der wichtigsten Entwicklungstendenzen der Bewegung analysierten mehrere Arbeiten von Edit S. Vincze auch bedeutende Teilfragen der Periode. Unter diesen ragt die Studie über die Wirkung der Pariser Kommune,<sup>7</sup> ferner die Bearbeitung des „Hochverratsprozesses“ von 1871—1872 in einer Studie, und dann einer Kleinmonographie.<sup>8</sup> Bedeutend sind die Studien über die Entwicklung der frühen sozialistischen Presse,<sup>9</sup> die Abhandlung über hervorragende Leiter der sozialistischen Bewegung (Károly Farkas, Antal Irlinger, Pál Engelmänn),<sup>10</sup> und all jene kleineren Schriften, die in populärwissenschaftlichen oder politischen Zeitschriften erschienen sind. Zu diesen

<sup>3</sup> Az első ausztriai szociáldemokrata pártkongresszus (Erster Parteitag der österreichischen Sozialdemokraten) Neudörfll, 5.—6. 1874. In: Az útkeresés évtizedei. Tanulmányok a magyarországi munkásmozgalom történetéből (Jahrzehnte des Wegsuchens. Studien über die Geschichte der ungarischen Arbeiterbewegung). 1868—1898. Budapest, Gondolat, 1977. p. 229—276.

<sup>4</sup> A magyarországi és a német szocialisták kapcsolatai a „kivételes törvény” első éveiben (Kontakte der ungarischen und deutschen Sozialisten in den ersten Jahren des „Ausnahmegesetzes”). (1878—1881) (PTK 1970/3.)

<sup>5</sup> A Magyarországi Szociáldemokrata Párt első kongresszusa (Der erste Kongreß der Ungarischen Sozialdemokratischen Partei) (7.—8. Dezember 1890) (PTK 1966/1.)

<sup>6</sup> Szakadás és egység a magyarországi szocialista munkásmozgalomban. A Magyarországi Általános Munkáspárt megalakulásának századik évfordulójára (Zwiespalt und Einheit in der ungarländischen sozialistischen Arbeiterbewegung. Zum 100. Jahrestag der Gründung der Ungarländischen Allgemeinen Arbeiterpartei). PTK, 1980/3. p. 29—70.

<sup>7</sup> Magyarok a Párizsi Kommunben — A Párizsi Kommun hatása Magyarországon (Ungarn in der Pariser Kommune — Wirkung der Pariser Kommune auf Ungarn). (Archiv für Sozialgeschichte Bd. XI. Hannover, 1971) In ungarisch: Az útkeresés évtizedei ... p. 85—111.

<sup>8</sup> Der Pester Hochverratsprozeß. April 1872. (Acta Historica Academiae Hungaricae. Tomus XVIII.), bzw. A hűtlenségi per (Der Hochverratsprozeß) 1871—1872. Budapest, Kossuth Verlag. 206 p.

<sup>9</sup> Az Általános Munkásújság. „A magyarországi munkáspárt központi közlönye” (Die Allgemeine Arbeiterzeitung. Zentralorgan der ungarländischen Arbeiterpartei), bzw.: A Népszava történetéhez (Zur Geschichte der Zeitung „Népszava”) 1889—1896; (Magyar Könyvszemle (Ungarische Bücherrundschau) 1970/3, 1961/2.)

<sup>10</sup> A szocialista munkásmozgalom első harcosai (Die ersten Kämpfer der sozialistischen Arbeiterbewegung) In: Az útkeresés évtizedei ... p. 400—417.

gehören auch die kürzeren-längeren Quellenpublikationen, die die wichtigeren Ergebnisse-Dokumente ihrer Forschungsarbeit veröffentlichten.<sup>11</sup> Ihre neues Quellenmaterial und neue Aspekte zur Geltung bringenden Publikationen wurden auch in ausländischen Fachzeitschriften (Beiträge zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung, Archiv für Sozialgeschichte, Nautschno-Informacionnij Bulletin Instituta Marxisma-Leninisma pri ZK KPSS usw.) und den anlässlich internationaler historischer Kongresse zusammengestellten Studienbänden herausgegeben.

Als Vorarbeit zur geplanten Monographie faßte sie den 1977 erschienenen Studienband „Az útkeresés évtizedei“ (Jahrzehnte des Wegsuchens) auf. Die in den Studien dargelegten neuen Forschungsergebnisse wurden — zusammenfassend — zum Teil in der Synthese „A magyar forradalmi munkásmozgalom története“ (Geschichte der ungarischen revolutionären Arbeiterbewegung)<sup>12</sup> veröffentlicht, und auch in die Abschnitte über die Geschichte der Arbeiterbewegung im Band IV. des Lehrbuches für die Universität sowie im Band 6. der zehnbändigen Geschichte Ungarns eingebaut.<sup>13</sup>

Einen organischen Teil ihrer wissenschaftlichen Tätigkeit bildete ihre Teilnahme an der Vorbereitung und Veröffentlichung der Serie „A Magyar munkásmozgalom történetének válogatott dokumentumai“ (Ausgewählte Dokumente der Geschichte der Ungarischen Arbeiterbewegung). Besonders erwähnenswert ist es, daß sie sich nicht nur an der Redaktion mehrerer Bände beteiligte, sondern auch die archeographische Regelung der Serie ausarbeitete, die in der neuzeitlich-zeitgeschichtlichen Quellenpublikation größtenteils bis heute richtunggebend ist. Als wichtiger Teil ihrer Quellenpublikationstätigkeit muß der Memoirenband über die frühe ungarische Arbeiterbewegung, „Tanúságtévkök“ (Zeugen), sowie der großangelegte Band über die Chronologie und die Sammlungen der Belege der Geschichte der Arbeiterbewegung, unter dem Titel „Új erők születése“ (Geburt neuer Kräfte) betrachtet werden, als deren Redakteur (und eine der Zusammensteller) sie in die Hand der Interessenten der Periode ein ausgezeichnetes Handbuch gegeben hat.<sup>14</sup>

Diese Arbeiten, genauso wie die Fertigstellung der Publikationsvorschriften von Dokumenten, waren kein Zufall. Sie folgten aus ihrer hervorragenden archivalischen Qualifikation, aber auch ihrer gesamten historiographischen Arbeitsmethode. Die Arbeit war eine selbstverständliche Lebensform für Edit S. Vincze: die zähe-fleißige Forschung, die sorgfältige, minuziöse Erwägung des gesammelten Materials, der ganz genaue, in allen Einzelheiten präzise und glaubwürdige Aufbau und die Formulierung der Ergebnisse. In der Materialsammlung war sie unermüdlich und findig. Die knappen Quellengegebenheiten ihres Themas regten sie dazu an, das wenige primäre Schriftenmaterial gründlich „auszufragen“ und mit hartnäckiger Ausdauer nach je einer neuen Quellengruppe oder Datenreihe in den Archiven von Budapest und Wien, Prag und Berlin, Moskau und Amsterdam, in der fragmentarisch erhalten gebliebenen ungarischen und internationalen sozialistischen Presse und in anderen Publikationen der Zeit zu fahnden. Sie baute ihre Werke aus dem so gesammelten Quellenmaterial auf Grund sorgfältiger Erwägung, strenger quellenkritischer Analyse auf, wobei sie darauf immer geachtet hat, daß die Struktur je eines Werkes überblickbar, der Stil klar und eindeutig wird. Deshalb war ihre Arbeit immer ausgereift und zuversichtlich; Oberflächlichkeit, Dunkel oder Zweideutigkeit wurden stets vermieden.

<sup>11</sup> Vgl. z. B.: Engelmann Pál két eddig ismeretlen — levele Engels Frigyeshez (Zwei — bisher unbekannte Briefe von Pál Engelmann an Friedrich Engels (PTK 1958/4. p. 165–167.); Magyarországi szocialisták ismeretlen levelei Engels Frigyeshez (Unbekannte Briefe ungarländischer Sozialisten an Friedrich Engels) 1892–1895. (PTK 1970/4. p. 191–196.); Marx és Engels ismeretlen levelei (Unbekannte Briefe von Marx und Engels) (PTK 1978/2. p. 173–178.) Új dokumentumok Frankel Leó munkásságáról (Neue Dokumente über die Tätigkeit von Leo Frankel) (Zusammen mit János Jemnitz, PTK 1969/2. p. 121–145.)

<sup>12</sup> Unter den Vorarbeiten zur Synthese muß die Studie „Küzdelem az önálló proletárpárt megeremtéséért“ (Kampf um die Schaffung der selbständigen Proletarierpartei) erwähnt werden, die in der Serie „Munkásmozgalmi tanulmányok“ (Studien über die Arbeiterbewegung) erschienen ist (Zweite, erweiterte Ausgabe: Kossuth, 1972).

<sup>13</sup> A munkásmozgalom az 1870-es és 1880-as években. A szocialista munkásmozgalom megerősödése az 1890-es évek elején. A munkásság és a szegényparasztság harcai a Bánffy-kormány idején (Die Arbeiterbewegung in den 1870–80er Jahren. Verstärkung der sozialistischen Arbeiterbewegung Anfang der 1890er Jahre. Kämpfe der Arbeiterschaft und des armen Bauerntums zur Zeit der Bánffy-Regierung.) (In: Magyarország története [Die Geschichte Ungarns] IV. Lehrbuch für die Universität) Tankönyvkiadó 1972. p. 240–251, 294–303, 307–315, ferner: A magyarországi munkásmozgalom kezdetei (Anfänge der ungarländischen Arbeiterbewegung), bzw. A munkásmozgalom az 1870-es és 1880-as években (Die Arbeiterbewegung in den 1870–1880er Jahren.) In: Magyarország története (Die Geschichte Ungarns) 1848–1890. Verlag der Ungarischen Akademie der Wissenschaften 1979. p. 865–896, bzw. 1278–1303.

<sup>14</sup> Tanúságtévkök. Visszaemlékezések a magyarországi munkásmozgalom történetéből (Zeugen. Memoiren über die Geschichte der ungarländischen Arbeiterbewegung) Budapest, Kossuth, 1974. 326 p. Új erők születése. A magyarországi munkásmozgalom történetének kronológiája a dualizmus és a két forradalom időszakában. (Geburt neuer Kräfte. Chronologie der Geschichte der ungarländischen Arbeiterbewegung in der Periode des Dualismus und der beiden Revolutionen). 1867–1919. Budapest, Verlag der Ungarischen Akademie der Wissenschaften, 1979. 861 p.



So wie in ihrer eigenen Arbeit, erforderte sie auch in ihren kritischen Äußerungen — als Lektor oder Rezensent — in den Arbeiten der anderen die Genauigkeit, Korrektheit, sie verurteilte die Nachlässigkeit, die vielleicht gefälligen, aber nicht bestätigten Konzeptionen, die willkürlichen Interpretationen streng.

Auf ihre Arbeitsmethode bestand sie auch in ihrer wissenschafts-organisierenden Arbeit, dem alltäglichen Kontakt zu ihren Mitarbeitern. Über zwei Jahrzehnte hindurch — bis zu ihrem Tode — war sie als Sektionsleiter der wissenschaftlichen Abteilung im Institut für Parteigeschichte für die Forschungen über die Periode zwischen 1848—1919 verantwortlich; sechs Jahre lang war sie als einer der Sekretäre der Ungarischen Historischen Gesellschaft tätig; ein Jahrzehnt hindurch — bis zu ihrem Tode — war sie auch Mitglied des Redaktionsausschusses unserer Zeitschrift.

Ihre Tätigkeit als Forscher und Wissenschaftsorganisator wurde durch ihre mit großem Verantwortungsgefühl leistete unterrichtende Tätigkeit ergänzt. An Abenduniversitäten, im Parteiunterricht brachte sie den Studenten die Geschichte der ungarischen Arbeiterbewegung Jahrzehnte hindurch unermüdlich, mit leidenschaftlicher Hingebung bei; die mit klarer, logischer, überzeugender Argumentation aufgebauten Vorlesungen stellte sie auch in Form von Kollegheften, Lehrbüchern in den Dienst des Unterrichts. Ihr früher Tod wird von zahlreichen Studenten betrauert, unter ihnen auch solchen, die einmal sie auf die Laufbahn an der Universität oder Hochschule, in der Parteischulung geholfen hat.

Obwohl sie ihr Schaffen nicht fortsetzen, und die geplante große Monographie, die die Organisation, Kämpfe, taktisch-ideologischen Gegensätze der ungarischen Arbeiter zwischen 1867—1890 zusammengefaßt hätte, nicht vollenden konnte, schrieb Edit S. Vincze ihren Namen in die Geschichte der ungarischen Geschichtsschreibung mit dauerhaften Schöpfungen ein.

*Ferenc Mucsi*

# EIGHTH INTERNATIONAL ECONOMIC HISTORY CONGRESS BUDAPEST 1982

The International Economic History Association announces that the Eighth International Economic History Congress will be held in Budapest, Hungary, from 16 to 20 August 1982. It is sponsored by the Hungarian Academy of Sciences.

The academic sessions of the Congress will take three forms. First, the discussion of three "A" themes each in 2—3 three-and-a-half-hour sessions with the contribution of experts. In preparation for these, three reports (together with necessary supporting papers) will be prepared by colloquia meetings during 1980—81, and they will be available in printed form to all registered participants in advance of the Congress during 1982. A round table discussion connected to the "A" sessions based on preliminary texts will be held with the contribution of experts. Second, there will be discussion of twelve "B" themes each with 2 three-hour sessions. Within each of these themes eight to ten papers will be prepared and presented in summary for discussion. The papers will be available on request in advance of the Congress, and their authors will have the opportunity to speak briefly on the subject. Third, in the case of "C" themes, there will be opportunities for informal discussion and presentation of papers on areas not embraced within the framework of "A" and "B" themes. Each of the "C" themes will be discussed in one three-and-a-half-hour session.

## Official Languages

The official languages of the Congress are English, French, German and Russian.

## Outline of the programme of the Congress

### "A" Themes

- A. 1 Large Estates and Small Holdings. Lords and Peasants in Europe from the Middle Ages to Modern Times  
Convener: H. Van Der Wee (Louvain)  
General report: L. Makkai (Budapest)
- A. 2 Protoindustrialisation: Theory and Reality  
Convener: P. Deyon (Lille)  
General report: F. Mendels (Maryland)
- A. 3 Technical Change, Investment and Employment  
Convener: L. Jörberg (Lund)  
General report: N. Rosenberg (Stanford)
- Open forum: Famine in History  
Convener: J.-F. Bergier (Zurich)  
General report: F. Drake (London)

### "B" Themes

- B. 1 Economic Theory and History  
Organizers: J. Kocka (Bielefeld)  
G. Ránki (Budapest)

- B. 2 New Applications of Quantitative Methods in Economic and Social History  
Organizer: I. Kahk (Tallin)
- B. 3 The Long-Range Movements  
Organizer: J. Bouvier (Paris)
- B. 4 Types of Consumption, Traditional and Modern  
Organizers: M. Bogucka (Warsaw)  
H. Baudet (Groningen)
- B. 5 Women in Economic and Social History  
Organizer: E. Boserup (Copenhagen)
- B. 6 Typology of Colonial Economic Development  
Organizer: B. Chandra (New Delhi)
- B. 7 Agrarian Reforms: Comparative Studies  
Organizers: D. Florescano (Mexico City)  
H. Müller (Berlin)
- B. 8 Migrations, Population and Occupation of Land (before 1800)  
Organizer: S. Anselmi (Rome)
- B. 9 From Family Enterprise to Professional Management: Structure and Civilisation  
Organizer: L. Hannah (London)
- B. 10 Transformation of the Bank Structures in the Industrial Period  
Organizer: V. I. Bovykin (Moscow)
- B. 11 Economy of the Individual or Extended Family of Oriental Antiquity  
Organizer: J. Zablocka (Poznań)
- B. 12 Economic and Social History of Antiquity. Greco-Roman World  
Organizers: P. Garnsey (Cambridge)  
C. R. Whittaker (Cambridge)

#### "C" Themes

- C. 1 Silk in Economic History: a Comparative Perspective  
Organizer: M. Cizacka (Istanbul)
- C. 2 Agriculture and Alimentation in World War II  
Organizers: B. Martin (Freiburg)  
A. Milward (Manchester)
- C. 3 The Development of the Agricultural Technics in the 19th and the 20th Century  
Organizer: H. Winkel (Stuttgart)
- C. 4 The Comparative Study of the Development of Social Welfare  
Organizer: P. Thane (London)
- C. 5 Timber and Timber Industries after 1850  
Organizer: J. Ahvenainen (Jyväskylä)
- C. 6 The Family and the Economic Life  
Organizer: A. Wyczanski (Warsaw)
- C. 7 Mintage, Monetary Circulation and Exchange Rate  
Organizers: E. van Cauwenberghe (Brussels)  
M. Koerner (Luzern)
- C. 8 History of Corporative Communities in the Light of the Northern European Urban History  
Organizer: K. Friedland (Kiel)
- C. 9 Ideology and Reality in Travellers' Accounts  
Organizer: A. Maczak (Warsaw)

- C. 10 Production, Commerce and Consumption of Vine  
Organizer: I. Orosz (Debrecen)
- C. 11 Public Finances and Economic Growth from the 18th to the 20th Century  
Organizer: L. Katus (Budapest)
- C. 12 The Emergence of the Integrated Baltic-European-North American Maritime System from the 1780s to the 1870s  
Organizers: J. Knoppers (Montreal)  
A. Attman (Göteborg)
- C. 13 Economic History of Leisure  
Organizer: W. Vamplew (Bedford Park)
- C. 14 Mining and Precious Metal in Central Europe  
Organizers: S. Kazimir (Bratislava)  
J. Vozár (Bratislava)
- C. 15 Class Struggle, Trade Union and Economic Development before Word War I  
Organizer: G. Mori (Firenze)
- C. 16 Supervisory Practice or Control in Socialist and Capitalist Enterprise  
Organizer: H. Radandt (Berlin)
- C. 17 War, State and Economic and Social Structure  
Organizer: E. L. Petersen (Odense)
- C. 18 Building Industry in the Middle Ages and in the Beginning of the Modern Times  
Organizer: J.-P. Sosson (Brussels)
- C. 19 Horses in pre-Industrial and Industrialized Economies  
Organizer: F. M. L. Thompson (London)
- C. 20 Economic History of China  
Organizer: S. R. Brown (Catonsville)
- C. 21 Money and Defense Organizations in Viking Times  
Organizer: F. Snapper (La Haye)
- C. 22 Ottoman Economic History in the 19th Century  
Organizer: O. Kurmus (Ankara)
- C. 23 History, Models and Methods in Migration Research  
Organizer: L. de Rosa (Rome)
- C. 24 Sociology and the Study of Economic History  
Organizer: R. J. Holton (Bedford Park)
- C. 25 Local History in its Own Right and Connected with Broader Historical Research  
Organizer: R. Adamson (Stockholm)
- C. 26 The Economy of Interwar Europe  
Organizer: D. F. Good (Philadelphia)
- C. 27 Causes of Poverty in the 19th Century (to 1914)  
Organizer: C. T. Morris (Washington)
- C. 28 History of Economic Thought  
Organizer: W. J. Samuels (East Lausing)
- C. 29 Wholesalers of the International Markets 1650—1850  
Organizer: J. Schneider (Nurenberg)
- C. 30 Population and Labour in Latin America  
Organizer: N. Sanchez-Albornoz (New York)
- C. 31 Scientific-Technical Revolution and Developing Countries: Theory, Experience and Prospects  
Organizer: A. I. Dinkevitch (Moscow)

(Minor changes may occur in the programme.)

**Congress participation**

There will be two categories of participants:

**1. Participants**

All Participants will be entitled to:

- (a) Attend any of the working sessions of the Congress.
- (b) Receive in advance of the Congress a bound set of "A" Theme reports.
- (c) Request copies of "B" Theme papers. Participants will be given the opportunity of requesting that these are either sent to them by post (in advance of the Congress) or be made available to them on their arrival at the Congress. In each case, papers will be sold to Participants at a reasonable price. Postage charges will be included in the price where papers are requested in advance.
- (d) Receive all Congress publicity material.
- (e) Participate in the official Social Programme of the Congress.
- (f) Use the special facilities provided at the Congress Center.

**2. Accompanying persons**

Participants may register persons accompanying them as Accompanying Persons. They will be entitled to:

- (a) Participate in the official Social Programme of the Congress.
- (b) Participate in the events and tours for Accompanying Persons.
- (c) Use the special facilities provided at the Congress Center.

They will not, however, receive a free copy of the "A" Theme reports. Participants should register those persons accompanying them as an Accompanying Person if they wish them to take part in the official social programme of the Congress.

**Registration**

A final confirmation form will be sent to all persons who return the enclosed Preliminary Registration Card in September 1981. Registration fees will be announced in this programme.

**Preliminary registration**

All those who are intending to participate in the Congress or who wish to receive a copy of the Provisional Programme and Registration Form should write to the Organizing Committee of the Eighth International Economic History Congress

MTA Történettudományi Intézete  
Institute of History of the Hungarian Academy of Sciences  
Budapest 1250 Pf 9

**Residential Accomodation**

Rooms have been provisionally reserved for the Participants (and Accompanying Persons) in Hotels and Student Hotels. Full details as to the costs of the various types of accomodation available will be given in the Provisional Programme, which will be sent to all intending participants.

**Dates to remember**

Return Registration Form	1 February 1982.
Arrive in Budapest	15 August 1982.

György RÁNKI  
Chairman

Zsigmond P. PACH  
President  
Pierre JEANNIN  
General Secretary

## AUTEURS DU PRÉSENT NUMÉRO

*J. Bessenyei*, collaborateur auxiliaire de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *Gy. Bónis*, docteur ès sciences historiques, archiviste — *J. Bödey*, rédacteur de la Maison d'Édition de l'Académie — *J. Buza*, maître de conférence à l'Université des Sciences Économiques de Budapest — *E. Fügedi*, candidat ès sciences historiques, chef de section du Bureau Statistique — *A. Gergely*, adjoint à l'Université Loránd Eötvös de Budapest — *É. H. Haraszti*, docteur ès sciences historiques — *J. Jemnitz*, docteur ès sciences historiques, collaborateur en chef de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *J. M. Kalmár*, étudiant à l'Université de Budapest — *A. Körmendy*, historienne — *E. Kövics*, maître assistante à l'Université Lajos Kossuth de Debrecen — *M. Mann*, candidat ès sciences historiques, professeur d'histoire — *F. Mucsi*, candidat ès sciences historiques, sous-directeur de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *A. Miskolczy*, collaborateur auxiliaire de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *G. Pajkossy*, collaborateur auxiliaire de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *W. A. Pelz*, professeur d'histoire à l'Université de Chicago, Etats-Unis — *K. Péter*, candidat ès sciences historiques, collaborateur de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *Gy. Ránki*, académicien, directeur adjoint de l'Institut de Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *I. Szolonkin*, maître assistante à l'Université de Moscou — *L. Tilkovszky*, docteur ès sciences historiques, collaborateur en chef de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *Zs. Trócsányi*, docteur ès sciences historiques, archiviste aux Archives Nationales — *Zs. J. Újváry*, étudiante à l'Université Loránd Eötvös de Budapest — *Á. R. Várkonyi*, docteur ès sciences historiques, conseiller scientifique de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *J. Veliky*, adjoint à l'Université Lajos Kossuth de Debrecen

（一）本會定於十月十五日（星期日）下午二時，在會所舉行週年大會，屆時請全體會員準時出席，並請各會員將本年度之會費，一併繳納，以便彙轉，特此公告。

（二）本會定於十月二十日（星期日）下午二時，在會所舉行週年大會，屆時請全體會員準時出席，並請各會員將本年度之會費，一併繳納，以便彙轉，特此公告。

（三）本會定於十月二十五日（星期日）下午二時，在會所舉行週年大會，屆時請全體會員準時出席，並請各會員將本年度之會費，一併繳納，以便彙轉，特此公告。

（四）本會定於十月三十日（星期日）下午二時，在會所舉行週年大會，屆時請全體會員準時出席，並請各會員將本年度之會費，一併繳納，以便彙轉，特此公告。

（五）本會定於十一月五日（星期日）下午二時，在會所舉行週年大會，屆時請全體會員準時出席，並請各會員將本年度之會費，一併繳納，以便彙轉，特此公告。

（六）本會定於十一月十日（星期日）下午二時，在會所舉行週年大會，屆時請全體會員準時出席，並請各會員將本年度之會費，一併繳納，以便彙轉，特此公告。

（七）本會定於十一月十五日（星期日）下午二時，在會所舉行週年大會，屆時請全體會員準時出席，並請各會員將本年度之會費，一併繳納，以便彙轉，特此公告。

（八）本會定於十一月二十日（星期日）下午二時，在會所舉行週年大會，屆時請全體會員準時出席，並請各會員將本年度之會費，一併繳納，以便彙轉，特此公告。

（九）本會定於十一月二十五日（星期日）下午二時，在會所舉行週年大會，屆時請全體會員準時出席，並請各會員將本年度之會費，一併繳納，以便彙轉，特此公告。

（十）本會定於十一月三十日（星期日）下午二時，在會所舉行週年大會，屆時請全體會員準時出席，並請各會員將本年度之會費，一併繳納，以便彙轉，特此公告。

## INDEX

### ETUDES

<i>Katalin Péter</i> : Vie de la société transylvaine dans la première moitié du XVII <sup>e</sup> siècle . . . . .	1
<i>Каталин Петер</i> : Жизнь трансильванского общества в первой половине XVII-го века . . . . .	28
<i>Ágnes R. Várkonyi</i> : Politique envers les serfs et développement culturel dans l'Etat de Rákóczi . . . . .	31
<i>Агнеш Р. Варкони</i> : Крепостная политика и просвещение в государстве Ракоци . . . . .	61
<i>György Ránki</i> : The Great Powers and the Economic Reorganization of the Danube Valley after World War I . . . . .	63
<i>Дьердь Ранки</i> : Великие державы и хозяйственное преобразование Дынайского бассейна после первой мировой войны . . . . .	97

### COMMUNICATIONS

<i>Иван Солонкин</i> : Основные результаты исследования венгерскими историками крепостной деревни в Венгрии в первой половине XIX века . . . . .	99
<i>Miklós Mann</i> : Agoston Trefort, Gestalter ungarischer Kulturpolitik 1872—1888 . . . . .	145
<i>András Gergely—János Veliky</i> : Der Weg der ungarischen Presse in der Politik nach 1867 . . . . .	163
<i>Éva H. Haraszi</i> : British Reflections on the Decisive Year of Post-War Hungary: 1948 . . . . .	189

### VIE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

Tagung der Kommission der Historiker der DDR und der Ungarischen Volksrepublik (Emma Kövics) . . . . .	205
Conférence scientifique internationale à Debrecen consacrée à Gábor Bethlen (János Miklós Kalmár—Zsuzsanna J. Újváry) . . . . .	219
Compte rendu de la conférence tenue en commun par l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de Slovaquie et l'Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise des Sciences (Gábor Pajkossy) . . . . .	226

### COMPTES RENDUS DE LIVRES

<i>Ireneusz Ihnatowicz—Antoni Mączak—Benedykt Zientara</i> : La société polonaise du X <sup>e</sup> au XX <sup>e</sup> siècle (Adrienne Körmendy) . . . . .	235
<i>Elek Csetri—István Imreh</i> : La société transylvaine en transformation 1767—1821 (Ambrus Miskolczy) . . . . .	239
Bibliographie chronologique de l'histoire slovaque. Activité des années 1960—1977. (Emil Niederhauser) . . . . .	241
<i>Album Elemér Mályusz</i> . Etudes présentées à la Commission pour l'histoire des Assemblées d'Etats LVI. (György Bónis) . . . . .	243
Quellen zur Geschichte der Siebenbürger Sachsen (Erik Fügedi) . . . . .	245
<i>Цветкова, Вустра</i> : Паментна битка на народите (Памятная битва набодов) (Ижеф Вёден) . . . . .	246



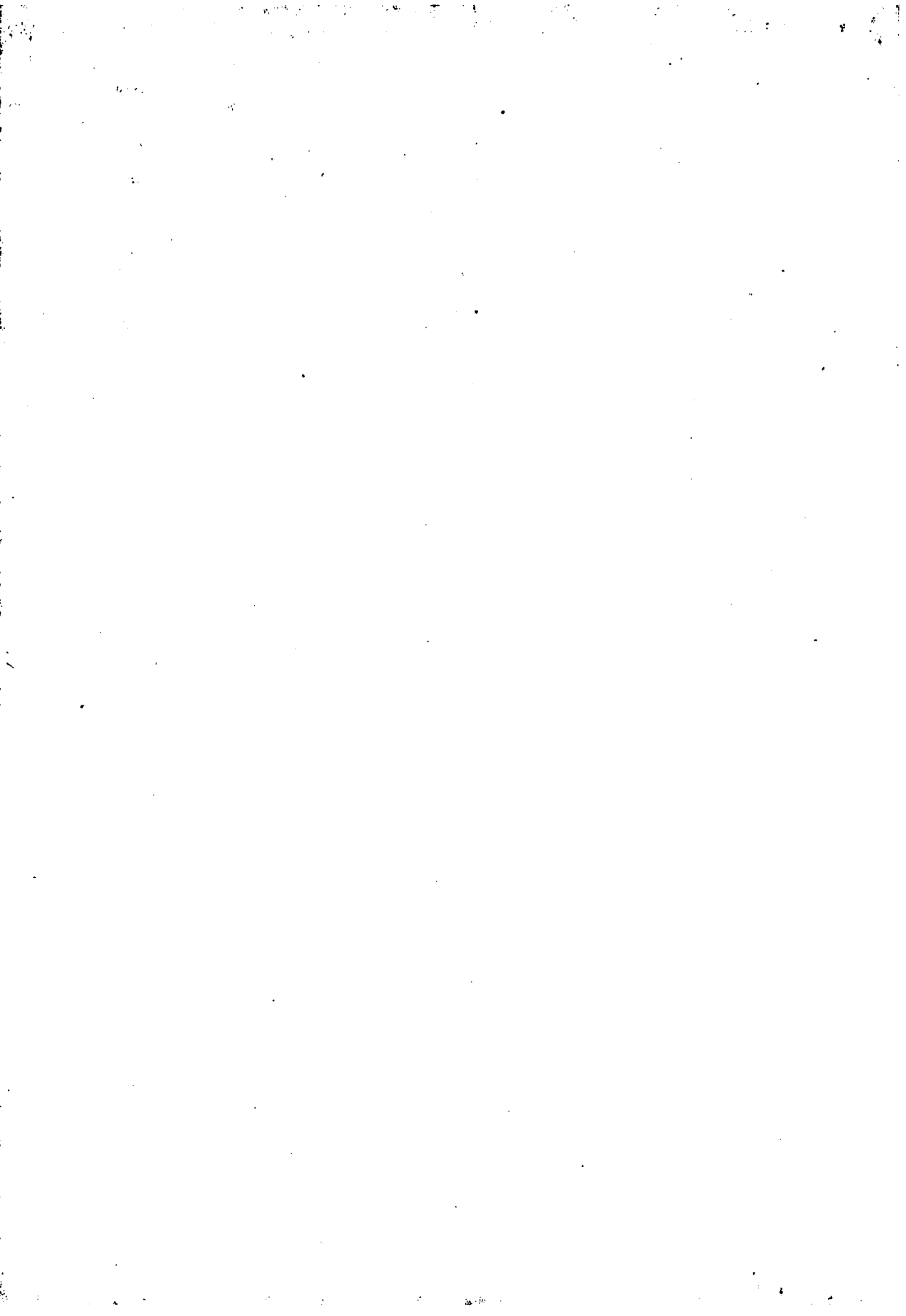
Documents sur l'histoire de la révolution de 1848 dans les pays roumains. C. Transylvanie (Zsolt Trócsányi).....	248
<i>И. И. Лециловская</i> : Общественно-политическая борьба в Хорватии в 1848—49 гг. (Эмил Нидерхаузер) .....	251
<i>Philip S. Foner</i> : Karl Liebknecht and the United States (William A. Pelz) .....	253
International Labour Movement (János Jemnitz) .....	254
**	
<i>Mária F. Fejér—Lajos Huszár</i> : Bibliographia numismatica Hungariae (János Buza) .....	256
<i>Monumenta rusticorum in Hungaria rebellium anno MDXIV</i> (Gy. B.) .....	258
<i>Christianus Schesaeus</i> : Opera quae supersunt omnia (József Bessenyei) .....	259
<i>Vera Zimányi</i> : La Hongrie dans l'économie européenne 1600—1650 (J. B.) .....	262
<i>Gyula Juhász</i> : Hungarian Foreign Policy 1919—1945 (É. H. Haraszti) .....	264
<i>Zsuzsa L. Nagy</i> : Bethlens liberale Opposition. (Die liberalen bürgerlichen Parteien 1919—1931) (Loránt Tilkovszky) .....	266
<div style="border: 1px solid black; display: inline-block; padding: 2px;">Edit S. Vincze</div> 1927—1980 (Ferenc Mucsi) .....	271
EIGHTH INTERNATIONAL ECONOMIC HISTORY CONGRESS	
Budapest 1982 .....	275

*Printed in Hungary*

A kiadásért felel az Akadémiai Kiadó igazgatója. Műszaki szerkesztő: Botyánszky Pál  
A kézirat nyomdába érkezett: 1981. IV. 3. – Terjedelem: 24,75 (A/5) iv

---

82.9533 Akadémiai Nyomda, Budapest, Felelős vezető: Bernát György



«*Acta Historica*» публикуют трактаты из области исторических наук на русском, французском, английском и немецком языках.

«*Acta Historica*» выходят отдельными выпусками разного объема. Четыре выпуска составляют один том (25—30 печатных листов) в год.

Заказы принимает предприятие по внешней торговле «Kultúra» (1389 Budapest 62, POB. 149) или его заграничные представительства и уполномоченные.

---

The *Acta Historica* publish papers on history in French, English, Russian and German.

The *Acta Historica* appear in issues of varying size making up volumes. One volume of 400—500 pages appears every year.

Orders may be placed with “Kultúra” Foreign Trading Company (Budapest 62, POB. 149) or its representatives abroad.

---

Die *Acta Historica* veröffentlichen Abhandlungen aus dem Bereiche der Geschichtswissenschaft in französischer, deutscher, russischer und englischer Sprache.

Die *Acta Historica* erscheinen in Heften wechselnden Umfanges. Vier Hefte bilden einen 25—30 Bogen starken, jährlich erscheinenden Band.

Bestellbar bei «Kultúra» Außenhandelsunternehmen (1389 Budapest 62, POB. 149) oder seinen Auslandsvertretungen.

Reviews of the Hungarian Academy of Sciences are obtainable  
at the following addresses:

**AUSTRALIA**

C.B.D. LIBRARY AND SUBSCRIPTION SERVICE,  
Box 4886, G.P.O., Sydney N.S.W. 2001  
COSMOS BOOKSHOP, 135 Ackland Street, St.  
Kilda (Melbourne), Victoria 3182

**AUSTRIA**

GLOBUS, Höchstädtplatz 3, 1200 Wien XX

**BELGIUM**

OFFICE INTERNATIONAL DE LIBRAIRIE, 30  
Avenue Marnix, 1050 Bruxelles  
LIBRAIRIE DU MONDE ENTIER, 162 Rue du  
Midi, 1000 Bruxelles

**BULGARIA**

HEMUS, Bulvar Ruszki 6, Sofia

**CANADA**

PANNONIA BOOKS, P.O. Box 1017, Postal Sta-  
tion "B", Toronto, Ontario M5T 2T8

**CHINA**

CNPICOR, Periodical Department, P.O. Box 50  
Peking

**CZECHOSLOVAKIA**

MAD'ARSKÁ KULTURA, Národní třída 22,  
115 66 Praha

PNS DOVOZ TISKU, Vinohradská 46, Praha 2

PNS DOVOZ TLACE, Bratislava 2

**DENMARK**

EJNAR MUNKSGAARD, Norregade 6, 1135  
Copenhagen

**FINLAND**

AKATEEMINEN KIRJAKAUPPA, P.O. Box 128,  
SF-00101 Helsinki 10

**FRANCE**

EUROPERIODIQUES S.A., 41 Avenue de Ver-  
sailles, 78170 La Celle St.-Cloud

LIBRAIRIE LAVOISIER, 11 rue Lavoisier, 75008  
Paris

OFFICE INTERNATIONALE DE DOCUMENTA-  
TION ET LIBRAIRIE, 48 rue Gay-Lussac, 75240  
Paris Cedex 05

**GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC**

HAUS DER UNGARISCHEN KULTUR, Karl-  
Liebknecht-Strasse 9, DDR-102 Berlin

DEUTSCHE POST ZEITUNGSVERTRIEBSAMT,  
Strasse der Pariser Kommune 3-4, DDR-104 Berlin

**GERMAN FEDERAL REPUBLIC**

KUNST UND WISSEN ERICH BIEBER, Postfach  
46, 7000 Stuttgart 1

**GREAT BRITAIN**

BLACKWELL'S PERIODICALS DIVISION, Hythe  
Bridge Street, Oxford OX1 2ET

BUMPUS, HALDANE AND MAXWELL LTD.,  
Cowper Works, Olney, Bucks MK46 4BN

COLLET'S HOLDINGS LTD., Denington Estate,  
Wellingborough, Northants NN8 2QT

W.M. DAWSON AND SONS LTD., Cannon House,  
Folkestone, Kent CT19 5EE

H. K. LEWIS AND CO., 136 Gower Street, London  
WC1E 6BS

**GREECE**

KOSTARAKIS BROTHERS, International Book-  
sellers, 2 Hippokratous Street, Athens-146

**HOLLAND**

MEULENHOF-BrUNA B.V., Beulingstraat 2,  
Amsterdam

MARTINUS NIJHOFF B.V., Lange Voorhout  
9-11, Den Haag

SWETS SUBSCRIPTION SERVICE, 347b Heere-  
weg, Lisse

**INDIA**

ALLIED PUBLISHING PRIVATE LTD., 13/14  
Asaf Ali Road, New Delhi 110001

150 B-6 Mount Road, Madras 600002

INTERNATIONAL BOOK HOUSE PVT. LTD.,  
Madame Cama Road, Bombay 400039

THE STATE TRADING CORPORATION OF  
INDIA LTD., Books Import Division, Chandralok,  
36 Janpath, New Delhi 110001

**ITALY**

EUGENIO CARLUCCI, P.O. Box 252, 70100 Bari  
INTERSCIENTIA, Via Mazzè 28, 10149 Torino

LIBRERIA COMMISSIONARIA SANSONI, Via  
Lamarmora 45, 50121 Firenze

SANTO VANASIA, Via M. Macchi 58, 20124  
Milano

D.E.A., Via Lima 28, 00198 Roma

**JAPAN**

KINOKUNIYA BOOK-STORE CO. LTD., 17-7  
Shinjuku-ku 4 chome, Shinjuku-ku, Tokyo 160-91

MARUZEN COMPANY LTD., Book Department,  
P.O. Box 5056 Tokyo International, Tokyo 100-31

NAUKA LTD., IMPORT DEPARTMENT, 2-30-19  
Minami Ikebukuro, Toshima-ku, Tokyo 171

**KOREA**

CHULPANMUL, Phanjan

**NORWAY**

TANUM-CAMMERMEYER, Karl Johansgatan  
41-43, 1000 Oslo

**POLAND**

WĘGIERSKI INSTYTUT KULTURY, Marszał-  
kowska 80, Warszawa

CKP I W ul. Towarowa 28 00-985 Warsaw

**ROMANIA**

D. E. P., București

ROMLIBRI, Str. Biserica Amzei 7, București

**SOVIET UNION**

SOJUZPETCHATJ — IMPORT, Moscow

and the post offices in each town

MEZHDUNARODNAYA KNIGA, Moscow G-200

**SPAIN**

DIAZ DE SANTOS, Lagasca 95, Madrid 6

**SWEDEN**

ALMQVIST AND WIKSELL, Gamla Brogatan 26,  
101 20 Stockholm

GUMPERTS UNIVERSITETSBOÖHANDEL AB,  
Box 346, 401 25 Göteborg 1

**SWITZERLAND**

KARGER LIBRI AG, Petersgraben 31, 4011 Base

**USA**

EBSCO SUBSCRIPTION SERVICES, P.O. Box  
1943, Birmingham, Alabama 65201

F. W. FAXON COMPANY, INC., 15 Southwest  
Park, Westwood, Mass. 02090

THE MOORE-COTTRELL SUBSCRIPTION

AGENCIES, North Cohocton, N. Y. 14638

READ-MORE PUBLICATIONS, INC., 140 Cedar  
Street, New York, N. Y. 10006

TECHERT-MACMILLAN, INC., 7250 Westfield  
Avenue, Pennsauken N. J. 08110

**VIETNAM**

XUNHASABA, 32, Hai Ba Trung, Hanoi

**YUGOSLAVIA**

JUGOSLAVENSKA KNJIGA, Terazije 27, Beograd  
FORUM, Vojvode Mišića 1, 10000 Novi Sad

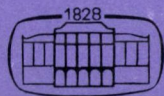
# *Acta Historica*

**ACADEMIAE SCIENTIARUM HUNGARICAE**

Membres du Comité de Rédaction: ZS. P. PACH (rédacteur en chef), É. H. BALÁZS, J. T. BEREND, I. DIÓSZEGI,  
GY. EMBER, T. HAJDÚ, J. JEMNITZ, E. MÁLYUSZ, F. MUCSI (rédacteur), E. NIEDERHAUSER, M. ORMOS,  
E. PALOTÁS, E. PAMLÉNYI, F. PÖLÖSKEI, GY. SZÉKELY, GY. TOKODY, L. ZSIGMOND  
secrétaire de Rédaction: A. PÓK, assistante de Rédaction: K. PERLUSZ

**TOME 27**

**N° 3-4**



**AKADÉMIAI KIADÓ, BUDAPEST**

**1981**

# ACTA HISTORICA

## REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE

---

*Acta Historica* paraît en français, anglais, allemand et russe et publie des travaux dans le domaine des sciences historiques.

*Acta Historica* est publié sous forme de fascicules qui forment un volume de 400–500 pages par an et est édité par

AKADÉMIAI KIADÓ

Maison d'édition de l'Académie des Sciences de Hongrie  
H-1054 Budapest, Alkotmány u. 21.

Adresse de la Rédaction:  
*H-1014 Budapest, Uri u. 53.*

Abonnement:  
s'adresser à l'Entreprise de Commerce Extérieur "KULTURA"  
H-1389 Budapest 62. POB. 149

ou chez les représentants à l'étranger

# East Central Europe and World Trade at the Dawn of Modern Times

By  
ZSIGMOND PÁL PACH

## 1.

Gergely Berzeviczy, a pioneer in modern Hungarian social studies at the beginning of the last century, was the first to present an interpretation of Hungarian history, which while showing the grave consequences of Turkish conquest and Habsburg rule, attempted to relate unfavourable developments in sixteenth and seventeenth century Hungary with similar developments that occurred in other East-Central European countries simultaneously. He essayed to explain these changes through reference to changes in the conditions of world trade, trying to bring to bear a broad international perspective on them.

Resembling contemporary (1808) German historians he thought that Central and Western Europe had been supplied with valuable goods from Asia through the countries of Eastern Europe, including Hungary and Transylvania, during the fourteenth and fifteenth centuries. "This was why it was possible at that time"—he argued with a kind of nostalgic exaggeration—"for the industrial and mercantile trade of Hungary and Transylvania to show greater development than that of Western Europe. . .". But at the very beginning of modern times, this Asiatic-European trade route disappeared as the direct sea route to the spice-rich Indies was discovered and opened up. "This resulted—he went on to say—from the great events and huge transformations which shook both Asia and Europe . . . Just as the East used to be the West's superior, so now the West dominated the East."<sup>1</sup>

More than a century later (1932) József Révai was the first to essay a Marxist analysis of Hungarian and Eastern European development in modern times. He lopped off some of the extreme claims in Gergely Berzeviczy's account while appreciating its international perspective. He had this to say when arguing on the bifurcation of the Eastern and Western European way of development: "In the history of all the countries which suffered from the shift of principal trade routes from the Mediterranean to the Atlantic on the eve of modern times it can be found that the bourgeois living standards already achieved had to fall back and, as a consequence, the 'normal' way of rise of capitalism swerved and feudalism came to assume a bourgeois tone."<sup>2</sup>

<sup>1</sup> G. BERZEVITZY, *Ansicht des asiatisch-europäischen Welthandels nach dem jetzigen Zeitbedürfnis betrachtet*, Pest, 1808, pp. 43–54.

<sup>2</sup> J. RÉVAI, *Marxizmus, népiesség, magyarság* (Marxism, Populism, Hungarians), Budapest, 1949, p. 112.



Despite their simplification, Révai's arguments acted as a stimulus to the examination by Hungarian historians of the divergent patterns of development of Western and Eastern Europe, apparent in the sixteenth and seventeenth centuries.

Students of universal history, for the most part, did not treat the problem in these terms, preferring to see backwardness as a permanent feature of Eastern Europe, from the earliest times on. Some of them described the history of relations between Eastern and Western Europe as a series of fierce conflicts between Germanic and Slavonic peoples or as a manifestation of an unavoidable antagonism between different civilizations; in doing so they projected back the nationalist contradictions of the capitalist period into the Middle Ages.

For a founder of modern bourgeois historiography, Leopold von Ranke, who first outlined this conception in his first book (1824), European history meant basically the history of the West. The Roman and Germanic peoples had undergone a common development "from the beginning up to the present", a development in which the peoples of Eastern Europe either did not take part or at best were merely its passive objects. From this point of view Europe divided into two historical regions. In the Western region, peoples of Roman and Germanic origin "developed in unity and homogeneity" while in the Eastern region, Slav (and Hungarian) peoples "exerted no influence of their own" only being affected by "waves of general development which ran over them from time to time". In Ranke's words, the Romano-Germanic world was the "kernel of all histories" down to the most recent times.<sup>3</sup>

It would be a mistake to believe that this concept of European history has disappeared. It was kept alive by, among others, Arnold J. Toynbee, the renowned historian and philosopher of the thirties and fifties of this century. Taking over some of Ranke's categories, he considered "Western civilization" as an "intelligible field of study" distinct and different from what he called the "Orthodox Christian civilization" of Eastern Europe.<sup>4</sup>

As a matter of fact, American university education has preserved many of the features of this concept until quite recently, despite the East European origins of much of the United States' population. Text books and general works are still published on the American academic market with attention drawing titles such as "History of the Western World" and "The Rise of Western Civilization". (Titles such as these are still current even though lately several American universities have established chairs of Central and East European studies and have begun tuition and research into these topics under historians mainly of Central and East European origin.) These books, which by the term "Western World" mean Western Europe and North America, reflect much the same idea as that expressed in the preface to a recent presentation of general

<sup>3</sup> L. RANKE, *Geschichten der romanischen und germanischen Völker von 1494 bis 1514*, Berlin, 1824. — Dritte Auflage: Leipzig, 1885. Vorrede zur ersten Ausgabe, pp. V–VI.; Zur Einleitung, pp. XV–XIX.

<sup>4</sup> A. J. TOYNBEE, *A Study of History*, vols 1–10, London, 1935–1954. Cf. *Eastern and Western Europe in the Middle Ages*, Edited with an Introduction by G. BARRACLOUGH, London, 1970, pp. 7–8.

economic history: "The affluence of Western man is a new and unique phenomenon. In the past several centuries he has broken loose from the shackles of a world bound by object poverty and recurring famine and has realized a quality of life which is made possible only by relative abundance. This book explains that unique historical achievement, the rise of the Western World".<sup>5</sup>

The authors of above considered the superiority of Western Europe as given from the beginning and thus set themselves only the task of explaining the historical unfolding of this inherent quality. Other economic historians, now as in the past, have thought of the sixteenth and seventeenth centuries as the crucial period for the divergence of Eastern and Western Europe; however, they have dealt with only one side of this dual development: the rise of Western European countries in early modern times.

As advance in the West coincided with and obviously related to overseas discoveries, colonization and the establishment of new intercontinental trade routes, most historians concentrated their attention on *these* sources of Western European economic growth. Much less interest was shown in effects on East Central Europe; in short, historians were mainly interested in why Western Europe's development accelerated rather than of Eastern Europe slowed down.

This approach appears even in Volume IV of The Cambridge Economic History of Europe (1967), a standard work of modern western history writing. Sure enough, the preface to the volume sees the period's main problem as the formation of modern world economy; in the detailed chapters, however, this process is limited to the relationship between Western European and colonial economies.<sup>6</sup> Similarly, the bulk of both the more recent and older works on this exciting period of economic history may be said to have narrowed the problem down to the European—colonial relationships. The contemporary negative development of Eastern Europe's situation was explained, in turn, with reference to its not taking part yet in the great economic transformation. "The new overseas undertakings acted as yeast, leavening a lot of bread in the West, but their influence did not extend to the whole of Europe"; in other parts of the continent, therefore, the development came to a standstill.<sup>7</sup>

This explanation, which has appeared in a number of more or less thorough works on economic history, can be summarized as follows: the shift of the centre of expanding international trade from the Mediterranean to the Atlantic, the great geographical discoveries, the maritime and colonial enterprises that opened up rich sources for accumulation of capital furthered the development of Western Europe,

<sup>5</sup> D. C. NORTH and R. P. THOMAS, *The Rise of the Western World, A New Economic History*, Cambridge, 1973, p. 1.

<sup>6</sup> *The Cambridge Economic History of Europe, IV, The Economy of Expanding Europe in the Sixteenth and Seventeenth Centuries*, Edited by E. E. RICH and C. H. WILSON, Cambridge, 1967, p. XIII. et seq.

<sup>7</sup> H. HEATON, *Economic History of Europe, Revised Edition*, New York-Evanston, 1948, p. 229.

*already* more favoured; in contrast, the Eastern European countries received no stimulation from the new Atlantic world market, nay lost their previous role in the Asian-European world trade and so they inevitably fell back.

But in the light of recent research—and let us refer only to a few works of present day western scholarship, the books of Fernand Braudel and Immanuel Wallerstein, and Volume V of *The Cambridge Economic History of Europe*<sup>8</sup>—the above explanation needs supplementing. The fact that Central and Eastern European countries, apart from South-German capitalist enterprises, did not take part in the discoveries, the maritime trade and overseas colonization naturally hindered their development compared to Western Europe and was a cause in the lateness of their capitalist transformation. But there is more in question: a closer connection between Western European growth and Eastern European lag. The early development of world economy affected not only the colonies but East Central European countries, too; the latter were not left out of the process. During the period of the discoveries of new continents, the appearance of overseas markets and *intercontinental* trade relations, Western Europe's *intracontinental* commerce with East Central Europe did not decrease; on the contrary, it increased enormously and became of real and modern importance. These developing commercial relations *within* Europe also became an important factor in the system of modern world economy just emerging; they stimulated the industrial/agricultural division of labour between Eastern and Western Europe. Thus the Eastern part of the continent itself became a *hinterland*, a reserve, a base in several respects for the capitalist growth of the Western European *centre* that, at the same time, exploited overseas territories as *colonies*.<sup>9</sup>

Modern world economy, therefore, can only be understood as a *system* from the very beginning. Within this system there were three main factors in action and reaction: Western European, Eastern European and colonial economies.

In other words: the process of divergence of Western and Eastern European development can only be understood within the historical framework of emerging world economy or can be defined as a part of the change from "medieval"<sup>10</sup> to modern world economy.

<sup>8</sup> F. BRAUDEL, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, vols 1-3., Paris, 1979; I. WALLERSTEIN, *The Modern World-System. Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century*, New York, 1974, and *The Modern World-System II, Mercantilism and the Consolidation of the European World-Economy, 1600-1750*, New York, 1980; *The Cambridge Economic History of Europe, V, The Economic Organization of Early Modern Europe*, Edited by E. E. RICH and C. H. WILSON, Cambridge, 1977.

<sup>9</sup> See also from the present author: *The Shifting of International Trade Routes in the 15th-17th Centuries*, *Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae*, XIV, 1968, pp. 287-321; *The Role of East-Central Europe in International Trade (16th and 17th Centuries)*, In: *Etudes Historiques* 1970, I, Budapest, 1970, pp. 217-264.; *Diminishing Share of East-Central Europe in the 17th Century International Trade*, *Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae*, XVI, 1970, pp. 289-306.

<sup>10</sup> Cf. FR. RÖRIG, *Mittelalterliche Weltwirtschaft. Blüte und Ende einer Weltwirtschaftsperiode* (1933), In: FR. RÖRIG, *Wirtschaftskräfte im Mittelalter. Abhandlungen zur Stadt- und Hansegeschichte*, Hg. von P. KAEGBEIN, Zweite Auflage, Wien-Köln, Graz, 1971, pp. 351-391.

## 2.

In the Middle Ages the only trade that can be called "world-wide" was the one which brought spices and luxury goods from South and East Asia to the Levant from where they were transported further to Europe, partly along some overland routes (e.g. from the shores of the Black Sea to Poland or Transylvania and Hungary), but mostly by the Mediterranean shipping of Venice and Genova; in return mainly bullion (to a lesser extent raw materials and later industrial products) were carried to the Orient. The European centre for this "world trade" was the Mediterranean basin, and its entire system of routes—by sea, river and land—was linked to the centrally sited North Italian towns; these towns were thus brisk to flourish as agents for what is called the early capitalism.<sup>11</sup>

This "medieval type" (old type) of world trade received its main impetus not from the intrinsic development or social division of labour in European production, but from a geographical division of labour, i.e. the various natural and economic features of Eurasian regions widely separate from each other; this trade primarily served the demands of the feudal lords (and rich burghers) for luxuries, their prodigal and conspicuous consumption.<sup>12</sup>

With the appearance of the "modern type" trade relations, however, the commodity structure of international commerce began to shift increasingly from the expensive "Levant" articles to the bulky goods for mass consumption, from the luxuries to the necessities. The world trade of the new type—which evolved from long historical antecedents<sup>13</sup> to the fifteenth and sixteenth centuries and involved a new structure of goods—was already rooted in the *inherent* growth of the European economy, the advancement in the social division of labour, the development in agricultural and industrial production and in a broadening consumer market; it was

<sup>11</sup> See also our studies: *Le commerce du Levant et la Hongrie au Moyen Age*. Thèses, polémiques, arguments, *Annales E. S. C.*, 1976, 6, pp. 1176–1194; *Die Verkehrsrouten des Levantehandels nach Siebenbürgen und Ungarn zur Zeit der Könige Ludwig von Anjou und Sigismund von Luxemburg*. In: *Europäische Stadtgeschichte in Mittelalter und früher Neuzeit*, Weimar, 1979, pp. 60–90.

<sup>12</sup> RÖRIG correctly disputes the belief that long-distance commerce in the Middle Ages dealt only in luxuries; but he himself takes into consideration the *basic* feature of that trade dealing with the demands of rich consumers. "People in these centuries, when they had purchasing power, did not think in terms of meeting their needs locally, but in expensive, spectacular and differentiated ways. They were attracted by goods originating from all parts of the world. . . It is only through this demand for rarity and quality, deriving from a fairly wide [!?] consumer strata, that the facts of medieval commerce can be understood. . . In my view, the desire of these broaden [?] consumer strata is the driving force of what I would like to call the medieval world commerce; since the desire existed, it was worth while organizing a worldwide trade system": *op. cit.*, pp. 360–363.

<sup>13</sup> Cf. RÖRIG *op. cit.* pp. 356–360, 364–371; M. POSTAN, *The Trade of Medieval Europe: The North*, In: *The Cambridge Economic History of Europe, II, Trade and Industry in the Middle Ages*, Edited by M. POSTAN and E. E. RICH, Cambridge, 1952, p. 119.

meeting the demands of wider strata in town and country, increasingly compelled to buy on the market, for prime necessities.<sup>14</sup>

The geographical centre of international trade began to shift from the Mediterranean to the Atlantic coast lines for the very reason that shipping on the latter was of far greater importance for the essential goods and products of the European economy than traffic in the Mediterranean. The main artery of this new type of international trade became the coastal route from the Baltic through the Sound and the Channel down to the Straits of Gibraltar. Beforehand Mediterranean (Venetian, Genoese) vessels had gone north to the Atlantic coasts, now from the final decades of the sixteenth century shipping from the Atlantic coasts (Dutch, English) passed through the Straits to the Mediterranean Sea.<sup>15</sup>

The opening up of the new Atlantic routes: the circumnavigation of Africa and the discovery of America did not start this geographical shift in the economic centre (as has been suggested by a number of historians); the discoveries only quickened the process. It should be noted, however, that, at the beginning and for rather long afterwards, an old type of trading occurred along the new oceanic routes, while Atlantic coastal shipping and overland routes between Western and Eastern Europe were already engaged in the new type of international commerce. This special situation can be described by saying that in the first period of the rise of modern world trade, the overseas colonies including the English and Dutch as well as the Portuguese and Spanish, were attached to their Western European 'motherlands' by a medieval type international trade rather than in terms of a modern world market. Far Eastern Portuguese colonies in the sixteenth century supplied Europe primarily with spices, the principal item in the older type of long-distance trade, through Lisbon and Antwerp.<sup>16</sup> In the first part of the seventeenth century English and Dutch colonial imports, which had taken over from the Portuguese, possessed the same characteristics. Around three-quarters of what the Dutch East India Company landed in Amsterdam and at least two-thirds of what was imported by the English East India Company was still pepper and other spices between 1619 and 1621. In return they exported bullion and specie to

<sup>14</sup> For our definition see K. MARX, *Capital*, vol. III, ch. XX. (Historical Facts about Merchant's Capital) as a starting point. The following were also taken into consideration for terminology: H. PIRENNE, *Sozial- und Wirtschaftsgeschichte Europas im Mittelalter*, Sammlung Dalp, 25, Bern, s. a. pp. 138–139; cf. M. BLOCH, *La société féodale*, Paris, 1939, p. 410.

<sup>15</sup> W. BRULEZ, *La navigation flamande vers la Méditerranée à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle*, *Revue Belge de Philologie et d'Histoire*, 36, 1958, pp. 1210–1242; R. DAVIS, *England and the Mediterranean*, In: *Essays in the Economic and Social History of Tudor and Stuart England*, Edited by F. J. FISHER, Cambridge, 1961, pp. 117–137; R. T. RAPP, *The Unmaking of the Mediterranean Trade Hegemony: International Trade Rivalry and the Commercial Revolution*, *The Journal of Economic History*, XXXV, 3, 1975, pp. 499–525.

<sup>16</sup> J. A. GORIS, *Etude sur les colonies marchandes méridionales (Portugais, Espagnols, Italiens) à Anvers de 1488 à 1567. Contribution à l'histoire des débuts du capitalisme moderne*, Louvain, 1925, pp. 239–243; V. MAGALHÃES-GODINHO, *L'économie de l'empire portugais aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles*, Paris, 1969.

the Far East.<sup>17</sup> From Spanish America, in turn, it was mainly bullion (largely silver), mined by slaves, which was shipped to Sevilla: its portion of the total value of imports to Spain was more than 95% in 1594 and still as high as 84% in 1609.<sup>18</sup>

Another peculiarity of the historical situation was that from the second part of the fifteenth century to the middle of the seventeenth it was rather the countries of East Central Europe that began to be linked to the expanding Western European economy in a "modern" way, by the ties of the unfolding new type international trade based on the development of commodity production and division of labour—as suppliers of mass-consumption foodstuffs and industrial raw materials and buyers of mass-consumption manufactures, mainly textiles. This obviously emerges from the data of Polish and Hungarian foreign trade in the sixteenth century. Of the total of Western European imports to Poland in the mid-sixteenth century, 60% was woollen cloth and of sea-borne imports, cloth had an average share of 48% over the years from 1565 to 1585. The next important item among sea-borne imports was salt and for imports carried overland it was hardware.<sup>19</sup> The proportion of textiles among Western imports to Hungary was also high. More than 68% of the imports recorded in the customs journals for 1542 were textile goods: woollen cloth comprised 40%, finished garments 15%, and linen 12%. The next largest group of imports was of hardware in Hungary, too, with a share of 9%.<sup>20</sup> The advancing industrial areas in Western Europe were driven—besides intrinsic motives—by these very market chances in East Central Europe to increase their commodity production, to outdo guild-based craftsmanship and to establish the initial forms of capitalist manufacture. Industrial development in East Central European countries was restricted—besides internal delimitations—precisely by these increased Western imports, comprising of cheap and medium quality textile goods apart from those of fine quality. This effect hindered the running up of

<sup>17</sup> Drugs and dyestuffs accounted for about 10%, various textiles for a further 16% of Dutch imports, while pepper imports alone amounted to 56%.—One third of the English Company's imports consisted of indigo and other dyestuffs. With reference to T. MUN, *A Discourse of Trade from England unto the East Indies* (1621) in: E. LIPSON, *The Economic History of England*, II, *The Age of Mercantilism*, Fourth Edition, London, 1947, p. 288.

<sup>18</sup> The share of other goods in the imports for 1594: cochineal, 2.82%; hides, 1.16%; indigo, 0.29; others, 0.11%. E. J. HAMILTON, *American Treasure and the Price Revolution in Spain 1501–1650*, Cambridge, Mass., 1934, pp. 33–34.

<sup>19</sup> A. MACZAK, *Ekspert zbożowy i problemy polskiego bilansu w XVI–XVII w.*, In: *Pamiętnik X. powszechnego zjazdu historyków polskich w Lublinie*, Warszawa, 1968, p. 183; H. SAMSONOWICZ, *Les foires en Pologne au XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècle sur la toile de fond de la situation économique en Europe*. In: *Der Aussenhandel Ostmitteleuropas 1451–1650*; Hg. von I. BOG, Köln–Wien, 1971, pp. 255–258; B. ZIENTARA, *Eisenproduktion und Eisenhandel in Polen im 16. und 17. Jahrhundert*, In: *Der Aussenhandel Ostmitteleuropas 1450–1650*, pp. 279–281.

<sup>20</sup> Gy. EMBER, *Magyarország XVI századi külkereskedelmének történetéhez* (To the History of Hungary's Foreign Trade in the 16th Century), *Századok* (Centuries), 1961, I, pp. 11–14; cf. Gy. KÁLDY-NAGY, *Statisztikai adatok a török hódoltsági terület nyugat felé irányuló áruforgalmáról 1560–1564-ben* (Statistical Data on Western Trade of the Turkish-ruled Territory in the Years 1560–1564), In: *Történeti Statisztikai Évkönyv* (Historico-Statistical Yearbook), 1965–66, Budapest, 1968, p. 32.

guild manufacturing as well as the rise of conditions for capitalist industry in this part of Europe.

Another important factor in the development of the new type intracontinental trade was the growth in the export of agricultural products and raw materials from East Central European countries to the West. Poland provided Western Europe primarily with cereals (mainly rye) and also cattle and furs (the latter were transit goods from Russia). In the middle of the sixteenth century these three commodities came to 90% of her exports to the West. Cattle and furs went overland but cereals were overwhelmingly shipped through the Baltic. Of Poland's sea-borne exports, cereals alone came to an average of 66% of the total over the years 1565–1585. The rest comprised of timber, tar, hemp, all raw materials especially required by the ship building industry.<sup>21</sup> The two most important export items from Hungary to the West were also bulky goods: cattle and copper. Of the Hungarian exports to the West recorded in the customs journals for 1542 approximately 90% were in cattle. (Copper exports were not registered.) Some two decades later, of exports to the West from Hungarian territory under Turkish occupation, cattle also accounted for almost 90%.<sup>22</sup> In those days Eastern European agriculture found the Western markets for its produce widening and, what is more, offering very advantageous prices. What is called the sixteenth century Price Revolution ensured favourable terms of trade; the conditions of the sixteenth century East–West European trade seemed to favour the East and to further the accumulation of capital in this part of the continent.

### 3.

The Price Revolution with its leap in prices did not merely coincide with the period of change in world economy. Far from being accidental, it was closely connected with both the discovery of new ocean routes for intercontinental trade and the rise of a new commodity structure in intra-European commerce.

<sup>21</sup> For Polish sea-borne exports, timber amounted to 5%, flax and hemp 12%, tar and potash 14%. See Note 19 above.—Gdańsk played the leading role in Poland's Baltic trade: 80% of Polish exports and 67% of Polish imports passed through this port. Cereals dominated Gdańsk's exports with a share between two thirds and three quarters of the total. In other Baltic ports industrial raw materials accounted for a larger share of exports than that in Gdańsk. For example, 60% of Riga's exports in the 1590s consisted of flax and hemp: V. V. DOROSENKO, *Export Rygi na zachód w okresie przynależności do Rzeczypospolitej (1562–1620)*, *Zapiski Historyczne*, XXXI, 1966, 7. et seq.; A. ATTMAN, *The Russian and Polish Markets in International Trade 1500–1650*, Göteborg, 1973, pp. 5, 39–40, 48–50, 53–55, 58, 61, 65.

<sup>22</sup> It should be noted that this figure of 90% is to be understood without taking into account the sizeable North Hungarian (Slovakian) copper trade. Copper exports around 1542, according to our calculation, were at least one third of the value of cattle exports. See Notes 9 and 20 above; cf. E. VAS, *A váci török vámnaplók adatai az Alföld felől nyugatra irányuló XVI. századi áruforgalomról* (Turkish Customs Data of Vác on Trade from the Hungarian Plain to the West in the 16th Century), *Agrártörténeti Szemle* (Agrarian History Review), 1972, 1–2.

One aspect of this relationship is obvious and well-known. From the middle of the sixteenth century onwards, with the boom in the silver production in America and its shipment to Spain, the increased circulation of specie resulted in a depreciation in the value of money. This in turn resulted in a rapid increase in prices.<sup>23</sup>

However, the rise in prices, more precisely, the change in the mutual relations of prices, that is in the price structure had started in several areas of Western Europe a few decades earlier.<sup>24</sup> This partly derives from the fact that German and Portuguese-African ("West Sudanese") mined silver and gold had already increased the amount of precious metals available.<sup>25</sup> On the other hand, the shifting of the commodity structure in international trade, from luxuries to necessities, had the natural consequence of a shift in the price structure as well. Over the long run, relative prices of oriental spices went down because the Portuguese cargoes induced a large increase in quantity; whereas the prices of ordinary consumer goods went up due to the growing needs of a widening circle of buyers. It was primarily agricultural produce and raw materials that went up in price; industrial products were lagging behind as for the price rise.<sup>26</sup> As a matter of fact, in those Western European regions which embarked on the road of industrial and capitalist development, the growth in population was only partly—if at all—engaged in agriculture. The result was an additional demand for food (and raw materials) and agricultural production in these regions could not meet this demand. (The change from traditional cultivation to the more productive crop-rotation systems generally took place only in seventeenth and eighteenth century Holland and England.)<sup>27</sup>

<sup>23</sup> Modern studies of price revolution began with G. WIEBE, *Zur Geschichte der Preisrevolution des XVI. und XVII. Jahrhunderts*, Leipzig, 1895.—For a summary of E. J. HAMILTON's important research, see *The History of Prices before 1750*, XI<sup>e</sup> Congrès International des Sciences Historiques, Göteborg–Stockholm–Uppsala, 1960, Rapports, I, pp. 144–164.

<sup>24</sup> First demonstrated by I. HAMMARSTRÖM, *The Price Revolution of the Sixteenth Century: Some Swedish Evidence*, *The Scandinavian Economic History Review*, V, 1957.

<sup>25</sup> The basic work: A. SOETBEER, *Edelmetall-Produktion und das Wertverhältnis zwischen Gold und Silber seit der Entdeckung Amerika's bis zur Gegenwart*, In: DR. PETERMANN's Mitteilungen aus Justus Perthes' Geographischer Anstalt, Gotha, 1879.—For a summary of most recent studies, see: H. KELLENBENZ, *Final Remarks: Production and Trade of Gold, Silver, Copper and Lead from 1450 to 1750*, In: *Precious Metals in the Age of Expansion*, Papers of the XIVth International Congress of Historical Sciences (San Francisco, 1975), Stuttgart, 1981, pp. 307–328.

<sup>26</sup> More recent studies on Western and Central Europe during the price revolution and the subsequent period of price decline are to be found in: F. P. BRAUDEL–F. SPOONER, *Prices in Europe from 1450 to 1750*, In: *The Cambridge Economic History of Europe*, IV, pp. 378, 421, 464, 467, 481; B. H. SLICHER VAN BATH, *The Agrarian History of Western Europe A. D. 500–1850*, London, 1963, pp. 197–198, 206–212; *The Price Revolution in Sixteenth-Century England*, Edited with an Introduction by P. H. RAMSEY, London, 1971.; W. ABEL, *Agrarkrisen und Agrarkonjunktur. Eine Geschichte der Land- und Ernährungswirtschaft Mitteleuropas seit dem hohen Mittelalter*, Zweite Auflage, Hamburg–Berlin, 1966, pp. 113–120, 145, 152, 175.

<sup>27</sup> B. H. SLICHER VAN BATH, *The Rise of Intensive Husbandry in the Low Countries*, In: *Britain and the Netherlands in Europe and Asia*, Edited by J. S. BROMLEY and E. H. KOSSMAN, London, 1960, pp. 130–153.; R. DAVIS, *The Rise of the Atlantic Economies*, London, 1973, pp. 112–115.



This price revolution, or rather, "agrarian price" or "price structure" revolution was not limited to Western Europe; as a result of the widening network of intracontinental trade relations, it affected East Central Europe as well. The effect is found in all European countries involved in the development of modern world economy.<sup>28</sup>

The new price conditions came from the Atlantic centres to Eastern Europe partly through their direct trade relations, as in the case of the Polish cereal exports going mostly to Amsterdam or the North Hungarian (Slovakian) copper going, until the 1560s mostly to Antwerp, and later to Amsterdam and Hamburg, along the Baltic and North Sea routes.<sup>29</sup> But there were also forms of indirect mediation for the arrival of the new prices in East Central Europe, not the least through the towns of South Germany. In the mid-sixteenth century these towns had a still flourishing trade through the Alps with Northern Italy, along the Rhine with the Netherlands and at the same time, they had regular commercial relations with East Central Europe; along the Danube to Hungary where they delivered mainly textile goods and took back cattle.<sup>30</sup>

Thus, the new Western price structure, with cereal prices as its most dynamic factor, also reached the countries of East Central Europe, including Hungary, which did not export cereals to Atlantic consumers, and it caused a rise in agricultural prices on the *domestic* markets, too. Consequently, not only west-bound exports but also goods sold on the domestic markets could achieve good profits.

It was this which appealed to certain strata and groups among East Central European landlords to involve themselves in trade in agricultural products. Where

<sup>28</sup> Price revolution in East Central Europe is discussed by: S. HOSZOWSKI, *The Revolution of Prices in Poland in the 16th and 17th Centuries*, *Acta Poloniae Historica*, II, 1959, pp. 7–12, and: *Central Europe and the Sixteenth- and Seventeenth-century Price Revolution*, In: *Economy and Society in Early Modern Europe*, Edited by P. BURKE, New York–London, 1972, pp. 85–102.; ST. KAZIMIR, *Náčrt vývoja cien obilnín na Slovensku v 16. a 17. stor.*, In: *Agrikultura. Zborník Poľnohospodárskeho Múzea v Nitre*, 9, Bratislava, 1970, and: *Adalék a XVI. és XVII. századbeli árak és bérek fejlődéséhez (A Contribution to the Development of Prices and Wages in the 16th and 17th Centuries)*, *Történelmi Szemle*, XIX, 1976, 1–2, pp. 167–210.; V. ZIMÁNYI, *Mouvements des prix hongrois et l'évolution européenne (XVI<sup>e</sup>–XVIII<sup>e</sup> siècles)*, *Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae*, XIX, 1973, pp. 305–333.

<sup>29</sup> See for example M. MALOWIST, *Z zagadnień popytu na produkty krajów nadbałtyckich w Europie zachodniej w XVI wieku*, *Przegląd Historyczny*, 1959, 4, pp. 720–752.; M. BOGUĆKA, *Amsterdam and the Baltic in the First Half of the Seventeenth Century*, *The Economic History Review*, 2nd Ser., XXVI, 1973, pp. 433–447.; P. JEANNIN, *Le cuivre, les Fuggers et la Hanse*, *Annales E. S. C.*, 1955, 2, pp. 229–236.; J. VLACHOVIČ, *Slovak Copper Boom on World Markets in the 16th and the First Quarter of the 17th Centuries*, *Studia Historica Slovaca*, I, Bratislava, 1963.

<sup>30</sup> W. BRULEZ, *L'exportation des Pays-Bas vers l'Italie par voie de terre au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle*, *Annales E. S. C.*, 14, 1959, pp. 461–491.; H. VAN DER WEE, *The Growth of the Antwerp Market and the European Economy (Fourteenth–Sixteenth Centuries)*, The Hague, 1963, I, pp. 130–132, 180–182.; F. LÜTGE, *Der Handel Nürnbergs nach dem Osten im 15/16. Jahrhundert*, In: *Beiträge zur Wirtschaftsgeschichte Nürnbergs*, Nürnberg, 1967, I, pp. 318–376.; J. JANAČEK, *Prag und Nürnberg im 16. Jahrhundert (1489–1618)*, In: *Der Aussenhandel Ostmitteleuropas 1450–1650*, pp. 204–228.; F. LERNER, *Die Bedeutung des internationalen Ochsenhandels für die Fleischversorgung deutscher Städte im Spätmittelalter und der frühen Neuzeit*, In: *Internationaler Ochsenhandel (1350–1750)*, Hg. von E. WESTERMANN, Stuttgart, 1979, pp. 197–218.

possible they went into the export business, where not, into the domestic trade; and they also exploited their feudal rights to gain advantage over urban merchants and peasant traders. Earlier, in the fifteenth century, when prices of agricultural products were low in comparison with those of industry, they had not felt any urge to engage in trade. They had given their peasants the chance to sell on the market, while increasingly exacting monetary rents from them. Now, however, the landlords reacted to the change in price relations by changing their economic behaviour: they themselves yearned for the market. So as to have sufficient produce to put up for sale, they increasingly returned to rents in kind, then they expanded their seignorial demesnes (*Gutswirtschaft, Vorwerk, folwark, allodium*) too. In the second third of the sixteenth century, at the beginning of this process, they used partly paid labour, partly unpaid labour services; from the last decades of the same century the latter became the most important element in their economy. They had therefore bound their serfs newly to the soil; they had re-exerted their feudal rights and exploited labour rent to the hilt.<sup>31</sup> It was thus that the immediate *advantages* of high prices for agricultural produce and favourable terms of trade became a long-term historical *disadvantage* for the countries of East Central Europe. The strengthening and re-appearance of feudal bonds were the result.

To what extent can we attribute this retrograde effect to the landlords of East Central Europe being short of money? As a matter of fact, there is a concept which is to be frequently met with in the studies on the subject: although they saw the advantages of paid labour and in several places began to put it into practice around the middle of the sixteenth century, Hungarian landlords lacked the capital necessary to go further in this direction.<sup>32</sup>

This argument seems to be not acceptable since it was precisely from the 1570s onwards—when the retrogression became apparent—that the price revolution swept on in Hungary, too: prices for agricultural produce grew higher than ever before and the gap between prices for this produce and industrial goods opened widely. In such circumstances, the Hungarian landlords engaged in agricultural trading achieved high profits and, consequently, had no difficulty in access to the money required for paid labour. Furthermore, the price revolution could have made paid labour desirable to landlords as its effects widened the gap between prices and *wages* as well as that

<sup>31</sup> For detailed discussion, see from the present author: *Die Stellung des ungarischen Bauernkrieges von 1514 in der Agrargeschichte*, In: *Festschrift für Wilhelm Abel zum 75. Geburtstag*, Hannover, 1974, I, pp. 199–211., and: *Sixteenth-century Hungary: Commercial Activity and Market Production by the Nobles*, In: *Economy and Society in Early Modern Europe*, Edited by P. BURKE, New York–London, 1972, pp. 113–133. See also our monograph: *Die ungarische Agrarentwicklung im 16–17. Jahrhundert. Abbiegung vom westeuropäischen Entwicklungsgang*, *Studia Historica Academiae Scientiarum Hungaricae*, 54, Budapest, 1964.

<sup>32</sup> This is the opinion, inter alios of F. MAKSAY, In: *Paraszttság és majorgazdálkodás a XVI. századi Magyarországon* (Peasantry and Seignorial Demesne Economy in the 16th-century Hungary), Budapest, 1958, p. 38., who first drew attention to the important role of wage labour on seignorial demesnes around the middle, and its decline from the last decades of the 16th century.

between agricultural and industrial prices. In the sixteenth century a considerable fall in real wages can be seen.<sup>33</sup>

Nevertheless, there is direct causal connection between the change in labour organization and the price revolution. This relationship, however, is not found in the movement of profits and wages but in that of rents. The sudden rise in prices and the depreciation of money decreased the value of monetary payments, which had earlier been the advancing form of feudal land rent, payable by peasant to landlord, in East Central Europe too. It was of course out of the question for landlords to continue increasing *money rents* proportionately to the decline in their real value; but a feasible solution lay in asking for *payment in kind*, such as produce and labour. Consequently, these forms of rent were exploited to compensate for the decline in the value of monetary payments. Thus labour services were enhanced over the last decades of the sixteenth and the early part of the seventeenth century; in many places, this resulted in what is called the unlimited *corvée*. Since landlords were thus gratuitously provided with the labour force needed, there was no longer the necessity to use paid labour as it had occurred during the first period of the demesne farming when paid and unpaid forms of labour had co-existed in the framework of manorial husbandry. Accordingly the landlords had no impulse whatsoever to employ wage labour and to invest capital on a considerable scale.<sup>34</sup>

The price revolution encouraged capitalist farmers or entrepreneurs in agriculture to use wage labour. This was what happened in 16th century England where "the progressive fall in the value of the precious metals, and therefore of money, brought the farmers golden fruit", since they paid wages and rent in a depreciated money to their labourers and their landlords respectively. Thus "they grew rich at the expense both of their labourers and their landlords."<sup>35</sup> In East Central Europe, in turn, the price revolution had the opposite effect on demesne farming since the landlords here were novices as capitalist entrepreneurs but experienced beneficiaries of the system of feudal rents. Though they might have profited from wages but lost on rents because of the depreciation of money; and they thought not in the terms of wages and profits but in those of feudal land rents.

All in all: the sixteenth century price revolution influenced the mutual relations of prices and those of prices and wages in a broadly similar manner all over Europe; however, its influence on the relations of production was different in Western and Eastern Europe, respectively. In the latter, it contributed to the dominance of the

<sup>33</sup> See Notes 26 and 28 above; see also: E. H. PHELPS-BROWN and S. V. HOPKINS, *Wage Rates and Prices. Evidence for Population Pressure in the Sixteenth Century*, *Economica*, XXIV, 1957, pp. 289–306.; W. ABEL, *Massenarmut und Hungerkrisen im vorindustriellen Deutschland*, Göttingen, 1972, p. 7.

<sup>34</sup> For detailed discussion see our paper: *Corvées et travail salarié dans les exploitations seigneuriales de la Hongrie des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles*, In: *Paysannerie française, paysannerie hongroise (XVI–XX. siècles)*, Budapest, 1973, pp. 75–97.

<sup>35</sup> K. MARX, *Capital: A Critical Analysis of Capitalist Production*, vol. I, Moscow, 1965, pp. 743–744.

feudal landlords' methods as for the production and trading of agricultural produce. This implied a return to rents in kind and labour services, to a certain extent falling back to subsistence farming, and resulted in the restoration or establishment of servile bonds (*servage, Leibeigenschaft, Erbuntertänigkeit, perpetua rusticitas*). The appearance of a "second serfdom" in several East Central European countries contained the development of the domestic market and the social division of labour and it acted as an obstacle to the rise of the conditions for capitalism in town and country. Protracted feudalism blocked the development of a mercantile bourgeoisie just as that of an English-type "new nobility" and a peasantry oriented towards the bourgeoisie.<sup>36</sup>

Then, these negative effects were in a sense topped and perpetuated by the new developments in modern world economy—the changes that took place in the position and interdependence of its three main factors. As a matter of fact, the conditions and mutual relations of Western European, Eastern European and colonial economies had been transformed to a considerable extent by the middle or second half of the seventeenth century.

#### 4.

As concerns the *Far Eastern* relation of colonial trade, the new developments affected imports from East India to Western Europe rather than exports from Europe to the Far East. Bullion and specie were still the substantial element of Dutch exports in the latter part of the seventeenth century, European commodities having a dull market in Asia.<sup>37</sup> Dutch import trade, in turn, underwent a considerable change. Herein the proportion of textile goods fairly increased: the shares of more than 36% from 1668 to 1670 and of almost 55% from 1698 to 1700 contrast to the 14 to 16% share they held in the first part of the seventeenth century. By 1700, textile goods (cotton and silk) became the main item imported by the Dutch East India Company to Amsterdam, replacing the role pepper had previously held in the commodity structure of imports. (Textile imports increased five-fold on the 1620 figure.)<sup>38</sup>

English-Asiatic trade during the seventeenth century shows similar characteristics. The English East India Company, too, mostly exported bullion, for which it was heavily criticized. A lengthy controversy flared up between the "bullionists" and "antibullionists".<sup>39</sup> In spite of the debate, an Act of 1663 still permitted the export of bullion. The second half of the century, just as the first, saw bullion as the dominant

<sup>36</sup> See pp. 30–38, 74–94 of the monograph cited in Note 31 above.

<sup>37</sup> M. A. P. MEILINCK-ROELOFSZ, *Aspects of Dutch Colonial Development in Asia in the Seventeenth Century*, In: *Britain and the Netherlands in Europe and Asia*, London, 1968, p. 66.

<sup>38</sup> GLAMAN *op. cit.*, pp. 13–15, 20–22, 134–139, 265.—It was at the end of the 17th century that tea and coffee first appeared in quantities worth mentioning among Dutch imports (together making up 4.24%). In the first half of the following century they became significant import items: see pp. 14–15, 18, 183, 212.

<sup>39</sup> For the debate, important in the development of English economic literature, see LIPSON, *op. cit.*, II, pp. 277–303.

item in the Company's exports, its share in the total export value varying between 70% and 90% over the seventeenth and in the early eighteenth century.<sup>40</sup> Sure enough, the English attempted to export *woollen* fabrics (cloths, kersies) to India from the very beginning of their settlement, but they soon found that such articles were "dead commodities" in India, and "their cloth lay unsold and was eaten up with moths and white ants". In India "English cloth will not sell; it was only bought at first by great men to cover their elephants and make saddles for their horses. But for garments they use none in these parts".<sup>41</sup> Moreover, the English East India Company, too, soon began to reverse the flow of textiles, importing *cotton* fabrics (calicoes etc.) from India in ever increasing quantities; these fabrics became a more important element in imports than spices. As mentioned above, two thirds of the Company's imports sold in England in 1621 consisted of pepper and spices; in 1677, however, spices and dyestuffs had dropped to 10% while cotton fabrics took up 66% of the total.<sup>42</sup> The import of calicoes from India to England, previously insignificant, went up to an annual average of 240,000 pieces during the years 1663–1669, and to an average of 861,000 between 1699 and 1701, two thirds of the latter quantity being re-exported to the Continent.<sup>43</sup> Indian printed cotton fabrics, attractively coloured and patterned and low in price, quickly gained a wide market particularly among the less wealthy in England, France and elsewhere; this was despite severe criticism of the Company's trading practices and despite import regulations designed to protect domestic woollen industries.<sup>44</sup>

All this goes to show that Asian colonies did not, even in the latter half of the seventeenth century, become a market for Eastern European textile goods (woollens). Quite the contrary took place: Asian textile goods (mainly cotton fabrics) arrived on Western European markets in increasing quantities. The growing European demand for these goods resulted in the establishment of the cotton industry in England,—the industry which later became the mainstay of the English Industrial Revolution.<sup>45</sup>

<sup>40</sup> K. N. CHAUDHURI, *Treasure and Trade Balances: the East India Company's Export Trade*, *The Economic History Review*, 2nd Ser., XXI, 3, 1968, pp. 482–484.

<sup>41</sup> LIPSON, *op. cit.*, II, pp. 277–278, 286 (1616, 1692); F. J. FISHER, *London's Export Trade in the Early Seventeenth Century*, *The Economic History Review*, 2nd Ser., III, 2, 1950, p. 157. (1614).

<sup>42</sup> A further 13–13% of this derived from silks (raw and finished) and saltpetre: LIPSON, *op. cit.*, II, p. 288., with reference to *The East India Trade a Most Profitable Trade to the Kingdom (1677)*.

<sup>43</sup> R. DAVIS, *English Foreign Trade 1660–1700*, *The Economic History Review*, 2nd Ser., VII, 2, 1954, pp. 153, 165.—The share of the spice strade at this time (1699–1701) had fallen back to 3%: see pp. 163–166.

<sup>44</sup> J. KULISCHER, *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte des Mittelalters und der Neuzeit*, München–Berlin, 1929, II, pp. 169–171; LIPSON, *op. cit.*, II, pp. 96–97; R. DAVIS, *English Foreign Trade 1700–1774*, *The Economic History Review*, 2nd Ser., XV, 1962.

<sup>45</sup> Cf. R. DAVIS, *Comparative Advantage of the Levant and Cape Routes to India in the 16th and 17th Centuries*, Prato, 1978, p. 22.

## 5.

In the *American* relation other changes took place and had more direct effects on the transformation of the colonial economy in a "modern" way.

The influx of precious metals from the Spanish Indies increased heavily until 1595; from 1601 to 1630 it took a downward trend; from 1631 to 1660 this decline became steep.<sup>46</sup> There was an accompanying decline in the whole trade between Seville and the Spanish colonies in the second quarter of the seventeenth century.<sup>47</sup> Thus the dominant feature of economic relations with the New World in the sixteenth century, faded in importance by the middle of the seventeenth. But along with the dwindling of the bullion flow, the influx of sugar and tobacco—the other treasures of the American colonies—assumed growing dimensions.

Sugar from America first figured in international trade when it was imported from the Portuguese—Brazilian plantations, worked by slave labour, in the last decades of the sixteenth century.<sup>48</sup> Even in the first half of the seventeenth century the greater part of sugar consumed in Europe came from Brazil. At this time much less sugar was being produced in the Spanish Caribbean; whereas English and French colonies in the Antilles founded in the early seventeenth century were involved in cultivating tobacco (besides cotton and indigo), mainly through small-scale farming. Soon, however, the first of the North American "Tobacco Colonies", Virginia, began to compete with West Indian tobacco; at the end of the 1630s there was an over-production leading to a decline in prices. The English and French colonists of the West Indies were consequently induced to change over to sugar-cane. The remarkable change took place around the middle of the century: in one generation the colonists turned from tobacco growers into sugar-cane planters, tobacco being replaced by sugar, farmer-type economy by plantation economy based on slave labour. The typical "Sugar Colonies" of the area were established.<sup>49</sup>

The English and French Sugar Colonies (Jamaica, Barbados, Martinique etc.) greatly increased the sugar imports to Europe and brought about a significant fall in prices. From being a luxury sugar turned into consumer goods for wider social strata. At the same time the Sugar Colonies encouraged European and West African exports to America, as a consequence of their increasing demand for textiles, other industrial products and slave labour. What's even more, it happened first on the minor English settlements in the West Indies that sugar-monoculture achieved a level where a

<sup>46</sup> Imports of precious metals in the years between 1591 and 1595 exceeded 35 million pesos. Between 1626 and 1630 they were still near the 25 million pesos; from 1631 to 1635 they came to only 17 million, from 1656 to 1660 to less than 3,4 million pesos: HAMILTON, *op. cit.*, pp. 34–35.

<sup>47</sup> H. ET P. CHAUNU, *Séville et l'Atlantique 1504–1650*, VI, 1, Paris, 1956, pp. 338–340, 474.

<sup>48</sup> Cf. L. STONE, *Elizabethan Overseas Trade*, *The Economic History Review*, 2nd Ser., II, 1, 1949, p. 47.

<sup>49</sup> E. E. RICH, *Colonial Settlement and its Labour Problems*, In: *Cambridge Economic History of Europe*, IV, pp. 338–350; G. B. MASEFIELD, *Crops and Livestock*, *Ibid.*, pp. 289–295.

considerable amount of food import (cereals, meat, fish) became necessary. These needs were met by imports partly from England and Ireland, and partly from the British "Bread Colonies" in North America (New York, New Jersey, Pennsylvania) established in the last third of the seventeenth century. These North American colonies, which at that time produced little exportable to Europe, re-exported some of the sugar they imported from the Antilles in return for their European industrial imports.<sup>50</sup>

This triangular trade, expanding between Europe, West Africa and North America, from the middle of the seventeenth century on, increasingly assumed the character of a modern type trade based on the division of labour and production of goods for the common consumer. Although Dutch merchants had been mainly engaged in this trade at the beginning, it was English merchants who, in respect of their own colonies, later gained the ascendancy, also supported by the discriminative Cromwellian legislation, which proved to be more effective against the Dutch in American than in European waters. The enormous growth in the tonnage of the English merchant fleet in the post-Civil War period was centred—besides European (Atlantic) coastal shipping—on trading with the American colonies.<sup>51</sup> Sugar imports from the West Indies to London were quite insignificant in the early part of the seventeenth century; whereas the years 1663 to 1669 averaged already 148,000 cwts, the years 1699 to 1701 averaged 371,000 cwts. Tobacco from Virginia and Maryland sold in London in the 1630s amounted to some 4,500 cwts; in 1662 and 1663 tobacco sold was close to 32,000 cwts and in 1699 to 1701 it went up to 100,000 cwts. A third of the sugar and two thirds of the tobacco imports were re-exported to continental Europe. "The new type of English trade expansion, though dependent on the creation of English settlements and trading centres outside Europe, made its way by the cheapness of the supply drawn from them, creating new mass markets."<sup>52</sup> All in all, in the trade with America the "modern" features began to prevail; that is why it grew so much in this period that English (and French) merchant shipping were able to expand considerably without any decrease in Dutch shipping in absolute terms. English tonnage went up from the 115,000 tons of 1629 to 340,000 tons in 1686.<sup>53</sup>

Thus, by the time the features marking the first stage in economic relations with the American colonies had faded, a new character of trans-atlantic trade began to emerge. Modern world economy stepped in the second stage of its development: the trans-atlantic routes became the routes of a modern type international commerce. At

<sup>50</sup> A. P. NEWTON, *The European Nations in the West Indies 1493–1688*, Second Edition, New York, 1967, pp. 196–199, 279–285; J. CLAPHAM, *A Concise Economic History of Britain from the Earliest Times to 1750*, Cambridge, 1949, pp. 238, 281, 285, 291; H. U. FAULKNER, *Amerikanische Wirtschaftsgeschichte*, Dresden, 1929, I, pp. 77–91, 139–143.

<sup>51</sup> L. A. HARPER, *The English Navigation Laws*, New York, 1939, pp. 242–245; LIPSON, *The Economic History of England*, III, *The Age of Mercantilism*, London, 1947, p. 139; J. H. PARRY, *Transport and Trade Routes*, *The Cambridge Economic History of Europe*, IV, pp. 206–207.

<sup>52</sup> DAVIS, *op. cit.* 1954, pp. 152–153, 165.

<sup>53</sup> R. DAVIS, *The Rise of the English Shipping Industry in the Seventeenth and Eighteenth Centuries*, London, 1962, pp. 15, 27.

the beginning of the seventeenth century, apart from trading with East India, England transacted almost all of her foreign trade with Europe. At the end of the century, however, nearly a third of English imports came from her colonies and about 30% of her exports were made up of re-exports of American and Far Eastern goods (mainly tobacco, sugar and cotton fabrics); to the colonies went more than 15% of all English exports. "English trade as a whole now depended to a great extent upon the extra-European world."<sup>54</sup>

This second period of the rise of modern world economy witnessed the disappearance of the peculiar historical situation wherein the commercial relations between West and East Central Europe implied the main elements of the developing modern type world trade. Consequently, East Central European countries saw a decrease in their *relative* share in international trade oriented towards the Western European centre; they lost of their relative weight in the unfolding system of world market relations.

## 6.

In the first period of the formation of modern world economy, the industrial development in several Western European areas, their growing demand for agricultural produce and rising prices for foodstuffs and raw materials, all encouraged agriculture in *East Central Europe* to expand its market production. Although the peasants' marketing activities were stimulated as well, the main impetus was given to the seigniorial trading and commodity production which had previously been of little importance.

The prevalence of the seigniorial tendency in agrarian development, the appearance of the "second serfdom" in much of East Central Europe, was not long to bring to the surface its own inherent contradictions. By the middle of the seventeenth century this trend of development ran into the obstacles it itself had placed in the way of production and exports. This can be seen, among others, in the unfavourable change in Polish grain exports; it is explicable partly through market and price relations in Western Europe and partly through production relations in Poland. Records show that more than once in the 1630s and 1640s Dutch ships left Gdańsk in ballast: the grain supply in Gdańsk had not been able to meet Western European demands.<sup>55</sup> Later, between 1650 and 1699, average annual exports of cereals through the Sound<sup>56</sup>

<sup>54</sup> DAVIS, *op. cit.*, 1954, pp. 150, 162.

<sup>55</sup> M. BOGUĆKA, *Handel bałtycki a bilans handlowy Polski w pierwszej połowie XVII wieku*, *Przegląd Historyczny*, LIX, 2, 1968, pp. 248–251.

<sup>56</sup> For a thorough study of the Sound Toll Registers see: A. E. CHRISTENSEN, *Dutch Trade to the Baltic around 1600. Studies in the Sound Toll Registers and Dutch Shipping Records*, Copenhagen–The Hague, 1941.—For the importance of the Registers and what they do not cover, see: P. JEANNIN, *Les comptes du Sund comme source pour la construction d'indices généraux de l'activité économique en Europe (XVI<sup>e</sup>–XVIII<sup>e</sup> siècle)*, *Revue Historique*, CCXXXI, 1964, pp. 92–95, 313.



sank to 55,800 last as compared to the average of 68,500 last in the years from 1600 to 1649. Between 1700 and 1749 the figure further fell to 31,800 last.<sup>57</sup> The declining share of cereals in the Baltic trade led to a significant change from the middle of the seventeenth century onwards; timber and other "naval stores" and Swedish iron began to prevail in the structure of exports going to Western Europe.<sup>58</sup> Behind the decline in Poland's exports of cereals lay partly a decrease in the yield ratios which, in turn, resulted from the seigniorial husbandry gaining ascendancy over peasant farming, forced labour over wage labor, that is from the predominance of the *folwark* system that ruined the peasant economies.<sup>59</sup> Thus, the inherent contradiction of the *folwark* economy showed in its deterioration of peasant small-holdings, its very source of labour and implements.<sup>60</sup>

A similar effect is apparent in the decline in Hungarian cattle exports though they were based on the cattle breeding of market-towns and villages in the Hungarian Plain rather than on seigniorial animal husbandry. As a matter of fact, Hungarian landlords and nobles, while building up their *allodial* economies, much similar to the Polish *folwarks*, threw themselves eagerly into cattle-trade business as well. They competed with the peasant-burgher cattle-dealers of the market-towns and hampered the activities of rivals by means of their feudal prerogatives.<sup>61</sup> The effect of all this was to contribute (along with unfavourable market changes), after troubles and fluctuations in the first part of the seventeenth century, to a steep fall in Hungarian cattle exports. Peasant-burgher cattle-dealers impoverished and got ruined by the second half of the century. Cattle were exported from Hungary to the West between 1560 and 1580 in the minimum annual quantity of 60,000 to 80,000 head. (Some studies estimate numbers as high as 100,000 and 200,000 head.)<sup>62</sup> After the subsequent

<sup>57</sup> J. A. FABER, Het probleem van de dalende graananvoer uit de Oostzeelanden in de tweede helft van de zeventiende eeuw, In: A. A. G. Bijdragen, 9, Wageningen, 1963, p. 12.—Another Dutch author, also basing his work on Sound Toll Registers, provides averages for Baltic grain export using a less characteristic periodization. All the same his figures throw light upon the decline in the trade. Accordingly, between 1562 and 1657 a total of 4.6 million last, between 1661 and 1783 that of 4.7 million last was shipped through the Sound westwards. This meant an average of 47,900 last per year over the first period and 38,500 last in the second: W. S. UNGER, Trade through the Sound in the Seventeenth and Eighteenth Centuries, *The Economic History Review*, 2nd Ser., XII, 2, 1959, p. 213.

<sup>58</sup> S. E. ÅSTRÖM, From Cloth to Iron: The Anglo-Baltic Trade in the Late 17th Century, I, Helsinki, 1963, pp. 29, 32, 41–44.

<sup>59</sup> J. TOPOLSKI, La régression économique en Pologne du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, *Acta Poloniae Historica*, VII, 1962, pp. 46–49; W. SZCZYGIELSKI, Die ökonomische Aktivität des polnischen Adels im 16–18. Jahrhundert, *Studia Historiae Oeconomicae*, 2, Poznań, 1967, pp. 85–87.

<sup>60</sup> Salted herrings were also important consumer goods of the Dutch trade to the Baltic, however carried through the Sound in the reverse direction that is from the North Sea to the Baltic ports. Here, too, a decline is apparent: from the 20 to 25 thousand last of the years 1599 to 1612 annually, it had fallen to under 16 thousand last in 1660 and by the 1720s to about 8 thousand last: A. R. MICHELL, The European Fisheries in Early Modern History, In: *The Cambridge Economic History of Europe*, V, p. 149.

<sup>61</sup> See our monograph cited above, especially pp. 49, et seq.

<sup>62</sup> L. MAKKAJ, Der ungarische Viehhandel 1550–1650, In: *Der Aussenhandel Ostmitteleuropas 1450–1650*, p. 492; H. PRICKLER, Das Volumen des westlichen ungarischen Aussenhandels

decline in the seventeenth century, between 50,000 and 60,000 head were exported yearly even in the 1730s. It was only in the 1760s that the average plummeted to that of two centuries before.<sup>63</sup>

Copper was the other main Hungarian export. Moreover, it was the only export item to reach the markets on the Atlantic coast—Antwerp, later Hamburg and Amsterdam—in the sixteenth century, in quantities significant for the time. But even the Hungarian (Slovakian) copper was not able to retain its position during the seventeenth century in Western European centres of world trade. The average annual production of copper at Besztercebánya (Neusohl, Banská Bystrica) during the first part of the sixteenth century, while the Thurzós and the Fuggers were in control, was some 24,000 cwts (at the least four fifths of this produce having been exported to the West). After the Fuggers left, during the second part of the sixteenth century, the annual production came to 12–23,000 cwts; by the 1610s it was still between 8,000 and 10,000 cwts; but the middle of the seventeenth century saw an annual production of merely 3000 to 4000 cwts. At this time Sweden's copper production, far below the Hungarian figure in the previous century, ran up to 50,000 cwts. Subsequently Hungarian copper still served as a security of loans raised by the Vienna Court and as a good business for foreign (Dutch and English) concerns, but it could only play a subordinate role on the world market. Here, in addition to the Swedish produce, newer competition was beginning to appear in the form of Japanese and Chilean copper.<sup>64</sup>

## 7.

The slackness and set-back in the development of East Central European market production can directly be shown statistically in the lessening of the *export capacity* of the countries concerned, apparent in the decline of their west-bound

vom 16. Jahrhundert bis 1700, In: Die wirtschaftlichen Auswirkungen der Türkenkriege, Hg. von O. PICKL, Graz, 1971, p. 140; I. N. KISS, Die Bedeutung der ungarischen Viehzucht für Ungarn und Mitteleuropa vom 16. bis zum 18. Jahrhundert, In: Internationaler Ochsenhandel (1350–1750), p. 105.

<sup>63</sup> Magyarország ki- és beviteli forgalma az 1733, 1735, 1736, 1737, 1738, 1741, 1743. évben (Hungary's Export and Import Trade in the Years 1733, 1735, 1736, 1737, 1738, 1741, 1743), Magyar Gazdaságtörténelmi Szemle (Hungarian Economic History Review), 1894, pp. 100–101, 180–181, 184–185, 278–279, 284–285, 362–363; 1895, pp. 65–73; 1897, pp. 358–359; F. ECKHART, A bécsi udvar gazdasági politikája Magyarországon Mária Terézia korában (The Economic Policy of the Vienna Court in Hungary in the Age of Maria Theresia), Budapest, 1922, p. 218.; cf. Gy. EMBER, Magyarország külkereskedelmi áruforgalma a XVII. század második harmadában (Hungary's Foreign Trade Turnover in the Second Third of the 18th Century), Századok (Centuries), 1975, 5–6, pp. 829, 839–840, 867.

<sup>64</sup> VLACHOVIĆ, op. cit., pp. 70, 72–79, 81–87; VAN DER WEE, op. cit., I, p. 523; H. SRBIK, Der staatliche Exporthandel Österreichs von Leopold I. bis Maria Theresia, Wien–Leipzig, 1907, pp. 38, 43, 52–53, 126–128, 429; E. F. HECKSCHER, An Economic History of Sweden, Cambridge, Mass., 1954, pp. 72, 85–88; K. GLAMANN, The Dutch East India Company's Trade in Japanese Copper 1645–1736, The Scandinavian Economic History Review, I, 1953; C. H. HARING, Trade and Navigation between Spain and the Indies in the Time of the Habsburgs, Cambridge, Mass., 1918, p. 156.

exports, such as Polish grain or Hungarian cattle and copper. A similar trend is reflected in the decreasing *import capacity* of these countries too, though here a quantitative decline can only be shown indirectly. Sure enough, the prevalence of the feudal-seigniorial tendency in the rural economy and the establishment of "second serfdom" in several East European countries hindered the emergence of capitalist relations in both town and country. Hereby the inner market for industrial goods was also adversely affected and the purchasing power for a modern domestic and international trade was restricted.<sup>65</sup>

It is instructive to examine figures of London's export trade from this point of view since the city was responsible for two thirds to three quarters of England's foreign trade at that time. At least three quarters of all exports consisted of woollen cloth<sup>66</sup> of which a certain share was exported to markets in East Central Europe.<sup>67</sup> Thus, to know this particular share and whether or not it changed over the sixteenth and seventeenth centuries would be relevant to our enquiry.

After antecedents going back into past centuries,<sup>68</sup> English textile exports, traditional heavy types of cloth (*broadcloths, old draperies*) received an impetus during early Tudor times. From the end of the fifteenth to the middle of the sixteenth century, exports of cloth more than doubled: from 50,000 or 60,000 to some 120,000.<sup>69</sup> Textiles

<sup>65</sup> See our monograph cited above, especially pp. 39, 44–45, 80, 83–85, 92–94; M. MALOWIST, *Die Problematik der sozial-wirtschaftlichen Geschichte Polens vom 15. bis zum 17. Jahrhundert*, In: *La Renaissance et la Réformation en Pologne et en Hongrie, 1450–1650*, Budapest, 1963, pp. 22–24.

<sup>66</sup> The proportions refer to the first half of the seventeenth century, to the period before the intense growth of the re-export trade in American sugar and tobacco, and in Indian calicoes: F. J. FISHER, *London's Export Trade in the Early Seventeenth Century*, *The Economic History Review*, 2nd Series, III, 2, 1950, pp. 152, 155; A. FRIIS, *Alderman Cockayne's Project and the Cloth Trade. The Commercial Policy of England in its Main Aspects 1603–1625*, Copenhagen and London, 1927, pp. 70, 246.—Earlier the proportions might have been even higher. In the Elizabethan era, London's share in the national foreign trade is estimated at higher than four fifths of the total, and the proportion of textiles in English exports as approximately the same: L. STONE, *Elizabethan Overseas Trade*, *The Economic History Review*, 2nd Series, II, 1, 1949, pp. 36, 45.—For the traffic of other English ports (the "outports") where a quarter of London's textile exports were handled in the first part of the seventeenth century, see: W. B. STEPHENS, *The Cloth Exports of the Provincial Ports 1600–1640*, *The Economic History Review*, 2nd Series, XXII, 2, 1969, pp. 228–243.

<sup>67</sup> Cf. GY. SZÉKELY, *A németalföldi és az angol posztó fajtáinak elterjedése a XIII–XVIII. századi Közép-Európában* (*The Spread of Flemish and English Cloths in Central Europe in the 13th to 18th Centuries*), *Századok* (Centuries), 1968, pp. 27–29; W. ENDREI, *Középkori angol textilimportunk gyapjuszövetei* (*The Woollens of Medieval Hungarian Textile Imports from England*), *Századok*, 1970, 2, pp. 290–294; see also from the present author: *Magyarország nyugati gyapjuszövet-behozatala a XV. és XVI. század közepén* (*Hungary's Imports of Woollens from the West in the Middle of the 15th and 16th Centuries*), *Történelmi Szemle* (Historical Review), 1971, 1–2, pp. 25–34.

<sup>68</sup> E. M. CARUS-WILSON, *Trends in the Export of English Woollens in the Fourteenth Century*, *The Economic History Review*, 2nd Series, III, 2, 1950, pp. 162–179; M. POSTAN, *The Trade of Medieval Europe: The North*, in: *The Cambridge Economic History of Europe*, Vol. II, *Trade and Industry in the Middle Ages*, Edited by M. Postan and E. E. Rich, Cambridge, 1952, pp. 131, 192–193.

<sup>69</sup> G. SCHANZ, *Englische Handelspolitik gegen Ende des Mittelalters*, Leipzig, 1881, I, p. 11; E. M. CARUS-WILSON, *The Woollen Industry*, in: *The Cambridge Economic History of Europe*, Vol. II, pp. 416–417; F. J. FISHER, *Commercial Trends and Policy in Sixteenth-Century England*, *The*

accounted for 78% of all English exports in 1565; exports of wool, once high, had gone down to 6,3%; lead and tin together came to 5% in that year.<sup>70</sup> This considerable amount of cloth was mainly produced in the West Country (Wiltshire, Gloucestershire, Somerset and Oxfordshire) and most of the production was bought up and shipped to Antwerp by the regulated company of London exporters, the Merchant Adventurers. From Antwerp, the main centre of international trade, English cloth went to further continental markets.<sup>71</sup>

The second half of the sixteenth century seemingly did not see a further increase in the quantity of English textile exports.<sup>72</sup> From London 105,510 cloths<sup>73</sup> were exported in 1598;<sup>74</sup> less than in the booming years in the middle of the century, but making up for the larger fall-backs in the meantime. However, both routes to and locations of the markets had changed in the meanwhile. The dominance of Antwerp had gone;<sup>75</sup> from the mid-1560s the Merchant Adventurers moved their headquarters northwards: to Middleburg in the Northern Netherlands, to Emden, thence to Stade in North Germany; finally Hamburg took over as entrepôt for the English textile trade.<sup>76</sup> Furthermore, the Eastland Company was established in 1579 and this company exported into such Baltic ports as Elbląg and Gdańsk.<sup>77</sup> The Merchant Adventurers had about 60%, the Eastland Company 12% of London's textile exports in 1588.<sup>78</sup>

That the main routes for cargoes of English cloths had shifted from the Netherlands to the towns of North Germany<sup>79</sup> had an effect on the qualitative make-

---

*Economic History Review*, X, 2, 1940, pp. 96–97.—The latter author gives the following annual data for London textile exports until the middle of the sixteenth century: 1500–1502 (average): 49214, 1527–1529 (average): 75431, 1545–1547 (average): 118642, 1550: 132767, 1551: 112710, 1552: 84968 cloths (shortcloths).

<sup>70</sup> In 1565 134,055 cloths were exported from London alone; however this was an exceptionally good year, in which the exports were more than a third greater than the average for the coming decade: STONE, *op. cit.*, p. 37.

<sup>71</sup> STONE, *op. cit.*, pp. 37–40; E. LIPSON, *The Economic History of England*, II, *The Age of Mercantilism*, Fourth Edition, London, 1947, pp. 69, 196–197.

<sup>72</sup> Cf. F. J. FISHER, *Tawney's Century*, in: *Essays in the Economic History of Tudor and Stuart England*, Edited by F. J. Fisher, Cambridge, 1961, pp. 7–8.

<sup>73</sup> STONE, *op. cit.*, p. 58.—Of the three-year averages of the late sixteenth century we mention the following data, based on FISHER, *op. cit.*, 1940, p. 96: 1580–1582: 98002, 1589–1591: 98806, 1592–1594: 101678, 1598–1600: 103032 cloths (shortcloths).

<sup>74</sup> To be exact, from the 29th of September 1597 to the 29th of September 1598. For the Exchequer year (from Michaelmas to Michaelmas) see CARUS-WILSON, *op. cit.*, 1950, p. 178.

<sup>75</sup> H. VAN DER WEE, *op. cit.*, I, pp. 228–230, 236–238.

<sup>76</sup> The headquarters of the Merchant Adventurers moved several times during the last third of the sixteenth century among the towns mentioned. It finally settled in Hamburg, of all Hansa towns the one with the best relations with England: LIPSON, *op. cit.*, II, pp. 199–211; cf. R. EHRENBERG, *Hamburg und England im Zeitalter der Königin Elisabeth*, Jena, 1896, pp. 310–311.

<sup>77</sup> LIPSON, *op. cit.*, II, pp. 315–318.

<sup>78</sup> STONE, *op. cit.*, pp. 50–51, 58.—According to an estimate of 1619, the turnover of the Eastland Company amounted to an eighth of that of the Merchant Adventurers: LIPSON, *op. cit.*, II, p. 319.

<sup>79</sup> The Merchant Adventurers sent more goods to German ports than to Middelburg. "... the reign of Elizabeth was destined to witness ... the substitution of Germany for the Low

up of textile exports. The trade in *kersey* (*kersie*) increased, complementing that in "real" cloth. Kersey was a less expensive textile fabric made of coarser wool<sup>80</sup>; a main centre for its production was in Yorkshire (hence "northern kersies").<sup>81</sup> As a product, it met the needs of a wider circle of consumers, serving the "mass-consumption" of the North German market, less affluent than that of the Netherlands<sup>82</sup>. In 1564, the Merchant Adventurers, on first moving into Emden, carried with them some 50,000 cloths and 25,000 kersies.<sup>83</sup> In 1598, the company exported 58,053 cloths, 13,305 kersies and 1,970 so-called Devon dozens from London.<sup>84</sup> However, these items added together came only to 62,980 1/2 cloths, because the customs officers counted three kersies and four Devon dozens as one cloth (*shortcloth*)<sup>85</sup>, in order to standardize the customs tariff. Thus the total of 105,510 cloths exported from London in 1598 (as mentioned above) contained in fact 83,821 "real" cloths, 54,731 kersies and 13,748 Devon dozens.<sup>86</sup>

There were good markets for English cloth and kersey arriving at North and Baltic Sea ports not only in Germany, but in Poland and Hungary, too.<sup>87</sup> Kersey became known here as *karazja*, *karasia*.<sup>88</sup> In the last decades of the sixteenth century East Central European markets had a significant purchasing power as a consequence of rising prices for agricultural produce and booming opportunities in the cattle and grain export trade, as mentioned above. A famous London businessman of the turn of the century, Lionel Cranfield, later a minister of James I, was informed thereon as follows: "It is generally seen and holds for most parts that, when corn is well sold at

---

Countries as the principal market for the sale of English cloth on the Continent. . . . the centre of interest now shifted to Germany. It was the end of an epoch": LIPSON, *op. cit.*, II, pp. 196, 203.

<sup>80</sup> For its technical parameters see W. ENDREI, *Az angol karasia Magyarországon* (The English Kersey in Hungary), *Századok*, 1974, 4, p. 785.

<sup>81</sup> CARUS-WILSON, *op. cit.*, 1952, pp. 418–419; B. E. SUPPLE, *Commercial Crisis and Change in England 1600–1642. A Study in the Instability of a Mercantile Economy*, Cambridge, 1964, pp. 260–261; ENDREI, *op. cit.*, 1974, pp. 793–794.

<sup>82</sup> R. H. TAWNEY, *Business and Politics under James I. Lionel Cranfield as Merchant and Minister*, Cambridge, 1958, pp. 37, 45.

<sup>83</sup> LIPSON, *op. cit.*, II, p. 200.

<sup>84</sup> STONE, *op. cit.*, p. 58.—The "Devon dozen" meant the white kersey made in Devonshire. The annual export was estimated by a contemporary as 60,000 white cloths and 40,000 kersies, dozens and other coarser sorts of woollen. With reference to WHEELER, *A Treatise of Commerce*, London, 1601, pp. 21–22., in: LIPSON, *op. cit.*, II, p. 228.

<sup>85</sup> CARUS-WILSON, *op. cit.*, p. 178; STONE, *op. cit.*, p. 57.

<sup>86</sup> STONE, *op. cit.*, p. 58.

<sup>87</sup> English broadcloth and kersey could have arrived in Hungary also from the South, from cargoes shipped by the Levant Company (founded 1581) into the Adriatic ports: R. DAVIS, *England and the Mediterranean, 1570–1620*, in: *Essays in the Economic and Social History of Tudor and Stuart England*, Edited by F. J. FISHER, Cambridge, 1961, p. 120.—In 1598 the Levant Company shipped 18,031 kersies into the Mediterranean area: STONE, *op. cit.*, p. 58.

<sup>88</sup> The customs journals of Pozsony (Pressburg, Bratislava) from the fiscal year 1457–1458 mentions it as "kirsing": F. KOVÁTS, *Nyugat-Magyarország áruforgalma a XV. században a pozsonyi harmincadkönyv alapján* (Western Hungary's Trade Turnover in the 15th Century, Based on the Customs Journals of Pozsony), Budapest, 1902, pp. 20, 99–100.—Later the name "karasia" became current in Hungary.

Danzig, then all sorts of cloth and kersies sell away roundly in Poland, for by that means both the gentlemen and the clowns have money to pay their debts and take new credit.”<sup>89</sup> Detailed information on the importance of the Hungarian market can be obtained from the letters of Richard Rawstorm, one of Cranfield’s factors, stationed in Emden and later in Stade; he did his main trade in northern kersey<sup>90</sup> largely with German, in particular, Nuremberg merchants from whom it turned up on the Hungarian market, too.<sup>91</sup> To take just one of Rawstorm’s many references: a letter of 1601 complains of adverse changes in Hungary and is of the opinion that no one, with things as they are in Hungary (he meant the Fifteen Years War), “where kersies are most vented”, will venture to trade there. And Cranfield’s biographer commented: “The reader who meets the assertion that the greatest of European kersey markets is Hungary is inclined, at first, to rub his eyes; but the statement is not an unconsidered lapse”.<sup>92</sup>

Though Cranfield’s factor may have exaggerated slightly, his claim is nevertheless evidence for the quantities of English cloth and kersey having reached Hungary, mainly from the North German ports and through Nuremberg, *previously*, that is in the last third of the sixteenth century.<sup>93</sup> On the other hand, Rawstorm’s complaints on the recent difficulties in trading forecast the developments in the subsequent decades, namely the saturation and narrowing of German and East Central European markets for English woollen cloths. The available data for the London export trade in the early seventh century reflect these developments.

Exports of woollen textiles from London, or rather of traditional cloth and kersey which fell into the notional category of “*shortcloth*” and paid custom accordingly (the *first* group of London export items) rose from the annual average of 103,000 cloths between 1598 and 1600, to 126,000 in 1606 and to 127,000 in 1614. But over the following twenty-five years, that is from before the outbreak of the Thirty Years War, a decline set in; the figure exceeded 100,000 cloths twice only, in 1618 and 1628. The years 1633 and 1640 saw exports of only 81,000 and 87,000 cloths respectively.<sup>94</sup> Within this decline, the decrease in exports of the Merchant Adventurers (and other smaller exporters) to the ports of the United Provinces was

<sup>89</sup> Cited by SUPPLE, *op. cit.*, p. 29.

<sup>90</sup> The difference between the North German and the Dutch market conditions is shown by the fact that while in Stade mainly cheap northern kersey was sold by Rawstorm, in Middelburg it was chiefly expensive cloth that was put on the market by Daniel Cooper—the other factor of Cranfield. The difference in prices is obvious. In 1601 Rawstorm sold 444 cloths, 2,070 northern kersies and 16 Devonshire kersies (of better quality) to the value of £ 3, 278, £ 3,281 and £ 37, a total of £ 6,596. In the same year, Cooper sold 488 cloths and 405 Devonshire kersies for £ 8,653 and £ 1,382 respectively, a total of £ 10,035: TAWNEY, *op. cit.*, pp. 36, 45, 65.

<sup>91</sup> TAWNEY, *op. cit.*, pp. 41, 57–58, 60.

<sup>92</sup> TAWNEY, *op. cit.*, p. 58.

<sup>93</sup> A document from 1561 summarizes the export markets for various English woollens; as early as that time Hungary was considered to be an important market for “Hampshire kersies and northern”: cited by LIPSON, *op. cit.*, II, p. 188; cf. CARUS-WILSON, *op. cit.*, 1952, pp. 418–419.

<sup>94</sup> FISHER, *op. cit.*, 1950, p. 153.

rather significant: from the 36,170 cloths of 1606 to 24,377 in 1640, two thirds or so of the earlier quantity. The fall in the figures for the North German ports was even steeper: 65,166 cloths in 1606, 56,046 in 1614, and a mere 20,763 cloths in 1640, less than a third of the figure for 1606.<sup>95</sup> During the same time kersey (that had been so popular on East Central European markets) virtually disappeared as an export item: the 12,039 northern kerseys (equivalent to 4,013 shortcloths) of 1606 can be contrasted to a mere 175 kerseys (or 55 shortcloths) sent to North German ports in 1640.<sup>96</sup> The Eastland Company's trade to Baltic ports also fell off considerably: 11,392 cloths in 1598, 8,255 cloths in 1606 and only 4,507 in 1640.<sup>97</sup>

All this goes to show that *traditional* English cloth exports, after the rapid rise in the first half of the sixteenth century (and the increase in the kersey exports in the second part of the same century) began to decrease in the first half of the seventeenth, from 1614 on. The decline was especially marked in the North German and Baltic ports: from 73,421 cloths in 1606 to 25,270 in 1640; and exactly these ports were the intermediaries through which East Central European consumer markets were supplied.

## 8.

Not that this means that *all* textile exports from London fell in the first part of the seventh century. It so happens that the *other* main group of London export items—taxed not by quantity but *ad valorem*—were mainly also textile goods. The latter were not traditional cloths (and kerseys) but they were produced by the newer branches of the English textile industry: we are here talking of the “*new draperies*”,—of varied stuffs and mixed fabrics which were much lighter and less expensive than “*real*” cloth.<sup>98</sup> The new textiles (says, bays, perpetuanas etc.) were first produced in East England (Suffolk, Essex and Norfolk); later they came from the coastal towns of Southern England and from the North and the West Country, too.<sup>99</sup> Thus in Yorkshire the production of the new bays and serges soon replaced that of the kersies.<sup>100</sup>

<sup>95</sup> SUPPLE, *op. cit.*, pp. 259–262.

<sup>96</sup> SUPPLE, *op. cit.*, p. 261.—Even in 1606 exports of Hampshire kerseys was insignificant, being equal only to 225 shortcloths.

<sup>97</sup> SUPPLE, *op. cit.*, p. 261.—In the first part of the 17th century only the Russia Company's (founded in 1555) export trade increased from 1,863 cloths in 1598 to 2,416 cloths in 1606 and to 4,602 in 1640: *Ibid.*, pp. 258, 264; cf. LIPSON, *op. cit.*, II, p. 328.

<sup>98</sup> FISHER, *op. cit.*, 1950, pp. 153–154.

<sup>99</sup> C. H. WILSON, Cloth Production and International Competition in the Seventeenth Century, *The Economic History Review*, 2nd Ser., XIII, 2, 1960, pp. 210–211; D. C. COLEMAN, An Innovation and its Diffusion: the “New Draperies”, *The Economic History Review*, 2nd Ser., XXII, 3, 1969, pp. 417–429; SUPPLE, *op. cit.* pp. 153–155.

<sup>100</sup> H. HEATON, *The Yorkshire Woollen and Worsted Industries*, Oxford, 1920, p. 268.

The "new draperies" already existed in Elizabethan England<sup>101</sup> but they began to flourish only in the first part of the seventeenth century. As a matter of fact, the customs value of the second main group of London exports was on annual average £ 119,415 in the years 1598 to 1600, but after decades of steady growth, by 1640, this figure had gone up to £ 694,858. At the latter date, from the £ 609,722 worth of goods exported by English merchants £ 454,914 worth, almost 75%, was made up of new textile fabrics and hosiery.<sup>102</sup> In the light of this,<sup>103</sup> it can be seen that the decline in the exports of old draperies in the first part of the seventeenth century was accompanied by a running and rapid rise in exports of new draperies: the value of the latter increased five-fold compared to the beginning of the century.<sup>104</sup>

As explained above, the North German and Baltic ports felt the *most* the effects of the fall in the traditional cloth exports. Well, at the same time they were the *least* affected by the increased exports of new draperies. Even in 1609, only 29% of the new lighter textiles were being shipped to North Sea, Baltic and Russian ports, in 1640 the figure was a mere 22% (though five times the value).<sup>105</sup> Thus the increasing exports of new English textile fabrics in the first half of the seventeenth century did not balance the declining exports of the old types of woollen cloth, along the routes which supplied the German and East Central European markets. The latter bought, therefore, less English textile fabrics around 1640 than several decades back. So we can answer the question of above by saying that the East Central European share of English textile exports changed during the seventeenth century, namely *decreased* as compared to the previous century.

It is usual to identify the Thirty Years war as a cause for this decline: the purchasing power of the German market was ruined by its depredations and the transport from North German and Baltic ports to East Central Europe was interrupted or even closed by the military operations.<sup>106</sup> However, it is obvious that this can have been only one (and not the most important) cause, since, as stated above, English shortcloth exports began to fall off some years before the outbreak of the Thirty Years War. English historians,<sup>107</sup> in search of economic explanations, have pointed out that England's traditional cloth industry—without innovations in

<sup>101</sup> STONE, *op. cit.*, pp. 45, 50.

<sup>102</sup> FISHER, *op. cit.*, 1950, pp. 153–154.

<sup>103</sup> Exports of "new draperies" in the years 1598 to 1600 are counted as three quarters of the total value. This amounts to £ 90,000 and includes exports by both English and non-English merchants. Thus the initial value could have been lower and the rate of increase higher; cf. STONE, *op. cit.*, p. 133.

<sup>104</sup> SUPPLE interprets the data similarly, finding a five-fold increase in the exports of new draperies between 1600 and 1640.: *op. cit.*, p. 153.

<sup>105</sup> FISHER, *op. cit.*, p. 154.

<sup>106</sup> SUPPLE, *op. cit.*, p. 61; W. E. MINCHINTON, *The Growth of English Overseas Trade in the 17th and 18th Centuries*, London, 1969, Introduction, p. 19.

<sup>107</sup> FISHER, *op. cit.* pp. 156–158; SUPPLE, pp. 136–148.



organizations, or technology—could only hold down production costs to a certain extent by reducing labour costs. Thus her comparative advantages on continental markets were lost; her prices proved to be too high to keep her East Central European markets against competition from cheaper local products. (Silesian, Lusacian and Moravian for example.)<sup>108</sup> Examining the turn of events from the East Central European point of view, we may add that the boom in Polish grain and Hungarian cattle exports ceased, depression had set in to agriculture from the beginning of the seventeenth century (see below); in consequence, the purchasing power for imported woollen fabrics on the Hungarian and Polish markets decreased. Thus it was not only the competition of the cheaper local products which reduced the English “share of total demand”;<sup>109</sup> there was a slackening in the total demand during the first half of the seventeenth century. It was the peasantry whose purchasing power was most affected by the depression, which also coincided with the stabilization of the “second serfdom” in several countries in the East Central European region. Serfdom had the effect of hindering peasants’ commodity production; it limited the market role of the peasant as both buyer and seller.<sup>110</sup>

There were some sharp eyes among the Merchant Adventurers which noticed the phenomenon. In the year 1623, a Hamburg factor of the company wrote with indignation on the backwardness of North German agriculture, on the exploitation of the peasant who, although paying less monetary rent than his English counterpart, is “tied to great slavery, to bring in his landlord’s corn, and, in fine, to do him all the servile work that is to be done, and [his landlord] has so much power over him as to take away all his estate, and his life”.<sup>111</sup> Peasants living in such circumstances could hardly be expected to buy imported English textiles.

## 9.

From the above it can be seen that the London textile trade could hardly hope for increasing demand from the German, Polish or Hungarian markets in the first half of the seventeenth century. Some decades ago the London merchants had been compelled to look for new trade routes and markets because of the collapse of the Antwerp entrepôt; they got now into a similar situation on account of the unfavourable East Central European market conditions. Hence the early attempts by the East India Company to export woollen cloth, failures though they may have

<sup>108</sup> Cf. e.g. J. PÁKH, A szövetbehozatal szerepe és struktúrája Bártfa, Eperjes, Kassa és Lőcse külkereskedelmében a XVI. század végén (The Role and Structure of Textile Imports in the Foreign Trade of Bártfa, Eperjes, Kassa and Lőcse at the End of the 16th Century), *Történeti Statisztikai Tanulmányok* (Historico-Statistical Studies), 4, Budapest, 1980, p. 31.

<sup>109</sup> SUPPLE, *op. cit.*, p. 138.

<sup>110</sup> See the texts referred to by Notes 36 and 59 above.

<sup>111</sup> Cited by TAWNEY, *op. cit.*, pp. 44–45.

been.<sup>112</sup> More successful were the endeavours to export to Southern Europe and even further afield: towards the Levant through the Mediterranean and through Iberian ports towards the Spanish and Portuguese colonies in America.

The shifting in the export orientation was apparent in the trade of the old draperies, too. Since the North Sea and Baltic ports accounted for a disproportionately large share in the decrease of total "shortcloth" exports from London, there must have been an increase in the share of other ports of destination, among them Iberian and Mediterranean ports.<sup>113</sup> General data are not available but we have partial figures for several products. In the late sixteenth century most Suffolk produced broadcloth went to the Baltic through the Eastland Company. These exports peaked in 1594 to 1597, when they helped counterbalance the large grain imports from the Baltic, needed because of crop failures in England.<sup>114</sup> At about that time exports of finished broadcloth—from Suffolk and, later, Gloucester and Wiltshire—began to make their way to the Mediterranean through the Levant Company.<sup>115</sup> They began with a mere 750 cloths in 1598;<sup>116</sup> but around 1621 the average came to 6,000 cloths annually; the pre-Civil War maximum was in 1634 with the figure of 17,000. As a consequence, English products had increasingly driven Italian cloths out of the Levantine market.<sup>117</sup>

As for exports of the other main group of textiles, the new draperies, the significance of the new markets became apparent from the very beginning. Indeed, the rise of new draperies can be considered as the reaction of English textile industry to the narrowing demand for old draperies in East Central Europe: an innovation that adapted to the needs and climate of the newly opened markets in the South.<sup>118</sup> In 1609 almost half (46%), in 1640 nearly two thirds (65%) of the new light textile fabrics were exported from London to the Mediterranean—Levantine and Spanish ports, and, to some extent, from the latter to Spanish America. "The Spanish market . . . [was] made especially attractive by internal inflation and colonial purchases."<sup>119</sup>

In consequence, the situation on the eve of the Civil War was that the value of new drapery exports had almost reached that of the old, and the Mediterranean and Iberian ports—which forwarded English textile goods to the Levant and Spanish America, respectively—were taking almost as big a share of London's textile exports as the Dutch and German ports which supplied Central and Eastern European

<sup>112</sup> See the text referred to by Note 41 above.

<sup>113</sup> Cf. FISHER, *op. cit.*, p. 153.

<sup>114</sup> R. W. K. HINTON, *The Eastland Trade and the Common Weal in the Seventeenth Century*, Cambridge, 1959, pp. 24, 99.

<sup>115</sup> LIPSON, *op. cit.*, II, pp. 337, 342–343.

<sup>116</sup> STONE, *op. cit.*, p. 58.

<sup>117</sup> Kersey, in turn, lost its importance in the Mediterranean area as well as in East Central Europe during these decades. In 1598 the Levant Company exported 18,031 kerseys, in 1606 10,349 but in 1621 merely 2,300 kerseys and ceased exporting this fabric altogether after 1629: DAVIS, *op. cit.*, 1961, pp. 118–122.; FRIIS, *op. cit.*, p. 62.

<sup>118</sup> FISHER, *op. cit.*, 1950, p. 158; SUPPLE, *op. cit.*, p. 153; COLEMAN, *op. cit.*, p. 422.

<sup>119</sup> FISHER, *op. cit.*, pp. 154–155; SUPPLE, *op. cit.*, p. 153.

markets.<sup>120</sup> By the middle of the seventeenth century old and new fabrics as well as old and new markets had reached a state of equilibrium by and large; then, in the post-Civil War period, during the economic boom, the opposite trends in exports became even more distinct.<sup>121</sup> In the 1660s almost two thirds of the English textile exports was in new draperies, and by the end of the century the figure had reached almost three quarters of the total.<sup>122</sup> By this time the geographical shift in the orientation of English textile exports from the East Central European markets to the South European, Levantine and American colonial outlets may have taken place.

A conclusion like that can be drawn from research which has analysed English imports and exports, among them textile exports, through their immediate destination at the end of the seventeenth century. Accordingly, woollens to the value of £ 115,000 were annually exported from London in the years 1699 to 1701 to "North European" (Norwegian, Danish and Baltic) ports, and to the value of £ 142,000 to British colonial ports in America. These figures, however, reveal but little about the actual areas of consumption<sup>123</sup>: English woollens reached East Central European markets mainly through North German ports and Spanish-Portuguese colonial markets through Iberian ports. Hence, the goods re-exported to East Central Europe and Latin America (and the Levant) are included in the exports with "North West European" (German, Dutch, Flemish, French) and "South European" (Spanish, Portuguese, Mediterranean) destination, respectively. Between 1699 and 1701, on the annual average, £ 553,000 worth of woollen fabrics went to North European ports from London, and the figure for South European ports was £ 1.109,000. Anyway, the greater share of Southern European destination in the London export trade is obvious.<sup>124</sup>

<sup>120</sup> FISHER, *op. cit.*, pp. 154–155.—Relied on these conclusions Michington puts the value of London shortcloths exports in 1601 at £ 600,000 and £ 500,000 in 1640. On the other hand, exports of new draperies amounted to £ 120,860 in 1601, and to £ 454,914 in 1640: *op. cit.*, p. 9.

<sup>121</sup> "The later years of the century saw little more than the intensification of trends already apparent before the Civil War": FISHER, *op. cit.*, 1950, p. 161.—". . . the trend was unmistakably in that direction. The curves of the first four decades can without risk be extrapolated through the rest of the century and into the next": WILSON, *op. cit.*, 1960, p. 210.

<sup>122</sup> DAVIS, *op. cit.*, 1961, p. 121.—At the same time, exports of broadcloth to Mediterranean ports also increased. The Levant Company averaged nearly 14,000 cloths per year from 1666–1672; from 1673 to 1677 the company averaged over 20,000 cloths annually: *Ibid.*, and LIPSON, II, p. 344.

<sup>123</sup> Cf. SUPPLE, *op. cit.*, p. 257.

<sup>124</sup> From the outports, however, a high proportion of exports still went to North Western Europe. England exported an annual average £ 1,354,000 worth of woollens to North West European (Norwegian, Danish and Baltic) ports and £ 1,201,000 worth to ports in Southern Europe during years 1699–1701: DAVIS, *op. cit.*, 1954, pp. 164–165.—All the same, the decline in the East Central European demand is apparent also from the distribution of (English and other West European) cloths transported to Baltic ports. Between 1562 and 1657 an annual average of 35,500 cloths, and between 1661 and 1740 about 40,000 cloths were shipped through the Sound eastwards. The share landed at Swedish ports increased meanwhile from 4.7% to 30%; St. Petersburg, a new arrival in the trade, developed its share to 25% while Gdańsk, previously predominant, saw its share decline from 40% to 10–11%: UNGER, *op. cit.*, pp. 210–211; cf. ASTRÖM, *op. cit.*, I, p. 69.

All in all: despite the slackness of the East Central European markets and the failure in the Far East, English textile exports grew considerably during the seventeenth century. This was due, largely, to the opening of new outlets in Southern Europe, the Levant and the Americas. Taking the whole century, they tripled and in total value exceeded £ 3 millions by the end of the century.<sup>125</sup> And even if their predominant share in all English exports decreased to a certain extent, they still amounted to more than two thirds of England's "domestic exports" and approximately one half of all exports (inclusive of re-exports). The total value of English exports, according to approximative figures, rose from £ 2.5 million or so in 1613 to about £ 6.5 million in 1700; the growth was especially dynamic in the 1660s to the 1680s.<sup>126</sup> As for the most important export items, the new and old draperies, the shift in the territorial distribution of English exports can be shown only indirectly from the figures. For other industrial products, however, the shift can be shown directly, as most of the latter were directly exported from England to the English settlements in the West Indies and North America. The London value of miscellaneous manufactures went from the annual average of £ 222,000 between 1663 and 1669 to an annual average of £ 420,000 between 1699 and 1701. By this time miscellaneous manufactures already amounted to 8% of all English exports. In the 1660s, the share of European ports was £ 136,000, that of American and other colonial markets only £ 86,000; however, at the turn of the century, the figure of £ 161,000 to European ports contrasted with the share of £ 259,000 of American and other colonial ports. The increase in the exports of English manufactures (and the re-exports of Indian calicoes and Dutch and German linens) to America was closely connected with the upswing mentioned above of the imports of American sugar and tobacco; the counterbalance was completed by the transports of Negro slaves. "Thus in the seventeenth century the English brass-, copper-, iron-ware, silk and linen, hat-making and tailoring, glass- and earthen-ware and paper, cordage and leather industries, and others, were being fostered by their protected market across the Atlantic."<sup>127</sup>

Thus, by the time when the development of the *intracontinental* trade relations between East Central and Western Europe subsided, the dynamic increase and change in the nature of the *intercontinental* trade began to attach the American colonies to the West European economies with the ties of a modern-type trans-atlantic trade based on labour division and commodity production. Mainly the British colonies in America began to develop the twin role of exporting agricultural produce and importing

<sup>125</sup> £ 3,045,000: DAVIS, op. cit., 1954, p. 165; £ 2,989,163; LIPSON, op. cit., II, p. 188; cf. W. CUNNINGHAM, *The Growth of English Industry and Commerce in Modern Times*, Cambridge, 1917, p. 929 and C. H. WILSON, *England's Apprenticeship, 1603-1763*, London, 1965, p. 185.

<sup>126</sup> 1613: £ 2,487,435, 1700: £ 6,477,402; LIPSON, op. cit., II, p. 189; cf. CUNNINGHAM, op. cit., p. 931.—New research has produced the figure of £ 6,419,000 as the annual average value for all English exports in the years 1663-1669: DAVIS, op. cit., 1954, pp. 151, 160, 165; cf. E. B. SCHUMPETER, *English Overseas Trade Statistics 1697-1808*, Oxford, 1960, pp. 15-16.

<sup>127</sup> DAVIS, op. cit., 1954, p. 154.

industrial goods for the common consumer. While formerly, at the first stage of the evolvement of the modern world economy, Western European industries had been raised to a considerable degree on East Central European markets, at the subsequent stage it was chiefly the overseas colonies, namely those in America, which increased the demand for manufactures and thus provided Western European industries with their main *external* market stimulus.<sup>128</sup>

## 10.

Besides the both, highly important, changes in the evolvement of modern world economy about the middle of the seventeenth century—the American colonies entering a higher stage of economic development and the East Central European countries getting to a sort of stagnation—*internal* developments in the Western European economies also produced changes of similar effect.

During the first phase of the rise of modern international trade, feudal relations in town and country were highly resistant even in those Western European countries leading the way towards capitalism. The medieval structure of town economies still existed: the towns jealously guarded their autonomy, insisted on the control over their traditional hinterlands for consumption and distribution, defended the feudal monopoly of their market districts. The guilds fought stoutly against the rising capitalist competition and large-scale industrial production. Several examples are to be found even in the sixteenth century Netherlands and England.<sup>129</sup> “Moreover, in the late sixteenth and early seventeenth centuries, many of the corporate towns reconstructed their guild systems and tightened up their bye-laws in an effort to ensure full employment for their citizens by suppressing the enterprise of those who did not share their freedom.”<sup>130</sup>

The stubborn resistance of the medieval town and guild institutions to the trend of national market integration, the resulting relatively narrow scope of the domestic markets, also oriented the production of Western European industrial areas to foreign markets. Thus they turned towards East Central European countries where the towns were less developed, and where the economic and political pillars of town sovereignties were weaker, could offer less resistance, were less able to defend their market monopolies against external produce. What is more, as the craft guild burghers, in

<sup>128</sup> In the eighteenth century, the shifting of English industrial exports to America became more obvious: R. DAVIS, *English Foreign Trade 1700–1774*, *The Economic History Review*, 2nd Ser., XV, 1962; PH. DEANE and W. A. COLE, *British Economic Growth 1688–1959*, Cambridge, 1964, p. 87.; cf. PH. DEANE, *The First Industrial Revolution*, Cambridge, 1965, p. 36.

<sup>129</sup> H. PIRENNE, *Geschichte Belgiens*, Gotha, 1907, III, pp. 271–288.; W. CUNNINGHAM, *The Growth of English Industry and Commerce during the Early and Middle Ages*, Fifth Edition, Cambridge, 1915, pp. 506–525.; E. BAASCH, *Holländische Wirtschaftsgeschichte*, Jena, 1927, pp. 75–79.; H. SÉE, *Französische Wirtschaftsgeschichte*, Jena, 1930, I, pp. 91–94.

<sup>130</sup> F. J. FISHER, *Tawney's Century*, In: *Essays in the Economic and Social History of Tudor and Stuart England*, Cambridge, 1961, p. 7.

many places, were still unable to infringe on the control the "patrician" merchant strata had in town government and the rich merchants were concerned with foreign industrial imports, the trading policy of the towns often was favourable to external penetration.<sup>131</sup>

Sure enough, the opposition from the particular forces of medieval type urban institutions to the new developments was hopeless in the long run, and was condemned to failure as against the novel trends of economic growth. Seventeenth century Western Europe saw the separation and autonomy of the medieval towns fade away, and witnessed the progressive disappearance of self-contained town economies, their incorporation in the national economy; it experienced the break-up of local market districts, their gradual opening up to capitalist trends.<sup>132</sup> The "new draperies" started flourishing exactly at that time when the guilds began to weaken and in those areas where there was no danger of guilds expanding their regulations to this new form of production.<sup>133</sup> The towns were compelled to give up the control over the industrial supply of their hinterlands; into what had been a monopolized market began to flow products from distant manufacturing centres. These developments were accompanied by fall in industrial prices, by symptoms of depression and crisis, beginning in the 1620s and prevailing from the middle of the century, in several Western European countries. As a matter of fact, the emergence of an integrated national market was by no means some peaceful and harmonious integration process of particular market areas. It involved the upset of the proportions in production and prices and made progress through serious conflicts, which were one of the main factors of the so-called seventeenth century crisis in Western Europe, often referred to and debated in modern economic history writing.<sup>134</sup> England followed the Dutch on the way of capitalist transformation the most dynamically. Hence, the symptoms of earlier crises—in the 1620s and 1640s<sup>135</sup>—had already passed away by the post-Civil War period; a hitherto

<sup>131</sup> Cf. F. ENGEL-JÁNOSI, *Zur Geschichte der Wiener Kaufmannschaft von der Mitte des 15. bis zur Mitte des 16. Jahrhunderts*, *Mitteilungen des Vereines für Geschichte der Stadt Wien*, VI, Wien, 1926, pp. 41–42; M. MALOWIST, *The Economic and Social Development of the Baltic Countries from the Fifteenth to the Seventeenth Centuries*, *The Economic History Review*, 2nd Ser., XII, 2, 1959, p. 179; SUPPLE, *op. cit.*, pp. 7–8.

<sup>132</sup> S. GYIMESI, *A városok a feudalizmusból a kapitalizmusba való átmenet időszakában* (The Towns during the Period of Transition from Feudalism to Capitalism), Budapest, 1975, pp. 41–42, 47–48.

<sup>133</sup> SUPPLE, *op. cit.*, p. 155.—Cf. K. MARX, *Capital*, vol. I, Moscow, 1965, p. 751.

<sup>134</sup> The thesis that there was a "general crisis" in the European economy in the 17th century—as the final phase of transition from feudalism to capitalism—is advanced by E. HOBBSAWM, *The General Crisis of the European Economy in the 17th Century, Past and Present*, 5, 1954, pp. 33–53.; 6, 1954, pp. 44–65.—For a survey of the debate on this question see, among others: N. STEENSGAARD, *The Economic and Political Crisis of the Seventeenth Century*, Moscow, 1970, pp. 1–8. (Paper delivered at the XIIIth International Congress of Historical Sciences); WALLERSTEIN, *op. cit.*, 1980, pp. 2–9, 25–34. The latter argues that the "seventeenth-century contraction was not a crisis in the system. Quite the contrary, it was a period of its consolidation",—namely the consolidation of the capitalist world economy, already created in the sixteenth century: *op. cit.*, p. 33.

<sup>135</sup> J. D. GOULD, *The Trade Depression of the Early 1620's*, *The Economic History Review*, 2nd Ser., VII, 1, 1954, pp. 81–90; SUPPLE, *op. cit.*, pp. 52, 102, 125.

unknown capitalist prosperity appeared as the integrated national market became a reality in these decades.<sup>136</sup>

All this means that at the second stage of the formation of modern world economy, the advancing Western European, especially English, industries found a rapidly expanding *domestic* market which necessarily decreased their interest in East Central European markets. (We have already seen how the Mediterranean—Levantine and American colonial outlets opened up to them at the same time.) That is why writing on the Century of Revolution several English historians emphasize the predominance of the domestic market over foreign markets (including the colonies) in spite of the considerable growth in foreign trade.<sup>137</sup> By partly contemporaneous estimates, two fifths of English textile production was exported and three fifths sold on the domestic market.<sup>138</sup> The total value of English goods (agricultural products included) sold on the domestic market in 1700 has been estimated at £ 42 million or so, that is more than six times greater than the total value of exports, referred to above.<sup>139</sup>

## 11.

At this time it was not only Western Europe's interest in industrial *exports* to East Central Europe which slackened but also its interest in agricultural *imports* from the same region. In the latter respect, too, from the mid-seventeenth century on the relative share of East Central Europe in intracontinental trade has diminished, and this was due to internal factors—the survival of feudal agrarian relations, the “second edition of serfdom” (as stated above)—as well as to external ones, that is the declining demand for agricultural imports in the West of Europe.

The most conspicuous is again the case of England. The recurrent waves of enclosure and expropriation which swept away feudal conditions in agriculture created a particularly favourable terrain for capital to advance in every direction, and for capitalist transformations in industry and agriculture to interact and reinforce each

<sup>136</sup> The years between 1660 and 1700 were “one of the most fertile and progressive periods in English history down to this time”: WILSON, *op. cit.*, 1965, pp. XII, 236.—The period from 1660 to 1688 in particular saw the expansion of the trade: MINCHINGTON, *op. cit.*, p. 11.—Cf. C. HILL, *The Century of Revolution 1603–1714*, Sixth Edition, London, 1966, pp. 220–221, 262–274; R. M. HARTWELL, *Economic Growth in England before the Industrial Revolution*, *The Journal of Economic History*, XXIX, 1, 1969, pp. 24–25.

<sup>137</sup> WILSON, *op. cit.*, 1960, p. 209; HILL, *op. cit.*, pp. 21–22; C. G. REED, *Transaction Costs and Differential Growth in the Seventeenth-Century Western Europe*, *The Journal of Economic History*, XXXIII, 1, 1973, pp. 177–190.

<sup>138</sup> An estimate from 1618–1619 gives the annual cloth production of England as 360,000 and the annual domestic consumption as 220,000 shortcloths: SUPPLE, *op. cit.*, p. 16; cf. PH. DEANE who computes £ 5 million for the annual value of English woollen production in 1700, and £ 3 million for the exports: *The Output of the British Woollen Industry in the Eighteenth Century*, *The Journal of Economic History*, XVII, 1957, pp. 207–223.

<sup>139</sup> LIPSON, *op. cit.*, II, p. 190; cf. MINCHINGTON, *op. cit.*, pp. 38–40.

other. Depending on her harvest, England had so far been either importer or exporter of cereals;<sup>140</sup> now she became able to meet her own needs continuously and, what is more, became a grain-exporting country from the 1660s-1680s onwards and remained such for nearly a century—up to the outset of the Industrial Revolution.<sup>141</sup> “Grain was exported mainly to Holland, and at one time it was thought that England would supplant the Baltic lands as the granary of the Dutch”. English produce was also exported to the Iberian peninsula (previously also an important market for Baltic grain) and to the West Indian sugar colonies.<sup>142</sup> Agricultural development in the North of France showed some similarities to that in England; production of cereals must have grown during the seventeenth century and met the domestic demand.<sup>143</sup>

Other developments in other countries acted in the same direction. The cultivation of maize and potatoes—both of American origin—came into use in Europe: the latter in Ireland, the former (along with rice) in Italy, Spain and Portugal had become important in mass consumption by the second part of the seventeenth century.<sup>144</sup> In certain Western European countries—Spain, Portugal, parts of France—there was stagnation or fall in population during the century.<sup>145</sup> These circumstances limited the demand for grain imports.

Finally: it was practically a general phenomenon in seventeenth century Western Europe that much of industry shifted from town to country, what is called the Rural Industries being established or expanded.<sup>146</sup> This process, playing an important part in the above mentioned break up of the feudal town economies and the disintegration of traditional market areas, included the migration of a number of craftsmen to the country. But, still more important, Rural Industry, a decentralized form of capitalist manufactory production, was based on the peasant craftsman, who was still active in agriculture, dividing his labour between the two activities. Thus he was employed at a lower wage, since he himself produced part of his sustenance, and

<sup>140</sup> STONE, *op. cit.*, pp. 37, 49–50; SUPPLE, *op. cit.*, pp. 18–19.

<sup>141</sup> For the annual amount of wheat exports: T. S. ASHTON, *Economic Fluctuations in England 1700–1800*, Oxford, 1959, p. 183; cf. DEANE-COLE, *op. cit.*, p. 65.

<sup>142</sup> LIPSON, *op. cit.*, II, pp. 459–460; CLAPHAM, *op. cit.*, pp. 283–284.

<sup>143</sup> J. JACQUART, *La productivité agricole dans la France du Nord du XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles*, Third International Conference of Economic History (Munich, 1965), II, Paris–La Haye, 1968, pp. 65–74.

<sup>144</sup> MASEFIELD, *op. cit.*, pp. 276–278, 299–301; FABER, *op. cit.*, pp. 16–17; B. H. SLICHER VAN BATH, *Agriculture in the Vital Revolution*, in: *The Cambridge Economic History of Europe*, V, pp. 78–79.

<sup>145</sup> M. R. REINHARD–A. ARMENGAUD, *Histoire générale de la population mondiale*, Paris, 1961, pp. 114, 141–142, 144–146; K. F. HELLEINER, *The Population of Europe from the Black Death to the Eve of the Vital Revolution*, in: *The Cambridge Economic History of Europe*, IV, pp. 40–58.

<sup>146</sup> S. GYIMESI, *op. cit.*, pp. 51–55; J. THIRSK, *Industries in the Countryside*, in: *Essays in the Economic and Social History of Tudor and Stuart England*, pp. 70–88; P. DEYON, *Variations de la production textile au XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles: sources et premiers résultats*, *Annales E. S. C.* XVIII, 5, 1963, pp. 939–955; H. KELLENBENZ, *Industries rurales en l'Occident de la fin du Moyen Age au XVIII<sup>e</sup> siècle*, *Annales E. S. C.* XVIII, 5, 1963, pp. 823–882.—With a survey of the international literature on the subject.



was not protected by guild regulations from wage cut.<sup>147</sup> This reduced, in turn, the food demand on the market, and brought about—along with other factors—a fall in agricultural, especially grain, prices that dropped lower than the industrial prices; further symptoms of depression and crisis thus appeared.<sup>148</sup> All this resulted, of course, in a diminishing demand for agricultural produce to be imported from East Central European countries.

## 12.

All the significant changes, apparent around the middle of the seventeenth century in the three main factors of the developing modern world economy—in the West European, East Central European and colonial economies—obviously limited the further expansion of intracontinental trade relations between Western and East Central Europe. They limited but, of course, did not eliminate these commercial relations; and still less did they cause any substantial change in the pattern of commodity structure in intracontinental trade. East Central Europe continued to import industrial products from the West; Western Europe continued to cover its import demand for staple foodstuffs as well as industrial raw materials (timber, tar, hemp, flax—needed particularly as naval stores<sup>149</sup>—) mainly from East Central European supplies. While the potato and maize transplanted from the New World were already playing a significant role in the agricultural production and mass consumption of some Western European countries as early as the latter part of the seventeenth century, and kept advancing in the Continent during the eighteenth, the imports of grain grown overseas, of American wheat, came to overrun the Western European markets only much later, in the second half of the nineteenth century.<sup>150</sup>

Whereas the commodity structure did not really change in the trade between the East and West of Europe, the *price* structure, in other words, the terms of intracontinental trade did go through a significant change compared to the first period

<sup>147</sup> "... manufacturing units tended to be decentralized—especially into rural areas where raw materials were inexpensive, where living costs, and therefore wages, were low, and where a preponderance of the work force was to be found": B. SUPPLE, *The Nature of Enterprise*, in: *The Cambridge Economic History of Europe*, V, p. 397.—Cf. MARX, *Capital*, I, pp. 367, 748–749.

<sup>148</sup> B. H. SLICHER VAN BATH also points out the connection between agrarian depression and rural industry, although from another approach: "In the periods of agrarian slump—at the end of the Middle Ages and in the seventeenth century—rural industries appear, especially textiles": *Les problèmes fondamentaux de la société pré-industrielle en Europe Occidentale*, in: A. A. G. BUDRAGEN, 12, Wageningen, 1965, p. 37; cf. THIRSK, *op. cit.*, p. 88.

<sup>149</sup> See the text referred to by Note 58 above and also DAVIS, *op. cit.*, 1954, pp. 150–151; CH. A. PIIRIMÄE, *O vliyanii bal'tiiskoi trgovli na process genezisa kapitalizma v Zapadnoi Evrope (konec XVI–XVII v.)*, in: *Problemy genezisa kapitalizma*, red. S. D. Skaskin, Moscow, 1970, pp. 13–56.

<sup>150</sup> See e.g. ABEL, *op. cit.*, p. 258; FAULKNER, *op. cit.*, II, p. 411; D. L. KEMMERER and C. C. JONES, *American Economic History*, New York–Toronto–London, 1959, pp. 419 et seq; P. SANDOR, *A XIX. század végi agrárválság Magyarországon (The Agrarian Crisis of the Late 19th Century in Hungary)*, Budapest, 1958, pp. 12–15.

of the development of world economy. The Price Revolution that peaked in the second half of the sixteenth century slowed down already from the beginning of the seventeenth century onwards, and after intense fluctuations that differed by countries and commodities, it stopped partly in the 1620s and 1630s, and generally around 1650. By the middle of the seventeenth century, the age of Price Revolution ended definitively.<sup>151</sup> The boom ceased and so did the “industrial gap” in the price structure. As mentioned above, depression, the stagnation or fall in prices affected both industrial and agricultural products, but mainly the latter, and cereals first of all; thus the movement of prices resulted in the opening up of an “agrarian gap” again. “However much is yet to be done in studying the relative prices, on the whole it is clear that the seventeenth century and the first half of the eighteenth are characterized by a general fall in prices” and that in this period “grain prices went back more than those of other goods practically everywhere. From the movement of prices related to each other we can state that the depression in the seventeenth century was, above all, a grain slump and caused grave problems to countries engaged mainly in grain cultivation. Their dependence on the international market only aggravated the difficulties.”<sup>152</sup>

Hence, the western trade relations of East Central Europe, with their typical structure—industrial imports, agricultural exports—were no longer marked by favourable terms of trade and potentialities of capital accumulation. On the contrary; they already implied unfavourable relative prices and unequal exchange of values. The regularity of capitalist foreign trade which was described by Marx as balance to the tendency of general rate of profit took effect viz. “the more advanced country sells its goods above their value”, “the favoured country recovers more labour in exchange for less labour”, and this subtraction of value can be realized with both active and passive balance of trade.<sup>153</sup> Intracontinental division of labour in Europe survived and steadied but gave East Central European countries no chance of capitalist transformation for a long time to come.

Thus, within the framework of the emerging system of modern world economy—facing the Western European *centre* that embarked on the road to capitalism and industrialization—the East Central European countries were, on the whole, reduced to the rank of an economic *hinterland* and external agrarian zone, and remained on the level of late feudalism at the “dawn of modern times”.

<sup>151</sup> See the literature cited in Notes 26, 28 and 134 above.

<sup>152</sup> B. H. SLICHER VAN BATH, *Die europäischen Agrarverhältnisse im 17. und in der ersten Hälfte des 18. Jahrhunderts*, in: A. A. G. BIJDRAGEN, 13, Wageningen, 1965, p. 144.—Cf. “The dominant trend of grain price movements during the seventeenth and the first part of the eighteenth century was downwards in Central Europe”: ABEL, *op. cit.*, p. 152.

<sup>153</sup> K. MARX, *Capital. A Critique of Political Economy*, Vol. III, Moscow, 1966, pp. 238–239.

Ж. П. ПАХ

## Центрально-Восточная Европа и мировая торговля на заре новой эры

(Резюме)

Развитость, высокие темпы развития Западной Европы и отставание Восточной Европы многие историки считали характерной особенностью европейской истории, присущей ей с первых дней и сохранившейся в течение последующего периода. Другие считали решающим периодом возникновения расхождений в развитии западной и восточной части европейского континента XVI–XVII века, но их по существу интересовала только одна сторона этого двойственного процесса: ускорение развития стран Западной Европы на заре новой эры. Такой подход, трактовавшийся сторонниками этих взглядов по-разному, можно обобщить следующим образом. Перемещение центра международной торговли из Средиземноморья в Атлантику, великие географические открытия, путешествия по мировому океану и колониальные походы, предпринимательство, открывшее широкие источники накопления капитала, дали толчок капиталистическому развитию в Западной Европе, где и обстановка для этого была более благоприятной. Страны Центрально-Восточной Европы в то же время не ощутили стимулирующих воздействий нового, атлантического мирового рынка, более того, утратили ту роль, которую играли в мировой торговле между Европой и Азией в средние века, и в результате этого поневоле отстали.

В свете исследований последних лет это рассуждение нуждается в дополнении. Сам факт, что страны Центрально-Восточной Европы не участвовали в великих открытиях, в колониальных походах за океан, усугубил их невыгодное положение по сравнению с западно-европейскими странами. Однако речь идет здесь о большем: о более прямой взаимосвязи между ускоренным развитием Западной Европы и отставанием Восточной Европы. Дело в том, что процесс становления современной мировой экономики распространялся не только на колонии; он затронул и страны Центрально-Восточной Европы, которые значительно интенсивнее, чем прежде, были вовлечены в мировую торговлю. В период открытия новых континентов, развития межконтинентальных торговых связей не сокращались и внутриконтинентальные торговые контакты, связывавшие страны атлантического побережья Западной Европы с Центрально-Восточной Европой, напротив, эта торговля во много раз возросла и приобрела новое значение. Эти, все более важные внутри-европейские рыночные контакты также стали важными факторами зарождавшейся системы современной мировой экономики, причем следует отметить, что они стимулировали, углубляли индустриально-аграрное разделение труда между Востоком и Западом. Так восточная часть континента сама стала хозяйственным *придатком*, резервом капиталистического развития западно-европейского *центра*, эксплуатировавшего и превратившего в *колонии* территории за океаном. Таким образом, современную мировую экономику с самого начала ее становления можно понять, только рассматривая ее как *систему*, в которой действовали и взаимодействовали три главных фактора: западно-европейский центр, восточно-европейский резерв, придаток и заокеанские колонии.

В соответствии со сказанным выше, работа рассматривает разветвление западно-европейского и восточно-европейского развития в рамках процесса становления современной мировой экономики, в качестве *части* перехода от «средневековой мировой экономики» к современной. Этим и объясняет автор, что страны Центрально-Восточной Европы — в целом — оказались в роли внешней аграрной зоны и на заре новой эры оставались на уровне позднего феодализма.

# Grands domaines et petites exploitations en Europe Orientale-Centrale

par

VERA ZIMÁNYI

Dans mon étude j'ai essayé de suivre le thème des grands domaines et des petites exploitations du 14<sup>e</sup> au 18<sup>e</sup> siècle de l'Europe Orientale-Centrale, qui embrasse la partie orientale de l'Allemagne, la Pologne, la Lithuanie, la Bohême et la Hongrie. Je ne m'occuperai pas des territoires à l'est de cette région, qui représentent un type différent.

Mon point de départ primordial est que ce conglomerat de problèmes ne peut être perçu correctement que contemplé dans le vaste ensemble de tous les pays européens, car le développement économique et social dans les différentes régions de l'Europe ne se produit jamais d'une manière isolée, mais en corrélation. Aujourd'hui on compte la formation des éléments importants des relations économiques européennes au moins à partir du 13<sup>e</sup> siècle. C'est pourquoi je ne parle pas d'examen comparatifs, mais je cherche plutôt l'interaction fonctionnelle. Je vais suivre la même méthode en examinant le régime foncier et ses mutations en Europe Orientale-Centrale dans le but de comparer leur situation avec celles des autres pays européens. L'examen de notre problème dans cette région et entre les limites de temps déjà indiqué présentée par nous offre d'importants enseignements qui pourront nous aider à mieux comprendre la totalité du développement européen.

Nos collègues de l'Ouest pourraient peut-être s'étonner de la déclaration selon laquelle au cours du 14<sup>e</sup>-15<sup>e</sup> siècle la paysannerie de l'Europe Orientale-Centrale vécut dans des circonstances qui ressemblaient d'assez près à celles de la paysannerie ouest-européenne de l'époque. Les *demesnes*, basées sur le travail des esclaves du Moyen Age disparurent, les domaines seigneuriaux sont rares et peu étendus. Les grands domaines, ici comme à l'Ouest ne sont qu'une conglomération de petites entreprises paysannes, une organisation servant à la collecte des prestations paysannes, un substrat des rentes féodales. Par conséquent la paysannerie commença par payer ses impôts à la seigneurie en nature, puis de plus en plus en argent, tandis que le rôle des rentes en prestation était négligeable et additionnel. Nous avons donc à faire essentiellement à des paysans censitaires, qui détiennent assez solidement leurs terres, pouvant les vendre et transmettre, et ayant droit de migration. A cette époque ces pays ont déjà adopté les principales acquisitions de l'Ouest en fait de technique agricole. Je vois cependant la différence primordiale entre la paysannerie de la région examinée et de l'Europe Occidentale dans la très forte différence du développement urbain, qui est la base du relèvement de la paysannerie aux 14<sup>e</sup>-15<sup>e</sup> siècles. Et c'est ici que se rattachent le pouvoir croissant de la noblesse désormais formant un ordre, ainsi que leur proportion

numérique augmentant au sein de la société. En Occident la dépression agraire du 14<sup>e</sup> et de la première moitié du 15<sup>e</sup> siècle liquidait au fond les masses de la petite noblesse. En Orient la dépression agraire n'étant pas aussi grave, d'importantes masses de petits nobles y survécurent en tant que couche social. Tout cela constitua un danger potentiel, ce qui, par le changement des circonstances, pouvait détériorer le sort de la paysannerie.

Dans le développement économique-social de l'Europe Orientale et Centrale, ainsi que dans les rapports de possession de terre un changement, une cassure survint au cours de l'époque examinée. Moi, de ma part j'accepte la conception d'I. Wallerstein concernant la classification de l'Europe en plusieurs zones de développement et je suis d'accord avec la constatation grandiose de F. Braudel, selon laquelle il y a au centre une ville capitaliste dominante, une superville, tandis que les primautés urbaines se succèdent. Ces transferts, où qu'ils se produisent, ébranlent le cours de l'histoire et produisent un tremblement. Tout le cercle de l'économie-monde en est affecté et un tel transfert n'est jamais uniquement économique. J'ajouterais que ce n'était pas seulement Venise mais aussi une agglomération des villes allemandes situées autour de l'axe entre Venise, et les Pays-Bas qui ont encadré le développement économique de l'Europe aux 14<sup>e</sup>-15<sup>e</sup> siècles.

Il est bien connu qu'au cours des 14<sup>e</sup>-15<sup>e</sup> siècles la superville dominante était Venise. Il est à noter que les états de l'Europe Centrale Orientale se placent géographiquement en partie bien plus près de Venise, que par exemple d'Amsterdam ou de Londres, qui au cours des siècles suivants allaient devenir à leur tour centres-villes; d'un autre côté ils étaient reliés beaucoup plus étroitement à Venise — en tenant compte des circonstances de l'époque — qu'ils ne l'étaient plus tard à Amsterdam où à Londres. *Au cours des 14<sup>e</sup>-15<sup>e</sup> siècles, l'Europe Centrale et Orientale était au sein de l'Europe non pas une périphérie, mais une semi-périphérie!* La Hongrie et la Pologne se rattachaient avantageusement aux voies de parcours de commerce internationale des 14<sup>e</sup>-15<sup>e</sup> siècles. En même temps les mines de métaux précieux en Hongrie et en Bohême jouèrent un rôle international prépondérant avant l'affluence des métaux précieux de l'Amérique. Avec la Pologne on trouve ici trois états indépendants et importants; le roi hongrois Charles Robert, de la Maison d'Anjou, le roi polonais Casimir le Grand et le roi de Bohême, Jean, (de Luxembourg, prédécesseur du roi Charles IV) se donnèrent rendez-vous en 1335 à Visegrád, en Hongrie, où ils s'allièrent et négocièrent souverainement concernant les questions politiques de leurs territoires ainsi que des problèmes économiques touchant tous les trois états.

La prédominance de Venise fut appuyée par le capital de l'Allemagne du Sud, qui joua un rôle primordial dans l'essor de l'Europe Orientale-Centrale aux 14<sup>e</sup>-15<sup>e</sup> siècles. Ce sont les territoires allemands qui, auprès du centre vénitien, jouèrent le rôle du brillant second — pour citer F. Braudel. En précisant encore les détails: si on considère la région du capital sud-allemand aux 14<sup>e</sup>-15<sup>e</sup> siècles comme «semi-périphérie A», dans ce cas les régions bohémiennes-hongroises-polonaises, influencées par ce capital, peuvent figurer comme une «semi-périphérie B» un peu plus

terne, mais encore bien importante. Ainsi il est compréhensible que, conformément au rôle international de ces pays, le développement prit un essor et une urbanisation considérable, et avait pour résultat un marché intérieur, dont il résultait pour la paysannerie la production de marchandises et la vente au marché, donc la possibilité de devenir censitaires et augmenter les échanges commerciaux, dérivant de la division régionale du travail.

Dans la mesure où Venise cessa d'être le centre du développement capitaliste, *l'Europe Orientale-Centrale retomba dans l'état de semi-périphérie en périphérie*. Le degré de développement atteint jusqu'ici, le niveau de son urbanisation et de son industrie ne lui donna pas assez de soutien pour parer aux circonstances devenues moins avantageuses. — Un rôle similaire a été joué dans la région baltique, — cette « méditerranée septentrionale » plus pauvre — par l'organisation Hanza, qui cependant, au tournant de l'époque, déclina également.

Notre point de départ sera donc, que le sort de l'exploitation paysanne était délimité par ces événements internationaux à longue portée et finalement c'est eux qui le décidèrent. Il est vrai que sous la pression de la noblesse, on entreprit au 15<sup>e</sup> siècle des dispositions qui avaient pour but d'entraver la paysannerie en premier lieu dans ses droits de libre migration. Cependant ces mesures ne furent réalisées que partiellement. Une pression toujours croissante accablait les serfs dès le 14<sup>e</sup> siècle, ce qui ne fit que s'accroître au tournant du 15<sup>e</sup>-16<sup>e</sup> siècle et il y eut une tendance toujours plus accentuée pour augmenter les charges de la paysannerie et de restreindre leur liberté personnelle. Les recherches allemandes récentes y trouvent l'explication principale de la grande guerre paysanne de 1525 et il est probable que c'est la même cause qui constitue le fond de la grande insurrection paysanne de 1514 en Hongrie. Simultanément avec le déclin lent de toute la région, ces états devinrent beaucoup moins importants, ces états qui au 14<sup>e</sup> siècle, et même dans la seconde moitié du 15<sup>e</sup> siècle comptaient encore comme une force considérable en Europe. C'est seulement une Hongrie affaiblie et appauvrie du temps des Jagellons que les Turcs pouvaient vaincre, certainement pas par hasard.

C'est dans ce cadre international que peut et doit s'expliquer ce changement brusque qui survint entre le 15<sup>e</sup> et le 16<sup>e</sup> siècle dans l'économie et les types de biens fonciers, notamment le développement du grand domaine.

Au cours du 14<sup>e</sup>-15<sup>e</sup> siècle c'étaient donc les petites exploitations paysannes qui réalisèrent, d'une manière déterminante, la production agricole; les grands domaines en ces temps-là n'étaient pas des organisations de production, seulement un appareil de perception de redevances.

Le déclin de la région en périphérie survint au fond au cours de la révolution des prix, sinon déjà préalablement, au cours de la lente hausse des prix, à partir de la fin du 15<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire essentiellement lors du magnifique essor de l'Europe Occidentale. Les besoins croissants en nourriture et en matières premières de l'Occident, de plus en plus urbanisé, constitua un défi international à l'Europe Orientale-Centrale au profil essentiellement agraire, qui créa de nouvelles conditions et qui réforma aussi les cadres de la production agricole de l'Europe Orientale-Centrale.

Dans son étude, A. Rusiński explique d'une manière persuasive l'avantage du paysan sur le seigneur sur le marché local, le paysan étant plus mobile, vendant différentes sortes de produits agricoles, et cela personnellement, sans l'intervention des marchands, c'est-à-dire avec plus de profit. Le seigneur ne peut vendre qu'avec l'aide d'un certain appareil, notamment avec l'intervention des marchands, ce qui diminue son profit. En premier lieu les grands domaines ne sont pas compétitifs sur les marchés locaux; les petits domaines de la noblesse au contraire le sont, bien que nous n'ayons que très peu de détails sur ce point, à cause du mutisme de nos sources. Cependant la capacité d'absorption des marchés locaux était limitée (du moins en Europe Orientale-Centrale) tandis que pour le paysan il n'était pas rentable de transporter des denrées à des prix bas et en grandes quantités à de grandes distances; pour cela il aurait dû avoir recours aux marchands, ce qui aurait emporté une bonne partie de son profit.

L'existence d'un marché local et de sa capacité d'absorption — c'est simplement une question de degré d'urbanisation.

Lorsque vers la fin du 15<sup>e</sup> et au cours du 16<sup>e</sup> siècle — par suite du besoin croissant de victuailles de l'Europe Occidentale — les exigences de victuailles provenant de l'Europe Orientale-Centrale s'accrurent de plus en plus, le rôle et l'importance du marché extérieur des articles de grande consommation s'accrût prodigieusement. Sur ces marchés extérieurs et lointains cependant on ne pouvait plus vendre des denrées en petites quantités ou hétérogènes, mais il fallait s'y présenter avec un ou deux espèces de marchandises bien choisies et en grandes quantités. Dans de telles conditions c'est maintenant les grands domaines qui avaient l'avantage sur les paysans, d'autant plus qu'ils savaient mieux organiser le transport.

Dans la littérature de ces dernières années on retrouve l'avis — qui est aussi le mien — que c'est grâce à ce défi économique de l'Europe Occidentale que se formèrent et se répandirent les réserves seigneuriales à corvée, bien que le processus se déroula par régions à de différents moments et avec une intensité différente. Ce motif fondamental avait naturellement des phénomènes satellites, tel que la contre-attaque vigoureuse de la noblesse, ainsi que la détérioration de la position juridique des serfs. Dans l'arrière-plan de tout cela cependant il y avait un développement urbain et bourgeois plus faible et au niveau plus bas qu'en Occident, la proportion numérique considérablement plus haute et l'influence plus forte de la noblesse au sein de la société entière, ainsi qu'un pouvoir public plus faible, ne pouvant pas contrebalancer les intérêts de la noblesse. Et n'oublions pas que tout cela se déroula non pas dans un « monde plein », mais sur un territoire, où la population était beaucoup moins dense qu'en Occident, et où — comparé à la situation de l'Occident — on trouve une abondance de terres, si bien que le seigneur pouvait prendre une partie des terres en sa propre régie sans détruire la base vitale des serfs corvéables.

Outre une quantité importante de terres disponibles l'autre condition était la main d'œuvre à bas prix, voir même gratuite, c'est-à-dire l'assurance de la corvée des serfs, grâce à quoi les seigneurs pouvaient produire à des prix de beaucoup inférieurs à ceux de leurs rivaux occidentaux. En Occident on faisait travailler à des salaires réels

dégressifs, malgré cela les grands domaines étaient moins rentables, que les exploitations paysannes, c'est pourquoi en Occident il n'y eut pas de réserves seigneuriales. En Europe Centrale les seigneurs pouvaient calculer d'une toute autre manière, non seulement car le facteur principal de dépense, le salaire pouvait être éliminé par suite des corvées, mais aussi car il n'y avait pas besoin d'investissements considérables, étant donné que les serfs travaillaient en majeure partie avec leurs propres bêtes et avec leur outillage. Bien que cette évolution au cours du siècle précédent réduisit les serfs, en majorité des censitaires, à des conditions d'existence de plus en plus dures et souffrant sous le poids croissant des prélèvements seigneuriaux — malgré toutes ces conditions pas seulement les seigneurs, mais aussi les paysans aisés jouissaient de la conjoncture agraire s'épanouissant au 16<sup>e</sup> siècle.

Le 16<sup>e</sup> siècle apportait de nouvelles, et de plus grandes possibilités de marché aussi pour un bon nombre de serfs, ce qui produisit une différenciation de fortune jusqu'ici jamais vue au sein de la société paysanne. Mais cette production de marchandises paysanne, se produisait dans un milieu beaucoup plus désavantageux, voir même dangereux, que la production de marchandises paysanne au 15<sup>e</sup> siècle, dont le volume était moins important, mais qui étant plus rapproché du développement occidental, se déroula sous des conditions plus saines.

Il faut encore signaler une observation primordiale faite dans les recherches récentes, à savoir que la production des réserves seigneuriales était inimaginable sans la corvée des serfs, si bien que même les riches paysans profitant de la conjoncture agraire du 16<sup>e</sup> siècle ne pouvaient se passer du travail des manouvriers, des paysans pauvres, ce qui — par suite de la forte différenciation sociale — était à leur disposition. Il y avait une couche sociale assez importante qui ne pouvait vivre de ses propres terres et dut vendre sa main d'œuvre pour de l'argent, ou pour une retribution en nature.

Par conséquent on ne pourra définir la petite exploitation comme étant une terre cultivée par la famille du propriétaire. Par exemple en Allemagne, lorsque la Gutsherrschaft était très répandue, les paysans ayant de tenures entières (Ganzbauer) se virent contraints de posséder — outre les besoins de leur propre propriété — encore un attelage, ou en cas extrêmes, deux attelages des charrues afin de suffir aux corvées établies, ce qui de son côté nécessita l'emploi d'un surplus de personnel. Ainsi les revenus du paysan décroissaient; si l'on réduisait en argent tout le travail employé, le bilan aurait été déficitaire. La production était rémunératrice uniquement pour les seigneurs qui bénéficiaient de la corvée gratuite. Les riches exploitations paysannes n'employaient naturellement pas de familles entières, seulement des serviteurs solitaires, par conséquent le nombre des hommes non-mariés était très grand parmi la population adulte, ce qui de nouveau ralentit la croissance démographique.

Mais en Hongrie aussi les gros paysans se firent remplacer par les serfs manouvriers ou domestiques de ferme, habitant chez eux, pour faire la corvée. Ici parfois des familles entières étrangères s'attachèrent à la tenure du paysan serf. Ce n'étaient que les paysans à tenures moyennes qui firent la corvée personnellement, et naturellement les manouvriers, qui sans considérer si d'autres les avaient déjà engagés



ou non, devaient faire d'après leur engagement de serf ou de manouvrier la corvée pour la seigneurie, en tout cas une corvée bien moindre que celle du paysan.

En même temps la notion de « main-d'œuvre familiale » n'a pas un seul sens, la famille étant l'ensemble de personnes dont l'âge change avec le temps. Un jeune ménage aura certainement beaucoup de soucis avec ses jeunes enfants, sans que ceux-ci représentaient par eux une aide considérable. A cause de la durée de vie assez courte en moyenne, les grand-parents ne vivaient que rarement avec eux, mais même si c'était le cas il s'agissait sans doute de personnes épuisées et affaiblies. Dans la vie d'une famille il n'y a peut-être que 6-8 années, quand les fils grandissants signifient un aide toujours plus efficace dans la famille paysanne. N'oublions pas que, contrairement aux usages occidentaux, en Hongrie on se mariait très tôt. Dans les recensements contenant aussi l'âge des enfants on ne trouve que très rarement des jeunes de 20 ans. Toutes ces circonstances influencent le fait si une certaine famille de serfs est capable ou non d'accomplir la corvée qui lui est imposée, ou si elle est contrainte à avoir recours à d'autres mains-d'œuvre.

Il est au fond étonnant qu'au 16<sup>e</sup> siècle (après la fin des grandes guerres paysannes au début du siècle), du temps de l'épanouissement général de la conjoncture agraire la paysannerie ne se défendit pas d'avantage contre l'accroissement des fardeaux imposés aux serfs. Plusieurs auteurs renforcent l'opinion déjà formulée plus haut que la paysannerie lui-même participait au profit tiré de la conjoncture et qu'il ne faisait pas lui-même la corvée dûe au seigneur, mais se fit remplacer par son domestique ou le manouvrier qui habitait chez lui. Pour ces pauvres villageois c'était bien égal s'ils travaillaient pour leur maître, le riche paysan, ou bien pour le seigneur, c'est la raison pourquoi ils ne protestaient pas vivement contre l'accroissement de la corvée au 16<sup>e</sup> siècle.

En ce qui précède, j'ai essayé de démontrer les phénomènes et les problèmes qui, au cours du deuxième servage, étaient plus ou moins caractéristiques pour tous les pays de l'Europe Orientale-Centrale, et qui dès le 16<sup>e</sup> siècle distinguent si nettement ce territoire de la structure économique-sociale de l'Europe Occidentale, ainsi que de son régime foncier. Cette zone, caractérisée par la prédominance ou au moins par la présence du servage, n'est rien moins qu'uniforme, car les différents pays y appartenant, ainsi que les différentes régions au sein de ces pays mêmes présentent de déviations considérables. Je propose d'examiner ces différences qui existent parmi les diverses parties de cette région.

L'étude de G. Heitz, résumant les derniers résultats des recherches concernant certains territoires allemands nous présente un nombre d'informations importantes. Lui aussi — comme plusieurs autres auteurs — démontre que la distinction, pendant longtemps considérée comme classique dans la littérature spéciale allemande: «Grundherrschaft et Gutsherrschaft» quant à leur diffusion territoriale n'est pas exacte. Dans l'opinion générale à l'Est de l'Elbe c'étaient les Guts — herrschaften — réserves seigneuriales — producteurs de marchandises et fondées sur la corvée des paysans qui avaient le rôle principal, tandis qu'à l'Ouest de l'Elbe les Grundherr-

schaften étaient typiques; elles ne différaient pas essentiellement du développement occidental, ramassaient les rentes des serfs, ne labouraient pas leurs terres en régie propre. Donc, cette distinction nette n'est plus en valeur. Il vaut mieux dire, qu'à l'Est de l'Elbe on trouve *en majorité* des Gutsherrschaften, mais on y rencontre aussi un bon nombre de Grundherrschaften; en même temps on ne peut sous-estimer la production de marchandises des paysans du territoire de l'Est. Dans les territoires à l'Ouest de l'Elbe — à côté de la prépondérance des Grundherrschaften — on rencontre également un bon nombre de domaines seigneuriaux, gérées par le propriétaire. Selon l'auteur il est possible de parler désormais d'une coexistence à différentes échelles de la Gutsherrschaft et la Grundherrschaft, au lieu de la conception précédente, c'est-à-dire un dualisme agraire à territoire divisé. D'autres auteurs admettent également, qu'après cent ans de recherches, ils n'ont aucune idée, et encore moins de chiffres exacts sur la répartition des biens fonciers fondés surtout sur les corvées ou bien sur d'autres prestations.

Une autre constatation importante concernant les territoires allemands dans l'étude de G. Heitz: au 16<sup>e</sup> siècle une forte différenciation se produit dans les rangs de la paysannerie allemande, que l'auteur estime uniquement comme une conséquence de la production marchande paysanne. La proportion des sans-terre et de petits propriétaires accrût, ainsi que la différence entre les dimensions des différentes propriétés paysannes. On distingue trois catégories principales: les paysans possédant tenures entières (Ganzbauer), ceux possédant des tenures partiales (Teilbauer), finalement les valets et les manouvriers, gens sans terre.

Mais en étudiant un nouveau groupe de sources historiques, celui des procès paysans, la conception qu'on s'est préalablement fait sur la vie des Grundherrschaften, exempte de corvées, se modifie. Ces procès démontrent que même sur les territoires de la Grundherrschaft la protestation contre les corvées avait un poids considérable. Bien que les paysans ne protestaient pas en premier lieu contre le labourage des réserves seigneuriales, bien plus contre l'obligation des transports par charriot, mais ils élevèrent leurs voix souvent aussi contre la corvée imposée au moment du plus dur travail agricole, ainsi que contre toute attaque visant leurs droits même là, où l'on ne leur demandait que 20-30 jours de corvée par an. Les paysans connaissaient bien la relation entre la corvée et la Leibeigenschaft et ils protestaient contre la moindre augmentation. Selon les recherches il y avait en Westphalie, située sur le cours moyen du Rhin, dans les territoires sud-ouest allemands et en Hesse, des Grundherrschaften au sein desquelles fonctionnaient encore des réserves seigneuriales. Cela avait pour conséquence qu'un certain petit nombre de serfs y faisaient leur corvée, tout au plus un jour par semaine, ou encore moins.

Mais revenons aux territoires est-allemands, où les Gutsherrschaften qui, bien sans exclure les autres, constituaient la majorité. Heitz établit que la noblesse tâchait de refouler les tendances capitalistes épanouies au 15<sup>e</sup> siècle et essaya de s'assurer la majorité de la production de marchandises, en premier lieu en augmentant les prestations paysannes. (Naturellement, il faut encore mentionner que là, où

l'urbanisation et la bourgeoisie étaient plus développées, la noblesse n'était pas assez forte pour réussir sa contre-offensive.) Ces contre-tendances de la noblesse remontent jusqu'au 15<sup>e</sup> siècle; dans la grande Guerre paysanne allemande de 1525, la lutte contre la *Leibeigenschaft* joua un rôle prépondérant: la revendication principale était la réduction des prestations seigneuriales. L'introduction de la *Leibeigenschaft* avait donc pour raisons principales des motifs économiques. (Contrairement à d'autres auteurs, qui définissent la *Leibeigenschaft* en plusieurs points, conditions qui par conséquent n'étaient jamais toutes réunies pour le territoire entier, G. Heitz comprend cette notion comme un ensemble des moyens de pression en dehors de l'économie.)

A Brandebourg où le système seigneurial — selon le *Landbuch* datant de 1375 — était encore identique à celui des territoires occidentaux, après certaines tentatives, c'est dans la seconde moitié du 16<sup>e</sup> siècle que se formèrent en plus grand nombre les grands domaines seigneuriaux utilisant les corvées. Par rapport à l'étendue de son territoire, le Kurmark prit sa part du commerce de blé presque autant que la Pologne; grâce à l'importance de sa production, le Kurmark pouvait pourvoir de blé 40-60 000 hommes, après avoir satisfait ses propres besoins. (En comparaison: en 1620 Amsterdam comptait à peu près 100 000 habitants.) Malgré la *Gutsherrschaft*, la paysannerie eut accès au marché, mais y vendait en premier lieu non pas du blé, mais d'autres produits. Les inventaires montrent des sommes d'argent importantes entre les mains des serfs, allant jusqu'à 150-300, des fois même 1000 Thaler; mais les vraies fortunes s'amassent chez la noblesse (et non pas chez la bourgeoisie). H. Harnisch explique la création de la *Gutsherrschaft* en disant que la conjoncture agraire rencontra un grand pouvoir de l'ordre mobilière ainsi qu'une constellation spéciale de droit constitutionnel. G. Heitz parle d'une contre-attaque de la noblesse, qui cependant — comme nous l'avons vu tout à l'heure, — dépend étroitement du faible développement urbain, dont elle est pour ainsi dire le pendant.

D'ailleurs les mêmes circonstances prévalaient en Mecklenbourg et en Poméranie, comme à Brandebourg; c'est seulement au cours du premier tiers du 18<sup>e</sup> siècle que le système de la *Gutsherrschaft* l'emporta sur les autres. Les divergeances juridiques entre les diverses principautés ne faisaient que varier la multiplicité des apparences de la *Gutsherrschaft*.

Voyons maintenant la Pologne, où les grands surplus de blé exportés en Occident furent produits, selon les points de vues classiques, dans des réserves seigneuriales, les *folwarks*, cultivées par les serfs en corvée; ici les nouvelles recherches nuancent ce tableau. Elles montrent une telle gamme de différentes conditions juridiques, sociales et économiques du développement en Pologne, qu'il ne nous permet pas la schématisation de la représentation. Il est bien vrai, qu'aux 16<sup>e</sup>-18<sup>e</sup> siècles le système des fermes à corvées, orienté fortement vers le marché, était très répandu, mais ce système pourtant ne conquiert pas la Pologne entière. Les paysans riches, à la mode hollandaise et une ville forte et riche: Gdańsk avec le modèle du travail salarié représentent l'un des extrêmes, tandis que l'autre est représenté par des territoires situés loin du marché, aux conditions naturelles défavorables, où même la production

basée sur les corvées n'était pas rentable. C'est entre ces deux extrêmes que se plaçaient les exploitations connues comme folwarks. Mais même parmi celles-ci on observe des différences quant aux droits et aux obligations des paysans.

Tandis qu'en Petite Pologne le système des fermes s'est vite répandu, dans l'entourage de la grande et forte ville maritime, Gdańsk, les grandes exploitations paysannes persistaient. À côté des villages ayant un statut juridique allemand, il y avait des villages privilégiés à la hollandaise, mais ceux-ci devaient payer de hauts impôts fonciers en argent. Dans ces territoires — dans les terres paysannes et dans les réserves seigneuriales — c'était le travail salarié qui était généralement répandu.

Dans le développement de la Lituanie on observe un certain retard de phase; ici les conditions ressemblaient plutôt à celles de la Petite Pologne du 15<sup>e</sup> siècle, qu'aux conditions du 16<sup>e</sup> siècle. En Ukraine, où les grandes propriétés étaient en majorité, on trouve une grande abondance de terres, mais nous n'avons aucune connaissance concernant les réserves seigneuriales au 16<sup>e</sup> siècle.

Le développement de ce système de réserves seigneuriales, conséquence de la révolution des prix, survint tout d'abord dans les grands domaines et les domaines de la couronne, car la petite noblesse moyenne ne possédant pas, ou presque pas de terres qu'ils laissaient incultes auparavant, il ne leur restait plus de terres pour agrandir leurs réserves seigneuriales. Cela ne resta pas sans conséquences en Petite Pologne: entre le 16<sup>e</sup> et le 18<sup>e</sup> siècle les petits domaines de la noblesse disparurent presque entièrement. Au milieu du 15<sup>e</sup> siècle par exemple dans le voïvodinat de Lublin, presque la moitié des terres exploitées par la paysannerie appartenait à la petite noblesse; vers la fin du 18<sup>e</sup> siècle cette proportion ne fut que 9,8%, tandis que le pourcentage de la possession foncière des grands propriétaires monta de 13,3%, à 42%.

Cependant les paysans gardèrent une partie de leurs relations avec le marché, même dans les domaines aux corvées très strictes, car c'est ainsi que s'explique le fait, qu'ils avaient le moyen d'acheter du propriétaire foncier — toujours pour de l'argent comptant! — une telle quantité d'alcool, que les revenus provenant de cette vente formaient au 18<sup>e</sup> siècle, 30% des revenus des réserves seigneuriales. En même temps nous avons des données sur le fait que certains riches paysans rachetèrent, pour de l'argent comptant, d'une partie ou la totalité de leur obligation de corvées et que des fois ils avaient tant de terres, qu'ils égalaient les propriétés de la petite noblesse. Ces sources découvrent en même temps les contours de toute une population sans terre, qui vendait sa main d'œuvre aux réserves seigneuriales ou aux riches paysans, ou bien encore se déplaçait dans le pays et se maintenait par des travaux occasionnels.

Au tournant du 16<sup>e</sup> — et 17<sup>e</sup> siècle les grands domaines polonais augmentaient à un tel point les corvées, que cela compromettait parfois l'exploitation paysanne même. C'étaient les grands domaines fonciers qui aidèrent les tenanciers à surmonter leurs difficultés, leur prêtant des attelages et des semences; tout cela augmenta les frais de production des réserves seigneuriales. En même temps, dès 1620, la demande occidentale concernant le blé polonais décrût significativement, de sorte que le profit diminua également. Toute cette situation influença non seulement la noblesse

polonaise, productrice de marchandises, mais aussi la paysannerie: beaucoup de paysans polonais perdirent la possibilité d'un surplus de production; or ils ne pouvaient plus employer leurs compagnes plus indigents. Ainsi leur production se rétrécissait, tout en dépendant de plus en plus des réserves seigneuriales, qui — en contrepartie de l'aide donnée aux paysans en difficulté — réclamaient encore plus de corvées. Il en résultait que les grandes propriétés foncières paysannes se ruinaient et furent remplacées par de plus petites; à la place des propriétés de 16-18 hectares surgirent d'autres, surtout de 4 hectares. Tout ce processus fut encore aggravée par les guerres de la seconde moitié du 17<sup>e</sup> siècle.

La position de la Bohême différait un peu de l'évolution des territoires de l'Est allemands et polonais, qui exportaient leur blé pour les pays baltiques. Les agglomérations paysannes du type allemand avaient une influence avantageuse sur la position des paysans bohémiens. Grâce aux mines de métaux précieux du pays, qui attirèrent l'afflux du capital allemand et permirent un développement important aux 14<sup>e</sup>-15<sup>e</sup> siècles, évolution dont pas seulement la bourgeoisie bohémienne, mais aussi la paysannerie avaient leur part. Dans les pays puissants de Charles IV<sup>e</sup> on trouve par conséquent des paysans libres, presque du type occidental, qui vendaient leurs produits sur un marché intérieur très animé. La densité de la population et le développement de la Silésie, appartenant depuis 1335 à la Bohême, assure un très bon marché pour les produits de la paysannerie, avec l'aide de la bourgeoisie locale. Les paysans de leur côté payaient leurs redevances à leurs seigneurs en argent comptant. Bien qu'ils devaient faire la corvée pendant quelques jours annuellement, surtout pour entretenir les étangs seigneuriaux jouant un si grand rôle en Bohême, souvent ils pouvaient racheter leurs corvées en argent. Le mouvement hussite voulait effacer même ces fardeaux. Pourtant à la fin du 15<sup>e</sup> siècle on introduisit ici aussi des réglementations pour entraver la migration libre de la paysannerie, mais on pouvait obtenir pour une somme relativement faible le permis du départ.

Au cours du 16<sup>e</sup> siècle la noblesse bohémienne concurrençait avec succès la bourgeoisie bohémienne, dont il brisa le monopole de commerce. Ils commençaient à établir des réserves seigneuriales, en partie par l'achat de terres, en partie en agrandissant les domaines seigneuriaux par la force. Pour tout cela, ils augmentèrent graduellement les corvées des serfs. Mais ici ce n'est pas la production du blé qui est la plus importante, mais celle des plantes réclamant une culture plus intense: le raisin, le houblon et le chanvre. Tout cela ne se forma que graduellement: l'activité la plus intense des seigneurs fonciers bohémiens, jusqu'au milieu du 16<sup>e</sup> siècle, resta la culture des viviers. Vers la fin du siècle, les serfs bohémiens furent abaissés progressivement jusqu'au niveau du servage. Le grand changement survint pourtant au 17<sup>e</sup> siècle, pendant et après la Guerre de Trente ans. Beaucoup de fermes paysannes, délaissées et ravagées par la guerre, furent acquises par les seigneurs fonciers, qui installèrent sur des terres incultes d'autres paysans, sans des conditions très dures. Après la défaite de la Montagne Blanche (1620) la majorité de la haute noblesse bohémienne fut dépouillée de ses terres et les nouveaux seigneurs traitaient leurs serfs rudement, en

étrangers. C'est alors que l'obligation de la corvée des serfs s'accrût, elle alla parfois jusqu'à trois jours par semaine, à accomplir pour leurs seigneurs. En tout cas, il paraît que la production des biens en Bohême avait pour but non pas une exportation d'aliments à l'étranger, mais bien plus une demande intérieure. N'oublions pas que Prague, pendant quelque temps siège des monarques Habsbourg, comptait 30 000 habitants, pour ne pas mentionner l'influence stimulante de la Silésie et des villes bohémiennes-moraviennes développées. La révolution des prix et la conjoncture agraire atteignirent aussi la Bohême, stimulant la production agricole, dont les seigneurs fonciers bohémiens participèrent à la mode de l'Europe Orientale-Centrale, c'est-à-dire par la corvée imposée aux serfs. Grâce au développement relativement élevé de la bourgeoisie et des villes, les serfs bohémiens n'étaient pas condamnés à un sort trop pénible. Dans la seconde moitié du 17<sup>e</sup> siècle pourtant, la position de la paysannerie bohémienne s'aggravait, ce que signalait aussi l'insurrection paysanne sanglante en 1688.

La Hongrie représente encore un autre type parmi les pays de l'Europe Occidentale-Centrale, exportatrices de victuailles. Au 15<sup>e</sup> siècle il n'y eut qu'une production agraire négligible sur les grands domaines, les produits destinés au marché étaient produits uniquement par les exploitations paysannes. Les différentes régions géographiques du pays étaient très variées et réclamaient de diverses productions: dans les hautes montagnes l'élevage des moutons, dans la grande plaine l'élevage de bœufs, la viticulture et les cultures de blé réclamaient et produisaient un courant vif d'échanges alimentaires, encore rehaussé par la demande de victuailles des villes.

La situation change essentiellement au cours de la conjoncture agraire au 16<sup>e</sup> siècle. Les seigneurs des grands domaines commençaient à réagir à partir de 1530-40 à la nouvelle situation: ils installèrent toute une gamme d'allodia, d'abord dans les régions occidentales, puis dans le nord-ouest du pays, puis ailleurs. Dans les années 1570, une nouvelle vague d'établissement de réserves seigneuriales surgit dans le pays. En même temps la production agricole des serfs prenait un essor encore jamais vu: il paraît que la production du blé atteignit son apogée dans les années 1560. Les paysans cultivant le blé pour le marché font travailler de la main d'œuvre étrangère, recrutée parmi les indigents villageois, ainsi que parmi les manouvriers.

La vraie grande conjoncture en Hongrie ne se montre cependant pas sur le terrain de la culture du blé. Ce produit ne se vend principalement que dans le pays même, car les fleuves, permettant un transport très économique aux marchés étrangers coulent en sens inverse. Les principaux articles d'exportation: les bœufs et le vin surmontaient cette difficulté de transport. Le bétail en fut touché, tandis que la haute valeur du vin supporta le prix du transport en voiture. Tous les deux produits cités représentent une valeur bien plus élevée que le blé, donc leur production réclame un plus fort investissement. L'élevage du bétail réclame beaucoup de territoire (afin d'obtenir une calorie de protéine, il faut un territoire 5-6 fois plus grand qu'il n'en faut pour obtenir une calorie du blé), tandis que la viticulture réclame beaucoup de travail. Et l'élevage, tout comme la viticulture demandent un travail très spécialisé. La

méthode de production de ces deux produits prit le caractère de monoculture justement grâce à la grande demande provenant des marchés étrangers.

Travail spécialisé et intensif, ainsi qu'une grande exigence de terrain n'était pas exigé, ou presque pas ni dans la réserve seigneuriale, ni sur les tenures dans le système du deuxième servage. Travail salarié largement appliqué dans la production, et relations souples et diverses dans le commerce: voilà les formes pré-capitalistes dans lesquelles ces deux marchandises furent produits. Les bœufs destinés à l'exportation furent élevés dans la Grande Plaine hongroise, territoire sous l'occupation turque, dans les exploitations paysannes exemptes de la juridiction seigneuriale, en employant des travailleurs salariés, mais qui furent obligés à payer certains sortes de redevances aux seigneurs vivant dans les territoires lointain non occupés par les turcs.

Voyant la grande rentabilité du commerce des bestiaux, la noblesse, de sa part, voulait aussi y participer, mais — vu la nature de l'affaire — ils ne pouvaient le réaliser qu'en se rattachant au trafic d'une manière parasitaire. L'élevage de bœufs s'effectua sous des conditions capitalistes, des villageois, touchant les bœufs jusqu'à la vente à quelque marchand étranger riche en capitaux à l'une des douanes de la frontière. Par contre, les propriétaires des grands domaines n'élevant pas de cheptel à vente, ils ne touchaient pas et ne vendaient pas les bœufs, processus qui réclamait une compétence professionnelle et une organisation étendue. Ils ne donnèrent ni de fonds de roulement et n'assumaient pas de risques. Ils se réservaient une certaine partie du profit, mais en cas de perte éventuelle ils n'y participaient pas. Le vin fut produit dans de diverses régions du pays, en majorité sur des lots appartenant au paysan, sous conditions beaucoup plus libre que les tenures. Bien que le paysan dût payer une dîme du vin et une redevance spéciale (*ius montanum*), mais il avait le droit d'acheter, de vendre ou de léguer librement le vignoble. Les grands domaines essayèrent également d'établir des vignobles en culture propre, cependant le territoire de ceux-ci paraît dérisoire comparé aux vignobles possédés en premier lieu par des serfs, mais en partie aussi par la petite noblesse ou par la bourgeoisie urbaine.

La participation des nobles était un peu plus importante dans le commerce extérieur du vin.

Au milieu du 16<sup>e</sup> siècle, les serfs possédaient des lots à peu près égaux dans les grandes régions célèbres de viticulture. Lors de la grande conjoncture cependant une forte différenciation survint en quelques décades: il se forma une mince couche de grands viticulteurs, accaparant de grandes quantités de vignobles, qui employèrent de nombreux valets de ferme et de manœuvriers. Même les propriétaires de vignobles moyens employaient systématiquement de la main-d'œuvre extérieure. La dimension des vignobles accrût aussi constamment; vers 1600 toutes les terres aptes à la viticulture étaient déjà cultivées. Les plus grands producteurs de vin s'occupaient aussi de l'achat et de la vente du vin.

Les propriétaires fonciers — contrairement à l'usage du commerce de bestiaux — prirent quelque part dans la production du vin par leurs vignobles. La culture de ces vignobles à propre reçu fut effectué partiellement par des travaux salariés,

partiellement par corvées. La limitation des sommes disponibles pour les salaires, ainsi que celle des corvées restreindra l'étendue des vignobles seigneuriaux. Mais il n'était pas raisonnable d'utiliser les corvées pour la culture des vignes, qui réclamaient un travail très spécialisé et consciencieux, sinon le vignoble pouvait être facilement ruiné. Mais la corvée n'était utilisable dans la viticulture que pour les travaux les plus primitifs sans courir de danger.

Au cours du 17<sup>e</sup> siècle la population s'accrût dans les régions de la viticulture, mais le terrain des vignobles ne pouvait être agrandie : les lots se morcellèrent, ce qui naturellement mena à une diminution de la quantité du vin produit par les exploitations paysannes. Les nobles menaient des attaques efficaces contre les serfs propriétaires de viticultures, afin d'accaparer les vignobles. En même temps, les propriétaires bourgeois et paysans essayaient d'acquérir des lettres de noblesse par tous les moyens, ne fût-ce que pour préserver leurs biens. Il en résulta qu'à la fin du 17<sup>e</sup> siècle les viticultures se trouvaient de plus en plus entre les mains des serfs appauvris, soit des villageois des bourgades, ou bien aux mains d'une petite noblesse toujours croissante, ou encore chez des grands propriétaires fonciers.

Nous avons vu que les grands propriétaires fonciers ne pouvaient avoir la haute main sur les produits destinés à l'exportation, tels les bœufs et le vin. C'est bien compréhensible, car ici c'étaient les formes capitalistes qui dominaient. Mais les grands propriétaires terriens se procuraient un rôle d'autant plus important sur le marché intérieur du vin, par le monopole des tavernes. Là, où il y avait de la viticulture dans le finage du village, pendant 5 mois de l'année on n'y pouvait débiter que le vin du seigneur foncier, tandis que là où il n'y en avait pas, pendant 9 mois — et cela obligatoirement. (Seulement une partie du vin a été produit par le seigneur même, la majeure partie en provenait de la prestation des serfs, ainsi que des achats.) Cela veut dire que les seigneurs fonciers s'approprièrent plus que la moitié de ce marché imposant que représentait le monopole des tavernes. Il s'agit ici d'un très gros profit — cela se voit bien par le fait, que, dans la plupart des grands domaines la majorité des revenus provenaient des tavernes seigneuriales. Ces revenus dépassaient le total des revenus de l'Etat hongrois par an.

En examinant les conséquences sociales de la production d'une telle variété de marchandises réalisée d'une part par des grands domaines et d'autre part par des laboureurs, en partant donc de l'exemple hongrois la réponse serait que la production de blé, basée sur la corvée des serfs dans les réserves seigneuriales était destructive pour la position sociale des serfs et que c'est dans les régions exclusivement céréalières que se formèrent les traits classiques du deuxième servage. Mais dans le sein même du système du deuxième servage, ce furent les exploitations paysannes petites ou moyennes qui furent touchées le plus sensiblement, celles qui n'étaient basées que sur la main-d'œuvre de leurs familles. Les riches paysans pouvaient se faire remplacer dans les corvées; quant aux plus pauvres, il leur était égal pour qui ils travaillaient. Cependant l'élevage et la viticulture destinées spécialement au marché, même s'il y avait des entraves de la part des seigneurs fonciers, — c'était le cas du vin — créaient tout de même des



circonstances très favorables à des couches larges de serfs, leur assurant certains échappatoires à la pression du deuxième servage. Plus simplement : l'élevage des bêtes et la viticulture augmentèrent la liberté des paysans, tandis que la production du blé renforça l'obligation de la corvée et les attacha à la glèbe. Comme la Hongrie possédait tout, pour favoriser la culture des deux premiers produits, les serfs en Hongrie vivaient dans des circonstances plus favorables, trouvant plusieurs sortes d'expédients pour échapper à la pression du deuxième servage, en comparaison avec le servage des pays situés vers le nord.

On peut poser la question : quel effet avait la conjoncture agraire outre le fait de mettre en marche tout le mécanisme, conduisant à la formation et à la stabilisation graduelle de la *Gutswirtschaft*?

1) De nouveaux territoires furent défrichés et labourés, des terrains désertés furent loués pour élargir la culture du blé et étendre les élevages, et partout où c'était possible, on augmenta l'étendue des terrains pour la viticulture. En général la paysannerie pouvait disposer de ces nouveaux terrains plus librement que de ceux appartenant depuis longtemps aux tenures.

2) Les paysans les plus riches, parfois même des villages entières se rachetèrent des prestations dues aux seigneurs, en partie ou entièrement, pour la plupart pour une somme annuelle, quelquefois pour une ou deux générations.

3) Des riches paysans, mais surtout les habitants des bourgades thésaurisaient des orfèvreries, de l'argenterie et prêtaient leur argent parfois même aux seigneurs fonciers.

4) Un niveau de vie relativement élevé pouvait être atteint par une large couche de la société : il y avait une consommation aussi abondante de viande et de vin, qui était impossible à obtenir pour la paysannerie occidentale, vivant dans un « plein monde ». Tous ces traits favorables cependant se détérioraient dans la seconde moitié du 17<sup>e</sup> siècle.

La conjoncture stimula la noblesse :

1) à étendre ses terres allodiales et d'acheter ou d'établir le plus de vignobles en propre régie possible et par cela se rattacher à l'activité commerciale.

2) Au temps de la conquête turque l'aristocratie maintenait dans ses châteaux des armées privées de plusieurs centaines de soldats; l'obligation de l'alimentation de tant d'hommes cependant limita ou même empêcha la possibilité de mettre des quantités importantes de produits sur le marché.

3) Les aristocrates les plus riches achetèrent et thésaurisaient d'immenses quantités de bijoux, d'orfèvreries; ils se faisaient bâtir des résidences somptueuses et menaient une vie luxueuse. Leurs châteaux étaient en même temps de petits centres de culture — ce fut un rôle non négligeable dans un pays où la cour royale était absente, le roi résidant à Vienne ou à Prague.

\*

Voulant tirer les enseignements finaux du développement de l'Europe Orientale-Centrale, on peut dire que, tandis qu'au Moyen Âge les grands domaines fonciers jouaient un rôle positif dans la diffusion d'une meilleure technique agricole, ce rôle cessa aux 16<sup>e</sup>-17<sup>e</sup> siècles, car la production des réserves seigneuriales et des exploitations paysannes était essentiellement identique, étant donné que la paysannerie emprunta au cours des derniers siècles tout ce qu'il pouvait apprendre des grands domaines. Au défi international appelant une plus forte production, les grands domaines ne répondaient ni par une culture plus intense du sol, ni par l'introduction de nouvelles techniques, mais elles essayaient d'accroître la production d'une manière extensive. Ils commencèrent à cultiver plus de terrains en réclamant plus de corvées (gratuites); mais finalement, le résultat était l'accroissement de la production. C'est vrai que cette production augmentée revenait « chère », consommant beaucoup de travail de serfs, car un travail, où le serf n'était pas intéressé, voir même qui allait contre ses intérêts, n'était pas assez efficace. Il imposait un plus lourd fardeau au serf qu'il n'en rapportait du profit au seigneur. Malgré tout, cette méthode produisit une augmentation de production significative. C'était la contribution de l'Europe Orientale-Centrale au développement général européen.

On peut également constater que sur le territoire examiné la production de marchandises seigneuriales, basées sur la corvée des serfs attachés à glèbe n'était pas le système dominant, comme on le croyait jadis. Au sein même de cette tendance il y eut de nombreuses possibilités, dépendant du degré d'urbanisation, ou des conditions naturelles favorables qui présentaient au paysans la virtualité d'un marché avantageux qui, malgré l'oppression de la noblesse, assurait au paysan une manière de vivre plus libre. L'issue n'en était pas tellement la production paysanne du blé — bien que parfois elle y aidait — mais plutôt la production d'autres produits réclamant un travail plus intensif. Il est donc très important de connaître le profil de la production des petites exploitations paysannes. Le sort le plus pénible était celui des exploitations moyennes, à production mixte, où le paysan était réduit uniquement à la main-d'œuvre de sa propre famille.

Si, en contemplant dans une très large perspective, nous estimons malgré tout positivement la formule: plus grand territoire cultivé + plus de corvées gratuite des serfs = production augmentée, il faut quand même y ajouter que cela n'était valable qu'aussi longtemps que cet équilibre frêle ne se détériora pas à ce point qu'il accablait les exploitations paysannes mêmes. Cela arriva quand, lors du déclin de la conjoncture agraire, le paysan participait de moins en moins au profit de cette conjoncture. Alors même la plupart des gros paysans ne pouvaient se faire remplacer à la corvée par des domestiques salariés et s'ils étaient contraints à cultiver personnellement les terres de leurs seigneurs, cela allait au détriment de leur propres terres. Cet état survint au cours du 17<sup>e</sup> siècle, à des moments différents selon les pays, mais vers le milieu du 17<sup>e</sup> siècle, il paraît que le résultat fût le déclin du nombre des gros paysans ou le déclin de leur propriété, l'amorcellement des terres paysannes et l'endettement d'une grande partie de la paysannerie.

L'Europe Orientale-Centrale ne pouvait plus jouer le rôle du plus important partenaire commercial de l'Europe Occidentale. Ce rôle passe — justement dans la seconde moitié du 17<sup>e</sup> siècle — aux colonies.

trad. par K. VARGYAS

*La littérature la plus importante:*

- PACH, Zs. P., Nyugat-európai és magyarországi agrárfejlődés a XV–XVII. századi Magyarországon (Développement agraire en Europe occidentale et en Hongrie aux XV<sup>e</sup>–XVII<sup>e</sup> siècles), Budapest, 1963.
- I. WALLERSTEIN, The Modern World-system. New York–San Francisco–London, 1974.
- F. BRAUDEL, Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV<sup>e</sup>–XVIII<sup>e</sup> siècles. 1–3. vol. Paris, 1979.
- MAKKAI, L., Die Hauptzüge der wirtschaftlich-sozialen Entwicklung Ungarns im 15–17. Jh. Studia Historica 53, Bp. 1963.
- MAKKAI, L., Neo-Serfdom: Its Origin and Nature in East Central Europe. Slavic Review, Vol. 34. (1975), No. 2.
- G. HEITZ, Wirtschafts- und sozialgeschichtliche Aspekte der „Zweiten Leibeigenschaft“. Sous presse.
- H. HARNISCH–H. H. MÜLLER, A paraszti szolgáltatások, adók és a mezőgazdasági termelés fejlődése a robotrendszer birodalmában. Agrártört. Szemle, 1979, 3–4.
- W. RUSINSKI, Über die Entwicklungsetappen der Fronwirtschaft in Mittel- und Osteuropa. (Versuch einer ökonomischen Analyse). Studiae Historiae Oeconomicae, Vol. 3. Poznan, 1974.
- A. KAMIŃSKI, Neo-Serfdom in Poland and Lithuania. Slavic Review, 34. (1975).
- W. E. WRIGHT, Neo-Serfdom in Bohemia. Slavic Review, 23. (1975).
- ZIMÁNYI, V., Grand domaine et petite exploitation en Hongrie, 13<sup>e</sup>–18<sup>e</sup> siècles. Agrártört. Szemle, Supplementum, sous presse.
- PACH, Zs. P., Diminishing Share of East-Central Europe in the 17th Century International Trade. Acta Historica Acad. Scientiarum Hung. XVI (1970).
- H. HARNISCH, Die Gutsherrschaft in Brandenburg. Jb. für Wirtschaftsgeschichte, 1969.

ВЕРА ЗИМАНЫИ

Крупные поместья и крестьянские хозяйства  
в Средней и Восточной Европе

✂  
(Резюме)

Предметом исследования в статье являются восточная часть Германии, Польша и Литва, Чехия и Венгрия в период XIV–XVIII веков. Расположенные восточнее земли представляют отличающийся тип от рассматриваемого, поэтому автор в своей статье теперь их не затрагивает.

Правильного освещения всего круга вопросов можно достичь лишь в случае, если рассматривать его в системе самых широких европейских взаимосвязей. На рубеже XIV–XV веков в Восточной и Средней Европе крестьянство жило в похожих условиях, какие были характерны и для Западной Европы той эпохи. Исчезли средневековые домены, основанные на рабском труде, лишь изредка встречаемся мы здесь с доменами помещиков, которые также невелики по своим размерам. Крупные поместья здесь, как и на Западе, являлись организациями, осуществлявшими сбор податей с крестьян, то есть, представляли собой субстрат феодальных рент. В соответствии с этим крестьянство поставляло довольно мало отработочной ренты, по сути дела, крестьяне являлись цензитариями, довольно прочно владели землей и имели право свободного передвижения. Основное отличие от Западной Европы состояло все же в том, что служившее основой для подъема

крестьянства развитие городов здесь было намного слабее, а пропорция и власть организующихся в сословия дворян были намного больше, чем на Западе. Так на рубеже XV–XVI веков происходившие в экономическом развитии Европы изменения имели драматические последствия и для экономики этого региона.

В XIV–XV веках аграрное производство осуществлялось чуть ли не полностью в крестьянских хозяйствах. На местных городских рынках крестьянин имел преимущества перед помещиком, поскольку более гибко приспосабливался к продаже самых различных продуктов, а кроме того, не нуждался в посредничестве торговца.

В период международной аграрной конъюнктуры на западные рынки можно было поставлять только несколько видов продуктов, к тому же в значительном количестве. Здесь уже попадали в более выгодные условия крупные владения. Пользовавшиеся барщинным трудом помежичьи хозяйства складывались и распространялись в ответ на экономический вызов Западной Европы; стимулом здесь становилась и революция цен — следствие аграрной конъюнктуры. Все это сопровождалось более сильным наступлением дворянства и ухудшением положения крестьян.

Условием для возникновения майоратов, пользовавшихся барщинным трудом, было, с одной стороны, сравнительное обилие свободных земель, а с другой, — наличие бесплатного крепостного труда, дававшего помещику возможность производить продукты дешево.

Такой путь развития привел к тому, что «второе издание крепостничества» зажало крестьянство, имевшее в большинстве своем в предыдущее столетие цензиторский характер, в более скованные и еще более тяжелые барщинные условия. Но, несмотря на все это, аграрная конъюнктура в XVI-ом веке приносила выгоду не только помещикам, но и зажиточным крестьянам.

В статье после разбора похожих черт развития стран региона рассматриваются различия между ними.

Автор приходит к выводу, что крупные владения, отвечая на стимулировавший производство международный вызов, стремились расширить производство с помощью не интенсивных методов обработки и новой техники, а за счет экстенсивного метода труда, но, несмотря на это, результатом было увеличение производства. Хотя излишки производства и создавались при расточительстве крепостного труда и в противовес интересам крепостных, все-таки они стали вкладом Восточной и Средней Европы в общеевропейское развитие.

В заключение подчеркивается, что в исследованных районах господство помещичьего товарного производства, основанного на барщинном труде прикрепленных к земле крепостных, не было настолько однозначным, как это было принято считать раньше. Помимо этой основной тенденции для крестьян открывалось много различных возможностей. Выходом было не столько производство крестьянами зерновых, — хотя местами и это помогло, сколько производство других, требовавших более интенсивного труда продуктов. Следовательно, очень важен и сам по себе вопрос о профиле мелких крестьянских хозяйств. В наиболее тяжелых условиях были те крестьянские хозяйства, которые имели смешанное производство, были средними по размерам и вынуждены были ограничиваться рабочей силой самой семьи.



# Der Kurs der Löwentaler in Ost-Mitteleuropa (mit besonderer Rücksicht auf Siebenbürgen und Ungarn)

von

JÁNOS BUZA

Bekanntlicherweise begannen die ihren Unabhängigkeitskampf führenden Niederlande die Löwentaler 1575 zu prägen. Ihr offizieller Kurs wurde in 32 Stuiver festgelegt, um 3 Stuiver höher, als ihr tatsächlicher Silbergehalt. Dieser Kurs wurde nicht durch spekulative Überlegungen festgelegt, sondern durch die Kriegsausgaben begründet.<sup>1</sup> Der Kurs der Löwentaler hat sich später in den Niederlanden erhöht, 1606 betrug er 38, nach 1659 hingegen 42 Stuiver. Mit Ausnahme von Groningen wurden diese Münzen zwischen 1606 und 1713 in jeder Provinz geprägt, ihr Rohgewicht war in dieser Periode 27,68 g, und sie enthielten infolge des Feingehaltes von 0,750 20,76 g Silber, also wesentlich weniger, als die sich damals schon im breiten Kreis verbreiteten imperialen Taler.<sup>2</sup>

Wenn die Löwentaler, die 1575 in Westungarn auftauchten, tatsächlich niederländischer Herkunft waren, war außer ihrer Unbekanntheit ihr bescheidenerer Silbergehalt der Grund dafür, daß sie mißtrauisch aufgenommen wurden. Darauf können wir aus dem Brief eines zeitgenössischen Beschwerers folgern, der unter anderen mit 200 Löwentälern seine Schuld zu tilgen versuchte, seine Gläubiger aber haben „darin so gescharrt, wie das Huhn in der Hirse.“<sup>3</sup> Anfangs vermochten die Löwentaler auch in Polen keinen durchschlagenden Erfolg zu erreichen<sup>4</sup>, denn ihr Kurs wurde 1579 von 26 1/2 polnischen Groschen auf 26 abgewertet<sup>5</sup>, gleichzeitig betrug der gesetzmäßig festgelegte<sup>6</sup> und auch in der Praxis angenommene Kurs der

<sup>1</sup> H. ENNO VAN GELDER: *De Nederlandse munten*. Utrecht—Antwerpen, 1970. S. 79—80.

<sup>2</sup> H. ENNO VAN GELDER: *z. W.* S. 221—222.

<sup>3</sup> ANTAL TIBOR HORVÁTH: *Régi magyar pénznevek* (Alte ungarische Münznamen). in: *Numizmatikai Közlöny* 1954. 18. (im weiteren: A. T. HORVÁTH: NK. 1954.) Es ist möglich, daß die obenerwähnten Löwentaler nicht niederländischen Herkunft waren, da auch andere Taler — z. B. die Taler der Stadt Zürich — mit dem Löwenschild geprägt wurden; vgl.: JEAN-PAUL DIVO: *Die Taler der Schweiz*. Luzern—Zürich 1966. S. 19—20.

<sup>4</sup> ANTAL TIBOR HORVÁTH: *A tallér értékváltozásai 1542—1700 között* (Wertveränderungen des Talers zwischen 1542—1700). *Numizmatikai Közlöny* 1963—1964. 28. (im weiteren: A. T. HORVÁTH: NK. 1963—1964.)

<sup>5</sup> „Ex tal. Leoninis 500 a domino thesaurario Lithuaniae acceptis per gr. 26 1/2 redditu tantum per gr. 26 damni fl. 25.“ ENDRE VERESS: *Báthory István lengyel király udvari számadáskönyveinek magyar- és erdélyországi adalékai* (Ungarische und siebenbürgische Angaben in den Hof-Rechnungsbüchern des polnischen Königs István Báthory). (1576—1585). Budapest, 1918. S. 70.

<sup>6</sup> MARIAN GUMOWSKI: *Handbuch der polnischen Numismatik*, Graz, 1960. S. 40.

Speziestaler 35 Groschen.<sup>7</sup> Ebenfalls vom Jahr 1579 wissen wir, daß die Königsberger Kaufleute die Löwentaler nicht annehmen wollten.<sup>8</sup>

Die Erscheinung der Löwentaler am Ende des 16. Jahrhunderts im europäischen Geldverkehr hatte vielerorts nur episodischen Charakter, wir haben triftige Gründe zu vermuten, daß sie im zeitgenössischen Ungarn lange Zeit hindurch keine bedeutende Rolle gespielt haben, obwohl es wahrscheinlich ist, daß das oben angeführte Beispiel kein Einzelfall war, denn der Steuernehmer des Komitats Sopron<sup>9</sup> befragte 1576 die Ungarische Kammer unter anderem darüber, ob der Löwentaler angenommen werden könnte. Aus seinem Brief geht also hervor, daß diese Währung trotz ihrer schnellen Erscheinung in unserem Land nicht zu den verbreiteten fremden Talern zählte.

Bevor wir auf die Behandlung des siebenbürgischen und ungarischen Kurses der Löwentaler eingehen, sollte des weiteren ein Blick auf jene Gebiete geworfen werden, wo diese Währungen lange Zeit eine wichtige Rolle spielten, und mancherorts auch politische Überlegungen nicht entbehrende geld- und wirtschaftspolitische Diskussionen auslösten. Wir müssen zwei große Regionen des Seehandels in Europa — das Baltikum und das Mediterraneum — berühren.

Im bereits erwähnten Königsberg (Kaliningrad-Sowjetunion) wurde im Frühjahr 1604 eine offizielle Anordnung über den Kurs der Taler veröffentlicht, die den Kurs der Löwentaler von 37 preußischen Groschen auf 30 abwertete, und da wegen der Verbreitung des Löwentalers viele Beschwerden eingelegt wurden, wurde er verboten. Die Anordnung erwies sich aber als ergebnislos, und der Kurs der später zum beliebten Zahlungsmittel avancierten Löwentaler wurde mehrmals geregelt:<sup>10</sup>

Jahr	Löwentalers	Kurs des Reichstalers	Gliederungszahl der beiden Kurse
1604	30 preußische Groschen	37 preußische Groschen	0,81081
1634	68 polnische Groschen	90 polnische Groschen	0,75555
1642	70 polnische Groschen	90 polnische Groschen	0,77778
1648	68 polnische Groschen	90 polnische Groschen	0,75555

<sup>7</sup> W. ADAMCZYK: *Ceny w Lublinie od XVI do XVII w.* Lwow, 1935. S. 58.

<sup>8</sup> GÜNTHER MEINHARDT: *Die Münz- und Geldgeschichte des Herzogtums Preußen 1569—1701.* Heidelberg, 1959. S. 21. (Im weiteren: G. MEINHARDT.)

<sup>9</sup> A. T. HORVÁTH: NK. 1954. 18. Káldy Demeter dicator levele. (Brief von Dicator Demeter Káldy.) Ungarisches Nationalarchiv, Archiv der Ungarischen (Preßburger) Kammer. 4—41. *Litterae ad Cameram exaratae*, 24. Juli 1576. (Filmarchiv: Kasette Nr. 7606.).

<sup>10</sup> G. MEINHARDT: *z. W.* S. 71—72. 77—78.

Die Gliederungszahlen der Kurse zeigen eine kleinere Schwankung, im Hinblick darauf, daß Reichstalern ähnliche Münzen, wenn auch kleineren Feingewichts, auch in den Niederlanden geprägt wurden. Vergleichen wir den Kurs der beiden Taler in ihrem Land:<sup>11</sup>

Jahr	„Leeuwendaalder“	Kurs des „Rijksdaalder“	Gliederungszahl der beiden Kurse
1586	36 Stuiver	45 Stuiver	0,80000
1606	38 Stuiver	47 Stuiver	0,80851
nach 1606	40 Stuiver	50 Stuiver	0,80000
nach 1659	42 Stuiver	52 Stuiver	0,80769

Auf Grund der Gliederungszahlen können wir darauf schließen, daß die obigen Königsberger Verordnungen — abgesehen von jener im Jahre 1604 — den Kurs des „Leeuwendaalder“ niedriger als nötig festlegten. Es besteht große Wahrscheinlichkeit, daß *durch den künstlich abgewerteten offiziellen Kurs das im öffentlichen Verkehr entstandene, unerwünschte Agio der Löwentaler zurückgedrängt werden sollte*, die Anordnung von 1642 schrieb nämlich vor, daß der Kurs, des Löwentalers von 78 polnischen Groschen auf 70 abgewertet werden soll.<sup>12</sup> Es ist also mehr als vermutlich, daß im alltäglichen Verkehr der Kurs der Löwentaler höher lag, als der offizielle Kurs. Wir müssen noch hinzufügen, daß es sich nicht um eine isolierte Erscheinung handelt. Der Leiter der schwedischen königlichen Münzstätte von Riga schlug 1648 das Verbot der Löwentaler unter anderem vor, weil für diese 78 Groschen gegeben wurde, obwohl sie seiner Meinung nach nur 70 1/2 Groschen wert waren.<sup>13</sup> Offenbar war also der mit dem Königsberger identische Kurs unreal hoch, die 70 1/2 Groschen hingegen — obwohl dies der Realität näher stand — scheint ein knauseriger Kursvorschlag zu sein. Ebenfalls einer zeitgenössischen Meinung nach wäre auf Grund des tatsächlichen Edelmetallgehalts der begründete Kurs der Löwentaler 72 Groschen, und da der Kurs der Speziestaler damals 90 Groschen war, wäre die feststellbare Gliederungszahl der Kurse — 0,80 — mit den niederländischen identisch.<sup>14</sup> Auf Grund der obigen besteht kein Zweifel darüber, daß im Geldverkehr des Baltikums die Löwentaler verbreitet waren, und ihr Verbot sich in der ersten Hälfte des 17. Jahrhunderts als erfolglos erwies; ihr Kurs wurde mehrmals geregelt, diese Schritte verhinderten aber nicht die Entstehung des 10prozentigen Agios dem offiziellen Kurs gegenüber.

<sup>11</sup> H. ENNO VAN GELDER: Z. W. S. 220—222. Das Rohgewicht des niederländischen Rijksdaalder betrug 29,03 g, das durch den Feingehalt von 0,885 gerechnete Feingewicht 25,69155 g, dieses letztere mit dem Feingewicht des Leeuwendaalder verglichen, bekommen wir eine Gliederungszahl von 0,80805, die Gliederungszahl der in Stuiver festgelegten Kurse nähert sich also stark der Gliederungszahl, die auf Grund des Rohgewichts der beiden Taler gewonnen wurde.

<sup>12</sup> G. MEINHARDT: Z. W. S. 77.

<sup>13</sup> ALEKSANDRS PLATBARZDIS: Die königlich schwedische Münze in Livland. Das Münzwesen 1621—1710. Stockholm, 1968. 109—110. (Im weiteren: A. PLATBARZDIS:)

<sup>14</sup> A. PLATBARZDIS: Z. W. S. 109.



Nach der Festlegung des Tatbestandes stellt sich berechtigt die Frage, warum das Agio der Löwentaler gestiegen ist, und welche Meinung die Kaufleute des Baltikums über ihren Verkehr hatten? Wir irren uns kaum, wenn wir einen Grund des Agios in der Verminderung des Edelmetallgehalts der Wechselgelder, sowie darin sehen, daß in diesem Raum verhältnismäßig wenig Taler, bzw. östlich und südöstlich vom Baltikum überhaupt keine geprägt wurden, so erfreuten sich dort die wertvollen, großen Silbermünzen West- und Ost-Mitteleuropas einer besonderen Nachfrage. Auch die Löwentaler wurden unter den verschiedenen Talern zu gesuchten Waren,<sup>15</sup> die noch dazu ein entwickeltes, sich kapitalisierendes Land Europas zusammen mit anderen gesuchten Produkten in Umlauf gebracht hat. Sie wurden auch in sehr großer Menge hergestellt. Der Leiter der königlichen Münzstätte von Riga hat zu Recht beanstandet, daß die großangelegte Einfuhr der Löwentaler den Kurs der anderen Taler hochtreibt, und die Kaufleute Rigas eine Manipulation mit ihnen treiben, die die fiskalischen Interessen verletzt.<sup>16</sup> Auch die Danziger (Gdańsk-Polen) Kaufleute waren der Meinung, daß durch die Löwen- und „Kreuz-Taler“<sup>17</sup> die Goldmünzen, bzw. Taler von fremden Kaufleuten aus dem Land entzogen werden. Als aber die Möglichkeit des Verbots der Löwentaler aufgeworfen wurde, wollte die Stadt ihren Standpunkt mit Elbing (Elbląg-Polen) und Königsberg koordinieren, und sie rechnete ferner damit, daß die niederländische Währung mit der Vermittlung Hamburgs, Lübecks, Stettins (Szczecin-Polen) und Rigas ins Land strömt. Aus diesem Grunde haben die Vorstände Danzigs Amsterdam und andere niederländische Städte über die bevorstehende königliche Anordnung verständigt, um damit die holländischen Kaufleute von den voraussichtlichen Verlusten, und sich selbst von der Rache der geschädigten Kaufleute zu bewahren. Die kurzlebige prohibitive Maßnahme wurde Ende 1642 erlassen, aber bereits im Frühjahr 1643 gemildert, im Zuge der Bargeldzahlungen wurde nämlich die Annahme der Löwentaler bis zu 10% der Summe genehmigt. 1644 und 1645 stellten — vermutlich wegen der sich wieder in Verbreitung begriffenen fremden Währungen — die Vertreter des „dritten Standes“ die Forderung, den Geschäften der niederländischen Kaufleute ein Ende zu bereiten. Und obwohl die „schlechten Gelder“ manchmal beschlagnahmt wurden, konnte ihre Einströmung langfristig nicht verhindert werden.<sup>18</sup> Um diese Zeit ließ auch der

<sup>15</sup> A. DELMONTE: *Le Benelux d'argent*, Amsterdam, 1967. Das Werk bringt annähernde Angaben über die Menge des geprägten Geldes, auf Grund welcher vermutet werden kann, daß in den 1640er Jahren einzelne Münzanstalten jährlich mehr als 100 000 Löwentaler herstellten: S. 278—279, 282—283, 286—289.

<sup>16</sup> A. PLATZBARZDIS: S. 109.

<sup>17</sup> H. ENNO VAN GELDER—MARCEL HOC: *Les monnaies des Pays-Bas, Bourgognes et Espagnols 1434—1713*. Amsterdam, 1960. S. 173. FRIEDRICH FRHR. VON SCHRÖTTER: *Wörterbuch der Münzkunde*. Berlin, 1970. S. 18., 327., 488. (Im weiteren: SCHRÖTTER)

<sup>18</sup> MARIA BOGUCKA: Zur Problematik der Münzkrise in Danzig in der ersten Hälfte des XVII. Jh. *Studia Historiae Oeconomica*, vol. 6. Poznań, 1971. S. 69—70. Der Umlauf und das Agio der Löwentaler in Polen wird auch durch die jüngere Fachliteratur bestätigt: ANDRZEJ MIKOLAJCZYK: *Obieg pieniezney w Polsce srodkowej w wiekach od XVI do XVII*. Łódź, 1980. (*Acta Archaeologica Lodziensia* Nr. 28) S. 74—76.

preußische Herrscher seine Beamten im Stich, denn er gab trotz des Verbots von 1642 zwei niederländischen Kaufleuten die von ihnen beschlagnahmten 600 Löwentaler zurück.<sup>19</sup>

Die Boten von Riga argumentierten 1648 vor dem schwedischen königlichen Rat damit, daß der *Löwentaler auf ihrem Gebiet kein gesetzmäßiges Zahlungsmittel, sondern nur eine Ware sei*, die nach Rußland, Litauen und der Türkei weitergeführt wird, und wenn dies die russischen Kaufleute nicht von ihnen beziehen können, so werden sie mit den Königsbergern Handel führen.<sup>20</sup> In Rußland waren die Löwentaler wirklich im Umlauf, ihr Kurs und ihre Popularität blieb aber natürlich auch dort hinter denen der „Jefimki“ genannten imperialen Taler zurück.<sup>21</sup> Einige Jahre später war Riga wegen der Abwertung des Kurses der Löwentaler um den polnischen Handel besorgt,<sup>22</sup> und führte einen Jahrzehnte langen hartnäckigen Kampf darum, daß die Kaufleute den Kurs dieser Währungen selbst bestimmen können, ferner darum, daß ihr Kurs dem niederländischen nur dann ähneln — d. h. dem tatsächlichen Edelmetallgehalt entsprechen — sollte wenn Wechselgelder guter Qualität im Umlauf sind.<sup>23</sup>

Anscheinend haben vor der Mitte des 17. Jahrhunderts an die verschärfte politische Spannung, die Kriegskonflikte, die wirren Geldwertverhältnisse des letzten Drittels des Jahrhunderts, und innerhalb deren die Tatsache, daß der Platz der Taler im Geldverkehr durch Wechselgelder kleineren Nennwertes und niedrigeren Geldfußes eingenommen wurde, die Frage der Löwentaler im Baltikum an zweite Stelle gedrängt,<sup>24</sup> von 1686 an hat auch Schweden den Kaufleuten erlaubt, die Zölle unter anderem auch mit Löwentälern zu bezahlen.<sup>25</sup>

Wie es bereits aus der oben geschilderten Argumentation der Rigaer Kaufleute hervorging, waren die Löwentaler auch im Handel mit dem Osmanischen Reich notwendig. Auf den Gebieten, die unter die Herrschaft des Reiches gelangten, kann der Umlauf der Löwentaler im allgemeinen nachgewiesen werden.<sup>26</sup> Mit ihrer

<sup>19</sup> G. MEINHARDT: Z. W. S. 77.

<sup>20</sup> A. PLATBARZDIS: Z. W. S. 110.

<sup>21</sup> I. G. SPASSKI: Taleri v russskom genesnom obraschtscheniem 1654—1659 godow swodni katalog jefimkow. Leningrad, 1960. S. 5.

<sup>22</sup> A. PLATBARZDIS: Z. W. S. 112.

<sup>23</sup> Ebenda S. 113.

<sup>24</sup> Ihr Umlauf nahm von der Mitte des 17. Jahrhunderts auch in Belorussien stufenweise ab: V. N. RJABCEVIC: O cjom rasskasuwajut monetü? Minsk, 1968. S. 55—56.

<sup>25</sup> A. PLATBARZDIS: Z. W. S. 113., 377.

<sup>26</sup> F. W. HASLUCK: The Levantine Coinage. The Numismatic Chronicle 1921. S. 49., 51—52. (Im weiteren: F. W. HASLUCK). ROBERT MANTRAN: Istanbul dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. Paris, 1962. S. 240—241., et passim. (Im weiteren R. MANTRAN: Istanbul. . . ); ROBERT MANTRAN: La vie quotidienne à Constantinople au temps de Soliman Le Magnific et de ses successeurs (XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles) 1965. S. 166—167., 175. (Im weiteren: R. MANTRAN: La vie quotidienne à Constantinople. . . ); VUK VINAVER: Pregled istorija novca u jugoslavenskim zemljama (XVI—XVIII. vek). Beograd, 1970. S. 151—155., 161—162. et passim (Im weiteren: V. VINAVER; ANTON C. SCHAEIDLINGER: Osmanische Numismatik (Von den Anfängen des Osmanischen Reiches bis zu seiner Auflösung 1922), Braunschweig, ohne Jahrgabe (1973) S. 63.

weitverzweigten Verbreitung kann erklärt werden, daß der Verfasser einer unlängst erschienenen preisgeschichtlichen Monographie Bulgariens lediglich über die „esedi gros“ genannten Löwentaler eine — zum Teil interpolierte — Kurstabelle zusammenstellte. Er macht ferner darauf aufmerksam, daß die „kara gros“ genannten imperialen Taler mit den Löwentalern nicht zu verwechseln sind, da letztere einen geringeren Silbergehalt haben.<sup>27</sup>

Die Ansicht hat sich ziemlich weit verbreitet, daß die Löwentaler sich auch im Zentrum des Reiches selbst<sup>28</sup> großer Beliebtheit erfreuten. Sie gelangten vom Norden über italienische, armenische und jüdische Kaufleute<sup>29</sup>, vom Westen zum Teil mit türkischer Vermittlung in den Raum des Kaukasus.<sup>30</sup> Es ist also auch nicht überraschend, daß an der syrisch-libanesischen Grenze auf einen mehrere tausend Löwentaler enthaltenden Fund gestoßen wurde.<sup>31</sup> Aus der vielseitigen geographischen Verbreitung folgt aber noch nicht der direkte Schluß, daß der Umsatz der Löwentaler innerhalb des Türkischen Reiches das ganze 17. Jahrhundert hindurch gleichmäßig gewesen wäre. Aus der bis 1641 zur Verfügung stehenden türkischen Kurstabelle geht hervor, daß die spanische „Real“ viel häufiger war, als der Löwentaler, zwischen 1605 und 1641 wurde der Kurs der Löwentaler nur in vier Jahren registriert, über den Kurs der „Riyal Gurus“ konnte hingegen eine beinahe kontinuierliche Datenreihe zusammengestellt werden.<sup>32</sup> In Istanbul war in der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts der Kurs der Löwentaler meistens um 10 Aktschen niedriger, als jener der Taler spanischer Herkunft, auch unsere fragmentarischen Angaben aus der ersten Hälfte des Jahrhunderts zeugen von einem Kursunterschied von 10 Aktschen. Vermutlich kamen im alltäglichen Geldverkehr auch größere Unterschiede vor, es ist jedoch eine unbestrittene Tatsache, daß *in den Verordnungen bestimmte Unterschied von 10 Aktschen die Löwentaler von Anfang an aufwertete*. Später wurde der 10 Aktschen nicht übersteigende Kursunterschied immer unbedeutender — mit der Erhöhung des Kurses der Taler, bzw. — mit gewisser Vereinfachung — mit der Verschlechterung der Aktsche. Dieser Prozeß wird aus der folgenden Tabelle ersichtlich, obwohl wegen der Art und Weise der Zusammenstellung — da die Tabelle auf Grund der

<sup>27</sup> LJUBEN BEROV: Dviženieto na cenite na Balkanite pres XVI—XIX. v. i evropejskata revoljucia na cenite. Sofia, 1976. S. 51—53.

<sup>28</sup> S. Anmerkung 26. und 27., passim.

<sup>29</sup> ANTONI MACZAK: Der polnische Getreideexport und das Problem der Handelsbilanz (1557—1647). In: Der Außenhandel Ostmitteleuropas 1450—1650. Die ostmitteleuropäischen Volkswirtschaften in ihren Beziehungen zu Mitteleuropa. Herausgegeben von INGOMAR BOG. Köln—Wien, 1971. S. 119.

<sup>30</sup> REVAZ V. KEBULADZE: Europäische Münzen im Geldumlauf Georgiens vom 15. bis 18. Jahrhundert. Hamburger Beiträge zur Numismatik, Band 24—26. (1970—1972). S. 155.

<sup>31</sup> ANTON KAPPELHOFF: Emden „Silbergulden“ und „Löwentaler“. Ein Beitrag zur Münzprägung der Stadt Emden im 17. Jahrhundert. Jahrbuch der Gesellschaft für bildende Kunst und vaterländische Altertümer zu Emden. Band 42. (1962) S. 159. (Im weiteren: A. KAPPELHOFF)

<sup>32</sup> HALIL SAHILLIOGLU: XVII. asrin ilk yarısında Istanbulda tedavüldeki sikkelerin raici. Türk Tarihkurumu Belgeler, Temmuz, 1964. S. 233.

unterschiedlichen geographischen und zeitlichen Angaben unterschiedlicher Werke ausgearbeitet wurde — viele Mängel aufgewiesen werden können:<sup>33</sup>

Jahr	Ort	Kurs der				Gliederungszahl	Quelle
		Löwen-	spani- schen	impe- rialen	sogenannten „türkischen“		
1618	Jenikő	90	100	—	—	0,900	Sahillioglu
1619	Jenikő	70	80	—	—	0,875	Sahillioglu
1620	Makedonien	70	—	80	—	0,875	Vinaver 147
1622	türkische Ferman in Makedonien	68	—	78	—	0,872	Vinaver 147
1630	Galata	100	110	—	—	0,909	Sahillioglu
1633–							
1635	Makedonien	68	—	78	—	0,872	Vinaver 148
1641	Galata	70	80	—	—	0,875	Sahillioglu
1642	Istanbul	70	—	—	80—120	0,875	Mantran
1643	Istanbul	70	80	—	—	0,875	Vinaver 161 Mantran
1649	Belgrad	110	110	110	—	1,000	Vinaver 161
	Bosnien	110	110	110	—	1,000	Vinaver 153
1650	Istanbul	80	90	—	—	0,899	Mantran
1655	Istanbul	70	80	—	—	0,875	Vinaver 161
1656	Istanbul	70	—	75 (?)	80—90	0,875	Mantran
	Novi Pazar	80	—	90—100	—	0,889	Vinaver 162
1660	Belgrad	80	—	90	—	0,889	Vinaver 162
1664	Istanbul	75	—	—	80—120	0,937	Mantran
1665	Istanbul	80	90	—	80	0,889	Mantran
1669	Istanbul	100	110	—	100	0,909	Mantran
	Istanbul	120	110	—	—	1,091	Vinaver 162
1670	Neretva	100	—	100	—	1,000	Vinaver 162
1672	Istanbul	120	—	—	—	—	Mantran
1673	Sofia	168	—	168	—	1,000	Vinaver 162
1676–							
1678	Istanbul	120	125	—	110	0,960	Mantran
1679	Sarajewo	175	—	—	—	—	Vinaver 162
1680	Istanbul	120	—	—	—	—	Mantran
	Sarajewo	—	—	182	—	0,989	Vinaver 162

Aus unserer Tabelle geht hervor, daß von der Mitte des 17. Jahrhunderts an sich an manchen Orten — z. B. 1649 in Belgrad — nicht nur die auf Grund der Kurse gewonnene Gliederungszahl von den früheren immer mehr unterschieden hat, sondern auch der Kurs der Taler verschiedener Herkunft und beträchtlich verschiedenen

<sup>33</sup> Ich stellte die Tafel auf Grund des oben angeführten Werkes von R. MANTRAN: Istanbul 244—245., V. VINAVER, bzw. H. SAHILLIOGLU zusammen. Es muß bemerkt werden, daß die Türken zu dieser Zeit keine Taler geprägt haben, d. h. die sogenannten „türkischen Taler“ waren vermutlich überprägte Münzen fremder Herkunft.

Silbergehalts sich modifiziert hat. Es kam zwar vor, daß dieser — obwohl mit zeitlichen und territorialen Abweichungen — gleich stand, z. B. 1649 in Bosnien, 1670 in Neretva, bzw. 1673 in Sofia. Von diesen Beispielen können wir gleichzeitig auch darauf folgern, daß die Spekulation in den balkanischen Städten unter türkischer Herrschaft einen breiteren Raum hatte, und wahrscheinlich dürfte — nicht unabhängig von der türkischen Besteuerung — der Mangel an Talern größer gewesen sein, das spiegelt sich vermutlich in den höheren Kursen als jener von Istanbul wider. Aber auch in der Residenzstadt des Reiches hat sich der Kurs der Taler — das gilt auch für die Löwentaler — erhöht, letzterer stieg von 70 Aktschen im Jahre 1641/1669 auf 120 Aktschen, 1682/83 hingegen zeugen bereits türkische Quellen davon, daß der Taler immer auf 120 Aktschen, der Löwentaler manchmal auf 110, sonst auf 120 Aktschen gerechnet wurde, und es wurde kein Unterschied mehr zwischen dem Kurs des Talers und des Löwentalers gemacht.<sup>34</sup> Aus dem in Aktschen ausgedrückten übereinstimmenden Kurs folgt natürlich noch nicht, daß Taler, unabhängig von ihrer Herkunft, genauer genommen von ihrem Silbergehalt jeweils im gleichen Wert angenommen wurden, wenn die Zahlung mit verschiedenen Talern vor sich ging. Siebenbürgische Quellen berichten darüber, daß in Istanbul gegen Ende der türkischen Herrschaft 10 Grazer Taler mit 11 Löwentälern als gleichwertig betrachtet wurden.<sup>35</sup>, dieser Unterschied ist mehr als beachtlich, und bei Zahlungen großen Umfanges macht der Unterschied ein ganzes Vermögen aus. Gerade aus diesem Grunde lohnt es sich darauf hinzuweisen, daß die Rate von 10:11 denen, die mit Löwentälern zahlten noch immer einen beträchtlichen Gewinn sicherte, weil auf Grund des Silbergehalts gerechnet das Feingewicht von 10 imperialen Talern beinahe mit dem von 12,5 Löwentälern gleich war!

Die Tatsache, daß der Kurs der Löwentaler sich in der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts dem Kurs der wertvolleren Taler näherte, bzw. auch bei den in „Talern“ gerechneten Geschäften die Taler niederländischer Herkunft, oder nach diesem Muster geprägt, günstig aufgenommen wurden, macht es verständlich, warum der Verkehr der Löwentaler von der Mitte des Jahrhunderts an einen Anlauf im Mediterraneum genommen hat. Darüber hinaus müssen wir auch berücksichtigen, daß die Münzprägung von der Mitte des 17. Jahrhunderts an an mehreren Stellen zurückgegangen ist, bzw. Taler mit geringerem Münzfuß im Umlauf waren;<sup>36</sup> und

<sup>34</sup> LAJOS FEKETE: Die Siyagat-Schrift in der türkischen Finanzverwaltung. Budapest, 1955. I. S. 741—743., 769., 771., 773—774., 785.

<sup>35</sup> A. T. HORVÁTH: NK. 1963—1964. S. 47.

<sup>36</sup> Die Angaben von A. DELMONTE lassen darauf folgern, daß die Prägung der Löwentaler auch in den Niederlanden zurückgegangen ist. In den Spanischen Niederlanden wurden zwischen 1621—1665 im Jahresdurchschnitt 470454 Patagone (Kreuztaler) geprägt, zwischen 1665—1700 jedoch wesentlich weniger, im Jahresdurchschnitt 120276 Stück. H. ENNO VAN GELDER—MARCEL HOC. Les monnaies des Pays-Bas, Bourgognes et Espagnols 1434—1713. Amsterdam, 1960. S. 173., 188. (Die Zahl der 1/2 und 1/4 Patagone habe ich nicht in Betracht gezogen.) In Körmöcbánya betrug die Jahresproduktion zwischen 1651—1660 im Durchschnitt von 8 Jahren 338449 Taler. ŠTEFAN KAZIMIR—JOZEF HLINKA: Kremnická mincovňa 1328—1978. Kremnica, 1978. S. 344. Den summierten Daten der 8 Münzanstalten der österreichischen Habsburger zufolge wurden zwischen 1659—1680

auch die internationale Ausmaße annehmenden monetären Schwierigkeiten die Expansion der Löwentaler erleichterten.

Offenbar genossen die Kaufleute der Niederlande, wo die Löwentaler geprägt wurden, auch im Mittelmeerbecken einen Positionsvorteil, und es ist auch kein Zufall, daß sich die Repräsentanten des am Levante-Verkehr interessierten Handelskapitals dem Export der Löwentaler anschließen wollten. Der Aufkauf der „Arslani“ erwies sich in Westeuropa als gewinnbringendes Geschäftsunternehmen. Später, auch mit anderen Waren beladen und mit den Produkten des Orients zurückkehrend, eröffnete sich die Möglichkeit des Vermögenserwerbs — obwohl im Jahr eine, höchstens zwei Fahrten abgewickelt werden konnten.<sup>37</sup> In der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts nahm dann die Fälschung der Löwentaler immer größere Ausmaße an, im Vergleich zu welcher die dänische Nachprägung im Jahre 1608 nur ein schamhafter Mißbrauch zu sein scheint, denn bei gleichem Feingehalt war das Feingewicht der dänischen Löwentaler nur um 0,25 g niedriger als das der Originale.<sup>38</sup> Der Rat der Stadt Emden achtete 1674 weder auf das Raughgewicht, noch auf das Feingehalt, als er die Prägung von Löwentälern genehmigte, die beinahe um 1,7 g weniger wogen, als die niederländischen, ihr Silbergehalt blieb jedoch bereits um 4,16 g hinter dem der nachgeahmten Münzen zurück.<sup>39</sup> An der „geschäftlichen Tätigkeit“ mit den Löwentälern waren auch die Engländer interessiert, außer ihnen zogen noch die Kaufleute von Venedig und Genua „von ihren historischen Erfahrungen“ Nutzen,<sup>40</sup> und vermutlich verzichteten sie auch auf die Dienste der auf hohem technischen Niveau fälschenden italienischen Meister nicht.<sup>41</sup> Verhältnismäßig spät schlossen sich der Spekulation mit den Löwentälern die Franzosen an, die durch den massenweisen Export der „Timon“ genannten 5 sous großen Profit erzielten.<sup>42</sup> Wie es oben zu sehen

1 522 798 3/4 Taler geprägt, von diesen wurden 843 864 1/2 (mehr als 55%) in Körmöcbánya hergestellt. — EDUARD HOLZMAIR: Der Umfang der österreichischen Münzprägung in den Jahren 1659—1680. Numismatische Zeitschrift 1974. S. 54. — 559 172 Stück wurden aber 1659 und 1660 geprägt, des späteren wurde die Produktion eingestellt, die Menge der dort produzierten Taler ist in einzelnen Jahren gering, vielleicht gar nicht feststellbar, ŠTEFAN KAZIMIR—JOZEF HLINKA z. W.; SCHRÖTTER: z. W. S. 757.

<sup>37</sup> R. MANTRAN: La vie quotidienne à Constantinople... S. 186—187.

<sup>38</sup> Ihr Raughgewicht betrug 27,341 g, das Feingehalt 0,750, ihr Feingewicht 20,506 g. HOLGER HEDE: Danmarks og Norges Monter. København. 1964. S. 24.

<sup>39</sup> Ihr Raughgewicht war 25,984 g, das Feingewicht nur 16,604 g, es ist also verständlich, daß die Niederlande die in Emden geprägten Taler aus dem Umlauf gezogen hat. A. KAPPELHOFF: z. W. S. 161.

<sup>40</sup> R. MANTRAN: Istanbul... S. 242., 265—267.

<sup>41</sup> EFREM PEGAN: Nachahmungen von Talern auf dem Balkan. Mitteilungen der Österreichischen Numismatischen Gesellschaft, Band XIII. (1964) N. 11. S. 89. CESARE GAMBERINI DI SCARFEA: Le imitazioni e le contraffazioni monetarie nel Mondo. Parte Quarta. Bologna, 1959. Bd. 1. S. 202—213.

<sup>42</sup> F. W. HASLUCK: S. 54—71. R. MANTRAN: Istanbul... S. 245., 246., 266. Zur Verbreitung dieser letzteren Währung in Ungarn s.: JÁNOS BUZA: Les monnaies françaises ou du système français dans la circulation monétaire en Hongrie au XVII<sup>e</sup> siècle. Revue numismatique (Paris) 6<sup>e</sup> serie. — Tome XVIII. — 1976. S. 121—130. LUTZ ILISCH: Levantinische Gegenstempel auf französischen

war, kann die nicht widerspruchlose baltische Blütezeit der Löwentaler auf die erste Hälfte des 17. Jahrhunderts anberaumt werden, ihr durchschlagender Erfolg trat aber im Geldumlauf des türkischen Reiches ein, und sie drangen von dort — wenn auch nicht im gleichen Maße — in den Geldverkehr des zersplitterten Ungarns ein.

Wenn es auch nicht entsprechend belegt wäre, könnten wir schon aus der geographischen Nähe und der zwangsmäßigen Beziehung zum türkischen Reich darauf schließen, daß die Löwentaler in *Siebenbürgen* auf jeden Fall vorkommen mußten. Die Frage besteht nur darin, *wann die Löwentaler im Geldumlauf Siebenbürgens eine größere Rolle zu spielen vermochten?* Es ist mehr als wahrscheinlich, daß die Löwentaler in der ersten Hälfte des 17. Jahrhunderts nur ab und zu nach Siebenbürgen gelangen konnten. Es blieb eine als Rarität geltende Verrechnung vom Jahre 1642 erhalten, die mehr oder weniger genau auf den Ursprung der insgesamt 37329 1/4 Taler hinweist, die auf fürstlichen Befehl von Siebenbürgen nach Sárospatak gebracht wurden. Die kleineren Posten auf Grund der einstigen Benennungen gruppiert sieht ihre Verteilung wie folgt aus:<sup>43</sup>

Benennung	Summe	%
Taler der siebenbürgischen Fürsten	2 379 1/2	6,36
Ferdinand-Taler	1 894 1/2	5,08
Grazer-Taler	8 871 1/2	23,76
Taler des Erzherzogs Leopold V. (Tirol)	8 471 1/2	22,70
Taler des „jetzigen Kaisers“ (Ferdinand III.) <sup>44</sup>	373 —	1,00
Taler des Kaisers Rudolf II.	6 193 1/4	16,60
Saxonische Taler	4 404 3/4	11,80
Alte, bzw. verschiedene Taler	4 741 1/4	12,70
Insgesamt	37 329 1/4	100,00

Münzen des 17. Jahrhunderts (Der Timminhandel in zeitgenössischen französischen Berichten). In: *Lagom. Festschrift für Peter Berghaus* . . . Hrsg.: THOMAS FISCHER und PETER ILISCH. Münster, 1981. S. 315–326.

<sup>43</sup> Zur Geschichte der monetaren Verhältnisse zur Zeit György Rákóczi I. Magyar Történelmi Társulat 1894. S. 721–722.

<sup>44</sup> In der Münzanstalt von Hall kann zwischen 1623–1624 im Durchschnitt von 17 Jahren die Menge der Leopold Taler auf 96292 „Stück“ geschätzt werden, wenn wir die Taler 1/4, 1/2, 1/1 und 2/1 Titels auf ganze (1/1) Taler umrechnen: HEINZ MOSER—HEINZ TURSKEY: Die Münzstätte Hall in Tirol 1477–1665. Innsbruck, 1977. S. 259., 271., 281. Es muß noch erwähnt werden, daß in den ungarischen Münzfunden die Tiroler Taler häufig vorkommen: ARTUR POHL: Tiroler tallérok. Hazai forgalmuk a hódoltság korában 1566–1677 (Tiroler Taler. Ihr einheimischer Umlauf in der Zeit der türkischen Eroberung). Budapest, 1973. S. 88.

Diese Talermenge betrug beinahe das Zweifache der 1642 in jährlich 10 000 Dukaten festgelegten türkischen Steuer Siebenbürgens, die damals 20 000 Talern<sup>45</sup> gleich war. Diese tatsächlich fürstliche Talersumme war nur zu 12,7% von ungewissem Ursprung, es vermochten unter ihnen auch Lőwentaler zu sein, aber die die Herkunft von beinahe 90% ist sicher, auf diese Weise können wir feststellen, daß 1642 und vermutlich auch früher die Lőwentaler im Geldumlauf Siebenbürgens keine meritorische Rolle spielen konnten. Ihr großangelegter Vorstoß kann ähnlich zum türkischen Reich und zum Balkan auch in Siebenbürgen auf die Mitte des 17. Jahrhunderts anberaumt werden. Von den 1650er Jahren an stehen uns bereits auch über ihren Kurs<sup>46</sup> Angaben zur Verfügung:

Jahr	Lőwentaler	Kurs der Taler in Denar	Gliederungs- zahl
1654	160	180	0,89
1659	160	180	0,89
1660	160	180	0,89
1664	180	200	0,90
1669	200	200	1,00
1670	200	200	1,00
1674	180	200	0,90
1675	128 (?)	200	— (?)
1677	180	200	0,90
1678	180	200	0,90
1679	180	200	0,90
1680	180	200	0,90
1681	180	200	0,90
1682	—	220	—
1683	200	225	0,88
1684	200	225	0,88
1685	—	225	—
	180	200	0,90
1687	180	200	0,90

Aus der drei Jahrzehnte umfassenden Tafel ist ersichtlich, daß der Kurs der Lőwentaler in größerem Maße schwankte, als der der „Speciestaler“, und erst 1669 und 1670 den Kurs der letzteren, welcher bis 1685 eine eindeutig steigende Tendenz gezeigt hat, erreichte der Kurs der Lőwentaler zweimal das Maximum von 200 Denar, zum ersten Mal Ende der 1660er Jahre — im Einklang mit der auch anderswo zu beobachtenden Kurserhöhung, und vielleicht auch nicht unabhängig von der

<sup>45</sup> JÁNOS LIPTÁK: A portai adó története az erdélyi fejedelemségben (Geschichte der Steuer der Pforte im siebenbürgischen Fürstentum). (Ohne Orts- und Zeitangabe), Késmárk, 1911. S. 41. (Im weiteren J. LIPTÁK). Zur Geschichte Siebenbürgens im allgemeinen: LADISLAS MAKKAJ: Histoire de Transylvanie. (Chapitres XVI—XVIII.) Paris, 1946. Bibliothèque de la Revue d'Histoire Comparée V. Rédigée par COLOMAN BENDA. Editée par l'Institut Paul Teleki, Budapest, 1946. S. 224—269.

<sup>46</sup> A. T. HORVÁTH: NK. 1963—1964, bzw. BÉLA SZÁDECZKY: I. Apafi Mihály fejedelem udvartartása, I. Bornemissza Anna gazdasági naplói (1667—1690) (Hofhaltung des Fürsten Mihály Apafi I., Wirtschaftsbücher von Anna Bornemissza) I. Budapest, 1911. (Im weiteren: B. SZÁDECZKY)



türkischen Kriegsentschädigung von 500 000 Taler, die Siebenbürgen auferlegt wurde — bzw. zum zweiten Mal Anfang der 1680er Jahre.<sup>47</sup>

Unsere charakteristischen Gliederungszahlen 0,88—0,90 zeugen zweifelsohne davon, daß *die Löwentaler auch in Siebenbürgen Aufgeld erworben haben*. Wenn wir die Kurse von 1683—225 Denar des Talers, demgegenüber 200 des Löwentalers — als offizielle Kurse<sup>48</sup> betrachten, halten wir es nicht für ausgeschlossen, daß im Fürstentum, eventuell auf seinen Grenzgebieten ein den offiziellen übersteigender Kurs entstehen konnte. Ähnlich zu Istanbul können wir auch aus Siebenbürgen Beispiele dafür anführen, daß 11 Löwentaler auf 10 ganze, oder imperiale Taler gerechnet wurden,<sup>49</sup> in diesem Fall besteht zweifelsohne türkischer Einfluß. Z. B. 1683 bei der Bezahlung der Steuer von Fogaras (Fogarasch, Făgăraş — Rumänien) und Umgebung: „Item Löwentaler vierundvierzig und ganze Taler zehn, welche Taler in summa ganze Taler nr. 50 ausmachen. . .“ Ähnliche Proportion ergibt sich auch nach Einzahlung der Brückenzollpacht von Maros-portus (Partos — ehemalige Ortschaft, heute — Gyulafehérvár, Karlsburg, Alba Julia — Rumänien): „Pacht-Proventus aus Portus, Löwentaler<sup>50</sup>, zweitausenddreihundertvierundfünfzig Taler, Taler 2354. Ganze Taler zweiundsiebzig, nr. 72, die zweifach ganze Taler, 2212 ausmachen.“

Sowohl die Kurstabelle, als auch die Proportion der ganzen Taler untereinander beweist, daß die Löwentaler in Siebenbürgen mit Wertproportionen ähnlich dem im Zentrum des türkischen Reiches in Umlauf waren. Außer dem der Tendenz nach übereinstimmenden Zug muß die Aufmerksamkeit auch darauf gelenkt werden, daß der Kurs der Löwen-, bzw. imperialen Taler nur 1669 und 1670 identisch war, sonst lassen unsere Gliederungszahlen auf ziemlich ausgeglichene Kursunterschiede schließen. Wie wir weiter oben sehen konnten, gab es in Belgrad und Bosnien viel früher, in Neretva gleichzeitig mit dem siebenbürgischen, in Sofia 1673, ferner Anfang der 1680er Jahre in offiziellen türkischen Rechenschaftsablegungen Beispiel dafür, daß die Löwentaler mit den anderen Talern einen gleichen Kurs erreichten,<sup>51</sup> bzw. die auf Grund der Kurse gewonnene Gliederungszahl sich zwischen 0,875 und 1,000 schwankend der letzteren näherte.

*Der Geldumlauf und die Geldwertverhältnisse Siebenbürgens wurden durch das Türkische Reich zweifelsohne beeinflußt, neben den Ähnlichkeiten ergeben sich jedoch auch nicht zu unterschätzende Unterschiede.* Die ausführliche Erschließung der Gründe

<sup>47</sup> J. LIPTÁK: Z. W. S. 46.

<sup>48</sup> IDA ZOMBORI TARCZALI: Erdély pénz- és hadügyei Barcsay Ákos, Kemény János és Apafy Mihály fejedelmek idejében (1658—1690) (Finanzielle und militärische Angelegenheiten Siebenbürgens zur Zeit der Fürsten Ákos Barcsay, János Kemény und Mihály Apafy). Budapest, 1906. S. 46. vgl. noch LAJOS HUSZÁR: Az erdélyi pénzverés története (Geschichte der siebenbürgischen Münzprägung). Sonderdruck aus dem Band „Történeti Erdély“ (Historisches Siebenbürgen). Budapest, 1936. S. 16—18.

<sup>49</sup> A. T. HORVÁTH: NK. 1963—1964. S. 47.

<sup>50</sup> B. SZÁDECZKY: S. 298., 456. Über die siebenbürgischen Ortsnamen: ERNST WAGNER: Historisch-statistisches Ortsnamenbuch für Siebenbürgen. Einführung in die historische Statistik des Landes. Köln—Wien 1977. passim.

<sup>51</sup> LAJOS FEKETE: s. Anmerkung 34.

der abweichenden Züge läßt noch auf sich warten, auf manche Faktoren können wir aber jetzt schon hinweisen: Siebenbürgen wurde durch die türkische Herrschaft zwar regelmäßig besteuert, und dann und wann auch gebrandschatzt,<sup>52</sup> doch lastete ihr Joch nicht völlig auf ihm. Das Fürstentum hatte eine eigene Münzprägung, außer den inländischen war zwar im Land eine ganze Menge fremder Wechselgelder in Umlauf, aber die „fließendes Geld“ genannten verschiedenen Wechselgelder wurden innerhalb des Fürstentums als Steuern genauso angenommen, wie die Taler, und die sich gefährlich verschlechternde Aktsche überströmte Siebenbürgen nicht, das sich durch seine Außenhandelsbeziehungen nicht nur dem Balkan, sondern auch den mittleren Gebieten Europas<sup>53</sup> anschloß. Schließlich ist es auch kein unwesentlicher Gesichtspunkt, daß Siebenbürgen im 17. Jahrhundert ein höheres wirtschaftliches und gesellschaftliches Niveau<sup>54</sup> als der Balkan erreichte.

Im Gegensatz zu den Kursen stehen uns keine hinreichenden Angaben zur Verfügung, um feststellen zu können, in welchem Maße sich die Lőwentaler in Siebenbürgen verbreiteten. Ihre lokale Prägung konnte im Jahre 1663 nur provisorisch sein, denn der Landtag von 1672 hat beschlossen, daß die Münzen Siebenbürgens mit dem Bildnis des Fürsten geprägt werden müssen.<sup>55</sup> Der Landtag von 1678 war der einzige, bei dem die Summe der Steuer pro „dica“ (ehemalige Steuereinheit) in 20 Lőwentalern bestimmt wurde, in dieser Periode besteuerten die früheren und späteren Landtage je eine „dica“ mit 18 Talern.<sup>56</sup>

<sup>52</sup> Nach der Niedermetzlung von Türken in Nagyvárad (Großwardein, Oradea—Rumänien) zahlte Siebenbürgen 1660 mehrere Zehntausend Taler. ÁRON SZILÁDY—SÁNDOR SZILÁGYI: *Török-magyarkori államokmánytár VI.* (Staatsdokumentenarchiv aus der türkisch-ungarischen Zeit VI.) Pest, 1871. S. 99—100. (Im weiteren: SZILÁDY—SZILÁGYI: *TMAÓ.*) Es kam mehrmals vor, daß die bedrängten Gesandten in Konstantinopel Darlehen aufgenommen haben, z. B. 1680 8800 Lőwentaler: „Nos Ladislaus Székely de Boros Jenő, Joannes Sárosi de eadem, legati Celsissimi Principis regnique Transilvaniae, et Andreas Keczelej Residens ejusdem Regni, recognoscimus per presentes, quod a Nobilissimo Domino Georgio Dimitri leuent Constantinopolitano accepimus pecuniam mutuam octo mille et octingentos leones, id est leones 8800, . . .“ SZILÁDY—SZILÁGYI: *TMAÓ.* VI. Pest, 1871. S. 88.

<sup>53</sup> Fürst Gábor Bethlen (1613—1629) schrieb in einem Brief, daß Siebenbürgen Dukaten und Taler nur besorgen kann, wenn Rinder nach Deutschland gebracht werden (1628). zitiert in: J. LIPTÁK: z. W. S. 12. Im Zusammenhang damit können wir beweisen, daß die Bewohner des Marktfleckens Fogaras im Jahre 1625 Ochsen nach der Stadt Nagyszombat (Tirna u, Trnava — Tschechoslowakei) aufgetrieben haben. Briefe im Stadtarchiv Tirna u. den 24. bzw. 26. Dez. 1625. Missiles, Karton 16. Štatný okresny archiv v Trnave.

<sup>54</sup> ZSOLT TRÓCSÁNYI: *Az erdélyi fejedelemség korának országgyűlései* (Landtage in der Zeit des siebenbürgischen Fürstentums). (Adalék az erdélyi rendiség történetéhez) (Beiträge zur Geschichte des siebenbürgischen Ständewesens). Budapest, 1976. S. 211—212. (Im weiteren: Zs. TRÓCSÁNYI)

<sup>55</sup> Fürst Mihály Apafy I. bewilligte für János Joó (ein Goldschmied in Kolozsvár, Klausenburg, Cluj-Napoca — Rumänien) Lőwentaler mit gesetzlichem Feingehalt und Feingewicht zu prägen. Über die Prägertätigkeit haben wir keine Daten. A. T. HORVÁTH: *NK.* 1954. S. 18. Es muß bemerkt werden, daß die Geldfälschung von 1675 an strenger bestraft wurde, und in der gesetzbringenden Praxis des Fürstentums kamen häufiger finanzielle Verordnungen vor. Zs. TRÓCSÁNYI: z. W. S. 58., 111., 150., 171., 174.

<sup>56</sup> *Erdélyi országgyűlési emlékek. Monumenta comitialia regni Transilvaniae.* Herausgegeben SÁNDOR SZILÁGYI. Budapest 1892—93. 1674. Bd. XV. S. 350; 1675. Bd. XV. S. 471;

In der auch Siebenbürgen betreffenden ausländischen Fachliteratur begegnen wir ebenfalls der Ansicht, derzufolge das Fürstentum unter der Herrschaft von Mihály Apafy (1661—1690) und gegen Ende der türkischen Macht seine türkische Steuer — jährlich 80 000 Taler — mit Löwen- und spanischen Talern ausgeglichen hat,<sup>57</sup> unsere inländischen Quellenbearbeitungen und die publizierten Quellen bestätigen diese Meinung nicht,<sup>58</sup> die für 1686 natürlich annehmbar, für die ganze Apafy-Periode jedoch nicht charakteristisch ist.<sup>59</sup> Dem anderen Extrem nach wollten weder die türkischen, noch die balkanischen Kaufleute die Löwentaler annehmen.<sup>60</sup> Zweifelsohne nahmen die türkischen Würdenträger und die Beauftragten der Schatzkammer die imperialen, oder die nach deren Muster geprägten Taler lieber entgegen, aber *auf Grund unserer Beispiele scheint es ausgeschlossen zu sein, daß sie die Annahme der Löwentaler im allgemeinen verweigert hätten.* Im Hinblick auf die als türkische Steuer zu zahlenden Geldsorten ist der Brief von János Haller an Mihály Apafy sehr aufschlußreich: „... seitdem die Steuer 80 000 Taler beträgt, wurde sie jederzeit angenommen, wie wir sie uns auch verschaffen konnten. ...“<sup>61</sup>, also in der Summe der in 40 000 Dukaten oder 80 000 Talern festgelegten Jahressteuer konnten Dukaten, Taler und auch Wechselgelder vorkommen. Laut Kristof Pasko, dem zum türkischen Hof versandten Botschafter Siebenbürgens setzte sich 1666 die Steuer an die Türken aus vielerlei Geldsorten zusammen: „... Dukaten, Grazer Taler, Löwentaler, benagelte (d. h. Talerklippe), Orlak, mit wenig Timon, so wie sie sich verschaffen konnten,<sup>62</sup> so ist sie“, und genannter Beauftragter strebte danach, die verlangte Summe auch auf diese Weise annehmen zu lassen, denn „... wenn sie nun das gemischte Geld nicht akzeptieren,<sup>63</sup> in Zukunft umso mehr.“ Auf die gemischte Zusammensetzung der für Steuer verschickten — nominell in 80 000 Talern festgelegten — Summe weist auch die Tatsache hin, daß die Gesandten mit den, dem

1676. Bd. XVI. S. 229; 1677. Bd. XVI. S. 341; 1678. Bd. XVI. S. 532; 1679. Bd. XVI. S. 621; 1680. Bd. XVI. S. 669. Über die ehemalige Steuereinheit ‚dica‘: ISTVÁN BAKÁCS: A dicális összeírások (Die dicalen Konstruktionen) A történeti statisztika forrásai (Quellen zur historischen Statistik) Herausgegeben JOZSEF KOVACSICS. Budapest 1957. S. 51—81.

<sup>57</sup> „La somme de haraç n'était pas toujours la même; au temps du prince Apafi, elle comprenait 40 000 *altuns* monnaie d'or, c'est-à-dire 80 000 *esedi* (talers d'argent), des cadeaux à part.“ ZDENKA VESELA-PRENOSILOVA: Contribution aux rapports de la Porte Sublime avec la Transilvanie d'après les documents turcs. Archiv Orientalni 33 (1965) S. 555. (Im weiteren: Z. VESELA-PRENOSILOVA), bzw. V. VINAVER: z. W. S. 154.

<sup>58</sup> J. LIPTÁK z. W. passim, bzw.: „Man muß 82481 imper. Taler, 9340 Asper, 35 in Worten fünfunddreißig geblünte Pokale, 14 Messer geben.“ ISTVÁN DOMJÁN: Adatok Váradi Gyulai István portai követségéhez. (Beiträge zur Botschaft von István Gyulai Váradi zur Pforte). Magyar Történelmi Társ 1894. S. 518.

<sup>59</sup> „... c'est-à-dire 80 000 (*esedi*), étant obligatoire à être payée. ...“ Z. VESELA-PRENOSILOVA: z. W. S. 592.

<sup>60</sup> A. T. HORVÁTH: NK. 1963—1964. S. 26.

<sup>61</sup> 1671. SZILÁDY—SZILÁGYI: TMÁO. VII. (Pest, 1872). S. 49.

<sup>62</sup> Datiert in Konstantinopel, am 6. Februar 1666. SZILÁDY—SZILÁGYI: TMÁO. IV. (Pest, 1870) S. 304.

<sup>63</sup> Ebenda.

zeitgenössischen Wortgebrauch nach „Geldleser“ genannten Übernehmern viele Zusammenstöße hatten.<sup>64</sup>

Ende der 1660er, bzw. Anfang der 1670er Jahre hat die türkische Herrschaft den Versuch unternommen, die Steuer des Fürstentums in Dukaten bezahlen zu lassen. Ein Teil der befragten wichtigen Persönlichkeiten Siebenbürgens warnten aber den Fürsten nachdrücklich davor, zum Teil, da sie die Verschaffung der jährlich 40 000 Dukaten von Anfang an für unmöglich hielten,<sup>65</sup> teilweise weil sie — sich ans historische Rechtsprinzip klammernd diese Forderung ohne Präzedenz wußten; „... seit der Zeit von Sultan Suliman gab es kein Beispiel dafür. . .“ formulierte Farkas Bethlen.<sup>66</sup> Es ist sehr wahrscheinlich, daß Siebenbürgen des späteren Dukaten, und hauptsächlich Taler, in kleinerem Maße Wechselgelder für die türkische Steuer verschickt hat, 1684 aber versuchten die fürstlichen Gesandten selbst zu erreichen, daß *Siebenbürgen seiner Jahresverpflichtung mit 80 000 Lőwentalern nachkommen könne*, sie wollten also die Herrschaft zur Mäßigung der Steuer überreden. In diesem Zusammenhang berichtete István Vizaknai Nagy dem Fürsten, daß der Sultan hinsichtlich des „... verschlechterten, kraftlosen. . .“ Zustands, „... und des Mangels an guten Geldern. . .“ gebeten wurde, „... *die Lőwentaler ohne Supplement anstatt der Grazer Taler. . .*“ zu übernehmen.<sup>67</sup> Für die Erfüllung seiner Bitte bekam er nur ein mündliches Versprechen, mangels schriftlichen Beschlusses aber forderte der Schatzmeister im folgenden Jahr „... *alte imperiale*<sup>68</sup> Taler. . .“ Die militärischen Niederlagen nach der Wiener Schlappe (1683), die sich verschlechternde materielle Lage der Türken machten diese 1686 nachgiebiger, und die siebenbürgischen Gesandten baten die Entsendung der 80 000 Lőwentaler nach Drinopel (Edirne—Türkei) in einem drängenden Brief.<sup>69</sup> Der Fürst wurde aber auch nach dem zustimmenden Brief des Sultans von Zweifeln geplagt, ob „... die Akzeptierung der 80 000 Lőwentaler für ewig gebilligt werde. . .?“<sup>70</sup>

Für die Lőwentaler könnten nicht nur aus Quellen des Steuerwesens, sondern auch denen der *Handelsgeschichte Beispiele angeführt werden*. Es kann nachgewiesen werden, daß in Siebenbürgen herumgekommene balkanische Kaufleute ihre geschäftlichen Angelegenheiten im letzten Drittel des 17. Jahrhunderts oft mit Lőwentalern abgewickelt haben. Für die 327 Schafe, die vom fürstlichen Meierhof in Porumbak (Bornbach, Porombacu — Rumänien) vermutlich in die Walachei

<sup>64</sup> SZILÁDY—SZILÁGYI: TMÁO. IV. S. 146. 305.

<sup>65</sup> Brief von Ferenc Rédei am 1. November 1671. SZILÁDY—SZILÁGYI: TMÁO. VII. S. 507.

<sup>66</sup> D. 30. Oktober 1671. SZILÁDY—SZILÁGYI: TMÁO. VII. S. 504—505.

<sup>67</sup> Barczarozsnyó (Rosenau, Rîșnov — Rumänien), d. 23. August 1684. SZILÁDY—SZILÁGYI: TMÁO. VI. S. 481—482.

<sup>68</sup> Brief von István Mikó, Drinopel, d. 27. Februar 1685. SZILÁDY—SZILÁGYI: TMÁO. VI. S. 523.

<sup>69</sup> Brief von Pál Gyárfás, Drinopel, d. 17. Januar 1686. SZILÁDY—SZILÁGYI: TMÁO. VII. S. 129.

<sup>70</sup> Brief von Sultan Mehemed aus Drinopel, August 1685. SZILÁDY—SZILÁGYI: TMÁO. VII. S. 120, bzw. 129.

getrieben wurden, wurden 1677 genausoviel Löwentaler bezahlt,<sup>71</sup> 1685 wurden hingegen aus Fogaras, Komana (Comana — Rumänien) und Porumbak insgesamt 1300 Schafe verkauft, „... je eines für je einen ganzen Taler gebend, administrierte (der Provisor) die Löwentaler,<sup>72</sup> leon tall. no. 1430, was 1300 imperiale Taler ausmachte. . .“, ab und zu kam es auch vor, daß Löwentaler für Getreide gegeben wurden.<sup>73</sup> Die „Christa und Kiprovicza genannten Griechen“ zahlten 1683 für Quecksilber im Wert von 900 Forint mit Münzen verschiedener Herkunft. „In diesem Geld gab es unter anderem auch<sup>74</sup> Löwentaler 126.“ Ferner muß noch erwähnt werden, daß zwischen 1670—1685 für die dem fürstlichen Hof gelieferten Waren, wie Zitronen, Olivenöl, Mandeln, Rosinen, Orangen, Hausen und andere Fischarten fast ausschließlich mit Löwentälern bezahlt wurde. Diese Produkte gelangten mit der Vermittlung balkanischer Kaufleute vom Süden nach Siebenbürgen, für ihre Beschaffung sorgte meistens der auf dem Weg in die Walachei Dienst leistende Dreißigstzolleinnehmer<sup>75</sup> von Törösvár (Törzburg, Bran — Rumänien). Früher gab man einem fürstlichen Beauftragten 81 Löwentaler, um dafür Pferde in der Moldau zu kaufen, und gleichzeitig wurden 200 „*walachisch*“ genannte Löwentaler<sup>76</sup> auf Weinkauf gewandt. Es kann also belegt werden, daß *ein Teil der durch den Fernhandel nach Siebenbürgen strömenden Löwentaler nach einer provisorischen inneren Zirkulation durch den Außenverkehr das Fürstentum verlassen hat, ein anderer Teil unter die Taler der umfangreichen türkischen Steuer geraten aus dem Land geführt wurden*, z. B. die „Landessteuer“ vom Bezirk Fogaras im Jahre 1684, in der sich 242,5 imperiale Taler, 10 Dukaten, 130,5 Löwentaler und etwa 1606 Rechnungsforint „fließendes Geld“ befanden, letzteres wurde für Gold und Quecksilber hingegeben, während „... die Taler zur Deckung der Kosten der türkischen Steuer und der eigenen (fürstlichen) Hofhaltung geblieben sind.“<sup>77</sup>

Nach unserem Ausblick auf Siebenbürgen kann es kaum mehr zweifelhaft sein, daß die Löwentaler auch *auf die, unter türkische Herrschaft geratenen ungarischen Gebiete* hauptsächlich vom Balkan her eingedrungen sind. Die aus 1626 erhalten gebliebenen Rechnungsbücher einer Marktflecken in der Gegend zwischen der Donau und Theiß, Nagykörs, zeugen davon, daß ihre Zahl von der Mitte der 1650er Jahre an auf dem eroberten Gebiet zugenommen hat. Im Hinblick auf das früher

<sup>71</sup> B. SZÁDECZKY: S. 136.

<sup>72</sup> Ebenda S. 308.

<sup>73</sup> Von Porumbák in die Walachei wurden 85 Metzen Weizen für 103 Löwentaler geliefert, ebenfalls 1680: Radnót (Radnuten, Iernut — Rumänien): „Item den Preis des Weizens, leon tall. nro. 103, facientes fl. 185.40.“ B. SZÁDECZKY: S. 311., 332.

<sup>74</sup> B. SZÁDECZKY: Z. W. S. 339.

<sup>75</sup> Kann mehrere Jahre hindurch mit einer ganzen Menge von Angaben belegt werden, aus diesem Grunde nur einige Berufungen aus den Jahren zwischen 1677—1685: B. SZÁDECZKY: S. 249., 253—255., 425—431., 433., 437., 440. vgl. NICOLAE NISTOR: Wirtschaftsbeziehungen zwischen Südsiebenbürgen und der Walachei während des 15—17. Jahrhunderts. Forschungen zur Volks- und Landeskunde Bd. 14 (1971) N. 2. S. 50.

<sup>76</sup> D. 18. November 1668. SZILÁDY—SZILÁGYI: TMÁO. VII. S. 495.

<sup>77</sup> B. SZÁDECZKY: S. 305—306.

gesagte können wir uns nur auf Vermutungen einlassen, so lieh 1638 der Vorstand des Marktfleckens „... 80 Hundetaler...“<sup>78</sup> vom steinreichen Pal Tallas aus, aber die Würdenträger waren sich darüber nicht im klaren, ob sie diese Gelder auch ausgeben können. Ebenso können wir in den Steuerregistern aus 1638 darüber lesen, daß auch „Hunde-Halbtaler“<sup>79</sup> im Umlauf waren. Da unsere Quellen über Hundetaler weder früher, noch später berichten, ist es gut möglich, daß die Benennung „Hunde-“ durch die Übersetzung der „aboukelb“<sup>80</sup> arabischer Herkunft — wie die Löwentaler falsch hießen — entstanden ist. Von der Mitte des Jahrhunderts an zahlte jedoch die Bevölkerung des Marktfleckens ihre Steuer unter anderem mit *Löwentalern*, wir müssen aber hinzufügen, daß die niederländischen Taler neben den anderen Talern im örtlichen Geldumlauf eine geringere Rolle gespielt haben. Ihr Kurs kann zwischen 1657 und 1664 mehrmals festgestellt werden, und er war immer niedriger, als jener der Speziestaler:<sup>81</sup>

Jahr	Kurs der Löwen- und Speziestaler in Denar		Gliederungs- zahl	Zahl der Beispiele
1657	145	160	0,90625	1
1658	135	160	0,84375	1
	145	160	0,90625	7
1660	150	160	0,93750	1
	145	160	0,90625	12
1661	145	160	0,90625	2
1664	145	160	0,90625	1

Auf Grund unserer sich auf kurze Zeit beschränkenden Angaben kann festgestellt werden, daß in Nagykőrös, abgesehen von kleineren-größeren Schwankungen, der charakteristische Kurs der Löwentaler 145 Denar, 15 Denar niedriger als jener der Speziestaler gewesen ist. Diese Abweichung von 15 Denar war

<sup>78</sup> Abteilung Nagykőrös des Komitatsarchivs Pest, bzw. Filmarchiv des Ungarischen Nationalarchivs: Kasette Nr. 3411. Rechnungsbücher von Nagykőrös: 1638. S. 264.

<sup>79</sup> Ebenda, S. 72.

<sup>80</sup> ADRIEN BLANCHET: Les „aboukelbs“, monnaies fabriqués en Hollande. *Revue Numismatique*, tome 24 Paris, 1921. S. 91—93., bzw. „Sie wurden... von den Arabern Abukelb, das heißt Vater des Hundes genannt, weil die Araber im Löwen einen Hund sahen.“ SCHRÖTTER: *z. W.* S. 359. Es muß erwähnt werden, daß sich in Ungarn nicht der türkische Name (sümün) des französischen Wechselgeldes „5 sous“, sondern die Namensvariante arabischer Herkunft „timon“ verbreitet hat, vgl. mit der Anmerkung Nr. 42 dieser Abhandlung.

<sup>81</sup> Rechnungsbücher von Nagykőrös 1657. 6; 1658. S. 83., 96—98., 104., 111.; 1660. S. 57—60., 64., 66., 79., 87., 91., 117., 134.; bzw. „István Halvago: R[estat] fl. 1 d. 86. Er gab wieder einen Löwentaler, Restat d. 36.“ also auf Grund dieses Beispiels ist der feststellbare Kurs, 150 Denar, S. 53; 1661. S. 64., 73; 1664. S. 51. Filmarchiv des Ungarischen Nationalarchivs: Kasette Nr. 3414—3416 und 3425. Zum Kurs von 160 Denar der Taler: JÁNOS BUZA: A tallér és az aranyforint árfolyama, valamint szerepe a pénzforgalomban Magyarország török uralom alatti területén a XVII. században (Nagykőrös 1622—1682) (Kurs des Talers und des Goldguldens, sowie ihre Rolle im Geldumlauf auf dem Gebiet Ungarns unter türkischer Herrschaft im 17. Jahrhundert). *Történelmi Szemle* 1977. S. 77—78.

aber eher im Hinblick auf die Löwentaler schmeichelhaft, weil auf Grund ihres Feingewichts der Kurs von 128 Denar berechtigt gewesen wäre. Die aus dem Vergleich der beiden Kurse gewonnene charakteristische Gliederungszahl — 0,90625 — ist kaum höher, als der siebenbürgische Wert und entspricht im großen und ganzen den ähnlichen Istanbuler Ziffern dieser Jahre.

Der Geldumlauf von dem ebenfalls unter türkischer Herrschaft gestandenen Kecskemét bestätigt auch die Verbreitung der Löwentaler. Ihr Kurs schwankte in diesem Marktflecken in den 1660er Jahren ebenfalls um 145 Denar, und später war er — obwohl sich der Kurs aller Taler verändert hat — auch hier niedriger, als der anderer Taler. Der Geldumlauf von Kecskemét<sup>82</sup> beweist gleichzeitig, daß der Löwentaler auch nach Ende der türkischen Herrschaft nicht spurlos verschwunden ist, und wenn auch die Rechnungsbücher von Nagykőrös nach den 1660er Jahren keinen ausreichenden Anhaltspunkt geben, zeugen die Eintragungen davon, daß die Zirkulation der Löwentaler auch später nicht aufhörte. Unsere sporadischen Angaben verraten auch, daß die örtliche Bevölkerung des schwächeren Silbergehalts dieser Gelder bewußt war: „Nach Buda vor den Großen Führer fahrend gab der Herr Richter 2 Löwentaler und anderthalb gute Taler aus.“<sup>83</sup> Mit anderen Worten wurden die Löwentaler von den — gut genannten — imperialen Talern unterschieden. Ende der 1660er Jahre „ließ der Türke die mangelhaften Dukaten und Löwentaler. . .“ mit 18 Talern ersetzen,<sup>84</sup> es ist also zu vermuten, daß auch die Eroberer die Löwentaler nicht für je einen Taler angenommen haben. Vermutlich sickerten die *gefälschten Varianten der Löwentaler* auch in das von Türken eroberte Gebiet ein, 1661 z. B. zahlte eine Witwe aus Nagykőrös unter anderem „1 verdächtigen Löwentaler“ als Jahressteuer ein.<sup>85</sup> Vielleicht waren diese nur abgenutzt, es ist aber auch nicht unmöglich, daß die „schlechten Löwentaler“, über die 1678 berichtet wird, gefälscht waren — in Gesellschaft der ebenfalls als schlecht bezeichneten Dukaten, sowie anderer Taler, Silbergulden, Dreipölkern und Aktschen.<sup>86</sup> Der Umsatz der gefälschten, vielleicht auch nur abgenutzten Löwentaler und die zeitweilige Bezahlung einer Zugabe bedeutete aber bei weitem nicht, daß die Türken die Löwentaler als Steuer nicht angenommen hätten. Bereits nach Nándorfehérvár (Belgrad — Jugoslawien) verschickten 1687 die Einwohner von Nagykőrös ihre türkische Steuer, als einer Memoriale nach von den früher „auf Budaer Art“ vorgeschriebenen 1800 Talern „... 1250 Taler in Form guten Geldes, 550 Taler in Löwentälern erwünscht

<sup>82</sup> TIBOR IVÁNYOSI-SZABÓ: Pénzforgalom Kecskeméten 1662—1711 közzét (Geldumlauf in Kecskemét zwischen 1662—1711). Századok, 1980. S. 79., 94.

<sup>83</sup> Die Rechnungsbücher von Nagykőrös 1663. S. 124.

<sup>84</sup> ÁRON SZILÁDY—SÁNDOR SZILÁGYI: Okmánytár a török hódoltság történetéhez Magyarországon (Dokumenten zur Geschichte der Türkenherrschaft in Ungarn). Pest, 1863. I. S. 368. (Im weiteren: SZILÁDY—SZILÁGYI: Dokumenten. . .)

<sup>85</sup> Steuer von Frau János Szöcz, Rechnungsbücher von Nagykőrös 1661. S. 73. Es ist möglich die Kaufkraft der Löwentaler in Nagykőrös 1661 zu illustrieren: eine Milchkuh kostete 6 Löwentaler, zwei Metzen Weizen kosteten einen Löwentaler, ein Tagelöhner mußte 7—8 Tage lang arbeiten, um einem Löwentaler zu verdienen. A. SZILÁDY—S. SZILÁGYI: Dokumenten. . . I. 275—290.

<sup>86</sup> Rechnungsbücher von Nagykőrös 1678. S. 169.





Abbildung 1. Taler mit Löwenschild, Zürich (1556)



Abbildung 2. Löwentaler, Utrecht (1648)



Abbildung 3. 1/2 Löwentaler, Geldern (1611)

Die Photographien sind originaltraue Wiedergaben aus der Kollektion des Münzkabinetts des Ungarischen Nationalmuseums (Magyar Nemzeti Múzeum Éremtára, Budapest).



werden.<sup>87</sup> In Wirklichkeit schickten sie aber nur 60 Löwentaler, zu mehr als 80% zahlten sie in venetianischen und größtenteils in ungarischen Dukaten, und neben den hier erwähnten 200 Speciestalern waren die Löwentaler ebenfalls in Minderheit.

Kurz möchten wir auf die kaum annehmbare Feststellung verweisen, derzufolge „Das ungarische Geld aber auf dem Balkan und in Kleinasien nicht angenommen wurde.“<sup>88</sup> Auf Grund unserer obigen Beispiele brauchen wir nicht zu beweisen, daß sowohl in der Steuer Siebenbürgens, als auch jener der von den Türken besetzten ungarischen Gebiete von Jahr zu Jahr eine große Menge Goldgulden und Taler ins Türkische Reich strömte, und unter ihnen mochten viele sein, die in Ungarn geprägt wurden. Wie bekannt, wurde die ungarische Goldmünze in Italien unter dem Namen „Ongaro“ an mehreren Stellen nachgeahmt,<sup>89</sup> und auch in der Hauptstadt des Osmanischen Reiches war ihr Kurs um 15 Aktschen höher, als der des türkischen „Serefi“,<sup>90</sup> auf dem Gebiet des heutigen Jugoslawiens waren ungarische Gelder massenweise im Umlauf,<sup>91</sup> ein Teil der „Kara gurus“ konnte aller Wahrscheinlichkeit nach von ungarischer Prägung sein. Unter den Taler prägenden Münzstätten, die unter die Herrschaft der österreichischen Habsburger gehörten, war die im ungarischen Körmöcbánya (Kremnitz, Kremnica — Tschechoslowakei) am berühmtesten,<sup>92</sup> deren Münzprägung auf eine lange Vergangenheit zurückblicken konnte<sup>93</sup> und da ihre Produkte, zusammen mit den anderen ungarischen Münzen, auch anderswo angenommen wurden, gebührte ihnen gewiß auch im vielfältigen Geldumlauf des Balkans und des Türkischen Reiches Platz.

Wenn wir die Verbreitung der Löwentaler auf den von Türken okkupierten Gebieten mit der in Siebenbürgen vergleichen, wird sichtbar, daß die Zeit ihrer

<sup>87</sup> SZILÁDY—SZILÁGYI: Dokumenten. . . II. S. 160.

<sup>88</sup> JÓZSEF PERÉNYI: Wirtschaftliche und soziale Umgestaltung in Ungarn unter der Türkenherrschaft im 16. und 17. Jahrhundert. in: Otazky dějin střední a východní Evropy. Uspořádal FRANTISEK HEJL. Brno, 1971. S. 99.

<sup>89</sup> „Ongaro, italienische Bezeichnung der ungarischen Goldgulden (Dukaten) und ihre Nachprägung.“ SCHRÖTTER: Z. W. S. 172. FRANK C. SPOONER: L'Economie Mondiale et les Frappes Monétaires en France 1493—1680. Monnaie-Prix-Conjoncture. IV. Paris. 1956. S. 37.

<sup>90</sup> F. W. HASLICK: S. 48. „On trouve aussi le ducat hongrois, dit *macar altunu*, ou *macar filuri*, de valeur un peu inférieure au ducat venetien: c'est lui que les voyageurs appellent 'l'ongre'. Là où le ducat vaut 240 le ducat hongrois est coté à 240 aspres, alors que le *serefi* n'en vaut que 225.“ (d. 10. August 1669) MANTRAN: Istanbul. . . S. 238.

<sup>91</sup> V. VINAVER: S. 203—205., 247. et passim.

<sup>92</sup> Den zwischen 1659—1680 summierten Angaben zufolge stellten acht Münzstätten unter der Oberhoheit der Habsburger Geld im Wert von insgesamt 46705846 Forint 45 1/2 Kreuzern her, der Anteil von Körmöcbánya war beinahe 38%, von Wien beinahe 25%, von Breslau über 18%, von Hall über 11%, die Münzprägung von Graz, Preßburg, Prag und St. Veit hingegen erreichten auch insgesamt nicht 10%. Vom Gesichtspunkt unseres Themas her ist es auch wichtig, daß 55,4% der — im Vergleich zur ersten Hälfte des Jahrhunderts — in stark reduzierter Zahl geprägten Taler in Körmöcbánya produziert wurde. EDUARD HOLZMAIR: Der Umfang des österreichischen Münzprägung in den Jahren 1659—1690. Numismatische Zeitschrift 1974. S. 54.

<sup>93</sup> In Körmöcbánya wurde mit der Prägung von Talern 1553 begonnen. LAJOS HUSZÁR: Habsburg-házi királyok pénzei 1526—1657 (Münzen der Habsburger-Könige). Corpus Nummorum Hungariae III./1. Budapest, 1975. S. 25.

Erscheinung in beiden Landesteilen auf die 1650er Jahre anberaumt werden kann. In Siebenbürgen nahm aber ihre Rolle im Geldumlauf zu, was mit dem massenweisen Vorkommen der Lőwentaler im Balkan, bzw. innerhalb des Türkischen Reiches und mit dem relativ lebhaften balkanischen Handel erklärt werden kann. Auf das türkische Eroberungsgebiet gelangten die Lőwentaler wahrscheinlich weniger durch den Warenverkehr, als vielmehr durch die hier stationierten türkischen Truppen, besonders durch die Feldzüge zwischen 1658—1664, aber im Geldumlauf des Eroberungsgebietes konnten sie sich bei weitem nicht so durchsetzen, wie in Siebenbürgen. Die Handelsbeziehungen des Landesteiles unter türkischer Herrschaft zum königlichen Ungarn wurden nie unterbrochen, obwohl sich in der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts auf dem ganzen Gebiet Ungarns der Mangel an Talern meldete, sicherte die Ausfuhr des Eroberungsgebietes — hauptsächlich der traditionelle, aber zurückgegangene Viehhandel<sup>94</sup> — die Einfuhr von besseren Talern, als die Lőwentaler. Darüber hinaus müssen wir auch bedenken, daß die Münzen der Eroberer das Eroberungsgebiet nicht überfluteten, und so konnten auch die Inflationstendenzen nicht in dem Maße zur Geltung kommen, wie im Inneren des Reiches, was ebenfalls die Verbreitung der Lőwentaler verminderte. Wenn wir die relativ bescheidene Verbreitung der Lőwentaler auf dem Eroberungsgebiet betonen, müssen wir darauf hinweisen, daß das erhalten gebliebene fragmentarische Archivmaterial über den Umlauf dieser Münzen im 17. Jahrhundert mehr verrät, als die Münzfunde<sup>95</sup>.

Wie bereits in der Einleitung erwähnt, sind die ersten inländischen Berichte über die Lőwentaler westungarischer Herkunft, nun, kurz vor dem Schluß müssen wir darauf hinweisen, daß sich später diese Münzen am wenigsten im königlichen Ungarn verbreitet haben. In Zboro (Zborov — Tschechoslowakei) ist aus 1650 der Kurs zwischen 151—160 Denar bekannt, während der Kurs der imperialen Taler in diesem Raum auf 180 Denar gestanden hat.<sup>96</sup> Ebenfalls in Zboro stieg der Kurs eines Talers

<sup>94</sup> PÁL ZSIGMOND PACH: Nyugat-európai és magyarországi agrárfejlődés a XV—XVII. században (Agrarentwicklung in Westeuropa und Ungarn im 15—17. Jahrhundert). Budapest, 1963. S. 63—64., 142—145., 109—210.; LÁSZLÓ MAKKAJ: Der Weg der ungarischen Mastviehzucht vom Nomadismus zum Kapitalismus. in: Wirtschaftskräfte und Wirtschaftswege II: Wirtschaftskräfte in der europäischen Expansion, Festschrift für HERMANN KELLENBENZ. Herausgegeben von JÜRGEN SCHNEIDER. 1978. S. 59—75.; ISTVÁN N. KISS: Die Bedeutung der ungarischen Viehzucht für Ungarn und Mitteleuropa vom 16. bis zum 18. Jahrhundert. in: Internationaler Ochsenhandel (1350—1750). Akten des 7th International Economic History Congress Edinburgh 1978. Herausgegeben von EKKEHARD WESTERMANN. 1979. S. 83—123.

<sup>95</sup> Im Komitat Baranya fand sich unter den 14 Talern des Fundes von Vásárosdombó ein Lőwentaler (Utrecht, 1639), die Zeit der letzten Talerprägung: 1655. LAJOS HUSZÁR: Éremlétek (Münzenfunde). Numizmatikai Közlöny 1939—1940. S. 67.

<sup>96</sup> A. T. HORVÁTH: NK. 1963—1964. S. 41. Mir stehen keine direkten Angaben von Zboro über den 180 Denar-Kurs des imperialen Talers zur Verfügung, doch betrug sein Kurs im unweit liegenden Bártfa (Bartfeld, Bardejov — Tschechoslowakei) im Jahr 1649 180 Denar, und auch in Lőcse war sein Kurs bis 1668 der gleiche. ŠTEFAN KAZIMÍR: Vývoj realnej hodnoty drobných strieborných minci na Slovensku v rokoch 1526—1711. Numismatický zborník VIII. Praha, 1964. S. 189—190.

1684 auf 212 Denar, der des Löwentalers erreichte 180 Denar.<sup>97</sup> Im ersteren Fall können wir Gliederungszahlen zwischen 0,83—0,89 voraussetzen, auf Grund des letzteren Beispiels erhalten wir eine Gliederungszahl von 0,85. Auch hier hatten also die Löwentaler Agio, wenn auch ein mäßigeres, als auf dem unterworfenen Gebiet und in Siebenbürgen. Es muß ferner erwähnt werden, daß die Stadt Lőcse (Leutschau, Levoča — Tschechoslowakei) 1686 den Kurs des niederländischen Talers in 200 Denar feststellte, und daß dieser der Löwentaler sein konnte, beweist der Kurs des gleichzeitig limitierten, aber ein geringeres Gewicht, als der imperiale, aufweisenden französischen Talers: 210 Denar.<sup>98</sup> Die wenigen oberungarischen Daten in bezug auf die Löwentaler bestätigen zwar das Auftauchen dieser Münzen im dortigen Geldumlauf, erwecken jedoch den Verdacht, daß ihr massenweises Vorkommen schwer vor auszusetzen ist. In bezug auf den nordöstlichen Landesteil können wir nicht mehr behaupten, daß die Löwentaler auch dorthin mit türkischer Vermittlung gelangten, ihr Weg wird aus nördlicher Richtung aus dem Baltikum über Polen, aus südlicher Richtung aus Siebenbürgen geführt haben.

*Zusammenfassung:* Wir versuchten über mehr als ein Jahrhundert hindurch die Kursveränderung der Löwentaler in den verschiedenen Regionen Mittel-Osteuropas zu verfolgen. Diese Geldsorte der Niederlande spielte im internationalen Handel des 17. Jahrhunderts eine zweifelsohne wichtige Rolle. In weitem Kreis verbreiteten sich die Löwentaler dort, wo Taler, bzw. Wechselgelder mittleren Wertes nicht, oder in nicht genügender Menge geprägt wurden, und wo die Inflation der kleineren Wechselgelder, die zur Befriedigung der alltäglichen Bedürfnisse waren, nicht nur eine vorübergehende Störung der Finanzen bedeutete, sondern beinahe chronischen Charakter angenommen hat. Im erwähnten Raum des Baltikums und im Türkischen Reich, bzw. auf den in seine Interessensphäre gezogenen Gebieten waren die Löwentaler mit Agio in Umlauf, aber weder das Maß dieses Agios, noch die administrativen Maßnahmen für ihren Abbruch und ihre Effektivität waren einheitlich. Der Umlauf der Löwentaler brachte hauptsächlich für das sich kapitalisierende Westeuropa Nutzen, eröffnete bzw. der Spekulation breiten Raum. Unter den Verhältnissen des inflationären Geldumlaufs bot er zu Schaden des steuerbezahlenden Bauern, des einfachen Tagelöhners, des Handwerkers und Kleinhändlers die Möglichkeit des Profits.<sup>99</sup> Im Türkischen Reich, wo kein Privateigentum des Bodens entstehen konnte, und wo sich meistens für das Handelskapital offene Bewegungs- und Vermehrungsmöglichkeiten geboten haben,<sup>100</sup>

<sup>97</sup> A. T. HORVÁTH: NK. 1963—1964. S. 48.

<sup>98</sup> JÓZSEF R. HAJNÓCZY: Lőcse szabad királyi város levéltárának tartalomjegyzéke (Inhaltsverzeichnis des Archivs der freien königlichen Stadt Lőcse) A Szepes megyei Történelmi Társulat évkönyve. (Jahrbuch der Historischen Gesellschaft im Komitat Szepes.) 1896—1901. S. 175.

<sup>99</sup> R. MANTRAN: Istanbul. . . S. 269—270.

<sup>100</sup> HALIL INALCIK: Quelques remarques sur la formation du capital dans l'empire ottoman. Histoire économique du monde méditerranéen 1450—1650. Mélanges en l'honneur de FERNAND BRAUDEL. Toulouse, 1973. I. S. 239—242.

konnten die Lőwentaler eher die Anhäufung des in der mohamedanischen Welt traditionellen Geldvermögens<sup>101</sup> sowohl in der Hand der korrupten Beamten<sup>102</sup> als auch jener der Kaufleute fördern. Von ersteren wanderte ein Teil, manchmal die Gesamtheit des Geldes, in die von der Staatskasse nur teilweise getrennte Schatzkammer des Sultans,<sup>103</sup> bzw. wurde es durch die militärischen Ausgaben verzehrt, der überwiegende Teil der Privatvermögen wurde thesauriert, oder strömte — seltener — durch die Umsiedlung der Kaufleute aus dem Land aus.<sup>104</sup>

Im Zuge der Untersuchung des Kurses der Lőwentaler gelangten wir eigentlich zur zusammengesetzten Erscheinung der wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Entwicklung, bzw. des Rückstandes. Diese widerspiegeln sich — eventuell auch unter ein und derselben politischen Oberhoheit — zum Teil auch im abweichenden Kurs dieser Währung.\*

Übersetzt von *Veronika Reiniger-Hahn*

ЯНОШ БУЗА

### Распространение голландских левков в Центральной и Восточной Европе

(Резюме)

Сборники документов, уже обработанные курсовые ряды и архивные материалы свидетельствуют о том, что голландские таллеры с изображением льва «левков» в середине XVII-ого века появились и в разделенной на три части денежном обороте Венгрии. На территории трансильванского княжества роль левков была очень значительна, на территории страны, находившейся под турецким господством — средней, а на тех территориях, которые находились под управлением Габсбургов — явно незначительной.

В вводной части автор затрагивает вопрос формирования курса левков в Прибалтийских странах и в Средиземноморье. Используя материалы проводившихся ранее зарубежом исследований, устанавливает, что левки в обоих регионах пользовались большим ажио.

<sup>101</sup> RÓBERT SIMON: A mekkai kereskedelem kialakulása és jellege (Entstehung und Charakter des Mekka-Handels). Budapest, 1975. S. 153—156.

<sup>102</sup> R. MANTRAN: Istanbul... S. 269. Zur Verwaltung, zu den Machtverhältnissen ausführlicher s. S. 123—177.

<sup>103</sup> HALIL SAHILLIOGLU: Années sèches et crises monétaires dans l'Empire ottoman. *Annales Économiques, Sociétés, Civilisations*, 24<sup>e</sup> année (1969) S. 1084—1085.

<sup>104</sup> In Istanbul waren Pogrome beinahe unbekannt und die Einwanderer bewahrten ihre ursprünglichen Gewohnheiten, Religions- und Bekleidungs-traditionen. R. MANTRAN: La vie quotidienne à Constantinople... S. 64., 70., 188—189.

\* Diese Studie ist mit Unterstützung der *Alexander von Humboldt-Stiftung* (Bonn, Bad-Godesberg) entstanden. Mein besonderer Dank gilt all denen, die durch ihre Ratschläge, kritischen Bemerkungen sowie zur „Überwindung“ der sprachlichen Schwierigkeiten geleisteten Hilfe zur Gestaltung meiner Abhandlung beigetragen haben, unter ihnen möchte ich vor allem die Namen von Prof. Dr. H. ENNO VAN GELDER (Haag), Dr. ISTVÁN GEDAI, Dr. LAJOS HUSZÁR, Dr. ERZSEBET MOLLYAY, Professor Dr. MIKLÓS SZUHAY hervorheben.

Если учесть, что в указанных регионах в обращении были разные разменные деньги, то большую трудность представляет собой сопоставление курсов; поэтому автор пытается приблизиться к ажио таллеров со львом через относительные числа — коэффициенты таллеров со львом и специальных таллеров, выраженные в данных разменных деньгах. В качестве основы для сопоставления служил коэффициент голландских курсов Леуендалдера и Риксдлера, то есть, — 0,80. В приостановившейся в своем развитии Турецкой империи ажио имело большие размеры, чем в балтийских странах.

В Трансильванию и Венгрию левки попали через турецкое и балканское посредничество, в формировании их курсов также несомненно чувствуется турецкое влияние, но по сравнению с Турецкой империей и Балканами можно заметить также, что на ограниченное распространение таллеров со львом и резкие повышения курсов частично здесь влияла княжеская власть, а также влиял тот факт, что до последней трети XVII-ого века как в Венгрии, так и в Трансильвании в обороте были таллеры с более высоким, чем у таллеров со львом, содержанием серебра.

Заслуживает упоминания и то, что среди монет, обнаруженных в Венгрии в различных исторических находках, сравнительно редко встречаются левки, в то время как в архивных источниках (в отчетных книгах, податных списках того времени) записи о левках встречаются довольно часто. Противоречие это можно объяснить только таким образом, если предположить, что таллеры со львом утекали из страны, частично, с огромными налогами, выплачиваемыми туркам, частично же, через внешнюю торговлю.

В заключении автор приходит к такой точке зрения, что таллеры со львом могли получить распространение и пользоваться наибольшим успехом там, где процесс инфляции разменных денег был сильнее среднего, а также там, где таллеры или совсем не выбивались, или же чеканились в недостаточном количестве. Распространение левков в Восточной и Средней Европе, а также различное по размерам, но несомненно наблюдаемое их ажио связано с совокупностью вопросов экономической и социальной отсталости или же развитости.

# Marktverhältnisse im Außenhandel des Königreichs Ungarn 1790—1848\*

von

GYULA MÉREI

## 1) Die zwei Revolutionen am Ende des 18. Jahrhunderts und die Gestaltung der europäischen Marktverhältnisse

Als Folge der Verlegung der Haupthandelswege im 16. Jahrhundert an die Küsten des Atlantischen Ozeans und im Zusammenhang mit der danach sich entfaltenden kapitalistischen Weltwirtschaft — mit Ausnahme der Schweiz und Deutschland — betraten als erste die westeuropäischen Länder den Weg der kapitalistischen Wirtschafts- und Gesellschafts-Organisation. Durch beinahe äußerste Anspannung der damaligen gesellschaftlichen Kräfte und durch die immer mächtiger werdende präindustrielle Kapitalwirtschaft konnten im 16. bis 18. Jahrhundert diese Länder über die damals noch unentwickelte, zerstreut liegende, auf unmittelbare Nutzung und Umformung der Naturkräfte beruhende Agrarwirtschaft hinauswachsen und den Aufbau einer neuen, auf hochgradige Arbeitsteilung aufgebauten Gesellschaftsstruktur in Angriff nehmen. Der Hauptantrieb dieser Entwicklung war die verarbeitende Industrie. Die Massenproduktion der alltäglichen Gebrauchsgegenstände für den Weltmarkt verlieh der Entwicklung den unmittelbaren Ansporn. Was sich in wirtschaftlich-gesellschaftlicher Beziehung im Verlauf des 16.—18. Jahrhunderts vollzog, war für die Staaten Westeuropas eine unbedingt geschichtliche Notwendigkeit zur endgültigen Überwindung der für die damaligen Agrargesellschaften bezeichnenden Verhältnisse. Dieser entscheidende Schritt vorwärts *reichte jedoch nicht aus* einen revolutionären Umschwung anzubahnen. Die zwei Revolutionen am Ende des 18. Jahrhunderts: der komplexe Vorgang der industriellen Revolution in England — die Meinungen in der Literatur betreffs des Anfanges dieser Revolution gehen auseinander — und die französische Revolution im Jahre 1789 gaben den entscheidenden Anstoß eine qualitative Änderung hervorzurufen, die es ermöglichte die Schwelle einer revolutionären Umwandlung zu überschreiten, und dann zwischen 1800 und 1840 das Niveau der sogenannten „Selbsterhaltungs-Wachstums“ zu erreichen. In der Wirtschaft wurde dadurch der Übergang zur maschinell-großindustriellen Produktion, die qualitative Umgestaltung

\* Die im Text und in den Tabellen vorkommenden sämtlichen Rechenoperationen wurden vom Universitätsadjunkt Dr. Gyula Belényi, Mitarbeiter des Lehrstuhls für wissenschaftlichen Sozialismus der József Attila Universität, Szeged durchgeführt. Für seine mühevollen, hilfsbereiten Arbeit möchte ich auch hier meinen Dank ausdrücken.

der sozialen Verhältnisse angebahnt, und die Schaffung einer zeitgemäßen kapitalistischen wirtschaftlich-gesellschaftlichen Formation ermöglicht.

Es ist ohne Zweifel eine Tatsache, daß im Brennpunkt der industriellen Revolution die Ausbildung einer Maschinengroßindustrie stand, aber es ist auch nicht außer acht zu lassen, daß die industrielle Revolution ein sehr verwickelter Vorgang ist, der sich aus zahlreichen miteinander verflochtenen, aufeinander einwirkenden Faktoren zusammensetzt. Eine revolutionäre Veränderung erfolgte nicht nur in der Industrie, sondern als deren Vorbedingung, in der Bevölkerungszunahme, der Landwirtschaft, im Handel, im Verkehrswesen, im religiösen Leben, im Unterricht und Wissenschaft, im Gesundheitswesen und in der Wirtschaftspolitik des Staates, wenn auch in den einzelnen Ländern nicht alle Faktoren gleichzeitig, mit gleichem Gewicht und in derselben Reihenfolge sich geltend machten. Abhängig von geographischen Gegebenheiten, geschichtlichen Vorgängen vollzog sich in der Volkswirtschaft der einzelnen Länder eine eigene, verschiedenartige, das Wesen der Entwicklungstendenz jedoch nicht berührende qualitative Umgestaltung, und war mit ebenfalls qualitative Änderungen verursachenden Vorgängen in den gesellschaftlichen Verhältnissen verbunden.

Es ist unbestreitbar, daß die industrielle Revolution ohne die Entwicklung und Herrschaft der kapitalistischen Verhältnisse nie den Anfang genommen und die qualitative Veränderung der gesellschaftlichen Verhältnisse sich nie beschleunigt hätte, es ist aber auch nicht von der Hand zu weisen, daß der Übergang zum Kapitalismus ohne die industrielle Revolution nie hätte vollbracht werden können. Es besteht ein bestimmter, aufeinander einwirkender Zusammenhang im Übergang vom Feudalismus zum Kapitalismus und der sich anbahnenden industriellen Revolution. Beim Übergang in den Kapitalismus macht sich dieser Vorgang eher in seinem gesellschaftlich-wirtschaftlichen Gefüge, in den ihn verkörpernden juristischen, institutionellen und Produktionsverhältnissen geltend, bei der industriellen Revolution geschieht diese Qualitätsveränderung eher auf technisch-wirtschaftlichem Gebiet, d. h. in den Produktionskräften.

Der Übergang vom Feudalismus zum Kapitalismus dauerte wesentlich länger, und ging den Anfängen der industriellen Revolution voraus. Er schließt auch die sogenannte präindustrielle Periode der gewerblichen Produktionskräfte in sich. Die industrielle Revolution endet dagegen nicht mit der Überhandnahme der kapitalistischen Verhältnisse, dem Sieg der Gesellschaftsrevolution.

Die Triebkraft des wirtschaftlichen Wachstums blieb zur Zeit der industriellen Revolution weiterhin die Massenproduktion der Gebrauchsgegenstände, jetzt aber — als bestimmender Faktor — mit unvergleichlich größerer Wucht als in den Jahrhunderten vor den beiden Revolutionen. Der Herstellung von Arbeitsmitteln und technologischen Materials im Verhältnis zur Produktion der Gebrauchsgegenstände kam — trotz bedeutenden Aufschwungs — nur eine zweitrangige Rolle zu.

In England nahm die industrielle Revolution gegen 1820 ein Ende. Etwas nachhinkender und auf verschiedene Art und Weise beschränkter taten diesen Schritt

in den ersten Jahrzehnten des 19. Jahrhunderts auch Frankreich, Niederland, Belgien und die Schweiz. In Deutschland und in den unter dem Habsburgszepter stehenden österreichischen, böhmisch-mährischen, österreichisch-schlesischen und teils auch in den slovenischen Erbländern kann — trotz einigen Anfängen in den 20er Jahren — der Zeitpunkt einer grundlegenden qualitativen Veränderung erst etwa von der Mitte des Jahrhunderts angesetzt werden. Die gemeinsamen Züge der neuen Verhältnisse waren in jedem Land mit Eigenarten verflochten, die aus der geschichtlichen Vergangenheit herrührten.

Die Grundlagen neuer wirtschaftlicher Bedingungen zu gesellschaftlicher, politischer Umwandlung wurden jedoch überall von der durch die industrielle Revolution geschaffenen maschinellen großindustriellen Produktion gelegt, bei der England führend und beispielgebend war. Hier entstand in vier Jahrzehnten eine riesige Produktionskapazität, die mit Hilfe der Arbeitsmaschinen die Herstellung alltäglicher Gebrauchsartikel in vorher unbekannter Quantität möglich machte. Die Nutzbarmachung des Dampfes als Energiequelle für Arbeitsmaschinen und Transportmittel, die Flußregelung, der Bau neuer, schiffbarer Kanäle für möglichst schnelle Beförderung der Waren in großer Menge, die Förderung weiterer Zweige der Infrastruktur, so des Gesundheitswesens, Unterrichtswesens, der Wissenschaften, sie alle dienten direkt oder indirekt der angewachsenen industriellen Entwicklung. Dazu kam das rapide zahlenmäßige Anwachsen der Bevölkerung (von 1800 bis 1850 betrug es in den westeuropäischen Ländern mehr als 100%). Die dadurch erhöhte Kaufkraft (natürlich unterschiedlich nach Gesellschaftsklassen und Schichten) ergab einen gesteigerteren Anspruch auf Gebrauchsartikel. In den erwähnten Ländern des Kontinents spielte sich — im Verhältnis zu England und auch zueinander mit zeitlichen Verschiebungen — der gleiche Vorgang ab.

Der skizzierte Prozeß begann in seinen Anfängen schon im 16. Jahrhundert und steigerte sich noch mehr seit der industriellen Revolution mit immer höherem Bedarf an landwirtschaftlichen Produkten und verschiedensten Rohstoffen. Dieser Bedarf konnte in den einzelnen westeuropäischen Ländern zur Zeit der industriellen Revolution — verschieden je nach Land und Zeitabschnitt, bedingt durch geschichtliche Vergangenheit und geographische Lage — aus eigener Produktion nicht mehr befriedigt werden. Dieser Umstand wurde gegen die Mitte des 19. Jahrhunderts in bezug auf zahlreiche Erzeugnisse immer prägnanter.

England war noch im 18. Jahrhundert sowohl was Lebensmittel betrifft, als auch an landwirtschaftlichen Produkten, die in der industriellen Produktion nötig waren, ja sogar an einzelnen Rohstoffen anderen Ursprungs, Selbstversorger.<sup>1</sup> Von

<sup>1</sup> Über die neue Arbeitsteilung und deren Triebkraft, sowie über die Überwindung der alten Zustände der Agrargesellschaft und über die nötigen Voraussetzungen um auf das Geleise einer modernen kapitalistischen Gesellschaft überwechseln zu können, gibt uns Aufschluß das Werk von BEKKER, Zsuzsa: *Növekedési utak — dinamikus ágak* (Wege des Anstiegs — dynamische Branchen) Budapest, 1978. Das Buch ist ein ausgezeichnetes Beispiel für die Anwendung der historischen Betrachtungsweise, und zwar in drei Dimensionen: beim Suchen des weiterführenden Weges im



den ersten Jahren des 19. Jahrhunderts an bis 1815 war es auf Getreideeinfuhr aus dem Baltikum, den polnischen Seehäfen, den Hansastädten, Nordwestdeutschland, den Vereinigten Staaten und Kanada angewiesen. Die Einführung des Corn-bill, dann seit 1819 das Einfuhrverbot von Getreide für inländischen Konsum, die staatliche Unterstützung des Getreide-Anbaus in England und Irland änderten in gewisser

---

Aufbau der Weltwirtschaft, beim Lösen der heutigen verwickelten, miteinander in globalem Maße verflochtenen und aufeinander gegenseitig wirkenden Probleme auf die historischen Anfänge zurückgreifend und beim Behandeln dieser mit der historischen Vergangenheit eng verknüpften, miteinander verschmolzenen, aufeinander einwirkenden Fragen.

Über den Übergang vom Feudalismus zum Kapitalismus, über die Fragen der Industrierevolution und deren ausländischen Literatur siehe die Seiten 376—379 des Werkes von BEREND, T. Iván—RÁNKI, György: *Közép-Kelet-Európa gazdasági fejlődése a 19—20. században* (Wirtschaftsentwicklung Ost-Mitteleuropas im 19. und 20. Jahrhundert). Budapest, 1969 (im weiteren BEREND—RÁNKI 1969). Dieses Buch ist auch auf Englisch erschienen: *Economic development in East-Central Europe in the 19th and 20th centuries*, New-York—London, 1974. Unentbehrlich zur Kenntnis der Frage ist auch das Werk von Jaroslaw PURS: *Komplexe Revolution der Neuzeit*. *Československý Časopis Historický* 1971. 2. — Beachtenswert sind für das Verhältnis der — infolge geschichtlicher Umstände — entwickelteren und unentwickelteren Länder, sogar Regionen die Werke von François PERROUX: „Indépendance“ de l'économie nationale et l'interdépendance des nations, Paris 1969. Ferner: *L'économie du XIX<sup>ème</sup> siècle*, Paris, 1969. — Auf die Feststellung des letztgenannten Werkes über die Vorteile des terms of trade, und deren Anwendbarkeit auf die wirtschaftlichen Verbindungen der Gebiete unter der Habsburg Herrschaft machte die Studie von RÁNKI, György aufmerksam: *Közgazdaság és történelem — a gazdaságtörténet választójai* (Ökonomie und Geschichte — Scheidewege der Wirtschaftsgeschichte), Budapest, 1977. S. 36—37. Auf den geschichtlichen Hintergrund der Zusammenhänge zwischen Fortschritt und Rückstand in der heutigen Weltwirtschaft weisen zahlreiche Nationalökonomien der kapitalistischen Welt hin. Sie gebrauchen die Begriffe Zentrum und Peripherie für diese vor Jahrhunderten zustande gekommenen Zustände und ziehen — auf dem Standpunkt des kapitalistischen Systems stehend — verschiedene Folgerungen aus den Tatsachen der geschichtlichen Vorgänge. In mancher Hinsicht steht der Wirklichkeit verhältnismäßig am nächsten das auch von der ungarischen wirtschaftsgeschichtlichen Fachliteratur geschätzte Buch von Immanuel WALLERSTEIN: *The Modern World System (Capitalist Agriculture and the origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century)*. New York—San Francisco—London 1974, ferner seine Studie „Aufstieg und zukünftiger Sturz des Weltkapitalismus. Gesichtspunkte einer vergleichenden Untersuchung“ — *Comparative Studies in Society and History* 1974, Heft 4. Wallersteins Feststellungen werden vom marxistischen Gesichtspunkt aus weiterentwickelt und angewendet auf die Nord-, Süd- und Südostregionen Europas von BEREND, T. Iván—RÁNKI, György: *Gazdasági elmaradottság, kiutak és kudarcok a XIX. századi Európában. Az európai periféria az ipari forradalom korában*. (Wirtschaftliche Rückständigkeit, Auswege und Fehlschläge im Europa des 19. Jahrhunderts. Die europäische Peripherie im Zeitalter der Industrierevolution, Budapest, 1979 (im weiteren Berend—Ránki, 1979) in dem von ihnen redigierten, auch ihre eigenen Schriften enthaltenden Buch. Bei der Ausarbeitung des Gedankens der zwei Revolutionen leistete ihnen das Buch von Eric HOBBSBAWM: *The Age of Revolution. Europe 1789—1848*. London, 1962. gute Hilfe. In der mit dem Titel des Buches gleich benannten ausführlichen Einleitung benützen sie kritisch die neueste ausländische Fachliteratur, widersetzen sich den eingenommenen Ansichten von Verfassern, die betonen: „die Ungleichheit der im modernen Welthandel auftretenden Arbeitsteilung ist Grund der Bereicherung, beziehungsweise der Zurückgebliebenheit, das entstehende Kolonial-Unabhängigkeits-System instituiert die Verschärfung dieser Tendenzen und vertieft sie zugleich“ (S. 13). Hier polemisieren sie mit Frank Gunder, mit einem der entschiedensten Vertreter dieses Standpunktes. Sie bestreiten die Behauptungen zweier in *The Journal of European Economic History* 1976. 2. erschienenen Studien von Gunder. Sorgfältig verfolgen sie zugleich die ungarische Fachliteratur, die sich mit den Feststellungen der namhaften Ökonomen der kapitalistischen Welt auseinandersetzt (so z. B.

Hinsicht an der Lage. Die Gutsbesitzer und Pächter des Insellandes nahmen jetzt die Durchführung der Agrarrevolution ernstlicher in Angriff, so daß England bis 1821—1822 schon imstande war etwas Getreide zu exportieren.<sup>2</sup> Von Anfang der 30er Jahre an importierte aber England infolge der industriellen Revolution und der damit einhergehenden Bevölkerungszunahme eine Quantität an Getreide, die die Menge der Einfuhr der ersten 15 Jahre des Jahrhunderts wesentlich überstieg. Das ist selbst dann beachtenswert, wenn wir wissen, daß der Wert der ganzen Getreideeinfuhr Englands in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts kaum 5% des vollen Außenhandels ausmachte. Die anderen westeuropäischen Staaten importierten zwar im 17—18. Jahrhundert etwas Lebensmittel, aber sie waren noch zur Zeit der industriellen Revolution, wenigstens in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts, auf dem Gebiet der grundlegenden Lebensmittelsorten Selbstversorger. Einzelnen (so Frankreich) reichte es sogar eine Zeit lang auch für Export. In der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts vollzog sich in Westeuropa, auf dem Kontinent, auch die zeitgemäße Umgestaltung der landwirtschaftlichen Produktion.<sup>3</sup>

Der Hauptnutznieß der zunehmenden Getreidebedarfs von England wurde Rußland schon im zweiten Jahrzehnt des 19. Jahrhunderts durch das sogenannte

SZENTES, Tamás: Az elmaradottság és fejlettség dialektikája a tőkés világgazdaságban (Dialektik der Entwicklung und des Rückstands in der kapitalistischen Weltwirtschaft (Budapest, 1976). Neueste ungarische Literatur: ÁGH, Attila: Andre Gunder Frank és a homogén vilákgazdaság elmélete. (Andre Gunder Frank und die Theorie des homogenen Weltkapitalismus.) *Valóság* (Wirklichkeit), 1980. Nr. 6. S. 12—23; SZENTES, Tamás: Polgári és „újbaloldali“ elméletek a tőkés világgazdaságról. Budapest, 1980. Bürgerliche und „New-Left“-Theorien über die kapitalistische Weltwirtschaft. Kritische Besprechung Wallerstein's Theorie auf Seiten 340—409.) Historikerseits kritisiert Wallersteins Behauptungen ZIMÁNYI, Vera: Immanuel Wallerstein: Az új vilárendszer. (The Modern World-System. Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century. New York, San Francisco, London, 1974). *Valóság*, 1978. Nr. 8. S. 99—105. Der bisherige Teil unserer Arbeit benutzte die Seiten 18, 21—23, 25, 28—29, 32—34, 43—45, 75—76 von BEREND—RÁNKI 1969; S. 121—127 von PURS; S. 11—12, 14, 23, 25 von BEREND—RÁNKI 1979. — Über die Verlegung der Haupthandelswege siehe PACH, Zsigmond Pál: Nyugateurópai és magyarországi agrárfejlődés a XV—XVII. században (Westeuropäische und ungarische Agrarentwicklung im 15—17. Jahrhundert) Budapest, 1963; The Shifting of International Trade Routes in the 15th—17th Centuries, *Acta Historica* 14, 1968; The Role of East-Central Europe in International Trade (15th and 17th Centuries). *Etudes Historiques*, 1970; Diminishing Share of East-Central Europe in the 17th Century International Trade. *Acta Historica* 16, 1970, und neulich über dasselbe Thema, als über ein Grundlelement des viel verflochtenen Gewebes der internationalen Beziehungen: Európa a XVI—XVII. században (Europa im 16—17. Jahrhundert). *Történelmi Szemle* (Historische Rundschau) 1979. Heft 2. S. 297—340. — Über die Selbstversorgung Englands mit Lebensmitteln und landwirtschaftlichen Rohstoffen im 18. Jahrhundert, BEREND—RÁNKI 1979, S. 27.

<sup>2</sup> Über den Getreideimport Englands, dann über die Lage nach 1819, nach dem Verbot des dem inländischen Verbrauch dienenden Imports, über Getreidepreise, Getreideverbrauch pro Kopf bietet ausführliche statistische Angaben: Oekonomische Neuigkeiten und Verhandlungen (im weiteren: *Oe. N.*) 1827, Heft 27, S. 209—214. — Ebenda findet man eine ausführliche Analyse und statistische Angaben über Frankreichs Getreideumsatz, Gestaltung des Getreidepreises und des Pro-Kopf-Verbrauchs, über Verbot der Getreideeinfuhr nach Frankreich durch die Gesetze vom 2. Dez. 1814, 26. Jul. 1819 und 7. Juni 1820. — Über die russischen und polnischen prohibitiven Verfügungen, die verhinderten, wenigstens in den 1820er Jahren den Export gewisser Waren aus dem Habsburgerreich, siehe: *Oe. N.* 1826, Bd. 1. Heft 47. S. 370.

<sup>3</sup> BEREND—RÁNKI, 1979. S. 27—28.

Odessaer-Getreide. Damit konnte — infolge des niedrigen Preises — das Getreide aus Nordamerika und den Großgrundbesitzen Norddeutschlands, sowie aus den östlich der Elbe liegenden deutschen und polnischen Latifundien schwer konkurrieren. Ja selbst auf den Märkten des kontinentalen Europas, wohin es ohne beschränkende staatliche Verfügungen gelangte, konnte es sich nicht behaupten.

Die Regierung der Zaren hat sich seit 1804 den Kütschük-Kainardscher Frieden (am 10. Juli 1774) zunutze gemacht, der ihr die freie Schifffahrt durch den Bosphorus gesichert hatte. Sie hat den russischen Getreideexport über das Schwarze Meer durch verschiedene Begünstigungen angespornt. Vor allem war es für das der Mündung des Dnjepr und des Dnjestr nahe liegende Odessa günstig. Im Jahre 1774 war es nur ein Dörflein mit einigen Häusern, das bis zur zweiten Hälfte der 1820er Jahre zu einer Hafenstadt mit 50 000 Seelen und großem Schiffsverkehr anwuchs. Dabei spielten noch die Häfen von Taganrog, Kaffa, Cherson, Sevastopol eine gar nicht untergeordnete Rolle bei der Lieferung des unter dem Sammelnamen „Odessa“-Getreides nach England und in einzelne Häfen des Mittelländischen Meeres und der Adria. Aber auch andere Waren, wie Leinen, etwas Wolle, Segeltuch, Talg, Roh- und halbfertiges Eisen wurden in diesen Häfen verladen. Ein bedeutender Teil der Waren wurde auf russischen Schiffen befördert, aber auch eine Anzahl englischer Transportschiffe beteiligten sich daran. Letztere brachten in erster Linie Produkte der Textilindustrie in russische Häfen. Außer ihnen waren es vor allem österreichische, wesentlich weniger türkische, griechische, französische und schwedische Schiffe, die das Odessa-Getreide verluden. Unter den Namen Odessa-Getreide verstand man oft auch Getreide aus dem rumänischen Fürstentum, Polen und dem österreichischen Galizien, das über die großen Flüsse in die Häfen des Schwarzen Meeres gelangte. Das sogenannte Odessaer Getreide verdrängte bis zur zweiten Hälfte der 1820er Jahre zum großen Teil das norddeutsche, französische und über Danzig transportierte polnische Getreide nicht nur von den Märkten Englands, sondern auch von den französischen, spanischen, portugiesischen Märkten der Mittelmeerküste. In Marseille kostete nämlich das Odessa-Getreide kaum ein Drittel des französischen. Am Adriatischen Meer, in Triest, war es billiger, als das durch Transportkosten verteuerte Getreide aus dem Banat, aus Ungarn, und machte dessen Verwertung außerhalb der Grenzen der Habsburgischen Erbländer geradezu hoffnungslos.<sup>4</sup>

<sup>4</sup> Über die Konkurrenz des Odessa-Getreides: Oe. N. 1826. Bd. 1. H. 47. S. 370; 1827. Bd. 1. H. 27. S. 211—212; 1828. Bd. 2. H. 25. S. 199. — gróf Széchenyi István: Hítel (Kredit). Zusammengestellt und eingeleitet von Béla IVÁNYI-GRÜNWARD: Magyarország Újabbkori Történetének Forrásai. Gróf Széchenyi István Összes Munkái (Quellen über Ungarns Geschichte in der Neuzeit. Gesammelte Werke von Grafen István Széchenyi (im weiteren: IGB), S. 12—13, 19—20. — BELITZKY, János: A magyar gabonakivitel története 1860-ig (Geschichte des ungarischen Getreideexports bis 1860). Budapest, 1932. Tanulmányok a magyar mezőgazdaság történetéhez (Studien zur Geschichte der ungarischen Landwirtschaft. Herausgegeben von S. Domanovszky (im Weiteren: Belitzky). S. 120—123. — ECKHART Ferenc: A bécsi udvar gazdaságpolitikája Magyarországon 1780—1815 (Wirtschaftspolitik des Wiener Hofes in Ungarn 1780—1815). Bpest, 1958 (im weiteren: Eckhart) S. 305—307. — NAGY, Lajos—BÓNIS, György: Budapest története a török

Der vor allem in der Textilindustrie eingetretene Aufschwung der Industrierevolution ermunterte den Wollhandel durch aussichtsvolle und immer steigendere Geschäftsmöglichkeiten auf dem englischen Markt, der Umsatz und Preis auf dem Weltmarkt bestimmte. England konnte schon im letzten Jahrzehnt des 18. Jahrhunderts den Rohstoffbedarf seiner Textilindustrie nicht ganz selbst befriedigen. Seit 1790 bis 1806 bezog es Rohwolle — nebst eigener Produktion — ausschließlich von Spanien (zwischen 1790 und 1806 wuchs die Quantität von rund 70 000 auf 232 000 Wiener Zentner). Die kontinentale Sperre, dann Spaniens Besetzung durch die Franzosen brachte England nicht nur um diese Möglichkeit, sondern während der sieben Besetzungsjahre, während des spanischen Unabhängigkeitskrieges gingen die wandernden (transhumanten) Schafherden, die den Großteil des spanischen Schafbestands ausmachten, zugrunde. Die Regierung ließ deshalb nach den Napoleonischen Kriegen die früheren Wiesen und Weiden zu Äckern umpflügen. Der nicht-wandernde Schafbestand konnte aber Englands Bedarf an Einfuhrwolle nicht mehr befriedigen. Die spanische Wolle verlor auf den europäischen Märkten — besonders nach der bürgerlichen Revolution der 1820er Jahre — ihr hegemonistisches Gewicht und spielte in der Mitte der 1820er Jahre nurmehr eine unbedeutende Rolle. Nach 1814 kaufte England Wolle in zunehmender Menge vor allem aus Sachsen, die sogenannte elektorale Wolle, eine kurzstapelige feine Wolle, eine Untergattung der Merinowolle, die zur Tuchbereitung geeignet ist. (Im Jahre 1817 lieferte Deutschland schon das Doppelte des Jahres 1816, 1818 schon das Vierfache, 1822 mehr als das Fünffache über Hamburg nach England.) Um möglichst viel Wolle guter Qualität verkaufen zu können, nahm die Zucht und Veredelung der Schafe nicht nur in Sachsen, sondern — besonders nach 1815 — auch in Pommern, Mecklenburg und in anderen deutschen Gebieten einen starken Aufschwung. Hinter diesen Gebieten blieb die österreichisch-schlesische, böhmische und — auf der Londoner Wollbörse gleichgeschätzte — ungarische, mährische Schafzucht und auch die in der Qualität etwas schwächere polnische Wolle kaum zurück. Auf dem Londoner Markt und auf den beiden niederländischen Märkten wurden oft unter dem Namen elektorale oder sächsische Wolle ungarische Wolle angeboten, ebenso auch Tuchwolle einer anderen Merinoart, einer mit ihr zusammengezüchteten Negrettiart, die nach Jahrzehnten den Vorzug gewann. Es kam aber auch Wolle aus den Erbländern durch deutsche Wollhändler, die parallel mit der Konjunktur immer zahlreicher auftraten. Sie machten durch entsprechende Behandlung ihre Wollware dem Elektoralen ähnlich und verkauften diese dann auf dem Londoner Markt und auf den zwei niederländischen Märkten. Zur gleichen Zeit wurde der Kurs der aus dem Königreich Ungarn stammenden Wolle regelmäßig auf der Londoner Wollbörse notiert, was beweist, daß sie auch unter eigenem Namen dorthin gelangte. Auf dem Kontinent war

---

kiüzésétől a márciusi forradalomig (Geschichte von Budapest von der Vertreibung der Türken bis zur Märzrevolution). Geschichte von Budapest Bd. III. Herausg. KOSÁRY, Domokos: Bp. 1975. (Im weiteren: Bp. tört. III.) S. 309.

Leipzig der erste und somit der älteste deutsche Wollmarkt. Die Wollmärkte von Breslau, Berlin, Frankfurt am Main, in den Habsburgischen Erbländern Wien, Prag und Brünn sind ebenfalls erwähnenswert. Aus diesen Städten gelangte die Wolle über Hamburg nach England oder in die Niederlande. Im Verhältnis zur auf diesen Märkten umgesetzten Quantität lieferte Polen weniger Wolle von Warschau und von anderen der Weichsel und der Oder verhältnismäßig naheliegenden polnischen wollproduzierenden Gebieten über Danzig nach England.

Die ausgezeichneten Absatzmöglichkeiten der Wolle Deutschlands, gleich nach ihm der Habsburgischen Erbländer und nicht weniger des Königreichs Ungarn auf den englischen, niederländischen und auch an anderen westeuropäischen Märkten gefährdete am Ende der 30er und noch mehr in den 40er Jahren die australische Konkurrenz. Hauptsächlich England wurde von der australischen Wolle geradezu überschwemmt. Die australische Wolle war zwar schon in der Mitte der 1820er Jahre auf den englischen Märkten erschienen, aber Australien konnte damals nur eine geringe Menge liefern und war deshalb kein gefährlicher Gegner für die deutsche und österreichische Wolle, worunter mit der letzteren auch die böhmische, mährische und ungarische Wolle bezeichnet wurde. Die deutschen Wollmarkt-Meldungen sind noch in der ersten Hälfte der 1830er Jahre sehr selbstsicher der Meinung, daß wenn australische Wolle infolge der sich rapid entwickelnden Schafzucht in immer größerer Quantität nach England gebracht werde, der deutsche Wollhandel nichts zu fürchten hätte, denn die Qualität der deutschen Ware sei viel besser, als die gröbere aus Übersee. Am Jahrzehntende sind aber schon Zeichen einer Wendung auf den englischen und internationalen Wollmärkten wahrzunehmen. England führte aus Australien, Südamerika und Ostindien zusammen genommen jetzt schon mehr Wolle ein als aus Deutschland, das jedoch allein genommen immer noch mehr Wolle nach London lieferte, als die erwähnten Überseeländer im einzelnen. Spaniens Wollausfuhr war im Vergleich zu den anderen Exportländern um die Zeit schon endgültig zusammengeschrumpft. Nach und nach aber drängten sich Rußland und Polen in die Reihe der führenden Exportländer. (1824 lieferte noch keines der beiden eine beträchtliche Menge Wolle nach London. Aber im Jahre 1835 stammten schon 50 000 Wiener Zentner Wolle des Gesamtumsatzes auf dem Londoner Markt aus den beiden Ländern.) Mit der australischen Wolle konnte aber das damals noch voranschreitende Deutschland und die Länder unter Habsburg-Herrschaft nicht mehr lange als gleichgestellt konkurrieren. (1822 lieferte Deutschland zusammen mit den Ländern unter der Habsburg-Herrschaft 102 975, im Jahre 1835 245 870 Wiener Zentner Wolle nach London.) In der österreichischen und ungarischen Presse werden schon 1841 Klagen laut, daß die goldene Zeit vorüber sei, als Großbritannien noch eine gewaltige Menge Wolle aus dem Wollertrag der Gebiete unter der Habsburg-Herrschaft verschluckte. Wiens Wollumsatz ins Ausland verminderte sich zwischen 1839 und 1844 um 73% (von 57 000 Wiener Zentner auf 15 000 Wiener Zentner). Dies war umso schmerzlicher, weil von Wiens Wollexport im Durchschnitt ein Drittel aus dem Königreich Ungarn stammte. Die überseeische, vor allem australische Wolle errang

also entgütig die Oberhand. (Eine bedeutende Rolle spielten dabei die äußerst billigen ozeanischen Frachtgebühren, die wesentlich billiger waren, als die auf den europäischen Gewässern, und die Zollfreiheit der australischen Wolle auf dem englischen Markt.)<sup>5</sup> Die Wolle aus Ungarn war von dieser Zeit an noch viel mehr auf die Märkte der Erbländer angewiesen, als in den vorhergehenden Jahrzehnten. Zugleich steigerte aber die Entwicklung der maschinellen Großindustrie sowohl in Deutschland, wie auch in den Erbländern der Habsburger schon in der zweiten Hälfte der 1830er, in den 1840er Jahren in noch beschleunigterem Tempo den Wollverbrauch innerhalb der Landesgrenzen und milderte dadurch die Schwierigkeiten, die durch die Schrumpfung der Umsatzmöglichkeiten auf ausländischen Märkten aufgetaucht waren. Die wachsende Aufnahmefähigkeit von Wollwaren auf dem Binnenmarkt bedeutete freilich auch im Falle dieser zwei Länder nicht das Unabhängigwerden von dem Weltmarkt-Vertrieb, noch weniger ein Sich-Loslösen davon. Die Gestaltung des Wollpreises und des Umsatzes wurde weiterhin von der jeweiligen Preislage und dem Umsatz auf dem Weltmarkt beeinflusst.

Die Saugwirkung der Märkte der westeuropäischen Länder auf die osteuropäischen landwirtschaftlichen Produkte ist auch bei anderen Waren wahrnehmbar (Tiere, Rohleder, Getränke), sie ist jedoch regional verschieden und geringer als im Falle des Getreides, hauptsächlich der Wolle. Deshalb können wir von einer Besprechung der Marktverhältnisse anderer landwirtschaftlichen Produkte im Zusammenhang mit dem europäischen Weltmarkt absehen. Der andere Grund, warum der internationale Umsatz ausschließlich dieser Produkte besprochen wurde,

<sup>5</sup> Über die Quantität der von England gekauften spanischen Wolle, sowie über das Zurückgehen der spanischen Schafzucht und Wollproduktion s. Oe. N. 1823. Bd. 2. Heft 80. S. 615, Anm. 1); Heft 89, 712. — 1826. Bd. 1. Heft 16. S. 126. Anm. mit Stern. — Über die Quantität der Woll-Lieferung aus Mitteleuropa: Oe. N. 1823. Bd. 2. Heft 89. S. 710; auch über den Aufschwung der Schafzucht in Deutschland, vor allem in Sachsen, aber auch in Pommern und Mecklenburg: Oe. N. 1823. Bd. 2. Heft 89. S. 710 und 1820. Bd. 1. Heft 39. S. 311. — Über den Vertrieb ungarischer Wolle unter dem Namen elektorale, bzw. österreichische Wolle: Oe. N. 1819, Bd. 2. Heft 20. S. 540, Heft 57. S. 450 und Heft 70. S. 559, 1820, Bd. 1. Heft 3, 4, Beilage S. 32, 1821. Bd. 2. Heft 9. S. 71., 1830. Bd. 1. Heft 20. S. 153, 1830. Bd. 2. Heft 56. S. 441., Heft 57. S. 450; über das Erscheinen der ungarischen Wolle unter eigenem Namen auf der Londoner Börse: Oe. N. 1825. Bd. 2. Heft 66. S. 522; für die Notierung des Kurses der ungarischen Wolle auf der Londoner Wollbörse: Oe. N. 1821. Bd. 1. Heft 30. S. 240, Heft 37, S. 296, 1822. Bd. 1. Heft 39, S. 312, Bd. 2. Heft 63, S. 504, 1823. Bd. 1. Heft 24, S. 192, Heft 33, S. 263, 1824. Bd. 1. Heft 7, S. 55; über die ungarische Wolle auf der Wollbörse in Frankfurt am Main: Oe. N. 1823. Bd. 2. Heft 89, S. 314 und 1826. Bd. 1. Heft 38, S. 303, 1827. Bd. 2, Heft 87, S. 696; über den dauernden Einfluß der englischen Wollpreise auf die europäischen Marktpreise: Pesther Handlungszeitung, Kommerzial- und Industrie Anzeiger (im weiteren P. H.) 1837, Heft 1, S. 3. — Das Erscheinen der australischen Wolle auf den englischen, dann auf den kontinentalen Märkten in den 1820er Jahren: Oe. N. 1820. Bd. 1, Heft 5, S. 224; 1824. Bd. 1. Heft 60; 1825. Bd. 2. Heft 66, S. 521—522; 1826. Bd. 1, Heft 19, S. 151. Darüber, warum die Wolle aus Deutschland die Konkurrenz der australischen Wolle noch nicht zu fürchten hat: P. H. 1838. Heft 5. S. 19. — Über die Menge der nach England transportierten Wolle aus Australien, Ostindien, Deutschland, über den Rückgang des spanischen, den Vorstoß des russischen Exports im Jahre 1840: P. H. 1840. Heft 11. S. 43; über die hegemonie Rolle der australischen Wolle und die Klagen der Wiener Presse: P. H. 1845. Heft 8. S. 29.

besteht darin, daß in den ost-mitteleuropäischen Regionen Massenproduktion und internationaler Handelsverkehr dieser landwirtschaftlichen Waren auch zeitlich am allerersten für jene Staaten besonders bezeichnend war, zu denen außer Rußland und Polen auch das Königreich Ungarn gehörte.<sup>6</sup>

## 2) Die Hauptmerkmale des Übergangs vom Feudalismus in den Kapitalismus in Mittel- und Osteuropa

Aus der ungarischen Geschichtsliteratur ist bereits allgemein bekannt geworden, daß die mittel- und osteuropäischen Staaten je nach den verschiedenen Regionen, abhängig von ihrer geschichtlichen Entwicklung, ihren Schicksalswendungen, bestimmt durch ihre gesellschaftlichen Struktur und geographischen Vorbedingungen, sich auf verschiedene Weise und mit zeitlichen Abweichungen, mit verschiedenen dominierenden Produkten in den Weltmarkt-Verkehr einschalteten. Die Schwerpunktverlegung der sich entfaltenden Weltwirtschaft an die Küsten des Atlantischen Ozeans und die dadurch erfolgte frühere Kapitalisierung verhalf die westeuropäischen Staaten zu solchen wirtschaftlichen Vorteilen in der Entwicklung, die — auch durch die Saugwirkung der kapitalistischen Industrie, die durch den Übergang auf mechanisierte großindustrielle Produktion in vorher unbekanntem Ausmaß verstärkt wurde — zwischen den westlichen und östlichen Ländern Europas eine eigenartige ungleiche Arbeitsteilung in der Volkswirtschaft schuf.

Durch die zurückgebliebene Arbeitskraftverwendung, durch primitive Produktionstechnik, Produktionsmittel und noch mehr durch die veralteten feudalen Fesseln, die sich ganz bis zur grundlegenden Umgestaltung der Landwirtschaft auswirkten, kam den Staaten Mittel- und Osteuropas eine wirtschaftlich abhängige Lage zu: sie waren Lieferanten von Rohstoffen landwirtschaftlichen und auch anderen Ursprungs. Die Saugwirkung der westeuropäischen Kapitalwirtschaft gab den Anstoß, und die zwei Revolutionen der 80er Jahre des 18. Jahrhunderts beschleunigten die Entwicklung der Länder dieser Region auf ihrem Weg vom Feudalismus zum Kapitalismus. Die Wirtschaft der mittel- und osteuropäischen Länder konnte sich infolge ihrer spät-feudalistischen Struktur, dazu noch im Anziehungs-Abhängigkeitsverhältnis zu den entwickelten Ländern, nur verzerrt, einseitig, in einzelnen Fällen sich auf ergänzende Weise entwickeln. Das Wachstum des internationalen Handels in Tempo und Ausmaß beschleunigte die Entwicklung vom Feudalismus in den Kapitalismus, und das war bezeichnend für sämtliche mittel- und osteuropäischen Länder. Infolge ihrer verschiedenen Vergangenheit, der Verschiedenheit ihrer geographischen Gegebenheiten suchte und fand aber jedes Land Mittel- und Osteuropas auf eigene Weise seinen Weg zum Kapitalismus.

<sup>6</sup> Der regionalen Gliederung des Werkes BEREND—RANKI, 1979 folgend.

Die bisher unbekannte Vielfalt und das Ausmaß der Absatzmöglichkeiten, das Beispiel der in den westlichen Ländern sich vollziehenden Agrarumwälzung war von bestimmendem Einfluß auf die zurückgebliebenen Agrarländer Mittel- und Osteuropas. In den Jahrzehnten von der Mitte des 18. bis zur Mitte des 19. Jahrhunderts wurden im Verlauf des Übergangs vom Feudalismus zum Kapitalismus in Mittel- und Osteuropa einzelne Länder (Ost- und Mitteldeutschland, die Erbländer der Habsburger-Monarchie westlich von der Leitha) zum Ort moderner Agrarumgestaltung mittel- und osteuropäischen Typs. Die angewachsenen Markt-Möglichkeiten wurden zu einem wichtigen anregenden Vorbild beim Beginn der ersten Zeichen einer sich anbahnenden mittel- und osteuropäischen Agrarumgestaltung. Ein kumulativer Faktor war dabei in einzelnen mittel- und osteuropäischen Ländern der Anfang einer eigenen Industrierevolution (in Deutschland etwa von der 18.—19. Jahrhundertwende, in den Habsburgischen Erbländern westlich der Leitha etwa vom letzten Drittel der 1820er Jahren an).

Der Übergang der Landwirtschaft in Richtung des Kapitalismus auf Grundlage der gesellschaftlichen Arbeitsteilung machte — wenn auch langsam — Fortschritte auf einem durch die feudalen Vorrechte erschwerten Weg. Die neue, sich der kapitalistischen Betriebsorganisation nähernde, in manchen Fällen sie auch erreichende Warenproduktion des Großgrundbesitzes, die ausdrücklich für den Markt arbeitende Bauernwirtschaft nimmt zu, die Urbanisierung wird stärker, die Umbildung der gesellschaftlichen Struktur intensiver, das Leibeigenensystem geht, zwar peinlich langsam, zu Ende, und — in Zusammenhang mit all diesem — verbreitet sich stufenweise das Lohnarbeitssystem innerhalb der Region je nach Ländern in verschiedenem Maße.

Gleichzeitig mit der Entwicklung der Landwirtschaft in kapitalistischer Richtung in den Jahrzehnten vom Ende des 18. bis in die Mitte des 19. Jahrhunderts, ging auch der Aufschwung der Industrie einher. Die industrielle Warenproduktion sprengte den Rahmen des Zunftwesens und die Formen der bäuerlichen Hausindustrie. In den mittel- und osteuropäischen Ländern war dieses halbe Jahrhundert die Zeit der präindustriellen Manufaktur-Entwicklung, jedoch derartig, daß in einzelnen Ländern auch die Industrierevolution ihren Anfang nahm (z. B. in der preußisch-schlesischen Metallurgie und im Steinkohlenbergbau, in der sächsischen Textilindustrie, in einzelnen Industriezweigen der österreichischen, böhmisch-mährischen, schlesischen, steierischen, slovenischen Erbländern). Landwirtschaft und Industrie verschafften einander gegenseitig den Markt, ebneten sich den Weg zur gegenseitigen Entwicklung und verliehen auch dem Außenhandel neuen Antrieb.<sup>7</sup>

Von den Ländern der mittel- und osteuropäischen Region im Königreich Ungarn, im Großfürstentum Siebenbürgen, in Polen und Rußland reichte die durch versteifte feudale Verhältnisse gehemmte spontane innere gesellschaftlich-wirtschaftli-

<sup>7</sup> BEREND—RÁNKI, 1969. S. 45—46., 22. PÜRS, S. 121—125.



che Entwicklung nicht aus mit eigener Kraft, ohne die antreibende Wirkung des internationalen Handels, ohne einen Anstoß von außen, kapitalistische wirtschaftlich-gesellschaftliche Verhältnisse realisieren zu können. Der Ausbau der auf Fronarbeit fundierten, landwirtschaftlichen warenproduzierenden Gutswirtschaft-Betriebe des Großgrundbesitzes im Spätféudalismus ließ jedoch auch in diesen Ländern eine Anpassung an die kapitalistische Weltwirtschaft, einen Übergang auf Massenproduktion an Waren erkennen. Die durch die Industrierevolution geschaffene gesteigerte Saugwirkung machte die Existenz ihrer zurückgebliebenen machtpolitischen, wirtschaftlichen, gesellschaftlichen Einrichtung immer fraglicher, denn das Weiterbestehen der alten Ordnung war immer mehr ein Hemmschuh für die Befriedigung des zunehmenden Warenanspruchs auf dem Weltmarkt. Zur gleichen Zeit als der kapitalistische Weltmarkt die Beseitigung wenigstens der grundlegenden Feudalrechte verlangte, ja sie sogar energisch forderte, ebnete die Anpassung der technischen Errungenschaften, der Fachkenntnisse, des Institutionssystems der kapitalistischen Länder an die durch die historisch herangebildeten gesellschaftlichen, wirtschaftlich-politischen Eigenarten und Entwicklungsstufe der einzelnen mittel- und osteuropäischen Länder den Weg in Richtung der kapitalistischen Entwicklung.<sup>8</sup>

Von der Ländern der mittel- und osteuropäischen Region vollzog sich in den oben erwähnten der Übergang aus dem Féudalismus in den Kapitalismus — ein Vorgang, der in Westeuropa mehrere Jahrhunderte dauerte — in verhältnismäßig kurzer Zeit, innerhalb eines Jahrhunderts und in einer Zeit, als in Westeuropa schon die Industrierevolution ihren Anfang nahm, was wiederum in diese Richtung drängte. Im Königreich Ungarn beginnt in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts der traditionelle Fernhandel sich seinem Ende zu nähern. Dieser Fernhandel war unter den Féudalverhältnissen von gehemmter Intensität und beschränkte sich im wesentlichen — mit Ausnahme der Marktflecken in der Tiefebene — fast ausschließlich auf den Vertrieb feudaler Fronabgabe des Ackerbaues. Es begann in den Großgrundbesitzen die Ausbau der auf Fronarbeit basierenden Gutswirtschaften zur massenhaften landwirtschaftlichen Warenproduktion, dann, reichlich später, wurde in diesem Rahmen schrittweise — auch in einem verschwindenden Teil der Bauernbetriebe — die Modernisierung der landwirtschaftlichen Produktion angebahnt. Man nützte dazu in der Mehrheit der Fälle die wenigen Möglichkeiten aus, die bei dem Flurzwang und dem feudalen Unterdrückungssystem noch gegeben waren. Das Bauer-Gutsherr-Verhältnis blieb de jure weiterhin erhalten, aber durch die Anwendung verschiedener Arbeitsformen, die — im Rahmen des Flurzwangs — die Produktion zu steigern vermochten, wurde — wenigstens im Königreich Ungarn — den feudalen Produktionsverhältnissen erst sehr vorsichtig, doch nach und nach in gesteigerterem Maße das Wasser abgegraben. Ein wirklich zeitgemäßes landwirtschaftliches Produktionsverfahren und eine modernere Betriebsleitung wie es in

<sup>8</sup> BEREND—RÁNKI, 1979. S. 12., 23—26.

Ostdeutschland oder in den westlichen Erbländern der Habsburger schon üblich war, wurde nur ganz vereinzelt, in kleinstem Ausmaße durchgeführt. Die langsame, peinlich schwierige Lockerung der feudalen Fesseln aber ebnete den Weg, der zum Kapitalismus führte.

### **3) Weg der kapitalistischen Industrie-Entwicklung in den Habsburgischen Erbländern westlich der Leitha, ihr Binnenmarkt und die Lage im Königreich Ungarn**

Für den Außenhandel des Königreichs Ungarn, der dem Übergang vom Feudalismus in den Kapitalismus als Hebel diente, war die kapitalistische Entwicklung in den westlichen Habsburgischen Erbländern — schon durch die geographische Lage Ungarns — von besonderer Wichtigkeit, denn mit dieser Entwicklung hing natürlich die Gestaltung ihres Binnenmarktes, vor allem ihre Aufnahmefähigkeit an Lebensmitteln, Rohstoffen landwirtschaftlichen und sonstigen Ursprungs zusammen. Der kapitalistische Entwicklungsweg dieser Erbländer führte zwischen denen von West- und Ostmitteleuropa. Ungarns Verhältnis zu den Erbländern war infolge der staatsrechtlichen Beziehungen nicht widerspruchsflos, dennoch spielten diese Länder, was die Teilnahme Ungarns an dem Warenverkehr auf dem Weltmarkt betrifft, eine im gewissen Grade ähnliche Rolle, wie etwa England im internationalen Handel des ganzen Osteuropas.

Die Bevölkerungszunahme der Erbländer, besonders die der städtisch-industriellen Bevölkerung, die zwischen 1800 und 1850 26,6% ausmachte, noch mehr die Umgestaltung und rapide Modernisierung ihrer landwirtschaftlichen Struktur und Technologie, die Zunahme der Produktion, der Anbau anspruchsvollerer Pflanzenarten (Futterpflanzen, industriellen Zwecken dienende Kartoffel und Zuckerrübe) in Großbesitz-Betrieben, die Züchtung veredelter Schafarten zur Befriedigung der schon vom Beginn der Industrierevolution immer größer werdenden Rohstoffansprüche in der Textilindustrie sind alle zusammen Zeichen der Ausbreitung des Binnenmarktes.

Die kapitalistische Industrialisierung verstärkte sich seit der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts durch die staatliche wirtschaftspolitische Unterstützung schnell (gegen 1790 arbeiteten schon fast 1000 kapitalistische Betriebe in den Erbländern), aber die Entwicklung gewann erst seit den Anfängen der Industrierevolution einen kraftvollen Aufschwung, so daß im Jahre 1847 schon 1901 kapitalistische Betriebe in den Erbländern arbeiteten und davon gehörten 1673 zu den meist mit Maschinen ausgestatteten größeren Unternehmen. Die Produktion der Baumwollindustrie erhöhte sich zwischen 1831 und 1847 um 600%, die der Eisenindustrie um 250%. Als neuer Industriezweig nahm die Geisbrennerei aus Zuckerrübe und Kartoffel ihren Aufschwung, vor allem auf den Großgrundbesitzen. Im Jahre 1841 produzierten die

größeren kapitalistischen Betriebe schon fast dreimal soviel, als die kleineren Betriebe und die Handwerker zusammen.<sup>9</sup>

Die Entwicklung der kapitalistischen Industrie wurde auch durch die Einrichtung entsprechender neuer Schulen für naturwissenschaftlich-technische Kenntnisse gefördert.

Gründung und Betrieb der Ersten Österreichischen Dampfschiffahrtsgesellschaft, der Eisenbahnbau, vor allem die Inbetriebsetzung der Kaiser Ferdinand Nordbahn beschleunigten und machten den Verkehr zur Lieferung von Massenwaren geeignet.

Zu alldem wurden die notwendigen finanziellen Mittel aus innerer Akkumulation aufgebracht.<sup>10</sup>

Die Industrierevolution brachte schon vor 1848 eine bedeutende gesellschaftliche Umschichtung mit sich.

In den Erbländern westlich der Leitha verlegte sich das Schwergewicht des wirtschaftlichen und des damit verbundenen industriellen Aufschwungs in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts in die Städte und bedingte dadurch einen beträchtlichen Zuwachs an Händlern, Lieferanten, Gewerbetreibenden, Hilfsarbeitern wie auch Staats- und Privatbeamten, Lehrern, Ingenieuren, Ärzten, Rechtsanwälten und anderen aus der Intelligenz. Wien, die Reichshauptstadt, war schon am Ende des 18. Jahrhunderts ein wirtschaftliches Zentrum. Ihre Bevölkerungszahl — ohne die der

<sup>9</sup> Über die Bevölkerungszahl der habsburgischen Erbländer: ARATÓ, Endre: Kelet-Európa története a 19. század első felében (die Geschichte Osteuropas in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts). Budapest, 1971, S. 18, 20, (im weiteren: Arató 1971); GYIMESI, Sándor: A városok a feudalizmusból a kapitalizmusba való átmenet időszakában (Die Städte in der Übergangsperiode vom Feudalismus zum Kapitalismus) Budapest, 1975, S. 121—130; über die landwirtschaftliche Produktion vor allem in Mähren und Österreichisch-Schlesien: ARATÓ 19, S. 21—22 und Purš, S. 122—123; über die industrielle Entwicklung der Erbländer: JOHANN SLOKAR: Geschichte der österreichischen Industrie und ihrer Förderung unter Kaiser Franz I. Wien, 1914; KARL HUDECZEK: Österreichische Handelspolitik im Vormärz 1818—1848. Wien, 1918 (Studien zur Sozial-Wirtschafts- und Verwaltungsgeschichte. Hrsg. Karl Grünberg, Heft XI, S. 131—135; JAROSLAV PURŠ: K problematice průmyslové revoluce a českých zemích a na Slovensku H. C. A. V. III. Praha, 1955. S. 515—571; JULIUS MARX: Die wirtschaftlichen Ursachen der Revolution in Österreich (Veröffentlichungen der Kommission für neuere Geschichte Österreichs), Köln, 1965., (im weiteren: J. Marx) S. 51.

<sup>10</sup> Alois BRUSATTI: Unternehmungsfinanzierung und Privatkredit im österreichischen Vormärz (Mitteilungen des österreichischen Staatsarchivs Bd. 13.) Wien, 1960 (im weiteren: Brusatti) S. 331—334, 377., 379. HERBERT HASSINGER: Der Stand der Manufakturen in den deutschen Erbländern der Habsburger-Monarchie am Ende des 18. Jahrhunderts (Die wirtschaftliche Situation in Deutschland und Österreich um die Wende vom 18. zum 19. Jahrhundert. Hrsg. von Friedrich Lütge), Stuttgart, 1964; KRISTINA-MARIA FINK: Die österreichisch-ungarische Monarchie als Wirtschaftsgemeinschaft. Ein historischer Beitrag zum aktuellen Integrationsproblem. Südosteuropa-Schriften Bd. 9. Hrsg. Rudolf Trofenik (im weiteren: Fink) München, 1968; ARATÓ 1971. S. 63—66; HECKENAST, Gusztáv: Iparfejlődés a Habsburg birodalom cseh—osztrák tartományában a XVIII. században (1670—1790). Történelmi Szemle (Industrie-Entwicklung in den böhmisch-österreichischen Provinzen des Habsburgerreichs im 18. Jahrhundert (1670—1793) Historische Rundschau) 1973. 1—2. S. 201—204.; ECKHART, S. 186.

Vorstädte — wuchs zwischen 1783 und 1848 von 207979 auf 356869 Einwohner, die von Prag stieg (bezogen auf das 1922 festgelegte heutige Stadtgebiet) zwischen 1780 und 1850 von 70000 auf 157000. In Graz zählte man im Jahre 1800 32100, 40 Jahre später schon 45780 und 1850 etwa 50000 Einwohner, in Brünn — samt seinen 14 Vorstädten — zählte man um 1850 45000 Seelen. Die Bevölkerung der Industriezentren (Reichenberg, Böhmisches Leipa, Friedland, Linz, Wels, Gmunden, Steyr, Danewitz, Kapfenberg usw.), die in der böhmisch-mährischen, nieder- und oberösterreichischen Industrie eine bedeutende Rolle spielten, weisen eine ähnliche Wachstumstendenz auf, die prozentuell zwar nicht die gleiche war, aber ebenso auf eine Zunahme der Absatzmöglichkeiten für Lebensmittel und Rohstoffe auf dem Binnenmarkt hinweist.<sup>11</sup>

Die geographischen Gegebenheiten der Erbländer und des Königreichs Ungarn gestatteten eine einander ergänzende Wirtschaftsführung mit Arbeitsteilung. Bloß das böhmisch-mährische Becken und in geringerem Maße Niederösterreich produzierten Lebensmittel und landwirtschaftliche Rohstoffe. Vieh- und Getreidelieferungen aus Galizien können wegen der Rückständigkeit der Verkehrsverhältnisse erst von den 1840er Jahren an mit den ungarischen landwirtschaftlichen Produkten — vorläufig nur potenziell — konkurrieren. Niederösterreich konnte seinen Lebensmittel- und Rohstoffbedarf, Böhmen und Mähren seinen landwirtschaftlichen Rohstoffbedarf nicht decken. Die anderen westlichen Gebiete unter der Habsburgherrschaft waren wegen ihres Klimas, weniger fruchtbaren Bodens, ihrer größeren Bevölkerungsdichte noch mehr auf die Einfuhr von Lebensmitteln, pflanzlichen und tierischen Rohstoffen angewiesen.

Ungarn grenzte nur im Süden an Länder, die nicht zum Habsburgerreich gehörten. Die Kaufkraft der südlich unter der Türkenherrschaft liegenden Gebiete war aber verhältnismäßig gering und diese Gebiete interessierten sich in erster Linie nicht für die hauptsächlichen Exportwaren des Ungarischen Königreichs. Das Agrarland Ungarn hatte sich schon im Laufe der früheren Jahrhunderte in die europäische Arbeitsteilung eingeschaltet. Wegen der großen Entfernungen, der Transportschwierigkeiten, der hohen Frachtkosten — besonders bis zur Verbreitung der Dampfschiffahrt auf der Donau — hat sich nur der Export teurerer Waren (z. B. Tokajer Wein) oder vor allem Treibvieh gelohnt. (Zur Zeit des ziemlich langen, doch vorübergehenden Rückfalls im 17. Jahrhundert auch das nicht.) So ist es klar, daß bis zur zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts sich nur eine dünne Schicht der ungarischen Bevölkerung mit Massenwarenproduktion und Umsatz auf entferntliegende Märkte beschäftigte. Zum Vertrieb der Waren boten sich nur verschiedene Konjunkturen, wirtschaftliche Gründe oder internationale politische Ereignisse (Kriege, durch Friedensverträge erfolgte Gebietsveränderungen) von nur sehr ungewisser Dauer an.

<sup>11</sup> Über die städtische Bevölkerungszahl der Erbländer siehe den Band der Serie „Tafeln zur Statistik der österreichischen Monarchie“, der die Daten des Jahres 1840 enthält; über die Angaben um das Jahr 1850 FÉNYES, Elek: *Az ausztriai birodalom statisztikája* (Statistik von Österreich), Pest, 1857. Bd. II, über die geographische Komplementarität: ECKHART, S. 328.

Die Getreide-Ausfuhr der Großgrundbesitzer geschah nur gelegentlich, von Fall zu Fall. In Ungarn konnte eine systematische landwirtschaftliche Massenproduktion im ganzen Lande, vor allem für den Export von Getreide, Wolle und Lebendvieh begonnen werden, als schon ein verhältnismäßig naheliegender ständiger Markt entstand und in Zusammenhang damit nach und nach — zuerst bei den Großgrundbesitzern — eine Änderung des Geschäftsgebarens im Wirtschaftsleben anhub, was dann nach Jahrzehnten, hauptsächlich in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts, im ganzen Lande Schule machte. Diese Änderung der Ziele und in den 1830er Jahren ihre Stabilisierung zum Grundprinzip äußerte sich bei der Landwirtschaft in der Umstellung auf möglich viel Nutzen bringende landwirtschaftliche Massenproduktion, in der Modernisierung des Grundbesitz-Betriebs und damit in der Annäherung an die Form einer kapitalistischen Großbetriebsproduktion in der privaten, immer größer werdenden Gutswirtschaft. Dieser Prozeß begann bei den Großgrundbesitzern — wie schon erwähnt — ab Mitte des 18. Jahrhunderts, erfaßte in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts allmählich, stufenweise auch den Bauernbesitz und ergab — je nach Landesteilen auf verschiedene Weise, mit verschiedener Wirkung — die Umschichtung der ganzen ungarischen Gesellschaft.

Zahlreiche innere und äußere Faktoren, so der Geschichtsverlauf Ungarns in den 16.—17. Jahrhunderten, die eigenartige mittel- und osteuropäische Entwicklung des Wirtschaftslebens, die einander ergänzenden Naturgegebenheiten der Habsburgischen Erbländer und des Königreichs Ungarn, ferner die Absatzschwierigkeiten der ungarischen Landwirtschaftsprodukte auf den Märkten außerhalb des Habsburgerreichs (große Entfernungen, Lieferungsschwierigkeiten, besonders — wie schon erwähnt — bis zum Ausbau der Dampfschiffahrt, hohe Transportkosten) empfahlen alle die Ausnützung der gesicherten Absatzmöglichkeiten, die für das Königreich Ungarn auf den Märkten der Erbländer auf der Hand lagen. Die Erbländer der Habsburger westlich der Leitha gelangten aber im wesentlichen durch ihren Entwicklungsvorsprung, aber auch durch ihre von der Wiener Regierung gesicherte merkantilistische, protektionistische, oft auch prohibitive wirtschaftliche Unterstützung in eine vorherrschende wirtschaftliche Lage, und genossen alle Vorteile des *terms of trade*.<sup>12</sup>

#### 4) Außenhandel des Königreichs Ungarn 1790—1815

Während des Vierteljahrhunderts 1790—1815 trugen zur zunehmenden Lebensmittel- und Rohstoff-Aufnahmefähigkeit der Habsburgischen Erbländer und zu den damit verbundenen wirtschaftspolitischen Anstrengungen diese Fähigkeit unbedingt zu sichern, als konstanten Faktoren, noch in beträchtlichem Maße, als

<sup>12</sup> Über die Theorie der herrschenden Wirtschaft: François PERROUX: *L'économie du XIX<sup>ème</sup> siècle*. Paris, 1969. Darauf weist RANKI 1977. S. 36—37 hin.

zeitweilige Erscheinung, die Folgen der französischen Kriege bei, die den Aufschwung bedeutend förderten. Die Nachfrage nach den ungarischen landwirtschaftlichen Produkten und den Rohstoffen anderen Ursprungs stieg jäh an. Diese Tendenz wurde zur Zeit der Kriege erfolgten Inflation — bis zum kritischen Zeitpunkt der Geldabwertung — durch die Kaufgier, in solchen Zeiten immer anwesende Neigung zur Spekulation, noch verstärkt.

Der Kriegsschauplatz der kämpfenden Armeen war von großer Ausdehnung. Obwohl die kaiserlichen Heere während der zwei kurzen Feldzüge aus den landwirtschaftlichen Gebieten von Oberitalien und Flandern versorgt wurden, speicherte man in den ärarischen Depots der Erbländer zur Versorgung der auf dem Terrain des Habsburgerreichs stationierten vielköpfigen Streitkräfte stets große Lebensmittel- und Rohstoffvorräte auf.

Der schnelle Aufschwung war aber — ebenfalls als Folge der Kriege — auch auf internationale Beweggründe zurückzuführen. Ungarn wickelte einen vorwiegenden Teil seines Außenhandels mit den Erbländern, einen kleineren Teil mit den südlichen, südöstlichen und den westlichen Ländern vor allem mit Deutschland, ab, und zwar entweder direkt, oder durch Vermittlung von Wiener, teils aber auch von böhmisch-mährischen Großhändlern. In der Kriegszeit begünstigten die internationalen Ereignisse das Zunehmen des Außenhandelsverkehrs. Die Ausfuhr einzelner Warensorten in Länder außerhalb der Erbländer hat der Wiener Hof durch wirtschaftliche Verfügungen behindert.

Der Haupt-Exportartikel Ungarns war zwischen 1790 und 1815 das Getreide (Weizen, Roggen, Gerste, Mischkorn, Hafer, hauptsächlich Mais). Seine besten Käufer waren die Habsburg-Provinzen westlich der Leitha, vor allem Niederösterreich mit Wien, aber bei dürrer Ernte, in Notjahren gelangte das ungarische Getreide auch in die Steiermark, nach Tirol, nach Vorarlberg (1798, 1800–1801), sogar nach Böhmen und Mähren (1804–1805). In Staaten außerhalb der Gebiete der Habsburger-Herrschaft wurde das ungarische Getreide auf der Donau nach Bayern gebracht, und zur Zeit der französischen Kriege in einzelne Gebiete Italiens. Während des serbischen Unabhängigkeitskrieges, bzw. bis zum russisch-türkischen Krieg wurde in unmittelbar benachbarte Gebiete, die unter der Staatshoheit des Sultans standen, aus den Komitaten Südungarns Getreide geliefert.

Die ungarische Getreideausfuhr über die Grenzen der Erbländer hinaus begann — aus längerer Perspektive gesehen — als dauernder Faktor nebst den Kriegsereignissen, den oft wiederholten Ausfuhrverboten und den Transportschwierigkeiten schon um diese Zeit das Erscheinen des sogenannten „Odessa“-Getreides auf dem europäischen Markt gewissermaßen zu beeinflussen.

Auch die Preisgestaltung des Getreides war für die Ausfuhr nicht gleichgültig. Der Preis des Getreides, dieses grundlegenden Lebensmittels ist überall, selbst ohne Einwirkung außerordentlicher, vorübergehender politischer Ereignisse, schwankender, als der anderer Lebensmittel. Dazu kommt noch, daß im Lande, infolge der damaligen primitiven Speichereinrichtungen, Getreide in größeren Mengen selten

gelagert wurde. Alldies — abgesehen von den die Preise überall beeinflussenden Witterungsverhältnissen — machte die Preisgestaltung noch unsicherer. Ungünstig wirkte auch der kostspielige und besonders auf Wagen langwierige Transport und die damit zusammenhängende Verderblichkeitsgefahr. Die Gestaltung des Getreidepreises steht nämlich in umgekehrtem Verhältnis zum Entwicklungsstand der Verkehrsmittel.

Zu Kriegszeiten erhöhten sich die Getreidepreise in Ungarn und in den Erbländern. Die Preisgestaltung entsprach im großen und ganzen der allgemeinen Tendenz in Europa. Sie waren zwischen 1801 und 1810 in England und in den meisten westeuropäischen Staaten ebenso hoch, wie in Ungarn und in den Erbländern. Zwischen 1811 und 1820 waren die Preise in europäischer und ungarischer Relation am höchsten, während sie in den Erbländern eher eine sinkende Tendenz aufwiesen. Zwischen 1814 und 1816 wirkte jedoch die Ernte dreier schlechter Jahre wiederum preisauftreibend. Alldies verrät auch indirekt, daß Ungarn schon enger in die Vorgänge des Weltmarkts eingeschaltet war. Die Auswirkungen des Weltmarkts machten sich nicht nur im Getreideumsatz, sondern sowohl im ganzen Außenhandel, wie auch in der Preisgestaltung geltend.

Wegen der erfolgten Inflation im Habsburgerreich ist aber nicht zu errechnen, wie groß zwischen 1801 und 1811 und dann zwischen 1813 und 1815 die preiserhöhende Wirkung der Inflation war, wie viel man dabei dem gesteigerten Verbrauch, oder der Vorratsanhäufung für die Armee zuschreiben soll.<sup>13</sup>

Die Möglichkeiten eines günstigen Getreideumsatzes wirkten natürlich günstig auf die Steigerung der Produktion. (S. Tabelle 11).

Zur Zeit der französischen Kriege führte der ständig wachsende allgemeine Fleischverbrauch und als zeitweiliger Ansporn der die Friedensverhältnisse weit übersteigende Bedarf der Heeresversorgung zu einer gesteigerten Vieh- und Schweineausfuhr in die Erbländer. Mit Ausnahme der Jahre zwischen 1794 und 1801 erhöhten

<sup>13</sup> Über die Gestaltung der Preise landwirtschaftlicher Produkte und Tiere in den Jahren 1790 bis 1848 siehe KÖRÖSI, József: *Adalékok az árak történetéhez.* (Beitrag zur Preisgeschichte. Sonderdruck aus dem 1. Jahrgang des „Pestvárosi statisztikai évkönyv“ (Statistisches Jahrbuch der Stadt Pest) Pest 1873, S. 12—19, 66—69., FÖLDES, Béla: *Statisztikai tanulmányok a gabonaárak hullámzásairól a XIX. században és a gabonadrágaságok hatásairól* (Statistische Studien über die Schwankungen der Getreidepreise im 19. Jahrhundert und über die Folgen der Getreidepreisteigerung) Budapest, 1882. S. 30 und die Tabellen im Anhang, ferner derselbe: *Statisztikai vizsgálatok a XIX. század gabonaárainak alakulásáról* (Statistische Untersuchungen über die Getreidepreise im 19. Jahrhundert) *Értekezések a Társadalmi Tudományok köréből.* MTA II. Osztálya, XIII. kötet, 4. sz. (Gesellschaftswissenschaftliche Abhandlungen. Ung. Akad. der Wissenschaften, Abteilung II., Bd. XIII. Heft 4) Bp. 1905.; Eckhart, S. 304—305, 307. GYÖMREI, Sándor: *A kereskedelmi tőke kialakulása és szerepe Pest-Budán 1849-ig* (Das Entstehen des Handelskapitals und seine Rolle in Pest-Buda bis 1849) *Tanulmányok Budapest múltjából* XII. (Studien über die Vergangenheit von Budapest XII) Budapest, 1957 (im weiteren: Gyömrei) S. 236.; BALÁZS, Péter: *Győr a feudalizmus bomlása és a polgári forradalom idején* (Raab zur Zeit des Verfalls des Feudalismus und der bürgerlichen Revolution) *Győr. Várostörténeti tanulmányok* (Raab. Stadtgeschichtliche Studien) Győr, 1971. S. 201.

sich, besonders nach 1807, die Preise für das lebende Vieh. Dadurch ergab sich ein dauernder Ansporn zur Viehzucht.

Neben den inländischen Viehzüchtern (hauptsächlich in den „freien“ Marktflecken im Tiefland zwischen Donau und Theiß und im Kreis von Debrecen) und den Händlern, die ihre großen Rinderherden in die Erbländer trieben, kaufte auch die von der Regierung unterstützte Wiener Fleischlieferungsgesellschaft viele Tiere und exportierte sie aus dem Lande. Diese Gesellschaft kaufte aber bis 1807, solange Rußland die Moldau und die Walachei nicht besetzte, auch dort Rinder in großer Menge auf, die sie über Siebenbürgen und Ungarn, wo die Tiere überwinterten, per Fuß in die Erbländer treiben ließ. Aus den Zollaussweisen ist nicht feststellbar, wieviel von den über die Westgrenze Ungarns getriebenen Tieren aus ungarischer Züchtung stammten. Eine kleinere, aber nicht unbedeutende Menge von gemästetem Schlachtvieh gelangte vor allem nach Wien durch den Aufkauf in Westungarn der mit einem Vorkaufsrecht verfügenden Wiener Metzger. Die Regierung bemühte sich die Fleischversorgung der Stadt Wien, der Erbländer und der Armee auch durch häufige Ausfuhrverbote in Länder außerhalb des Habsburgerreichs zu sichern.

Reibungsloser und geregelter war der Schweineexport, der durch Verbote nicht eingeschränkt wurde. Zwischen 1803 und 1815 erhöhte sich der Schweinepreis auf das Dreifache, der Preis für Fett wurde zweieinhalbmals so hoch. Die Preiserhöhung war wohl auch hier durch die Inflation beeinflusst. Ein bedeutender Teil der Schweineausfuhr gelangte aus Serbien, Bosnien auf die ungarischen oder direkt auf die niederösterreichischen Märkte, meistens jedoch nach Wien, das der größte Absatzmarkt für den Schweineexport war.<sup>14</sup>

Im Jahre 1784 verbot die Wiener Regierung die Tucheinfuhr, um auch auf diese Weise die kapitalistischen Tuchfabrik-Unternehmen der Erbländer zu unterstützen.

<sup>14</sup> Über den Getreideexport: IGB S. 17–19, BELITZKY S. 92–100, GYÖMREI S. 216–217, MÉREI, Gyula: *Mezőgazdaság és agrártársadalom 1790–1848* (Landwirtschaft und Agrargesellschaft in Ungarn 1790–1848) Budapest, 1948 (im weiteren: MÉREI 1948) S. 14, 15, 20, 21, 24, 44, 141; über den Export von Lebendvieh: ECKHART, S. 156, 218–219, 269–272, 313, 317, 346; Die Geschichte von Budapest. Bd. III. Budapest, 1975. S. 309; TÓTH, Tibor: *Adalékok az állattenyésztés kezdeteihez Somogyban a XVIII–XIX. sz. fordulóján* (Beiträge zu den Anfängen der Viehzucht im Komitat Somogy um die Wende des 18–19. Jahrhunderts); A Dunántúl településtörténete II/1 1767–1848 (Siedlungsgeschichte Pannoniens II/1. 1767–1848. A pécsi településtörténeti konferencia anyaga 1976. augusztus 24–25. A MTA Pécsi és Veszprémi Bizottságának Értesítője I. Pécs 1977. (Material der Fünfkirchner siedlungsgeschichtlicher Konferenz am 24–25. Aug. 1976. Bericht des Fünfkirchner und Veszprémer Ausschusses der Ung. Akad. der Wiss., Bd. I. Pécs 1977) S. 106; MOLNÁR, Ambrus: *Egy sárréti falu mezőgazdasága a XIX. században*. Agrártörténeti Szemle (Landwirtschaft eines Dorfes in Sárrét im 19. Jahrhundert. Agrargeschichtliche Rundschau (im weiteren: At. Sz.) 1974. Heft 1–2, S. 251, 253; OROSZ, István: *A Hajdú városok gazdálkodásának és társadalmi szerkezetének 18–19. századi történetéhez* (Zur Geschichte der Wirtschaft und der Gesellschaftsstruktur der Hajdú-Städte im 18–19. Jahrhundert). Paraszti társadalom és műveltség a 18–20. században. A magyar Néprajzi Társaság 1974. évi vándorgyűlése Szolnokon. Magyar Néprajzi Társaság, Damjanich János Múzeum (Bauerngesellschaft und Kultur im 18–20. Jahrhundert. Wandertagung der Ungarischen Ethnographischen Gesellschaft in Szolnok 1974. Ungarische Ethnographische Gesellschaft, Budapest — János Damjanich Museum Szolnok, 1974. Bd. I–III.) Bd. II., *Mezővárosok* (Marktflecken) S. 35–37.



Österreichische und ungarische Quellen berichten schon gegen Ende des Jahrzehnts über einen Aufschwung der Schafzucht und Wollproduktion sowohl in Österreich, wie auch in Ungarn. Dieser Aufschwung setzte sich in den Jahrzehnten der französischen Kriege fort. Die Wolle wurde von Wiener Großhändlern in Ungarn durch ihre Agenten aufgekauft. Nach Deutschland, in die Schweiz gelangte die ungarische Wolle hauptsächlich über Wien.<sup>15</sup>

Der wirtschaftliche Aufschwung durch den Krieg hatte zwischen 1790 und 1815 auch auf den zahlenmäßigen Bestand in der Schweine- und Rinderzucht einen günstigen Einfluß. Der Zuwachs des Rinderbestandes schwankte zeitweise durch die häufigen Ausfuhrverbote, jedoch nicht bedeutend.

Für den Tabakexport schuf seit 1796 der Seekrieg Englands und seit dem 21. November 1806 die Kontinentale Sperre günstige Möglichkeiten. Da der virginische Tabak nicht auf den europäischen Markt gelangen konnte, interessierten sich deutsche, holländische und italienische Händler für den Tabak aus Ungarn.

Der Tabakausfuhr war aber durch den hohen Einfuhrzoll in die Erbländer und durch den ähnlich hohen Ausfuhrzoll in die Länder jenseits der Erbländer erschwert, und das nahm den ungarischen Tabakbauern die Möglichkeit, den Vorteil, der ihnen die kontinentale Sperre geboten hätte, durch Export in die letzterwähnten Länder auszunutzen. Die allgemeine Erhöhung der Zolltarife im Jahre 1813 machte den ungarischen Tabak selbst in den Erbländern fast unverkäuflich, wenn er nicht vom Abaldo (Appaldo) — Zentrale Wien —, das in den Erbländern westlich der Leitha über ein Aufkauf-Monopol verfügte, gekauft und exportiert worden wäre. Dieser Umstand machte sich auch bald in der Tabakproduktion geltend, die nach 1813, bis zur Änderung der Zolltarife stark zurückging.<sup>16</sup>

Auch der in den früheren Jahrhunderten blühende Weinexport fiel seit dem letzten Drittel des 18. Jahrhunderts zurück, teils weil die eigenen Weine der Erbländer geschützt wurden, noch mehr aber infolge der internationalen Ereignisse.

Den empfindlichsten Verlust erlitt die Tokajer Weinausfuhr. Nach der ersten Teilung Polens (1772), als Ostgalizien unter die Habsburg-Herrschaft geriet, verteuerte die Zollschranke der Erbländer den Weinpreis, erschwerte seinen Absatz. Nach der zweiten Teilung Polens (23. Januar 1793) kaufte die unter russische und preußische Herrschaft geratene Bevölkerung wegen der hohen russischen und preußischen Zölle keine ungarischen Weine mehr. Bei der dritten Teilung Polens (3. Januar 1795) wurde Westgalizien zur Provinz des Hauses Habsburg. Von dieser Zeit an milderte sich einigermaßen die Lage des Weinexports nach dem Norden, denn nach Galizien durfte man den ungarischen (wie auch den österreichischen) Wein zoll- und gebührenfrei ausführen. Seit dem Ausbruch des dritten Koalitionskriegs gegen Napoleon (1805) wurden die französischen Weine vom russischen Markt ausgesperrt und das verbesserte bis zum Tilsiter Friedensschluß (1807) ebenfalls die Chancen der

<sup>15</sup> ECKHART S. 155.; GYÖMREI S. 217—218, 238.

<sup>16</sup> Über den Tabakexport: ECKHART S. 91—92, 147, 343; GYÖMREI S. 211, 217, 219, 237.

ungarischen Weinausfuhr. Aber der Wiener Friede am 14. Oktober 1809 machte diese Möglichkeiten zunichte. Der Weinexport nach Schlesien wurde eingestellt und den Tokajer konnte man auch im Warschauer Großherzogtum nicht verkaufen, das durch West-Galizien vergrößert worden war, denn die teuren Tokajer-Weine konnten mit den billigen, leichten französischen Weinen nicht konkurrieren, deren Export von Napoleon mit Nachdruck gefördert worden ist.

Der Wiener Friede lähmte übrigens den ganzen ungarischen Export nach Norden. Die Komitate Trencsén, Abaúj, Túróc, Szepes klagten über den Verlust ihrer früheren bedeutenden Ausfuhrmöglichkeiten nach Leipzig, Berlin, Stettin, Danzig, Warschau und Moskau, denn die hohen russischen und sächsischen Zölle machten ihre Waren beinahe unverkäuflich.<sup>17</sup>

Bedeutende Änderungen brachte die Kontinentalsperre (21. November 1806) auf der anderen Seite der Handelsbilanz, nämlich bezüglich der Einfuhr. Der Weltmarkt wurde vorübergehend gespalten. Die von Osten kommende levantische Baumwolle, die sogenannten Kolonialwaren (Gewürz, Tee, Rohrzucker, Südfrüchte) gelangten — teils durch Einschaltung rumänischer Kaufleute — hauptsächlich über Ungarn nach Wien, von dort weiter auf die europäischen Märkte. Bei der Abwicklung des Transithandels kam den Pester Händlern eine bedeutende Rolle zu. Im Inland stieg der Anspruch an levantinischen Waren in immer zunehmendem Maße. In den Jahren der Konjunktur vermehrte sich das Publikum der Luxusartikel-Käufer. Nicht allein die reichen Gutsbesitzer, auch die verschiedenen Schichten der Stadtbewohner kauften zum täglichen Lebensunterhalt nicht unbedingt notwendige Waren, freilich in unterschiedlicher Quantität und Auswahl. Ein Zeichen des Geschmackwechsels war verbreiteter Gebrauch von bis jetzt weniger verlangten Kolonialwaren, der Kauf farbigen Leders aus der Türkei, importierter Farben aus dem Westen, Seide aus Wien und noch mehr aus Lyon, das Interesse an Schmucksachen, feinen Bestecken und — zwar seltener — auch an Möbeln.<sup>18</sup>

<sup>17</sup> Über den Weinexport: BENDA, Gyula: Statisztikai adatok a magyar mezőgazdaság történetéhez (Számok és történelem) (Statistische Angaben zur Geschichte der ungarischen Landwirtschaft. Zahlen und Geschichte) Budapest, 1973. (im weiteren: Benda) S. 94, 128, Tabelle 56; ECKHART S. 196, 319—320, 342—343; GYÖMREI S. 219, 238, 252; BARTHA, János: A borkereskedelem problémái a Hegyalján a XIX. század első felében (Probleme des Weinhandels im Tokajer Weingebirge in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts) At. Sz. 1974. 1—2. 267.; Die Geschichte von Budapest. Bd. III. Budapest, 1975. S. 309, 310.; über die Wirkungen des Wiener Friedens siehe ECKHART.

<sup>18</sup> Über den Import und gewisse Änderungen der Verbrauchsgewohnheiten, über den Kauf von Luxusartikeln: Martin SCHWARTNER: Statistik des Königreichs Ungarn. 2. Aufl. 1809. I./2. S. 375—379; M. O. L. (Ungarisches Landesarchiv) Helytartótanács (Königl. Statthalterei) Departamentum Commerciale 1819, S. 8—21; UNGÁR, László: Szempontok a magyar polgári osztály kialakulásának vizsgálatához (Gesichtspunkte zur Untersuchung der Bildung der ungarischen Bürgerklasse). Századok (Jahrhunderte) 1942. S. 314—316; MÉREI, Gyula: Magyar iparfejlődés 1790—1848. Budapest, 1951. (Entwicklung der ungarischen Industrie 1790—1848, im weiteren: MÉREI 1951) S. 35—36, 47.

### 5) Außenhandel des Königreichs Ungarn 1815—1848

Nach dem Wiener Kongreß bis ungefähr zum Ende der ersten Hälfte der 30er Jahre war die Fluktuation der Wirtschaft — je nach Land mit wechselnder Intensität — auf dem Weltmarkt eine allgemeine Erscheinung. Die notwendig gewordene Ersetzung der Kriegsverluste an Menschen und an materiellen Gütern riefen im Handel einen Aufschwung hervor. In einzelnen Staaten standen schlechte Ernten, sich oft wiederholende Tierseuchen einer Besserung im Wege. Zugleich aber trieben sie zur Einfuhr an. Durch die Wirtschaft belebenden staatlichen Verfügungen, durch die Produktion in der Landwirtschaft und die Industrie schützenden wirtschaftspolitische Maßregeln einzelner Regierungen, so auch der Wiener Regierung, war am Ende der 1810er Jahre und im ersten Drittel der 1820er Jahre eine ziemlich ungleiche, bei den einzelnen Warensorten stark schwankende Besserung wahrzunehmen. Ebenso waren auch im Außenhandel die Auswirkungen der Wirtschaftskrise 1825—1827, die die einzelnen Länder in verschiedenem Maße und die Wirtschaft nicht immer auf dem gleichen Gebiet berührten, zu beobachten.<sup>19</sup> Die Kriege und Kriegsvorbereitungen

<sup>19</sup> Über Pest, Viehseuchen und Massenveränderungen in den einzelnen Ländern Europas, in den Gebieten der Erbländer und im Gebiet des Königreichs Ungarn findet man viele Berichte in den Jahrgängen der Zeitschriften *Oekonomische Neuigkeiten und Verhandlungen*, *Hesperus*, *Tudományos Gyűjtemény* (Wissenschaftliche Sammlung), *Kémlő* (Späher), meist im Zusammenhang mit ihren wirtschaftlichen Folgen (z. B. *Hesperus* 1829, Bd. 2, 9. Sept., S. 1070.). Dementsprechend erschienen Aufsätze in fast jedem Heft der ökonomischen Zeitschriften, aber oft auch in den Spalten der *Tudományos Gyűjtemény* über Vorbeugung, beziehungsweise Heilung von Tierkrankheiten.

Zu den Verfügungen der Wiener Regierung im Interesse der Belebung des Wirtschaftslebens gehört um die Jahreswende 1819—1820 die Herabsetzung des Ausfuhrzolls der Wolle (*essito*) pro Wiener Zentner von 8 Ft. C. M. auf 1 Ft. C. M. Man wollte damit erreichen, daß die Länder unter der Habsburger Herrschaft, die Erbländer mit der spanischen Wolle auf den europäischen Märkten konkurrieren können, nachdem die spanische Regierung im Jahr 1819 den Zoll für Wollexport herabgesetzt hatte. Eine andere Frage ist, daß um diese Zeit — infolge der erwähnten Kriegseignisse — Spaniens Wollausfuhr auf die englischen und kontinentalen Märkte wesentlich zurückging, und deshalb die Umsatzchancen der Händler anderer wollexportierenden Länder bedeutend zunahmen. Über die Herabsetzung des Wollzolls durch die spanische (1819) und kurz darauf die Wiener Regierung siehe *Oe. N.* 1820, Bd. 1. Heft 6, S. 48. — Die Wiener Regierung hat den inzwischen wieder erhöhten Ausfuhrzoll der Wolle durch die Verordnung vom 5. Aug. 1824 und vom 3. April 1828 von 16 Ft. C. M. pro Wiener Zentner wieder auf 1 Ft., den des Tabaks stufenweise, durch mehrere Verordnungen von 12 Ft. C. M. auf 20 Kreuzer pro Wiener Zentner heruntergesetzt, den des ungehechelten Hanfes pro Wiener Zentner von 4 Ft. C. M. auf 5 Kreuzer, des Leinens von 5 Ft. C. M. auf 6 Kreuzer, der Pottasche von 1 Ft. C. M. 12 Kreuzer auf 18 Kreuzer. Zu gleicher Zeit wurde auch der Exportzoll des Getreides bedeutend gemäßigt. Darüber wird aber später an einer anderen Stelle dieser Arbeit besonders gesprochen, ebenso über die am 3. Okt. 1829 eingeführte sog. ständische Schadenersatz-Gebühr, die neben dem Dreißigstzoll und dem zu entrichtenden Einfuhrzoll (*consumo*) beim Grenzenübergang aus dem Königreich Ungarn in die Erbländer das ungarische Getreide und den ungarischen Wein erheblich belasteten. *FÉNYES, Elek: Magyarország statisztikája* (Die Statistik Ungarns) Pest 1842 (im weiteren: *FÉNYES* 1842) Bd. I, S. 234 und 236. — Die neueren Zollverordnungen (1835 und 1838) erleichterten die Ausfuhr einzelner Warensorten noch weiter, obwohl der Schutz der landwirtschaftlichen Produkte der Erbländer gegen die gleichen Produkte des Königreichs Ungarn durch den Zolllarif weiterhin bestand. In dieser Beziehung waren die

einzelner Mitglieder der Heiligen Allianz brachten in den 1820er Jahren keinen dauerhafteren zusätzlichen konjunkturellen Antrieb, obwohl der im letzten Drittel der 1820er Jahre geführte russisch-türkische Krieg und die Vorbereitungen für einen eventuellen Eingriff des Habsburgerreichs — nach damaligen Marktmeldungen — sowohl die ungarischen wie auch die Wiener Getreidehändler zu Spekulationseinkäufen anspornte, aber auch der Fiskus durch Ankauf landwirtschaftlicher Produkte (vor allem Getreide, Schlachtvieh), landwirtschaftlicher und industrieller Rohstoffe (Wolle, Rohleder usw.), entsprechende Vorräte aufzuspeichern bemüht war, um im Kriegsfall die Versorgung der Feldtruppen und die Soldaten der Festungen in jeder Beziehung sicherstellen zu können. Alldas hatte schon im Jahre 1827 eine preiserhöhende Wirkung, aber der Frieden von Adrianopel machte bald dieser kurzlebigen, vorübergehenden Konjunktur ein Ende.<sup>20</sup> Umso sicherer, dauernder und stärker als in der präindustriellen Epoche war der Einfluß der etwa in der zweiten Hälfte der 1820er Jahren im Habsburgerreich westlich der Leitha beginnenden Industrierevolution. Dieser Einfluß war schon am Ende des Jahrzehntes nach und nach immer mehr spürbar.

In den Jahren nach 1816, nach der zweiten Devaluation gelang es der Wiener Regierung die Währung zu festigen. Abgesehen von kurzdauernden Manövern von Spekulanten, die auf mögliche Folgen außenpolitischer Ereignisse rechnend die Silbermünzen aufkauften, blieb der Kurs der Konventionsmünze und der Silbermünze — im Verhältnis zueinander — bis zur Wirtschaftskrise 1847–1848 stabil. Auf diese Weise können wir eine von Inflationsstörungen nicht beeinflusste, verlässlichere Übersicht über Wert und Tendenz des Außenhandels gewinnen, als in der vorangehenden Periode. Wir führen unsere Untersuchungen stets im engen Zusammenhang mit der jeweiligen Gestaltung des Weltmarkts, wenigstens mit seinen Haupttendenzen durch.

Als erster Schritt wollen wir die Aufmerksamkeit dem Außenhandelsverkehr des Jahrzehnts zwischen 1819 und 1829 zuwenden. In den Erbländern wurde die Saugwirkung der in den 20er Jahren beginnenden Industrierevolution erst von den letzten Jahren des Jahrzehnts an fühlbar, gegen 1848 zu stets in zunehmendem, die kapitalistische Neugestaltung des Wirtschaftslebens beschleunigendem Maße. Auch

Verhältnisse der durch den Zolltarif vom Jahre 1795 gesicherten Lage ähnlich. MEREI 1951, S. 12–13, 228–231.

Mit den Auswirkungen der Wirtschaftskrise 1825–1827 auf den Weltmarkt und auf die Produktion befaßt sich die zeitgenössische Presse für Wirtschaftsfragen in zahlreichen interessanten Mitteilungen. *Hesperus* 1825, 24. Nov. S. 118, 1826, 22. März. S. 276, 1. Mai. S. 412 und Heft 119, S. 476; *Oe. N.* 1926, Bd. 1, Heft 1, S. 7–8, Heft 16, S. 124–126, Heft 21, S. 163–166, Heft 56, S. 437–439, Heft 85, S. 674–675.

Über die vorübergehende Wirkung des russisch-türkischen Kriegs auf das internationale Geschäftsleben siehe *Hesperus* 1827, Heft 114, S. 456, 1828, Bd. 1 Heft 6, S. 24, 1829 Bd. 2. 9. Nov., S. 1070.

<sup>20</sup> *Hesperus* 1829, Bd. 1, Heft 10, S. 40; *Oe. N.* 1828, Bd. 2, Heft 25, S. 199, 1830, Bd. 1. Heft 4, S. 32 (Nachricht von Mitte Dezember 1829).

die jetzt immer kräftiger werdende Kapazität des erbländischen Binnenmarkts zum Aufkauf von Lebensmitteln, landwirtschaftlichen Produkten und Rohstoffen anderen Ursprungs wirkte, etwa vom letzten Drittel der 20er Jahre an noch günstiger auf den Außenhandel des Königreichs Ungarn, als die präindustrialen Verhältnisse der Erbländer in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts. Im Verlauf der 1820er Jahre kam durch die Käufe der österreichischen Händler, teilweise zum Zweck des Weiterverkaufs auf den Märkten jenseits der Reichsgrenzen, die Wirkung des Weltmarktes auf den ungarischen Außenhandel *indirekt*, aber — allerdings in viel geringerem Maße — durch den Handel mit anderen Ländern außerhalb des Habsburgerreichs auch *direkt* zur Geltung, besonders etwa von 1820 bis 1826 stärker, als vom letzten Drittel des Jahrzehnts bis 1848.

Den Außenhandelsverkehr des Königreichs Ungarn zwischen 1819 und 1828 lohnt sich schon deshalb näher ins Auge zu fassen, weil im gegenwärtigen Zustand der Forschung wir vom Warenverkehr mit Ländern außerhalb der Erbländer nur für dieses Jahrzehnt über ausführliche statistische Daten verfügen. In Anbetracht dessen, daß in den 1830er, 1840er Jahren sich gerade für die wichtigsten Ausfuhrwaren Ungarns Konkurrenten fanden, die die Produkte des Landes auf dem europäischen Markt noch mehr in den Hintergrund drängten, als in den 1820er Jahren, oder daß solche Konkurrenten auftraten, die in den 1820er Jahren zwar noch nicht, aber gegen Ende der 1830er Jahre sich schon als schier unüberwindbar erwiesen, so scheint es unwahrscheinlich zu sein, daß die Ausmaße der Ausfuhr Ungarns in die westlichen Länder außerhalb des Gebietes des Habsburgerreichs die Ausfuhr zwischen den Jahren 1819—1828 überschritten hätten. Die Anteilnahme dieser Länder an dem gesamten Exportverkehr des Königreichs Ungarn fiel eher zurück. Dagegen stieg der Anteil der Erbländer an dem Export in immer zunehmendem Maße dank der gesteigerten Aufnahmefähigkeit ihrer Binnenmärkte; die Absatzmöglichkeiten landwirtschaftlicher Produkte für die Händler der Erbländer waren ja auf den europäischen Märkten durch die oben schon erwähnten, jetzt noch verstärkten, aber auch durch neu hinzukommenden, auch für sie fast unüberwindlichen Konkurrenten ebenfalls gefährdet. Alldies berechtigt uns Anteil und Warenstruktur des Außenhandels mit den Ländern außerhalb des Habsburgerreichs in diesen zehn Jahren auch für die 1830er und 1840er Jahre für bezeichnend zu halten.

Die Ausfuhr des Königreichs Ungarn in die Erbländer stieg zwischen 1819—1828 im Verhältnis zu 1789 im Durchschnitt um 11,32%, seine Einfuhr von dort um 246,12%. (S. die 4. Tabelle). Den vorwiegenden Teil des Außenhandelsverkehrs bildete — nach Angaben der 1. Tabelle — der Handel mit den Erbländern. Daneben ist der Prozentsatz des Außenhandels mit den übrigen Ländern verschwindend klein.

Unter den Erbländern war es Niederösterreich, mit dem das Königreich Ungarn den größten Teil sowohl seines Exports, wie auch seines Imports abwickelte. Der Wert des Exports nach Mähren und Schlesien dagegen erreichte kaum etwas mehr als ein Drittel, während der Wert des Imports machte 60% des gesamten Importwertes aus den Erbländern aus. Nur rund 12% der Gesamtausfuhr machte der Außenhandel

Tabelle 1

*Außenhandel des Königreichs Ungarn 1819–1828<sup>1</sup>*  
*(in Conventionsmünze, Jahresdurchschnitt)*

## A.

Summe des gesamten Außenhandels-Verkehrs	%	Gesamtsumme des Außenhandels-Verkehrs mit den Erbländern	%	Summe des Außenhandels-Verkehrs mit anderen Ländern	%
79 055 954	100	68 973 699	87,25	10 082 255	12,75

## B.

Betrag des Gesamtexports	%	Betrag des Gesamtexports in die Erbländer	%	Betrag des Gesamtexports in andere Länder	%
40 812 118	100	37 246 632	91,26	3 565 486	8,74

Betrag des Gesamtimports	%	Betrag des Gesamtimports aus den Erbländern	%	Betrag des Gesamtimports aus anderen Ländern	%
38 243 836	100	31 727 067	82,96	6 516 769	17,04

## C.

*Anteilquote der einzelnen Erbländer am Außenhandel  
mit dem Königreich Ungarn*

Name des Erblandes	Prozentsatz des Exports	Prozentsatz des Imports
Niederösterreich	61,40	51,30
Oberösterreich	0,00*	0,00*
Steiermark und Illyrien <sup>2</sup>	8,00	5,00
Küste <sup>3</sup>	3,40	2,10
Tirol und Vorarlberg	0,00*	0,00*
Böhmen	0,53	0,00*
Mähren und Schlesien	23,00	32,30
Galizien	3,70	9,30

\* Der Prozentsatz ist unter 0,5%.

<sup>1</sup> M. O. L. (Ungarisches Staatsarchiv) Ungarisches Kammerarchiv E. 703. Rechnungsamt der Ungarischen Kammer. Tabellar Übersicht der Commercial-Bilanz für Ungarn, die Jahre 1817–1828 betreffend.

<sup>2</sup> Unter Illyrien verstanden die Wiener Regierungsorgane zwischen den Jahren 1816 und 1840 das Gebiet von Kärnten, Krain, Istrien und Görz (Hier möchte ich für die zur Verfügung gestellte Zusammenstellung von Dr. Gábor Pajkossy, dem wissenschaftlichen Mitarbeiter des Geschichtswissenschaftlichen Instituts der Ungarischen Akademie für Wissenschaften, nochmals danken.) Dieses Gebiet wurde jedoch als zwei Provinzen mit Amtssitzen Triest und Laibach verwaltet. In den 1840er Jahren wurden nur noch Kärnten und die Krain mit dem zusammenfassenden Namen Illyrien benannt.

<sup>3</sup> Ab Herbst 1822 gehörten die Häfen Fiume, Buccari, Porto Re, Zengg zum Ungarischen Küstenland unter gesonderter Verwaltung als Zoll-Ausland. (Auf Grund der Zusammenstellung von Dr. G. Pajkossy.)

(Tab. 1. Fortsetzung)

D.

*Außenhandel des Königreichs Ungarn mit Ländern außer der Grenzen des Habsburgerreiches in Prozenten\**

Name des Staates	Prozentsatz des Exports	Prozentsatz des Imports
Süddeutschland	11,60	3,50
Sachsen	7,20	1,50
Preußen	12,10	2,80
Krakau	3,70	0,10
Polen	6,50	0,00*
Brody	0,60	0,00*
Verschiedene Zollübergänge in Rußland	5,60	0,30
Türkei	45,60	86,90
Italienische Staaten	5,90	3,70
Schweiz	0,00*	0,00*

\* Der Prozentsatz ist unter 0,5%.

\* Die Summe der Prozente erreicht deshalb nicht das Hundert, weil der Prozentsatz des Außenhandelsverkehrs mit der Moldau zwischen 1819—1822 auf der Tabelle nicht bezeichnet wurde, da es über die nachfolgenden Jahre in der statistischen Zusammenstellung keine Angaben gibt.

mit der Steiermark, Illyrien samt dem Küstenland aus, und die Einfuhr von diesen Ländern betrug nur 8% der Gesamteinfuhr aus den Erbländern. Der Wert der Ausfuhr nach Galizien überstieg auch aufgerundet nicht 4% des Ausfuhrwertes in die Erbländer; auch der Wert der Einfuhr von dort nach Ungarn erreichte kaum 10%. Der Außenhandel mit den übrigen Erbländern erreichte nicht einmal 1% des Gesamtausfuhr- bzw. Gesamteinfuhrwertes.

Im Außenhandel mit den übrigen Ländern spielte das Osmanenreich eine ähnliche vorherrschende Rolle, wie Niederösterreich unter den Erbländern. Außerdem überstieg in der Ausfuhr nur die Anteilnahme von Preußen und Süddeutschland 10% des Gesamtexports. Der Anteil von Sachsen erreichte kaum 7%, von Polen 6,5%, der der italienischen Städte 6%, der aller russischen Zollstationen — ausgenommen Brody — bewegte sich um 5,5%. In der Einfuhr machte der Anteil Süddeutschlands, der italienischen Städte und Preußens kaum 3% des Gesamtimports aus, bzw. bewegte sich zwischen 3 und 4%.

Betrachten wir die Außenhandels-Warenstruktur des Königreichs Ungarn zwischen 1819 und 1828 (s. Tabelle 2) in der Reihenfolge des in die Erbländer gelieferten Wertes der Waren, so gebührt den Wollwaren die erste Stelle. Dabei war die Rohwolle, was ihren Exportwert betrifft, mit 99,50% fast allein herrschend.<sup>21</sup> Der

<sup>21</sup> Der Rohwolllexport in die Erbländer machte im Jahre 1834 97,9% des Gesamtwollexports aus, im Jahre 1838 99,01%. Die Feststellung der Prozentzahl geschah auf Grund der von FÉNYES 1842 mitgeteilten Angaben, S. 268—269.

größte Abnehmer war Niederösterreich. (Der Umsatzwert betrug zwischen 1819–1828 jährlich (6 bis 10 Millionen Ft. C.M. Der Export kulminierte erstmals im Jahre 1823, das zweite Mal 1827–1828, jedesmal im Werte über 10 Millionen Ft. C.M.). Dicht darauf folgte der Wert der Woll-Lieferungen nach Mähren und Österreichisch-Schlesien mit einem Betrag von jährlich über 4–7 Millionen Ft. C.M. (Die in diese zwei Provinzen stets steigende Ausfuhr erreichte zwischen 1826 und 1828 den höchsten Stand, einen Betrag von 7 Millionen Ft. C.M. jährlich). Reichlich dahinter lag der Wert der direkten (nicht über Wiener Zwischenhändler) Woll-Lieferungen von den Märkten des Königreichs Ungarn nach Böhmen und in die Steiermark (jährlich im Wert zwischen 100 und 400 Tausend Ft. C.M. Am höchsten war der Wert der Wollausfuhr nach Böhmen in der ersten Hälfte der 1820er Jahre, in die Steiermark zwischen 1826–1828). Nicht bloß Kaufleute, sondern auch Besitzer oder Beauftragte mährischer, böhmischer, österreichisch-schlesischer Tuchmanufakturen kauften regelmäßig ungarische Wolle.<sup>22</sup>

In der Ausfuhr nahm die zweite Stelle der Lebendvieh-Export ein. Unter den Erbländern kam die erste Stelle auch hier Niederösterreich zu (jährlich im Wert von 4 bis 5 Millionen Ft. C.M.; im Jahre 1828 erreichte der Export 5 Millionen). Reichlich zurückgeblieben folgten ihm Mähren und Schlesien, Steiermark und Triest (jährlich mit einem Wert von 200–500 Tausend Ft. C.M. Der Ausfuhrwert kulminierte zuerst von 1819 bis 1822 und dann erneut 1827–1828). Beachtenswert ist der Lebendviehexport nach Illyrien, Fiume und in die anderen adriatischen Häfen (er bewegte sich zwischen 100 und 300 Ft. C.M. Der erste Höhepunkt lag hier zwischen den Jahren 1823–1825, der zweite zwischen 1827–1828).<sup>23</sup>

In der Wertfolge der Exportwaren in die Erbländer fiel zwischen den Jahren 1819 und 1828 das Getreide auf die dritte Stelle zurück. Wiederum war Niederösterreich der größte Abnehmer von Getreide und anderen landwirtschaftlichen Produkten (jährlich zwischen 1–4 Millionen Ft. C.M. Den Höhepunkt erreichte hier der Export in den Jahren 1825 und 1827–1828). Wesentlich geringer waren Illyriens Getreidekäufe (im schwankenden Wert allgemein zwischen 200 und 900 Tausend Ft. C.M.; 1827: 800 000, 1828: 900 000 Ft. C.M.). Die Getreidekäufe von Mähren, Schlesien, der Steiermark, Fiume und den anderen adriatischen Häfen (jährlich im Werte zwischen 100 und 400 Tausend Ft. C.M.) lagen noch weiter hinten in der Reihenfolge. Der Absatz in Triest war selbst im Verhältnis zu den eben genannten noch unbedeutender (die Kulmination erfolgte hier zwischen 1826 und 1828). Eine Steigerung des Handelsverkehrs zu den adriatischen Häfen wurden durch die Transportschwierigkeiten, die hohen Transportkosten gehemmt. Einen bedeutenderen Absatz an Getreide und anderen landwirtschaftlichen Produkten in

<sup>22</sup> Hesperus 1826, Heft 228, S. 912, 1828, Bd. 1, Heft 6, S. 23–24, Heft 8, S. 32.

<sup>23</sup> Die Wiener Metzger trieben die auf dem Pester Markt gekauften Schlachttiere in großer Menge über die Schiffsbrücke zum großen Schrecken der Damen, die ihnen in Kutschen entgegenkamen. Die Spaziergänger entsetzten sich natürlich noch mehr vor den Tieren mit den langen spitzen Hörnern. Hesperus 1826, Bd. 2, Nr. 229, S. 915 und Nr. 298, S. 1191.



**Tabelle 2**  
*Warenstruktur der Außenhandels des Königreichs Ungarn 1819—1828<sup>1</sup>*  
*(in Conventionsmünze)*

Name der Waren	Ausfuhr						Einfuhr					
	Gesamtbetrag	%	Erbländer	%	Ausland	%	Gesamtbetrag	%	Erbländer	%	Ausland	%
Lebendtiere (Rind, Schaf, Schwein, Pferd)	6 062 833	14,90	5 504 236	14,78	558 597	15,67	3 411 738	8,92	1 024 681	3,23	2 387 057	36,63
Getreide und weitere Feld- und Gartenprodukte	5 046 339	12,40	4 683 550	12,57	362 789	10,17	375 766	0,90	269 313	0,85	106 453	1,63
Lebensmittel	701 144	1,74	631 272	1,69	69 872	1,96	307 187	0,70	151 514	0,48	155 672	2,30
Honig und Wachs	394 983	1,00	369 605	0,99	25 378	0,71	41 934	0,11	10 524	0,03	31 410	0,48
Gewürz, Heilmittel, Parfüm, Kolonial waren	1 818 008	2,00	1 676 657	4,50	141 351	3,96	5 450 620	13,10	2 065 785	6,51	3 384 835	51,94 <sup>a</sup>
Tabak	1 666 012	4,20	1 192 615	3,20	473 407	13,28	9 961	0,03	815	0,00	9 136	0,14
Getränke	4 824 142	11,84	3 111 743	8,35	1 012 399	28,39	487 071	1,25	221 600	0,70	265 471	4,07
Bergbauprodukte	517 664	1,40	327 043	0,88	190 621	5,35	2 601 232	5,70	1 728 667	5,45	872 565	13,39
Holzwaren	319 286	0,80	160 624	0,43	158 662	4,45	363 992	0,80	287 150	0,91	76 842	1,18
Glas- und Tonwaren	66 545	0,20	20 465	0,05	46 080	1,29	219 372	0,55	217 241	0,68	2 131	0,03
Druckereiprodukte	28 632	0,10	19 166	0,05	9 466	0,27	163 058	0,40	146 100	0,46	16 958	0,26
Krämerwaren	48 720	0,23	38 037	0,10	10 683	0,30	189 915	0,50	184 974	0,58	4 941	0,08
Bekleidungsartikel	58 076	0,24	50 383	0,14	7 693	0,22	18 239	0,05	16 426	0,05	1 813	0,03
Wolle und Wollwaren <sup>2</sup>	16 760 147	41,20	15 511 723	41,65	1 248 424	35,01	11 105 563	28,00	10 945 486	34,50	160 077	2,46
Baumwolle und Baumwollwaren <sup>3</sup>	185 046	0,50	27 039	0,07	158 007	4,43	8 718 935	22,70	7 774 300	24,50	944 635	14,50
Hanf- und Leinenwaren <sup>4</sup>	711 139	1,74	375 901	1,01	335 238	9,40	3 406 586	7,90	3 403 503	10,73	3 083	0,05
Garn	58 701	0,24	53 538	0,14	5 163	0,14	414 494	1,05	295 716	0,93	118 778	1,82
Seide und Seidenwaren <sup>5</sup>	23 449	0,10	11 980	0,03	11 469	0,32	1 041 786	2,70	1 026 270	3,23	15 516	0,24
Roh- und Garleder, Felle, Pelze	910 576	2,24	854 592	2,29	55 984	1,57	2 012 518	4,00	682 968	2,15	1 329 550	20,40
Naturprodukte	1 064 900	2,73	965 980	2,59	98 920	2,77	71 917	0,14	49 223	0,16	22 694	0,35
Kunst- und Fabrikwaren, handwerkliche Produkte	42 196	0,20	27 480	0,07	14 716	0,41	202 992	0,50	186 438	0,59	16 554	0,25

<sup>1</sup> M.O.L. Magyar Kamarai Levéltár (Ungarisches Kammerarchiv) E. 703. A Magyar Kamara Számvevősege (Rechnungsamt der Ungarischen Kammer). Tabellar Übersicht der Commercial-Bilanz für Ungarn, die Jahre 1817–1828 betreffend. Der Prozentsatz der gesamten Aus- und Einfuhr bedeutet den prozentualen Anteil des ganzen Außenhandels. Die Rubrik „Ausland“ weist auf den Anteil der Länder außerhalb der Erbländer und der Gebiete außerhalb der Habsburgerherrschaft an der Gesamtausfuhr bzw. Gesamteinfuhr des Königreichs Ungarn hin. Die Prozentzahlen zeigen immer den Durchschnitt von zehn Jahren.

<sup>2</sup> Im Jahresdurchschnitt von 1827 und 1828 fielen beim Export auf Rohwolle 99,50%, auf Wollstoffe 0,50%; beim Import auf Rohwolle 9,52, auf Wollstoffe 90,48%. Eine derartige Warengliederung ist in der Statistik anderer Jahre nicht zu finden. Dies gilt auch für die Anmerkungen 3, 4, 5.

<sup>3</sup> Im Jahresdurchschnitt derselben Zeit (Anm. 2) war der prozentuale Anteil dieser Warenart am Gesamtexport bei Rohbaumwolle 86,9%, bei Baumwollstoffen 13,04%, der Prozentanteil am Gesamtimport derselben Waren bei Rohbaumwolle 1,68%, bei Baumwollstoffen 98,32%.

<sup>4</sup> Im Jahresdurchschnitt derselben Zeit (Anm. 2) war der prozentuale Anteil am Gesamtexport bei Rohhanf und Flachs 60,04, bei Hanf- und Leinenstoffen 33,96%; beim Gesamtimport bei Rohhanf und Flachs 42,27, bei Fertigwaren 57,73%.

<sup>5</sup> Im Jahresdurchschnitt derselben Zeit (Anm. 2) war der Anteil am Gesamtexport dieser Warenarten bei Rohseide 79,89%, bei Seidenstoffen 20,11%, am Import: Rohseide 79,43, Seidenstoffe 20,57%.

<sup>6</sup> Die Verhältniszahl ist deshalb so hoch, weil auch die Daten des Handelsverkehrs von Triest, Fiume und anderer adriatischen Häfen, die als Auslandszollstellen behandelt wurden, darin enthalten sind. Den Verkehr mit diesen Städten behandeln wir — auf Grund staatsrechtlicher Verhältnisse (s. Tabelle 1, Anm. 3) — gemeinsam mit den Handelsverkehrsdaten der Erbländer.

Triest machte die schon erwähnte Konkurrenz des Odessaer Getreides usw. schier unmöglich. 1 bis 2 Millionen Ft. C.M. überschritt der Wert der nach Niederösterreich gelieferten Getränke, vor allem der Weine, aber im Laufe der Jahre mit fallender Tendenz. Der Absatz in das andere, in erheblicherem Maße Getränke abnehmende Erbland, nach Galizien war extremen Schwankungen ausgesetzt (zwischen 100 Tausend und eine Million Ft. C.M.). Als solidere Absatzgebiete für Getränke kleinerer Mengen erwiesen sich Mähren und Schlesien (mit einem Absatzwert von 200—500 Tausend Ft. C.M., jedoch mit stark fallender Tendenz zwischen 1826—1828). Noch geringer waren die Käufe der Steiermark (der Wert schwankte zwischen 100 bis 500 Tausend Ft. C.M., aber die halbe Million war ein einmaliger Fall. Seit 1825 fiel der Absatz auf die Hälfte des Vorjahres zurück, aber 1825 erreichte er wiederum die Höhe von 1822, nämlich 200 Tausend Ft. C.M.) Infolge des Zolls und der Transportkosten stieg der Preis der gewöhnlichen Tischweine, bis sie nach Niederösterreich, Mähren oder Galizien gelangten, auf das doppelte, sogar das dreifache.<sup>24</sup> An Getränken gelangte ein bedeutenderes Quantum Pflaumenbranntwein aus dem Szerémség (Syrmien) über Triest in andere Länder.<sup>25</sup>

Durch die Tätigkeit der Staatlichen Tabakaufkaufbehörde gelangte Rohtabak in ansehnlichem Wert vor allem in die staatlichen Tabakaufarbeitungs-Betriebe Niederösterreichs<sup>26</sup> (in den Jahren von 1824 bis 1826 und 1828 im Wert von mehr als einer Million, im Jahre 1827 dagegen nur im Wert von 600 Tausend Forint). Eine wesentlich geringere Menge kam in die Steiermark (im Werte von 100—300 Tausend Ft. C. M.; in den Jahren 1826—1828 hielten sich die Tabaklieferungen in ihrem Mittelwert).

<sup>24</sup> Der Rückgang des Weinexports hatte seinen Grund in dem hohen Zoll (pro Ohm 4 Conventionsmünze) und den Transportkosten auf Schiffen (pro Ohm zwischen 48 Kreuzer und 1 ft. 36 Kreuzer). Deshalb konnte man den Wein in den österreichischen, böhmisch-mährischen Erbländern und in Galizien nur in geringen Mengen absetzen. Dabei muß auch die Konkurrenz der Weine der einzelnen Erbländer in Rechnung gezogen werden. Am besten konnte man leichte ungarische Tischweine in Deutsch-Schlesien verkaufen, denn dort der eigene Ertrag gering war und dieses Gebiet lag dem Königreich Ungarn verhältnismäßig nahe. Hesperus 1823, Nr. 16, S. 64, Nr. 270, S. 1080, 1825, Bd. 1, Nr. 80, S. 319, 1828, Bd. 1, Nr. 7, S. 28, 1829, Bd. 1, Nr. 140, S. 559.

<sup>25</sup> Hesperus 1822, Nr. 300, S. 1200.

<sup>26</sup> Das Abaldo kaufte im Jahr 1815 von dem Königreich Ungarn, vom Großfürstentum Siebenbürgen und von Galizien 152 Tausend Wiener Zentner Tabakblätter im Werte von 1 200 000 Ft. C. M. Der überwiegende Teil der Lieferungen gelangte aus dem Königreich Ungarn in die Tabakfabriken der fünf Erbländer, ferner nach Mailand, Venedig, Fiume und Dalmatien zur Verarbeitung. Der jährliche Tabak-Durchschnittsertrag des Königreichs Ungarn wurde auf 200 000, der des Großfürstentums Siebenbürgen auf 12 000, der von Galizien auf 20 000 Wiener Zentner geschätzt. Nach zeitgenössischen Berechnungen wurde vom Tabakertrag des Königreichs Ungarn etwa 60 000 Wiener Zentner im Lande geraucht und 10 000 Zentner als Kau- oder Schnupftabak verbraucht. Zur Ausfuhr mag also etwa 130 000 Zentner geblieben sein. Hesperus 1827, Nr. 84, S. 334. Der Tabakaufkäufer des Abaldo in Ungarn, Maurus Ullmann hatte schon im Jahr 1826 in Pest mehrere Tabaklager. Hier wurde der Tabak bis zum Transport sortiert, behandelt. Ein Lager von 12 000 Quadratklafter in der Vorstadt befand sich im Jahr 1826 noch im Bau. Hesperus 1826, Nr. 297, S. 1188.

Beachtenswert ist die Kategorie Naturprodukte. Niederösterreich war dafür der einzige bedeutende Abnehmer. (Der Exportwert erreichte 1822 und 1825 mit über einer Million Ft. C.M. den höchsten Stand, während 1827 (800 000) und 1828 (900 000) ein Rückfall festzustellen ist.) Steiermark übernahm nur hie und da (insgesamt viermal, darunter zwischen 1826–1828) Waren dieser Art, deren Zusammenstellung bis jetzt unbekannt ist, im Wert über 100 Tausend Ft. C.M.

Die Gewürz- und Kolonialwaren, die aus den Gebieten des Sultanenreichs stammen und in der Ausfuhr als Transitgut zu betrachten sind, fanden in größter Menge ebenfalls in Niederösterreich auf Käufer (im Wert über 900 000 bis über eine Million, mit — seit 1822 — ständig steigender Tendenz). Bedeutend geringer und sehr unregelmäßig war der Absatz in Mähren und Schlesien (mit Ausnahme des 1828er Rückfalls stieg aber der Absatzwert seit 1824 allmählich auf 300 000–400 000 Ft. C.M.). In der Steiermark wurde von dieser Warensorte eine verhältnismäßig geringe Quantität übernommen (im Werte jährlich mehr als 100 000 Ft. C.M.)

Bergbauprodukte übernahmen Niederösterreich und Galizien in gleicher Menge und seit 1825 in steigendem Maße (im Werte von 100–200 Tausend Ft. C.M. jährlich).

Die Ausfuhr von Lebensmitteln sowie Roh- und Garleder bewegte sich zwischen fast den gleichen Werten (zwischen 100 und 500 Tausend Ft. C.M. jährlich). An Lebensmitteln übernahm Niederösterreich 1828 die kleinste Menge, dagegen kulminierte 1827–1828 dieser Export nach Mähren und Schlesien. In der Roh- und Garlederausfuhr folgten einander der Reihe nach: Niederösterreich, Mähren, Schlesien, Steiermark, Galizien. Die Tendenz des Exports war in jedem Fall gleichbleibend, zwischen 1826 und 1828 steigend. Es ist bemerkenswert, daß das Königreich Ungarn auch fertige Wollwaren, wenn auch grober Qualität, nach Galizien, bei zwei Gelegenheiten auch nach Triest exportierte (Decken, gewöhnliche Tuchwaren im Werte von mehr als 100–500 Tausend Ft. C.M.). Das geschah in sechs nicht aufeinander folgenden Jahren.

Außerhalb der Länder unter der Habsburgerherrschaft waren die Gebiete unter der Herrschaft des Sultans, südlich von Ungarn, der größte Absatzmarkt. Der wichtigste Ausfuhrartikel war Wollstoff. Er machte 18,67% der gesamten Wollausfuhr aus, und sein Wert bewegte sich zwischen 500 000 und 1 Million Ft. C.M. Zuerst im Jahre 1823 erreichte er den Höhepunkt (über eine Million). Die zweite Export-Kulmination erfolgte 1825 und nach 1827 trat dann ein gewisser Rückfall ein, aber die Exportsumme blieb immer noch mehr als eine Million. Im Jahre 1828 sank der Ausfuhrwert jedoch auf etwa 900 Tausend Ft. C.M. Der vorwiegende Teil der Export-Wollwaren bestand aus Kotzen, Decken, die von ungarischen Handwerkern, Manufakturen aus Zackel- und Zygayawolle angefertigt wurden.<sup>27</sup> Der Wert der Hanf- und Leinengewebe, die in die Gebiete unter der Türkenherrschaft geliefert

<sup>27</sup> Oe. N. 1818, Heft 48, S. 384, Hesperus 1826, Nr. 229, S. 916, Nr. 292, S. 1168, 1828, Bd. 2, Nr. 32, S. 256.

wurden, war gleichfalls ziemlich ansehnlich (100—200 Tausend Ft. C.M. Im Jahre 1826 überstieg der Exportwert mit mehr als 200 Tausend Ft. C.M. seinen Höhepunkt, danach (1827) erfolgte ein beinahe 50%iger und ein (1828) noch größerer Rückgang). Süddeutschland und Sachsen übernahmen jährlich Wolle in Wert von 100—400 Tausend Ft. C.M. (Nach einigen Jahren Flaute nahm 1825 der ungarische Wollexport in beiden Staaten wieder zu. Nachher ging er in Sachsen stetig abwärts, und der Rückfall betrug bis 1828 — im Vergleich zu 1825 — etwa 30% seines Wertes. In Süddeutschland stieg die Ausfuhr im Jahre 1827 — im Vergleich zu 1825 — auf mehr als den doppelten Wert. 1828 fiel dieser um 2% unter den 1825er Wert zurück).

Ein beträchtliches Quantum an Getränken, vermutlich Wein, kaufte Preußen (im Wert zwischen 200—800 Tausend Ft. C.M. 1819 war der Umsatz am größten. Darauf erfolgte ein Rückfall, und seit 1825 wieder eine gleichmäßige Erhöhung bis 300—400 Tausend Ft. C.M. 1827 erreichte hier der Wert des Getränke-Exports den höchsten Stand, aber 1828 sank er unter das Niveau von 1825).

Der Leberdier-Export weist eine ständig steigende Tendenz auf. Ab 1825 geht der Exportwert immer schneller in die Höhe, kulminiert 1828 und übersteigt im Wert das Doppelte des von 1825.

Von Rohtabak gelangte eine bedeutendere Menge nach Sachsen (acht Jahre hindurch überstieg der Wert 100 Tausend Ft. C.M., zwischen 1825 und 1828 — abgesehen von einer kleinen Besserung im Jahre 1827 — ist eine rückgängige Tendenz zu beobachten, 1828 geht der Warenexport — im Vergleich zu 1826 — auf einen bedeutend geringeren Umsatzwert zurück).

Die Ausfuhr der Hanf- und Leinenwaren in türkische Gebiete fiel zwischen 1819 und 1821 von 200 000 auf 155 000 zurück. (Danach ist bis 1826 eine schwankende, doch eher steigende Tendenz wahrzunehmen. 1827—1828 war der Rückfall so stark, daß in keinem der Jahre das Niveau von 1821 erreicht wurde.)

Der Export der Bergbauprodukte ging ebenfalls in die Gebiete unter der Türkenherrschaft. Einen Höchstwert erreichte er zuerst 1819 (über 100 000 Tausend Ft. C.M.). Ihm folgte ein Rückfall bis 1826, als die Ausfuhr wieder den Stand von 1819 erreichte (ebenfalls über 100 000 Ft. C.M.). Ein neues Rekordjahr ist 1827, aber 1828 sank der Ausfuhrwert auf weniger als die Hälfte des Umsatzes im Vorjahr. Im Jahre 1828 ist bei sämtlichen ins Sultanreich gelieferten Artikeln ein Rückfall festzustellen, dessen Ursache wohl der russisch-türkische Krieg gewesen sein mag, der sich ungünstig auf die Weltmarktlage auswirkte.

Einen bescheidenen, aber nicht ganz unbedeutenden Wert vertrat die Baumwollstoff-Ausfuhr, ebenfalls in Gebiete unter der Türkenherrschaft. (Im Laufe von zwei Jahren überstieg der Export dieser Warengattung 100 000 Ft. C.M. Zwischen 1821—1823 war die Ausfuhr tendenz steigend, 1824 fallend, aber 1825 näherte sich der Umsatzwert wieder dem früheren Stand. Seit 1826 trat wieder Rückfall ein, 1827 — im Vergleich zu 1825 mit einer 10%igen, 1828 mit einer 20%igen Wertverminderung.)

Die Untersuchung der Struktur der ungarischen Ausfuhr bekräftigt unsere bisherigen Kenntnisse durch die Tatsache, daß die landwirtschaftlichen Produkte

(Lebensmittel und Rohstoffe) in unserem Export führend waren. An erster Stelle unter den in die Erbländer transportierten Waren steht die Wolle. An der zweiten die lebenden Tiere und erst an der dritten Stelle liegt der Export-Wertanteil der Getreidearten und anderer landwirtschaftlichen Produkte. Der Tabak nimmt nur den sechsten Platz ein. Im Außenhandel mit den übrigen Ländern folgten der Wolle-Getränk, Lebendvieh, Tabak und erst danach Getreide. Besonders die lebhaftere Nachfrage nach Wolle und der zunehmende Export lebender Tiere (die Tierarten verraten die verallgemeinernden Zahlen der Statistik nicht) trieben die in der Landwirtschaft Tätigen zu möglichst großer Produktion an, die auch durch gute Qualität auf dem Weltmarkt konkurrenzfähig war. Die Bestrebung quantitativ reichliche und qualitativ gute Ware zu produzieren, und — wo es die materiellen Möglichkeiten gestatteten — beide Eigenschaften in guter Übereinstimmung zur Geltung zu bringen, waren für Produktion jeder landwirtschaftlichen Exportware ein großer Ansporn. Das war nicht nur wegen der Konkurrenz der Odessaer Getreide notwendig, sondern auch darum, weil z. B. die deutschen Fürstentümer, so auch Bayern, der frühere Markt des ungarischen Getreides und Lebendvieh, seit Anfang der 1820er Jahre und schon vorher ihre Landwirtschaft und Viehzucht weiterentwickelten und sich in dieser Beziehung verselbständigten.<sup>28</sup> Die Erfolge einzelner europäischen Länder in der Tabakkultur machten seit der Kontinentalsperre und den Napoleonischen Kriegen den ungarischen Tabakhändlern ebenfalls Sorgen.

Weniger bekannt ist die Tatsache, daß in die türkischen Hoheitsgebiete aus dem Königreich Ungarn nicht nur grobe Wolle und Baumwollwaren geliefert wurden, sondern auch Bergbauprodukte. Ebenfalls ein neues Moment ist der bedeutende Export der als „Naturprodukte“ benannten, bis jetzt näher nicht bekannten Waren nach Niederösterreich.

Die erste Aufschwungsperiode der den größten Wert vertretenden Exportprodukte lag — abgesehen von einigen plötzlichen Rückfallsjahre — zwischen 1827 und 1828; bei einigen Waren begann der Aufschwung schon 1825—1826 mit einem Höchstpunkt im Jahre 1827, aber schon 1828 mit kleineren-größeren Wertverringerungen. Diese Feststellung gilt besonders für den Wollexport, für Wollstoffe in türkische Gebiete, Lebendvieh, Tabak, Gewürze, Bergbau- und für die sogenannten Naturprodukte. Der Export von Wolle, Tabak, Lebendvieh und Wollstoffe stieg immer gleichmäßig, der der Bergbauprodukte seit 1825 und der nicht in die Erbländer gerichtete Lebendviehexport ging plötzlich in die Höhe. Eine zurückgehende Tendenz ist zu beobachten — trotz plötzlicher Besserung in einzelnen Jahren — bei den Getränken, bei nicht in die Erbländer gelieferten Waren, so Rohwolle, in den Jahren 1827—1828 bei den für türkische Gebiete bestimmten Baumwoll-, Hanf-, und Leinenstoffen, zwischen 1825 und 1828 bei Tabak und bis 1826 bei Bergbauprodukten.

<sup>28</sup> Hesperus 1829, Bd. 2. Nr. 234, S. 933—935.

Die Hauptcharakterzüge der Tendenzen im Export fallen demnach mit dem Pulsieren des Weltmarktes zusammen, jedoch mit dem Unterschied, daß im Außenhandel des Königreichs Ungarn die zweite Phase der Rezession gegen 1828 begann. Die Wirkung der Wirtschaftskrise von 1825—1827 machte sich also im Königreich Ungarn etwas später bemerkbar, als in anderen Ländern des Weltmarkts, fällt aber mit den Sorgen der Erbländer auf dem Geld- und Warenmarkt beinahe zusammen. Nach der allgemeinen Kulmination des Exports 1827 war der je nach Waren verschiedene, aber eindeutige Rückfall mutmaßlich eine Folge der durch den russisch-türkischen Krieg hervorgerufenen internationalen Spannung, einer im Handelsleben um sich greifenden Unsicherheit, sogar des vorübergehend sich zeigenden Mißtrauens gegen das Papiergeld. Selbst die vorratssichernden Aufkäufe des Militärärars konnten diese hemmenden Erscheinungen im Handel mit den Erbländern nicht beheben.

Die Tendenzschwankungen im Handel mit den übrigen Ländern widerspiegelt noch klarer die veränderten Situationen auf dem Weltmarkt. Besonders gut zu verfolgen ist dies im Falle der wichtigsten Exportware des Königreichs Ungarn, der Wolle. Die Ursache des Rückfalls im Wollexport 1828 und in den darauffolgenden Jahren war, daß die Wollproduktion in Sachsen und Preußen zu dieser Zeit schon soweit vorangekommen ist, daß sie nicht nur den spanischen Export übertraf, sondern auch auf dem englischen Markt ein ernster Konkurrent der österreichischen Wolle wurde, in die auch die ungarische miteinzubeziehen ist. Das Produktionswachstum machte es diesen beiden Ländern möglich, die Wolleinfuhr aus dem Königreich Ungarn herabzusetzen. Trotz des durch die aufblühende Industrierevolution gesteigerten Wollbedarfs in Sachsen und trotz der verstärkten Kaufkraft Englands — die gegenteilige Tendenz der Krise der Jahre von 1825 bis 1827 auch in Rechnung nehmend — schien die sächsische und preußische Wollproduktion ausreichend zu sein, den Export des Königreichs Ungarn herabzudrücken. Die in den früheren Jahren noch lebhaften Wollausfuhr-Möglichkeiten nach Rußland unterband ebenfalls das fortwährende Anwachsen der dortigen Wollproduktion, die sogar noch für den Export ausreichte.

Der Rückfall der meist von serbischen Kaufleuten abgewickelten Ausfuhr in türkische Hoheitsgebiete in den Jahren 1827—1828 war eng mit den Kriegsereignissen verbunden. Die plötzlichen Schwankungen im Außenhandelsverkehr einzelner Waren beeinflussten natürlich auch die in manchen Gebieten vorkommenden Mißernten, die durch Tierseuchen verursachte Hungersnot, die in den 1820er Jahren dann und wann, hier und dort auftretenden Pestepidemien, ferner auch sonstige, nicht voraussehbare Umstände.

Bei der Untersuchung in welchem Verhältnis die einzelnen Gebiete an der Ausfuhr teilgenommen haben, darf die schon erwähnte Tatsache nicht außer acht gelassen werden, daß oft direkt am Produktionsort, im Zentrum des Großgrundbesitzes, bei einer vom Großgrundbesitzer veranstalteten Versteigerung, oder — und gegen 1848 immer häufiger — in den Stapelplätzen einzelner Regionen, wo

für entferntere Märkte bestimmte landwirtschaftliche Waren zum Weitertransport angehäuft wurden, vor allem aber auf den Jahrmärkten größerer Städte Händler und Agenten, aber auch ungarische Beauftragte der Erbländer die landwirtschaftlichen Produkte aufkauften, deren bis jetzt ein zahlenmäßig nicht feststellbarer Teil in andere Länder weiterbefördert wurde.<sup>29</sup> Auf diese Weise gelangte eine größere Menge ungarischer Landwirtschaftsprodukte, in erster Reihe Wolle auf die Märkte anderer Länder, als aus den Statistiken hervorgeht. Die offizielle Außenhandels-Statistik buchte diese — vorläufig zahlenmäßig nicht feststellbare — Warenmenge als Importware in die Erbländer. Folglich kamen in die Erbländer etwas weniger Landwirtschaftsprodukte, die aus Ungarn stammten, in die übrigen Länder etwas mehr, als aus den Rubriken der Statistik zu errechnen ist.

Die Marktmeldungen der zeitgenössischen Presse unterstützen diese Feststellung. Sie berichten darüber, daß Kaufleute oder Beauftragte nicht bloß jener Länder auf den Jahrmärkten Ungarns erschienen, die in der amtlichen Statistik als Warenabnehmer verzeichnet sind, sondern daß auch Kaufleute aus Frankreich, hie und da auch aus England und Niederland — vor allem auf den Märkten der Stadt Pest — anzutreffen waren.<sup>30</sup>

Die zeitgenössische Wirtschaftspresse berichtet — zwar ohne Zahlenangaben — auch über Lieferungen von Bettfedern in großer Menge in die Schweiz, nach Frankreich und Hamburg, von Textilabfällen über Illyrien nach Italien. Bettfeder — berichtet die Presse — kam durch böhmische, Textilabfälle durch ungarische Händler auf den Bestimmungsort.<sup>31</sup>

Auffällig am Import aus den Erbländern ist der verhältnismäßig hohe Anteil der Wolle und Wollwaren (34,5%), Baumwolle und Baumwollwaren (24,5%), Hanf- und Leinenwaren (10,7%) am gesamten Import. 99,82% der Wollwaren, 99,18% der Baumwollwaren, 99,55 der Hanf- und Leinenwaren, 58,94% der Seide- und Seidenwaren war *Fertigware*, was die zurückgebliebene Entwicklung der Industrie im Königreich Ungarn zeigt. Der Anteil der Seidenwaren am Gesamtimportwert war gering (3,23%). Dies verrät, daß nur eine sehr dünne Schicht sich den Kauf von Luxusartikeln zwischen 1819 und 1828 erlauben konnte.<sup>32</sup>

Der vorwiegende Teil der Wollstoffe, die auch unter den führenden Importwaren an der Spitze standen (jährlich im Wert von 4–9 Millionen Ft. C.M.)

<sup>29</sup> Die Aufkäufer besuchten zwecks Wollkaufes die Großgrundbesitzer in der Sammelzentrale, wo sie entweder bei einer Versteigerung, oder auf Grund eines schon früher abgeschlossenen Kaufvertrags, oder unmittelbar ohne Konkurrenten die Ware in größeren Posten erwarben. Oe. N. 1818, Heft 43, S. 343, 1824, Bd. 2, Heft 49, S. 392, 1828, Bd. 1, Heft 13, S. 104, Bd. 2, Heft 32, S. 256. Hesperus 1824, Nr. 119, S. 557–558.

<sup>30</sup> Hesperus 1825, Bd. 2, Nr. 181, S. 724, 1826, Bd. 2, Nr. 296, S. 1184, Oe. N. 1828, Bd. 1, Heft 25, S. 192.

<sup>31</sup> Hesperus 1826, Bd. 2, Nr. 297, S. 1188, 1828, Bd. 1, Nr. 8, S. 32.

<sup>32</sup> Der Import der fertigen Wollwaren aus den Erbländern belief sich bei den gesamten Wollwaren im Jahre 1834 auf 95,30%, im Jahre 1838 auf 99,01%; der Import von Fertigwaren aus Baumwolle auf 99,93, bzw. 99,99%, Waren aus Hanf und Leinen 92,21, bzw. 93,89%, Waren aus Seide 71,9 bzw. 84,42%. FÉNYES 1842, S. 268–269.



kam aus Mähren und Schlesien, ein kleinerer Anteil (jährlich im Wert von 1—3 Millionen Ft. C.M.) aus Niederösterreich. Auch die Steiermark lieferte Wollstoffe auf die ungarischen Märkte im Werte von einigen 100 Tausend Ft. C.M. Der Import von Wollwaren erreichte das erste Mal seinen Höhepunkt im Jahre 1822, dann 1827, in der Zeitspanne von 1826 bis 1828, das zweite Mal. An Baumwollstoffen lieferte Niederösterreich das meiste (1—3 Millionen Ft. C.M.), darauf folgten Mähren und Schlesien (im wechselndem Wert zwischen 300 Tausend und 2 Millionen Ft. C.M.) Der Importwert der Baumwollstoffe stieg dauernd und erreichte 1827 den Höhepunkt. Der Seidenstoff kam aus Niederösterreich (im Werte zwischen 700 Tausend und 1 Million Ft. C.M.). Feine Hanf- und Leinenwaren schickten die Betriebe und Händler Mährens und Schlesiens auf die Märkte des Königreichs Ungarn (in wechselndem Wert zwischen 500 Tausend und 1 Million Ft. C.M.).

Rohleinen und Hanf stammten aus denselben Ländern (im Werte zwischen 100—300 Tausend Ft. C.M.). Leinen- und Hanfware in gröberer Qualität kam aus Galizien (mit Ausnahme eines Jahres) im Werte von mehr als 900 Tausend Ft. C.M.).

Die in Ungarn konsumierten Gewürz- und Kolonialwaren (6,5% wurden aus Niederösterreich (im Wert von 600—700 Tausend, aber meistens 1—3 Millionen Ft. C.M.), aus Triest (1—2 Millionen Ft. C.M.) und aus Fiume (im Wert über 100 Ft. C.M. jährlich) importiert. (Die erste Aufschwungsperiode war in diesem Fall zwischen 1819 und 1821, die zweite 1827—1828. Diesmal vergrößerte sich zwar der Wert — im Verhältnis zum Tiefpunkt 1826 — um 40—50%, aber er erreichte den höchsten Stand des Jahres 1821 nicht.).

Die damalige Einfuhr an Bergbauprodukten aus den Erbländern wuchs stetig. Die größte Menge kam aus Niederösterreich in das Königreich Ungarn (innerhalb von zwei Jahren im Wert von je 1 Million, dreimal im Wert über 900 Tausend Ft. C.M.). Bedeutend weniger lieferte Steiermark (500—600 Tausend im Jahr). Zwischen 1826 und 1828 erreichte der Import die Spitze. Sein Wert war jedoch im Jahr 1828 geringer als im Vorjahr.

Wenn Lebewieh aus den Erbländern auf ungarische Märkte getrieben wurde, so kam es aus Galizien (im Wert von 400 bis 600 Tausend Ft. C.M., ausnahmsweise 700 Tausend, sogar 1 Million. Der erste Importaufschwung war zwischen 1820 und 1822, der zweite 1827—1828, aber auch hier erreichte der Import des Jahres 1828 nicht den Wert von 1827).

Die Mehrzahl der Roh- und Garlederwaren aus den Erbländern lieferte Niederösterreich (in wechselndem Wert zwischen 100—400 Tausend Ft. C.M. Der Importwert kulminierte zuerst 1822, dann zwischen 1826 und 1828. Der Wert im Jahre 1828 erreichte zwar nicht den Wertstand von 1827, war aber höher als im Jahr 1826).

Erstklassige Weine kamen aus den adriatischen Häfen Dalmatiens (300—500 Tausend Ft. C.M.); aus Galizien wurde Kornbranntwein eingeführt für die Konsumenten der nördlichen Komitate (jährlich im Wert von 100 Tausend Ft. C.M.). Der Getränkimport zeigt — wenn auch mit Schwankungen — eine absinkende Tendenz, aber 1828 stieg er sprunghaft.

Einen bedeutenden Teil des Importwerts aus anderen Ländern (36,63%) bildete die Einfuhr von Lebendvieh. Die Tierherden wurden aus der Moldau, der Walachei und von Süden her aus den unter den türkisch beherrschten bosnischen, serbischen Gebieten getrieben.<sup>33</sup> Ein Teil dieser Herden wurde weiter in die Erbländer getrieben, und so machten diese Tiere einen Teil des Lebendvieh-Exportes aus. Die Zollbehörden verzollten die Herdentiere sowohl beim Grenzenübertritt in das Gebiet des Königreichs Ungarn, wie auch beim Übertritt in die Erbländer, und so gelangten diese Tiere zweimal in die statistischen Aufstellungen. (Der Import stieg bis 1822, fiel bis 1826 zurück, nahm dann wieder bedeutend zu, so daß er den 1822er Spitzenwert fast um ein Drittel überstieg).

Die Einfuhr von meist feinen Leder-, Fell- und Pelzwaren (20,4% des Gesamtimports aus anderen Ländern) lag an zweiter Stelle in der Reihenfolge der Waren aus anderen Ländern. Dieser Import stammte aus den Gebieten der Türkenherrschaft und vertrat einen ansehnlichen Wert (jährlich über 1 Million Fr. C.M.).

Der jährlich wechselnde Importwert der Wolle und Wollwaren kulminierte 1825, fiel jedoch danach zurück und erreichte 1828 — als Zeichen der beträchtlichen Abnahme des Fertigwaren-Imports — den Tiefpunkt. Baumwollware (14,50%), größtenteils Rohbaumwolle, gelangte ebenfalls über die von den Türken besetzten Gebiete in das Königreich Ungarn (der Wert überstieg bis 1825 jährlich 1 Million Ft. C.M., nachher bewegte er sich zwischen 100 und 400 Tausend Ft. C.M. und erreichte 1828 nicht einmal ein Zehntel des 1819er Höchststandes).

Der Importwert der Bergbauprodukte lag höher, als derjenige aus den Erbländern. Auch diese Waren wurden aus den Gebieten des Sultanenreiches geliefert (meist im jährlichen Wert von 1 Million, dreimal von 2 Millionen, einmal von 3, bzw. von 4 Millionen Ft. C.M. Der Wert des Imports wuchs bis 1823, dann nahm er ab, erhöhte sich wieder zwischen 1826—1828 um ein Weniges, aber das änderte nichts an der Tendenz). Aus Süddeutschland und Preußen wurden in der ersten Hälfte der 1820er Jahre Gewürz- und Kolonialwaren eingeführt (bis 1826 im Werte von 100—400 Ft. C.M. Danach schrumpfte diese Einfuhr zu einem unbedeutenden Wert zusammen).

In der Tendenz des Imports aus den Erbländern sind bei den meisten Waren, die den größten Wertanteil vertraten, zwei Aufschwungsperioden zu beobachten. Die eine, die zwischen 1821 und 1823 den Höhepunkt erreichte und wohl zum Beheben der Kriegsschäden, der Ausfälle durch schlechte Ernten und Tierseuchen diente, die andere zwischen 1825—1826 und 1828, lag aber meistens nur unter dem Importwert von 1827. Die Einfuhr grundlegend wichtiger Waren (Baumwolle, Baumwollwaren, Hanf- und Leinenwaren, Bergbauprodukte) zeigte eine ständig steigende Tendenz und wies auf Zunahme der Aufnahmefähigkeit des Binnenmarkts; nur die Getränkeinfuhr tendierte abwärts.

<sup>33</sup> Hesperus 1825, Bd. 2, Nr. 195, S. 780.

Eine gleiche Tendenz ist auch in der Einfuhr aus den übrigen Ländern wahrzunehmen. Als Ausnahme gilt der dauernde Rückgang des Baumwoll- und Baumwollwaren-Imports, der eng mit der wachsenden Baumwollstoffproduktion in den Erbländern zusammenhing.

Die erste Wachstumsperiode fällt ungefähr mit den günstigen Tendenzen des Weltmarks zusammen, die zweite fiel aber — von einigen Ausnahmen abgesehen — zeitlich mit der schlechten Lage des Weltmarkts zusammen. Es ist wohl möglich, daß der Import-Rückgang des Königreichs Ungarn mit einer kleinen Verschiebung, vielleicht erst von dem Jahr 1828 an seinen Anfang nahm.<sup>34</sup> Darauf könnte man eventuell aus der sich bei fast jeder Ware feststellbaren Wahrnehmung schließen, wonach der 1828er Importwert — innerhalb der steigenden Tendenz — geringer war als der Höchstimportwert des Jahres 1827. Weiter zu erforschen wäre, welche Faktoren beim Aufschwung oder Rückgang der einzelnen Importwaren mitgespielt haben, ob die Lage auf dem Weltmarkt und die damit verbundenen regionalen Gegebenheiten, ob Witterungseinflüsse oder Epidemien den Aufschwung bzw. Rückgang verursacht haben.

Obwohl die Auswirkungen der Industrierevolution in engem Zusammenhang mit der angehenden Umwälzung im Verkehr, vor allem in der Schifffahrt, sich in den österreichischen, böhmisch-mährischen Provinzen der Habsburger gegen Ende der zweiten Hälfte der 1820er und in der ersten Hälfte der 1830er Jahre, trotz der erwähnten hemmenden Faktoren, nach und nach auch im Außenhandel mit dem Königreich Ungarn bemerkbar machte, nahm der Handel infolge der vom Ende der zweiten Hälfte der 1830er Jahre bis 1847 dauernden Wirtschaftskonjunktur in den Erbländern einen wirklich bedeutenden Aufschwung. Zwei Geschehnisse störten zwar vorübergehend das Wirtschaftsleben, konnten aber die steigende Tendenz nicht niederhalten.

Das eine war die vom Ende der 1830er Jahre sich wieder meldende und noch 1842 wahrnehmbare Handels- und Kreditkrise, das andere die am Ende des Jahrzehnts aufflammende sogenannte Orientkrise. Die Auswirkungen der beiden verflochten sich miteinander, obwohl der grundlegende Faktor zweifellos die Handels- und Kreditkrise war. Die internationale politische Verwicklung verschärfte nur für eine Zeit zusätzlich die Auswirkungen der Wirtschaftskrise.

Die Frontmachung des ägyptischen Vizekönigs Mehmed Ali gegen den Sultan, das Ultimatum von Palmerston im Namen der europäischen Mächte an den Vizekönig, Kampfhandlungen in Syrien, Frankreichs negative Stellungnahme zum gemeinsamen Abkommen der übrigen Mächte, alldies drohte mit der Gefahr eines europäischen Krieges. Die Habsburgermacht nahm die Kriegsvorbereitungen ebenso in Angriff, wie die deutschen Staaten.

<sup>34</sup> In Deutschland war die Lage bis zu einem gewissen Grad ähnlich. Oe. N. 1830, Bd. 1, Nr. 1, S. 1—6.

Die Verschärfung der Lage, Syriens und Ägyptens Blockade schlug blitzschlagartig in das Wirtschaftsleben der Erbländer. Eine Handels- und Kreditkrise begann im Laufe des Jahres 1839 in Europa um sich zu greifen, und wirkte ungünstig auf den ungarischen Handelsverkehr, besonders auf die Landwirtschaftsprodukte, wenn auch auf die einzelnen Produkte verschiedentlich. Der Außenhandel des Königreichs Ungarn, abmeßbar an dem Umsatz der einzelnen Hauptprodukte, z. B. der Wolle, hing stark von der Weltmarktlage ab, und es fiel schwer ins Gewicht, wie elastisch die Produzenten und die Kaufleute sich den Markttansprüchen anpassen konnten. All diese allgemeinen und ständigen Eigenschaften der kapitalistischen Marktverhältnisse kamen zur Krisenzeit in noch gesteigertem Maße zur Geltung. Die Kaufleute bemühten sich durch Einschränkungen der Kreditgewährung und durch Zurückhaltung des Warenverkehrs den versiegten Kreditquellen zu begegnen. Die Krise war vor allem in Triest fühlbar, wo die sogenannte Ostfrage die Lage noch mehr erschwerte, aber schon im Jahre 1840 verbuchten auch die Märkte in Brünn, Wien und Pest einen schwächeren Umsatz. 1841 erschütterte die Handelskrise fast das ganze Europa und erfaßte alle Erbländer. Noch nach 1842 war ihre Auswirkung zu spüren: in Pest verschlechterte sich die Lage derart, daß man nur gegen Bargeldbezahlung Waren erhielt, was sich vor allem auf den Umsatz der importierten Textilwaren nachteilig auswirkte. Infolge der Krise sank der Verbrauch an Manufakturprodukten und das zeigte sich nicht nur am Umsatz der Pester, sondern auch der Debrecener, Arader und Szegediner Märkte. Erst nach der guten Ernte begann sich die Lage zu bessern. Vom Sommer 1842 an war die Krise — zuerst auf dem Markt der Rohprodukte — schon weniger fühlbar. So richtig erlebte aber der Marktumsatz erst 1843 wieder einen Aufschwung und ging bis 1847 in stets wachsendem Tempo in die Höhe.<sup>35</sup>

Das zweite Geschehnis, das auf den Außenhandelsverkehr des Königreichs Ungarn störend wirkte, aber ausschließlich nur in Relation mit den Erbländern, war die ungarische Schutzverein-Bewegung. Sie verursachte zwar keine so große Erschütterung, wie die Handels- und Geldkrise, aber ihre Folgen verspürte vor allem die mährische, böhmische, ferner die Wiener Textilindustrie und wurde auch in anderen, hauptsächlich Wiener Industriezweigen bemerkbar. 1844 kamen aus dem Königreich Ungarn keine Kaufleute auf die Märkte der erwähnten Erbländer und brachten deshalb wenig Erfolg.

Aus der Tabelle meint man zu erkennen, als ob die Schutzverein-Bewegung gerade jenem Gebiet des Imports aus den Erbländern kaum geschadet hätte, dem die Führung der Bewegung den größten Schlag versetzen wollte. Anderen Quellen zufolge ging der Import der Produkte der Wiener Messerschmiede, Dreher, Kupfergießer

<sup>35</sup> P. H. 1840, Heft 1, S. 1, Heft 69, S. 281, Heft 72, S. 293, 1841, Heft 46, S. 193, Heft 54, S. 227, Heft 59, S. 251, 1843, Heft 1, S. 1. — Im Jahre 1841 machte sich die Krise auf dem Debrecener Markt am Lorenz-Tag — ausnahmsweise — nicht bemerkbar. Ungestört wurden Kredit gewährt, auf Termin genau Schulden bezahlt, viel Bargeld und Gold umgesetzt. P. H. 1841, Heft 55, S. 231.

zwischen 1844 und Frühjahr 1845 auf ein Zehntel zurück. Diese Zahl bezeugt zwar einen großen Rückfall, aber der Wertanteil dieser Waren an dem Gesamtimport war unbedeutend.

Die absoluten Zahlen der 3. Tabelle und so auch die Proportionen sind unverläßlich. Vergleicht man die Angaben dieser Tabelle mit den Durchschnittsangaben desselben Warenumsatzes der Jahre zwischen 1819—1828 und rechnet man sie auf dieselbe Zeitdauer um, so stellt sich heraus, daß der Wert des Baumwollimports nahe dem Wert der in der ersten Jahreshälfte 1844 und 1845 importierten Waren lag. Der Wert der Wollwaren erreichte dagegen nur ein Zwanzigstel, der der Leinenwaren ein Siebentel, der Seidenwaren weniger als ein Zwölftel, was kaum wahrscheinlich ist, weil die Nachfrage an unmittelbaren Verbrauchsartikeln inzwischen sowohl in betreff der Quantität, als der Qualität zunahm. Dafür zeugt die Statistik von Fényes aus dem Jahr 1847, die bei den 1845er Wollimport im Vergleich zu 1844 einen 13,51%igen, bei den Baumwollwaren einen 6,29%igen Rückgang — auf ein ganzes Jahr gerechnet — feststellt. In Anbetracht dessen, daß in der zweiten Jahreshälfte der Textilumsatz in Ungarn infolge der Sommer-Wollverkäufe und der Getreideverkäufe im Herbst immer wesentlich größer war als in der ersten Jahreshälfte, so würden wir — nur allein die absoluten Zahlen der 3. Tabelle berücksichtigend — ein Zerrbild erhalten. Die Daten von Fényes, die den Umsatz eines vollen Jahres in Betracht ziehen, spiegeln die Wahrheit getreuer. Von einem Gesichtspunkt aus bekräftigen sie dennoch die Daten der 3. Tabelle: Der Textilimport zeigte in diesen zwei Jahren tatsächlich eine abnehmende Tendenz.

Im Jahre 1846 auf der Frühlingsmesse in Brünn und auf den Wiener Märkten wurde der Schutzverein nurmehr als ein Schreckgespenst erwähnt, und später fiel kein Wort mehr darüber. Im selben Jahr wickelten die Händler aus den Erbländern auf den Pester Märkten gute Geschäfte ab.<sup>36</sup>

Tabelle 3

*Textilwarenimport des Königreichs Ungarn aus den Erbländern in der ersten Hälfte der Jahre 1844 und 1845\**  
(in Conventionsmünze)

Name der Waren	1844 erste Hälfte	1845 erste Hälfte	Aufstieg (+) bzw. Abnahme (–) in Ft. C.M.	%
Kleidungs- und Galanteriewaren	101 348	96 037	– 5 311	– 5,24
Baumwollwaren	2 649 116	2 589 607	– 59 509	– 2,25
Wollwaren	534 535	538 148	+ 3 613	+ 0,68
Hanf- und Leinenwaren	499 151	658 208	+ 159 057	+ 31,87
Seiden- und Halbseidenwaren	64 762	64 617	– 145	– 0,22

\* Pesther Handlungszeitung. Kommerzial- und Industrie-Anzeiger 1845. Heft 48., S 190.

<sup>36</sup> J. MARX, S. 15—34 und BRUSATTI, S. 332. P. H. 1845, Heft 48, S. 190.

Die Wirtschaftsverhältnisse des Königreichs Ungarn waren auch in den 1840er Jahren in jeder Beziehung von den jeweiligen ökonomischen Verhältnissen der Erbländer, der an der ersten Stelle stehenden Käufer, abhängig.

Für die Industrie, vor allem für die Textil- und Eisenwerke der Erbländer war die möglichst schnelle und ausgedehntere Erweiterung des ungarischen Binnenmarktes ein elementares Interesse. Zugleich war man auch dringend daran interessiert, daß das Königreich Ungarn — besonders vom Ende der ersten Hälfte der 1830er Jahre an — ein die vorangehenden Jahrzehnte übersteigende Quantität an Lebensmitteln und Rohstoffen für die zunehmende Industrie-Bevölkerung, hauptsächlich für das rasch wachsende Wien, liefere. Besonders für die Textilindustrie und darin für die Woll- und Baumwoll-Verarbeitung und die Leinenweberei war der ungarische Markt unentbehrlich. Darüber spricht im Jahre 1841 ein Bericht des Wiener Polizeichefs, in dem er auseinandersetzt, daß das Königreich Ungarn für die österreichische, besonders für die Wiener Industrie die wichtigste „Provinz“ sei. Sollten dort die Absatzmöglichkeiten stocken, müßten die österreichischen Fabrikanten ihre Produktion einschränken. Der Polizeioberdirektor hielt es für notwendig in seinem Bericht noch einmal zu betonen, daß das Königreich Ungarn der größte Verbraucher für die Produkte der Wiener Fabriken sei.<sup>37</sup>

Weiterhin ist es die schon in den vorhergehenden Jahrzehnten beobachtete zweifache Tendenz zusammen mit anderen Einwirkungen des Weltmarktes, die die Gestaltung des Außenhandels oft noch widerspruchsvoller machten. Günstig waren einerseits die vergrößerten Absatzmöglichkeiten für die ungarischen Landwirtschaftsprodukte und dadurch die Zunahme der inneren Kaufkraft Ungarns. Andererseits machte sich gleichzeitig die Konkurrenz der viel stärkeren Volkswirtschaft, vor allem der Industrie der Erbländer, geltend.

Der Außenhandelsverkehr des Königreichs Ungarn stieg zwischen 1789 und 1845 bedeutend an.

Mit Ausnahme des Import-Jahresdurchschnitts von 1831—1840 ist der Anstieg sämtlicher Exports- und Importsbeträge wahrzunehmen. Besonders augenfällig ist der sprunghafte Aufstieg der 1840er Jahre sowohl im Export wie auch im Import und auch die Tatsache, daß im Durchschnitt dieser sechs, bzw. sieben Jahre der Außenhandelsverkehr des Königreichs Ungarn passiv geworden ist. Über dessen Ursachen wird noch in folgendem gesprochen. Die Ursache des Rückgangs im Importdurchschnitt der Jahre 1831—1840 verlangt noch weitere Untersuchungen.

Der Export zwischen 1832 und 1835 stieg im Vergleich zu 1831 im Jahresdurchschnitt um 2,5%, zwischen 1836 und 1839 beträgt sein Aufstieg durchschnittlich schon 22,5%, 1842 ist im Vergleich zum Vorjahr ein Rückgang um 9,01% festzustellen, während zwischen 1843 und 1847 der Exportwert im Jahresdurchschnitt wieder um 13% anstieg. Der Importwert erhöhte sich 1832—1835 — im Vergleich zu 1831 — durchschnittlich um ein Drittel, zwischen 1836 und 1839 um zwei

<sup>37</sup> J. MARX, S. 24.

**Tabelle 4**  
*Außenhandel des Königreichs Ungarn mit den Erbländern 1789—1847*  
*(in Conventionsmünze)*

Jahres- durchschnitt	Export	%	Import	%	Summe des gesamten Außenhandels	%	Anteil der Exports in Prozenten	Anteil des Imports in Prozenten
1789 <sup>1</sup>	11 964 222	100	9 166 628	100	21 130 850	100	56,62	43,38
1819—1828 <sup>2</sup>	37 246 632	311,32	31 727 067	346,12	68 973 699	326,41	54,00	46,00
1831—1840 <sup>3</sup>	46 181 271	385,99	30 795 203	335,95	76 976 474	364,28	59,99	40,01
1831—1842 <sup>4</sup>	46 678 333	390,15	32 813 333	357,97	79 491 666	376,19	58,72	41,28
1840—1846 <sup>5</sup>	54 611 830	456,46	49 336 317	538,22	103 948 147	491,92	52,54	47,46
1841—1847 <sup>6</sup>	55 751 192	465,98	51 632 463	563,27	107 383 655	508,18	51,92	48,08

*Quellen:*

<sup>1</sup> EMBER Győző: Összefoglaló statisztikai táblák Magyarországról a XVIII. század végén. (Zusammenfassende statistische Tabellen über Ungarn am Ende des 18. Jahrhunderts.) (Aufstellung über den Warenverkehr zwischen den Erbländern und Ungarn, Galizien und Tirol 1789) Statisztikai Szemle (Statistische Rundschau) 1971. Heft 12. S. 1261.

<sup>2</sup> *M. O. L. Magyar Kamarai Levéltár* (Ungarische Kammer-Archiv) E. 703. A Magyar Kamara Számvevősege (Rechnungsamt der Ungarischen Kammer). Tabellar Übersicht der Commercial-Bilanz für Ungarn die Jahre 1817—1828 betreffend. (Angefertigt von der k. k. Banco-Hofbuchhaltung Wien. — Gy. M.) In den obigen Summen sind die Jahresdurchschnitte der als Zollausland behandelten Ein- und Ausfuhr von Triest nicht einbegriffen (2 094 219 Ft., bzw. 585 509 Ft.). Die Ungarn betreffenden Angaben des Außenhandels von Venedig und der Lombardei zogen wir — bis auf einen Fall — ebenfalls nicht in Betracht, weil sie nicht zu den Erbländern gehörten. Dagegen rechneten wir in jedem Fall zum Außenhandel Ungarns den mit den Erbländern abgewickelten zwischen 1819—1847 und den Durchschnitt der Jahre 1823—1828 hinzu (Einfuhr 700 490 Ft., Ausfuhr 1 409 078 Ft.). Fiume und die anderen adriatischen Häfen (Buccari, Porto Re, Zengg), die seit 1822 mit Fiume zusammen staatsrechtlich schon zum Königreich Ungarn gehörten und unter dem Namen Littorale Hungaricum (Ungarische Küste) als angeschlossene Teile unter besonderer Verwaltung standen, wurden von den Zollbehörden als Zollausland behandelt. Über die Jahre zwischen 1819—1822 gibt es keinen Nachweis, weil diese Häfen nicht zu Ungarn gehörten, sondern zu dem in der Mitte des Jahres 1816 errichteten Königreich Illirien. (Auf Grund der Zusammenstellung von G. Pajkossy, wissenschaftlicher Mitarbeiter des Geschichtswissenschaftlichen Instituts der Ungarischen Akademie der Wissenschaften.)

<sup>3</sup> Tafeln zur Statistik der österreichischen Monarchie, Wien 1843. In diesem Fall ist es nicht möglich die Werte der mit Venedig und der Lombardei abgewickelten Außenhandelsgeschäfte von der Gesamtsumme des Exports und Imports abzuziehen. Seit 1831 lassen sich die offiziellen statistischen Werte des Außenhandels mit denen von 1819—1828 nicht vergleichen, weil die Warengruppen verschieden zusammengestellt wurden, ferner weil im Außenhandel des Königreichs Ungarn und des Großfürstentums Siebenbürgen mit den Erbländern die Beträge in einer Summe gebucht wurden. Der Außenhandel Siebenbürgens mit den Erbländern war allerdings — wie wir es im folgenden erwähnen werden — im Vergleich zu dem von Ungarn gering.

<sup>4</sup> Der Handel Ungarns und seiner Nebenländer mit den andern im Zollverbannde befindlichen Provinzen des österreichischen Kaiserstaates, in den Jahren 1831—1842 (Pesther Handlungszeitung. Kommerzial- und Industrie-Anzeiger 1845.) Aus einer Anmerkung der Abhandlung (Heft 13—17) mit Unterschrift Dr. M. (Triest) geht hervor (Heft 13, S. 49), daß die Mitteilung aus der Zeitung *Österreichischer Lloyd* übernommen wurde. Die Abhandlung behandelt die Sachen vom Gesichtspunkt des Gesamtreiches aus, sie teilt die Angaben des siebenbürgischen Außenhandels nicht mit, aber bringt — vermutlicherweise — den Handelsverkehr Ungarns mit dem unter der Habsburgerherrschaft stehenden Venedig und der Lombardei und auch Triest in Anschlag.

<sup>5</sup> Teil der Serie: Hauptübersicht des Werthes und des Zollertrages der Waaren Einfuhr und Ausfuhr aus und nach Ungarn und Siebenbürgen im Jahre . . . Wien. (Hauptübersicht des Verkehrs von Ungarn und Siebenbürgen mit den anderen österreichischen Provinzen. Hrsg. vom Rechnungsdepartment der k. k. Allgemeinen Hofkammer. Wien. Hier benutzten wir die Angaben über die 1840—1846er Jahre. Bei der Errechnung der Beträge ließen wir die Werte des Handelsverkehrs mit Venedig und der Lombardei außer acht. In Betracht dessen, daß der Handelsverkehr Siebenbürgens mit den Erbländern im Durchschnitt von 8 Jahren (zwischen 1819 und 1828) nur 2,64% der Einfuhr, 0,12% der Ausfuhr der ungarischen Außenhandels ausmachte, verursacht die Zurechnung der Werte des mit dem Westen abgewickelten Außenhandels von Siebenbürgen zu denen von Ungarn keine bedeutenderen Abweichungen. Die obigen, in Prozenten

angegebenen Verhältniszahlen werden sich — mutmaßlich — auch nach 1828 nicht wesentlich geändert haben, denn Siebenbürgens Außenhandelsverkehr richtete sich vorwiegend in die rumänischen Fürstentümer und in andere Gebiete unter der Türkenherrschaft bis weit nach Kleinasien.

<sup>6</sup> Tafeln zur Statistik der österreichischen Monarchie, Wien. Bände der Serie, die die Außenhandelsdaten der entsprechenden Jahre enthalten. Elek FÉNYES: Magyarországi leírása (Beschreibung Ungarns), Pest, 1847. Nach den Angaben im Band II, S. 93–94 importierte Ungarn zwischen 1841 und 1845 im Jahresdurchschnitt aus den Erbländern Waren im Wert von 54 733 524 Ft. und exportierte dorthin im Werte von 59 862 072 Ft.

Beachtenswert sind einige Bemerkungen der zeitgenössischen Quellen über die Zuverlässigkeit der Wertangaben in den Statistiken. Nach Meinung des Verfassers der Abhandlungen in der Pesther Handlungszeitung ist der Wert der Warenlieferungen aus den Erbländern nach Ungarn deshalb so auffallend hoch, weil der Preis dieser Waren sich ständig ändert und die Statistik- und Zollbehörden das in Betracht ziehen, während die Preise der aus Ungarn in die Erbländer gelieferten Waren immer auf der gleichen Basis verrechnet werden. Daraus folgert der Verfasser der Abhandlung, daß der tatsächliche Wert der aus Ungarn in die Erbländer gelieferten Waren (meist Lebensmittel, oder Rohstoffe pflanzlichen und tierischen Ursprungs) geringer ist, als er in der Statistik angegeben ist. (Pesther Handlungszeitung. . . 1845. Heft 14. S. 54, Anm. 1.). Dagegen wird nach der Publikation des von Freiherr Carl von Czoernig geleiteten statistischen Amtes in Wien der Wert des Handelsverkehrs der Erbländer mit Ungarn seit 1840 auf wechselnder Preisbasis, unter Berücksichtigung der tatsächlichen Marktpreise errechnet, nicht so wie zuvor, als der Wert der importierten und exportierten Waren schätzungsweise festgestellt wurde. Seit 1840 wurde die Berechnungsgrundlage von zahlreichen nach Ungarn exportierten Waren, vor allem von Textilwaren, die den höchsten Wert ausmachten, bei der Errechnung der statistischen Angaben bedeutend herabgesetzt. (Der Preis der gestrickten und gewebten Baumwollwaren wurde von früher 15 Ft. pro Pfund auf 2 Ft., der der Feinwollwaren von 8 auf 3 Ft., der der gewöhnlichen Wollwaren von 8 auf 1 Ft. 6 Kreuzer herabgesetzt. Auf diese Weise wurde erreicht, daß der Wert der aus den Erbländern nach Ungarn und Siebenbürgen exportierten Waren weniger wurde, als wenn man ihn auf Grund der früheren Preisbasis errechnet hätte. Dabei erwähnt die Statistik nicht, ob bei der Wertfeststellung der aus Ungarn in die Erbländer gelieferten Waren an der früheren Wertschätzung-Methode geändert wurde. (Nach dem Bericht: Hauptübersicht. . . mit den Angaben des Jahres 1840, S. 212, Anm. 1). Zu beachten ist außerdem noch, daß wenn auch der Wert der Außenhandelswaren nach dem jeweiligen Marktwert errechnet wurde, immer die Wiener Marktpreise und nicht die der ungarischen in Betracht gezogen wurden, deren Preise — besonders bei den Landwirtschaftsprodukten — je nach Regionen, wie weit die Anbaustelle vom Absatzort oder vom regionalen Zentrum, wo die Produkte zum Verkaufszweck gesammelt wurden, entfernt lag, verschieden war. Die Bestrebung beider österreichischen Statistiken ist zu beweisen, daß der Wert der aus Ungarn in die Erbländer exportierten Waren in der Tat kleiner war, als das in der Statistik angeführt wurde. So wollte man — darauf weisen beide Statistiken in den Anmerkungen hin — den Beschwerden der ungarischen öffentlichen politischen Meinung, der Landtage und einzelner namhafter ungarischer Politiker begegnen, die über ungleiche Behandlungsweise in der Zollpolitik laut wurden. E. Fényes meint in seinem 1847 erschienenen Buch (I. S. 95), die Angaben der amtlichen Statistik seien irreal und gravaminös, weil sie nicht die Marktpreise in Betracht ziehen, sondern auf Schätzungen beruhen und deshalb nachteilig für die Feststellung des Außenhandelswerts der ungarischen Produkte sind. Er beweist seine Behauptung mit Tatsachen in Bezug auf Getreide- und Wollhandel. (Die Zollbeamten schätzen — schreibt er — den Preis des Weizens pro Preßburger Metze auf 3 Ft. 45 Kr. C. M., den der Wolle pro Wiener Zentner auf 80 Ft. C. M., während sie die von außerhalb des Reiches importierte Wolle bloß mit 40 Ft. C. M. bewerten. Er lehnt auch die Begründung ab, wonach die ungarische Wolle feiner wäre, als die von außerhalb der Reichsgrenzen her importierte, denn der Unterschied in der Qualität berechtigt nicht zu einem so großen Preisunterschied. FÉNYES a. a. O. Bd. I, S. 95). Dazu braucht man vielleicht nur soviel hinzufügen, daß die Qualität der aus Ungarn gelieferten Wolle meist geringer war als die Qualität der von außerhalb der Reichsgrenzen eingeführten Wolle, und im besten Fall ihr nur gleichkam. Fényes findet übrigens auch ungerecht, daß die Zollbehörden den Wert der aus Ungarn stammenden Waren niedriger festgelegt haben, als den jener Waren, die aus den Erbländern nach Ungarn und Siebenbürgen, als gemeinsames Zollgebiet, gelangten. Erst nach sehr verwickelten, eingehenden Untersuchungen (durch Berücksichtigung der zeitgenössischen Marktpreise und genaue Feststellung der zwischen Ungarn und den Erbländern beförderten Warenquantität und durch die Umrechnung der verschiedenen Warengruppierungen) wird zu entscheiden sein, wer recht hatte: die vom Gesichtspunkt des Gesamtreichs argumentierende amtliche Statistik, oder Fényes, der den ungarisch-nationalistischen Standpunkt vertrat, beziehungsweise wie viel vom Standpunkt beider Parteien als berechtigt gilt. Soviel können wir aber in Besitz unserer gegenwärtigen Kenntnisse heute schon feststellen, daß die absoluten Zahlen der Statistiken — unter Berücksichtigung des in den vorhergehenden Anmerkungen gesagten — die tatsächliche Lage nicht gleichwertig darstellen. Aber trotz allem genügen sie dem Zweck die Pulsierungen der jeweiligen Tendenzen des Außenhandels klarzulegen.

Ein realeres Bild als die Darstellung der Außenhandelsverhältnisse auf der Tabelle 4 gewinnt man, wenn man den Ablauf des Handelsverkehrs mit dem Jahresdurchschnitt der Angaben über die Jahre 1819–1828 betrachtet.



Tabelle 5

Jahres- durchschnitt	Ausfuhr in Conventionsmünze	%		Einfuhr in Conventionsmünze	%	
		+	—		+	—
1831—1840	+ 8 934 639	+ 23,99		— 931 854	— 2,94	
1831—1842	+ 9 431 701	+ 25,32		+ 1 086 266	+ 3,42	
1840—1846	+ 17 365 198	+ 46,62		+ 17 609 250	+ 55,50	
1841—1847	+ 18 504 560	+ 49,68		+ 19 905 396	+ 62,74	

Drittel. In den 1840er Jahren dauerte diese Tendenz weiter an. Im Jahre 1842 fiel er — im Verhältnis zu 1841 — um rund 9,8% zurück. Im Jahre 1845 betrug dann als Folge der Schutzverein-Bewegung der Rückgang des Imports schon 1 Million Ft. C. M. Trotzdem war der Anstieg zwischen 1843 und 1847 im Jahresdurchschnitt um 30% größer (im Jahre 1844 um 44%), als im Jahre 1841.

Betrachtet man die Gestaltung des Außenhandels des Königreichs Ungarn mit den einzelnen Erbländern getrennt, so fällt auf, daß der Export nach Böhmen, Mähren, Schlesien und Galizien gleichmäßig ansteigt, während er — entsprechend der europäischen Krise — bis 1842, nach Tirol bis 1846 zurückgeht. Der Aufstieg des Exports in die ersten drei Erbländer zwischen 1843 und 1846 war auffallend groß. Der Export zur Küste erreichte 1841 den Tiefpunkt, erholt sich im Jahre 1842, bleibt aber immer noch unter dem Stand des Jahres 1840. 1843 erlebt er einen immer höheren Aufschwung.

Die Daten, die den Anteil der einzelnen Erbländer am Außenhandel zeigen (Tabellen 6 und 7) unterstützen noch eindeutiger die Folgerung aus den Daten des Außenhandels der Jahre 1819—1828, wonach der wichtigste Partner des Königreichs Ungarn im Außenhandel immer mehr Niederösterreich wurde. Der Handelsverkehr mit Mähren, Schlesien und der Küste ging dagegen zurück. Die Klärung dieser Erscheinung wartet auf weitere Forschungsarbeit.

Hinsichtlich des Ausfuhrwertes lag Niederösterreich an der Spitze, ihm folgten Mähren, Schlesien, Steiermark, Illyrien und Galizien. Im prozentuellen Anteil ging Oberösterreich und Tirol mächtig voran, aber im Jahresdurchschnitt überschritt keines den Wert von 100 Tausend Ft. C. M. Weitere Forschungen wären nötig um zu klären, warum im Durchschnitt die Ausfuhr nach Böhmen in den Jahren 1840—1846 im Vergleich zum Durchschnitt der Jahre 1819—1828 auf mehr als die Hälfte zurückfiel, und warum zur selben Zeit die Ausfuhr zur Küste auf kaum 5% zusammenschrumpfte.

Dauernd steigt der Wert des Imports aus der Steiermark, aus Böhmen, Galizien. Der Import aus Niederösterreich folgt getreu der Linie des europäischen Marktes. Dementsprechend verringert er sich bis 1842, nachher nimmt er wieder rapid zu, durchschnittlich um 30% im Jahr. Der Wert des Imports aus Oberösterreich zur Zeit der Rezession 1842 nimmt zwar ab, bleibt aber trotz seines Rückganges immer noch höher als in den Jahren 1819—1828 und 1840—1841. Der Import von der Küste ging in seinem Wert 1841 stark zurück. In den weiteren Jahren stieg sein Wert dauernd

**Tabelle 6**  
*Außenhandelsverkehr des Königreichs Ungarn mit den einzelnen Erbländern im Durchschnitt der Jahre 1819–1846\**  
*(in Conventionsmünze)*

Provinz	Ausfuhr				Einfuhr			
	1819–1828	%	1840–1846	%	1819–1828	%	1840–1846	%
Niederösterreich	22 702 611	100	37 123 683	163,52	16 201 360	100	32 498 346	200,59
Oberösterreich	3 470	100	89 165	2569,60	1 237	100	17 518	1416,17
Steiern, Illyrien	3 013 454	100	4 783 132	158,73	1 590 326	100	3 005 943	189,02
Küstenland	1 409 078	100	59 951	4,25	700 490	100	338 057	48,26
Tirol und Vorarlberg	9 909	100	48 384	488,28	256	100	11 116	4342,19
Böhmen	193 693	100	92 384	47,70	2 938	100	133 462	4542,61
Mähren und Schlesien	8 448 212	100	11 118 580	131,61	10 208 525	100	8 798 737	86,19
Galizien	1 466 205	100	2 604 690	177,65	3 021 935	100	4 524 540	149,72

\* Die Abhandlung über die Jahre 1831–1842 enthält die Daten des Außenhandelsverkehrs nicht auf einzelne Provinzen getrennt. So war sie in dieser vergleichenden Aufstellung nicht zu verwenden. Quellen: Dieselben, wie in den Anmerkungen der Tabelle 4.

Tabelle 7

*Prozentueller Anteil der zum Habsburgerreich gehörenden Erbländer an dem gesamten Außenhandel des Königreichs Ungarn im Jahresdurchschnitt 1819—1846*

Provinz	Ausfuhr			Einfuhr		
	1819—1828 <sup>1</sup>	1831—1842 <sup>2</sup>	1840—1846 <sup>3</sup>	1819—1828 <sup>1</sup>	1831—1842 <sup>2</sup>	1840—1846 <sup>3</sup>
Niederösterreich	61,60	66,70	67,50	51,30	64,00	66,20
Oberösterreich	0,00*		0,00	0,00*	—	0,04*
Steirn und Illyrien	8,00	11,50	7,50	8,20	5,00	6,10
Küstenland	3,50		0,10	8,30	2,10	0,70
Tirol und Vorarlberg	0,00*	—	0,00*	0,00	—	0,00*
Böhmen	0,50	—	0,00*	0,01	—	0,00*
Mähren und Schlesien	23,00	21,50	20,00	32,10	18,50	17,80
Galizien	3,40	4,30	4,20	9,50	10,00	9,20

\* Der Prozentsatz ist unter 0,5%.

<sup>1</sup> M. O. L. Magyar Kamarai Levéltár (Ungarisches Kammerarchiv) E. 703. A Magyar Kamara Számvevősege (Rechnungsamt der Ungarischen Kammer). Tabellar Übersicht der Commercial-Bilanz für Ungarn, die Jahre 1817—1828 betreffend.

<sup>2</sup> Der Handel Ungarns und seiner Nebenländer mit den andern im Zollverbannde befindlichen Provinzen des österreichischen Kaiserstaates, in den Jahren 1831—1842. Pesther Handlungszeitung. Kommerzial- und Industrie-Anzeiger. 1845. Heft 14. S. 55, Anm. 5. Aus dieser Zusammenstellung fehlen die Angaben über den prozentuellen Anteil von Oberösterreich, Tirol und Vorarlberg, Böhmen.

<sup>3</sup> Hauptübersicht des Werthes der Waaren Einfuhr und Ausfuhr und nach Ungarn und Siebenbürgen. Wien. (Die Außenhandels-Angaben der Jahre 1840—1846 enthaltenden Bände.) Für die annähernde Bestimmung des Anteilverhältnisses von Siebenbürgen s. Tabelle 4.

und hielt sich immer über dem Stand des Jahres 1840, erreichte jedoch nicht einmal die Hälfte des Umsatzes der Jahre 1819—1828. Der Wert der aus Mähren und Schlesien eingeführten Waren fiel im Vergleich zum Durchschnitt der Jahre 1819—1828 bedeutend zurück. Zugleich war der Import aus Böhmen, Tirol und Voralberg mehr als vierzigmal so groß, wie 1819—1828 und der aus Oberösterreich übertraf das Zehnfache desselben. Der zahlenmäßige Wert des vermehrten Imports überstieg aber nur im Falle Böhmens den Jahresdurchschnitt von 100 Tausend Ft. C. M., der der anderen zwei Provinzen machte nicht viel mehr als 10 Tausend Ft. C. M. aus. Der Jahresdurchschnitt des Rückgangs im Falle von Mähren und Schlesien betrug über 1,4 Millionen Ft. C. M., der des Küstenlandes über 360 Tausend.

Da die zuständigen Wiener Kammerbehörden am Ende der 1830er Jahre die Warengruppierung verändert haben, ist eine vergleichende Untersuchung der Gestaltung der Produktenstruktur und deren Zusammenhang mit dem Außenhandel — wie über die Jahre 1819—1828 — nicht möglich. Auf Grund der neuen Warengruppierung kann man jedoch die Tendenz des Handelsverkehrs zwischen 1831 und 1846 überblicken (Tabelle 8).

Tabelle 8

*Außenhandelsverkehr des Königreichs Ungarn mit den Erbländern nach Warengruppen\**  
1831—1846  
(in Conventionsmünze)

*Ausfuhr*

Jahresdurchschnitt	Name der Warengruppe					
	Naturalien und Landwirtschafts- produkte <sup>a</sup>	%	Rohstoffe und industrielles Hilfsmaterial <sup>b</sup>	%	Halbfertigwaren und Endprodukte <sup>c</sup>	%
1831—1834 <sup>1</sup>	17 011 000	100,00	25 032 000	100,00	764 000	100,00
1835—1838 <sup>1</sup>	20 827 000	122,43	25 520 000	101,95	894 000	117,02
1839—1842 <sup>1</sup>	22 504 000	132,29	26 332 000	105,19	1 151 000	150,65
1841—1846 <sup>2</sup>	15 408 486	90,58	27 315 921	109,12	1 329 878	174,07

*Einfuhr*

Jahresdurchschnitt	Name der Warengruppe					
	Naturalien und Landwirtschafts- produkte <sup>a</sup>	%	Rohstoffe und industrielles Hilfsmaterial <sup>b</sup>	%	Halbfertigwaren und Endprodukte <sup>c</sup>	%
1831—1834 <sup>1</sup>	2 824 000	100,00	2 659 000	100,00	19 839 000	100,00
1835—1838 <sup>1</sup>	3 857 000	136,58	2 714 000	102,07	24 671 000	124,36
1839—1842 <sup>1</sup>	3 792 000	134,28	3 324 000	125,01	34 760 000	175,20
1841—1846 <sup>2</sup>	4 345 982	153,89	4 026 291	151,42	42 278 064	213,10

*Quellen:*

<sup>1</sup> Der Handel Ungarns und seiner Nebenländer mit den andern im Zollverbande befindlichen Provinzen des österreichischen Kaiserstaates, in den Jahren 1831—1842. Pesther Handlungszeitung. Kommerzial- und Industrie-Anzeiger. 1845. Heft 14. S. 54.

<sup>2</sup> Hauptübersicht des Werthes und des Zollertrages des gesammten Werth der Waaren Einfuhr und Ausfuhr aus Ungarn und Siebenbürgen im Jahre. . . Wien. (Bände mit den Angaben der Jahre 1840—1846.)

\* Die Warengruppierung wurde 1840 im Vergleich zu 1831—1839 geändert, in anderer Verteilung mitgeteilt. Die Tabelle ist nach der neuen Gruppierung aufgestellt.

<sup>a</sup> In diese Gruppe wurden folgende Waren eingereiht: Kolonialwaren, Südfrüchte und Obst, Tabak, Fette, Öle für Speisen und technische Zwecke, Getreide und andere Ackerbau- und Gartenbauprodukte, Getränke, Fische, Muscheln und andere Wassertiere, Geflügel und Wild, Schlachttiere (Rind, Schwein), tierische Erzeugnisse zur Ernährung, Zugtiere, Brenn- und Baumaterial, verschiedene Natur- und Landwirtschaftsprodukte.

<sup>b</sup> In diese Warengruppe gelangten: Arzneimittel, Parfümeriewaren, chemische Stoffe, Kochsalz, Farben und Farbstoffe, Baumharz, Kolophonium und Öle zu technischen Zwecken, Gerbstoffe, Mineralien, Steine, Edelmetalle, echte Perlen, rohe Edelmetalle, Metalle im rohen und halbfertigen Zustand, Rohstoffe.

<sup>c</sup> Zu dieser Gruppe gehörten: Garne, Erzeugnisse, Literatur- und Kinstgegenstände.

Der Export der Gruppe „Naturalien und landwirtschaftliche Produkte“ sank zwischen 1841 und 1846 unter den Durchschnitt der Jahre 1831—1834 zurück. In den anderen zwei Gruppen stieg er an. Die Klärung der Gründe dieses Rückfalls wird Aufgabe weiterer Forschungen sein, aber die ungünstigen Wirkungen der Rezession in den Jahren 1839—1842 sind nach den Berichten der zeitgenössischen

Wirtschaftspresse als wahrscheinlich zu betrachten.<sup>38</sup> Der Import steigerte sich in allen Warengruppen.

Die neue Warengruppierung macht die nähere Untersuchung der Gestaltung der Hauptelemente der Warenstruktur unmöglich und dazu auch die Feststellung des Anteils der einzelnen Waren am Gesamtaußenhandel ihrer Wichtigkeit nach. Noch weniger läßt sich feststellen, wie weit der Weltmarkt, vor allem die Nachfrage der Erbländer, ferner die Gestaltung der Preise auf dem Binnenmarkt, das Produktionsvolumen der wichtigsten Exportwaren die Exportmöglichkeiten beeinflussen, und wie weit wiederum günstige Absatzmöglichkeiten auf Quantität und Qualität der einzelnen Waren anspornend gewirkt haben. Darum muß versucht werden durch annähernde Einschätzung des Binnenverbrauchsvolumens zu klären, welcher Anteil der produzierten Waren für den Export in Betracht kam. Durch gleichzeitige Beachtung der erwähnten Faktoren kann man wenigstens zu dem ungefähren Resultat kommen, bei welchen Produkten der anwachsende Export zur Befriedigung der gesteigerten Ansprüche sowohl der direkten, wie auch der produktiven Konsumation diente, in welche Richtung und in welchem Ausmaße der Binnenmarkt von ihm beeinflußt wurde. Auf diesem Weg wird es vielleicht möglich sein auch die Frage zu beantworten, auf welchen Gebieten es der Wirtschaft gelang, die Außen- und Binnenmarktanprüche zu befriedigen oder ihnen wenigstens näher zu kommen, wo noch weiterhin ein bedeutender Rückstand wahrzunehmen ist, und wie dennoch bei günstigen Gelegenheiten des Außenmarktes ein den Daten des Außenhandelsverkehrs entnehmbarer Fortschritt in Richtung der zeitgemäßen Kapitalwirtschaft anhebt. Und nicht zuletzt müßte man durch ein anderes Verfahren ermitteln, ob sich zur Zeit des Weltmarktaufschwungs die Struktur der Warenauswahl geändert hat, ob in der Wertfolge der einzelnen Waren im Vergleich zu 1819—1828 eine Verschiebung festzustellen ist.<sup>39</sup>

Für Wolle waren bis Ende der 1830er Jahre reichlich Absatzmöglichkeiten auf dem Weltmarkt, die erst nach 1839 in immer größerem Maße beschnitten wurden und

<sup>38</sup> P. H. 1840, Heft 1, S. 1, 1841, Heft 47, S. 197, Heft 58, S. 243, 1843, Heft 1, S. 1.

<sup>39</sup> Die Zunahme der wichtigsten exportierten Waren aus dem Königreich Ungarn ist aber festzustellen.

Name der Ware	1816—1827 <sup>1</sup>	1831—1842 <sup>2</sup>	1840—1845 <sup>3</sup>
	Wiener Zentner bzw. Stück		
Wolle W. Z.	139 342	237 333	241 025
Getreide W. Z.	1 486 188	1 888 333	1 982 113
Lebendvieh St.	505 554	235 000	324 730
Tabak W. Z.	158 010	231 000	213 157

<sup>1</sup> FÉNYES 1842, S. 253. (Zwischen 1816 und 1827 gingen im Jahre durchschnittlich an Wolle 41 942, an Getreide 88 714 Wiener Zentner, an Lebendvieh 37 832 Stück nach Länder außerhalb des Habsburgerreiches.)

<sup>2</sup> P. H. 1845, Heft 14, S. 54. Der Handel Ungarns. . . (Nur der Umsatz mit den Erbländern.)

<sup>3</sup> FÉNYES, Elek: Magyarországi leírása (Beschreibung Ungarns) Pest, 1847. Bd. I., S. 95—96. (Nur der Umsatz mit den Erbländern.)

sie bekannterweise fast ausschließlich auf die Märkte der Erbländer verwiesen. Dabei machte sich in den 1840er Jahren nach und nach ein Wachsen des Rohstoffbedarfs der Industrie im Inland immer mehr bemerkbar. Das hing vor allem mit den steigenden Ansprüchen der Agrarbevölkerung zusammen, die in immer zunehmendem Maße an der Produktion von Filz und Tuchwaren interessiert war. Als Resultante dieser Koeffizienten befestigte im Export des Königreichs Ungarn die Wolle ihre schon 1819–1828 erreichte Spitzenstellung mit einem 40%igen Wert am Gesamtexport in den Jahren 1831–1840. Die Rohwolle machte einen 98–99%igen Teil der exportierten Wollwaren im Wert von eher 30 als 20 Millionen aus.

Nach zeitgenössischen Schätzungen gelangte etwa die Hälfte oder noch mehr der Schurwolle in die Erbländer. Die Produktion und der Export in die Erbländer wuchsen zwischen 1809 und 1846–1847 gleichlaufend um 55,57%. Der Jahresdurchschnittswert der Ausfuhr zwischen 1789 und 1831–1840 stieg um 1147,4%, zwischen 1831–1840 und 1841–1848 sank er dagegen um 3,75%. Diese Zahl ermöglicht aber in Anbetracht der unreal hoch eingeschätzten Preise im Prozeß des tatsächlich erfolgten Preisrückganges der ungarischen Wolle lediglich die Tendenz dieses Rückgangs vor Augen zu führen. Die eine Ursache des Preisrückgangs war die schon erwähnte rapide Verbreitung der australischen Wolle auf den Märkten Europas und ihre preisdrosselnde Wirkung. Die andere Ursache war, daß die ungarische Exportwolle schwer die Konkurrenz mit der australischen Qualitätswolle aufnehmen konnte, denn die ungarische war an feiner, weicher Ware arm und ihr Reinheitsgrad besserte sich nur langsam.<sup>40</sup> Aber trotz der hemmenden Umstände verminderten sich in den 1840er Jahren die quantitativen Absatzmöglichkeiten der ungarischen Wollproduzenten auf den Märkten der Erbländer nicht, sie vermehrten sich sogar, was die Grundbesitzer, aber auch die reichen Bauern der Marktflecken auf der ungarischen Tiefebene und zwischen Donau und Theiß zu einer verbesserten Schafzucht anspornte, um feine und mittelfeine Wolle in größerer Menge erzeugen zu können.

Für den Kauf besonders feiner und der feinen einschürigen Wolle kamen am Medardtag außer den Kaufleuten aus den Erbländern auch die regelmäßig erscheinenden französischen, seltener auch Schweizer Kaufleute auf den Pester Wollmarkt. In der zweiten Hälfte der 1830er Jahre und im ersten Drittel der 1840er Jahre besuchten hie und da den Markt auch englische und 1843 sogar niederländische Kaufleute. Am größten war die Nachfrage nach weißer, schön gereinigter zweischuriger Winter- und Sommerwolle von mittlerer Feinheit. Außer den böhmischen und mährischen Tuchfabrikanten und Händlern waren Hauptkäufer die Schlesier, von anderen Ländern die Franzosen und die Italiener der Lombardei gute Käufer; sogar aus den Gebieten unter der türkischen Herrschaft kamen Interessenten. Auch einheimische Tuchfabrikanten und ungarische Händler kauften im Auftrag ausländischer Kaufleute ein. Am lebhaftesten und dauerndsten war der Handel in mittelfeiner Wollsorte. Oft wurden Kaufverträge — meist mit Großgrundbesitzern — über die

<sup>40</sup> Kémlő (Späher) 1836, Heft 2, S. 12, Heft 24, S. 191, MÉREI 1948, S. 24–25.

beste Wollsorte des nächsten Jahres abgeschlossen, am häufigsten schloß man aber ähnliche Verträge mit großen wollproduzierenden Gemeinden der Tiefebene über zweischürige Wolle. Außer dem berühmten Wollmarkt in Pest, der in erster Linie von Tuchfabrikanten aus Mähren aufgesucht wurde, war der Markt in Vác (Waitzen), der ein paar Tage nach dem Pester begann, der Frühjahrsmarkt in Losonc (Lučenec) und auch der am 27. Juni 1840 eröffnete neue Wollmarkt in Kaschau beliebt. Unter die Käufer mischten sich auch Interessenten aus Frankreich und freilich auch inländische Händler und Produzenten der Textilindustrie. Die besten Käufer des Pester Marktes aber waren die Wiener Händler.

Die Preisgestaltung dieser Wollenarten wurde in erster Linie immer noch durch die Nachfrage des Londoner Wollmarktes und durch die sich danach richtenden europäischen Märkte bestimmt. Vor allem wirkte die Verringerung der Absatzmöglichkeit feiner und feinsten Wolle in anderen Ländern auf die Preise, als London schon in der ersten Hälfte der 1840er Jahre die Einfuhr dieser Ware vom Kontinent einzudämmen begann. Aber die zunehmende Aufnahmepotenz der Erbländer mit Wien an der Spitze und die Käufe der Händler von Breslau, Frankreich, aus den Niederlanden, der Schweiz und aus Italien konnten diesen Nachteil bald ausgleichen. Die Nachfrage nach zweischüriger Wolle von mittlerer Qualität blieb unverändert lebhaft und zeigte — abgesehen von der Rezessionsperiode — eine wachsende Tendenz sowohl in den Erbländern, wie auch in anderen Ländern, vor allem in Frankreich und Italien.<sup>41</sup>

Zu beachten ist das ständige Interesse für grobe Zackel- und Zygayawolle. Die Zucht dieser Schafarten war infolge der Rassenveredelung im Rückgang begriffen und der Ertrag des fortwährend abnehmenden Tierbestands konnte die Nachfrage auch im Inland nicht befriedigen, so daß ein Import dieser groben Wollart aus der Walachei schon 1841 notwendig wurde. Die größten Posten übernahmen davon Händler und Hersteller von Flauch-, Decken- und Halina-Tuch aus dem Süden des Königreichs Ungarn und aus den Gebieten unter der Türkenherrschaft. Durch das ungenügende Angebot dieser groben Wollart sahen sich die Gewerbetreibenden und die Handwerker Ungarns genötigt bei der Verarbeitung von Zackel und Zygayawolle zu ihrer

<sup>41</sup> Über die Nachfrage nach den einzelnen Wollarten: Oe. N. 1826, Bd. 1, Heft 6, S. 48, 1830, Bd. 2, Heft 56, S. 448, Bd. 2, Heft 72, S. 574, P. H. 1836, Nr. 71, S. 379, Nr. 93, S. 571, 1837, Nr. 35, S. 151, 1838, Nr. 24, S. 95, 1839, Nr. 43, S. 185, 1840, Nr. 1, S. 1, Nr. 21, S. 85, Nr. 42, S. 169, Nr. 49, S. 201, 1841, Nr. 58, S. 243, Nr. 86, S. 365. — Über den Aufkauf des Wollertrags durch vorherige Vertragsabmachung: P. H. 1839, Nr. 31, S. 9, 1845, Nr. 1, S. 1, Nr. 16, S. 61, Nr. 37, S. 145, 1846, Nr. 1, S. 1, Nr. 17, S. 65 (Kaufvertrag mit Gemeinden); — Über den Kaufhandel mit mährischen und böhmischen Tuchfabrikanten und Wollhändlern auf den Pester, Waitzener, Losoncer Märkten: Kémlő 1836, Nr. 2, S. 9, Nr. 24, S. 191, Nr. 41, S. 328, 1839, Nr. 3, S. 9, Nr. 43, S. 185, 1840, Nr. 4, S. 13, Nr. 34, S. 137, 1842, Nr. 54, S. 229, 1844, Nr. 2, S. 5, 1846, Nr. 31, S. 129, Nr. 43, S. 177. — Käufe französischer, italienischer, schweizer, seltener niederländischer, englischer Wollhändler auf dem Pester, in einem Fall auf dem Losoncer Markt: P. H. 1836, Nr. 39, S. 155, 1838, Nr. 24, S. 95, 1839, Nr. 45, S. 197, 1840, Nr. 1, S. 1, Nr. 49, S. 201 (hier wird der neu geschaffene Kaschauer Wollmarkt erwähnt), 1841, Nr. 47, S. 197, 1843, Nr. 1, S. 1, Nr. 42, S. 165, 1845, Nr. 49, S. 193, 1846, Nr. 17, S. 65. (Auch über die abnehmende Tendenz des Londoner Wollmarkt-Importes vom Kontinent).

Arbeit als Ersatzmaterial auch Abfallwolle zu gebrauchen, die bei der inländischen Halina-Herstellung, in Manufaktur-Werkstätten und bei der Fell- und Pelz-Verarbeitung übrig blieb. Auch die Erbländer, vor allem Wien, übernahmen Zackel- und Zygayawolle in bedeutender Menge. Diese Abnehmer schieden jedoch 1844 aus. Sie bekamen zollfrei grobe Wolle aus Galizien über die Kaiser-Ferdinand-Nordbahn. Mit dieser billigeren Ware konnte die ungarische Zackelwolle nicht mehr konkurrieren.<sup>42</sup>

Die Menge des Wollverkehrs kann man daran ermessen, daß seit 1836 auf dem Pester Wollmarkt (am Anfang Juni) nachweisbar im Durchschnitt 40–50 Tausend Wiener-Zentner Wolle Käufer fand. Zum Vergleich mag erwähnt werden, daß die Zufuhr der Wollmärkte von Leipzig, Brünn, Frankfurt am Main kaum oder gar nicht den Pester Wollmarkt am Medard-Tag überstieg. Dazu kam noch der Pester Herbst-, Winter- und Frühlingmarkt, wo auch bedeutende Wollmengen umgesetzt wurden. Der Markturnsatz in Losonc (Lučenec) und Vác (Waitzen) war wesentlich geringer, er bewegte sich zwischen 4–5 Tausend Wiener Zentner.<sup>43</sup>

Der Getreideexport fiel hinsichtlich seines Mengenwertes zwischen 1819 und 1834 auf die dritte Stelle zurück, stieg jedoch vom 1838 an wieder auf die zweite Stelle. Seine Aussichten verbesserten sich seit den 1830er Jahren vor allem durch die immer zunehmenden Transportmöglichkeiten auf Dampfschiffen (billiger und schneller als auf Schiffen mit Pferdekraft). Der Export zeigte bis 1848 eine steigende Tendenz. Die Erbländer bildeten weiterhin einen ständigen Markt mit zunehmender Aufnahmepotenz, wo sich das ungarische Getreide gegenüber dem Odessaer und — gegen Ende des ersten Drittels der 1840er Jahre — auch gegenüber dem konkurrenzfähig gewordenen galizischen Getreide gut behaupten konnte. Auch die Zurücksetzung des Zollltarifs im November 1829 wirkte fördernd auf den Getreideexport. Der Einfuhrtarif des ungarischen Weizens in die Erbländer wurde für den Wiener Zentner auf 15 1/4 Silberkreuzer, in andere Länder auf 22 1/4 Kreuzer festgelegt.<sup>44</sup> Alldies spornte die Großgrundbesitzer an, Getreide durch extensiven Anbau in möglichst großer Menge und zur Wahrung der Konkurrenzfähigkeit möglichst gesäubert, gesiebt, gelüftet auf den Markt zu liefern.

Die dauernd steigenden Absatzmöglichkeiten werden durch die Gestaltung der Quantität und des Wertanteils bei der Getreideerzeugung und im Getreideexport gut veranschaulicht. Nimmt man die Eintragung von 1798 als die Durchschnittsernte des letzten Jahrzehnts im 18. Jahrhundert, und vergleicht man sie mit der der Jahre 1831–1840, so ergibt sich eine Zunahme von 83,76% in der Quantität und 51,016% im Wert. Die Durchschnittsmenge des Exports der Jahre 1798 und 1841–1847 miteinander

<sup>42</sup> P. H. 1837, Nr. 35, S. 151, 1841, Nr. 4, S. 13, Nr. 58, S. 243, Nr. 86, S. 365, 1844, Nr. 74, S. 289 (hier wird über die Konkurrenz der galizischen Zackelwolle und ihrer Beförderung seit der Inbetriebsetzung der Kaiser-Ferdinand-Nordbahn gesprochen).

<sup>43</sup> P. H. 1836, Nr. 71, S. 579, 1841, Nr. 47, S. 97, 1845, Nr. 49, S. 193.

<sup>44</sup> Von 15 1/4 Kreuzern waren 4 Kreuzer die sog. ständische Schadenersatz-Gebühr.



Tabelle 9

Ungarns und Kroatiens Wollertrag und Wollausfuhr in die Erbländer (1809—1845)<sup>1</sup>

Jahr	Wiener Zentner	Jahresdurchschnitt der Ausfuhr <sup>4</sup>	
1809	240 000		
1835	400 000		
1837	550 000	1831—1840	234 958 Wiener-Zentner
1841	340 000	1840—1846/47	235 165 Wiener-Zentner
1842	340 000		
1845	350 000		
1842—1844	400 000 <sup>2</sup>		
1846—1847	400 000 <sup>3</sup>		

<sup>1</sup> Benda Gyula: Statisztikai adatok a magyar mezőgazdaság történetéhez 1767—1867. (Számok és történelem I.) — (Gy. Benda: Statistische Angaben zur Geschichte der ungarischen Landwirtschaft 1767—1867. Zahlen und Geschichte). Budapest, 1973 (im weiteren: Benda) S. 133, Tabelle 74. — Zur Grundlage der Schätzung diente immer die Quantität der exportierten Wolle mit der Annahme, daß der Wollertrag des Landes das Doppelte des Exports ausmachte.

<sup>2</sup> Bárándy János: Magyarország összes statisztikai átnézete (I—X. tábla) — (Ungarns statistische Gesamtübersicht, Tabelle I—X) Wien 1842—1844. Tabelle VIII. (Benda 97). Die zur Grundlage dienende Basis-Angabe stammt, ebenso wie im Werk von Fényes (1842) annähernd vom Ende der 1830er Jahre.

<sup>3</sup> Die Wollausfuhr im Jahre 1846—1847 betrug 200 000 Wiener-Zentner im Werte von 17 100 000 Ft. C. M., wie es ein Ministerial-Schriftstück aus dem Jahr 1848 feststellt. O. L. F. J. K. M. Vegyes iratok (Unterschiedliche Schriften) D. 647. fasc.

<sup>4</sup> Für die Durchschnittswertangabe zwischen 1831—1840, sowie für die Werte in den Jahren 1840—1845 s. Fényes Elek: Magyarország leírása (E. Fényes: Beschreibung Ungarns) Pest, 1847. I. 96; für die Jahre 1846—1847 siehe Anm. 3.

Tabelle 10

Preis der Wolle (1828—1847)<sup>1</sup>

Jahres- durchschnitt	Spanisch	Preis-	Ungarisch	Preis-	Deutsch	Preis-
	Wiener Zentner Ft C. M.	gestaltung %	Wiener Zentner Ft C. M.	gestaltung %	Wiener Zentner Ft C. M.	gestaltung %
1828—1830	66 Ft 24 Kr	100,00	24 Ft 18 Kr	100,00	39 Ft 45 Kr	100,00
1831—1841	85 Ft 32 Kr	128,8	52 Ft 34 Kr	216,33	60 Ft 85 Kr	153,08
1841—1847	72 Ft 19 Kr	108,72	51 Ft 59 Kr	213,91	53 Ft 13 Kr	133,66

<sup>1</sup> Kőrösi József: Adalékok az árak történetéhez. (Angaben zur Entwicklung der Preise) Sonderdruck aus dem I. Jahrgang des „Pestvárosi statisztikai évkönyv“ (Pester Statistisches Jahrbuch). Pest, 1873. Anhang. Die Durchschnittspreise wurden auf Grund der jährlichen Durchschnittspreise des Pester Marktes errechnet.

verglichen weisen eine Exportsteigerung von 89,39% auf. Der Wert des Exports stieg zwischen 1789, bzw. 1798 und 1831–1840 um 267,24, bzw. 191,8%, die Durchschnittswerte der Jahre 1831–1840 und 1841–1847 im Vergleich zueinander um weitere 59,57%. Das Mengenverhältnis der Produktion und der Ausfuhr des Jahres 1789 war 4,3%–4,5% und 1798 4,427%; das des Wertes 2,69%, bzw. 3,04%, zwischen 1831 und 1840 6,64% (s. Tabelle 11).

Betrachtet man die Zunahme von Menge und Wert in der Produktion, so darf auch die Steigerung der Durchschnittspreise der Getreidearten nicht außer acht gelassen werden, die gleichmäßig mit der ähnlichen Tendenz der europäischen Getreidearten Schritt hielt. Auf den wichtigsten Marktplätzen des Binnenlandes, in diesem Fall vor allem in Győr (Raab), teils auch in Moson (Wieselburg), waren aber in erster Linie die Wiener Marktpreise für die Preisgestaltung des ungarischen Getreides bestimmend. Spekulationskäufe der dortigen Händler zur Speicherung und Massengebote bei günstigen Kursen, wurden hauptsächlich durch die in der Wiener Preisgestaltung zur Geltung kommende Konjunktur bestimmt, die wiederum von den jährlich verschiedenen Ernteträgnissen der Erbländer abhängig war. (1843 war z.B. in Böhmen und Mähren eine schlechte Ernte, die die Getreidepreise in die Höhe trieb.) In anderen Jahren wiederum drückte die gute Ernte der Erbländer das Preisniveau herab (wie z.B. im Jahre 1842).<sup>45</sup> Zugleich war das Tempo der Preissteigerung in ganz Europa, so auch in Ungarn und in den Erbländern durch die gebesserten Transportverhältnisse langsamer, als vor der Einführung des Dampfschiffverkehrs. Bei dem Ansteigen der Getreide-Durchschnittspreise in den Jahren zwischen 1841–1847 ist schon die preisaufreibende Wirkung der schlechten Ernten in ganz Europa zu spüren. Nicht außer acht zu lassen ist auch, daß die Erbländer zwischen 1834–1837 Getreide im Wert von 1,097 Millionen Ft. C. M. aus den Erbländern importierten,<sup>46</sup> ein schwerwiegendes Zeugnis bei den schlechten Transportverhältnissen.

Der Lebedntier-Export, der im 18. Jahrhundert noch den größten Teil des ungarischen Gesamtexports ausmachte, geriet zwischen 1815 und 1834 an die zweite, seit 1838 an die dritte Stelle in der Wertordnung der Warenausfuhr.

<sup>45</sup> Über die preisbestimmende Wirkung des Wiener Getreidemarktes in Abhängigkeit von den Ernten in den Erbländern: P. H. 1842, Nr. 17, S. 65, Nr. 26, S. 109, Nr. 28, S. 117, 1843, Nr. 33, S. 129. — Über Spekulations-Getreidekäufe: P. H. 1839, Nr. 18, S. 73, 1841, Nr. 53, S. 221, 1844, Nr. 74, S. 289, 1845, Nr. 8, S. 29, 1846, Nr. 1, S. 1, Nr. 46, S. 189.

<sup>46</sup> War in den nördlichen Komitaten des Königreichs Ungarn Getreidemangel, so konnten die getreidereichen Landesteile wegen der schlechten Verkehrsverhältnisse die hungernde, vorwiegend slowakische, karpato-ukrainische Bevölkerung selbst bei guter Ernte nicht zur rechten Zeit versorgen. Deshalb hielten es die Behörden für zweckmäßiger das Getreide vor allem aus Galizien, eventuell aus der Bukowina zu importieren. Wenn die Dürre die Ernte und die Futterpflanzen vernichtete, wie im Jahre 1842, so war der Import noch dringender. P. H. 1845, Nr. 14, S. 55, Anm. 4. — Zwischen 1831 und 1842 führte das Königreich Ungarn infolge der in verschiedenen Gegenden auftretenden Notlage im Jahresdurchschnitt 23 333 Wiener Zentner Getreide aus Galizien ein. Bei Viehseuchen oder Eingehen der Schafe ging man ebenso vor. Zwischen den Jahren 1831 und 1842 wurden aus Galizien zur Versorgung der nördlichen Komitate im Jahresdurchschnitt 39 633 Stück Lebewieh importiert. P. H. 1845, Nr. 15, S. 57. Nebenbei sei bemerkt, daß diese Tatsachen Zeichen dafür waren, daß im Königreich Ungarn ein einheitlicher Binnenmarkt noch nicht zustande gekommen war.

Tabelle 11

Menge und Wert der Getreideproduktion<sup>1</sup> Ungarns und Kroatiens<sup>2</sup> und Menge und Wert der Ausfuhr in die Erbländer (Jahresdurchschnitt)  
(1789—1847)

Jahr	Produktion Preßburger Metze	Steigerung %	Wert der Produktion Ft C. M.	Steigerung %	Ausfuhr Preßburger Metze	Steigerung %	Wert der Ausfuhr Ft C. M.	Steigerung %	Menge der Ausfuhr im Verhältnis zur Produktion	Wert der Ausfuhr im Verhältnis zum Produktionswert
1789	48 978 000 <sup>3</sup>	100,00	82 446 000 <sup>4</sup>	100,00	2 Millionen <sup>5</sup>	100,00	2 223 244 <sup>6</sup>	100,00	4,3	2,69
1798	50 Millionen <sup>7</sup>	102,09	84 Millionen <sup>8</sup>	101,90	2 213 612 <sup>9</sup>	110,76	2 798 006 <sup>8</sup>	125,90	4,427	3,04
1831—1840	90 Millionen <sup>10</sup>	180,76	124 500 000 <sup>11</sup>	151,01	—	—	8 164 604 <sup>12</sup>	367,20	4,44	6,64
1841—1847	—	—	—	—	3 787 815 <sup>12</sup>	189,44	13 028 571 <sup>13</sup>	586,00	—	—

<sup>1</sup> Unter Getreide verstand man damals den gesamten Ackerbau-Ertrag, wie Weizen, Gerste, Roggen, Hafer, Mischkorn, Hirse, manchmal auch Mais, hie und da sogar Kartoffeln und sonstige Nutzpflanzen. *Benda*. 86.

<sup>2</sup> Zusammen mit Dalmatien, aber ohne die kroatisch-slavonische Militärgrenze. *Benda*, S. 121, Tabelle 39.

<sup>3</sup> Durchschnitt zweier verschiedener amtlicher Endergebnisse über den Ernteertrag des Jahres 1789. *Benda*. 86.

<sup>4</sup> Die Berechnung des Ertragswertes geschah — mangels anderer Datenbasis — auf Grund der Durchschnittspreise von Weizen und Hafer auf dem Pester Markt. Dabei zogen wir die Preise zur Zeit des Campo Formio-er Friedensschlusses — Ende Dezember 1797 — und die des darauf folgenden Jahres in Betracht und nahmen dabei das in der Rückwärts-Projektion steckende Risiko mit in Kauf. Kőrösi József: Adalékok az árak történetéhez (J. Kőrösi: Beiträge zur Geschichte der Preise) Sonderdruck aus dem 1. Jahrgang des „Pestvárosi statisztikai évkönyv“ (Pester statistisches Jahrbuch) Pest, 1873. 14.

<sup>5</sup> Hinsichtlich des Türkenkrieges 1787—1791 ist die Schätzung dem ebenfalls geschätzten Betrag unter Anm. 7 angepaßt.

<sup>6</sup> Nachweis über den Handelsverkehr zwischen den Erbländern und zwischen Galizien und Tirol 1789. Das Faksimile des deutschsprachigen Nachweises teilt Gy. Ember mit: Összefoglaló statisztikai táblák Magyarországról a XVIII. sz. végén. (Zusammenfassende statistische Tabellen über Ungarn am Ende des 18. Jahrhunderts), Statisztikai Szemle (Statistische Rundschau) 1971, Heft 12, S. 1261.

<sup>7</sup> *Benda*, S. 121., Tabelle 39., Satz 4.

<sup>8</sup> S. Anm. 4.

<sup>9</sup> S. Anm. 7.

<sup>10</sup> *Benda* 87—88. Eine Schätzung etwa vom Anfang der 1830er Jahre.

<sup>11</sup> Auf Grund der Durchschnitts-Getreidepreise der Jahre 1831—1840. (S. die Preistabelle).

<sup>12</sup> Hauptübersicht des Verkehrs von Ungarn und Siebenbürgen mit den anderen österreichischen Provinzen. Hrsg. von Rechnungsdepartment der k. k. Allgemeinen Hofkammer, Wien, 1843. Fényes, 1847. I. 96 schätzte auf 3,180.704 Wiener Zentner.

<sup>13</sup> Im Wert der Spalte „Getreide und Gartenanbau“ sind auch die exportierten Hülsenfrüchte (Bohne, Erbse, Linse) inbegriffen. Da aber im Durchschnitt der Jahre 1831—1840 dieser Betrag insgesamt nur 120.806 Ft. C. M. ausmachte und er sich vermutlich auch gleichem Maße im Durchschnittswert der Jahre 1841—1847 bewegte, nahmen wir — weil der Betrag nicht bedeutend ist — den gesamten Wert mit dem Wert der Getreideausfuhr als identisch.

Tabelle 12

*Durchschnittspreise der Getreidesorten (Weizen, Roggen, Gerste, Hafer) im Zehnjahreszyklus in Ungarn und in den Erbländern (1821–1850)<sup>1</sup>*

Jahrzehnt	Ungarn		Erbländer	
	eine österreichische Metze in Conventionsmünze			
	Forint	%	Forint	%
1821–1830	1 Ft 02 Kr	100	1 Ft 41 Kr	100
1831–1840	1 Ft 23 Kr	133,87	1 Ft 50 Kr	109,9
1841–1850	2 Ft 17 Kr	220,97	2 Ft 07 Kr	125,74

<sup>1</sup> Földes Béla: Statisztikai tanulmányok a gabonaárak hullámzásairól a XIX. században és a gabona drágaságok hatásairól. (Statistische Studien über die Schwankungen der Getreidepreise im 19. Jahrhundert und ihre Auswirkungen.) Budapest, 1882. S. 30. Auf Grund der Jahresdurchschnittspreise auf dem Pester Markt.

Innerhalb der Lebedntier-Kategorie überstieg die Rinderausfuhr in die Erbländer in den Jahren zwischen 1840–1845 die Durchschnittsausfuhr des Jahrzehnts 1831–1840 um 28,74%. Obwohl seit der Inbetriebsetzung der Kaiser-Ferdinand-Nordbahn Galizien nicht nur sein Getreide, sondern auch seine Rinder mit der Eisenbahn, vor allem in die böhmisch-mährischen Erbländer, transportieren konnte, behauptete sich das ungarische Rind gegenüber der Konkurrenz auf den Märkten der Erbländer, da sich die Transportkosten auf der Donau durch die für diesen Zweck gebauten Schlepper niedriger beliefen als der Eisenbahntransport. Die etwas angestiegenen Rinderpreise in den 1830er Jahren konnten einigermaßen die damals noch rückgängige Tendenz der Ausfuhrmenge ausgleichen. In den 1840er Jahren entschädigte dagegen die mengenmäßige Zunahme der Rinderausfuhr Züchter und Händler für die damals schon zu sinken beginnenden Preise. Zwischen 1834 und 1837 kauften die Erbländer Rinder im Wert von 2,37 Millionen Ft. C. M. aus anderen Ländern, was darauf hinweist, daß auf diesem Gebiet sich größere Möglichkeiten für das Königreich Ungarn geboten hätten, wenn es seine Rinderzucht kräftiger vorangetrieben hätte.<sup>47</sup>

Auch die Schweineausfuhr erlebte in Menge und im Preisdurchschnitt einer dauernden Aufschwung, wenn auch — besonders im Jahrzehnt 1831–1840 — nicht ohne starke Schwankungen. 1840–1846 veränderten sich die Durchschnittspreise der einzelnen Jahre nicht besonders, nur 1847 schnellte der Schweinepreis um mehr als 50% in die Höhe. Da das Königreich Ungarn aus den südlichen Nachbarländern Schweine in größerer Menge importierte, als es nach den Erbländern und anderen

<sup>47</sup> FÉNYES 1842, S. 263.

Ländern verkaufte, diente ein Teil seines Imports zur Befriedigung des inneren Bedarfs. Dabei profitierte es auch aus dem Transitverkehr der Tiere.<sup>48</sup>

Nach zeitgenössischen Presseberichten war der Pferdeexport — besonders nach Niederösterreich — nicht unbedeutend, der hauptsächlich von Händlern aus Raab abgewickelt wurde. In die Länder südlich von Ungarn war er jedoch geringer.<sup>49</sup>

Im Falle des Lebewert-Exports nach 1828 ist es nicht möglich durch Vergleich des Tierbestandes in seinem Ausfuhr-Anteil und Ausfuhr- Wert Folgerungen zu ziehen. Soviel ist lediglich bekannt, daß die Lebewert-Ausfuhr zwischen 1819—1828 im Jahresdurchschnitt 5,5 Millionen Ft. C. M. ausmachte und sie bis 1838 nur um 19,6% höher wurde. Zwischen 1841 und 1846 erhöhte sich der Jahresdurchschnitt schon auf 9,16 Millionen Ft. C. M. Es ist aber nicht festzustellen, welchen Anteil von den aus der Moldau und der Walachei stammenden, an den Grenzen der Erbländer verzollten Rindern die privilegierte Gesellschaft für Fleischtransport ankauft, die die Ware zollfrei über die Grenze transportierte. Es läßt sich ferner auch nicht feststellen, wie viel Schweine die bosnischen und serbischen Kaufleute aus dem Balkan und der Südlichen Militärgrenze durch Ungarn auf die Märkte der Erbländer trieben und welchen Anteil diese Transporte an der ungarisch-niederösterreichischen Zollgrenze am Schweinexport ausmachten. Die zeitgenössischen Quellen berichten lediglich darüber, daß aus der Walachei jährlich 50 Tausend Ochsen und Kühe, 100 Tausend Schafe, Ziegen und Schweine zum Verkauf auf die Märkte des Großfürstentums Siebenbürgen, des Königstums Ungarn, der Erbländer und des türkischen Reichs getrieben werden.<sup>50</sup>

Zu den wichtigen Exportwaren Ungarns gehörte auch der Tabak. Der Durchschnittsertrag der Jahre 1841—1847 im Vergleich zu 1789 weist eine Erhöhung von 75,83%, zum geschätzten Durchschnittsertrag der Jahre 1819 und 1830 eine von 41,23% auf. Vergleicht man die Ankäufe des Wiener staatlichen Aufkaufsorgans Abaldo, im wesentlichen also die gesamte Menge des exportierten Tabaks, mit den Mengenangaben des Ertrags, so ergibt sich, daß der Export im Jahre 1798 58,53%, in den zwei Jahren 1819 und 1830 45,17%, in den sieben Jahren von 1841 bis 1847 50,18% des Ertrags ausmachte. Im Gesamtwert der Ausfuhr machte der Tabak 1831—1840 im Jahresdurchschnitt 5%, 1841—1847 4% aus. Der Gesamtwert der Tabakausfuhr 1841—1847 erlebte im Vergleich zu 1789 eine Steigerung um 741,85%. Der Jahresdurchschnittswert des Tabakexports 1831—1840 übertraf um 9,85% den der Jahre 1840—1847. Zwischen 1834 und 1837 betrug der Jahresdurchschnittswert des Tabakexports 2,81 Million, zwischen 1841—1846 2,17 Millionen Ft.C.M.,<sup>51</sup> was einen Preisrückgang des ungarischen Tabaks bezeugt, weil in diesen zwei Zeitabschnitten die Ertragsmenge wie auch die Aufkaufsmenge zugenommen haben.

<sup>48</sup> P. H. 1845, Nr. 15, S. 57.

<sup>49</sup> P. H. 1845, Nr. 15, S. 57, Anm. 11, Nr. 37, S. 145.

<sup>50</sup> P. H. 1840, Nr. 73, S. 297.

<sup>51</sup> Über den Durchschnitt der Jahre 1834—1837: P. H. 1845, Nr. 15, S. 54, über den Durchschnitt der Jahre 1841—1846: Hauptübersicht. . .

**Tabelle 13**  
*Ungarns und Kroatiens (geschätzter) Viehbestand<sup>1</sup>*

Jahr	Rinder	Schweine	Schafe	Pferde
1787	2 395 522	—	—	451 000
1798	—	—	2 500 000	—
1802	—	—	3—3 500 000	—
1809	—	—	8 000 000	—
1818	—	3 560 000	6 000 000	—
1819	2 321 000	—	6 000 000	452 000
1820	3 350 000	3 000 000	6 000 000	700 000
1829	3 394 000	—	3 731 000	739 000
1837 <sup>2</sup>	5 800 000	3 080 000 <sup>3</sup>	22 200 000	—
1840	3 551 000	—	4 652 000 <sup>4</sup>	814 000
1842	4 260 000	4 000 000	17 000 000	1 000 000
1844	4 800 000	4 000 000	22 000 000	1 280 000
1845	4 800 000	4 000 000	18 000 000	1 000 000

<sup>1</sup> Benda: S. 131—133, Tabellen 63—70, 72—73.

<sup>2</sup> Vermutlich der Viehbestand Ungarns ohne Partium.

<sup>3</sup> Zahl der jährlich geschlachteten und exportierten Schweine.

<sup>4</sup> Benda erwähnt (S. 132, Anm.), auf die amtliche Statistik hinweisend, daß diese Einschätzung irrig sei. Der tatsächliche Schafbestand in Ungarn und Kroatien sei mindestens auf 16 Millionen, nach den Tafeln zur Statistik der österreichischen Monarchie wäre er mit der Militärgrenze insgesamt auf 21 Millionen einzuschätzen.

Beim Rückgang des Ausfuhrwertes im Tabakexport spielte die Konkurrenz des virginischen, deutschen und italienischen Tabaks ebenso eine Rolle, wie die durch unzulängliche Behandlung entstehende schwächere Qualität der ungarischen Ware. Ein Teil des durch den Privathandel in Verkehr gebrachten Tabaks (im Jahr durchschnittlich 50 000 Wiener Zentner) gelangte in den 1830er Jahren in das französische und schwedische Königreich, der übrige wurde in den Erbländern verwertet.<sup>52</sup>

Nach zeitgenössischer Schätzung wurde 22% des ungarischen Weinertrags exportiert. Es ist nicht zu ermitteln, wieviel von dem übriggebliebenen 78% die Produzenten selbst verbrauchten, und wieviel auf dem Binnenmarkt verkauft wurde.

Der Wert der Weinausfuhr stieg in den 10 Jahren nach 1815 im Verhältnis zum Anfang des Jahrhunderts um weitere 6,87%. In der zweiten Hälfte der 1820er Jahre nahm das Interesse für die den leichten französischen Weinen ähnlichen ungarischen Sorten zu. Besonders die Weine von Neszmély, Somló, Eger (Erlau) und Buda waren beliebt. Die zum Schutze der Rheinweine erhöhte Zolltarif des Zollvereins brachte aber die ungarischen Weine praktisch um die deutschen Märkte und indirekt auch größtenteils um die früheren Absatzmöglichkeiten auf anderen europäischen Märkten. (Zwischen 1834—1837 betrug der Wert der gesamten Getränke-Ausfuhr im

<sup>52</sup> GYÖMREI S. 237, 244, 251.

Tabelle 14

*Preise des Lebendviehes<sup>1</sup>*  
(1828—1847)

Zeitperiode	Magerrind pro Stück Ft C. M.	Preis- gestaltung %	Mastrind pro Stück Ft C. M.	Preis- gestaltung %	Pferd pro Stück Ft C. M.	Preis- gestaltung %	Schwein pro Stück Ft C. M.	Preis- gestaltung %
1828—1830	33 Ft 50 Kr	100	49 Ft 45 Kr	100	60 Ft 10 Kr	100	17 Ft 33 Kr	100
1831—1840	49 Ft 25 Kr	146,08	77 Ft 07 Kr	155,01	57 Ft 05 Kr	94,81	18 Ft 35 Kr	105,87
1841—1847	49 Ft 43 Kr	146,97	68 Ft 47 Kr	138,25	54 Ft 36 Kr	90,74	21 Ft 55 Kr	122,79

<sup>1</sup> *Kőrösi*: a.a.O. Auf Grund der im Anhang mitgeteilten Tabellen. Die Durchschnittspreise der einzelnen Zeitperioden wurden auf Grund der von *Kőrösi* angegebenen Jahresdurchschnittspreise errechnet.

Tabelle 15

a) *Geschätzter Tabakertrag Ungarns und Kroatiens und die in diesen Gebieten vom Abaldo aufgekaufte Tabakmenge<sup>1</sup> (1798–1847)*

Jahr	Ertrag	Aufkauf	Verhältnis des Aufkaufs zum Ertrag in Prozenten
	in Wiener Zentnern		
1798 <sup>2</sup>	300 000	175 000	58,33
1802 <sup>3</sup>	300 000	170 338	—
1819–1830	373 500 <sup>4</sup>	168 486 <sup>5</sup>	45,17
1841 <sup>6</sup>	560 000	230 786 <sup>7</sup>	41,21
1841–1847	527 500 <sup>8</sup>	264 447 <sup>9</sup>	50,18

<sup>1</sup> Außer den auf der Tabelle aufgezählten Tabakmengen wurde jährlich etwa 50.000 Wiener-Zentner Tabak durch Privathändler ins Ausland transportiert. BENDA, 90.

<sup>2</sup> Martin SCHWARTNER: Statistik des Königreichs Ungern. Ein Versuch. Pest, 1798. Angeführt von BENDA, 90. Angaben sowohl des Ertrags wie auch des Ankaufs.

<sup>3</sup> Ebenda, 2. Auflage, Ofen, 1809. Angeführt von BENDA, 90 (wie in der Anm. 2).

<sup>4</sup> BENDA, S. 122. Durchschnitt der 2. und 3. Angaben der Tabelle 44.

<sup>5</sup> BENDA, S. 126. Jahresdurchschnitt der 1–10 Angaben der Tabelle 50.

<sup>6</sup> BENDA, S. 122. 4. Angabe der Tabelle 44.

<sup>7</sup> BENDA, S. 126. Durchschnitt der 11–20 Angaben der T. 50.

<sup>8</sup> BENDA, S. 122. Durchschnitt der Angaben 4–7. Tab. 44.

<sup>9</sup> BENDA, S. 126. Durchschnitt der Angaben 21–27, Tab. 50.

b) *Wert der Tabakausfuhr<sup>1</sup>*

Jahr	Ft C.M.
1831–1840	2,483.000
1841–1847	2,391.000

<sup>1</sup> Hauptübersicht . . . auf Grund der Angaben der entsprechenden Bände.

Jahresdurchschnitt 1,37 Millionen, zwischen 1841–1846 0,86 Millionen Ft. C.M. Davon war der Anteil des Weins mehr als 90%. Von den Erbländern, den übriggebliebenen Weinabsatzstellen, übernahmen Galizien und Schlesien die größte Quantität.<sup>53</sup>

Bei den übrigen landwirtschaftlichen Exportprodukten des Königreichs Ungarn (Hanf, Leinen, Galläpfel, Rohleder, Hafer, Mais, Honig und Wachs, Talg, Bettfeder) zeigte sich — im Verhältnis zum Aufschwung der Jahre von 1819 bis 1828 —

<sup>53</sup> Über die Jahresdurchschnitte von 1834–1837 und 1841–1846 siehe Anmerkung 51. — Über das Interesse für leichte Weine samt Aufzählung der Orte, wo sie produziert werden: P. H. 1843, Nr. 32, S. 126. — Der Verfasser der Artikelserie über die ungarische Ausfuhr in den Jahren 1831–1842 erwähnt, daß in bezug des Getränkehandels zwischen dem Königreich Ungarn und Galizien ein eigenartiger „Tauschhandel“ im Gange ist. Den größten Teil der Weinausfuhr übernimmt Galizien, Branntwein wird dagegen von dort für die Verbraucher in den nördlichen Gegenden des Königreichs Ungarn geliefert. P. H. 1845, Nr. 15, S. 57, Anm. 9. Über dasselbe berichtet P. H. Nr. 7, S. 25.



Tabelle 16

Ungarns und Kroatiens geschätzter Weinertrag, Verbrauch und Ausfuhr (Million, in Ohm)  
(1807—1847)<sup>1</sup>

Jahr	Ertrag	Verbrauch	Ausfuhr
1807	30	23,4	6
1809	18	14,04	3,96
1817	24,4	19,032	5,368
1828	5,404	4,216	1,188
1829	22	17,16 <sup>2</sup>	4,84
1829	23—24	17,94—18,72	5,06—5,28
1832	30	23,4	6,6
1837	31,6	24,648	6,952
1841	26,5	20,67 <sup>2</sup>	5,83
1842	30	23,4	6,6
1844	21,04	16,412	4,628
1847	28	21,84	6,16

<sup>1</sup> Die Berechnung ruht auf der Annahme von Schams (*Schams Ferenc: Magyar Ország szőlőműveléséről való vizsgálatok...*) (F. Schams: Untersuchungen über den Weinbau Ungarns Pest, 1831), daß 78% des Weinertrags im Lande verbraucht und nur 22% ausgeführt werden, ferner, daß diese Verteilung bis 1848 unverändert geblieben ist. Auf Schams beruft sich *Benda*, 94. Über die Daten des Ertrags mit genauen Maßeinheiten s. *Benda*, S. 128, Tab. 56.

<sup>2</sup> Niederösterreichische Ohm.

in der Ausfuhr in den 1830er und 1840er Jahren schon eine stark schwankende, ja eher rückgängige Tendenz. Bei den industriellen Rohstoffen läßt sich dasselbe über die Pottasche sagen, deren Erzeugungsrückgang durch das rücksichtslose Abholzen der Wälder erfolgte und deren Preis auch durch die zunehmende Nachfrage der Erbländer in die Höhe getrieben wurde. Im Rückgang begriffen war auch der Export von Abfalltextilien, welche für die Papierindustrie ein wichtiges Rohmaterial bedeuten. Der industrielle Rohstoffbedarf der Erbländer vergrößerte dagegen den Hanf- und Leinölexport und die zeitgemäßere Straßenbeleuchtung verlangte nach Einfuhr von Rapskern, Raps- und Rübenöl. Neben Wien übernahmen besonders die Steiermark und Kärnten in den 1840er Jahren immer mehr Rapsöl (1841—1842 schon über 100 000 Wiener-Zentner). Der zunehmende Anspruch wirkte anregend sowohl auf die landwirtschaftliche Produktion, wie auch auf Errichtung, Erweiterung und Modernisierung von verarbeitenden Betrieben. Mähren und Niederösterreich übernahmen Bau- und Brennholz in immer steigendem Wert.<sup>54</sup> Der beste Abnehmer

<sup>54</sup> Von der, wenn auch nur schwankenden Rückgang-Tendenz des Exports der im Text aufgezählten Waren zeugen neben den statistischen Angaben über die Jahre 1831—1842 und 1841—1846 auch: P. H. 1839, Nr. 1, S. 1, 1843, Nr. 17, S. 65, 1844, Nr. 1, S. 1., 1845, Nr. 1, S. 1., 1846, Nr. 1., S. 1. Die Artikel in der Fachpresse betonten zugleich die Zunahme der Nachfrage. Im Falle Pottasche erwähnen sie auch die Ursachen der abnehmenden Produktion und ihre preistreibende Wirkung. Bei dem Gallapfel weisen sie auf bessere Qualität und jeden Bedarf befriedigende Quantität des Angebotes aus der Walachei hin, mit der die auch durch schlechten Ertrag unausreichende heimische Produktion nicht konkurrenzfähig ist. Die steigende Nachfrage nach Raps und Rapsöl, Raps- und Rübsamen, ihre zunehmende Ausfuhr erklären sie mit den im Text erwähnten Gründen. Zugleich

Tabelle 17

*Ausfuhr von Roh- und halbfertigem Eisen des Königreichs Ungarn in die Erbländer<sup>1</sup>  
(1841–1846)*

Name der Ware	1841				1846			
	Wiener Zentner	%	Ft C.M.	%	Wiener Zentner	%	Ft C.M.	%
Roh- und Brucheisen	60 934	100	243 736	100	169 459	178,10	677 836	178,10
Grobes, frisches und gewalztes Eisen	29 960	100	299 600	100	48 610	161,75	484 610	161,75

<sup>1</sup> Bände der Serie: Tafeln zur Statistik der österreichischen Monarchie mit den Angaben von 1841 und 1846.

der groben Wollstoffe war weiterhin das Sultanenreich.<sup>55</sup> Durch den Aufschwung seit den 1840er Jahren der Lederindustrie konnte das Königreich Ungarn gegerbtes Pferdeleder in bedeutender Menge zu steigenden Preisen nach Polen liefern. Die Soproner (Ödenburg) Zuckerraffinerie exportierte Jahr für Jahr mehr Zucker in die Erbländer, hauptsächlich nach Niederösterreich.<sup>56</sup>

In der Exportwarenstruktur der Rohstoffe und Halbfertigwaren ist die Ausfuhr von Roh- und halbfertigem Eisen besonders beachtenswert, denn dies bezeugt, daß die Eisenindustrie Ungarns sich im Laufe der 1830er Jahre, besonders vom letzten Drittel an, kräftig entwickelte, modernisierte, obwohl sie in bedeutenderer Menge vorläufig nur Roh- und Brucheisen, ferner Grob-Frisch- und gewalztes Eisen zu liefern fähig war.<sup>57</sup>

Bezeichnend für den Außenhandel des Königreichs Ungarn war, daß — wahrscheinlich als Folge des spät beginnenden Übergangs vom Feudalismus in den Kapitalismus — die Ausfuhr von Getreide, Lebeweid, Wolle und anderen landwirtschaftlichen Produkten, ferner von Rohstoffen nicht landwirtschaftlichen Ursprungs nicht nacheinander, sondern beinahe gleichzeitig begann. Eine andere Eigenart des ungarischen Außenhandels war, daß Rohstoffe nicht landwirtschaftlicher Herkunft und — seit den 1830er Jahren — auch schon halbfertige Produkte einen beachtlichen Anteil an dem vollen Wert der exportierten Waren ausmachten.

machen sie auch darauf aufmerksam, daß die Preis- und Absatzgestaltung dieser Waren vom jeweiligen Ertrag in den Erbländern abhängt. Kémlő 1836, Nr. 41, S. 328, P. H. 1836, Nr. 93, S. 371, 1839, Nr. 1, S. 1, 1841, Nr. 76, S. 321, Nr. 86, S. 365, 1844, Nr. 1, S. 1, 1845, Nr. 42, S. 165. — Über den jährlich bis 100 000 Ft. C. M. steigenden Rapsölimport der Steiermark und der Krain: P. H. 1845, Nr. 15, S. 57, Anm. 7.

<sup>55</sup> P. H. 1840, Nr. 60, 1843, Nr. 17, S. 65.

<sup>56</sup> P. H. 1845, Nr. 1, S. 1. — Die Ödenburger Zuckerraffinerie lieferte im Jahresdurchschnitt zwischen 1831–1842 4000, zwischen 1835 und 1838 5900, zwischen 1839–1942 7400 Wiener Zentner Zucker vor allem nach Niederösterreich. P. H. 1845, Nr. 15, S. 57, Tafel II. und vgl. Anm. 6.

<sup>57</sup> Die Ausfuhr von Roh- und Halbfertig-Eisenware der nördlichen Komitate des Königreichs Ungarn richtete sich nach Mähren, P. H. 1845, Nr. 15, S. 58, Anm. 14.

Was die andere Seite des Außenhandels betrifft, so sehen wir, daß unter den Importwaren dem Werte nach an der ersten Stelle unverrückt Wolle und Baumwolle stehen. Gleich danach folgen die Leinengewebe. Innerhalb der Gruppen Wolle-Wollwaren, Baumwolle-Baumwollwaren, Hanf und Leinen, Hanf- und Leinenwaren weisen die Fertigwaren den gleichen Anteil auf, wie zwischen 1819 und 1828, aber in einem höheren Wertniveau. Erst danach folgen in der Reihe der Importwaren Garne, verschiedene Rohstoffe nicht landwirtschaftlicher Herkunft, ferner Nichtedelmetalle und Halbfertigwaren im Werte von mehreren Millionen Ft.C.M. Dann folgt aus den schon bekannten südlichen und südöstlichen Gebieten und aus Galizien zur Versorgung der nördlichen Komitate der Import von Lebewesen im Werte von über einer Million im Jahresdurchschnitt, dann der Importwert des in den Notjahren (1842—1845) ebenfalls aus Galizien in die nördliche Komitate gelieferten Getreides. Der Gewürz- und Kolonialwaren-Import bestand hauptsächlich aus in den Erbländern raffiniertem Zucker. Den Wert des Getränke-Imports machte vorwiegend der Branntwein aus, welcher jetzt schon eher aus Kartoffeln als aus Getreide hergestellt wurde. Aus Mähren wurde für die Leinweber der Zips und anderer Nordkomitate Flachs importiert, während in der Lieferung von Leinengarn und Leinenzwirn Niederösterreich und Steiermark miteinander wetteiferten. Der Großteil des Baumwollgarns kam aus Wien nach Ungarn, aber auch Böhmen und Mähren lieferten bedeutende Posten. Die an Holz armen Südgebiete des Königreichs Ungarn deckten ihren Bedarf an Brenn- und Bauholz aus der Steiermark.<sup>58</sup>

Besonders beachtenswert ist der gesteigerte Import und die bereicherte Warenauswahl in Eisen- und Metallwaren zwischen 1841 und 1846. Dieser Umstand ist ein Zeichen dafür, daß die Volkswirtschaft im Königreich Ungarn trotz feudaler Hindernisse und geschichtlicher Zurückgebliebenheit in Richtung der schweren, leidvollen kapitalistischen Entwicklung zu einer maschinellen, großindustriellen Produktion die ersten Schritte doch getan hat.<sup>59</sup> So verlangte es die immer schärfer werdende Konkurrenz auf dem Weltmarkt, die zunehmenden quantitativen und qualitativen Ansprüche der Erbländer als Hauptkäufer der landwirtschaftlichen Produkte, was notwendigerweise die Wendung zu einer zeitgemäßen Landwirtschaft erzwang. Die wachsenden Ansprüche des Binnenmarktes und auch die der Gebiete südlich der Landesgrenze zu befriedigen, ferner die Krisen der für den Feudalismus bezeichnenden gewerblichen Produktion, erzwangen einen wohl langsamen und

<sup>58</sup> Über alldies gibt außer der in der Anmerkung 53 erwähnten Statistik 1840—1846 das P. H. 1845, Nr. 14, S. 54, Anm. 2, S. 55, Anm. 3, Nr. 15, S. 57, Anm. 12 und S. 58, Anm. 15 Auskunft. Im Zusammenhang mit dem Bau- und Brennholz-Verkehr wird uns aus der Nr. 15, S. 57, Anm. 12 klar, daß die nördlichen Komitate des Königreichs Ungarn nach Niederösterreich und Mähren diese Ware geliefert hatten.

<sup>59</sup> Aus der Anmerkung des P. H. (1845 Nr. 15, S. 58, Anm. 14) ersehen wir, daß die südlichen Gebiete des Königreichs Ungarn Fertig-Eisenwaren aus der Steiermark bezogen. Aus der Fachliteratur ist allgemein bekannt, daß die Städte im westlichen und mittleren Ungarn, mit Pest an der Spitze, sich mit diesen Waren aus Niederösterreich und der Steiermark versorgten.

**Tabelle 18**  
*Import von Eisenwaren des Königreichs Ungarn aus den Erbländern*  
*(1816–1846)*  
*in Wiener Zentner*

<i>Name der Ware</i>	<i>1816–1827<sup>1</sup></i>	<i>%</i>	<i>1841<sup>2</sup></i>	<i>%</i>	<i>1846<sup>2</sup></i>	<i>%</i>
Werkzeugeisen	—	—	57 153	100	73 538	128,67
Grobes, frisches sog. Streckeisen	38 400	100	39 102	101,83	72 049	187,63
Eisenbahn- schienen	—	—	—	—	69 554	—
Schlosserei- artikel	29 384	100	1 949	6,63	5 107	17,38
Maschinen und Maschinenteile	—	—	—	—	3 070	—
Schwarzblech	4 980	100	4 662	93,63	12 096	262,97
Weißblech	—	—	3 428	70,87	4 388	128,00
Guß Eisen	3 656	100	12 000	328,23	22 698	620,84
Eisen- und Stahldraht	2 434	100	4 095	168,24	7 692	316,02

<sup>1</sup> Fényes Elek: Magyarország statisztikája (Ungarns Statistik) I. Pest, 1842. S. 260.

<sup>2</sup> Tafeln zur Statistik der österreichischen Monarchie. Bände mit den Angaben der Jahre 1841, bzw. 1846.

mühsamen vor sich gehenden Fortschritt, der auf diese Weise Ungarn der kapitalistischen Großindustrie annäherte. Diese Umstände zusammen erforderten die Entwicklung der Infrastruktur, vor allem die des Verkehrs, außerdem — wenn auch weniger dringend — die der Werkzeug- und Geräteherstellung und des landwirtschaftlichen Maschinenbaues. Die Zunahme des Eisen- und Metallwarenimports sind Zeichen dieses Anspruchs. Der Fortschritt in diese Richtung kommt in der Zunahme der Importquantität, in der größeren Auswahl an Eisenwaren zwischen 1816–1827 und 1841 und 1846 zum Ausdruck.

Für den erwähnten Fortschritt spricht die Tatsache, daß im Import 1846 unter den Eisen- und Stahlprodukten sich auch solche Waren befinden (Eisenbahnschienen, Maschinen, Maschinenteile), die in der Statistik des Jahres 1841 noch nicht erwähnt werden; in den zur Verfügung stehenden Statistiken über die Jahre 1816–1827 — ein Zeichen der Rückständigkeit — natürlich noch weniger. Andere Eisenwaren — mit Ausnahme der Schlossereiartikel — wurden schon nach den Daten der Tabelle zwischen 1816–1827 importiert. Dieser Import war im Jahre 1841 schon beträchtlich und wurde 1846 noch mehr. Daraus kann man erkennen, daß das Königreich Ungarn auf industriellem Gebiet von den 1840er Jahren an, besonders nach 1843 sich bemühte in immer schnellerem Tempo die Grenze zu überbrücken, die es von der kapitalistischen Gesellschafts- und Wirtschaftsform getrennt hat. (Der Rückgang des Imports in Schlossereiwaren ist aller Wahrscheinlichkeit nach damit zu erklären, daß die Behörden inzwischen die Warengruppen geändert haben.)

Die Außenhandelsbilanz des Königreichs Ungarn mit den Erbländern war Jahrzehnte hindurch aktiv. Von der zweiten Hälfte der 1830er Jahre bis 1847 verminderte sich Jahr für Jahr der Unterschied zwischen Export- und Importwert. Einige Historiker behaupten, daß der Importwert in den Jahren 1846—47 den des Exports schon überstieg.<sup>60</sup>

Ein Defizit in der Außenhandelsbilanz, verursacht durch einen Import zum Zwecke einer produktiven Investition, ist an sich noch keine negative Erscheinung. Die unmittelbar dem produktiven Verbrauch und der Entwicklung der Infrastruktur dienenden Veränderungen, die sich in der Importstruktur zwischen 1841 und 1846 zeigen, ebenso auch die Steigerung des Imports von Rohstoffen, industriellen Hilfsstoffen und Halbfertigwaren (die Zunahme zwischen 1841 und 1846 beträgt im Vergleich zum Import der Jahre zwischen 1831 und 1842 45,4%) unterstützen die Ansicht, wonach das Passivwerden der Außenhandelsbilanz selbst dann noch als vorteilhaft zu betrachten ist, wenn man den bedeutenden Anteil der dem direkten Verbrauch dienenden und hochwertigen Fertigwaren aus dem vollen Importwert in Rechnung zieht. Es ist kaum zu bestreiten, daß die Landwirtschaft des Königreichs Ungarn in ihrem damaligen Zustand nicht die Möglichkeiten maximal ausnützen konnte, die sich ihr auf ihrem größten Absatzmarkt darbot. Wirtschaft und Gesellschaft des Königreichs Ungarn gelangte in den 1840er Jahren an den Punkt, wo sich die bestehende Wirtschafts- und Gesellschaftsordnung schon als unerträglich erwies. Auf beiden Gebieten begann sich ein Umschwung anzubahnen. In der Wirtschaft begann man, noch bevor im politischen Leben eine entscheidende Wendung geschaffen wurde, und soweit die engen Grenzen der Gegebenheiten es gestatteten, die Grundelemente einer neuen Ordnung zu legen. Dies widerspiegelt sich bis zu einem gewissen Grad im Passivsaldo des Außenhandels.

Der volle Außenhandelsverkehr des Königreichs Ungarn mit den Erbländern stieg zwischen 1831 und 1842 um 22%, der der Habsburgischen Erbländer mit dem Ausland zu gleicher Zeit um 48%. Das unterstreicht schon an und für sich die schwächeren Wirtschaftsverhältnisse des Königreichs Ungarn, obwohl auch der Aufstieg des Außenhandels der Erbländer im Vergleich zu dem der im Zollverein zusammengeschlossenen deutschen Staaten oder dem von Frankreich verschwindend klein war.

Der volle Außenhandelsverkehr des Königreichs Ungarn war zwischen 1839—1842 im Jahresdurchschnitt 91,850.000 Ft. C.M. Er betrug weniger als der Jahresdurchschnitt des Außenhandels von Triest über das Meer, und kaum ein Drittel davon, was Böhmen und Mähren mit den übrigen Gebieten des Habsburgerreichs abwickelte (das Königreich Ungarn und das Großfürstentum Siebenbürgen inbegriffen). Zwischen 1840 und 1847 hob sich der Jahresdurchschnitt des Außenhandelsverkehrs des Königreichs Ungarn auf 107 353 655 Ft. C.M., aber die Verhältniszahlen im Vergleich zum Außenhandel der Erbländer und der erwähnten

<sup>60</sup> Ludwig LANG: Hundert Jahre Zollpolitik, Wien, 1906, S. 504.

Weststaaten änderte sich — trotz geringer Verbesserung — im wesentlichen noch nicht. Der zwischen 1789 und 1847 erreichte, mehr als 400% ausmachende Anstieg bedeutete dennoch einen beachtungswerten Fortschritt auf dem Weg zur Verminderung des Rückstandes.<sup>61</sup>

#### ДЬЮЛА МЕРЕИ

### Внешняя торговля и рыночные отношения в венгерском королевстве в 1790—1848 гг.

#### (Резюме)

Во вступлении автор рассматривает снабжение мирового рынка продуктами питания и сырьем после английской промышленной революции и французской революции 1789 года. После этого он прослеживает развитие хозяйств, входивших в империи Габсбургов и расположенных на западе от Лайты, переход от феодализма к капитализму и неразрывно связанное с ним обострение отношений. Автор рассматривает директивы экономической политики венского двора и их влияние на формирование экономики Венгерского королевства. Автор отмечает причины введения таможенных правил для Венгерского королевства, связывает их со своеобразным правовым положением государства и подчеркивает, что таким образом еще сильнее усугублялся фактор экономической отсталости, продиктованный исторической судьбой Венгерского государства. Разница в фазе экономического развития привела эти хозяйства к тому, что Габсбурги здесь не только использовали возможности, предоставляемые дешевой рабочей силой, но и занимали ключевые позиции как закупщики сырья и сельскохозяйственной продукции, что было присуще лишь отдельным западным державам — закупщикам на землях, расположенных к востоку от Эльбы. Используя сохранившиеся материалы Венского статистического управления, архивные данные, автор делит процесс формирования внешней торговли Венгерского королевства на два периода. При этом он рассматривает развертывание внешнеторгового оборота по отдельным товарам в связи с рыночными и ценовыми отношениями в Европе и в связи с международными событиями. При этом он подчеркивает, что оживление на мировом рынке оказывало влияние на развитие отдельных отраслей сельского хозяйства Венгрии, на рост закупочной мощности внутреннего рынка.

Далее автор рассматривает положение, сложившееся в отдельных отраслях сельского хозяйства в результате введения в 1789—1815 годах — вследствие военных действий — запретов, в частности — запретов на вывоз сельскохозяйственной продукции. Рассматривает то отрицательное влияние, которое оказали эти запреты на количественный рост сельскохозяйственного производства. Внимание автора привлекает и тот скачкообразный рост поставок колониальных товаров, который был вызван континентальной блокадой, равно как и возможности выгодной продажи отдельных сельскохозяйственных продуктов. Более того, он отмечает, что последнее стало основным источником внутреннего потребления, отличавшегося как по качеству, так и по количеству у различных поколений.

Рассматривая период 1815—1848 годов, автор, прежде всего, останавливается на 1819—1823 годах, анализирует торговые связи хозяйств наместничества с районами вне Габсбургской империи. Затем возвращается к анализу промышленного подъема в немецких, австрийских, чешских, моравских и словенских землях, связанному с ростом внешнеторгового оборота, отмечает положительное воздействие промышленной революции, начавшейся в конце 20-ых годов XIX столетия как последствие изменений на мировом рынке. Он доказывает, что в соответствии с изменением направлений рыночного потока изменился и ассортимент венгерского сельскохозяйственного экспорта. Если до 1815-ого года ведущей статьей экспорта была пшеница, то

<sup>61</sup> Verhältniszahlen über den wachsenden Verkehr im Außenhandel: P. H. 1845, Nr. 13, S. 50, Nr. 17. S. 61.

позже приоритет получает шерсть, даже несмотря на то, что ко второй половине тридцатых годов XIX века доминирующую роль на мировом рынке начинает играть австралийская шерсть. И все-таки до 1848-ого года венгерская шерсть конкурировала — по крайней мере, на рынках Габсбургской империи с австралийской шерстью, причем здесь играли роль не только таможенный запрет, но и улучшение качества шерсти. Повышение цен на свинину привело к увеличению поголовья свиней в хозяйствах, производивших на экспорт. Возросло производство и закупки табака, хотя качество венгерского табака было ниже, чем табака «виргиния», и цены на европейский табак упали по сравнению с ценами на упомянутый сорт. Экспорт особенно возрос после снятия монопольного запрета на экспорт табака Абальдо (1819 г.).

В заключении статьи автор анализирует торговый баланс и структуру экспорта и приходит к выводу, что начиная с 1846-ого года баланс Венгерского королевства пассивен, что нельзя однозначно назвать отрицательным явлением, поскольку в общей массе импорта важную роль стали играть такие промышленные товары, которые способствовали индустриальному потреблению и модернизации инфраструктуры в 1841—46-ых годах, к тому же такие товары, которые в предыдущие десятилетия ввозились в небольших количествах или же вообще не ввозились (например, железнодорожные рельсы, станки, запасные части и т. д.). Наряду с этим одной из бесспорных причин пассивного баланса стало стремительное возрастание запросов на товары, служившие непроизводственному потреблению внутреннего рынка, что неразрывно связано с увеличением производства сельскохозяйственной продукции и её экспорта. В структуре экспорта произошел неожиданный поворот, общая стоимость вывозимого сырья и полуфабрикатов превысила стоимость общего количества сельскохозяйственных продуктов.

Автор обращает внимание на своеобразие внешнеторгового оборота Венгерского королевства по сравнению с оборотом других стран Средней Европы. Сравнивает общую стоимость внешнеторгового оборота союзнических стран Австро-Венгерской Империи с Таможенным союзом германских государств, а также с французским экспортом. Автор отмечает, что с ростом внешней торговли уменьшилась экономическая отсталость Венгрии.

# Second servage et capitalisme

par

LÁSZLÓ MAKKAI

Au 19<sup>e</sup> siècle, en Europe de l'Est, l'affranchissement des serfs a mis fin à la dépendance personnelle des paysans et à leurs redevances féodales et, ainsi, a donc mis fin aux conditions féodales de la propriété terrienne et ouvert la voie aux conditions capitalistes dans la propriété foncière, mais l'affranchissement permettait cependant aux anciens propriétaires fonciers féodaux de garder les domaines qu'eux-mêmes régissaient et les paysans n'obtinrent en propriété que la terre dite tenure qu'ils exploitaient auparavant à leur compte, en tant que serfs. Les réserves seigneuriales, régies par les propriétaires terriens féodaux, étaient, dans leur majeure partie, cultivées grâce au travail fourni par la corvée, dans une plus petite partie par un travail salarié et l'exploitation d'une bonne partie de ces terres était cédée, contre différentes prestations, aux paysans sans terre. Au moment de l'affranchissement des serfs ces derniers n'obtinrent pas de terre en propriété.<sup>1</sup> Les tout petits propriétaires et paysans sans terre qui vivaient à l'ombre du grand domaine féodal et lui servaient de main-d'œuvre salariée, formaient une masse dont la misère posait le plus grand problème socio-économique du siècle du capitalisme est-européen. Il est donc compréhensible que la question des origines du système foncier établi après les affranchissements des serfs, se soit placée, tôt ou tard, au centre des recherches historiques. C'est tout d'abord en Allemagne que cette question attire l'attention des historiens puisque, dans cet Etat national qui trouva son unité après le démembrement médiéval, le système du grand domaine d'origine féodale prédominait au Nord-Est, tandis que, dans les provinces du Sud et de l'Ouest, ne manquaient pas des domaines petits et moyens, surtout comme exploitations paysannes. Les problèmes de politique agraire soulevés par ce «dualisme» posèrent aussi la question de ses origines. La réponse fut donnée en 1887 par Georg Friedrich Knapp qui dit que le «dualisme» de la structure agraire venait des deux types fondamentaux des grands domaines féodaux avant l'affranchissement des serfs. Selon la formule encore usitée de Knapp, l'un était la «Grundherrschaft», ou grand domaine féodal non exploité par le propriétaire et formé d'exploitations paysannes indépendantes fournissant des redevances en argent ou en nature; et l'autre

<sup>1</sup> NIEDERHAUSER, EMIL : A jobbágyfelszabadítás Kelet-Európában (L'affranchissement des serfs en Europe Orientale). Budapest, 1962. pp. 272-316.



le « Gutsherrschaft », domaine partiellement régi par le propriétaire à partir du travail et de l'équipement, donc de la corvée, des exploitations des serfs.<sup>2</sup>

Vu que la « Gutsherrschaft » prenait aux exploitations paysannes indépendantes de la terre, de la main-d'œuvre et des instruments, ce qui ne pouvait être imposé aux paysans que par la force, il était, dès le début, évident pour les historiens que la dépendance personnelle des paysans, la limitation de leur liberté de déplacement et de leur droit à la propriété étaient en étroite liaison avec le mode d'exploitation par la corvée. Partant des sources et des travaux déjà connus, Engels aboutit à la constatation que l'exploitation par la corvée et la dépendance personnelle des paysans qui en résulte apparurent dans les provinces allemandes médiévales après le milieu du 15<sup>e</sup> siècle, et que, jusqu'à cette époque, la redevance en argent ou en nature, la liberté de changer de domicile et de la transmission aux enfants de la propriété paysanne (donc l'exploitation féodale du type « Grundherrschaft » selon Knapp) étaient d'usage général. Mais par contre, bien plus tôt, avant le 13<sup>e</sup> siècle, les grandes masses de la paysannerie allemande vivaient dans une dépendance personnelle proche de l'esclavage. Ils étaient les « Leibeigen » (serfs), donc dépendants en leur personne de leur seigneur, ne faisaient de l'exploitation à leur compte que sur la terre concédée provisoirement par le seigneur, souvent avec les instruments de travail de celui-ci, et le gros des prestations consistait dans la corvée pour cultiver la réserve seigneuriale. Le sort des paysans s'améliora par la suite, par rapport à cette « Leibeigenschaft » pour, au 15<sup>e</sup> siècle, se détériorer de nouveau, et cette détérioration que Engels, dans sa lettre écrite à Marx fin 1882, appela « réédition de la Leibeigenschaft », ce qui correspond chez nous en Hongrie au « second servage. »

Ces deux notions désignant deux aspects économique et juridique, du même phénomène historique, la « Gutsherrschaft » et le « second servage » non seulement se retrouvent unies dans l'historiographie, mais de plus se situent au centre d'un débat presque centenaire et qui n'est toujours pas clos définitivement. Ce débat porte sur la question de savoir sur quels phénomènes, dans quelles frontières géographiques et chronologiques peut-on appliquer, séparément et ensemble, ces deux notions, quel est le rapport de cause à effet entre elles et enfin quelle est la relation de tout ce qu'elles englobent avec l'ensemble de l'évolution historique en Europe. Les recherches et les débats sur ces notions ont donné lieu à des ouvrages formant toute une bibliothèque, et dont les aspects historiographiques ne pourront être ici qu'abordés, puisque nous devons nous contenter d'esquisser les traits les plus généraux en partant des dernières positions et des derniers résultats.

Il faudrait avant tout préciser, avec l'unanimité des chercheurs, que la « Grundherrschaft » et la « Gutsherrschaft » sont des « types idéaux » dans le sens webérien, des « modèles » selon l'expression moderne, car, dans la réalité historique, elles n'ont jamais existé dans leur forme pure, ni dans ce sens que dans tel pays ou telle

<sup>2</sup> KNAPP. G. F. : *Die Bauern-Befreiung und die Ursprung der Landarbeiter in den älteren Teilen Preussens*. Leipzig, 1887.

province seule l'une d'elles était appliquée, ni d'ailleurs dans ce sens que dans la même exploitation féodale la redevance en argent et en nature éliminait complètement la redevance en travail, ou inversement.<sup>3</sup> Comme cas limite on rencontre bien la liquidation complète de l'exploitation directe par le seigneur et la disparition complète de la corvée d'une part ou alors la disparition de l'exploitation paysanne autonome, par conséquent la transformation des redevances en travail, évidemment sous forme de travail salarié de l'autre, mais ces cas sont des cas extrêmes, cas limites qui constituent déjà une transition de l'économie féodale à l'économie capitaliste. La « Grundherrschaft » et la « Gutsherrschaft » sont par contre des types de l'économie féodale, et en tant que modèles, ne sont valables que dans des conditions du féodalisme.

Il s'ensuit, de ce qui précède, que, dans le cadre d'un territoire et d'un domaine féodal, en tant qu'unité d'exploitation, on ne peut considérer que celui des deux types dont les caractéristiques prédominent, ce qui est un problème de statistique qui ne peut pas être résolu dans tous les cas avec l'exactitude voulue, ne serait-ce qu'à cause de la nature des sources à cette époque pré-statistique. A partir d'une importante série de monographies portant sur certains domaines et sur des territoires plus importants on peut pourtant se faire une approche permettant de tracer les frontières géographiques et chronologiques de l'expansion de la « Gutsherrschaft », à supposer qu'il existe une unanimité sur ce qui peut être considéré comme étant des caractéristiques de la Gutsherrschaft, c'est-à-dire de l'exploitation seigneuriale régie directement à partir de la corvée.

Il faut d'abord rayer des caractéristiques de la corvée qui n'était pas au service de la production agricole. Même là où il n'y avait pas d'exploitation régie directement par le propriétaire terrien, la corvée était utilisée pour les transports, pour l'entretien des bâtiments etc. Mais ensuite, la question qui se pose est de savoir si toute exploitation seigneuriale utilisant la corvée doit être considérée comme « Gutsherrschaft », car, pendant toute l'existence du féodalisme, ce genre se retrouve, en dimensions réduites, dans presque toute l'Europe, plus exactement il survécut avec plus ou moins de continuité à l'époque « du premier servage ». En apparence, cette question est de caractère quantitatif, et c'est en général sous cet aspect que les chercheurs l'abordent, en tenant compte, d'une part, du nombre des journées de corvée et d'autre part des dimensions de la réserve seigneuriale cultivée grâce au travail venant de la corvée, par rapport aux dimensions des tenures. Là où, en se basant sur d'autres caractéristiques également, on peut parler de la présence de la « Gutsherrschaft », on peut constater qu'il y avait, (là où, en principe, le serf était « corvéable à merci ») d'une à trois journées de corvée de labourage et moisson par semaine<sup>4</sup> et, par conséquent, que

<sup>3</sup> HEITZ, G. : *Agrarischer Dualismus, Eigentumsverhältnisse, Preussischer Weg*. Rostock, 1970, pp. 2-3. Heitz constate ces faits dans ses recherches portant sur les conditions allemandes mais ces faits sont également valables pour les autres pays touchés par cette question.

<sup>4</sup> VARGA, JÁNOS : *Jobbágyrendszer a magyarországi feudalizmus kései századaiban 1556-1767* (Système de servage dans les siècles tardifs du féodalisme hongrois 1556-1767), Budapest, 1969,

15 à 50 % des terres arables étaient exploitées directement par le propriétaire foncier.<sup>5</sup> La limite inférieure est assez incertaine, n'étant valable que dans le cas où la corvée était entièrement ou en grande partie destinée au travail agricole productif, ce qui, dans la majeure partie des cas, ne peut être que difficilement, ou pas du tout déterminé. Par ailleurs, les sources données dans les différents pays sont tellement divergentes qu'il est rare de pouvoir traduire en données quantitatives comparables les rapports entre la corvée et l'étendue et l'utilisation des réserves seigneuriales, ainsi que les rapports entre la corvée et ce qui restait aux paysans à leur propre exploitation sur les tenures. Une autre difficulté provient des divergences d'aspect des recherches selon les époques et les lieux, recherches qui utilisent de plus des catégories quantitatives différentes ce qui rend toute comparaison impossible, même là où la nature identique ou analogue des sources le permettrait.

Même si les recherches relatives à l'expansion de la « Gutsherrschaft » ont commencé pratiquement dès que ce phénomène fut découvert et typisé, il n'en reste pas moins qu'à cause des incertitudes quantitatives de ses caractéristiques, sa présence dans tel ou tel territoire ou, encore mieux, son rôle dominant dans la structure agraire, ne furent découverts qu'à des époques différentes. Parmi les territoires de « Gutsherrschaft », on classa tout d'abord les territoires allemands ou sous domination allemande, en premier lieu les côtes de la Baltique allant de Schleswig-Holstein jusqu'à l'Estonie, ensuite la Pologne et les pays de la couronne tchèque,<sup>6</sup> bien plus tard, et au

---

pp. 541-544. Se référant aux ouvrages spécialisés, Varga constate qu'aux 16-17<sup>e</sup> siècles la corvée dépassait un jour par semaine dans les régions suivantes : Mecklenbourg, Brandebourg, Rügen, Pologne, Hongrie, Moravie et Bohême (mais seulement au 17<sup>e</sup> siècle pour ce dernier pays) et n'atteignait pas un jour par semaine : en : Bavière, Saxe, Anhalt, Haute et Basse Autriche, Styrie.

<sup>5</sup> ŠPIESZ, A. : Czechoslovakia's Place in the Agrarian Development of Middle and East Europe of Modern Times. In *Studia Historica Slovaca* VI. 1969. pp. 22-25. Se référant aux ouvrages dans ce domaine, Špiesz estime que les réserves seigneuriales, au-delà de l'Elbe, dans les provinces allemandes, constituaient de 20 à 50 % des terres. MAKKAJ, LÁSZLÓ : I. Rákóczi György birtokainak gazdasági iratai 1632-1648. (Livres de raison des domaines de György I<sup>er</sup> Rákóczi 1632-1648) Budapest, 1954, pp. 69-70. A différents endroits de la Hongrie, dans les grands domaines, les surfaces ensemencées des réserves seigneuriales constituent de 15 à 30 % des terres cultivées. Les chercheurs polonais, compte tenu des sources dont ils disposent, sont plus prudents dans leurs constatations. ŻYTKOWICZ, L. : The Peasant's Land and the Landlord's Farm in Poland from the 16th to the Middle of the 18th Century. *The Journal of European Economic History*, 1972. p. 145. Selon l'auteur, l'exploitation seigneuriale produisait moins que l'exploitation paysanne, ce qui revient à dire que la première comprenait moins de 50 % des terres arables.

<sup>6</sup> BRÜNECK, W. : Die Leibeigenschaft in Pommern. *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte*. 1888. FUCHS, C. J. : Der Untergang des Bauernstandes und das Aufkommen der Gutsherrschaften nach archivalischen Quellen aus Neu-Vorpommern und Rügen. Strassburg, 1888. GROSSMANN, Fr. Über die Gutsherrlichbauerlichen Rechtsverhältnisse in der Mark Brandenburg vom 16. bis 18. Jahrhundert. Staats- und Sozialwissenschaftliche Forschungen, Leipzig, 1890. TRANSCHER-ROSENECK, A. : Gutsherr und Bauer in Livland im 17. und 18. Jahrhundert. Strassburg, 1890. GRÜNBERG, K. : Die Bauernbefreiung und die Auflösung der gutsherrlichbäuerlichen Verhältnissen in Böhmen, Mähren und Schlesien. I-II. Leipzig, 1893-1894. BRÜNECK, W. : Die Leibeigenschaft in Ostpreussen. *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte*. 1897. RAKOWSKI, K. : Entstehung des Grossgrundbesitzes im XV. und XVI. Jahrhundert in Polen. Posen, 1899. DESSMANN, G. : Geschichte der schlesischen Agrarverfassung. Strassburg, 1904. PLEHN, H. : Zur Geschichte der

départ avec certaines restrictions, y furent classées la Hongrie<sup>7</sup> et, encore plus tard et avec encore plus de restrictions, certaines provinces de l'Autriche.<sup>8</sup> Quand, en 1928, l'historien polonais Jan Rutkowski tenta le premier de traiter ce problème en utilisant une méthode comparative et qu'il présenta la « Gutsherrschaft » comme étant un phénomène historique universel en Europe Centrale,<sup>9</sup> les limites géographiques de son expansion étaient déjà pratiquement fixées.

Vers le Sud, incontestablement, les frontières nord de l'Empire ottoman, stabilisées à la fin du 17<sup>e</sup> siècle, coïncidaient avec les frontières de la « Gutsherrschaft ». Vers l'Ouest, il est admis jusqu'à nos jours que cette frontière suit l'Elbe depuis sa source et suit les versants des Alpes Orientales. Cette ligne-frontière est cependant loin d'être aussi nette que la ligne du Sud, car de chaque côté la « Gutsherrschaft » et la « Grundherrschaft » s'entremêlent grandement et, compte tenu des difficultés déjà citées qui proviennent des divergences dans les sources et les méthodes, il existe bien des incertitudes et des divergences d'opinion dans la question de fixer les époques et lieux où tel ou tel type était prédominant. C'est surtout le cas de la Saxe et de l'Autriche qui a été sujet à controverses, bien que, dans l'ensemble, — du moins d'après les sources jusqu'ici connues — ce soit plutôt la « Grundherrschaft » qui semble avoir prédominé sur ces territoires.<sup>10</sup>

Agrarverfassung von Ost- und Westpreussen. Forschungen zur brandenburgischen und preussischen Geschichte XVIII. 1905. AUBIN, G. : Zur Geschichte des Gutsherrlich-bäuerlichen Verhältnisses in Ostpreussen von der Gründung des Ordenstaates bis zur Steinischen Reform. Leipzig, 1910. ZIERKUSCH, J. : Hundert Jahre schlesischer Agrargeschichte. Vom Hubertsburger Frieden bis zum Abschluss der Bauernbefreiung. Breslau, 1915. JESSEN, J. : Die Entstehung und Entwicklung der Gutswirtschaft in Schleswig-Holstein bis zum Beginn der Agrarreform. Zeitschrift der Gesellschaft für Schleswig-Holsteinische Geschichte, 1922. MAYBAUM, H. : Die Entstehung der Gutsherrschaft im nördlichen Mecklenburg. Stuttgart, 1926. STARK, W. : Ursprung und Aufstieg des landwirtschaftlichen Grossbetriebs in den böhmischen Ländern. Brünn, 1934.

<sup>7</sup> DOMANOVSKY, A. : Zur Geschichte der Gutsherrschaft in Ungarn. Dopsch-Festschrift, 1937. SZABÓ, I. : Les grands domaines en Hongrie au début des temps modernes. Revue d'Histoire Comparée, 1947.

<sup>8</sup> FRESACHER, W. : 'Der Bauer in Kärnten. Klagenfurt, 1952. FEIGL, H. : Die niederösterreichische Grundherrschaft vom ausgehenden Mittelalter bis zu den thesianisch-josephinischen Reformen. Wien, 1964.

<sup>9</sup> RUTKOWSKI, J. : La genèse du régime de la corvée dans l'Europe Centrale depuis la fin du Moyen Age. La Pologne au VI<sup>e</sup> congrès international des sciences historiques, Oslo, 1928. Depuis ce temps-là c'est toujours l'historiographie polonaise qui consacre la plus grande place à l'application de la méthode comparative. Cf. RUSIŃSKI, W. : Hauptprobleme der Fronwirtschaft im 16-18. Jahrhundert in Polen und Nachbarländern. Papers of the First International Conference of Economic History. . . Stockholm, Haag, 1960. ŻYTKOWICZ, L. : Rozvoj zemědělství v českých zemích a v Polsku v XVI. a na počátku XVII. století. Československý Časopis Historický. 1966. A cet égard, la contribution apportée par les historiens soviétiques est également importante : SKASSKINE, S. D. : Osnovnye problemy tak nazivaemovo « vtorovoizdaniya krepostnitchestva » v Sredney i Vostotchnoy Evrope. Voprosy Istorii, 1958. Comme sont importants les nombreux ouvrages soviétiques sur la transition du féodalisme au capitalisme, dont une synthèse se trouve dans : Teorētitchesskiye i istoriografitchesskiye problemy guénésissa kapitalisma. Moscou, 1969.

<sup>10</sup> LÜTGE, F. : Die mitteldeutsche Grundherrschaft. Jena, 1934. GRÜLL, G. : Die Robot in Oberösterreich. Linz, 1952. HOFFMANN, A. : Wirtschaftsgeschichte des Landes Oberösterreich. Salzburg, 1952.

Selon certaines opinions, cette région intermédiaire doit être considérée, tant du point de vue quantitatif que qualitatif, comme une transition, comme formant un troisième type. Franz Lütge proposa de nommer « *mitteldeutsche Grundherrschaft* » ce caractère de transition tandis qu'Alfred Hoffmann créa la notion de « *Wirtschaftsherrschaft* » pour désigner un type d'économie féodale ou le seigneur terrien, en plus de l'exploitation, relativement réduite, due à la corvée, met surtout à profit ses droits de monopole (débit de boissons, moulin, boucherie etc.), et déploie une activité commerciale pour augmenter ses revenus. Cette tentative de créer un type de transition eut pour résultat qu'y furent rattachés des territoires à l'est de l'Elbe où la prédominance de la « *Gutsherrschaft* » était contestée, comme par exemple le royaume médiéval de Bohême (Bohême, Moravie, Silésie) où ce n'est que relativement tard, dans la seconde moitié du 17<sup>e</sup> siècle que se repandit l'exploitation basée sur la corvée et propre à déterminer toute la structure de l'agriculture. Ceci avait été clairement montré par toute une série de monographies qui, au départ, ne mettait en doute l'appartenance de ces provinces au territoire de l'exploitation à partir de la corvée.<sup>11</sup> Selon certaines opinions, non seulement tout le royaume de Bohême, mais également la Slovaquie actuelle, qui appartenait alors au royaume de Hongrie, ressortait également de la catégorie de « *Wirtschaftsherrschaft* ». <sup>12</sup> Les discussions, fort instructives, qui eurent lieu à ce propos, démontrèrent, d'une part, que la thèse de « *Wirtschaftsherrschaft* » en tant que troisième type ne se défendait pas, et d'autre part, que la Slovaquie actuelle était inséparable, du point de vue des conditions agraires, du Royaume de Hongrie, et que, dans les territoires ayant appartenu à la couronne hongroise et à la couronne de Bohême la tendance à la *Gutsherrschaft* avait quand même, été prédominante bien que dans des mesures différentes.<sup>13</sup>

Les débats ont de plus nettement démontré l'impossibilité de résoudre séparément les problèmes de la « *Gutsherrschaft* » et du « second servage » ou même de subordonner la première à la seconde. Les recherches engagées dans la voie de celles de Knapp portaient tout d'abord de points de vue juridiques et cherchaient la cause fondamentale de la naissance de la « *Gutsherrschaft* » dans la détérioration du statut juridique des paysans, surtout dans la détérioration de leur droit à la terre. Il serait ici superflu de nous étendre sur l'opinion chauvine, et maintes fois réfutée depuis, selon laquelle le « second servage » s'appliquerait à l'ethnie slave des territoires en question, qui, de par sa mentalité sociale, supporterait mieux la servitude.<sup>14</sup> Dans les

<sup>11</sup> MIKA, A. : Problém počátku nevolnictví v Čechách. *Československý Časopis Historický*, 1957. MIKA, A. : Poddaný lid v Čechách v první polovině 16. století. Prague, 1960. MAREJEK, FR. : Feudální velkostátek a poddaný na Moravě s přihlednutím k přilehlému území Slezska a Polska. Prague, 1959. VALKA, J. : Poddaný lid v Čechách na prahu třicetileté války. Prague, 1964. JIRÁSEK, J. : Moravský venkov před Bilou Horou. *Časopis Moravského Musea*. 1964.

<sup>12</sup> ŚPIESZ, op. cit., p. 61.

<sup>13</sup> Materiál z vedeckého sympózia o charaktere feudalizmu na Slovensku v 16-18. storoci. *Historické Studie XVII*. 1972. Voir notamment les interventions de P. RATKOŠ, P. HORVÁTH, J. KOCH, L. MAKKAJ et I. ERCEG.

<sup>14</sup> Entre autres, FUCHS op. cit. adopte cette opinion.

délibérations actuelles sur ce problème, bien plus importante est l'opinion souvent exprimée, selon laquelle le classement d'une exploitation ou d'une région agraire à la « Gutsherrschaft » dépend de la présence des caractéristiques du « second servage ». Cette opinion conduit à la formule catégorique qui dit que « dans la solution des problèmes que nous étudions, la question décisive n'est pas la quantité, mais la qualité, c'est-à-dire la question de savoir sur quelle base légale s'appuyaient les propriétaires fonciers pour instaurer le domaine exploité directement par eux et pour imposer la corvée à leurs serfs. . . Ils devaient priver leurs paysans de tous les droits et de toutes les libertés, avant tout du droit à la succession de la terre exploitée. . . La limitation de ce droit est un des critères les plus caractéristiques de ce qui est appelé le second servage, et tous les autres critères en découlent. »<sup>15</sup> Il n s'agit pas ici de prétendre que les représentants de cette opinion nient le lien organique entre la « Gutsherrschaft » et le « seconde servage » ou qu'ils veulent faire remonter la première à la seconde, mais ce dont il s'agit, c'est d'une approche méthodique où, sans le dire expressément, il est supposé que là où se trouvent les caractéristiques du « seconde servage », la « Gutsherrschaft » est également présente. On ne pourrait pas complètement repousser cette hypothèse si les caractéristiques qualitatives du « second servage » n'étaient pas tout aussi difficiles à fixer que les caractéristiques quantitatives de la « Gutsherrschaft ».

Il est admis de classer parmi les critères du « second servage » la limitation, ou la suppression totale, du droit des paysans à posséder des tenures, en outre leur attachement à la glèbe et même le service domestique leur imposé, c'est-à-dire le droit du propriétaire foncier à disposer, pour un temps plus ou moins long, des enfants de ses serfs comme domestiques à son service. Nous disposons d'un assez grand nombre de données, même si ce n'est pas pour tout le territoire en question, loin de là, concernant ces trois formes de privation de droit et concernant la date de leur légalisation données qui ne sont d'ailleurs pas encore soumises à la même analyse critique. Le droit des paysans à la succession de leurs tenures fut refusé par la loi la première fois en Hongrie (1514 : *nullam hereditatem habet*), sans pour autant reconnaître formellement au propriétaire foncier le droit de prendre cette terre. En Brandebourg en 1531, en Mecklenbourg en 1572, en Poméranie en 1616 les propriétaires fonciers furent autorisés à « racheter », à un prix qui leur était avantageux, la terre des paysans ou une partie de celle-ci. Bien que non stipulée dans une loi spéciale, cette pratique existait déjà au 16<sup>e</sup> siècle en Schleswig-Holstein et en Prusse-Orientale. Les seigneurs terriens polonais pouvaient eux aussi, sans autorisation juridique formelle, déplacer leurs paysans sur d'autres terres ou les priver d'une partie de leurs terres.<sup>16</sup> Il a été prouvé que même avant les paysans étaient déjà attachés à la glèbe, ou du moins étaient sujets à des restrictions dans leur droit de librement changer de domicile. Ainsi, de telles lois furent adoptées en 1487 en Bohême, en 1495 en Pologne, en 1514 en Hongrie, en 1526

<sup>15</sup> Špiesz, op. cit., p. 45.

<sup>16</sup> VARGA, op. cit., pp. 551 sq.

en Prusse, en 1528 en Silésie et Brandebourg, en 1539 en Lusace Supérieure, en 1561 en Livonie, tandis qu'en Poméranie la loi à ce sujet ne fut prise qu'en 1616, en Schleswig-Holstein en 1617 et au Mecklenbourg en 1654.<sup>17</sup> Toutefois, il faudrait examiner à part la question de savoir combien la suspension de la liberté de changer de domicile était en rapport avec l'introduction de l'exploitation utilisant la corvée, puisque, en Hongrie par exemple, l'interdiction de changer de domicile fut prononcée dès la seconde moitié du 15<sup>e</sup> siècle, dans la Russie des tzars elle apparut pour la première fois, temporairement, en 1497, et dans la principauté roumaine de la Valachie, elle fut prononcée à titre définitif à la fin du 16<sup>e</sup> siècle alors que la formation de la «Gutsherrschaft» ne remonte qu'à 1530 pour la Hongrie, pour la Russie et la Valachie. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous ne classons pas ces deux régions dans les premières frontières de la «Gutsherrschaft» et du «second servage»<sup>18</sup> qui coïncideraient donc avec les frontières orientales des Royaumes de Hongrie et de Pologne. Ces trois cas précoces de suspension du droit au changement de domicile visaient certainement à attacher à la glèbe les paysans fuyant l'imposition, elle a donc un caractère fiscal et n'a rien à voir avec la problématique de la «Gutsherrschaft», ce qui démontre donc que l'interdiction de changer de domicile ne peut pas toujours être interprétée comme caractéristique du «second servage», dans la mesure où cette dernière est rattachée à la formation de la «Gutsherrschaft». Finalement, précisons que le service domestique obligatoire qui existait en effet aux 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> siècles au Brandebourg (au moins depuis 1527), en Prusse et en Silésie, et, à partir de la deuxième moitié du 17<sup>e</sup> siècle, au Mecklenbourg et en Bohême, n'existait absolument pas ni en Pologne ni en Hongrie, et ne peut donc pas être considéré comme critère général du «second servage».<sup>19</sup>

Les trois formes en question de la privation de droit: suppression du droit de succession de la propriété terrienne, du droit de changement de domicile, service domestique imposé) en tant que critères du «second servage» doivent être analysées de manière critique et partiellement rejetées car il faut remarquer que ces limitations juridiques ne touchaient nulle part l'ensemble de la paysannerie. Il est encore un fait beaucoup plus important, à savoir que dans les trois cas l'essentiel n'est pas le rapport entre le paysan et la terre par lui cultivée, mais le rapport entre le paysan et son seigneur. Dans son analyse fondée sur une importante documentation et sur des matériaux comparatifs concernant toute l'Europe de l'Est, János Varga aboutit à la

<sup>17</sup> *ibid.* pp. 561-566, ŠPIESZ, *op. cit.*, pp. 22-25.

<sup>18</sup> C'est d'ailleurs l'opinion adoptée (après des débats) par la grande majorité des historiens soviétiques et roumains. Cf. DANILOVA, L. V. : *K itogam izoutcheniya osnovnykh problem rannevo i razvitovo feodalizma v Rossii. Sbornik Sovetskaya Istoricheskaya Naouka*. Moscou, 1962. KORETSKIY, V. I. : *K istorii formirovaniya krepostnovo prava v Rossii. Voprossy istorii*, 1964. MAN'KOV, A. G. : *K otázke «druhého vydania» nevol'nictva v Rusku v 16-17 storoci. Materiál op. cit.*, pp. 103 sq. CONSTANTINIU, F. : *Relațiile agrare din Țara Românească în secolul al XVIII-lea*. Bucarest, 1972. Sur l'appartenance de l'évolution transylvaine à celle de Hongrie, voir D. PRODAN : *Jobbágyság Erdélyben (Servage en Transylvanie). Világtörténet* 25. 1975. pp. 29-52.

<sup>19</sup> VARGA, *op. cit.*, p. 557.

conclusion que (en Hongrie et en général en Europe Centre-Orientale) « le serf est avant tout la propriété d'une personne, du seigneur terrien, et c'est par cette personne qu'il représente avant tout une partie intégrante de la propriété », et que ses rapports avec la terre sont mis au premier plan seulement parce que c'est « avant tout par l'utilisation d'une propriété immobilière qu'il peut remplir sa fonction de fournisseur de redevances ». <sup>20</sup> Tout cela ne signifie rien de moins que le fait que dans son essence, le « second servage » est la dépendance personnelle du serf à son seigneur et que son rapport avec la glèbe en est conditionné. Cela explique que la libre disposition par le seigneur de la personne du paysan peut se faire valoir autant par la privation de la terre que par l'attachement à la glèbe, faits qui pourtant semblent contradictoires, ou même par l'obligation du service domestique, voire, dans des cas extrêmes (comme en Hongrie et en Pologne et même ailleurs) par l'aliénation toute personnelle du paysan détaché de sa terre.

Après, tout cela, la question qui se pose est de savoir depuis quand les seigneurs détenaient le droit autoritaire de disposer de la personne du paysan. Il convient d'accepter les opinions selon lesquelles la liquidation tardive, à la fin du 13<sup>e</sup> siècle, du « premier servage » en Europe Centre-Orientale, l'introduction du droit de succession de la tenure et de la liberté de changer de domicile ne pouvaient pas, à cause des réactions commençant au milieu du 15<sup>e</sup> siècle, s'enraciner suffisamment pour que le seigneur ne pût se servir de la disposition illimitée de la personne du paysan dès que l'évolution socio-économique l'y poussait. <sup>21</sup>

Cela ne signifie pas pour autant que, dans l'évolution socio-économique de l'Europe Centre-Orientale aux 13-15<sup>e</sup> siècles, les tendances de la « Grundherrschaft » n'aient pas exercé une influence intense et que la « Gutscherrschaft » ait été ici une continuation directe, sans cassure, du « premier servage ». C'est Zsigmond Pál Pach qui, en partant de l'exemple hongrois, démontra le plus clairement comment la redevance en travail, prépondérante au départ, se transforma, en passant par la transition de la redevance en nature, en redevance en argent qui ne cessa de croître jusqu'à la fin du 15<sup>e</sup> siècle, et comment ce processus se renversa dans la première moitié du 16<sup>e</sup> siècle, pour aboutir, au début du 17<sup>e</sup>, à une nouvelle prédominance des redevances en travail. <sup>22</sup> Cette méthode d'approcher la question en examinant la forme des redevances, fit sortir les recherches relatives à la naissance et au développement de la « Gutsherrschaft » de l'impasse où elles s'étaient placées en se bornant à l'examen quantitatif des rapports entre la corvée et la réserve seigneuriale. Il est indubitable que

<sup>20</sup> Ibid., p. 174.

<sup>21</sup> ŠPIESZ op. cit., p. 14. VARGA op. cit. pp. 528, 536-538. Pour les particularités du « premier servage » en Europe Orientale voir : MAKKAJ, L. : Les caractères originaux de l'histoire économique et sociale de l'Europe orientale pendant le Moyen Âge. Acta Historica, Budapest, 1970. id. : Feudalizmus és az eredeti jellegzetességek Európában (Féodalisme et les caractéristiques originales en Europe). in Történelmi Szemle 1976. pp. 257-277.

<sup>22</sup> PACH, ZSIGMOND PÁL : Nyugat-európai és magyarországi agrárfejlődés a XV-XVII. században (Evolution agraire en Europe Occidentale et en Hongrie aux 15-18<sup>e</sup> siècles). Budapest 1963.



l'évolution des formes de redevances peut aussi être perçue par certaines appréciations quantitatives, mais à cet égard, la base des sources est plus stable, moins de doutes surgissent dans son appréciation, et surtout elle offre la possibilité de découvrir une tendance évidente de l'évolution. Or, il ressort clairement de ce qui précède que, pour définir le phénomène identique, mais à double aspect, de la « Gutsherrschaft » et « second servage » il faut s'appuyer non pas sur des critères appliqués comme dogmes, mais sur la découverte de la tendance de base en y rattachant les différentes caractéristiques, même si souvent elles paraissent s'exclure l'une l'autre (comme par exemple privation des terres et attachement à la glèbe). Ce sont également les travaux de Zsigmond Pál Pach qui reflètent le plus nettement l'opinion selon laquelle même si la tendance à la « Gutsherrschaft » est primordiale, il n'en reste pas moins que la formation du « second servage », donc l'évolution des rapports de classes (et non pas de la réglementation juridique qui ne fait que les refléter), n'en est pas simplement une fonction mais constitue une force réactive dans l'évolution historique, sous différentes formes, de la résistance paysanne.

Quelle est donc la vraie nature commune de la tendance socio-économique de la « Gutsherrschaft » et du « second servage »? Il s'agit d'un système socio-économique, répandu dans toute l'Europe Centre-Orientale, dont le noyau est l'exploitation seigneuriale féodale excluant le libre échange de la terre et la liberté de mouvements de la main-d'œuvre, et ce, dans une variante où la réserve seigneuriale est cultivée par la corvée et avec les instruments de travail du paysan qui en plus exploite à son compte la tenure et qui est personnellement lié à son seigneur terrien. La réserve seigneuriale et la tenure, séparées en apparence, sont en réalité étroitement liées par la même main-d'œuvre.<sup>23</sup> Une des conditions de ce système est la technique agricole rudimentaire qui fait que la production de céréales (base de l'alimentation populaire de l'époque) n'est que de 3 ou 4 fois la quantité des grains semés<sup>24</sup> et qui fixe la production paysanne au niveau de ses propres besoins et de ceux du seigneur, ne les dépassant qu'exceptionnellement, dans des cas dus au hasard. Dès que le seigneur terrien voulait obtenir des redevances dépassant la quantité habituelle, donc les besoins de sa maison, (ce qui advint à partir du milieu du 15<sup>e</sup> siècle), il ne pouvait y arriver qu'en imposant, de manière autoritaire, un surplus de travail, ce qu'il ne pouvait faire qu'en faisant valoir

<sup>23</sup> Ce sont tout d'abord les historiens polonais qui ont étudié la théorie et l'analyse de la structure de l'exploitation fondée sur la corvée. Voilà quelques titres des nombreux ouvrages sur ce sujet : RUSIŃSKI, W. : Drogi rozwojowe folwarku pańszczyźnianego. Przegląd Historyczny 1956. MACZAK, A. : Folwark pańszczyźniany i wieś w Prusach Królewskich XVI-XVII. wieku, Przegląd Historyczny. 1956. WYCZAŃSKI, A. : Studia nad rozwojem folwarkiem szlacheckim w Polsce w latach 1500-1580. Varsovie, 1960. KULA, W. : Théorie économique du système féodal. Pour un modèle de l'économie polonaise, 16-18<sup>e</sup> siècles. Paris, 1970. ŻYTKOWICZ, L. : The Peasant's Land op. cit. (avec une bibliographie abondante). Pour la Hongrie : MAKKAJ, L. : Paraszti és majorsági mezőgazdasági termelés a XVII. században (Production agricole des paysans et des réserves seigneuriales au 17<sup>e</sup> siècle). Budapest, 1957.

<sup>24</sup> ŻYTKOWICZ, L. : Grain Yields in Poland, Bohemia, Hungary and Slovakia in the 16<sup>th</sup> to 18<sup>th</sup> Centuries. Acta Poloniae Historica. 1971.

son droit de libre disposition, de la personne du paysan, droit alors pratiquement plus appliqué, et en renouvelant la redevance en travail, également en voie de disparition. D'un autre côté, il était, à ce sujet, favorisé par une condition socio-politique, à savoir le fait que la structure féodale des « républiques nobiliaires » en Europe Centre-Orientale limitait grandement le pouvoir central qu'elle privait de la disposition directe des paysans en dépendance féodale, grâce à la stabilisation de la juridiction seigneuriale.<sup>25</sup>

A l'arrière-plan de tout ce système, se trouve la faiblesse relative du développement bourgeois, urbain, dans les pays de l'Europe Centre-Orientale. Faute d'une industrie et d'un commerce intenses dans le pays, manquait également un trafic suffisamment actif et régulier entre ville et village qui aurait pu stimuler la production marchande des paysans et, pour y arriver, l'amélioration de la technique agricole. Ce qui se produisit dans ce domaine permettait l'expansion, qui commençait à se faire, de la redevance en argent, mais était loin de suffire pour satisfaire aux besoins qui s'étaient subitement accrus des seigneurs terriens. Par conséquent, ceux-ci ne pouvaient pas passer à l'emploi d'une main-d'œuvre salariée pour l'exploitation de leurs réserves seigneuriales, car, en résultat de l'économie monétaire sous-développée et des dépendances féodales de la main-d'œuvre, les dépenses étaient bien supérieures aux recettes que donnait une réserve seigneuriale cultivée par une main-d'œuvre salariée, couteuse et difficilement accessible. Les produits de la réserve seigneuriale devaient permettre au seigneur terrien de se pourvoir en articles industriels qu'il ne pouvait se procurer autrement qu'en les achetant et qui étaient surtout importés de l'étranger, vu le sous-développement de l'artisanat dans le pays le seigneur pouvait obtenir ces fonds soit en diminuant ses dépenses en argent par une augmentation des redevances féodales, soit en s'insérant dans le commerce des produits agricoles, notamment dans le commerce extérieur, faute d'un marché intérieur intense. Cette activité commerciale se déploie, dans les pays baltes, sous la forme d'un commerce de céréales réalisé directement et dans les autres pays par l'écémage indirect du commerce d'autres produits (bovins, vin) provenant surtout d'exploitations paysannes et vendus par les paysans.<sup>26</sup>

En fin de compte, ce sont les changements dans les conditions du marché qui sont à l'origine de la liaison entre la « Gutsherrschaft » et le « second servage ». Dans l'Europe d'entre 1450 et 1750, d'importantes mutations survinrent dans les proportions et le volume de l'offre et de la demande. Par rapport à la baisse précédente

<sup>25</sup> Description d'ensemble de deux systèmes socio-économico-politiques analogues : MALOWIST, M. : *Die Problematik der sozialwirtschaftlichen Geschichte Polens vom 16. bis zum 17. Jahrhundert*. Studia Historica 53. Budapest, 1963. MAKKAI, L. : *Die Hauptzüge der wirtschaftlich-sozialen Entwicklung Ungarns im 15-17. Jahrhundert*. Studia Historica 53. Budapest, 1963.

<sup>26</sup> MACZAK, A. : *Agricultural and Livestock Production in Poland : Internal and Foreign Markets*. The Journal of European Economic History, 1972 (avec bibliographie relative à la question). MAKKAI, L. : *Der ungarische Viehhandel 1550-1650*. in : « Der Aussenhandel Ostmitteleuropas 1450-1650 », Cologne—Vienne, 1971. Voir aussi les autres articles de ce volume.

des prix des produits agricoles, une stabilisation apparaît après 1450, et après 1500, une hausse rapide dont le rythme dépasse considérablement celui de la hausse des prix des produits industriels.

Cet éventail des prix favorisait ceux qui disposaient de produits agricoles commercialisables ou qui ne devaient pas en acheter pour de l'argent comptant. L'augmentation des prix commença en Europe Occidentale, probablement due au fait que l'agriculture à technique traditionnelle n'était plus capable de fournir en quantité suffisante, les produits alimentaires et matières premières industrielles à une population qui, d'une part, avait quitté en masse le secteur agricole et d'autre part s'était trouvée augmentée par un développement démographique rapide. Pour l'Europe de l'Est ce fait ouvrait de grandes possibilités d'exportation de produits agricoles, encouragées d'ailleurs par l'augmentation des importations industrielles occidentales.<sup>27</sup>

Les exportations industrielles occidentales vers les pays d'Europe de l'Est avaient déjà des traditions remontant au bas Moyen-Age, mais au cours du 15<sup>e</sup> siècle, ces exportations subirent d'importantes modifications dans leur caractère et leur volume. L'entrée en jeu, dans la vie commerciale des régions baltiques, des commerçants-capitalistes hollandais et anglais, et des commerçants de l'Allemagne du Sud dans l'Europe Centre-Orientale s'accompagna de la fondation d'entreprises locales de textile et minières mais surtout de l'importation massive, en plus des articles de luxe traditionnellement importés, d'articles de textile et de métal de grande consommation.<sup>28</sup> Selon la formule pertinente de Zsigmond Pál Pach, « L'industrie des pays en développement de l'Europe Occidentale reçut des stimulants — en plus du marché intérieur croissant — venant précisément de ce marché de l'Europe Centre-Orientale, des relations interrégionales qui l'encourageaient à augmenter la production marchande, à dépasser les cadres de l'artisanat corporatif, à mettre en place les différentes formes du *Verlagssystem* et de la manufacture. Dans une grande mesure, l'industrie capitaliste occidentale se développa et s'épanouit précisément sur ce marché centre-oriental pour devenir ensuite capable d'absorber une part croissante du capital provenant du commerce international et de l'exploitation des colonies, de le

<sup>27</sup> Résumé, pour l'Europe Orientale, de l'abondante littérature sur l'histoire des prix : ZIMÁNYI, VERA : *Magyarország az európai gazdaságban* (La Hongrie dans l'économie européenne). 1600-1650. Budapest, 1976.

<sup>28</sup> Pour les aspects de cette question relatifs aux pays de la Baltique voir : MAŁOWIST, M. : *Le commerce de la Baltique et le problème des luttes sociales en Pologne aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles*. La Pologne au X<sup>e</sup> congrès international des sciences historiques à Rome. Varsovie, 1955. MAŁOWIST, M. : *The Economic and Social Development of the Baltic Countries from the Fifteenth to the Seventeenth Centuries*. *Economic History Review* 1959. MAŁOWIST, M. : *Croissance et régression en Europe, XIV<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles*. Paris, 1972. (Recueil des études de l'auteur sur cette question.) ZIENTARA, B. : *Z zagadnień spórnich tzw. «Wtórnego poddaństwa» w Europie Środkowej*. *Przegląd Historyczny*, 1956. Sur l'expansion du capital marchand en Allemagne du Sud : MAKKAJ, L. : *Die Entstehung der gesellschaftlichen Basis des Absolutismus in den Ländern der österreichischen Habsburger*. *Etudes Historiques I*. Budapest, 1960.

transformer en capital productif, de pouvoir produire aussi pour les marchés d'outre-mer, en dehors des marchés intérieur et européen, et de satisfaire aux besoins de l'exportation d'articles industriels vers les colonies.»<sup>29</sup>

C'est en tenant également compte de la demande agricole occidentale que Witold Kula (dans son ouvrage théorique déjà cité) établit le modèle économique de l'Europe Centre-Orientale des 16-18<sup>es</sup> siècles, en partant des éléments suivants (se rapportant à la Pologne, mais propres à une généralisation) : 1) l'agriculture joue un rôle prépondérant dans l'économie, 2) à cause du monopole féodal sur la terre, celle-ci ne se transforme pas en marchandise, 3) les forces productrices se partagent entre les exploitations paysannes et les réserves seigneuriales, 4) l'attachement à la glèbe empêche la mobilité géographique et sociale, 5) la forme principale des redevances féodales est la corvée, 6) coïncée par les limites du grand domaine ou de celles la corporation, l'industrie se réduit à l'artisanat, 7) les activités économiques de la noblesse ne connaissent pas de limitation juridique, 8) la consommation de la noblesse est orientée vers le luxe, 9) des pays économiquement plus développés sont à proximité et 10) toute sorte d'intervention étatique dans l'économie est absente.

Ce modèle et les idées exposées plus haut<sup>30</sup> ne donnent toutefois pas de réponse exhaustive à la problématique de l'histoire agraire de l'Europe Centre-Orientale et des régions baltiques aux 15-18<sup>es</sup> siècles. La réserve seigneuriale, cultivée par la corvée fournie par les paysans attachés à la personne du seigneur, est, sans aucun doute, le phénomène le plus caractéristique dans l'histoire économique de cette époque et de cette région, et, en tant que tel, est aussi la réponse de la moitié agraire de l'Europe à la demande, croissante à partir du milieu du 15<sup>e</sup> siècle, en produits agricoles de l'autre moitié du continent qui elle, est en voie d'industrialisation.<sup>31</sup> Mais cela n'a pas été, et de loin, l'unique réponse, ni même la forme la plus générale de la production marchande agricole, malgré son caractère typique. Le marché accueillait non seulement les produits de la corvée des réserves seigneuriales ou les produits des tenures serviles que le seigneur s'était appropriés par une vente forcée mais également la petite production paysanne qui n'avait pas cessé totalement.

Sous l'effet de la conjoncture agraire du 16<sup>e</sup> siècle, et malgré la croissance des charges féodales, les paysans réussirent souvent à maintenir les relations directes avec les marchés urbains, voire à augmenter parfois leur production marchande. Selon le témoignage des registres de dîmes des 16<sup>e</sup>-18<sup>e</sup> siècles<sup>32</sup> la production céréalière européenne « montre, au 16<sup>e</sup> siècle, une expansion et une croissance analogues dans

<sup>29</sup> PACH, ZSIGMOND PAL : The Shifting of International Trade Routes in the 15th-17th Centuries. in *Acta Historica*, 1968, p. 321.

<sup>30</sup> Notre exposé précédent s'accorde en gros avec le texte de l'article de MAKKAJ, L. : Neo-Serfdom. Its Origin and Nature in East Central-Europe (*Slavic Review*, 1975).

<sup>31</sup> Voir l'exposé le plus classique à ce sujet dans MAŁOWIST, M. : *Wshód a Zachód Europy w XIII-XVI wieku; konfrontacja struktur społeczno-gospodarczych*. Varsovie, 1973.

<sup>32</sup> Peasant dues, tithes and trends in agricultural production in pre-industrial societies. in : *Four 'A' Themes, Seventh International Economic Congress*, Edinburgh, 1978.

tous les pays où nous disposons de données (statistiques), et ce du moins dans les périodes entre 1500-1560 ou 1500-1570. La conjuncture au 16<sup>e</sup> siècle est une réalité que nous connaissons déjà grâce aux travaux de M. Braudel et d'autres chercheurs. Mais cette identité, connue à partir de la Pologne et de la Hongrie jusqu'à l'Espagne, est en effet fort impressionnante, et on n'en trouve pas de semblable jusqu'à la seconde vague d'expansion au 18<sup>e</sup> siècle. . . Cet essor au 16<sup>e</sup> siècle n'a pas un caractère capitaliste. Il s'est produit dans les petites propriétés familiales autonomes qui, malgré tout, pouvaient quand même réserver quelque chose pour le marché. »<sup>33</sup> La véracité de ce fait pour les pays aux grands domaines cultivés par la corvée, est également prouvé par l'exemple de la Hongrie où la croissance incessante de la production céréalière entre 1500 et 1570, et ensuite son maintien, jusqu'en 1650, à un niveau relativement élevé, est révélée par les données des registres de dîmes concernant exclusivement la production paysanne. Partant de là, le graphique polonais de production, analogue mais fondé partiellement sur les données des exploitations utilisant la corvée, peut incontestablement être considéré comme caractéristique de la paysannerie polonaise,<sup>34</sup> Ce qui signifie qu'en Europe Centre-Orientale (et peut-être dans la région baltique aussi) les paysans pouvaient, malgré les charges de la corvée, augmenter leur propre production céréalière, et par conséquent, pouvaient aussi produire pour le marché.

De toute évidence, ce fait ne peut se rapporter à toutes les familles de paysans, sans doute pas même à la majorité d'entre elles, mais, se rapporte certainement aux paysans aisés, en nombre non négligeable, qui, en dehors de leur tenure, louaient encore de la terre et y employaient comme salariés des villageois pauvres. Nous possédons en effet d'abondantes sources concernant la différenciation parmi les paysans, différenciation considérable dès le 16<sup>e</sup> siècle et qui atteint son plus haut point au 18<sup>e</sup>, et ces sources ne concernent pas seulement les serfs avec et sans tenures, mais aussi ceux qui vivaient « dans leur ombre », à savoir les parents pauvres, voire même des étrangers, qui étaient absents des registres domaniaux, et aidaient, comme partiaires, à cultiver la tenure, ainsi d'ailleurs que les « libres errants » qui, à la recherche de travail salarié, se déplaçaient constamment, installés parfois pour un certain temps grâce aux avantages temporaires accordés, mais partis dès que des prestations leur étaient demandées. Tout cela prouve l'existence de la production marchande des serfs possédants des tenures, le fait qu'ils employaient des salariés, mais rend fort contestable la conception ancienne selon laquelle, dans les pays au second servage la grande majorité de la paysannerie était en effet attachée à la personne ou à la propriété du seigneur terrien, et privée de la liberté de changer de lieu de résidence.<sup>35</sup> L'écoulement de la production marchande des paysans se faisait, dans la plupart des cas, dans la ville la plus proche, et c'est de là, par l'intermédiaire de grossistes, que leurs

<sup>33</sup> Ibid., E. LE ROY LADURIE, introduction, pp. 118-119.

<sup>34</sup> Ibid., pp. 145-151.

<sup>35</sup> VARGA : *Jobbágyrendszer* (Système du servage). . . op. cit. MIKA : *Poddany lid.* . . op. cit. GIEROWSKI, J. : *Luzni ludzie na Mazowszu w swietle uchwal sejmikowych*. Przegląd Historyczny 1949.

produits arrivaient à des endroits plus éloignés, peut-être même dans le commerce extérieur. Cela s'applique, en tout premier lieu, à l'écoulement des céréales. Tandis que dans les périphéries sud et est de la Pologne, même les réserves seigneuriales n'avaient pas été instaurées, au Nord-Ouest, à proximité de Gdańsk (ou Danzig), grand port d'exportation des céréales polonaises, les paysans aisés se servaient du travail salarié et acquittaient leurs redevances au seigneur en argent.<sup>36</sup> En Hongrie, les serfs du domaine de Fraknó, non loin des marchés des villes de Wienerneustadt, Kismarton, Ruszt et Sopron, avaient la liberté de changer de lieu de résidence même au milieu du 17<sup>e</sup> siècle, pendant les plus dures décennies du second servage, et tout en restant obligés à la corvée dans les réserves seigneuriales, ils acquittaient en argent les redevances qu'ils devaient en nature. La monographie faite sur ce domaine tire les conclusions suivantes, applicables à tout le territoire du second servage : « 1. L'exploitation étendue des réserves seigneuriales, qui se fait à partir de la corvée des serfs, représente certainement une lourde charge pour la paysannerie, mais sans toutefois l'écraser. 2. Là où les conditions du marché favorisent la vente des produits agricoles, non seulement les produits du domaine mais aussi ceux des tenures serviles peuvent être écoulés sur le marché, et la production d'aucune des deux parties ne se voit notablement réduite. . . 3. Là où les conditions du marché sont plus avantageuses, les conditions juridiques des serfs évoluent également d'une façon plus avantageuse; malgré toutes les mesures nationales et départementales, les serfs peuvent changer de lieu de résidence. 4. Là où les conditions du marché sont favorables, l'imposition des serfs n'évolue pas dans le sens de la redevance en nature, comme en général dans la Hongrie du 17<sup>e</sup> siècle, mais vers le rachat des charges en argent.»<sup>37</sup>

Les exploitations paysannes productrices d'un surplus ne peuvent pas être tenues pour des entreprises capitalistes malgré l'emploi assez fréquent du travail salarié. Elles étaient des familles de serfs redevables d'une, ou parfois des trois formes de redevances féodales, et dont l'objectif primordial était de couvrir les besoins familiaux et seigneuriaux, produire des articles commercialisables restant secondaire. On pourrait considérer ces gens comme étant les derniers témoins d'une période plus ancienne, plus favorable, de la paysannerie, ayant survécu à la périphérie et aux îlots de l'effondrement survenue en Europe Centre-Orientale et dans les régions baltiques. Cette conception se verrait soutenue aussi par le fait de la mutation des redevances en argent et en nature en redevances en travail et par l'augmentation de la corvée imposée, tendances permanentes au cours des 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> siècles. De temps à autre pourtant on voit apparaître des tendances inverses. Au milieu du 17<sup>e</sup> siècle, dans tout le Royaume de Hongrie, aussi bien dans ses régions occidentales qu'orientales, des tentatives furent faites dans les plus grands domaines de Batthyány, de Rákóczi, pour commuer en

<sup>36</sup> MACZAK, A. : A kereskedelem mint a gazdasági egyenlőtlenség tényezője (Le commerce, en tant que facteur de l'inégalité économique) in *Világtörténet* 20 (1970).

<sup>37</sup> ZIMÁNYI, VERA : Wirtschafts- und Sozialgeschichte 16-18 Jh. in *Allgemeine Landestopographie des Burgenlandes III/I*. Eisenstadt 1981, p. 512.

redevances en argent la corvée des serfs surchargés et employer cet argent à cultiver les réserves seigneuriales avec les propres bêtes de trait du domaine et par un travail salarié. Toutefois, le passage au travail salarié n'était pas un signe du passage à l'exploitation capitaliste mais visait à résoudre les difficultés transitoires de l'imposition de la corvée à laquelle on revint bien vite, les serfs étant incapables de payer le rachat de la corvée qui aurait pu combler les dépenses qu'entraînait le travail salarié. En fin de compte le travail salarié ne pouvait pas s'enraciner dans les réserves seigneuriales, car les conditions sociales avaient permis l'imposition de la corvée, mais n'avaient pas offert la possibilité de la formation d'une main-d'œuvre libre.<sup>38</sup>

De la même façon que la réserve seigneuriale, qui utilisait la redevance en travail pour créer sa production marchande, ne peut pas être considérée comme étant une entreprise agricole capitaliste, ne peut l'être de même l'exploitation familiale des serfs, redevable de redevances féodales et n'ayant recours qu'éventuellement au travail salarié et à la production marchande, même pas dans le cas où ses produits pénétraient sur le marché capitaliste mondial en train de se former. Le capital marchand européen procédait, dès le 15<sup>e</sup> siècle, à un commerce de nouveau type, commerce d'articles de grande consommation, mais les articles industriels et agricoles vendus aux marchés étaient en grande partie, et pendant des siècles encore, produits par des entreprises non capitalistes. En grande partie, mais pas exclusivement. Le capital marchand pénétra dans l'artisanat corporatif dès le 13<sup>e</sup> siècle et se le soumit d'ailleurs à bien des endroits et dans plusieurs branches. A partir du 14<sup>e</sup> siècle, dans l'agriculture occidentale, une place croissante revint non seulement aux charges serviles commuées en redevance en argent, ce qui sous-entend un rapport de bail entre propriétaire terrien et serfs, mais aussi à de multiples formes du bail capitaliste, peu d'attention a cependant été accordée à l'importance du fait que la réponse orientale au défi occidental n'était pas seulement l'exploitation à partir de la corvée et la simple production marchande des paysans, mais aussi l'apparition d'exploitations agricoles capitalistes. Celles-ci ne se spécialisèrent pas dans la production de céréales, premiers produits recherchés sur les marchés occidentaux, mais fournis par les réserves seigneuriales et les exploitations des serfs, mais dans la production de bêtes de boucherie et de vin, nécessitant un travail salarié à cause de la mauvaise qualité du travail fourni par la corvée et de la main-d'œuvre limitée des exploitations familiales paysannes. Elles avaient donc dès le début un caractère de monoculture.

<sup>38</sup> PACH, ZSIGMOND PÁL : Tendenze della produzione per il mercato nell'agricoltura ungherese del secoli XV-XVII. Studi Storici, 1968. Id. : Fronarbeit und Lohnarbeit in der ungarischen Gutwirtschaft im 16-17. Jahrhundert. In : Społeczeństwo-Gospodarka-Kultura. Varsovie, 1974. ZIMÁNYI, VERA : Jobbágy Dániel rohonc-szalónaki provisor tiszttartói működése 1634-1653 (Activités en 1634-1653 de Dániel Jobbágy, proviseur intendant à Rohonc-Szalónak). in Agrártörténeti Szemle, 1959. MAKKAI, LÁSZLÓ: Robot—summa—taxa. (az örökös jobbágyság rendszerének fejlődési tendenciái a XVII. század második felében) (Corvée—somme—taxe) Tendance de développement du système du second servage dans la seconde moitié du 17<sup>e</sup> siècle). in Történelmi Szemle, 1964.

Dès que la reprise, à partir du milieu du 15<sup>e</sup> siècle, de l'économie européenne répandit dans les masses la concommation de viande de boucherie et de vin, le territoire du «second servage» s'intégra par ces articles, en plus des céréales, dans ce grand commerce d'un type nouveau qui mettait en vente des articles de grande consommation. Dans cette partie de l'Europe, de par sa situation géographique et l'évolution de ses conditions socio-politiques, la Hongrie, devint dans ces deux branches, la terre classique de la formation précoce des entreprises agricoles capitalistes. Le facteur géographique qui la prédisposait à ce fait vient de la structure spéciale du bassin des Carpathes, la région de steppes, propre à l'élevage, est entourée de collines tournées vers le Sud, se prêtant à la viticulture. Aux 16<sup>e</sup>-17<sup>e</sup> siècles, dans la zone de «second servage», la Hongrie était le seul pays à produire du vin en quantité importante, et, en dehors de la Hongrie, l'élevage extensif de bovins n'était pratiqué que dans les régions du sud-est de la Pologne, en Galicie, Podolie et en Ukraine. C'est donc dans ces deux pays qu'il faut étudier les exploitations de monoculture produisant pour le marché.

L'élevage de bovins dans le Sud-Est de la Pologne se retrouve lié aux mouvements de colonisation d'alors dirigés par les magnats polonais qui avaient acquis de grands domaines en Podolie et en Ukraine. Au fur et à mesure que les migrations vers l'Est peuplaient la Galicie, le poids de l'élevage de bovins se voyait déplacé vers la Podolie et l'Ukraine moins peuplées. La bête élevée était le bœuf gris des steppes, apparenté à la race élevée en Hongrie. Le peu qui nous est connu des conditions de l'élevage des bêtes de boucherie en Pologne montre que les bêtes destinées au marché étaient élevées hors de l'étable, dans les troupeaux de quelques milliers de bêtes des magnats et dans ceux de quelques centaines de bêtes des paysans. Les registres de douane, par contre, révèlent que la plupart des expéditeurs étaient des magnats et des commerçants urbains.<sup>39</sup>

Nos connaissances actuelles ne permettent pas d'affirmer l'existence, en Pologne, de cette couche de riches paysans des bourgs agraires qui, en Hongrie, disposait de la production et du commerce de la viande de boucherie et des vins. La spécialisation dans la viticulture et l'élevage de bovins de «cives», paysans embourgeoisés des bourgs agraires, remonte au 14<sup>e</sup> siècle. C'est alors qu'ils profitèrent des steppes surgies en conséquence du dépeuplement des réserves seigneuriales, de la peste et du regroupement du peuplement pour acquérir des terres en bail, en dehors de la tenure, ou même rattachées au terroir du village, mais exploitées sans contraintes de rotation des cultures, de façon à en faire des vignobles ou des pâturages. Les bovins des steppes introduits par les Cumans nomades au 13<sup>e</sup> siècle, n'étaient vendus que pour le suif et la peau, mais à partir du milieu du 14<sup>e</sup> siècle ils furent élevés comme bête de boucherie et c'est alors que leur exportation commença. C'est à cette époque que l'on peut fixer la naissance des exploitations capitalistes, à production marchande, à savoir les exploitations des «cives» qui ne pratiquaient que l'élevage extensif en utilisant de

<sup>39</sup> BASZANOWSKI, J. : Ochsenzuchtgebiete und Ochsenausfuhr aus Polen vom 16. bis 18. Jahrhundert. in : Internationaler Ochsenhandel (1350-1750). Ed. E. Westermann, Stuttgart, 1979.



travail salarié, dépassant ainsi l'autoconsommation et la main-d'œuvre familiale.<sup>40</sup> La viticulture hongroise, qui a un passé bien plus ancien, ne suivra, d'une façon vérifiable, l'élevage des bovins sur la voie de la monoculture capitaliste qu'un siècle plus tard. Dans la seconde moitié du 15<sup>e</sup> siècle les villes libres mêmes de la Haute Hongrie, et certains de leurs bourgeois achetaient des vignobles des côtes de Tokaj qu'ils faisaient cultiver par des salariés et dont ils vendaient le vin en Pologne. Mais la viticulture et le commerce du vin, même après l'entrée dans ce domaine des grands propriétaires féodaux, restaient en majeure partie l'activité des « cives » des bourgs agraires dans leurs propres exploitations, et, dans nombreux endroits, aboutirent à une monoculture ayant perdu tout caractère autarcique de l'exploitation tout comme cela s'était produit dans l'élevage de bovins.<sup>41</sup>

Fait typique de la production capitaliste, un important développement dans la technique agraire peut être remarqué tant dans l'élevage des bovins que dans la viticulture. D'une part le poids moyen des bovins a pour le moins triplé en cinq siècles, cette augmentation de poids pouvant être prouvée à partir du milieu du 14<sup>e</sup>, et étant même mesurable à partir du 16<sup>e</sup> siècle, et d'autre part la qualité du vin s'est subitement et grandement améliorée au milieu du 16<sup>e</sup> siècle (l'invention de préparation du vin de liqueur de Tokay). En même temps, au 16<sup>e</sup> siècle, les céréales, qui ne jouaient pas de rôle dans le commerce extérieur, ne connurent de croissance que par l'augmentation de l'étendue ensemencée, mais pas dans le rendement de grains qui diminuait même par suite du labourage des terres marginales.<sup>42</sup> Pourtant, le caractère capitaliste des exploitations des « cives » dans la Hongrie du haut Moyen-Age et des temps modernes, est prouvé non seulement par ces témoignages indirects mais également par les sources qui révèlent clairement la structure capitaliste des exploitations. Il suffit sans doute de s'en référer à l'exemple de la ville de Debrecen où les habitants au 16<sup>e</sup> siècle produisaient très peu de céréales. Pour la plupart, ils n'enseménçaient que « la terre

<sup>40</sup> La dernière synthèse dans cette abondante littérature : MAKKAI, LÁSZLÓ: Der Weg der ungarischen Mastviehzucht vom Nomadismus zum Kapitalismus. in : Wirtschaftskräfte und Wirtschaftswege. Stuttgart, 1978. I.

<sup>41</sup> GECSÉNYI, LAJOS : Bártfa város hegyaljai szőlőgazdálkodása 1485-1563 (Viticulture à Tokaj de la ville de Bártfa 1485-1563). in : Agrártörténeti Szemle 1966. N. KISS, ISTVÁN : A bihari borvidék a XVI. század végén (La région viticole de Bihar à la fin du 16<sup>e</sup> siècle). in Századok 1958. id. : Szőlőmonokultúra a Hegyalján a XVI-XVII. században (Monoculture viticole à Hegyalja (Tokaj) aux 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> siècles). in Agrártörténeti Szemle 1973. OROSZ, ISTVÁN : A hegyaljai mezővárosok társadalma a XVII. században, különös tekintettel a szőlőbirtok hatásaira (La société des bourgs agraires de Tokaj au 17<sup>e</sup> siècle, en considérant notamment l'influence de la propriété viticole). In : Agrártörténeti tanulmányok. Réd. : ISTVÁN, SZABÓ. Budapest, 1960. Prickler, H. : Zur Geschichte der burgenlandisch-westungarischen Weinhandels. . . Zeitschrift für Ostforschung 1965.

<sup>42</sup> MATOLCSI, JÁNOS : Historische Erforschung des Rindes auf Grund von ungarischen Knochenmaterial. Zeitschrift für Tierzucht und Züchtungsbiologie 1970.; N. KISS, ISTVÁN : Die Bedeutung der ungarischen Viehzucht für Ungarn und Mitteleuropa vom 16. bis zum 18. Jahrhundert. In : Internationaler Ochsenhandel. . . op. cit. BALASSA, IVÁN : A szőlőművelés és borkezelés változása a XVI-XVII. században Tokaj-Hegyalján (Les changements aux 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> siècles dans la viticulture et le traitement du vin dans la région de Tokaj). in : Agrártörténeti Szemle, 1973. MAKKAI, L. : Prestations paysannes, dîmes. . . In : Four 'A' Themes. . . op. cit.

appartenant à la maison » représentant le droit de cité, et qui était en général de 1 à 5 acres dans cet immense terroir possédé par la ville. Le conseil municipal n'en accordait davantage qu'avec des limitations spéciales, probablement pour réserver plus de terres aux pâturages. C'est que le cheptel de bovins étaient si grand que les bourgeois plus riches, possédant des troupeaux de quelques milliers de bêtes, louaient des pâturages mêmes en dehors des « déserts », c'est-à-dire des villages désertés pris en bail ou définitivement acquis par la ville. L'autre article important, le vin, était également produit par eux-mêmes, non pas dans les environs de la ville, mais plus loin, dans les vignobles achetés dans les régions de monoculture de Nagyvárád (Oradea — Roumanie), et produit dans des quantités qui dépassaient largement les besoins d'une famille. Les sources documentaires relèvent l'existence de la production marchande se faisant par un travail salarié non seulement dans les exploitations des « cives » de Debrecen, mais aussi dans d'autres bourgs agraires (Nagykőrös, Kecskemét, régions de Tokay).<sup>43</sup>

Il faut donc reconnaître que, dans le territoire du « second servage », les conditions économiques n'imposaient que partiellement la forme d'exploitation à partir de la corvée pour répondre au défi occidental, et que, dans plus d'un cas, elles favorisaient l'insertion dans le marché capitaliste par l'exploitation capitaliste. La conjoncture agraire du 16<sup>e</sup> siècle encouragea à cette dernière tendance, mais la dépression qui suivit y mit fin et imposa l'exploitation à partir de la corvée. La dépression économique du 17<sup>e</sup> siècle ralentit, retarda même à plusieurs endroits, le développement et divisa l'Europe en trois zones de crise. La troisième de ces zones, celle où prédominait l'artisanat corporatif et la technique agraire de type médiéval, englobait toute l'aire du « second servage ». Nous pouvons appeler « zone de crise » cette périphérie européenne comprenant l'Europe Centre-Orientale et la région baltique (avec l'Italie du Sud et l'Ibérie du Sud) parce que ses conditions avaient été profondément influencées par la crise du féodalisme occidental, bien que d'ailleurs cette crise du féodalisme ne survint même pas dans cette troisième car les tendances à la crise n'étaient pas assez puissantes. Fait caractéristique : c'est l'exploitation capitaliste des « cives », produisant pour le marché mondial capitaliste, qui connut un déclin alors que la réserve seigneuriale cultivée par la corvée connut un essor au cours du 17<sup>e</sup> siècle. En réalité, on ne peut parler de « crise » du féodalisme que par rapport aux première et deuxième zones. La première, celle des révolutions bourgeoises victorieuses, comprend la Hollande et l'Angleterre, où le système féodal ne put survivre à la crise, et où la Rural Industry, entreprise capitaliste, quittant les villes pour les villages, ainsi que la révolution agraire donnèrent définitivement un caractère capitaliste aussi bien à

<sup>43</sup> MAKKAJ, LÁSZLÓ : Adatok és kérdések Debrecen törökkori agrártörténetéhez (Documents et questions concernant l'histoire agraire de la ville de Debrecen pendant l'occupation turque). in : Hajdú-Bihar Megyei Levéltár Évkönyve III. Debrecen, 1976. MAJLÁT, JOLÁN : Egy alföldi civisváros kialakulása (Formation d'une ville de « cives » dans la Grande Plaine). Budapest, 1943. MÉSZÁROS, LÁSZLÓ : Kecskemét gazdasági élete és népe a XVI. század közepén (Vie économique et population de la ville de Kecskemét au milieu du 16<sup>e</sup> siècle). Kecskemét, 1979. OROSZ, ISTVÁN : op. cit.

l'industrie qu'à l'agriculture. Dans la deuxième zone, comprenant la France, l'Italie du Nord, la Catalogne, l'Allemagne occidentale et méridionale et en partie le Scandinavie, la crise du féodalisme au 17<sup>e</sup> siècle n'eut pas une issue au plein capitalisme, mais se poursuivit jusque dans le siècle suivant, ce qui s'exprima par la coexistence contradictoire dans l'économie urbaine, au système Verlag, et d'une agriculture rurale, à technique et organisation médiévales. La troisième zone, extérieure, à savoir l'Europe Centre-Orientale et les régions baltiques, était gravement touchée par les deux formes de la crise du féodalisme du 17<sup>e</sup> siècle. La révolution agraire dans la première zone réduisit les possibilités d'exportation agricole vers l'Occident et avec elles les possibilités de la capitalisation, possibilités également réduites par la stagnation économique et l'incapacité d'achat de la deuxième zone. Les stimulants venus de l'Occident au 16<sup>e</sup> siècle cédèrent la place à des effets paralysants qui maintinrent pour longtemps le système du «second servage» et de la «Gutsherrschaft».<sup>44</sup>

Depuis la parution du livre d'Immanuel Wallerstein<sup>45</sup> la problématique des zones économiques européennes s'est élargie dans le temps et dans l'espace. D'après lui le capitalisme naquit sur le marché mondial, notamment dans le commerce international des articles de grande concommation, et ce dès le milieu du 15<sup>e</sup> siècle, à une époque pour laquelle Marx (exception faite des initiatives capitalistes isolées) ne considère comme général que l'accumulation première. Il indique trois conditions fondamentales de la naissance du système mondial moderne, c'est-à-dire du capitalisme : 1) l'expansion géographique du monde grâce aux découvertes, 2) les diverses nouvelles formes de contrôle du travail dans les différentes zones du marché mondial et leur réunion dans un système économique homogène, 3) le renforcement du pouvoir central dans les Etats centraux de l'économie capitaliste mondiale. (Comme nous venons de voir les 1<sup>ère</sup> et 3<sup>e</sup> conditions ne se sont pas fait ressentir en Europe Centre-Orientale, tandis que la 2<sup>e</sup> condition englobe cette région.) Le capitalisme précoce prit son essor grâce aux métaux précieux venant d'abord de l'Europe Centre-Orientale, ensuite des colonies. La révolution des prix au 16<sup>e</sup> siècle, lorsque les salaires restaient toujours inférieurs aux prix, permit l'augmentation continue des placements capitalistes. Les capitaux étaient placés avant tout dans la production et (ou) dans le commerce des matières premières et produits alimentaires pour lesquels la hausse des prix était la plus importante. Par conséquent, non seulement le capital marchand était l'agent de la capitalisation mais l'agriculture prit également un

<sup>44</sup> Pour cette théorie sur les trois zones de crise en Europe, théorie établie bien avant la parution de l'ouvrage de Wallerstein, mais n'ayant par les perspectives mondiales de ce dernier, voir : MAKKAJ, LÁSZLÓ : La structure et la productivité de l'économie agraire de la Hongrie au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle. In : *Spółeczeństwo-Gospodarka-Kultura*. Varsovie, 1974. Sur la crise au 17<sup>e</sup> siècle voir : ZIMÁNYI, VERA: Magyarország az európai gazdaságban 1600-1650 (La Hongrie dans l'économie européenne 1600-1650). Budapest, 1976.

<sup>45</sup> *The Modern World-System. Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century*. New York, 1974.

caractère capitaliste. C'est sous cet aspect que, dès le 16<sup>e</sup> siècle, l'économie mondiale se divisait en des zones qui se complétaient et que Wallerstein appelle les zones centrale (core), mi-périphérique et périphérique. La zone centrale comprend l'Angleterre, les Pays-Bas et leur voisinage immédiat, la zone mi-périphérique comprend tout d'abord les pays en déclin de la Méditerranée, et la zone périphérique englobe l'aire du « second servage » ainsi que les colonies de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud. Les régions non comprises dans ces zones ou bien ne font plus, ou pas encore, partie de l'économie mondiale. Dans les trois zones, trois types de travail sont devenus prédominants dans l'agriculture selon le niveau qualitatif de la production. La production la plus évoluée, la plus intense se faisait dans la zone centrale à partir du travail salarié; dans la zone mi-périphérique la métairie était répandue, assurant l'intéressement du travailleur, mais soustrayant au commerce une part des produits, tandis que dans la zone périphérique c'était encore le travail forcé des serfs corvéables, ou des esclaves qui prédominait. Ces types de travail se complètent organiquement, et répondent aux activités du système en tant que facteurs de la même division du travail. Par conséquent, si la main-d'œuvre est, de par sa forme, esclave ou servile, cela ne change rien au fait qu'elle fournit un travail dans un système capitaliste, puisque ce travail est destiné au marché mondial capitaliste.

Cette conception (qui s'appuie d'ailleurs presque exclusivement sur les recherches polonaises, sans tenir compte des recherches hongroises) englobe, sinon expressément du moins de manière sous-entendue, les « périphéries » coloniales et centre-est-européennes et baltiques dans la formation capitaliste, plus exactement dans un « système mondial » capitaliste au-dessus des formations, et dans lequel tout mode de production, comme les modes esclavagiste ou féodal, peut non seulement survivre, mais même réapparaître, comme le fit l'esclavage dans les colonies américaines. Par conséquent, la succession historique des formations sociales, déterminées par le mode de production, en tant que ligne régulière de l'évolution de l'humanité, n'existe plus dans la conception de Wallerstein même si, utilisant la terminologie marxiste, il désigne souvent les différentes formations par leur nom.

Dans son dernier ouvrage, Fernand Braudel<sup>46</sup> emprunte et complète la théorie de Wallerstein. Sa prise de position sur les formations débouche sur une conclusion finale selon laquelle : « ... l'histoire du monde est un cortège, une procession, une coexistence de modes de production que nous avons trop tendance à considérer dans la succession des âges de l'histoire. En fait, ces modes de production différents sont accrochés les uns aux autres. Les plus avancés dépendent des plus arriérés et réciproquement. ... » et, avec un accent encore fort en parlant déjà non seulement de modes de production, mais aussi des formations sociales (appelées par lui « socio-économies ! ) il admet « qu'on peut regrouper à travers une sorte de typologie les diverses socio-économies du monde, certaines étant à esclaves, d'autres à serfs et seigneurs, d'autres encore à hommes d'affaires et précapitalistes. C'est revenir au

<sup>46</sup> *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV<sup>e</sup>—XVIII<sup>e</sup> siècle. I-III.* Paris, 1979.

langage de Marx, demeurer à ses côtés, même si l'on rejette ses termes exacts ou l'ordre rigoureux qui paraît faire glisser toute société de l'une à l'autre de ces structures.»<sup>47</sup>

Il y a lieu de noter ici que Braudel — sciemment ou non — polémique avec la version dogmatique de la conception marxiste qui, en simplifiant la théorie des formations va jusqu'à exclure à l'intérieur d'une formation la possibilité de coexistence entre différents modes de production, ou bien considère des modes de production dépassés et en voie de disparition comme étant déterminant pour une formation qui les a, en substance, débordés. Tout cela pourtant ne change rien au fait que là aussi il s'agit de relativiser la théorie des formations. Evidemment, quand il s'agit de caractériser et situer dans l'histoire le « second servage », Braudel formule ses idées avec bien plus de circonspection et de souplesse, dans le chapitre intitulé « Capitalisme et second servage » : ... « qu'y a-t-il dans les multiples aspects du second servage qui relève du capitalisme ? » rien, répond le livre de Witold Kula et ses arguments sont certainement pertinents. ... oui, le magnat ou le seigneur polonais ne sont pas des capitalistes. ... Bien entendu, ce n'est pas contre cet argument que je veux aller. Il me semble cependant que le second servage est la contre-figure d'un capitalisme marchand qui trouve, à la situation de l'Est, ses avantages et même, pour une partie de lui-même, sa raison d'être. Le grand propriétaire n'est pas un capitaliste, mais il est, au service du capitalisme d'Amsterdam ou d'ailleurs, un outil et un collaborateur. *Il fait partie du système.* (Souligné par Braudel) ... Disons-nous alors que nos seigneurs se trouvent parmi les victimes, et non parmi les acteurs ou les participants d'un capitalisme. ... Oui et non. ... le seigneur de Pologne, désavantagé sur la place de Gdańsk, est tout-puissant chez lui. Ce n'est pas un système féodal puisque, loin d'être une économie plus ou moins auto-suffisante, il s'agit d'un système où. ... le seigneur cherche par tous les moyens traditionnels à augmenter les quantités de blé à commercialiser. Ce n'est pas non plus, certes, une agriculture capitaliste moderne, à l'anglaise. C'est une économie de monopole, monopole de la production, monopole de la distribution, le tout au service d'un système international, lui-même fortement, indubitablement capitaliste.»<sup>48</sup>

Il est irréfutable que Braudel ait raison lorsqu'il dit que les réserves seigneuriales utilisant la corvée doivent leur apparition au défi du marché mondial capitaliste et s'intégraient donc en effet dans le système capitaliste, même si elles ne produisaient pas directement pour l'exportation, comme en Pologne, mais bien pour compléter, sous l'effet indirect des conditions internationales du marché, les besoins intérieurs en céréales, comme c'était le cas en Hongrie. La meilleure preuve réside dans le fait que les prix des céréales hongroises aux 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> siècles, suivaient la tendance européenne malgré l'insignifiance des exportations céréalières. Cependant, les réserves seigneuriales utilisant la corvée n'étaient pas des exploitations capitalistes, nous pouvons être d'accord avec Braudel sur ce point. Toutefois, sa position selon laquelle

<sup>47</sup> Ibid. III. 55, I. 435.

<sup>48</sup> Ibid. II. 235-236.

elles n'étaient pas non plus des exploitations féodales, et qu'il serait plus exact de les désigner comme exploitations monopolistes, permet de ne pas toucher au fond du problème, à savoir à la questions de la formation. Le caractère des réserves seigneuriales utilisant la corvée n'est pas déterminé par leur production ou bien autarcique, ou bien destinée en partie ou exclusivement au marché, mais par le mode de production. Quelle que soit son utilisation, le produit est exproprié en tant que redevance féodale, sa place doit donc indiscutablement être recherchée dans le cadre des formations féodales.

Les débats sur le fait de situer, dans la formation féodale ou capitaliste, les réserves seigneuriales utilisant la corvée, et en général le second servage (appelé dans le cadre international « Gutsherrschaft » et « zweite Leibeigenschaft ») ne sont en aucune façon des subtilités dogmatiques, du moins pas dans la forme provoquée par Wallerstein et Braudel. Ils ont le mérite d'attirer notre attention sur la nécessité de bien réétudier et approfondir notre théorie des formations. Les tendances de la relativisation ne se vérifient pas du tout. Les formations non seulement se suivent dans un ordre chronologique déterminé au cours de l'histoire, mais encore proviennent l'une de l'autre, chacune engendrée par la crise surgie de l'aggravation des antagonismes au sein de la formation précédente. Il est cependant certain qu'au sein d'une formation concrète il y a toujours coexistence entre les survivances des modes de production du passé et les germes du mode de production suivant. Ce fait est considéré comme dans la vision marxiste de l'histoire, un lieu commun ce qui n'empêche pas que nous trouvons judicieux de souligner que les grandes phases chronologiques du développement économique : autarcie, simple production marchande et production capitalistes, ne se remplacent pas, mais s'entrecroisent (c'est l'enseignement que nous pouvons tirer de la conception Wallerstein-Braudel). On pourrait dire qu'elles survivent en subordination, et même qu'elles conservent quelque chose de leur autonomie, de leur propre mobilité, du moins dans une mesure qui leur permette, dans des situations historiques spécifiques, de rejeter la couche située au-dessus d'elles et d'apparaître en surface dans leur caractéristique originale, comme le second servage de l'Europe Centre-Orientale ou l'esclavage des colonies. Toutefois, cette « émergence » ne détermine plus la formation, elle est tout aussi bien soumise au degré concret de l'évolution de la formation que le germe du futur mode de production.

Le féodalisme de l'Europe Centre-Orientale répondit de deux façons au défi du marché mondial : dans les exploitations basées sur la corvée, il a redonné vie à ses « caractéristiques originales », loin d'être digérées, aux tendances d'un esclavage barbare et d'un embrigadement des paysans libres, par contre dans les exploitations des « cives », il a anticipé le mode capitaliste de production. Cela ne veut pas dire pourtant qu'il retourna au féodalisme précoce ou qu'il avança vers le mode capitaliste de production. Le féodalisme s'est maintenu, mais pas dans l'immobilisme : sous l'impulsion reçue par le marché mondial capitaliste, né dans son voisinage et entré en étroites relations avec lui, il a évolué vers la phase du féodalisme tardif. Et cette phase apparut, comme le montre d'ailleurs Wallerstein, lors de la régression que connut le 17<sup>e</sup>

siècle. Comme nous l'avons vu, la conjoncture du 16<sup>e</sup> siècle stimula même des initiatives capitalistes, qui cependant déclinerent au cours du 17<sup>e</sup> siècle, c'est pourquoi à cette époque-là la «Gutherrschaft» et le «second servage» devinrent des caractéristiques «périphériques» prédominant en Europe Centre-Orientale et les régions baltiques.

ЛАСЛО МАККАИ

## Вечная крепостная зависимость и капитализм

(Резюме)

«Второе издание крепостничества» в Восточной Европе и его венгерская аналогия — «вечная крепостная зависимость» совпали в ХУШ-ом веке с формированием капиталистического рынка. Поэтому естественно возникает вопрос, каким же образом «второе издание крепостничества» связано с процессом перехода от феодализма к капитализму?

Проблема эта и в прошлом была темой самых различных исследований. Самым значительным из них является работа Фр. Кнаппа, изданная в 1887 году, вокруг которой развернулись многочисленные дискуссии. В работе автор выдвигает тезис о «дуализме» немецкой аграрной структуры, о двойственности западного «Grundherrschaft» и восточного «Gutherrschaft», которое Энгельс назвал постоянным сопотствующим явлением «второго издания крепостничества». С тех пор вышла целая библиотека книг и трудов, основным вопросом в которых по-прежнему остаются: а) Каковы основные черты «Gutherrschaft» и «второго издания крепостничества», насколько они характеризуют личную зависимость крестьян, размеры и характер барщины? б) В каких районах, когда имела место эта система, каковы особенности её для того или иного региона? Что касается личного закрепощения крестьян, то оно нелегко совпадало с барщиной, местами могло иметь фискальный характер. Что же касается закрепощения членов семьи, то и это только особенность отдельных районов. Говоря о барщине, необходимо отметить, что для «Gutherrschaft» была характерна полевая барщина, хотя и в этом случае она носила отличный от профиля «Grundherrschaft» характер. «Gutherrschaft» отличается тем, что ведение хозяйства было основано исключительно на барщине, связанной с личной закрепощённостью крестьянина. Барщина получила распространение именно потому, что 15—30% земель, от владеньев юнкеров находились в руках помещиков, а следовательно и обрабатывались барщинными крестьянами. Такие «Gutherrschaft» расположены были на территории, границей которой на востоке следует считать Россию и румынские княжества, присоединившиеся лишь в XVIII-ом веку, а на западе — Эльба и её верховья, а также восточные отроги Альп. Своеобразную смесь «Grundherrschaft» и «Gutherrschaft», наблюдавшуюся в некоторых районах Германии и Чехии и имевшую название «Wirtschaftsherrschaft» можно рассматривать в качестве эксперимента, но это не был самостоятельный тип ведения хозяйства, а только лишь переход от одного типа к другому.

Далее автор обращает внимание на то, что «второе издание крепостничества» не имело своей системы и территории, что встречаются самые различные типы этого явления. Различия эти были вызваны отличиями в историческом прошлом, внутренней структуре, а также в способе подключения к капиталистическому мировому рынку. Так например, предметы экспорта Венгрии — вино и крупный рогатый скот — поставлялись не помещьими, а крестьянскими хозяйствами, причем в ярко выраженной капиталистической форме. Эпоха позднего феодализма стала в Восточной Европе одновременно и эпохой раннего капитализма, по крайней мере, так и в то время, где и когда капиталистические предприятия выходят на мировой рынок. Таким образом, прав Фернан Бродель, утверждающий в своей книге, что восточно-европейские хозяйства имели два лица: внутри — феодальное, снаружи — капиталистическое.

# L'affranchissement des serfs en Europe de l'Est

par

EMIL NIEDERHAUSER

Le titre-même est imprécis et désoriente. Même chez les chercheurs hongrois, pour ne pas parler des chercheurs étrangers, le concept de l'Europe de l'Est est sujet à de vifs débats, est interprété de différentes façons. Mais, même si nous écartons cette question en comprenant sous ce terme les territoires européens « à l'Est de l'Elbe » avec les régions européennes de l'Empire ottoman, nous restons toujours confrontés au concept imprécis de l'affranchissement des serfs.

Là aussi, nous devons commencer par nous pencher sur la diversité des termes, comme le fit, il y a quelques années, Béla K. Király qui, avec une prudence opportune, n'a parlé que de l'émancipation des serfs de l'Europe Centre-Orientale. Dans la langue et l'historiographie hongroises c'est le terme affranchissement des serfs qui est généralement utilisé, terme qui reconnaît le mérite de la révolution de 1848 qui sut résoudre également à ce problème. Dans les Etats actuels, formés sur l'ancien territoire de l'Empire des Habsburgs, c'est ce terme qui est généralement appliqué, même parfois par les historiens de la RDA pourtant utilisent plus souvent le terme réforme agraire. C'est également ce terme qui est employé en parlant de la Roumanie. Dans l'historiographie soviétique, c'est le terme réforme paysanne qui est usité. Dans les Etats formés sur le territoire de l'ancien Empire ottoman, on ne se sert en général d'aucun de ces termes, on parle de l'indépendance nationale établie ou rétablie, et à ce sujet du droit à la propriété terrienne acquis par les paysans. Cependant, il arrive que le terme révolution agraire soit utilisé. Les historiens polonais, partant des conditions de la Pologne russe d'antan, dite Royaume de Pologne, ne parlent que du droit à la propriété foncière concédé aux paysans, ce qui est en même temps une référence au fait qu'à l'époque où les changements survinrent dans ces régions, il n'y avait déjà plus de serfs sur le territoire polonais. Ce dernier aspect se présente dans bien d'autres régions aussi, du moins à propos de certaines strates paysannes, car les rayahs turcs ne sont en général pas considérés comme serfs dans le sens prêté à ce terme en Europe. Et si l'on tenait encore compte des autres particularités que présente, selon les pays et les provinces, cette réforme dont la mise en œuvre s'étendait parfois sur des décennies, bien d'autres doutes pourraient encore surgir.

Et pourtant, malgré les grandes différences sur lesquelles nous reviendrons par la suite, il y a quelque chose de commun à tous ces changements, ces réformes et révolutions. Dans cette Europe de l'Est, partagée entre quelques grands empires, mais extrêmement diversifiée, les dernières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle et les deux premiers



tiers du siècle suivant apportèrent des modifications fondamentales aux conditions agraires. Or, à cette époque, toute cette région présentait un caractère essentiellement agraire, l'artisanat et la grosse industrie n'en étant qu'à leurs tout-débuts. Laissons pour la fin de cette étude le soin de porter un jugement, une appréciation au caractère de ce changement, et tentons de saisir l'essence de ce processus, vu dans son ensemble.

Nous devons partir des conditions agraires, plus exactement des conditions de la propriété foncière. En dehors des différences sur lesquelles nous reviendrons par la suite, le trait général était que la majeure partie, on pourrait même dire que l'écrasante majorité des terres cultivées était la propriété des paysans qui les labouraient avec leur propre outillage. Il y avait évidemment de grandes différences, au niveau des terres labourables, selon que le travail paysan s'effectuait, comme en Hongrie, sur des manses paysans (serviles) détachés séparément, ou selon que ces terres étaient propriété de la communauté rurale. Dans ce dernier cas également, même avec la répartition des terres, le plus gros des terres labourées était utilisé par les exploitations paysannes. D'importantes différences découlaient aussi du fait que les exploitations paysannes possédaient ou non un droit, fixé par la loi, d'utiliser les terres, ou si elles ne le faisaient qu'à partir du simple droit coutumier. Le droit de propriété existait sur tout le territoire de l'empire des Habsbourg et de la Rzecz Pospolita polono-lituanienne, indépendamment du fait que la plus grande partie de ce dernier territoire était passé sous domination russe, et même sur le territoire ottoman où le *rayah* reçut, dans les Balkans, le *tasaruf*, document lui permettant l'exploitation de la terre.

Evidemment, cette terre, le champ, le pré, la forêt, tout comptait comme propriété du seigneur domanial. Le propriétaire pouvait être l'Eglise, l'Etat (dans la majorité du territoire ottoman des Balkans c'était en effet directement l'Etat), le souverain et évidemment, dans la plupart des cas, les membres de la classe féodale dirigeante. Les paysans étaient astreints à remettre différentes prestations qui étaient exigées sur la base de ce droit de propriété.

Avant de traiter cette question, nous devons signaler encore un phénomène relatif aux conditions de la propriété terrienne. A l'exception des régions ottomanes, on observe partout l'existence de la réserve seigneuriale, c'est-à-dire de la grande propriété régie par le propriétaire et labourée en corvée par les serfs. Sur le territoire où existait le deuxième servage (les premières provinces prussiennes, les deux Grands-Duchés de Mecklenbourg, l'empire des Habsbourg et la Rzecz Pospolita) ces réserves seigneuriales (le *Vorwerk* chez les Prussiens et le *folwark* — mot de même origine — polonais, etc.) firent leur apparition dans l'ensemble à partir du XVI<sup>e</sup> siècle. Dans les territoires russes, ce phénomène se rencontre plutôt à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, et encore plus tard dans les deux principautés danubiennes. Ces dernières années les historiens de l'économie ont souvent traité ce phénomène sans pour autant avoir fourni une explication cohérente et acceptable de ses origines, ou encore moins avoir démontré la proportion effective de ces réserves seigneuriales dans les terres cultivées. Nous nous fondons plutôt sur des impressions en avançant l'hypothèse qu'elles devaient occuper au plus, et nous le soulignons, 15 à 20 % des terres cultivées, à l'époque en question,

elles pouvaient s'étendre encore dans certaines régions, mais dans d'autres les lois de l'Etat empêchaient cette expansion.

Il convient de signaler ici un autre aspect en rapport avec le droit des paysans de posséder des terres. Dans une grande partie des territoires où existait le deuxième servage, on voit que l'étendue des réserves seigneuriales exploitées effectivement par les seigneurs domaniaux n'est pas, et de loin, indéniable à l'étendue accordée de droit aux réserves seigneuriales (*dominialis*). Une partie importante, probablement la plus grande, des réserves seigneuriales était, en fait, pratiquement la possession des paysans, mais sous une autre forme juridique, forme contractuelle. La terre non seigneuriale, terre paysanne (*rusticalis*, dans la pratique hongroise *urbarialis*) était déterminée, pour ainsi dire, par le droit public, les prestations locales et les conditions de propriété étant fixées par l'Etat, ou du moins le droit de l'Etat étant reconnu par tous. Les conditions de propriété des réserves seigneuriales avaient le caractère de droit privé.

Sur les territoires de l'Empire ottoman cette différence était, en principe, inconnue. La terre était, dans sa totalité, propriété du sultan. Les terres non incluses dans ce principe général (*mulk* — propriété totalement privée, *vakouf* — servant à des fondations pieuses) étaient de dimensions insignifiantes ou du moins considérées comme telles. Les propriétés des spahis, propriétés féodales rappelant le féodalisme européen, ont encore survécu à notre époque, mais leur liquidation s'est engagée précisément en 1839, dans le cadre du *Tanzimat* (ère des réformes), et la propriété seigneuriale d'antan a été récupérée par l'Etat. La réserve seigneuriale n'existait pas.

N'existait-elle vraiment pas? A ce propos il serait judicieux de signaler l'existence de quelque chose qui rappelle la réserve seigneuriale. Il s'agit du *tchiftlik*. Malgré les recherches étendues faites ces dernières décennies, en dehors des particularités de principe, nous ne savons toujours que fort peu sur le rôle effectif joué par le *tchiftlik*. Tout ce que l'on sait, c'est que les *tchiftliks* étaient à la libre disposition du seigneur terrien (ou disons plus prudemment, par la personne possédant la terre) qui les faisait cultiver par le travail provenant des corvées des paysans, par un travail salarié, ou par des métayers, ou bien les cultivait lui-même (comme par exemple en Bosnie). Il faut avouer que la question du droit de propriété du *tchiftlik* reste extrêmement vague, mais en fait, le *tchiftlik* peut être considéré comme étant un terrain possédé par le seigneur terrien. Par son principe, il rappelle en effet la réserve seigneuriale de l'Europe de l'Est. La différence essentielle réside d'une part, dans le fait que le nombre des *tchiftliks* était bien inférieur à celui des réserves seigneuriales dans les régions bulgares, libérées en 1878, le recensement fait par les Russes l'année suivante ne compte que 207 *tchiftliks* et d'autre part dans le fait que les *tchiftliks* étaient de dimensions beaucoup plus petites que celles des vraies réserves seigneuriales. C'étaient, en moyenne, des propriétés de 10 à 30 hectares, 100 ha étaient déjà exceptionnels. Mais rien ne permet d'affirmer que leurs propriétaires appartenaient, dans tous les cas, à la classe féodale dominante. Revenons au point de repère relativement sûr, à savoir au recensement russe de 1879 en Bulgarie : sur les 207

tchiftliks, 104 étaient propriété de Turcs, 22 de Grecs et 17 de Bulgares. (Quant aux 64 qui restent, même les recenseurs n'avaient pu établir le nom du propriétaire.) Les propriétaires grecs et bulgares ne faisaient pas partie de la classe dominante féodale. Les tchiftliks peuvent être considérés comme une espèce de mini-réserve seigneuriale (s'il est permis d'utiliser un terme aussi inhabitué dans une revue scientifique sérieuse). Et pourtant, ceci est sans doute la manière la plus réaliste d'approcher cette question.

La plus grande partie des terres cultivées était la propriété directe des paysans qui, en revanche, étaient obligés de fournir des prestations. On pourrait bien longuement dissenter sur le caractère de ces dernières, sur leur importance et forme. Résistons à cette tentation pour essayer, maintenant encore, de nous limiter à des généralisations. Et nous arrivons ainsi à cette constatation évidente que l'on retrouve partout les trois formes de redevances féodales, à savoir les redevances en travail, en produits et en espèces. Toutefois, nous pouvons quand même voir les choses plus en détails.

D'une part, la redevance en travail était importante là où il y avait une réserve seigneuriale directement exploitée. En territoire ottoman, l'Etat exigeait, lui aussi, de corvées, et ce, même avant l'étatisation des propriétés des spahis. Partout où l'Etat avait fixé les obligations des serfs, l'étendue des corvées avait donc été fixée. Dans les différents *urbariums* de Marie Thérèse, dans les provinces occidentales de l'empire des Habsbourg, l'étendue de la corvée n'avait pas été fixée proportionnellement à la superficie du manse, comme c'était le cas en Hongrie. Le serf disposant d'un quart de manse devait donc autant de corvée que celui ayant un manse entier. Cela montre évidemment que, dans ces provinces, la corvée avait déjà pratiquement été remplacée par une autre forme de redevance, à savoir son équivalent en argent.

En principe, le champart existait partout, on pourrait même dire, en observant les choses dans leur état statique et en examinant la situation existant au début du processus de l'affranchissement des serfs, donc vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, qu'il était la forme la plus répandue des redevances. Compte tenu de la dynamique de l'évolution, il va de soi que le champart perdait de plus en plus de son importance face aux redevances en argent comptant qui dans les provinces économiquement plus développées, finirent par remplacer, le plus souvent, les deux autres redevances, de même les réformes adoptées dans l'Empire ottoman témoignent de la même tendance. Ce n'est que dans les territoires russes que les trois formes de redevance étaient appliquées par les seigneurs, car une augmentation réduite des trois provoquait une résistance bien moindre de la part des paysans qu'une augmentation plus importante de l'une d'elles.

L'expansion de plus en plus générale de la redevance en espèces porta pratiquement sur tout ce territoire. Elle était en partie en rapport avec le développement économique, en partie stimulée par l'Etat, et en partie liée aux premiers pas de l'affranchissement des serfs. Dans le Royaume de Pologne, à la veille de la réforme, il n'existait pratiquement plus que la redevance en argent et même dans les Balkans, ce même processus d'évolution se remarque.

Un problème à part consiste en la charge que représentaient pour l'exploitation paysanne l'ensemble des redevances, leurs proportions respectives et les changements qu'elles subirent. Il est indéniable que la charge la plus lourde était la corvée, surtout quand elle n'était aucunement limitée (comme par exemple en Prusse et en Russie), car elle causait des difficultés aux paysans pour travailler sur leur propre exploitation. Mais cette forme arbitraire de la corvée était loin d'être un phénomène général. Il ressort aussi clairement que la redevance en argent était, toutes proportions gardées, celle qui causait le moins de problèmes, évidemment dans le cas seulement où les possibilités d'écoulement au marché des produits étaient assurées, ce qui n'était pas non plus un phénomène général. Le plus probable est que, dans l'état de faits, c'est le champart qui devait être la redevance la moins onéreuse, ce qui explique d'ailleurs son élimination graduelle.

Nous devons encore mentionner que les seigneurs terriens disposaient de différents privilèges, tels que le droit de posséder les débits de boissons et les moulins, le droit à la chasse et à la pêche etc., privilèges inconnus seulement dans l'Empire ottoman. D'autre part, le paysan était soumis, en première instance, à la juridiction seigneuriale, il pouvait, certes, dans plusieurs régions du deuxième servage, faire appel aux autorités de l'Etat, mais ailleurs, c'est précisément l'Etat qui interdisait par la loi ce genre d'appel, comme c'en était le cas en Russie. Ce sont encore les régions ottomanes qui constituent à ce sujet une exception, mais là, à l'époque du déclin de l'Empire, la corruption de la justice, l'arbitraire des autorités d'Etat suppléaient largement à l'absence de la juridiction seigneuriale. On pourrait encore citer la pratique — répandue en territoire prussien — d'astreindre les enfants paysans au service personnel du seigneur. En Russie la même chose aboutit à détacher de la terre une partie (peu nombreuse, il est vrai) des paysans, et il existait encore à d'autres institutions et lois qui maintenaient les paysans dans une situation désavantageuse.

Mais dépassons maintenant cette situation antérieure à l'affranchissement. Mais avant, n'omettons pas de souligner un aspect : les différences profondes qui existaient dans la situation des paysans, dans le caractère de leurs redevances, dans leur situation juridique, étaient beaucoup plus les conséquences de l'évolution historique séculaire antérieure que le résultat des mesures prises par les Etats. Etant donné qu'à cette époque d'importantes modifications survinrent dans l'appartenance des différents territoires à tel ou tel Etat (pensons donc au partage total de la *Rzecz Pospolita* qui constituait auparavant une partie importante de l'Europe Orientale), les différences dans la situations des paysans n'étaient pas déterminées par les frontières concrètes des Etats. Et pourtant, l'affranchissement des serfs eut lieu à l'intérieur de ces frontières, dans le cadre du pouvoir d'Etat alors en place. Cela imposa nécessairement une diversité dans les formes concrètes de l'affranchissement à l'intérieur même des différents Etats, ce dont le pouvoir d'Etat prit acte dans la plupart des cas.

Le système donné du servage existait, fonctionnait même tant bien que mal. (Par souci de simplicité appelons-le servage même dans les cas où juridiquement les paysans n'étaient pas des serfs, puisque de toute façon ils se rendaient moins compte

des nuances juridiques qu'ils ne sentaient le poids des redevances.) La précarité de son existence est un élément essentiel. Le pouvoir d'Etat s'attachait partout, certes, à garantir le fonctionnement du servage par des lois, décrets, juridiction, et par la force armée si besoin en était. Depuis des siècles déjà ce système garantissait l'existence, le pouvoir économique, et pouvoir politique qui en découlait, de la classe dominante, même si le pouvoir politique était en fait entre les mains du souverain. Pour quelles raisons un changement quelconque survint-il dans ce système qui convenait si bien à la classe dominante et aux détenteurs suprêmes du pouvoir?

Indépendamment du fait de savoir s'il convenait vraiment si bien (ce dont l'opinion publique était convaincue), il existait certains facteurs qui hâtèrent les changements et finirent tôt ou tard par les imposer.

Le premier de ces facteurs était l'évolution économique. Le système en fonction assurait de plus en plus difficilement la marche normale de la production agricole. Il s'avérait de plus en plus nettement que la corvée suffisait de moins en moins à assurer l'exploitation de la grande propriété, car les serfs travaillaient mal. L'introduction des acquis de la révolution agraire en Europe, l'implantation de nouvelles cultures, et même le passage à l'assolement, s'avéraient difficiles, souvent même impossible à réaliser. Cela provenait surtout du désintéressement des paysans à augmenter la production. Le grand nombre de la paysannerie, et son réel attachement à la glèbe, empêchèrent le développement d'autres branches de l'économie. Les signes de la désagrégation du système féodal apparurent à un rythme accéléré, sans que les germes du nouveau système capitaliste pussent faire leur apparition dans les mêmes proportions.

D'autre part, un autre facteur réside dans la pression exercée par les régions occidentales les plus évoluées, dans le fait que la France, après l'Angleterre (et la Hollande) passa du féodalisme au capitalisme, et dans l'expansion progressive du capitalisme dans d'autres pays occidentaux. Cette pression devint de plus en plus forte dans les pays de l'Europe de l'Est, leur imposant des changements. Ces changements furent parfois imposés par la force armée et survinrent plus tôt que l'évolution intérieure, presque immobile, ne le rendait nécessaire, mais c'est là une autre question. Il s'agit ici d'un phénomène européen, voire mondial qu'il n'est point nécessaire d'exposer plus amplement. C'est la transformation capitaliste qui imposa la production capitaliste également, dans l'agriculture le déploiement libre de la force de travail des paysans. C'était la raison fondamentale de l'affranchissement des serfs, mais dont les contemporains étaient probablement le moins conscients, et dont ils tenaient le moins compte.

Il y avait un autre facteur à ces changements, facteur très manifeste mais sur lequel les contemporains, la classe dominante surtout, préférerait se taire n'y faisant que de rares allusions. C'était le mécontentement des paysans. Il est clair que les changements, d'une importance incommensurable, qu'apporta la Révolution française, étaient à peine perçus par les paysans. Ils en entendirent quand-même parler, les armées françaises de l'époque napoléonienne les diffusant sur leurs passages, or, celles-ci pénétrèrent jusqu'à Moscou, jusqu'en Dalmatie et jusqu'aux îles Ioniennes. Et ces

nouvelles circulèrent également ailleurs. De toute façon indépendamment de ce fait, de par leur seule situation, les paysans avaient tout lieu d'être mécontents.

Ce mécontentement était toujours présent. Il se manifestait dans l'accomplissement indolent de la corvée, dans les doléances adressées aux autorités, dans les possibilités — évidemment bien réduites — de fuite. Et aussi dans des formes plus explicites comme le refus de donner redevances et prestations. Il était aussi présent dans les mouvements armés, dans les insurrections des paysans qui n'étaient, il est vrai, que d'un caractère local ou à peine plus. Une caractéristique importante de cette époque est l'absence de mouvements tels qu'étaient les importantes insurrections paysannes du bas Moyen-Age. Toutefois, les insurrections locales, la terreur personnelle contre le seigneur, n'avaient rien d'exceptionnel, et il se produisait parfois des mouvements à grande répercussion, comme en 1846 en Galicie occidentale. L'absence d'importantes guerres paysannes s'explique apparemment par la plus grande force et efficacité de l'appareil de l'Etat. Mais le fait est que l'armée à laquelle on pouvait recourir en cas de besoin — comme cela se fit d'ailleurs — était surtout composée de paysans. Aussi ceux qui occupaient les postes suprêmes dans l'Etat avaient-ils de sérieux soucis à cause du mécontentement paysans, et étaient plus enclins à apporter quelque réforme que le gros de la classe dominante féodale attachée au régime en place. Mais, même parmi ces derniers, nombreux étaient ceux qui, à cause de leurs propres difficultés économiques, devenaient partisans d'un changement.

A cause de leurs propres difficultés, et aussi pour des considérations théoriques, humanitaires et autres. Le seigneur qui, tous les jours, voyait le regard plein de haine de ses serfs et qui, dans ses heures libres, lisait les philosophes français, n'avait pas la conscience tranquille en voyant la situation de ses serfs. Surtout après les changements qui s'étaient opérés en France, dans les décennies de la propagation de la pensée libérale européenne, les membres de la classe dominante féodale, dont beaucoup faisaient, au cours de leurs voyages, l'expérience personnelle des conditions à l'Occident, de la mise en vigueur des libertés formelles, désiraient manifestement apporter une amélioration radicale à la situation des paysans (ce qu'ils réalisèrent fort rarement même dans leurs domaines).

Dans cette Europe Orientale aux multiples nationalités, il faut encore tenir compte d'un autre aspect. C'est dans ces décennies-là qu'en Europe Orientale se formèrent les nations bourgeoises modernes. Dans la grande majorité des cas, la nation se trouvait sous l'autorité, la domination, l'oppression de quelque grand empire (dans les différentes formes de ce règne, de cette oppression, que le XX<sup>e</sup> siècle parvint, dans l'essentiel, à dépasser). Le mouvement national naissant voulait d'une part rendre les paysans — l'immense majorité de la nation — conscients de leur appartenance à la nation, ayant aussi besoin d'eux pour réaliser ses objectifs politiques, aussi modestes que fussent ces objectifs nationaux par rapport à la revendication de l'indépendance et de la souveraineté totales qui n'était un objectif posé que dans les territoires de l'Empire ottoman. Il était par contre inimaginable d'éveiller la conscience nationale des paysans, de les intégrer dans les mouvements nationaux politiques, sans tenir

compte de leurs revendications de classe. Le propriétaire terrien est donc devenu partisan de quelque changement aussi bien pour des considérations nationales que poussé par ses penchants personnels, philosophiques ou philanthropiques. Quant aux dirigeants du mouvement national qui n'appartenaient pas à la classe féodale dominante (et il existait de petits peuples n'ayant pas leur propre classe dominante féodale ailleurs aussi que dans les territoires ottomans), ils devaient être, en principe, d'encore plus fervents partisans de l'affranchissement des serfs. Le fait que cela ne se produisit, dans la pratique, que chez les peuples de l'empire ottoman est une autre question, qui s'explique par des raisons concrètes, mais nous ne pouvons pas nous étendre sur de tels détails.

Mais que ce fussent ou non les seigneurs domaniaux qui dirigèrent les mouvements nationaux, l'aspect national exerça de toute façon une influence sur les projets antérieurs à l'affranchissement des serfs. Ces projets existaient en grand nombre et les décrire et les analyser, même superficiellement, est une tâche tentante mais par trop longue. Pour nous résumer à l'essentiel, disons que de tels projets existaient, et plus l'affranchissement tardait, plus ils étaient nombreux, et plus ils étaient fondés sur des connaissances de plus en plus larges, sur les conclusions à tirer des changements dans la politique intérieure et extérieure.

Pour l'affranchissement des serfs, pour la régularisation de la question paysanne, des conditions agraires, on disposait, en plus des conjectures théoriques, de deux modèles, de l'anglais et, bientôt après, du français. Fort peu nombreux étaient ceux qui avaient pu connaître les Etats-Unis et ce qu'ils y avaient vu était tellement différent, non seulement à cause de leurs jugements subjectifs, mais aussi d'après la situation objective, que cela ne pouvait pas fournir de directives concrètes dépassant les analogies éloignées et les possibilités paraissant bien lointaines.

Il ne restait donc que les modèles anglais et français. Soit en simplifiant grossièrement la chose : résoudre la question agraire en attribuant toutes les terres à la propriété du seigneur terrien, ou en les faisant posséder par les paysans. La simplification est d'autant plus exagérée que les contemporains ne voyaient pas cette question ainsi. Plus exactement, il semble qu'ils ne voyaient pas du tout le modèle anglais en ce sens que les conditions capitalistes développées représentaient pour les contemporains le modèle industriel, le modèle des conditions constitutionnelles et de la solution politique, mais pas du tout un modèle pour la solution de la question agraire.

Restait donc le modèle français qui, évidemment, étant étroitement lié à la révolution française, était donc, pour bon nombre de gens, ab ovo inacceptable. Pour le seigneur terrien, la cession des biens nationaux était inséparable du souvenir de la guillotine. Par contre, pour bien d'autres c'était justement ce qui le rendait encore plus désirable. La solution française était, de toute évidence, la solution radicale, donc la solution souhaitée.

Il serait bon d'évoquer en passant, un autre aspect de la question. De tous les gens qui se penchèrent, mus par diverses considérations, sur les modalités de l'affranchissement des serfs, très rares furent ceux qui prirent en considération son

importance purement économique et ses possibles conséquences. Affranchissement des serfs et ensuite libre évolution capitaliste — peu nombreux étaient ceux qui voyaient un tel rapport direct. Dans un sens un peu plus général, on parlait souvent de l'évolution bourgeoise, mais elle signifiait bien autre chose, en premier lieu le libéralisme politique, mais n'était pas directement liée à l'affranchissement des serfs. Celui-ci s'imposait pour des considérations morales, nationales, politiques, c'est dans ce sens qu'allaient les idées et les projets de tous. C'est ce qui explique que la liberté personnelle totale à accorder aux serfs, la liquidation de la juridiction seigneuriale, et d'autres réformes analogues ne posaient de problème à personne et paraissaient évidentes à tous ceux qui, sous n'importe quelle forme, aspiraient au changement.

Le point sur lequel tout le monde se retrouvait d'accord était la nécessité de liquider, d'un coup ou graduellement, les redevances serviles. C'était une exigence de la liberté individuelle des serfs et en même temps de l'éthique. Cependant, les redevances constituaient le revenu du seigneur terrien, le faisaient vivre. Que ferait-il sans elles? C'est ainsi qu'inévitablement le problème de la liquidation des redevances se retrouva lié au problème de la propriété foncière. C'est à ce titre que le seigneur reçoit les redevances. S'il les perd, il doit garder au moins la terre en sa propriété, et ce indépendamment du fait que cette terre est sa propriété exclusive ou que le paysan a également le droit de l'utiliser. (Ces deux variantes n'étaient connues, comme nous venons de le voir, que dans les territoires où existait le deuxième servage.) Il s'ensuivit logiquement que toute la terre devait être propriété illimitée du seigneur terrien. Le paysan libre sera donc salarié si jusque-ici il était astreint à la corvée, ou métayer si c'est d'autres redevances qu'il fournissait. Et la vie pouvait continuer sans aucun bouleversement.

De toute évidence, une telle solution à la question agraire n'aurait favorisé que le seigneur domanial. Le modèle français connu, haï ou acclamé, suggérait évidemment tout le contraire. Toutes les terres devaient devenir propriété des paysans, du moins toutes celles qu'ils cultivaient et possédaient jusque-là. Mais peu nombreux étaient ceux qui se contentaient de cette demi-solution. En effet, si la terre revient au paysan parce qu'il la cultive ceci est donc valable pour toutes les terres, par conséquent les réserves seigneuriales, les forêts et les pâturages doivent également devenir propriété des paysans. Après ce raisonnement, la question de savoir si les anciens propriétaires terriens qui, ayant ainsi perdu toutes leurs terres, avaient donc perdu leur condition d'existence, avaient ou non droit à une indemnisation devenait une question tout à fait secondaire. Ceux qui allaient jusqu'à vouloir que toutes les terres deviennent propriété des paysans et que, évidemment, toutes les prestations et redevances soient supprimées, trouvaient en général qu'une indemnisation des propriétaires terrains était superflue.

La première solution, que toutes les terres soient aux propriétaires terriens, paraissait évidemment fort bien convenir aux seigneurs terriens. Mais là où, pour la première fois, s'engagea l'affranchissement des serfs dans la perspective de l'évolution bourgeoise, en Prusse, le gouvernement n'adopta pourtant pas cette conception qui



paraissait être la meilleure, mais — de nouveau nous faisons une large généralisation — opéra un partage des terres entre les anciens seigneurs terriens et les anciens serfs. Bien que la réforme fût engagée après la grande défaite infligée par Napoléon, le point de vue de la nation, point de vue prédominant dans d'autres cas et selon lequel il faut gagner les paysans à la lutte nationale pour la liberté, ne joua aucun rôle. Dans ce partage la considération qui prévalait était celle selon laquelle priver absolument de terre les paysans créerait immédiatement un élément social agité et incertain auquel il serait difficile de garantir l'existence, faute de pouvoir les employer dans l'industrie, et l'imposition par l'Etat connaîtrait également des difficultés. Par contre, la paysannerie libre, possédant librement la terre, devenait apte à payer les contributions et pouvait constituer une base solide pour l'ordre de l'Etat face aux idées révolutionnaires suspectes. Ainsi donc, il fallait céder aux anciens serfs les terres des paysans, ou du moins la partie majeure. Les propriétaires terriens gardaient une partie considérable de leurs terres, en tant que propriété bourgeoise exempte de toute redevances, et ainsi la classe dominante féodale se trouvait également prête à adopter la réforme.

Ainsi, au modèle anglais ignoré et au modèle français presque toujours refusé, vint s'ajouter un troisième : le partage des terres entre paysans et propriétaires terriens. Après 1807 ce modèle devint le plus connu et occupa la place centrale dans les projets. Sur les territoires du deuxième servage, à savoir en Prusse, dans l'empire des Habsbourg et dans les anciennes régions polonaises, ce partage avait des antécédents dans le double caractère des terres rusticales et dominicales, il y avait donc une base juridique comme référence. C'était une solution excellente également pour les dirigeants des mouvements nationaux car, si ces mouvements avaient besoin des masses paysannes, c'est d'abord les nobles qui y jouaient le premier rôle. En Russie, nombreux furent ceux qui épousèrent cette solution pour des considérations analogues à celles connues en Prusse, et elle avait des partisans même parmi les plus grands dignitaires du pouvoir. C'est que cette solution promettait d'être acceptable pour les deux parties, du moins pour un certain temps, pour le temps de la mise en œuvre de la réforme. On n'en pesait pas en général, les conséquences plus éloignées. D'ailleurs, le modèle prussien était, lui aussi, en voie de réalisation, il aurait été difficile d'y porter un jugement définitif.

Le partage des terres comportait une exigence concomitante naturelle, à savoir l'indemnisation des anciens propriétaires terriens, soit pour les terres cédées aux paysans comme en Russie, soit, ailleurs, pour la perte de leurs redevances et prestations. En fait, l'indemnisation était prévue pour les deux cas, seule sa grandeur dépendait de ce qui était indemnisé, la terre, ou les redevances et prestations.

Il serait judicieux de souligner que, dans les projets préliminaires — à l'exception de ceux concernant les territoires ottomans — les trois solutions étaient avancées, et la question des modalités de l'indemnisation des seigneurs terriens était traité avec un soin tout particulier. Mais il s'agit ici, encore une fois, de questions de détail. En confrontant les projets, il apparaît que c'est la première solution, à savoir la propriété absolue des propriétaires terriens, qui était le moins soutenue, non pas qu'elle

eût si peu de partisans, car elle résumait en général le vœu des propriétaires des immenses latifundia et des gentilshommes petits propriétaires, mais peu nombreux étaient ceux, parmi eux, qui élevaient la parole. En fait, la deuxième solution, la propriété paysanne absolue, avait bien plus de défenseurs. Les socialistes utopistes, les démocrates révolutionnaires, les intellectuels d'origine paysanne du mouvement national, prenaient assez souvent, et passionnément, la parole pour soutenir cette solution.

Le plus grand nombre de projets, idées et vœux portaient sur la troisième solution, le partage, que ce soit pour des considérations humanitaires, fiscales, ou dans l'intérêt du mouvement national. C'est à ce sujet que l'on trouve la gamme la plus large des propositions concernant les proportions selon lesquelles la terre doit être accordée aux paysans et aux propriétaires terriens, la base sur laquelle l'indemnisation doit être calculée, et les garanties de cette indemnisation. Là où l'aspect national revêtait un rôle on ne pouvait pas exiger cette indemnité directement des paysans. Le bon sens économique montrait d'ailleurs que les paysans ne pouvaient pas la payer à eux seuls et d'un coup. Ce sont justement ces réflexions qui étaient les plus réalistes, qui tenaient le mieux compte de la situation réelle, de point de vue et économique et national.

Sur le territoire ottoman par contre la situation était différente. D'une part, dans certains cas, il n'y avait pas même le temps de faire des projets préliminaires. D'autre part, là où le temps ne manquait pas, on considérait que la classe dominante féodale et l'Etat ne pouvaient être traités autrement qu'en ennemis, et comme il n'y avait pas de classe dominante féodale nationale qui pût être gagnée à la lutte nationale pour l'indépendance, les projets portaient donc sans équivoque sur la deuxième solution, la propriété terrienne paysanne absolue. L'indemnisation des propriétaires fonciers ne s'avérait pas être un problème, car, en effet, pourquoi aurait-il fallu indemniser l'ennemi? Aussi les préparatifs ne dépassaient-ils pas le stade des déclarations générales. Evidemment, en territoire ottoman où, de point de vue national, l'unique solution imaginable était l'indépendance nationale complète, ces déclarations générales correspondaient, elles aussi, à la situation réelle. En supposant que l'indépendance nationale se réalise, il n'y avait en effet plus lieu de procéder à des indemnisations ou autres actes à propos de la propriété terrienne des paysans. C'est déjà une autre question que le fait que finalement l'indépendance a été conquise par étapes, et qu'ainsi, sous une forme ou une autre, il a quand-même fallu procéder à une indemnisation.

Nous n'allons évidemment pas exposer en détail les réformes réalisées dans différents Etats, et nous nous limiterons à n'en donner qu'une énumération. Dans les deux grands duchés de Mecklenbourg on ne peut même pas parler d'affranchissement des serfs, car là, les terres des paysans leur avaient été enlevées bien plus tôt pour être rattachées aux réserves seigneuriales, cela avant même que cette question ne se fût posée. Ce fait, par contre, fournissait un modèle pratique pour la première solution. Le gouvernement russe eut ainsi recours à ce modèle dans les provinces baltiques où, de 1816 à 1819, il pronança l'affranchissement individuel des serfs tout en déclarant que la

terre était, dans son ensemble, propriété des seigneurs domaniaux. A la fin du siècle, sous l'effet de nouveaux mouvements paysans, le gouvernement russe se verra forcé de procéder à des modifications selon lesquelles une partie des terres devait toujours être louée aux paysans, ce qui représente déjà un rapprochement vers la solution du partage.

L'important modèle prussien commença avec la réforme de Stein en 1807 qui déclara l'affranchissement individuel et offrit la possibilité de racheter les redevances en cédant au propriétaire terrien une partie de la terre. Après différentes modifications, qui étaient soit favorables soit désavantageuses pour les paysans, la révolution de 1848 repensa la question, et la loi de 1850 refusa l'indemnisation par la cession de terre. Cette indemnisation fut accordée aux propriétaires terriens par voie de conversion en capitaux de 6% des redevances, sous forme d'obligations d'Etat à intérêt qui devaient être tirées au sort. Les paysans, eux, étaient obligés de payer ultérieurement la somme. Au cours de sa réalisation dans la pratique, cette solution fut généralement celle admise dans d'autres Etats aussi.

Dans l'empire des Habsbourg, après des mesures préliminaires, hésitantes et au fond inefficaces, c'est la révolution de 1848 qui apporta la solution, sous la forme du partage. Dans les provinces héréditaires, les paysans reçurent en propriété toutes les terres dont ils disposaient jusque-là à n'importe quel titre, mais ils devaient payer un tiers (du moins ceux qui avaient de meilleurs titres possessoires) ou deux tiers (ceux qui avaient de moins bons titres possessoires) des redevances, capitalisées également à 6%. La mise en œuvre suivait donc le modèle prussien. En Hongrie, seules les terres censitives (rusticales) furent données en propriété paysanne, mais ce fut l'Etat qui se chargea de l'indemnisation. Pendant la révolution et au cours de l'exécution de la réforme, le cercle des bénéficiaires s'était quelque peu élargi, le principe de l'indemnisation par l'Etat s'était maintenu, même si une grande partie de cette indemnisation était versée par les paysans à titre d'indemnité (impôt) de dégrèvement foncier.

En Russie, après la défaite honteuse subie dans la guerre de Crimée, la nécessité d'une réforme se posa en termes concrets. La loi de 1861 accorda la propriété de la terre aux paysans des propriétés privées, mais en rendant aux propriétaires terriens une partie (quelque 10 à 30% des terres dont les paysans disposaient jusque-là). L'indemnisation fut fixée en proportion non pas des redevances, mais des terres obtenues, et ce à des prix assez élevés, et la question fut résolue également d'après le modèle prussien. Plus tard, l'affranchissement s'étendit aussi aux paysans dits d'Etat et des propriétés de la couronne (1866 et 1863), mais là on ne procéda pas à la remise d'une partie de la terre exploitée jusque-là, terre plus étendue que celle cultivée par les serfs des propriétaires privés. En 1863, lors de l'insurrection polonaise, dans les gouvernements limitrophes du Royaume de Pologne, la loi originale fut modifiée en faveur des paysans, rendant obligatoire la cession des terres aux paysans (en territoire russe cela n'eut lieu qu'en 1881). Dans le Royaume de Pologne, où les serfs était individuellement affranchis des 1807 et passaient au fond pour des métayers, une loi fut

adoptée après la défaite de l'insurrection de 1863 qui concéda la propriété aux paysans de toute terre dont ils disposaient jusque-là, et même qui accorda encore quelque un million d'hectares, pris sur les propriétés d'Etat, aux paysans possédant peu ou pas du tout de terre. Dans ces deux derniers cas, la mise en œuvre d'une solution plus favorable aux paysans que la solution prévue à l'origine était nettement fondée sur des considérations politiques. Cette terre était devenue propriété libre, tandis que, sur les territoires russes, la terre dite concédée aux paysans ne pouvait être soumise au trafic libre, ce qui fait qu'au fond, la loi d'affranchissement des serfs attachait de nouveau les paysans à la glèbe, puisqu'ils n'avaient pas le droit de vendre leur terre.

Dans la Roumanie née de la réunion des deux principautés danubiennes, en 1864, face au parlement rejetant la réforme agraire, le prince donna force de loi à la réforme agraire après un plébiscite. Celle-ci conserva le principe fixé en 1831 et en 1832 dans les Règlements organiques, principe selon lequel un tiers des terres cultivées des grands domaines devait revenir au seigneur terrien, et les deux tiers aux paysans. En 1864, les paysans reçurent ces deux tiers en propriété et, plus tard, les paysans dépourvus de terre reçurent, eux, des terres de l'Etat. L'indemnisation des propriétaires terriens fut exécutée ici aussi d'après le modèle prussien. Pendant vingt ans la propriété paysanne ne pouvait être vendue qu'à des paysans, ce qui, à l'instar de la Russie, attachait les paysans à la terre.

Dans ce qui précède nous avons passé en revue, dans l'ordre chronologique, les mesures prises par la législation de l'Etat pour le partage de la terre. Maintenant, nous devons faire un retour en arrière pour examiner les Etats formés sur le territoire de l'Empire ottoman. Durant les première (1804) et deuxième (1815) insurrections serbes, les propriétaires fonciers turcs furent chassés, mais, après la deuxième, l'autorité ottomane resta en place et avec elle le pouvoir des propriétaires fonciers turcs qui revêtait le caractère du droit privé dans les tchiftliks. Par contre, le hatt-i-sherif, promulgué en 1833 par le sultan dans la principauté serbe liquida le système agraire ottoman et rendit les paysans propriétaires de leurs terres, l'indemnisation des anciens propriétaires fonciers revenait à la charge de l'Etat sous forme d'impôt annuel payé à l'Empire. Sur les territoires nouvellement conquis en 1878, la terre devint également propriété paysanne, mais là l'indemnisation, capitalisée selon le modèle prussien, devait être payée par les paysans à l'Etat qui, à l'aide d'emprunts étrangers, la paya en une somme. Dans la pratique, les paysans ne remboursèrent pas les annuités dues à l'Etat.

C'est en Grèce que les conditions agraires sont les plus inextricables. Du temps de la domination turque, il existait même de grands domaines possédés par des Grecs voisinant avec des domaines turcs. Durant la guerre d'indépendance, engagée en 1821, les propriétés turques furent confisquées, mais seule une mineure partie fut donnée aux paysans, le reste étant acquis par les grands propriétaires terriens, ou par l'Etat qui s'en appropria sous le titre de terres nationales. 265 000 hectares de ces dernières terres furent distribués aux paysans entre 1871-1911. Si, en Serbie, on peut dire que toutes les terres devinrent propriété paysanne, en Grèce ce n'était le cas qu'en partie, la

réglementation ultérieure n'advint que grâce à la réforme agraire qui eut lieu après la première guerre mondiale. La situation était dans l'essentiel la même en Bosnie et Herzégovine où, après l'occupation de 1878, les autorités austro-hongroises avaient en fait laissé subsister les conditions féodales, les agaliks et begliks existants, qui constituaient des propriétés seigneuriales absolues, ainsi que les charges féodales qui pesaient sur les terres aux mains des paysans. Après l'annexion, la liquidation des conditions féodales fut engagée, il est vrai, mais ne fut en fait réalisée que par la réforme agraire d'après la première guerre mondiale.

En Bulgarie, comme en Serbie, les propriétaires terriens s'enfuirent pendant la guerre russo-turque de 1877-78, leurs propriétés, et les terres de l'Etat, furent remises aux paysans qui les avaient jusque-là cultivées. Après le traité de paix, les anciens propriétaires terriens essayèrent de revenir mais les autorités russes d'occupation promulguèrent un décret, en août 1878, qui stipulait que tout propriétaire terrien revenu au pays devait être l'objet d'une enquête, et s'il s'avérait qu'avant 1877, il avait commis des cruautés, il serait condamné. (Il devait par ailleurs certifier son droit à la propriété.) Deux propriétaires fonciers furent ainsi condamnés à mort (mais sous pression anglaise la condamnation à mort fut commuée en exil), après quoi les propriétaires cessèrent de rentrer au pays. Plusieurs d'entre eux avaient déjà vendu leurs terres dès avant l'arrivée des troupes russes, en général à de riches paysans, et ces ventes continuèrent également après 1878. Quelque 447 000 ha furent ainsi vendus à des paysans, ce qui constituait environ le quart des terres arables. Le reste fut, en fait, acquis gratuitement par les paysans. Mais par contre, en Roumélie orientale qui resta sous domination ottomane directe jusqu'en 1885, les paysans devaient payer l'indemnisation aux propriétaires terriens. Dans la principauté Bulgare, au début de 1885, une loi fut adoptée selon laquelle les paysans sans terre mais ayant travaillé pendant dix ans dans un tchiftlik, pouvaient acquérir cette terre en propriété contre une somme égale à 7-8 fois le loyer payé jusque-là, et l'Etat leur accorda un prêt à cette fin. La réforme traînait en longueur, les paysans, endettés, étaient incapables de rembourser le prêt de l'Etat. Cette réglementation ne touchait d'ailleurs que les anciens tchiftliks, les terres de l'Etat (les anciens domaines des spahis) étant passées dès le début, aux mains des paysans. En fait, là aussi, l'ensemble des terres devint propriété paysanne.

Il y avait en fait, du point de vue de l'exécution et des résultats, deux types de réforme et deux modèles dans le premier type. Le premier type s'applique à la réforme qui fut exécutée « d'en haut », c'est-à-dire par des mesures prises par le pouvoir d'Etat de caractère encore profondément féodal. Les deux modèles de ce type se distinguent par les différentes causes à l'origine de la réforme et qui étaient soit la révolution bourgeoise, qui obtint au moins la déclaration des principes (l'empire des Habsbourg, une partie de la Prusse, le Royaume de Pologne), soit l'initiative du pouvoir d'Etat (de nouveau une partie de la Prusse, la Russie et la Roumanie). L'affranchissement des serfs exécuté sur décision venant « d'en haut » eut pour résultat le partage des terres entre les anciens serfs et les propriétaires terriens. Là où c'est la révolution qui

déclencha l'affranchissement, les paysans conservèrent en général leur terre qui se trouvait même parfois agrandie. Là où il n'était question que d'une réforme, une partie des terres des paysans leur fut enlevée au profit des grands domaines. Dans les territoires où furent exécutées des réformes de ce type, on rencontre également une solution selon laquelle toutes les terres devinrent propriété des seigneurs domaniaux. Elle ne fut absolument appliquée que dans les deux Mecklenbourg, puisque dans les régions baltiques les paysans avaient pu conserver leur terre en bail.

L'autre type, fondamentalement différent, se rencontre sur le territoire ottoman où le système féodal fut liquidé « d'en bas ». Une fois le féodalisme ottoman liquidé, la terre dans son ensemble, ou du moins en grande partie, devint propriété des paysans, mais le grand domaine survécut également en partie (Grèce). La préservation du grand domaine avait ici, évidemment, des raisons locales particulières, notamment le fait de la guerre pour l'indépendance nationale, les conditions de classe précédentes à savoir l'existence du grand domaine non turc, chose inconnue dans les autres régions balkaniques.

Sur la question de l'affranchissement des serfs, l'Europe Orientale se divise donc selon deux grands types, l'évolution de l'Empire Ottoman, malgré les nombreuses analogies précisément dans les conditions agraires, présentant un autre caractère provenant de l'évolution historique antérieure. (Dans notre ouvrage précédent, c'est justement pour cette raison que nous n'avons pas traité l'évolution dans les Balkans.)

La question qui se pose est donc de savoir si, malgré tout cela, on peut quand même parler de particularités communes de l'affranchissement des serfs, pour tout ce territoire. Il nous semble qu'en poursuivant la méthode appliquée jusqu'ici, à savoir celle des généralisations, on peut percevoir certaines de ces particularités.

La première de ces particularités, et la plus fondamentale, est d'avoir accordé la liberté personnelle totale à l'ancien serf, ou du moins, pour nous exprimer plus prudemment, au paysan dépendant. Du point de vue du nouveau système capitaliste naissant, une question capitale résidait dans la liquidation des différences entre les Ordres (bien que, parler d'Ordres soit une généralisation quelque peu forcée). Même en Russie c'est en fait de cette question qu'il s'agissait, même si l'obligation d'appartenir aux Ordres fut maintenue (et ne fut liquidée en due forme qu'en 1918).

L'autre particularité commune, c'est la liquidation des prestations et redevances de caractère et d'origine féodaux, et la possibilité acquise par les paysans d'exploiter librement leur terre. Cela reste valable même si on rencontre toujours, par la suite, des rapports de production de caractère féodal comme le métayage ou paiement en travail.

La troisième particularité est le fait qu'une importante partie des paysans acquit la propriété libre de la terre. Cette affirmation est certainement une généralisation des plus flagrantes car en effet, comment pourrait-on désigner comme propriété libre la terre des paysans de Russie qui était inaliénable (jusqu'en 1906), et l'on pourrait citer encore d'autres restrictions mais il n'en reste pas moins que, pour l'essentiel, cette constatation est juste.

A ce propos, nous nous trouvons en face d'un autre phénomène, indépendant des deux grands types de réforme, et qui se rencontre dans les deux territoires, tout au plus dans des proportions différentes. Nous pensons au problème des paysans sans terre. Dans certaines régions, cette strate de la paysannerie fut justement un résultat de la réforme (Prusse), dans d'autres régions, elle était déjà très large dans les dernières décennies précédant la réforme (Royaume de Pologne et dans une certaine mesure, la Hongrie). Mais la proportion de ces paysans était également importante en Grèce et l'on estime que, vers milieu du siècle dernier, elle représenta jusqu'aux cinq sixièmes de la paysannerie. Ailleurs, c'est précisément la réforme qui empêcha la formation d'une couche nombreuse dépourvue de terre (Russie, Roumanie). En Russie, les paysans dépourvus de terre et affranchis par la réforme, les domestiques ayant été au service des maîtres dans la maison, et les salariés mensuels ne représentaient qu'un nombre négligeable.

Et enfin, dernière particularité, le maintien du grand domaine. Après la réforme, il ne disparut complètement que dans une partie des territoires balkaniques. Les propriétés de 10 à 30 ha qui, en Bulgarie ou en Serbie, étaient les restes de tchiftliks ne peuvent certainement pas être classées dans la catégorie des grands domaines pris dans le sens est-européen. Dans les régions économiquement plus développées, le grand domaine était à même — après les difficultés temporaires dues notamment à l'absence de son propre équipement — de passer à la production capitaliste, c'est-à-dire à l'utilisation du travail salarié. Dans des régions moins développées, il devait encore longtemps avoir recours à l'exploitation contre partage de l'usufruit et contre paiement en travail. C'est pour cette raison qu'en Russie on voit une désagrégation progressive des grands domaines privés, et en Roumanie, l'utilisation presque exclusive de l'affermage.

A ce propos, revenons rapidement à la question des projets ayant précédé la réforme. Comme nous l'avons vu, la plupart des projets visaient au partage des terres, solution d'ailleurs réalisée dans la plupart des cas, et ce, non pas parce qu'elle figurait dans de nombreux projets mais bien parce qu'elle reposait sur une conception réaliste, comme le montre le fait d'avoir été proposée dans la plupart des projets. Elle était réaliste notamment à cause des conditions de classe existantes, à cause de l'important pouvoir politique de la classe féodale dominante, à cause de la force du pouvoir d'Etat qui tenait compte des intérêts de la classe dominante. Il est évident que les nouveaux pays balkaniques qui, à l'exception de la Grèce, étaient déjà de vrais pays capitalistes, plus exactement des pays à régime bourgeois, ne firent rien pour le maintien du grand domaine, mais favorisèrent d'emblée, même par des mesures étatiques aussi, la seule propriété paysanne de la terre. Mais ces pays ne représentaient qu'une mineure partie de tout le territoire est-européen. Dans le reste de ce territoire, nous trouvons toujours le grand domaine, même après l'affranchissement des serfs, c'est-à-dire, l'évolution à la prussienne, selon la formule de Lénine, face à l'évolution à l'américaine plus avantageuse.

Du point de vue de l'histoire économique, la question la plus importante qui se pose concerne le rôle que l'affranchissement des serfs, ou la réforme agraire, joua dans l'évolution capitaliste ultérieure. Fut-il réellement une contribution aussi importante à cette évolution? L'affranchissement des serfs fournit-il vraiment la main-d'oeuvre nécessaire à la grande industrie? La réponse doit être prudente. Il est certain que l'affranchissement des serfs était un des mobiles, et des plus importants, de la transformation qui avait créé la trame pour l'évolution capitaliste, créé le régime bourgeois. Mais d'une part, dans certaines régions, il n'avait pas fourni d'importante réserve de main-d'oeuvre pour l'industrie, car les paysans étaient attachés à la glèbe. D'autre part, et ceci est un fait encore plus important, s'il avait mis en place les possibilités de l'évolution capitaliste, certaines de ses préconditions, cela n'était pas seulement dû à l'affranchissement des serfs, mais également à de nombreuses autres transformations contemporaines dans les institutions, dans le système juridique etc. Une question à part concerne l'utilisation de ces préconditions, à savoir le rythme sur lequel l'évolution capitaliste pouvait s'engager.

Le problème suivant s'y rattache : la liquidation radicale des conditions féodales, du grand domaine, créa-t-elle des préconditions meilleures que celles données par la réforme réalisée dans la majeure partie des pays, notamment le partage des terres? En théorie, la réponse est évidemment affirmative, la disparition du féodalisme permet une évolution plus rapide du capitalisme, libre des survivances féodales. Il n'y a certainement pas lieu d'insister particulièrement pour constater que la situation en Europe de l'Est ne le prouve pas. Ce ne sont ni la Serbie ni la Bulgarie qui se sont développées le plus vite, et, évidemment, encore moins l'empire ottoman d'après 1878. Mais, par contre, le fait que ce soit l'empire des Habsbourg qui soit engagé le plus tôt vers cette évolution, sans parler ni de la Prusse, ni de la Russie, quelques décennies plus tard, tandis que la Roumanie avait tant de difficultés à s'y engager montre que beaucoup d'autres facteurs entrèrent en jeu. Tout en restant dans le cadre de notre étude, voyons un de ces aspects. Le grand domaine conservé, qui passa à la production capitaliste, était, du point de vue du développement ultérieur, un facteur non négligeable de l'accumulation des capitaux, mais certainement pas le facteur fondamental. Enumérer les autres facteurs sort des limites de notre sujet. Il convient seulement de dire qu'il y avait de nombreux autres facteurs économiques, et non en dernier lieu le niveau de départ, les conditions économiques internes, le rôle de l'industrie, le capital étranger, et l'on pourrait encore longuement énumérer les facteurs économiques importants qui déterminèrent l'évolution capitaliste de toute l'Europe de l'Est. Dans le fait que cette évolution capitaliste était en retard, avait donc un caractère différent de celui qu'elle revêtait en Occident, qu'elle était lente jusqu'à la première guerre mondiale (seule la Prusse y fait exception, mais les provinces prussiennes ne peuvent être prises en considération sans l'Allemagne entière), l'affranchissement des serfs semble y avoir joué un rôle, mais le mode de l'affranchissement n'a pas, à lui seul, déterminé le rythme de l'évolution capitaliste. En lui-même, l'affranchissement des serfs avait rempli un rôle positif mais seulement en



tant que précondition et son mode de réalisation (partage de la terre ou propriété paysanne) peut être perçu comme étant un facteur neutre, en ajoutant toutefois que le partage a quand-même mieux favorisé l'évolution capitaliste.

Il est indubitable que des facteurs fondamentalement économiques aient également contribué à poser le problème de l'affranchissement des serfs, à le mettre en œuvre, à trouver le mode de son exécution, à obtenir les résultats attendus. Mais des facteurs d'un caractère politique y ont également contribué comme des considérations de pouvoir, les points de vue nationaux, les guerres, les complications internationales, les conceptions de principe et les possibilités réelles. Cette esquisse suffit peut-être pour suggérer la grande variété des nombreux facteurs selon les pays et les régions. Les contemporains qui pressaient la réforme et ceux qui la réalisaient, et qui parfois étaient les mêmes bien que rarement, considéraient, eux aussi, l'affranchissement des serfs comme étant une question éminemment politique, et ne se penchaient pas beaucoup sur son sens économique, question dans laquelle ils n'étaient généralement pas versés. Ce n'est qu'en tenant compte de cet aspect que nous pouvons situer avec réalisme l'affranchissement des serfs dans l'histoire économique et aussi dans l'ensemble du processus historique.

trad. par K. VARGYAS

### Bibliographie

- N. ADÁNILOAIE—DAN BERINDEI: Reforma agrară din 1864. (București), 1967; BEREND, T. IVÁN—RANKI, GYÖRGY: Közép-Kelet-Európa fejlődése a 19—20. században (Evolution économique de l'Europe centre-orientale aux 19 et 20<sup>e</sup> siècles). 2<sup>e</sup> édition. Budapest, 1976; RUDOLF BICANIĆ: Oslobođenje kmetova u Hrvatskoj godine 1848. in: R.B.: Počeci kapitalizma u hrvatskoj ekonomici i politici. Zagreb, 1952; JEROME BLUM: Noble landowner and agriculture in Austria, 1815—1848. A study in the origins of the peasant emancipation of 1848. Baltimore, 1948; JOSIP BÖSENDORFER: Agrarni odnosi u Slavoniji, Zagreb, 1950; Werner Conze: Quellen zur Geschichte der deutschen Bauernbefreiung. Göttingen, 1957. (Quellensammlung zur Kulturgeschichte 12.); CARL VON CZOERNIG: Oesterreichs Neugestaltung 1848—1858. Stuttgart-Augsburg, 1858; N. M. DROUJININE: Gossoudarstvennye krestyané i reforma P.D. Kisseleva. I. Prédpossylki i souchtchnost réformy. II. Réalizatziya i possledstviya reformy. Moscou—Léninegrad, 1946—1958; KRZYSZTOF GRONIEWSKI: Realizacja reforma uwłaszczeniowej 1864 roku. Varsovie, 1963; Die Grundentlastung in Österreich, Erster Teil. Vienne, 1857; KARL GRÜNBERG: Die Bauernbefreiung und die Auflösung des gutsherrlich-bauerlichen Verhältnisses in Böhmen, Mähren und Schlesien. I. Überblick der Entwicklung. II. Die Regulierung der gutsherrlich-bäuerlichen Verhältnisse von 1680 bis 1848 nach den Akten. Leipzig, 1893—1894; STEFAN KIENIEWICZ: Ruch chłopski w Galicji w 1846 roku. Wrocław, 1951; BÉLA K. KIRÁLY: The emancipation of the serfs of East Central Europe. Antemurale 1971. vol. XV. p. 63—85; GEORG FRIEDRICH KNAPP: Die Bauern-Befreiung und der Ursprung der Landarbeiter in den älteren Theilen Preussens. I. Überblick der Entwicklung. II. Die Regulierung der gutsherrlich-bäuerlichen Verhältnisse von 1706 bis 1857, nach den Akten. Leipzig, 1887; Krestyanskaya réforma v Rossii 1861 goda. Sbornik zakonodatelnykh aktov. Moscou, 1954; KAMIL KROFTA: Dějiny selského stavu. Prague, 1949; Lénine: Le programme agraire des social-démocrates dans la première révolution russe de 1905—1907. in: V. I. LÉNINE: Œuvres complètes. t. 16. (édition hongroise en hongrois) Budapest 1968, pp. 177—381; V. I. LÉNINE: Cinquantième anniversaire de la liquidation du système servile. In: V. I. LÉNINE: Œuvres complètes. t. 20 (édition hongroise en hongrois.) Budapest 1969, pp. 128—131; V. I. LÉNINE: La «réforme paysanne» et la révolution prolétarienne-paysanne. *ibid.* 156—164; N. G. LEVINTOV: Agrarnye otnochniya v Bolgarii nakanouné osvoboždeniya i agrarniy pérévoroť 1877—

1878 godov. in: Osvobođenje Bolgarii ot touretzkogo iga. Sbornik statey. Moscou, 1953, pp. 139—221; YA. I. LINKOV: Otcherki istorii krestyanskogo dvijenija v Rossii v 1825—1861 gg. Moscou, 1952; FRANZ MAGER: Geschichte des Bauerntums und der Bodenkultur im Lande Mecklenburg. Berlin, 1955; MAKSIMILIAN MELOCH: Sprawa włościańska w powstaniu-listopadowym. Wyd. drugie. (Varsovie), 1948; NIEDERHAUSER, EMIL: A jobbágyfelszabadítás és a nemzetiségi kérdés Kelet-Európában (L'affranchissement des serfs et la question des nationalités en Europe de l'Est). in: Történelmi Szemle 1958. I<sup>re</sup> année, No 1—2, pp. 76—90; NIEDERHAUSER, EMIL: A jobbágyfelszabadítás Kelet-Európában (L'affranchissement des serfs en Europe de l'Est). Budapest, 1962; JOHANN NICHTWEISS: Das Bauernlegen in Mecklenburg. Eine Untersuchung zur Geschichte der Bauernschaft und der zweiten Leibeigenschaft in Mecklenburg bis zum Beginn des 19. Jahrhunderts. Berlin, 1964; HENRI SÉE: Esquisse d'une histoire du régime agraire en Europe aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Paris, s.a.; Stanisław Śreniowski: Uwłaszczenie chłopów w Polsce. Varsovie, 1956; PAUL STEINMANN: Bauer und Ritter in Mecklenburg. Wandlungen der gutherrlich-bäuerlichen Verhältnisse im Westen und Osten Mecklenburgs vom 12/13 Jahrhundert bis zur Bodenreform 1945. Schwerin, 1960; Studien zu den Agrarreformen des 19. Jahrhunderts in Preussen und Russland. Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte 1978. Sonderband. (RUDOLF BERTHOLD: Die Veränderungen im Bodeneigentum und in der Zahl der Bauernstellen, der Kleinstellen und der Rittergüter in den preussischen Provinzen Sachsen, Brandenburg und Pommern während der Durchführung der Agrarreform des 19. Jahrhunderts. pp. 7—116; N. N. DRUŽININ: Die Agrarreformen der sechziger Jahre des 19. Jahrhunderts und ihr Einfluss auf das russische Dorf. pp. 117—228; HARTMUT HARNISCH: Vom Oktoberedikt des Jahres 1807 zur Deklaration von 1816. Problematik und Charakter der preussischen Agrarreformgesetzgebung zwischen 1807 und 1816. pp. 229—293; I. D. KOVALENKO: Das Dorf des Europäischen Russlands vor der Aufhebung der Leibeigenschaft. pp. 295—352); SAMUEL SUGENHEIM: Geschichte der Aufhebung der Leibeigenschaft und Hörigkeit in Europa bis um die Mitte des neunzehnten Jahrhunderts. St. Petersburg, 1861; NICOLAS G. SVORONOS: Histoire de la Grèce moderne. Paris, 1964. (Que sais-je, 578); SZABÓ, ISTVÁN: A jobbágybirtok problémái 1848—49-ben (Les problèmes des propriétés serviles en 1848/49). in: Sz.I.: Tanulmányok a magyar parasztság történetéből (Etudes sur l'histoire de la paysannerie hongroise) Budapest 1948, pp. 313—396; SZABÓ, ISTVÁN: Kossuth és a jobbágyfelszabadítás (Kossuth et l'affranchissement des serfs). in: Századok, 1952, année 86, No 3—4, pp. 509—592; S. D. SKASKINE: Osnovnye problemy tak nazyvaemogo «Vtorovo izdaniya krepостничества» v Sredney i Vostochnoy Evrope. in: Voprosy Istorii 1958, No 2. pp. 96—119; JOZO TOMASEVICH: Peasants, politics and economic change in Yugoslavia. Stanford—London, 1955; JOSEF VALKA: K současnému stavu otázky «druhého nevolnictví» v středoevropských zemích. (Názory o vývoji feudálního pozemkového vlastnictví v 15—17 stol.) Casopis Matice Moravské 1954. 179—220; Varga, János: A jobbágyfelszabadítás kivívása 1848-ban (L'affranchissement des serfs obtenu en 1848). Budapest, 1971; Varga, János: A jobbágyi földbirtoklás típusai és problémái 1767—1849 (Les types de la possession de la terre par les serfs et ses problèmes relatifs 1767—1849), Budapest 1967; (in: Értekezések a történeti tudományok köréből. Új sorozat 41.); Varga, János: Typen und Probleme des bäuerlichen Grundbesitzes in Ungarn 1767—1849. Budapest, 1976. (in: Studia Historica Academiae Scientiarum Hungaricae 56.); P. A. Zayontchkovskii: Provedenie v jizn krestyanskoy reformy 1861 g. Moscou, 1958; Benedykt Zientara: Z zagadnień spornych tzw. «wtórnego poddaństwa» w Europie Środkowej. Przegląd Historyczny 1956. No. 1. pp. 96—119.

ЭМИЛЬ НИДЕРХАУЗЕР

## Отмена крепостного права в Восточной Европе

(Резюме)

Автор в масштабах всей Восточной Европы рассматривает вопрос раскрепощения крестьян или же приобретения находившимися в какой-либо форме зависимости крестьянами личной свободы и собственности на землю. Он делит весь регион на три подрегиона. Первый — район так называемого второго издания крепостничества (Пруссия, империя Габсбургов, бывшее польско-литовское государство), второй — Россия, а третий — район Османской империи. Рассматривает распределение земли: большая часть обработанной земли находилась в руках крестьян. В первых

двух подрегионах сохранилось или же было создано вновь собственное хозяйство помещиков — барская запашка. В районах османской империи похожими на них были также находившиеся в собственной обработке поместья — «чифтлики», которые по своему числу и по занимаемой ими площади были менее значительными, чем помещичьи угодья в первых двух подрегионах. Автор указывает на то, что в первом и третьем регионах крестьяне имели право на владение землей, в России же это понятие было неизвестным. Феодальная рента имела место во всех трех регионах, но отработочная рента (барщина) — только в связи с барской запашкой, в то время как продуктовая рента (натуральный оброк) все больше отодвигалась на задний план денежной рентой. Чем позже наступало освобождение крепостных, тем большую часть представляла в ренте её денежная форма. В исследовании автор, естественно, не мог уделить большого внимания значительным отличиям в этом положении, но указывает на то, что они представляют собой последствия многовекового исторического развития и независимы от сложившихся к этому времени, то есть, к концу XVIII-ого века, восточно-европейских границ. Реформы же происходили внутри тогдашних границ, следовательно государства должны были учитывать эти различия.

Отмена крепостного права была, в основном, вынужденным шагом — принудило к этому экономическое положение: экономические трудности, возникавшие в результате разложения феодальной системы, а также идущее со стороны западно-европейских капиталистических стран экономическое давление. Вторая причина реформ заключалась в боязни крестьянских волнений, в озабоченности, вызванной ухудшением экономического положения крестьян. Но не маловажна и позиция тогдашней интеллигенции и отдельных представителей господствующего класса. Развертывающееся национальное движение также требовало срочного принятия мер по решению вопроса, поскольку оно нуждалось в крестьянах как в массе этого движения. Но по сути дела английский тип отмены не знали, французский же тип многих отпугивал своей революционностью.

Имелось полное согласие относительно необходимости предоставления крестьянам личной свободы и отмены различных привилегий и прав помещиков. Суть вопроса заключалась в том, в чью собственность попадет земля и нужно ли предоставлять помещикам компенсацию за отмененные права и привилегии. В первых двух подрегионах, где первоначально было разработано много проектов, большинство их предлагало какой-либо раздел земли. Руководители национально-освободительных движений, борившихся против Османской империи, считали естественным полный переход земли в руки крестьян.

В ходе претоврения в жизнь отмены крепостного права в первых двух подрегионах действительно был произведен раздел земли: там, где раскрепощение было вызвано революцией, крестьяне получили в свою собственность бывшие в их руках земли, иногда даже с лишним; там же, где реформа полностью осуществлялась сверху, часть бывших в их руках земель перешла к помещику. За свои привилегии и за землю, отошедшую крестьянам, помещики получали компенсацию. На Балканах земли полностью перешли в собственность крестьян, чаще всего за нее не нужно было платить выкупа. В Греции же в руках греков сохранились — по большей части — принадлежавшие им ранее латифундии.

Важным условием освобождения крепостных было развитие капитализма, но оно было только одной из его предпосылок. Начало и темпы экономического роста не предопределили форму осуществления раскрепощения крестьян; ликвидация крупных феодальных владений сама по себе не создавала благоприятных условий. Решающими были многие другие экономические факторы, а среди них только лишь одним было то, что сама отмена крепостного права или же предшествовавшее ему развитие во многих районах привели к возникновению значительного по числу безземельного крестьянства, которое могло найти себе применение в качестве наемной рабочей силы в сельском хозяйстве или же в промышленности.

В конкретном осуществлении отмены крепостного права сыграли роль и многие политические факторы, как требовавшие так и осуществлявшие отмену крепостного права в одинаковой мере считали его скорее политической, чем экономической проблемой.

# Zum demographischen Übergang in Ungarn vor 1918\*

von

LÁSZLÓ KATUS

Die Demographen, Soziologen und Ökonomen haben in den letzteren 15—20 Jahren weltweit mit wachsendem Interesse den sogenannten *demographischen Übergang* untersucht, der zwischen der Mitte des 18. Jahrhunderts und der Mitte des 20. Jahrhunderts in den europäischen Ländern vor sich gegangen ist, weil sie bestrebt waren, aus der Analyse dieses Prozesses nutzbringende Lehren zum Verständnis bzw. zur Lösung der Bevölkerungsprobleme in den Entwicklungsländern der Gegenwart abzuleiten. Ebenfalls in den vergangenen zwei Jahrzehnten erlebte die historische Demographie der präindustriellen Gesellschaften eine wahre Blütezeit. Diese neuesten Forschungen haben das am Anfang der 1960er Jahre noch allgemein verbreitete Bild sowohl über die Bevölkerungsverhältnisse der traditionellen Gesellschaften als auch über den demographischen Übergang gründlich umgestaltet. Es ergab sich nämlich, daß die historische Wirklichkeit viel komplizierter und abwechslungsreicher war als die wissenschaftlichen Theorien und Modelle, die wir uns von ihr geschaffen hatten. Im Laufe der Geschichte bildeten sich in den Ländern Europas mehrere konkrete Formen, regionale Varianten und charakteristische Typen des traditionellen demographischen Verhaltens und des demographischen Übergangs heraus. Die Ergebnisse der erwähnten demographischen Forschung sind auch für die Historiker wichtig: es ist höchste Zeit, sie zu adaptieren. Meiner Ansicht nach steht uns jetzt bereits genug Tatsachenmaterial zur Verfügung, und die zum internationalen Vergleich geeigneten Analysemethoden sind auch so weit verfeinert, daß man wenigstens in der Form einer vorläufigen Arbeitshypothese versuchen kann, das traditionelle Bevölkerungsmodell Ungarns und die wichtigsten Elemente des demographischen Übergangs zusammenfassen und zu systematisieren sowie den Platz, den die ungarische Bevölkerungsentwicklung unter den regionalen Typen Europas einnimmt, festzustellen.

Was ich im folgenden über die Fragen der Bevölkerungsreproduktion in Ungarn vor 1918 sage, beruht vor allem auf den Forschungsergebnissen der ungarischen Fachdemographen und historischen Statistiker (R. Andorka, D. Dányi, T. Faragó, Z. Kováts, A. Lukács, E. Szabady, K. Tekse, usw.). Der Beitrag des Historikers besteht in dem Versuch, diese Forschungsergebnisse in ein einheitliches Bild einzufügen, sie — wo es notwendig ist — durch ergänzende Forschungen zu vervollständigen, mit den übrigen Gebieten der wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Entwicklung in Zusammenhang zu bringen, und dann mit Hilfe des internationalen

\* Referat an der österreichisch-ungarischen Historikertagung im J. 1978.

Vergleichs die ungarischen demographischen Erscheinungen zu werten und zu typisieren. Bei dem Vergleich möchte ich besonders Österreich (die im Reichsrat vertretenen Königreiche und Länder) berücksichtigen — soweit es das mir zur Verfügung stehende Quellenmaterial erlaubt.<sup>1</sup>

Im voraus muß ich ein paar Worte zur Vollständigkeit und Verlässlichkeit der ungarischen demographischen Angaben sagen.<sup>2</sup> Aus den 1850er Jahren stehen uns verhältnismäßig vollständige und ausführliche Daten zur Verfügung. Zwischen 1860 und 1863 setzt die demographische Datensammlung in Ungarn aus, während die Angaben der Jahre 1864—1875 ziemlich lückenhaft und wenig detailliert sind. Die Lage hat sich darauf vom Jahre 1876 an wieder gebessert, aber von einer wirklich guten und ausführlichen Datenbasis kann man erst seit den 1890er Jahren sprechen, als die staatlichen Personenstandsregistrierung eingeführt und das System der demographischen Datensammlung neuorganisiert wurde. Zur Ausarbeitung von feineren Bevölkerungsindizes sind die Angaben frühestens von 1876—1880 an geeignet. Nach den Ergebnissen von Schätzungen, die mit Hilfe stabiler Bevölkerungsmodelle durchgeführt wurden, muß man mit einer 7%igen Unterregistrierung der demographischen Ereignisse in den 1870er Jahren rechnen. Dieser Mangel verringert sich in den 1880er Jahren auf 3% und in den 1890er Jahren auf 1—2%. Dies stellt in internationaler Relation kein übermäßig schlechtes Verhältnis dar, denn in den Balkanländern lag das Maß der Unterregistrierung noch um 1900 zwischen 8 und 14%.<sup>3</sup> Die Vollständigkeit der Datensammlung unterlag jedoch innerhalb des Landes,

<sup>1</sup> Zur österreichischen Bevölkerungsentwicklung vgl. Tafeln zur Statistik der österreichischen Monarchie. Neue Folge I—V. 1849—1865. — Statistisches Jahrbuch der österreichischen Monarchie 1861—1881. — Österreichisches Statistisches Handbuch 1882—1913. — Österreichische Statistik. Wien 1882—1918. — Statistische Übersichten über die Bevölkerung und den Viehstand von Österreich nach der Zählung vom 31. Oktober 1857. Wien 1859. — Bevölkerung und Viehstand der im Reichsrat vertretenen Königreiche und Länder. Nach der Zählung vom 31. Dezember 1869. Wien 1871. — HEIMHOLD HELCZMANOVSKI (Hg.), Beiträge zur Bevölkerungs- und Sozialgeschichte Österreichs. München 1973. — BIRGIT BOLOGNESE-LEUCHTENMÜLLER, Bevölkerungsentwicklung und Berufsstruktur, Gesundheits- und Fürsorgewesen in Österreich 1750—1918. (Materialien zur Wirtschafts- und Sozialgeschichte. Hg. v. ALFRED HOFFMANN, HERBERT MATIS und MICHAEL MITTERAUER. Bd. 1. Wirtschafts- und Sozialstatistik Österreich-Ungarns. Teil 1.). Wien 1978.

<sup>2</sup> Die Quellen der ungarischen Bevölkerungsgeschichte: Tafeln zur Statistik der österreichischen Monarchie. Neue Folge I—V. 1849—1865. — Mittheilungen aus dem Gebiete der Statistik. IV. Jg. II. Heft; XIII. Jg. II. Heft; XIV. Jg. I. Heft. — Statistische Übersichten über die Bevölkerung und den Viehstand von Österreich nach der Zählung vom 31. Oktober 1857. Wien 1859. — A magyar korona országaiban az 1870. év elején végrehajtott népszámlálás eredményei (Ergebnisse der in den Ländern der ungarischen Krone am Anfang des Jahres 1870 durchgeführten Volkszählung). Pest 1871. — A magyar korona országaiban az 1881. év elején végrehajtott népszámlálás eredményei (Ergebnisse der in den Ländern der ungarischen Krone am Anfang des Jahres 1881 durchgeführten Volkszählung). Budapest 1882. — Magyar Statisztikai Évkönyv (Ungarisches Statistisches Jahrbuch) 1872—1889, und Neue Folge 1893—1914. — Magyar Statisztikai Közlemények (Ungarische Statistische Mitteilungen). Új folyam (Neue Folge) Bd. I., V., VIII., XXII.; Új sorozat (Neue Serie) Bd. 5., 7., 11., 15., 22., 27., 32., 46., 50., 61., 62., 64., 68., 70.

<sup>3</sup> KÁLMÁN TEKSE, A termékenység néhány jellemzője Közép- és Dél-Európában az első világháború előtt (Einige Charakterzüge der Fertilität in Mittel- und Südeuropa vor dem ersten Weltkrieg). Demográfia XII (1969), 26.

je nach Gegend und Konfession, starken Schwankungen. Hauptsächlich in den östlichen Komitaten (im Siebenbürgen) und in den rumänischen griechisch-orthodoxen Kirchengemeinden ist mit bedeutenden Mängeln zu rechnen.

In bezug auf die konkreten Bevölkerungsfragen möchte ich zuerst über die Chronologie des demographischen Übergangs, seinen Beginn und die zeitliche Anordnung der einzelnen Phasen auf Grund der *Bewegung der rohen Geburten- und Sterbeziffern* sprechen.<sup>4</sup> Es ist allgemein bekannt, daß Ungarn zu den Ländern Europas gehörte, in denen der Bevölkerungszuwachs in der Zeitspanne des Übergangs ein mittleres Tempo aufwies.

Die Tabellen 1. und 2. zeigen, daß die Bevölkerungszunahme erst seit den 1880er Jahren eine dauerhafte Beschleunigung erfahren hat. Zwischen 1850 und 1880 wuchs die Bevölkerung jährlich im Durchschnitt um 5,6%, aber zwischen 1880 und 1910 stieg das Wachstumstempo — trotz der bedeutenden Auswanderungsverluste — auf 9,2% an.

Bei der Betrachtung der natürlichen Bevölkerungszunahme wird noch offensichtlicher, daß man in Ungarn erst seit Anfang der 1880er Jahre von dem Beginn des demographischen Übergangs sprechen kann.

Die Indizes vor 1880 beweisen eindeutig die Herrschaft der traditionellen Bevölkerungsverhältnisse in Ungarn. Die rohen Geburten- und Sterbeziffern lagen ebenfalls bedeutend höher als in den westlichen Ländern Österreichs, und auch ihre Schwankung war von größerem Ausmaß. Zwischen 1851 und 1882 betrug der jährliche Durchschnitt der Geburtenziffer 43‰, der der Sterbeziffer 38‰, das Tempo der natürlichen Zunahme (5‰) war also nicht schneller als zwischen 1787 und 1850. Auch auf das hauptsächliche Merkmal des demographischen „ancien régime“, die periodisch wiederkehrende demographische Krise, stoßen wir häufig: in 30 Jahren wurde das Land von drei großen Choleraepidemien betroffen, und in einigen Gegenden dezimierten in den 1860er und 70er Jahren auch noch Ernährungskrisen die Bevölkerung.<sup>5</sup> Die Landesindizes zeigen in den Jahren 1855, 1872 und 1873 Sterbeüberschuß an, jedoch ist in den einzelnen Komitaten die Zahl der mit Bevölkerungsverlust anschließenden Jahre noch bedeutend höher. Nach den amtlichen Angaben forderte die Cholera in den Jahren 1831—32 239000, im Jahre

<sup>4</sup> Vgl. JENŐ RÉDEI, A születések és halálozások a XIX. és XX. században Európában és Magyarországon (Die Geburten und die Sterbefälle im 19. und 20. Jahrhundert in Europa und in Ungarn). Budapest 1960. — HEIMOLD HELCZMANOVSKI, Austria-Hungary. In: European Demography and Economic Growth. Ed. by W. R. LEE. London 1979, 27—78. — LÁSZLÓ KATUS, A népesedés és a társadalmi szerkezet változásai (Wandlungen der Bevölkerung und der sozialen Struktur). In: Magyarország története (Geschichte Ungarns) 1848—1890. Budapest 1979, 1119—1128.; und Ders., Die Magyaren. In: Die Habsburgermonarchie 1848—1918. Bd. III. Die Völker des Reiches. Hg. v. ADAM WANDRUSZKA und PETER URBANITSCH. Wien 1980, 413—431.

<sup>5</sup> In Ungarn waren bedeutende Ernährungskrisen im J. 1816—1817, 1846—1847, 1863—1864. Vgl. EDUARD BARTSCH, Über der Hungertyphus, welcher im J. 1847 in der Sároser Gespanschaft geherrscht hat. Zeitschrift für Natur- und Heilkunde in Ungarn 1850, 68—70. — ADOLF ÉRKÖVY, Az 1863. évi aszályosság a magyar Alföldön (Die Dürre vom J. 1863 auf der ungarischen Tiefebene). Pest 1863.

**Tabelle 1**  
*Die Bevölkerung der Länder der ungarischen Krone 1787—1910, nach den Volkszählungen\**

Jahr	Anwesende Bevölkerung in 1000			Durchschnittliche jährliche Wachstumsrate in ‰			
	Ungarn	Kroatien und Fiume	Insgesamt	Ungarn	Kroatien und Fiume	Insgesamt	Österreich
<b>a) Zivilbevölkerung</b>							
1787	8 182	1172	9 354				
1850/51	11 609	1583	13 192	5,6	4,8	5,5	4,7
1857	12 124	1644	13 769	6,2	5,4	6,1	5,5
1869	13 561	1859	15 420	9,4	10,3	9,5	8,7
1880	13 729	1913	15 642	1,1	2,6	1,3	7,6
1890	15 133	2216	17 349	9,8	14,8	10,4	7,6
1900	16 684	2439	19 122	9,8	9,6	9,8	9,0
1910	18 094	2651	20 745	8,1	8,4	8,2	8,9
<b>b) Gesamtbevölkerung</b>							
1869	13 645	1867	15 512				
1880	13 812	1927	15 739				
1890	15 232	2232	17 464				
1900	16 799	2455	19 255				
1910	18 215	2672	20 886				
1850—1880				5,6	6,3	5,7	7,6
1880—1910				9,2	10,9	9,5	8,5
1850—1910				7,4	8,6	7,6	8,0

\* Gebietsstand 1867—1918. Stichtage der Volkszählungen: 31. Oktober 1857; 31. Dezember 1869, 1880, 1890, 1900, 1910.

1855 170000, im Jahre 1866 70000 Todesopfer. Die letzte große demographische Krise von traditionellem Typ suchte Ungarn zwischen 1872 und 1874 heim, als zur gleichen Zeit mit der Cholera infolge mehrjähriger sehr schwacher Ernten auch Hungernsnot die Bevölkerung dezimierte. Der Sterbeüberschuß stieg im Jahre 1873 über 300000.<sup>6</sup> Im Endergebnis läßt sich die Zahl der Opfer dieser letzten demographischen Katastrophe auf mehr als eine halbe Million ansetzen. In Österreich trifft man in der 1870er Jahren nicht mehr auf Bevölkerungskrisen von solchem Ausmaß, obwohl die Cholera des Jahres 1873 auch in Galizien große Verwüstungen anrichtete. Die Bevölkerung von Ungarn erreichte erst am Ende der 1870er Jahre wieder die Zahl des Jahres 1869, die Mehrheit der östlichen und südöstlichen Komitate jedoch konnte sich erst in der 1880er Jahre von den Folgen der Katastrophe erholen.

Von der letzten großen demographischen Krise wurde besonders die östliche Hälfte des Landes betroffen, die transdanubischen und nordwestlichen Komitate

<sup>6</sup> KÁROLY KELETI, Magyarország népesedési mozgalmi 1864—73-ban és a cholera (Ungarns Bevölkerungsbewegung 1864—73 und die Cholera). Budapest 1875. — LIPÓT GRÓSZ, Az 1872/3. évben uralgott cholerajárvány (Die Choleraepidemie im J. 1872/3). Budapest 1874.

Tabelle 2

Die Bevölkerungsentwicklung der Länder der ungarischen Krone 1869—1910, getrennt nach der natürlichen Bevölkerungsbewegung und der Wanderung

Zeitraumabschnitt	Veränderung in 1000			Durchschnittliche jährliche Veränderungsrate in ‰		
	Natürliche Zunahme	Wanderungs-bilanz	Gesamt-veränderung	Natürliche Zunahme	Wanderungs-bilanz	Gesamt-veränderung
<b>Ungarn</b>						
1869—1880*	480	— 313	167	3,2	— 2,1	1,1
1880—1890	1633	— 213	1419	11,2	— 1,4	9,8
1890—1900	1724	— 157	1568	10,8	— 1,0	9,8
1900—1910	1949	— 535	1415	11,0	— 2,9	8,1
1869—1910	5787	— 1217	4569	8,7	— 1,6	7,1
<b>Kroatien und Fiume</b>						
1869—1880	50	+ 10	60	2,4	+ 0,5	2,9
1880—1890	276	+ 29	305	13,5	+ 1,3	14,8
1890—1900	233	— 10	223	10,0	— 0,4	9,6
1900—1910	328	— 112	217	12,6	— 4,1	8,5
1869—1910	888	— 83	805	9,5	— 0,7	8,8
<b>Insgesamt</b>						
1869—1880	531	— 304	227	3,1	— 1,8	1,3
1880—1890	1909	— 184	1725	11,5	— 1,0	10,5
1890—1900	1958	— 167	1791	10,7	— 0,9	9,8
1900—1910	2278	— 647	1632	11,2	— 3,0	8,2
1869—1910	6675	— 1301	5374	8,8	— 1,5	7,3

\* Unkorrigierte Zahlen der zeitgenössischen Quellen

Tabelle 3

Geburten- und Sterbeziffern in Ungarn (ohne Kroatien) 1851—1914, in ‰

Zeitraumabschnitt	Geburten-ziffer	Sterbe-ziffer	Säuglings- und Kindersterblichkeit auf 1000 Lebendgeborene		
			0—1 J.	1—5 J.	Insgesamt 0—5 J.
1851—1859	43,3	36,0	253	158	411
1864—1870*	42,1	34,1			404
1871—1875*	42,8	48,2			479
1876—1880	44,1	36,6			419
1881—1885	44,3	33,1			379
1886—1890	43,4	32,1			388
1890—1895	41,6	31,6	253	146	399
1896—1900	39,2	27,6	221	119	340
1901—1905	37,0	26,2	213	112	325
1906—1910	36,3	24,9	206	100	306
1911—1914	34,9	23,6	198	91	289

\* Korrigierte Ziffern



Tabelle 4

*Natürliche Zunahme der Bevölkerung (Geburtenüberschußziffern) in der Österreichisch-Ungarischen Monarchie 1851—1914, in ‰*

Zeitraum	Ungarn	Kroatien	Österreich insgesamt	Alpen- länder	Sudeten- länder	Karst- länder	Karpaten- länder
1851—1859	7,3		7,2				
1864—1870	8,0		7,5				
1871—1875	—5,4	—4,8	6,8	3,8	10,5	6,1	5,0
1876—1880	7,5	9,0	8,3	5,5	9,2	7,0	10,2
1881—1885	11,2	13,0	8,1	4,8	8,6	10,3	9,9
1886—1890	11,3	13,7	8,9	5,5	8,1	9,2	13,2
1891—1895	10,0	8,7	9,5	6,2	9,2	9,9	13,1
1896—1900	11,6	11,2	11,7	8,0	11,0	10,5	16,2
1901—1905	10,8	12,2	11,4	8,4	10,2	10,4	15,6
1906—1910	11,4	13,4	11,3	7,6	10,2	13,9	15,4
1911—1914	11,3	11,1	9,9	6,3	8,0	13,2	14,1

Alpenländer: Nieder- und Ober-Österreich, Salzburg, Steiermark, Kärnten, Tirol, Vorarlberg

Sudetenländer: Böhmen, Mähren, Schlesien

Karstländer: Krain, Küstenland, Dalmatien

Karpatenländer: Galizien, Bukowina

blieben verhältnismäßig wenig berührt. Die natürliche Bevölkerungszunahme Transdanubiens betrug in den 1870er Jahren ein mehrfaches des Landesdurchschnittes.<sup>7</sup> In den westlichen Komitaten nahm der demographische Übergang schon in den 1870er Jahren seinen Anfang und breitete sich langsam nach Osten und Südosten aus. In der ersten Hälfte der 1880er Jahre zeigen auch schon die Landesindizes den Beginn des Übergangs an. Zuerst verschwanden die traditionellen Bevölkerungskrisen. Nach 1874 gibt es keine größere Cholera mehr, auch von Hungersnöten auf größeren Gebieten ist nichts mehr bekannt, und dann gelingt es, bis zum Ende der 1880er Jahre auch die Pocken zu besiegen. Nach 1874 zeigt sich kein Sterbeüberschuß mehr, ja die Sterbeziffer erreicht sogar nicht einmal mehr die 40‰. Zu Beginn der 1880er Jahre nimmt dann der wichtigste Abschnitt des Übergangs seinen Anfang: die anhaltende und irreversible Verminderung der „normalen“ Sterbeziffer, 1883 sinkt die Sterbekurve endgültig unter 35‰; 1895 unter 30‰ und vor dem Weltkrieg unter 25‰.

Die Jahresdurchschnitt der Geburtenüberschußziffern erhöhte sich an der Wende der 1870er und 1880er Jahre, zwischen zwei aufeinanderfolgenden fünfjährigen Perioden, von 7,5 auf 11,2‰ und blieb bis 1914 auf diesem Niveau. Zwischen 1883 und 1914 machte der jährliche Durchschnitt der natürlichen Bevölkerungszunahme (11,3‰) mehr als das Doppelte des Durchschnitts der vorangegangenen 32 Jahre (5‰) aus. Nicht einer der fünfjährigen Durchschnitte war weniger als 10‰, aber auch nicht

<sup>7</sup> KÁROLY KELETI, Magyarország népességének szaporodása és fogyása országgrészek és nemzetiségek szerint (Zunahme und Abnahme der Bevölkerung Ungarns nach Landesteilen und Nationalitäten). Budapest 1879.

Tabelle 5

*Regionale Streuung der Sterbe- und Geburtenziffern in Ungarn (4jährige Durchschnitte um die Stichtage der Volkszählungen in ‰ der Zivilbevölkerung)*

	1868—1871*	1879—1882	1889—1892	1899—1902	1909—1912
<b>A) STERBEZIFFER</b>					
Landesdurchschnitt	35,22	36,34	32,62	26,48	24,31
7 Landesteile					
Maximum	40,15	40,44	35,76	28,99	26,64
Minimum	30,91	31,92	29,17	24,86	22,20
Spannweite (range)	9,24	8,52	6,59	4,13	4,44
Standardabweichung					
$\bar{x}$	35,29	36,61	32,83	26,81	24,40
$\sigma$	2,83	2,78	1,93	1,31	1,39
$v$	0,080	0,076	0,059	0,049	0,057
63 Komitate					
Maximum	44,20	49,44	41,46	32,11	28,17
Minimum	25,67	28,51	25,83	22,96	21,17
Spannweite (range)	18,53	20,93	15,63	9,15	7,00
Standardabweichung					
$\bar{x}$	34,20	36,22	32,06	26,89	24,35
$\sigma$	3,80	3,92	3,28	1,90	1,87
$v$	0,111	0,108	0,102	0,071	0,077
<b>B) GEBURTENZIFFER</b>					
Landesdurchschnitt	43,68	44,09	41,88	38,80	36,05
7 Landesteile					
Maximum	48,42	47,56	47,41	42,81	41,31
Minimum	36,25	39,82	38,65	35,81	32,68
Spannweite (range)	12,17	7,74	8,76	7,00	8,63
63 Komitate					
Maximum	54,43	56,57	55,88	47,66	44,76
Minimum	32,37	35,90	33,38	30,93	27,75
Spannweite (range)	22,06	20,67	22,50	16,73	17,01

\* Korrigierte Ziffern

mehr als 11,6‰. Die Geburtenüberschußziffern der einzelnen Jahre blieben nur in sechs Fällen unter 10‰, aber über 13‰ stiegen sie auch nur in vier Fällen, was zeigt, daß die ungarische Bevölkerungsreproduktion auch in den ersten Phasen des Übergangs nur von mittlerem Tempo war. Sie blieb hinter der natürlichen Bevölkerungszunahme von England, Deutschland, den skandinavischen Ländern, Holland und den Karpatenländern (Galizien und Bukowina) in Österreich zurück, aber sie übertraf den Bevölkerungszuwachs von Frankreich, Italien, Spanien, Portugal, Belgien und den westlichen Ländern Österreichs.

Auf die Abnahme der Sterbeziffer folgte rasch — mit kaum einigen Jahren Abstand — die anhaltende und irreversible Verminderung der Geburtenziffer: sie sank von dem 44‰-Durchschnitt zwischen 1876 und 1880 auf 40‰ im Jahre 1898 und unter 35‰ vor dem Weltkrieg. Vom Ende der 1880er Jahre an bewegt sich die Sterbe- und Geburtenkurve im wesentlichen parallel nach unten. Der wichtigste Abschnitt des

demographischen Übergangs — in dem die Sterbeziffer abnimmt, die Geburtenziffer dagegen auf einem hohen Niveau bleibt, und sich demzufolge die demographische Schere immer weiter öffnet — drängt sich in Ungarn auf eine außerordentlich kurze Zeit zusammen (abweichend von den meisten west- und nordeuropäischen Ländern, wo dieser Abschnitt mehrere Jahrzehnte dauerte und einen beachtlichen Bevölkerungszuwachs zur Folge hatte). Die Schere öffnete sich am Anfang der 1880er Jahre plötzlich, aber sie blieb bald stehen. Der Beginn der Bewegung in entgegengesetzter Richtung, das langsame Schließen der Schere, läßt sich in Ungarn vor dem ersten Weltkrieg noch nicht wahrnehmen. Diese Etappe des Übergangs trat erst in der 1920er und 1930er Jahren ein.

Wenn man den vor dem Weltkrieg liegenden Abschnitt des demographischen Übergangs in Ungarn mit dem Österreichs vergleicht (Abbildung 1.), läßt sich feststellen, daß der Übergang im großen ganzen zur gleichen Zeit begann, sein Verlauf jedoch abweichend war. Für Österreich ist eher der stufenweise Übergang, die andauernde, aber langsame Öffnung der Schere charakteristisch. Eine wesentliche Abweichung bedeutet es auch, daß von der vier großen Regionen Österreichs in drei — in den Alpenländern, Sudetenländern und Karpatenländern — zwischen 1900 bzw. 1905 und 1914 schon das Schließen der Schere zu beobachten ist, d.h. die Geburtenziffer sank in den Jahren vor dem Weltkrieg schon schneller als die Sterbeziffer.

Die Verminderung der Sterbeziffer trat in Ungarn nahezu ein Jahrhundert später ein als in den west- und nordeuropäischen Ländern und fiel im wesentlichen mit dem Beginn des Aufschwungs der modernen Industrialisierung zusammen. Es wäre aber trotzdem nicht begründet, das Einsetzen des demographischen Übergangs mit dem Beginn der Industrialisierung in unmittelbare kausale Verbindung zu bringen. Es müssen eher zwei andere Gruppen von direkten Gründen hervorgehoben werden. Einerseits sind in den 1880er Jahren die Ergebnisse jener bedeutenden Anstrengungen herangereift, die man von den 1850er Jahren an zur Verbesserung des Gesundheitswesens und zur Hebung des kulturellen Niveaus der Bevölkerung unternommen hatte. Andererseits ermöglichte das rasche Anwachsen der landwirtschaftlichen Produktion von der zweiten Hälfte der 1870 Jahre die Bezwingung der Ernährungskrisen und hatte eine beträchtliche quantitative und qualitative Verbesserung in der Ernährung großen Volksmassen zur Folge.<sup>8</sup> Auch die Wirkung infrastruktureller Investitionen sollte nicht unterschätzt werden: die großen Wasserbau-Unternehmungen der Epoche verbesserten durch Beseitigung von 3,8 Millionen Hektar Hochwasserfläche und

<sup>8</sup> Vgl. KÁROLY KELETI, Magyarország népességének élelmezési statisztikája (Ernährungsstatistik von Ungarn). Budapest 1887. — S. M. EDDIE, Agricultural Production and Output per Worker in Hungary, 1870—1913. The Journal of Economic History XXVIII (June, 1968). — LÁSZLÓ KATUS, Economic Growth in Hungary during the Age of Dualism (1867—1913). A Quantitative Analysis. In: Social-Economic Researches on the History of East-Central Europe. Ed. by E. PÁMLÉNYI. Budapest 1970, 43—53., 90—97. — JULIANNA PUSKÁS, Die Entwicklungstendenzen der landwirtschaftlichen Produktion in Ungarn von der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts bis zum ersten Weltkrieg. Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte, 1972, 229—260.

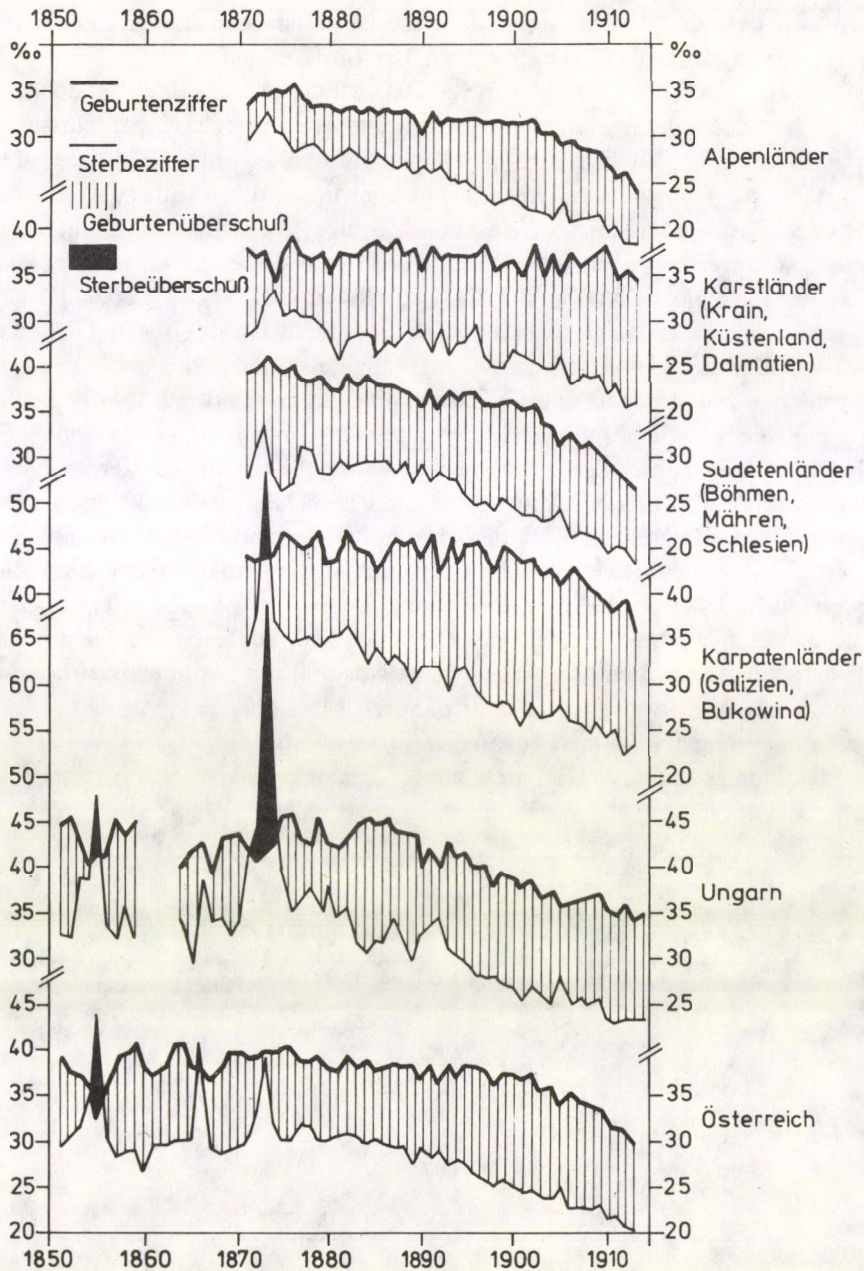


Abb. 1. Bewegung der Geburten- und Sterbeziffer in der Österreichisch-Ungarischen Monarchie 1851—1914

Binnengewässern die Luft der Großen Ungarischen Tiefebene und räumten dadurch mit einer der traditionellen Todesursachen, der Malaria, auf.<sup>9</sup>

Die Sterbeziffer Ungarns gehörte im Zeitalter des Dualismus zu der höchsten in Europa. Der Grund dafür ist in erster Linie in der sehr großen und nur sehr spät und langsam zurückgehenden Säuglings- und Kindersterblichkeit zu suchen.<sup>10</sup> Selbst noch am Anfang des 20. Jahrhunderts waren die ungarischen Sterbeziffern durch ansteckende Kinderkrankheiten (Masern, Scharlach, Keuchhusten, Diphtherie) und Tuberkulose unter den höchsten in Europa, obwohl die durch diese Krankheiten verursachte Sterblichkeit relativ schnell abnahm. Neuerlich beschäftigt die Demographen und Soziologen stark das Problem der Selbstmorde in Ungarn, die in europäischer Relation von überaus großer Häufigkeit waren und besonders unter der kalvinistischen Bauernschaft der Theißebene und des Szeklerlandes vorkamen.

Die eine Seite des demographischen Übergangs in Ungarn — die Abnahme der Sterblichkeit — entsprach dem „klassischen“ Modell. Sie setzte im Vergleich zu den west- und nordeuropäischen Ländern mit fast einem Jahrhundert Verspätung, aber auf einer annähernd gleichen Stufe der wirtschaftlichen und kulturellen Entwicklung ein, und auch das Tempo ihrer Abnahme entsprach dem internationalen Durchschnitt. Ein wesentlich abweichendes Verhalten vom „klassischen“ Modell zeigt dagegen die Gesaltung der Geburtenziffer und der Fertilität. Die Abnahme der Geburtenziffer folgte dem Sinken der Sterbekurve mit einem Abstand von kaum einigen Jahren; im Verhältnis zu den entwickelten Industrieländern betrug die Verspätung nur 10–20 Jahre, ja mit einigen von ihnen begann sie sogar gleichzeitig.

Die Untersuchung der Entwicklung der *Fruchtbarkeit* ist auch zur Aufdeckung weiterer sozialgeschichtlicher Zusammenhänge geeignet.

Tabelle 6

*Wachstum der Pflanzenproduktion in Ungarn 1869—1895*

Zeitraum	Ernteerträge Jahresdurchschnitte in 1000 Tonnen			Index der gesamten Pflanzenproduktion (in Preisen von 1913)
	Weizen, Spelz, Roggen	Sonstige Getreide und Mais	Kartoffeln	
1869—1870	2825	2582	914	100
1871—1875	2220	2367	840	92,7
1876—1880	3031	3582	1523	127,9
1881—1885	4169	4372	2535	171,8
1886—1890	4669	4138	2373	180,7
1891—1895	5364	5404	2840	209,5

<sup>9</sup> HUGO HOLLAENDER, *A malária elterjedése Magyarországon* (Die Verbreitung der Malaria in Ungarn). Budapest 1907.

<sup>10</sup> ANDRÁS FAY, *Adatok Magyarország bővebb ismertetésére* (Angaben zur besseren Kenntnis von Ungarn). Pest 1854. — KÁROLY WESZELOVSKY, *A gyermekek halandósága Magyarországon* (Die Kindersterblichkeit in Ungarn). Budapest 1882. — LÁSZLÓ BUDAY, *Népünk halandósági viszonyai* (Die Sterblichkeit unseres Volkes). Budapest 1917.

**Tabelle 7**  
*Aus den ungarischen Sterbetafeln*

Vollendetes Alter in Jahren	Zahl der Überlebenden aus 1000 Lebendgeborenen			Mittlere Lebenserwartung in Jahren		
	1837/46	1910/11		1837/46	1910/11	
		M	W		M	W
0 (Neugeb.)	1000	1000	1000	24,3	39,1	40,5
1	712	785	816	32,7	48,7	48,6
5	535	690	717	39,1	51,2	51,0
10	471	659	684	39,1	48,5	48,4
20	418	626	641	33,6	40,8	41,3
30	369	578	588	27,4	33,8	34,6
40	311	531	538	21,5	26,3	27,3
50	243	466	481	16,1	19,2	20,0
60	166	369	396	11,2	12,8	13,1

M — männliches Geschlecht

W — weibliches Geschlecht

Zur Untersuchung der Fruchtbarkeit benötigt man jedoch feinere Kennwerte als die rohe Geburtenziffer. Diesem Zweck dienen die Fruchtbarkeitsziffern (bei welchen die Geburten zu den sich im gebärfähigen Alter befindlichen Frauen ins Verhältnis gesetzt werden) sowie die Reproduktionskoeffizienten. In den letzteren Jahren verbreiteten sich in der internationalen demographischen Praxis die von A.J. Coale vorgeschlagenen Indizes, die das Niveau der allgemeinen, ehelichen und unehelichen Fruchtbarkeit sowie das Verhältnis der verheirateten Frauen angeben. Ihr Vorteil besteht darin, daß man sie aus weniger detaillierten Bevölkerungsdaten berechnen kann, daß sie die Altersstruktur der gebärfähigen weiblichen Bevölkerung berücksichtigen, und daß sie ausgezeichnet zum internationalen Vergleich geeignet sind. Diese Indizes stellen nämlich die Fertilität einer gegebenen Bevölkerung der empirisch registrierten größten Fruchtbarkeit — den altersspezifischen Fruchtbarkeitsziffern der verheirateten hutterischen Frauen zwischen 1920 und 1930 — gegenüber.<sup>11</sup> (Die Hutteriten sind eine deutsche Volksgruppe in den Vereinigten

$$^{11} \text{ Index der allgemeinen Fruchtbarkeit: } I_r = \frac{B}{\sum F_i w_i}$$

$$\text{Index der ehelichen Fruchtbarkeit: } I_e = \frac{BL}{\sum F_i m_i}$$

$$\text{Index des Verhältnisses der verheirateten Frauen: } I_m = \frac{\sum F_i m_i}{\sum F_i w_i}$$

B = Zahl der Lebendgeborenen überhaupt (4jährige Durchschnitte)

BL = Zahl der ehelichen Lebendgeborenen (4jährige Durchschnitte)

w<sub>i</sub> = Zahl der weiblichen Personen in der Altersgruppe i

m<sub>i</sub> = Zahl der verheirateten Frauen in der Altersgruppe i

F<sub>i</sub> = Altersspezifische eheliche Fruchtbarkeitsziffern der Standardbevölkerung (verheiratete Hutteriten 1921—1930).

**Tabelle 8**  
*Indexe der allgemeinen Fruchtbarkeit ( $I_p$ )*

Land	1857	1870	1880	1890	1900	1910
Ungarn	(0,448)	0,450	0,448	0,449	0,423	0,394
63 Komitate (ohne Großstädte)						
Maximum					0,535	0,514
Minimum					0,327	0,306
26 Großstädte						
Maximum					0,458	0,445
Minimum					0,222	0,204
Kroatien			0,454	0,452	0,438	0,413
Österreich	(0,397)	0,392	0,398	0,392	0,393	0,345
Alpenländer		0,325	0,335	0,327	0,321	0,275
Sudetenländer		0,393	0,396	0,379	0,376	0,315
Karstländer		0,388	0,388	0,415	0,412	0,407
Karpatenländer		0,468	0,456	0,456	0,472	0,431
Deutschland		0,396	0,404	0,386	0,373	0,312
Frankreich	(0,275)*	0,282	0,267	0,242	0,228	0,205
England		0,37			0,27	
Irland		0,29			0,23	
Schweden		0,33			0,30	
Norwegen		0,33			0,33	
Italien		0,389	0,384	0,376	0,369	0,346
Bulgarien			0,413	0,478	0,504	0,474
Serbien				0,487**	0,468	
Rumänien					0,446	
Rußland					0,55	

\* 1861

\*\* 1895

Staaten von Amerika, welche aus religiösen Gründen keinerlei Geburtenbeschränkung ausübt.) Die Indizes zeigen also an, wieviel Prozent des potentiellen Maximums die Fertilität der untersuchten Bevölkerung beträgt, bzw. wieviel Prozent des Fruchtbarkeitspotentials der gesamten gebärfähigen weiblichen Bevölkerung das Fruchtbarkeitspotential der verheirateten Frauen ausmacht.<sup>12</sup>

<sup>12</sup> Vgl. ANSLEY J. COALE, Factors Associated with the Development of Low Fertility: An Historic Summary. In: Proceedings of the World Population Conference, 1965. Vol. II. New York 1967, 205—209. — DERS., The Decline of Fertility in Europe from the French Revolution to World War II. In: Fertility and Family Planning: A World View. Ed. by S. J. BEHRMAN, LESLIE CORSA, RONALD FREEDMAN. Ann Arbor 1969, 3—24. — E. VAN DE WALLE und JOHN KNODEL, Demographic Transition and Fertility Decline: The European Case. In: International Union for the Scientific Study of Population. Sidney Conference, 1967, 47—55. — E. VAN DE WALLE, The Female Population of France in the Nineteenth Century. Princeton 1973. — JOHN E. KNODEL, The Decline of Fertility in Germany, 1871—1939. Princeton 1974. — MASSIMO LIVI-BACCI, A Century of Portuguese Fertility. Princeton 1971. — DERS., A History of Italian Fertility during the Last Two Centuries. Princeton 1977. — KALMÁN TEKSE, A termékenység néhány jellemzője Közép- és Dél-Európában az első világháború előtt (Einige Charakterzüge der Fertilität in Mittel- und Süd-Europa vor dem ersten Weltkrieg). Demográfia XII (1969), 23—48.

Aus der Tabelle 8 und der Abbildung 2 läßt sich ablesen, daß der *Index der allgemeinen Fruchtbarkeit* ( $I_f$ ) in Ungarn weitaus größer war als in Österreich und allen anderen Ländern Europas — ausgenommen Rußland und die Balkanländer. Diese große allgemeine Fruchtbarkeit spiegelt sich in der relativ hohen Geburtenziffer.

Der allgemeine Fruchtbarkeitsindex stellt jedoch einen derivierten, sekundären Index dar, dessen Gestaltung von zwei primären Bevölkerungsindizes abhängt, von dem der Nuptialität (d. h. der Häufigkeit der Ehen und dem Verhältnis der verheirateten Frauen) und von der Fruchtbarkeit der Ehen. (In Österreich–Ungarn spielte auch die uneheliche Fruchtbarkeit eine relative wichtige Rolle; hier finden wir die höchsten Indexwerte in Europa.) Diese zwei Indizes spiegeln in erster Linie das bewußte demographische Verhalten einer Gesellschaft wider. Die große allgemeine Fruchtbarkeit in Ungarn war vor allem die Folge der großen *Nuptialität*. In Ungarn lebte ein bedeutend größerer Teil der gebärfähigen Frauen in der Ehe als in Österreich oder den anderen Ländern Europas. Der Index des Verhältnisses der verheirateten Frauen ( $I_m$ ) lag in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts in den westlichen Ländern Österreichs und im übrigen Europa zwischen 0,40 und 0,50, in Ungarn bei 0,70. Ähnliche Werte wie die ungarischen finden sich in den östlichen Ländern Österreichs (Galizien, Bukowina), noch höhere Verhältniszahlen jedoch weisen Rußland und der Balkan auf. In den westlichen Komitaten lag der Anteil der verheirateten Frauen unter dem Landesdurchschnitt, aber nach Osten und Südosten stieg der Wert des Indexes immer mehr an (vgl. Abbildung 3.).

An der westlichen Grenze Ungarns zog sich eine wichtige demographische Grenzlinie entlang und teilte Europa und die Habsburger-Monarchie in zwei Teile. Westlich von dieser Linie heirateten die Menschen in allgemeinen spät und die Verhältniszahl derjenigen, die überhaupt nicht heirateten, war groß. Für den östlichen Teil Europas aber war die allgemeine und frühe Heirat charakteristisch; das Zölibat bildete eine Ausnahme.<sup>13</sup> In Hinblick auf die Häufigkeit der Ehen bildete Ungarn einen Übergang zwischen den zwei Hälften Europas, es nimmt seinen Platz aber eindeutig auf der östlichen Seite der Trennlinie ein. Die frühe und allgemeine Ehe gehört zu einem der charakteristischsten Züge des traditionellen ungarischen Bevölkerungsmodells, welcher bei einem Vergleich mit den österreichischen Verhältnissen sofort ins Auge fällt.

Das durchschnittliche Lebensalter der Eheschließenden war nach Rußland und dem Balkan in Ungarn am niedrigsten in Europa (bei den Frauen im J. 1880 20,6 Jahre, im J. 1910 22,1 Jahre). 1852–1859 waren in Ungarn 48,6% der Bräute unter 20 Jahre alt, in Österreich nur 18%. Die Verhältniszahl der Bräuten unter 20 Jahre alt gestaltete sich 1911 folgendermaßen: in Ungarn 40,3%, in Kroatien 44,6%, in Österreich 15,6% (in den Alpenländern 6,1, in den Sudetenländern 18,5, in den Karstländern 18,5, in den

<sup>13</sup> J. HAJNAL, *European Marriage Patterns in Perspective*. In: *Population in History*. Ed. by D. V. GLASS and D. E. C. EVERSLEY. Chicago 1965, 101–143. — JUNE L. SKLAR, *The Role of Marriage Behavior in the Demographic Transition: The Case of Eastern Europe around 1900*. *Population Studies* 28. (1974), 231–247.



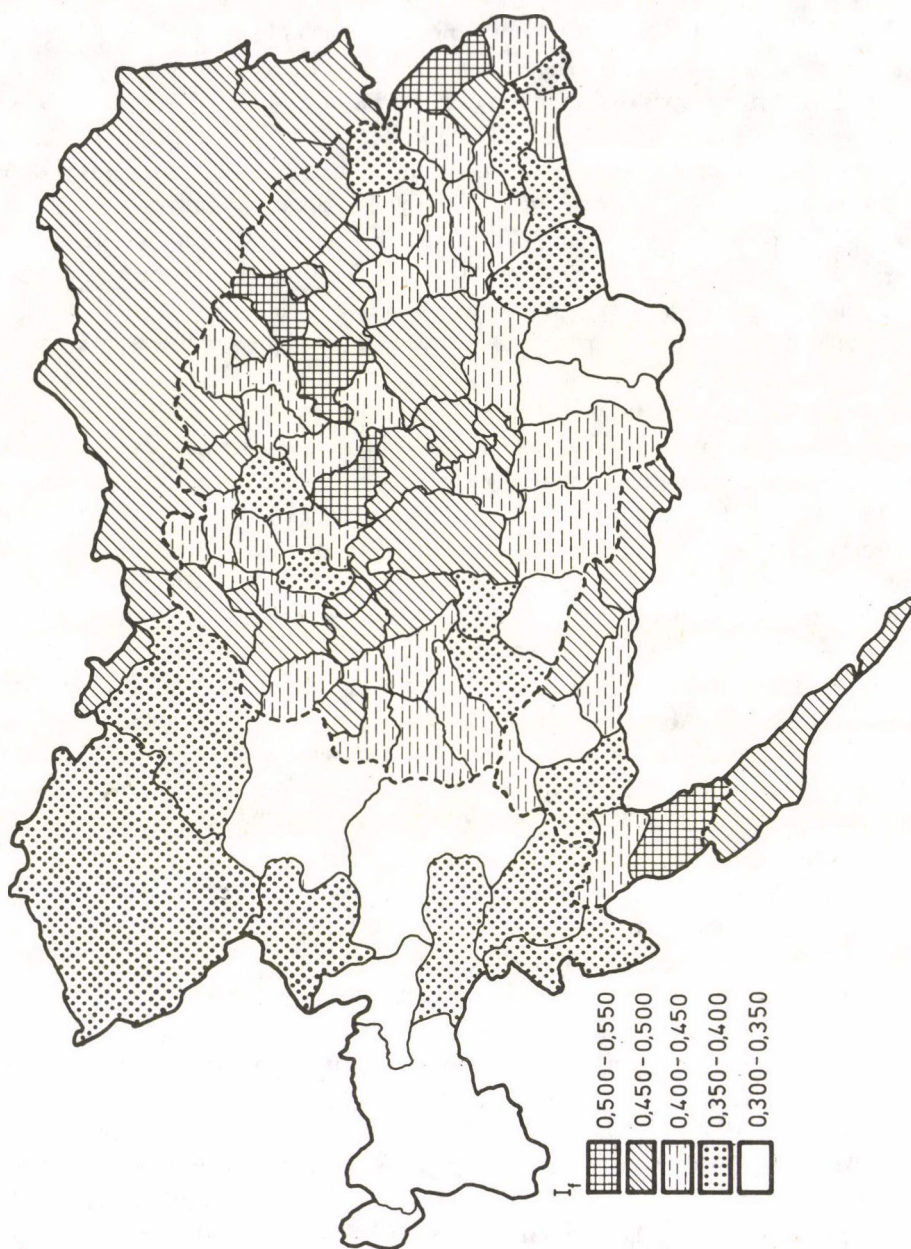


Abb. 2. Indexe der allgemeinen Fruchtbarkeit in der Österreichisch-Ungarischen Monarchie 1900 ( $I_p$ )



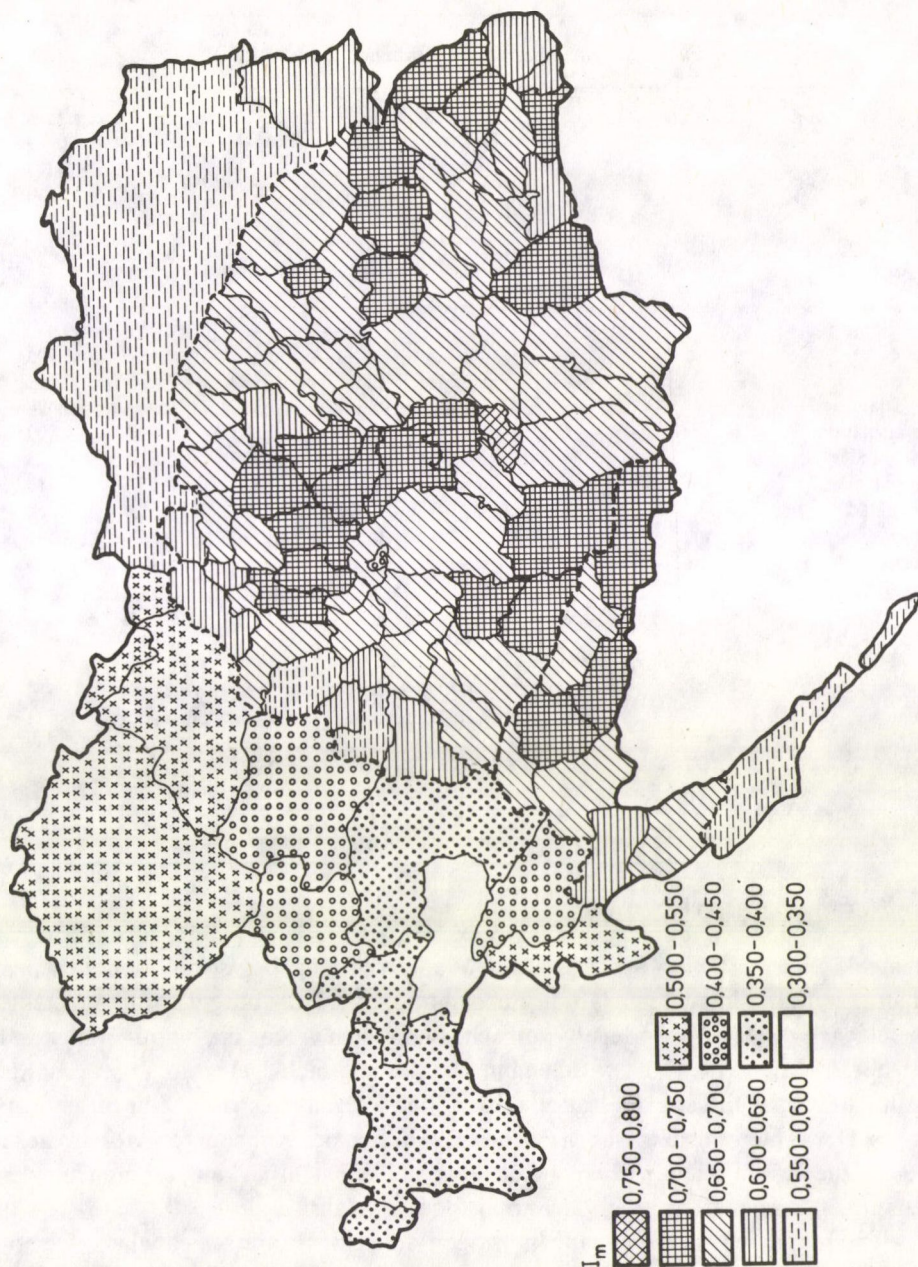


Abb. 3. Indexe des Verhältnisses der verheirateten Frauen in der Österreichisch-Ungarischen Monarchie 1900 ( $I_m$ )

**Tabelle 9**  
*Indexe des Verhältnisses der verheirateten Frauen ( $I_m$ )*

Land	1857	1870	1880	1890	1900	1910
Ungarn	(0,693)	(0,718)	0,679	0,696	0,667	0,663
63 Komitate (ohne Großstädte)			0,695	0,719	0,692	0,689
Maximum					0,758	0,781
Minimum					0,606	0,606
26 Großstädte			0,515	0,499	0,499	0,509
Maximum					0,718	0,695
Minimum					0,415	0,442
Kroatien			0,714	0,683	0,689	0,703
Österreich	(0,470)	(0,484)	0,507	0,489	0,506	0,517
Alpenländer		(0,308)	0,381	0,385	0,406	0,427
Sudetenländer		(0,489)	0,516	0,505	0,518	0,529
Karstländer		(0,487)	0,501	(0,516)	0,519	0,523
Karpatenländer		(0,593)	0,606	0,553	0,577	0,583
Deutschland		0,474	0,501	0,497	0,513	0,524
Frankreich	0,531*	0,529	0,538	0,540	0,543	0,596
Belgien		0,404			0,479	
England		0,51			0,48	
Irland		0,42			0,31	
Schweden		0,42			0,41	
Norwegen		0,40			0,42	
Italien	0,560*		0,549		0,549	
Portugal		0,424	0,452	0,457	0,460	0,471
Bulgarien					0,731	0,749
Serbien				0,782**	0,789	
Rumänien					0,727	
Rußland					0,70	

\* 1861

\*\* 1895

Karpatenländern 28,5%). Als Folge der Modernisierung der sozialökonomischen Verhältnissen ging in beiden Hälften Europas und der Habsburger-Monarchie eine eben entgegengesetzte Veränderung vor sich: im Westen wuchs die Nuptialität an, im Osten aber nahm sie ab. Dort wurde immer früher und mehr geheiratet, hier erhöhte sich das durchschnittliche Heiratsalter und der Prozentsatz der Ledigen um ein geringes. Der Unterschied zwischen den beiden Hälften der Habsburger-Monarchie in bezug auf die Häufigkeit der Ehen und die allgemeine Fruchtbarkeit bestand trotz der gegenseitigen Annäherung noch am Anfang des 20. Jahrhunderts.

Die historischen Demographen bringen die beiden unterschiedlichen Ehemodelle mit der Familien- und Haushaltsstruktur der traditionellen Gesellschaft in Verbindung. Demnach wurde die frühe und allgemeine Eheschließung in Ost- und Südosteuropa in erster Linie durch das System der Großfamilie ermöglicht.<sup>14</sup> Die

<sup>14</sup> HAJNAL, a. a. O. 132—134. — E. A. WRIGLEY, *Population in History*. London 1969. — J. D. CHAMBERS, *Population, Economy and Society in Preindustrial England*. Oxford 1972. — GERHARD

Tabelle 10

Maßzahlen zur Nuptialität in der Österreichisch-Ungarischen Monarchie

	1880		1910	
	Von je 1000 weiblichen Personen		Von je 1000 weiblichen Personen	
	Im Alter von 21—25 J. waren verheiratet	Im Alter von 51—59 J. waren ledig	Im Alter von 20—24 J. waren verheiratet	Im Alter von 45—49 J. waren ledig
Ungarn	717	27	612	49
Maximum*	872	59	764	86
Minimum*	526	10	414	12
Kroatien	732	32	639	39
Österreich	390	137	329	125
Alpenländer	197	243	192	189
Sudetenländer	367	105	303	103
Karstländer	387	142	364	114
Karpatenländer	584	56	470	93

\* Komitate

ethnographischen Forschungen weisen tatsächlich noch in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts und am Beginn des 20. Jahrhunderts die Existenz der bäuerlichen Großfamilien in verschiedenen Gegenden Ungarns nach: drei Generationen wohnten zusammen unter einem Dach in gemeinsamen Haushalt, in ungeteilten Besitz des gemeinsamen Eigentums, das gemeinsam bewirtschaftet wurde.<sup>15</sup> Die Eheschließung war nicht mit der Gründung eines neuen Haushaltes, mit dem Bau eines neuen Hauses, mit der Organisation einer neuen Produktionseinheit verbunden wie in West- und Mitteleuropa.

Jedoch machten es die Familien- und Haushaltsforschungen der letzten Jahre offensichtlich, daß in der Epoche des Spätfudalismus auch in Ungarn mehrere verschiedene Familien- und Haushaltstypen nebeneinander bestanden, die je nach Gebiet und Zeitabschnitt in unterschiedlichen Proportionen gemischt vorkamen, aber die herrschende Form schon im 17—18. Jahrhundert die nukleare Familie darstellte.<sup>16</sup>

MACKENROTH, Grundzüge einer historisch-soziologischen Bevölkerungstheorie. In: Bevölkerungsgeschichte. Hg. v. WOLFGANG KÖLLMANN und PETER MARSCHALCK. Köln 1972, 29—36. — Household and Family in Past Time. Ed. by PETER LASLETT und RICHARD WALL. Cambridge 1972. — The Family Life Cycle in European Societies. Ed. by JEAN CUISENIER. The Hague—Paris 1977.

<sup>15</sup> Vgl. KARL TAGÁNYI, Lebende Rechtsgewohnheiten und ihre Sammlung in Ungarn. Berlin—Leipzig 1922. — JUDIT MORVAY, The Joint Family in Hungary. In: Europa et Hungaria. Red. Gy. ORTUTAY et T. BODROGI. Budapest 1965, 231—242. — EDIT FÉL und TAMÁS HOFER, Proper Peasants. Traditional Life in a Hungarian Village. Chicago 1969, 103—112. — ERNŐ TÁRKÁNY SZÜCS, Magyar jogi népszokások (Die ungarischen juristischen Volksbräuche). Budapest 1981.

<sup>16</sup> DEZSŐ DANYI, Háztartás és család struktúrája az iparosodás előtti Magyarországon (Größe und Struktur des Haushaltes und der Familie im preindustriellen Ungarn). In: Történeti Statisztikai Tanulmányok (Studien zur historischen Statistik) 3. Budapest 1977, 5—104. — TAMÁS FARAGÓ, Háztartásszerkezet és falusi társadalomfejlődés Magyarországon 1787—1828 (Haushaltsstruktur und Entwicklung der Dorfgesellschaft in Ungarn). Ebd. 105—209. — RUDOLF ANDORKA, A család és a háztartás nagysága két dunántúli faluban (Größe der Familie und des Haushaltes in zwei Dörfern von

Es zeigte sich allerdings auch, daß die Häufigkeit der zusammengesetzten, erweiterten Familien- und Haushaltstypen etwas größer war als in West- und Mitteleuropa, wenn auch nicht so groß wie auf dem Balkan oder in Kroatien, der Heimat der *zadruga*. Auf Grund der historisch-statistischen Forschungen zeichneten sich die Gebiete des Landes ab, in denen eine über dem Landesdurchschnitt stehende Häufigkeit der „Großfamilien“ (d. h. der zusammengesetzten Familien- und Haushaltstypen) herrschte. Auch in diesen Gebieten spielten sie keine dominierende Rolle, aber ihre Häufigkeit betrug ungefähr 20–30%. Hierzu gehörten besonders die südlichen Komitate (also diejenigen, die unmittelbar mit den südslawischen *Zadruga*-Gebieten in Berührung kamen, und die in der Mehrheit auch von Südslawen bewohnt waren); das andere größere „Großfamilien“-Gebiet bildeten die mittleren Regionen von Oberungarn. Aus den historisch-statistischen Untersuchungen ergibt sich weiterhin noch, daß am Ende des 18. und am Anfang des 19. Jahrhunderts die Häufigkeit der zusammengesetzten Familientypen gewachsen ist, ihr Verbreitungsgebiet sich erweitert hat. Diese Erscheinung steht in Einklang mit den internationalen Erfahrungen, die nachweisen, daß die Verschlechterung der ökonomischen Verhältnisse (also in Ungarn die Krise der feudalen Produktionsweise) die Verbreitung der zusammengesetzten Familienformen begünstigt. Dieser Prozeß war jedoch ein Übergang: nach der Beseitigung der feudalen Verhältnisse kam es in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts zu einer raschen Auflösung der Großfamilien, in einigen zurückgebliebenen, vom Verkehr weniger berührten Gegenden blieben sie jedoch bis in die neueste Zeit erhalten.

Der andere Faktor, der — neben der Häufigkeit der Ehen — das Niveau der allgemeinen Fruchtbarkeit bestimmt, ist die Fertilität der Ehen. Die Daten, die sich auf die Gestaltung der *ehelichen Fruchtbarkeit* im Ungarn des 19. Jahrhunderts beziehen, haben in den letzteren Jahren auch die Interesse der ausländischen Demographen auf sich gelenkt.<sup>17</sup> Die ungarischen Indizes weisen nämlich auf ein demographisches Verhalten hin, das von der Mehrheit der bisher bekannten Fälle und im allgemeinen vom „klassischen“ Modell des demographischen Übergangs wesentlich abweicht. In den meisten europäischen Ländern — auch in den entwickelten Industriestaaten — hat sich die eheliche Fruchtbarkeit nach dem Absinken der Sterbeziffer noch jahrzehntelang auf einer hohen Stufe stabilisiert (der Wert des Indexes lag zwischen 0,65 und 0,85, im Durchschnitt bei 0,70), und erst im letzten Viertel des 19. Jahrhunderts, in zahlreichen Ländern sogar erst um die Jahrhundertwende, begann ihre Abnahme. Auch in Österreich sah es so aus. Das Auffallende in Ungarn ist nicht so sehr die

südlichem Transdanubien). Ebd. 215–236. — DERS., *Paraszti családservezet a XVIII–XIX. században* (Bäuerliche Familienstruktur im 18. und 19. Jahrhundert). *Ethnographia* LXXXVI. (1975), 340–367.

<sup>17</sup> Vgl. PAUL DEMÉNY, *Early Fertility Decline in Austria-Hungary: A Lesson in Demographic Transition*. *Daedalus* 1968 Spring, 502–522. — *Population and Social Change*. Ed. by D. V. GLASS and ROGER REVELLE. London 1972, 1–2, 16. — *Economic Factors in Population Growth*. Ed. by ANSLEY J. COALE. London 1976, 236–237.

Verringerung der ehelichen Fruchtbarkeit am Ende des 19. und am Anfang des 20. Jahrhunderts unter dem Einfluß der Industrialisierung und der Urbanisierung. Das gehörte zu den normalen und allgemeinen europäischen Erscheinungen und das Tempo des ungarischen Fruchtbarkeitsrückganges war in den zwei Jahrzehnten vor dem Weltkrieg in europäischer Relation nur mittelmäßig, langsamer als in den westlichen Ländern Österreichs.

Die überraschende und ungewöhnliche Erscheinung ist das außerordentlich niedrige Niveau der ehelichen Fruchtbarkeit in Ungarn schon vor dem Einsetzen des Übergangs, unter den traditionellen demographischen und sozialen Verhältnissen. Der Index der ehelichen Fruchtbarkeit ( $I_g$ ) liegt 1870 so niedrig wie in Österreich 1910, und im zeitgenössischen Europa stößt man nur bei Frankreich auf noch niedrigere Indexwerte. In den Ländern Österreichs besitzen 1880 die  $I_g$ -Werte eine Streuung zwischen 0,63 und 0,90, in den ungarischen Komitaten aber zwischen 0,45 und 0,70. Der österreichische Index bleibt bis 1900 auf dem gleichen Niveau, danach sinkt er plötzlich ab; der ungarische Index dagegen zeigt eine langsame aber anhaltende Abnahme. Dieser Trend läßt sich mit Hilfe der Volkszählungen aus den Jahren 1869 und 1857 bis zur Jahrhundertsmitte zurückverfolgen.

Jene Zonen der niedrigen ehelichen Fruchtbarkeit, die die ungarischen Demographen am Ende des 19. Jahrhunderts beobachtet haben,<sup>18</sup> hoben sich schon in den 1850er und 1860er Jahren eindeutig hervor.<sup>19</sup> Die größte zusammenhängende unter diesen Regionen zieht sich an der südlichen-südöstlichen Grenze des Landes entlang: im östlichen Teil des Banat<sup>20</sup> und dem südlichen Siebenbürgen. Das Komitat Krassó-Szörény und Hunyad gehört schon in der Mitte des 19. Jahrhunderts zu den europäischen Gebieten mit der niedrigsten ehelichen Fruchtbarkeit (ähnliches ist nur in Frankreich zu finden), aber an diese Region schließen sich nach Westen das Komitat Temes und nach Osten die Bezirke des Sachsenlandes<sup>21</sup> an. Die Bewohner dieser Gebiete waren zum Teil griechisch-orthodoxe Rumänen, zum Teil Schwaben und

<sup>18</sup> Magyar Statisztikai Közlemények. Új folyam (Ungarische Statistische Mitteilungen. Neue Folge). Bd. V. 26\*—42\*. — ZOLTÁN RÁTH, Népszaporodásunk kérdése a XX. század küszöbén (Die Frage unserer Bevölkerungszunahme an der Schwelle des 20. Jahrhunderts). Budapest 1901. — SÁNDOR MILHOFFER, Az egygyermekrendszer Magyarországon (Das Einkindsystem in Ungarn). Budapest 1903. — IMRE SZÉCHENYI, Az egyke (Das Einkindsystem). Budapest 1906. — ALAJOS KOVÁCS, Az egyke és a népszaporodás (Das Einkindsystem und die Volkszunahme). Magyar Statisztikai Szemle I. (1923), 65—79.

<sup>19</sup> 1869—70 entfielen 208 eheliche Geburten auf 1000 verheiratete Frauen in Ungarn, aber nur 166 in Siebenbürgen. Diese Fruchtbarkeitsziffer betrug 177 im Komitat Baranya, 166 in Hont, 171 in Gömör, 149 in Krassó, 147 in Hunyad, 152 in den sächsischen Stühlen und 164 in den siebenbürgischen Komitaten mit rumänischen Mehrheit.

<sup>20</sup> FERENC SZENTIVÁNYI, Az egyke a Tisza—Maros szögében (Das Einkindsystem in Tisza—Maros Gebiet). Budapest 1916.

<sup>21</sup> „Siebenbürgen ist unter allen Kronländern der Monarchie dasjenige, in welchem die verheiratete Bevölkerung am wenigsten fruchtbar ist; unter der verschiedenen Nationalitäten ist eben wieder die deutsche die am wenigsten kinderreiche. . . Es gibt Dörfer, in welchen die Bevölkerung seit hundert und mehr Jahren stationär geblieben ist.“ Vgl. CHARLES BONER, Siebenbürgen, Land und Leute. Leipzig 1868, 288.

**Tabelle 11**  
*Indexe der ehelichen Fruchtbarkeit ( $I_g$ )*

Land	1857	1870	1880	1890	1900	1910
Ungarn	(0,608)	(0,584)	0,582	0,581	0,573	0,538
63 Komitate (ohne Großstädte)			0,584	0,594	0,589	0,583
Maximum					0,712	0,679
Minimum					0,385	0,352
26 Großstädte			0,555	0,527	0,516	0,493
Maximum					0,687	0,681
Minimum					0,363	0,326
Kroatien			0,601	0,639	0,591	0,543
Österreich	(0,718)	(0,700)	0,673	0,683	0,673	0,588
Alpenländer		(0,787)	0,705	0,653	0,620	0,510
Sudetenländer		(0,703)	0,682	0,658	0,639	0,529
Karstländer		(0,742)	0,774	0,760	0,750	0,732
Karpatenländer		(0,723)	0,648	0,713	0,725	0,675
Deutschland		0,760	0,735	0,706	0,664	0,542
Frankreich	(0,478)*	0,494	0,460	0,410	0,383	0,314
Belgien		0,814	0,751		0,578	
Holland		0,85				
Schweiz		0,73				
England		0,68			0,54	
Irland		0,67			0,74	
Schweden		0,71			0,64	
Norwegen		0,76			0,73	
Dänemark		0,68				
Finnland		0,70				
Italien		0,646	0,648	0,640	0,633	0,616
Spanien	0,659			0,616	0,622	0,582
Portugal		0,682	0,664	0,689	0,681	0,636
Bulgarien					0,687	0,629
Serbien				0,616**	0,586	
Rumänien					0,561	
Rußland					0,77	
Mit Korrektur der Unter- registrierung der Geburten (Nach K. Tekse):						
Ungarn			0,628	0,614	0,593	0,538
Bulgarien					0,715	0,629
Serbien				0,685**	0,651	
Rumänien					0,652	

\* 1861

\*\* 1895

Sachsen. Die andere Zone niedriger Fruchtbarkeit findet sich im mittleren Teil Oberungarns, in den Komitaten Bars, Hont, Nógrád und Gömör, mit magyarischer und slowakischen Einwohnerschaft. Die dritte Zone wird in der Mitte des 19. Jahrhunderts nur vom Komitat Baranya vertreten, aber diese Region erweist sich dann später am dynamischsten: am Ende des Jahrhunderts liegt der eheliche Fruchtbar-



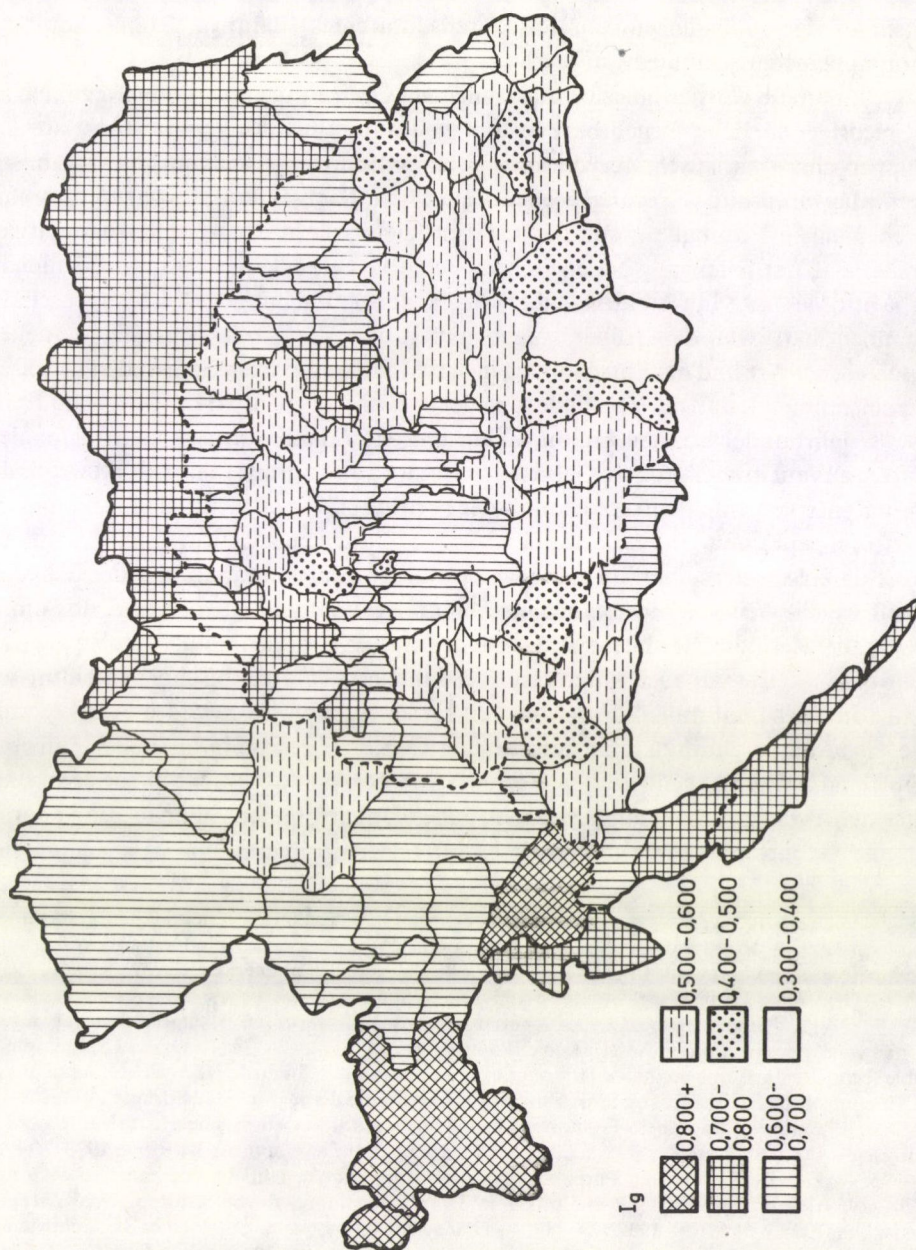


Abb. 4. Indexe der ehelichen Fruchtbarkeit in der Österreichisch-Ungarischen Monarchie 1900 ( $I_g$ )



keitsindex der südöstlichen Komitate Transdanubiens (Baranya, Tolna, Somogy) schon außerordentlich niedrig.<sup>22</sup>

Innerhalb der sich langsam ausdehnenden Grenzen der erwähnten Regionen ist die niedrige eheliche Fruchtbarkeit für gewisse ethnisch-religiöse bzw. soziale Gruppen charakteristisch: für die griechisch-orthodoxen Rumänen, die kalvinistischen Magyaren und die evangelischen Deutschen, Sachsen und Slowaken, bzw. für die ehemaligen Fronbauer und die adeligen Kleinbauern. Heute steht schon außer Zweifel, daß der Rückgang der ehelichen Fruchtbarkeit in keiner dieser Gegenden in der Mitte des 19. Jahrhunderts, d. h. nach der Aufhebung der Leibeigenschaft, begonnen hat, wie das früher angenommen wurde.<sup>23</sup> Zeitgenössische Quellen verschiedener Art und die Forschungen in den Matrikeln einiger Gemeinden beweisen übereinstimmend, daß die Verminderung der ehelichen Fruchtbarkeit schon am Ende des 18. Jahrhunderts ihren Anfang nahm und sich dann von gewissen regionalen Zentren aus auf immer größere Gebiete erstreckte. Solche große regionale Abweichungen und ein solch anhaltendes Absinken der Fertilität läßt sich nicht mit den biologisch und sozial geprägten Unterschieden und Schwankungen der „naturalen“ Fruchtbarkeit erklären, sondern nur mit einer bewußten Geburtenbeschränkung in der Ehe. Auf diese Tatsache weisen übrigens auch mehrerer zeitgenössische Quellen eindeutig hin.<sup>24</sup>

Die Mehrzahl der historischen Demographen hegt heutzutage keinen Zweifel mehr daran, daß man auch unter den traditionellen demographischen Verhältnissen nicht von einer „naturalen“ Fruchtbarkeit sprechen kann. In gewissem Maße wurde eine Geburtenbeschränkung in den meisten Gebieten des präindustriellen Europas geübt, und zwar nicht nur in den oberen Schichten der Gesellschaft, sondern auch unter den Bauern. Die Besonderheit des Falles Ungarn besteht in erster Linie darin, daß die Geburtenbeschränkung sich schon relativ früh auf breite Schichten der

<sup>22</sup> DEZSŐ BUDAY, *Az egyke Baranya vármegyében* (Das Einkindsystem im Komitat Baranya). Budapest 1909. — JÓZSEF PATAKY, *A Sárköz népességtörténete és az egyke kifejlődése* (Bevölkerungsgeschichte von Sárköz und die Entwicklung des Einkindsystems). Történetírás I (1937), 85—96, 193—205. — GÉZA KISS, *Ormánság*. Budapest 1937. 362—386.

<sup>23</sup> Vgl. RUDOLF ANDORKA, *La prévention des naissances en Hongrie dans la région „Ormánság“ depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle*. Population 26 (1971), 63—78. — DERS., *Un exemple de faible fécondité dans une région de la Hongrie. L'Ormánság à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIX<sup>e</sup>: contrôle des naissances ou faux-semblants?* Annales de démographie historique 1972, 25—35. — DERS., *Population and Socio-Economic Change in Peasant Societies: The Historical Record of Hungary — 1700 to Present.* (= Population and Agricultural Development 1.) Rome 1978. 10—19, 93—95. — ZOLTÁN KOVÁTS und PÉTER Cs. TÓTH, *Csurgói jobbágycsaládok demográfiai viszonyai 1720—1950* (Demographische Verhältnisse in Fronbauernfamilien von Csurgó). In: Történeti Statisztikai Évkönyv 1961—1962, 48—89. — DÁNYI und FARAGÓ a. a. O. — *Über die Geburtenbeschränkung bei den Siebenbürger Sachsen in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts* vgl. ANDREAS WELLMANN, *Reisebriefe aus dem Lande der Sachsen in Siebenbürgen*. Kronstadt 1843, 72. — FRIEDRICH TEUTSCH, *Geschichte der Siebenbürger Sachsen*. III. Hermannstadt 1910, 141, 204. — ZOLTÁN SÁRKÖZI, *Az erdélyi századok a nemzeti ébredés korában* (Die Siebenbürger Sachsen im Zeitalter des nationalen Erwachens) 1790—1848. Budapest 1963, 78, 99—100.

<sup>24</sup> Vgl. DEZSŐ DÁNYI, *Az 1777. évi lelkek összeírása* (Die Seelenkonskription vom J. 1777). In: Történeti Statisztikai Évkönyv 1960, 188. — MIKSA HÖBLING, *Baranya megyének orvosi helyirata* (Medizinische Topographie des Komitats Baranya). Pécs 1845, 64.

Tabelle 12

Fruchtbarkeitsziffern in Ungarn nach Religion und Muttersprache. (Zahl der Lebendgeborenen, bezogen auf 1000 Frauen im Alter von 15 bis 49 Jahren)

	Eheliche Fruchtbarkeitsziffer		Uneheliche Fruchtbarkeitsziffer		Allgemeine Fruchtbarkeitsziffer	
	1900/1	1910/11	1900/1	1910/11	1900/1	1910/11
Römisch-katolisch	232	213	40	35	162	149
Griechisch-katolisch	227	222	44	42	169	161
Kalvinistisch	197	190	40	37	146	138
Evangelisch	200	182	29	24	144	130
Griechisch-orientalisch	191	179	70	69	152	143
Unitarisch	191	189	56	52	144	138
Israelitisch	205	163	26	27	131	106
Ungarisch	223	207	37	33	156	143
Deutsch	198	173	39	37	142	128
Slowakisch	241	219	38	31	173	156
Rumänisch	193	190	63	63	152	149
Ruthenisch	236	227	28	26	172	162
Kroatisch	244	236	46	43	174	168
Serbisch	217	207	60	57	166	161
Ungarn	217	201	43	39	156	144
Kroatien	225	207	33	34	160	149
Österreich*	247	215	41	33	148	129
Alpenländer	218	180	45	39	119	103
Sudetenländer	232	192	36	29	140	117
Karstländer	274	272	18	19	154	154
Karpatenländer	279	253	49	33	182	160

\* 1899—1902 und 1909—1912

Agrarbevölkerung ausdehnt, und sich infolgedessen die Fertilitätsindizes im Landesmaßstab schon Jahrzehnte vor dem Absinken der Sterbeziffer zu verringern begannen. In den meisten Ländern Europas trat die Verminderung der Landesindizes der ehelichen Fruchtbarkeit erst in einem fortgeschrittenen Stadium des demographischen Übergangs, mehrere Jahrzehnte nach dem Absinken der Sterbeziffer ein. Lediglich in Frankreich läßt sich ein Rückgang der ehelichen Fruchtbarkeit seit dem Ende des 18. Jahrhunderts beobachten. Der Fall Frankreich ähnelt aber nur scheinbar dem ungarischen, weil dort die Verringerung der Sterbeziffer eher einsetzte, und der Rückgang der Fruchtbarkeit schon in einer sich industrialisierenden und modernisierenden bürgerlichen Gesellschaft vor sich ging. Die neuesten Forschungen konnten aber einen Fall erschließen, der dem Ungarns wirklich ähnlich ist: Professor Livi-Bacci wies das säkulare Sinken der ehelichen Fruchtbarkeit in Spanien seit dem Ende des 18. Jahrhunderts, ebenfalls in einer Agrargesellschaft vom traditionellen Typ, nach, und

auch hier dies Jahrzehnte vor dem demographischen Übergang, der Verminderung der Sterbeziffer und der Modernisierung der sozialökonomischen Struktur.<sup>25</sup>

Die Ursachen des Absinkens der ehelichen Fruchtbarkeit in Ungarn sind also auf die gesellschaftlichen, ökonomischen und demographischen Verhältnisse in der zweiten Hälfte des 18. und der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts zurückzuführen. Leider kennen wir die Bevölkerungsgeschichte jener Zeit sehr wenig; weder verlässliche zeitgenössische Angaben noch moderne demographische „Tiefenborungen“ auf Grund der Matrikeln stehen uns in genügender Anzahl zur Verfügung. Soviel kann man aber auf Grund der bisherigen Forschungen schon feststellen, daß in den Gegenden mit niedriger Fruchtbarkeitsrate die Häufigkeit der Ehen und der zusammengesetzten Familien- und Haushaltstypen größer war als der Landesdurchschnitt. Es besteht also irgendeine Verbindung zwischen den drei demographischen Erscheinungen: der frühen Geburtenbeschränkung, der hohen Nuptialität und dem zusammengesetzten Haushalt (der Großfamilie). Es scheint, durch diese Feststellung bekommen wir den Schlüssel zum Verständnis der ungewöhnlichen ungarischen Fruchtbarkeitsentwicklung in die Hand, oder sie gibt uns wenigstens die Möglichkeit, die erwähnten demographischen Erscheinungen mit den in der spätfudalen Agrargesellschaft vor sich gehenden sozialökonomischen Prozessen in Verbindung zu bringen.<sup>26</sup>

Die Verbreitung der Großfamilien und der Geburtenbeschränkung in der Ehe lassen sich seit dem Ende des 18. Jahrhunderts in Ungarn vor allem in solchen hügelig-gebirgigen Gebieten feststellen, wo die Vermehrung der Anbaufläche mit dem relativ schnellen Bevölkerungszuwachs (5–6% jährlich) nicht Schritt halten konnte. Da weder zur Steigerung der landwirtschaftlichen Produktivität noch zur Abwanderung des Bevölkerungsüberschusses in andere Sektoren eine Möglichkeit bestand, trat in den Kreisen der Fronbauern und der adeligen Kleingrundbesitzer eine relative Übervölkerung auf, die — bei der in diesen Gebieten Ungarns gebräuchlichen Erbsystem der gleichen Aufteilung — mit einer Zersplitterung des bäuerlichen Besitzes, mit der Verarmung der Bevölkerung und mit einem Absinken des Lebensniveaus drohte. Nur durch ein Bremsen der Bevölkerungszunahme ließ sich diese Gefahr vermeiden, und hierzu gab es praktisch zwei Möglichkeiten: entweder das Aufschieben der Eheschließungen, d. h. die Anwendung des westeuropäischen Heiratsmodells, die sogenannte „malthusianistische“ Strategie; oder aber — bei Beibehaltung der frühen und allgemeinen Eheschließung — eine Geburtenbeschränkung in der Ehe, also die Anwendung der „neomalthusianistische“ Strategie. Die Bauernschaft der genannten Gebiete wählte die letztere. Die Ausdehnung der zusammengesetzten Familien- und Haushaltstypen ermöglichte die Aufrechterhaltung der hohen Nuptialität, d. h. der frühen Eheschließung: die Neuvermählten

<sup>25</sup> MASSIMO LIVI-BACCI, Fertility and Population Growth in Spain in the Eighteenth and Nineteenth Centuries. In: Population and Social Change. Ed. by D. V. GLASS and R. REVELLE. London 1972, 173–184.

<sup>26</sup> Vgl. FARAGÓ a. a. O.

gründeten keinen selbständigen Haushalt, keine eigene Wirtschaft, sondern blieben im Rahmen des elterlichen Haushaltes.

Die Geburtenbeschränkung innerhalb der Ehe, die unter den Verhältnissen des ausgehenden Feudalismus wirtschaftlich stagnierende Bauernschaft einiger Gegenden Ungarns übte, um der Gefahr der relativen Überbevölkerung und Verarmung zu entgehen, hatte — gepaart mit der Ausdehnung der zusammengesetzten Haushalte — im wesentlichen dieselbe Funktion wie in der westlichen Hälfte Europas die späte Eheschließung, die mit dem Zwang der Gründung eines neuen Haushalts und einer neuen wirtschaftlichen Einheit verknüpft war. Beide Typen des demographischen Verhaltens stellten eine Art Antwort der Gesellschaft auf die Herausforderung der veränderten ökologischen und ökonomischen Verhältnisse dar. Und ihre Funktion bestand in beiden Fällen darin, durch die Verminderung der allgemeinen Fruchtbarkeit das Gleichgewicht zwischen der Bevölkerung und den wirtschaftlichen-ökologischen Gegebenheiten wieder herzustellen oder zu erhalten. Das erwähnte spanische Beispiel bestätigt die Folgerungen, die man aus der Analyse der ungarischen Verhältnisse ableiten konnte: auch dort begann die Geburtenbeschränkung in einer wirtschaftlich stagnierenden, überbevölkerten, traditionellen Agrargesellschaft. In Spanien läßt sich ebenfalls noch nachweisen, daß vorher die Nuptialität angewachsen war, weil sich in gewissen Gesellschaftsschichten der Brauch der frühen und allgemeinen Heirat verbreitet hatte; und damit wurde das vorher übliche Heiratsmodell westeuropäischen Typs in Hintergrund gedrängt.

Als Folge der Beseitigung der feudalen Verhältnisse, des Aufschwungs der kapitalistischen Produktion und der Belebung der geographischen und sozialen Mobilität verringerte sich in Ungarn in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts die Häufigkeit der zusammengesetzten Haushalte; die Großfamilien lösten sich auf, die Geburtenbeschränkung unter der Bauernschaft blieb aber bestehen und dehnte sich sogar auf neue Gebiete aus. Zum Teil geschah es deshalb, weil die durch die ökonomische Faktoren erzwungene Haltung zu einem sich von Generation zu Generation vererbenden Brauch, einem organischen Element der alltäglicher Kultur, einer für alle verbindlichen gesellschaftlichen Norm geworden war. Aber zum größten Teil deshalb, weil die ökonomischen Motive des demographischen Verhaltens auch unter den veränderten Verhältnissen bestehen blieben, ja sich durch neue Motive erweiterten. Das Großgrundbesitz-System schränkte die Bodenbeschaffungs- und -erweiterungsmöglichkeiten der Bauern ein, und die zu rasche Bevölkerungszunahme drohte mit der schnellen Zersplitterung der sowieso schon kleinen bäuerlichen Güter, der Verarmung und Deklassierung ihrer Besitzer. Die Geburtenbeschränkung verschaffte die Möglichkeit, den Besitzbestand aufrecht und den Lebensstandard beizubehalten, ja ihn sogar — unter Ausnutzung der Marktmöglichkeiten — zu erhöhen.<sup>27</sup>

<sup>27</sup> SÁNDOR MILHOFFER, *A birtokkategóriák hatása különös tekintettel a népesedésre.* (Die Wirkung der Grundbesitzkategorien auf die Bevölkerung). Budapest 1902. — MIKLÓS MATTYA-

Man muß also zwei Typen der Verringerung der ehelichen Fruchtbarkeit unterscheiden. Der eine ist der, der in einem bestimmten Abschnitte des demographischen Übergangs unter dem Einfluß der Modernisierung der sozialökonomischen Verhältnisse auftritt, und der in Europa und auch in der Österreichisch-Ungarischen Monarchie am Ende des 19. Jahrhunderts und am Anfang des 20. Jahrhunderts einen Rückgang der Geburtenziffer zur Folge hatte. Den zweiten Typ der Verminderung der ehelichen Fruchtbarkeit findet man in den wirtschaftlich stagnierenden traditionellen Agrargesellschaften. Es handelt sich also nicht darum, daß in Ungarn oder Spanien schon am Ende des 18. Jahrhunderts der demographische Übergang eingesetzt hätte, sondern darum, daß in gewissen Gesellschaften die Geburtenbeschränkung in der Ehe, das niedrige Niveau der ehelichen Fruchtbarkeit ein wesentliches funktionales Element des traditionellen Bevölkerungsmodells darstellt.

Als Zusammenfassung des Gesagten lassen sich meiner Meinung nach, auf Grund unserer gegenwärtigen Kenntnisse, im Europa des 18—19. Jahrhunderts und in der Habsburgermonarchie *drei große Typen des traditionellen demographischen Modells und des demographischen Übergangs* festlegen.

Der erste ist der für die meisten westeuropäischen Länder kennzeichnende Typ, der man als „klassisch“ bezeichnen kann. Der hauptsächliche Charakterzug des traditionellen Bevölkerungsmodells ist hier die späte Heirat und die große Verhältniszahl der Ledigen sowie als Folge davon eine mittlere oder auch niedrige allgemeine Fruchtbarkeit. Im ersten Abschnitt des Übergangs bleibt nach dem Absinken der Sterbeziffer die eheliche Fruchtbarkeit noch eine längere oder kürzere Zeit auf einem relativ hohen Niveau, worauf dann am Ende des 19. Jahrhunderts unter der kumulativen Wirkung der Ursachen, die wir unter dem Wort „Modernisierung“ zusammenfassen können, ein rascher Abstieg beginnt. Vorher oder anschließend daran erhöht sich die Nuptialität, weil immer mehrere heiraten und das Heiratsalter sich verringert. Durch das Anwachsen der Nuptialität wird die Abnahme der ehelichen Fruchtbarkeit ein wenig ausgeglichen, und der Rückgang des Index der allgemeinen Fruchtbarkeit gebremst. Zu diesem Typ gehörten die westlichen Länder Österreichs und auch einige westliche Komitate Ungarns. Frankreich läßt sich ebenfalls zu diesem Typ rechnen, obwohl hier eine spezielle Variante desselben vorliegt.

Der zweite Typ kann als „osteuropäischer“ bezeichnet werden, weil er für die Mehrzahl der östlichen und südöstlichen Länder Europas charakteristisch ist. Hier finden wir als ausgeprägten Zug des traditionellen Bevölkerungsmodells die allgemeine und frühe Eheschließung und als Folge davon ein hohes Niveau der allgemeinen Fruchtbarkeit. Der Übergang setzt, im Vergleich zum ersten Typ, mit annähernd hundert Jahren Verspätung ein, und auf die Verminderung der Sterbeziffer folgt relativ rasch das Sinken der Geburtenziffer, in erster Linie wegen der Abnahme der bisher hohen ehelichen Fruchtbarkeit. Im Laufe des Übergangs sinkt die

sovszky, Törzsöröklési jog és törzsöröklési szokás. II. A magyarországi öröklési szokások (Erbrechtsgebräuche in Ungarn). Budapest 1904. — TÁRKÁNY SZÜCS, a. a. O. 707—774.

Nuptialität, weil sich das Heiratsalter und die Verhältniszahl der Ledigen erhöht. Die Verringerung der Nuptialität beschleunigt den Rückgang der allgemeinen Fruchtbarkeit, deshalb tritt verhältnismäßig schnell das Schließen der demographischen Schere ein. Zu diesem Typ sind die östlichen Landesteile Österreichs (Galizien und die Bukowina) zu zählen, es gehören aber auch einige Gebiete Ungarns, hauptsächlich die Komitate der Tiefebene und jenseits der Theiß, dazu.

Zum dritten Typ lassen sich vorläufig Ungarn und Spanien rechnen. Das traditionelle Bevölkerungsmodell wird — neben der frühen und allgemeinen Eheschließung — durch die relativ weite Verbreitung der Geburtenbeschränkung in der Ehe, das früh beginnende Sinken der ehelichen Fruchtbarkeit, besonders bei der Bauern, charakterisiert. Auch hier beginnt der Übergang ein Jahrhundert später mit dem Rückgang der Sterbeziffer, aber es kommt zu keiner Bevölkerungsexplosion, weil die eheliche Fruchtbarkeit schon am Anfang des Übergangs ziemlich niedrig ist und eine sinkende Tendenz aufweist. Am Ende des 19. Jahrhunderts hat der Fertilitätsrückgang modernen Typs ein beschleunigtes Absinken der Geburtenziffer zur Folge, was auch hier durch den Umstand gefördert wird, daß die Nuptialität langsam

Tabelle 13

*Regionale Typen der ehelichen Fruchtbarkeit in Ungarn 1909–1912*

Komitate	Altersspezifische eheliche Fruchtbarkeitsziffern							Geburtenziffer %	Von je 1000 weiblichen Personen im Alter von		
	15–19	20–24	25–29	30–39	40–49	15–49	15–49		15–19	20–24	
							Jahre waren verheiratet				
Szabolcs	398	424	369	256	57	258	42,4	630	96	653	
Csik	411	424	358	264	68	256	40,7	696	92	649	
Bereg	300	350	383	274	65	254	42,0	631	119	704	
Moson	439	475	399	255	58	245	36,1	612	35	414	
3 Komitate von südöstlichem Transdanubien (Baranya, Somogy, Tolna)*	348	313	213	121	20	155	30,0	735	224	756	
3 Komitate von Südungarn (Temes, Krassó-Szörény, Hunyad)*	345	286	207	116	21	148	30,3	675	182	666	
7 Komitate mit höchster ehelicher Fruchtbarkeit*	370	398	358	256	64	252	41,6	648	105	653	
7 Komitate mit niedrigster ehelicher Fruchtbarkeit*	340	298	211	119	21	151	30,1	703	203	706	
Ungarn	1909/12	349	364	289	192	42	205	36,1	649	130	612
	1900/01	357	365	315	214	50	217	38,6	654	124	629
Kroatien	1909/12	291	328	304	221	55	215	38,6	665	142	639
	1900/1	268	335	319	229	63	225	40,0	668	140	671
Österreich	1910	362	391	325	225	59	216	32,7	528	40	329

\* Ohne die auf dem Gebiet des Komitats befindlichen Großstädte.

abnimmt. Ungarn als Ganzes gehörte zum dritten Typ, aber auf regionaler Ebene sind innerhalb des Landes alle drei Typen zu finden, unter ihnen mit größter Häufigkeit der Typ 2 und 3.

Wie ich schon erwähnt habe, setzt bei der ehelichen Fruchtbarkeit nach jahrhundertelanger langsamer Verringerung am Ende des 19. Jahrhunderts ein rascher Rückgang ein, und dabei spielt schon die Modernisierung der sozialökonomischen Verhältnisse, die Ausdehnung von Industrialisierung und Urbanisierung eine entscheidende Rolle, obwohl auch die Geburtenbeschränkung der Bauern bestehen bleibt und sich weiter verbreitet. Die regionale Untersuchung der Fruchtbarkeit um die Jahrhundertwende zeigt in erster Linie, daß eine starke Tendenz zum Ausgleich der unter den traditionellen Verhältnissen entstandenen großen regionalen Unterschiede auftrat.<sup>28</sup> In den mittleren Komitaten des Landes mit hoher Fruchtbarkeit und Nuptialität kam es gleicherweise zu einer Verringerung der ehelichen Fruchtbarkeit und des Prozentsatzes der Verheirateten. In den östlichen und südöstlichen Komitaten, wo die eheliche Fruchtbarkeit am niedrigsten, das Verhältnis der verheirateten Frauen aber am höchsten lag, erhöhte sich die erstere und verringerte sich das letztere. In den westlichen und nordwestlichen Komitaten verlief der Vorgang gerade umgekehrt: die vorher relativ hohe eheliche Fruchtbarkeit ging zurück, und die unter dem Landesdurchschnitt liegende Nuptialität erhöhte sich. Die Veränderung der sinkenden Elemente des Modells (im Osten die Nuptialität, im Westen die eheliche Fruchtbarkeit) war jedoch bedeutend intensiver, als der Anstieg des anderen Elements, deshalb verringerte sich in allen drei großen Regionen des Landes das Niveau der allgemeinen Fruchtbarkeit und der Geburtenziffer. Eine ähnliche Ausgleichstendenz läßt sich auch im Falle der ethnischen und religiösen Gruppen beobachten. Die bisherigen Korrelationsanalysen brachten keine zufriedenstellenden Ergebnisse zum Erhellenden der Beziehung zwischen den verschiedenen Kennziffern der wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und kulturellen Entwicklung und der Veränderung der demographischen Indizes.<sup>29</sup> Die Veränderung der Heiratsbräuche, der Rückgang der Fertilität und das bewußte demographische Verhalten einer Gesellschaft stellt eine solche komplexe, von verschiedenen ökonomischen, sozialen, psychologischen und biologischen Faktoren geprägte Erscheinung dar, die lediglich auf Grund von quantitativen Indizes und mit Hilfe der statistischen Analyse kaum genau erfaßt werden kann.

<sup>28</sup> DEZSŐ DÁNYI, Regionális fertilitási sémák Magyarországon a 19. század végén (Regionale Fruchtbarkeitsschemata in Ungarn zu Ende des 19. Jahrhunderts). *Demográfia* XX. (1977), 56—85.

<sup>29</sup> DÁNYI, a. a. O. — EGON SZABADY, Economic Factors in the Decline of Fertility in Hungary in the Nineteenth and Early Twentieth Century. In: *Economic Factors in Population Growth*. Ed. by A. J. COALE. London 1976, 238—240.

ЛАСЛО КАТУШ

**Вопросы демографического перехода  
в Венгрии перед 1918 г.**

(Резюме)

В статье суммируются результаты исследований относительно формирования народонаселения Венгрии до 1918 года. Сводные демографические явления оцениваются для Венгрии в сопоставлении с демографическими показателями других европейских стран, и в первую очередь, другой страны Австро-Венгерской монархии — Австрии.

Для Венгрии в период до начала 1880-ых годов было характерно преобладание традиционных демографических пропорций: очень высокий коэффициент рождаемости и смертности (в период 1851—1882 годов в среднем 43 и 38 процентов), сильное колебание годичного коэффициента смертности, а также периодически повторявшиеся демографические кризисы (эпидемии, голод). Последняя крупная демографическая катастрофа традиционного типа обрушилась на страну в 1872—74 годах. Переход начался в 1880-ые годы, когда наступило устойчивое и необратимое снижение коэффициента смертности, что через неполное десятилетие привело к подобному же сокращению коэффициента рождаемости. С 1890-ых годов кривые рождаемости и смертности в основном параллельно начинают спускаться вниз. Средний этап перехода был сжат в пределах очень короткого отрезка времени и не произошло подлинного демографического «взрыва». Естественный прирост в переходный период имел средние — в европейских масштабах — темпы (в 1883—1914 годах в среднем 11,3%).

В исследовании автор подробно останавливается на двух характерных факторах демографического перехода: на количестве браков и на плодовитости (фертильности) браков; и с помощью индексов Кола сопоставляет венгерские пропорции с пропорциями других европейских стран.

Для Венгрии — в отличие от Западной Европы — были характерны ранние и обычные браки, низкая доля никогда не вступавших в брак, а также сравнительная распространенность и устойчивость в отдельных районах страны такого типа домашнего хозяйства — большой семьи, в котором было представлено несколько поколений и которые были сравнительно разветвленными. Фертильность браков в отдельных районах уже перед началом перехода была явно низкой. В юго-восточных комитатах (в Банате, в Южной Трансильвании) в Юго-восточной части Задунавья, в средней части Северной Верхней Венгрии среди крестьянства в силу экономических причин уже в конце 18-ого — в первой половине 19-ого веков получило распространение ограничение рождаемости внутри браков. В результате этого индекс фертильности браков в 1870—1880 годы был — по отношению ко всей Европе — самым низким — после Франции — в Венгрии.





# Surmounting the Economic Crisis in South-East Europe in the 1930s

By  
GYÖRGY RÁNKI

The great depression had undermined the previous power structure in East Central Europe. France's striving for political and economic hegemony was not successful even before, but during the years of the depression French efforts to utilise the economic difficulties of the region for assuring French dominance by the promotion economic recovery definitely failed. The failure of French economic policy ran parallel with the stronger and stronger German efforts to replace French hegemony with a German one. This process actually started long before Hitler's seizure of power, but the change of the political system in Germany gave to this process new momenta. In 1933–34 Germany was successful enough to increase substantially her trade with all Danubian states, to build up a commercial and financial network mainly in the framework of the so-called Neuer Plan by which Germany's economic and political positions had been considerably strengthened. By clearing agreements, by secret outmanoeuvring of the most favoured nation agreements in foreign trade Germany seemed to be able to reconcile her interest for gaining influence with the interest of the Danubian states, in increasing their exports for promoting economic recovery. The importance of the growing German hegemony had its political meaning as well. On the one hand, besides the political questions, the importance of the German market significantly contributed to lure away Hungary from the Italian temptation, on the other hand German economic power facing French economic importance weakened the alliance of the Little Entente countries with France and the cohesive power of the alliance within as well. In the middle of 1930s French foreign policy became aware of the fact that the mere defense of the status quo would not be sufficient to hold together the Little Entente in itself, and its relationship with Paris. It has been more and more realized that important steps should be taken to counterbalance German economic measures in this region, to preserve French positions at least in Rumania, Yugoslavia and Czechoslovakia. France in itself was strongly bit by the great depression. Her economy collapsed later than her rivals, but the recovery process started later as well. Actually it seemed to be obvious that it won't be able to provide the necessary economic means for a substantial help. Despite a lot of illusions this seemed to be a fact recognized by French foreign policy makers rather early. That is the explanation that in the French plans—if there existed a plan at all—Italy, Czechoslovakia played probably a more significant role with their contribution to the economic recovery of the Danubian region, than France itself.

French policy now again tried to provide a more substantial economic content to the Petite Entente than before. On the one hand it hoped to deter Rumania and Yugoslavia from orienting themselves towards Germany, on the other it expected Czechoslovakia to make possible efforts to support anti-Anschluss forces in Austria.

Following Hitler's coming to power, the Petite Entente became firmer in its structure. The Council of Foreign Ministers was established and an Economic Council was called into being with the purpose of coordinating step by step, the economic interests of the three countries.<sup>1</sup> At the first session held in January 1934 in Prague, the Council adopted an ambitious programme which included all the forms of cooperation then in vogue. It held out a prospect for a grandiose expansion of trade, cooperation between the central banks and in the fields of transport and communication. There was no doubt that the central issue of cooperation was nothing other than an increase in trade. In this respect the programme was rather optimistic as it foresaw a 50 per cent augmentation for 1934 and 75–100 per cent for the following year. In practice this meant a growth of turnover between Czechoslovakia, and Yugoslavia and Rumania as the exchange of goods between the two latter agrarian countries (both with internal markets at a low level and underdeveloped) did not hold out great perspectives. Czechoslovakia, however, had to face several difficulties if it actually intended to open its market to the products of the two Balkan states. For one thing, it had to overcome the internal opposition of the Czech agrarian sector and provide reductions in customs duty and other specific preferences to Rumanian and Yugoslav products. For another, it had to deal with the reaction of a number of other countries; such measures could have an effect on Czech industrial exports. Last but not least, the Czech market was simply not large enough to receive the export surplus of the Balkan countries.<sup>2</sup>

Though a series of steps were taken and decrees were introduced in Czechoslovakia designed to give incentives to Czech importers to buy from Rumania and Yugoslavia, the outcome was not too promising. This was not least due to the fact that industrialization in the Balkan states, strengthened by foreign exchange restriction, massively reduced the compensation and the market for Czech mass products. The Czech share of Yugoslavian exports was upped from 3.3 per cent to 5.3 per cent between 1933 and 1936, that of Rumania went up from 3.7 to 4.7 per cent in the same period. (Trade between Yugoslavia and Rumania remained insignificant all the time.) The above growth fell significantly short of that expected, even if the trade among the countries of the Petite Entente grew considerably faster than Czech trade as a whole. Compared to the augmented weight and significance of Germany's foreign trade, the failure of this experiment becomes even more conspicuous. In this respect Czechoslovakia was unable to counterbalance the strength of a German market that

<sup>1</sup> For the history of the Petite Entente see: M. ÁDÁM: *Magyarország és a kisantant a 30-as években* (Hungary and the Petite Entente in the Thirties). Budapest, 1968. pp. 41–81. E. CAMPUS: *Micu Intelegerca*, 1968. p. 118.

<sup>2</sup> For more details see: A. BASCH: *The Danube Basin and the German Economic Sphere*, London, 1944. p. 152.

could receive three to five times more goods than Czechoslovakia. In 1933, the constantly active leader of the Petite Entente, Beneš, seemed to undertake even more by proposing a Czech–Austrian economic cooperation to loosen the ties linking Austria ever more tightly to Italy, and to counterbalance the economic pressure Hitler exerted on Austria. As it was, while German policy did its best to win over the South-East European countries through economic allowances, and the extension of trade relations, it applied the instruments of economic threat and restrictions in foreign trade relations and tourism against Austria. German policy makers assumed that in this way they could push the country—whose position was in any case disastrous—towards the abyss so that in the end the “Anschluss” should seem the only way out.<sup>3</sup> From the summer of 1933 Beneš kept emphasising that the economic interests of the countries in the Danube Basin were not contradictory, that the former monarchy was economically viable and that only a better distribution of the goods among the various nationalities, deriving from economic development, was called for. Thus it was necessary that Austria should approach such cooperation as any other ideas would fail to yield a solution.<sup>4</sup>

In talks conducted with the French ambassador, Beneš claimed that “in keeping with French policy” he was endeavouring to take measures to safeguard Austria’s independence through an economic extension of the Petite Entente.<sup>5</sup> Even for the French ambassador who was in accord on this issue, the plans of Beneš seemed to be merely day-dreams. As the lesser evil for France, reality presented itself not so much in the form of the “Anschluss” but in the form of the triple agreement of Rome enhancing Italian influence. In June and July 1933 a French foreign policy designed to reach some kind of compromise with the Italians was beginning to take shape; and this coincided with the coming into existence of the four-power pact. The British Foreign Office, too, urged that France and Italy should begin negotiations in the interest of anti-Anschluss cooperation.<sup>6</sup> After repeated steps made together with the French,<sup>7</sup> Sir Robert Vansittart of the British Foreign Office summed up the new European situation in an expansive memorandum. His profound analysis regarded re-arming and the Austrian issue as the main points of international policy, and it stated: “Hitler may vary his methods, but he will not abandon—save under compulsion—his firm intention of destroying Austrian independence and creating a *de facto* ‘Anschluss’”.<sup>8</sup> The Briton said that this prospect concerned not only France but Italy as well. This

<sup>3</sup> N. SCHAUSBERGER: Österreich und die nationalsozialistische Außenpolitik in Funke: Hitler-Deutschland und die Mächte. p. 729.

<sup>4</sup> Documents diplomatiques français. 1932–1939. vol. III. 740. Leon Noël January 19, 1933 letter on Beneš’s statement.

<sup>5</sup> Documents diplomatiques français. vol. III. 802. Report of July 1, 1933.

<sup>6</sup> See Documents diplomatiques français. vol. IV. 195. Report of Corben, ambassador to London on 14 August, 1933.

<sup>7</sup> See Documents on British Foreign Policy. 1919–1939. Second vol. chapter V–VI.

<sup>8</sup> Vansittart-document in: Documents on British Foreign Policy, vol. V. 547–559. Quotations: pp. 548, 554 and 549.

circumstance might improve relations between the two countries all the more as "Austria has only been chosen for the first break through of the renewed will to power because it is the easiest and weakest point". Vansittart saw five different ways for Hitler to enforce the Anschluss externally and internally; the Latin countries were to be urged to grant help, though Vansittart referred to the fact that Britain could not remain indifferent as Austria was not an isolated target but only the first milestone in a series of aggressions. The problem was that "the Italian suspected the French of wishing to use the Austrian danger as a pretext for forcing Austria and Hungary into a Danubian economic federation, dominated politically by the Little Entente, and, therefore, by France. The French suspect the Italians of wishing to form an Austro-Hungarian economic *bloc*, backed by Italy and Germany in direct political opposition to the Little Entente. The trouble is that there is a certain foundation for both these suspicions".<sup>9</sup>

At any rate, Vansittart still hoped that a French-Italian rapprochement could save the situation, though he also observed that "France, whom in 1919 providence had put in a very strong position, has made a great mess of it". The British Foreign Office informed the competent persons in French foreign policy by saying it sincerely hoped that Paris would come to an agreement with Rome on a solution that would hold out a favourable prospect for Austria. The French, however, indicated that they had taken steps in Prague in order to make them provide immediate help to Austria to ensure its economic viability.<sup>10</sup> Though Beneš took some measures, he found little support from his partners. He himself was unconvinced that the Anschluss was inevitable, and the memory of the past lay so heavily on his partners in Belgrade that they professed quite overtly that the Anschluss would not involve too much danger to them.<sup>11</sup> Now matter how glad French diplomats were with the anti-German tendencies of the triple agreement of Rome, Paris did not consider it to be the way to such a compromise; some diplomats in France even thought that the situation in the Danube Basin could be characterized as bloc against bloc. The countries of the Petite Entente were of the view that an Italian bloc was even more dangerous because, they believed, it would also reinforce Hungarian revisionist endeavours. The Rumanian Foreign Minister, Titulescu, warned France and Britain to consent to Italian influence in Austria and Hungary: "If the great powers confront the Petite Entente by choosing between the Charybdis of the Anschluss and the Scylla of an Italian-dominated Austro-Hungary, the Petite Entente will not hesitate to choose the lesser evil of the

<sup>9</sup> M. VANKU: La politique de la Yougoslavie à l'égard de l'annexion de l'Autriche. In *Politika na velikite sili na balkanite b navechernireta na Vtoratu Vetovna voina*. Sofia, 1971. p. 74.

<sup>10</sup> Documents diplomatiques français. vol. IV. p. 223. August 14, 1933, report of Corben, ambassador to London. Report of chargé d'affaires in London, August 24, 1933.

<sup>11</sup> Documents diplomatiques français. vol. IV. 375. French ambassador Noël's report on Sept. 16, 1933. Beneš indicated that he did hardly believe they could provide assistance of any value to the French. French military attaché in Belgrade, Gen. Lepetit's report from Nov. 1, 1933 spoke of the indifference of Belgrade. They prefer German to Italian influence. For the Yugoslav attitude see M. VANKU: La politique de la Yougoslavie, p. 74.

two, the Anschluss".<sup>12</sup> Though Vansittart was by no means an optimist, events proved that even his hopes were exaggerated. From the French point of view the situation continued to deteriorate in other respects. With the disbanding of the Austrian Social Democratic Party in February 1934, parliamentary democracy in Austria came to an end and an authoritarian system was introduced. In Hungary, the Károlyi government and its flirtation with the French was replaced towards the end of 1932, by an overtly revanchist Prime Minister, Gyula Gömbös; the new premier acted not only from considerations of foreign policy but saw eye to eye with Hitler also on matters of ideology. In the new situation, Hungary's positions became more rigid on all concepts to do with the Danube Basin. This government fully reflected its political principles resolutely and set the fulfilment of their political claims as a condition for economic cooperation. In its new position, the Hungarian government was unwilling to even consider a kind of political armistice "with which the Beneš government kept experimenting". Following the introduction of the triple agreement of Rome, which largely coincided with the German-Hungarian and German-Yugoslav trade agreements, the idea of a joint economic approach among the countries in the Danube Basin was shelved. The proposal, unviable even in its old form, now completely lost all connection with reality. The course of events speeded up anyway; the attempted Nazi putsch in Austria in the summer of 1934 again brought the Anschluss threateningly near. A tangible divergence began to show in the French and Petite Entente assessments of Italian influence on the Danube Basin. While fixing its eye more and more on Germany, French foreign policy did not deny the usefulness of the Italian bloc in acting as a counter-balance; the Petite Entente countries appreciated the benefits French foreign policy derived from this attitude much less. Neither Yugoslavia nor Rumania heeded the Anschluss danger, moreover they were responding increasingly to the German market, and even the stand of Czechoslovakia was rather ambivalent in matters of the area. World politics, of course, were not concentrating on the countries of the Danube Basin, and after the failure of the Anschluss attempt the Stresa Front came into existence. This was a treaty between Britain, France and Italy, which seemed to include a French-Italian compromise under which, on the basis of the "do ut des" principle, the sharpened French-Italian competition would come to an end in the Danube Basin. In place of competition and through the acknowledgement of the two parties' partial hegemony, some kind of cooperation could be brought into existence in order to fend off the third and most dangerous rival, Germany. Late in 1934, Laval the French Foreign Minister, came up with the idea of a Danube Pact. This was not a new variety of a French-directed Danube bloc, nor was it a form of economic cooperation between Austria and Hungary, it was the cooperation of the two blocs—the Petite Entente and the Rome bloc—that is, a *Treuga dei* founded on mutual acknowledge-

<sup>12</sup> Documents diplomatiques français. vol. IV. p. 757. Naggiar, ambassador to Belgrade on February 19, 1934. The same was expressed by the King of Yugoslavia who said: "if he was to choose between an Italian Mitteleuropa and a German Mitteleuropa, he would much rather choose Berlin". Documents diplomatiques français. vol. VI. 71. Report of ambassador on March 22, 1934.

ment of Italian and French hegemony. It would be hard to say which was more difficult, to place the Danube Pact into the context of a world political compromise, or to force the minor and reluctant members of the bloc into a cooperation in which the smaller countries of both groups were afraid—and with good reason—that they would have to pay the price of peace. Hungary, which regarded Mussolini as a supporter of its revisionist endeavours, could hardly be enthusiastic over the appeal the French and the Italian governments addressed to Austria's neighbours. This appeal said that "they should mutually oblige themselves not to initiate or support any such action whose aim was to change by violence the territorial unity or social system of any of the signatories".<sup>13</sup> Though the treaty concerned Austria, such an obligation could have to be applied also to Hungary; so later on Mussolini himself made fewer declarations on the necessity of revision whenever he referred to Hungary. Though the Petite Entente showed some willingness to support the Danubian Pact on January 11, 1935, it did so under French pressure; but the conditions were clearly unacceptable to the Hungarian government, and the suggestion even exceeded any concession Italy could make without causing a basic change in her relations with Hungary. Conditions produced counter-conditions and the talks were gradually good enough only to keep diplomats and journalists busy. In a statement to Germany on the Danubian Pact, Gömbös made his intentions unambiguous by declaring: "Hungary will under no condition join a pact in which France and the Petite Entente participate".<sup>14</sup>

It is hard to judge whether and to what extent the great powers would have been able to overcome the opposition of their smaller allies as the Danubian Pact failed finally not in the Danube Basin but, as part of a larger world-wide compromise, in distant Africa. Mussolini's Abyssinia adventure remained unaccepted—under British pressure—to the French, too, and this was why the possibility for an agreement in the Danube Basin, in any case weak, became baseless. The attention of the Italian dictator was too distracted by Abyssinia and thus the importance of the Danube Basin was massively reduced in Italian policy. It was again Germany who benefited by the new situation, and simultaneously with the fading of the chance for French-Italian agreement, the alternative of an Italian-German accord began to take shape. Even if, from the viewpoint of foreign policy, Hungary was pleased with the German-Italian agreement, and Rumania and Yugoslavia largely indifferent, the latter may have even welcomed it, there was one country in both the French and the Italian bloc respectively—Austria and Czechoslovakia—which were convinced that the new situation was highly dangerous to their interests. From a more favourable political position, Czechoslovakia launched new initiatives whose justification lay in the one-sidedness of their economic dependence on Germany after adjusting their economic policy towards her. We have already seen that they were forced to take some

<sup>13</sup> M. ÁDÁM: Magyarország és a kisantant a 30-as években (Hungary and the Petite Entente in the Thirties). Budapest, 1968. p. 69.

<sup>14</sup> Documents of German Foreign Policy. Series C, vol. IV. p. 667.

counterbalancing steps. The Czech Prime Minister, Milan Hodža, launched a new plan designed to bring the two blocs closer in the frame of some sort of preferential treaty. Negotiations began between Austria and Czechoslovakia on the settlement of a trade contract which had been pending between the two states for years. Hodža, the former leader of the Slovak agrarian party, realized that he could not base the key issue of an economic approach, the placement of the surplus of agricultural produce on the Czechoslovakian market. He attempted to bring to an end the defencelessness arising from the bilateral agreement and to improve the negotiating position of the Danube Basin countries partly through an economic approach. He did not intend to exclude Germany.

Hodža summed up his Danube plan in seven points:

1. To end, meanwhile gradually reducing customs duties;
2. To increase import quotas;
3. To grant direct preferences and credits, etc.;
4. The common regulation of agricultural production;
5. To make the transport system uniform to some extent;
6. To make payment and management of foreign currencies uniform;
7. To establish international agricultural centres in Vienna with the object of representing the interests of the agrarian countries uniformly, and ensuring the supply of surplus produce in West Europe, through regional concessions on duties, if necessary.<sup>15</sup>

The Ambassador to Prague, Newton aptly summed up the essence of the plan distinguished from earlier French plans or those based on French initiatives, namely that this plan did not wish to exclude Germany. The ambassador wrote that the problem in Hodža's view was how to legally satisfy Germany in this respect, and how at the same time Czechoslovakia, Hungary, Rumania, Bulgaria and Yugoslavia could be saved from becoming colonies.<sup>16</sup>

The Hodža plan came under negotiation only in January 1936. Austria, especially afraid of Germany, responded cautiously; Hungary, however, gave more consideration to its implications for foreign policy than to economic advantages. Though repeated French and British encouragement was noticeable in favour of the plan,<sup>17</sup> Hungarian foreign policy was reluctant to even manoeuvre; the Austrians were unwilling to give up Italian patronage and therefore took a rather lukewarm stand, more because of certain possibilities in the plan than because of the plan itself. Yugoslavia, where at that time Stojadinovich "the convinced representative of economic cooperation between Germany and Yugoslavia" came into power, did not wish to commit himself to the plan. Whenever such a Danube Basin cooperation came up, Yugoslavian politicians were suddenly afraid of a Habsburg restoration which—

<sup>15</sup> M. Hodža: *Federation in Central Europe, Reflections and Reminiscences*. London, 1942. pp. 130–132.

<sup>16</sup> Cited by M. ÁDAM: *op. cit.*, p. 841.

<sup>17</sup> *Documents diplomatiques français*. 1936–1939. vol. I. p. 39.



for ambiguous reasons—was regarded as the worst possible case for the Yugoslav state.

Not even the fact that Italy took a stand against the plan influenced the Yugoslavian attitude, though this fact would have been enough to prompt it to a more positive stance in any other case. Thus the Yugoslavian government resolutely declared to the Czech Prime Minister when he pleaded the case in Belgrade: "Yugoslavia firmly rejects any accord which if only indirectly, could give Germany the impression that it is directed against it."<sup>18</sup> And though Rumania's position was not by any means unambiguous, Titulescu decided after a longish delay that he was unwilling to conclude any kind of Danubian accord without Germany's participation. There was no doubt as to the Hungarian standpoint. The visit of Gömbös to Berlin in 1935 made relations even stronger. Thus when the German Foreign Ministry considered possible reactions to the Hodža plan it concluded with satisfaction: "The idea to re-organize economically the Danube area without Germany was resolutely rejected by Hungary".<sup>19</sup> The Germans were satisfied to register the not overdiplomatic statement of Gömbös that the Hungarian government "was never willing to sit at a table together with the Petite Entente", as it is, moreover, if Austria were later to approach Czechoslovakia, Hungary would part also with Austria. Austria's former positive response, too, faded quickly away; left without support, she did not dare to undertake an approach which would elicit a grudge from the Germans and partners in the Roman bloc. The negotiations around the Hodža plan were still not concluded when Germany decided on the daring step of marching into the demilitarized Rhineland. The weak French reaction convinced the East European countries of France's feebleness. The occupation of the Rhineland was interpreted by both West and East as an expansion of Germany's military scope. The Austro-Hungarian talks in the spring of 1936 put an end to all Czech-Austrian approaches. Gömbös required all his partners to reject any suggestion of establishing a Danubian bloc, and he regarded only increases in bilateral trade as justified. Even here he emphasized that preference should be given to Yugoslavia rather than to Czechoslovakia.<sup>20</sup>

Germany watched these events uneasily and did not hesitate to take counteraction. She indicated in Yugoslavia that she did not approve of the Hodža plan, or rather its first item, the rapprochement between the Petite Entente and Austria. In order not to leave any doubt on the attitude expected from Yugoslavia Germany declared that "German-Yugoslavian trade relations can be interrupted any time". In the course of his Balkan journey, Schacht took a position against the Hodža plan and all kinds of Austrian-Czechoslovak preferential approaches.

Through many official and semi-official channels, in newspapers and in propaganda campaigns, the German government confirmed that it would not consent

<sup>18</sup> M. ÁDÁM: *op. cit.*, p. 981.; and M. VANKU: *La politique de la Jugoslavie*. pp. 82-84.

<sup>19</sup> Deutsches Zentralarchiv. Potsdam, Auswärtiges Amt. Abt. II. 40835.

<sup>20</sup> L. KERÉKES: *Anschluss 1938*. Budapest, 1963. See mainly pp. 193-197.

to any plan designed to serve political and not economic purposes, or which disregarded Germany's participation from the very outset. Germany did not accept that the plan was not directed against Germany since—as it was said—“a solution without Germany means at the same time an anti-Germany solution”.<sup>21</sup>

As we saw, these threats were not without effect and the relevant countries gave way to German pressure, for reasons admittedly different.

The last concerted, though—it should be stressed—feeble attack against the German positions was ended as a result of the Italian action. The Italian government, after successfully concluding the Abyssinian war, hurried to confirm its activity in the Danube Basin and convoked the participants of the Roman bloc to reaffirm the 1934 accord. The accord of March 21, 1936 declared that no participating country can conduct talks on the Danube issue without negotiation with the two others. Though it acknowledged the usefulness of expanding economic relations, such were declared to be establishable only in the frame of bilateral agreements.<sup>22</sup>

The Hungarian Foreign Minister, Kánya, observed that “as a consequence of the latest Rome accord neither a Hodža, nor a Tardieu plan can be realized and this, I think must be a satisfying result from a German point of view”.<sup>23</sup> The Germans reacted far less to this formal strengthening of the Rome agreement than they had some years before when the agreement had been concluded.<sup>24</sup> Previously she was only at the beginning of the economic offensive, but Germany was now politically much stronger and had dominant positions in the area. Initially the Italian–French rapprochement and the possibility of a joint anti-German stance had provided an international frame to the accord; now, in the middle of problems between Italy and Britain and France heightened after Abyssinia, Italy was clearly drawing closer to Germany. At that time Italy had felt herself strong enough to pursue an independent policy, now she was beginning to realize that she could only safeguard her position in the Danube Basin as Germany's partner. The weakening of this position manifested itself to Italy not only in the tone of the international conferences and the warning figures of economic crisis but also in the new turns of Austria's position. The key country of the Roman bloc was the key area of the clash of German–Italian interest in 1934, an area where movement of Italian troops warned Hitler, in all his haste, of the strict reality of power relations. Austria had always filled in a key position in the Nazi leader's ideas on world power, and not only for sentimental reasons not the high-sounding programme of unifying the German nation. Together with a number of

<sup>21</sup> H.-J. SCHRÖDER: *Délkelet-Európa Németország gazdaságpolitikájában* (South-East Europe in the Economic Policy of Germany). *Történelmi Szemle* (Historical Review), 1975. pp. 680–682.

<sup>22</sup> *Dokumentumok a magyar külpolitikához* (Documents to Hungarian Foreign Policy). vol. I. Ed.: L. KERÉKES, p. 766.

<sup>23</sup> Cited by M. ÁDÁM: *op. cit.*, 103.

<sup>24</sup> According to French documents in this Germany saw the repulse of the Prague offensive. *Documents diplomatiques français. 1936–1939. vol. I. p. 511.*

representatives of large business, Hitler clearly saw that firstly Austria held a key position for an economic and military advance in South-East Europe; secondly her own resources and industrial capacity were indispensable for reinforcing German war industry.<sup>25</sup> After the unsuccessful putsch of 1934, the time of overt sabotage and violent actions ended and the programme of the Anschluss was postponed to a later, more favourable time. Economically, German policy applied two means, it reduced foreign trade turnover to the minimum level to increase Austria's economic problems or at least to maintain them. Germany also wished to ensure that the economic positions (share of capital, company control) gained prior to World War I or in the second half of the twenties through systematic policy, should be retained; moreover they should be used politically to support forces in favour of the Anschluss. The weakened position of Italy automatically increased German influence. The July 10, 1936 accord—though it brought to an end some measures which could be called economic warfare—secured the political and economic hegemony of Germany over the Alpine republic, under the pretence of improving their political and economic relations. Later on new pressures were applied to force new concessions out of Austria and thus the Anschluss was prepared systematically.<sup>26</sup>

In the end, the feeble attempts to prevent the unfolding of German hegemony did not lead to any results. The political and economic power willing and capable of counterbalancing Germany was lacking, the political possibility of rallying the countries in the Danube Basin was lacking, and—despite an improvement in economic relations—the internal bases that could have made the economy of the smaller country somewhat independent of the German market were always lacking.

In 1937, when a tangible change occurred in the tone of the German negotiators which meant that, in discussing economic issues, they used not only the lures of the German market but availed themselves of political and military threats, the German side could negotiate from the position of power and with the certainty that it had won at least the race for economic hegemony. The German positions, let us repeat, had become constantly stronger in those months. "No new economic political combination can be called into existence in the Danube Basin without agreement with us and Italy".<sup>27</sup>

Following 1936, the German economic offensive became more and more overt. This took partly conventional forms, continuing bilateral accords and their quantitative extension. The success of this policy can be seen in the very fact that despite the changed situation the Germans could conclude new trade agreements on the former bases. A characteristic example for this is the talks conducted with Hungary in the summer of 1937 finally leading to the signing of the so-called third

<sup>25</sup> Österreich 1927–1938. Protokoll des Symposiums in Wien. 1973.

<sup>26</sup> N. SCHAUSBERGER: Österreich und die nationalsozialistische Außenpolitik. In: FUNKE: Hitler-Deutschland und die Mächte, p. 739.

<sup>27</sup> Cited by H.-J. SCHRÖDER: Deutsche Südosteuropapolitik 1929–1936. Geschichte und Gesellschaft. 1976. pp. 17–18. 28.

supplementary treaty. Here the Germans expressed a wish for new agricultural shipments from Hungary, totally ignoring the Hungarian demand that grain crops which had again become valuable on the international market should in part be paid for in foreign currency and that the share of industrial raw materials from the German market should increase.<sup>28</sup> The proportion of raw materials in German exports to Hungary dropped from 22.3% in 1933 to 12.1% in 1936 and reached the lowest point, 6.7% in 1937. When the German clearing debts reached the already raised clearing balance, the Hungarian National Bank announced that it was unwilling to receive any more marks, that is not to grant commercial credit free of interest; the Bank then had a brutally frank response from its German partners. They threatened to reduce Hungarian imports: "Germany would, of course, restrict the import of goods which are of lesser value from its own viewpoint, irrespective of the fact whether those goods are more important to Hungarian exports".<sup>29</sup>

This was a very different tone. It did not mean that Germany had earlier not negotiated from a position of power; it had in fact enforced this strength most consciously even in giving preferences when it was pulling into the German market by granting advantages. In that phase, however, only economic power relations asserted themselves, not more than what economists<sup>30</sup> call "structural force". The essential feature of the new phase in German economic policy after 1936 was that it was the transition from structural to overt force. Apart from the more favourable negotiating position deriving from superior strength, the means of serious sanction (economic, political, military) started to manifest themselves; they became even stronger until they were ultimately replaced by open force. As we have seen, in the initial years of the German economic offensive, expansion occurred mainly through foreign trade channels. The role of the market dominated and conventional instruments of economic hegemony such as credit were insignificant. Around 1936, once the feeble opposition was beaten off, the Germans believed it was time to confirm their economic and even more prominent political hegemony through newer means. In December 1936, at the session of the Mitteleuropäischer Wirtschaftstag, a department head of the Economic Ministry of the Reich, Helmuth Wohltat, declared: "in order that Germany be able to establish lasting and profound economic relations with South-East Europe it seems to be desirable that German capital be present in the economy of those countries".<sup>31</sup> It was clear that traditional credits, state credits or investment credits were out of the question. Germany's foreign currency stocks had not much increased

<sup>28</sup> I. T. BEREND—GY. RANKI: *Magyarország a fasiszta Németország életterében* (Hungary in the "Lebensraum" of Fascist Germany). 1933–1939. Budapest, 1966. p. 170.

<sup>29</sup> National Archives, Budapest, Foreign Ministry, Economic Pol. Dep. German file, 645. 56138/4.

<sup>30</sup> *Imperialismus und strukturelle Gewalt. Analysen über abhängige Reproduktion*. Ed.: D. SENGHAUS. Frankfurt., 1973. Mainly John Galtung's treatise.

<sup>31</sup> *Weltherrschaft in Visier. Dokumente zu den Europa und Weltherrschaftsplänen des deutschen Imperialismus von der Jahrhundertwende bis Mai 1945*. Ed.: W. SCHUMANN and L. NEUTLER. Berlin, 1975.

since the crisis and they were just enough to overcome the hardships of 1936. New forms had to be found and attempts towards these were made by Schacht, the President of the Reichsbank during his Balkan journey of the summer of 1936. German economic circles devoted great attention to a South-East European raw material reserve which was essential to a future war. Geological missions were sent to the area and these found noteworthy quantities of relatively cheaply exploitable copper, lead, zinc, antimony, manganese and bauxite ore. The aim was to exploit these resources to a larger extent than before. There was no question that the extraction of these products or their local processing into semi-finished goods needed investments on a scale that the countries in the Danube Basin were unable to find on their own. The task therefore was clear: to conjoin increased extraction of raw materials with capital in order that Germany would be able to control the pace of work according to her own interests, and to ensure that these exports, increasingly in demand on the world market, could be supplied to the German market.

As we have pointed out above, direct German capital investment in the Danubian countries was massively reduced in the twenties. The state credits granted during World War I lost their value as an outcome of the inflation of the mark. Converting the debt repayment into gold was the topic of debates for a long time among the governments concerned, but the totals became insignificant compared to the credits raised in the twenties. German capital, however, did not have a share in these credits. But Germany's participation dwindled compared to that of the British, the French and the American ones not only with regard to state debts; the active capital invested in banks, mines or industrial companies was also massively reduced during the twenties as against that from West European countries. However, it is true, that in total capital investments fell considerably short of the state credits. According to the calculation made by Berov, the Bulgarian economic historian,<sup>32</sup> from earlier research,<sup>33</sup> state credits amounted to 68% against the 20% of industrial investment in Yugoslavia, whereas the proportion in Rumania was 75% and 22% and in Bulgaria 82% and 13% respectively. As to capital investment in Yugoslavia, the leading role was played by the French with the British immediately behind. In Rumania, the British were first followed by the French. In Bulgaria the Belgians held first place followed by Switzerland, then came France; here British interest was insignificant. As to German participation, it remained below 10% everywhere and was surpassed even by the Czech or Austrian shares. Because of such weak capital positions it was to be feared that a hegemony based simply on market relations would not prove lasting enough, and that a new boom which would change export conditions—the signs were already

<sup>32</sup> L. BEROV: *Le Capital financier occidental et les pays balkaniques dans les années vingt. Etudes Balkaniques*. Sofia, 1965.

<sup>33</sup> E. KOHLRUSS: *Die französischen Kapitalanlagen in Südosteuropa im Rahmen der gesamten Auslandsverschuldung der südosteuropäischen Länder*. Leipzig, 1934. C. MARGESCU—N. CONSTANTINESCU: *Contribuție la istorie Capitalului stranci in Romania*. București, 1960. M. JURKOVICH: *Das ausländische Kapital in Jugoslawien*. Jena, 1938.

appearing—and which would demand the further development of the economy and the necessary capital, would undermine the German positions and enhance the western ones. The Germans could not be sure whether, under the sharpening international situation, the western powers would not take some overall economic political steps to counterbalance German hegemony, and in this case their strong capital position and the weak German one would strengthen their positions.

So new links had to be found which would tie more and more the economy of countries along the Danube to Germany and in a certain sense as credit, finance or substitute investments.

Such an idea arose as early as spring 1935 when welcoming the German–Rumanian economic agreement, Schacht made the following proposal for increasing Rumanian oil deliveries: The Rumanian government should assign an oil company which would conclude a contract with German industrialists. For the considerable increase in production the Germans would be willing to deliver large consignments of machines and equipment on credit. In response the Rumanians would later pay back the advance granted in the form of machines and equipment, in oil.<sup>34</sup>

This type of deal and attempted deal appeared later in a much more comprehensive way. In summer 1936 during Schacht's visit to Belgrade the Bank chairman pointed out that "Germany is willing to cooperate in exploiting Yugoslav minerals which are of interest to the German market, and as opposed to earlier foreign credit investments it would fully regard the just claims of the Yugoslavian state".<sup>35</sup> Such an agreement was made in Yugoslavia aiming at the development of the Zenica foundries; here Krupp's undertook to deliver the necessary machines and equipment in return for supplies of raw material and coal. Besides the Zenica steel works the Germans also promised credits to construct an airplane and an arms factory.

The activity of German capital in Yugoslavia was enhanced in some other ways. They bought several mining companies of different sizes in order to ensure the increased production and increased exports to Germany of iron, brass (copper) and antimony goods. They made attempts to penetrate some other industrial branches.<sup>36</sup>

The question was raised also in Hungary whether the German capital participation could be increased in Hungarian companies. They found mainly the private mines and shipping on the Danube suitable for this purpose.<sup>37</sup> In any case, in arms deliveries the Germans again found the flaw in the policy of countries along the Danube; through this they could bind these countries, arming rather against each other than against an external danger, to Germany. Of course the Versailles Peace

<sup>34</sup> Documents of German Foreign Policy. C IV. 6.1. April 1, 1935, the letter of Schacht, Minister of Economy.

<sup>35</sup> Ibid., C V. 63. 1. 16 June, 1936, the report of Heeren, Minister in Belgrade.

<sup>36</sup> M. VANKU: *La politique de la Jugoslavie à l'égard de l'annexion de l'Autriche* in *Politika na velikite sili*. . . Sofia, 1971. pp. 78–79.

<sup>37</sup> Documents of German Foreign Policy. C IV. 674. Schacht's note on his talks with Gömbös on 30, September, 1935.

Treaty prohibited Germany from exporting arms. The Germans infringed this provision of the Treaty as well. Despite the prohibition on war supplies being enacted in 1927, the Minister of Finance and the Minister of War had already agreed in 1928 on secretly allowing the export of war materials so as to promote Germany's rearmement. In the 1930s though these exports were increased the deliveries were kept secret (for instance no figure appeared in foreign trade statistics). But in mid-1935 they agreed to expand the practical application of the old regulation without repeating the legislation.<sup>38</sup>

In summer 1935 the Minister of War emphasized that: "the support and promotion of German exports of war supplies and trade in arms and war materials with other countries is extremely important from both the economic and military points of view. The production of war materials for export is the most significant, perhaps the only means for arms manufacturing companies to preserve productivity and rentability."<sup>39</sup> Accordingly, the Minister of War, Blomberg urged further steps, above all the formal repeal of export prohibitions. The Ministry of Foreign Affairs hesitated for diplomatic reasons but its objections were brushed aside by the representative of the army who argued that the prohibition came from the fulfilment of the fifth part of the Versailles Treaty, which Hitler had denounced in his repudiation of the limitations of the Versailles Treaty in his speech of May 21, 1935. After some further delays Hitler signed the new law on September 24, 1935. (But a sales agency for arms manufacturers had already been established by representatives of German industry.) The law was formally enforced and publicly announced on November 15, 1935.<sup>40</sup>

But formal assent was not needed when the possibility of arms deliveries was one of the main German trumps during economic or political talks. King Boris of Bulgaria asked for airplanes and other war supplies as early as spring 1935, and the Minister of War promised delivery; the Ministry of Foreign Affairs thought that if they publicly helped Bulgaria and Hungary rearm, German policy in the neighbouring countries would be adversely effected.<sup>41</sup> At the beginning of 1936 Bulgaria raised the question again.<sup>42</sup> In February of the same year news came of the progress of talks and concrete financial terms were discussed. Though during negotiations the Bulgarian Minister of Finance promised large-scale purchases, in fact the agreement of summer 1936 recorded only 12.5 million marks.<sup>43</sup> At the beginning of 1937 negotiations started for further arms deliveries. On this occasion Göring personally reassured the anxious

<sup>38</sup> Documents of German Foreign Policy. C IV. 225. The command of Krosigk, Minister of Finance on 28 August, 1935.

<sup>39</sup> Ibid., C IV. Blomberg's letter of 24 June, 1935.

<sup>40</sup> Documents of German Foreign Policy. C IV. 804. note to Ritter's record of 7 November, 1935 and D.-F. KAISER: Germany, Britain, France and the Arms Trade in South-Eastern Europe. Mainz, 1979.

<sup>41</sup> Ibid., C IV. 17. A record of 5 April, 1935.

<sup>42</sup> Ibid., C IV. 961. The report of Rumelin, Minister in Sofia from 2 January, 1936.

<sup>43</sup> Ibid., C IV. 1128. The report of the military attaché in Sofia from 12 February, 1936.

Yugoslavians: "Germany sells arms to Bulgaria on condition that it may not use them either against Germany or against Yugoslavia in any case".<sup>44</sup>

In March 1938, almost on the day of the Anschluss, a new secret agreement was signed by the two governments which provided German arms for Bulgaria to the value of 30 million marks.<sup>45</sup> In Yugoslavia the question was more intricate, because no matter how often economic approaches were made to Germany, and despite the political implications of Stojadinovich becoming Prime Minister, the Balkan state was still fastened to the Petite Entente by several links, and so French influence strongly prevailed. In summer 1936 when Schacht visited Belgrade it was already stressed that Germany would considerably contribute to meeting the war material demands of Yugoslavia, and Stojadinovich made a definite promise to brush aside the political obstacles still existing.<sup>46</sup> The business deal with the Krupp firm and the German promise of credit for the establishment of two arms factories also meant a form of arms deliveries. The deal with Krupp also had political significance, since the rivals for the business were the Czech Škoda and the French Deluttre and Frouard firms. And the fact that the arms of the Yugoslavian army were made by the Germans or their allies who belonged to a different political camp could of course be interpreted in several ways. According to the report of the French envoy the Germans did not shrink from blackmail in order to obtain the Zenica concession.<sup>47</sup>

In connection with Hungary political scruples were overcome more easily. Previously the demands of the Hungarian army were met mostly by Italy. In summer 1935 talks started with Germany on the delivery of anti-tank guns and various other arms. The talks were led on behalf of the Rheinmetall firm with the idea that Hungary would have loans for an order of 100 million marks. She should repay the loan in 8 to 10 years, so that deficiency bills would be issued with an interest return 20 per cent above the official German rate. Perhaps part of the loans could be returned in the form of goods, for instance with the subsequent delivery of 50,000 tons bauxite,<sup>48</sup> in a thorough memorandum to Hitler preparing him for the visit of Gömbös Schacht expounded the possible advantages of the loans, that they would tie Hungary even more closely to Germany, increase Hungarian exports and would possibly reduce the German price support and increase employment in the German arms industry. But he did not conceal that the loans would lay serious burdens upon the German money-market and would make domestic financing of the arms industry even more difficult.<sup>49</sup>

<sup>44</sup> K. MANCEV: Le pacte bulgare-yougoslave de 1937 et les rapports internationaux. In: *Politika na velikite sili*. . . Sofia, 1971. p. 44.

<sup>45</sup> L. ŽIVKOVA: The Economic Policy of Germany and Britain in South-Eastern Europe on the Eve of the Second World War. *Etudes Balkaniques* 1969/1. 46.

<sup>46</sup> Documents of German Foreign Policy. C V. 630. The report of Heeren, Minister in Belgrade from 16 June, 1936.

<sup>47</sup> Documents diplomatiques français. 1936-1939. vol. I. 201. 6 February, 1936.

<sup>48</sup> Documents of German Foreign Policy. C IV. 657. Memorandum of 27 September, 1935. Cited by D.-E. KAISER: *op. cit.*

<sup>49</sup> *Ibid.*, C IV. 667. Schacht's writ of 28 September, 1935.



At these talks the parties came to an understanding in theory on the matter of arm deliveries. But beyond financial problems arising from what was for the time a large armement loan, certain political scruples were also soon expressed on the large quantity and the high quality of the deliveries; these gave cause for anxiety on the part of the Yugoslav government which had better be avoided. So at the end of 1935 a decision was made to continue deliveries but on a more moderate scale and rate.<sup>50</sup> In autumn 1936 during Göring's visit to Budapest the talks were continued, and at the same time from 1936 German arms and war supplies deliveries started and rapidly increased. In 1936 the order reached a value of 28 million marks, when the Hungarian Air Force ordered 100 fighting and 50 training craft.<sup>51</sup>

In autumn 1935 Clodius, on the staff of the Department of Economic Policy of the German Foreign Ministry summed up the results of the first stage of the German economic campaign as follows: "We may say that the direct political goal of the development of German-Hungarian economic relations, that is, to counter-balance Italian plans in the Danube Basin, has been successful."

More than one and a half years later, when Germany started the second phase of its offensive in South-East Europe, the agreement was already obsolete. At this time the Germans wished to do more than counter-balance Italian plans, as the Italian factor had stopped playing an important part. In January 1937, during Göring's visit to Rome the Germans made a solemn statement of disinterestedness in the area of the Mediterranean Sea. This division of the ranges of interest reflected an indisputable fact.

As a consequence of the change in the political situation of Italy, the economic effect of the embargo resulting from the Abyssinian war after 1936, Italian competition was not an important factor for Germany. As for the British-French counter-moves, they lacked, especially in the case of Britain, any definite political intention, and even if sometimes such an intention arose, rather for tactical than for strategic reasons it never included an economic political conception similar to that of Germany. Last but not least Britain and France lacked the necessary economic means by which they could have really checked or counter-balanced a triumphant German economic advance. Masaryk, the Czech ambassador in London wrote: "Britain is really inclined to allow the penetration of the discontented Germany into East Europe".<sup>52</sup> It is hard to determine whether this statement implied the dominance of reconciliation or rather a conscious bargaining which allowed German influence in the Danube Basin rather than in the colonial empire which was much more important to Britain. The difficulty is

<sup>50</sup> Ibid., C IV. 775. Note of 25 October and writ of 21 November, 1935.

<sup>51</sup> Ibid., C V. 1066. Mackensen, Minister in Budapest to the German Minister on 12 October, 1936. A Wilhelmstrasse és Magyarország. Német diplomáciai iratok Magyarországról (Wilhelmstrasse and Hungary. German Diplomatic Documents on Hungary). 1933-1945, ed.: Gy. RÁNKI. Budapest, 1968, pp. 121 and 147.

<sup>52</sup> V. BYSTRICKÝ: Zu den Fragen der Beziehungen Bulgariens zu den Grossmächten in den Jahren 1936-1938 in: Politika na velikite sili. . . Sofia, 1971. p. 110.

all the greater because some counter-moves were actually taken from 1937. These, however, were mostly extempore measures, not only in the economic political but also in the political sense. Since Britain entirely adhered to a maintenance of the status quo in the political sense, her political activity was aimed at settling and reconciling certain conflicts on the Balkan. The purpose was to strengthen and link the systems of alliance otherwise established for the defence of the status quo, and in this sense Britain worked against German foreign policy. But if the Germans—at least at first—undermined the existing systems of alliance by economic rather than political means then Britain could no longer stick purely to formal diplomatic steps for possible counter-moves. If owing to her strategic interests Britain was interested not primarily in the Danube Basin but in the Mediterranean area, and thus counter-moves were directed first of all towards Turkey and Greece, then as far as the economy was concerned direct British capital investment was the strongest in Rumania. The value of British–French capital investment was 8,000 million Lei while that of Germany reached only 550 million Lei. Western capital held 45 per cent of all the oil investments (including the Dutch and the Belgian portion), while German capital (including Czech and Austrian) controlled only three smaller companies.<sup>53</sup> Basically British policy passively watched the German commercial invasion, and though statements were made in connection with it from time to time, and even though the research institute of the Foreign Office published a comprehensive analysis on the situation of South-Eastern Europe,<sup>54</sup> nothing was changed. Several times it was proposed that the western countries should buy more goods from states along the Danube; some drives were actually started for this purpose, mostly in Rumania which had earlier delivered a certain quantity of wheat to Britain, too and possessed the very precious export article of oil. In spite of this the British were not willing to take over the amount of wheat and oil they have asked for even on the most definite Rumanian requests in 1937.<sup>55</sup> This was in spite of a parallel German campaign to increase wheat and oil deliveries, and in spite of a Rumanian desire to gain alternative markets so as to reduce their economic dependence upon Germany.

French policy which was more deeply touched by the situation in South-Eastern Europe in the interest of its political security system, in July 1936 after the visit of Schacht noted that “the situation is alarming” and “measures should be taken urgently”.<sup>56</sup> They stated that “goods will be followed by guns” and South-Eastern Europe would be threatened not only economically but also militarily. And if they wish to counter-balance then what had been done to date was far from being enough. (They

<sup>53</sup> PH. MARGUERAT: *La III Reich et le pétrole roumain. Contribution à l'étude de la pénétration allemande dans les Balkans à la veille au début de la seconde guerre mondiale.* Genève, 1977. p. 57.

<sup>54</sup> *South-Eastern Europe.* Royal University Press. London, 1937.

<sup>55</sup> V. BYSTRICKY: *Zu den Fragen der Beziehungen Bulgariens zu den Grossmächten in den Jahren 1936–1938* in: *Politika na velikite sili.* . . Sofia, 1971. p. 111.

<sup>56</sup> *Documents diplomatiques français. 1936–1939.* vol. II. pp. 638. ff.

referred to the fact that they had taken Rumanian oil in large quantities.) But it was not enough to refer to the shaky economic position of France but a conscious and comprehensive counteraction had to be started.

"The time has come when we have to give definite evidence to our friends that we wish to align our economic and political relations, and we wish to shape the alliance in practice. The moment has come when we have to supply them with the necessary arms so that their army be up to the possible tasks."

The plan presented to the French Foreign Minister contained four basic ideas:

1. The circle of countries having an effect on French foreign policy should be clearly defined and there effective counter-moves should be taken. (Only Hungary and Bulgaria of all the countries of the area were not involved.)

2. They should give special tariff concessions and import quotas to the Petite Entente, naturally, with an eye to their economic interests and to the interests of their economic empire.

3. French industry should obtain as much of its raw material needs as possible from these countries.

4. These countries must be given considerable loans for armament, so that they have their war material needs met by France.<sup>57</sup>

In the end these large plans came to nothing. Probably because the proposal expressed rather the wishes of the man of foreign policy than that of the expert on economic problems. As the economic position of the country weakened owing to the vast capital escape, the French government was not able even to elaborate steps let alone implement them. Furthermore part of the earlier French private investment was withdrawn from Bulgaria.<sup>58</sup> Of course it would be a mistake to interpret this step as part of a conscious economic political conception; it was more the withdrawal of private capital whose expectations had not been met. Recent research convincingly proves that there was not a general withdrawal of western capital, a kind of economic Munich in the area, before the real Munich.<sup>59</sup> Teichova has thoroughly shown that before Munich British and French capital preserved most of its traditional positions in Czechoslovakia. Roughly the same applies to Austria and Rumania where British investment alone was estimated as some 43 million Lei; it also applies to Yugoslavia. Such minor acts as the conclusion of the Yugoslav-British trade agreement which the British were willing to put on a bilateral basis indicate that they not only wished to take some counter-moves in Western Europe but actually made several attempts to do so. But the failure of these measures raises the question of why western policy was helpless. In this respect there are three possible approaches. One sees the lack of any deliberate economic policy on the part of the Western powers,<sup>60</sup> the second—and this is the most

<sup>57</sup> Documents diplomatiques français. 1935–1939. vol. II. p. 640.

<sup>58</sup> L. BEROV: The Withdrawing of Western Capitals from Bulgaria on the Eve of the Second World War. in: Politika na velikite sili. . . Sofia, 1971.

<sup>59</sup> A. TEICHOVA: An Economic Background to Munich. pp. 336. ff.

<sup>60</sup> J. RADKEN: Die Entscheidungsprozesse. . . Geschichte und Gesellschaft 1977/1.

widespread—regards the matter as part of the British policy of appeasement according to which they made way for the Germans in the Danube Basin; the third one refers to basic world economic conditions which marked out Germany as the market for South-Eastern European countries rather than Britain and France.

We do not have to assert that as a consequence of the difference in the political structure of the states, the insistence on certain principles of liberalism, no such centralized economic policy prevailed either in Britain or in France as in National-Socialist Germany. But there existed an economic policy also earlier, at least its role considerably increased in Britain in the 1930s. But this economic policy reflected in the Ottawa agreement and in the imperial preferential system, did not regard South-Eastern Europe as centrally important. As a consequence, when the area became an issue this policy could not react as a totalitarian state could, though the latter also had plenty of contradictory interests and measures to deal with.

It is not hard to prove that the policy of appeasement also contributed to the helplessness in Western Europe. Partly to counter-balance French predominance Britain announced as early as the beginning of the 20s that it would not be right to exclude Germany from South-Eastern Europe. And since economic consolidation in Europe was impossible without the economic strengthening of Germany, and Germany needed the markets in the Danube Basin, a certain German economic influence was regarded as a just claim, indeed was necessary from the viewpoint of European stabilization. Apart from other foreign political and economic political elements this latter factor had a role in the policy of appeasement in the 1930s and led Chamberlain to saying that Germany played a central geographical role in Central and South-Eastern Europe, therefore he didn't know any reason to expect any important change in the area. As for Britain he said, they did not intend to create any obstacles for Germany in this area, or encircle that country economically.<sup>61</sup> Of course this was said just after Munich at the high point of appeasement, but it does express one aspect or trend, in many cases, the main trend of British policy.

First of all we may well criticize the conception which sees the activity of Paris and London only in the light to appeasement and thinks that it was only a matter of decision to oust the Germans from South-Eastern Europe by providing proper loans and markets.<sup>62</sup>

The British and French attitude reflected, though not entirely, the reality of economic structures. Though this reality, as always, was influenced by the factors of boom it contained much more than this element. The overturning of the old credit

<sup>61</sup> Quoted by L. ŽIVKOVA: *The Economic Policy of Germany and Britain*. *Etudes Historiques* 1961/1.

<sup>62</sup> H.-J. SCHRÖDER is right to criticize B. J. WENDT's study *England und der deutsche "Drang nach Südosten"*. In: L. GEISS-B. J. WENDT: *Deutschland in der Weltpolitik des 19. und 20. Jahrhunderts*. Festschrift Fritz Fischer. Düsseldorf, 1972. pp. 483–512. Cf: H.-J. SCHRÖDER: *Délkelet-Európa Németország gazdaságpolitikájában* (South-East Europe in the Economic Policy of Germany). *Történelmi Szemle* (Historical Review), 1975. pp. 666–691.

mechanism, the fact that for the first time in the 70 years or so of the modern era neither British nor French capital could grant credit obviously was of great importance among the boom factors. The disastrous price and market conditions which developed before the crisis and after it and which emphasized the importance of the market question for countries along the Danube to a greater extent than any time before was also such a factor. But the fact that countries along the Danube had only a 1–1.5 per cent share in the foreign trade of Britain was not only a simple factor of boom but also a consequence of the internal structure of the British economy and its world economic position. Perhaps if the French economy had not suffered from the consequences of the long lasting economic crisis it would have been able to concentrate its trade more on countries along the Danube. But the agricultural imports of France did not compare with those of Germany. Besides all the factors of boom, national-socialist economic policy and expansionist designs, the central role of Germany in the economy of countries along the Danube was a fact deriving from the countries' geographical and economic position. This fact partly came from the internal economic backwardness of countries along the Danube; their small economies of a complementary character implied even more strongly their permanent dependence on a stronger economy. This fact derived from the political conditions of the area, as the hatred between these nations and the struggle for hegemony hindered all ideas and practical measures which through regional economic cooperation though had not been able to solve the economic problems, at least would have reduced them and also the dependence of these countries on the German market and would have made the position of the countries in the region more favourable when negotiating. The above fact also derived from the central position of Germany in Europe. Germany was the only important continental food market, and again apart from the boom the country was competitive against oversea states for East-European products owing to its location. Its development in the long run tied Germany to this region though with great contradictions. So all these made Germany of essential importance for the economic advancement of countries in the Danube Basin. National-Socialist Germany, however, wished not only to make use of this economic condition and necessity but it also abused them; she wanted to achieve predominance instead of cooperation, strived

*The Foreign Trade of Germany with Eastern and South-Eastern Europe*

Year	Export		Import	
	in million mark	in percentage	in million mark	in percentage
1929	585,0	4,3	516,1	3,8
1933	154,3	2,8	138,5	4,7
1934	170,6	3,9	248,2	5,6
1935	252,6	5,9	319,1	7,7
1936	374,9	7,4	386,9	9,2
1937	555,7	9,4	574,0	10,5
1938	553,3	9,6	536,0	10,2

not only for progress but suppression. After the repulse of the weak British–French initiatives it seemed that there would be nothing to prevent these strivings. Economically Germany had a monopoly position, and it was clear that as soon as she realized the first step of the foreign political goals confirmed by Hitler in the Hossbach Memorandum in November, 1937, the Western powers would have neither the economic nor the political means to keep their position in the area.

Though fighting had not yet started in Europe, with the Anschluss and the Munich agreement which devitalized Czechoslovakia, the year 1938 indicated the coming of World War II. Germany had already opened a new phase in the struggle for hegemony in South-Eastern Europe, and from economic control of the region she turned to military annexation, from the methods of economic talks, or we may say from structural to open violence or at least to the threat of it.

The economic importance of Austria and Czechoslovakia for National-Socialist Germany lay first of all in the highly developed industry of the two countries. The annexation of Austria and Czechoslovakia not only made Germany in the military and political sense a neighbour of South-East-European countries, but by taking over the Austrian–Czech economic interests Germany increased her economic influence in the region immeasurably.

The result was heightened by her success in integrating the countries of the area into the system of *Grossraumwirtschaft* before the Anschluss by considerably widening her foreign trade.

In 1937 while all German foreign trade amounted to only 40 per cent of the 1929 figure, trade with Eastern and South-Eastern Europe had reached the level of 1929, and in quantity even exceeded it if one takes into account the fall in prices. These data alone throw light on the territorial regrouping of German foreign trade which took place as a consequence of Nazi economic policy.

*The Territorial Regrouping of German Foreign Trade\**

Country	Share in import, %				Share in export, %			
	1929	1932	1935	1937	1929	1932	1935	1937
South-Eastern Europe	4,3	3,5	5,9	9,4	3,8	5,0	7,7	10,5
The Middle East	1,4	1,3	3,4	3,6	1,3	2,5	3,8	9,0
Latin America	7,3	4,1	9,1	11,0	11,4	9,6	13,1	15,0
Notthern Europe	10,2	9,4	11,4	10,2	7,3	6,4	9,9	12,1
Western Europe	26,2	31,9	26,1	22,6	15,7	15,1	14,1	12,6
Britain	9,7	7,8	8,8	7,3	6,4	5,5	6,2	5,7
United States	7,4	4,9	4,9	3,5	13,3	12,7	5,8	5,2
Else	33,5	37,1	31,3	32,4	40,7	43,2	39,4	43,6

\* Vierteljahrshefte zur Wirtschaftsforschung des Instituts für Konjunkturforschung. 1939/40. Heft 1. 75, 77.

Perhaps Rumania was the only country in the Danube Basin whose foreign trade did not totally depend on Germany; this was partly due to her oil exports going towards the western countries paying in hard currency.

After the Anschluss the idea was revived in the diplomacy of western countries that further German headway and predominance should be prevented through efficient counter-moves. The French Foreign Minister again elaborated a proposal to this end. The British studied the matter thoroughly and sceptically since they thought that they could not compete with the Germans in the area, and there was the complication that economic favours they might grant to South-Eastern European countries may conflict with other agreements more important for them. At the April 1938 conference in London a programme was eventually worked out which qualified the case rather than changed it. This plan was not able to budge the German markets and was soon dropped. After the Munich agreement they wanted to avoid even the appearance of questioning German hegemony in the area. Thus even the talks with Rumania were nearly unsuccessful, though the British traditionally had the best trade relations with Rumania, the country was especially important for strategic reasons (oil) and British capital investment was the largest here in all the Balkan countries. They did not comply with Rumanian loan demands, nor did they undertake to buy Rumanian products (wheat) to the extent the Rumanians asked. Similarly they refused to comply with the Yugoslavian request for loans. At that time the French pursued the same policy as the British. The French Foreign Minister Bonnet stated in public: "We have to avoid any move which could give the impression in Berlin that it is intended to restrict the trade activity of Germany in South-Eastern Europe."<sup>63</sup> Partly on the basis of a division of labour in the Austro-Hungarian Monarchy, Austria and Czechoslovakia were traditionally among the most important trade partners of South-Eastern European agrarian countries. While in 1929 Czech and Austrian exports together totalled 169 million dollars, and German exports only 129 million, in 1937 the German figure had already reached 115 million dollars; this was as a consequence of the new prices, much more than in 1929 and Czech exports were only 31 and Austrian only 30 million dollars. Despite the reduction of the role of Czech and Austrian foreign trade,

*The Foreign Trade of South-Eastern European Countries with Germany*

Country	Exports to Germany as a percentage of all exports		Imports from Germany as a percentage of all imports	
	1937	1939	1937	1939
Bulgaria	43,1	71,1	54,8	69,5
Hungary	24,1	52,4	26,2	52,5
Rumania	19,2	43,1	28,9	56,1
Yugoslavia	21,7	45,9	32,4	53,2

<sup>63</sup> L. ZIVKOVA: British Economic Policy on the Balkans on the Eve of World War II. in: *Politika na velikite sili*. . . Sofia, 1971. p. 184.

the take-over of the Austrian and Czech markets toppled the scales permanently. Germany and the two industrial countries annexed in the Danube Basin took over 44 per cent of the wheat export of the agrarian countries, 42 per cent of their maize export, 52 per cent of their tobacco export. These countries also took delivery of 70 per cent of their bauxite, 25 per cent of their wood, 24 per cent of their copper export and also the delivery of other raw materials and products.<sup>64</sup>

So the predominant role of Germany in the foreign trade of the area had increased by leaps and bounds by 1939.

But the German economic hegemony at this time was not built only on foreign trade relations. From 1936 Germany consciously worked to building supremacy not only upon bilateral relations and other types of interference in the economy of these countries/holding capital, control of companies, development of sectors important for the Germans/rapidly grew more important when Austria and Czechoslovakia were annexed. Both Austrian and Czech capital had very important, much stronger positions than German in countries along the Danube. Czechoslovakia and Austria had significant shares in the Rumanian, Yugoslav and Hungarian textile and chemical industries, in the Bulgarian and Yugoslav sugar industry and in Rumanian metallurgy. Again banks in the Danube countries were mostly linked to Vienna up to World War I and though the financial bonds loosened after the war, they did not cease or linked these countries to Prague instead.

In Yugoslavia German capital interests earlier estimated as 800 million dinars were completed by Austrian and Czech interests which were put at 1200 million dinars. So together they controlled 18 per cent of all foreign capital invested in the Yugoslav economy preceeding French capital (17 per cent) and British (14 per cent). In Bulgaria where German capital interests had been 5 per cent in 1935, they went up to 16 per cent after the incorporation of Czech and Austrian interests.<sup>65</sup>

As for Hungary, the German capital groups had a share of 125 million out of the 900 million pengő share capital invested in all the mining and industrial companies, that is, the share came close to 13–14 per cent. (But it amounted to more than 50 per cent of all foreign investments.) With this Germany became a power holding the most important capital interests in Hungary and possessed more than half of the share capital (25 per cent) of Hungarian industry in foreign hands.

In Bulgaria between the two world wars German capital totalled 5.2 per cent of all foreign capital, and through the incorporation of Austrian and Czech interests it grew to 13.4 per cent which gave Germany third place after Belgian and Swiss interests.

<sup>64</sup> A. BASCH: *The Danube Basin and the German Economic Sphere*. London, 1944. p. 204.

<sup>65</sup> For the data see: L. ANDREW: *Probleme der kapitalistischen Industrialisierung Bulgariens 1877 bis 1944*. *Jahrbuch für Wirtschaftsgeschichte* 1978; I. T. BEREND—GY. RÁNKI: *Magyarország gyáripára a második világháború előtt és annak időszakában* (*The Manufacturing Industry of Hungary before and during World War II*). Budapest, 1958; A. DIMITRIJEVICH: *Das ausländische Kapital in Jugoslawien vor dem Weltkrieg*. Berlin, 1969.



Besides in banks, German capital interest became strong especially in the growing heavy industry.

Perhaps it was only Rumania where the role of British and French capital was still stronger, though the influence of German capital, especially in metallurgy became stronger also in this country.

So by 1939, the eve of World War II the Germans regained not only the position lost as a consequence of defeat in the First World War but they had much greater influence than ever before in modern history. The struggle over two decades among the great powers for hegemony in the Danube Basin seemed to be decided in favour of Germany. The country which in the 1920s seemed to have lost all chance of being the primary factor in South-Eastern Europe not only reversed the process, but achieved greater success in realizing the *Mitteleuropa* idea than at any time before. But just as we cannot deny the intellectual and political relation between the *Mitteleuropa* plans and the economic plans of the *Grossraumwirtschaft*, neither may we neglect the differences between them. Both plans can be traced from the German striving for expansion, from German imperialism and from the internal economic problems caused by the backwardness of countries in the Danube Basin; at the same time we have to see the differences in the goals and methods of traditional German imperialism and the *Lebensraum* policy of Hitler, the different effects and receptions of economic hegemony and dependence on one hand, and total political and economic colonization on the other.

In the 1930s Germany struggled for economic, then political hegemony in the Danube Basin which it successfully obtained in a few years. But the compromise offered by the western powers in Munich meant for Hitler a short period for gathering his strength rather than a settlement of the matter.

The total submission exerted by Hitler in the first, though more peaceful form, which well reflected the economic conceptions, arose during the Rumanian, Hungarian and Yugoslavian trade talks in 1939. This conception did not mean a kind of informal empire, simple German hegemony or ruling influence, but rather assimilation, exploitation and sacking if need be. Hitler knew only two possibilities: Germany would either be a world power or would cease to exist. This unfoundedness of goals after 1939 increased German order over the Danube Basin so much that it multiplied the internal and international forces working against it. This conception developed *Grossraumwirtschaft* in such a way that it deprived the goals of the slightest rationality; bringing to the surface their only significant feature: the nemesis of National-Socialist rule. Keeping power at all costs, occupying territory, sacking it economically, the Germany of Hitler created also the historical conditions of eliminating German hegemony in the Danube Basin.

The lesson and the hope for countries along the Danube may be put into the Aristotelian saying:

“The gravest injustice are never done by those in distress but by those who go to extremes.”

Дьёрдь Ранки

## Преодоление экономического кризиса в Юго-Восточной Европе в 30-ые годы

(Резюме)

В исследовании рассматриваются вопросы установления экономической гегемонии Германии над Юго-Восточной Европой во второй половине 1930-ых годов. Автор указывает на то, что поскольку Малая Антанта ни сама по себе, ни с помощью возможной французской помощи не была способна решить своих экономических проблем, то в силу отсутствия экономической базы постепенно стала обесцениваться и её политическая мощь. Германия же свое политическое влияние усиливала и с помощью экономического влияния. Как французо-итальянское сближение, так и план Ходжа, целью которого было парализовать усиливающееся немецкое влияние, потерпели провал.

После 1936-ого года немцы начали новое экономическое наступление с тем, чтобы сохранить свои позиции, приобретенные ими в результате кризиса, и после завершения кризиса. Немецкое экономическое наступление теперь уже не ограничивалось только лишь обеспечением выгодных сельскохозяйственных рынков, но и поставило своей целью также и вопрос о возможности немецких капиталовложений в области добычи сырья. Опиралось оно в основном на предложения о поставках оружия, что одновременно имело как экономическое, так и политическое и военное значение. При отсутствии экономической заинтересованности Англии Франция — сама экономически слабая — не была способна, хотя и хотела этого по политическим соображениям, предпринять эффективных противомер. Рассмотрев подробно этот вопрос, автор приходит к выводу, что благоприятствовали проникновению в этот район Германии не только политические и экономико-политические предпосылки в данном регионе, но и его структурные проблемы.

В заключении показан процесс складывания гегемонии Германии в 1938—39 годах. Подчеркиваются различия по отдельным странам и одновременно указывается, что на данном этапе внешняя торговля играла исключительно большую — с точки зрения экономического влияния — роль, особенно если учесть, что она сопровождалась также и влиянием, давлением политическим. Роль её была ощутимее, чем значение капиталовложений. Так, например, хотя за счет старых, в 30-ые годы уже не возмещавших капиталовложений в отдельных странах, главным образом — в Румынии, ведущую роль все еще играл западный, в первую очередь — английский капитал, все-таки с 1938—39 годов можно уже считать, что экономическая гегемония Германии в Юго-восточной Европе получила свою завершённую форму.



*Петар Коледаров: Политическа география на средновековната  
българска държава. (Политическая география средневекового  
болгарского государства.)*

Первая часть. От 681 года до 1018 г. София, 1979. Изд. Болгарская  
академия наук, 87 стр.

В связи с 1300-летием образования болгарского государства чрезвычайно оживилась болгарская историческая жизнь: одно за другим появляются новые и новые издания, а с появлением первого тома древнейшей и древней истории страны, началось создание большого синтеза, запланированного на 13 томов.

Со стремлением исследовать со всех сторон основные вопросы болгарской истории органически связана и работа Петара Коледарова, хорошо известного и в Венгрии специалиста по исторической географии.

В фолIANте на семи обширных картах он рисует хорошо обозримую картину образования территории первого болгарского государства на протяжении более трёх столетий и это картографическое изображение подкрепляет текстовым материалом, свидетельствующим об огромной эрудиции автора. Одна из глав книги показывает формирование внутренней структуры государства, а последующие — его территориальное распространение по периодам: сначала примерно до 800-го года; затем расширение в IX веке, в основном во время Крума; далее следует X век до 970 года (завоевания Бориса и, главным образом, Симеона); и наконец, распространение охридского государства Самуэла.

Изучение средневековой болгарской истории и особенно истории первого царства, чрезвычайно затрудняет незначительное количество источников. Событийную историю — из-за отсутствия своих хроник — доставляют византийские хронисты, а из внутренних источников важнейшими являются различные, по этому периоду большей частью на греческом языке, эпиграфы, число которых в последние годы в результате поисков в значительной мере выросло. Поэтому, несомненно, существует большая потребность во внешних письменных источниках, которые затрагивают развитие болгарского государства. За последние три десятилетия болгарские историки издали очень большое количество иностранных источников в оригинале, с переводом на болгарский язык, отдельной серией греческие и латинские источники и т. п.

Коледаров использовал эти издания, но кроме этого исследовал и ряд других, дающих хотя бы незначительные сведения, источников, а также хорошо ознакомился с немалой болгарской и иностранной специальной литературой по данному вопросу.

На эту огромную по объёму, но всё же очень бедную данными, массу материала автор опирался, когда разрабатывал политическую географию Средневекового болгарского государства. Само понятие политической географии должно бы затрагивать внутреннее территориально-административное развитие государства. Но об этом, естественно, учитывая характер источников, Коледаров мог сказать очень немного. В начальном разделе, автор, по аналогии с другими племенами кочевников-скотоводов, пришедших из Азии, показывает, что племена протоболгар располагались во внутренней части государства, а славянские племена на его пограничных окраинах. Опираясь на нарах легомепоп византийского источника, Коледаров объясняет это так, что между протоболгарами и славянскими племенами возник некоего рода союз и что он с точки зрения территориального распределения был добровольным. Исходя из этого он делает вывод о федеративном и даже демократическом характере государственного устройства. Так как союзническо-договорная теория является одним из основных пунктов болгарской исторической науки, мы не видим необходимости вступать в спор только из-за аргументации: правильности аналогии с другими кочевниками-скотоводами. С середины IX века имеются упоминания о том, что

государство с точки зрения централизации, территориального административного управления, очеви но, делилось на десять территорий, и во главе их стояли назначенные правителем люди, а не местная знать, князья, как раньше. Однако большего из источников вычитать невозможно.

В соответствии с этим политическая география Коледарова в сущности занимается вопросами образования государственной границы. Уже в начале книги автор очень правильно заявляет, что в это время нельзя говорить о точных границах, а можно лишь о приблизительных (в современном понимании). В данном случае речь идёт об обширных незаселённых поясах, зонах. Но в дальнейшем, при исследовании по периодам записей, союзных договоров и других источников, это его признание как бы отступает на задний план. Хотя он очень ясно указывает на то, что и сейчас на многокилометровых пространствах можно заметить пограничные полосы, которые окружали территорию протоболгар, защищая их как с севера, так и с юга. Это, как подчёркивает автор, были типично пограничные зоны.

Нет необходимости, чтобы мы подробнее рассматривали взгляды Коледарова о болгарских границах. На больших отрезках решь идёт уже об известных границах, но Коледаров во многих случаях точнее очерчивает их, в первую очередь развивая и корректируя результаты болгарской специальной литературы, и уточняя их к тому же и хронологически. Ясно, что относительно более точные сведения автор может дать о линии между Византией и Болгарией, так как их больше всего в источниках. Менее определённой выглядит западная граница, которая, как известно, довольно часто изменялась. Северовосточная граница растянувшаяся до Днестра, по мнению автора, до коренной ломки в 970-х годах (византийские, русские походы и т. п.) не изменялась.

Касаясь северо-западной границы в период существования Велико-моравского княжества, автор обозначает такие пункты на Дунае, Гроне, и в Татрах, благодаря которым болгарское государство становилось соседом Велико-моравского княжества, и княжества Прибины и Коцела. В связи с этим, по всей видимости, будут замечания у словацких и чешских историков.

Коледаров полностью принимает венгерскую точку зрения, согласно которой хроника Анонима представляет собою в основном источник относительно положения XII века. В упомянутых Анонимом во время обретения венграми родины местных князьях, да и в Айтоне он видит местных князей болгарского государства, среди которых некоторые являлись членами династии болгарских правителей (по Анониму, это были Великий Кеанус и др.). Известно, что этих князей и другие народы этого региона привыкли считать своими представителями. Этот вопрос, вероятно, никогда не будет прояснён. Мы бы хотели поставить под вопрос другую сторону положения Коледарова, согласно которому до 970 года границей болгарского государства являлся Дунай, а точнее верхнее течение Тисы. Таким образом, автор располагает венгерские племена до указонного времени в Задунавье. Здесь мы хотели бы лишь сослаться на то, что в последние десятилетия раскопки венгерских археологов подтвердили старую известную точку зрения, что первый период обретения родины касался именно областей Верхней Тисы. А с тем, что дальнейшее распространение венгров на восток и юго-восток предположительно приходится на конец X века, мы можем согласиться.

Автору желательно в данном случае обратиться к анализу местных названий. Конечно, в этой области ещё много неясностей. Можно было бы предложить будущим историкам XXI века, которые будут заниматься историей Юго-восточной Европы, чтобы они создали историко-географически-этимологический словарь здешних местных названий. Это, несомненно, во многом бы помогло прояснению и вопросов политической географии.

В итоге автор считает, что первое средневековое болгарское государство объединило протоболгарскую терпимость к другим народностям и религиям со славянским свободолубием и это сделало привлекательным присоединение славянских и тюркских племён к болгарскому государству. Когда в другом месте автор пишет о том, что болгарское государство, стремилось к объединению славянских и тюркских племён, то пожалуй, здесь он стоит ближе к исторической действительности.

В целом работу Коледарова, независимо от замечаний, касающихся частных, мы признаём как выдающуюся, свидетельствующую о хорошем знании автором материала и его историческом чутье, как большое достижение болгарской исторической науки, которая содержит достойные внимания и для других данные и положения. Автор в предисловии обещает, что о расположении болгарской народности, о распространении болгарской культуры, а также о своих взглядах на политическую географию второго болгарского царства он хочет написать в следующей книге. Познакомившись с первым томом, мы надеемся, вскоре с большим теплом встретим и новую его работу.

*Эмиль Нидерхаузер*

WILHELM ABEL: Geschichte der deutschen Landwirtschaft  
vom frühen Mittelalter bis zum 19. Jahrhundert.  
Stuttgart. Eugen Ulmer Verlag, 1978. Dritte Ausgabe, 270 S.

In den Arbeiten Abels können wir eigentlich im Falle jeder einzelnen größeren Monographie die Entwicklung der ganzen mitteleuropäischen Agrargeschichte verfolgen, und auch in dieser Arbeit können wir darüber lesen, über die frühe Ausrodbewegung im 5—7. Jahrhundert zur Zeit der Karolinger, ganz bis zum 19. Jahrhundert. Die Umstände der Bauernbefreiung werden aber in dieser Arbeit leider nicht beschrieben.

Im Zusammenhang mit den Siedlungswellen und -system der frühen Karolingischen Periode bemerkt er, daß es sich hier um eine Rodungsbewegung mit zerstreuten Siedlungen, um die „Weiler“, und „Einzelhöfe“ handelt. Diese geht auf den Waldgebieten die Flußtäler entlang vor sich, und die geschlossenen Dorfgemeinschaftssiedlungen erscheinen nur im Laufe der Ausdehnung dieser zerstreuten Siedlungen. In bezug auf das 11. Jahrhundert weist er auf die Fortsetzung dieser Ausrodbewegung hin, und in erster Linie in dieser Periode war auch die Innovationsbewegung viel größer. Abel erklärt die Erscheinung des zeitgenössischen Agraraufschwungs mit der Entwicklung der Agrar-Produktionskräfte. So verbreitet sich der Wendepflug mit asymmetrischen Scharen allgemein, es erscheint das Brustgeschirr anstatt des Halsgeschirres — im Falle der Einspannung der Pferde —, die Anwendung der Hammer und Wassermühlen bekommt größeren Raum. Als Höhepunkt dieser Periode wird der Preis der landwirtschaftlichen Produkte im 13. Jahrhundert reduziert, dies ist aber nicht das Ergebnis der Geldverschlechterung, sondern Folge der Entwicklung der auch oben angegebenen landwirtschaftlichen Produktionskräfte, vom 11. Jahrhundert an zusammen mit dem angedeuteten Innovationsbewegung, und im 13. Jahrhundert infolge der allgemeinen Verbreitung des Dreifeldersystems. Nach der Periode der Entwicklung und des Aufschwungs im 13. Jahrhundert konnte die Erscheinung der landwirtschaftlichen Überproduktion verzeichnet werden, die Getreidepreise nehmen ab, die Siedlungen werden verödet. Die Zahl der Siedlungen geht zurück, es meldet sich die Erscheinung der Verwüstung, und das geht zusammen mit der Erhöhung der Fleischpreise einher. In dieser Periode vermindert sich die Zahl der Siedlungen infolge der Verschmelzung der kleineren Siedlungen, die Gebiete der brachliegenden Siedlungen werden zur Viehhaltung im Freien genutzt, die der Fleischversorgung der städtischen Bevölkerung diente. In bezug auf das 15—16. Jahrhundert stellt er die Erscheinung der Agrardepression, zusammen mit den Kriegsschäden und Seuchen vor. Im 16—17. Jahrhundert macht er dann wieder auf die weitere Entwicklung der landwirtschaftlichen Produktionskräfte, aufmerksam. Auf diese Zeit fällt die Erscheinung und Verbreitung der niederländischen Moortrockenlegungsbewegung, eine gewisse technologische Entwicklung, so vor allem im Zusammenhang mit den niederländischen Siedlungsaktionen die Erscheinung einer verbesserten Variante des Dreifeldersystems und von dieser

Periode an die Einsaat des Brachfeldes mit Futterkräuter, wodurch die bessere Ausnützung der Böden ermöglicht wird. Im 17—18. Jahrhundert erlebte die landwirtschaftliche Produktion wieder einen Aufschwung, parallel zur Erscheinung des Kartoffels auf dem Brachfeld, den Bewegungen der Agrarier, in der Periode von Maria Antoinette, später von Kaiser Friedrich und Joseph dem Zweiten. Ebenfalls in dieser Periode entsteht auf den westlichen Gebieten das Pacht-, auf den östlichen Gebieten das „Vorwerk“-System. Gleichzeitig kann auf den westlichen Gebieten die Entstehung des bäuerlichen Handgewerbes und das System des monokulturellen Bodenbaus beobachtet werden. Im 19. Jahrhundert hebt er wieder die Verbesserung und Entwicklung des Ackerbaus vor, hauptsächlich die Verbreitung der Hackpflanzen, die Erscheinung des Kartoffels, des Tabaks und des Mais, dann stellt er neben der Bewegung der Agrarier vor allem die landwirtschaftliche Fachliteratur und die Entstehung der Agrarwissenschaft vor. Im weiteren macht er auf die Anfangsphasen der Mechanisierung der Landwirtschaft und auf deren Keimerscheinungen aufmerksam. Ebenfalls im Zusammenhang mit dieser Periode berührt er die Erscheinung der landwirtschaftlichen Verarbeitungsindustrie sowie die frühe Integration der Landwirtschaft und der Industrieproduktion.

Im Zusammenhang mit der Arbeit möchten wir auf einige Thesen hinweisen, die mit anderen Feststellungen der Geschichtswissenschaft im Einklang stehen. Vor allem im Fall der Rodungsbewegung zur Zeit der Karolinger zwischen dem 5—7. Jahrhundert betont er, daß es sich um Rodungen individuellen Charakters handelt, es dominieren der Einzelhof und die Blockflur, und von diesen sporadischen Siedlungen mit Gehöftssystem entstanden die Siedlungen mit geschlossenem Dorfsystem. Die Anwesenheit von urgesellschaftlichen Dorfgemeinschaften kann also nicht beobachtet werden. Im Zusammenhang mit der Verwüstung im 13—14. Jahrhundert fügt er hinzu, daß diese Periode mit der Verbreitung des Dreifeldersystems einherging, durch die Zusammenlegung der Dörfer, die frühe Phase der „Flurbereinigung“ verfolgt wurde. Damals dominierte die Viehhaltung im Freien, das Fleisch erscheint auf den städtischen Märkten in großem Maße. Es ist ferner eine äußerst bemerkenswerte Feststellung, daß im 16—17. Jahrhundert gleichzeitig mit der Entstehung des Pachtsystems auch die Monokulturen auftauchen. Für die Bauern westlich von der Elbe bildeten die Weinbau-Monokulturen, dann gewisse dörfliche Hausindustrien die Grundlage des Unterhalts. Unter diesen Meistern gab es außer den Webern Rad- und Wagenmacher, Schmiede, Töpfermeister, Tischler, Zimmermänner, Maler und Sattlermeister, Dachdecker, Knopfmacher. Es wird also sichtbar, daß auf dem Gebiet des kontinentalen Europas eine sehr charakteristische und eigenartige Abart der auf dem Lande lebenden Arbeiterklasse entstanden ist, die sich von der englischen unterscheidet.

Im vorliegenden Werk gibt es jedoch auch grundlegende Mängel. So hauptsächlich im Fall der frühen Rodungsbewegungen im 5—7. und 11—13. Jahrhundert, der Dorfgründung. Die frühe gutsherrschaftliche selbstversorgende, frühe allodiale Wirtschaft erwähnt er nicht, die z. B. bei Werner Sombart im Begriff der „Saalenwirtschaft“ vorhanden ist, oder von Günther Franz in der Form der Erscheinung des frühen „Hof“-es oder „villa“ genannt wird, wo die sich halbwegs in unterlegener Situation befindlichen Elemente zum Arbeitsdienst und zu geringen natürlichen Dienstleistungen gezwungen werden, für die frühe gutsherrschaftliche selbstversorgende Wirtschaft. Später von diesem frühen gutsherrschaftlichen selbstversorgenden Allodium unabhängig geworden kann die Entstehung des engen und geschlossenen Dorfsystems zusammen mit dem Dreifeldersystem beobachtet werden, durch die „Befreiung“ dieser sogenannten abhängigen Elemente mit Einschaltung des frühen Unternehmers, des dorfforganisierenden Schultheißen.

Der Leser vermißt aber am meisten, daß vor allem im 16—17. Jahrhundert die auf dem westlichen und östlichen Gebiet der Elbe unterschiedliche wirtschaftliche Entwicklung nicht besonders betont wird. Der Verfasser erwähnt zwar, daß sich auf den westlichen Gebieten das Pachtsystem meldet, gleichzeitig erscheint auf den Gebieten östlich von der Elbe das Vorwerk. Diese Erscheinungen werden aber in die Hauptkonzeption der Studie nicht eingestellt, und z. B. in bezug auf die Gebiete östlich von der Elbe deutet er auch auf die Erscheinung des so charakteristischen Gesindezwanges nicht hin.

Die frühen kapitalistischen Tendenzen werden in der Geschichte der deutschen Landwirtschaft gut charakterisiert, die Frage der Bauernbefreiung wird aber vernachlässigt, die auch deswegen wichtig gewesen wäre, weil sich vor allem die Möglichkeiten der dorfgemeinschaftlichen Nutznießungen für die einzelnen bäuerlichen Schichten westlich und östlich der Elbe unterschiedlich gestalteten. Auf den westlichen Gebieten waren die gemeinschaftlichen Nutznießungen für die Häusler möglich und erlaubt, während auf den östlichen Gebieten vor allem die Lebensform der Deputatsarbeiter und die landwirtschaftliche Saisonarbeit typisch waren.

Trotz dieser Mangelhaftigkeiten gibt diese Publikation ein sehr tiefgreifendes Bild über die Entwicklung der deutschen Landwirtschaft. Aus diesem Grunde war die dritte Ausgabe berechtigt.

*Zoltán Tagányi*

*Hans Mottek: Wirtschaftsgeschichte Deutschlands. Ein Grundriß*

Band I. Von den Anfängen bis zur Zeit der Französischen Revolution. 311 S.

Band II. Von der Zeit der Französischen Revolution bis zur Zeit der Bismarckschen Reichsgründung. 254 S.

VEB Deutscher Verlag der Wissenschaften, 1977—78

Die deutsche Wirtschaftsgeschichte verfügt über eine mächtige Literatur. Den ausländischen Interessenten boten bislang vor allem die Forschungen von Abel und Lütge die Grundlagen für einen Überblick über die Geschichte der deutschen Wirtschaft. Mit diesen beiden Bänden ist jetzt eine Arbeit zu begrüßen, in der ein Wissenschaftler der DDR auf Grund der Literatur der traditionellen Schule der deutschen Wirtschaftsgeschichte die Entwicklung der Wirtschaft Deutschlands erläutert. Der in den beiden Bänden erörterte Standpunkt ist in vieler Hinsicht konventionell, die Genese der Arbeiterklasse wird aber vom Verfasser schon ähnlich vorgestellt wie in den Werken von Abel.

Im ersten Kapitel des ersten Bandes wird die deutsche Wirtschaftsentwicklung von den Anfängen bis zum 5. Jahrhundert vorgestellt. Der Verfasser macht darauf aufmerksam, daß am Anfang die Struktur der deutschen Landwirtschaft stark nomadisierend war, die Viehhaltung von großer Bedeutung war und die Feldgraswirtschaft vorherrschte. Gleichzeitig wird auch betont, daß in der Bronzezeit die Arbeitskooperationen schon entstanden sein konnten und demzufolge auch die Institution der Großfamilie in dieser Periode erscheinen mochte. Des weiteren werden auf Grund der Berichte von Caesar und Tacitus die Allmende, die Dorfgemeinschaft und das System von deren Aufteilung in Gewanne erörtert. Dies hält der Verfasser für eine Urinstitution. Obwohl er das Prinzip der Urdorfgemeinschaft beibehält, weist er auch darauf hin, daß die zerstreuten Siedlungen, die sog. Weiler recht allgemein und verbreitet waren.

Bei der Behandlung der Periode vom 5. bis zum 10. Jahrhundert werden die Entstehung der auf dem System der Nachbarschaft beruhenden Dorfgemeinschaft sowie die gutherrschaftliche selbstversorgende frühe allodiale Wirtschaft, der Fronhof erörtert, dem die halb freien, halb abhängigen Elemente Arbeitsdienste und natürliche Dienstleistungen schuldeten. So erscheinen vor allem Dienstleistungen und Handwerke, die mit dem Fronhof im Zusammenhang stehen, wie z. B. die Bierbrauerei, das Schmiedehandwerk, das Müllergewerbe, das Zimmermannshandwerk sowie die Dienstleistungen der Töpfer. Wie der Verfasser darauf hinweist, ist es für diese Periode charakteristisch, daß auf dem Fronhof die Erscheinung der Befreiung beobachtet werden kann, d. h. die abhängigen Elemente werden befreit und gleichzeitig bekommen sie in den entstehenden Dörfern Gewanne. Parallel dazu nehmen auch die Bildung von Waldhufendörfern und die Rodungsbewegung



ihren Anfang, es erscheinen die Immunität des Gutherrn und die Leihe, die feudale Gliederung sowie deren bürokratische Organisation.

Im Zusammenhang mit der Entwicklung im 14. und 15. Jahrhundert wird erläutert, daß sich der lokale Markt, das lokale Bauernhandwerk und Pfuschergerwerbe in immer größerem Maß entfalteten und vor allem ähnlich der berühmten Bestimmung von Werner Sombart, „die Wiedergeburt der Tauschwirtschaft“ zu beobachten war. Auf das lokale Pfuschergerwerbe bauend entstand ein lokaler Tauschhandel und parallel dazu setzte die Entwicklung der Städte ein. In der frühen Phase dieser Periode sind in erster Linie die Ansiedlungsbewegung nach dem Osten sowie die Ansiedlung auf Rodungsgebieten charakteristisch. Des weiteren zeigt der Verfasser, daß sich in den westlichen Gebieten der gutherrschaftliche Fronhof, das selbstversorgende Allodium voll und ganz auflöst und in den östlichen Gebieten die Institution der Gutswirtschaft, der sog. Meierhöfe erscheint.

Vom 16. Jahrhundert an erscheinen in Fortsetzung der auf dem Wochenmarkt und der Heimindustrie beruhenden Handwerksproduktion die manufaktuelle Produktion mit Verlagsystem sowie die Produktion von Luxusgütern.

Was die Entwicklung in der Zeit vom 16. bis zum 18. Jahrhundert anbelangt, betont der Verfasser, daß parallel zur Heimindustrie die Handwerker auf dem Dorf im Verlagsystem leben und arbeiten und so eine auf dem Lande lebende Arbeiterklasse entstehen kann. Mit dem Verlagsystem erscheint später auch die manufaktuelle Produktion. In den östlich liegenden Gebieten ist dies vor allem die Periode der Meierhofwirtschaft. Auf die brachliegenden Felder der Leibeigenen legt die Meierhofwirtschaft ihre Hand. Parallel zum Vorstoß der Meierhofwirtschaft läßt sich die Erscheinung des Bauernlegens beobachten. Ähnlich wie Abel umreißt der Verfasser im Abschluß der Erörterung der Periode das Bild der Agrarkonjunktur in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts. Auf dem Brachland erscheinen die Hackkulturen und das verbesserte Dreifeldersystem, es verbreitet sich der Kartoffel- und Tabakanbau. Hier wird noch erwähnt, daß sich in der deutschen Agrarwirtschaft gewisse Tendenzen der Kapitalisierung abzeichnen, es erscheinen in der Landwirtschaft die Saisonarbeiter, das sog. Gesinde und die Deputatsarbeiter.

Im zweiten Band umreißt der Verfasser vor allem das Bild der deutschen Wirtschaft nach der Französischen Revolution. In den westlichen und südlichen Gebieten kann die Einliegenschaft die gemeinschaftlichen Nutznießungen und die Weiden nach wie vor in Anspruch nehmen, und von der bedeutenden Viehhaltung kann sie sich sogar erhalten. In dieser Zeit vollziehen sich in der Technologie große Veränderungen. Es erscheinen die Dampfmaschinen, die Leinweberei wird mechanisiert, auch in der Agrarproduktion setzt sich eine Entwicklung durch, man arbeitet schon mit Dreschmaschinen, Dampfdreschmaschinen und Pferdegefährtmaschinen und das verbesserte Dreifeldersystem wird allgemein. Es entsteht das freie Agrarproletariat, das keine feudalen Bindungen mehr kennt. Für die Arbeiterklasse ist es auch in dieser Zeit charakteristisch, daß die Heimarbeit innerhalb der dörflichen Handwerksindustrie zutagetritt und die auf dem Lande lebende Arbeiterklasse gilt zu dieser Zeit schon als allgemein. Im Abschluß der Periode werden die Entstehung der Arbeiterklasse und die Anfänge der Arbeiterbewegung erörtert. So stellt der Verfasser vor allem im Ergebnis der Tätigkeit von Babeuf, Saint Simon und Fourier die recht starke Wirkung des utopistischen Sozialismus vor. Auch der lassalleanische utopistische, und kleinbürgerliche Sozialismus schlägt im Kreis der deutschen Arbeiterklasse tiefe Wurzeln.

Die Arbeit von Mottek ist in erster Linie von dem Gesichtspunkt aus bemerkenswert, daß hier, den Ergebnissen von Abel ähnlich, die Entstehung der deutschen Arbeiterklasse von der Warte der Entstehung der Arbeiterklasse des kontinentalen Europas aus vorgestellt wird. Die Ergebnisse sind mit den Feststellungen von Abel gleich; vor allem durch die Analyse des Verlagsystems des Weberhandwerks wird die Entstehung einer äußerst eigenartigen kontinentalen Arbeiterklasse vorgestellt. In bezug auf das 18. Jahrhundert spricht der Verfasser — sich auf die Ergebnisse von Abel stützend — von einer Agrarkonjunktur und umreißt die Entstehung des verbesserten Dreifeldersystems in dieser Zeit und parallel dazu die Erscheinung der Hackkulturen auf den Brachfeldern. Sehr

richtig weist er auch darauf hin, daß in dieser Periode den frühen Kapitalisierungstendenzen entsprechend auch schon die freie Agrarlohnarbeiterschaft (Deputatsarbeiter) zu entstehen beginnt.

Es gibt jedoch Fragen, die vom Verfasser nicht eindeutig vorgestellt werden. In bezug auf die frühe Periode erwähnt er z. B. auf Grund der Berichte von Caesar und Tacitus die Allmende, und das System der Aufteilung in Pfeile, die Gewanne. Es wird aber nicht eindeutig ausgesagt, daß es in dieser Anfangsperiode nur um eine sippengenossenschaftliche Institution geht und erst über die Entwicklung vom 5.—10. Jahrhundert wird darauf verwiesen, daß diese Dorfgemeinschaft eine Institution mit Nachbarschaftscharakter darstellt. Wenn er auf Grund der von Tacitus und Caesar angeführten Angaben von Dorfgemeinschaft spricht, sieht er in dieser Periode nur eine sippengesellschaftliche Organisation, das sagt er aber nicht eindeutig aus und auch des weiteren bedient er sich nicht des Ausdruckes des Urkommunismus, weil dazu die entsprechenden Grundlagen fehlen. Auch bei der Behandlung der Anfangsperiode bis zum 5. Jahrhundert schreibt er über den gutsherrschaftlichen Fronhof, und über die zu leistenden Arbeits- und natürlichen Dienste, der „Fronhof“ wird von halb freien, halb abhängigen Elementen umgeben. In der Periode vom 5. bis zum 10. Jahrhundert deutet er im Zusammenhang mit der östlichen Kolonisation und der Ausrodbungsbewegung den Auflösungsprozeß des Fronhofs an. Der wichtigste Mangel der Arbeit liegt darin, daß sie in dieser Periode zwischen der Auflösung und Liquidierung des sog. frühen Fronhofs oder anders der Villikationsverfassung und der sog. „Befreiung“ der halb abhängigen Elemente keinerlei Beziehung schafft. So knüpft er auch die Rodungssiedlungen von Schultheiß und die damit gleichzeitige Entstehung des Grundstücksystems, des Dorfes mit geregelter Grenzbenutzung sowie des Dreifeldersystems nicht an diese Periode. In den Fragen der frühen Wirtschaftsgeschichte läßt sich beim Verfasser eine Art Ratlosigkeit beobachten, im Falle des frühen Fronhofs vermag er die sog. Befreiung der halb abhängigen Elemente und die Auflösung der frühen Villikationsverfassung nicht eindeutig darzulegen, obwohl diesbezüglich in der deutschen Wirtschaftsgeschichtsschreibung reichliche Angaben zur Verfügung stehen. Bei der Behandlung der Entstehung der Arbeiterklasse des kontinentalen Europas kommt er zu den gleichen Ergebnissen wie Abel d. h. zur Feststellung dessen, daß diese Arbeiterklasse im Verlagsystem der dörflichen Handwerksindustrie auf dem Lande lebt. Obwohl der Standpunkt der Geschichtsschreibung der DDR mit den Ergebnissen von Abel und Lütge nicht in jedem Falle übereinstimmt, ist die Stellungnahme der Wissenschaft der DDR in diesen Fragen äußerst aktuell.

Zoltán Tagányi

*Wolfgang Küttler: Lenins Formationsanalyse. Rußland vor 1905.*

Akademie Verlag, Berlin, 1978. 326 S.

Der Verfasser stellt in dieser Arbeit, in erster Linie mit den Narodniki diskutierend die Problematik der Dorfgemeinschaft im Fall des russischen Bauerntums vor. So betrachten die Narodniki auf Grund der Tätigkeit von Mauer die Dorfgemeinschaft als eine Institution der Urgesellschaft, und halten die Dorfgemeinschaft für die Grundlage des kommenden bäuerlichen Sozialismus. Im Gegensatz zu den Narodniki weist der Verfasser, unter Berufung auf Lenin darauf hin, daß der „Mir“ keine auf der Gleichheit beruhende Institution sei. In dieser Zeit konnte im russischen Dorf eine sehr charakteristische gesellschaftliche Umschichtung beobachtet werden, und Küttler stellt die Dreier-Gliederung von Lenin vor, derzufolge 20 Prozent der Bevölkerung des Dorfes vermögender Bauer, Kulak, 30 Prozent mittelmäßig vermögender Bauer sind, und schließlich folgen die armen Häuser-Elemente, die 50 Prozent der Bevölkerung ausmachen.

Mit der gesellschaftlichen Schichtung stellt der Autor gleichzeitig sehr anschaulich vor, daß zwischen den einzelnen gesellschaftlichen Schichten eine gewisse Abhängigkeit, und eine sehr

eigenartige Erscheinung von Gegenleistungen wahrgenommen werden kann. So kommt vor allem die Erscheinung des Jochwuchers zustande, die jochlosen ärmeren Elemente wenden sich an den vermögenden Eigentümer um Hilfe, und sie müssen die Zahl der Jochtage für die Kulakenschicht zu Fuß ableisten. Dies stellte gleichzeitig ein solches Abhängigkeitsverhältnis dar, das die Neuverteilung in der Dorfgemeinschaft und die Erscheinung der gleichmäßigen Neuverteilung beschränkt, und deshalb meldet sich dieser wohlhabendere Kulak Lenins Definition zufolge unter dem Begriff „Mirojed“. Es handelt sich deswegen um eine wichtige Definition und Bemerkung, denn die Narodniki berücksichtigten die Erscheinung des Kulak-„Mirojed“ innerhalb der Dorfgemeinschaft nicht, und sahen darin einen, auf einer idyllischen Gleichheit beruhenden urkommunistischen Zustand. Ein weiteres wichtiges Merkmal des russischen Dorfes ist die Erscheinung des Hausgewerbes, und daß die Hausgewerbe-Tätigkeit stufenweise in manufaktuelle Produktion übergeht. Die im Dorf wahrnehmbaren einfachen hausgewerblichen Kooperationen lösen sich auf, und diese Tätigkeitsart wandelt sich langsam zur manufaktuellen Produktion um. Auch bei der manufaktuellen Tätigkeit erschien die Abarbeit, die im Fall des Jochwuchers beobachtet werden konnte. So sieht man im Fall der Entstehung der russischen Manufakturen, daß der Bauer Boden bekommt und als Entgelt manufaktuelle industrielle Arbeit leistet, z. B. im Fall der hausgewerblichen Tuchproduktion, oder der hüttenindustriellen und Schmelzarbeiten im Ural. Im Fall der handgewerblichen Tätigkeit und der manufaktuellen Tätigkeit können also die gleichen arbeitsorganisatorischen Lösungen wahrgenommen werden, die unter den vermögenden Kulaken- und den ärmeren Häusler-Elementen im Fall der Abarbeit („otrabotka“) und der Halbbau bemerkt werden konnten.

Eine grundlegende Frage der Arbeit ist die Beurteilung der Problematik und Bedeutung der Dorfgemeinschaft. In der zeitgenössischen Wissenschaft war die Maurersche Erkenntnis, derzufolge die Dorfgemeinschaft eine urgesellschaftliche Institution wäre, allgemein anerkannt und Marx arbeitete, sich vor allem auf Maurer stützend und dann auf Grund der Wegweisungen von Haxthausen den Begriff des „Gemeinwesens“ aus. Diese Auffassung kam vor allem den Narodniki zugute, die in der Dorfgemeinschaft die Institution eines altertümlichen Sozialismus sahen, und diese Dorfgemeinschaft auch in der Zukunft beibehalten wollten. Der Verfasser stellt das System der Dorfgemeinschaft vor, und macht den Standpunkt der russischen fiskalischen Schule, von Tschitscherin, Miliukin, Pawlow Silwanski, Sergejewitsch, Kljutschewski bekannt, demzufolge die Dorfgemeinschaft eine Institution fiskalischen Charakters wäre, und vor allem im 15–16. Jahrhundert auf Grund der Einmischung der staatlichen fiskalischen Organe zustande gekommen wäre. Bei der Bekanntgabe dieser Standpunkte umreißt der Verfasser eigentlich das folgende Bild. In der Dorfgemeinschaft gab es Institutionen und Eigentumsformen, die auf den individuellen Besitz hingewiesen haben. Vor allem stellten das Haus und die Einrichtungsgegenstände Privatbesitz dar, der Boden war aber bereits gemeinsam und die Institution der Dorfgemeinschaft wurde von der sippengenossenschaftlichen Organisation und vom blutverwandtschaftlichen Besitz abgeleitet. Aus den Erläuterungen des Autors geht hervor, daß außer der Merkmale des blutverwandtschaftlichen Besitzes auch Institutionen territorialen Charakters existierten, für die Dorfgemeinschaft war also der von der Literatur so allgemein bekannte Dualismus kennzeichnend.

Der Verfasser gibt in dieser Arbeit über die gesellschaftliche Schichtung des Dorfes eine sehr gute Darstellung. Er stellt ausführlich vor, welche Abhängigkeitsverhältnisse zwischen den einzelnen bäuerlichen Schichten, den Besitzenden und den Häuslern infolge der Abarbeit für Joch und später der Halbbau entstehen konnten. Ebenfalls sehr plastisch stellt er den Übergang der hausgewerblichen Produktion zur manufaktuellen Produktion vor, und analysiert die Erscheinung der gleichen arbeitsorganisatorischen Lösungen, die Abarbeit und den Halbbau, wie im Fall der landwirtschaftlichen Produktion.

Ein weiteres großes Verdienst der Arbeit ist, daß sie auch die Problematik der asiatischen Produktionsweise vorholt, und die Feststellung dieser These auf die russische Dorfgemeinschaft anwenden möchte. So stimmen die gesellschaftliche Kooperation innerhalb der Dorfgemeinschaft,

die Arbeitsteilung zwischen der industriellen, hausgewerblichen Produktion und dem Ackerbau innerhalb der Dorfgemeinschaft mit den Thesen des jungen Marx über die asiatische Produktionsweise gut überein. Der Begriff der asiatischen Produktionsweise findet aber beim Verfasser noch eine Anwendungsweise, die nicht beruhigend gelöst wird. Als er die Standpunkte der fiskalischen Schule vorstellt, deutet er darauf hin, daß es innerhalb der Dorfgemeinschaft bereits sippengesellschaftliche Institutionen gaben, so lagert sich die territoriale Dorfgemeinschaft auf bereits vorhandene Sippeninstitutionen (Gentilverfassung) und er bringt diese Sippeninstitutionen mit der asiatischen Produktionsweise in Zusammenhang und vor allem bei der Behandlung dieser Frage erwähnt er den berühmten Brief an Vera Sasulitsch. An und für sich ist die Feststellung über den Dualismus der Dorfgemeinschaft, d. h., daß sich auf die sippengesellschaftlichen Institutionen auch territoriale Institutionen und Erscheinungen lagern, richtig, die asiatische Produktionsweise kann aber mit der sippenmäßigen Organisation nicht eindeutig identifiziert werden. Bei Marx bedeutet die asiatische Produktionsweise innerhalb der Dorfgemeinschaft die Kooperation zwischen der Landwirtschaft, handgewerblichen bzw. der landwirtschaftlichen Produktion, diese Gemeinschaft hat aber selbstversorgenden Charakter. Im Fall dieser Formation kann im weiteren im Gegensatz zur antiken und germanischen, barbarischen Form der orientalische Despot beobachtet werden, der „absent landowner“, der nicht auf seinem Gut lebt, dessen Gut seinem Charakter nach präbendaler Besitz ist, der seine Einkünfte im fürstlichen Hof, oder in der Stadt verbraucht. Diese Formation kann aber auf die Verhältnisse des russischen Feudalismus sehr schwer transponiert werden, denn in der Periode, als Lenin lebte und arbeitete, existierten die sippengesellschaftlichen Organisationen und ihr System in der russischen Dorfgemeinschaft nicht mehr. Später, in der Zeit des russischen Feudalismus, z. B. im Fall des Staates von Nowgorod gab es solche Momente, wie es aus den Arbeiten von Jefimenko von der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts hervorgeht, aber im russischen Feudalismus waren alle drei Eigentumsarten, die fürstlichen bzw. staatlichen, die gutsherrschaftlichen und die kirchlichen Besitze und ihr Dienstleistungssystem gleichermaßen vorhanden. Der staatliche Feudalismus, die fürstlichen präbendalen und die staatlichen präbendalen Besitze standen nicht allein, und diese Formen meldeten sich parallel zu den gutsherrschaftlichen und kirchlichen Gütern, und dieser „absent owner“ existierte in der von Lenin untersuchten Periode der russischen Dorfgemeinschaft nicht mehr.

*Zoltán Tagányi*

**Geir Lundestad: The American Non-Policy Towards Eastern Europe 1943–1947.**  
Universitetsforlaget, Tromsø–Oslo–Bergen, 1978. 654 pp.

In the huge international literature on the cold war this unbiased profound and well documented monograph by a young Norwegian historian on the Eastern European policy of the US deserves particular attention. The author has evaluated virtually the whole literature on the subject in English (there are more than 250 volumes listed in his bibliography); he has delved in English and American archives and in the manuscript collections of several American universities; there are some 80 published volumes of memoirs and diaries among his sources, in addition to the officially published documents relating to foreign policy; and the list is completed by interviews with some of the major personalities of the epoch. The monograph does not merely summarize the fruits of previous historiography, which is usually the case with such comprehensive works: it is a sovereign and creative work based on original researches. Having considered the experience of the debates which have been going on for several decades, mostly in the US, Geir Lundestad does not concentrate on the ethical side of the question, i.e. which Great Power is to be blamed for the outbreak of the cold war and to what extent. Instead he first of all examines those factors which were shaping and influencing the policy of the US at the end of the Second World War and during the years following it (1943–1947). He

was aiming at a new synthesis which, while naturally taking over certain earlier conceptual elements, would give a clearer and more realistic explanation of everything the US did after the war in the field of economics and politics with any bearing on Eastern Europe. In our opinion the author was eminently successful in realizing his plan.

The main point of Geir Lundestad's book is the fact that between 1943 and 1947 the Eastern European policy of the US was not drawn up in advance and was unclear, inconsistent and incoherent. It was not only that the principles and conceptions of foreign policy did not correspond to the practice but also that the principles and conceptions themselves lacked unity, the basic doctrine, *Universalism*, was often modified by power relations and by the economic, military-strategic and political interests of the US, and in consequence all American foreign policy, including Eastern European policy, became contradictory. (*Universalism*, according to the American conception, meant that there was no area in the world where the US had no interest, and so she had to strive for a dominant role everywhere.) Lundestad points out that not every area had the same importance for the US, in spite of her striving for world-hegemony. Latin-America, Western Europe, the Far East and Oceania were much more important for her than Eastern Europe, which was both geographically remote and poor in raw materials. This is why, although Washington was strictly against dividing the world into spheres of interest during the presidencies of both Roosevelt and Truman, during the war the US gave its consent to the allied Great Powers' delimiting of operational areas and acknowledged their right to take military decisions in the countries they occupied. However, military and political questions in practice could not be divided. Consequently the division of military responsibility created a need to divide political responsibility as well. This was reinforced by the opinion of the American government. The Great Powers should have their own *areas of political gravitation*, and a Great Power with substantial interests in a continent (whether the continent is in her neighbourhood or not) should be entitled to a proportionally greater influence there. This principle was thought compatible with that of universalism, with the aspiration of the US to world-hegemony. Supported by the conception of political gravitation, the American leaders in principle were ready to agree that the USSR should have a greater influence over Eastern Europe than the US. They considered it legitimate that the USSR should demand security on her Western borders, just as the US herself did in Latin-America.

Geir Lundestad endeavours to prove that a particular duality can be observed in the Eastern European policy of the US between 1943 and 1947, one arising out of the inherent contradictions of American foreign policy. The American government admitted that the interests of the USSR in Eastern Europe could claim priority over American interests, and acknowledged the USSR's right to have more voice in the decisions concerning this region. On the other hand it followed from her aspirations to world-hegemony, that the US should seek to obstruct fundamental socio-political changes and to hinder the expansion of Soviet influence in Eastern Europe. This basic underlying duality was more conspicuous at some times than others in the five year period under analysis.

In the period between 1943 and March 1945 it was fundamental to the Eastern European policy of the US that Roosevelt and his entourage should, without many sense abandoning Eastern Europe, make many concessions to the USSR. For example, concerning Poland and Yugoslavia they yielded the initiative to Soviet and British diplomacy. They did not support the federational projects cherished by the British. They did not sign any civic (inter-governmental) agreement with Beneš. The American president tacitly acknowledged the agreement between Churchill and Stalin, concerning the Balkans, in October, 1944. Nor did Washington have any reservations concerning Rumania, whilst in the case of Bulgaria and Hungary the Americans accepted the projected Soviet armistices with only slight modifications (apart from the problem of the status of the Allied Control Commission). In Yalta Roosevelt supported the Soviet position concerning the Eastern border of Poland and the reorganization of the interim government. This was all due to the fact that the war was still on and that the US needed the cooperation of the USSR to defeat Japan.

Between March and October of 1945 the Eastern European policy of the US changed. This could be seen in a change of tone during the negotiations to establish a government of national unity in

Poland and in the refusal to give diplomatic recognition to the new regimes in Rumania and Bulgaria, in the demand to have the Bulgarian parliamentary elections postponed, and in a direct intervention in Rumanian internal affairs which led to the "royal strike" in August of 1945 and afterwards to a very serious internal crisis. This toughening of American policy did not yield the expected results. The USSR did not make concessions—on the contrary, she offered support to all the young people's democratic states of Eastern Europe.

Between October 1945 and the spring of 1947 the American government again adapted a more elastic stance towards Eastern Europe. In December 1945 at the conference of the Council of Foreign Ministers Secretary of State Byrnes accepted a compromise in the reorganization of the Rumanian and Bulgarian governments, a compromise disadvantageous to the US. In February 1946 US recognized the Groza government, with two politicians of the opposition amongst its members. (In Bulgaria the Moscow treaty was not implemented because of opposition resistance.) In peace treaties with Bulgaria, Hungary and Rumania, and also with Finland, the American government consistently accepted the Soviet viewpoint. According to Lundestad all this was possible because US knew he could not force his own will upon the USSR and because the thought that concessions in Eastern Europe could help defend American interests in areas which were more important for her, i.e. in Western Europe and in the Far East.

The contents of American Eastern European policy are dealt with separately for each country, and the author concentrates on how the US responded to the people's democratic revolutions in each and on what types of government she supported. He classifies the countries themselves according to their orientation in foreign affairs, domestic socio-political conditions, the character of their governments, the treatment of American business interests, and finally according to the extent of Soviet economic and political influence. From the American point of view, taking into consideration all the above criteria, Hungary and Czechoslovakia (and also Finland) were the most acceptable, the Baltic states were a lost cause altogether, whilst Poland, Bulgaria and Rumania were somewhere in the middle of the field. The author suggests that American diplomacy was everywhere in sympathy with moderate forces and encouraged them to play a central role in political life. Political groups that were reactionary, collaborationist or excessively compromised could not count on American support. The US was on good terms with the coalition governments of Czechoslovakia, Hungary and Finland, while in Poland, Bulgaria and Rumania relations were maintained primarily with the bourgeois opposition.

Distinguished attention was paid to the peasant parties of Eastern Europe and their leaders, but the US also kept up her connections with right-wing social-democratic circles. Communist parties were automatically identified as opponents. Lundestad suggests that the means applied by the US in the realization of her European policy were determined by the fact that Eastern Europe was secondary in relation to American interests, and there were no American troops in the area. Amongst the American leaders there was nobody willing to risk war with the USSR on account of Eastern Europe. The author offers an interesting analysis of the role and importance of the nuclear bomb with respect to American policy concerning Eastern Europe. He points out that American politicians never directly invoked the threat of the atombomb, and did not seek to use it as a means for driving the Red Army out of Eastern Europe; at the same time he emphasizes that this does not mean that possession of the atombomb did not affect Soviet-American relations, and indirectly Eastern European developments; he insists that the atombomb was detrimental to relations between the two Great Powers.

The author presents detailed evidence of how the American government relied chiefly on economic instruments (rather than political and diplomatic pressure) to strengthen its influence on Europe and to thrust the USSR into the background. The main forms which this took were the canceling of land-lease transports, the refusal to offer credits and subventions, the banning of humanitarian aids, and also protests against trade agreements with the USSR. While Western Europe received 7.4 thousand millions of credit between 1945 and 1947, Eastern Europe (including the USSR

and Finland) received only 546 millions of dollars. The political manipulation of American credit policy becomes all more obvious when it is considered that Bulgaria and Rumania, who were on the worst terms with the US, did not receive a single cent. The author is convinced that the primary aim of Marshall-aid was to restate Western Europe to economic health, and that the Americans never seriously considered expanding the programme to include Eastern Europe.

One chapter is devoted to Hungary. The author suggests that American policy towards Hungary was determined mainly by Washington's a knowledge of the fact that Hungary was liberated by the Red Army and that American presence there would have to be limited. Before the war there had been some relatively considerable investments of American capital, mainly in the oil industry, and it was thought that these economic interests should be defended, which is why policy-makers considered Hungary more important than Bulgaria and Rumania. The US did not want either a Horthy or a Habsburg restoration, nor did she want Hungary to become a communist country. She aimed at establishing a democratic government which would be friendly towards the US, and which would guarantee free trade and multiple economic ties free of any discrimination. Lundestad distinguished four changes in American policy towards Hungary. In the first period, lasting until the 20th of January 1945, the US left the initiative entirely to the USSR and at the armistice negotiations she agreed that until the war was over the Allied Controll Commission should work under Soviet leadership. The central problem of the second period (from January 1945 to September 1945) concerned recognition of the new regime. In December 1944 the US would not a knowledge *de iure* the National Provisional Government on the grounds that she had not been kept informed of the Moscow negotiations which had given rise to this government, and had also been excluded from previous consultations. Although on the 22th of May 1945 the American government was prepared to receive a representative of Hungary in Washington, later it backed down, and refused a Soviet proposal regarding diplomatic recognition. It is true that American policy-makers saw Hungary in more favourable light than they did Bulgaria or Rumania. However they still made objections, arguing that the actual power of Miklós Dálnoki's government was small, and that Soviet and communist influence were too strong. In spite of this, on the 22th of September 1945 on the initiative of Secretary Byrnes, the American minister in Budapest, Shoenfeld, announced that the US was again ready to establish diplomatic relations with Hungary. The author suggests that this step was necessary for the State Department in order to ease tension between the USSR and the US, a tension which originated in the disputes concerning diplomatic recognition for Bulgaria and Rumania. In the case of Hungary, recognition marked the beginning of a third period and a certain change in the political line. The victory of the Smallholder Party at the local and Budapest elections took Washington by surprise. The composition of the Tildy Government caused disappointment as the smallholders did not comprise a majority, but after this victory American policy became more active. The American government was for strengthening the position of Tildy, and then the Ferenc Nagy government. It thus countered the influence of the USSR over Hungary. To further this purpose the US relied mainly on financial support: Hungary received 10 million dollars to buy equipment from the American Army; the United Nations Relief and Rehabilitation Administration (UNRRA) gave aid of four million dollars, in spite of the fact that Hungary was a defeated country; they returned all the goods that had been appropriated by Germans and found their way into the American occupation zone, notably the gold reserves of the National Bank, amounting to 32 million dollars; also the State Department suggested several times in Moscow that the three allied Great Powers should work out a joint program for the restoration of Hungarian economy. All this did not mean that the American were satisfied with the foreign and internal policies of the Ferenc Nagy government. Indeed they criticized the compliance of the Smallholder Party and that of the Prime Minister in particular during the governmental crisis of March 1946. From March 1946 there was same worsening of Hungarian-American relations, which was arrested only in June 1946 when a delegation of the Hungarian government led by Ferenc Nagy paid a visit to Washington.

The period between the summer of 1946 and the end of May 1947 was characterized by a sharpening of party struggles, by prolonged internal crisis and a series of defeats for the Smallholder Party. These circumstances posed more and more difficulties for American policy towards Hungary. In this fourth period the American government was striving to curtail the influence of the USSR and to urge the Ferenc Nagy government and the Smallholder Party to resist the left-wing Labour Partys. An initiative of the Allied Controll Commission in July 1946 demanding full observance of the Hungarian armistice treaty and urging the government to take a series of measures directed against the Church and the right-wing was regarded as Soviet intervention by the Americans, who protested against it within the Commission. The conspiracy of the Hungarian Community against the republic did not surprise Washington. It was even admitted that the charges against the Szentiványi-Donáth group were not without foundation, but it was thought at the same time that the left-wing would use the conspiracy as a means to overthrow the government.

Shoenfeld, as instructed by the State Department, suggested to Ferenc Nagy that he should not resign and should not make concessions. The American promised further aid in abundance and another credit of 15 million dollars for the purchase military equipment, plus 10 millions for cotton. They also hinted at the possibility of grain shipments and further aid via UNRRA. After the arrest of Béla Kovács, Secretary General of the Smallholder Party, on the 5th of March 1947, the US and Great Britain delivered a note of protest and demanded that the case should be examined by all three Great Powers. These efforts on the part of American diplomacy did not attain their goal and could not prevent the fall of the Ferenc Nagy government. The Americans and the British objected to the enforced resignation of a politician whose allegiance was to the Smallholder Party and they acted accordingly. The US suspended the payment of credits, refused any further UNRRA-aid, and did not support the admission of Hungary at the United Nations.

Although the author's presentation of the Eastern European policy of the US is very nuanced and dynamic, I think that he overemphasizes the continuity between the Roosevelt and Truman administrations instead of paying attention to the differences between them. It cannot be denied that there were certain similarities between the two Presidents as far as evaluation of the importance of Eastern Europe was concerned, and Truman continued the policy of his predecessor in some respects. However it is a mistake to disregard the fact that from April of 1945 the differences between the two Presidents became dominant. American policy became much harder, ruder, more impatient and more anti-Soviet, and not only in tone. The causes of this, I think, are fairly well-known. I think that the author does not pay enough attention to the fact that while the fate of Eastern Europe had been a subordinate problem, entirely dependent on cooperation with the USSR and on developments in the Soviet-American relations during the war, during Truman's presidency the dependency was reversed and debates on Eastern European developments increased the tension between the two Great Powers. At the same time the general crisis of confidence and deterioration of relations had repercussions on the evaluation of the Eastern European question on both sides. Hence Lundestad ought to have examined more closely how the relations of the allied Great Powers developed after the war. In this respect it was also an error entirely to neglect the German question, which was fundamental both to American-Soviet cooperation and to the subsequent break.

It is very difficult to speak about the Eastern European policy of the US while neglecting the viewpoint of the other side. Probably the author felt so too, for he includes a short study of the Eastern European policy of the USSR as an appendix to this book. Geir Lundestad admits the hypothetical character of his arguments, and though he raises some good points I for one am convinced that it is impossible to give a realistic picture of Soviet policy without Soviet documents. It is a pity that the author made no use of diplomatic materials released in the USSR and in other socialist countries or of the works of historians of Soviet, Polish and other nationalities (for the most part translated into Russian). This ignoring of the Eastern European literature accounts for the fact that the otherwise very conscious author knows relatively little about the history of the countries in question between 1943-1947, does not understand the actual problems of those countries, and does not have the



necessary overview when it comes to the twists and turns of party struggles. The policies of the communist parties and their relations with the USSR are presented in a very schematic and simplified way. Sometimes the reader can not help feeling that the author is viewing events through the glasses of an American diplomats. He ought to have striven after a better comprehension of the forces that urged the small nations of this region to upset the world that surrounded them.

The book deals with the history of five countries (Bulgaria, Czechoslovakia, Poland, Hungary, Rumania) and with the American foreign policy towards them, touching also upon Finland and the Baltic states, but omitting Yugoslavia and the Balkan states entirely. Thus not all Eastern Europe is presented here, only Central Europe, or to use a more up-to-date term, East-Central Europe. It might have been worth indicating this fact in the title of the book.

The vast monograph of Geir Lundestad is one of the outstanding works to appear in recent years on the beginnings of the cold war. It deserves the attention that has been paid to it in historical circles all over the world. Although the author often criticizes the works of the "revisionist school", the members of which belong for the most part to the left-wing and are dedicated to achieving a revision of post-war American policy. I would still hail him as a new representative of this school on account of this disposition and realistic standpoint.

*István Vida*

*Дайош Тарди: A tatárországi rabszolgakereskedelem és a magyarok a XIII—XV. században (Работоторгвля татар и венгры в XIII—XV вв.).*  
Будапешт, 1980, Изд. Академии, 243 стр.

Малая библиотека Общества Чомы Кёрёши, объединяет ориенталистов Венгрии и популизует результаты их научных исследований. И поэтому неслучайно книга Тарди, суммирующая результаты его обширного исследования, появилась в серии научных работ этой библиотеки.

Лайош Тарди начал свой путь в науку много лет назад с обстоятельными, опирающимися на углублённое исследование источников, статьями и книгами о русско-венгерских исторических и научно-исторических связях. Затем исследование этих связей им всё более расширялось во времени, а ещё больше в пространстве. После изучения связанных с борьбой с османской опасностью, угрожавшей существованию венгерского средневекового государства, восточных связей и выяснения положения венгерской внешней политики исследование привело автора к раскрытию связей с восточными странами, находившимися по соседству с османской империей и бывшим с ней также в постоянных раздорах. Докторская диссертация Тарди была посвящена венгерско-грузинским связям, и она, на широком европейском фоне, раскрывала доселе неизвестные или, по крайней мере, достойные серьезного внимания моменты.

Рецензируемая здесь работа уходит ещё дальше в глубь веков, и в ней автор раскрывает историю связей ещё с более ранним врагом венгров. В 1241—1242 гг. монголы опустошили большую часть тогдашней Венгрии, и западные хроники того времени уже писали об исчезновении венгерского королевства. Эта часть истории общеизвестна, ею в прошлом занималось множество работ. Тарди и не пытается собирать в связи с этим новые данные, и все события с приходом монголов уместает в несколько предложений.

Но именно от этой точки, от 1242 года, он, собственно говоря, и начинает вести свой рассказ. Снова, как и в ранних работах, автор исследует вопросы, стоявшие в историографии в качестве второстепенных. Он изучает отношения Венгрии с образовавшейся после распада монгольской державы Золотой Ордой, затем с одним из её продолжателей, крымским ханством, а также рассматривает неразрывно связанную с этим роль находившихся в Крыму итальянских торговых центров, в первую очередь хозяйственную роль генуэзского поселения Каффы.

До конца XV века, как известно, Каффа играда весьма важную роль в торговле с восточными странами, была сама важным торговым центром, оживлённым, многоязычным городом. Среди торговых товаров здесь значительное место занимали живые орудия труда, рабы. Из купленных в Каффе рабов многие попадали в итальянские городагосударства.

Автор в своей книге обращает основное внимание на работорговлю, связанную с венграми. Он указывает, что среди францисканцев и доминиканцев, усердствующих в распространении христианства среди татар были и венгры, даёт хорошо увязанную картину продолжавшейся работорговли. На основе немалой по объёму литературы и изданных источников, автор показывает, что среди рабов были и венгры. Остроумно корригируя данные изданных источников и их прочтение, Тарди доказывает, что известные под именем венгров (унгаров и разновидностей этого имени) рабы были такие же венгры, как и называвшиеся именем менджар. Исходя из того, что рабы с польской или румынской территории были очень редки, хотя на этих территориях после 1242 года также известны татарские набеги, как и в Венгрии, автор считает, что с территории венгерского средневекового государства в результате этих набегов на каффский рынок попадало очень мало. Значительно больше их попадало туда из *Magna Hungaria*, из страны венгров, оставшихся на востоке.

На основании работ Йозефа Перени и Иштвана Вашари, Тарди исследует историю этих венгров, в первую очередь историю растворившихся среди татар, ассимилировавшихся венгров и этим убедительно доказывает существование *Magna Hungaria* и лишь постепенное её исчезновение.

Свои хорошо обоснованные соображения автор делает, опираясь на широкий круг источников на целом ряде языков. Вместе с этим он рисует довольно объёмную картину тогдашней торговли, указывает на пестроту торгующих и покупающих. Это необычайно приятная для чтения, волнующая книга, и в то же время это, как свидетельствуют примечания и указатель литературы, глубоко научная работа.

Несомненно, что из главного течения средневековой истории Венгрии указанные здесь черты выпали. Сила Тарди заключается именно в том, что кажущиеся второстепенными моменты он делает жизненными и предупреждает, что историкам необходимо в должной мере учитывать эти моменты. В сложной ткани истории у каждой мелкой нити есть своё место. Венгерские историки с радостью могут отметить, что работа Тарди обогатила хотя и немного, но отнюдь не незначительными мазками имеющуюся картину о Венгрии XIII—XV вв., и познакомила с рядом восточных моментов, весьма полезных для нашего кругозора.

*Эмиль Нидерхаузер*

*Trócsányi Zsolt: Erdély központi kormányzata 1540-1690 (Le gouvernement central de Transylvanie 1540-1690). Akadémiai, 1980. 439 pp. A Magyar Országos Levéltár kiadványai III. Hatóság és hivataltörténet 6. (Publications des Archives nationales hongroises III. — Histoire des autorités et des offices. 6.)*

Le chercheur qui se consacre à l'histoire de la Transylvanie des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles doit renoncer à l'étude de toute une série de sujets. Il n'a pas accès à bon nombre de documents, simplement parce que les plus importantes archives de Transylvanie ont été en grande partie détruites et les sources font défaut. La perte la plus importante est due à la campagne de 1658, lorsque les troupes turques détruisirent méthodiquement Gyulafehérvár. Elles dispersèrent non seulement les archives de la ville, mais aussi les documents des offices princiers. Ainsi les recherches relatives au fonctionnement gouvernemental peuvent être considérées comme exclues. Nous ne possédons pour ainsi dire aucun renseignements directs relatifs à la structure interne des autorités centrales, de la composition du personnel des corps administratifs.

Malgré tout, cet épais volume de Zsolt Trócsányi, qui vient de paraître s'occupe justement du gouvernement central de la Transylvanie aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. On est déjà étonné rien qu'à feuilleter cette œuvre : on y voit près de 30 listes de noms plus ou moins longues et l'index du livre contient plus de mille noms. Il est pour ainsi dire incompréhensible comment un ouvrage aussi vaste a pu être réalisé.

Trócsányi lui-même sait parfaitement que ceci mérite explication. Il nous décrit sa méthode. Et c'est vraiment comme il le dit lui-même l'œuf de Christophe Colomb. Non seulement il connaît parfaitement le fonctionnement des administrations de l'époque, mais il connaît aussi à fond l'emploi des archives. L'idée, c'est que Trócsányi a travaillé à rebours. Selon sa propre expression il a fait une reconstitution selon le procédé de «reflet dans un miroir». C'est-à-dire comme les documents n'avaient en général nulles traces sur le lieu de leur émission, il rechercha ceux auxquels ces documents avaient été adressés par les organismes gouvernementaux centraux. Il fit des recherches dans les archives des corps ou des personnes ayant des rapports avec les autorités ou administrations des princes. Par cette méthode, il réussit à retrouver les traces de plusieurs dizaines de milliers de cas, éventuellement même de documents relatifs à la gestion. Il trouva également la possibilité de les contrôler en quelque sorte. Par cette méthode il est arrivé à reconstituer environ 15 à 20% de l'ensemble des archives des administrations gouvernementales. Lui-même estime ce pourcentage «passablement suffisant». Du point de vue des lecteurs ce résultat est même énorme.

Naturellement par «passablement suffisant» Trócsányi n'a pas voulu qualifier son propre travail, mais la proportion de travail nécessaire pour recueillir cette quantité de documents. Il estime que ceci est «passablement suffisant» en vue d'une étude systématique de l'administration centralisée. Il a probablement raison. Et certainement il a raison, lorsqu'il expose les résultats. Car il ne veut pas donner l'impression que les résultats de ses recherches sont complets. Il ne veut pas nous tromper, bien qu'il pourrait le faire, car bien peu connaissent la Transylvanie pour être en mesure de le contrôler. Au lieu de donner une vue erronée, il indique par exemple, après l'énumération des membres du conseil du prince : la liste est visiblement en partie incomplète. En effet, il signale cette insuffisance après avoir communiqué une liste des secrétaires de chancellerie, comptant plusieurs centaines de noms et ailleurs aussi il fait de même. Ce ne sera pas la faute de Zsolt Trócsányi, mais celle de ceux qui considèrent les données comme complètes s'ils les utilisent en ce sens.

Nous en faisons la remarque, car cet ouvrage «Gouvernement central de Transylvanie» est non seulement valable en soi, mais peut être également utilisée avec bénéfice comme document de base. Il communique à l'intention des autres chercheurs des faits ne pouvant être négligés, relatifs au conseil des princes, à la chancellerie, au service des postes princiers, à l'administration des impôts, aux tribunaux princiers, aux principaux responsables de la cour et au parlement. L'énumération des corps, des administrations, des autorités pourrait paraître arbitraire, toutefois Trócsányi nous convainc que celle-ci n'est pas éloignée de la vérité. En effet il est véridique qu'en Transylvanie le pouvoir législatif et exécutif central, ainsi que l'administration centrale sont étroitement liés de manière spécifique. Le mode par lequel il présente la composition du personnel des différents corps, leur fonctionnement, l'étendue de leur pouvoir fait aisément comprendre que ces tâches n'étaient pas nettement délimitées. Il n'y a pas de règle dans le fait que certains cas étaient du ressort du conseil du prince ou du parlement, que certaines mesures d'ordre militaire étaient du ressort de la chancellerie ou des organismes centraux de l'administration militaire, que pour certaines questions relatives aux impôts c'était le trésor ou l'administration des finances qui prenaient les mesures nécessaires, ou que le déroulement de procès était du ressort de la chancellerie ou des tribunaux princiers. On ne peut découvrir de règle générale et portant des lois très strictes régissent les activités : c'est toujours le prince régnant qui décide du moment, de la personne et du sujet de la décision. Ainsi bien que Trócsányi ne s'étende pas directement sur l'activité princière, il en sait beaucoup.

On se rend compte qu'au cours d'un siècle et demi l'activité et la jurisprudence de l'administration centrale n'a pas changé et ceci donne une évaluation des princes au pouvoir. Les princes qui dirigeaient ces administrations étaient efficaces et leur jurisprudence n'était pas plus

limitées par des lois au début de cette période historique qu'elle ne l'était à la fin, lorsqu'ils se plaçaient au-dessus des lois. Naturellement des bouleversements passagers ont aussi touché le règne des princes de Transylvanie. Cependant ceux-ci avaient pour origine des événements politiques extérieurs ou la mort d'une personnalité de grande envergure. La structure de la puissance en soi s'était montrée solide, elle renaissait dans sa forme originelle après chaque effondrement.

Logiquement s'ensuit la question suivante : En Transylvanie avons-nous affaire à un pouvoir princier absolu ? Trócsányi lui-même n'a pas abouti à cette question par l'examen qu'il a poursuivi. Au contraire. Comme il l'écrit, c'est la question qu'il s'était posé au départ et ce livre cherche une réponse à cette question.

La réponse est nette, c'est non. Selon Zsolt Trócsányi, le gouvernement des princes en Transylvanie n'était pas marqué d'absolutisme. Au contraire : « il s'agissait d'une forme particulière de la centralisation féodale où se manifestèrent par endroits des phénomènes d'absolutisme ». Dans cette structure la centralisation, c'est-à-dire la direction centralisée touche principalement les activités militaires et l'intérêt manifesté par les princes envers certains traits de la vie économique, au sujet de certaines branches de la production domaniale et le contrôle de la juridiction sont les marques d'un début d'absolutisme.

Zsolt Trócsányi aurait eu intérêt à s'arrêter sur ce point. Il aurait pu tout de même faire un travail de comparaison. Bien qu'il ait raison lorsqu'il affirme qu'il serait logique de comparer les conjonctures de l'Europe centrale de l'Est avec celles de la Transylvanie, mais qu'il ne peut le faire sans préparatifs appropriés. En posant la question il se fixe toutefois à lui-même un plan de comparaison : comme il prend position au niveau du problème de l'absolutisme, il serait bien plus convaincant s'il comparait les conditions de la Transylvanie avec un modèle donné de l'absolutisme. Peut-être comprendrait-il pourquoi nous devons considérer comme le début de l'absolutisme le simple intérêt ou l'attention inchangés manifestés par les princes durant un siècle et demi envers certains phénomènes.

L'histoire des autorités et des administrations de l'époque féodale est une catégorie de l'histoire hongroise qui peut être étudiée avec succès. Győző Ember que Trócsányi lui-même considère comme un prédécesseur, a esquissé dès 1946 l'entière structure administrative de la Hongrie aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Cette œuvre fut suivie par la suite par les publications des Archives Nationales. Le livre de Zsolt Trócsányi a enrichi d'un élément important cette série de publications de valeur.

*Katalin Péter*

*Imre Hegyi: A népi erdőkielés történeti formái (Az Északkeleti-Bakony erdőgazdálkodása az utolsó kétszáz évben). (Historische Formen der bäuerlichen Waldnutzung (Forstwirtschaft des nordöstlichen Bakonywaldes in den letzten zweihundert Jahren)).*

Akadémiai, Budapest, 1978. S. 318.

Die ethnographische Forschung kann in den letzten Jahrzehnten seitens der Historiker in mehrerer Hinsicht auf eine größere Aufmerksamkeit als zuvor Anspruch erheben. Nicht zuletzt aus dem Grunde, weil sie auch in solche Perspektiven des Lebens der Bauerngemeinschaften Licht wirft, die sonst mit den traditionellen Methoden der historischen Forschung nicht hätten erläutert werden können. Die ethnographischen Forschungen der letzten Jahrzehnte erwecken besonders unsere Aufmerksamkeit, denn die ungarischen Ethnographen vertiefen sich immer mehr ins Material der Archive, und unternehmen immer größere Anstrengungen, um außer ihren traditionellen Arbeitsmethoden all das zu verwenden, was ihnen die historische Forschung bietet.

Ein erfreuliches Beispiel für diese Bestrebung ist das Buch von *Imre Hegyi* über die bäuerliche Forstbenutzung im Bakonywald, über ihre letzten 100—120 Jahre (die im Titel angekündigten 200 Jahre stellen eine gewisse Übertreibung dar, das Buch analysiert seinen Gegenstand eingehender von 1845 an). Der Wald, die Forstnutzung sind sowieso ein vernachlässigtes Thema der ungarischen Historiographie, die in den einzelnen agrarhistorischen Studien nur nebensächlich erwähnt werden. Der letzte Historiker, der sich mit der Geschichte der Wälder, der Forstwirtschaft beschäftigt hat, war Károly Tagányi, und auch er wurde zur Zusammenstellung der drei Bände seiner Urkundensammlung über die Forstwirtschaft nicht durch die historische Forschung, sondern durch ethnographisch und forstlich inspirierte wissenschaftsorganisatorische Organisationen veranlaßt. Seitens der historischen Forschung wurde damit alles erschöpft, was in Ungarn aufzuweisen ist. Die wissenschaftsgeschichtliche Analyse würde lange führen, was der Grund dafür ist, daß die ungarische Geschichtsliteratur an Studien über die Geschichte der Forstwirtschaft so arm ist, im Gegensatz zur historischen Literatur all jener Länder, die den ungarischen historischen Forschungen auf irgendeine Weise und bis zu einem gewissen Grad als Vorbilder dienten (es genügt, wenn wir auf die deutschen, österreichischen, französischen oder z. B. böhmischen Forschungen hinweisen). Offenbar spielte in diesem Umstand auch die Vernachlässigung der Forstwirtschaft selbst, genauer die wesentlich nachteiligere Einreihung als real der Bedeutung der Forstwirtschaft unter den Wirtschaftszweigen eine Rolle. Dieser Tatsache muß es zugeschrieben werden, daß die Vergangenheit der inländischen Forstwirtschaft in der ungarischen historischen Literatur bisher einen so bescheidenen Platz eingenommen hat.

Umso erfreulicher ist es, daß sich nun mit dem Buch Imre Hegyis die Forstwirtschaft eines größeren Gebietes als selbständiges Thema meldet. Die Agrargeschichte eines Bezirks im Bakonywald, Bakonycsérnye und seiner Umgebung ist der Rahmen, in den eingebettet der Verfasser die Forstwirtschaft der Bauerngemeinschaften vom Zeitpunkt der Bauernbefreiung (bzw. gegebenenfalls der 1845 erfolgten Separation) im wesentlichen bis zum Augenblick der Tatbestandsaufnahme vorstellt. Der Autor achtet überall darauf, daß die bäuerlichen Formen des Waldgebrauchs, der Waldbenutzung im Rahmen der vollständigen wirtschaftlichen Tätigkeit der Dorfgemeinschaften, etwa als deren Teile erscheinen, wodurch der damals bereits weitgehend untergeordnete, ergänzende Charakter der bäuerlichen Forstbenutzung richtig hervorgehoben wird.

Der Verfasser nutzt im Laufe seiner Arbeit nicht nur die traditionellen Mittel der ethnographischen Datensammlung, d. h. er läßt nicht nur die Menschen sprechen, sondern auch die historischen Quellen, vor allem die katastralen Landkarten, die Materialien des Gemeindearchivs, die militärischen Landkartenaufnahmen, verschiedene archivalische Quellen, und auch ein bedeutendes literarisches Material, — um nur auf die wichtigsten verwandten Quellen hinzuweisen. Er begnügte sich nicht damit, nur vom Augenblick der Separation des bäuerlichen und gutsherrlichen Forsteigentums an zum Thema zu greifen. Er bietet (wenn auch skizzenhaft) über die Forstwirtschaft im Bakonywald von der Landnahme bis zu den türkischen Zeiten einen Überblick, dann stellt er die Ereignisse der jüngeren Ansiedlung vor, d. h. er verweist auf die Entstehung der ungarischen, deutschen und slowakischen Dörfer des Gebietes, und er berücksichtigt auch bei der Schilderung der Forstwirtschaft die sich aus dem Ethnikum ergebenden Unterschiede (z. B. in den Erbschaftsbräuchen), die sich auch in der Waldbenutzung zeigen.

Der Autor verfolgt aber auch nach der Separation all jene Fäden, die ihn zum Weiterleben der gutsherrlichen und bäuerlichen Formen der Waldbenutzung am Ende des 19. und dann auch im 20. Jahrhundert führen, zu all jenen eigenartigen arbeitsorganisatorischen Formen, die aus dem Zusammenleben der zwei Formen von Waldbenutzung folgten, und vielfach die verschiedenen Formen der Abarbeit zeigen, und dann zur vollständigen Auflösung der traditionellen Formen der bäuerlichen Forstbenutzung am Ende des 19. Jahrhunderts. Und wenn wir auch bei der Vorstellung der Fragen der frühen Periode auch eine gewisse Unsicherheit spüren, macht er vom archivalischen Material seiner Arbeit und von der ethnographischen Datensammlung einwandfrei Gebrauch.

Nach der Vorstellung der Landschaft, des Bodens und des Klimas (die natürlichen Voraussetzungen haben eine entscheidende Bedeutung) überblickt er kurz die Fragen der Ansiedlung (Besiedlung, Wiederbesiedlung, Bild der Siedlung im 18. Jahrhundert, usw.), um dann umso ausführlicher auf die Gestaltung des Rechts des Waldeigentums und der Waldbenutzung, auf die konkreten Fragen der bäuerlichen Waldwirtschaft (Wechsel des Waldgebrauchsrechts im Laufe des 19. Jahrhunderts, Umschichtung der zur Waldbenutzung Berechtigten), ferner auf die Ausübung des Rechts zur Waldbenutzung seitens der Gemeinde, bzw. die Realisierung in der Praxis einzugehen. Bedeutender Akzent wird in der Verarbeitung auf zahlreiche Probleme der Holzgewinnung, sowohl im Hinblick auf die Arbeitsorganisation (Fronarbeit, Lohnarbeit, usw.), wie auf die technische Ausführung gelegt. Großen Umfang widmet der Verfasser den Arbeiten der Holzverarbeitung, der Kohlenbrennerei, Pottaschenfertigung, des Kalkbrennens, wobei er die Arbeit in den gutsherrlichen und den bäuerlichen Wäldern gleichfalls vor Augen hält. Unter seinen Ergebnissen muß besonders hervorgehoben werden, daß sich an diesen Arbeiten weniger die Besitzlosen des Dorfes als eher jene beteiligten, die zu ihrem, die Bedürfnisse der Familie nicht befriedigenden Boden noch mehr erwerben wollten, und den Bodenankauf von diesen Arbeiten finanzieren wollten.

Wir möchten die Abschnitte des Buches besonders hervorheben, die sich mit der Viehhaltung, Jagd, Jagdfang im Wald, mit der Beuten-Sammelntätigkeit des Volkes beschäftigen. Imre Hegyi stellt richtig fest, daß die Traditionen der Weide im Wald sehr alt sind, ihr ganzes System würde eine ausführlichere Analyse beanspruchen. Im Zusammenhang mit der Jagd wird es sichtbar, daß in bezug auf die rechtlichen und gesellschaftlichen Fragen heute noch auch die ethnographische Literatur weiterer Forschungen bedarf, während die Vorstellung der konkreten Mittel der Jagd eher nur vom Niveau der technischen Abwicklung des Sammelns abhängt. Hervorzuheben ist die Vorstellung der breiten Tätigkeit der Erbeutungs- und der Sammelnwirtschaft, es ist überraschend, welche bedeutende Rolle diese altertümliche Beschäftigung sogar in den letzten Jahrzehnten gespielt hat.

Wie erwähnt ist also ein Verdienst des Bandes, daß der Verfasser die Vorstellung der Wechselwirkungen der landwirtschaftlichen Produktion und der Waldbenutzung (Forstwirtschaft) anstrebt. Ein weiteres Verdienst ist auch die ausführliche und analysierende Benützung der historischen Quellen. Obwohl die Arbeit nicht das Ergebnis einer in allen Einzelheiten ausgeglichenen Forschung ist (es fehlt z. B. die Vorstellung des Einflusses der gutsherrlichen Forstwirtschaft auf die bäuerliche Waldbenutzung, usw.), gibt sie über ihren Gegenstand doch ein abgerundetes Bild, und leistet damit zu einem baldmöglichen Verschwinden eines weißen Fleckes der ungarischen Wirtschaftsgeschichte einen Beitrag. Der Band wird durch die befriedigende Veröffentlichung von 143 Originalaufnahmen ergänzt, was in diesem Falle keine bloße Illustration, sondern organischen Teil der konkreten Verarbeitung darstellt.

*Péter Gunst*

#### A magyar tanyarendszer múltja. (Vergangenheit des ungarischen Gehöftsystems).

— Studien — Redigiert von *Ferenc Pölöskei—György Szabad*  
Akadémiai, Budapest, 1980. 449 S.

Nach sporadischen historischen Versuchen nahm eine Arbeitsgemeinschaft in Angriff, die weitverzweigten Probleme der ungarischen Gehöftsgeschichte zu erläutern. Die beiden hervorragenden Experten, die das Unternehmen anregten und den Band redigierten, erhoben auf keinerlei Vollständigkeit Anspruch, das Profil, die Thematik des Bandes gestalteten sich teilweise den Vorstellungen der Redakteure, teilweise dem engeren Interessenkreis der Mitglieder der Arbeitsgemeinschaft entsprechend. Aber dennoch bekommen wir auf Grund der zwölf Abhandlungen des Bandes über die Entstehung des ungarischen Gehöftssystems, seinen Entwicklungsprozeß, und gewissermaßen sogar über seine heutige Lage ein annähernd umfassendes Bild.

Der Studienband wird am meisten durch die wissenschaftliche Auffassung, Gehöftsanschauung der Verfasser zusammengehalten. Alle nehmen fast ohne Vorbehalte die Auffassung von Ferenc Erdei über das Gehöft an. Kein Wunder, wenn sich die heutige Forschung, die heutigen Forscher der wissenschaftlichen, anschaulichen Wirkung von Erdei nicht entziehen können.

Ferenc Erdei (1910—1970) war eine besondere Persönlichkeit des ungarischen öffentlichen und wissenschaftlichen Lebens zwischen den beiden Weltkriegen, sowie nach 1945. An dieser Stelle weisen wir nur darauf hin, daß die zentrale Frage der Lebenstätigkeit von Erdei, der bereits jung einen europäischen Sichtkreis hatte und vielseitig informiert war, war die zeitgemäße Umgestaltung der Produktions- und Siedlungsstruktur der Landwirtschaft, die den Rahmen der ungarischen Bauerngesellschaft und des bäuerlichen Lebens bildete, mit der möglichst sozialistischen, radikalen Organisation der gesamten ungarischen Gesellschaft und Wirtschaft. Er stellte seine ganze wissenschaftliche, geistige und öffentliche Tätigkeit in diesen Dienst.

Die frisch anmutende, dynamische Analyse der historisch entstandenen Struktur der ungarischen Bauerngesellschaft, der Siedlungsverhältnisse, besonders der Agrarstädte der Großen Ungarischen Tiefebene und des ihnen anknüpfenden eigenartigen Gehöftssystems und des ungarischen Dorfes, die durchdachte, breite, aber in vieler Hinsicht noch heute stichhaltige Darstellung der Richtung der Umgestaltung sind in einer ganzen Anzahl seiner Bücher und Studien sicherlich die wertvollsten, dauerhaftesten Produkte seines Lebenswerkes.

Bei der Entfaltung seiner Konzeption berücksichtigte Ferenc Erdei die siedlungsgeographischen, wirtschaftswissenschaftlichen, statistischen, ethnographischen, rechtswissenschaftlichen, usw. Annäherungen, aber seiner eigenen komplexen gesellschaftswissenschaftlichen Deutung zufolge ist das Gehöft als „gesellschaftliche Struktur“, als „gesellschaftliche Form“ weder Dorf, noch Stadt, aber auch keine Diaspora, peripherischer bewohnter Ort, sondern „ein Teil einer größeren gesellschaftlichen Einheit, die sich aus verschiedenartigen kleineren Einheiten zusammensetzt: ein Stadt- oder Dorfteil. Aber nicht der eine Bestandteil des Dorfes oder der Stadt im allgemeinen Sinne, sondern die gesellschaftliche Form der größeren gesellschaftlichen Einheit, die eine Stadt und ihre Umgebung zusammenfaßt.“ Das Gehöft Erdeis ist eine landwirtschaftliche Produktions-Betriebsstelle, die zwar über einen ständigen, sogar zum entwickelten Haushalt geeigneten Wohnort verfügt, aber doch keine vollständige Siedlung ist, denn der Produzent auf dem Gehöft, hauptsächlich aber sein Besitzer in der Stadt oder im Dorf ein solches Heim, eine Wohnung hat, wohin er am Wochenende, für den Winter, oder im hohen Alter zum dauerhaften Aufenthalt zurückkehren kann. Der Gehöftsbesitzer ist also eigentlich städtischer oder dörflicher Einwohner. Ein solcher Einzelhof, der „stabile Ansiedlung verwirklicht, kann nach unserem Wortgebrauch als kein Gehöft betrachtet werden“ — schreibt Ferenc Erdei. Nun, die Verfasser vorliegenden Bandes beschäftigen sich mit der Gehöftsgeschichte im allgemeinen in diesem Sinne, die obige Deutung überschreiten nur einige Autoren — Lajos Für, Zsolt Csalog, László Kósa, István Balogh —, bzw. sie beschäftigen sich mit einem solchen Gehöftstyp, der der Definition Erdeis zufolge kein echtes Gehöft sei.

Aber auch *Tamás Hofer* versucht die Gehöftsauffassung Erdeis zu erweitern, und er bringt auch zur Sprache, daß die ungarische Gehöftsorganisation, Gehöftsbildung nicht dermaßen eine eigenartige ungarländische, Tiefebene-Erscheinung ist, wie das Erdei betonte. Auch vom Gesichtspunkt der in der landwirtschaftlichen Produktion, Wirtschaft erfüllten Funktion aus kann man Hofer zufolge den Gehöftstyp von Erdei weder von der einheimischen, noch der ausländischen anderen „sekundären Siedlungszerstreuung“ starr trennen.

An dieser Stelle weisen wir wieder darauf hin, daß auch Erdei, mit der beinahe willkürlichen Erweiterung der ursprünglichen Bedeutung, des Begriffes des ungarischen Wortes „tanya“ (Gehöft) zugelassen hat, daß „auch die weltweit verbreiteten Diasporasiedlungen, Farms und die einsamen Pußtahäuser der Tiefebene, die Bergdiasporasiedlungen der Karpaten Gehöfte genannt werden“, jedweder menschlicher Aufenthalt draußen, also die Ansässigkeit erklärt je eine einsame urproduzierende Siedlung zum Gehöft. In diesen weiten Gehöftsbegriff geht auch der allodiale Hof hinein.

In diesem Zusammenhang steht auch Erdei zufolge das ungarische Gehöft nicht ohne Verwandten, denn „solche Gehöfte sind überall auf der Welt aufzufinden“, aber am wenigsten auf der ungarischen Tiefebene, höchstens in anderen Teilen des Landes.

Solche Gehöfte gibt es laut Erdei auf den britischen Inseln genauso, wie in den Alpen, auf der Skandinavischen Halbinsel, dem Balkan, den westlichen Tiefebene Europas, den niederländischen und belgischen Küsten, an Stelle der italienischen Sümpfe, in Südafrika, Australien, Süd- und Nordamerika, Japan und Sibirien.

Nun, Hofer wird in diesem Sinne sozusagen von Erdei nach jenen Regionen, Kontinenten, Ländern der Welt geführt, wo er die Verwandtschaft, die Analogie der ungarischen „peripherischen bewohnten Stellen“ (so heißen die nicht städtischen und nicht geschlossenen dörflichen Siedlungen zusammenfassend in der ungarischen statistischen Literatur und Verwaltung), der „sekundären Siedlungszerstreuung“ finden kann.

Hofer übersteigt natürlich weitgehend die Hinweise Erdeis. Er erschließt die „Milpas“ der mittelamerikanischen, Wälder ausrodenden Plantagenackerbauer, die Siedlungen der europäischen mittelalterlichen Ausrodungen in Nord- und Ostengland, der Niederlande und den Küstenebenen Norddeutschlands, in einzelnen Landschaften Frankreichs, die „Hamlets“ in Dänemark, die Meierhöfe der Zisterzitengüter, die viehhaltenden, hie und da ackerbauenden Unterkünfte der Hochgebirge in den Pyrenäen, in Tirol, Bayern, Oberösterreich, in der Schweiz, das von den Agrarstädten und der Diaspora mehr bekannte Süditalien, Sizilien, die Pyrenäen, Niederandalusien, Katalonien, Aragonien, wo wir wieder viele Meierhöfe allodialen Typs finden, die Quartier-Büsche der Balkan-Halbinsel bei den Griechen, Bulgaren, Serben, Slawonen, Kroaten, mit besonderem Hinweis auf die ungarischen Analogien des Zadruga-Systems, die Frontier-Siedlungen in Amerika, aber auch Sibirien und Australien, die Waldquartiere in Skandinavien, bei den Schweden, Norwegen und Finnen.

In einem besonderen Abschnitt lenkt Hofer unsere Aufmerksamkeit auf die Wirkung der westeuropäischen Agrarrevolution, der Zusammenlegung, Einfriedung, der Beseitigung der Bodengemeinschaften auf die Siedlungsstruktur. Und hier findet er unmittelbare Parallelen, hauptsächlich zu den ungarischen Heiduckenstädten.

Obwohl Hofer zu seiner Analyse hinzufügt, daß sie eher morphologisch und weniger funktionell ist, hält er sich auch auf dieser Basis an seiner Meinung, auf die wir bereits oben hindeuteten.

Die Studie von *Ferenc Pusztai* stellt die Bedeutungswechsel des Wortes „tanya“ (Gehöft) in der ungarischen mittelalterlichen lateinischen und der ungarischen Sprache dar. Er weist ferner auf die weiteren Forschungsaufgaben hin.

Der Band enthält zwei historiographische Abhandlungen. *László Solymosi* überblickt und legt die bisherigen Forschungsergebnisse der mittelalterlichen Voraussetzungen des Gehöftssystems auf die Waage. Im Zusammenhang mit der Entstehung des Gehöftssystems gibt es eigentlich zwei markante Auffassungen, von *István Györffy* und *István Szabó*. Györffy leitete das Gehöftssystem der Tiefebene auf die uralten nomadischen viehhaltenden Quartiere zurück, *István Szabó* grenzte hingegen das neuzeitliche ackerbauende Gehöft vom nomadischen Quartiersystem ab, zwischen den beiden sah er keinen Ursprungszusammenhang. Die Mehrheit der Gehöftsforscher stand entweder zu den Ansichten Györffys oder Szabós näher, es gab aber auch welche, die die zweierlei Standpunkte zu vereinbaren versuchten. Manche versuchten neulich einerseits die allodialen Meierhöfe Praedium-Typs, andererseits auch die bäuerlichen Gehöfte mit dem Verfall, der Umgestaltung der mittelalterlichen Grundstückorganisation in Zusammenhang zu bringen.

*Zoltán Iván Dénes* untersucht die Gestaltung der Gehöftsauffassung von Ferenc Erdei vor 1945 sozusagen im Titel seiner Studie auf das Endergebnis hinweisend: das Gehöft Erdeis ist „das Modell der bäuerlichen Verbürgerlichung“. Unserer Meinung nach hat sich die Auffassung Erdeis grundlegend nicht wesentlich verändert, höchstens wurde sie im Jahrzehnt vor 1945 bunter, reicher. Tatsächlich betrachtete Erdei den Gehöfts-Marktfecken als einen möglichen Weg der bäuerlichen



Verbürgerlichung, und auf diese Weise wollte er das Dorf, das in seinen Augen der beklemmende Kerker des Feudalismus, des Mittelalters und der bäuerlichen Beschränktheit war, beseitigen. In diesem Sinne kann die Gehöftsauffassung Erdeis wirklich als fortschrittlich demokratisch bezeichnet werden. Erdei sah aber auch über das Gehöft hinaus. Aus diesem Grunde gab er der Angelegenheit der Genossenschaft und des Sozialismus Ausdruck, und dies weist darauf hin, daß Erdei auch mehr nach vorn blicken wollte, als die bäuerliche Verbürgerlichung.

An dieser Stelle erwähnen wir die spannende Studie heutigen Themas von *Zsolt Csalog*, die einen stark soziographischen, und sogar publizistischen Charakter hat und die heutige Lage, Existenzberechtigung des Gehöfts untersucht. Er beschäftigt sich auch ausführlich mit der Gehöftsauffassung Erdeis und verurteilt sie unserer Meinung nach — im Gegensatz zu Zoltán Iván Dénes — unberechtigt. Darin hat Csalog gewiß recht, daß Erdei sein Gehöftsmodell idealisierte, sowohl den Stadt- als auch den Gehöftssektor des ungarischen Gehöfts-Marktfleckens überschätzte, aber es ist trotzdem ein Irrtum, eine Übertreibung, Erdei der Vernachlässigung der Klassenaspekte zu beschuldigen und ihn wegen irgendwelcher „bauernparteilicher“ Gehöftskonzeption zu verurteilen.

Es regt auch zum Nachdenken an, daß auch die heutige gesellschaftspolitische Praxis gegenüber den Gehöften toleranter ist, als er, und das hat ernsthafte ökonomische, produktionspolitische Gründe, steht nicht einfach mit dem Wohnungsbedarf im Zusammenhang. Und den ausländischen Beispielen nach können auch die Diasporasiedlungen in die Zivilisation eingeschaltet werden.

Ich möchte die Abhandlungen besonders historischen Charakters des Bandes hervorheben. Vor allem die von *István Rácz*, der die Entstehung des Gehöftssystems untersucht. Genauer, er faßt die Ergebnisse der bisherigen Forschungen in einer schön komponierten Studie zusammen. Er kümmert sich aber auch nur um den Gehöftstyp von Erdei. Es ist sympathisch, daß er die Gehöftsbildung nicht nur im Zusammenhang der breiten Grenzen und des Markgebrauchs vorstellt, sondern auch die Gestaltung der demographischen Verhältnisse berücksichtigt. Rácz zufolge dauert die erste große Periode der Entstehung des Gehöftssystems vom 15—16. Jahrhundert bis zum zweiten Quartal des 18. Jahrhunderts, die zweite Periode bis zum Beginn des 19. Jahrhunderts, und die dritte Periode ist das 19. Jahrhundert, besonders seine zweite Hälfte, die Epoche der „Verdichtung“ der Gehöftssiedlung. Am Ende dieser Periode gab es im Land 225 Siedlungen mit Gehöften, mit mehr als 5 Millionen Joch Boden und 275 000 Gehöftseinwohnern.

Die Studie von *István Orosz* beschäftigt sich mit dem Gehöftstyp, auf dem die Wirtschaft extensiv oder noch extensiv ist, und wo der wirtschaftende Pächter oder Besitzer meistens ganzjährig dort wohnt. Auch er schenkt dem Entstehungsprozeß des Gehöftes, die Bedingungen der Gehöftsbildung große Aufmerksamkeit. Von seiner Studie erfahren wir den Zusammenhang der Ausbildung der Gehöfte und des Markgebrauchs, der Ackerbausysteme ganz genau. Die Studie von Orosz enthält wichtige Feststellungen auch im Zusammenhang mit der Qualifizierung der Gehöftswirtschaft, und er weist darauf hin, daß die Gehöftswirtschaft vom Niveau des Umstands der gesamten Landwirtschaft und der allgemeinen Lage der Bauernwirtschaft nicht losgetrennt werden kann. Obwohl das Gehöft, als Betriebsrahmen für die Wirtschaft günstig auswirkt, und der Großteil der Herdengehöfte auch zur Intensivkultur gelangt, ist das nicht gesetzmäßig und trat nicht überall ein. In diesem Zusammenhang erwähnen wir, daß die Studien des Bandes im allgemeinen die Bodengegebenheiten, Marktbedingungen, vorwärts bringenden Kräfte der Gehöftswirtschaft außer acht lassen.

Eine Ausnahme bildet jedoch die Studie von *Lajos Für*, der zwar den Markt als keinen entscheidenden Faktor der Intensivierung des Gehöfts betrachtet, aber einen Hinweis darauf kann er doch nicht vermeiden. Mit seinem markanten Überblick und der Zusammenfassung haben wir desweiteren das Problem, daß die Entstehung der von ihm untersuchten, meistens den Farms ähnlichen Gehöfte auf Grund des Charakters des Unternehmens und der Bodeneigentumsverhältnisse eher als kapitalistisches Großunternehmen betrachtet werden kann, denn im Hintergrund stehen

die Banken, Geldinstitute und die Städte selbst. Darauf deutet aber Für gut hin, daß eine intensive Produktion nicht nur in Gehöftswirtschaft entstehen kann, das zeigt auch das Beispiel Makós allein.

Einen besonderen Wert des Bandes stellt die Studie von *István Balogh* dar, die auf Grund eines unter glücklichen Verhältnissen erhaltenen Quellenmaterials die Entstehung eines einzigen Gehöfts vorstellt. Es handelt sich um das Gehöft der Familie Tápai, das in der Jászság, in Szentlászló-Pušta zwischen Kiskunmajsa und Kiskunfélegyháza zustandegekommen ist. Die Familie begann sozusagen beim Nichts das Unternehmen, blieb zwischen 1870 und 1903 in einer Hausgemeinschaft, arbeitete in Familienkooperation, und brachte bis zum Anfang des 20. Jahrhunderts eine Wirtschaft auf 1200 Joch zusammen. Laut Balogh ist dieser Besitz und diese Wirtschaft „selfmade man“-Typs auch in Ungarn nicht einmalig, kann aber eher unter amerikanischen Verhältnissen vorgestellt werden.

Balogh stellt auf Grund der Quellen nicht nur die asketische Arbeitsorganisation und Lebensführung vor, sondern auch die sogar einen gebildeten Ökonomen beschämende genaue Buch- und Rechnungsführung und stellt am Ende fest, daß das Tápai-Gehöft ein intensiver Betrieb, also eigentlich eine intensive Wirtschaft sei.

Mit ethnographischer Methode stellt *László Kósa* die Entstehung eines anderen Gehöfts vor. Das ist ebenfalls ein Farmer-Gehöft, wie das der Tápais, doch ist die Größe und Betriebsführung des Besitzes völlig abweichend. Das Gehöft kam zwischen 1938 und 1970 in der Mark von Gyula zustande. Das Ehepaar Szabó, — Tagelöhner, Magd, Fuhrmann und Pächter — kaufte 1938 das erste, 1970 das letzte Bodenstück, trat aber inzwischen mit 9 Joch Boden in die landwirtschaftliche Produktionsgenossenschaft ein. Zum Gehöft gehörte 1974 vermutlich soviel Boden, mit dem die Grenze der Hauswirtschaftsgebühr nicht überschritten wurde. Kósa stellt im wesentlichen das Gehöft — das Wohnhaus, die Wirtschaftsgebäude, die Arbeitsmittel, die Möbel und die Kleidung vor, gibt also eine vollständige Inventur —, aber mit der Wirtschaft beschäftigt er sich wenig. Kósa ist im Zusammenhang mit der Zukunft der Gehöfte toleranter und verständnisvoller, als Csalog, und wahrscheinlich ist er mehr realistisch.

Bereits früher wußten wir über die Maßnahmen der Behörden und der Regierung ziemlich viel, mit denen diese die Entstehung, Verbreitung der Gehöfte zur Zeit des Feudalismus, bzw. nach 1848, in der Periode des Absolutismus verhindern wollten. Nun lenkt *György Szabad* nicht nur auf diese gesellschaftlichen Bestrebungen die Aufmerksamkeit, sondern auch auf die inneren, der Eigentums- und Besitzverhältnisse des Feudalismus entspringenden Schranken der Gehöftsbildung, ganz bis hin zur gesetzmäßigen Deklaration des Prinzips des freien, unbeschränkten Bodenbesitzes, im Jahre 1871. Er verfolgt die Maßregeln der Landesbehörden und der örtlichen, städtischen Magistrate, die die Gehöfte verboten haben, und erweist, daß diese vor allem deswegen wirkungslos wurden, weil sie mit den schweren wirtschaftlichen Interessen der städtischen Bürgerbauern konfrontiert wurden, und die letzteren stärker waren. Diese Interessen konnten nicht einmal die Maßregeln überwinden, die sich auf Interessen der Soldatenhaltung und der Polizei, sowie der Schulung beriefen.

Unter grundlegend neuen Bedingungen, in der Zeit nach der Befreiung beschäftigt sich die Studie von *Sándor Orbán* unter dem Titel: Gehöftszentralisierungs- und Kommunalisierungsversuche nach der Befreiung mit der Frage. Orbán zufolge verbreiteten sich nach 1945 die bäuerlichen zerstreuten und Gruppengehöfte kraftvoll. Die Frage der Gehöftsregelung tauchte ziemlich früh auf, doch begann sich die Regierung erst von 1948 an mit ihr zu beschäftigen, nicht lange, denn der Rat für Gehöfte stellte 1951 seine Tätigkeit ein. Laut Orbán können die Gehöftszentralisierungs- und Kommunalisierungsversuche auch so nicht untergeschätzt werden, denn in ~~einigen~~ Jahren entstanden 104 Gemeinden — obwohl davon ein Teil nur formell als Gemeinde betrachtet werden kann. Wenn sich in den 50-er Jahren die Gehöftsbevölkerung doch wesentlich vermindert hat, kann mit der inzwischen eingeführten Genossenschaftspolitik und besonders der aufsaugenden Wirkung der Industrie in Zusammenhang gebracht werden. Es wurden inzwischen — übrigens bis zum heutigen Tag — nicht genug eindeutig geklärt, wie unter den gesunden Produktionsverhältnissen der

sozialistischen Landwirtschaft das Schicksal, die Zukunft des ungarischen Gehöftssystems geregelt werden kann und muß.

Auf diese Frage muß gar nicht mehr die Historiographie antworten. Die Aufgabe der Historiker besteht eher darin, die weiteren notwendigen Forschungen durchzuführen, durch die das ungarische Gehöftssystem noch vollständiger kennengelernt werden kann. Einer ähnlichen Verarbeitung, wie dieser Studienband, bedürfen noch die Vergangenheit der ungarischen Herrschaftsgutgehöfte, und nicht weniger die Analyse der Entstehung und des Schicksals der peripherischen bewohnten Stellen verschiedensten Typs, die von diesem wertvollen Band notwendigerweise ausgeblieben sind.

*Péter Hársfalvi*

*József Kanyar: Somogy megye agrártársadalma az első földreformtól a szocialista mezőgazdaságig (Die Agrargesellschaft des Komitats Somogy von der ersten Bodenreform bis zur sozialistischen Landwirtschaft) 1920—1949*  
Akadémiai, Budapest, 1980. 378 S.

Wie bekannt nahm Somogy in Ungarn vor der Befreiung im Hinblick auf die territoriale Proportion des Großgrundbesitzes feudaler Herkunft (nach Fejér) den zweiten Platz unter den Komitaten des Landes ein. Und als ob irgendeine Kausalität bestehen würde, war es gleichzeitig das zweite in der niedrigen Bevölkerungsdichte und auch in der Reihe der Komitate, die vom Rückstand der Industrie und Urbanisation bekannt waren, stand es an keiner besseren Stelle. Bereits in Anbetracht dieser Merkmale hat man den Eindruck, daß wenn die schreienden Probleme unserer jetzzeitlichen Entwicklung irgendwo präsentiert werden können, dann ist Somogy gewiß dazu geeignet. Das bedeutet gleichzeitig, daß das Gebiet des Komitats nicht als eine besondere, vom Durchschnitt abweichende Region gelten darf, zu der anderswo keine Ähnlichkeiten bestanden wären. Aber auch der Historiker kann sich seinem Gegenstand nicht nur als regionalem Modell, aber auch als dem Typischen annähern, er stellt für ihn ein verwaltungsmäßig umrahmtes Gebiet dar. Im Vergleich zum Ersten ist eine solche Untersuchung deduktiven Charakters keine weniger wichtige forschersische Aufgabe, wodurch das Ganze, das Allgemeine in jenem Teil aufgewiesen wird, der es besonders betont.

Im Fall des Verfassers — der übrigens eine ganze Reihe interessanter historischer Werke über das Komitat Somogy veröffentlichte — ist es eine sehr erprobte, sozusagen erlebte Verfahrensform. Nun gibt er aber seinem Gegenstand auch eine besondere Perspektive. Einerseits dadurch, daß er die sich in der Agrarbevölkerung des Komitats abspielenden Veränderungen nicht nur in den Stromkreis der überwiegend durch die Politik induzierten Landesveränderungen einschaltet, sondern er verweist auch im Spiegel einer, sich gegenüber unserer Heimat nicht besonders freundschaftlich gestaltenden Diplomatie auf die historische Bewertung ihrer Bedeutung. „Reiner Karolinger Feudalismus“ — zitiert er die zeitgenössische treffende Bemerkung eines Mitarbeiters des englischen Außenministeriums im Zusammenhang mit der Schein-Bodenreform von Nagyatádi. Und als ob nach 25 Jahren darauf die Charakterisierung der Britischen Mission in Ungarn reimen würde, in der sie über die demokratische Bodenreform als „Bodenreform drastischen Typs“ spricht.

Andererseits dehnt der Verfasser die Rahmen seines Gegenstandes auch historisch aus, indem er die Ergebnisse und Schranken der kapitalistischen Agrarentwicklung im Komitat mehrere Jahrzehnte früher zu untersuchen beginnt. Im Zuge dessen stellt er nicht nur die Veränderungen im Komitat auf dem Gebiet der landwirtschaftlichen Mittel, der Formen der Benützung des Bodens, der Arbeitsorganisation und der Markt- und Kreditbedingungen der Wirtschaft dar, sondern auch den

Prozeß, der sich als Ergebnis dieser Faktoren, wenn auch langsam, in der neueren Entwicklungsorientierung der einseitig extensiven landwirtschaftlichen Betriebe meldete. Und all dies tut er nicht einfach für die Beschreibung, sondern für den Hinweis auf jene intensive Wirtschaftstendenz, die obwohl sie noch so schwach war, auch unter den bäuerlichen Betrieben immer mehr die Oberhand gewann. Eben deshalb kann im Vergleich zur politischen und sozialen Begründung der Bodenreform auch die Bedeutung dieses Betriebsargumentes nicht unterschätzt werden. Als in den zwanziger Jahren die Bodenreform nicht durchgeführt wurde, wurde gleichzeitig auch diese in intensive Richtung weisende Entwicklungstendenz gebrochen. Die Bodenverteilung nach der Befreiung hätte zwar dessen Fortsetzung nun mehr nur in den bäuerlichen Schichten ermöglicht, aber einerseits der Nachlaß des Krieges, andererseits die übertriebene Industrieentwicklung machte ihn sehr zerbrechlich und hat schließlich — ehe bessere Zeiten kamen — diese Entwicklungstendenz unterbrochen.

Darüber hinaus lohnt es sich, auf einen weiteren Umstand aufmerksam zu machen. Namentlich auf den breiteren thematischen Rahmen, in dem die Agrarfrage und agrargesellschaftliche Umwälzung im engeren Sinne zusammen mit dem breiteren Prozeß der wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Entwicklung des Komitats, als dessen Teil vorgestellt werden. Darin steckt die Konsequenz jener tiefen historischen Erkenntnis, derzufolge weder das Agrarproblem, noch seine Lösung an und für sich zu betrachten sind. Wenn darauf gewisse Maßnahmen der Ungarischen Räterepublik von 1919 als Ouvertüre dissonanten Tones die Aufmerksamkeit lenkten, bestätigten 1945 und was danach folgte bald mit der Relativität des Abschlusses das gleiche. Vor allem dadurch, daß nicht einmal in einem solchen Komitat wie Somogy, wo infolge der großen Ausmaße der einstigen Großgrundbesitze und der niedrigen Bevölkerungsdichte zwar Bodenflächen über dem Landesdurchschnitt verteilt werden konnten, die Lösung des Problems nicht zum Ruhepunkt gelangte. Und sogar — wie es nicht nur für die Gesamtheit der Volkswirtschaft, sondern auch für den Teil gültig ist — konnten auch die an Stelle der Parzellen ins Leben gerufenen genossenschaftlichen Großbetriebe allein, ohne die industriell eingestellte Umgestaltung der Struktur der Wirtschaft, d. h. die Aufsäugung des relativen Überschusses der Agrarbevölkerung und die Entwicklung der notwendigen technischen Basis keine Lösung bringen.

Die mit der Methode der Untersuchung — und natürlich mit dem Reichtum am archivalischen, statistischen und Pressematerial, der die entsprechende Grundlage sichert — zusammenhängende breitere zeitliche und thematische Rahmen ermöglichten dem Verfasser, — nicht unbedingt mit polemischer Schärfe — in einigen umdiskutierten Fragen Beweise aufzuführen und Stellung zu nehmen. Zusammenfassend genügt es vielleicht darauf hinzuweisen, wie der Verfasser die verschiedenen Konsequenzen des (dem Westen angemessenen, relativen) Rückstandes oder der Unterschiedlichkeit der ungarischen kapitalistischen Agrarentwicklung darstellt. Es steht außer Zweifel, daß die Verhältnisse des untersuchten Komitates die Optik des Forschers trotz jeder Vorsicht beeinflussen. Es kann jedoch nicht als Zufall betrachtet werden, daß das reiche zusätzliche Material, das die Somogyer (und manchmal nicht nur die Somogyer!) Verhältnisse charakterisiert auch ohne einen präkonzeptionierten Ausgangspunkt des Autors ein beinahe einheitliches Urteil bildet.

Die polarische Formel des durch den Großgrundbesitz feudalen Ursprungs, sowie die dazu gehörenden Institutionen vernachlässigten und verhinderten Bauerntums ist fast ein Gemeinplatz. Weniger gilt es für die Tatsache, die wir aus dem Buch über die Unbeweisbarkeit der Dynamik der Bodenkonzentration und darüber erfahren, daß in der vier Jahrzehnte andauernden Verschiebung der Bodenbesitzverhältnisse vor 1945 die Bodenreform von Nagyatádi die bedeutendste Veränderung darstellte. Mit anderen Worten: war der Großgrundbesitz mit gebundenem oder freien Verkehr feudalen Ursprungs traditionell oder wirtschaftete auf modernen Grundlagen, wurden die Richtung und Proportionen der Bodenbesitzmobilität doch unmittelbar oder über die Institutionen grundlegend durch diese Reform — und nicht durch das sich ungehindert entfaltende immanente Gesetz der kapitalistischen Entwicklung bestimmt. Und wenn, wie darauf hingedeutet wurde, auch der Bauernbesitz nicht völlig aus der Betriebsentwicklung intensiver Tendenz ausbleiben konnte, war dafür nicht irgendeine Konzentration der Territorien und Mittel, sondern der latente Arbeitskräfte-

überschuß zusammen mit der Zerkleinerung die Hauptquelle. (Es ist eine andere Frage, daß — wie vom Verfasser belegt wird — dies im Vergleich zum Großgrundbesitz im Hinblick auf die Menge des auf eine Einheit Boden fallenden Bruttoprodukts nicht ohne Ergebnis war.)

Mit den vorher gesagten steht die Vorstellung des Wesens der Bodenverteilung von Nagyatádi bzw. nach der Befreiung im Einklang. Und hier handelt es sich nicht nur darum, daß während der Analyse der Voraussetzungen und des Ablaufes der ersteren die Duldung und sogar die Absicht der Bewahrung des Großgrundbesitzes feudalen Ursprungs konstatiert wird, beschreibt er im Jahre 1945 dessen vollständige Liquidierung, aber er zieht auch die Konsequenzen. Dort nennt er den Prozeß berechtigt Reform, hier veranschaulicht er, daß nicht mehr dasselbe oder ähnliche wiederholt wurde, sondern etwas ganz anderes geschah. Sowas, was nicht nur radikaler als die Bodenreform war, sondern sich von ihr unterschieden hat, und sozusagen auch in seinen Interessen und Orientierung dazu im Gegensatz stand, denn die Bodenverteilung von 1945 war eine antif feudale Agrarrevolution. Daran ändert auch die sich auf das juristische Urteil verlassende Unsicherheit des Verfassers nicht, daß er die Verstärkung des revolutionären Charakters in der Entfernung nicht der Besitzer selbst, sondern der mit ihnen „in dasselbe Horn blasenden“ Komitatsleute sieht.

Wegen der nach Anliegen sozialgeschichtlicher Verarbeitung des Gegenstandes könnte der Verfasser genauso leicht überführt werden, wie dem Mangel am induktiven Verfahren, das in der Untersuchung oft vermißt wurde. Dies wäre aber in der Tat grundlos, denn der grundlegend horizontale strukturelle Aufbau entspricht in diesem Fall vollkommen den inneren Gegebenheiten des Themas: den Anforderungen der Annäherung von mehreren Seiten. Der Rezensent kann also seine Feder zufrieden ablegen, besonders wenn er auch hoffen kann, daß der Verfasser die Entwicklung der „Agrargesellschaft“ des Komitats Somogy im 20. Jahrhundert bis zur im Titel des Buches vorausgeschickten Periodengrenze, „bis zur sozialistischen Landwirtschaft“ und noch weiter schreibt.

*Sándor Orbán*

*Ferenc Glatz: Történetíró és politika. Szekfü, Steier, Thim és Miskolczy nemzetről és államról. (Geschichtsschreiber und Politik. Szekfü, Steier, Thim und Miskolczy über Nation und Staat)*

Akadémiai, Budapest, 1980. 267 S.

Auch die Geschichtsschreibung hat ihre eigene Geschichte; die sich damit befassende Wissenschaft, die Historiographie fördert die Entwicklung sämtlicher historischen Wissenschaften, dadurch, daß sie das Erbe, das die Tätigkeit der früheren Geschichtsschreiber Vorgänger der Nachwelt hinterlassen hat, kritisch verarbeitet und bewertet. Es handelt sich um ein immanentes Bedürfnis der Entwicklung der Wissenschaft, aber genauso, wie der Geschichtsschreiber, leiten ihn noch so subjektive Absichten, sich von seiner Zeit, in der er lebt und wissenschaftlich tätig ist, objektiv nie unabhängig machen kann, und seine Werke — in direkterer oder indirekterer Weise — die Merkmale und die Einflüsse der Zeit an sich tragen, so wird auch der Historiograph in seiner kritischen Bewertung durch die wirtschaftlich-gesellschaftlichen, politischen und ideologischen Verhältnisse seiner Zeit beeinflusst. Wir können aber auch weiter gehen: sowohl der Geschichtsschreiber, als der Historiograph, der ihn später beurteilt, stehen meistens nicht einfach — auf passive Weise — unter dem Einfluß ihrer Zeit, sondern knüpfen sich mit aktivem Bewußtsein den wirtschaftlich-gesellschaftlich bedingten politischen, aber eher noch politisch-ideologischen Tendenzen an, engagieren sich in irgendeiner Richtung, und fühlen sich manchmal ausgesprochen dazu berufen, das Bild über die Geschichte, bzw. die Geschichtsschreibung, als einen außerordentlich wichtigen Faktor des gesellschaftlichen Bewußtseins, seiner Überzeugung entsprechend aktiv zu gestalten. Geschichte

schreibung und Politik — wenn wir unter letzterem nicht Parteipolitik im engeren Sinne verstehen, von der sich ein auch der Qualität nach nicht zu unterschätzender Teil der Geschichtsschreiber fernzuhalten versuchte, sondern politische Ideologie, — verflochten und verflochten sich außerordentlich eng, und es gehört zu den vorrangigen Aufgaben des Historiographen, diesem Zusammenhang in seinen Analysen große Aufmerksamkeit zu schenken.

Der marxistische Historiograph kann seine Aufgabe — in diesem Fall die Untersuchung des Verhältnisses einzelner bürgerlicher Geschichtsschreiber zu Politik — in der richtigen Überzeugung in Angriff nehmen, — daß seine eigene politisch-ideologische Verpflichtung auf den zeitgemäßesten wissenschaftlichen Weltanschauungsgrundlagen beruht, und die sich diesen entspringenden methodologischen Prinzipien die Ansprüche der wahren Wissenschaftlichkeit ausdrücken. Zur Vorsicht mahnen jedoch die infolge der falschen Deutung der Parteilichkeit und Aktualität einstweilen besonders häufig eingetretenen Verzerrungen, die auch in der historiographischen Bewertung sehr oft zu undifferenzierten, summarischen Urteilen führten. Obwohl die ungarische marxistische Geschichtsschreibung von den sechziger Jahren an — wie darauf Abhandlungen, Monographien, Synthesen hinweisen — die von schweren Fehlern nicht freie frühere Periode ihrer erfolgreichen Entwicklung immer entschiedener überwunden hat, ist Ferenc Glatz zu Recht der Meinung, daß auch der heutige Geschichtsschreiber das Verhältnis von Geschichtsschreibung und Politik durchdenken muß, in voller wissenschaftstheoretischer Tiefe der Frage und mit allen methodologischen Konsequenzen, und daß auch die Untersuchung dieser Problematik in der Relation der bürgerlichen Geschichtsschreibung gewisser Lehren nicht entbehrt.

Die Historiographie konzentriert oft allzu sehr einseitig auf die historischen Werke, und die Aufmerksamkeit des Historiographen dehnt sich weniger auf den Geschichtsschreiber selbst aus. Obwohl es ziemlich offenbar ist, daß ohne die Untersuchung der Persönlichkeit, gesellschaftlichen Position, Erziehung, der jeweiligen Umgebung, wissenschaftlichen Meister und Werkstätten, Lektüren, des öffentlichen Auftretens, der politisch-ideologischen Orientation, und eventuell der konkreten parteipolitischen Verpflichtung durch die wissenschaftliche Entwicklung des Geschichtsschreibers die Analyse der Werke unzulänglich ist, und nicht zu einer entsprechend vollständigen und nuancierten kritischen Bewertung der Geschichtsschreibung führen kann. Glatz stellt völlig berechtigt den Geschichtsschreiber in den Vordergrund — wie das auch im Titel des Buches zum Ausdruck kommt —, und er nähert sich dem Schaffen des Geschichtsschreibers von seiner Laufbahn an, bzw. er vereinigt die Untersuchung der diese gestaltenden Faktoren mit den Analysen in bezug auf die Werke des Geschichtsschreibers. Diese sind daher statt des oft statischen Charakters der historiographischen Analyse der Werke der Geschichtsschreiber von lebendigem Dynamismus durchdrungen: Glatz vermag die allmählich entfaltete und weitergebildete — an einzelnen Punkten der wissenschaftlichen Laufbahn in Werken manifestierte — Konzeption des Geschichtsschreibers im vielseitigen Zusammenhang der Entwicklung seiner Anschauung, Fachkenntnisse und Methoden bzw. der diese beeinflussenden, sich ebenfalls in ständiger Bewegung befindlichen Faktoren zu untersuchen.

Der Verfasser verschafft sich von der Überlegenheit der marxistischen Wissenschaftlichkeit keinen Rechtstitel auf Überheblichkeit gegenüber den Pflegern und Werken der bürgerlichen Geschichtsschreibung; er entdeckt, anerkennt und würdigt auch im bürgerlichen Geschichtsschreiber — wenn begründet — die Begabung, das fachliche, methodologische Können, die eingehende Quellenkenntnis, die vielseitige Kenntnis der Fachliteratur, die Bestrebung nach europäischem Blickfeld, die vergegenwärtigende Kraft in seinen Werken, und im allgemeinen das Anliegen der Einwirkung auf die öffentliche Meinung durch die Mittel der Wissenschaft, und er scheut sich nicht zuzugeben, daß von manchen auch der heutige Geschichtsschreiber dies und jenes erlernen könnten. Er unterwirft ihre Tätigkeit und Werke einer außerordentlich vielseitigen kritischen Analyse, und in der Bewertung betrachtet er nicht nur, wie diese Geschichtsschreibung endgültig überwunden wurden, sondern auch, inwiefern diese im Vergleich zu früheren Geschichtsauffassungen einen Fortschritt darstellte. Er bewertet das Entgegentreten der bürgerlich oder bürgerlicher eingestellten Historiker der ständischen Anschauung, die unter den Verhältnissen der mit feudalen Überresten

stark belasteten ungarischen bürgerlichen Entwicklung zwar in modifizierter Form, aber auf virulente Weise weiterlebte; sowie dem intoleranten Nationalismus der Kleinadeligen, ihr Auftreten gegen die Traditionen des mittleren Adelsstandes bewahrenden Rechtshistoriker und eine „Kurutzen-Romantik“ dichtenden Historiker, die sich auf die Gentryschicht stützten und die politische Unterstützung der 48-er Unabhängigkeitspartei genossen, entsprechend ihren Werten. All dies stört ihn nicht in der klaren Erkenntnis, daß diese bürgerliche Geschichtsschreibung immer konservativer, und der noch immer vorhandene Abglanz dieser positiven Züge in den Modifizierungen entschieden retrograder Tendenz der historischen Konzeptionen immer bleicher wird.

Der Verfasser bezeichnet die Analysen-Serie, die er für die historiographische Untersuchung des Themas „Geschichtsschreiber und Politik“ begonnen hat, und die er in diesem Band nur teilweise veröffentlichen konnte und auf Fortsetzung wartet, als einen experimentellen Versuch. Das Experiment brachte, wie aus den im Band publizierten Analysen hervorgeht, bereits sehr zuverlässliche Ergebnisse, und nach dem Lesen des Buches sehen wir der vom Verfasser versprochenen Fortsetzung der außerordentlich interessanten Erläuterungen mit großen Erwartungen entgegen, die zur Zeit an einem der spannendsten Punkte, der Schwelle einer qualitativ neuen Epoche, der Darstellung des Verhältnisses einer Persönlichkeit gewiß größten Formats der ungarischen bürgerlichen Geschichtsschreibung (Gyula Szekfü) zur Politik abgeschlossen wurden. Was der Autor über die Zielsetzungen der von ihm eingeleiteten Analysen-Serie, den Gang seiner Untersuchungen, die inzwischen aufgetauchten, und auch im Hinblick auf die Rahmen der Arbeit zur gewissen Veränderung der ursprünglichen Vorstellungen führenden methodischen Überlegungen schreibt, stellt die im Zusammenhang mit der Struktur des Buches auch vom Verfasser erwähnten Probleme klar. Wir können nur bejahen, daß Glatz schließlich auf die Veröffentlichung der Studien, die den ersten Teil seines Buches ausmachen, nicht verzichtete, diese leiten sozusagen in die Problematik ein und machen mit den Untersuchungsmethoden bekannt, für deren Anwendung zweifelsohne die Analyse der ideologischen Entwicklung, des Verhaltens und der Tätigkeit von Gyula Szekfü die beste Möglichkeit bietet, und die im zweiten Teil des Bandes beginnt und bis 1918 reicht.

In den Mittelpunkt der Untersuchung des Themas „Geschichtsschreiber und Politik“ stellt der Verfasser mit sehr gutem Gefühl die Ansichten der Historiker und ihre Änderungen über Nation und Staat. Im ersten Teil seines Buches stellt er auf Grund der älteren und jüngeren Werke von Lajos Steier, József Thim und Gyula Miskolczy die Wirkung einer der erschütterndsten Schicksalswenden der Geschichte des ungarischen Staates und der Nation in der neuesten Zeit, Trianons dar. Diese machte nicht nur in bezug auf die ganze Ausgleichsperiode, sondern bis zur ungarischen Reformzeit und bis 1848—49 zurückreichend das Neu- und Durchdenken der Hauptfragen der ungarischen Geschichte notwendig und führte vor allem — auch auf Kosten der grundlegenden wirtschaftlich-gesellschaftlichen Fragen — zur vorrangigen Untersuchung der Nationalitätenbewegungen, bzw. der ungarischen Nationalitätenpolitik. Er stellt fest, daß die erwähnten Geschichtsschreiber, die in ihren früheren Werken über slowakische bzw. serbische und kroatische Fragen die Bestrebungen der Nationalitätenbewegungen und ihrer Leiter, die die Befriedigung ihrer gemäßigten Nationalitätenansprüche im Rahmen des ungarischen Staates vorstellten, mit gewisser Anerkennung aufnahmen. Sie enthielten sich auch der verurteilenden Worte gegenüber den Manifestationen der ungarischen nationalitätenpolitischen Intoleranz, den natürlichen Prozeß der Assimilation eigentlich nur verhindernden gewaltigen Magyarisierungsbestrebungen nicht. Aber unter der Wirkung der Auflösung des Vielvölkerstaates Ungarn und entgegen der Propaganda der Nachfolgestaaten, verteidigten sie die ungarische Nationalitätenpolitik. Wenn sie auch bemerken, daß die staatsstreuen Nationalitätenrichtungen und ihre Vertreter seitens der ungarischen Politik und Gesellschaft — gerade aus ungarischem Interesse — mehr Verständnis verdient hätten, wird der Akzent überwiegend auf die Verurteilung der zentrifugalen Bestrebungen der Nationalitäten übertragen, auf eine solche Weise, daß in den Nationalitätenbewegungen und deren Leitern die unmittelbaren organischen Voraussetzungen bzw. zielbewußten ungarländischen Agenten der tschechoslowakischen, jugoslawischen Einheitsbestrebungen in zunehmendem Maße entdeckt wird.

In der konterrevolutionären Periode regte der Kultusminister Bethlens, Klebelsberg eine großangelegte Publikationsserie an, die die Quellen der ungarischen Geschichte der neueren Zeit (*Fontes historiae hungaricae aevi recentioris*) manchmal mit einleitenden Studien monographischer Ausmaße und Bedeutung veröffentlichte. Außer der in diesem Rahmen erschienenen Bände von Steier, Thim und Miskolczy wollte unser Autor noch den Band Gyula Szekfűs über die Geschichte der ungarischen Staatssprache in seine Studien miteinbeziehen. Zum Studium des Verhältnisses von Geschichtsschreiber und Politik lieferte aber bereits die Laufbahn Szekfűs vor Trianon so reiches Material, daß damit diesmal die Analyse derjenigen Veränderungen nur fundamentiert werden konnte, die in seiner Geschichtsschreibung und seinem Verhalten nach Trianon eingetreten sind. Die frühere Rolle von Steier, Thim und Miskolczy ist trotz aller Aufsehen und eine Analyse verdienenden Momente, die zum Thema „Geschichtsschreiber und Politik“ wertvolles ergänzendes Material geben, und mit den zeitgenössischen Anschauungen und dem Verhalten Szekfűs auch Berührungspunkte haben, weder dem Umfang, noch der Tiefe und dem Einfluß nach mit der Bedeutung Szekfűs zu vergleichen. Die in diesem Band dargestellte Entstehung des historischen Denkens Gyula Szekfűs, das von der Kritik an Werbőczy im „Servienten und Familiaren“, über den offenen Angriff gegen die Kurutzen-Romantik in seinem „Verbannten Rákóczi“ und dessen stürmische Aufnahme, bis zu dem Werk „Der Staat Ungarn“, verfolgte Verhalten Szekfűs zur Politik und der damit zusammenhängende Aufbau der Konzeption, wird nur in der versprochenen und sehr erwarteten Fortsetzung des Bandes zur Übernahme der Rolle des „Geschichtsschreibers der Nation“ gelangen, der auf Grund der eigenartig gezogenen Konsequenzen der Vergangenheit für die Zukunft Richtung weisen will. In dieser Untersuchung wird der Szekfű-Band über die Geschichte der ungarischen Staatssprache — unserer Meinung nach — im Vergleich zum 1942 unter dem Titel „Staat und Nation“ erschienenen Studienband, der in der angezeigten Beziehung die volle Problematik der Konfrontierung der politischen Konsequenzen des politischen Nationenbegriffes französischen Typs und des völkischen Nationenbegriffes deutschen Typs mit allen ihren aktuellen politischen Konsequenzen widerspiegelt, nur begrenzte Bedeutung haben. Glatz dachte zur Zeit an keine Szekfű-Biographie, der zweite Teil seines Buches ist aber — mit seiner lehrreichen Vielseitigkeit, kritischen Feinheit und Ideenfülle gewollt oder ungewollt der beste Propagator der Notwendigkeit der baldigen Fertigstellung eines solchen Werkes.

Vom Gesichtspunkt der vielseitigen Registrierung und systematischen Benützung der möglichen Quellen der Kulturgeschichte und der Wissenschaftsgeschichte aus ist das Studium des Bandes von Glatz außerordentlich fruchtbar. Die Gymnasialjahre Szekfűs werden auf Grund der Schuljahrbücher, des Lehrverfahrens, der Beiträge im Selbstbildungsverein, durch die Untersuchung der Persönlichkeit und Auffassung seiner Lehrer so dargestellt, daß wir über das konservative, aber sich vor den europäischen bürgerlichen Strömungen doch nicht starr verschließende Geistesleben und über die auf die Jugend ausgeübte Wirkung einer katholischen Mittelschule ein von Schablonen freies, lebendiges Bild bekommen. Die Welt des auf hohem europäischem Niveau stehenden Budapester Eötvös-Kollegiums wird mit seinen hervorragenden Lehrern, der Aufgeschlossenheit gegenüber der französischen fortschrittlichen bürgerlichen Kultur lebendig gemacht, deren Wirkung sich in der Studie Szekfűs über Anatole France so gut widerspiegelt. Nicht weniger überwältigend ist die Darstellung der Umgebung des ins Wiener Haus-, Hof- und Staatsarchiv gelangten Szekfű (Lajos Thallóczy, Árpád Károlyi, usw.), der Einfluß der in der Hauptstadt der Monarchie verbrachten Jahre auf die Gestaltung seiner Anschauung, sowie seine Verbindungen zu den Budapester Historikern, dem Archivar Károly Tagányi und dem Redakteur der Zeitschriften „Budapesti Szemle“ (Budapester Rundschau und „Történelmi Szemle“ (Historische Rundschau) Dávid Angyal.

Auch von der umfangreichen Szekfű-Korrespondenz Gebrauch machend weist Glatz völlig überzeugend auf die Vor- und Nachteile der Tatsache hin, daß sich Szekfű gestützt auf die Basis der Perspektiven bietenden, dennoch einseitigen Wiener archivalischen Quellen und der in seiner Orientierung immer mehr überwiegenden deutschen Fachliteratur der romantische Illusionen hegenden, provinziell adelig eingestellten, mit Rákóczi und Kossuth einen lauten und oberflächlichen



Kult treibenden, und in diesem Interesse auch vor frommem Betrug (Thaly) nicht zurückschrecken, nicht fachgemäßen, aber der Massenwirkung nach sehr kraftvollen Richtung der heimischen Geschichtsschreibung entgegenwendet. Glatz veranschaulicht hervorragend, daß die von Szekfü betonte reale Betrachtung unserer Geschichte in der Tat auch selbst nicht real war: Szekfüs Beurteilung der nationalen Unabhängigkeitsbestrebungen bedürfe auch dann einer gründlichen Kritik, wenn der Kampf gegen die enge veraltete Anschauung eine entschiedene Anerkennung verdient. Der Verfasser zeigt, daß Szekfü in dieser letzteren Beziehung mit den bürgerlich Radikalen und dem Marxisten Ervin Szabó für kurze Zeit eine Einheitsfront bildete, sich aber von ihnen bald zu trennen bemühte, nicht einfach aus taktischen Gründen, um die gegen ihn aufgepeitschte „nationale Empörung“ überwinden zu können, sondern auch wegen dem grundlegend konservativen Wesen seiner Auffassung, das unter der Wirkung der gegen ihn gerichteten Angriffe nur erstärkte, und zur paradoxen Situation führte, daß der sich dem Rákóczi- und Kossuth-Kult entgegenkehrende Szekfü auch selbst einen Gegenkult zu verbreiten begann, der von Széchenyi historisches Maßstab formte. Szekfü, wie darauf der Verfasser hinweist, erhielt in der Széchenyi-Studie von Dávid Angyal die Grundgedanken sozusagen fertig, und mußte sie nur weiterentwickeln. Natürlich kann die genannte Széchenyi-Studie von Angyal auch selbst nur als ein Teil, ein Produkt des zum Kossuth-Kult parallel als Gegenkult sozusagen von Anfang an bestehenden Széchenyi-Kultes aufgefaßt werden. Dieser übte wenn auch nicht auf die breiten Massen, aber auf das geistige Leben der Zeit eine maßgebende Wirkung aus, gerade in Verbindung mit dem sog. 67-er, den Ausgleich bejahenden Lager, dem auch Szekfü angehörte.

Sehr beachtenswert sind die Darlegungen des Verfassers darüber, daß Szekfü die bis 1848—49 und darüber hinaus verlängerte, auf den Gegensatz „Kurutzen-Labantzen“ konzentrierende Denkweise überwinden wollte, und große Energie aufwandte, um beweisen zu können, daß auch die „Labantzen“ keine weniger guten Ungaren und Patrioten waren, und ihre Königstreue, bzw. das Suchen nach einem Ausgleich viel eher den Interessen der Nation diene, als die in Emigration gedrängten, und vom heimischen Boden entrissen in irrealer Abenteuerpolitik versunkenen Dethronisierer. In diesem Zusammenhang hätte es sich gelohnt, zu erwähnen, daß Szekfü diese These auch mit einer über Sándor Károlyi beabsichtigten großen Monographie unterstützen wollte; in seinem Nachlaß blieb das zu dieser geplanten Arbeit gesammelte umfangreiche Material erhalten.

Noch mehr möchten wir aber die Aufmerksamkeit auf die ausgezeichnete Analyse von Glatz über die Szekfü-Arbeit „Der Staat Ungarn“ lenken. Der Umstand, daß die Arbeit zuerst in deutscher Sprache erschienen ist, und auf Bestellung eines Münchner Verlags verfaßt wurde, zur Zeit des Schuler an Schuler gefochtenen Weltkrieges der Monarchie und Deutschlands, könnte den Historiographen dazu führen, über diese Arbeit eine vereinfachte Meinung zu formen und als ein Werk unter dem eindeutigen Einfluß der Kriegsziele der Mittelmächte zu betrachten. Der Verfasser erweist auf Grund der zeitgenössischen Korrespondenz Szekfüs, daß er bereits jedwede Kriegsbegeisterung überwunden hat, als er dieses Werk in Angriff nahm. Zwar beschränkt sich seine konsequent betonte These über die Zugehörigkeit Ungarns zum Westen unter der Wirkung des Krieges gegen die Entente-Mächte zur Auffassung über die Zugehörigkeit zum christlich-germanischen Kulturkreis, doch bedeutet sie nicht die Aufgabe der ungarischen „Nationspersönlichkeit“, den Verzicht auf den Anspruch auf staatliche Selbständigkeit. In diesem Buch würdigt er die ständische Politik, — solange sie die nationale Selbständigkeit verteidigte und keine (Szekfü zufolge irreal) Unabhängigkeit forderte, — und nur die Oberhandgewinnung der ständischen Aspekte gegenüber der nationalen Interessen kritisiert er mit der alten Leidenschaft. Im Hinblick auf die Periode der bürgerlichen Umwälzung ist Széchenyi sein Ideal, doch kann er auch das Verhalten Kossuths in den mißbilligten absolutistischen zentralisierenden Bestrebungen des Wiener Hofes erklären, und er betont Kossuths Verdienste in der Entfaltung des modernen ungarischen Staates. Glatz beweist auf Grund eines, aus der Bibliothek Szekfüs stammenden, mit den eigenen Unterstreichungen des Historikers versehenen Bandes überzeugend, in wie großem Maße sich die Erörterungen Szekfüs über die Notwendigkeit des Ausgleiches, aber gleichzeitig innerhalb des Ausgleichs-Systems die ungarische verfassungsmäßige

Selbständigkeit auf das 1896 erschienene Werk von Gyula Andrassy jun. „Über den Ausgleich von 1867“ stützen. Ähnlich zu Andrassy sieht auch Szekfü nicht in letzter Reihe im Auftreten gegenüber den Nationalitätenbewegungen die unvermeidliche Notwendigkeit der Basierung auf Österreich. Die Intensivierung der Nationalitätenbewegungen zur Zeit des Weltkrieges hat das in dieser Hinsicht seit langem vorhandene Gefühl der Bedrohtheit in großem Maße verstärkt. Szekfü betont — gegenüber den Nationalitäten — die ausschließliche ungarische staatsbildende Begabtheit, und das stets ungarische Wesen der Staatlichkeit im Karpatenbecken. Vom Staat erwartet er nur, daß er mit seinen Machtmitteln das Ungarntum verstärkt; dies bedeutet in seiner konservativen Auffassung in erster Linie die Unterstützung der Adelschicht, der damaligen Gentrys. Im Zusammenhang mit den auf diesem Gebiet festgestellten Versäumnissen, dem Mangel an Vorsicht und entsprechender zielbewußten Lenkung meldet sich seine Kritik am Liberalismus, das in dem nächsten Buch Szekfüs „Három nemzedék“ (Drei Generationen) bald eine zentrale Rolle spielen wird.

Glatz verfährt also auch in der Analyse und der Vorstellung der Entstehungsumstände des Werkes „Der Staat Ungarn“ außerordentlich inventiös. Zur Untersuchung der Szekfü bei der Schaffung dieses Werkes beeinflussenden politischen Wirkungen hätten aber wir unsererseits einen weiteren Vorschlag. Wir nehmen an, daß Andrassy jun. nicht nur mit der erwähnten früheren Arbeit über den Ausgleich, sondern auch mit seinen gegenwärtigen Zeitungsartikeln auf Szekfü wirkte, der gerade sein neues Buch geschrieben hat. Diese Beiträge nahmen zur damals, während der Kriegsjahren, auch in der Wiener und Budapester Presse vielseitig diskutierten aktuellen Frage, dem Mitteleuropa-Plan von Naumann Stellung, und zwar positiv. Die langjährige Diskussion über die Notwendigkeit der Verstärkung des Bündnisses zwischen Deutschland und Österreich-Ungarn mit engerem wirtschaftlichen Zusammenschluß, in dessen Hintergrund zwischen 1915—1918 konkrete Verhandlungen über die Zollunion standen, konnte auch auf Szekfü nicht ohne Wirkung geblieben sein. Dadurch wurde seine — stark politisch gefüllte — Idee über die Zugehörigkeit Ungarns zum germanischen Kulturkreis von wirtschaftlicher Seite unterstützt. Wir möchten hier darauf aufmerksam machen, daß im Laufe der Diskussion, die die Öffentlichkeit in den Jahren des Weltkrieges anhaltend und heftig beschäftigte, die Lager der Anfechter und Verteidiger des Mitteleuropa-Gedankens in Ungarn eigentlich mit den politischen Kräften, den politisch-ideologischen Richtungen identisch war, das in den Vorkriegsjahren Szekfü in der Diskussion über seine Auffassung im „Verbannten Rákóczi“ angegriffen bzw. verteidigt hat, die zum Ausdruck kam. Die Unabhängigkeitspartei und ihre Anhänger, die für Szekfü von Anfang an antipathisch, infolge der gegen ihn eingeleiteten Kampagne aber besonders verhaßt waren, sahen in diesem Gedanken eine vom ungarischen Gesichtspunkt aus schwere Gefahr. Andrassy jun. und im allgemeinen die Anhänger des Ausgleichs 1867 betrachteten gerade die weitere Voraussetzung und Garantie der Aufrechterhaltung des ungarischen Staates und der Nation in einem mitteleuropäischen Zusammenschluß, der von Deutschen gelenkt, aber die ungarische Selbständigkeit ihrer Meinung nach doch nicht bedroht, und gegenüber dem panslawischen Einfluß auf die Nationalitäten direkt die wirkungsvollere Verteidigung fördert. Die bürgerlich Radikalen und der Marxist Ervin Szabó, die zur Zeit des „Szekfü-Skandals“ für den angegriffenen Historiker eingetreten sind, und zwar weil sie sein Auftreten gegen die engstirnige ständische, adelige Anschauung würdigten, stellten nun die Aspekte der bürgerlichen wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Entwicklung in den Vordergrund und waren auch selbst meistens bereit, den Mitteleuropaplan zu unterstützen, solange der Ausgang des Krieges diese Konzeption — jedenfalls in der gegebenen Form — nicht fraglich bzw. überholt machte. Objektiv gesehen gab es also sogar in den Jahren des Weltkrieges gewisse Berührungspunkte zwischen Szekfü und den bürgerlich Radikalen oder den Marxisten, wenn sich auch bei Szekfü die entschiedenen Zeichen der Betonung einer Abgrenzung schon früher meldeten. Die Wasserscheide stellte das Jahr der Revolutionen von 1918—19 dar.

Die im ausgezeichneten Band von Ferenc Glatz in einer bestimmten Periode untersuchten Laufbahnen laufen unter dem ununterbrochenen Einfluß der Politik geformt, modifiziert weiter. Am weitesten gelangt — wie bekannt — Gyula Szekfü, am tiefsten hingegen — und das ist weniger publik

— József Thim. Der Leser dieser Rezension interessiert sich vielleicht für den folgenden Vergleich in bezug auf das Jahr 1941; als Szekfü seinen berühmten Artikel, der den antifaschistischen Unabhängigkeitsgedanken mit der Frage des gesellschaftlichen Fortschritts verknüpfte, und auch in der Nationalitätenfrage einen beachtenswert positiven Standpunkt einnahm, in die Weihnachtsnummer der Tageszeitung der Sozialdemokratischen Partei, „Népszava“ schrieb; Thim hingegen verschickt — noch Ende Juli — die Kopie seines Memorandums an Außenminister Ribbentrop für die Redaktion des „Völkischen Beobachters“. In dieser Denkschrift, die vom großangelegten Umsiedlungsprogramm inspiriert wurde, das Hitler angekündigt und begonnen hatte, schlägt er im Interesse des ethnisch homogenen ungarischen nationalen Staates die Aussiedlung der Nationalitäten und das Zurückbringen der im Ausland lebenden Ungarn zwischen die wiederherzustellenden Karpaten-Grenzen vor.

Es gibt wenig Bücher, die mit ihrer Aussage, Problematik, ihren Analysen den Leser so fesseln würden, wie das Buch von Ferenc Glatz. Und wenig Bücher liefern zu den weiteren Untersuchungen so viele Gedanken und Anregungen. Auf Grund der vom Verfasser erreichten Ergebnisse sehen wir den fortzusetzenden Forschungen mit großer Erwartung entgegen.

Loránt Tilkovszky

*Gyula Tokody: Németország 1918—1919 (Deutschland 1918—1919)*  
Akadémiai, Budapest, 1980. 240 S.

Die marxistische Geschichtsschreibung behandelte bei der Analyse der Revolution in Deutschland 1918—1919 in erster Linie die Fragen der Arbeiterbewegung und widmete den Veränderungen des gesamten politischen Systems und der Gestaltung des politischen Kräfteverhältnisses relativ wenig Aufmerksamkeit. Eine tiefgehende Analyse der Aktivitäten der konterrevolutionären Kräfte und der machtpolitischen Lage des preußischen Konservatismus und des deutschen Militarismus ließ auf sich warten. Diese Lücke füllt das Buch von Gyula Tokody, indem er die Periode vom 3. November 1918 bis zum Sommer 1919 bearbeitet und auch die internationale Fachliteratur über das Thema auswertet.

Der Verfasser vermittelt ein nuanciertes Bild über die — bis jetzt vielleicht all zu einheitlich dargestellten — Kräfte und Aktivitäten der Konterrevolution, und bestimmt das Verhältnis der bürgerlichen Kräfte und der Sozialdemokratie zueinander, zu der Revolution bzw. zu den rechtsextremistischen Richtungen. Die untersuchte Periode wird dabei als einheitlicher Prozeß betrachtet und so die Konzeption abgelehnt, die mit der Niederlage des Waffenaufstandes in Berlin die Geschichte der Revolution für abgeschlossen hält. Gleichzeitig werden zwei Etappen der revolutionären Umwälzung unterschieden (1: die Monate bis zur Jahreswende 1918/19, als die Kraft der Massenbewegung, die geringe Organisation der bürgerlichen Richtungen dem Proletariat günstige Möglichkeiten zur Realisierung seiner Bestrebungen boten; 2: die etwa anderthalb Jahre nach den Nationalversammlungswahlen am 19. Januar 1919, die zur Zerstörung der proletarischen Bewegung und zur Entstehung der bürgerlichen Verfassung führten). Bei dieser Unterscheidung wird jedoch betont, daß der grundlegende Charakter beider Perioden durch den Kampf der Revolution und der Konterrevolution bestimmt wird, wobei sich nur der Inhalt und der gesellschaftliche Hintergrund dieses Kampfes änderten. Der Verfasser hebt hervor, daß sich in der Revolution der bürgerlich-demokratische Charakter bis zum Ende als herrschende Tendenz erwies und stellt in Auseinandersetzung mit manchen marxistischen Bearbeitungen fest, daß die Massen der Sozialdemokratie und das Kleinbürgertum nicht für die Reaktion, sondern für die bürgerlich-demokratische Umwälzung Deutschlands als Massenbasis galten. Es wird dabei das in der Geschichtsschreibung der Bundesrepublik Deutschland auftretende Herangehen abgelehnt, bei dem — Bismarck preisend —

eine teilweise Rehabilitierung des preußischen Militarismus und Konservatismus angestrebt und die Kontinuität zwischen dem Nationalsozialismus und dem preußischen Militarismus geleugnet wird.

Tokody schreibt keine Monographie im traditionellen Sinne, das Buch folgt nicht der Reihenfolge der Ereignisse. Von den „Fesseln“ der linearen Redaktionsform befreit, werden die Hauptprobleme der Zeit in thematischen Einheiten analysiert und so wird die Aufmerksamkeit auf so tiefliegende Zusammenhänge gelenkt, deren auch auf das Vorgeschehen zurückweisende und die Wechselwirkungen zwischen den verschiedenen Faktoren deutlich machende Darstellung mit den gewohnten Methoden jedenfalls nur schwer zu verwirklichen wäre. Tokody hat im Laufe der Bearbeitung des Themas die optimalen Proportionen der Informationsvermittlung gefunden. Indem er selektierend nur die zum Verstehen unentbehrlichen Daten und Fakten erörtert, verliert er sich nicht in Details und so kann sein Werk seinen treibenden Schwung bis zum Ende bewahren.

Im ersten Kapitel wird der preußisch-konservative Charakter im politischen System des kaiserlichen Deutschlands vorgestellt. Bei der Analyse greift der Verfasser zur Entstehung des deutschen Konservatismus und zur Entfaltung seiner verschiedenen Richtungen zurück und behandelt eingehend die theoretische Tätigkeit von Fr. J. Stahl, der einen Vergleich der Standesauffassung und der modernen konstitutionellen Überlegungen versucht und die modernen Grundlagen für den preußisch-deutschen Konservatismus schafft. Neben der sich auf die Junkergroßgrundbesitzer an der östlichen Elbe und auf die evangelische Kirche stützenden Richtung hat sich Mitte des 19. Jahrhunderts auch die mit der katholischen Kirche verflochtene süddeutsche konservative Schule gestärkt, welche den kleindeutschen Weg ablehnte und sich auch auf die Bauern stützend eine flexiblere soziale Politik verkündete als die preußische. Das Jahr 1871 brachte schließlich den Sieg des preußischen Weges. Tokody analysiert eingehend die Reichsverfassung und enthüllt den tief antidemokratischen Charakter der von vielen als Realpolitik bezeichneten Lösung. Es werden die allmähliche Verstärkung der völkisch-antisemitischen Züge der Bewegung, die Tätigkeit der auch bedeutende nationale liberale Kräfte integrierenden pangermanischen Kreise und die Rolle der Konservativen bei der Vorbereitung des Ersten Weltkrieges im allgemeinen verfolgt und deutlich dargestellt.

Das zweite Kapitel untersucht die Veränderungen im inneren Kräfteverhältnis der Arbeiterbewegung im November und Dezember 1918. Wie es bekannt ist, hat am 9. November 1918 die von Max v. Baden geführte Regierung die Macht dem Rat der Volksbeauftragten übergeben und so ist die politische Führung des Landes in die Hand der Sozialdemokraten übergegangen. Infolge der dynamischen Entfaltung der Rätebewegung, der günstigen weltpolitischen Lage und der Desorientiertheit der bürgerlichen Parteien war die Existenz der bürgerlichen Gesellschaft von der Haltung der Arbeiterklasse abhängig. Es bestand die Möglichkeit für den Sieg der proletarischen Revolution, die SPD-Führung nahm jedoch für die bürgerliche Demokratie Stellung und die überwiegende Mehrheit der Arbeitermassen „war nicht imstande, sich vom organisatorischen, politischen und ideologischen Einfluß der Sozialdemokratie zu befreien“. Die 60% sozialdemokratische Mehrheit des Reichsträtekongresses zwischen dem 16. und 21. Dezember zeugte davon, daß die Anhänger der Diktatur des Proletariats in der Minderheit geblieben sind. Es muß aber auch gesehen werden, daß der Gründungsparteitag der DKP am 30. Dezember — die Gestaltung des Kräfteverhältnisses und den tatsächlichen Einfluß der Partei schlecht einschätzend — auf die Teilnahme an den Parlamentswahlen verzichtet hat und seine ultralinke Haltung eher die konterrevolutionären Provokationen begünstigt hat. Die vor der „linken Gefahr“ zurückgeschonte sozialdemokratische Führung hat an der Niederschlagung des übereilten Berliner Aufstandes am 6. Januar mit konterrevolutionären Einheiten zusammengearbeitet, was zum Teil schon die Möglichkeit für die Wiedergeburt der Konterrevolution vorausgeworfen hat.

In diesem Prozeß erwies sich der Umstand als entscheidend, daß die Machtlage der preußischen Bürokratie trotz der stürmischen Ereignisse unberührt geblieben ist, was die Voraussetzung für die Wiedergeburt des Militarismus geschaffen hat. Die Anarchie befürchtende sozialdemokratischen Politiker bestanden bewußt auf dem kaiserlichen Staatsapparat und arbeiteten

mit der obersten Kriegsführung zusammen. Am 10. November hat Ebert mit General Groener das gemeinsame Auftreten gegen den Bolschewismus vereinbart und damit „den ersten Schritt in einem sich allmählich entfaltenden und äußerst widerspruchsvollen Prozeß“ getan. Tokody warnt vor der Überbewertung der praktischen Bedeutung dieser theoretischen Vereinbarung, da sie an sich das Schicksal der deutschen Revolution nicht zu beeinflussen vermochte, ihre Durchsetzung war durch den historischen Zusammenfall zahlreicher anderer Faktoren bedingt. Wie der Verfasser überzeugend beweist, es waren die objektiven Voraussetzungen für die Schaffung einer demokratischen Armee vorhanden, und die Organisation und der Sieg der konterrevolutionären Armee waren nicht unvermeidlich und gesetzmäßig. Zur negativen Wende haben auch der Irrtum der sich den Militärgruppen gegenüber auf die Freitruppen stützenden Sozialdemokratie und das Auftreten von Noske in Berlin beigetragen, dem Tokody mindestens so eine Bedeutung beimißt, wie der Vereinbarung zwischen Ebert und Groener. Als das am 27. Februar 1919 angenommene provisorische Reichswehrgesetz die Freitruppen zur Basis der Armee machte, wurde dadurch gleichzeitig auch für die konservativ-konterrevolutionäre Tätigkeit eine gute Garantie geschaffen.

Die sich ändernden Umstände haben die Neuorganisation des preußisch-deutschen Konservatismus, die Gründung der Deutschen Nationalen Volkspartei vorangetrieben. Da eine einheitliche bürgerliche Partei infolge der objektiven Gegensätze nicht gegründet werden konnte (es fehlte die Einheit der liberalen Bewegung selbst), begannen im November 1918 die deutschen Konservativen ihre Reihen selbständig zu ordnen. Ihr Appell am 24. November verriet die Verdrängung des für die Militärdiktatur eintretenden altkonservativen Flügels und zeugte davon, daß die gesamtdeutsche konservative Richtung die Oberhand gewann, die mit den Traditionen vor dem Weltkrieg bricht, auf die alten konservativen Ideen verzichtet, eine flexiblere politische Haltung zeigt und die Tatsache der bürgerlichen Demokratie hinnimmt. Im Kampf der inneren Gegensätze hat sich also eine Parteirichtung entfaltet, die zwar die Integrierung in das System ablehnte, im Kampf gegen das bestehende System jedoch bereit war, sich an die Spielregeln des Parlamentarismus zu halten. Die rechtsextremistische Richtung, die nach der Niederlage der Münchner Räterepublik wieder an Kraft gewann, welche die strittigen Fragen mit militärischen Mitteln lösen wollte und sich bei der Verbreitung des Führermythos besonders hervorgetan hat, lebte jedoch weiter.

Schließlich wurde mit der *Weimarer Verfassung* der legale Rahmen für den Kampf der gegenüberstehenden politischen Kräfte geschaffen. Die auf bürgerlich-demokratischen Prinzipien beruhende Regelung hat die Zentralisierung des Reiches gefördert, den Einfluß des Reichstags gestärkt, indem ihm die Exekutivmacht untergeordnet wurde, und die demokratischen Freiheitsrechte der Staatsbürger verankert; die demokratische Konzeption eines einheitlichen deutschen Nationalstaates konnte dadurch nach Tokody nicht verwirklicht werden. Dem Beispiel von Frankreich und auch der Vereinigten Staaten folgend, aber auch im Einklang mit der traditionellen deutschen konservativen Denkweise wurde der Wirkungskreis des für 7 Jahre gewählten Präsidenten sehr breit gefaßt, was zur Zeit der Regierungstätigkeit von Hindenburg durch Notverordnungen seine verhängnisvollen Folgen zeigte. Die „Geburtsurkunde“ der Weimarer Republik konnte trotz der erwähnten Mangelhaftigkeiten Preußens Hegemonie brechen und hat so der politischen Basis des Konservatismus einen tiefen Schlag versetzt.

Ein unentbehrliches Moment der Konsolidation nach den Revolutionen stellte die Unterzeichnung des Vertrags von Versailles dar. Die Bekanntmachung der Friedensbedingungen hat im ganzen Volke Empörung ausgelöst und das Volk gegen die demokratischen Parteien gestimmt. Der Nationalismus hat also in einer den Interessen der damagogischen konservativen Kreise entsprechenden antidemokratischen Atmosphäre wieder aufgelebt. Tokody, indem er die verschiedenen deutschen Standpunkte über den Friedensabschluß erörtert, macht dafür die engstirnige Politik der Entente mit Recht verantwortlich. So hat Versailles die Position der regierenden „Unterzeichnerparteien“ geschwächt und ist in der politischen Denkweise zur Quelle von Verzerrungen geworden, die in bedeutendem Maße zum Sturz des Weimarer Systems beigetragen haben.

Mit der Annahme der Verfassung und der Unterzeichnung des Friedensdikates wurde die im November 1919 begonnene Umgestaltung der politischen Struktur Deutschlands abgeschlossen. Die Vereitelung des Kapp-Putsches gegen die sich schon konsolidierenden Verhältnisse hat den offenen konterrevolutionären Versuchen ein Ende bereitet. Die sich der Reaktion gegenüber entfaltenden Arbeiteraktivitäten haben ähnlich wie 1918/19 die Gründung einer Arbeiter-Gewerkschaftsregierung ermöglicht. Die Sozialdemokraten aber bestanden auf der Zusammenarbeit mit den bürgerlichen Parteien und setzten gegen die bewaffneten Arbeitertruppen die Reichswehrtruppen ein. Ihre unpopuläre Entscheidung führte zu einer Rechtsverschiebung im politischen Kräfteverhältnis (vgl. die Reichstagswahlen am 6. Juni 1926), wodurch die inneren Feinde des durch die falsche Politik der Entente hart getroffenen bürgerlich-demokratischen Deutschlands zu weiteren Aktivitäten angespornt wurden.

Das Buch von Gyula Tokody mag auf den ersten Blick als eine Sammlung von voneinander unabhängigen Studien erscheinen. Die miteinander thematisch verbundenen Studien bieten jedoch eine Bearbeitung der revolutionären Periode mit einer Tiefe, wie noch nie zuvor in ungarischer Sprache.

Gábor Erdődy

*István Rácz: A paraszti migráció és politikai megítélése Magyarországon 1849—1914.*  
(Die bäuerliche Migration und ihre politische Beurteilung in Ungarn 1849—1914)  
Akadémiai, Budapest, 1980. 238 S.

Wenn wir die Entfaltung der mit Widersprüchen belasteten ungarischen bürgerlichen Verhältnisse plastisch darstellen möchten, könnten wir gewiß als eine Möglichkeit die Vorstellung der Mobilität der Bevölkerung wählen. Die innere Migration, die Auswanderung sind solche komplexen Erscheinungen, aus denen außer der, den wirtschaftlichen, gesellschaftlichen und politischen Aspekt hervorhebenden historischen Analyse eine Reihe der Gesellschaftswissenschaften ihre Untersuchungsbasis schöpfen kann, besonders wenn sie sich auf die Arbeiten des Historikers — der auf die wichtigeren Zusammenhänge hinweist — sicher stützen kann. Dank der fünfzehnjährigen Arbeit von István Rácz bekommen wir eine, auf archivalischen Grundforschungen, der Verarbeitung der zeitgenössischen Presse und der Stellungnahmen der Zeitgenossen, sowie der Vorstellung der oralen Quellen beruhende bedeutende historische Arbeit über die bäuerliche Migration der Zeit des Dualismus in die Hand. Seine Monographie stellt gleichzeitig einen ersten Versuch auch für die historische Verarbeitung der in den ersten Jahren des Jahrhunderts gipfelnden Emigration dar.

Der Verfasser untersucht vier Typen der die Oberhandgewinnung des Kapitalismus begleitenden (und ihn auch bezeichnenden) Bevölkerungswanderung. Er berührt die landwirtschaftliche Arbeitskraftwanderung, d. h. die Wanderung der Landknechte, Saisonarbeiter innerhalb des Landes, dann (2) gibt er die Natur der Umsiedlung in die Stadt bekannt. Anschließend geht er auf seinen engeren Gegenstand ein, auf die Emigration, angefangen (3) von der Gliederung der innerhalb Europas — sich in erster Linie nach Rumänien und Deutschland richtenden —, dann (4) die interkontinentale, hauptsächlich nach den Vereinigten Staaten führende Bevölkerungsströmung. Für diese Prozesse ist einheitlich charakteristisch, daß sie sich von historischen Wurzeln nähren, aber ihre, den Dualismus kennzeichnende Ausdehnung drückt bereits die bürgerlichen Verhältnisse aus. Sie stellen also kein typisch ungarisches Problem dar, sondern charakterisieren die Entwicklung des Großteils von Europa. Dies zu betonen ist auch im Hinblick auf die Emigration wichtig, denn die Zeitgenossen neigten sich diese als eine ungarische Eigenart zu begrüßen oder verurteilen — ihrer Einstellung entsprechend. (Über die Beurteilung der Auswanderung, besonders über den Standpunkt

der herrschenden Klasse liefert der Band ausgiebige Kenntnisse.) Für die bezeichneten Migrationstypen ist noch gleichmäßig charakteristisch, daß sie überwiegend die bäuerliche Bevölkerung mobilisierten, wobei sie auf den Beginn der langsamen Umformung der Agrarstruktur hingedeutet haben. Bis zum Ausbruch des Ersten Weltkrieges entfernten diese Migrationsprozesse etwa ein Fünftel der Bevölkerung von seinem ursprünglichen Wohnort. István Rác strebt vor allem die quantitative Bestimmung der Prozesse an: durch die kritische Analyse der statistischen Quellen stellt er die Größenordnung, strukturellen Charakterzüge der Migration zur Zeit des Dualismus fest. In seiner sozialgeschichtlichen Annäherung erneuert und verwendet er die positivsten Traditionen der mit dem Namen von Elemér Mályusz und István Szabó gekennzeichneten volkstumshistorischen Schule — von seinen Vorgängern abweichend nicht im Zusammenhang mit dem Mittelalter, sondern des 19. Jahrhunderts. Bei der Auflösung der statistischen Daten in konkreten sozialgeschichtlichen Fakten bringt der Verfasser — ähnlich zu seinen früheren Studien — die Prinzipien der historischen Soziologie zur Geltung.

Wenn wir das Problem der Auswanderung — die das Rückgrat des Buches bildet, — betrachten, erschweren zahlreiche Hindernisse die genaue zahlenmäßige Feststellung der Ereignisse. Es stehen keine von Anfang an registrierten in- und ausländischen Emigrationsstatistiken zur Verfügung, und die mehrmals aus- und zurückgewanderten Menschen konnten sowieso nicht festgestellt werden. Die ebenfalls großangelegte illegale Auswanderung hingegen konnte überhaupt nicht erfaßt werden. Im wesentlichen mit den Schätzungen anderer Forscher übereinstimmend stellt István Rác bis zum Ersten Weltkrieg 2 Millionen inländische Emigranten fest, deren 86% nach den USA gelangten. Ein Viertel kehrte nach kurzem US-Aufenthalt heim, so können wir letzten Endes mit einem Bevölkerungsverlust von 1,5 Millionen, 7,5% der damaligen Bevölkerung rechnen. Durch die gleichzeitige Verminderung der Eheschließungen und Geburten ging diese Bevölkerungsreduzierung mit weiteren negativen Wirkungen einher. Der Großteil der Auswanderer kam aus der arbeitsfähigen Generation, hinsichtlich des Berufes überwiegend aus dem Kreis des Bauerntums, und sogar der Agrarproletariat. Auf diese Weise resultierte diese Verminderung den 13 prozentigen Verlust der Arbeitskräfte. Sehr wesentlich ist die Schlußfolgerung des Verfassers, daß dieser Verlust sogar bei optimistischer Schätzung der Ausnützung von 2/3 der Agrararbeitskraft der Periode nur die Reserveschar der landwirtschaftlichen Arbeiter reduzierte. Wir müssen natürlich auch darauf achten, daß diese Feststellung von Landesgeltung ist und sich in den einzelnen größeren Emigrationsbezirken vorübergehender Arbeitskräftemangel meldete, auch wenn sich gerade in diesen Zentren alle Möglichkeiten der bäuerlichen Besitzfähigkeit konzentrierten. In bezug auf das gesamte Land kam natürlich durchgehends zur Geltung, daß „unter den bestehenden wirtschaftlich-gesellschaftlichen Rahmen die Gesellschaft trotz der mächtigen aufsaugenden Wirkung der Industrie die Vollbeschäftigung der Bevölkerung durch die Gesellschaft nicht gesichert werden konnte.“ Wir müssen noch darauf hinweisen, daß mehr als 70% der ungarischen Auswanderer vom Kreis der Nationalitäteneinwohner hervorkamen. So z. B. waren mehr als 90% der Emigranten von den Komitaten Árva, Liptó, Nyitra und Trencsén Slowaken. Die Auswanderung hat aber auch die anderen Nationalitäten betroffen.

Im Band wird außer der zahlenmäßigen Charakterisierung der Prozesse, der Vorstellung der Stellungnahme der herrschenden Klasse auch der Zusammenhang der Erscheinungen gut umrissen, die den Mechanismus der Emigration gestalteten. Das Wesen der Migration, und innerhalb deren der Aus- und Zurückwanderung können wir mit gewissem Weiterdenken der Ergebnisse der Monographie und einer eigenartigen *Systembetrachtung* wie folgt kurz zusammenfassen. Die in der Migration eine Rolle spielenden Teilelemente können wir, als Parameter einer System bildenden Einheit in logische Zusammenhänge ordnen. Wenn wir z. B. vom Gesichtspunkt der *Mikroökonomie* ausgehen (und diese entweder auf eine Siedlung, oder eine größere wirtschaftliche Einheit beziehen), können wir die einander ergänzende strukturelle Organisation der verschiedenen wirtschaftlichen Zweige erfassen. Die Hauptfrage besteht nämlich darin, wie sich die Auswanderung der verflechtenden Struktur der traditionellen Bauernwirtschaft (und ihren ergänzenden Tätigkeiten), der mit innerer

Migration erreichbaren landwirtschaftlichen Lohnarbeit und der Industriearbeit anpaßt? Anders formuliert wird auf diese Weise der Ablauf der Migration von Seite des Wirtschaftslebens her umrissen. Eine ähnliche Analyse vermessen wir auch etwas aus dem Band, denn der Historiker ist — nicht zuletzt vom quantitativen Gesichtspunkt aus — an diesem Problem stark interessiert. Ähnlicherweise kommen auch auf der Ebene der *Makroökonomie* Wechselwirkungen zur Geltung. Die Auswanderung wird durch das Zusammenspiel der inneren abstoßenden Gründe und der äußeren Anziehungskräfte gemeinsam bestimmt, wobei auch die vermittelnden Kanäle eine Rolle spielen. Die Dynamik der abstoßenden-anziehenden Kräfte nährt sich von je anderen Anlässen im Fall des wirtschaftlichen Zentrums bzw. der Länder der Peripherie. Wenn wir jedoch den Aspekt des interkontinentale Ausmaße angenommenen Wirtschaftslebens betrachten, wird es klar, daß die schnelle Oberhandgewinnung des amerikanischen Kapitalismus — als bestimmender „Zentrum-Wirtschaft“ — die überwiegend der Peripherie entstammenden Impulse voraussetzt. Das wichtigste Zeichen dieser Tatsache ist die interkontinentale Strömung der Arbeitskraft, der *Warenverkehr der auf dem internationalen Markt abgesetzten Arbeiterhand*. In diesem Weltmarkt-Mechanismus erreichten die ungarischen Auswanderer einen 6prozentigen Anteil. Bei der damaligen Entwicklungsstufe des Landes war diese Ausströmung der Arbeitskraft vielleicht die wichtigste Exportware der Wirtschaft.

Die Systembetrachtung wird nicht in den vom Gesichtspunkt des Wirtschaftslebens umrissenen wenigen Zusammenhängen erschöpft. Die Auswanderung ist genauso ein gesellschaftliches, politisches Problem, wie eine Wirtschaftsfrage. Ihre Erscheinung wurde ferner durch die kulturellen Traditionen der auswandernden Gemeinschaften, die persönlichen Anlässe der Auswanderer stark beeinflußt, deren Erschließung von unseren bisherigen gesellschaftswissenschaftlichen Forschungen fast völlig vernachlässigt wurde. So liegt es auf der Hand, daß das erwähnte Forschungsprinzip auch in der Verarbeitung zur Geltung gebracht wird, was in der Forschung der Migration ein eigenartiges interdisziplinäres Programm erfordert. Auch von diesem Gesichtspunkt aus kann das vor allem historische Analyse enthaltende Buch von István Rácz, das mit der Quantifikation der Prozesse, der Ausarbeitung der wichtigeren Zusammenhänge, und gleichzeitig der Hervorhebung der inländischen Seite sowohl die weiteren historischen, als auch die anderen gesellschaftswissenschaftlichen Forschungen begründete, als bedeutend bezeichnet werden.

Zoltán Fejős





# INDEX

## ETUDES

<i>Zsigmond Pál Pach</i> : East Central Europe and World Trade at the Dawn of Modern Times.....	281
Жигмонд Пал Пах: Центрально-Восточная Европа и мировая торговля на заре новой эры.....	316
<i>Vera Zimányi</i> : Grands domaines et petites exploitations en Europe Orientale-Centrale .....	317
Вера Зиманьи: Крупные поместья и крестьянские хозяйства в Средней и Восточной Европе .....	332
<i>János Buza</i> : Der Kurs der Löwentaler in Ost-Mitteleuropa (mit besonderer Rücksicht auf Siebenbürgen und Ungarn).....	335
Янош Буза: Распространение голландских «таллеров со львом» в Центральной и Восточной Европе .....	357
<i>Gyula Mérei</i> : Marktverhältnisse im Außenhandel des Königreichs Ungarn 1790—1848 .....	359
Дьюла Мереи: Внешняя торговля и рыночные отношения в Венгерском королевстве в 1790—1848 гг. ....	423
<i>László Makkai</i> : Second servage et capitalisme.....	425
Ласло Маккаи: Вечная крепостная зависимость и капитализм .....	448
<i>Emil Niederhauser</i> : L'affranchissement des serfs en Europe de l'Est .....	449
Эмиль Нидерхаузер: Отмена крепостного права в Восточной Европе .....	467
<i>László Katus</i> : Zum demographischen Übergang in Ungarn vor 1918 .....	469
Ласло Катус: Вопросы демографического перехода в Венгрии перед 1918 г. ....	497
<i>György Ránki</i> : Surmounting the Economic Crisis in South-East Europe in the 1930s.....	499
Дьердь Ранки: Преодоление экономического кризиса в Юго-Восточной Европе в 30-ые годы .....	523

## COMPTE RENDUS DE LIVRES

<i>Петар Коледаров</i> : Политическа география на средновековната българска държава. (Политическая география средневекового болгарского государства.) (Эмиль Нидерхаузер)	525
<i>Wilhelm Abel</i> : Geschichte der deutschen Landwirtschaft vom frühen Mittelalter bis zum 19. Jahrhundert (Zoltán Tagányi) .....	527
<i>Hans Mottek</i> : Wirtschaftsgeschichte Deutschlands (Z. T.) .....	529
<i>Wolfgang Küttler</i> : Lenins Formationsanalyse. Rußland vor 1905 (Z. T.).....	531
<i>Geir Lundestad</i> : The American Non-Policy Towards Eastern Europe 1943—1947 (István Vida) ...	533
<i>Лайош Тарди</i> : Работоторговля татар и венгры в XIII—XV вв. (Эмиль Нидерхаузер) .....	538
<i>Zsolt Trócsányi</i> : Le gouvernement central de Transylvanie 1540—1690 (Katalin Péter) .....	539
<i>Imre Hegyi</i> : Historische Formen der bäuerlichen Walldnutzung (Péter Gunst) .....	541
Vergangenheit des ungarischen Gehöftsystems. Studien. Redigiert von <i>Ferenc Pölöskei, György Szabad</i> (Péter Hársfalvi) .....	543

<i>József Kanyar</i> : Die Agrargesellschaft des Komitats Somogy von der ersten Bodenreform bis zu sozialistischen Landwirtschaft (1920—1949) (Sándor Orbán) .....	548
<i>Ferenc Glatz</i> : Geschichtsschreiber und Politik (Lóránt Tilkovszky).....	550
<i>Gyula Tokody</i> : Deutschland 1918—1919 (Gábor Erdődy).....	556
<i>István Rácz</i> : Die bäuerliche Migration und ihre politische Beurteilung in Ungarn 1849—1914 (Zoltán Fejős) .....	559

## AUTEURS DU PRÉSENT NUMÉRO

*J. Buza*, candidat ès sciences historiques, maître de conférence à l'Université des Sciences Economiques de Budapest — *G. Erdödy*, maître assistant à l'Université des Sciences Eötvös Loránd de Budapest — *Z. Fejős*, collaborateur scientifique au Musée d'Ethnographie — *P. Gunst*, candidat ès sciences historiques, maître de conférence à l'Université des Sciences Economiques de Budapest — *P. Hársfalvi*, maître de conférence à l'École de Pédagogie de Nyiregyháza — *L. Katus*, candidat ès sciences historiques, collaborateur en chef de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *L. Makkai*, docteur ès sciences historiques, conseiller scientifique de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *Gy. Mérei*, académicien, professeur à l'Université des Sciences de Szeged — *E. Niederhauser*, docteur ès sciences historiques, conseiller scientifique de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *S. Orbán*, docteur ès sciences historiques, chef de section de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *Zs. P. Pach*, académicien, vice-président de l'Académie Hongroise, directeur de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *K. Péter*, candidat ès sciences historiques, collaboratrice en chef de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *Gy. Ránki*, académicien, directeur adjoint de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *Z. Tagányi*, collaborateur de l'Institut de Sociologie de l'Académie Hongroise — *I. Vida*, candidat ès sciences historiques, collaborateur de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise — *V. Zimányi*, docteur ès sciences historiques, collaboratrice en chef de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise

*Just published*

**EIGHTH INTERNATIONAL  
ECONOMIC HISTORY CONGRESS  
HUITIÈME CONGRÈS INTERNATIONAL  
D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE  
BUDAPEST 1982**

**A THEMES**

*Papers in English and French · 190 pages · 17 × 25 cm*

**CONTENTS**

**A 1 Large Estates and Small Holdings. Lords and Peasants in Europe from the Middle Ages to Modern Times**

*L. Makkai* (Budapest, Hungary): Grand domaine et petites exploitations, seigneur et paysan en Europe au Moyen Age et aux temps modernes

*P. C. Emmer-D. H. A. Kolff-R. J. Ross* (Leiden, The Netherlands): The Expansion of Europe and the Transformation of Third World Agriculture. Two Colonial Models

**A 2 Protoindustrialization: Theory and Reality**

*F. Mendels* (Maryland, USA): Protoindustrialization: Theory and Reality. General Report

**A 3 Technical Change: Employment and Investment**

*N. Rosenberg* (Stanford, USA): Technological Progress and Economic Growth

*J. Foreman-Peck* (Newcastle upon Tyne, USA): Multinational Companies and the International Transfer of Technology in the Motor Industry to 1939

*W. N. Parker* (New Haven, USA): Communication Techniques and Social Organization in the World Economy

*A. Maddison* (Groningen, The Netherlands): Capitalist Economic Performance since 1820

**Open forum**

*M. Drake* (Milton Keynes, England)—*J.-F. Bergier* (Zurich, Switzerland): Famine in History

**AKADÉMIAI KIADÓ  
PUBLISHING HOUSE OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES  
BUDAPEST**

**Distributors:**

**KULTURA**

**Hungarian Foreign Trading Company**

**P.O.B. 149, H-1389 Budapest**

*Just published*

**EIGHTH INTERNATIONAL  
ECONOMIC HISTORY CONGRESS  
HUITIÈME CONGRÈS INTERNATIONAL  
D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE  
BUDAPEST 1982**

**B THEMES**

*Papers in English, French, German and Spanish · In 11 volumes · 17 × 25 cm*

- B 1     *Economic Theory and History*  
ISBN 963 05 3133 X · 81 pages
- B 2     *New Applications of Quantitative Methods in Economic and Social History*  
ISBN 963 05 3134 8 · 91 pages
- B 3     *The Long Run Trends*  
ISBN 963 05 3135 6 · 94 pages
- B 4     *Types of Consumption, Traditional and Modern*  
ISBN 963 05 3136 4 · 85 pages
- B 5     *Female Labour before, during and after the Industrial Revolution*  
ISBN 963 05 3137 2 · 85 pages
- B 6     *Typology of Colonial Economic Development*  
ISBN 963 05 3138 0 · 73 pages
- B 7     *Agrarian Reforms: Comparative Studies*  
ISBN 963 05 3139 9 · 69 pages
- B 8     *Migrations, Population and Occupation of Land (before 1800)*  
ISBN 963 05 3140 2 · 79 pages
- B 9     *From Family Firm to Professional Management:  
Structure and Performance of Business Enterprise*  
ISBN 963 05 3141 0 · 94 pages
- B 10    *Transformation of Bank Structures in the Industrial Period*  
ISBN 963 05 3142 9 · 61 pages
- B 11–12 *Economy of the Nuclear or Extended Family in Oriental Antiquity—Trade in  
Staples in Antiquity (Greece and Rome)*  
ISBN 963 05 3143 7 · 105 pages

**AKADÉMIAI KIADÓ  
PUBLISHING HOUSE OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES  
BUDAPEST**

**Distributors:  
KULTURA  
Hungarian Foreign Trading Company  
P.O.B. 149, H-1389 Budapest**

*Vient de paraître*

*Just published*

**GRAND DOMAINE ET PETITES EXPLOITATIONS  
EN EUROPE  
AU MOYEN AGE ET DANS LES TEMPS MODERNES  
RAPPORTS NATIONAUX**

**LARGE ESTATES AND SMALL HOLDINGS  
IN EUROPE  
IN THE MIDDLE AGES AND MODERN TIMES  
NATIONAL REPORTS**

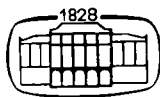
*Publié par/Edited by*

**Péter GUNST—Tamás HOFFMANN**

*1982 · 404 pages · 17 × 25 cm · ISBN 963 05 3160 7*

Ce volume contient la riche collection des rapports nationaux, élaborés comme études préliminaires pour le thème A.1 du Huitième Congrès International d'Histoire Économique. Études en français, anglais et allemand.

This volume contains the rich collection of national reports elaborated as preliminary studies for Theme A.1 of the Eighth International Economic History Congress. Studies in French, English and German.



**AKADÉMIAI KIADÓ  
MAISON D'ÉDITION DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE  
PUBLISHING HOUSE OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES  
BUDAPEST**

**Distributeurs/Distributors:**

**KULTURA**

**Société Hongroise pour le Commerce Extérieur  
Hungarian Foreign Trading Company  
P.O.B. 149, H-1389 Budapest**

*Acta Historica* publishes papers on history in French, English, German and Russian.

*Acta Historica* appears in issues of varying size making up volumes. One volume of 400–500 pages appears every year.

Orders may be placed with “Kultura” Foreign Trading Company (1389 Budapest 62. POB. 149) or its representatives abroad.

---

Die *Acta Historica* veröffentlicht Abhandlungen aus dem Bereiche der Geschichtswissenschaft in französischer, englischer, deutscher und russischer Sprache.

Die *Acta Historica* erscheint in Heften wechselnden Umfanges. Vier Hefte bilden einen 25–30 Bogen starken, jährlich erscheinenden Band.

Bestellbar bei “Kultura” Außenhandelsunternehmen (1389 Budapest 62. POB. 149) oder seinen Auslandsvertretungen.

---

Журнал “*Acta Historica*” публикует трактаты из области исторических наук на русском, французском, английском языках.

“*Acta Historica*” выходит отдельными выпусками разного объема. Четыре выпуска составляют один том (25—30 печатных листов) в год.

Заказы принимает предприятие по внешней торговле “Kultura” (1389 Budapest 62, POB. 149) или его заграничные представительства и уполномоченные.



Periodicals of the Hungarian Academy of Sciences are obtainable  
at the following addresses:

**AUSTRALIA**

C.B.D. LIBRARY AND SUBSCRIPTION SERVICE  
Box 4886, G.P.O., Sydney N.S.W. 2001  
COSMOS BOOKSHOP, 145 Ackland Street  
St. Kilda (Melbourne), Victoria 3182

**AUSTRIA**

GLOBUS, Höchstädtplatz 3, 1206 Wien XX

**BELGIUM**

OFFICE INTERNATIONAL DE LIBRAIRIE  
30 Avenue Marnix, 1050 Bruxelles  
LIBRAIRIE DU MONDE ENTIER  
162 rue du Midi, 1000 Bruxelles

**BULGARIA**

HEMUS, Bulvar Ruszki 6, Sofia

**CANADA**

PANNONIA BOOKS, P.O. Box 1017  
Postal Station "B", Toronto, Ontario M5T 2T8

**CHINA**

CNPICOR, Periodical Department, P.O. Box 50  
Peking

**CZECHOSLOVAKIA**

MAD'ARSKÁ KULTURA, Národní třída 22  
115 66 Praha  
PNS DOVOZ TISKU, Vinohradská 46, Praha 2  
PNS DOVOZ TLACE, Bratislava 2

**DENMARK**

EJNAR MUNKSGAARD, Norregade 6  
1165 Copenhagen K

**FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY**

KUNST UND WISSEN ERICH BIEBER  
Postfach 46, 7000 Stuttgart 1

**FINLAND**

AKATEEMINEN KIRJAKAUPPA, P.O. Box 128  
SF-00101 Helsinki 10

**FRANCE**

DAWSON-FRANCE S. A., B. P. 40, 91121 Palaiseau  
EUROPÉRIODIQUES S. A., 31 Avenue de Versailles, 78170 La Celle St. Cloud  
OFFICE INTERNATIONAL DE DOCUMENTATION ET LIBRAIRIE, 48 rue Gay-Lussac  
75240 Paris Cedex 05

**GERMAN DEMOCRATIC REPUBLIC**

HAUS DER UNGARISCHEN KULTUR  
Karl Liebknecht-Straße 9, DDR-102 Berlin  
DEUTSCHE POST ZEITUNGSVERTRIEBSAMT  
Straße der Pariser Kommüne 3-4, DDR-104 Berlin

**GREAT BRITAIN**

BLACKWELL'S PERIODICALS DIVISION  
Hythe Bridge Street, Oxford OX1 2ET  
BUMPUS, HALDANE AND MAXWELL LTD.  
Cowper Works, Olney, Bucks MK46 4BN  
COLLET'S HOLDINGS LTD., Denington Estate  
Wellingborough, Northants NN8 2QT  
WM. DAWSON AND SONS LTD., Cannon House  
Folkstone, Kent CT19 5EE  
H. K. LEWIS AND CO., 136 Gower Street  
London WC1E 6BS

**GREECE**

KOSTARAKIS BROTHERS INTERNATIONAL  
BOOKSELLERS, 2 Hippokratous Street, Athens-143

**HOLLAND**

MEULENHOFF-BRUNA B.V., Beulingstraat 2,  
Amsterdam  
MARTINUS NIJHOFF B.V.  
Lange Voorhout 9-11, Den Haag

**SWETS SUBSCRIPTION SERVICE**

347b Heereweg, Lisse

**INDIA**

ALLIED PUBLISHING PRIVATE LTD., 13/14,  
Asaf Ali Road, New Delhi 110001  
150 B-6 Mount Road, Madras 600002  
INTERNATIONAL BOOK HOUSE PVT. LTD  
Madame Cama Road, Bombay 400039  
THE STATE TRADING CORPORATION OF  
INDIA LTD., Books Import Division, Chandralok  
36 Janpath, New Delhi 110001

**ITALY**

INTERSCIENTIA, Via Mazzè 28, 10149 Torino  
LIBRERIA COMMISSIONARIA SANSONI, Via  
Lamarmora 45, 50121 Firenze  
SANTO VANASIA, Via M. Macchi 58  
20124 Milano  
D. E. A., Via Lima 28, 00198 Roma

**JAPAN**

KINOKUNIYA BOOK-STORE CO. LTD.  
17-7 Shinjuku 3 chome, Shinjuku-ku, Tokyo 160-91  
MARUZEN COMPANY LTD., Book Department,  
P.O. Box 5050 Tokyo International, Tokyo 100-31  
NAUKA LTD. IMPORT DEPARTMENT  
2-30-19 Minami Ikebukuro, Toshima-ku, Tokyo 171

**KOREA**

CHULPANMUL, Phenjan

**NORWAY**

TANUM-TIDSKRIFT-SENTRALEN A.S., Karl  
Johansgatan 41-43, 1000 Oslo

**POLAND**

WĘGIERSKI INSTYTUT KULTURY, Marszał-  
kowska 80, 00-517 Warszawa  
CKP I W, ul. Towarowa 28, 00-958 Warszawa

**ROUMANIA**

D. E. P., București  
ILEXIM, Calea Grivitei 64-66, București

**SOVIET UNION**

SOJUZPECHAT — IMPORT, Moscow  
and the post offices in each town  
MEZHDUNARODNAYA KNIGA, Moscow G-200

**SPAIN**

DIAZ DE SANTOS, Lagasca 95, Madrid 6

**SWEDEN**

ALMQVIST AND WIKSELL, Gamla Brogatan 26  
101 20 Stockholm  
GUMPERTS UNIVERSITETSBOKHANDEL AB  
Box 346, 401 25 Göteborg 1

**SWITZERLAND**

KARGER LIBRI AG, Petersgraben 31, 4011 Basel

**USA**

EBSCO SUBSCRIPTION SERVICES  
P.O. Box 1943, Birmingham, Alabama 35201  
F. W. FAXON COMPANY, INC.  
15 Southwest Park, Westwood Mass. 02090  
THE MOORE-COTTRELL SUBSCRIPTION  
AGENCIES, North Cohocton, N. Y. 14868  
READ-MORE PUBLICATIONS, INC.  
140 Cedar Street, New York, N. Y. 10006  
STECHELT-MACMILLAN, INC.  
7250 Westfield Avenue, Pennsauken N. J. 08110

**YUGOSLAVIA**

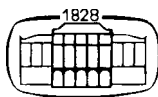
JUGOSLOVENSKA KNJIGA, Terazije 27, Beograd  
FORUM, Vojvode Mišića 1, 21000 Novi Sad

# **ACTA HISTORICA**

**ACADEMIAE SCIENTIARUM HUNGARICAE**

**TOME 27**

**INDEX**



**AKADÉMIAI KIADÓ, BUDAPEST**

**1981**



## INDEX

### ETUDES

<i>Katalin Péter</i> : Vie de la société transylvaine dans la première moitié de XVII <sup>e</sup> siècle .....	1
<i>Каталин Петер</i> : Жизнь трансильванского общества в первой половине XVII-го века .....	28
<i>Ágnes R. Várkonyi</i> : Politique envers les serfs et développement culturel dans l'Etat de Rákóczi .....	31
<i>Агнеш Р. Варкони</i> : Крепостная политика и просвещение в государстве Ракоци .....	61
<i>György Ránki</i> : The Great Powers and the Economic Reorganization of the Danube Valley after World War I .....	63
<i>Дьердь Ранки</i> : Великие державы и хозяйственное преобразование Дунайского бассейна после первой мировой войны .....	97
<i>Zsigmond Pál Pach</i> : East Central Europe and World Trade at the Dawn of Modern Times .....	281
<i>Жигмонд Пал Пах</i> : Центрально-Восточная Европа и мировая торговля на заре новой эры .....	316
<i>Vera Zimányi</i> : Grands domaines et petites exploitations en Europe Orientale-Centrale .....	317
<i>Вера Зиманы</i> : Крупные поместья и крепостянские хозяйства в Средней и Восточной Европе .....	332
<i>János Buza</i> : Der Kurs der Löwentaler in Ost-Mitteleuropa (mit besonderer Rücksicht auf Siebenbürgen und Ungarn) .....	335
<i>Янош Буза</i> : Распространение голландских левков в Центральной и Восточной Европе .....	357
<i>Gyula Mérei</i> : Marktverhältnisse im Außenhandel des Königreichs Ungarn 1790—1848. ....	359
<i>Дьюла Мереи</i> : Внешняя торговля и рыночные отношения в Венгерском королевстве в 1790—1848 гг. ....	423
<i>László Makkai</i> : Second servage et capitalisme .....	425
<i>Ласло Маккаи</i> : Вечная крепостная зависимость и капитализм .....	448
<i>Emil Niederhauser</i> : L'affranchissement des serfs en Europe de l'Est .....	449
<i>Эмиль Нидерхаузер</i> : Отмена крепостного права в Восточной Европе .....	466
<i>László Katus</i> : Zum demographischen Übergang in Ungarn vor 1918 .....	469
<i>Ласло Катус</i> : Вопросы демографического перехода в Венгрии перед 1918 г. ....	497
<i>György Ránki</i> : Surmounting the Economic Crisis in South-East Europe in the 1930s .....	499
<i>Дьердь Ранки</i> : Преодоление экономического кризиса в Юго-Восточной Европе в 30-ые годы .....	523

### COMMUNICATIONS

<i>Иван Солонкин</i> : Основные результаты исследования венгерскими историками крепостной деревни в Венгрии в первой половине XIX века .....	
<i>Miklós Mann</i> : Ágoston Trefort, Gestalter ungarischer Kulturpolitik 1872—1888 .....	145
<i>András Gergely—János Veliky</i> : Der Weg der ungarischen Presse in der Politik nach 1867 ..	163
<i>Éva H. Haraszti</i> : British Reflections on the Decisive Year of Post-War Hungary: 1948. ....	189

### VIE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

Tagung der Kommission der Historiker der DDR und der Ungarischen Volksrepublik (Emma Kövics) .....	205
Conférence scientifique internationale à Debrecen consacrée à Gábor Bethlen (János Miklós Kalmár—Zsuzsanna J. Ujváry) .....	219
Compte rendu de la conférence tenue en commun par l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences de Slovaquie et l'Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise des Sciences (Gábor Pajkossy) .....	226

### COMPTES RENDUS DE LIVRES

<i>Ireneusz Ihnatowicz—Antoni Manczak—Benedykt Zientara</i> : La société polonaise du X <sup>e</sup> au XX <sup>e</sup> siècle (Adrienne Körmeny) .....	235
---	-----

<i>Elek Csetri—István Imreh: La société transylvaine en transformation 1767—1821 (Ambrus Miskolczy)</i> .....	239
<i>Bibliographie chronologique de l'histoire slovaque. Activité des années 1960—1977. (Emil Niederhauser)</i> .....	241
<i>Album Elemér Mályusz. Etudes présentées à la Commission pour l'histoire des Assemblées d'Etats LVI. (György Bónis)</i> .....	243
<i>Quellen zur Geschichte der Siebenbürger Sachsen (Erik Fügedi)</i> .....	245
<i>Цветкова Бистра: Паметна битка на народите (Памятная битва народов) (Иожеф Бёден)</i> .	246
<i>Documents sur l'histoire de la révolution de 1848 dans les pays roumains. C. Transylvanie (Zsolt Trócsányi)</i> .....	248
<i>И. И. Лециловская: Общественно-политическая борьба в Хорватии в 1848—49 гг. (Эмиль Нидерхаузер)</i> .....	251
<i>Philip S. Foner: Karl Liebknecht and the United States (William A. Pelz)</i> .....	253
<i>International Labour Movement (János Jemnitz)</i> .....	254
<i>Петар Коледаров: Политическа география на средновековната българска държава (Политическая география средневекового болгарского государства) (Эмиль Нидерхаузер)</i> .....	525
<i>Wilhelm Abel: Geschichte der deutschen Landwirtschaft vom frühen Mittelalter bis zum 19. Jahrhundert (Zoltán Tagányi)</i> .....	527
<i>Hans Mottek: Wirtschaftsgeschichte Deutschlands (Z. T.)</i> .....	529
<i>Wolfgang Küttler: Lenins Formationsanalyse. Rußland vor 1905 (Z. T.)</i> .....	531
<i>Geir Lundestad: The American Non-Policy Towards Eastern Europe 1943—1947 (István Vida)</i> .....	533
<i>Mária F. Fejér—Lajos Huszár: Bibliographia numismatica Hungariae (János Buza)</i> .....	256
<i>Monumenta rusticorum in Hungaria rebellium anno MDXIV (Gy. B.)</i> .....	258
<i>Christianus Schesaeus: Opera quae supersunt omnia (József Bessenyei)</i> .....	259
<i>Vera Zimányi: La Hongrie dans l'économie européenne 1600—1650 (J. B.)</i> .....	262
<i>Gyula Juhász: Hungarian Foreign Policy 1919—1945 (É. H. Haraszi)</i> .....	264
<i>Zsuzsa L. Nagy: Bethlens liberale Opposition (Die liberalen bürgerlichen Parteien 1919—1931) (Loránt Tilkovszky)</i> .....	266
<i>Лаюш Тарди: Работоторговля татар и венгры в XIII—XV вв. (Эмиль Нидерхаузер)</i> .....	538
<i>Zsolt Trócsányi: Le gouvernement central de Transylvanie 1540—1690 (Katalin Péter)</i> .....	539
<i>Imre Hegyi: Historische Formen der bäuerlichen Waldnutzung (Péter Gunst)</i> .....	541
<i>Vergangenheit des ungarischen Gehöftsystems. Studien. Redigiert von Ferenc Pölöskei, György Szabad (Péter Hársfalvi)</i> .....	543
<i>József Kanyar: Die Agrargesellschaft des Komitats Somogy von der ersten Bodenreform bis zur sozialistischen Landwirtschaft (1920—1949) (Sándor Orbán)</i> .....	548
<i>Ferenc Glatz: Geschichtsschreiber und Politik (Loránt Tilkovszky)</i> .....	550
<i>Gyula Tokody: Deutschland 1918—1919 (Gábor Erdődy)</i> .....	556
<i>István Rác: Die bäuerliche Migration und ihre politische Beurteilung in Ungarn 1849—1914 (Zoltán Fejős)</i> .....	559
<i>Edit S. Vincze 1927—1980 (Ferenc Mucsi)</i> .....	271
<b>EIGHTH INTERNATIONAL ECONOMIC HISTORY CONGRESS</b>	
<b>Budapest 1982</b> .....	275